
U d'/of Ottawa
39003022612187

PUBLICATION DE L'INSTITUT DE DROIT PUBLIC
COMPARÉ ET DE DROIT DES GENS.

NOUVEAU RECUEIL GÉNÉRAL DE TRAITÉS ET AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

Heinrich Triepel
Conseiller intime de justice
Professeur de droit public à l'Université de Berlin.

TROISIÈME SÉRIE.

TOME XXIV.



LEIPZIG
LIBRAIRIE THEODOR WEICHER
1931

PUBLICATION DE L'INSTITUT DE DROIT PUBLIC
COMPARÉ ET DE DROIT DES GENS.

NOUVEAU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

Heinrich Triepel
Conseiller intime de justice
Professeur de droit public à l'Université de Berlin.

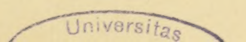
TROISIÈME SÉRIE.

TOME XXIV.

PREMIÈRE LIVRAISON.



LEIPZIG
LIBRAIRIE THEODOR WEICHER
1931



1.

ALLEMAGNE, BELGIQUE, GRANDE-BRETAGNE, FRANCE, ITALIE.

Accord concernant l'évacuation par les troupes belges, britanniques et françaises des territoires rhénans occupés; signé à La Haye, le 30 août 1929, suivi d'un Echange de Notes signées les 29 et 30 août 1929.

Reichsgesetzblatt 1930. II, No. 7.

Accord.

Les Soussignés dûment autorisés:

Vu les notes ci-annexées échangées entre les Gouvernements Belge, Britannique et Français d'une part, et le Gouvernement Allemand d'autre part, en vue de l'évacuation par les troupes belges, britanniques et françaises des territoires rhénans occupés:

Constatent l'accord réalise à ce sujet;

Constatent qu'afin de faciliter dans l'intérêt commun le réglement amiable et pratique de toute difficulté qui puisse venir à s'élever entre la Belgique et l'Allemagne ou entre la France et l'Allemagne relativement à l'observation des Articles 42 et 43 du Traité de Versailles,*) les Gouvernements Allemand, Belge et Français sont d'accord que la tâche d'amener un réglement amiable desdites difficultés soit accomplie par les Commissions organisées par les Conventions d'arbitrage conclues à Locarno le 16 octobre 1925 par la Belgique et par

The undersigned duly authorised:

Having taken note of the notes annexed hereto which have been exchanged between the Belgian, British and French Governments of the one part and the German Government of the other part with a view to the evacuation of the Rhineland territory occupied by the Belgian, British and French troops

Note the agreement which has been arrived at on this question.

Note, also, that in order to facilitate in the common interest a friendly and practical settlement of any difficulty which may arise between Belgium and Germany or between France and Germany concerning the observance of Articles 42 and 43 of the Treaty of Versailles,*) the German, Belgian and French Governments have agreed that the task of settling amicably any such difficulty shall be accomplished by the commissions set up under the arbitration agreements concluded at Locarno on October 16, 1925, by Belgium and by France

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 359.

la France avec l'Allemagne.*) Ces Commissions agiront conformément à la procédure ainsi qu'avec les pouvoirs prévus par ces Conventions.

Si pareille difficulté vient à s'élever, elle sera soumise soit à la Commission germano-belge de conciliation, soit à la Commission germano-française de conciliation, selon que la difficulté se sera élevée entre la Belgique et l'Allemagne ou entre la France et l'Allemagne.

Cet accord ne porte nulle atteinte aux dispositions générales applicables en tels cas, et notamment sont réservés les pouvoirs généraux du Conseil et de l'Assemblée de la Société des Nations et l'application éventuelle de l'Article 213 du Traité de Versailles sur les investigations.**) Il est également entendu que chacune des Puissances signataires du Traité conclu à Locarno le 16 octobre 1925 entre l'Allemagne, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie,***), conserve le droit de saisir à tout moment le Conseil de la Société des Nations de toute difficulté conformément à l'Article 4 dudit Traité.

Le présent accord et l'arrangement relatif à l'acceptation du principe du Plan du 7 juin 1929 sont réciproquement subordonnés l'un à l'autre.

Fait à La Haye, le 30 août 1929.

Stresemann.
Paul Hymans.
Arthur Henderson.
Aristide Briand.
Dino Grandi.

*) V. N. R. G. 3. s. XVI, p. 12, 17.
***) V. N. R. G. 3. s. XVI, p. 9.

with Germany.*) These commissions will act in conformity with the procedure laid down and with the rights accruing under these conventions.

If any such difficulty should arise, it will be submitted either to the Belgo-German Conciliation Commission or to the Franco-German Conciliation Commission, according to whether the difficulty arises between Belgium and Germany or between France and Germany.

This agreement does not in any way affect the general provisions applicable in such case and in particular is subject to the reservation that the powers of the Council and Assembly of the League of Nations to make investigations under Article 213 of the Treaty of Versailles**) remain intact. It is also subject to the understanding that each of the Powers who signed the Treaty concluded at Locarno on the 16th October, 1925, between Germany, Belgium, France, Great Britain and Italy***) retains the right to lay any difficulty at any time before the Council of the League of Nations in conformity with Article 4 of that Treaty.

The present agreement and the arrangements relating to the acceptance in principle of the Plan of June 7th, 1929, are mutually interdependent.

Done at The Hague, the 30th day of August 1929.

Stresemann.
Paul Hymans.
Arthur Henderson.
Aristide Briand.
Dino Grandi.

**) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 472.

Annexes.

1.

Note des Puissances occupantes.

le 30 août, 1929.

Excellence,

Au cours des travaux de la Commission Politique de la Conférence de la Haye, les trois Puissances occupantes se sont mises d'accord pour décider que l'évacuation de la Rhénanie commencera pendant le mois de septembre, dans les conditions fixées aux notes ci-annexées. Les troupes belges et britanniques seront complètement retirées dans un délai de trois mois à partir de la date du commencement des opérations d'évacuation. Les troupes françaises évacueront la deuxième zone dans le même délai. L'évacuation de la troisième zone par les troupes françaises commencera immédiatement après la ratification par les parlements allemand et français et la mise à exécution du Plan Young. L'évacuation sera effectuée sans interruption et aussi rapidement que le permettront les conditions physiques et, en tous cas, elle sera achevée au plus tard dans un délai de huit mois et qui ne dépassera pas la fin de juin, 1930.

En vue de permettre aux troupes belges, britanniques et françaises de terminer l'évacuation dans les délais indiqués ci-dessus, il est nécessaire que le Gouvernement du Reich prenne les dispositions prévues dans les Notes précitées ci-annexées. Nous serions obligés à Votre Excellence de marquer son accord sur lesdites dispositions.

August 30th, 1929.

Your Excellency,

In the course of the proceedings of the Political Commission of the Conference at The Hague the three Occupying Powers have agreed to begin the evacuation of the Rhineland during the month of September on the conditions laid down in the attached notes. The withdrawal of the Belgian and British forces will be completed within three months of the date on which the operation of evacuation begins. The French forces will evacuate the Second Zone within the same period. The evacuation of the Third Zone by the French troops will begin immediately after the Young Plan is ratified by the German and French Parliaments and put into operation. It will proceed without interruption as rapidly as physical conditions permit, and in any case will be completed at the latest in a period of eight months terminating not later than the end of June, 1930.

In order to enable the Belgian, British and French troops to complete the evacuation within the periods indicated above, it is necessary that the Government of the Reich should take the measures laid down in the annexed notes mentioned above. We should be greatly indebted to Your Excellency if you would let us know if you are in agreement with regard to these measures.

Nous profitons de cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de notre très haute considération.

Paul Hymans.
Arthur Henderson.
Aristide Briand.

Son Excellence Dr. Stresemann.

We avail ourselves of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of our highest consideration.

Paul Hymans.
Arthur Henderson.
Aristide Briand.

His Excellency Dr. Stresemann.

2.

Note française.

La Haye, le 29 août 1929.

Note relative à l'évacuation anticipée des Territoires Occupés.

I. Fixation détaillée de la limite indiquée pour la troisième zone par le Traité de Paix.

Pour la fixation de la ligne de démarcation de la troisième zone, il sera adopté la même procédure que celle qui a été suivie lors de l'évacuation de la première zone.

La Commission prévue par cette procédure précisera sur place le tracé défini d'une façon générale dans l'Article 429, paragraphe 2 du Traité de Paix,*) en tenant compte des indications données dans cet Article, notamment pour les localités, vallées, routes et voies ferrées.

Cette Commission devra avoir terminé son travail 15 jours après le commencement de l'évacuation de la deuxième zone.

II. Transit à travers les territoires évacués jusqu'à l'évacuation complète des territoires occupés.

a) Visa de transit. Les membres de la Haute Commission Interalliée des Territoires Rhénans et le personnel appartenant à cet organisme et aux armées d'occupation ainsi que les membres de leurs familles, qui feront un voyage comportant un trajet dans des territoires évacués des première et deuxième zones seront autorisés à traverser en chemin de fer ces territoires en vêtements civils et porteurs de leurs pièces d'identité, selon le mode actuellement appliqué pour la traversée de la première zone.

b) Délivrance des billets directs et enregistrement des bagages via Coblence et Cologne.

Le Gouvernement Allemand interviendra auprès de la Deutsche Reichsbahn-Gesellschaft pour que des mesures identiques à celles actuellement en vigueur pour la traversée de la première zone soient prises pour permettre le transit par la deuxième zone des Membres de la Haute Com-

*) V. **N. R. G.** 3. s. XI, p. 660.

mission Interalliée des Territoires Rhénans, du personnel appartenant à cet organisme et aux armées d'occupation, des membres de leurs familles ainsi que des bagages leur appartenant.

III. Transfert du siège de la Haute Commission et de son personnel dans la troisième zone.

Les autorités allemandes prendront en temps utile toutes dispositions nécessaires pour assurer, conformément aux décisions qui seront prises par la Haute Commission, le transfert et l'installation dans la troisième zone des services et du personnel de la Haute Commission, notamment en ce qui concerne les transports à effectuer et la fourniture, pour les dates indiquées, de tous les locaux de service et logements nécessaires aux Alliés, ceci après consultation du Commissaire d'Empire pour les Territoires occupés et examen sur place de la question.

IV. Mesures de police.

En vue d'éviter tout incident de nature à affecter les bonnes relations entre les deux Pays, il est désirable que les mesures utiles soient prises pour prévenir toute manifestation lors du départ des troupes et toute provocation à ces manifestations.

V. Amnistie.

Les Gouvernements Allemand, Belge et Français sont convenus qu'une amnistie visant les faits connexes à l'occupation interviendra à l'occasion de l'évacuation des Territoires occupés.

Les détails de cette amnistie seront fixés d'un commun accord par des Représentants des trois Gouvernements, qui s'inspireront d'un large esprit de conciliation et d'apaisement.

Ces Représentants se réuniront à Coblence dans le plus bref délai et devront avoir terminé leurs travaux pour le 1er octobre prochain.

Dans le même esprit d'apaisement ces Représentants envisageront également les mesures gracieuses susceptibles d'être prises par chacun des Gouvernements Belge et Français à l'égard des ressortissants de l'Allemagne qui auraient été condamnés pour des faits se rapportant à l'occupation et réciproquement. Ils feront à leurs Gouvernements des propositions à cet effet.

VI. Décisions judiciaires.

Le Gouvernement Allemand doit constater que les juridictions allemandes ne sont pas compétentes pour réviser les décisions rendues en matière répressive par les juridictions de l'occupation.

VII. Questions financières.

Les frais des armées d'occupation (y compris les dépenses de la Haute Commission Interalliée dans les Territoires Rhénans) à partir du 1er septembre 1929, seront couverts par un fonds de réserve fixé à 60 millions de Reichsmark; le Gouvernement Allemand participera à ce fonds

par le versement d'une somme forfaitaire de 30 millions de Reichsmark à fonds perdu. Les Puissances occupantes participeront de leur côté au capital du fonds dans les proportions suivantes: France 35 %, Grande-Bretagne 12 %, Belgique 3 %.

Les Puissances occupantes et le Gouvernement Allemand font l'abandon réciproque, d'une part, de toutes leurs créances relatives à l'Article 6 de l'Arrangement rhénan,*) qui n'auraient pas été payées „cash" au 1er septembre 1929 et, d'autre part, de toutes créances existantes ou futures relatives aux prestations et dommages des Articles 8 à 12 de l'Arrangement rhénan, quelle qu'en soit la date. Il ne sera élevé de part ni d'autre aucune réclamation d'ordre financier, à quelque titre que ce soit, pour un territoire évacué.

Les créances auxquelles les Gouvernements des Puissances occupantes renoncent sont notamment: leurs créances sur tous soldes existant en leur faveur dans le „compte spécial" de l'Agent Général pour les paiements de réparations (cf. Additif n° 2 de Bruxelles); les créances nées d'avances faites par l'Agent Général en vertu de l'Article 6 et des Articles 8 à 12 de l'Arrangement rhénan; toutes réclamations pour la valeur marchande de tous bâtiments construits par le Gouvernement Allemand pour les armées d'occupation et imputés sur l'annuité.

Les dispositions prévues s'appliquent tant aux troupes d'occupation qu'aux Délégations de la Haute Commission Interalliée dans les Territoires Rhénans et à leur personnel.

Aristide Briand.

3.

Note belge.

Délégation Belge.

Note sur l'évacwuation anticipée des Territoires Occupés.

Le Gouvernement du Reich prendra les dispositions énumérées ci-après:

I. Dispositions militaires.

a) Mettre à la disposition des troupes belges d'occupation, à titre gratuit, le personnel, le matériel et les installations de chemins de fer de toute nature, nécessaires à l'évacuation du personnel, des animaux et du matériel appartenant aux troupes belges d'occupation et à leurs ressortissants.

b) Permettre la mise en traitement dans les hôpitaux civils allemands, aux frais du Gouvernement Belge, des malades intransportables appartenant aux troupes belges d'occupation ou à leur suite, et dans les mêmes conditions, l'hospitalisation des animaux malades dans des établissements allemands.

c) Autoriser la liquidation sur place du matériel non évacué et ce, sans application de droits de douane.

---

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 677.

d) Fournir gratuitement la main-d'œuvre et le charroi nécessaires en vue de faciliter l'évacuation, de même que ceux destinés à la remise aux Autorités allemandes qualifiées, de tous les biens, meubles et immeubles, utilisés du fait de l'occupation.

e) Permettre que toutes installations telles que poêles, bains, chauffe-bains, soient laissées dans leur état actuel sans être démontées. Les Autorités militaires donneront les instructions nécessaires pour que le mobilier et le matériel mis à la disposition des troupes d'occupation demeurent en place.

II. Dispositions financières.

Les frais des armées d'occupation (y compris les dépenses de la Haute Commission interalliée dans les Territoires Rhénans) à partir du 1er septembre 1929 seront couverts, par un fonds de réserve fixé à 60 millions de Reichsmarks; le Gouvernement Allemand participera à ce fonds par le versement d'une somme fortaitaire de 30 millions de Reichsmarks à fonds perdu. Les Puissances occupantes participeront au capital de ce fonds dans les proportions suivantes:

France	35 %
Grande-Bretagne . . .	12 %
Belgique	3 %

Les Puissances occupantes et le Gouvernement Allemand font l'abandon réciproque d'une part, de toutes les créances relatives aux dommages de l'Article 6 de l'Arrangement Rhénan qui n'auraient pas été payés „cash" au 1er septembre 1929 et, d'autre part, de toutes créances existantes ou futures relatives aux prestations et dommages des Articles 8 à 12 de l'Arrangement rhénan quelle qu'en soit la date. Il ne sera élevé de part ni d'autre aucune réclamation d'ordre financier à quelque titre que ce soit pour un territoire évacué.

Les créances auxquelles les Gouvernements des Puissances occupantes renoncent sont notamment: leurs créances sur tous soldes existant en leur faveur dans le „compte spécial" de l'Agent Général pour les paiements de réparations (cf. additif no 2 de Bruxelles); les créances nées d'avances faites par l'Agent général en vertu de l'Article 6 et des Articles 8 à 12 de l'Arrangement rhénan; toutes réclamations pour la valeur marchande de tous bâtiments construits par le Gouvernement Allemand pour les armées d'occupation et imputées sur l'annuité.

Les dispositions prévues ci-dessus s'appliquent tant aux troupes d'occupation qu'aux délégations de la Haute Commission interalliée dans les Territoires Rhénans et à leur personnel.

En aucun cas, l'Allemagne ne sera obligée à faire aux Etats créanciers des paiements dépassant la somme sus-indiquée, ni admise à réclamer une partie quelconque de cette somme.

III. Dispositions générales.

Pour la ligne de démarcation de la troisième zone, sera adoptée la même procédure qui a été suivie lors de l'évacuation de la première zone.

Il appartiendra aux autorités allemandes de prendre les mesures nécessaires pour assurer le transfert et l'installation de la Haute Commission dans son nouveau siège, conformément aux décisions qui seront prises par celle-ci.

En vue d'éviter tout incident de nature à affecter les bonnes relations entre les deux pays, il est désirable que les mesures utiles soient prises pour prévenir toute manifestation lors du départ des troupes et toute provocation à ces manifestations.

Les Gouvernements Belge, Français et Allemand sont convenus qu'une amnistie visant les faits connexes à l'occupation interviendra à l'occasion de l'évacuation des territoires occupés.

Les détails de cette amnistie seront fixés de commun accord, par des représentants des trois Gouvernements qui s'inspireront d'un large esprit de conciliation. Ces représentants se réuniront à Coblence dans le plus bref délai et ils devront avoir terminé leurs travaux avant la date prévue pour le commencement de l'évacuation et au plus tard le 1er octobre.

Dans le même esprit d'apaisement, ces représentants envisageront également les mesures gracieuses susceptibles d'être prises par chacun des deux Gouvernements à l'égard des ressortissants de l'autre qui auraient été condamnés pour des faits se rapportant à l'occupation. Ils feront à leurs Gouvernements des propositions à cet effet.

Le Gouvernement Allemand constate que les juridictions allemandes ne sont pas compétentes pour reviser les décisions rendues en matière répressive par les juridictions d'occupation.

Les dispositions visées aux Chapitres I et III ci-dessus s'appliquent également à la délégation belge près la H. C. I. T. R. ainsi qu'à son personnel.

Paul Hymans.

4.

Note britannique.

The British Delegation
2, Lange Hout Straat,
The Hague.

29th August, 1929.

Your Excellency,

It is the desire of His Majesty's Government in the United Kingdom to withdraw the British forces at present in occupation of the Rhineland at an early date, but the speed with which such evacuation can be accomplished depends upon the nature of the Agreement which may be come to with the Government of the Reich.

This evacuation cannot be effected rapidly unless the German Government are prepared to give instructions to their authorities to facilitate in every way the withdrawal of the troops and will also agree to waive

certain claims such as those under Article 6 and Article 8—12 of the Rhineland Agreement.*) Experience has shown that the assessment of claims under these Articles is a lengthy business. His Majesty's Government fears that the investigation of the facts in connexion with such claims as may arise in future would necessitate the retention in the Rhineland of various elements of the Army of Occupation which might be withdrawn with the other troops if the claims are waived.

Among the services which the British authorities look to the German authorities to supply is the provision of:

Rolling stock for the evacuation of personnel and animals, and the assistance of the railway authorities in arranging time-tables;

Barges and tugs on the Rhine, together with the necessary personnel;

The personnel necessary for taking over, as and when required, barracks, buildings, lands and accomodation of all sorts as well as furniture and stores belonging to the Reich.

Engineer fittings such as stoves, baths, geysers, etc., will be taken over *in situ* as there will not be time to dismantle such fittings and hand them over unfixed.

I should be glad also to receive an assurance that:

Any soldiers or members of families of soldiers who at the moment of evacuation are ill and unable to travel will be received into German civilian hospitals and kept there at the expense of His Majesty's Government until they can return home; similary, sick animals and those suffering from contagious diseases will be received into German civilian veterinary hospitals;

No objection will be raised to guards in uniform travelling on the barges for the protection of stores in the course of evacuation by the Rhine, and also that no customs dues will be imposed on British Government property which is disposed of locally in order to avoid evacuation.

The British authorities look to the German authorities to provide any labour which is required for assisting the evacuation.

The claims Your Excellency's Government are invited to waive are those claims under Articles 8—12 of the Rhineland Agreement, and those claims in respect of damages under Article 6, which will not have been finally settled before 1st September and included in the monthly returns already rendered to the Agent General or (as regards Article 6) paid in cash.

The waiver will thus include both claims for services rendered and damages caused before 1st September which have not been finally settled before that date and claims in respect of services rendered or damages caused after 31st August, including those in connection with the evacuation.

It is understood that the German Government will secure that the services to be rendered after 31st August 1929, will be rendered as promptly and adequately as heretofore and His Majesty's Government

*) V. **N. R. G.** 3. s. XI, p. 677.

undertake to exercise the same reasonable moderation in demanding services as hitherto, and to give instructions to this effect to the General Officer Commanding in Chief.

As regards requisitions under Article 6 of the Rhineland Agreement, His Majesty's Government will continue as heretofore to pay for them by means of German currency which will be obtained from the Reich and will be credited against the Dawes Annuities so long as these continue to be paid. Any other claims which have been or might be put forward by the German Government against His Majesty's Government under Article 6 will be waived.

The above provisions apply to the British Army of Occupation in the Rhineland and the British Section of the Rhineland High Commission.

The above waiver of claims is proposed and accepted in order to facilitate the early withdrawal of the British troops from the Rhineland and is agreed to independently of the putting into force of the Young Plan.

At the date when the special account of the Agent General for Reparation Payments was closed on November 30th, 1928, a credit balance was outstanding in favour of His Majesty's Government. This balance has gradually been diminished by debits which have been accepted against it. Should there be any balance on this account on 1st September, 1929, the payment of such balance will be waived by His Majesty's Government and it would accordingly be retained by the German Government.

The same arrangement will apply to any balances existing in favour of His Majesty's Government which arise out of advances previously made by the Agent General in respect of Article 6, and Article 8—12 of the Rhineland Agreement. His Majesty's Government also waives any claim to the sale value of any buildings constructed by the German Government for the British Army and charged to the Annuity.

If the above arrangements are accepted by Your Excellency, it is the intention of His Majesty's Government to commence the evacuation about the middle of September and to complete it in a period of approximately three months.

I take this opportunity to assure Your Excellency of my highest consideration,

Arthur Henderson.

5.

Note allemande.

Deutsche Delegation.

Scheveningen, den 30. August 1929.

Meine Herren!

Ich beehre mich Euren Exzellenzen den Empfang des Schreibens vom heutigen Tage zu bestätigen, das Sie im Namen Ihrer Regierungen an mich gerichtet haben.

Die Deutsche Regierung nimmt Akt von der Erklärung der Königlich Belgiscnen Regierung, der Königlich Grossbritannischen Regierung und der Französischen Regierung über die Räumung des Rheinlandes. Danach wird die Räumung des Rheinlandes während des Monats September beginnen. Die belgischen und britischen Truppen werden innerhalb einer Frist von 3 Monaten, gerechnet vom Beginn der Räumungsoperationen, vollständig zurückgezogen werden. Die französischen Truppen werden die zweite Zone innerhalb derselben Frist räumen. Die Räumung der dritten Zone durch die französischen Truppen wird unmittelbar nach der Ratifikation des Young-Plans durch das deutsche und französische Parlament und nach der Ingangsetzung dieses Plans vorgenommen werden. Die Räumung wird ohne Unterbrechung und so schnell erfolgen, als die natürlichen Bedingungen es erlauben, und zwar spätestens in einem Zeitraum von 8 Monaten, der jedoch nicht das Ende des Monats Juni 1930 überschreiten darf.

Zugleich beehre ich mich, Euren Exzellenzen das Einverständnis der Deutschen Regierung mit den Bestimmungen zu bestätigen, die in den drei Anlagen Ihres Schreibens enthalten sind und gewisse Fragen betreffen, die mit der Räumung im Zusammenhang stehen.

Genehmigen Sie, meine Herren, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

Stresemann.

An den königlich belgischen Minister der Auswärtigen Angelegenheiten, Herrn Hymans,

den königlich großbritannischen Minister der Auswärtigen Angelegenheiten, Herrn Henderson,

und

den französischen Ministerpräsidenten und Minister der Auswärtigen Angelegenheiten, Herrn Briand, Den Haag.

2.

ALLEMAGNE, BELGIQUE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, ITALIE, JAPON, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Rapport du Comité des Experts constitué en vue de recommander un règlement complet et définitif du problème des réparations (Nouveau Plan, Plan Young); signé à Paris, le 7 juin 1929.*)

Reichsgesetzblatt 1930. II, No. 7; No. 29.

Report of the Committee of Experts.

Table of Contents.

Committee of Experts.

Report.

1. We transmit herewith to the Governments which took part in the Geneva Decision and to the Reparation Commission our proposals for a complete and final settlement of the reparation problem, including the settlement of the obligations resulting from the existing treaties and

---

*) Rédigé en langues allemande, anglaise, française et italienne. Nous n'imprimons que le texte anglais.

agreements between Germany and the Creditor Powers, and we unanimously recommend the following Plan to the Governments concerned.

Part. 1.

1. Appointment, Terms of Reference and Constitution.

2. This Committee originated with the decision taken by the Belgian, British, French, German, Italian and Japanese Governments to entrust to independent experts the task of drawing up proposals for a complete and final settlement of the reparation problem. Twelve Experts were to be chosen amongst the nationals of countries which participated in this decision, and two amongst the nationals of the United States of America. Each of the experts invited was empowered to appoint an alternate.

3. The appointments of the invited experts as Members of the Committee were made according to the following procedure:

4. The Belgian, British, French, Italian and Japanese Experts were appointed by the Reparation Commission upon the nomination of their respective Governments.

5. The German Experts were appointed by the German Government.

6. The Experts being citizens of the United States of America were appointed by the Reparation Commission conjointly with the German Government.

7. The mandate of the Committee of Experts thus formed is set forth in the following terms of reference:

8. „The Belgian, British, French, German, Italian and Japanese Governments, in pursuance of the decision reached at Geneva on Septembre 16, 1928, whereby it was agreed to set up a Committee of independent financial experts, hereby entrust to the Committee the task of drawing up proposals for a complete and final settlement of the reparation problem. These proposals shall include a settlement of the obligations resulting from the existing Treaties and Agreements between Germany and the Creditor Powers. The Committee shall address its report to the Governments which took part in the Geneva decision and also to the Reparation Commission."

9. The Committee was constitued with the following membership:

Belgian Experts:

M. Emile Francqui,
M. Camille Gutt.

Alternates:

Baron Terlinden,
M. H. Fabri.

British Experts:

Sir Josiah Stamp, G. B. E.,
Lord Revelstoke, G. C. V. O.

Alternates:
Sir Charles Addis, K. C. M. G.,
Sir Basil Blackett, K. C. B., K. C. S. I.
French Experts:
M. Emile Moreau,
M. Jean Parmentier.
Alternates:
M. C. Moret,
M. Edgar Allix.
German Experts:
Dr. Hjalmar Schacht,
Dr. A. Voegler.
Alternates:
Dr. C. Melchior,
Herr L. Kastl.
Italian Experts:
Dr. Alberto Pirelli,
M. Fulvio Suvich.
Alternates:
M. Giuseppe Bianchini,
M. Bruno Dolcetta.
Japanese Experts:
Mr. Kengo Mori,
Mr. Takashi Aoki.
Alternates:
Mr. Saburo Sonoda,
Mr. Yasumune Matsui.
American Experts:
Mr. Owen D. Young,
Mr. J. P. Morgan.
Alternates:
Mr. Thos. N. Perkins,
Mr. T. W. Lamont.

10. We have to record our deep sense of regret at the death of Lord Revelstoke, which took place suddenly at an early hour on Friday, April 19th. By his untimely removal from our counsels we suffered the loss of one whose unfailing tact and wisdom had gained the affection and respect of all of us and contributed greatly to our progress. In honour of his memory all meetings were suspended until Tuesday, April 23rd. On April 20th, the Reparation Commission unanimously passed a resolution „deploring the death of Lord Revelstoke and instructing the General Secretary to convey an expression of sympathy to the Committee of Experts on the loss of their distinguished colleague.“

11. In a separate communication the Reparation Commission advised the Comittee that they had: „Unanimously appointed, on the nomination of His Britannic Majesty's Government, Sir Charles Addis,

K. C. M. G., to be a member of the Experts' Committee in succession to the late Lord Revelstoke".

12. On May 23rd the Committee were advised that the German Government had appointed Herr L. Kastl to be a member, in the place of Dr. Voegler, of whose resignation the Committee had learnt with regret on the previous day.

Part 2.

2. Meetings of Committee.

13. The Experts met for the first time informally at the Bank of France on Saturday morning, February 9th, to fix the date of the first meeting of the Committee and to discuss matters of organisation and procedure.

14. The first regular meeting of the Committee was held on Monday, February 11th, at 2 o'clock in the afternoon in the Hotel George V. At this meeting Mr. Owen D. Young was unanimously chosen Chairman.

15. The Committee has beeen in continuous session over a period of some seventeen weeks. Sub-Committees were set up as required for the study of particular questions, and met frequently in the intervals between the Plenary Sessions.

Part 3.

3. Attitude of the Committee.

16. The Report of the Dawes Committee opened with the following words:

17. „We have approached our task as business men anxious to obtain effective results. We have been concerned with the technical, and not the political, aspects of the problem presented to us. We have recognised indeed that political considerations necessarily set certain limits within which a solution must be found if it is to have any chance of acceptance. To this extent, and to this extent only, we have borne them in mind."

18. It is in this spirit that the present Committee have addressed themselves to the task of rounding off the work of their predecessors which was advisedly left incomplete. By determining the number and amount of the annuities and by providing for the conversion of the reparation debt from a political to a commercial obligation, they have to the best of their ability tried to perform the task committed to them of devising a scheme which might fairly be accepted by all parties concerned.

19. Throughout our deliberations and in our present proposals we have endeavoured to reach our conclusions on economic and financial grounds. But we have realised, like our predecessors, that political factors necessarily set certain limits within which a solution had to be found if our proposals were to secure acceptance. We had therefore to base our decisions not only on economic, but also to some extent on political considerations. Many important juridical questions are also involved, and while as financial experts we are not specially qualified for going into details on them, their broader aspects have been always in

our minds. Indeed it has been clear to us that close attention to them would have made our handling of the larger questions well-nigh impossible; but the Committee is satisfied that the scheme it recommends is within its terms of reference.

20. The meeting of the present Committee of Experts marks the first occasion on which representatives of all the six nations chiefly concerned (together with American Experts) have sat down together to work out on a large scale the common problems of reparations, and to co-operate in exploring the various means by which Germany could be enabled to discharge her obligations.

21. The Dawes Report made no attempt to establish the causes leading up to the situation which its provisions sought to ameliorate. In adhering to this precedent we have attempted to go further, and, through the proposed creation of the machinery which we recommend, to set up an institution whose direction from the start shall be co-operative and international in character, whose members shall engage themselves to banish the atmosphere of the war, to obliterate its animosities, its partisanships, its tendencious phrases, and to work together for a common end in a spirit of mutual interest and goodwill.

Part. 4.

4. The Study of Germany's Economic Conditions.

22. During the course of its deliberations the Committee have given close consideration to the various aspects of Germany's present economic position and future potentialities, because of their material relation to her capacity to discharge obligations to foreign creditors.

23. The Committee had among their number six members of the Dawes Committee of 1924, whose contact with this aspect of the subject was obviously at that time close and responsible. Further, the Committee includes several who have been associated with the practical working of the plan. These members have naturally had an unusual and continuous interest in the course of events unrolled during the past five years.

24. Furthermore, the periodical reports made by the Agent General and Trustees and Commissioners upon the working of the Dawes Plan and the reports of the Reichsbank itself have given comprehensive reviews of Germany's position and development. The body of knowledge so available and the public interest and discussion it has stimulated have been of the greatest assistance to the Committee.

25. Moreover, they have been specially assisted by the able and lucid descriptions of the present economic condition of Germany and the possibilities of German development which have been made by the German Experts, who were well fitted by their respective positions in Germany to give, in combination, an impressive review of the subject. The considerations put forward by them in our numerous discussions and in answer to the questions addressed to them have been a constant and powerful influence in leading us to our conclusions.

26. The German Experts have given the Committee complete information as to the demands for foreign capital made by German economy during recent years, and as to the items which in their opinion counteracted this: external assets of Germany, reconstitution of the stocks and of the machinery of the country. The productivity of capital thus invested has been discussed by the Committee, who have also considered the comparison between the fiscal burdens and the burdens of public debt in Germany and in other countries.

27. The German Experts have also made statements before the Committee as to the present state of German industry and agriculture, the general level of wages, the budgetary situation, the balance of payments, the financial effect of compensation to her nationals, the influence upon her trade of Customs barriers abroad, and the special situation of an industrial country such as Germany which has had to reconstitute her working capital, and at the same time assume the burden of heavy international obligations.

28. The German Experts laid stress on the question of natural resources available to Germany, whether within her borders or not, and on Germany's capacity to pay as affected thereby.

29. These statements have been present in the consideration of the Experts and in a large measure their conclusions have been influenced by them.

30. It is unnecessary for us to set out the various considerations of an economic character which have led to our conclusions on the capacity of Germany to transfer. We believe that in the scale of annuities and the conditions recommended we have given proper regard to the potentialities of all the economic conditions and financial forces normally and naturally involved. We believe further that, in arranging for a part of the annuity to carry rights of postponement and for impartial enquiry, we have provided for the possibility of meeting any abnormal or special difficulty arising which might seriously affect Germany's capacity for a time, despite all that might be done by Germany's goodwill and ingenuity to meet such difficulty without having recourse to an altogether exceptional but nevertheless very valuable expedient.

31. As a substitute to the present system of transfer protection with its semi-political controls, its derogation from Germany's initiative, and its possible reactions upon credit, we are recommending a scheme of annuities appreciably smaller than the Dawes obligations and subject to new and elastic conditions, which are described at length in the succeeding chapters of the present Report. As an internal burden to be borne by annual taxation the scheme we propose is materially less; it is closely assimilated to commercial and financial obligations; it carries with it welcome freedom from interference and supervision and it is provided with adequate safeguards against any period so critical as to endanger Germany's economic life.

Part 5.

5. Course of the Proceedings.

32. The Committee addressed themselves, at the outset, to the essential task before them, namely, to determine the number and amount of the annuities to be paid by Germany; but they soon found the amounts were to a considerable extent contingent upon the machinery and form of payment, and therefore that they were not at that stage ready to reach a conclusion either as to the amount of the annuities or the number of years during which they should continue. Moreover, if Germany were to be given a definite task to perform on her own responsibility, and if the Committee were to substitute for many of the features of the Dawes Plan machinery of a non-political character in the realm of general finance, it was clearly necessary to elaborate a system for handling the annuities in a way which so far as it led to their commercialisation would remove them from the sphere of intergovernmental relations. In the first instance, some time was occupied by the Committee in hearing the statements from the German Experts on German economic conditions and the outlook for the future, so far as they affected Germany's capaticy to pay obligations in foreign currencies. It then became known that the German Group felt that the ability of Germany to undertake a definite annuity obligation might vary according to the other provisions comprised in the Committee's recommendations, and in particular according to whether the annuity was entirely unconditional or whether some portion of it was payable under arrangements for postponement in the event of financial and exchange difficulties. The idea was also put forward that if such a situation arose, it was desirable for it to be immediately considered by an appropriate non-political committee, acting in an advisory capacity to the Powers concerned, and meeting unostentatiously without waiting to be constituted by the lengthy process of diplomatic action. It was quickly realised that since the amount of the burden which Germany could agree to accept was directly related to such concomitant conditions, these conditions must be first explored.

33. At the same time, the possibility of accepting smaller annuities than those fixed under the Dawes Plan was admittedly dependent upon the certitude and ease with which the Creditors could commercialise the obligations under non-political conditions.

34. The arrangements that have been in force under the Dawes Scheme for liquidating a part of the annuity by means of deliveries in kind required consideration from two points of view:

35. a) the substitution for the existing methods of a more elastic machinery which, as the Dawes Committee recommended, should be non-political; and

36. b) the gradual termination of the system at the earliest moment consistent with existing relationships and with the interests of Germany, whose economic life has been during the past few years gra-

dually adapted to them, and who would feel herself prejudiced in an economic sense by their too sudden termination.

37. The enquiries upon these subjects were found to be converging upon one central point, viz., the nature of the authority which should act as the chief medium for discharging the various functions under a New Plan.

38. In the exploration of the problem of substituting authority of an external, financial and non-political character for the present machinery and controls of the Dawes Plan (viz., the administration of the Agent General and of the various Commissioners in Berlin, and those functions of the Reparation Commission which were involved), they immediately met with the necessity for a Trustee to whom the payments in foreign currencies and Reichsmarks should be made by Germany, and by whom the distribution to the appropriate recipients should be managed.

39. In the second place, the problems of mobilisation and commercialisation demanded a common centre of action and authority for the purpose of co-ordinating and controlling the arrangements, and there were obvious advantages in such an authority being of a continuous or permanent character.

40. In the third place, the continued existence of deliveries in kind necessitated special machinery of direction and control, at any rate for a period of years.

41. They had already considered the desirability of an advisory committee which could take any necessary action in connection with the declaration of a postponement on the postponable part of the annuity. A permanent central authority might include among its functions the convening of such an advisory body, international in character and existing as a constituent part of this central authority, to consider the situation which had brought about the necessity for a postponement, or the situation which a postponement itself created.

42. Again, the possibility that, either exceptionally or regularly as part of the plan, obligations would be discharged in marks within Germany, necessitated a financial authority to arrange for the disposition of such funds or assets in the interests of the Creditors, by arrangement with the Reichsbank or other German authority.

43. Moreover, in so far as the task of transferring the payments into foreign currencies involved, besides a restriction of imports, an extension of German export trade, we envisaged the possibility of a financial institution that should be prepared to promote the increase of world trade by financing projects, particularly in undeveloped countries, which might otherwise not be attempted through the ordinary existing channels.

44. These several considerations led the Committee to the elaboration of a plan for a Bank for International Settlements, which should, in its various functions, meet all these points. The outline of this scheme is given in Part 6 and Annex I.

45. It will be seen that the essential reparation functions of the Bank were such as to form a solid reason for its existence; but the Committee were led inevitably to add to those reasons the auxiliary, but none the less material, advantages that it might have in the general position of present international finance.

46. Just as it had been difficult at the outset to table and discuss a precise programme of annuities under a new system until such a system were agreed in outline, because the amouts were themselves dependent upon that system, so at this point in the discussions it became difficult for various members to form definite opinions and commit themselves on all details as they were elaborated in the new system until a clearer idea of the obligations that would be undertaken by Germany under that scheme had been obtained. Without, therefore, having resolved all points of doubt on the new system or done more than sketch it in broad outline, they found that the moment had arrived when the discussion of figures became possible and necessary.

47. At this stage the following broad principles were understood to be likely to find their way into any final settlement:

48. 1. A division of the annuity into an unconditional and a postponable part;

49. 2. The necessity for continuing deliveries in kind for a few years;

50. 3. The arrangement of suitable conditions for the postponable part in times of exceptional difficulty.

51. In order to put the question into concrete terms, memoranda were tabled by the Chairman, by the Experts of the four chief Creditor Countries, and by the German Experts. A considerable time was spent in discussing these proposals without agreement being reached. Finally the Chairman prepared a new and independent plan in which these divergent views were brought closer together. The main feature of his plan was an average annuity of 2,050.6 million ℛℳ; and, subject to certain reserves as to the matters of detail, this figure was accepted by the entire Committee as the basis of further discussion, and led to the unanimous recommendations now put forward. Among those reserves is the question of the settlement of the Belgian Mark claim which the Committee had continually in contemplation and the unanimous agreement upon which is to be found in Annex VI.

Part 6.

6. *Bank for International Settlements.*

A. General Reasons for the Constitution of an Institution with Banking Functions.

52. A general plan for a complete and final settlement of the reparation problem, being primarily financial in character, involves the performance of certain banking functions at one or more points in the sequence betweeen the initial payment of the annuities and the final distribution of the funds. A banking institution designed to meet these

requirements justifies and makes logical the liquidation of all political controls and provides instead machinery essentially commercial and financial in character, which carries with it all the support and at the same time all the responsibilities that economic engagements imply. The process of removing the reparation problem from the political to the financial sphere which was begun in the Dawes Plan will thus be carried a step further.

53. In general terms, the institution will take over such functions of the existing agencies as it may be necessary to continue and will perform the whole work of external administration such as the receipt and distribution of payments and the commercialisation of those parts of the annuities which are susceptible of being commercialised.

54. The operations of the institution will be assimilated to ordinary commercial and financial practice. Its organisation will be outside the field of political influences and its powers and facilities will be sufficiently broad to enable it to deal freely and promptly with the problems involved in the settlement of Germany's obligations. The institution will be equipped with machinery which will provide an elastic element between the payments to be made by Germany and their realisation. In consequence, the creditors will have further assurance that the effets of economic changes on the flow of payments will be minimised, and Germany for her part will have the possibility of assistance during temporarily unfavourable conditions.

55. It is obviously desirable, in the interest of obtaining results with the greatest efficiency, not to limit unduly the functions of the institution. The character of the annuities and the magnitude of the payments to be transferred over the exchanges provide at once the opportunity and the need for supplementing with additional facilities the existing machinery for carrying on international settlements, and within limitations of the sound use of credit to contribute to the stability of international finance and the growth of world trade. We consider that by judicious non-competitive financial development the Bank should prove a useful instrument for opening up new fields of commerce, of supply and of demand, and will thus help to solve Germany's special problem, without encroaching on the activities of existing institutions.

56. In designing the plan for the Bank for International Settlements, which is given in outline in Annex I, we were therefore mindful of the fact that these new facilities should not supplant, but should augment and perfect existing arrangements for carrying through international settlements. The Bank will have a) as its essential or obligatory functions those which are inherent in the receipt, management and distribution of the annuities, and b) as its auxiliary or permissive functions those which evolve more indirectly from the character of the annuities. There is no hard and fast line between the two sets of functions, because the first lead naturally into the second.

B. Organisation of the Bank.

57. In view of the part which the Bank will have to play in the general interest it is advisable to place the control of its management in the hands of the central banks, since these are the organisations responsible in each market for the convertibility of the national currencies and the control of credit.

58. At the time of the Bank's constitution the capital will be geographically distributed in such a way as to associate in the Bank's working and in its development all the countries interested in the reparation settlement and all the financial markets which may subscribe to the Bank's issues.

59. Provision is made for the utilisation of the net profits of the Bank, due allowance being made for the payment of cumulative dividends in the capital stock, to create suitable reserve funds. Provision is also made, in case Governments or central banks make long-term deposits with the Bank, whereby they shall share proportionately in the remainder of the profits, after the requirements on account of dividends and the reserve funds have been covered.

60. Inasmuch as its international basis is an essential feature which distinguishes the institution from all others, it has no single fiscal allegiance and it is desirable that in its movements in the various national markets it should not be hampered or restricted by considerations of relative fiscal burdens. It is therefore recommended that the Governments of the countries concerned enter into a convention for the avoidance of double and triple taxation of the Bank along the following lines:

61. a) the funds and investments of the bank to be freed from national taxation at the point where they derive interest, income and profit;

62. b) all individuals and corporations receiving profit, interest or income from the Bank to be fully liable thereon to such taxation as such individuals and corporations would attract if the profit interest or income were derived from any other source.

1. Capital.

63. On the formation of the Bank its authorised capital will be in the equivalent of $ 100,000,000. The entire amount will be issued but only 25 per cent of each share shall be called up, until the Board of Directors decides on a further call. The allocation of shares by countries is provided for in Section II of Annex I. The shares will carry no voting rights; but voting rights corresponding to the number of shares first issued in each country will be exercised by the central bank of that country in the general meetings attended by representatives of those banks, taking the place of general meetings of shareholders.

2. Administration.

64. The entire administrative control of the Bank will be vested in the Board of Directors. The functions of a Director of the Bank are in-

compatible with those involving national political responsibilities, and the statutes of the Bank will make the necessary provision in order to avoid such conflict of functions. All the Directors and candidates shall be ordinarily resident in Europe, or shall be in a position to give regular attendance at meetings of the Board.

65. The Governor of the central bank of each of the seven countries to which members of the present Experts' Committee belong, or his nominee, will be entitled to be a Director of the Bank ex officio. Each of these Governors may also appoint one Director, being a national of his country and representative either of finance or of industry or commerce. During the period of the German annuities the Governor of the Bank of France and the President of the Reichsbank may each appoint, if they so desire, one additional Director of his own nationality, being a representative of industry or commerce. These fourteen (or, as the case may be, sixteen) Directors will elect not more than nine additional Directors from lists furnished by, and which may include, the Governors of central banks in other participating countries.

66. If in the process of organising the Bank or in the performance of its functions after establishment, it is found that the central bank of any country or its Governor is unable to act officially or unofficially in exercising the functions, authorities or privileges accorded to central banks under the Plan, or refrains from doing so, alternative arrangements not inconsistent with the laws of that counrty will be made. These alternative arrangements are outlined in Section XII of Annex I.

3. Distribution of profits.

67. The profits shall be divided in accordance with the provisions contained in Annex I.

C. General Observations on the Bank.

66. The foregoing outline of the functions and organisation of the Bank for International Settlements, togheter with the fuller presentation of the Bank Plan in Annex I largely speaks for itself. It remains, however, to point out certain advantages which the Bank offers as against the existing reparation procedure, advantages which accrue both to Germany and to the Creditor Countries, because the Bank in putting the payments on a business basis makes their receipts the more certain and facilitates their movement.

69. The new facilities introduced by the Bank are in addition to the provisions given elsewhere in the Plan, whereby Germany is entitled to declare a postponement of transfer. They are rather in the nature of forestalling circumstances which might of themselves lead to a transfer postponement. These measures of prevention are of two general sorts: first, the Bank may employ its power of giving credit to arrange temporary assistance in transferring the annuities; second, the Bank will be in a position, in agreement with the Reichsbank, to invest in Germany Reichsmarks currently accruing to its account at the Reichs-

bank. This measure to the extent to which it may be utilised will return to the German economy a portion of the annuity, and through the Bank's credit mechanism provide the foreign exchange with which to pay the current allotments to the creditors on account of the annuity. The application of either or both of these measures is prompt and decisive, and they operate in advance of the time when difficulties present themselves rather than afterwards, and serve to ease any strain until such time as the discount rate and other corrective measures have had opportunity to exert themselves.

70. It is not to be assumed that these two measures should be reserved for emergency use. The use of the Bank's credit by central banks within moderate limits and over short periods may in time become a normal function scarcely different in its exercise from the use of central bank credit by banks and bankers. All central banks, for ordinary exchange operations or for other purposes, would frequently find it advantageous to make use of the facility. The second measure, that of investing within Germany some portion of the annuity receipts, should also find its uses in normal times. Both measures are necessarily limited by the funds which the Bank will have at its disposal and by the requirement that it maintains its liquidity at all times.

71. These are instances of the Bank's utility to Germany. They also illustrate the flexibility which the Bank's facilities give to the handling of the disbursements to the creditors. Further instances of joint benefit may be briefly indicated. The Bank will be able to give short-term and intermediate credit to purchasers of deliveries in kind, notably for the construction of public works on delivery-in-kind account. Intermediate credit operations need not be restricted, howewer, to any one country or to the purchase of any one country's goods. On the contrary, it would be desirable to broaden such operations in the interest of world trade to the extent that the Directors of the Bank approve. As a stabilising factor in the foreign exchanges its advantages are obvious; and if in due time the arrangements provided as to an international settlement fund are put into effective operation, the Bank should go far to eliminate the costs and risks now incurred in the shipping and re-shipping of gold.

72. The Bank excludes from its procedure all political influences, and business principles and practice intervene to facilitate the settlement of Germany's obligations without in any way qualifying her independent and sole responsibility. The Office for Reparation Payments and its associated organisations in Berlin will be retired, and the Reparation Commission's relations with Germany will be terminated. Germany will assume the responsibility for raising and transferring the annuities, and the Bank takes over the work of their receipt and disbursement.

73. As already stated, the Bank is so designed as not to interfere with the functions performed by existing institutions, but it is to create for itself supplementary functions in a special field of its own. To this

end every care should be exercised in the organisation and administration of the institution.

74. In the natural course of development it is to be expected that the Bank will in time become an organisation, not simply, or even predominantly, concerned with the handling of reparations, but also with furnishing to the world of international commerce and finance important facilities hitherto lacking. Especially it is to be hoped that it will become an increasingly close and valuable link in the co-operation of central banking institutions generally—a co-operation essential to the continuing stability of the world's credit structure.

Part 7.

7. The Influence of the Form of the Annuity on the Amount.

75. We are proposing a series of total annuities which should be paid with the regularity of the coupons of ordinary marketable bonds. But it is well recognised that to the economy of every country there may possibly come at some time or other a year of stress and difficulty. To make the economic scope of such a period the determinant of the maximum capacity in the ordinary course would be to fix a sum quite unacceptable to the Creditors and an unreliable test of normal capacity to pay. It would be like fixing the standard of physical effort expected from a workman in his years of health and strength by what he is capable of doing in his occasional weeks of illness.

76. While our proposals have made full allowance for all normal and long run considerations, it is possible that over exceptional and short periods the natural adjustments we contemplate might be insufficient. We have accepted the argument of the German Experts that in undertaking a responsibility of this character identical in its nature with the solemn covenants of a debtor on a commercial and financial basis, Germany is well advised to consider carefully what are the limits of the burden which are possible for her final acceptance. We have therefore fully respected their scruples as to the undertakings they are prepared unconditionally to sign and have introduced a feature which can act as a safety valve in time of difficulty, viz.: a right of postponement on Germany's initiative of the transfer (and, to as less degree, of payment) of a portion of the annuity. The range between the two figures (the unconditional portion and the total annuity) is not to be taken as evidence of doubt as to Germany's capacity of transfer (or of payment); it represents rather the concession that has been made to the honourable determination of the German Experts not to make themselves unconditionally responsible for any obligation which they are not certain is within their power of performance in all circumstances. It is, however, to be emphasised that the total amount of the annuity proposed, while being far from covering the claims set forth by the Creditors, is one which they have every reason to believe can in fact be both paid and transferred by Germany. The fact that part of it is postponable obviates the danger of being above Germany's capacity to

transfer in a period of difficulty, and it was the recognition of this principle which was one of the factors enabling the German Experts to accept this scheme as an alternative not inconsistent with their original ideas.

77. In recommending that the system of deliveries in kind should be continued for a limited period and in decreasing amounts, we recognised, as is pointed out in Part 8 f) oft his Report, the necessity for maintaining a transitional period so that all shock to existing economic conditions in Germany should be avoided. Germany's power to transfer is thus maintained unimpeded by the friction of sudden changes in trade conditions.

Part 8.

8. Annuities.

78. The Committee recommends that:

79. 1. The Governments shall fix the exact date of termination of the Dawes Plan and the substitution therefor of the New Plan. In fixing such date, the Governments should bear in mind that this Committee's calculations were made on the basis that the Dawes Plan would cease on August 31, 1929, and the New Plan commence on September 1, 1929.

80. In case the Governments should fix a date later than September 1, 1929, it is recommended that financial adjustments shall be made so that the basis of payments provided for under the New Plan shall nevertheless commence as of September 1, 1929, and the basis of payments provided for under the Dawes Plan should cease as of August 31, 1929.

81. 2. Payments under the Plan of the Dawes Committee should continue until the end of the present scheduled year, that is to say, August 31, 1929.

82. 3. The New Plan should go into effect September 1, 1929, with the value of the 37 annuities of 1,988.8 million ℛℳ until March 31, 1966, the payments for the Dawes Loan to be added.

83. 4. Payments to be made under the Dawes Plan, during the five months' period preceding September, 1, 1929, after allowing for the Dawes Loan, should be treated as payments necessary to cover the requirements of the Creditor Nations during this transition period, including outpayments for the year ending March 31, 1930.

84. Should there remain any surplus after meeting the foregoing requirements, the question of disposing of such surplus, as well as all matters and expenses in connection with the transition from the operation of the existing arrangements to the New Plan shall be settled and adjusted between the Governments.

85. 5. In order that the new annuities shall coincide with the German fiscal years, the schedule of payments to be made by Germany on and from September 1, 1929, will be as follows:

					Million R.M.
86. months	1st Sept.	1929—31st	March.	1930	742.8
36 German Fiscal years *)	1st April	1930—31st	March.	1931	1,707.9
	1 „	1931—31	„	1932	1,685.0
	1 „	1932—31	„	1933	1,738.2
	1 „	1933—31	„	1934	1,804.3
	1 „	1934—31	„	1935	1,866.9
	1 „	1935—31	„	1936	1,892.9
	1 „	1936—31	„	1937	1,939.7
	1 „	1937—31	„	1938	1,977.0
	1 „	1938—31	„	1939	1,995.3
	1 „	1939—31	„	1940	2,042.8
	1 „	1940—31	„	1941	2,155.5
	1 „	1941—31	„	1942	2,180.7
	1 „	1942—31	„	1943	2,198.0
	1 „	1943—31	„	1944	2,194.3
	1 „	1944—31	„	1945	2,207.5
	1 „	1945—31	„	1946	2,203.8
	1 „	1946—31	„	1947	2,199.5
	1 „	1947—31	„	1948	2,215.2
	1 „	1948—31	„	1949	2,210.0
	1 „	1949—31	„	1950	2,316.8
	1 „	1950—31	„	1951	2,359.2
	1 „	1951—31	„	1952	2,343.2
	1 „	1952—31	„	1953	2,346.2
	1 „	1953—31	„	1954	2,353.3
	1 „	1954—31	„	1955	2,364.6
	1 „	1955—31	„	1956	2,359.8
	1 „	1956—31	„	1957	2,354.2
	1 „	1957—31	„	1958	2,361.8
	1 „	1958—31	„	1959	2,393.8
	1 „	1959—31	„	1960	2,370.6
	1 „	1960—31	„	1961	2,380.5
	1 „	1961—31	„	1962	2,398.3
	1 „	1962—31	„	1963	2,390.2
	1 „	1963—31	„	1964	2,402.6
	1 „	1964—31	„	1965	2,402.1
	1 „	1965—31	„	1966	2,428.8

87. Thereafter there remains the following schedule of payments to be made by Germany, subject to the special provisions dealing with these years:

88.

1966/67	1,607.7
1967/68	1,606.9
1968/69	1,616.7
1969/70	1,630.0
1970/71	1,643.7
1971/72	1,653.9
1972/73	1,662.3
1973/74	1,665.7
1974/75	1,668.4
1975/76	1,675.0

*) Constant annuity 37 years corresponding to 1,988.8, Dawes Loan to be added.

1976/77	1,678.7
1977/78	1,685.4
1978/79	1,695.5
1979/80	1,700.4
1980/21	1,711.3
1981/82	1,687.6
1982/83	1,691.8
1983/84	1,703.3
1984/85	1,683.5
1985/86	925.1
1986/87	931.4
1987/88	897.8

89. Out of the above Annuities the following amounts shall be unconditional, i. e. payable without any right of postponement of any kind in foreign currencies by equal monthly instalments, viz.: 660 million *RM* per annum, to include whatever amounts are required for the service of the German External Loan 1924.

90. The remainder of the Annuity shall be payable in foreign currencies by equal monthly instalments, but subject to the conditions as regards postponement of transfer and of payment set out in Annex IV of this Plan.

91. The German Government undertakes for the purpose of the present provisions, as well as for the general purposes of the Plan, that the Reichsmark shall have and shall retain its convertibility into gold or devisen as contemplated in Section 31 of the present Reichsbank Law, and that for these purposes the Reichsmark shall have and shall retain a mint parity of $^{1}/_{2790}$ kilogram of fine gold as defined in the German Coinage Law of August 30, 1924.*)

92. For the purpose of para. 4 above the outpayments for the year ending March 31, 1930, are as follows:

93.

	Equivalent in millions of *RM*
France	338.1
Great Britain	366.8
Italy	107.8
Belgium	23.4
Roumania	8.8
Serbia	5.9
Greece	5.3
Portugal	7.2
Total	863.1 million *RM*

94. Provision is made in Section XI of Annex I whereby a percentage of the Special Reserve Fund accumulated in the Bank shall be placed at Germany's disposal, if required, towards meeting the last 22 annuities payable under the above scale.

---

*) Attention is called to the letter from the President of the Reichsbank given in Annex II.

95. In calculating the above annuities we have taken into account the expenditures devolving upon Germany during the period of the New Plan such as were covered by the Dawes Plan. Howewer, we have not included the costs of Commissions and the current expenses of Occupation as they are to continue only until a date to be fixed by the Governments. The necessary arrangements for their payment should be made by the Goverments, in connection with the adoption of the New Plan.

96. Apart from the foregoing, we recommend that, as from the date of the putting into force of this Plan, Germany's previous obligation shall be entirely replaced by the obligation laid down in this Plan, and that the payment in full of the proposed annuities in accordance with this Plan should be accepted by the Creditor Powers as a final discharge of all the liabilities of Germany, still remaining undischarged, referred to in Section XI of Part I of the Dawes Plan, as interpreted by the decisions already given by the Interpretation Tribunal set up under the London Agreement of August 30, 1924. That Tribunal should be retained in existence and any dispute that may arise between Germany on the one side and the Creditor Covernments or any one of them or the Bank on the other side, as to the extent of these liabilities or as to any other question of the interpretation or application of this Plan should be referred to it for final decision.

97. In the course of their proceedings the Experts of the principal Creditor Powers have also dealt with the question of the distribution of these annuities among the Creditor Powers. Their recommendations, drawn up after careful examination of the existing distribution arrangements and of other relevant considerations laid before them and with due regard to the rights and equities of the other countries*) having a share in the Dawes annuities, are set out in Annex VII which they consider an inseparable part of the present Report.

Composition of the Annuities.

8 (a) Source and Securities.

98. 1. The annuities are to be derived from two sources.

1. the German Railway Company,
2. the Budget of the Reich.

99. The Committee, after a careful examination of the proposals put forward by the German Experts, were of the opinion that the annuities recommended by them should not be drawn wholly from the German Budget, but that one source of payment utilised by the Dawes Plan, viz.: the Railway Company, should be maintained. We desire to make it clear, however, that the retention of a contribution from the Railway Company is recommended not only from the point of view of security but also as a suitable method of raising the necessary revenue.

---

*) Greece, Portugal, Poland, Roumania, Serbia, Japan and the United States of America.

100. We have also considered the position with regard to the assigned revenues, and having regard to the fact that these revenues are pledged as collateral security for the service of the German External Loan of 1924, we feel it is impossible to recommend their release thereof. Nevertheless we are of opinion that it would be suitable for the German Government to discuss with the Trustees for the Bondholders of that Loan the possibility of simplifying as far as possible the existing machinery, and that the creditor Governments for their part should accept a similar arrangement. The effective security of the creditor Governments should be substantially that indicated in Annex III (Section III).

101. Apart from these special questions, the Committee desires to record its view that the basis of security for the payment of the Annuities is the solemn undertaking of the German Government, to which no further guarantee can add anything whatsoever.

102. The Committee accordingly recommends that the creditor Governments should take steps to release all controls, special securities, pledges or charges which may remain in their hands other than those specifically referred to above, and should recognise that their acceptance of the solemn undertaking of the German Government replaces any securities, pledges, charges or controls as may now exist.

103. 2. The Contribution from the German Railway Company.

Under the German Railway Law of August 30, 1924, enacted in accordance with the Dawes Plan, the German Railway Company is subject to a mortgage for eleven milliard gold marks, in favour of the Trustee for the German Railway Bonds, and has issued to him a bond for eleven milliard gold marks. This bond bears interest at 5 % per annum, and carries a cumulative sinking fund of 1 % per annum, which first became operative on September 1, 1927; interest and sinking fund being guaranteed by the Government of the Reich.

104. This Plan contemplates the abolition of the Railway Bonds, together with the attendant circumstances of foreign participation in the management of the Railway, and substitutes a contribution from the Railway Company, as set out in the following paragraphs:

105. The Railway Company shall be under an obligation to pay for 37 years a direct tax, comprising if necessary the transport tax, to an annual amount of 660 million *RM* being equal to the annual amount of the non-postponable annuity. This tax shall be imposed by German legislation, and the receipts therefrom guaranteed by the German Government. The Railway Company shall deposit with the Bank for International Settlements a certificate acknowledging its liability in respect of this obligation.

106. The amount payable shall be raised from the gross revenues of the Company, ranking after the expenditure on personnel, and on the same footing with expenditure on material and consumable stores. It

shall enjoy priority over any other tax now levied on the Railway Company, or which may be levied in the future, and shall rank prior to any other charge, by way of mortgage or otherwise, on the Company. It shall be paid direct by the Railway Company to the account of the Bank for International Settlements at the Reichsbank in instalments as laid down in Part 8.

107. The foregoing conditions shall be incorporated in the law governing the Railway Company.

108. It shall be one of the duties of the Organisation Committee proposed in Annex V of this Report to make suitable provision whereby the private and independent character of the German Railway Company, including its autonomous administration in economic, financial and personal matters shall continue for the period of the Plan without interference from the German Government.

109. 3. The Transport Tax.

In addition to the 660 million gold marks now payable directly by the Railway Company, the Dawes Plan requires a contribution to the standard annuity of 290 million gold marks out of the actual yield of the transport tax. This tax is imposed by the German Government, and the German Railway Company collects it for the Government. The total yield of the transport tax, now considerably in excess of 290 million gold marks appears among the receipts of the Budget of the Reich, and the contribution of 290 millions appears among its expenditures. Under this Plan the direct tax on the Railway Company comprises if necessary the transport tax which is otherwise relieved from any special charge on account of reparations.

110. 4. The charge on German Industries.

Under the Industrial Charges Law enacted in accordance with the Dawes Plan, bonds aggregating five milliard gold marks have been issued in respect of the German industries by the Bank for German Industrial Debentures to the Trustee for the German Industrial Debentures. These bonds bear interest at 5 % per annum and carry a cumulative sinking fund of 1 % per annum which first became operative September 1, 1927, principal, interest and sinking fund being guaranteed by the Government of the Reich. The present contribution to the annuity from the Industrial Debentures thus amounts to 300 million gold marks.

This particular charge in no way differs from ordinary taxation save in the complications it involves in legislation and the machinery of collection. We recommend that it be discontinued, and that its disappearance be taken into account in distributing the relief from taxation which this plan will enable the German Government to bring into effect.

111. 5. The charge on the Budget of the Reich.

Under the Dawes Plan, the contribution from the Budget of the Reich in the fifth or current annuity year amounts to 1,250 million gold

marks, or one-half of the total standard annuity. This contribution is a charge on the Budgets as a whole specifically secured by the assignment of the revenues from customs, beer, tobacco, sugar and alcohol to the Commissioner of Controlled Revenues. These revenues are paid by the collecting Offices directly into the account of the Commissioner at the Reichsbank. As early as practicable in each month, out of the funds accumulated in his account, the Commissioner pays into the account of the Agent General at the Reichsbank one-twelfth of the annual contribution from the budget and thereafter in each month the revenues are automatically transferred by him to the account of the German Government at the Reichsbank. Under this plan the procedure to be followed will be worked out in detail, by the appropriate organisation committee proposed in Annex V, regard being had so far as necessary to the arrangements which may be accepted by the Trustees of the 1924 loan.

112. As the amount contributed by the German Railway continues for 37 years at the fixed level of 660 million *RM* a year, the charge on the Budget of the Reich varies with the total amount of the annuity. In the second year it stands at the figure of 1,136,400,000 *RM*, and rises to a maximum of 1,768,800,000 *RM* in the 37th year. Thereafter the contribution from the Railway Company ceases, the annuity falls sharply and the Budget contribution covers the whole of the German liability for the remainder of the Plan.

113. The average increase in the budgetary contribution during the first 20 years is about 24 million *RM* annually, or about 0,24 of 1 % of the total revenues of the budget of the Reich, which at present are just under ten milliards. This moderate and gradual increase in the budgetary contribution under the definitive settlement plan ought to be met in ordinary years without recourse to additional taxation. Indeed the substantial reduction of the budgetary contribution as compared with the Dawes Plan makes possible an immediate resumption of the tax reduction programme which has been in progress since 1924. The Committee hope that such further tax reductions coupled with a definitive reparation settlement will give a strong stimulus to saving and thereby materially assist in the internal formation of the new capital which Germany still requires.

8 (b). Progression.

114. The authors of the Dawes Plan believed that they could count upon a certain, substantial and progressive increase in the prosperity of Germany, arising not only from the employment of the rapidly increasing wealth of that country, but also from the steady progress of world prosperity, and this belief found expression in the device of an Index of Prosperity. The Plan contemplates that the amounts which Germany pays upon a fixed scale shall increase generally speaking year by year until 1966, reflecting in some small measure this anticipated increase in her prosperity. However, the annuities proposed are to start at a level which not only gives immediate and important relief to the German

Budget, to her exchange position and to her need for additional internal formation of capital, as compared with the Standard Dawes Annuity of 2,500 million gold marks, but also provides the greatest possible assurance that the new scheme will function from the beginning without any hitch or disturbance.

8 (c). The non-postponable Annuities.

115. Not the least difficult part of the task was the determination of the figure which Germany could immediately undertake as a final and unconditional obligation. The point at which difficulties might begin to arise in making transfers into foreign currencies is not exactly definable in advance ;but every care has been taken to be so far within this limit as to remove every possibility of the risk of error. We recognise that in fixing the figure payable by Germany in foreign currencies, without any right of postponement whatever, at 660 million *RM*, we have taken a conservative amount. But we are satisfied that it is wiser deliberately to under-estimate than to run the slightest risk of weakening German credit by proposing a figure which might not command instant acceptance by well-informed public opinion.

8 (d). The postponable Annuities.

116. In addition to the unconditional part of the Annuity, we propose a postponable part, transfer of which may in certain circumstances, set out below, be postponed for a period not exceeding two years.

117. This postponable part of the annuity is designed to meet the situation which might arise in a period of special economic difficulty and distress. There will be other ways of meeting such a situation, and if they are applied our view is that recourse to this abnormal measure will not in fact prove to be necessary. Nevertheless as an additional precaution, it is valuable to Germany, and provides, by its very existence, a safeguard against the dangers which too rigid a framework might have called into existence.

8 (e). Measures of Safeguard.

118. The essence of the additional margin of safety given to a part of the annuities lies in the power to postpone transfer. We are recommending, in order to protect Germany against the possible consequence of a comparatively short period of depression, which might, for internal or external reasons, put such a severe strain on the exchanges as would make the process of transfer abroad dangerous, that the German Government should have the right, on giving ninety day's notice, to postpone transfers for a period not exceeding two years under conditions set out in Annex IV. During the period of postponement, the liability of the German Government with regard to the sums affected would in the first instance be limited to payment in Reichsmarks to the account at the Reichsbank of the Bank for International Settlements; under certain conditions part of this payment may also be withheld.

119. Upon the declaration of any postponement the Bank for International Settlements shall convene the Special Advisory Committee. At any other time when the German Government declare to the Creditor Governments and to the Bank for International Settlements that they have come to the conclusion in good faith that Germany's exchange and economic life may be seriously endangered by the transfer in part or in full of the postponable portion of the annuities, the Committee shall also be convened.

120. Upon being convened the Special Advisory Committee shall forthwith consider the circumstances and conditions which have led up to the necessity for postponement, or have created a situation in which Germany considers that her exchange and economic life may be seriously endangered by further transfers of the postponable portion of the annuity and make a full investigation of Germany's position in regard to her obligations under this Plan.

121. In their report to the Governments and to the Bank, having (in case of a postponement of transfer) satisfied themselves that the German authorities have used every effort in their power to fulfil their obligations, they shall indicate for consideration by the Governments and the Bank what in their opinion are the measures that should be taken in regard to the application of the present Plan.

122. It shall further be the duty of the Bank during a postponement of transfer to direct, in conjunction with the Reichsbank, the employment of the Reichsmarks paid to its account at the Reichsbank by the German Government (see Section VI of Annex I to this Report).

123. The following paragraphs sketch the organisation of the Special Advisory Committee of the Bank for International Settlements referred to in the preceding paragraphs:

124. 1. The Committee shall act in a purely consultative capacity. Its findings shall have no effective force unless confirmed and accepted by the Bank as Trustee of the Creditors, and if necessary by the Governments concerned.

125. 2. The Committee shall play no part in connection with the unconditional annuity accepted by Germany and referred to in the Plan as the „unconditional annuity".

126. 3. The Committee shall be convened by the Bank according to the rules of its own constitution when notice shall be received from the German Government. It shall not be required to meet at any other time.

127. 4. The Committee shall consist of seven ordinary and four coopted members. The ordinary members shall be nominated one by each of the following:

128. The Governors of:

The Reichsbank,
The Banque de France,
The Bank of England,
The Banque Nationale de Belgique,

The Banca d'Italia,
The Bank of Japan,
A Federal Reserve Bank of the United States or some other agreed American financial institution,

129. in the last two cases such nominee being ordinarily resident in Europe or in a position to give prompt attendance on a meeting of the Committee being called. These nominees of the Governors of the Banks shall not be officially connected with the banking institutions in question nor with the Government departments of their respective countries. After being summoned they may, if they so desire, co-opt not more than four additional members with the intent that special aspects, whether in finance, exchange, industry etc., of the particular situation in question shall be represented. During the course of the proceedings and until the report is made, the co-opted members shall be equal in all other respects to the ordinary members but they shall thereafter be discharged from office.

130 5. The Committee may proceed by way of hearing evidence or asking for documents, as it may desire, but the President of the Reichsbank and/or any other person nominated by the German Government may appear before or submit to the Committee the reasons for which a postponement has been declared or measures are desirable as indicated above.

131. The Committee shall neither grant nor refuse a postponement. After making enquiry, it shall report to the Governments and the Bank as indicated above.

132. 6. Unless otherwise arranged by consent the expenses of the Special Advisory Committee shall be borne by the German Government.

8(f). Deliveries in Kind.

133. The system of deliveries in kind under the Dawes Plan has come to play an important role in the economic life of Germany. We would not suggest the unlimited continuation of this system, which is open to many objections of a practical as well as a theoretical nature. We have felt, however, that its immediate cessation would not be in the interests of Germany or of the creditor Powers, and that it would impose difficulties upon the export trade of Germany which might be injurious to her capacity to transfer. We therefore recommend that the principles of the Dawes Plan with reference to deliveries in kind should continue in existence for a limited period, and that the Creditor Nations should agree for a period of ten years to absorb by this means, in respect of each year, a limited and decreasing amount of the postponable portion of the annuity, substantially in accordance with the following table:

134.

1st year	750	millions,
2nd „	700	„
3rd „	650	„
4th „	600	„

5th year	550	millions,
6th „	500	„
7th „	450	„
8th „	400	„
9th „	350	„
10th „	300	„

135. The foregoing table to be adapted to the actual annuities of the New Plan without increasing the total.

136. The Creditor Powers by arrangements effected among themselves will fix the proportions in the total of each year's volume of deliveries in kind (including deliveries under Reparation Recovery Acts or any equivalent system substituted therefor by agreement up to 23.05 % for Great Britain and 4.95 % for France of the total amount provided for each year) which each of them will receive.

137. The Bank for International Settlements shall manage the disbursements on deliveries in kind account, and in making distributions of cash to the Creditor Countries shall have due regard for those portions of the annuity which are restricted to payments for deliveries in kind.

138. The Committee also recommends that new Regulations be adopted by the Governments modifying the Wallenberg Regulations to conform to the New Plan and so far as practicable simplifying and liberalising them.

139. The Committee recommends that provision be made in the new Regulations permitting the several Powers to dispose of some part of their respective quotas of deliveries outside of their own territories under suitable restrictions.

140. The proposed repartition of the deliveries in kind among the several Creditor Powers is contained in Annex VII dealing with repartition of the annuities.

Part 9.

9. Liquidation of the Past.

141. In order to arrive as rapidly as possible at a general liquidation of the financial questions raised by the war and the subsequent Treaty of Peace, a liquidation which alone can ensure the definite return of Europe to normal financial and economic conditions, the Committee recommends the clearing up of these questions in a broad spirit of mutual concession.

142. We understand that a settlement on these lines will render obsolete the accounts between the Reparation Commission and Germany relating to transactions prior to the period of the Dawes Plan together with all accounts involving credits against the original capital debt. We are strongly of opinion that these accounts should be closed at the earliest moment.

143. The Creditor Governments under this Plan will be reducing the whole body of their claims arising out of the war or under the Treaty of Versailles to a considerable extent. The Experts of the Creditor

countries are aware that past transactions have given or may give rise to claims by Germany, some of which are still unsettled, and while they are not able to go into the merits of these claims, they consider that the Creditor Governments are fully entitled to expect that Germany should waive them in consideration of the consolidation of the Creditors' claims at a reduced figure. Any other course would be inconsistent with their intention that, just as the new Annuities cover all the claims defined in Part XI of the Dawes Plan, so they should be paid free of deduction in respect of any past transactions. The Committee recognises, however, that this is entirely a matter for the Governments to deal with.

144. To assure the general confidence indispensable for the successful working of this Plan the Committee recommends that the Governments make no further use, from the date of the acceptance of this report, of their right to seize, retain and liquidate property, rights and interests of German nationals or companies controlled by them in so far as not already liquid or liquidated or finally disposed of, and that the outstanding questions concerning such property should be definitely cleared up within one year after the coming into force of this Plan by arrangements between the Governments concerned and Germany. This recommendation naturally has no application in cases where special settlements have already been made.

145. The acceptance of this Plan necessarily involves the dissolution of the joint liability of Germany on the one side with Austria, Hungary and Bulgaria on the other side for reparation and therefore finally abolishes every obligation present or future in either direction which may result between these Powers from this joint liability.

146. The Committee recommends in particular that the Creditor Powers should abstain from recovering the credits of Germany against her ex-allies referred to in Article 261 of the Treaty of Versailles, Germany for her part renouncing any net balance which might be due to her as a result of these credits.

147. In their unanimous desire that the remaining financial questions arising out of the war should be settled as soon as possible, in order to promote the spirit of international harmony and collaboration, the Experts unanimously recommed to the Creditor Governments that, within the first year of operation of the New Plan, they complete the work of the Experts' Committee by dealing with and disposing of the claims and debts for ceded properties and liberations bonds, held in the hands of the Reparation Commission against the so-called Succession States. This question is referred to in Annex VII.

Part 10.

10. Commercialisation and Mobilisation.

148. Having recommended the creation of the Bank for International Settlements in order to provide machinery for the removal of the Reparation obligation from the political to the financial sphere, we have further considered what procedure is necessary in order to assimilate

this obligation as closely as possible to an ordinary commercial obligation („commercialisation“).

149. Further, certain Governments are known to attach particular importance to the possibility of raising money by the issue to the public of Bonds representing the capitalisation of the unconditional portion of the Annuity („mobilisation“).

150. It is of course not within our power to advise as to the time at which such issues can be made with advantage, or as to the terms and conditions on which issues should be made. The arrangements to be made would no doubt vary according as, for example, an issue is to be made for cash in the general interest of all the Creditor Governments, or an internal issue is to be made in one single country by way of conversion of Government Debt. It will be the province of the Bank itself to advise upon such matters; but we have thought it necessary to advise a framework within which these operations may take place.

151. This framework is given in Annex III. It provides first that the Annuities themselves shall be represented by a German Government certificate of indebtedness deposited with the Bank, similar to those in use in ordinary commercial practice (a proper distination being made in the coupons between the conditional and unconditional portions of the annuity). The provisions regarding security are given in the Annex and the conditions in which mobilisable Bonds should be created and issued are defined.

152. One of the most important provisions of this scheme is that annuity moneys should be distributed by the Bank in strict proportion to the rights of each party—whether Government or bondholder.

153. As far as, according to the conditions of the issue, reparation loans (general or conversion loans) are subject to an anticipated redemption, Germany should be entitled to redeem these loans; the part of the annuity destined for the service of the redeemed loan will then accrue to her. The wish has been expressed that so far as possible reparation loans will not be issued without granting the debtor an appropriate right of anticipated redemption.

154. We recommend that Germany should also have the right to redeem all or any part of not yet mobilised annuities on a basis of 5½ % discount.

Part 11.

11. The New Plan contrasted with the Dawes Plan.

155. The Dawes Plan, although drawn up at a time of intense crisis, has by a test lasting over nearly five years justified by facts the postulates on which it was based as regards both the restoration of the public finances of Germany and her economic recovery.

156. It may be well to summarise briefly the points of advantage—whether to Germany or her Creditors—claimed for the new proposal, which justify a departure from a scheme that has in the past rendered signal service.

157. The Plan drawn up by the Committee to afford a definite solution of the Reparation question accompanies a reduction in the existing obligation of Germany by an essential modification in their financial and political status. In so far as the creditors are relinquishing substantial advantages in the face value of payments due under the Dawes Plan, they are doing so only by reason of those improvements in intrinsic and available values which arise from the practicability and certainty of commercialisation and mobilisation within a reasonable period and in its attendant financial and economic psychology.

158. Among the modifications, which are considered specially important are the following:

159. 1. Fixation of the period and the debt.

The Dawes Plan imposes in virtue of the Index of Prosperity increasing annuities, of which the number is not fixed. The new programme indicates a definite number of fixed annuities.

160. 2. Disappearance of the Index of Prosperity.

Only estimates, which vary very widely, of the ultimate effect of the Index of Prosperity can at this date be made. But in no circumstances could Germany benefit therefrom, and the disappearance of this element of uncertainty is wholly to her benefit.

161. 3. Attainment of financial autonomy.

Under the Dawes Plan Germany can only obtain the discharge of her obligations in marks by the existence of a system of transfer protection which involves a measure of external control. This brings attendant limiting effects on German credit and financial independence which render difficult, if not impossible, any mobilisation of the German debt. The New Plan would be abandoning the fundamental purposes for which it was intended if it did not cancel this clause and leave to Germany the obligation of facing her engagements on her own untrammelled responsibility.

162. 4. Postponement safeguards.

Nevertheless, if an exceptional emergency interrupts the normal course of economic life to which the scheme is adapted, Germany can, on her own initiative, resort to certain measures of temporary relief.

163. The annuity is divided into two parts, of which one is subject to postponement of transfer and payment. Germany will thus be enabled under certain circumstances temporarily to relieve her balance of payments, and will in fact enjoy the advantages of a form of transfer protection without its attendant limitations.

164. 5. Deliveries.

While the Dawes Plan reluctantly accepted the expedient of deliveries in kind, the New Plan, in spite of the desire of the Creditor Powers to dispose freely of their shares of the annuities, recognises the undesi-

rability of a sudden cessation of the system at present in force. The creditors are therefore to take deliveries in kind for ten years, but in decreasing amounts beginning with 750 millions.

165. 6. Mobilisation.

From the point of view of the Creditor Powers an essential feature of the New Plan which induces them to agree to reduction, on their claims that leave them burdened with a considerable part of their expenditure for the damages caused by the war, is the fact that the annuity is paid in a form lending itself to mobilisation.

166. 7. Financial organisation.

The organisation and machinery of the Dawes Plan were based on the conviction that it must find its proper guarantee in the interest of all parties to carry it out in good faith. In aiming as it did at the transference of the Reparation payments from the political to the economic and business sphere, it presumed constant co-operation of debtor and creditors alike. The new system goes further along the same road, replacing the collaboration of separate administrative and governmental organisation by common work in a purely financial institution, in the management of which Germany is to have an appropriate part. The present administrative organisations cannot have all the elasticity necessary for banking transactions of the magnitude of the payment and transfer of the annuities; but the new Bank in close association with the banks of issue and with the banking facilities at its command will have all the necessary means of effecting these operations without disturbance to the German economy or to the economy of other countries. In addition it will be in a position to open up to trade new possibilities of development. The operations which it is to undertake cannot be disturbed or hampered without irreparable damage to the credit of the countries concerned. This assurance should make it possible to limit the guarantees established under the present system for the protection of the rights of the creditors, to the minimum required for the prompt and facile commercialisation of the mobilisable part of the annuity.

167. 8. Summary.

The proposed plan continues and completes the work begun by the Dawes Plan, which the position alike of Germany and of the other countries made it impossible to do more than indicate in outline in 1924. By the final reduction and fixation of the German debt, by the establishment of a progressive scale of annuities, and by the facilities which the new Bank offers for lessening disturbance in the payment of the annuities, it sets the seal on the inclusion of the German debt in the list of international settlements. If it involves appreciable reduction of payments to the Creditor Countries on what might have been anticipated under the continued operation of the Dawes Plan, it at the same time eliminates the uncertainties which were inherent in that Plan and were

equally inimical to the interest of the debtor and to the creditors, by substituting a definite settlement under which the debtor knows the exact extent of his obligations.

Part 12.

12. Conclusions.

168. It has been our object to make proposals for financial obligations, which, with the conditions and safeguards that accompany them, shall be within Germany's capacity to pay, and we believe that we have achieved this purpose. We realise the responsibility of this declaration, and we recognise how much depends on the future attitude towards one another of the peoples which, by ratification of their respective governments, are to become parties to this agreement. For the solution of the Reparation problem is not only a German task but in the common interest of all the countries concerned; and it requires the co-operation of all parties. If their attitude should be tinged with antagonism, even with suspicion, or a desire to create or continue one-sided economic discriminations, a settlement perfectly feasible with goodwill would sooner or later encounter difficulties, so that the long, slow, patient task of reconstruction in Europe would be definitely retarded. For without good faith and mutual confidence, all agreements, all guarantees are unavailing. If, on the other hand, our proposals are adopted with goodwill by all concerned, and the rest of the world has confidence in the constructive value of this mutual accord, then indeed there can be no reasonable doubt that the agreement will be capable of complete fulfilment, and the nations it concerns will be brought to a higher level of economic stability and of mutual understanding than ever before.

169. Finally, we would point out, like our predecessors on the Dawes Committee that:

> „We regard our report as an indivisible whole. It is not possible, in our opinion, to achieve any success by selecting certain of our recommendations for adoption and rejecting the others, and we would desire to accept no responsibility for the results of such a procedure nor for undue delay in giving execution to our Plan."

Paris, June 7th, 1929.

Francqui.
Gutt.
E. Moreau.
J. Parmentier.
Dr. Hjalmar Schacht.
Kastl.
J. C. Stamp.
C. Addis.
A. Pirelli.
Suvich.
Kengo Mori.
Takashi Aoki.
Owen D. Young.
J. P. Morgan.
Thomas N. Perkins.
T. W. Lamont.

Annex I.

Suggested Outline for the Organisation of the Bank for international Settlements.

1. In Section III of the following outline provision is made for an Organisation Committee which will have the duty of putting the Bank project into effect. This outline has been drawn up for the benefit of the Organisation Committee which will have power generally to modify its provisions or to make substitutions for any or all of them; provided always that such modifications or substitutions shall not be inconsistent with the essential functions of the Bank with respect to the Experts' Plan as a whole.

I. Purpose, Name and Location.

2. The Bank organised under this Plan shall be known as the „Bank for International Settlements".

3. The purpose of the Bank is to provide additional facilities for the international movement of funds and to afford a ready instrument for promoting international financial relations. In connection with the German reparation annuities, it shall perform as trustee for the Creditor Countries the entire work of external administration of this Plan, shall act as the agency for the receipt and distribution of funds; and shall supervise and assist in the commercialisation and mobilisation of certain portions of the annuities.

4. It shall be located in a financial centre hereafter to be designated. In selecting the country of incorporation due consideration shall be given to obtaining powers sufficiently broad to enable it to perform its functions with requisite freedom and with suitable immunities from taxation.

II. Share Capital.

5. The authorised capital of the Bank may be expressed in the currency of the country of domicile, and shall amount to the round equivalent of $ 100,000,000. Upon the formation of the Bank the whole authorised capital shall be issued, but only 25 per cent of each share shall be then paid in. The Board of Directors of the Bank shall have power to call for the payment of further instalments; it shall also have the power to authorise an increase or a reduction in the total capital stock of the Bank.

6. In each country in which the shares of the Bank may be offered for sale, the shares shall be issued through the central bank of that country or other agency to which the central bank offers no objection. In the seven countries to which members of the present committee belong, issues or allocations of shares shall always be made in equal amounts. The central banks of these countries, or banking groups not objected to by them, shall guarantee the subscription of the whole of the first issue in the round equivalent of $ 100,000,000; but they may agree with central banks or groups in other countries (particularly those

interested in reparations) that an amount of the first issue not exceeding the round equivalent of $ 4,000,000 for each, and not exceeding the roun l equivalent of $ 44,000,000 in all, may be issued in other countries.

7. In the event of an increase in the authorised capital and a further issue of shares, the distribution among countries shall be decided by a two-thirds majority of the Directors of the Bank on the above principles. In particular, the percentage of the total shares issued in the seven countries first mentioned above shall not fall below 55.

8. Apart from countries interested in reparations, only countries which have, at the time an offering of shares is made, a currency stabilised on a gold or gold exchange basis may participate.

9. The shares may be expressed in the currency of the country in which the Bank is domiciled and shall state the amount of the share at the gold mint parity of the currency of the country in which they are issued; they shall be registered and continue to be registered, but may be freely negotiated. Transfers of the shares after issue shall not affect the voting power reserved to the central banks as described below. Payments to the shareholders on account of dividends or at the liquidation of the Bank shall be made in the currency of the country of domicile.

10. The shares shall carry no voting rights; but voting rights corresponding to the number of shares originally issued in each country shall be exercised by the central bank of that country in the general meetings of the Bank (taking the place of the general meetings of shareholders) which the representatives of the participating central banks will attend.

11. The shares shall be entitled to participate in the profits of the Bank as indicated in the section „Distribution of profits“.

III. Organisation Committee.

12. For the purpose of taking the preliminary steps for putting the Bank project into effect a temporary Committee shall be created which will be know as the „Organisation Committee“. This committee shall be appointed by the Governors of the central banks of the seven countries to which members of the present committee belong. The Governor of each of these seven central banks shall be entiled to designate two members of the Organisation Committee with due regard for the necessity of including in its membership persons versed in banking, the issue of bonds and the work of the present Committee of Experts. If for any reason, the Governor of any of these central banks shall be unable officially to designate members of the Organisation Committee, or refrains from doing so, the Governors of the remaining central banks shall invite two fellow-nationals of the Governor not participating, to act as members of the Committee. The members thus selected shall have in all respects an equal vote in the work of the committee with the members otherwise chosen. The decisions of the Organisation Committee shall be taken by a three-quarters vote.

13. As an essential part of its work, the Organisation Committee shall proceed with drawing up a charter for the Bank, which shall be consistent with the provisions of the Plan, and shall take such steps as may be necessary to ensure its timely granting or enactment by appropriate public authorities.

14. The Organisation Committee shall, until such time as the Board of Directors of the Bank is appointed and takes office, proceed with the physical organisation of the Bank. It shall arrange, in accordance with the procedure prescribed in Section II, for the subscription of the capital stock, and, in accordance with the procedure prescribed in Section IV, for the appointment of the Board of Directors. It shall call the first meeting of the Board of Directors and designate the temporary Chairman to preside at that meeting pending the election of the regular chairman. It shall draw up the statutes for regulating the administration of the Bank and submit them to the Board of Directors for consideration. These statutes shall make provision for such matters as are usual in banking organisation and in particular provide for the following:

15. 1. The qualifications for membership on the Board of Directors.

16. 2. The nature and duties of the permanent committees of the Board of Directors, including the Executive Committee.

17. 3. The administrative departments to be created within the Bank.

18. 4. The time and place of the meetings of the Board of Directors and of the Executive Committee.

19. 5. The form to be used for the convocation of the General Meetings, as well as the conditions and the methods for exercising voting rights on the part of representatives of central banks.

20. 6. The form of trust certificates which the Bank shall issue to the Creditor Governments under the Plan.

21. 7. Provisions with regard to liquidation of the Bank.

22. The Organisation Committee shall co-operate with the organisation committees provided for in this Plan.

IV. Directorate and Management.

23. The entire administrative control of the Bank shall be vested in the Board of Directors whose duty it shall be to supervise and direct the operations of the Bank and in general so to act as to carry out those purposes of the Plan committed to the administration of the Bank. In particular, the Board of Directors:

24. 1. shall have the right to adopt, modify, limit or extend the statutes of the Bank in such a manner as shall not be inconsistent with the provisions of the Plan;

25. 2. shall have the power generally to modify the provisions contained in the outline of the Bank's organisation or to make substitutions for any or all of them, provided always that such modifications or substitutions shall not be inconsistent with the essential functions of

the Bank with respect to the Experts' Plan as a whole and with its existing engagements;

26. 3. shall appoint the chief executive officer of the Bank, and fix his remuneration;

27. 4. may appoint an Executive Committee and delegate such powers to it as may be provided for in the statutes of the Bank;

28. 5. may appoint advisory committees to deal with any questions upon which information or advice is desired.

29. The functions of a Director are incompatible with those involving national political responsibilities. The statutes of the Bank shall make the necessary provision in order to avoid such conflict of functions. All the Directors shall be ordinarily resident in Europe or shall be in a position to give regular attendance at meetings of the Board.

30. The Board of Directors shall be made up in the following manner:

31. 1. The Governor (or, as the case may be, the chief executive officer) of the central bank of each of the seven countries to which members of the present Committee belong, or his nominee, shall be a Director of the Bank *ex officio*. Each of these Governors shall also appoint one Director, being a national of his country and representative either of finance or of industry or commerce. In case the Governor of any central bank shall be unable to act either officially or unofficially according to the provisions of this paragraph, or refrains from doing so, action shall then be taken in accordance with the alternative procedure given in Section XII of this outline.

32. 2. During the period of the German annuities the Governor of the Bank of France and the President of the Reichsbank may each appoint, if they so desire, one additional Director of his own nationality, being a representative of industry or commerce.

33. 3. The Governor of the central bank of each of the other countries participating in the share ownership of the Bank, as provided in Section II of this outline, shall furnish a list of four candidates of his own nationality for directorships. Two of the candidates on each list shall be representative of finance and the other two of industry or commerce. The Governors in question may themselves be included in this list. From these lists the fourteen or sixteen Directors mentioned in paragraphs 1 and 2 above shall elect not more than nine other Directors.

34. 4. From those first appointed, four groups of five Directors shall be chosen by lot; their terms respectively shall end at the close of each of the first, second, third, and fourth years from the establishment of the Bank. Subject to this the term of office of the Directors shall be five years, but they may be reappointed.

35. 5. In case of vacancy in a position on the Board of Directors arising from death, resignation or other causes, the vacancy shall be filled in the same manner as prescribed for original appointments. If a

vacancy occurs before the expiration of a term, it shall be filled for the remainder of the term only.

36. The Directors shall elect a Chairman annually from among their own number. The Chairman's duties shall be to preside at meetings of the Board of Directors. At the first meeting, until the Chairman shall have been elected, a member of the Board selected for the purpose by the Organisation Committee shall act as Chairman.

37. The ordinary decisions of the Board, including those involving elections, shall be made by a simple majority vote. In case of an even devision the Chairman shall have a deciding vote. For decisions involving the adoption or amendment of statutes of the Bank, modifications or substitutions in the present project for the organisation of the Bank, the distribution among countries of additional issues of stock in the Bank, or other matters for which the statutes of the Bank make appropriate provision, a two-thirds majority shall be required. Should a member not be able to attend a meeting of the Board, it will always be open to him to empower one of his colleagues, by registered letter or by telegram, to vote for him and on his behalf.

38. If decisions of the Board are disputed on the ground that they are inconsistent with the provisions or intent of the Plan, recourse may be had to arbitration under the procedures laid down in Part 8 of the Plan.

39. The chief executive officer of the Bank shall select the officers and heads of the departments of the Bank. For the latter the appointments shall be subject to the approval of the Board of Directors.

V. Deposits.

40. The Bank, in carrying out its functions with respect to the facilitation of international settlements or in connection with the German annuities, shall have the right to receive deposits of a nature consistent therewith. The Board of Directors, or, as it may decide, the Executive Committee, shall consider applications to open deposit accounts, with authority to determine whether such applications come within the scope of the Bank's functions. Deposits shall be received in only those currencies which satisfy, in the opinion of the Board of Directors, the practical requirements of the gold or gold-exchange standard.

41. Any classification of deposits which the Board of Directors may set up shall include:

42. 1. Deposits on annuity account. These deposits the Bank receives in its capacity as Trustee for the Creditor Governments. They shall be managed according to the procedure given in Section VIII of this outline.

43. 2. Deposits from central banks. These may be either current account deposits or investment account deposits.

44. 3. Deposits on clearing account. The Bank shall have the right, subject to such terms and conditions as the Board of Directors

may set down, to accept deposits from central banks for the purpose of establishing and maintaining a fund for settling accounts among them. Such deposits may take the form of gold deliveries at the counters of the Bank or of gold held for its account under earmark by any central bank participating in the fund for clearing accounts. The terms under which central banks may enter the clearing system, the rules and regulations for its operation, and the rates of exchange at which gold is to be accepted as deposits in the clearing fund or to be withdrawn from it, shall be determined by the Board of Directors of the Bank.

45. 4. Deposits originating in the exercise of the Bank's functions in connection with the German annuities, and tending to facilitate such functions. No such account shall be opened without the assent of the central bank of the country of which the prospective depositor is a national. If the Governor of the central bank in question (or his nominee) is present and voting at the time the Board of Directors (or the Executive Committee) of the Bank authorises the opening of the account, his favourable vote shall be taken as giving the required assent.

46. 5. Deposits constituting guarantee funds as provided in Annex VIII and relative to the mobilisation of the unconditional annuity. The interest and the share in the profits which will apply to these deposits are provided for in Annex VIII and in the Section on Profits (XI) in this outline.

47. 6. Special deposit of the German Government. During the first 37 years the German Government shall maintain at the Bank a non-interest-bearing deposit equivalent to 50 % of the average deposit remaining in the Annuity Trust Account, as described in Section VIII of this outline. This German Government deposit will not exceed 100 million *RM*.

48. The Bank shall have the right to pay interest on deposits, but only on deposits not susceptible of withdrawal until at least one month from the time of deposit. The rate of interest to be paid will be determined by the Board of Directors, or, as the case may be, by the Executive Committee. In allowing interest on deposits, the Board of Directors shall give due consideration to the value of the services performed for the depositor and the size of the depositors's balance.

VI. Loans, Discounts and Investments.

49. The Board of Directors shall determine the nature of the operations to be undertaken by the Bank. Such operations shall be consistent with the policies of the central banks of the countries concerned. The Bank may in particular have the right:

50. a) to deal directly with central banks, or

51. b) to deal through central banks which have agreed to act as its agent and correspondent, or

52. c) to deal with banks, bankers, corporations and individuals of any country in performing any authorised function provided the central bank of that country does not enter objection.

Whenever any proposed credit operation affecting any particular market comes up for decision, the favourable vote of the Governor of the central bank concerned (or his nominee if the Governor is not present), sitting as a member of the Board of Directors or the Executive Committee, shall be taken as giving the assent of this central bank. If he declines to give his assent, the proposed credit operation shall not be undertaken in his market.

53. Thus the Bank may perform such functions as the following:

54. 1. To buy and to sell gold coin and bullion, to earmark gold for the account of central banks and to make advances to central banks on gold as security.

55. 2. To buy and to sell for its own account, either with or without its endorsement, bills of exchange and other short-term obligations of prime liquidity, including cheques drawn or endorsed by central banks or in respect of which three obligees are responsible.

56. 3. To open and maintain deposit accounts with central banks.

57. 4. To rediscount for central banks bills taken from their portfolios, to make to them on the security of such bills, or to make advances to them against the pledge of other securities up to such amounts and for such periods as may be approved by the Board of Directors.

58. 5. To buy and to sell for its own account intermediate or long-term securities (other than shares) of a character approved by the Board of Directors. Its holdings of such securities at any one time shall not exceed the total of its paid-in capital and reserve funds.

59. 6. To invest in Germany, with the assent of the Reichsbank, Reichsmark funds standing to the credit of the Bank at the Reichsbank, which are not transferable owing to a declaration of transfer postponement. The Bank may realise upon any such investment at its discretion, unless at the time the investment was agreed to by the Reichsbank some stipulation or arrangement affecting the possible sale was made a condition of such agreement. The income from any such investments and the proceeds of such investments if sold shall be deposited to the credit of the Bank at the Reichsbank. Such funds may be held as deposits under the conditions set out in Annex IV of the Plan or be reinvested consistently with the provisions of that Annex.

60. If, in the opinion of the Board of Directors of the Bank, counter-obligations issued against its investments in Germany as collateral can be advantageously sold on non-German markets, their net proceeds shall be distributed to the Creditor Countries in such proportions and under the same conditions as would have applied in the case of normal transfer. The accounts of the Creditor Powers shall be charged with the Reichsmark cost of the securities alienated or pledged in the course of any such transaction. If the Board of Directors of the Bank decides

that counter-obligations cannot be sold advantageously, the income and net proceeds of the investments when finally disposed of shall be distributed to the creditors.

61. The foregoing power is in addition to the general powers of the Bank to make and realise upon investments for its own account at any time, subject to the provision that such investments are to be made with the assent of the central bank concerned.

62. To issue its own obligations at long- or short-term, secured or unsecured, for the purpose of re-lending to any central bank, in each case upon specific decision of the Board of Directors by a two-thirds vote.

63. The investment powers of the Bank shall never be used in such a way as to exercise a predominant influence over business interests in any country. The Board of Directors shall guide the investment undertakings of the Bank accordingly, and shall be entitled if necessary to make special regulations in this respect.

VII. Trustee Functions: General Provisions.

64. The Bank shall be Trustee of the Creditor Governments in dealing with the German annuities and shall have such general powers of administration consistent with the Plan as are necessary to the prompt and complete exercise of its duties in that respect. The Organisation Committee shall draw up appropriate forms of trust agreement between the creditor Governments and the Bank.

65. The trust functions of the Bank shall include the following:

66. 1. Receiving and disbursing to the paying agents the service on the German External Loan 1924. If arrangements can legally be made, the Bank shall also act in the capacity of one of the Trustees for that Loan.

67. 2. Receiving from Germany the various certificates and obligations provided for in the Plan. The Bank shall hold these certificates and obligations in safe-keeping and shall issue to the creditors its trusts receipts for such certificates and obligations. Upon the completion of the payments called for under these certificates and obligations for any one year, the respective creditor Governments shall give their quittance to the Bank, which in turn shall give its quittance to the German Governement, cancelling and returning any coupons representing the payments made.

68. 3. Receiving and distributing the service of the German annuities. The specifications of this function are given in Section VIII of this outline below.

69. 4. Performing as regards deliveries in kind such functions as may be entrusted to it by the Governments in connection with the acceptance of the new Plan.

70. 5. Dealing with the measures of safeguard provided in the Plan. Upon receiving notification from the German Government con-

sistently with the provisions of the Plan the Bank shall convene the Special Advisory Committee whose composition, procedure and action are provided for in Part 8e) of the Plan.

71. 6. Acting as Trustee under trust agreements. The Bank shall have the power to act as trustee under any trust agreement entered into by it with the approval or on the initiative of its Board of Directors, which has as its purpose the issue by the Bank of trust certificates or other obligations against investments in securities pledged as collateral therefor. This power may be exercised in addition to the powers with respect to investments provided for in Section VI above.

72. 7. Acting as trustee under special agreements. The Bank shall be authorised to act as trustee under any special agreements among the creditor countries covering the repartition of the annuities or the guarantee of any parts of them. In particular, the Bank shall have power to act as trustee under the agreement specified in Annex VIII of the Plan. The Bank shall be authorised to pay interest on any guarantee fund deposited with the Bank in connection with any such trust, and to arrange the terms on which the deposit is to be received and the fund managed, all in accordance with the Plan.

73. 8. Acting as trustee at the request of a Creditor Government, the German Government or the central bank of any one of those countries, The Bank shall have the right, upon the approval of the Board of Directors, to undertake any trust functions which any creditor Government or the German Government or any of their respective central banks proposes that it shall undertake, provided such functions are generally consistent with the purposes of the Plan.

VIII. Trustee Functions: The Bank as Depositary for the Service of the German Annuities.

74. The Bank, in its capacity as trustee for the Creditor Governments shall receive and distribute the funds representing the service of the German annuities. In fulfilling these functions the Bank shall work in cooperation with the central banks of the countries concerned; the relations thus established shall be the ordinary relationships obtaining between a bank and its corrrespondent banks.

75. The procedure for conducting these operations, subject to the right of the Board of Directors of the Bank to make modifications provided the general purposes of the Plan are observed, shall be as follows:

76. 1. The Bank shall maintain on its books a general deposit account to be known as the Annuity Trust Account.

77. 2. The German Government shall be responsible for the payment to the Bank, in instalments as provided in the Plan, of all sums applicable to the service of the annuity. These payments shall be credited to the Annuity Trust Account.

78. The Organisation Committee shall make the necessary provision whereby the Reichsmark payments to the account of the Bank at the

Reichsbank in respect of the Railway contribution shall be immediately released to the German Government against equivalent payment in foreign currencies to the Annuity Trust Account.

79. 3. Subject to the operation of the clauses of the Plan relating to transfer postponement, and except as the Bank may request that payments be made in Reichsmarks to the credit of its account at the Reichsbank described in Paragraph 4 below, the German Government shall make all payments on account of the annuity in foreign currencies. Payments in foreign currencies not on a gold or a gold exchange standard shall be made only with the consent of the Bank. As a matter of business practice the Bank acting in advance of the payment dates may notify to the German Government or its agent the Bank's preferences with respect to the currencies in which payment may be made. In case the Bank's preferences are not complied with, payment shall be made to the Bank in the currencies of the seven countries whose nationals are members of the present Experts' Committee, divided as nearly as may be in proportion to their respective shares in that portion of the annuity accruing to them.

80. 4. All Reichsmark payments for credit to the Annuity Trust Account shall be paid into an account of the Bank at the Reichsbank. The Bank shall be entitled to draw upon it in making all Reichsmark payments necessary for the operation of the Plan, including payments for administrative expenses incurred in Germany, payments for deliveries in kind and any other disbursements on annuity account. The Bank shall also be entitled to withdraw Reichsmarks from this account or to deposit Reichsmarks in it in the course of conducting operations referred to in Paragraph 14 below, and it may open other accounts at the Reichsbank for use in connection therewith. Such additional accounts shall be operated according to ordinary business principles. The Bank shall have available at all times sufficient funds in Reichsmarks to cover current requirements on account of payments for deliveries in kind.

81. 5. The Bank shall give its receipt to the German Government for all sums which it pays or causes to be paid into the Annuity Trust Account in the course of carrying out its obligations under the Plan. The receipt of the Bank shall make note of the currencies received, but credit shall be given in the Reichsmark equivalent of those currencies. The German Government undertakes for the purpose of the present provisions, as well as for the general purposes of the Plan, that the Reichsmark shall have and shall retain its convertibility into gold or devisen as contemplated in Section 31 of the present Reichsbank Law, and that for these purposes the Reichsmark shall have and shall retain a mint parity of $^{1}/_{2790}$ kilogram of fine gold as defined in the German Coinage Law of August 30, 1924.*) Sums paid in foreign currencies

*) See the letter from the President of the Reichsbank given in Annex II.

into the Annuity Trust Account shall be calculated in terms of Reichsmarks at the average of the middle rates (Mittelkurs) prevailing on the Berlin Bourse during the half-monthly period preceding the date of payment.

82. 6. The Bank's receipt giving credit in Reichsmarks for payments made into the Annuity Trust Account by the German Government or on its behalf shall under normal operation of the Plan constitute a complete and sufficient discharge of the obligations of the German Government with respect to such payments. If, however, transfer postponement should be in whole or partial effect, the Bank's receipt giving credit in Reichsmarks shall constitute a complete and sufficient discharge of the obligations of the German Government with respect to all payments into the Annuity Trust Account made in foreign exchange, and with respect to such portion of the payments made in Reichsmarks as in the opinion of the Bank provide current funds for deliveries in kind or services. As to the remainder, the receipt of the Bank shall be in the nature of a temporary acknowledgment only.

83. 7. Withdrawals from the Annuity Trust Account shall be made in accordance with provisions to be made by the Organisation Committee. The Bank shall pay no interest on funds deposited in the Annuity Trust Account.

84. 8. All disbursements for reparation purposes shall be charged against the Annuity Trust Account. A first charge against that account shall be the service currently due on the German External Loan, 1924. The Board of Directors shall be entitled also to charge against the account such sums as they deem to be fair compensation for the services performed by the Bank and such out of pocket expenses at it incurs in administering the Plan. If, in the opinion of the Directors, such service charges or costs cannot be equitably charged to the account as a whole, they shall be entitled to allocate them in such proportions as they see fit to the individual shares of any of the creditor countries.

85. 9. After charging against the Annuity Trust Account the items referred to in the preceding paragraph and such other items as may be properly chargeable to the annuity as a whole, the Bank shall proceed in the following manner with the distribution of the remainder of the available funds to the accounts of the several creditors in accordance with the provisions of the Plan.

86. 10. During such period of time as payments for deliveries in kind and payments under Reparation Recovery Act and similar procedures continue to be made, the Bank shall make available to the several creditor countries Reichsmark credits, which shall be utilised subject to the applicable provisions of the Plan.

87. 11. The Bank, out of each instalment paid into the Annuity Trust Account, shall set aside and accumulate funds for the payment of service on any bonds issued and outstanding which represent commercialised and mobilised shares in the annuity. Funds required for

this purpose shall be charged against the accounts of the Creditor Countries in proportion to their respective interests in the bonds for which service is being accumulated. At a suitable time in advance of the dates fixed for the payment of interest to the bondholders, the Bank shall pay to the paying agents the amounts due in interest, and shall make disposition according to the terms of the bond of funds required for purposes of amortisation.

88. 12. Out of the sums remaining in currencies other than Reichsmarks, and after providing for any other charges called for under the Plan, the Directors of the Bank shall distribute such aggregate amounts as they may determine to the creditor countries, divided according to the proportions agreed upon among the respective Governments. In withholding any sums from distribution and in fixing the dates at which distribution is effected, the Directors of the Bank shall be guided on the one hand by the need for prompt action in the interests of the Creditor Countries and on the other by the interests of the Plan as a whole, including due consideration to the Bank by way of compensation for its services in managing in the annuity.

89. 13. The Bank shall make distribution of cash by crediting the accounts which the central banks of the several Creditor Countries maintain with it, notifying them simultaneously that such credits are for the accounts of their respective Governments. The Bank shall notify the proper financial authorities of the Creditor Countries when such credits have been made, and shall obtain receipts from them accordingly.

90. 14. The Bank shall have the right to buy for its own account or for other trust accounts any Reichsmarks held in the Annuity Trust Account, giving foreign currencies in return. The foreign currencies thus acquired by the Annuity Trust Account shall be available for distribution to the creditor countries under the conditions specified in the preceding paragraphs. The Reichsmarks which the Bank acquires shall be used only as the Plan provides.

91. 15. The Bank, at the close of each business year, or more frequently if requested, shall give to the financial authorities of each Creditor Country a full account showing the disposition of its share in the annuity. As soon as any country has received its full share in the annuity for any one year, its proper financial authority shall give to the Bank his acknowledgment and shall enter the same upon the trust receipt provided for in Paragraph 2 of Section VII of this outline. Such acknowledgment shall constitute a full and sufficient discharge to the Bank with respect to the annuity covered by it.

IX. Agency Functions.

92. The Bank shall be qualified, on terms to be mutually agreed upon, to act as agent and correspondent of any central bank and to appoint any central bank to act as its agent and correspondent. The services to be performed by either or both parties under such agreements

shall be subject, so far as the Bank's interest is concerned, to the approval of its Board of Directors and may include the purchase and sale of gold, of bills of exchange and other securities, the earmarking of gold, the exchange of information and advice, and the transaction of any business consistent with the functions of the Bank under the Plan on the one hand and within the lawful functions of the central bank on the other.

93. The Bank shall act as agent of any Creditor Government in mobilising any parts of the annuities, and in managing the service of bonds issued in connection with any such mobilisation. The procedure for conducting the Bank's share in such operations, subject to the right of the Organisation Committee or the Board of Directors of the Bank to make modifications provided the general purposes of the Plan are observed shall be as follows:

94. 1. Upon the request of the Creditor Governments, or any of them, the Bank shall initiate operations for marketing bonds if, after examination, it considers market conditions warrant such operations. Such operations may take place in the international markets, or may be restricted to the domestic market or markets of the countries concerned in the proposed mobilisation, as the Board of Directors may decide. In determining the markets where offerings are to be made, the Bank shall make enquiries from the central banks concerned, and if any central bank offers explicit objection to an offering being made in its own market, the Directors shall decide accordingly.

95. 2. The Bank shall proceed to carry out requests from any Creditor Government for the creation of bonds to be issued on its domestic market in connection with conversion operations up to an amount represented in its share in the annuities. Each State shall be free to offer such bonds on its own market on whatever conditions it can obtain.

96. 3. If in the opinion of the Bank the time is opportune for an issue of bonds, even if no request for mobilisation has been received, the Bank may inform the Creditor Governments accordingly.

97. 4. If the Creditor Governments so request, the Bank shall arrange with issuing bankers the conditions upon which bonds are to be issued on the open markets either of one or of several countries, as the case may be. The Bank shall fix the minimum price at which such issues shall be made, and it shall supervise the execution of the loan contracts.

98. 5. If bonds are issued against the annuity shares of more than one country, the proceeds shall be deposited with the Bank, which shall then distribute the proceeds to the creditors according to the their participation. The handling of the service of issued bonds shall be carried out as provided in the preceding Section of this outline, and in Annex III.

99. 6. Apart from the operations described above, the Bank may conduct any other operations (such, for instance, as contango operations

on bonds issued against the annuities, advances on coupons, etc.) as are involved in the supervision of transactions relating to these bonds and their service.

X. Reserve Requirements.

100. The Bank, since its deposits in part will be derived from central banks, shall be administered with particular regard to maintaining its liquidity. For this purpose, the Bank shall observe the following reserve requirements:

101. 1. Deposits on clearing account. All funds held by the Bank on clearing account, whether gold in vault or gold under earmark for the Bank's account in central banks, shall be reserved for exclusive use in effecting settlements among the depositaries in the account.

102. 2. Deposits payable on demand. Against such deposits the Bank shall hold a minimum of 40 per cent in gold or in devisen at their gold value. Devisen eligible as reserve against demand deposits shall consist of banknotes, prime bills of exchange having not more than 90 days to run, of a character which central banks ordinarily buy for their own account, and cheques payable on demand drawn or endorsed by central banks or in respect of which three obligees including a bank of known solvency are responsible. All devisen included in the foregoing classifications shall be denominated in currencies which satisfy in the opinion of the Board of Directors all the practical requirements of the gold or gold exchange standard. Gold in transit, or devisen satisfying the foregoing requirements which are in process of collection, may be counted as reserve.

103. 3. Deposits on investment account (time deposits). Deposits payable in fifteen days or less shall be classified as demand deposits and be subject to the reserve requirements specified in the preceding paragraph. Against investment account deposits of longer maturity the Bank shall hold a minimum of 25 per cent in gold or in devisen at their gold value. Devisen eligible as reserve against investment account deposits shall meet the same requirement as those eligible as reserve against demand deposits.

104. If the Board of Directors is of opinion that these reserve requirements should be altered, they shall have the right by a two-thirds vote to increase, diminish or otherwise modify them consistently with sound banking principles.

XI. Distribution of Profits.

105. The yearly net profits of the Bank shall be applied as follows:

106. 1. Five per cent of the yearly net profits shall be paid to the Legal Reserve Fund of the Bank until that fund reaches an amount equal to 10 per cent of the paid-in capital stock of the Bank as it may stand from time to time. The Legal Reserve Fund on the liquidation of the Bank shall be merged with the General Reserve Fund.

107. 2. After making the foregoing provision for the Legal Reserve Fund, the yearly net profits shall be applied to the payment of an annual dividend up to 6 per cent on the paid-in share capital. This dividend shall be cumulative.

108. 3. Twenty per cent of the remainder shall be paid to the shareholders until a total maximum dividend of 12 per cent is reached. The Board of Directors of the Bank shall have the right in any year to withhold all or any part of this addition to the regular dividend, and to place it to the credit of a special dividend reserve fund for use in maintaining the cumulative dividend provided for in the preceding paragraph or for subsequent distribution to the shareholders.

109. 4. After making provision for the foregoing, onehalf of the yearly net profits then remaining shall be paid into the General Reserve Fund of the Bank until it equals the paid-in capital. Thereafter 40 per cent shall be so applied until the General Reserve Fund equals twice the paid-in capital; 30 per cent until it equals three times the paid-in; capital; 20 per cent until it equals four times the paid-in capital; 10 per cent until it equals five times the paid-in capital; and from that point on ward, 5 per cent.

110. The General Reserve Fund shall be available for meeting any losses incurred by the Bank. In case it is not adequate for this purpose, recourse may be had to the Legal Reserve Fund provided for under Paragraph 1. In case the General Reserve Fund, by reason of losses or by reason of an increase in the paid-in capital, falls below the amounts provided for above after having once attained them, the appropriate proportion of the yearly net profits shall again be applied until the position is restored. Upon the liquidation of the Bank, the balance in the General Reserve Fund shall be divided among the shareholders.

111. 5. The remainder of the yearly net profits after meeting the foregoing requirements shall be paid in to Special Funds as follows:

112. a) Seventy-five per cent to the Governments or central banks of the creditor countries or of Germany which maintain time deposits at the Bank withdrawable in not less than five years from the time of deposit, and after four years on not less than one year's notice. The fund shall be disbursed annually in amounts proportionate to the size of the deposits maintained by the respective Governments or central banks aforesaid. The Directors of the Bank shall have power to determine the volume of each of these deposits which would justify the distribution provided for.

113. b) Twenty-five per cent to be used to aid Germany in paying the last 22 annuities, provided the German Governments elects to make a long-term deposit with the Bank withdrawable only on the terms specified under sub-paragraph (a) above and amounting to the minimum sum of 400,000,000 *RM*. If the German Government elects to make such long-term deposits amounting to a sum below 400 million *RM* the participation of the German Government shall be reduced in proportion

and the balance shall be added to the 75 % in sub-paragraph (a). The fund shall carry compound interest at the maximum current rate paid by the Bank on time deposits. If the fund should exceed the amount required to pay the 22 last annuities, the balance shall be distributed among the Creditor Governments in proportion to their out-payments during that period. In case the German Government elects not to make any such long-term deposits the fund shall be distributed as provided in sub-paragraph (a) above.

XII. General Provisions.

114. Any balances remaining in the hands of the Agent General for Reparation Payments on the winding up of his accounts shall be transferred to the Bank for credit to the Annuity Trust Account, subject, of course, to the respective interests of the Creditor Countries therein and to any claims and commitments which may be outstanding at the time.

115. The relations of the Reparation Commission with Germany will be terminated. The Bank shall take over as promptly as possible such fonctions of the Reparation Commission with respect to Germany as are required under the provisions of the Plan, and also such functions of the Agent General for Reparation Payments, the Trustees and Commissioners holding office under the Experts' Plan of 1924, or any of them, as may be required under the provisions of the Plan, all according to the general scheme given in Part 6 of the Plan and Annex V.

116. If in any country there is more than one bank of issue, the term „central bank" as used in this outline shall be interpreted to mean the bank of issue situated and operating in the principal financial market of that country.

117. If in the process of organising the Bank or in the performance of its functions after etablishment, it is found that the central bank of any country or its Governor is unable to act officially or unofficially in any or all of the capacities provided for in this outline, or refrains from so acting, alternative arrangements not inconsistent with the laws of that country shall be made. In particular, the Governors of the central banks of the countries whose nationals are members of the present committee, or as many of them as are qualified to act, may invite to become members of the Board of Directors of the Bank two nationals of any country the central bank of which is eligible under this outline to take part in forming the Board of the Bank but does not do so. The two nationals of that country upon acceptance of the invitation shall be qualified to act in the full capacity of Directors of the Bank as provided in this outline. Further, the Directors of the Bank shall be authorised to appoint in lieu of any central bank not exercising any or all of the functions, authorities or privileges which this outline provides that central banks make or shall exercise, any bank or banking house of widely recognised standing and of the same natio-

nality. Such bank or banking house, upon appointment and acceptance, shall be entitled to act in the place of the central bank in any or all capacities appropriate to central banks under this outline, provided only that such action is not inconsistent with the laws of the country in question.

118. The balance sheet and accounts of the Bank shall be audited each year by independent auditors of recognised standing, who shall be appointed by and report to the Board of Directors.

119. In case the measures proposed in the Plan with respect to the avoidance of double and triple taxation of the Bank are not fully in effect when the Bank begins operations, the Board of Directors shall deal with the matter within its discretion.

120. If any administrative act of the Bank or any decision of the Board of Directors is disputed on the ground that it is inconsistent with the provisions or intent of the Plan, recourse may be had to arbitration under the general provisions for arbitration.

Annex II.

Paris, June 6, 1929.

Owen D. Young, Esq.,
Chairman of the Committee of Experts

Paris,
Hôtel George V.

Dear Mr. Chairman,

121. I understand that certain of the creditor groups have raised the question as to the interpretation to be given to the word „Reichsmarks“, in which the obligations of Germany under the New Plan are expressed. In my opinion the question is a purely formal one, as the Reichsmark is *de facto* on a gold basis, and has proved itself since its creation as stable a currency as any other in the world.

122. Nevertheless, in order that there should be no possibility of question as to the exact definition of Germany's liability, I am of opinion that the provisions of Section 31 of the Bank Law of 30th August, 1924, should be put into effect, and I am therefore prepared to introduce the necessary resolutions with the Managing Board and the General Council of the Reichsbank at the latest in connection with the putting into force of the present Plan by the Governments.

Believe me, dear Mr. Chairman,

Yours sincerely,

(signed) *Hjalmar Schacht.*

Annex III.

Mobilisation.

I. Form of Indebtedness.

123. Germany's debt shall be fixed in the form of annuities. A certificate of indebtedness representative of these annuities shall be delivered by Germany to the Bank as Trustee of the Creditor Powers.

124. To this certificate of indebtedness shall be attached coupons representative of each annuity payable by Germany. Each annuity coupon shall be divided into two parts: the first representative of that portion of the annuity not subject to postponement and corresponding to the portion of Germany's indebtedness which is mobilisable; the second representative of that portion of the annuity which is subject to postponement and corresponding to the portion of Germany's indebtedness which is not mobilisable. Each part of the annuity coupon enjoys equal rights throughout, except with respect to the agreed privilege of postponement.

II. Bond Issues.

125. Upon the request of all or of any one of the Creditor Governments, the Bank, as trustee, if it considers such a course opportune, has the right to require the creation of, and the German Government is obligated to create, issuable bonds representing the capitalisation of any part of the portion of the annuity coupons not subject to postponement.

126. The Bank however, is obliged, under the provisions set forth in paragraph VII d), to accede to requests for the creation of bonds made to it by Governments which are desirous of undertaking internal issues of German bonds in connection with conversion operations.

127. The certificates of indebtedness, the coupons attached thereto, and such bonds as shall be issued in capitalisation of any parts of the annuities not subject to postponement shall be made out in the name of the German Reich and shall represent the obligation of the Reich guaranteed by its general revenues.

III. Collateral Guarantees.

128. A. The Railway Company shall deposit with the Bank for International Settlements a certificate acknowledging its liability in respect of the obligations laid down in Part (8 a) of this Plan.

129. B. The Reich furthermore shall undertake to assign certain revenues (customs, and certain taxes on consumption) for the service of the certificates and, as far as they may be exchanged into negotiable bonds, for the service of such bonds. This assignment will constitute a negative pledge and will be ruled by the following conditions:

130. a) The assigned revenues as estimated for the budget 1929 must have a total yield of not less than 150 % of the highest budgetary contribution payable by Germany under this Plan.

131. b) The Reich will not pledge the assigned revenues for any other loan or credit, except with the consent of the Bank. If the assigned revenues should be pledged with the consent of the Bank for any other loan or credit the charge for reparation payment will rank ahead of the charge for such other loan or credit.

132. c) If, at any time, the total yield of the assigned revenues should fall below 150 % of the highest budgetary contribution payable by Germany under this Plan, the Bank may require that additional revenues, sufficient to assure the immediate restoration of the yield to the above percentage, be assigned.

IV. General Form of the Bonds.

133. The value of the issuable bonds may, according to circumstances, be expressed in dollars, equivalent to so many pounds, Reichsmarks, francs, etc., or inversely in pounds, in Reichsmarks, in francs, etc., always provided that the principal of any bond issued in a particular market shall be payable only in the currency of that market at the equivalent of its gold value.

134. The coupons shall be expressed in dollars, pounds, francs, etc., and shall be payable at the rate of the day on all the markets on which the bonds are quoted.

135. In the event of an issue, the amount and form of bonds to be created, as well as the specification of the currency in which they shall be issued, shall be fixed by the Bank in accordance with the requests which it receives from the Creditor Governments, taking into account the desiderata of the issuing bankers.

136. After a period of 10 years the Bank, in agreement with the issuing bankers and the Creditor Governments, may consider the issue of bonds, the service of which may be paid in different currencies at par at the bearer's option.

V. Status of Mobilisable Portions of Annuity Coupons.

137. The service of interest and amortisation of the mobilisable or mobilised portions of the annuity coupons shall be paid to the Bank in foreign currencies by the German Reich without any reservation, i. e. on its own responsibility; the financial service of these mobilisable or mobilised portions of the annuities shall constitute a final, absolute and unconditional international obligation in the ordinary financial sense of the word.

VI. Status of Non-Mobilisable Portions of the Annuity Coupons.

138. The payment of the non-mobilisable portion of the annuity coupons shall be made to the Bank by the German Government in the same conditions as that of the mobilised or mobilisable portion of the annuity coupons.

139. Nevertheless: 1. Bonds representing the non-mobilisable portion of the annuity coupons cannot be created except with the consent of the German Government.

140. 2. It is in respect of the non-mobilisable portion of the annuity coupons that the German Government may avail itself of the right of postponing transfer or payment granted elsewhere in this Plan.

VII. Functions of the Bank.

a) Supervision of Agreements.

141. It shall supervise, both on behalf of the creditor Governments and the bondholders and on behalf of the Debtor Government, the strict execution of the agreements concluded between them on the established bases.

b) Distribution without Priority.

142. The Bank shall distribute moneys in payment of the mobilised or mobilisable portions of the annuity coupon among the whole of the bondholders and the creditor Governments in proportion to the rights of each to share in the portion of the annuity coupons not subject to postponement, without allowing a priority of any kind to any tranche or to any claim. It will distribute the moneys relating to the non-mobilisable portions of the annuity coupons amongst the Creditor Governments, the transfer of these moneys taking place only after the transfer of the moneys relating to the mobilised or mobilisable portion of the annuity coupon.

c) Issue of Bonds on the Markets.

143. The Bank shall inform the Creditor Governments whenever the issue of bonds representing the capitalisation of some part of the mobilisable portion of the annuity coupon is practicable in its opinion.

144. It will be the function of the Bank to fix the minimum price of issue.

145. Each of the Creditor Governments shall be entitled, but not obliged, to issue its share of the bonds in its own country. It may come to an understanding with the bankers of another country to cede to them all or part of this share, but these bankers shall be obliged to proceed to this issue only on the minimum conditions fixed by the Bank. Any of these Governments may also refuse to allow its quota to be created; in that event the portion of the annuity corresponding to this quota shall continue to be paid to the Governments in question as before.

d) Issue of Conversion Bonds.

146. Creditor Governments desiring to proceed to internal issues of German bonds, in connection with operations for the conversion of national debt, shall have the option of asking the Bank to create bonds representing all or part of their quota of the mobilisable portion of the annuity coupons. These bonds shall constitute national tranches which each Government shall be free to offer on its own market on whatever conditions it can obtain. These bonds shall be quoted only on their market of issue. The service of these bonds shall, however, be effected *pari passu* with that of the other bonds. The coupons of these bonds

shall be expressed in pounds, dollars, French francs, etc., and shall be payable at the rate of the day on all the markets on which the mobilisable bonds are quoted.

Annex IV.

Conditions of Postponement of Transfer and of Payment.

1. Postponement of Transfer.

147. The German Government by giving at least 90 day's previous notice shall have the right to suspend for a maximum period of two years from its due date all or part of the transfer of that part of the annuity described as postponable. Transfer postponement thus declared shall affect the postponable annuity as and from that date only on which transfer postponement becomes effective.

148. If, during any annuity year, the German Government shall avail itself of this power, the transfers falling due during any second year cannot be postponed for more than one year from their respective due dates, unless and until the transfers due during the first year shall have been effected in full, in which case the transfers due during such second year may be postponed two years from their respective due dates; and the transfers due during any third year cannot be postponed at all until the transfers due during the first year have been effected in full.

2. Liability.

149. The liability of the German Government with regard to the annuities contemplated in this Plan is not fulfilled until all sums, the transfer or payment of which may be from time to time postponed, have actually been transferred in full to the Bank for International Settlements in approved foreign currencies, or utilised for deliveries in kind.

3. Postponement of Payment.

150. At any time when postponement of transfer is in effect, but not until one year after it has become effective, the German Government shall have the right to postpone payment for one year of fifty per cent of any sum the transfer of which shall then be susceptible of postponement under paragraph 1 of this Annex. This percentage may be increased upon the recommendation of the Advisory Committee provided for in Part 8 (e) of this Report.

4. Utilisation of Reichsmarks.

151. Any sum in Reichsmarks, the transfer of which is postponed, shall (save as provided for in paragraph 3 above) be deposited to the account of the Bank for International Settlements at the Reichsbank

for eventual release of balances not absorbed by deliveries in kind, against payment in foreign currencies by the German Government. At all times, the employment, whether for investment or as indicated below, of Reichsmarks so deposited shall be subject to agreement between the Reichsbank and the Bank for International Settlements. In determining the manner in which these sums shall be employed, regard shall be had to the possibilities that special programmes of deliveries in kind can be arranged with the German Government:

152. a) during the first ten years, by restricting or extending the programme of deliveries in kind laid down for those years;

153. b) after the first ten years, by arranging a special programme of deliveries in kind where the interests of particular industries in Germany and of particular Creditor Countries which would otherwise suffer may be met without prejudice to the general situation;

provided, however, that any special arrangement which may be made between any Creditor Country and Germany, with a view to reserving to the said Creditor the right to receive certain deliveries in kind in case of moratorium, shall be carried through subject to a copy of the agreement therefor being communicated to the Bank for International Settlements.

5. Interest.

154. Interest at the rate of 1 per cent per annum above the prevailing Reichsbank discount rate, or at five and a half per cent, whichever is lower, shall be paid half-yearly by the German Government on the daily amount of the sums the transfer or payment of which has been postponed and which have not been invested or utilised for deliveries in kind. This interest shall be treated in all respects similarly to the principal sum upon which it accrues, and the return upon that portion of the funds actually invested shall be for the account of the Creditor Powers.

Annex V.

Annex on Organisation Committees.

155. 1. Just as the Dawes Plan was put into force by the agreement of the Governments concerned laid down in the London Protocol, the new Plan will have to be put into force by agreement of the Governments.

156. Once the Governments have accepted in principle the new Plan it seems advisable that, in addition to any preparatory measures necessary for the Conference of the Governments, steps should be taken for the elaboration of detailed schemes about certain technical questions.

157. Generally speaking it seems advisable to have these schemes elaborated by special organisation committees, which should be com-

posed substantially in the same way as the organisation committees of the Dawes Plan, i. e. by the same number of representatives of the Creditors as of the Debtor with a neutral chairman to be called in case of disagreement. The Organisation Committee for the new Bank would, however, be differently composed.

158. We recommend such organisation committees for the following questions:

159. 1. Organisation Committee for the new Bank, as provided for in Annex I of the Report.

160. 2. Organisation Committee for the adaptation of the German Laws set up under the Dawes Plan, composed of members of the subcommittees next mentioned, with one neutral Chairman. This Committee should have 3 Sub-Committees, to be composed each of 2 creditor members nominated by the Reparation Commission and 2 German members nominated by the German Government:

161. a) for the adaptation in agreement with the Trustees of the system under which the securities assigned to the Dawes Loan are managed and of the machinery of the assigned revenues, referred to in Annex III:

162. b) for the adaptation of the Bank Law (independence of the Reichsbank);

163. c) for the adaptation of the German Railway Law (independence of the German Railway Company).

164. 2. After the Governments have concluded a comprehensive arrangement for putting into force the New Plan it will be necessary to provide some special organisation which will undertake the administrative work of setting up the organisations provided for by the New Plan and of handing over to them the functions of the existing organisations.

165. As there is only one new organisation which is going to centralise all the various functions concerning the execution of the New Plan, viz. the Bank for International Settlements, it is necessary to provide one special body only for the setting up of this organisation, this body to be the Organisation Committee for the new Bank referred to above, as provided for in Annex I.

166. The task of transferring the functions of the existing organisations to the Bank for International Settlements should be conferred upon a small special committee composed of 2 members of the Organisation Committee for the Bank for International Settlements, as well as of representatives of the German Government, the Agent General and the Reparation Commission, an equitable representation being assured to the Powers represented upon the present Committee.

Annex VI.

The Belgian Mark Claim.

167. The Experts recognise that though the settlement of the so-called Belgian Mark Claim is not within the terms of reference of this Committee, their Belgian colleagues cannot reasonably be expected, in view of the discussions which preceded the call of the Committee, to join in the Report except on the understanding that an agreement for the settlement of the Mark Claim will be reached by direct negotiations between the Belgian and German Governments. The Experts understand that negotiations for the purpose are about to open as between the two Governments and they recognise that the New Plan cannot become operative until the Belgian and German Governments have come to an internationally binding agreement on the Mark Claim; and in view of the German Government's undertakings as stated in the correspondance annexed (letters from Dr. Schacht of the 3rd June [see Annex VI a] and from Herr Kastl of the 4th June [see Annex VI b] they recommend to their respective Governments accordingly.

168. If the settlement of the Mark Claim takes the form of an annuity and if the Belgian and German Governments so request, the Experts are ready to recommend to their Governments to offer no objection to the annuity taking the identical form of the annuities covered in this Report and to its being administered in the same way by the Bank for International Settlements.

Annex VI a.

3rd June 1929.

Mr. Owen D. Young, Hotel George V., Paris.

Dear Mr. Chairman,

169. Supplementing my talk with you of last Saturday on the Belgian Mark matter, I have the honour to inform you that the German Government is prepared to proceed along the following lines:

170. 1. Immediately to enter into a *„pactum de contrahendo"* with the Belgian Government (either by exchange of notes or by signed protocol) whereby the two Governments will agree to enter into negotiations on a new basis looking to a definite settlement of the Mark controversy.

171. 2. To commerce such negotiations promptly and to agree that these negotiations should be concluded before the New Reparation Plan has been put into force by the Governments.

172. 3. The German Government has appointed Herr Ministerialdirektor Ritter as its special representative to handle the above matters and he is prepared to open discussions promptly.

173. The substance of the foregoing has been communicated to the Belgian Minister in Berlin, whose reply the German Government now awaits.

174. The foregoing proposal has been made by the German Government in a conciliatory spirit and in an effort in good faith to remove this impediment to the normal development of friendly relations between the two countries concerned.

175. I hope that the foregoing statements may remove any misunderstandings which exist as to the position of the German Government with respect to the Belgian Mark matter, and in view of such misunderstandings heretofore. I would appreciate your advising the other members of the Committee of the position of the German Government as stated herein.

With assurances of my personal esteem,

I am,

Sincerely yours,

(signed) *Dr. Hjalmar Schacht.*

Annex VIb.

Paris, June 4, 1929.

Mr. Thomas W. Lamont, Hotel Ritz, Paris.

Dear Mr. Lamont,

176. Confirming my conversation of this morning with you and Mr. Perkins, I desire to make clear the following:

177. 1. The position of the German Government, as stated in Dr. Schacht's letter to the Chairman of June 3, 1929, is in no way changed.

178. 2. Dr. Ritter, of the German Foreign Office, representative for the settlement of the Mark question, has again declared to us on behalf of the German Government, that:

179. a) He is prepared to start negotiations immediately. He suggests that such negotiations should take place in Brussels or Berlin.

180. b) No territorial questions will be raised in these negotiations.

Sincerely Yours,

(signed) *Kastl.*

Annex VI c.

Paris, June 4, 1929.

My dear President,

181. You have been so good as to communicate to me the letters which were sent to you by Dr.. Schacht and Dr. Kastl in the name of their Government on June 3rd and 4th respectively.

182. In the first of these letters, Dr. Schacht stated that his Government is ready to accept an engagement to negotiate with the Bel gian Government, upon a new basis, in order to arrive at a definitive settlement of the Mark question.

183. He adds that the German Government is willing to begin these negotiations rapidly and to agree that they should be terminated before the new Reparation Plan has been put into force by the Governments.

184. In the second, Dr. Kastl declares that no territorial question will be raised in these negotiations.

185. You are aware of the reasons because of which the Belgian Delegation up to the present has refused to sign the Report before a settlement of the Mark question had been realised, not desiring to find itself later in a position which it knew to be without issue, and on the other hand standing out for reparation of the serious damage which Belgium has suffered.

186. Considering the engagement of the German Government and considering also the recommendation which the Experts unanimously decided to-day to address to their respective Governments and which will be incorporated in the Report, the Belgian Experts agree to sign the Report before the Mark negotiations have been terminated.

187. I reserve the right to communicate to the German Government the different memoranda which have been exchanged during the course of the work of the Experts.

Believe me, etc. etc.

(signed) *E. Francqui.*

Annex VII.

188. Distribution of the Annuities proposed by the Experts of the Creditor Countries represented on the Committee.

1. We recommend that the Annuities set out in Part 8 of this Report should be distributed among the Creditor Powers as follows:

Millions of Reichsmarks

German Financial Year	France	British Empire	Italy	Belgium	Roumania	Serbia	Greece	Portugal	Japan	Poland	U. S. A.	Total
1929—30*)	418.8	53.1	42.5	70.7	—	72.1	—	6.0	13.2	0.5	65.9	742.8
1930—31	900.7	366.8	156.0	98.2	10.0	79.4	3.6	13.2	13.2	0.5	66.3	1,707.9
1931—32	838.4	362.0	190.8	102.6	12.0	79.3	6.7	13.2	13.2	0.5	66.1	1,685.0
1932—33	879.8	364.5	196.3	105.3	13.0	79.4	6.9	13.2	13.2	0.5	66.1	1,738.2
1933—34	879.1	454.8	192.4	100.3	13.9	72.4	7.2	12.6	11.9	0.4	59.4	1,804.3
1934—35	941.8	450.1	193.6	102.8	14.7	72.5	7.2	12.6	11.9	0.4	59.4	1,866.9
1935—36	962.8	444.9	195.2	110.0	16.1	72.6	7.2	12.6	11.9	0.4	59.4	1,892.9
1936—37	1,004.1	438.1	197.2	116.9	17.2	73.8	8.2	12.6	11.9	0.4	59.4	1,939.7
1937—38	1,031.8	452.6	198.6	114.7	18.3	71.5	8.3	12.4	11.4	0.4	57.2	1,977.0
1938—39	1,052.4	447.1	200.2	114.8	19.1	71.8	8.5	12.4	11.4	0.4	57.2	1,995.3
1939—40	1,087.3	442.5	204.1	117.0	23.7	74.5	8.4	13.6	11.9	0.4	59.4	2,042.8
1940—41	1,179.9	457.1	311.5	117.1	20.1	76.1	8.4	13.6	11.9	0.4	59.4	2,155.5
1941—42	1,171.2	456.3	223.1	123.9	20.0	83.9	8.3	14.2	13.2	0.5	66.1	2.180.7
1942—43	1,191.4	446.0	225.5	124.1	20.6	88.2	8.3	14.2	13.2	0.5	66.1	2,198.0
1943—44	1,190.8	439.8	227.8	124.2	21.1	88.3	8.3	14.2	13.2	0.5	66.1	2,194.3
1944—45	1,190.7	450.5	230.5	123.9	21.1	88.5	8.3	14.2	13.2	0.5	66.1	2,207.5
1945—46	1,190.8	439.1	233.3	124.0	25.7	88.7	8.3	14.2	13.2	0.5	66.1	2,203.8
1946—47	1,188.1	432.4	235.6	124.1	28.4	88.7	8.3	14.2	13.2	0.5	66.1	2,199.5
1947—48	1,185.2	446.6	237.1	124.1	31.2	88.8	8.3	14.2	13.2	0.5	66.1	2,215.2
1948—49	1,185.1	439.1	239.4	124.2	31.2	88.8	8.3	14.2	13.2	0.5	66.1	2,210.0
1949—50	1,248.6	439.6	248.1	134.6	31.1	99.8	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,316.8
1950—51	1,277.9	440.5	260.1	134.7	31.1	99.9	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,359.2
1951—52	1,248.5	441.1	272.8	134.7	31.1	100.0	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2.343.2
1952—53	1,248.3	441.4	275.6	134.7	31.1	100.0	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,346.2
1953—54	1,248.2	445.6	278.5	134.7	31.1	100.1	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,353.3
1954—55	1,248.1	453.6	281.3	134.7	31.1	100.7	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,364.6
1955—56	1,248.2	414.2	285.4	134.7	31.1	101.2	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,359.8
1956—57	1,248.1	434.7	289.0	134.9	31.1	101.2	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,354.2
1957—58	1,278.6	407.3	292.6	134.9	31.1	102.2	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,361.8
1958—59	1,302.8	410.2	296.7	134.8	31.1	103.1	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,393.8
1959—60	1,278.4	408.3	299.8	134.8	31.1	103.2	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,370.6
1960—61	1,278.2	406.1	310.8	134.7	31.1	104.5	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,380.5
1961—62	1,278.2	412.0	321.5	134.5	31.1	105.9	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,398.3
1962—63	1,278.1	400.5	324.8	134.8	31.1	105.9	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,390.3
1963—64	1,278.0	410.1	327.8	134.6	31.1	106.0	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2,402.6
1964—65	1,277.9	406.3	331.0	134.9	31.1	106.0	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2 402.1
1965—66	1,297.5	410.6	334.0	134.5	31.1	106.0	8.1	15.1	15.2	0.6	76.1	2.428.8
Average 1929—65	1,046.5	409.0	213.7	115.5	20.1	84.0	7.0	13.2	13.2	0.5	66.1	1,988.8
1966—67	794.2	357.2	290.1	53.1	31.7	22.7	9.7	8.2	—	—	40.8	1,607.7
1967—68	794.1	346.7	295.1	52.8	36.8	22.7	9.7	8.2	—	—	40.8	1,606.9
1968—69	790.9	349.4	302.4	53.0	39.8	22.7	9.7	8.2	—	—	40.8	1,616.7
1969—70	787.7	355.7	309.3	53.1	42.9	22.7	9.7	8.2	—	—	40.8	1,630.0
1970—71	787.5	361.2	317.6	53.2	42.9	22.7	9.7	8.2	—	—	40.8	1,643.7
1971—72	787.3	361.8	327.7	52.8	42.9	22.7	9.7	8.2	—	—	40.8	1,653.9
1972—73	787.1	366.1	332.0	52.8	42.9	22.7	9.7	8.2	—	—	40.8	1,662.3
1973—74	786.9	365.4	336.3	52.8	42.9	22.6	9.7	8.2	—	—	40.8	1,665.7
1974—75	786.8	364.1	340.5	52.8	42.9	22.6	9.7	8.2	—	—	40.8	1,668.4
1975—76	786.6	366.4	344.6	53.2	42.9	22.6	9.7	8.2	—	—	40.8	1,675.0
1976—77	786.3	363.8	350.8	53.5	42.9	22.6	9.7	8.2	—	—	40.8	1,678.7
1977—78	786.1	364.8	356.9	53.3	42.9	22.6	9.7	8.2	—	—	40.8	1,685.4
1978—79	785.9	365.1	367.1	53.2	42.9	22.6	9.7	8.2	—	—	40.8	1,695.5
1979—80	785.7	364.7	372.9	52.9	42.9	22.6	9.7	8.2	—	—	40.8	1,700.4
1980—81	785.5	363.5	385.1	53.1	42.9	22.6	9.7	8.2	—	—	40.8	1,711.3
1981—82	785.2	365.7	400.1	53.3	42.9	22.6	9.7	8.2	—	—	—	1,687.6
1982—83	785.0	362.9	407.2	53.4	42.9	22.6	9.7	8.2	—	—	—	1,691.8
1983—84	784.7	372.0	409.8	53.4	42.9	22.6	9.7	8.2	—	—	—	1,703.3
1984—85	784.4	346.2	416.5	53.0	42.9	22.6	9.7	8.2	—	—	—	1,683.5
1985—86	784.1	—414.1**)	418.8	53.0	42.9	22.6	9.7	8.2	—	—	—	925.1
1986 - 87	783.9	—414.1**)	425.0	53.3	42.9	22.6	9.7	8.2	—	—	—	931.4
1987—88	753.3	—372.1**)	382.6	50.6	42.9	22.6	9.7	8.2	—	—	—	897.8

*) The year 1929—30 comprises only the 7 months September 1929 to March 1930.

**) These sums correspond to the excess war debt receipts of Great Britain over war debt payments during these three years.

189. 2. We recommend that out of the unconditional Annuity of 660 million *RM* the amount of 500 million *RM* should be allocated to France subject to the provision of a Guarantee Fund by the French Government in accordance with the arrangements set out in Annex VIII. Out of the remainder of the unconditional annuity, after allowing for the service of the Dawes Loan, 42 million *RM* will be apportioned to Italy. So far as concerns the balance of the unconditional annuity, and the amounts by which it is increased as the requirements for the service of the Dawes Loan become less and cease, Italy will have no claim until so much of the balance as may be required for an equitable apportionment shall have been allotted, by agreement of all the Governments, to the remaining Powers entitled to share in the annuities provided for by this Plan.

190. 3. The schedule of deliveries in kind set out in Part 8 (f) shall by allocated among the Creditor Governments as follows:

Years	Total	France	Great-britain	Italy	Bel-gium	Japan	Serbia	Por-tugal	Rou-mania	Greece
		54.45%	23.05%	10%	4.5%	0.75%	5%	0.75%	1.10%	0.40%
1st	750	408.4	172.9	75.0	33.7	5.6	37,5	5.6	8.3	3.0
2nd	700	381.2	161.4	70.0	31.5	5.2	35.0	5.2	7.7	2.8
3rd	650	353.9	149.8	65.0	29.2	4.9	32.5	4.9	7.2	2.6
4th	650	326.7	138.3	60.0	27.0	4.5	30.0	4.5	6.6	2.4
5th	550	299.5	126.8	55.0	24.7	4.1	27.5	4.1	6.1	2.2
6th	500	272.3	115.3	50.0	22.5	3.7	25.0	3.7	5.5	2.0
7th	450	245.0	103.7	45.0	20.2	3.4	22.5	3.4	5.0	1.8
8th	400	217.8	92.2	40.0	18.8	3.0	20.0	3.0	4.4	1.6
9th	350	190.6	80.7	35.0	15.7	2.6	17.5	2.6	3.9	1.4
10th	300	163.3	69.1	30.0	13.5	2.3	15.0	2.3	3.3	1.2

191. Proceeds of Reparation Recovery Acts already in force, or of systems substituted therefor by agreement with the German Government shall be reckoned as deliveries in kind for this purpose.

192. 4. The sums received under the Dawes Plan in respect of the period 1st April to 31st August 1929, shall, after allowing for expenses in respect of administration of the Dawes Plan and Armies of Occupation, be redistributed to the extent necessary to provide each of the Creditor Powers with cover for its net debt outgoings during the year ending 31st March 1930. (These outgoings are as stated in Part 8 of the Report.) The necessary adjustments for this purpose could be made against the payments during the last 7 months of that year.

193. 5. It is suggested that the division between the Creditor Governments proposed in the present Annex should be accepted as a definitive settlement of all questions relating to the distribution of German payments and should not be affected by any existing arrangements or by the result of accounts relating to past transaction.

194. On the other hand it is not suggested that the present Plan should affect or disturb in any way any existing Inter-Allied agreements relating to payments, cessions or deliveries on the part of the Powers formerly allied with Germany. It may, however, prove necessary to examine any provisions of these agreements under which receipts by the Creditor Powers could be accounted for as between themselves in terms of German C Bonds in order that they may be given an application consistent with their original practical purpose.

195. 6. The approval of the Report by the Experts of the principal Creditor Countries is made formally contingent on this distribution.

Annex VIII.

Guarantee Fund in respect of Unconditional Annuities.

196. 1. The experts of the principal Creditor Governments have agreed that there shall be assigned to France out of the unconditional annuity 500 million ℛℳ, in order to allow her to mobilise a substantial part of her share in the total annuity.

197. The aforesaid Experts consider that this assignment should be final, and in no case subject to diminution, but should continue to be included in the total assigned to France subject only to the alteration contemplated in the Special Memorandum signed concurrently with the Report of this Committee.

198. In order to equalise the short payments to other Creditors which would arise from a postponement of the postponable portion of the annuity, it was agreed that France should deposit a special guarantee fund with the Bank for International Settlements.

199. 3. On the coming into force of this Plan, France will give to the Bank for International Settlements an undertaking to deposit in a Trust Fund, on the demand of the Bank for International Settlements, foreign currencies to a total value of 500 million ℛℳ. It is understood that this demand will not be made until action has been taken leading to the calling of the Advisory Committee referred to in Part 8 (e) of the Report. The amount of 500 million ℛℳ will be reduced by the amount of any payments made by France under § 4 below. The Bank for International Settlements may retain this deposit as long as it deems necessary, but shall pay interest on it at its maximum current rate for long-term deposits. This deposit, if it is agreed that it shall remain for more than 5 years, shall be entitled to participate in the profits of the Bank divisible under Section XI, 5 of Annexe I.

200. 4. As soon as mobilisation of any part of the French annuity has been effected, France will deduct from the proceeds 10 % thereof or 500 million ℛℳ, whichever is the less, and will deposit it to the credit of the Trust Account of the Bank for International Settlements referred to in the preceding paragraph.

201. 5. Upon postponement of transfer of any payment due from Germany, the Bank for International Settlements shall take the following steps:

202. A. offer to the creditors, other than France, devisen up to the amount necessary (but not exceeding 500 million *RM* divided if necessary proportionately) to ensure to each of them receipts in devisen equal to the amounts they would have received had the non-postponable annuity been distributed in the same proportions as the total annuity;

203. B. debit the Trust Fund set up under § 2 above with the amount of devisen actually utilised under paragraph A;

204. C. receive from each Creditor, in exchange for devisen accepted under paragraph A, an assignment in favour of the Trust Fund of an equivalent amount of the annuity, transfer of which has been postponed.

205. 6. As and when Germany effectively transfers the postponed amounts, the Bank will credit to the Trust Fund its share thereof in accordance with the assignment in § 5 C above.

3.

ALLEMAGNE, BELGIQUE, EMPIRE BRITANNIQUE, FRANCE, GRÈCE, ITALIE, JAPON, POLOGNE, PORTUGAL, ROUMANIE, ETAT SERBE-CROATE-SLOVÈNE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Protocole en vue d'accepter, en principe, le Plan du Comité d'Experts établi à Paris, le 7 juin 1929;*) signé à La Haye, le 31 août 1929.

Reichsgesetzblatt 1930. II, p. No. 7.

Protocole.

1. Les Représentants du Gouvernement de l'Empire Allemand, du Gouvernement de S. M. le Roi des Belges, des Gouvernements de S. M. Britannique dans le Royaume-Uni, du Dominion du Canada, du Commonwealth d'Australie, de l'Union de l'Afrique du Sud, du Dominion de la Nouvelle-Zélande, du Gouvernement des Indes, du Gouvernement de la République Française, du Gouvernement de la République

Protocol.

1. The Representatives of the Government of the German Reich, the Government of His Majesty the King of the Belgians, His Britannic Majesty's Governments in the United Kingdom, the Dominion of Canada, the Commonwealth of Australia, the Union of South Africa, the Dominion of New Zealand, and the Government of India, the Government of the French Republic, the Government of the Greek Republic,

---

*) V. ci-dessus, No. 2, p. 14.

Grecque, du Gouvernement de S. M. le Roi d'Italie, du Gouvernement de S. M. l'Empereur du Japon, du Gouvernement de la République de Pologne, du Gouvernement de la République du Portugal, du Gouvernement de S. M. le Roi de Roumanie, du Gouvernement de S. M. le Roi des Serbes-Croates-Slovènes, et du Gouvernement de la République Tchécoslovaque, auxquels s'est joint le Représentant du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, en sa capacité d'observateur avec des pouvoirs spécifiquement limités,

s'étant assemblés au Binnenhof sous la présidence de Son Excellence M. Jaspar, premier Ministre de Belgique, à l'issue de la première partie de la Conférence qui s'est réunie à La Haye le 6 août 1929;

Le Président informe la Conférence que sur toutes les questions politiques figurant à son ordre du jour, accord a été conclu entre les Puissances intéressées.

2. Le Président constate que diverses questions relatives à l'application du Plan du 7 juin 1929 établi à Paris par le Comité d'Experts ayant été réglées dans leurs grandes lignes, conformément aux documents qui font l'objet des Annexes I, II, III, et IV, tous les Gouvernements représentés par des Délégués à la Conférence ont accepté, en principe, ledit plan.

Cependant, certaines Délégations réservant leurs droits à l'adhésion définitive ont formulé sur quelques points des observations qui ne font pas obstacle à l'acceptation de principe ci-dessus. Ces observations figu-

the Government of His Majesty the King of Italy, the Government of His Majesty the Emperor of Japan, the Government of the Republic of Poland, the Government of the Republic of Portugal, the Government of His Majesty the King of Roumania, the Government of His Majesty the King of the Serbs, the Croats and the Slovenes, and the Government of the Czechoslovak Republic, accompanied by the Representative of the Government of the United States of America in the capacity of Observer and with specifically limited powers;

Being assembled at the Binnenhof under the Chairmanship of His Excellency Monsieur Jaspar, Prime Minister of Belgium, on the conclusion of the first stage of the Conference which met at The Hague on the 6th August, 1929;

The President informs the Conference that on all the political questions on the agenda of the Conference an agreement has been come to between the Powers interested.

2. The President states that in view of the fact that various questions relative to the application of the Plan of the 7th June, 1929, drawn up in Paris by the Committee of Experts, have been settled in outline in accordance with the documents annexed hereto (Annexes I, II, III and IV), all the Governments represented by delegates at the Conference have accepted the said Plan in principle. Nevertheless, certain delegations, while reserving their right as to final adhesion, have made on certain points observations which do not hinder the above acceptance in principle.

reront au Procès-verbal de la Commission Financière du 30 août 1929.

Le Président constate également qu'un accord a été réalisé aux termes duquel le solde de la partie inconditionelle des annuités prévues par le Rapport des Experts, dont la répartition devait être adoptée par les Gouvernements, serait réparti de la façon suivante:

	Reichsmark
Empire Britannique	55.000.000
Japon	6.600.000
Royaume des Serbes-Croates Slovènes	6.000.000
Portugal	2.000.000
Total	70.000.000

3. La Conférence prend note de la constitution du Comité d'organisation pour l'adaptation des lois allemandes établies aux termes du Plan Dawes, conformément à l'Annexe V du Rapport des Experts, et estime qu'il y a lieu de nommer le plus tôt possible le Comité pour l'organisation de la Banque des Règlements internationaux mentionné dans la Section 3 de l'Annexe I du Rapport des Experts.

4. La Conférence décide qu'il sera constitué des Comités d'Experts qui prépareront des propositions détaillées concernant:

(a) L'établissement, en conformité de l'Annexe II, d'un nouveau règlement de prestations en nature et de toutes mesures indispensables pour assurer, en ce qui concerne ces prestations, le passage du régime actuellement en vigueur au nouveau régime;

These observations figure in the minutes of the meeting of the Financial Commission of the 30th August, 1929.

The President states also that agreement has been reached that the balance of the unconditional part of the annuities under the Experts' Report, the distribution of which was to be settled by the Governments, shall be distributed as follows:

	Reichsmarks
The British Empire	55,000,000
Japan	6,600,000
Serb-Croat-Slovene Kingdom	6,000,000
Portugal	2,400,000
Total	70,000,000

3. The Conference notes the appointment of the Organisation Committee for the adaptation of the German Laws set up under the Dawes Plan in accordance with Annex V to the Experts' Report and considers that the Organisation Committee for the Bank for International Settlements referred to in Section II of Annex I to the Experts' Report should be appointed as soon as possible.

4. The Conference decides on the appointment of technical committees charged with the duty of preparing detailed recommendations in regard to

(a) the framing in conformity with Annex II of new regulations for deliveries in kind and to suggest any steps necessary in connection with the transition from the present to the new system in so far as concerns such deliveries;

(b) Le règlement définitif des comptes réciproques des Puissances créancières concernant les biens cédés et les dettes de libération ainsi que le règlement définitif des obligations des Puissances débitrices aux termes des Traités de St.-Germain,*) de Trianon**) et de Neuilly.***)

La Conférence décide également de constituer un Comité de juristes qui rédigera les stipulations à insérer dans le Protocole final de mise à exécution du Plan.

En outre, et sous le bénéfice des déclarations et des réserves formulées au cours des séances des 30 et 31 août 1929 de la Commission Financière et qui seront insérées aux Procès-verbaux de ces séances, la Conférence décide de constituer un Comité en vue de la préparation des dispositions nécessaires à la mise en œuvre des recommandations du Chapitre 9 du Rapport des Experts concernant la liquidation du passé ainsi que des mesures requises en vue du passage du régime actuel à celui du nouveau Plan.

5. La Conférence prie chacune des Puissances invitantes et le Royaume des Serbes-Croates-Slovènes de désigner un Représentant au Comité qui sera chargé d'établir de nouveaux règlements de prestations en nature; elle prie également les Gouvernements Belge, Britannique, Français, Grec, Italien, Japonais, Polonais, Portugais, Rou-

(b) the final settlement of the reciprocal claims of the Creditor Governments in respect of ceded properties and liberation debts and the final settlement of the liabilities of the Debtor Governments under the Treaties of St.-Germain,*) the Trianon**) and Neuilly.***)

The Conference also decides to appoint a Committee of Jurists in order to draft the detailed texts to be embodied in the Final Protocol for putting into force the Experts' Plan.

Furthermore, and subject to the declarations and reservations made in the course of the meetings of the Financial Commission on the 30th and 31st August, 1929, and which are set out in the Minutes of those meetings, the Conference decides on the appointment of a committee charged with the duty of preparing the necessary provisions in order to apply the recommendations of Chapter IX of the Report of the Experts relating to the liquidation of the past and the proposal of the measures required to effect the change from the existing to the new régime.

5. The Conference requests each of the Inviting Powers and the Kingdom of the Serbs-Croats-Slovenes to nominate a representative for the Committee to frame new Regulations as regards deliveries in kind, and to request the Belgian, British, French, Greek, Italian, Japanese, Polish, Portuguese, Roumanian, Serb-Croat-Slovene and

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 691.
**) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 423.
***) V. ibid. 323.

main, Serbe-Croate-Slovène et Tchécoslovaque de désigner, s'ils le désirent, deux Représentants au Comité qui s'occupera des biens cédés et des dettes de libération ainsi que des obligations de l'Autriche, de la Bulgarie, de la Hongrie, étant entendu que lorsque ce Comité s'occupera des obligations des Gouvernements Autrichien, Bulgare ou Hongrois, chacun de ces Gouvernements sera invité à désigner deux Représentants au Comité lorsque ses intérêts seront en jeu.

6. Les Comités constitués par la Conférence se réuniront aux date et lieu qui seront fixés par le Président de la Conférence.

7. La Conférence se réunira à nouveau aux date et lieu que doit fixer le Président, après consultation avec les Puissances invitantes, pour examiner les rapports qui lui seront soumis par tous les Comités précédemment énumérés pour leur donner telle suite qui pourra être reconnue désirable.

Fait à La Haye, le 31 août 1929.

Le Président:
Henri Jaspar.
Le Secrétaire Général:
M. P. A. Hankey.

Annexe I.

Arrangement financier entre les Délégations Belge, Britannique, Française, Italienne, Japonaise et la Délégation Allemande pour autant que cela concerne l'Allemagne.

Il a été convenu ce qui suit entre les Délégations Belge, Britannique, Française, Italienne, Japonaise et la Délégation Allemande pour autant que cela concerne l'Allemagne,

Czechoslovak Governments, if they so desire, to nominate two representatives on the Committee on Ceded Properties and Liberation Debts and the liabilities of Austria, Hungary, Bulgaria, on the understanding that when the Committee deals with the liabilities of the Austrian, Hungarian or Bulgarian Governments, each of those Governments will be invited to nominate two representatives on the Committee when its interests are concerned.

6. The Committees appointed by the Conference will meet at a date and place to be fixed by the President of the Conference.

7. The Conference will reassemble at a date and place to be fixed by the President, after consultation with the Inviting Powers, for the purpose of considering the Reports which will be submitted to it by all the committees referred to above, and for giving such effect thereto as may be considered desirable.

Done at The Hague the 31st day of August, 1929.

Henri Jaspar,
President.
M. P. A. Hankey,
Secretary-General.

Annex I.

Financial Agreement between the Belgian, British, French, Italian and Japanese Delegations, and the German Delegation, in so far as Germany is concerned.

The Belgian, British, French, Italian and Japanese Delegations, and the German Delegation, in so far as Germany is concerned, have agreed on the following arrange-

en vue de réaliser un accord de principe sur l'approbation du Rapport des Experts.

I.

En exécution des alinéas 83 et 84 du Rapport des Experts du 7 juin 1929 et 192 des annexes, la Grande-Bretagne recevra sur les paiements dus par l'Allemagne au titre des cinq derniers mois de la cinquième annuité du Plan Dawes, la somme d'environ 100 millions de marks-or nécessaire pour lui permettre, avec ce qui lui revient en vertu de ce plan, de compléter la couverture de ses paiements nets à l'extérieur pour l'année se terminant le 31 mars 1930 et de ses frais courants d'occupation jusqu'au 31 août 1929.

En exécution des mêmes dispositions, l'Italie et la Grèce recevront les sommes nécessaires pour compléter la couverture de leurs paiements à l'extérieur pour l'année se terminant le 31 mars 1930, tels qu'ils sont fixés à l'alinéa 93 du Rapport des Experts.

II.

En dehors des paiements visés à l'Article précédent, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie et le Japon n'élèvent et n'élèveront aucune prétention sur les sommes payées ou dues par l'Allemagne au titre des cinq derniers mois de la cinquième annuité du Plan Dawes, y compris la somme de 79 millions de marks-or environ due en septembre 1929.

En contrepartie, la Belgique et la France garantissent à la Grande-Bretagne dans la mesure qui les concerne les paiements prévus à l'Article III ci-après et qui leur incombent en vertu de cet article.

ments, with a view to securing the approval in principle of the Experts' Report, viz.:

I.

In accordance with paragraphs 83 and 84 of the Experts' Report of the 7th June, 1929, and paragraph 192 of the Annexes, Great Britain will receive, out of the payments due by Germany in respect of the last five months of the fifth Dawes Annuity, the amount (estimated at 100 million gold marks) which is required together with her receipts under the Dawes Plan, to cover in full her net debt outgoings during the year ending the 31th March, 1930, and the current costs of the British Army of Occupation up to the 31th August, 1929.

In pursuance of the same provisions, Italy and Greece will receive the sums required to cover in full their debt outgoings during the year ending the 31st March, 1930, as defined in paragraph 93 of the Experts' Report.

II.

Save as provided in the preceding Article, Germany, Great Britain, Italy and Japan make and will make no claim on the sums paid or payable by Germany in respect of the last five months of the fifth Dawes Annuity, including the sum of about 79 million gold marks due in September, 1929.

In return Belgium and France guarantee to Great Britain to the extent of their liability the payments for which they are responsible in accordance with Article III below.

III.

Les Gouvernements Belges et Français garantissent sans réserve le paiement à la Grande-Bretagne pendant 37 ans à compter de 1929, en plus des annuités que lui assure le Rapport des Experts, d'une annuité de 19.800.000 Reichsmark payables en Livres sterling à des échéances qui demeurent à fixer. La répartition de cette annuité entre les Gouvernements Belge et Français fera l'objet d'une Convention spéciale entre eux; cette Convention sera communiquée au Gouvernement Britannique.

IV.

De son côté, l'Italie déclarant affecter en faveur de la Grande-Bretagne une partie des créances découlant pour elle des arrangements du 18 septembre 1919 et du 8 décembre 1919 ayant trait aux frais de libération et aux biens cédés,*) garantit à la Grande-Bretagne, sans réserve, pendant 37 ans, à compter de 1929, une annuité de 9 millions de Reichsmark payables en Livres sterling à des échéances qui demeurent à fixer.

V.

Pour l'application des deux Articles ci-dessus, le Reichsmark est défini comme il est dit à l'alinéa 91 du Rapport des Experts, ainsi que dans la lettre du Dr. Schacht en date du 6 juin 1929 (annexe 2 du Rapport des Experts).

VI.

Il est entendu que les versements dûs à chacun des Gouvernements créanciers de l'Allemagne au titre

III.

The Belgian and French Governments guarantee without reserve the payment to Great Britain, in addition to the annuities allocated to her by the Experts' Report, of an annuity of 19,800,000 Reichsmarks for 37 years as from 1929, to be paid in sterling in such instalments as may be agreed. The division of this annuity between the French and Belgian Governments will be the subject of a special agreement between them, which will be communicated to the British Government.

IV.

Italy having undertaken to apply in favour of Great Britain a part of the claims to which she is entitled under the Agreements of the 10th September, 1919, and the 8th December, 1919, in regard to the costs of liberation and the ceded properties,*) guarantees to Great Britain without reserve a further annuity of 9,000,000 Reichsmarks for 37 years, as from 1929, to be paid in sterling in such instalments as may be agreed.

V.

For the purposes of the two preceding Articles, the Reichsmark is defined as in paragraph 91 of the Experts' Report and in the letter from Dr. Schacht dated the 6th June, 1929 (Annex 2 to Experts' Report).

VI.

It is agreed that the payments due to each of the Creditor Governments in respect of their net war

*) V. **N. R. G.** 3. s. XIV, p. 40, 42.

de leurs dettes extérieures nettes, seront faits par la Banque des Règlements internationaux aux dates fixées par les divers accords de consolidation pour le paiement des annuités des dettes de guerre.

VII.

Le montant de l'annuité inconditionnelle prévue à l'alinéa 89 du Rapport des Experts sera fixé à 612 millions de Reichsmark par an, non compris les montants nécessaires pour le service de l'emprunt extérieur allemand 1924. Il sera attribué à l'Empire Britannique 55 millions de Reichsmark par an et au Japon 6.600.000 Reichsmark par an sur la fraction de cette annuité inconditionnelle non répartie par le Rapport des Experts.

Le Président:
Henri Jaspar.

Le Secrétaire Général:
M. P. A. Hankey.

Annexe II.

Accord concernant les Prestations en Nature.

I. Les Gouvernements Allemand, Belge, Britannique, Français, Italien et Japonais se déclarent d'accord sur les points suivants:

1. Un Comité sera constitué par les Gouvernements intéressés en vue de rédiger, conformément aux dispositions de l'alinéa 138 du Rapport des Experts, un nouveau règlement pour les prestations en nature et de suggérer toutes mesures indispensables pour assurer, en ce qui concerne ces prestations, le passage du régime actuellement en vigueur au nouveau régime;

debts shall be made by the Bank for International Settlements on the dates fixed by the various Funding Agreements for the payment of the war debt annuities.

VII.

The amount of the unconditional annuity provided for in paragraph 89 of Chepter VIII of the Experts' Report shall be fixed at 612,000,000 Reichsmark a year (excluding whatever sums are required for the service of the German External Loan, 1924). Out of the balance of the unconditional annuity not distributed by the Experts' Report 55,000,000 Reichsmark a year will be allocated to the British Empire, and 6,600,000 Reichsmarks to Japan.

Henri Jaspar,
President.

M. P. A. Hankey,
Secretary-General.

Annex II.

Agreement regarding Deliveries in Kind.

I. The Belgian, British, French, German, Italian and Japanese Governments agree on the following points:

1. A Committee shall be set up by the Governments concerned in order to draw up in accordance with paragraph 138 of the Experts' Report new regulations for Deliveries in Kind and to suggest any steps necessary in connection with the transition from the present to the new system, insofar as concerns such deliveries.

2. Les stipulations de ce règlement seront obligatoires pour la Banque des Règlements internationaux et ne pourront être revisées que par accord entre les Gouvernements intéressés;
3. Le principe du règlement Wallenberg relatif à la prohibition de réexportation des marchandises reçues comme prestations en nature sera maintenu sous le régime du Rapport des Experts;
4. Le nouveau règlement ne contiendra aucune disposition permettant aux diverses Puissances de disposer d'une portion de leur part de prestations en nature hors de leur propre territoire dans les conditions prévues par l'alinéa 139 du Rapport des Experts;
5. Les programmes spéciaux auxquels se réfère la section 4 de l'annexe IV du Rapport des Experts, seront soumis à la procédure établie dans l'appendice 1 ci-joint.

II. Les Gouvernements Belge, Britannique, Français, Italien et Japonais se déclarent d'accord pour que les Gouvernements Britannique et Français aient le droit de faire jouer le Recovery Act *pari passu* avec les prestations en nature, y compris celles qui seraient fournies sous un régime de moratoire, c'est-à-dire que, sur le montant total transféré pendant une année donnée en prestations en nature ou par la voie des Recovery Acts, la part du Recovery Act britannique sera de 23,05 % et celle du Recovery Act français de 4,95 %.

Le Gouvernement Allemand fait

2. The provisions of these regulations shall be binding on the Bank for International Settlements and can only be revised by agreement between the Governments concerned.
3. The principle of the Wallenberg Regulations concerning the prohibition to re-export goods received as Deliveries in Kind shall be maintained under the Experts' Report.
4. The new regulations shall not contain any measures which would permit the various Powers to dispose of a part of their share in Deliveries in Kind outside their own territories in the manner provided for in paragraph 139 of the Experts' Report.
5. The special programmes referred to in Section 4 of Annex IV to the Experts' Report shall by subject to the procedure laid down in Appendix 1.

II. The Belgian, British, French, Italian and Japanese Governments agree that the British and French Governments have the right to a Reparation (Recovery) Act levy *pari passu* with any Deliveries in Kind, including those furnished under a moratorium, that is to say, that, of the total amount transferred in any year in Deliveries in Kind (including the quotas under the Reparation Recovery Acts), the quota under the British Reparation (Recovery) Act will amount to 23.05 per cent, and the quota under the French Reparation (Recovery) Act to 4.95 per cent. The German Go-

des réserves en ce qui concerne l'application éventuelle des Recovery Acts après l'achèvement du programme de dix premières années prévu par le Rapport des Experts pour les prestations en nature.

III. Le Gouvernement Italien prend, comme partie du présent accord, l'engagement d'exécuter l'Arrangement formulé dans l'appendice II ci-joint relativement aux importations de charbon en Italie.

Le Président:
Henri Jaspar.

Le Secrétaire Général:
M. P. A. Hankey.

Appendice 1 à l'Annexe II.

En vue de sauvegarder les intérêts financiers, commerciaux et économiques des divers Gouvernements signataires, la procédure suivante sera appliquée aux programmes spéciaux pour les prestations en nature:

(a.) Pour le cas où un tel programme spécial comporterait extension, pendant l'une des dix premières années d'application du Rapport des Experts, du programme des prestations en Nature établi par le Rapport pour ladite année;

(b.) Pour le cas où un tel programme spécial serait établi après les dix premières années.

Ces programmes spéciaux seront soumis à l'approbation d'un Comité qui sera réuni par la Banque des Règlements internationaux et dans lequel chacun des Gouvernements signataires pourra avoir un représentant. Ce Comité prendra ses décision à la majorité. Si un mem-

vernment makes a reserve insofar as concerns the possible application of the Reparation (Recovery) Acts after the expiry of the 10 years' programme of Deliveries in Kind laid down in the Experts' Report.

III. The Italian Government undertakes, as part of the present agreement, to execute the arrangement laid down in Appendix 2 hereto in the matter of imports of coal to Italy.

Henri Jaspar,
President.

M. P. A. Hankey,
Secretary-General.

Appendix 1 to Annex II.

With a view to safeguarding the financial, commercial and economic interests of the several signatory Governments, the following procedure shall be applied to the special programme for Deliveries in Kind:

(a) In the case of any such special programme involving an extension in any of the first ten years of the Experts' Report of the programme of Deliveries in Kind laid down in the Report for that year;

(b) In the case of any special programme after the first ten years.

These special programmes shall be submitted for approval to a Committee which shall be convened by the Bank for International Settlements and on which each of the signatory Governments may have a representative. This Committee shall take decisions by a majority vote.

bre du Comité considère que les intérêts de son Gouvernement tel qu'ils ont été définis plus haut souffrent un préjudice du fait de la décision prise, il pourra en suspendre l'exécution en tout ou en partie et porter la décision devant l'arbitre prévu ci-dessous, sous la condition de fournir à l'arbitre un exposé motivé de ses objections dans un délai maximum de 7 jours. L'arbitre décidera, dans un délai de 14 jours, de l'approbation ou du rejet du programme ou de la partie du programme en cause.

L'arbitre sera de nationalité neutre et jouira d'une haute situation commerciale et financière. Il sera nommé par les Gouvernements signataires à l'unanimité, ou faute d'unanimité, par le Président de la Cour Permanente de Justice Internationale.

Le Président:
Henri Jaspar.
Le Secrétaire Général:
M. P. A. Hankey.

Appendice 2 à l'Annexe II.

1. Un arrangement, dont le texte est ci-annexé, a été conclu entre la France et l'Italie permettant d'égaliser, sans modifier le total annuel des prestations en nature allemandes, les montants annuels de prestations en nature à recevoir par l'Italie pendant la période de 10 ans.

D'après cet arrangement, la part italienne de prestations en nature, au lieu de varier pendant cette période de 75 à 30 millions de Reichsmark par an, sera fixée au montant de 52½ millions de Reichsmark par an; le maximum des achats

If a member of the Committee considers that the interests of his Government as defined above are prejudiced by the decision of the Committee, he may suspend the execution thereof in whole or part and refer the decision to the arbitrator provided for hereafter, on condition that he furnishes the arbitrator with a reasoned statement of his objections within a maximum period of seven days. The arbitrator shall give a decision within fourteen days concerning the approval or the rejection of the programme or of the part of the programme in dispute.

The arbitrator shall be of neutral nationality, and shall be of high commercial and financial standing. He shall be appointed by the signatory Governments acting unanimously or failing unanimity by the President of the Permanent Court of International Justice.

Henri Jaspar,
President.
M. P. A. Hankey,
Secretary-General.

Appendix 2 to Annex II.

1. An arrangement has been made between France and Italy under which it becomes possible to equalise, without altering the total yearly amount of Germany's deliveries in kind, the yearly amounts of the deliveries in kind to be taken by Italy during the ten-year period.

Under this arrangement, Italy's allocation of deliveries in kind, instead of varying during that period from 75 to 30 million Reichsmarks a year, will be fixed at the amount of 52½ million Reichsmark a year; the peak of the Italian

italiens de charbons en Allemagne au compte des réparations se trouve réduit en conséquence.

2. Comme suite à cet arrangement, le Gouvernement Italien s'engage pour le compte des chemins de fer de l'Etat Italien:

(a.) A acheter 1 million de tonnes de charbon britannique chaque année pendant 3 ans à partir du 15 novembre 1929, à un prix f. o. b. strictement correspondant au prix le plus bas obtenu dans les contrats conclus à peu près à la même époque pour l'achat de charbon britannique de même qualité et comparable aussi sous le rapport de la quantité;

(b.) A s'abstenir d'importer par mer du charbon de réparation au delà de la quantité maxima de 1.500.000 tonnes par an pendant ladite période de 10 ans.

Le Président:
Henri Jaspar.

Le Secrétaire Général:
M. P. A. Hankey.

Annexe à l'Appendice 2.

Arrangement entre les Gouvernements Français et Italien.

Par application de l'alinéa 136 du Rapport des Experts, les Délégations Français et Italienne ont convenu de modifier les proportions respectives de prestations en nature qui leur sont attribuées par le Rapport des Experts de telle sorte que la part de l'Italie soit fixée au chiffre constant de 52,5 millions de Reichsmark, le montant total ne se trouvant pas modifié.

purchases of coal in Germany on reparations account is therefore reduced.

2. As a result of this arrangement, the Italian Government undertakes, on behalf of the Italian State Railways

(a) To purchase one million tons of British coal yearly for three years as from the 15th November, 1929, at a price F. O. B. strictly in keeping with the lowest price obtained under contracts which are concluded at about the same time for the sale of British coal of similar quality and which are comparable also as regards quantity.

(b) To abstain from importing reparation coal viâ sea over and above the maximum quantity of 1,500,000 tons per annum during the said ten-years period.

Henri Jaspar,
President.

M. P. A. Hankey,
Secretary-General.

Annex to Appendix 2.

Arrangement between the French and Italian Governments.

In application of paragraph 136 of the Young Plan, the French and Italian Delegations have agreed to modify the respective proportions of Deliveries in Kind allocated to them by the Experts' Report in such a way that Italy's share should be fixed at the constant figure of 52.5 million Reichsmarks, the total amount remaining unchanged.

Aux termes de cet accord, le tableau du Rapport des Experts est modifié en ce qui concerne la France et l'Italie de la façon suivante:

	France.	Italie.
	(en millions de Reichsmark)	
1re année	430,9	52,5
2me „	398,7	52,5
3me „	366,4	52,5
4me „	334,2	52,5
5me „	302	52,5
6me „	269,8	52,5
7me „	237,5	52,5
8me „	205,3	52,5
9me „	173,1	52,5
10me „	140,8	52,5

Le Président:
Henri Jaspar.

Le Secrétaire Général:
M. P. A. Hankey.

Under the terms of this agreement the table of the Experts' Report is modified so far as regards France and Italy in the following way:

	France.	Italy.
	Million Reichsmarks	
1st year	430.9	52.5
2nd „	398.7	52.5
3rd „	366.4	52.5
4th „	334.2	52.5
5th „	302	52.5
6th „	269.8	52.5
7th „	237.5	52.5
8th „	205.3	52.5
9th „	173.1	52.5
10th „	140.8	52.5

Henri Jaspar,
President.

M. P. A. Hankey,
Secretary-General.

Annexe III.

Accord sur la Période de Transition.

Les Gouvernements représentés à la Conférence se sont mis d'accord sur les dispositions suivantes:

I.

1. Sous réserve de la mise en vigueur définitive du Rapport des Experts et pour faciliter l'application de l'alinéa 80 de ce Rapport, les Puissances créancières acceptent de ne recevoir, chacune pour sa part dans l'annuité, sur les paiements à faire par l'Allemagne au titre de la période postérieure à la cinquième annuité du Plan Dawes, que les sommes prévues dans la répartition des annuités du Rapport des Experts.

Annex III.

Agreement upon the Transition Period.

The Governments represented at the Conference have agreed upon the following provisions:

Article I.

1. Subject to the Experts' Report being finally put into force, and with the object of facilitating the application of paragraph 80 of the Report, the Creditor Powers agree that the amounts they are to receive out of the payments to be made by Germany in respect of the period after the Fifth Annuity of the Dawes Plan in respect of the share of each in the annuity shall be limited to the amounts laid down in the distribution of the Annuities of the Experts' Report.

2. Pour la période intermédiaire jusqu'à la mise en vigueur du Rapport des Experts, l'Allemagne effectuera les paiements du Plan Dawes à l'Agent Général des Paiements de Réparations.

3. Toutefois, pour l'exécution des versements à partir du 1er octobre jusqu'au 31 décembre 1929 ou jusqu'à la mise en vigueur du Rapport des Experts si elle intervient avant cette date, l'Agent Général des Paiements de Réparations prendra, en liaison avec le Gouvernement Allemand, les mesures nécessaires pour donner à la Trésorerie du Reich, pendant cette période intermédiaire, toutes les facilités compatibles avec le maintien des droits des Puissances créancières. Dans le cas où le Rapport des Experts ne pourrait être mis en vigueur, le présent accord deviendrait caduc et les arriérés résultant de son application seraient payés aux Puissances créancières dans un délai de 4 mois.

2. During the transitional period, until the Experts' Report is put into force, Germany will make the payments provided for in the Dawes Plan to the Agent-General for Reparation Payments.

3. Nevertheless for the payment of the amounts from the 1st October to the 31st December, 1929, or until the coming into force of the Experts' Report, if this takes place before that date, the Agent-General for Reparation Payments shall, in consultation with the German Government, take the necessary steps to afford the Treasury of the Reich, during this transitional period, every possible facility consonant with maintaining the rights of the Creditor Powers.

4. If it should prove impossible to put the Experts' Report into force, the present agreement shall become null and void, and the amounts withheld through its application shall be paid to the Creditor Governments within four months.

II.

1. L'Allemagne contribuera pour une somme qui ne pourra dépasser 6 millions de Reichsmark aux frais des Commissions et des organismes du Plan Dawes couverts jusqu'à présent sur les annuités Dawes.

2. Cette contribution sera sétenue sur les paiements de l'Allemagne pendant la période transitoire, outre le montant des sommes à répartir conformément au Rapport des Experts.

3. Si des économies sont réalisées par rapport à la somme susvisée de

Article II.

1. Germany will contribute an amount not to exceed 6 million Reichsmarks to the expenses of the Commissions and the Organisations under the Dawes Plan covered hitherto by the Dawes Annuities.

2. This contribution shall be retained, out of the payments made by Germany during the transitional period, in addition to the sums to be distributed in accordance with the Experts' Report.

3. If savings are realised on this amount of 6 million Reichsmarks,

6 millions de Reichsmark, le montant en sera rétrocédé au Gouvernement Allemand.

Le Président:
Henri Jaspar.
Le Secrétaire Général:
M. P. A. Hankey.

Annexe IV.

Accord sur les Frais d'Occupation.

Les Gouvernements Allemand, Belge, Britannique et Français se sont mis d'accord sur les dispositions suivantes:

1. Les frais des armées d'occupation (y compris les dépenses de la Haute-Commission Interalliée des Territoires Rhénans) à partir du 1er septembre 1929 seront couverts par un fonds de réserve fixé à 60 millions de Reichsmark; le Gouvernement Allemand participera à ce fonds par le versement d'une somme forfaitaire de 30 millions de Reichsmark à fonds perdu. Les Puissances occupantes participeront de leur côté au capital de ce fonds dans les proportions suivantes:

	Pour cent
France	35
Grande-Bretagne	12
Belgique	3

2. Les Puissances occupantes et le Gouvernement Allemand font l'abandon réciproque, d'une part, de toutes leurs créances relatives aux dommages de l'Article 6 de l'Arrangement rhénan*) qui n'auraient pas été payés au premier septembre 1929 et, d'autre part, de toutes créances existantes ou futures relatives aux prestations et dommages des Articles 8 à 12 de

the amount saved will be repaid to the German Government.

Henri Jaspar,
President.
M. P. A. Hankey,
Secretary-General.

Annex IV.

Agreement upon Costs of Occupation.

The Belgian, British, French and German Governments have agreed upon the following provisions:

1. The costs of Armies of Occupution (including the Inter-Allied Rhineland High Commission) from the 1st September, 1929, will be provided out of a Reserve Fund fixed at 60 million Reichsmarks. To this fund the German Government will contribute a lump sum of 30 million Reichsmarks once and for all. The Occupying Powers will contribute to the Fund on their side in the following proportions, viz.:

	Per cent
France	35
Great Britain	12
Belgium	3

2. The Occupying Powers and the German Government reciprocally abandon all their claims relating to damage under Article 6 of the Rhineland Agreement*) which shall not have been paid in cash on the 1st September, 1929, and also all present or future credits in regard to services and damages under Articles 8 to 12 of the Rhineland Agreement, whatever be their

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 677.

l'Arrangement rhénan quelle qu'en soit le date. Il ne sera élevé de part ni d'autre aucune réclamation d'ordre financier à quelque titre que ce soit pour un territoire évacué.

Les créances auxquelles les Gouvernements des Puissances occupantes renoncent sont notamment:

Leurs créances sur tous soldes existant en leur faveur dans le „compte spécial" de l'Agent Général des Paiements de Réparations, visées par l'additif N° 2 de Bruxelles; les créances nées d'avances faites par l'Agent Général en vertu de l'Article 6 et des Articles 8 à 12 de l'Arrangement rhénan; toutes réclamations pour la valeur marchande de tous bâtiments construits par le Gouvernement Allemand pour les armées d'occupation et imputés sur l'annuité.

3. Les dispositions prévues s'appliquent tant aux troupes d'occupation qu'aux délégations de la Haute-Commission Interalliée des Territoires Rhénans et à leur personnel.

4. Dans aucun cas l'Allemagne ne sera obligée de faire aux Gouvernements créanciers des paiements en dehors des sommes susmentionnées soit pour les armées d'occupation, soit pour la Haute-Commission Interalliée des Territoires Rhénans, ni fondée à réclamer une fraction quelconque de ces sommes.

Le Président:
Henri Jaspar.

Le Secrétaire Général:
M. P. A. Hankey.

date. No claim of a pecuniary character on either side shall be raised on any ground in respect of a territory evacuated.

The claims waiwed by the Governments of the Occupying Powers are, in particular, the following:

The claims to any balances outstanding in their favour in the „special account" of the Agent-General for Reparation Payments referred to in the Additif No. II signed at Brussels; the claims which arise out of advances made by the Agent-General in respect of Article 6 and Articles 8 to 12 of the Rhineland Agreement; and any claims for the sale value of any buildings constructed by the German Government for the occupying armies and charged to the annuity.

3. The above provisions apply both to the Occupying troops and to the Delegations on the Inter-Allied Rhineland High Commission and their Staff.

4. In no case shall Germany be obliged to make any payments to the Creditor Governments over the above-mentioned sums either for the costs of armies of occupation or for the Inter-Allied Rhineland High Commission, nor entitled to claim any part of these sums.

Henri Jaspar,
President.

M. P. A. Hankey,
Secretary-General.

4.

ALLEMAGNE, BELGIQUE, EMPIRE BRITANNIQUE, FRANCE, GRÈCE, ITALIE, JAPON, POLOGNE, PORTUGAL, ROUMANIE, TCHÉCOSLOVAQUIE, YOUGOSLAVIE.

Accord pour accepter définitivement le Plan des Experts du 7 juin 1929*) comme règlement complet et définitif, au regard de l'Allemagne. des questions financières résultant de la guerre; signé à La Haye, le 20 janvier 1930, suivi d'un Echange de Notes concernant les droits de suspension et quelques Dispositions transitoires signées à la date du même jour.**)

Reichsgesetzblatt 1930. II, No. 7; No. 29.

Accord.

Les représentants de l'Allemagne, de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et du Japon, réunis à Genève le 16 septembre 1928, ont manifesté leur volonté d'un règlement complet et définitif du problème des réparations et prévu la constitution, pour atteindre ce but, d'une Commission d'Experts Financiers.

Les Experts se sont, à cette fin, réunis à Paris et ont déposé leur rapport le 7 juin 1929. Ce rapport a été approuvé en principe par le Protocole de La Haye du 31 août 1929.***)

Agreement.

The Representatives of Germany, Belgium, France, Great Britain, Italy and Japan, meeting at Geneva on the 16th September, 1928, expressed their determination to make a complete and final settlement of the question of reparations and, with a view to attaining this object, provided for the constitution of a Committee of Financial Experts.

With this object the Experts met at Paris and their report was made on the 7th June, 1929. Approval in principle was given to this report by The Hague Protocol of the 31th August, 1929.***)

---

*) V. ci-dessus, No. 2, p. 14.

**) Ont déposé à Paris, les instruments de ratification l'Allemagne (le 26 mars 1930), la Belgique (le 9 mai 1930), la France (le 9 mai 1930), la Grande-Bretagne (le 9 mai 1930), l'Italie (le 9 mai 1930), la Jougoslavie (le 31 mai 1930), la Roumanie (le 23 juin 1930), la Grèce (le 25 juin 1930), le Canada (le 12 juillet 1930), l'Inde (le 21 juillet 1930), le Commonwealth l'Australie (le 21 juillet 1930), la Nouvelle-Zélande (le 21 juillet 1930), l'Union de l'Afrique du Sud (le 26 juillet 1930). V. Reichsgesetzblatt 1930. II, p. 690, 776, 1223; Treaty Series 1931, No. 2.

***) V. ci-dessus, No. 3, p. 73.

En conséquence, les représentants dûment autorisés du Gouvernement du Reich Allemand, du Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, du Gouvernement du Canada, du Gouvernement du Commonwealth d'Autralie, du Gouvernement de Nouvelle-Zélande, du Gouvernement de l'Union de l'Afrique du Sud, du Gouvernement de l'Inde, du Gouvernement de la République Française, du Gouvernement de la République Grecque, du Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, du Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur du Japon, du Gouvernement de la République de Pologne, du Gouvernement de la République du Portugal, du Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Roumanie, du Gouvernement de la République Tchécoslovaque, du Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Yougoslavie,

sont convenus de ce qui suit:

Article I.

Le Plan des Experts du 7 juin 1929, ensemble le présent Accord et le Protocole du 31 août 1929, le tout étant ci-après qualifié de „Nouveau Plan", est définitivement accepté comme règlement complet et définitif, au regard de l'Allemagne, des questions financières résultant de la guerre. Par cette acceptation, les Puissances signataires assument les obligations et acquièrent les droits que le Nouveau Plan comporte pour chacune d'entre elles.

Le Gouvernement Allemand prend, vis-à-vis des Puissances créancières, l'engagement solennel de payer les

The duly authorised representatives of the Government of the German Reich, the Government of His Majesty the King of the Belgians, the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Government of Canada, the Government of the Commonwealth of Australia, the Government of New Zealand, the Government of the Union of South Africa, the Government of India, the Government of the French Republic, the Government of the Greek Republic, the Government of His Majesty the King of Italy, the Government of His Majesty the Emperor of Japan, the Government of the Republic of Poland, the Government of the Republic of Portugal, the Government of His Majesty the King of Roumania, the Government of the Czecho-Slovak Republic and the Government of His Majesty the King of Yugoslavia

Have reached the following agreement:

Article I.

The Experts' Plan of 7th June, 1929, together with this present Agreement and the Protocol of the 31st August, 1929 (all of which are hereinafter described as the New Plan) is definitely accepted as a complete and final settlement, so far as Germany is concerned, of the financial questions resulting from the War. By their acceptance the Signatory Powers undertake the obligations and acquire the rigths resulting for them respectively from the New Plan.

The German Government gives the Creditor Powers the solemn undertaking to pay the annuities for

annuités prévues au Nouveau Plan, conformément aux stipulations de ce dernier.

Article II.

A partir de la mise à exécution du Nouveau Plan, dans les conditions stipulées à la clause finale du présent Accord, l'obligation antérieure de l'Allemagne est complètement remplacée, sauf en ce qui concerne l'emprunt extérieur allemand 1924, par l'obligation prévue au Nouveau Plan. Le paiement intégral des annuités qui y figurent dans la mesure où elles sont dues aux Puissances créancières, est accepté par ces Puissances comme décharge définitive de toutes les obligations de l'Allemagne restant encore en suspens et énumérées à la Section XI de la partie I du Plan Dawes, telle que l'ont interprétée les décisions du Tribunal d'interprétation constitué en vertu de l'Accord de Londres du 30 août 1924.*)

Article III.

A. Les Gouvernements signataires reconnaissent que les comptes entre la Commission des Réparations et l'Allemagne relatifs aux opérations antérieures à la période du Plan Dawes, ainsi que tous les comptes comportant des crédits à l'Allemagne imputés ou à imputer sur sa dette originale en capital, seront désormais sans objet et sans effet et les déclarent clos dans leur état actuel.

B. (a.) Par application du paragraphe 143 du Rapport des Experts du 7 juin 1929, étant entendu que la déclaration qui suit sera con-

which the New Plan provides in accordance with the stipulations contained therein.

Article II.

As from the date when the New Plan is put into execution as provided in the final clause of this present Agreement, Germany's previous obligation is entirely replaced, except in respect of the German External Loan 1924, by the obligation laid down in the New Plan. The payment in full of the annuities there mentioned, in so far as the same are due to the Creditor Powers, is accepted by those Powers as a final discharge of all the liabilities of Germany still remaining undischarged, referred to in Section XI of Part I of the Dawes Plan as interpreted by the decisions of the Interpretation Tribunal set up under the London Agreement of the 30th August, 1924.*)

Article III.

A. The signatory Governments recognise that the accounts between the Reparation Commission and Germany relating to transactions prior to the period of the Dawes Plan, together with all accounts involving credits to Germany, either now or in the future, against the original capital debt are henceforth obsolete and without practical effect and declare them closed in their present condition.

B. (a) In execution of paragraph 143 of the Experts' Report of the 7th June, 1929, on the understanding that the following declaration

*) V. N. R. G. 3. s. XIII, p. 833.

sidérée comme épuisant le contenu de la renonciation prévue à ce paragraphe, l'Allemagne déclare renoncer dans les limites de l'énumération qui suit à toute demande ayant pour objet un paiement ou un bien qu'elle a pu ou pourrait adresser à la Commission des Réparations ou à l'une des Puissances créancières signataires du présent Accord pour quelque opération que ce soit antérieure à la signature de cet Accord, en relation, soit avec la guerre mondiale, soit avec les Conventions d'armistice, le Traité de Versailles ou les Accords conclus pour leur exécution:

(1°) demandes concernant des biens ou droits pécuniaires de prisonniers de guerre, pour autant qu'elles n'aient pas été déjà réglées par des accords spéciaux.

(2°) demandes tendant à obtenir le remboursement de paiements faits en vertu du paragraphe 11 de l'Annexe à l'Article 296 du Traité de Versailles. *)

(3°) demandes concernant les emprunts émis par les anciennes colonies allemandes.

(4°) toute demande ayant pour objet, soit un paiement, soit un bien qu'a pu ou pourrait présenter le Gouvernement Allemand agissant pour son propre compte, pour autant qu'il ne s'agisse pas de créances d'Etat notifiées au cours de la procédure de compensation prévue aux Articles 296 et 72 du Traité de Versailles **) par l'Office créancier à l'Office débiteur.

is to be considered as a full compliance with the requirements of that paragraph as to a waiver, Germany declares that she waives every claim as defined by the following list, whether for a payment or for property, which she may have addressed or might hereafter address to the Reparation Commission or to any Creditor Power signatory of the present Agreement for any transaction prior in date to the signature of this Agreement, connected with the World War, the Armistice Conventions, the Treaty of Versailles or any agreements made for their execution:

(1) claims relating to property or pecuniary rights of prisoners of war in so far as they have not already been settled by special agreements;

(2) claims seeking to obtain the reimbursement of payments made under paragraph 11 of the Annex to Article 296 of the Treaty of Versailles; *)

(3) claims relating to loans issued by the former German Colonies;

(4) any claims, whether for a payement or for property, which the German Government has presented or might present for its own account other than State claims notified, under the clearing procedure provided for under Articles 296 and 72 of the Treaty of Versailles, **) by the Creditor to the Debtor Office.

*) V. **N. R. G.** 3. s. XI, p. 553.

**) V. ibid. p. 546, 389.

(b.) Réciproquement, les Puissances créancières acceptent, conformément à la recommandation du paragraphe 96 du Rapport des Experts du 7 juin 1929, le paiement intégral des annuités qui y sont fixées comme décharge définitive de toutes les obligations de l'Allemagne restant encore en suspens et renoncent à toute demande en sus desdites annuités ayant pour objet un paiement ou un bien, qui a été ou pourrait être adressée à l'Allemagne pour quelque opération passée que ce soit tombant sous les mêmes chefs que ceux énumérés sous les numéros 1⁰ à 4⁰ qui précèdent.

(c.) Les dispositions du présent Article ne portent pas atteinte à l'exécution des accords postérieurs au 10 janvier 1920, concernant la renonciation à la liquidation des biens, droits ou intérêts privés allemands ou la restitution, soit de ces biens, droits et intérêts, soit du produit de leur liquidation.

C. (a.) Les Gouvernements créanciers s'engagent à cesser, à partir de l'acceptation du Rapport des Experts du 7 juin 1929, de faire usage de leur droit de saisir, retenir et liquider la propriété, les droits et intérêts de ressortissants allemands ou de compagnies allemandes ou contrôlées par des Allemands en tant que cette propriété et ces droits ne sont pas déjà liquides ou liquidés, ou qu'il n'en a pas encore été disposé définitivement, y compris les droits des Puissances créancières résultant de l'Article 306, alinéas (5), (6) et (7) du Traité de Versailles.*)

(b.) L'exécution de cet engagement fera l'objet d'accords spéciaux

(b) By way of reciprocity the Creditor Powers accept in corformity the recommendation of paragraph 96 of the Experts' Report of the 7th June, 1929, the payment in full of the annuities fixed thereby as a final discharge of all the liabilities of Germany still remaining undischarged and waive every claim additional to those annuities, either for a payment or for property, which has been adressed or might be addressed to Germany for any past transaction falling under the same heads of claim as those appearing under (1) to (4) above.

(c) The provisions of the present Article do not affect the execution of agreements later in date than the 10th January, 1920, for the abandonment of the liquidation of German private property, rights or interests or the restitution either of those properties, rights or interests or the proceeds of their liquidation.

C. (a) The Creditor Governments undertake, as from the date of the acceptance of the Experts' Report of the 7th June, 1929, to make no further use of their right to seize, retain and liquidate the property, rights and interests of German nationals or companies controlled by them, in so far as not already liquid or liquidated or finally disposed of, including the rights of the signatory Creditor Powers under Article 306, paragraphs (5), (6) and (7) of the Treaty of Versailles.*)

(b) The execution of this undertaking will be regulated by special

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 591.

entre le Gouvernement Allemand et chacun des Gouvernements intéressés.

(c.) Les Gouvernements signataires s'efforceront de régler définitivement toutes les questions en suspens relatives à l'exécution de cet engagement dans le délai d'un an après la mise en vigueur du Nouveau Plan.

(d.) Cet engagement ne s'applique pas, dans le cas où des règlements spéciaux ont déjà été effectués.

D. Toutes ou certaines d'entre les questions mentionnées au présent Article, concernant la renonciation aux demandes et la cessation de liquidation sont réglées entre l'Allemagne, d'une part, et, respectivement, les Gouvernements suivants, d'autre part, par les accords conclus aux dates ci-après:

la Belgique, les 13 juillet 1929 et 16 janvier 1930;*)
la Grande-Bretagne, le 28 décembre 1929; **)
le Canada, 14 janvier 1930;***)
le Commonwealth d'Australie, le 17 janvier 1930;†)
la Nouvelle-Zélande, le 17 janvier 1930;††)
la France, le 31 décembre 1929;††)
l'Italie, le 20 janvier 1930;††)
la Pologne, le 31 octobre 1929.†††)

Article IV.

Dès la mise à exécution du Nouveau Plan, l'Office des Paiements de Réparations et les Organismes connexes de Berlin seront suppri-

agreements between the German Government and each of the Governments concerned.

(c) The Signatory Governments will use every effort to clear up definitely all outstanding questions relating to the execution of this undertaking within one year after the coming into force of the New Plan.

(d) This undertaking has no application in cases where special settlements have already been made.

D. All or some of the questions mentioned in the present Article as to the waiver of claims and the cessation of liquidation are governed, as between the German Government on the one hand and the following Governments respectively on the other hand, by the Agreements concluded on the following dates, that is to say:

Belgium, 13th Juli, 1929 and 16th January, 1930;*)
Great Britain, 28th December, 1929;**)
Canada, 14th January, 1930;***)
Commonwealth of Australia, 17th January, 1930;†)
New Zealand, 17th January, 1930;††)
France, 31st December, 1929;††)
Italy, 20th January, 1930;††)
Poland, 31st October, 1929.†††)

Article IV.

From and after the date on which the New Plan comes into force, the Office for Reparation Payments and the organisations in Berlin connect-

*) V. la Livraison prochaine.
) V. **N. R. G. 3. s. XXIII, p. 245.
***) V. la Livraison prochaine.
†) V. **N. R. G.** 3. s. XXIII, p. 257.
††) V. la Livraison prochaine.
†††) Pas-encore ratifié.

més et les relations de la Commission des Réparations avec l'Allemagne prennent fin.

Sous le régime du Nouveau Plan, seules subsisteront celles d'entre les fonctions de ces organismes dont le maintien est nécessité par le Plan; ces fonctions seront transférées à la Banque des Réglements Internationaux par l'intermédiaire du „Comité spécial restreint"; la Banque les exercera dans les conditions et limites du Nouveau Plan, conformément aux stipulations de ces Statuts.

Sous le régime du Nouveau Plan, les pouvoirs des Puissances créancières envers l'Allemagne se détermineront d'après les dispositions dudit Plan.

A ce sujet, les Représentants des Gouvernements Belge, Britannique, Français, Italien et Japonais et les Représentants du Gouvernement Allemand ont formulé les déclarations qui font l'objet de l'Annexe I.

Les autres mesures requises en vue du passage du régime actuel à celui du Nouveau Plan sont celles prévues à l'Annexe II.

Article V.

Les annuités mentionnées au présent Accord comprennent les sommes requises pour le service de l'emprunt extérieur allemand 1924.

Dans ces annuités, ne figurent pas les sommes que le Plan des Experts du 7 juin 1929 attribue aux Etats-Unis d'Amérique.

Article VI.

Les Parties Contractantes constatent la nécessité, en vue de la mise

ed therewith shall be abolished and the relations with Germany of the Reparation Commission shall come to an end.

Under the régime of the New Plan only those of the functions of these organisations the maintenance of which is necessitated by the New Plan will continue in existence; these functions will be transferred to the Bank for International Settlements by the „Small Special Committee"; the Bank for International Settlements will exercise them within the conditions and limits of the New Plan in conformity with the provisions of its Statutes.

Under the régime of the New Plan the powers of the Creditor Powers in relation to Germany will be determined in accordance with the provisions of the Plan.

In regard hereto the Representatives of the Belgian, British, French, Italian and Japanese Governments and the Representatives of the German Government have made the declarations contained in Annex I.

The other measures necessary in view of the change from the present system to that of the New Plan, are those provided for in Annex II.

Article V.

The annuities mentioned in the present Agreement include the amounts required for the service of the German External Loan, 1924.

These annuities do not include the amounts which the Experts' Plan of the 7th June, 1929, assigns to the United Staates of America.

Article VI.

The Contracting Parties recognise the necessity, with a view to

à exécution du Nouveau Plan, de la constitution de la Banque des Règlements Internationaux. Elles lui reconnaissent la personnalité juridique pour le jour où elle sera constituée conformément aux Statuts annexés à la Loi constitutive de ladite Banque qui fait l'objet de la Convention conclue avec le Gouvernement de la Confédération Suisse.

Article VII.

Le Gouvernement Allemand remettra à la Banque des Règlements Internationaux, en sa qualité de mandataire des Puissances créancières, le Certificat de dette qui fait l'objet de l'Annexe III.

En même temps, le Gouvernement Allemand se porte fort que la Compagnie des Chemins de fer allemands (Deutsche Reichsbahn-Gesellschaft) remettra à la Banque des Règlements Internationaux le Certificat mentionné à l'Annexe IV.

Article VIII.

En vue de faciliter le bon fonctionnement du Nouveau Plan, le Gouvernement Allemand tient à déclarer spontanément qu'il est fermement résolu à faire tous les efforts possibles pour éviter une déclaration de suspension et pour n'y procéder qu'après être arrivé de bonne foi à la conclusion que le change de l'Allemagne ainsi que sa vie économique pourraient être sérieusement menacés par le transfert partiel ou total de la portion différable des annuités. Il demeure entendu que l'Allemagne est seule qualifiée pour décider s'il y a lieu de déclarer une suspension, telle qu'elle est prévue au Nouveau Plan.

putting into force the New Plan, of the constitution of the Bank for International Settlements. They recognise the corporate existence of the Bank to take effect as soon as it is constituted in accordance with the Statutes annexed to the law incorporating the Bank which is the subject of the Convention concluded with the Government of the Swiss Confederation.

Article VII.

The Government of the Reich will deliver to the Bank for International Settlements, as Trustee for the Creditor Powers, the Debt Certificate referred to in Annex III.

Further, the German Government guarantees that the German Railway Company (Deutsche Reichsbahngesellschaft) will deliver to the Bank for International Settlements the Certificate mentioned in Annex IV.

Article VIII.

With a view to facilitating the successful working of the New Plan the German Government declares spontaneously that it is firmly determined to make every possible effort to avoid a declaration of postponement and not to have recourse thereto until it has come to the conclusion in good faith that Germany's exchange and economic life may be seriously endangered by the transfer in part or in full of the postponable portion of the annuities. It remains understood that Germany alone has authority to decide whether occasion has arisen for declaring a postponement as provided by the New Plan.

Article IX.

Le Gouvernement Allemand s'engage à prendre les mesures requises en vue de la promulgation des lois spéciales nécessaires à l'application du Nouveau Plan, à savoir:

(a) La loi concernant la modification de la loi sur la Banque du 30 août 1924, conformément à l'Annexe V;

(b) La loi relative à la modification de la loi concernant la Reichsbahn - Gesellschaft, conformément à l'Annexe VI.

Lesdites lois ne pourront être modifiées que dans les conditions et suivant la procédure prévues aux Annexes V *bis* et VI *bis*.

Le Gouvernement Allemand s'engage également à appliquer les stipulations contenues dans les Annexes VII et XI relatives à l'affectation, à titre de garantie collatérale, du produit de certains impôts au service des différents éléments des annuités.

Article X.

Les Parties Contractantes prendront sur leurs territoires respectifs, les dispositions nécessaires afin que les fonds et placements de la Banque des Règlements Internationaux, provenant des paiements de l'Allemagne, soient libérés de toute charge fiscale, nationale ou locale.

Sur les territoires relevant de l'autorité des Parties Contractantes, la Banque, ses biens et avoirs ainsi que les dépôts et autres fonds qui lui auraient été remis ne feront l'objet d'aucune disposition établissant une incapacité quelconque ou d'aucune mesure restrictive telle que censure, réquisition, enlèvement ou confiscation en temps de paix ou

Article IX.

The German Government undertakes to take the measures necessary for the enactment of the special laws required for the application of the New Plan, that is to say

(a) the law for the amendment of the Bank Law of the 30th August, 1924, in accordance with Annex V;

(b) the law for the amendment of the law of the Deutsche Reichsbahngesellschaft, in accordance with Annex VI.

These laws may only be amended in the conditions and in accordance with the procedure laid down by Annexes Va and VIa.

The German Government further undertakes to apply the provisions contained in Annexes VII and XI, relating to the assignment of the proceeds of certain taxes by way of collateral security for the service of the several parts of the German annuities.

Article X.

The Contracting Parties will take in their respective territories the measures necessary for securing that the funds and investments of the Bank, resulting from the payments by Germany, shall be freed from all national or local fiscal charges.

The Bank, its property and assets, and also the deposits of other funds entrusted to it, on the territory of, or dependent on the administration of the Parties, shall be immune from any disabilities and from any restrictive measures such as censorship, requisition, seizure or confiscation, in time of peace or war, reprisals, prohibition or restriction of

de guerre, représailles, interdictions ou restrictions à l'exportation de l'or ou de devises ou de toute autre mesure analogue.

Article XI.

Les Gouvernements des Puissances créancières ont arrêté le texte d'un contrat de mandat (Trust) relatif à la réception, à la gestion et à la répartition des annuités allemandes, qui figure à l'Annexe VIII.

Lors de la constitution de la Banque des Règlements Internationaux, celle-ci sera invitée à lui donner son adhésion et les mêmes Gouvernements délégueront des représentants ayant les pouvoirs nécessaires pour signer le contrat.

Le Gouvernement Allemand déclare avoir pris connaissance du texte de ce contrat.

Article XII.

Le régime des livraisons en nature sera réglé conformément aux dispositions de l'Annexe IX au présent Accord et de l'Annexe II au Protocole du 31 août 1929.*)

Les modalités d'application de la loi britannique intitulée „German Reparation Recovery Act 1921" ainsi que du prélèvement sur les importations allemandes en France, ont fait l'objet d'accords conclus entre le Gouvernement Allemand et, respectivement, les Gouvernements Britannique et Français, accords dont le texte figure à l'Annexe X.

Article XIII.

Le Gouvernement Allemand confirme tous les privilèges, garanties et gages jusqu'ici créés au bénéfice

export of gold or currency and other similar interferences, restrictions or prohibitions.

Article XI.

The Governments of the Creditor Powers have settled the text of a Trust Agreement, appearing in Annex VIII, for the receipt, management and division of the German annuities.

The Bank for International Settlements upon its establishment will be invited to give its adhesion to the Agreement, and the Governments referred to will appoint Delegates with the powers necessary to sign.

The German Government declares that it has been informed of the text of the Agreement.

Article XII.

The system of deliveries in kind will be governed by the provisions contained in Annex IX hereto and in the second Annex to the Protocol of the 31st August, 1929.*)

The methods of administering the law of Great Britain entitled „The German Reparation (Recovery), Act 1921" and the levy on German imports into France have been settled by Agreements between the German Government on the one hand and the British and French Governments respectively on the other; the text of these Agreements is set out in Annex X.

Article XIII.

The German Government confirms all the priorities, securities and rights hitherto created for the

---

*) V. ci-dessus, p. 80; ci-dessous p. 168.

de l'emprunt extérieur allemand de 1924 et déclare que rien, ni dans le Nouveau Plan, ni du fait de la cessation du Plan Dawes, ne diminue ou ne modifie la nature et l'étendue des obligations ou des engagements par lui antérieurement assumés sous le régime du „General Bond" pour garantir l'emprunt ci-dessus mentionné. Ils subsistent intégralement. Les Gouvernements des autres Puissances signataires confirment également et reconnaissent à nouveau la situation privilégiée du service de l'Emprunt extérieur allemand de 1924 et déclarent, pour autant que cela les concerne, que tous les privilèges, garanties et gages jusqu'ici accordés audit emprunt demeurent intacts, y compris ceux du Protocole de Londres du 30 août 1924. Notamment, et sans infirmer les déclarations générales qui précèdent, les Gouvernements de l'Allemagne et des autres Puissances signataires reconnaissent que le privilège de premier rang stipulé au bénéfice de l'emprunt continue à porter sur tous les paiements devant être ultérieurement effectués par l'Allemagne au titre des réparations et des autres charges du Traité, y compris non seulement la part non différable des annuités allemandes qui doit être payée au compte de Trust des annuités, mais encore la part différable des annuités allemandes qui doit être payée au même compte. Lesdites Puissances reconnaissent, en conséquence, que les sommes normalement requises pour le service de l'emprunt seront prélevées sur lesdites annuités et payées aux Trustees de l'emprunt ou à leur ordre par privilège sur tous autres verse-

benefit of the German External Loan, 1924, and declares that nothing in the New Plan or in consequence of the termination of the Dawes Plan, diminishes or varies the nature and extent of its prior obligations and engagements assumed under the General Bond securing said Loan, all of which are preserved in their integrity. The Governments of the other Signatory Powers similarly confirm and recognise the absolute prior position of the service of the German External Loan, 1924, and declare, in so far as they are concerned, that all the priorities, securities and rights hitherto granted said Loan remain unimpaired including those under the London Protocol dated 30th August, 1924. In particular, but without limiting the foregoing general declarations, the Governments of the German Reich and of the other Signatory Powers recognise that the specific first prior charge for the benefit of the said Loan continues to attach to all payments hereafter to be made by Germany for Reparation or other Treaty costs, including not only the non-postponable portion of the German annuities to be paid into the Annuity Trust Account but also the postponable portion of the German annuities to be paid into the Annuity Trust Account; and the said Powers accordingly agree that the amounts currently required for the service of said Loan shall be paid out of said annuities to, or upon the order of, the Trustees of said Loan in priority to any other disbursements made thereform. The Government of the German Reich further accepts and confirms the provisions

ments en provenant. Le Gouvernement Allemand accepte en outre et confirme les dispositions pour la garantie de l'Emprunt extérieur allemand de 1924 qui sont contenues à l'Annexe XI dont le texte anglais seul est authentique.

Article XIV.

Les Puissances créancières reconnaissent que leur acceptation de l'engagement solennel du Gouvernement Allemand remplace tous gages, contrôles, garanties et privilèges qui peuvent exister à l'heure actuelle sous réserve de ceux dont il est fait mention spéciale à l'Article XIII et aux Annexes VI, VII et XI.

Article XV.

1° Tout différend, soit entre les Gouvernements signataires du présent Accord, soit entre un ou plusieurs d'entre eux et la Banque des Règlements Internationaux au sujet de l'interprétation et de l'application du Nouveau Plan, sera soumis, sous réserve des dispositions spéciales prévues aux Annexes I, V bis, VI bis et IX, pour décision définitive, à un Tribunal arbitral de cinq membres nommés pour 5 ans, dont un qui remplira les fonctions de Président, devra être citoyen des Etats-Unis d'Amérique, dont deux devront être ressortissants d'Etats ayant été neutres pendant la dernière guerre, et dont les deux derniers seront respectivement ressortissants de l'Allemagne et de l'une des Puissances créancières de l'Allemagne.

Pour la première période de cinq ans, à dater de la mise à exécution du Nouveau Plan, ce Tribunal sera composé des cinq Membres qui con-

for the security of the German External Loan, 1924, which are contained in Annex XI, of which the English text is alone authentic.

Article XIV.

The Creditor Powers recognise that their acceptance of the solemn undertaking of the German Government replaces all controls, special securities, pledges or charges existing at the present time, with the exception of those specially mentioned in Article XIII and in Annexes VI, VII and XI.

Article XV.

1. Any dispute, whether between the Governments signatory to the present Agreement or between one or more of those Governments and the Bank for International Settlements, as to the interpretation or application of the New Plan shall, subject to the special provisions of Annexes I, Va, VIa and IX be submitted for final decision to an arbitration tribunal of five members appointed for five years, of whom one, who will be the Chairman, shall be a citizen of the United States of America, two shall be nationals of States which were neutral during the late war; the two other shall be respectively a national of Germany and a national of one of the Powers which are creditors of Germany.

For the first period of five years from the date when the New Plan takes effect this Tribunal shall consist of the five members who at pre-

stituent actuellement le Tribunal arbitral institué par l'Accord de Londres du 30 août 1924.*)

2° Il sera pourvu, soit au renouvellement des Membres du Tribunal à l'expiration de chaque période, soit à toute vacance qui pourrait se produire en cours de période: en ce qui concerne le Membre ayant la nationalité de l'une des Puissances créancières de l'Allemagne, par le Gouvernement Français qui s'entendra préalablement à cet effet avec les Gouvernements Belge, Britannique, Italien, Japonais; en ce qui concerne le Membre ayant la nationalité allemande, par le Gouvernement Allemand, et, en ce qui concerne les trois autres Membres par les six Gouvernements précédemment mentionnés agissant d'un commun accord, ou, faute de cet accord, par le Président en exercice de la Cour Permanente de Justice Internationale.

3° Dans tous les cas où, soit l'Allemagne, soit la Banque sera partie demanderesse ou défenderesse, si le Président du Tribunal estimait, à la requête d'un ou de plusieurs d'entre les Gouvernements créanciers parties au litige, que ce ou ces Gouvernements sont principalement intéressés, il invitera ce ou ces Gouvernements à désigner, d'un commun accord, si plusieurs Gouvernements sont en cause, un Membre qui remplacera dans le Tribunal le Membre nommé par le Gouvernement Français.

Au cas où, lors d'un différend entre deux ou plusieurs Gouvernements créanciers, le Tribunal ne

sent constitute the Arbitration Tribunal established by the Agreement of London of the 30th August, 1924.*)

2. Vacancies on the Tribunal, whether they result from the expiration of the five-yearly periods or occur during the course of any such period, shall be filled, in the case of a member who is a national of one of the Powers which are creditors of Germany, by the French Government, which will first reach an understanding for this purpose with the Belgian, British, Italian and Japanese Governments; in the case of the member of German nationality, by the German Government; and in the cases of the three other members by the six Governments previously mentioned acting in agreement, or in default of their agreement, by the President for the time being of the Permanent Court of International Justice.

3. In any case in which either Germany or the Bank is plaintiff or defendant, if the Chairman of the Tribunal considers, at the request of one or more of the Creditor Governments parties to the proceeedings, that the said Government or Governments are principally concerned, he will invite the said Government or Governments to appoint—and in the case of more Governments than one by agreement—a member, who will take the place on the Tribunal of the member appointed by the French Government.

In any case in which, on the occasion of a dispute between two or more Creditor Governments, there

*) V. **N. R. G.** 3. s. XIII, p. 833.

compterait pas sur le siège un ressortissant d'un ou de plusieurs d'entre ces Gouvernements, ce ou ces Gouvernements auraient le droit de désigner chacun un Membre qui siégera à cette occasion. Le Président, s'il estime que certains de ces Gouvernements ont un intérêt commun au litige, les invitera à désigner un seul Membre; toutes les fois que, par l'effet de cette disposition, le Tribunal sera composé d'un nombre pair de Membres, le Président aura voix prépondérante.

4° Avant toute décision finale et sans préjudice du fond, le Président duTribunal ou, en cas d'empêchement de sa part, dans un cas quelconque, tout autre Membre désigné par lui, pourra, sur requête de la partie la plus diligente, ordonner des mesures conservatoires destinées à garantir les droits des parties.

5° En recourant au Tribunal, les parties peuvent toujours se mettre d'accord pour soumettre leur différend au Président ou à un des Membres choisi comme arbitre unique.

6° Sauf dispositions spéciales prévues au compromis qui ne sauraient en aucun cas porter atteinte au droit d'intervention d'une tierce Partie, la procédure du Tribunal ou celle de l'arbitre unique sera réglée conformément à l'Annexe XII.

Ces règles de procédure s'appliquent également sous la même réserve, à toute instance devant le Tribunal prévue aux Annexes du présent Accord.

is no national of one or more of those Governments among the Members of the Tribunal, that Government or those Governments shall have the right to appoint each a Member who will sit on that occasion. If the Chairman considers that some of the said Governments have a common interest in the dispute, he will invite them to appoint a single member. Whenever, as a result of this provision, the Tribunal is composed of an even number of members, the Chairman shall have a casting vote.

4. Before and without prejudice to a final decision, the Chairman of the Tribunal, or, if he is not available in any case, any other Member appointed by him, shall be entitled, on the request of any Party who makes the application, to make any interlocutory order with a view to preventing any violation of the rights of the Parties.

5. In any proceedings before the Tribunal the Parties shall always be at liberty to agree to submit the point at issue to the Chairman or any one of the Members of the Tribunal chosen as a single arbitrator.

6. Subject to any special provisions which may be made in the Submission—provisions which may not in any event affect the right of intervention of a Third Party—the procedure before the Tribunal or a single arbitrator shall be governed by the rules laid down in Annex XII.

The same rules, subject to the same reservation, shall also apply to any proceedings before this Tribunal for which the Annexes to the present Agreement provide.

7⁰ Faute d'entente sur les termes du compromis, toute partie pourra saisir directement et par simple requête le Tribunal qui statuera, fût-ce par défaut sur toute question dont il sera de la sorte saisi.

8⁰ Le Tribunal et l'arbitre unique sont juges de leur compétence. Toutefois, au cas où, dans un conflit s'élevant entre Gouvernements, la question de la compétence serait soulevée, elle sera, à la demande de l'une des parties, déférée à la Cour Permanente de Justice Internationale.

9⁰ Les présentes dispositions seront dûment acceptées par la Banque en vue du règlement de tout différend pouvant surgir entre elle et un ou plusieurs des Gouvernements signataires en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de ses statuts ou du Nouveau Plan.

Clause Finale.

M. Henri Jaspar, premier Ministre de Belgique, agissant en sa qualité de Président de la Conférence de La Haye de 1930, remettra, immédiatement après la signature, á chacun des Gouvernements signataires, une copie certifiée conforme du présent Accord. (Cette expression couvre ici et chaque fois que le contexte le permet, les annexes jointes.)

Sauf dispositions contraires, les textes français et anglais feront également foi.

Toutefois, s'agissant des Certificats prévus à l'Article VII et des lois allemandes mentionnées à l'Article IX du présent Accord, le texte allemand et, s'agissant de

7. In the absence of an understanding on the terms of Submission, any Party may seize the Tribunal directly by a proceeding ex parte, and the Tribunal may decide, even in default of appearance, any question of which it is thus seized.

8. The Tribunal, or the single arbitrator, may decide the question of their own jurisdiction, provided always that, if the dispute is one between Governments and a question of jurisdiction is raised, it shall, at the request of either Party, be referred to the Permanent Court of International Justice.

9. The present provisions shall be duly accepted by the Bank for the settlement of any dispute which may arise between it and one or more of the signatory Governments as to the interpretation or application of its Statutes or the New Plan.

Final Clause.

M. Henri Jaspar, Prime Minister of Belgium, as Chairman of the Hague Conference of 1930, will deliver to each of the signatory Governments a certified copy of the present Agreement (which expression here, and in all places where the context admits, includes the Annexes hereto) immediately after signature. The French and English texts are both, in the absence of special provision to the contrary, authentic, provided that, for the Certificates mentioned in Article VII and the German Laws mentioned in Article IX of the present Agreement the German text, and for the provisions of Annex XI the English text, alone will be authentic.

l'Annexe XI le texte anglais feront seuls foi.

Le présent Accord sera ratifié et le dépot des ratifications sera fait à Paris auprès du Gouvernement Français.

Les Puissances dont le Gouvernement a son siège hors d'Europe pourront se contenter d'aviser le Gouvernement Français de leur ratification par leur représentant diplomatique à Paris; en pareil cas, ils transmettront le plus tôt possible l'instrument de leur ratification.

Le Nouveau Plan entrera en vigueur et sera considéré comme ayant été mis à exécution à la date à laquelle la Commission des Réparations et le Président de la Kriegslastenkommission auront constaté d'un commun accord: *)

1. La ratification du présent Accord par l'Allemagne et la promulgation des lois allemandes, conformément aux Annexes les concernant.
2. La ratification du même accord par quatre d'entre les Puissances suivantes: la Belgique, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et le Japon.
3. La constitution de la Banque des Règlements Internationaux et son acceptation des engagements la concernant prévus au présent Accord, ainsi que la réception par elle du Certificat de dette du Gouvernement Allemand et du Certificat de la Compagnie des Chemins de

The present Agreement shall be ratified and the deposit of ratifications shall be made at Paris with the French Government.

The Powers of which the seat of government is outside Europe will be entitled merely to inform the French Government through their diplomatic representatives at Paris that their ratification has been given; in that case they must transmit the instrument of ratification as soon as possible.

The New Plan will come into force and will be considered as having been put into execution on the date on which the Reparation Commission and the Chairman of the Kriegslastenkommission have agreed in reporting: *)

(1) The ratification of the present Agreement by Germany and the enactment of the German laws in accordance with the relative Annexes.

(2) The ratification of the present Agreement by four of the following Powers, that is to say, Belgium, Great Britain, France, Italy and Japan.

(3) The constitution of the Bank for International Settlements and the acceptance by the Bank of the undertakings by it for which the present Agreement provides, and also its receipt of the Certificate of the German Government and the Certificate of the

---

*) Cette constatation a eu lieu le 17 mai 1930. V. Reichsgesetzblatt 1930. II, p. 776.

fer allemands tels qu'ils figurent aux Annexes III et IV.

La constatation de la Commission des Réparations devra être décidée par un vote unanime de ladite Commission, telle qu'elle est constituée aux fins du Traité de Versailles, lorsqu'une question relative à l'Allemagne est examinée, le Délégué du Japon prenant néanmoins part aux débats et émettant son vote.

La constatation de la Commission des Réparations et du Président de la Kriegslastenkommission sera notifiée à toutes les Puissances signataires du présent Accord.

Toutefois, la substitution des obligations et des annuités du Nouveau Plan à celles du Plan des Experts du 9 avril 1924 *) prendra date à partir du 1er septembre 1929, compte tenu des prescriptions du Protocole de La Haye du 31 août 1929 **) et de l'Annexe II au présent Accord.

Le présent Accord entrera en vigueur pour chaque Gouvernement, autre que les quatre d'entre ceux nommément désignés ci-dessus qui auront ratifié les premiers, à la date de sa notification ou du dépôt de sa ratification. Cette ratification produira toutefois les mêmes effets que si elle avait précédé la constatation par la Commission des Réparations et le Président de la Kriegslastenkommission.

Le Gouvernement Français remettra à tous les Gouvernements

German Railway Company as provided in Annexes III and IV.

The report of the Reparation Commission shall require an unanimous vote of the members of the Commission as constituted for the purposes of the Treaty of Versailles when a question concerning Germany is under consideration, the Japanese Delegate nevertheless taking part in the discussion and giving his vote.

The report of the Reparation Commission and the Chairman of the Kriegslastenkommission will be notified to all the Powers signatory of the present Agreement.

Provided always that the substitution of the obligations and annuities of the New Plan for those of the Experts' Plan of the 9th April, 1924, *), shall date from the 1st September, 1929, regard being had to the provisions of The Hague Protocol of the 31st August, 1929, **) and of Annex II to the present Agreement.

The present Agreement will come into force for each Government other than the four of those mentioned above by name who first ratify, on the date of notification or deposit of ratification.

Provided always that any such ratification shall have the same effect as if it had taken place before the report of the Reparation Commission and the Chairman of the Kriegslastenkommission.

The French Government will transmit to all the signatory Go-

*) V. N. R. G. 3. s. XIII, p. 781.
**) V. ci-dessus, No. 3, p. 73.

signataires une copie certifiée conforme des procès-verbaux de dépôt des ratifications.

Fait en un seul exemplaire à La Haye, le 20 janvier 1930.

Curtius.	*A. Mosconi.*
Wirth.	*A. Pirelli.*
Schmidt.	*Suvich.*
Moldenhauer.	*M. Adatci.*
Henri Jaspar.	*K. Hirota.*
Paul Hymans.	*J. Mrozowski.*
E. Francqui.	*R. Ulrich.*
Philip Snowden.	*Tomaz Fernandes.*
Peter Larkin.	*G. G. Mironesco.*
Granville Ryrie.	*N. Titulesco.*
E. Toms.	*J. Lugosiano.*
Philip Snowden.	*Al. Zeuceano.*
Henri Chéron.	*Dr. Eduard Benes.*
Loucheur.	*Stefan Osusky.*
N. Politis.	*Dr. V. Marinkovitch*
J. G. Politis.	*Const. Fotitch.*

vernments a certified copy of the procès-verbaux of the deposit.

Done in a single copy at The Hague, the 20th day of January, 1930.

Curtius.	*A. Mosconi.*
Wirth.	*A. Pirelli.*
Schmidt.	*Suvich.*
Moldenhauer.	*M. Adatci.*
Henri Jaspar.	*K. Hirota.*
Paul Hymans.	*J. Mrozowski.*
E. Francqui.	*R. Ulrich.*
Philip Snowden.	*Tomaz Fernandes.*
Peter Larkin.	*G. G. Mironesco.*
Granville Ryrie	*N. Titulesco.*
E. Toms.	*J. Lugosiano.*
Philip Snowden.	*Al. Zeuceano.*
Henri Chéron.	*Dr. Eduard Benes.*
Loucheur.	*Stefan Osusky.*
J. G. Politis.	*Dr. V. Marinkovitch*
N. Politis.	*Const. Fotitch.*

Liste des Annexes.

Annexe I. Echange de déclarations entre les Représentants des Gouvernements Belge, Britannique, Français, Italien et Japonais, d'une part, et du Gouvernement Allemand, d'autre part.

Annexe II. Mesures de transition.

Annexe III. Certificat de dette du Reich Allemand.

Annexe IV. Certificat de la Compagnie des Chemins de fer allemands.

Annexe V. Dispositions à insérer ou à maintenir dans la loi allemande sur la Banque.

Annexe V bis. Procédure pour la modification de certains articles de la loi allemande sur la Banque.

List of Annexes.

Annex I. Exchange of declarations between the representatives of the Belgian, British, French, Italian and Japanese Governments on the one hand and of the German Government on the other.

Annex II. Measures of Transition.

Annex III. Debt Certificate of the German Reich.

Annex IV. Certificate of the German Railway Company.

Annex V. Provisions to be inserted or maintained in the German Bank Law.

Annex Va. Procedure for the modification of certain provisions of the German Bank Law.

Annexe VI. Loi relative à la modification de la loi concernant la „Deutsche Reichsbahngesellschaft“.	Annex VI. Law for the amendment of the Law of the Deutsche Reichsbahn-Gesellschaft.
Annexe VI bis. Procédure pour la modification de la loi concernant la „Deutsche Reichsbahngesellschaft“.	Annex VIa. Procedure for the amendment of the Law on the Deutsche Reichsbahn-Gesellschaft.
Annexe VII. Affectation à titre de garantie collatérale de certaines recettes du Reich.	Annex VII. Assignment by way of „collateral guarantee“ of certain revenues of the German Reich.
Annexe VIII. Contrat de mandat. (Trust.)	Annex VIII. Trust Agreement.
Annexe IX. Règlement pour les Prestations en nature.	Annex IX. Rules for Deliveries in Kind.
Annexe X. Accords entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne et l'Allemagne et la France concernant le „German Reparation Recovery Act“ et la législation française correspondante.	Annex X. Agreements between Germany and Great Britain and between Germany and France as to the „German Reparation (Recovery) Act“ and corresponding French legislation.
Annexe XI. Garanties accordées à l'emprunt extérieur allemand 1924.	Annex XI. Securities for the German External Loan.
Annexe XII. Règlement de procédure du Tribunal arbitral.	Annex XII. Rules of Procedure of the Arbitral Tribunal.

Annexe I.

Echange de déclarations entre les représentants des Gouvernements Belge, Britannique, Français, Italien et Japonais, d'une part, et du Gouvernement Allemand, d'autre part.

I.

Les représentants des Gouvernements Belge, Anglais, Français, Italien et Japonais déclarent ce qui suit:

Le Nouveau Plan repose sur le principe que le règlement complet et définitif de la question des Réparations est d'un intérêt commun pour tous les pays qu'elle concerne, et que ce Plan exige la collaboration de tous ces pays. Sans bonne volonté et confiance mutuelles, le but du Plan ne serait pas atteint.

C'est dans ce sens que les Gouvernements créanciers ont, dans l'Accord de la Haye de janvier, 1930, accepté l'engagement solennel du Gouvernement Allemand de payer les annuités établies conformément aux dispositions du Nouveau Plan comme garantie de l'exécution de ses obligations.

Ils sont convaincus que, dans le cas même ou l'exécution du Nouveau Plan provoquerait des divergences d'opinion ou des difficultés, les procédures prévues par le Plan lui-même suffiraient à les résoudre.

C'est pourquoi l'Accord de la Haye de janvier, 1930, dispose que, sous le régime du Nouveau Plan, les pouvoirs des Puissances créancières se détermineront d'après les dispositions dudit Plan.

Il reste cependant une hypothèse en dehors du cadre des Accords signés aujourd'hui. Les Gouvernements créanciers sont forcés de la considérer, sans par la vouloir mettre en doute les intentions du Gouvernement Allemand. Ils estiment indispensable de tenir compte de la possibilité que, dans l'avenir, un Gouvernement Allemand se laisse aller, manquant à l'obligation solennelle contenue dans l'Accord de la Haye de janvier, 1930, à des actes faisant apparaître sa volonté de détruire le Nouveau Plan.

Les Gouvernements créanciers ont le devoir de déclarer au Gouvernement Allemand que, si un tel cas se produisait, compromettant dans ses fondements l'œuvre poursuivie en commun, une situation nouvelle serait créée en vue de laquelle lesdits Gouvernements créanciers doivent, dès maintenant, faire toutes réserves que de droit.

Cependant, même dans cette hypothèse extrême, les Gouvernements créanciers, dans l'intérêt de la paix générale, sont disposés, avant d'entreprendre aucune action, à faire appel, pour la constatation et l'appréciation des faits, à une juridiction internationale d'une autorité incontestée. La ou les Puissances créancières qui s'estimeraient intéressées soumettraient donc à la Cour permanente de Justice Internationale la question de savoir si le Gouvernement Allemand a commis des actes faisant apparaître sa volonté de détruire le Nouveau Plan.

L'Allemagne déclarerait dès maintenant que, dans le cas de décision affirmative de la Cour, elle tient pour légitime que, en vue d'assurer l'exécution des obligations de la Puissance débitrice telles qu'elles résultent du Nouveau Plan, la ou les Puissances créancières recouvrent leur pleine liberté d'action.

Les Gouvernements créanciers sont convaincus que jamais ne se produira l'hypothèse en question. Ils sont assurés que le Gouvernement Allemand partage cette conviction. Mais ils estiment que c'est pour eux une obligation de loyauté et un devoir envers leurs Pays respectifs de formuler, pour le cas où cette hypothèse se présenterait, la déclaration qui précède.

II.

Les représentants du Gouvernement Allemand, de leur côté, déclarent ce qui suit:

Le Gouvernement Allemand prend acte de la déclaration qui précède des Gouvernements créanciers, aux termes de laquelle, dans le cas même où se produiraient, à propos de l'exécution du Nouveau Plan, des divergences de vues ou des difficultés, les procédures prévues dans le Plan suffiraient à les résoudre.

Il prend acté, en conséquence, de ce que, sous le régime du Nouveau Plan, les pouvoirs des Puissances créancières se détermineront d'après les dispositions dudit Plan.

En ce qui concerne la seconde partie de ladite déclaration et l'hypothèse qui y est formulée, le Gouvernement Allemand regrette que soit envisagée une telle éventualité qu'il tient quant à lui pour impossible.

Toutefois, si une ou plusieurs Puissances créancières saisissent la Cour Permanente de Justice Internationale de la question de savoir si des actes émanant du Gouvernement Allemand font apparaître une volonté de détruire le Nouveau Plan, le Gouvernement Allemand est d'accord avec les Gouvernements créanciers pour accepter que la Cour Permanente statue et déclare tenir pour légitime, dans le cas de décision affirmative de la Cour, que, en vue d'assurer l'exécution des obligations financières de la Puissance débitrice telles qu'elles résultent du Nouveau Plan, la ou les Puissances créancières recouvrent leur pleine liberté d'action.

Les textes français, anglais et allemand de la présente annexe feront également foi.

Curtius.	*Paul Hymans.*	*A. Mosconi.*
Wirth.	*E. Francqui.*	*A. Pirelli.*
Schmidt.	*Philip Snowden.*	*Suvich.*
Moldenhauer.	*Henri Chéron*	*Adatci.*
Henri Jaspar.	*Loucheur.*	*K. Hirota.*

Annex I.

Exchange of Declarations between the Belgian, British, French, Italian and Japanese Governments on the one hand and the German Government on the other.

The representatives of the Belgian, British, French, Italian and Japanese Governments make the following declaration:

The New Plan rests on the principle that the complete and final settlement of the reparation question is of common interest to all the countries which this question concerns and that the Plan requires the collaboration of all these countries. Without mutual good will and confidence the object of the Plan would not be attained.

It is in this sense that the Creditor Governments have, in The Hague Agreement of January 1930, accepted the solemn undertaking of the German Government to pay the annuities fiexed in accordance with the provisions of the New Plan as the guarantee for the fulfilment of the German Government's obligations. The Creditor Governments are convinced that, even if the execution of the New Plan should give rise to differences of opinion or difficulties, the procedures provided for by the Plan itself would be sufficient to resolve them.

It is for this reason that The Hague Agreement of January 1930 provides that, under the régime of the New Plan, the powers of the Creditor Powers shall be determined by the provisions of the Plan.

There remains, however, a hypothesis outside the scope of the Agreements signed to-day. The Creditor Governments are forced to consider it without thereby wishing to cast doubt on the intentions of the German Government. They regard it as indispensable to take account of the possibility that in the future a German Government, in violation of the solemn obligation contained in The Hague Agreement of January 1930, might commit itself to actions revealing its determination to destroy the New Plan.

It is the duty of the Creditor Governments to declare to the German Government that if such a case arose, imperilling the foundations of their common work, a new situation would be created in regard to which the Creditor Governments must, from the outset, formulate all the reservations to which they are rightfully entitled.

However, even on this extreme hypothesis, the Creditor Governments, in the interests of general peace, are prepared, before taking any action, to appeal to an international jurisdiction of incontestable authority to established and appreciate the facts. The Creditor Power or Powers which might regard themselves as concerned, would therefore submit to the Permanent Court of International Justice the question whether the German Government had committed acts revealing its determination to destroy the New Plan.

Germany should forthwith declare that, in the event of an affirmative decision by the Court, she acknowledges that it is legitimate that, in order to ensure the fulfilment of the obligations of the Debtor Power resulting from the New Plan, the Creditor Power or Powers should resume their full liberty of action.

The Creditor Governments are convinced that such a hypothetical situation will never in fact arise and they feel assured that the German Government shares this conviction. But they consider that they are bound in loyalty and by their duty to their respective countries to make the above declaration in case this hypothetical situation should arise.

The representatives of the German Government, on their side, make the following declaration:

The German Government takes note of the above declaration of the Creditor Governments whereby, even if the execution of the New Plan should give rise to differences of opinion or difficulties in regard to the fulfilment of the New Plan, the procedures provided for in the Plan would be sufficient to resolve them.

The German Government take note accordingly that under the régime of the New Plan the powers of the Creditor Powers will be determined in accordance with the provisions of the Plan.

As regards the second part of the declaration and the hypothesis formulated in this declaration, the German Government regrets that such

an eventuality, which for its part it regards as impossible, should be contemplated.

Nevertheless, if one or more of the Creditor Powers refer to the Permanent Court of International Justice the question whether acts originating with the German Government reveal its determination to destroy the New Plan, the German Government, in agreement with the Creditor Governments, accepts the proposal that the Permanent Court should decide the question, and declares that it acknowledges that it is legitimate, in the event of an affirmative decision by the Court, that, in order to ensure the fulfilment of the financial obligations of the Debtor Power resulting from the New Plan, the Creditor Power or Powers should resume their full liberty of action.

The French, German and English texts of the present Annex are equally authoritative.

Curtius.	*Paul Hymans.*	*A. Mosconi.*
Wirth.	*E. Francqui.*	*A. Pirelli.*
Schmidt.	*Philip Snowden.*	*Suvich.*
Moldenhauer.	*Henri Chéron.*	*Adatci.*
Henri Jaspar.	*Loucheur.*	*K. Hirota.*

Anlage I.

Austausch von Erklärungen zwischen den Vertretern der Belgischen, Britischen, Französischen, Italienischen und Japanischen Regierung einerseits und den Vertretern der Deutschen Regierung andererseits.

I.

Die Vertreter der Belgischen, Englischen, Französischen, Italienischen und Japanischen Regierung geben folgende Erklärung ab:

Der Neue Plan beruht auf dem Grundgedanken, dass die vollständige und endgültige Lösung der Reparationsfrage im gemeinsamen Interesse aller beteiligten Länder liegt, und dass er die Zusammenarbeit aller dieser Länder erfordert. Ohne guten Willen und Vertrauen von beiden Seiten würde das Ziel des Planes nicht erreicht werden.

In diesem Sinne haben die Gläubigerregierungen im Haager Abkommen vom Januar 1930 die feierliche Verpflichtung der Deutschen Regierung, die festgesetzten Annuitäten gemäss den Bestimmungen des Neuen Planes zu zahlen, als die Garantie für die Ausführung ihrer Verbindlichkeiten angenommen. Sie sind der Überzeugung, dass selbst in dem Falle, in dem die Ausführung des Neuen Planes Meinungsverschiedenheiten oder Schwierigkeiten hervorrufen sollten, die in dem Plane selbst vorgesehenen Verfahrensarten ausreichen, um sie zu beseitigen.

Aus diesem Grunde sieht das Haager Abkommen vom Januar 1930 vor, dass unter dem Regime des Neuen Planes die Befugnisse der Gläubigermächte sich nach den Bestimmungen dieses Planes begrenzen.

Es bleibt indes ein Fall übrig, der ausserhalb des Rahmens der heute unterzeichneten Vereinbarungen steht. Die Gläubigerregierungen sind gezwungen, ihn zu erwägen, ohne dass sie damit die Absichten der Deutschen Regierung in Zweifel ziehen wollen. Sie halten es für unerlässlich, die Möglichkeit zu bedenken, dass in Zukunft eine Deutsche Regierung sich entgegen der im Haager Abkommen vom Januar 1930 enthaltenen feierlichen Verpflichtung zu Handlungen herbeilassen könnte, die ihren Willen beweisen, den Neuen Plan zu zerreissen.

Die Gläubigerregierungen haben die Pflicht, der Deutschen Regierung zu erklären, dass, wenn ein solcher Fall einträte, der das gemeinsam verfolgte Werk von Grund aus erschüttern würde, eine Lage geschaffen wäre, der gegenüber die Gläubigerregierungen schon jetzt alle Rechtsvorbehalte machen müssen.

Aber selbst in diesem äussersten Falle sind die Gläubigerregierungen im Interesse des allgemeinen Friedens gewillt, bevor sie irgendeinen Schritt tun, zum Zwecke der Feststellung und Würdigung der Tatsachen eine internationale Instanz anzurufen, deren Autorität unbestritten ist. Die Gläubigerregierung oder die Gläubigerregierungen, die sich für beteiligt halten, würden dementsprechend den Ständigen Internationalen Gerichtshof im Haag mit der Frage befassen, ob die Deutsche Regierung Handlungen vollzogen hat, die ihren Willen beweisen, den Neuen Plan zu zerreissen.

Deutschland würde schon jetzt erklären, dass es im Falle einer bejahenden Entscheidung des Gerichtshofs es als berechtigt ansieht, dass die Gläubigerregierung oder die Gläubigerregierungen ihre volle Handlungsfreiheit wiedergewinnen, um die Ausführung der sich aus dem Neuen Plan ergebenden Verbindlichkeiten des Schuldnerlandes sicherzustellen.

Die Gläubigermächte sind überzeugt, dass der in Frage stehende Fall niemals eintreten wird. Sie sind sicher, dass die Deutsche Regierung diese Überzeugung teilt. Aber sie glauben, dass es für sie ein Gebot der Loyalität und eine Pflicht gegenüber ihren Ländern ist, die vorstehende Erklärung für den Fall abzugeben, dass jene Möglichkeit sich doch verwirklichen sollte.

II.

Die Vertreter der Deutschen Regierung geben ihrerseits folgende Erklärung ab:

Die Deutsche Regierung nimmt Akt von der vorstehenden Erklärung der Gläubigerregierungen, wonach selbst in dem Falle, wo bei der Ausführung des Neuen Planes Meinungsverschiedenheiten oder Schwierigkeiten hervortreten sollten, die im Plane vorgesehenen Verfahrensarten ausreichen, um sie zu beseitigen.

Sie nimmt demzufolge Akt davon, dass unter dem Regime des Neuen Planes die Befugnisse der Gläubigermächte sich nach den Bestimmungen dieses Planes begrenzen.

Was den zweiten Teil der genannten Erklärung und die darin erwähnte Möglichkeit anlangt, so bedauert die Deutsche Regierung, dass eine solche Eventualität in Betracht gezogen wird, die die Deutsche Regierung ihrerseits für unmöglich hält.

Wenn indes eine Gläubigerregierung oder mehrere Gläubigerregierungen den Ständigen Internationalen Gerichtshof mit der Frage befassen, ob Handlungen der Deutschen Regierung ihren Willen beweisen, den Neuen Plan zu zerreissen, ist die Deutsche Regierung mit den Gläubigerregierungen einverstanden, dass der Ständige Gerichtshof darüber befindet; sie erklärt, dass sie es im Falle einer bejahenden Entscheidung des Gerichtshofes als berechtigt ansieht, daß die Gläubigerregierung oder die Gläubigerregierungen ihre volle Handlungsfreiheit wiedergewinnen, um die Ausführung der sich aus dem Neuen Plan ergebenden finanziellen Verbindlichkeiten des Schuldnerlandes sicherzustellen.

Der deutsche, französische und englische Wortlaut dieser Anlage haben gleiche Beweiskraft.

Curtius.	*Paul Hymans.*	*A. Mosconi.*
Wirth.	*E. Francqui.*	*A. Pirelli.*
Schmidt.	*Philip Snowden.*	*Suvich.*
Moldenhauer.	*Henri Chéron.*	*Adatci.*
Henri Jaspar.	*Loucheur.*	*K. Hirota.*

Annexe II.

Mesures de Transition.

1. Le transfert à la Banque des Règlements Internationaux des documents de la Commission des Réparations et des organismes constitués par le Plan Dawes ne s'opérera que dans la mesure qui sera jugée par le Comité spécial restreint (dont il est question à l'Annexe V, § 166, du Rapport des Experts du 7 juin 1929) strictement nécessaire à l'exercice des fonctions de la Banque des Règlements Internationaux.

2. (I.) L'obligation antérieure de l'Allemagne étant complètement remplacée par l'obligation prévue dans le Nouveau Plan sauf en ce qui concerne l'emprunt extérieur allemand 1924, les obligations A.B.C. de l'Allemagne, les obligations de la

Annex II.

Measures of Transition.

1. The transfer to the Bank for International Settlements of the documents belonging to the Reparation Commission and the Organisations of the Dawes Plan, will take place in so far only as may be deemed by the small Special Committee referred to in Annex V of the Experts' Report of the 7th June, 1929, (§ 166) to be strictly necessary for the exercise of the functions of the Bank for International Settlements.

2. (I.) Germany's previous obligation, except in respect of the German External Loan 1924, being entirely replaced by the obligation laid down in the New Plan, the German A, B and C bonds, the bonds of the Deutsche Reichsbahn-

Deutsche Reichsbahn-Gesellschaft, et les obligations industrielles allemandes ainsi que celles de la Bank für Deutsche Industrie-Obligationen, sont définitivement annullées et seront détruites.

(II.) Les créances de l'Allemagne vis-à-vis de l'Autriche, de la Hongrie et de la Bulgarie visées à l'Article 261 du Traité de Versailles,*) et les dettes de l'Allemagne visées aux l'Article 213 du Traité de Saint-Germain,**) 196 du Traité de Trianon***) et 145 du Traité de Neuilly,†) sont définitivement annulées et les titres et documents y afférents seront détruits.

(III.) Les mesures de destruction ci-dessus viseés sont du ressort du Comité spécial restreint.

3. (I.) Dès que le Nouveau Plan aura été mis à exécution, les comptes de la période de transition visée à l'Annexe III (Article 1 (1) et (2)) du Protocole de La Heye du 31 août 1929 seront clos. Les sommes que l'Allemagne aura effectivement payées pendant cette période en excédent des montants qui étaient dus par elle pendant la même période, soit au titre de la cinquième annuité du Plan Dawes, soit en application du Nouveau Plan et des dispositions du § II de l'Annexe III et du § I de l'Annexe IV au Protocole de La Haye, lui seront remboursées.

(II.) Pour toute la durée pendant laquelle l'Agent Général des Paiements aura disposé d'un tel excédent, des intérêts seront cré-

Gesellschaft, the German Industrial bonds and the bonds of the Bank für Deutsche Industrie-Obligationen are finally cancelled and shall be destroyed.

(II.) The claims of Germany against Austria, Hungary and Bulgaria referred to in Article 261 of the Treaty of Versailles*) and the debts of Germany referred to in Articles 213 of the Treaty of St. Germain,**) 196 of the Treaty of Trianon***) and 145 of the Treaty of Neuilly†) are finally cancelled and the securities and documents relating thereto shall be destroyed.

(III.) The measures to be taken for the destruction of the instruments above-mentioned will be settled by the small Special Committee.

3. (I.) As soon as the New Plan has been put into force the accounts of the transitional period referred to in Annex III, Article I (1) and (2) to The Hague Protocol of the 31st August, 1929, will be closed. Sums in fact paid by Germany during that period in excess of the amounts due by her during the same period, whether under the fifth annuity of the Dawes Plan or under the New Plan, and the provisions of § II of Annex III and § I of Annex IV of The Hague Protocol, will be reimbursed to Germany.

(II.) For the whole of the period during which the Agent-General for Reparation Payments has had such a surplus at his disposal, in-

*) V. **N. R. G.** 3. s. XI, p. 526.
**) V. ibid. p. 770.
***) V. **N. R. G.** 3. s. XII, p. 497.
†) V. ibid. p. 364.

dités à l'Allemagne dans la mesure où l'Agent Général des Paiements aura encaissé des intérêts par le placement en Reichsmarks de disponibilités à concurrence dudit excédent; des intérêts seront débités à l'Allemagne dans la mesure où et pour la durée pendant laquelle les paiements effectués par elle ont été inférieurs à ceux qu'elle aurait effectués si le Nouveau Plan avait été mis en vigueur le 1er septembre 1929, compte tenu des sommes visées aux deux alinéas suivants; ces intérêts seront calculés à un taux égal à celui de l'intérêt moyen produit par l'excédent total à rembourser à l'Allemagne.

(III.) La somme de 6 millions de Reichsmarks visée au § 2 de l'Annexe III au Protocole de La Haye est réputée due par l'Allemagne au jour auquel l'Agent Général des Paiements a reçu de l'Allemagne des versements suffisants en sus des montants dus en application du Nouveau Plan, pour couvrir ladite somme.

(IV.) La somme de 30 millions de Reichsmarks visée au § 1 de l'Annexe IV au Protocole de La Haye est réputée due par l'Allemagne aux échéances suivantes:

5 millions Reichsmarks le 20 septembre 1929
5 millions Reichsmarks le 20 octobre 1929
5 millions Reichsmarks le 20 novembre 1929
5 millions Reichsmarks le 20 décembre 1929
le solde: 10 millions Reichsmarks le 31 décembre.

(V.) Le solde du compte d'intérêts ci-dessus décrit sera effec-

terest will be credited to Germany in so far as the Agent-General has received interest by the investment in Reichsmarks of the sums at his disposal up to the amount of that surplus; interest will be debited to Germany in so far as, and for the period during which, the payments made by her have been less than those which she would have made if the New Plan had been put into force on the 1st September, 1929, regard being had to the sums referred to in the two following paragraphs; this interest will be calculated at a rate equal to that of the average interest produced by the total surplus to be reimbursed to Germany.

(III.) The sum of six million Reichsmarks referred to in § 2 of Annex III to The Hague Protocol is to be deemed due by Germany on the day on which the Agent-General for Reparation Payments received from Germany payments in excess of the amounts due under the New Plan sufficient to cover that sum.

(IV.) The sum of thirty million Reichsmarks referred to in § 1 of Annex IV to The Hague Protocol is to be deemed due by Germany as follows:

5 million ℛℳ on 20th September, 1929,
5 million ℛℳ on 20th October, 1929,
5 million ℛℳ on 20th November, 1929,
5 million ℛℳ on 20th December, 1929,
the balance (10 million ℛℳ) on the 31st December, 1929.

(V.) The balance of the above interest account will be settled

tivement réglé en même temps que le remboursement en principal à faire à l'Allemagne, suivant l'arrêté de comptes global qui sera approuvé par le Comité spécial restreint.

(VI.) Ce règlement de compte ne porte pas préjudice au droit du Gouvernement Allemand de récupérer les économies qui auraient été réalisées sur le montant de 6 millions de Reichsmarks visé à l'alinéa (III) ci-dessus par la Commission des Reparations et par les organismes du Plan Dawes dont les frais ont été couverts jusqu'à présent par les annuités Dawes. La somme éventuellement économisée sera notifiée et versée au Gouvernement Allemand dès que la Commission des Réparations sera en mesure de le faire.

when the principal sum due to Germany is reimbursed in accordance with the complete settlement of accounts to be approved by the Small Special Committee.

(VI.) This settlement of accounts is without prejudice to the right of the German Government to recover any savings made on the amount of six million Reichsmarks referred to in paragraph (III) above by the Reparation Commission and the Organisations of the Dawes Plan whose expenses have hitherto been covered by the Dawes Annuities. The amount of these economies, if any, will be notified and paid to the German Government as soon as the Reparation Commission is in a position to do so.

Annexe III.*)

Schuldbescheinigung des Deutschen Reiches.

I.

Die Deutsche Regierung übernimmt mit der gegenwärtigen Schuldbescheinigung die feierliche Verpflichtung, nach Massgabe der Vorschriften des Neuen Planes im Sinne des Artikels I des Haager Abkommens vom Januar 1930, zu Händen der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich, als Treuhänderin der Gläubigermächte unter Ausschluss jedes anderen Treuhänders und jeder unmittelbaren Zahlung an einzelne Gläubiger, entsprechend den folgenden Bestimmungen die in der nachstehenden Übersicht aufgeführten Annuitäten und daneben die für den Dienst der deutschen äusseren Anleihe von 1924, wie er im General Bond von Oktober 1924 vorgesehen ist, erforderlichen Beträge zu zahlen. Die aus dieser Übersicht ersichtlichen Annuitäten sind in gleichen monatlichen Teilbeträgen am fünfzehnten jedes Monats, und, wenn dieser nicht auf einen Werktag fällt, am folgenden Werktag zu zahlen.

---

*) Nous n'imprimons que le texte allemand qui fait seul foi (v. la Clause finale de l'Accord, ci-dessus).

							Millionen Reichsmark
1.	September	1929	bis	31.	März	1930 . . .	676,9
1.	April	1930	„	31.	„	1931 . . .	1 641,6
1.	„	1931	„	31.	„	1932 . . .	1 618,9
1.	„	1932	„	31.	„	1933 . . .	1 672,1
1.	„	1933	„	31.	„	1934 . . .	1 744,9
1.	„	1934	„	31.	„	1935 . . .	1 807,5
1.	„	1935	„	31.	„	1936 . . .	1 833,5
1.	„	1936	„	31.	„	1937 . . .	1 880,3
1.	„	1937	„	31.	„	1938 . . .	1 919,8
1.	„	1938	„	31.	„	1939 . . .	1 938,1
1.	„	1939	„	31.	„	1940 . . .	1 983,4
1.	„	1940	„	31.	„	1941 . . .	2 096,1
1.	„	1941	„	31.	„	1942 . . .	2 114,6
1.	„	1942	„	31.	„	1943 . . .	2 131,9
1.	„	1943	„	31.	„	1944 . . .	2 128,2
1.	„	1944	„	31.	„	1945 . . .	2 141,4
1.	„	1945	„	31.	„	1946 . . .	2 137,7
1.	„	1946	„	31.	„	1947 . . .	2 133,4
1.	„	1947	„	31.	„	1948 . . .	2 149,1
1.	„	1948	„	31.	„	1949 . . .	2 143,9
1.	„	1949	„	31.	„	1950 . . .	2 240,7
1.	„	1950	„	31.	„	1951 . . .	2 283,1
1.	„	1951	„	31.	„	1952 . . .	2 267,1
1.	„	1952	„	31.	„	1953 . . .	2 270,1
1.	„	1953	„	31.	„	1954 . . .	2 277,2
1.	„	1954	„	31.	„	1955 . . .	2 288,5
1.	„	1955	„	31.	„	1956 . . .	2 283,7
1.	„	1956	„	31.	„	1957 . . .	2 278,1
1.	„	1957	„	31.	„	1958 . . .	2 285,7
1.	„	1958	„	31.	„	1959 . . .	2 317,7
1.	„	1959	„	31.	„	1960 . . .	2 294,5
1.	„	1960	„	31.	„	1961 . . .	2 304,4
1.	„	1961	„	31.	„	1962 . . .	2 322,2
1.	„	1962	„	31.	„	1963 . . .	2 314,1
1.	„	1963	„	31.	„	1964 . . .	2 326,5
1.	„	1964	„	31.	„	1965 . . .	2 326,0
1.	„	1965	„	31.	„	1966 . . .	2 352,7
1.	„	1966	„	31.	„	1967 . . .	1 566,9
1.	„	1967	„	31.	„	1968 . . .	1 566,1
1.	„	1968	„	31.	„	1969 . . .	1 575,9
1.	„	1969	„	31.	„	1970 . . .	1 589,2
1.	„	1970	„	31.	„	1971 . . .	1 602,9
1.	„	1971	„	31.	„	1972 . . .	1 613,1
1.	„	1972	„	31.	„	1973 . . .	1 621,5

							Millionen Reichsmark
1.	April	1973	bis	31.	März	1974	. . . 1624,9
1.	„	1974	„	31.	„	1975	. . . 1627,6
1.	„	1975	„	31.	„	1976	. . . 1634,2
1.	„	1976	„	31.	„	1977	. . . 1637,9
1.	„	1977	„	31.	„	1978	. . . 1644,6
1.	„	1978	„	31.	„	1979	. . . 1654,7
1.	„	1979	„	31.	„	1980	. . . 1659,6
1.	„	1980	„	31.	„	1981	. . . 1670,5
1.	„	1981	„	31.	„	1982	. . . 1687,6
1.	„	1982	„	31.	„	1983	. . . 1691,8
1.	„	1983	„	31.	„	1984	. . . 1703,3
1.	„	1984	„	31.	„	1985	. . . 1683,5
1.	„	1985	„	31.	„	1986	. . . 925,1
1.	„	1986	„	31.	„	1987	. . . 931,4
1.	„	1987	„	31.	„	1988	. . . 897,8

Der Dienst der deutschen äusseren Anleihe von 1924 bildet einen Teil der Annuitäten, die bis zur vollen Tilgung dieser Anleihe während der entsprechenden Annuitätenjahre zu zahlen sind. Bei der Feststellung des Gesamtbetrages jeder einzelnen Annuität ist der in jedem Annuitätenjahre für den Dienst der Anleihe nach den Angaben der Treuhänder der Anleihe erforderliche Betrag zu den in der vorstehenden Übersicht angeführten Beträgen hinzuzurechnen. Die für den Anleihedienst jährlich zu zahlenden Beträge werden als Zahlungen für Rechnung des nicht aufschiebbaren Teiles der entsprechenden Annuitäten angesehen und nach Empfang auf das Konto der Treuhänder für die deutsche äussere Anleihe überwiesen.

II.

1. Die monatlichen Zahlungen des Reichs sind, ausgenommen während eines Transferaufschubs für den aufschiebbaren Teil der Annuität, in anderen Währungen als Reichsmark zu leisten.

2. Zum Zwecke der Ausführung der Sachlieferungsprogramme, der Verfahren der „Reparation Recovery Acts“ und der Zahlung von Verwaltungskosten innerhalb Deutschlands kann indessen die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich einen entsprechenden Teil der Zahlungen in Reichsmark anfordern.

3. Die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich kann der Deutschen Regierung und der Reichsbank gleichzeitig wenigstens einen Monat vor der Fälligkeit der geschuldeten Beträge ihre Wünsche mitteilen, in welchen Währungen die Zahlungen gemacht werden sollen. Wenn diesen Wünschen nicht Rechnung getragen wird, kann die Deutsche Regierung diejenigen Teile der deutschen Annuitäten, die sich nicht auf den Dienst der deutschen äusseren Anleihe von 1924 beziehen, in den Währungen der Gläubigerländer zahlen, von denen Angehörige Mit-

glieder des Sachverständigenausschusses von 1929 waren, und zwar soweit als möglich entsprechend dem Verhältnis der Anteile dieser Länder, wobei jedoch Zahlungen in anderen Währungen als Reichsmark, die nicht auf einer Gold- oder Golddevisenbasis beruhen, nur mit Zustimmung der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich gemacht werden sollen.

4. Die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich wird der Deutschen Regierung den Empfang aller Beträge, die sie auf Grund dieser Schuldbescheinigung zahlt oder zahlen läßt, bestätigen. Die Quittung wird die empfangenen Währungen angeben; der Deutschen Regierung wird jedoch der Gegenwert dieser Währungen in Reichsmark gutgeschrieben.

Während der normalen Durchführung des Neuen Planes stellt die Quittung, die für die von der Deutschen Regierung oder für sie auf das Konto der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich zur Ausführung des Neuen Planes geleisteten Zahlungen Gutschrift in Reichsmark gibt, eine vollständige und ausreichende Entlastung von den Verpflichtungen der Deutschen Regierung hinsichtlich dieser Zahlungen dar.

Wenn der Transferaufschub ganz oder teilweise wirksam ist, stellt die Quittung, die Gutschrift in Reichsmark gibt, eine vollständige und ausreichende Entlastung von den Verpflichtungen der Deutschen Regierung bezüglich aller Zahlungen auf das Treuhänder-Annuitätenkonto in anderen Währungen als Reichsmark und bezüglich solcher Reichsmarkzahlungen dar, die nach Meinung der Bank als laufende Mittel für die Sachleistungen verwendet werden. Bezüglich des Restes hat die Quittung lediglich die Bedeutung eines zeitweiligen Anerkenntnisses.

5. Die Deutsche Regierung übernimmt die Verpflichtung, dass die Reichsmark gemäss Artikel 31 des Bankgesetzes vom 30. August 1924 in Gold oder Devisen einlösbar ist und bleibt, und dass die Reichsmark unter allen Umständen für die allgemeinen Zwecke des Neuen Planes eine Münzparität von $^{1}/_{2790}$ kg Feingold, wie es im Münzgesetz vom 30. August 1924 vorgeschrieben ist, haben und behalten soll.

Beträge, die auf das Treuhänder-Annuitätenkonto in anderen Währungen als Reichsmark eingezahlt werden, werden unbeschadet der Bestimmungen des vorhergehenden Absatzes in Reichsmark zu dem durchschnittlichen Mittelkurs der Berliner Börse während der letzten 15 Tage vor dem Zahlungstage berechnet.

III.

1. Dieser Schuldbescheinigung sind Kupons angehängt, von denen jeder den Gesamtbetrag einer Annuitätenzahlung, nach Abzug der für den Dienst der deutschen äusseren Anleihe von 1924 erforderlichen Beträge, darstellt. Jeder Kupon ist in zwei Abschnitte geteilt. Der Abschnitt A stellt den mobilisierbaren und nicht aufschiebbaren, der Abschnitt B den aufschiebbaren Teil jeder Annuität dar. Abgesehen von

dem unten vorgesehenen Aufschubrecht geniesst jeder Abschnitt des Annuitätenkupons durchgängig die gleichen Rechte.

2. Die Bank soll die Zahlungen, die sie für die mobilisierten oder mobilisierbaren Abschnitte der Annuitätenkupons erhält, unter den sämtlichen Stückeinhabern und Gläubigerregierungen gemäss den Rechten eines jeden auf Beteiligung an dem keinen Aufschub unterliegenden Abschnitt der Annuitätenkupons verteilen, ohne irgendeinem Anleiheabschnitt oder irgendeinem Anspruch einen Vorrang irgendwelcher Art zu gewähren. Die Beträge für die nicht mobilisierbaren Abschnitte der Annuitätenkupons soll sie unter den Gläubigerregierungen verteilen, und zwar soll die Transferierung dieser Beträge erst nach derjenigen der Summen für den mobilisierten oder mobilisierbaren Abschnitt der Annuitätenkupons stattfinden.

IV.

1. Die dem Zinsen- und Tilgungsdienst der mobilisierbaren oder mobilisierten Abschnitte der Annuitätenkupons entsprechenden Beträge sind von der Deutschen Regierung ohne jeden Vorbehalt, d. h. unter eigener Verantwortlichkeit, in anderen Währungen als Reichsmark an die Bank zu leisten. Der Dienst dieser mobilisierbaren oder mobilisierten Teile der Annuitäten stellt eine endgültige, absolute und unbedingte internationale Verbindlichkeit im gewöhnlichen finanziellen Sinne des Wortes dar.

2. Auf Anfordern der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich als Treuhänderin der Gläubigermächte, wenn und soweit sie es für angezeigt hält, verpflichtet sich die Deutsche Regierung weiterhin, an Stelle der Kupons (Abschnitt A) auf ihren Namen lautende Schuldverschreibungen auszustellen, die unter den gleichen Bedingungen wie die Schuldbescheinigung und die genannten Kupons eine Verpflichtung des Reichs darstellen. Der Betrag, die Form der Schuldverschreibungen und die Währungen, in denen sie auszugeben sind, werden von der Bank festgesetzt.

3. Falls solche Schuldverschreibungen von einer oder mehreren Gläubigerregierungen für innere Begebungen deutscher Schuldverschreibungen in Verbindung mit der Konvertierung von eigenen Staatsschulden bestimmt werden, sollen sie nur auf dem eigenen Markte des ausgebenden Gläubigerlandes zugelassen werden.

4. Wenn nach den Emissionsbedingungen Reparationsanleihen (gewöhnliche oder Konvertierungsanleihen) vorzeitig eingelöst werden können, so fällt, soweit Deutschland die Einlösung vornimmt, der für den Dienst der eingelösten Anleihen bestimmte Teil der Annuität an Deutschland zurück. Es besteht Einverständnis darüber, dass die Bank sich, soweit als irgend möglich, dafür einsetzen wird, dass keine Anleihen ausgegeben werden, ohne dass für Deutschland ein angemessenes Recht vorzeitiger Einlösung vorgesehen wird.

5. Deutschland hat das Recht, die noch nicht mobilisierten Annuitäten (Abschnitt A und B der Kupons) ganz oder zum Teil auf der Basis eines Diskonts von 5½ v. H. abzulösen.

V.

1. Die Zahlung des aufschiebbaren Teils der Annuität durch die Deutsche Regierung an die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich erfolgt unter denselben Bedingungen wie die des mobilisierten oder mobilisierbaren Abschnitts der Annuitätenkupons.

2. Indessen
   a) können Schuldverschreibungen für den nicht mobilisierbaren Abschnitt der Annuitätenkupons nur mit Zustimmung der Deutschen Regierung ausgestellt werden,
   b) kann die Deutsche Regierung für den nicht mobilisierbaren Teil von dem Recht des Transfer- und Zahlungsaufschubs unter den folgenden Bedingungen Gebrauch machen.

3. Mit wenigstens 90tägiger Ankündigung hat die Deutsche Regierung das Recht, für höchstens zwei Jahre von den jeweiligen Fälligkeitsterminen ab den Transfer des als aufschiebbar bezeichneten Teils der Annuität ganz oder teilweise aufzuschieben. Der so erklärte Transferaufschub gilt für den bedingten Teil der Annuität erst von dem Zeitpunkt ab, an dem der Transferaufschub wirksam wird.

4. Wenn während irgendeines Annuitätenjahres die Deutsche Regierung von der bezeichneten Befugnis Gebrauch macht, können die während des jeweils folgenden nächsten Jahres fällig werdenden Transfers nicht länger als um ein Jahr von den jeweiligen Fälligkeitsterminen ab aufgeschoben werden, es sei denn, dass die während des ersten Jahres fällig gewordenen Transfers in voller Höhe ausgeführt worden sind; in letzterem Falle können die während des zweiten Jahres fällig werdenden Transfers um zwei Jahre von den jeweiligen Fälligkeitsterminen ab aufgeschoben werden. Die während des jeweiligen dritten Jahres fällig werdenden Transfers können überhaupt nicht aufgeschoben werden, bevor nicht die während des ersten Jahres fällig gewesenen in voller Höhe ausgeführt worden sind.

5. Wenn der Transferaufschub wirksam geworden ist, aber erst ein Jahr, nachdem er in Wirksamkeit getreten ist, hat die Deutsche Regierung jederzeit das Recht, die Zahlung von 50 v. H. der Summe für ein Jahr aufzuschieben, deren Transfer gemäss den vorbezeichneten Bedingungen in diesem Zeitpunkt aufschiebbar ist. Dieser Hundertsatz kann auf die Empfehlung des in Kapitel 8e des Planes der Sachverständigen von 1929 vorgesehenen beratenden Sonderausschusses erhöht werden.

6. Reichsmarkbeträge, deren Transfer aufgeschoben ist, sollen auf das Konto der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich bei der Reichsbank eingezahlt werden; diese Beträge sollen, soweit sie nicht für Sachlieferungen in Anspruch genommen werden, gegen Zahlung der

Deutschen Regierung in anderen Währungen als Reichsmark freigegeben werden. Die Verwendung der eingezahlten Reichsmarkbeträge, sei es für Anlagezwecke, sei es für Sachlieferungen, soll jeweils nach Vereinbarung zwischen der Reichsbank und der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich erfolgen.

7. Bei der Bestimmung der Art der Verwendung dieser Beträge ist auf die Möglichkeit Rücksicht zu nehmen, Sonderprogramme für Sachlieferungen gemäss dem in Unteranlage 1 zu Anlage II des Haager Protokolls vom 31. August 1929 vorgesehenen Verfahren aufzustellen.

8. Auf den täglichen Betrag der Summen, deren Transfer oder Zahlung aufgeschoben ist und die nicht angelegt oder für Sachlieferungen verwendet werden, sind von der Deutschen Regierung halbjährlich Zinsen zum Satz von 1 v. H. jährlich über dem geltenden Reichsbankdiskontsatz oder aber — je nachdem, welcher Satz der niedrigere ist — von 5½ v. H. zu zahlen. Diese Zinsbeträge sind in jeder Hinsicht ebenso wie der Kapitalbetrag, auf den sie gezahlt werden, zu behandeln, und der Erlös aus den tatsächlich angelegten Teilen des Fonds fliesst den Gläubigerregierungen zu.

9. Nach Ablauf eines Zeitraums, bezüglich dessen ein vollständiger oder teilweiser Transfer- oder Zahlungsaufschub für irgendeine Monatsrate erklärt worden ist, ist die Monatsrate oder der Teil der Rate, für die der Transfer oder die Zahlung aufgeschoben worden ist, sofort an die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich in fremden Währungen zu leisten; ausgenommen davon sind die Beträge, die die Gläubigermächte bereits in einer anderen Form gemäss dem Neuen Plan erhalten haben. Diese Bestimmung berührt in keiner Weise die Aufgaben des beratenden Sonderausschusses, wie sie im Neuen Plan vorgesehen sind.

10. Falls Deutschland einen Aufschub erklärt oder wenn sonst zu irgendwelcher Zeit die Deutsche Regierung den Regierungen der Gläubigerländer und der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich erklärt, sie sei in gutem Glauben zu dem Schlusse gekommen, dass die Währung und das Wirtschaftsleben Deutschlands durch den teilweisen oder vollständigen Transfer des aufschiebbaren Teils der Annuitäten ernstlich in Gefahr gebracht werden könnten, soll die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich den in Kapitel 8e des Sachverständigenplans vom 7. Juni 1929 erwähnten beratenden Sonderausschuss einberufen.

Der beratende Sonderausschuss soll alsbald die Lage unter allen Gesichtspunkten untersuchen, wie es im Neuen Plan vorgesehen ist, und soll den Gläubigerregierungen und der Bank zur Erwägung unterbreiten, welche Massnahmen nach seiner Ansicht hinsichtlich der Anwendung des Planes ergriffen werden sollten.

In Anwendung von Ziffer 124 des Sachverständigenplans vom 7. Juni 1929 soll jede Empfehlung des Ausschusses, die die Rechte der Gläubigerregierungen berührt, die Gläubigerregierungen nicht binden, es sei denn, dass sie von den Gläubigerregierungen, die an der Entschei-

dung vom 16. September 1928 über die Einberufung des Sachverständigenausschusses teilgenommen haben, angenommen und bestätigt ist. Ebenso soll jede Empfehlung, die die Rechte der Deutschen Regierung berührt, diese nicht binden, es sei denn, dass sie von ihr angenommen und bestätigt ist.

VI.

Die Deutsche Regierung verpflichtet sich, während des Zeitraums bis zum 31. März 1966 bei der Bank ein unverzinsliches Guthaben von 50 v. H. des verbleibenden Durchschnittsguthabens des Treuhänder-Annuitätenkontos zu unterhalten. Das Guthaben darf jedoch 100 Millionen ℛℳ nicht übersteigen.

Zu diesem Zwecke soll die Bank der Deutschen Regierung und den Gläubigerregierungen monatlich den durchschnittlichen Saldo am Schluss jedes Werktages mitteilen, den die Gläubigerregierungen als unverzinsliche Einlage während dieses Monats aus den deutschen Zahlungen nach dem Dawes-Plan oder dem Neuen Plan bis zu der Zeit stehengelassen haben, zu der sie von den Gläubigerregierungen abgezogen werden.

Die erste Einlage wird die Deutsche Regierung fünfzehn Tage nach dem Inkrafttreten des Planes an die Bank zahlen. Dabei wird der Betrag der Einlage nach dem Durchschnitt der täglichen obenerwähnten Salden berechnet, die bei dem Generalagenten für Reparationszahlungen oder der Bank während des zwei Tage vor dem Zeitpunkt der Einlage endenden Monats stehengelassen worden sind; die Beträge, die der Deutschen Regierung gemäss Anlage III des Haager Protokolls vom 31. August 1929 *) zurückzuzahlen sind, werden hierbei nicht berücksichtigt.

Die Einlage soll in der errechneten Höhe einen Monat stehenbleiben. Am Ende dieses Zeitraums wird die Einlage, auf der Grundlage des Durchschnitts der täglichen obenerwähnten Salden während des zwei Werktage vor dem Zeitpunkt der Anpassung endenden Monats, durch eine weitere Einlage oder durch Abhebung eines Teils der bestehenden Einlage angepasst werden.

Eine entsprechende Anpassung soll am Ende des zweiten Monats von dem Zeitpunkt der ersten Einlage ab erfolgen.

Am Ende des dritten Monats und darauf in Zeiträumen von drei Monaten soll die Einlage auf der Grundlage des Durchschnitts der obenerwähnten täglichen Salden während der drei Monate angepasst werden, die zwei Werktage vor dem Zeitpunkt jeder solchen Anpassung enden.

Die in diesem Absatz erwähnten Zeiträume können durch Vereinbarung zwischen den beteiligten Regierungen im Einvernehmen mit der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich geändert werden.

---

*) V. ci-dessus, p. 85.

VII.

Die Deutsche Regierung weist im Wege der Nebensicherheit, unbeschadet ihrer allgemeinen Verantwortung für die Zahlung der Annuitäten und ihrer vollkommenen Freiheit, diese Zahlungen aus ihren allgemeinen Einnahmen zu leisten und, unbeschadet der für die deutsche äussere Anleihe von 1924 bestehenden Sicherheiten, gemäss den Bestimmungen der entsprechenden Anlage des Haager Abkommens von 1930 die Erträgnisse der Zölle, der Tabaksteuer, der Biersteuer und der Abgabe auf Branntwein (Branntweinmonopol) für den Dienst dieser Schuldbescheinigung einschliesslich des Dienstes von Schuldverschreibungen, die nach den Bestimmungen des Planes ausgegeben werden können, an.

Die Erträgnisse der jährlichen direkten Steuer von 660 Millionen *RM*, welche die Deutsche Reichsbahn-Gesellschaft zu entrichten hat, sind gleichfalls im Wege der Nebensicherheit für den Dienst der Annuitäten angewiesen.

Die der Deutschen Reichsbahn-Gesellschaft obliegenden Zahlungen erfolgen gemäss der Bescheinigung dieser Gesellschaft am ersten Tage jedes Monats; sobald der volle Betrag der vorhergehenden von der Deutschen Regierung geschuldeten Monatsrate gezahlt ist, werden die von der Deutschen Reichsbahn-Gesellschaft bewirkten Zahlungen unverzüglich nach ihrem Eingang an die Deutsche Regierung überwiesen.

VIII.

Die Verpflichtung der Deutschen Regierung hinsichtlich der in dieser Schuldbescheinigung vorgesehenen Annuitäten ist erst dann erfüllt, wenn alle Beträge, deren Transfer oder Zahlung von Zeit zu Zeit aufgeschoben werden kann, tatsächlich in voller Höhe an die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich in zugelassenen, anderen Währungen als Reichsmark überwiesen oder für Sachlieferungen verwendet worden sind.

IX.

Die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich wird am Ende jedes Annuitätenjahres und, wenn sie von der Deutschen Regierung die auf Grund der gegenwärtigen Schuldbescheinigung geschuldeten Summen erhalten hat, ihr den dem genannten Annuitätenjahr entsprechenden Kupon zurückgeben. Die Schuldbescheinigung wird zurückgegeben, wenn alle Kupons eingelöst sind.

X.

Die vorstehenden Bestimmungen lassen die in der gegenwärtigen Schuldbescheinigung nicht behandelten Vorschriften des Neuen Plans unberührt.

Annuitäten-Kupon Nr.

(ohne den Dienst der deutschen äusseren Anleihe von 1924).

Abschnitt A.

Das Deutsche Reich wird den Gläubigermächten zu Händen der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich für den nicht aufschiebbaren Teil der Annuität für die Zeit vom . . . . 19 . . bis . . . . . 19 . . den Betrag von 612 000 000 Reichsmark zahlen.

Auf diesen Kupon finden die in der Schuldbescheinigung enthaltenen entsprechenden Bestimmungen Anwendung.

Die jeweiligen Zahlungen sind auf der Rückseite dieses Kupons zu vermerken. Nach der vollständigen Bezahlung des obengenannten Betrages ist dieser Kupon der Deutschen Regierung zurückzugeben.

Berlin, den . . . . 1930.

Reichsschuldenverwaltung.

Abschnitt B.

Das Deutsche Reich wird den Gläubigermächten zu Händen der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich für den aufschiebbaren Teil der Annuität für die Zeit vom . . . . . 19 . . bis . . . . . 19 . . den Betrag von . . . . Reichsmark zahlen.

Auf diesen Kupon finden die in der Schuldbescheinigung enthaltenen entsprechenden Bestimmungen Anwendung.

Die jeweiligen Zahlungen sind auf der Rückseite dieses Kupons zu vermerken. Nach der vollständigen Bezahlung des obengenannten Betrages ist dieser Kupon der Deutschen Regierung zurückzugeben.

Berlin, den . . . . 1930.

Reichsschuldenverwaltung.

Annexe IV.*)

Bescheinigung der Deutschen Reichsbahn-Gesellschaft.

Die Unterzeichneten bestätigen durch diese Bescheinigung, dass die Deutsche Reichsbahn-Gesellschaft als Beitrag zu den vom Reiche aufzubringenden Jahreszahlungen für Reparationszwecke eine Reichssteuer im Betrage von jährlich 660 Millionen *RM* zu entrichten hat.

Diese Steuer wird in gleichen monatlichen Teilbeträgen von 55 Millionen *RM* nach Ablauf jedes Monats am 1. des folgenden Monats, und wenn der 1. auf einen Sonn- oder Feiertag fällt, am nächstfolgenden Werktag fällig. Sie ist unmittelbar auf das Konto der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich bei der Reichsbank zu zahlen. Die Zahlungen beginnen am 1. Oktober 1929 und endigen am 1. April 1966. Die Zahlungen an den Fälligkeitstagen müssen bis neun Uhr morgens bewirkt werden.

Die Steuer ist zu entrichten nach Massgabe der Bedingungen, Vorrechte und Gewährleistungen, die durch das Reichsbahngesetz vom

*) Nous n'imprimons que le texte allemand qui fait seul foi (v. la Clause finale de l'Accord, ci-dessus).

.... begründet sind, insbesondere gemäss folgenden Bedingungen:

Die Steuer ist aus den Betriebseinnahmen der Gesellschaft, im Notfall unter Heranziehung aller Rücklagen zu leisten. Sie steht im Range hinter den Personalausgaben, aber im gleichen Range wie die sächlichen Ausgaben. Sie hat den Vorrang vor jeder anderen gegenwärtig oder in Zukunft der Gesellschaft auferlegten Steuer und vor jeder sonstigen Belastung der Gesellschaft ohne Unterschied, ob die Belastung hypothekarisch gesichert ist oder nicht.

Gemäss § 5 Abs. 1 des Gesetzes vom .... geht die der Gesellschaft obliegende Verpflichtung zur Zahlung der Reparationssteuer für das Jahr 1965 und bis zum 31. März 1966 unter entsprechender Anwendung der vorstehenden Bestimmungen auf das gemäss Artikel 92 der Reichsverfassung zur Verwaltung der Reichseisenbahnen dann zu bildende Unternehmen über.

Annexe V.*)

Vorschriften, die in das deutsche Bankgesetz einzufügen oder darin beizubehalten sind.

§ 1.

Bleibt unverändert.

§ 2.

Bleibt unverändert.

§ 3.

Bleibt unverändert (in Verbindung mit § 5 des Münzgesetzes vom 30. August 1924).

§ 6.

Die Bank wird verwaltet durch das Reichsbankdirektorium, das aus einem Präsidenten als Vorsitzenden und der erforderlichen Anzahl von Mitgliedern besteht. Das Reichsbankdirektorium bestimmt insbesondere die Währungs-, Diskont- und Kreditpolitik der Bank.

Präsident und Mitglieder müssen deutsche Reichsangehörige sein.

Das Reichsbankdirektorium fasst seine Beschlüsse mit einfacher Stimmenmehrheit; bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Präsidenten.

Der Präsident wird vom Generalrat nach Anhörung des Reichsbankdirektoriums in der Weise gewählt, dass eine Mehrheit von 7 Stimmen vorhanden sein muss. Die Wahl bedarf der Bestätigung durch den Reichspräsidenten, der die Ernennungsurkunde unterzeichnet. Mit der Aushändigung der Urkunde ist der gewählte Präsident rechtmässig bestellt.

Die Ernennung der Mitglieder des Direktoriums erfolgt nach Zustimmung des Generalrats durch den Präsidenten. Die Zustimmung des

---

*) Nous ne reproduisons que le texte allemand qui fait seul foi (v. la Clause finale de l'Accord, ci-dessus).

Generalrats muss mit dem Stimmenverhältnis zustande gekommen sein, das für die Präsidentenwahl vorgeschrieben ist. Die Ernennung bedarf der Bestätigung durch den Reichspräsidenten. Mit der Aushändigung der Bestätigungsurkunden ist das Mitglied rechtmässig bestellt. Die Ernennung erfolgt auf einen Zeitraum von 12 Jahren, jedoch mit der Massgabe, dass jedes Mitglied des Direktoriums bei Erreichung eines Lebensalters von 65 Jahren ausscheidet.

Für die erstmalige Ernennung des Direktoriums gilt folgende Besonderheit: Die Zahl der Mitglieder des Direktoriums mit Ausnahme des Präsidenten wird in 3 Gruppen geteilt, von denen die ersten beiden gleich gross sein müssen und die dritte entweder ebenfalls die gleiche Grösse haben muss wie die beiden ersten oder, wenn das rechnerisch nicht geht, kleiner sein kann, aber so nahe als möglich an die Grösse jeder der ersten beiden Gruppen herankommen muss. In die erste Gruppe werden die an Lebensalter jüngsten, in die dritte Gruppe die an Lebensalter ältesten, in die zweite Gruppe die übrigen zu Ernennenden eingereiht. Die Mitglieder der ersten Gruppe werden auf 12 Jahre, die der zweiten Gruppe auf 8 Jahre und die der dritten Gruppe auf 4 Jahre ernannt. Die Altersgrenze von 65 Jahren gilt auch bei der erstmaligen Wahl.

Die Amtsdauer des Präsidenten beträgt 4 Jahre. Der Präsident und die Mitglieder sind wieder wählbar.

Wenn eine Zuwahl oder Ergänzung des Reichsbankdirektoriums durch Wahl eines neuen Kandidaten stattfindet, so bedarf der zu Wählende der Zustimmung des Reichsbankdirektriums. Die Zustimmung gilt als versagt, wenn zwei Drittel der Mitglieder gegen den zu Wählenden gestimmt haben.

Aus wichtigem Grunde kann der Präsident oder ein Mitglied des Direktoriums jederzeit abberufen werden, unter Wahrung der ihnen vertragliche zustehenden Ansprüche. Diese Abberufung aus wichtigem Grunde erfolgt gegenüber dem Präsidenten durch den Generalrat mit der im Abs. 4 vorgesehenen Stimmenmehrheit, gegenüber einem Mitglied des Direktoriums gleichfalls durch den Generalrat mit der gleichen Stimmenmehrheit, jedoch nur mit Zustimmung des Präsidenten. Die Abberufung des Präsidenten oder eines Mitgliedes des Direktoriums bedarf der Bestätigung durch den Reichspräsidenten.

§ 9 Absatz 1.

Bleibt unverändert.

§ 10.

Bleibt unverändert.

§ 12.

Die Generalversammlung empfängt jährlich den Verwaltungsbericht. Sie beschliesst über die Bilanz und Gewinnverteilung nach Massgabe dieses Gesetzes.

Die Generalversammlung beschliesst ferner nach Vorschlag des Reichsbankdirektoriums mit Zustimmung des Generalrats über die Satzung der Bank und über Satzungsänderungen. Die Satzung und deren Änderungen sind vom Reichsbankdirektorium im Reichsanzeiger zu veröffentlichen.

§ 14.

Bei der Reichsbank wird ein Generalrat gebildet, der aus zehn Mitgliedern besteht. Die Mitglieder müssen deutsche Reichsangehörige sein.

§ 15.

Der Präsident des Reichsbankdirektoriums ist eines der Mitglieder und zugleich Vorsitzender des Generalrats.

Die Amtsdauer der Mitglieder des Generalrats mit Ausnahme des Präsidenten beträgt drei Jahre.

§ 16.

Die Mitglieder des Generalrats mit Ausnahme des Präsidenten werden im Wege der Kooptation durch die jeweils im Amt befindlichen Mitglieder des Generalrats gewählt, vorbehaltlich der Bestätigung durch die die deutsche Reichsangehörigkeit besitzenden Anteilseigner. Vor der Wahl findet durch den Vorsitzenden des Generalrats oder seinen Stellvertreter eine Fühlungnahme mit der Reichsregierung statt.

§ 17.

Zu Mitgliedern des Generalrats dürfen nicht bestellt werden:

a) unmittelbare Staatsbeamte des Deutschen Reiches oder eines deutschen Landes, es sei denn, dass sie sich im dauernden Ruhestand befinden,

b) Personen, die vom Deutschen Reiche oder einem deutschen Lande eine Bezahlung erhalten. Als Bezahlung gilt nicht eine Vergütung für frühere Dienstleistung.

§ 18.

Der Generalrat fasst seine Beschlüsse mit einfacher Stimmenmehrheit; bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden. Diese Vorschrift findet keine Anwendung auf die Wahl des Präsidenten und die Zustimmung zur Ernennung von Mitgliedern des Direktoriums.

In jeder seiner Sitzungen und wenigstens einmal im Vierteljahr soll der Generalrat die Berichte prüfen, die ihm von dem Präsidenten vorgelegt worden sind. Er fasst Beschluss über alle Vorschläge, die ihm von dem Präsidenten gemacht worden sind, jedoch ohne dass die dem Reichsbankdirektorium vorbehaltenen Rechte der Verwaltung der Bank dadurch beeinträchtigt werden dürfen.

§ 21 (Schlussabsatz).

Alle nach dem Neuen Plan des Haager Abkommens vom Januar 1930 entweder den Zentralbanken allgemein oder einzelnen von ihnen

besonders zugewiesenen Aufgaben und Verpflichtungen werden in Deutschland von der Reichsbank wahrgenommen. Alle nach dem Neuen Plan entweder den Präsidenten der Zentralbanken allgemein oder einzelnen von ihnen besonders zugewiesenen Aufgaben und Verpflichtungen obliegen in Deutschland dem Präsidenten der Reichsbank.

§ 22.

Bleibt unverändert.

§ 25.

Die Reichsbank ist verpflichtet, für das Reich durch ihre sämtlichen hierzu ihrer Natur nach geeigneten Niederlassungen auf Verlangen der Reichsbehörden Zahlungen anzunehmen oder zu leisten und den bargeldlosen Verkehr zwischen den Kassen des Reiches zu besorgen.

Die Bank darf dem Reiche unbeschadet der Vorschrift des Abs. 4 Betriebskredite gewähren, jedoch jeweils höchstens auf drei Monate und nur bis zum Höchstbetrage von 100 Millionen Reichsmark. Am 15. Juli jeden Jahres darf keinerlei Verschuldung des Reiches bei der Reichsbank vorhanden sein.

Abs. 3 bis 6 bleiben unverändert.

§ 27.

Die An- und Ausfertigung, die Ausgabe, Einziehung und Vernichtung der Banknoten erfolgt unter der Kontrolle des jeweiligen Präsidenten des Rechnungshofes des Deutschen Reiches als Kommissar.

Die Kontrolle der Notenausgabe besteht in der zahlenmässigen Feststellung des Vorhandenseins der vorgeschriebenen Notendeckung. Die Prüfung ist für die Tage vorzunehmen, für die die Bank nach § 36 Abs. 1 ihre Ausweise regelmässig veröffentlicht. Die Berichte hierüber sind dem Generalrat zu jedem seiner Sitzungstermine einzureichen. Eine Prüfung oder Erörterung der Kredit-, Diskont- und Währungspolitik der Bank ist mit der Kontrolle nicht verbunden.

Dem Kommissar sind täglich Nachweisungen über die Notendeckung und über die im Umlauf befindlichen Noten vorzulegen.

Abs. 4 und 5 bleiben unverändert.

§ 28.

Bleibt unverändert.

§ 29.

Bleibt unverändert.

§ 31.

Bleibt unverändert.

§ 38 Absatz 4.

Während der Dauer des Notenprivilegs kann die Reichsbank nur mit Zustimmung der Reichsregierung in Liquidation treten. Bevor sie in einem späteren Zeitpunkt in Liquidation tritt, hat sie die Reichsregierung hiervon rechtzeitig zu benachrichtigen.

§ 45.

Bleibt unverändert.

§ 46.

Bleibt unverändert.

Annexe V bis.

Verfahren für die Abänderung von gewissen Bestimmungen des deutschen Bankgesetzes.

Jeder Änderungsvorschlag, der auf die in Anlage V enthaltenen Vorschriften sachlich einwirken würde, ist von der Deutschen Regierung dem Verwaltungsrat der Bank für internationalen Zahlungsausgleich vorzulegen.

Dieser kann gegen die vorgeschlagenen Änderungen mit der Begründung, dass sie mit dem Neuen Plan unvereinbar seien, falls ein Einverständnis nicht erzielt werden kann, binnen 2 Monaten bei einem im beiderseitigen Einverständnis gewählten Schiedsrichter oder mangels solchen Einverständnisses bei dem in diesem Abkommen vorgesehenen Gericht im Wege der Klage Einspruch erheben. Die Entscheidung dieses Schiedsrichters oder dieses Schiedsgerichts ist endgültig und bindend für die Deutsche Regierung, die Bank für Internationalen Zahlungausgleich und die den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnenden Mächte.

Annexe VI.*)

Änderungen, die im Reichsbahngesetz und in der Gesellschaftssatzung durchzuführen sind.

A. Reichsbahngesetz.

§ 1.

Errichtung der Gesellschaft.

(1) Das Deutsche Reich errichtet durch dieses Gesetz zum Betriebe der Reichseisenbahnen eine Gesellschaft.

(2) Die Gesellschaft verwaltet die Reichseisenbahnen für das Reich nach den Vorschriften dieses Gesetzes und der anliegenden Gesellschaftssatzung.

§ 2.

Geschäftsführung.

Unverändert.

§ 3.

Aktien.

(1) Das Grundkapital der Gesellschaft beträgt fünfzehn Milliarden Reichsmark; es ist eingeteilt in zwei Millarden Reichsmark Vorzugs-

---

*) Nous ne reproduissons que le texte allemand qui fait seul foi (v. la Clause finale de l'Accord, ci-dessus).

aktien (Gruppe A) und dreizehn Milliarden Reichsmark Stammaktien, vorbehaltlich der Bestimmungen in § 26 der Gesellschaftssatzung über die Vorzugsaktien.

(2) Die Gesellschaft ist berechtigt, zur Beschaffung von Geldmitteln für die Verbesserung, Ergänzung und Erweiterung der Reichseisenbahnanlagen und der Betriebsmittel oder für sonstige ausserordentliche Aufwendungen das Grundkapital durch Ausgabe weiterer Vorzugsaktien (Gruppe B) zu erhöhen, deren Gesamtbetrag für einen Zeitraum von je zehn Jahren, gerechnet von der ersten Ausgabe solcher Vorzugsaktien an, 2 Milliarden Reichsmark nicht übersteigen darf. Die Erhöhung des Grundkapitals bedarf der Zustimmung der Reichsregierung.

(3) [bisher (2)] unverändert.

§ 4.

Reparationssteuer.

(1) Die Gesellschaft hat als Beitrag der Deutschen Reichsbahn zu den vom Reich aufzubringenden Jahreszahlungen für Reparationszwecke eine Reichssteuer im Betrage von jährlich 660 Millionen Reichsmark zu entrichten (Reparationssteuer). Die Reparationssteuer wird in gleichen monatlichen Teilbeträgen von 55 Millionen Reichsmark nach Ablauf jedes Monats am Ersten des folgenden Monats und, wenn der Erste auf einen Sonn- oder Feiertag fällt, am nächstfolgenden Werktag fällig; sie ist unmittelbar auf das Konto der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich bei der Reichsbank zu zahlen; die Zahlungen beginnen am 1. Oktober 1929 und enden vorbehaltlich der Bestimmungen in § 5 am 1. April 1966. Sie müssen an den Fälligkeitstagen bis 9 Uhr morgens bewirkt werden.

(2) Die Reparationssteuer ist aus den Betriebseinnahmen der Gesellschaft, im Notfall unter Heranziehung aller Rücklagen zu leisten. Sie steht im Range hinter den Personalausgaben, aber im gleichen Range wie die sächlichen Ausgaben der Gesellschaft und hat den Vorrang vor jeder anderen gegenwärtig oder in Zukunft der Gesellschaft auferlegten Steuer und vor jeder sonstigen Belastung der Gesellschaft ohne Unterschied, ob die Belastung hypothekarisch ist oder nicht.

(3) Die Gesellschaft wird bei der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich eine Bescheinigung über ihre Verpflichtungen gemäss Abs. 1 und 2 hinterlegen. Die auf Grund von § 4 des Gesetzes vom 30. August 1924 ausgestellten und dem Treuhänder übergebenen Reparationsschuldverschreibungen werden für kraftlos erklärt; sie sind im Beisein eines Vertreters der Gesellschaft zu vernichten.

(4) Die Zahlung der Reparationssteuer durch die Gesellschaft wird von der Reichsregierung gewährleistet. Sobald die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich der Reichsregierung anzeigt, dass eine fällige Zahlung ganz oder zum Teil nicht bewirkt ist, wird die Reichsregierung die Gesellschaft ermächtigen, zur Zahlung der rückständigen Reparationssteuer den für das Reich erhobenen Betrag der Beförde-

rungssteuer zu verwenden, sofern eine solche Steuer besteht. Reicht dieser Betrag nicht aus, so wird das Reich den fehlenden Betrag innerhalb eines Monats nach der Anzeige der Bank entweder der Gesellschaft zur Verfügung stellen oder unmittelbar auf das Konto der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich bei der Reichsbank einzahlen. Die Beförderungssteuer ist im übrigen von jeder Sonderbelastung für Reparationszwecke frei.

(5) Beträge, die gemäss Abs. 4 zur Deckung eines Fehlbetrages der Reparationssteuer von der Reichsregierung gezahlt oder von der Gesellschaft der Beförderungssteuer entnommen sind, werden dem Reich gemäss den Bestimmungen in § 25 Abs. 3 Ziff. 3 der Gesellschaftssatzung zurückerstattet.

(6) Die Gesellschaft ist berechtigt, mit Zustimmung der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich die Reparationssteuer unter den mit der Bank vereinbarten Bedingungen ganz oder teilweise durch eine Kapitalzahlung abzulösen. Die Reichsregierung kann verlangen, dass die Gesellschaft von diesem Ablösungsrecht Gebrauch macht, wenn das Reich ihr die erforderlichen Mittel zur Verfügung stellt. Mit der Kapitalzahlung erlischt in entsprechender Höhe die Verpflichtung der Gesellschaft nach Abs. 1 und 2. Das im Plan der Sachverständigen vom 7. Juni 1929 vorgesehene Recht der Reichsregierung zur Ablösung der Reparationsjahresleistungen bleibt unberührt.

§ 5.

Betriebsrecht. Übernahme der Rechte und Pflichten.

(1) Das Reich überträgt der Gesellschaft unter den Bedingungen, die sich aus diesem Gesetz und der Gesellschaftssatzung ergeben, das ausschliessliche Recht zum Betriebe der Reichseisenbahnen. Das Betriebsrecht endet am 31. Dezember 1964, vorausgesetzt, dass alsdann alle fälligen Beträge der Reparationssteuer einschliesslich des am 2. Januar 1965 fällig werdenden Betrages gezahlt und sämtliche Vorzugsaktien eingezogen sind. Die Verpflichtung der Gesellschaft zur Zahlung der Reparationssteuer für das Jahr 1965 und bis zum 31. März 1966 geht dann unter Aufrechterhaltung der Bestimmungen des § 4 auf das Unternehmen über, das gemäss Artikel 92 der Reichsverfassung die Reichseisenbahnen zu verwalten haben wird.

(2) Sollte die Verpflichtung der Gesellschaft, die Reparationssteuer unmittelbar auf das Konto der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich bei der Reichsbank abzuführen, vor dem 31. Dezember 1964 fortfallen, so kürzt sich das Betriebsrecht entsprechend ab und endet zu diesem früheren Zeitpunkt, vorausgesetzt, dass alsdann sämtliche Vorzugsaktien eingezogen sind. Wenn dagegen am 31. Dezember 1964 die bis dahin fällig gewordenen Beträge der Reparationssteuer nicht völlig gezahlt oder die Vorzugsaktien nicht sämtlich eingezogen sind, verlängert sich das Betriebsrecht unter den gleichen Bedingungen bis zu

dem Zeitpunkt der Zahlung dieser Beträge und der Beendigung der Einziehung der Vorzugsaktien.

(3) bis (7) unverändert.

§ 6.

Reichseisenbahnvermögen.

(1) unverändert.

(2) Die Gesellschaft darf über Gegenstände, die zum Reichseisenbahnvermögen gehören, verfügen, soweit sie dies mit einer ordnungsmässigen Betriebführung für vereinbar hält. Dabei ist die Gesellschaft unbeschadet der Bestimmungen des § 8 verpflichtet, vor einer Verfügung über Gegenstände, deren Wert 250 000 Reichsmark übersteigt, die Einwilligung der Reichsregierung einzuholen. Der Erlös aus Veräusserungen ist zur Verbesserung, Ergänzung oder Erweiterung der Reichseisenbahnanlagen oder der Betriebsmittel zu verwenden, soweit nicht eine andere Verwendung mit der Reichsregierung vereinbart wird.

§ 7.

Beschränkte Haftung des Reichseisenbahnvermögens für Reichsschulden.

Unverändert.

§ 8.

Kreditaufnahme.

(1) Die Gesellschaft hat das Recht, selbständig Kredite aufzunehmen, deren Lasten vor dem 1. Januar 1965 endigen, und dafür das Reichseisenbahnvermögen hypothekarisch zu belasten.

(2) bis (4) unverändert.

(5) Zur hypothekarischen Sicherung von Krediten (Abs. 1 und 2) kann die Gesellschaft an den zum Reichseisenbahnvermögen gehörigen Grundstücken nebst allem Zubehör einschliesslich der Fahrzeuge eine einheitliche Hypothek (Reichsbahnhypothek) bestellen.

§ 9.

Betriebführung.

(1) Die Gesellschaft ist verpflichtet, den Betrieb der Reichseisenbahnen sicher zu führen und die Reichseisenbahnanlagen nebst den Betriebsmitteln und dem sonstigen Zubehör auf ihre Kosten nach den Bedürfnissen des Verkehrs sowie nach dem jeweiligen Stande der Technik gut zu unterhalten, zu erneuern und weiter zu entwickeln.

(2) Innerhalb dieser Richtlinien und der sonstigen gesetzlichen Vorschriften sowie in den durch die Aufsicht des Reichs (vgl. §§ 31 ff.) bestimmten Grenzen ist die Gesellschaft berechtigt, den Betrieb unter eigener Verantwortung zu führen.

§ 10.

Ausschliesslichkeit des Betriebsrechts.

Unverändert.

§ 11.

Entscheidung über die Bedeutung der Bahnen.

Ob eine Eisenbahn als solche des allgemeinen Verkehrs zu gelten hat, entscheidet der für die Aufsicht über die Eisenbahnen zuständige Reichsminister nach Anhörung der beteiligten Landesregierung und der Gesellschaft endgültig.

§ 12.

Weiterübertragung des Betriebsrechts.

Die Gesellschaft kann in besonderen Fällen, in denen es ihr für ihren Betrieb vorteilhaft erscheint, mit Zustimmung der Reichsregierung das Betriebsrecht an einzelnen Teilen ihres Netzes auf Dritte übertragen, vorausgesetzt, daß dadurch nicht ihre Fähigkeit zur Zahlung der Reparationssteuer und deren Sicherheit beeinträchtigt wird.

§ 13.

Leistungen für andere Verwaltungen.

Unverändert.

§ 14.

Steuerbefreiung.

Unverändert.

§ 15 (neu).

Verwaltungskostenzuschüsse an Gemeinden.

Zur Abgeltung der Forderungen von Gemeinden, in denen verhältnismässig zahlreiche Reichsbahnbedienstete wohnen, auf Entrichtung von Verwaltungskostenzuschüssen hat die Gesellschaft jährlich den mit der Reichsregierung vereinbarten festen Betrag von fünf Millionen Reichsmark an die Reichsregierung zu zahlen, die die Grundsätze der Verteilung auf die beteiligten Gemeinden festsetzt. Wenn die Verhältnisse sich in Zukunft ändern, wird der von der Gesellschaft zu zahlende Betrag durch ein neues Abkommen zwischen der Reichsregierung und der Gesellschaft bestimmt.

§ 15 (alt).

Beförderungssteuer.

Fällt weg.

§ 16.

Geltung der Gesetze.

(1) Die Gesellschaft unterliegt der allgemeinen Gesetzgebung, soweit ihr nicht durch die Vorschriften dieses Gesetzes oder der Gesellschaftssatzung eine besondere Rechtsstellung eingeräumt ist. Die Gesetze und Verordnungen, die sich lediglich auf Privatbahnen, insbesondere auch auf deren Zulassung, Betriebführung oder Beaufsichtigung beziehen, sind auf die Gesellschaft nicht anzuwenden.

(2) [bisher (1)] unverändert.

(3) [bisher (2)] unverändert.

(4) Die Gesellschaft kann für sich und ihre Bediensteten die Sonderstellung in Anspruch nehmen, die für die Verwaltungen oder Betriebe des Reichs und deren Bedienstete auf dem Gebiete des Versicherungs-, Wirtschafts-, Arbeits-, Fürsorge- und Wohnungsrechts jeweils besteht. Die Inanspruchnahme der Sonderstellung wird durch Erklärung gegenüber der Reichsregierung wirksam. Soweit es zur Herbeiführung der Sonderstellung nach den in Betracht kommenden Gesetzen einer besonderen Verordnung bedarf, wird diese von dem für die Aufsicht über die Eisenbahnen zuständigen Reichsminister erlassen. Die auf diesen Rechtsgebieten der Obersten Reichsbehörde zugewiesenen Zuständigkeiten werden, soweit nicht die Gesetze etwas anderes bestimmen, vom Generaldirektor wahrgenommen.

(5) und (6) unverändert.

§ 17.

Befugnisse der Reichsbahnstellen.

Die Stellen der Deutschen Reichsbahn-Gesellschaft sind keine Behörden oder amtlichen Stellen des Reichs. Sie haben jedoch die öffentlich-rechtlichen Befugnisse und die damit verbundenen Pflichten in gleichem Umfang wie bis zur Errichtung der Gesellschaft die Stellen des Unternehmens „Deutsche Reichsbahn“. Die Gesellschaft ist berechtigt, ein Dienstsiegel mit dem Reichsadler zu führen.

§ 18.

Organe.

Unverändert.

§ 19.

Rechts- und Dienstverhältnisse der Bediensteten.

(1) Die Gesellschaft hat unter Beachtung der nachstehenden Bestimmungen eine Personalordnung zu erlassen. In ihr sind die Rechts-, Dienst- und Besoldungsverhältnisse der Reichsbahnbeamten in Anlehnung an die für Reichsbeamte geltenden Vorschriften zu regeln. Glaubt die Gesellschaft, dass die besonderen Verhältnisse der Reichsbahn eine von den jeweils für Reichsbeamte geltenden Vorschriften abweichende Regelung erfordern, so hat sie dies der Reichsregierung mitzuteilen und ihre Absichten mit dieser zu erörtern. Kommt keine Einigung zustande, so entscheidet das Reichsbahngericht (§ 44). Bis zur Entscheidung des Reichsbahngerichts verbleibt es bei der bestehenden Regelung.

Hierzu Übergangsbestimmung.

Die Regelung der Rechts-, Dienst- und Besoldungsverhältnisse der Reichsbahnbeamten nach dem Stande vom 1. Oktober 1929 gilt als im Einvernehmen mit der Reichsregierung erlassen.

(2) Die Personalordnung kann über die Rechts- und Dienstverhältnisse der Angestellten und Arbeiter Bestimmung treffen, soweit sie nicht nach allgemeinen Grundsätzen Gegenstand der Vereinbarung (Tarifvertrag, Betriebsvereinbarung, Einzelarbeitsvertrag) sind.

Hierzu Übergangsbestimmung.

Gegenstände, die am 1. Oktober 1929 in den §§ 3 bis 32 der Personalverordnung geregelt oder durch sie dem Generaldirektor zur Regelung überlassen worden sind, gelten, soweit sich nicht aus § 19 Abs. 3 etwas anderes ergibt, als solche, über die die Personalordnung Bestimmung treffen kann.

(3) Die auf dem Gebiete des Arbeits-, Fürsorge- und Versicherungsrechts allgemein geltenden Gesetze und Verordnungen finden, soweit nicht die Vorschriften dieses Gesetzes oder der Gesellschaftssatzung etwas anderes bestimmen, auch auf die Beamten, Angestellten und Arbeiter der Gesellschaft Anwendung. Insbesondere gelten die gesetzlichen Vorschriften über die Arbeitszeit der Angestellten und Arbeiter auch für die Angestellten und Arbeiter der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann jedoch in den Dienstzweigen, in denen die besonderen Verhältnisse des Eisenbahndienstes oder das Zusammenarbeiten von Beamten, Angestellten und Arbeitern eine übereinstimmende Regelung der Arbeitszeit erfordern, diese Übereinstimmung durch Übertragung der für die Beamten geltenden Dienstvorschriften über die Arbeitszeit auf die Angestellten und Arbeiter herbeiführen. Die Dienstzweige, in denen hiernach die Übertragung allgemein zulässig ist, sind in der einen Bestandteil dieses Gesetzes bildenden Anlage II unter A aufgeführt; unter B sind dagegen diejenigen Dienstzweige aufgeführt, in denen die Übertragung nicht zulässig ist. Soweit es sich um Dienstzweige handelt, die weder unter A noch unter B aufgeführt sind, soll bei einer Regelung der Arbeitszeit durch Gesamtvereinbarung, insbesondere durch Tarifvertrag der im Satz 3 für die Möglichkeit von Übertragungen der Arbeitszeit der Beamten auf die Angestellten und Arbeiter aufgestellte Grundsatz berücksichtigt werden.

(4) und (5) [bisher (3) und (4)] unverändert.

§ 20.

Wahrung erworbener Rechte.

Unverändert.

Landsmannschaftlicher Charakter.

Unverändert.

§ 22.

Personalordnung.

Die von der Gesellschaft zu erlassende Personalordnung soll unter Beachtung der Bestimmungen dieses Gesetzes insbesondere regeln:

a) die Vorschriften über die Einstellung und die Laufbahn der Reichsbahnbeamten,
b) die Dienstbezeichnungen der Reichsbahnbeamten,
c) das Diensteinkommen, das Wartegeld und alle übrigen Dienstbezüge der Reichsbahnbeamten sowie das Ruhegehalt und die Hinterbliebenenversorgung,

d) die Arbeitszeit (Dienst- und Ruhezeiten) der Reichsbahnbeamten,

e) die Einstellungs- und Anstellungsbedingungen der Versorgungsanwärter.

§ 23.

Pflichten der Reichsbahnbeamten.

(1) unverändert.

(2) Ein Reichsbahnbeamter, der die ihm obliegenden Pflichten verletzt, wird unter sinngemässer Anwendung des jeweiligen Dienststrafrechts der Reichsbeamten zur Rechenschaft gezogen. Als Oberste Reichsbehörde gilt der Generaldirektor, der seine Befugnisse auf andere Stellen der Gesellschaft übertragen kann.

(3) unverändert.

§ 24.

Versetzung in den einstweiligen Ruhestand.

Die Gesellschaft kann Reichsbahnbeamten unter Bewilligung von Wartegeld einstweilen in den Ruhestand versetzen. Die Grundsätze über die Versetzung in den einstweiligen Ruhestand und die den Beamten zu gewährenden Rechtsmittel gegen diese Massnahme sind in der Personalordnung zu regeln. Die am 1. Oktober 1929 geltenden Bestimmungen der Personalordnung über die Versetzung in den einstweiligen Ruhestand, die Rechtsmittel und die Beteiligung von Beamtenvertretern an den Entscheidungen über die Rechtsmittel können nicht ohne Zustimmung der Reichsregierung geändert werden.

§ 25.

Versorgungsanwärter.

Unverändert.

§ 26.

Festsetzung der Dienstbezüge.

(1) Die Gesellschaft hat die Dienstbezüge der Reichsbahnbeamten mit Ausnahme der leitenden Beamten gemäss den Bestimmungen in § 19 zu regeln.

(2) [bisher (3)]. Durch diese Vorschrift wird das Recht der Gesellschaft nicht berührt, nach allgemeinen Grundsätzen für die Tätigkeit auf besonders verantwortlichen Dienstposten oder unter besonders schwierigen Dienstverhältnissen sowie für aussergewöhnliche Leistungen Vergütungen zu gewähren, solange diese nicht vier vom Hundert des gesamten Aufwandes für die Dienstbezüge der Beamten überschreiten. Die Grundsätze sind nach Benehmen mit dem Hauptbeamtenrat oder mit der Beamtenvertretung, die auf Grund späterer Gesetzgebung an seine Stelle tritt, aufzustellen und bekanntzugeben.

(3) [bisher (4)]. Die Gesellschaft bestimmt die Dienstbezüge der leitenden Beamten selbständig. Der Kreis dieser Beamten wird vom Verwaltungsrat festgesetzt. Soll ihre Zahl einhalb vom Tausend der

Zahl aller ständigen Bediensteten überschreiten, so ist hierzu die Zustimmung der Reichsregierung erforderlich.

§ 27.

Einheit des Unternehmens.

Unverändert.

§ 28.

Gerichtsstand.

Unverändert.

§ 29.

Rechnungsführung.

Unverändert.

§ 30.

Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung.

(1) unverändert.

(2) Die Reichsregierung hat das Recht, jederzeit die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung der Gesellschaft nachprüfen zu lassen, in alle Buchungen für die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung Einsicht zu nehmen, die sich bei der Hauptverwaltung befinden, und sich alle erforderlichen Auskünfte erteilen zu lassen. Jedoch dürfen hierdurch der Gesellschaft keine überflüssigen Kosten entstehen.

(3) unverändert.

§ 31.

Aufsichtsrecht der Reichsregierung.

Der Reichsregierung bleibt gegenüber der Gesellschaft vorbehalten:

1. die Aufsicht darüber, dass die Reichseisenbahnen gemäss den Gesetzen und entsprechend den Anforderungen des Verkehrs und der deutschen Volkswirtschaft verwaltet werden, und zwar unter Beachtung der besonderen Rechte und Pflichten, die sich für die Geschäftsführung der Gesellschaft aus den Bestimmungen dieses Gesetzes und der Gesellschaftsordnung ergeben;
2. die Aufsicht darüber, dass die Reichseisenbahnen samt allen Anlagen und Betriebsmitteln in betriebssicherem Zustand erhalten werden, und dass der Betrieb zufriedenstellend geführt wird;
3. die Genehmigung
   a) zur dauernden Einstellung des Betriebs einer Reichsbahnstrecke oder eines wichtigen Bahnhofs.

      Will die Gesellschaft eine grössere Werkstätte schliessen, so braucht sie diese Absicht lediglich sechs Monate vorher der Reichsregierung mitzuteilen;
   b) zu allgemeinen grundlegenden Neuerungen oder Änderungen technischer Anlagen, insbesondere die Genehmigung zur Ausdehnung oder Einschränkung der elektrischen Zugförderung und zu Systemänderungen im Sicherungswesen. Die

konstruktive Durchbildung ist ausschliesslich Sache der Gesellschaft;

4. die Genehmigung zur Gründung oder zum Erwerb von anderen Unternehmungen oder zur Beteiligung an anderen Unternehmungen;
5. die Mitwirkung bei Aufstellung der Tarife nach Massgabe des § 33;
6. die Mitwirkung bei Aufstellung der regelmässigen Fahrpläne des Personenverkehrs nach Massgabe des § 35;
7. die Genehmigung zur Abschaffung einer bestehenden Personenwagenklasse;
8. die Überwachung der Vorkehrungen zur Sicherung eines Notbetriebs.

§ 32.

Auskunftsrecht der Reichsregierung.

(1) Die Reichsregierung kann von der Gesellschaft jede Auskunft finanzieller Art sowie jede weitere zur Ausübung ihres Aufsichtsrechts erforderliche Auskunft verlangen. Dabei dürfen jedoch der Gesellschaft keine überflüssigen Kosten verursacht werden.

(2) Der für die Aufsicht über die Eisenbahnen zuständige Reichsminister ist berechtigt, im gesamten Netze der Gesellschaft alle Anlagen und Dienststellen zu besichtigen und durch seine Beamten besichtigen zu lassen. Er kann für sich und seine mit der Bearbeitung von Angelegenheiten der Reichseisenbahnen betrauten Beamten freie Fahrt auf den Strecken der Gesellschaft in Anspruch nehmen.

(3) Die Reichsregierung hat nach Massgabe des § 16 der Gesellschaftssatzung das Recht, einen Vertreter zu den Sitzungen des Verwaltungsrats zu entsenden.

(4) Die Gesellschaft hat dem für die Aufsicht über die Eisenbahnen zuständigen Reichsminister alle wichtigen Verfügungen allgemeiner Art mitzuteilen.

(5) Über Angelegenheiten der Gesellschaft, die ihrer Natur nach vertraulich sind, sind die mit der Wahrnehmung der Aufsicht betrauten Beamten zur Amtsverschwiegenheit verpflichtet.

§ 33.

Tarife.

(1) unverändert.

(2) unverändert.

(3) Die Genehmigung gilt als erteilt, wenn der Gesellschaft nicht innerhalb von 20 Tagen auf ihren Antrag von dem für die Aufsicht über die Eisenbahnen zuständigen Reichsminister Antwort zugeht. In allen Fällen wird die Reichsregierung der Gesellschaft auf die von dieser vorgelegten Tarifvorschläge die abschliessende Entscheidung in möglichst kurzer Frist erteilen. Ergeht innerhalb von sechs Monaten keine abschliessende Entscheidung oder wird die Genehmigung ganz oder zum

Teil versagt, so kann die Gesellschaft das Reichsbahngericht (§ 44) anrufen. In diesem Falle bleiben die bisherigen Tarife bis zur Entscheidung des Reichsbahngerichts in Kraft.

(4) unverändert.

(5) Die Reichsregierung kann ferner Änderungen der Tarife verlangen, die sie für notwendig erachtet. Bei Meinungsverschiedenheiten zwischen der Reichsregierung und der Gesellschaft entscheidet das Reichsbahngericht (§ 44).

§ 34.

Rücksichtnahme auf die Reparationssteuer und auf den Zinsen- und Tilgungsdienst.

Die Aufsicht über den Betrieb und die Tarife der Gesellschaft auf Grund dieses Gesetzes ist von der Reichsregierung so auszuüben, dass die Zahlungen für die Reparationssteuer, für den Zinsen- und Tilgungsdienst der Schuldverschreibungen und für die Vorzugsdividende sowie die Aufbringung der Mittel für die Einziehung der Vorzugsaktien gewährleistet bleiben.

§ 35.

Fahrpläne.

Unverändert.

§ 36.

Verhandlungen mit ausländischen Regierungen.

Unverändert.

§ 37.

Bauten.

(1) unverändert.

(2) Berührt der Bau neuer oder die Veränderung bestehender Reichseisenbahnanlagen den Geschäftsbereich der Landespolizei, so hat die Gesellschaft vor der Feststellung der Baupläne die Landesbehörden anzuhören. Berührt der Bau oder die Veränderung den Geschäftsbereich von Reichsbehörden, auf die Aufgaben der Landespolizei übergegangen sind, so sind auch diese Reichsbehörden anzuhören. Ergibt die Anhörung, dass Meinungsverschiedenheiten zwischen der Gesellschaft und den beteiligten Landes- oder Reichsbehörden bestehen, so sind die Pläne von der Reichsregierung endgültig festzustellen. Die Pläne für neue Reichsbahnstrecken sind stets von der Reichsregierung endgültig festzustellen. In beiden Fällen hat die Gesellschaft die Pläne und, falls die beteiligten Behörden sich gutachtlich geäussert haben, auch deren Gutachten dem für die Aufsicht über die Eisenbahnen zuständigen Reichsminister vorzulegen. Die Planfeststellung umfasst die endgültige Entscheidung über alle von der Plangestaltung berührten Interessen.

(3) bis (5) unverändert.

§ 38.

Enteignung.

(1) und (2) unverändert.

(3) Die zwangsweise Entziehung oder Beschränkung des Eigentums an Teilen des Reichseisenbahnvermögens und an Grundstücken der Gesellschaft ist nur nach vorheriger Genehmigung der Reichsregierung zulässig.

§ 39.

Eisenbahn- und Wegerecht.

Wenn an einer Kreuzung der Reichsbahn mit einem öffentlichen Verkehrsweg infolge Vermehrung des Verkehrs oder sonstiger Veränderung der Verhältnisse die Anlagen der Reichsbahn oder des Verkehrwegs oder beider geändert werden müssen, so sind die Kosten von der Gesellschaft zu tragen, wenn die Veränderung allein durch den Reichsbahnverkehr veranlasst war, vom Wegebaupflichtigen, wenn sie allein durch den Wegeverkehr veranlasst war, in jedem Falle unter Heranziehung des anderen Teils zu den Kosten in dem Umfang, in dem er von der Veränderung finanzielle Vorteile hat. Die Kosten sind zwischen beiden angemessen zu verteilen, wenn die Veränderung sowohl durch den Reichsbahn- als auch durch den Wegeverkehr veranlasst war. Bei Streit über die Verteilung der Kosten wird die endgültige Entscheidung, soweit sie nicht in einem Verwaltungsstreitverfahren ergeht, von dem für die Aufsicht über die Eisenbahnen zuständigen Reichsminister getroffen.

§ 40.

Übertragung von Geschäften der Verkehrsverwaltung.

Die Reichsregierung kann im Einvernehmen mit der Gesellschaft einzelnen Stellen oder Beamten der Gesellschaft, namentlich den Reichsbahndirektionen, Geschäfte der Reichsaufsicht über nicht von der Gesellschaft betriebene Eisenbahnen (Artikel 95 der Reichsverfassung) und andere Geschäfte der Verkehrsverwaltung übertragen. Die Geschäfte sind nach den Weisungen der Reichsregierung auf deren Rechnung zu führen. Reichsbahnangestellte, die mit solchen Geschäften betraut werden, sind für diese Amtsgeschäfte besonders in Pflicht zu nehmen.

§ 41.

Ablauf des Betriebsrechts.

(1) Mit dem Ablauf des Betriebsrechts hat die Gesellschaft der Reichsregierung unentgeltlich die Reichseisenbahnen samt allem Zubehör und den zur ordnungsmässigen Betriebführung nötigen Betriebsvorräten sowie mit allen Nebenbetrieben, und zwar vorbehaltlich etwaiger gemäss § 8 zwischen der Gesellschaft und der Reichsregierung getroffenen Vereinbarungen lastenfrei in ordnungsmässigem Zustand zu übergeben und alle Beteiligungen an anderen Unternehmungen auf das

Reich zu übertragen. Mit der Übergabe gehen alle aus der laufenden Betriebführung sich ergebenden Rechte und Verbindlichkeiten auf das Reich über.

(2) unverändert.

§ 42.

Liquidation.

Unverändert.

§ 43.

Staatsvertrag.

(1) unverändert.

(3) Streitigkeiten über die Auslegung oder Anwendung des Abs. 1 und der danach für die Gesellschaft geltenden Bestimmungen sind, wenn die Gesellschaft an dem Streit beteiligt ist, ausschliesslich vor dem Reichsbahngericht (§ 44) auszutragen. Die Länder führen den Streit nur durch Vermittlung des Reichs.

§ 44.

Reichsbahngericht.

(1) Streitfälle zwischen der Reichsregierung und der Gesellschaft über die Auslegung der Bestimmungen dieses Gesetzes und der Gesellschaftssatzung oder über Massnahmen auf Grund des Gesetzes oder der Satzung, insbesondere in Angelegenheiten der Tarife, sind einem besonderen Gericht (Reichsbahngericht) zur Entscheidung zu unterbreiten.

(2) Das Reichsbahngericht wird beim Reichsverwaltungsgericht gebildet, sobald dieses errichtet ist. Es besteht aus dem Vorsitzenden und den Beisitzern eines vom Präsidenten des Reichsverwaltungsgerichts ein für allemal bezeichneten Beschlusssenats des Reichsverwaltungsgerichts. Bei Streitfällen über Angelegenheiten der Tarife treten zwei weitere Beisitzer hinzu, von denen der eine auf Vorschlag der Reichsregierung, der andere auf Vorschlag der Gesellschaft von Fall zu Fall vom Präsidenten des Reichsverwaltungsgerichts ernannt wird. Bis zur Errichtung des Reichsverwaltungsgerichts hat das Reichsbahngericht seinen Sitz beim Reichsgericht und setzt sich aus drei ständigen und zwei weiteren von Fall zu Fall zu bestellenden Mitgliedern zusammen. Die ständigen Mitglieder und zugleich zwei Ersatzmänner werden vom Präsidenten des Staatsgerichtshofs für das Deutsche Reich ernannt und sollen Richter mit besonderer Erfahrung auf dem Gebiete des öffentlichen Rechtes sein. Ein ständiges Mitglied wird von dem Präsidenten des Staatsgerichtshofes zum Vorsitzenden, ein weiteres ständiges Mitglied zum stellvertretenden Vorsitzenden ernannt. Von den beiden von Fall zu Fall zu bestellenden Mitgliedern wird das eine auf Vorschlag der Reichsregierung, das andere auf Vorschlag der Gesellschaft vom Präsidenten des Staatsgerichthofes ernannt. Für das Reichsbahngericht gelten die Vorschriften der §§ 19 Satz 2 und 3, 20 bis 22, 24 bis 26, 28 Abs. 1, 29 Abs. 1 und Abs. 2 Satz 1 und § 30 des Gesetzes über den Staats-

gerichtshof (Reichsgesetzbl. 1921 S. 905) sinngemäss. Die näheren Bestimmungen über das Verfahren werden durch eine Geschäftsordnung geregelt, die vom Präsidenten des Reichsverwaltungsgerichts, bis zu dessen Errichtung vom Präsidenten des Staatsgerichtshofs für das Deutsche Reich, erlassen und im Reichsgesetzblatt veröffentlicht wird. Sie soll Vorsorge treffen, dass das Reichsbahngericht seine Entscheidungen mit möglichster Beschleunigung erlässt.

(3) und (4) fallen weg.

§ 45.

Schiedsrichter.

Fällt weg.

§ 46.

Goldmark.

Fällt weg.

§ 47.

Übergangsbestimmungen.

Fällt weg.

Anlage I zum Reichsbahngesetz.

B. Satzung der Deutschen Reichsbahn-Gesellschaft.

§ 1.

Firma.

(1) unverändert.

(2) Für ihre Rechtsverhältnisse sind das Reichsgesetz über die Deutsche Reichsbahn-Gesellschaft vom 30. August 1924 in der Fassung des Gesetzes vom . . . . und diese Gesellschaftssatzung, die einen Bestandteil des Gesetzes bildet, massgebend. Der Sitz der Gesellschaft ist Berlin.

(3) Das Geschäftsjahr der Gesellschaft ist das Kalenderjahr.

§ 2.

Gegenstand des Unternehmens.

Unverändert.

§ 3.

Grundkapital.

(1) Das Grundkapital der Gesellschaft beträgt fünfzehn Milliarden Reichsmark, und zwar zwei Milliarden Reichsmark Vorzugsaktien (Gruppe A) und dreizehn Milliarden Reichsmark Stammaktien. Die Bestimmungen in § 26 über die Vorzugsaktien Gruppe A Serien I bis V bleiben unberührt.

(2) Weitere Vorzugsaktien (Gruppe B) zur Erhöhung des Grundkapitals kann die Gesellschaft unter Beachtung der Bestimmungen in § 3 Abs. 2 des Gesetzes auf Grund eines Beschlusses des Verwaltungsrats ausgeben.

§ 4.

Vorzugsaktien.

(1) Die Vorzugsaktien lauten auf den Inhaber und sind frei übertragbar. Sie gewähren den Anspruch auf Kapitalrückzahlung spätestens bei Ablauf des Betriebsrechtes sowie auf eine Vorzugsdividende. Ist in einem Jahre die Vorzugsdividende nicht voll gezahlt worden, so ist sie aus den Gewinnen der folgenden Jahre nachzuzahlen. Im Falle einer Gewinnverteilung auf die Stammaktien ist nach näherer Bestimmung des § 25 auf die Vorzugsaktien Gruppe A eine Zusatzdividende auszuschütten.

(2) unverändert.

(3) Die Vorzugsaktien jeder Serie können vorbehaltlich der besonderen Bestimmungen in § 26 über die Vorzugsaktien Gruppe A Serien I bis V jederzeit ganz oder zum Teil eingezogen werden.

(4) unverändert.

(5) unverändert.

(6) Den Einlösungskurs der Vorzugsaktien bestimmt vorbehaltlich der besonderen Bestimmungen in § 26 über die Vorzugsaktien Gruppe A Serien I bis V die Gesellschaft bei der Ausgabe. Soll er höher als zehn vom Hundert über den Nennwert bemessen werden, so bedarf dies der Zustimmung der Reichsregierung.

(7) Die Reichsregierung kann verlangen, dass die Gesellschaft von ihrem Rechte der vorzeitigen Einziehung unter Beachtung der vorstehenden Bestimmungen Gebrauch macht, wenn das Reich ihr die erforderlichen Mittel zur Verfügung stellt.

§ 5.

Verteilung des Erlöses aus den Vorzugsaktien.

(1) Von dem Gesamterlös aus der Ausgabe der Vorzugsaktien Gruppe A fliessen ein Viertel dem Reich, drei Viertel der Gesellschaft zu. Der Erlös aus einzelnen Ausgaben darf jedoch im Einvernehmen zwischen der Reichsregierung und der Gesellschaft anders verteilt werden, falls sich dadurch das Gesamtergebnis der Verteilung nicht ändert.

(2) Während der ersten zwei Jahre nach dem Übergang des Betriebsrechts soll die Gesellschaft Vorzugsaktien im Nennwert von fünfhundert Millionen Reichsmark verwerten. Die Reichsregierung kann verlangen, dass der Erlös aus dieser Ausgabe dem Reich ganz zufliesst.

§ 6.

Stammaktien.

Unverändert.

§ 7.

Form und Inhalt der Aktien.

Unverändert.

§ 8.

Reparationsschuldverschreibungen.

Fällt weg.

§ 9.

Andere Schuldverschreibungen.

Fällt weg.

§ 10.

Organisation der Gesellschaft.

Unverändert.

§ 11.

Verwaltungsrat.

(1) Der Verwaltungsrat besteht aus achtzehn Mitgliedern, die Deutsche sein müssen.

(2) [bisher (2) und (3)]. Die Mitglieder des Verwaltungsrats werden von der Reichsregierung ernannt. Sind Vorzugsaktien Gruppe A ausgegeben, so sind vier von den achtzehn Sitzen den Inhabern dieser Vorzugsaktien mit der Massgabe einzuräumen, dass auf je 500 Millionen Reichsmark ausgegebener Vorzugsaktien ein Sitz im Verwaltungsrat entfällt.

(3) [bisher (4)] unverändert.

(4) [bisher (5)] unverändert.

§ 12.

Ausscheiden der Mitglieder des Verwaltungsrats.

Unverändert.

§ 13.

Ausscheiden der Mitglieder des Verwaltungsrats.

(1) Vom 31. Dezember 1930 ab scheiden alljährlich sechs Mitglieder des Verwaltungsrats aus; die Amtsdauer der Mitglieder beträgt künftig drei Jahre. Die Ausscheidenden können wiederernannt werden. Die Ernennung der neuen oder die Wiederernennung der ausscheidenden Mitglieder hat vor Beginn des folgenden Geschäftsjahres stattzufinden.

Hierzu Übergangsbestimmung.

Die Amtsdauer der gegenwärtigen Mitglieder des Verwaltungsrats endet

am 31. Dezember 1930, soweit sie auch nach den bisherigen Bestimmungen an diesem Tage auszuscheiden hätten,

am 31. Dezember 1931, soweit sie nach den bisherigen Bestimmungen am 31. Dezember 1932 auszuscheiden hätten,

am 31. Dezember 1932, soweit sie nach den bisherigen Bestimmungen am 31. Dezember 1934 auszuscheiden hätten.

Ihre Nachfolger werden für drei Jahre ernannt.

Abweichend hiervon scheiden die vier ausländischen Mitglieder mit dem Inkrafttreten dieses Gesetzes aus. Ihre Nachfolger werden von der

Reichsregierung zum gleichen Zeitpunkt lediglich für den Rest der Amtsdauer der ausländischen Mitglieder ernannt; ihre Amtszeit endet demnach entsprechend dem vorstehenden Grundsatz am 31. Dezember der Jahre 1930, 1931 oder 1932.

(2) und (3) unverändert.

§ 14.

Präsident des Verwaltungsrats.

(1) Der Verwaltungsrat wählt jährlich zu Beginn des Geschäftsjahres einen Präsidenten. Wiederwahl ist zulässig. Die Wahl bedarf der Bestätigung des Reichspräsidenten. Wenn die Inhaber der Vorzugsaktien Gruppe A im Verwaltungsrat durch drei Mitglieder vertreten sind, soll der Präsident aus diesen entnommen werden.

(2) Der Verwaltungsrat wählt jährlich einen oder zwei Vizepräsidenten, deren Wiederwahl zulässig ist.

§ 15.

Aufgaben des Verwaltungsrats.

(1) Der Verwaltungsrat hat die Aufgabe, die Geschäftsführung der Gesellschaft zu überwachen und über alle wichtigen oder grundsätzlichen Fragen oder solche von allgemeiner Bedeutung zu entscheiden. Hierzu gehören insbesondere:

die Ernennung des Generaldirektors und der oberen Beamten; diese hat der Generaldirektor vorzuschlagen,

die Feststellung des Voranschlags,

die Feststellung der Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung,

die Gewinnverteilung,

die Anlegung der flüssigen Mittel der Gesellschaft,

die Ermächtigung zur Aufnahme von Anleihen und Krediten zu Lasten der Gesellschaft und zu deren hypothekarischer Sicherung,

die Genehmigung aller Ausgaben auf Kapitalrechnung, wenn diese die vom Verwaltungsrat festgesetzte Begrenzung übersteigen,

die Genehmigung der allgemeinen Bestimmungen über die Rechts-, Dienst- und Besoldungsverhältnisse der Bediensteten, insbesondere auch der Besoldungs- und Lohnordnung.

(2) und (3) unverändert.

§ 16.

Sitzungen des Verwaltungsrats.

(1) Der Verwaltungsrat tritt mindestens alle zwei Monate zu ordentlichen Sitzungen zusammen. Ausserordentliche Sitzungen sind anzuberaumen, wenn mindestens sechs Mitglieder oder der Präsident des Verwaltungsrats oder die Reichsregierung die Einberufung schriftlich beantragen.

(2) und (3) unverändert.

(4) Die Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit gefasst. Bei Stimmengleichheit gibt die Stimme des Präsidenten den Ausschlag.

(5) Die Reichsregierung kann einen ständigen Vertreter bestellen, der berechtigt ist, an den Sitzungen des Verwaltungsrats und seiner Ausschüsse ohne Stimmrecht teilzunehmen. Im Falle seiner Behinderung kann sein ständiger Stellvertreter an den Sitzungen teilnehmen. Der Vertreter der Reichsregierung und sein Stellvertreter sind zu Beginn eines jeden Geschäftsjahres zu benennen.

§ 17.

Arbeitsausschuss.

(1) Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse, soweit es ihm zweckmässig erscheint, einem Arbeitsausschuss übertragen, der aus sechs Mitgliedern besteht. Eines der Mitglieder ist den Vertretern der Vorzugsaktionäre Gruppe A auf ihren Wunsch zu entnehmen.

(2) und (3) unverändert.

§ 18.

Vergütungen für die Mitglieder des Verwaltungsrats.

Unverändert.

§ 19.

Vorstand.

(1) und (2) unverändert.

(3) Der Generaldirektor wird vom Verwaltungsrat nach Fühlungnahme mit der Reichsregierung auf drei Jahre ernannt; Wiederernennung ist zulässig. Die Direktoren werden vom Verwaltungsrat auf Vorschlag des Generaldirektors ernannt.

(4) unverändert.

(5) Der Verwaltungsrat kann jederzeit die Ernennung des Generaldirektors widerrufen. Der Anspruch des Generaldirektors auf seine vertragsmässige Vergütung wird durch den Widerruf seiner Ernennung nicht berührt.

(6) Hält die Reichsregierung eine Verletzung der Gesellschaftssatzung durch den Generaldirektor für gegeben, so kann sie verlangen, dass der Verwaltungsrat über die Entlassung des Generaldirektors Beschluss fasst.

§ 20.

Befugnisse des Vorstands.

Unverändert.

§ 21.

Der Eisenbahnkommissar.

Fällt weg.

§ 22.

Aufgaben des Eisenbahnkommissars.

Fällt weg.

§ 23.

Personal und Kosten des Eisenbahnkommissars.

Fällt weg.

§ 24.

Ausnahmebefugnisse des Eisenbahnkommissars.

Fällt weg.

§ 25.

Finanzgebarung der Gesellschaft.

(1) Die Gesellschaft hat am Schluss jedes Geschäftsjahres eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung aufzustellen.

(2) Der Betriebsüberschuss, der nach Zahlung der Reparationssteuer und nach Deckung der Betriebsausgaben aus den Betriebseinnahmen gemäss den Bestimmungen in § 4 des Gesetzes verbleibt, ist wie folgt zu verwenden:

1. Zunächst sind der Zinsendienst der Schuldverschreibungen und Anleihen der Gesellschaft und die für notwendige Abschreibungen zu verwendenden Beträge zu bestreiten.
2. Zur Deckung eines etwaigen Betriebsfehlbetrages der Gesellschaft und zur Sicherstellung der rechtzeitigen Zahlung der Reparationssteuer sowie der rechtzeitigen Befriedigung des Zins- und Tilgungsdienstes der Schuldverschreibungen und Anleihen der Gesellschaft ist sodann eine Rücklage (Ausgleichsrücklage) zu schaffen. Der Rücklage sind jährlich zwei vom Hundert der gesamten Betriebseinnahmen zu überweisen, bis die Rücklage den Betrag von vierhundertfünfzig Millionen Reichsmark erreicht hat.

   Nach Auffüllung der Ausgleichsrücklage bis zu dem vorgenannten Höchstbetrag ist sogleich eine weitere Rücklage (Dividendenrücklage) zur Sicherstellung der Ausschüttung der Vorzugsdividende auf die Vorzugsaktien zu bilden. Ihr ist eins vom Hundert der gesamten Betriebseinnahmen zuzuführen, bis sie den Betrag von fünfzig Millionen Reichsmark erreicht hat. Die Überweisungen aus dem Betriebsüberschuss an die Ausgleichsrücklage und an die Dividendenrücklage dürfen zusammen in einem Geschäftsjahr jedoch den Betrag von zwei vom Hundert der gesamten Betriebseinnahmen nicht überschreiten. Die Bestimmung in § 4 Abs. 2 Satz 1 des Gesetzes gilt auch für die Dividendenrücklage.

   Müssen nach Erreichung ihres Höchstbetrages die Rücklagen angegriffen werden, so sind sogleich die jährlichen Überweisungen zu ihrer Wiederauffüllung nach Massgabe der vorstehenden Bestimmungen aufzunehmen.

(3) Der aus dem Betriebsüberschuss nach den vorstehenden Zahlungen und Überweisungen verbleibende Reingewinn ist in folgender Reihenfolge zu verwenden:

1. Sollte in früheren Jahren die Vorzugsdividende auf die Vorzugsaktien Gruppe A nicht voll gezahlt worden sein, so ist sie vorweg nachzuzahlen. Sodann ist die Vorzugsdividende auf diese Vorzugsaktien auszuschütten.
2. Sollte in früheren Jahren die Vorzugsdividende auf die Vorzugsaktien Gruppe B nicht voll gezahlt worden sein, so ist sie vorweg nachzuzahlen. Sodann ist die Vorzugsdividende auf diese Vorzugsaktien auszuschütten.
3. Beträge, die die Reichsregierung gemäss § 4 Abs. 4 des Gesetzes mit Rücksicht auf die Gewährleistung der Reparationssteuer entrichtet hat, sind ihr zu erstatten.
4. Die Verwendung des Restbetrages des Reingewinns bestimmt der Verwaltungsrat im Einvernehmen mit der Reichsregierung nach folgenden Richtlinien:

   Vorweg sind mindestens fünfundzwanzig vom Hundert dieses Restbetrages ohne Einrechnung des Vortrags aus dem Vorjahre der Dividendenrücklage zuzuführen, bis sie den Betrag von hundert Millionen Reichsmark erreicht hat. Muss nach Erreichung dieser Grenze die Dividendenrücklage angegriffen werden, so sind die Überweisungen zu ihrer Wiederauffüllung gemäss der vorstehenden Bestimmung wieder aufzunehmen.

   Im übrigen können Sonderrücklagen vorgesehen werden. Vom Jahre 1935 an ist eine besondere Rücklage zur Einziehung der Vorzugsaktien anzusammeln. Diese Rücklage kann auch schon in einem früheren Zeitpunkt angeordnet werden. Eine Rücklage für die Einziehung der Stammaktien wird nicht gebildet.

   Wenn der Verwaltungsrat eine Verteilung des weiteren Reingewinns beschliesst, soll dieser wie folgt verwendet werden: Ein Drittel für die Vorzugsaktien Gruppe A als Zusatzdividende, zwei Drittel für die Stammaktien.

   Sollten jedoch die Vorzugsaktien Gruppe A nicht in dem vorgesehenen Gesamtbetrage von zwei Milliarden Reichsmark ausgegeben sein, so kommt der auf die noch nicht begebenen Vorzugsaktien dieser Gruppe entfallende Teil den Stammaktien zugute.

(4) Von der Rücklage, die nach § 25 Abs. 2 Ziff. 3 der dem Reichsbahngesetz vom 30. August 1924 beigefügten Gesellschaftssatzung geschaffen worden ist, sind vierhundertfünfzig Millionen Reichsmark der Ausgleichsrücklage zuzuführen. Der hiernach verbleibende Rest ist an die Dividendenrücklage zu überweisen.

§ 26.

Besondere Bestimmungen über die Serien I bis V der Vorzugsaktien Gruppe A.

Für die Vorzugsaktien der Gruppe A Serien I bis V gelten folgende Bestimmungen:

1. Diese Vorzugsaktien lauten auf Goldmark. Die Vorzugs- und die Zusatzdividende sowie der Einlösungsbetrag der Vorzugsaktien sind in Goldmark oder deren Gegenwert in Reichsmark zu zahlen. Als Goldmark im Sinne dieser Bestimmung gilt der Gegenwert von $^1/_{2790}$ Kilogramm Feingold. Dieser Gegenwert wird berechnet nach dem Londoner Goldpreise, der am dritten Werktage vor der Genehmigung der Bilanz durch den Verwaltungsrat amtlich bekanntgegeben wird, und dem Mittelkurs, der an diesem Tage an der Berliner Börse vorgenommenen amtlichen Notierung für Auszahlung London. Falls am dritten Werktage vor der Genehmigung der Bilanz kein amtlicher Goldpreis veröffentlicht wird, ist der zuletzt vor diesem Tage amtlich bekanntgegebene Londoner Goldpreis der Berechnung zugrunde zu legen. Ergibt sich aus der Umrechnung für das Kilogramm Feingold ein Preis von nicht mehr als 2 820 und nicht weniger als 2 760 *RM*, so ist für jede geschuldete Goldmark eine Reichsmark in gesetzlichen Zahlungsmitteln zu zahlen.

   Auf die Dividende jeder Vorzugsaktie der Serien IV und V der Gruppe A wird am 2. Januar jedes Jahres eine Abschlagszahlung in Reichsmark nach Massgabe der Ausgabebedingungen gezahlt.

   Bei der Einlösung der aufgerufenen Vorzugsaktien wird die Goldmark in der für die Dividende vorgesehenen Weise in Reichsmark umgerechnet, wobei die am dritten Werktage vor der Einlösung vorgenommene Notierung der in Frage kommenden Kurse zugrunde gelegt wird.

2. Diese Vorzugsaktien können erst vom Beginn des 16. Jahres nach ihrer Ausgabe an ganz oder zum Teil eingezogen werden. Sollte jedoch die Verpflichtung der Gesellschaft, die Reparationssteuer zu entrichten, früher fortfallen, so kann die Gesellschaft diese Vorzugsaktien auch schon vom Tage des Fortfalls dieser Verpflichtung an einziehen.

3. Der Einlösungskurs dieser Vorzugsaktien zuzüglich der laufenden und der rückständigen Dividenden bestimmt sich wie folgt: Bei Einziehung vor Ablauf des 25. Jahres nach dem Übergang des Betriebsrechts an die Gesellschaft beträgt der Einlösungskurs zwanzig vom Hundert über den Nennwert, bei Einziehung vom 26. bis 35. Jahre einschliesslich beträgt er zehn vom Hundert über den Nennwert. Nach dem 35. Jahre erfolgt die Einziehung zum Nennwert.

4. Diese Vorzugsaktien gewähren den Anspruch auf Kapitalrückzahlung spätestens am 31. Dezember 1964.

Anlage II zum Reichbahngesetz.

A. Nach § 19 Abs. 3 kann die Gesellschaft die Arbeitszeit der Beamten auf die Angestellten und Arbeiter in folgenden Dienstzweigen übertragen:

I. Bahnbewachungsdienst.

1. Schrankenwärter- und Schrankenwärterinnendienst.
2. Streckenwärterdienst (Streckenläuferdienst).
3. Übriger Bahnbewachungsdienst.

II. Blockwärterdienst auf freier Strecke.

III. Bahnhofsdienst.

1. Dienststellenleitung (auch Leiter der Abteilungen).
2. Rechnungs- und Schreibdienst.
3. Zugleitungs- und Fahrdienstleiterdienst sowie Aufsichtsdienst im Sinne des § 9 der Fahrdienstvorschriften.
4. Nachrichtendienst am Fernschreiber und Fernsprechumschalter.
5. Weichendienst im Stellwerk und an Handweichen.
6. Verschiebedienst.
7. Bahnsteigschaffnerdienst (einschl. Pförtnerauskunftsdienst).
8. Wächter-, Haus- und Botendienst.
9. Übriger Bahnhofsdienst, soweit die Bediensteten teilweise in einem der übrigen unter A genannten Dienstzweige tätig sind.

IV. Kassen- und Abfertigungsdienst

(soweit nicht unter B Ziffer VI etwas anderes bestimmt ist).

1. Dienststellenleitung (auch Leiter der Abteilungen).
2. Rechnungs-, Schreib- und Kassendienst.
3. Fahrkartendienst (einschl. Auskunftsdienst).
4. Gepäck- und Expressgutabfertigungsdienst.
5. Eilgut-, Frachtgut- und Tierabfertigungsdienst.
6. Annahme-, Ausgabe- und Ladedienst.
7. Wagendienst und Zugabfertigungsdienst.
8. Wächter-, Haus- und Botendienst.
9. Übriger Kassen- und Abfertigungsdienst.

V. Zugbegleitdienst im Reise- und Güterzugdienst.

VI. Betriebsmaschinendienst.

1. Aufsichtsdienst.
2. Rechnungs- und Schreibdienst.
3. Lokomotivfahr- und Triebwagenführerdienst.

VII. Schiffsdienst auf Binnen- und Küstengewässern, ausgenommen die Kettenschleppschiffahrt auf dem Main.

1. Deckdienst.
2. Schiffsmaschinendienst.

3. Werftdienst.
4. Übriger Dienst.

VIII. Bürodienst in der Hauptverwaltung, den Reichsbahndirektionen und den Ämtern.

B. Die Befugnis der Gesellschaft, die Arbeitszeit der Beamten auf die Angestellten und Arbeiter zu übertragen, ist nicht gegeben:

I. In der Bahn- und Telegraphenverwaltung, in den Oberbaustofflagern, im Hochbau, in Steinbrüchen, Schotterwerken, Kiesgruben, Holztränkanstalten, Bahngärtnereien und in der Wald- und Landwirtschaft.

II. In den Reichsbahn-Ausbesserungswerken und den dazugehörigen Nebenbetrieben, wie Bahnkraft-, Bahngaswerken und Laboratorien.

III. In den Telegraphenwerkstätten.

IV. In den Waschanstalten.

V. Im Werkstättenbetrieb der Bahnbetriebswerke.

VI. Bei den ausschliesslich als Güterbodenarbeiter beschäftigten Arbeitern auf Güterböden oder Umladehallen mit in der Regel mehr als 25 derartigen Arbeitern.

Annex VI bis.

Verfahren bei Änderungen des Reichsbahngesetzes und der Gesellschaftssatzung.

Das Reich kann während der Dauer des Betriebsrechts der Gesellschaft unter Beachtung des nachstehend angegebenen Verfahrens am Reichsbahngesetz und der Gesellschaftssatzung die Änderungen vornehmen, die durch eine Änderung der Verhältnisse gerechtfertigt erscheinen oder deren tatsächliche Zweckmäßigkeit sich durch die Erfahrung ergeben hat, sofern die Änderungen die Bestimmungen über die Reparationszahlungen und die für sie vorgesehenen Garantien sowie den unabhängigen Charakter der Gesellschaft mit ihrer selbständigen Verwaltung nicht beeinträchtigen.

Die beabsichtigten Gesetzesänderungen werden in einem ständigen Ausschuss von 4 Mitgliedern erörtert, der feststellt, ob sie mit den Bestimmungen des Abs. 1 vereinbar sind oder nicht. Wird die Vereinbarkeit mit Stimmeneinheit bejaht oder verneint, so ist die Entscheidung des Ausschusses endgültig.

Kommt eine einheitliche Entscheidung des Ausschusses nicht zustande, so bleibt der bisherige Zustand bestehen. Die Frage kann aber auf Antrag eines jeden Ausschussmitgliedes zur Entscheidung des im Haager Abkommen vom Januar 1930 vorgesehenen Auslegungsschiedsgerichts gebracht werden.

Auf einstimmigen Beschluss des Ausschusses kann die Entscheidung auch einem einzelnen Schiedsrichter in der Person des Vorsitzenden

oder eines der Mitglieder des Auslegungsschiedsgerichts anvertraut werden.

Der Ausschuss entscheidet innerhalb eines Zeitraums von 2 Monaten nach der Mitteilung der beabsichtigten Änderungen an die 4 Mitglieder des Ausschusses.

Die Mitglieder des ständigen Ausschusses sollen Sachkennern auf dem Gebiete der im Reichsbahngesetz behandelten Fragen sein. Sie werden für einen Zeitraum von 5 Jahren vom Inkrafttreten des neuen Reichsbahngesetzes an ernannt. 2 Mitglieder werden von der Reichsregierung und 2 von den Regierungen der anderen einladenden Mächte der Haager Konferenz ernannt. Ist ein Mitglied des Ausschusses im Einzelfall verhindert, sein Amt wahrzunehmen, so bestimmt die Regierung, von der das Mitglied ernannt ist, für diesen Fall einen Ersatzmann.

Die Reichsregierung wird den Mitgliedern des Ausschusses die Änderungsvorschläge zustellen. Den deutschen Mitgliedern obliegt es, sich mit den anderen Mitgliedern über den Zeitpunkt und den Ort des Zusammentritts des Ausschusses zu verständigen. Die Kosten des Ausschusses werden von der Deutschen Regierung getragen.

Unter Abweichung von den vorstehenden Bestimmungen kann das Deutsche Reich nach Anhörung des Verwaltungsrats die §§ 11, 20, 21, 25, 28, 35, 36, 37, 38, 40 des Gesetzes selbständig abändern, die Gegenstände behandeln, die vom Standpunkt des Abkommens von geringer Bedeutung sind. Diese Abänderungen dürfen jedoch für die Gesellschaft neue Belastungen nicht zur Folge haben; sie müssen ferner die Bestimmungen über die Reparationszahlungen und die für sie vorgesehenen Garantien sowie den unabhängigen Charakter der Gesellschaft mit ihrer selbständigen Verwaltung unberührt lassen.

Annexe VII.

Affectation à titre de garantie collatérale de certaines recettes du Reich.

1. Sous réserve de la charge existant en faveur des Trustees de l'Emprunt extérieur allemand 1924, le Gouvernement Allemand affecte le produit des droits de douane, des impôts sur le tabac, la bière et l'alcool (Administration du Monopole) au service du certificat représentant les annuités payables par l'Allemagne, y compris le service de toutes obligations qui pourraient être émises dans les conditions prévues par le Nouveau Plan. A cette fin, le Gouvernement Allemand, sans préjudice de sa responsabilité générale pour le paiement des annuités et de sa liberté entière d'effectuer ces paiements sur ses revenus généraux, assurera par les recettes des impôts sus-désignés, à titre de garantie collatérale, les versements nécessaires pour couvrir les annuités, telles qu'elles sont déterminées par ailleurs. L'affectation constitue un gage négatif soumis aux conditions suivantes.

2. Le Reich n'établira aucune charge sur les recettes ainsi affectées, en faveur d'un autre emprunt ou crédit, sans l'assentiment de la Banque des Règlements Internationaux. Si une telle charge a été établie sur les recettes affectées, avec l'assentiment de la Banque, la charge du paiement des annuités dues par l'Allemagne primera toute autre charge de cette nature.

3. Si, à un moment quelconque, le produit total des recettes ainsi affectées tombe au-dessous de 150 pour cent de la contribution budgétaire maxima payable par l'Allemagne en vertu du Nouveau Plan, la Banque pourra exiger l'affectation complémentaire de recettes suffisantes pour assurer le rétablissement immédiat du pourcentage en question, et, en conséquence, le Gouvernement Allemand se conformera sans retard à cette demande.

4. Au cas où le Gouvernement Allemand changerait le système de perception d'un quelconque des impôts sus-désignés, les recettes assurées au Reich par le nouveau système seront affectées à la place de l'impôt original.

5. Les stipulations de la présente Annexe entreront en vigueur à la place des stipulations du „Protocole relatif aux paiements de réparations prélevés sur les ressources budgétaires allemandes comme à l'institution d'un contrôle sur les revenus des douanes, de l'impôt sur l'alcool, le tabac, la bière et le surce," Protocole qui constitue l'Annexe I de l'Arrangement de Londres en date du 9 août 1924 entre la Commission des Réparations et le Gouvernement Allemand pour assurer la mise à exécution du Rapport du Premier Comité d'Experts, *) et ce Protocole, par conséquent, cessera d'être en vigueur.

Annex VII.

Assignment by way of Collateral Guarantee of Certain Revenues of the Reich.

1. The German Government assigns, subject to the charge in favour of the Trustees for the German External Loan, 1924, the proceeds of the Customs, of the tobacco taxes, the beer tax and the tax on spirits (Administration of the Monopoly) for the service of the certificate representing the annuities payable by Germany, including the service of any bonds which may be issued under the provisions of the New Plan. To this end, the Reich, without prejudice to its general responsibility for the payment of the annuities and its entire discretion to effect these payments out of general revenues, will secure out of the receipts from the above revenues by way of collateral guarantee the sums necessary to cover the annuities as elsewhere determined. The assignment constitutes a negative pledge and is ruled by the following conditions:

2. The Reich will not create any charge on the assigned revenues for any other loan or credit without the consent of the Bank for Inter-

---

*) V. N. R. G. 3. s. XIII, p. 820.

national Settlements. If any such charge is created on the assigned revenues with the consent of the Bank, the charge for the annuities payable by Germany will rank ahead of any such other charge.

3. If at any time the total yield of the assigned revenues should fall below 150 per cent, of the highest budgetary contribution payable by Germany under the New Plan, the Bank may require that additional revenues sufficient to assure the immediate restoration of the yield to the above percentage be assigned and the German Government will forthwith comply with that requirement accordingly.

4. Should the German Government change the system of collecting any of the assigned revenues, then the receipts secured to the Reich by the new system will be assigned in substitution for the original tax.

5. The provisions of this Annex shall take effect in substitution for the provisions of the Protocol concerning the contributions to be made by the German Government and the institution of control over the revenues from the Customs and from the taxes on spirits, beer, tobacco and sugar, which is Annex I to the agreement between the Reparation Commission and the German Government for the carrying out of the Report of the First Committee of Experts, London, August 9th, 1924, *) and that Protocol shall cease to have effect accordingly.

Anlage VII.

Anweisung von Reichseinnahmen im Wege der Nebensicherung.

1. Die deutsche Regierung weist — vorbehaltlich der für die Treuhänder für die deutsche auswärtige Anleihe von 1924 darauf bestellten Last — die Einnahmen aus den Zöllen, der Tabaksteuer, der Biersteuer und der Abgabe auf Branntwein (Branntweinmonopol) für den Dienst der Schuldbescheinigung über die von Deutschland zu zahlenden Annuitäten an, einschliesslich des Dienstes von Schuldverschreibungen, die nach den Bestimmungen des Neuen Plans ausgegeben werden können. Zu diesem Zwecke wird das Reich, unbeschadet seiner allgemeinen Verantwortung für die Zahlung der Annuitäten und seiner vollkommenen Freiheit, diese Zahlungen aus seinen allgemeinen Einnahmen zu leisten, aus den Erträgnissen der genannten Einnahmen im Wege der Nebensicherung die Beträge sicherstellen, die erforderlich sind, um die Annuitäten in der anderweitig bestimmten Höhe zu decken. Die Anweisung stellt ein negatives Pfand dar und unterliegt den folgenden Bedingungen.

2. Das Reich darf die angewiesenen Einnahmen nur mit Zustimmung der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich für irgendeine andere Anleihe oder einen anderen Kredit belasten. Sollten die angewiesenen Einnahmen mit Zustimmung der Bank so belastet werden,

*) V. N. R. G. 3. s. XIII, p. 820.

so wird die Belastung für die von Deutschland zu zahlenden Annuitäten jeder anderen solchen Belastung im Range vorgehen.

3. Sollte zu irgendeiner Zeit das gesamte Aufkommen der angewiesenen Einnahmen hundertfünfzig vom Hundert der höchsten von Deutschland nach dem Neuen Plan zu entrichtenden Haushaltszahlung unterschreiten, so kann die Bank verlangen, dass zusätzliche, zur sofortigen Wiedererreichung dieses Hundertsatzes ausreichende Einkünfte angewiesen werden, und die Deutsche Regierung wird diesem Verlangen unverzüglich entsprechen.

4. Sollte die deutsche Regierung das Erhebungsverfahren irgendeiner der angewiesenen Einnahmen ändern, so werden die Einnahmen, die dem Reich auf Grund des neuen Verfahrens zufallen, an Stelle der ursprünglichen Steuer angewiesen werden.

5. Die Bestimmungen dieser Anlage sollen an Stelle der Bestimmungen des Protokolls über die Zahlungen Deutschlands und die Einrichtung einer Aufsicht über die Einnahmen aus den Zöllen und den Abgaben auf Alkohol, Bier, Tabak und Zucker treten, d. h. der Anlage I des Londoner Abkommens vom 9. August 1924 zwischen der deutschen Regierung und der Reparationskommission über die Ausführung des Berichts des ersten Sachverständigenkomitees. *) Das letztgenannte Protokoll wird demgemäss ausser Kraft treten.

Annexe VIII. **)

Projet de Contrat de Mandat (Trust).

Conclu ce .... 1930 entre les Gouvernements de .... (ci-après dénommés „les Gouvernements créanciers“) d'une part, et la Banque des Règlements Internationaux (ci-après dénommée „Trustee“), d'autre part,

Considérant que, en relation avec l'exécution du Nouveau Plan tel qu'il est défini par l'Accord de la Haye de janvier 1930 (ci-après dénommé „le Plan“), les Gouvernements créanciers désirent conjointement désigner la Banque des Règlements Internationaux comme leur commun et seul mandataire (trustee) à l'effet de recevoir, gérer et distribuer les annuités payables par l'Allemagne et de remplir toutes autres fonctions se rattachant à ces annuités, le tout ainsi qu'il est prévu au Plan et dans les limites des Statuts de la Banque,

et considérant que la Banque des Règlements Internationaux a pris connaissance des dispositions du Plan et est prête à accepter la charge de ce mandat (trust):

il est convenu entre les parties au présent Contrat que le contenu, les conditions et les limitations des fonctions du Trustee en la matière ainsi que des relations, obligations et droits des parties sont les suivants:

---

*) V. **N. R. G.** 3. s. XIII, p. 820.

**) Nous ne reproduisons que le texte français qui fait seul foi (v. l'Article XXI, ci-dessous).

Article I.

Les Gouvernements créanciers nomment conjointement la Banque des Règlements Internationaux leur commun et seul mandataire (trustee) aux fins ci-après définies. La Banque accepte cette charge et s'engage à exécuter le mandat (trust) aux conditions ci-après indiquées.

Article II.

Le Trustee est autorisé et s'engage à:

a) recevoir tous soldes qui seront transmis par l'Agent Général des Paiements de Réparations au moment de la clôture des comptes de ce dernier, sous réserve des droits des différents Gouvernements créanciers dans la distribution de ces soldes, et, le cas échéant, de tous engagements et revendications non encore liquidés au moment de la transmission; toutes ces données, telles qu'elles figurent dans les comptes de l'Agent Général des Paiements de Réparations, seront fournies au Trustee au moment de la transmission;

b) garder en qualité de mandataire (trustee) jusqu'à complet paiement le Certificat de Dette — avec les coupons qui y sont attachés — établi et délivré par le Gouvernement Allemand, conformément aux dispositions du Plan, Certificat que le Trustee reconnaît avoir reçu et dont copie est ci-annexée (Annexe A);

c) garder en qualité de mandataire (trustee) jusqu'à complet paiement le Certificat établi et délivré par la Compagnie des chemins de fer allemands en attestation de son obligation, conformément aux dispositions du Plan, Certificat que le Trustee reconnaît avoir reçu et dont copie est ci-annexée (Annexe B);

d) recevoir en sa qualité de mandataire (in trust) chaque mois à partir du .... 1930, du Gouvernement Allemand, pour le compte des Gouvernements créanciers signataires du présent Contrat et pour le compte des Trustees de l'Emprunt Extérieur allemand 1924, tous versements à effectuer après cette date par l'Allemagne, en vertu du Plan ainsi qu'en vertu du Certificat de Dette précité, et représentant le service dudit Emprunt ou le paiement des sommes attribuables auxdits Gouvernements créanciers au titre des annuités non différables et des annuités différables telles qu'elles sont définies et précisées dans le Plan.

Un tableau certifié indiquant la part mensuelle et annuelle revenant, pendant toute la période des annuités, à chaque Gouvernement créancier signataire du présent Contrat, sur la fraction non différable, sur la fraction différable et sur le total de l'annuité allemande est ci-annexé (Annexe C).

Article III.

Sauf pendant une période de suspension de transfert de l'annuité différable, ainsi qu'il est prévu à l'Article XI ci-dessous, le Trustee n'acceptera qu'en monnaies autres que le Reichsmark le versement des fractions mensuelles des annuités payables par l'Allemagne. Toutefois il aura la faculté d'accepter, pour chaque mois d'une annuité, le paiement en Reichsmark d'une somme égale au douzième du montant total à payer dans cette annuité pour l'exécution des programmes courants relatifs aux livraisons en nature et aux procédures de Reparation Recovery Act.

En prenant des dispositions pour la réception des monnaies autres que le Reichsmark, le Trustee, après avoir été avisé des demandes des Gouvernements créanciers, fera connaître au Gouvernement Allemand en même temps qu'à la Reichsbank, au moins un mois avant l'échéance des sommes dues, ses préférences relativement aux monnaies qu'il désire voir porter à son compte. Si ces préférences ne sont pas observées, le Trustee est autorisé à accepter que les paiements de l'Allemagne lui soient faits en totalité dans les monnaies des pays créanciers ayant eu des ressortissants membres du Comité d'Experts et dans une proportion aussi voisine que possible de la part revenant à chacun de ces pays, étant entendu que les paiements en monnaies qui ne sont pas sur la base de l'étalon-or ou de change-or seront effectués seulement avec l'assentiment du Trustee.

Le Trustee donnera quittance au Gouvernement Allemand de toutes les sommes qu'il aura payées ou qu'il aura fait payer, au titre tant de l'Annuité différable que de l'Annuité non différable. Sur cette quittance, il indiquera les monnaies reçues ainsi que la somme équivalente en Reichsmark, somme dont le Gouvernement Allemand sera crédité.

A la fin de chaque période d'Annuité, quand le Trustee aura reçu du Gouvernement Allemand les sommes dues en vertu du Plan pour cette année, le Trustee lui remettra le coupon du Certificat du Gouvernement Allemand correspondant aux paiements de l'année en question.

Le Trustee prend acte de l'engagement pris par le Gouvernement Allemand que le Reichsmark aura et conservera sa convertibilité en or ou en devises comme il est prévu à l'Art. 31 de la loi du 30 août 1924, et qu'en toutes circonstances, pour les fins générales du Plan, le Reichsmark aura et conservera une parité monétaire de 1/2790 Kgr d'or fin suivant la définition contenue dans la loi du 30 août 1924 sur la frappe des monnaies.

Les sommes versées en monnaies autres que le Reichsmark au compte de Trust des annuités seront calculées en Reichsmarks, sous réserve des dispositions de l'engagement indiqué ci-dessus, à la moyenne des cours moyens (Mittelkurs) en vigueur à la Bourse de Berlin pendant la période de 15 jours précédant la date du paiement.

Les sommes en Reichsmark que la Compagnie des Chemins de fer allemands verse au compte du Trustee à la Reichsbank à raison de 55 millions de Reichsmark le premier jour de chaque mois un titre du

mois précédent conformément aux conditions du Certificat d'Engagement susvisé délivré par cette compagnie, seront, jusqu'a complet paiement du Certificat, mises à la disposition du Gouvernement Allemand par le Trustee, chaque mois, dès qu'elles auront été reçues sous réserve que la mensualité payable par le Gouvernement Allemand le 15 du mois précédent ait été dûment reçue.

Article IV.

Toutes les sommes virées du compte de l'Agent Général des Reparations ou payées au titre des annuiteés allemandes seront versées à un compte de Trust des annuités. Toutes les sommes payées par l'Allemagne au titre des annuités seront gérées par le Trustee et devront chaque mois, aussitôt reçues, être employées et réparties comme suit, étant entendu que les obligations du trustee relativement auxdites sommes seront uniquement celles qui incombent normalement à un banquier pour l'exécution d'un contrat de trust et qu'en aucun cas le Trustee ne permettra de dépassements de compte ou de crédit de la part d'un Gouvernement créancier quelconque.

a) En premier lieu, les sommes mensuellement requises pour le service de l'Emprunt extérieur allemand 1924 seront transférées au compte ou à l'ordre des Trustees dudit emprunt conformément aux stipulations de l'Engagement général le concernant étant entendu que ce prélèvement aura priorité sur tous autres. Ce service constitue une première charge expressément prévue comme telle sur les annuités de l'Allemagne soit non différables, soit différables.

b) Un douzième de la part de chaque Gouvernement créancier dans l'annuité non différable fera immédiatement l'objet, dans les livres du Trustee, d'une allocation en monnaies autres que le Reichsmark au nom de ce Gouvernement au compte de Trust des annuités. Lorsq'un des Gouvernements aura mobilisé une partie de l'annuité non différable qui lui est attribuée, il sera retenu chaque mois sur la part qui lui revient en vertu du présent paragraphe les sommes nécessaires pour le service des obligations émises et non amorties conformément aux conditions des contrats passés à l'occasion de telles émissions; ces sommes, déduites de la part de chacun des Gouvernements intéressés aux émissions seront transférées chaque mois au compte de Trustee des emprunts ainsi émis et y demeureront jusqu'au moment des paiements à faire pour le service des intérêts et de l'amortissement des obligations, conformément aux conditions de chacun des contrats d'emprunt.

c) Un douzième de la part revenant à chaque Gouvernement pour le règlement du contingent de livraisons en nature qui lui est attribué, dans une année donnée, fera immédiatement l'objet

dans les livres du Trustee d'une allocation en Reichsmarks au nom de ce Gouvernement au compte de Trust des annuités si aucune autre disposition n'a été prise entre les Gouvernements intéressés, y compris l'Allemagne, pour le règlement de ce contingent.

d) Un douzième de la somme revenant à chaque Gouvernement créancier dans chaque annuité après les allocations prévues aux paragraphes (b) et (c) fera immédiatement l'objet dans les livres du Trustee d'une allocation en monnaies autres que le Reichsmark au nom de ce Gouvernement au compte de Trust des annuités.

e) Par application de l'Article 88 des annexes du Rapport des Experts du 7 juin 1929 (ci-après désigné le „Rapport des Experts"), les sommes ayant fait l'objet des allocations prévues aux alinéas précédents, demeureront sans intérêt aux subdivisions nationales du compte de Trust des annuités à concurrence de l'équivalent des minima suivants:

	Reichsmarks
France	68.037.500,
Grande-Bretagne	26.587.500,
Italie	13.887.500,
Belgique	7.512.500,
Roumanie	1.312.500,
Yougoslavie	5.462.500,
Grèce	450.000,
Portugal	862.500,
Japon	862.500,
Pologne	25.000,
	125.000.000.

Toutes sommes figurant aux subdivisions nationales du compte de Trust des annuités en plus des dépôts minima sans intérêt ainsi prévus, pourront être librement retirées dudit compte par les Gouvernements créanciers, conformément à l'alinéa suivant.

f) Sous réserve des dispositions qui précèdent et conformément aux dispositions du Plan, le Trustee est autorisé et s'engage à transférer aux dates qui lui seront indiquées toutes sommes figurant au nom de tout Gouvernement créancier au compte de Trust des Annuités, à tout compte portant intérêt ouvert sur les livres de la Banque des Règlements Internationaux ou à tout autre banque ou banquier, ou à lui donner l'affectation que le Gouvernement créancier pourra lui indiquer; mais, en aucun cas, le Trustee ne permettra des dépassements de compte ou de crédits de la part d'un Gouvernement créancier.

Article V.

Le Trustee ne sera tenu de payer aucun intérêt sur les soldes restant au Compte de Trust des Annuités.

Article VI.

Tous gains ou pertes de change résultant des opérations faites par le Trustee pour le compte des Gouvernements créanciers à l'occasion de la gestion des annuités allemandes seront, à défaut d'autre règlement, portés chaque trimestre par le Trustee au crédit ou au débit des Gouvernements intéressés en proportion de la part de chacun dans les sommes en capital, faisant l'objet de ces opérations, sous réserve des dispositions de l'Article IV.

Article VII.

En ce qui concerne les livraisons en nature, les Reparation Recovery Acts et autres procédures similaires, le Trustee est autorisé, et s'engage à payer en Reichsmark, jusqu'à concurrence du solde mensuel en Reichsmark disponibles pour chacun des Gouvernements créanciers, les chèques, traites ou ordres de virement émis par les représentants attitrés de l'un quelconque de ces Gouvernements créanciers. Chacun de ces Gouvernements créanciers s'engage à renseigner le Trustee sur l'identité et les pouvoirs de ces représentants et à lui remettre des modèles de leur signature.

Article VIII.

Le paiement effectué par le Trustee en exécution des documents mentionnés à l'Article précédent emporte pour lui pleine et entière décharge des sommes versées en Reichsmark. Le paiement effectué en monnaies autres que le Reichsmark par versement ou par virement de sommes provenant du Compte de Trust des Annuités, sur l'ordre d'un Gouvernement créancier ou en vertu des pouvoirs conférés par l'Article IV ci-dessus, emporte pour le Trustee pleine et entière décharge des sommes payées. En outre, aussitôt que possible après la fin de chaque annuité, lorsque les divers Gouvernements créanciers auront reçu le relevé de compte annuel et le rapport des commissaires-vérificateurs mentionnés à l'Article XVII ci-dessous, l'autorité compétente de chaque Gouvernement créancier donnera au Trustee quittance et décharge globale et définitive des sommes effectivement versées à ce Gouvernement créancier ou à son ordre, pendant l'année en question, telles qu'elles apparaissent dans ledit relevé de compte.

Article IX.

Le Trustee déclare qu'il a pris acte que le Gouvernement Allemand s'engage à maintenir à la Banque pendant la période s'écoulant jusqu'au 31 mars 1966 un dépôt sans intérêt, équivalent à 50 % du dépôt moyen restant au compte de Trusts de annuités, mais ne dépassant pas 100 millions de Reichsmarks.

A cet effet la Banque certifiera chaque mois au Gouvernement Allemand et aux Gouvernements créanciers la moyenne des soldes à la fin de chaque jour ouvrable laissés par les Gouvernements créanciers en dépôt sans intérêt durant ce mois, et provenant des paiements allemands sous le régime du Plan Dawes ou sous le régime du présent Plan jusqu'à la date de leur retrait par les Gouvernements créanciers.

Le premier dépôt sera versé par le Gouvernement Allemand à la Banque 15 jours après la mise en vigueur du Nouveau Plan, le montant de ce dépôt étant calculé sur la moyenne des soldes journaliers mentionnés ci-dessus laissés chez l'Agent général ou chez la Banque pendant le mois se terminant deux jours ouvrables avant la date du dépôt, à l'exclusion des sommes restituables au Gouvernement Allemand en vertu de l'Annexe III au Protocole de La Haye du 31 août 1929 et de tout arrangement supplémentaire.

Le dépôt sera maintenu au montant ainsi calculé pendant un mois. A la fin de cette période, le dépôt sera ajusté par un dépôt supplémentaire ou par le retrait d'une partie du dépôt existant sur la base de la moyenne des soldes journaliers mentionnés ci-dessus pendant le mois se terminant deux jours ouvrables avant la date de l'ajustement.

Un ajustement semblable aura lieu à la fin du second mois à partir de la date du premier dépôt.

A la fin du troisième mois et ultérieurement à intervalles de trois mois, le dépôt sera ajusté sur la base de la moyenne des soldes journaliers mentionnés ci-dessus durant les 3 mois se terminant deux jours ouvrables avant la date de chaque ajustement. Les périodes visées au présent alinéa pourront être modifiées par accord entre les Gouvernements intéressés et avec l'assentiment du Trustee.

Le Trustee acceptera ce dépôt dans les conditions du présent Article.

Article X.

Le Trustee déclare avoir pris connaissance des dispositions du Plan qui concernent les fonctions attribuées à la Banque des Règlements Internationaux pour le cas où le Gouvernement Allemand ferait une déclaration nécessitant la convocation du Comité Consultatif Spécial; le Trustee convient, et les Gouvernements créanciers confirment qu'il devra remplir de la manière indiquée au Plan les fonctions qui lui sont ainsi attribuées.

Le Trustee note qu'en application de l'Article 124 du Rapport des Experts, toute recommandation du Comité affectant les droits des Gouvernements créanciers ne liera pas ces Gouvernements à moins qu'elle ne soit acceptée et confirmée par les Gouvernements créanciers ayant participé à la décision du 16 septembre 1928 portant création du Comité des Experts; et que de même, toute recommandation affectant les droits du Gouvernement Allemand ne liera pas ce Gouvernement à moins qu'elle ne soit acceptée et confirmée par lui.

Article XI.

Dès qu'il aura reçu du Gouvernement Allemand conformément au Plan la notification d'une suspension de transfert de tout ou partie de l'annuité différable, le Trustee devra en informer les Gouvernements créanciers.

a) Dès que cette suspension sera devenue effective:

1. Le Trustee continuera à transférer, chaque mois, les sommes nécessaires pour assurer le service de l'Emprunt Extérieur allemand 1924, conformément au paragraphe (a) de l'Article IV du présent Contrat.
2. Le Trustee continuera à créditer ou à transférer, chaque mois conformément aux dispositions du paragraphe (b) de l'Article IV du présent Contrat, les sommes versées par le Gouvernement Allemand au titre de l'annuité non différable.
3. Dans le cas d'une suspension partielle du transfert ou du paiement des annuités différables pendant une année déterminée, le Trustee répartira la fraction des annuités différables réellement payée et transférée pendant ladite année de façon à faire en sorte que, dans toute la mesure du possible les recettes des divers créanciers provenant de la totalité des paiements réellement transférés par l'Allemagne (que ce soit au titre des annuités non différables ou des annuités différables) soient proportionnelles à leurs parts respectives dans les annuités totales dues par l'Allemagne en vertu du Plan au titre de ladite année, toujours sous réserve que les Gouvernements créanciers ayant droit à une allocation sur l'annuité non différable ne recevront en aucun cas une somme inférieure aux allocations qui leur sont respectivement dues sur ladite annuité.
4. Si le montant des annuités différables payé et transféré par l'Allemagne est insuffisant pour assurer en totalité à chacun des Gouvernements créanciers sa juste part des paiements allemands transférés, eu égard aux allocations sur l'annuité non différable visées par le paragraphe précédent, le Trustee prélèvera, conformément aux dispositions du paragraphe 202 des Annexes du Rapport des Experts, sur le fonds de garantie à constituer par le Gouvernement Français, les sommes nécessaires pour combler l'insuffisance de chacun desdits Gouvernements créanciers. Les sommes ainsi retirées du fonds de garantie seront remboursées audit fonds, conformément au Plan dès la fin de la période de suspension.

b) Au cours d'une suspension partielle ou totale de transfert, le Trustee pourra accepter de l'Allemagne des versements en Reichsmarks au titre des sommes dont le transfert a été suspendu et dont le paiement n'a pas été suspendu en exécution du Plan. Le Trustee est autorisé à délivrer au Gouvernement Allemand des reçus pour ces paiements, reçus qui auront le caractère de reconnaissances tem-

poraires. Ces reconnaissances seront converties en reçus définitifs au fur et à mesure du transfert des montants suspendus ou de l'utilisation des Reichsmarks acceptée par le Trustee, en exécution du présent paragraphe, pour des paiements de livraisons en nature ou au titre des Reparation Recovery Acts et des procédures similaires, en exécution des programmes spéciaux mentionnés dans l'annexe IV du Rapport des Experts.

c) Toutes sommes acceptées en Reichsmark par le Trustee en exécution du paragraphe (b) ci-dessus seront réparties sous forme d'inscriptions de crédit dans les livres du Trustee, de façon à compléter les crédits dus à chaque Gouvernement pour l'année en question en exécution du Plan et le fonds de garantie dans la mesure où il a été fait appel à ce fonds. Ces Reichsmark seront administrés par le Trustee de la manière prévue par le Plan.

d) Les parties au présent Contrat conviennent que tous placements de ces fonds en Reichsmarks effectués par le Trustee seront faits pour le compte respectif des Gouvernements créanciers selon leurs intérêts, à leurs avantages et à leurs risques. En particulier les produits du placement des Reichsmarks portés au fonds de garantie seront attribués au Gouvernement Français.

Article XII.

Les Gouvernements créanciers et le Trustee conviennent que le Trustee aura comme mandat exclusif d'agir comme agent des Gouvernements créanciers ou de l'un quelconque d'entre eux, en ce qui concerne les opérations relatives à la mobilisation des annuités allemandes et qu'en remplissant les fonctions et en usant des facultés qui lui sont reconnues à titre d'agent en cette matière, le Trustee suivra les stipulations du Plan qui régissent la mobilisation. Il observera, notamment, les prescriptions suivantes:

a) Lorsqu'il paraîtra pratiquement possible au Trustee de procéder à une émission de titres représentant la capitalisation d'une partie de l'annuité, il en informera les Gouvernements créanciers. La possibilité de procéder à une telle opération devra également être envisagée par le Trustee, chaque fois qu'il en sera requis par l'un ou plusieurs des Gouvernements créanciers.

Si, après examen et dans les cas autres que celui visé au § (b), deuxième alinéa, le Trustee estime une telle opération inopportune, il devra indiquer aux Gouvernements intéressés les raisons sur lesquelles son opinion est fondée.

b) Si l'un ou plusieurs des Gouvernements intéressés envisagent de procéder eux-mêmes à une émission sur leur propre marché, le Trustee, au moment de l'opération, fixera les conditions minima d'émission.

Toutefois, si une telle opération est envisagée en relation avec des opérations de conversion intérieures, le Gouvernement

intéressé sera libre d'offrir les obligations sur son marché aux conditions qu'il pourra obtenir, sans que le Trustee ait à examiner l'oportunité de la création des titres, et étant entendu que ceux-ci ne seront cotés que sur leur marché d'émission.

c) Si l'un ou plusieurs des Gouvernements intéressés envisagent une émission internationale sur d'autres marchés que leurs marchés respectifs et à leur requête, le Trustee s'il considère, après examen, que la situation de ces marchés permet une semblable mesure, devra prendre des dispositions pour procéder à une émission en déterminant, après s'être assuré que les Banques Centrales intéressées n'ont pas d'objections, les marchés où les offres peuvent être faites.

Dans le cas de semblables émissions, les différents Gouvernements ayant une part non encore mobilisée dans la fraction non différable de l'annuité seront mis à même d'y participer dans la proportion des chiffres suivants: France 500, Grande-Bretagne 84, Italie 42, Japon 6,6, Yougoslavie 6, Portugal 2,4.

Aucune émission à caractère international ne pourra toutefois avoir lieu sur le marché de l'un des pays dont le Gouvernement est signataire du présent Contrat, sans l'approbation de ce Gouvernement, tant en ce qui concerne le montant de l'émission que les conditions dans lesquelles l'opération sera autorisée.

d) S'il est décidé de procéder à une émission et si un ou plusieurs Gouvernements créanciers le lui demandent, le Trustee déterminera, d'accord avec lesdits Gouvernements et les Banquiers émetteurs, le détail des conditions auxquelles les obligations seront émises.

e) Le Trustee demandera au Gouvernement Allemand dans les conditions prévues par le Plan, la création de titres susceptibles d'être émis.

f) Le Trustee se déclare disposé à agir comme mandataire (Trustee) ou représentant des porteurs d'obligations ou comme agent pour toutes tranches d'obligations émises par application des dispositions du Plan, pour autant que le prévoit le contrat d'emprunt à conclure entre le Trustee et les Gouvernements intéressés à l'occasion de l'émission de telles obligations.

g) Les frais et commissions du Trustee, tant pour la création des titres, que pour leur émission, seront déterminés entre le Trustee et les Gouvernements intéressés d'après l'importance des fonctions qui lui auront été confiés à l'occasion de chaque opération.

Article XIII.

Le Trustee portera au crédit d'un compte spécial de Trust le dépôt que le Gouvernement Français s'est engagé à faire dans les conditions prévues au Plan jusqu'à concurrence d'un montant de 500 millions de

Reichsmarks en monnaies autres que le Reichsmark et reposant sur l'étalon-or ou de change-or.

Le Trustee s'engage à gérer ces fonds de telle sorte que les sommes déposées soient disponibles en monnaies basées sur l'étalon-or ou de change-or, autres que le Reichsmark, en vue d'égaliser les paiements insuffisants aux autres créanciers pendant une période de suspension des transferts.

Le Trustee versera au Gouvernement Français, au taux maximum consenti pour les dépôts à long terme et sous réserve des dispositions de l'Article XI, (c) et (d) un intérêt sur les sommes figurant à ce compte en monnaies autres que le Reichsmark.

Ce dépôt , s'il est convenu qu'il sera maintenu pendant plus de cinq ans, donnera le droit au Gouvernement Français de participer aux bénéfices de la Banque dans les conditions visées à l'Article 53 (e) (1) de ses Statuts. Il sera restitué au Gouvernement Français dans les conditions prévues au Plan.

Article XIV.

Si le Gouvernement Allemand décide d'effectuer le dépôt à long terme pouvant s'élever à 400 millions de Reichsmarks, prévu au Plan, le Trustee accepte de recevoir et de gérer ce dépôt et de prendre en conséquence les mesures qui conviennent en ce qui concerne l'affectation et l'utilisation de ses bénéfices conformément aux dispositions de l'Article 53 (e) des Statuts de la Banque.

Article XV.

En se chargeant des fonctions relatives aux versements à faire et aux comptes à tenir en matière de livraisons en nature, Reparation Recovery Acts et autres procédures similaires ainsi qu'il est prévu ci-dessus, le Trustee déclare prendre acte en outre des arrangements relatifs aux prestations en nature et aux Reparation Recovery Acts compris dans les annexes correspondantes de l'Accord de la Haye de janvier 1930; il accepte de les observer dans la limite de ses attributions et de ses pouvoirs en tant que banque, tels que ces attributions et pouvoirs sont prévus aux Statuts.

Article XVI.

Le Trustee est chargé et accepte, en ce qui concerne les revenus du Reich Allemand affectés en vertu du Plan d'exercer les fonctions prévues à la Section III de l'Annexe III du Rapport des Experts.

Article XVII.

Le Trustee transmettra à chaque Gouvernement créancier à la fin de chaque mois un état indiquant toutes les sommes reçues et versées par lui pendant cette période au titre des annuités allemandes. Le Trustee transmettra également à chaque Gouvernement créancier, dès que possible après le 31 mars de l'année 1931 et des années suivantes, une copie du relevé des comptes, tel que ce relevé aura été approuvé par les com-

missaires-verificateurs de la Banque des Règlements Internationaux, relatif à toutes ses opérations concernant l'annuité allemande, y compris le service de l'Emprunt Extérieur allemand 1924. Ce relevé portera sur les opérations effectuées depuis la date à laquelle le précédent relevé annuel aura été arrêté, et dans le cas du premier relevé, sur les opérations effectuées depuis la constitution de la Banque. Il sera accompagné d'une copie de tous rapports qui seront éventuellement faits par les commissaires-vérificateurs sur ces comptes. La Banque fournira également à chaque Gouvernement créancier un exemplaire de son Rapport Général Annuel dès que celui-ci sera publié.

Article XVIII.

A partir de la mise en vigueur du présent Contrat et jusqu'à complète exécution les Gouvernements créanciers, en plus de la constitution des dépôts visés à l'Article IV (e), conviennent de payer au Trustee une commission de 1 pour mille sur les paiements effectivement reçus du Gouvernement Allemand, pour leur compte au titre de la rémunération prévue à l'Article 84 des Annexes au Rapport des Experts.

Ce paiement constituera en faveur du Trustee une charge privilégiée conformément au Plan sur les sommes reçues par lui pour le compte des Gouvernements créanciers au compte de Trust des annuités.

Les dispositions du présent Article resteront en vigueur sauf arrangement nouveau qui pourra intervenir à la fin du premier ou de l'un des cinq premiers exercices, à la demande d'une des Puissances signataires ou du Trustee.

Article XIX.

Le Trustee est chargé et accepte de notifier aux Gouvernements créanciers sans délai tout différend qui pourrait surgir entre lui et le Gouvernement Allemand quant à l'interprétation ou à l'application du Plan.

Article XX.

Les Gouvernements créanciers et le Trustee conviennent que si un différend vient à s'élever entre eux, ou entre certains d'entre eux, concernant l'interprétation ou l'application des dispositions du présent Contrat, le différend sera soumis pour décision définitive au Tribunal prévu à l'Accord de La Haye de janvier 1930 à moins que les parties au différend ne conviennent de le soumettre au Président du Tribunal, ou à un des membres dudit Tribunal, désigné comme arbitre unique.

Article XXI.

Le présent Contrat entrera en vigueur entre le Trustee et les Gouvernements créanciers dont les représentants l'auront signé, aussitôt que le Plan aura été mis en application et que le présent Contrat aura été signé au nom du Trustee et de quatre des Puissances suivantes: Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon.

Le texte français fera seul foi.

Annexe IX.

Règlement des Prestations en Nature.

Titre I.

Définition des marchandises et services livrables au titre des prestations en nature.

1° Les prestations en nature au sens du présent règlement sont les marchandises et services produits par l'économie allemande et fournis à une Puissance créancière de l'Allemagne dont le règlement s'effectue en tout ou en partie par le moyen des fonds réservés à cet effet en exécution du Plan des Experts du 7 juin 1929, suivant la répartition qui en est faite au tableau ci-annexé (annexe I).

2° Les marchandises et services qui peuvent faire l'objet d'un contrat de prestations sont, sous réserve des dispositions du présent règlement, toutes les marchandises d'origine allemande ou fabriquées en Allemagne et tous les services de caractère commercial fournis par l'économie allemande tels que: transports terrestres en Allemagne, transports fluviaux, maritimes ou aériens sous pavillon allemand, projets de travaux publics et contrats d'études pour des travaux à exécuter hors d'Allemagne, vente de licences ou brevets allemands devant être exploités hors d'Allemagne, contrats d'assurances souscrits par les Compagnies allemandes.

3° Les marchandises figurant sur la liste A (annexe II) sont dites „exclues“ et ne peuvent faire l'objet d'un paiement au titre des prestations en nature si ce n'est dans le cas prévu à l'Article 45 ci-après.

4° Les marchandises figurant éventuellement sur la liste B (annexe III) sont dites „contingentées“ et ne peuvent être livrées comme prestations en nature que dans la limite du contingent existant lors de la conclusion du contrat s'y rapportant et sous réserve des dispositions des Articles 69 et 70 ci-après.

5° Les marchandises figurant sur la liste C (annexe IV) ne peuvent être livrées comme prestations en nature que sous réserve du paiement direct par l'acheteur au vendeur d'une partie de leur valeur dans les conditions définies par le titre VI du présent Règlement et sous réserve des dispositions des Articles 69 et 70 ci-après.

6° Les contrats d'un montant inférieur à 3.000 Reichsmarks ne peuvent être homologués comme contrats de prestations à moins qu'il ne s'agisse d'avenants à des contrats antérieurement homologués.

Titre II.

Emploi de la quote-part de prestations en nature allouée à chacune des Puissances créancières.

7° Chaque Puissance créancière est responsable de l'emploi de sa part de prestations en nature.

En principe et sous réserve des dispositions des Articles 8 et 14 ci-après, elle est tenue de faire homologuer des contrats prévoyant des

paiements dont le total soit suffisant année par année, pour absorber sa part de prestations.

8° Chaque Puissance a la faculté de reporter sur l'année suivante une fraction ne dépassant pas 40 pour cent de sa part pour l'année en cours, la fraction ainsi reportée ne s'ajoutant pas au crédit de l'année suivante pour le calcul de la fraction pouvant être reportée à la fin de ladite année.

9° La totalité des crédits pour prestations devra avoir été engagée avant le 31 août 1939 par des contrats ne prévoyant aucune échéance de paiement après cette date.

Les crédits qui seraient éventuellement disponibles à cette date, par suite d'annulation de contrats, seront employés pour de nouveaux contrats de prestations suivant accord à établir entre le Gouvernement créancier intéressé et le Gouvernement Allemand.

Aucune livraison ne devra être faite, aucun paiement ne devra être effectué, au titre des prestations en nature, après le 31 mars 1940.

10° Pour tenir compte des retards qui se produisent normalement dans l'exécution de certains contrats, chaque Puissance créancière peut, sous sa propre responsabilité et sous réserve que les paiements déjà prévus ne puissent s'en trouver retardés, présenter à l'homologation des contrats prévoyant des paiements pour un montant supérieur à celui des crédits qui lui ont été réservés, pour prestations, pendant un mois donné.

Le dépassement autorisé est ainsi déterminé:

Une proportion ne pouvant dépasser 30 pour cent du montant des crédits qui se trouvent bloqués au compte d'une Puissance par suite de retards dans l'exécution des contrats qu'elle a fait homologuer, peut sur sa demande être ajoutée aux crédits dont elle dispose, pour prestations en nature, pendant le trimestre suivant, sans que le montant de ces crédits additionnels puisse jamais dépasser celui des crédits pour prestations encore disponibles au compte de cette Puissance pendant le trimestre suivant celui dont les disponibilités ont été ainsi accrues.

A la fin de chaque mois, la situation est rétablie sur la base du montant des crédits bloqués à cette époque.

11° Si, par suite de l'adoption de la procédure susvisée, les paiements à effectuer aux fournisseurs de prestations, pour le compte d'une puissance créancière, se trouvent être supérieurs aux sommes dont ladite puissance dispose pour cet objet, les fonds nécessaires seront avancés par cette dernière à son choix sur toutes ressources lui appartenant et ils lui seront remboursés dans le trimestre suivant celui au cours duquel des avances auront été ainsi faites sur les crédits ouverts pour prestations de manière que le montant total des crédits de cette nature prévu pour cette Puissance au tableau ci-annexé (annexe I) ne puisse se trouver augmenté.

Titre III.

Dispositions générales relatives à l'exécution des contrats de prestations en nature.

12⁰ Le Gouvernement Allemand s'engage à faciliter autant que possible la conclusion dans le cadre du présent Réglement, de contrats commerciaux aux conditions commerciales habituelles en ne prenant ni ne permettant de prendre aucune mesure qui aurait pour conséquence de rendre impossible l'obtention de prestations aux conditions commerciales habituelles.

13⁰ Si un Gouvernement créancier estime que le Gouvernement Allemand ne s'est pas conformé à cet engagement, et que de ce fait, il n'a pas été en mesure d'absorber dans les conditions prévues au présent Règlement sa quote-part du crédit réservé aux prestations conformément au tableau ci-annexe (annexe I), il peut soumettre la question au Tribunal arbitral qui fait l'objet de l'Accord de la Haye de janvier 1930.

14⁰ Si le Tribunal estime la plainte fondée en tout ou en partie, il détermine le montant que le Gouvernement plaignant n'a pas été pour cette raison en mesure d'utiliser sous forme de prestations et il en ordonne la mise à la libre disposition dudit Gouvernement. L'engagement que ce Gouvernement avait pris d'utiliser une partie de sa créance sous forme de prestations en nature se trouve de ce chef réduit d'un montant équivalent.

15⁰ A la demande qui lui en est faite sous sa responsabilité par le Gouvernement plaignant, le Tribunal peut, dans les conditions prévues à l'alinéa 4 de l'Article 15 de l'Accord de la Haye de janvier 1930, faire mettre comme mesure conservatoire à la disposition dudit Gouvernement tout ou partie du montant que celui-ci a indiqué comme n'ayant pu être utilisé par lui sous forme de prestations en nature.

16⁰ Dans ce cas, lors de l'établissement de sa sentence, le Tribunal détermine les conditions dans lesquelles ce versement est à imputer sur ceux qui seront à effectuer en vertu de la sentence elle-même, ou doit au contraire être compensé par des prestations en nature.

Titre IV.

Organisation.

17⁰ La Direction des prestations en nature comportant deux éléments distincts, homologation des contrats et gestion des fonds réservés aux prestations, les Gouvernements créanciers intéressés et le Gouvernement Allemand conservent la responsabilité de l'homologation et confient à la Banque des Règlements Internationaux la gestion des fonds réservés aux prestations.

18⁰ L'homologation d'un contrat résulte de l'accord à son sujet entre le Gouvernement créancier intéressée et le Gouvernement Allemand.

19⁰ Les Gouvernements créanciers intéressés aux prestations en nature et le Gouvernement Allemand nomment chacun un Commissaire

chargé de suivre toutes les affaires de prestations en nature et de remplir toutes tâches lui incombant en vertu du présent Règlement.

Chacun d'eux demeure responsable devant son Gouvernement de la stricte application des dispositions qui y sont prévues.

Les Commissaires des Gouvernements Allemand, Belge, Britannique, Français, Italien, Japonais et Yougoslave se réunissent chaque fois que, de l'avis d'un Gouvernement intéressé aux prestations, une telle réunion est nécessaire. La convocation est faite par les soins du Commissaire du Gouvernement qui propose la réunion.

Les mêmes Commissaires se réunissent chaque année, en principe dans la seconde quinzaine de mai pour l'examen de la situation générale telle qu'elle résulte des documents statistiques fournis par la Banque des Règlements internationaux.

20⁰ Le Commissaire du Gouvernement Allemand est en résidence permanente à Paris où les Commissaires se réunissent dans tous les cas prévus par le présent Règlement. Les Commissaires des Puissances créancières ne sont pas astreints à une résidence fixe.

21⁰ La responsabilité de la Banque des Règlements internationaux ne peut être engagée que pour les fonctions découlant du mandat qui lui est confié.

22⁰ La Banque des Règlements internationaux assure les paiements à effectuer en vertu de contrats régulièrement homologués qui lui sont transmis par le Commissaire du Gouvernement Allemand ou par le Commissaire de la Puissance créancière intéressée en exécution d'une décision arbitrale dans les conditions prévues au titre VII ci-après.

23⁰ Elle tient toutes comptabilités et statistiques et assume tous contrôles découlant de ces paiements.

24⁰ Elle a en outre la faculté, conformément aux dispositions contenues dans l'alinéa 28 de l'annexe I du Plan des Experts du 7 juin 1929, d'instituer un Comité consultatif ayant pour mission de la renseigner sur la marche générale des prestations en nature.

Ce Comité peut convoquer chaque fois qu'il le juge opportun les Commissaires du Gouvernement qui ne sont pas eux-mêmes membres du Comité.

Titre V.

Etablissement et revision des listes.

25⁰ Les coefficients de la liste C représentent la proportion, en valeur, par rapport au prix de vente d'une marchandise, au départ de l'usine ou du magasin du vendeur, des matières premières d'origine étrangère incluses dans ladite marchandise.

Ils sont basés sur une étude détaillée des éléments du prix de vente à l'unité.

26⁰ Lors de toute revision de la liste C, il sera fait application de la même méthode pour l'établissement des coefficients.

Après chaque revision devront figurer sur la liste C les marchandises dont le coefficient, ainsi déterminé, sera égal ou supérieur à 25 pour cent.

27⁰ Toutefois, dans l'établissement de la liste, il pourra être tenu compte des dérogations constamment consenties dans les conditions prévues au titre VII ci-après.

28⁰ Les listes A et C (annexes II et IV) pourront être révisées tous les deux ans, la première revision prenant effet le 1er avril 1932.

29⁰ Si l'un des Gouvernements intéressés désire qu'il soit procédé à une telle revision, son Commissaire en informe les Commissaires des autres Gouvernements avant le 1er février de l'année au cours de laquelle la revision peut être effectuée et leur propose une date pour l'examen de sa demande. Il leur indique les modifications qu'il suggère.

30⁰ Au reçu de cette demande, chacun des Commissaires doit faire connaître s'il propose d'autres modifications.

Le Comité de Revision, composé des Commissaires Allemand, Belge, Britannique, Français, Italien, Japonais et Yougoslave, se réunit à Paris.

31⁰ Si les Commissaires présents à la séance sont d'accord, ils arrêtent les listes pour la période de deux ans commençant le 1er avril suivant.

32⁰ En cas de désaccord, la question est soumise à l'arbitre, dont les attributions sont fixées à l'Article 108 ci-après.

Après avoir entendu les parties en cause, celui-ci arrête les listes pour la période de deux ans commençant le 1er avril suivant.

33⁰ La même procédure est éventuellement suivie pour la fixation des contingents de la liste B (annexe III). Si le Gouvernement Allemand désire la fixation de tels contingents, son Commissaire adresse une demande à cet effet aux Commissaires des Puissances créancières deux mois au moins avant la date à laquelle ces contingents devraient entrer en vigueur.

Titre VI.

Paiements directs.

34⁰ Les paiements que les acheteurs sont tenus d'effecteur directement entre les mains des vendeurs sans imputation sur un compte de prestations sont soumis aux règles exposées ci-après.

35⁰ Pour toute livraison de marchandises figurant sur la liste C l'acheteur remet directement à son vendeur la portion du prix correspondant au coefficient fixé pour cette marchandise par application de l'Article 25 du présent Règlement, sous réserve des dispositions du titre VII.

36⁰ Si un contrat met le transport de la marchandise à la charge du vendeur et si le transport n'est pas entièrement effectué par des moyens allemands, un paiement direct est dû chaque fois que le prix du transport est supérieur à 400 Reichsmarks.

37⁰ Si le prix d'un transport effectué par des moyens non allemands est supérieur à 400 Reichsmarks l'acheteur doit en effectuer le règlement direct à son vendeur pour la totalité, à moins d'accord particulier entre le Commissaire du Gouvernement créancier intéressé et celui du Gouvernement Allemand.

38° Par contre les transports en Allemagne ou hors d'Allemagne de marchandises faisant l'objet d'un contrat de prestations, par des moyens allemands, ne donnent lieu à aucun paiement direct.

39° Le transport sous pavillon allemand par voie fluviale, maritime ou aérienne peut à lui seul faire l'objet d'un contrat de prestations lorsqu'il s'agit d'un transport effectué entre un port allemand et un port situé sur le territoire d'une Puissance créancière ou sur le territoire d'une de ses colonies et dépendances ou sur un territoire placé sous son mandat, ou vice versa.

40° Si un contrat prévoit que le montage de la marchandise hors d'Allemagne est à la charge du vendeur, ce montage, qu'il soit effectué en tout ou en partie par l'Economie allemande, ne donne lieu à paiement direct que si sa valeur est supérieure à 1,000 Reichsmarks.

41° Le montage au sens du présent Règlement comprend, à l'exclusion des fondations et travaux de maçonnerie, la mise en place et l'assemblage des machines et installations dont les pièces ont été totalement ou en grande partie achevées en usine.

42° Au cas où la valeur d'un montage effectué hors d'Allemagne en tout ou en partie par l'Economie allemande est supérieure à 1,000 Reichsmarks, il donne lieu à un paiement direct de 50 pour cent de cette valeur dans les limites suivantes:

a) 10 pour cent du montant du contrat pour les contrats d'une valeur inférieure à 200,000 Reichsmarks;
b) 10 pour cent sur la première tranche de 200,000 Reichsmarks et 5 pour cent sur le surplus pour les contrats d'une valeur supérieure à 200,000 Reichsmarks.

43° Si la valeur totale du montage, effectué hors d'Allemagne dépasse les limites ci-dessus indiquées, l'excédent s'ajoute en totalité au paiement à effectuer directement par l'acheteur au vendeur.

44° Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas au cas d'emploi hors d'Allemagne du personnel allemand, cet emploi étant régi par les dispositions inserées aux Articles 47 et 48 ci-après.

45° Si un contrat relatif à la fourniture d'un ensemble prévoit, à titre de partie de cet ensemble, la livraison:

a) de marchandises comprises dans la liste C,
b) de matériel d'équipement de type spécial qui n'est pas de fabrication courante en Allemagne,
c) de marchandises visées au nota (3) de la liste A, sous réserve qu'il s'agisse de produits finis,

la livraison de ces marchandises ne donne lieu à un paiement direct que si leur valeur totale au départ de l'usine ou du magasin ou rendue à l'usine ou au magasin du vendeur, est supérieure à 10 % du montant total du contrat.

Un ensemble au sens du présent Règlement est une fourniture composée, commandée à un seul fournisseur et exécutée par lui seul ou avec la participation de sous-traitants en vue de lui imposer la responsabilité

du fonctionnement et du rendement de la fourniture (machine, outillage d'une usine, bateau, etc. . .).

46° Si cette valeur telle qu'elle est définie à l'Article précédent est supérieure à 10 pour cent du montant total du contrat, il y a lieu à paiement direct de l'acheteur au vendeur pour les marchandises comprises dans la liste C selon les règles fixées pour ces marchandises par l'Article 35 du présent Réglement et pour les marchandises visées aux alinéas (b) et (c) du paragraphe précédent, pour la totalité de leur valeur.

47° Si un contrat prévoit l'emploi hors d'Allemagne de personnel allemand, les salaires et appointements de ce personnel donnent lieu, à concurrence de 40 pour cent de leur valeur, à un paiement direct de l'acheteur au vendeur.

48° Si toutefois la nourriture du personnel ainsi employé vient d'Allemagne ou si ce personnel est pendant la durée des travaux logé en Allemagne ou si des dispositions spéciales pour sa nourriture ou son logement sont prises sur place par l'acheteur et le vendeur, le pourcentage est réduit par accord entre le Commissaire de la Puissance créancière intéressée et le Commissaire allemand ou, à défaut d'accord, par l'arbitre prévu à l'Article 108 ci-après.

49° Si la marchandise faisant l'object d'un contrat est grevée d'une hypothèque, d'un privilège ou de toute autre charge, en faveur d'un créancier non allemand et doit être livrée libre de toute charge, les paiements nécessaires pour assurer cette libération sont directement effectués par l'acheteur au vendeur.

50° Aucun paiement direct n'est à effectuer dans les cas où le contrat met à la charge du vendeur:

a) l'inspection et la surveillance d'usage des marchandises ou de la fabrication des marchandises ou de la fabrication des marchandises en Allemagne par des agents de l'acheteur ou par des inspecteurs appartenant à des organismes de surveillance reconnus si ces organismes, même non allemands, ont un siège en Allemagne;

b) Le transbordement ou la manutention des marchandises par de la main-d'œuvre ou des moyens non-allemands;

c) Les frais pour avances temporaires de droits de douane ou de droits analogues non-allemands;

d) les frais pour dépôts de garantie effectués en monnaie non-allemande.

51° Lorsqu'un contrat d'assurances n'est pas le complément d'une livraison ou d'un travail à effectuer au titre des prestations, mais forme par lui-même un contrat de prestations, il donne lieu à un paiement direct dont le montant est à fixer dans chaque cas particulier par accord direct entre le Commissaire de la Puissance créancière intéressée et le Commissaire allemand.

Titre VII.

Homologation des contrats.

52° Aucun paiement ne peut être effectué par le moyen des fonds réservés pour les prestations en nature qu'en exécution d'un contrat commercial préalablement homologué par accord entre le Gouvernement créancier intéressé et le Gouvernement Allemand.

53° Chaque contrat doit contenir une clause indiquant qu'il doit être payé sur les fonds réservés pour les prestations en nature.

54° Au sens du présent Règlement, un contrat est:

a) un document signé par le vendeur et par l'acheteur;

b) une offre ferme, avec ou sans devis, acceptée sans réserve par l'acheteur, par lettre, ou par télégramme;

c) une commande ferme acceptée sans réserve par le vendeur par lettre ou par télégramme.

55° Les contrats doivent être tout d'abord acceptés par la Puissance créancière intéressée qui s'assure préalablement qu'ils sont conformes aux dispositions du Règlement et qu'il existe à son compte des prestations des crédits suffisants pour faire face aux échéances qui y sont prévues.

56° Les contrats sont alors transmis en double exemplaire au Commissaire du Gouvernement Allemand, la remise s'effectuant par pli recommandé ou directement contre reçu d'un agent qualifié.

57° Le Commissaire du Gouvernement Allemand dans les trois jours francs ouvrables suivant la remise qui lui en a été effectuée, fait savoir au Commissaire qui le lui a transmis s'il accepte le contrat avec ou sans réserve ou s'il en propose le rejet.

58° Si le contrat ne soulève pas d'objection de sa part, il en informe la Banque des Règlements internationaux à qui il remet une copie du contrat.

59° Si le Commissaire du Gouvernement Allemand estime que le contrat doit être amendé ou rejeté, ou s'il estime insuffisantes les indications qui y sont contenues, il le retourne avec ses observations motivées au Commissaire qui le lui a transmis.

60° Si le Commissaire du Gouvernement créancier n'accepte pas le point de vue du Commissaire allemand, il porte la question devant l'arbritre prévu à l'Article 108 ci-après, qui statue en dernier ressort, après avoir provoqué les observations du Commissaire de la Puissance créancière intéressée et du Commissaire allemand, dans un délai maximum de huit jours francs ouvrables suivant celui où il a été saisi de la question.

61° Le Commissaire du Gouvernement Allemand peut s'adresser directement au vendeur allemand pour obtenir les renseignements complémentaires ou les modifications au contrat qu'il juge nécessaires, mais il est tenu d'informer le Commissaire de la Puissance créancière pour que celui-ci puisse agir de son côté auprès de l'acheteur

62° Dans tous les cas où la procédure s'est ainsi trouvée suspendue, elle reprend dans les mêmes formes et avec les mêmes délais à dater du jour où le Commissaire de la Puissance créancière a communiqué au Commissaire allemand les renseignements nécessaires ou l'accord des parties sur les modifications demandées au contrat.

63° Lorsqu'il est fait appel à l'arbitre, notification de la sentence est faite au Commissaire allemand et au Commissaire de la Puissance créancière intéressée qui peut, dans ce cas, adresser directement le contrat à la Banque des Règlements internationaux à charge par lui d'en informer le Commissaire allemand.

64° Lorsqu'un contrat ne comporte pas d'échéances fixes, le Commissaire allemand se met d'accord avec le Commissaire ou le service qualifié du Gouvernement créancier pour arrêter un échéancier permettant de faire réserver par la Banque des Règlements internationaux les fonds nécessaires pour le règlement du contrat.

65° La Banque des Règlements Internationaux tient pour chaque pays créancier des comptes indiquant les dates et montants des paiements prévus par les contrats homologués ainsi que la quote-part restant disponible pour de nouveaux contrats.

Des relevés de ces situations sont adressés le 1er et le 15 de chaque mois au Commissaire du Pays créancier intéressé et au Commissaire allemand.

66° Avant de présenter un contrat à l'homologation, le Gouvernement créancier intéressée doit avoir convenu d'une manière définitive avec l'acheteur les conditions auxquelles ce dernier pourra obtenir les paiements au titre des prestations.

67° Si, pendant l'exécution d'un contrat, l'acheteur ne satisfait pas à ces conditions, il garde vis-à-vis de son vendeur l'entière responsabilité du contrat dans les conditions commerciales habituelles, même s'il est stipulé dans le contrat qu'il n'est exécutoire qu'au titre des prestations en nature.

68° Dans ce cas, sur la demande qui lui en est adressée sous sa responsabilité par la Puissance créancière intéressée, la Banque des Règlements Internationaux débloque les crédits qui ont été réservés pour le règlement de ce contrat et n'ont pas encore été employés.

Le Commissaire du Gouvernement Allemand est tenu informé de l'opération.

69° Des dérogations au présent Règlement peuvent être consenties par accord entre le Commissaire d'un Gouvernement créancier et le Commissaire du Gouvernement Allemand à condition qu'elles ne dépassent pas:

a) en ce qui concerne les contingents qui pourraient être éventuellement établis, 20 pour cent du contingent admis pour l'année en cours;

b) en ce qui concerne les paiements directs, 30 pour cent des paiements qui auraient dû être effectués au titre du contrat en cause si le règlement avait été exactement appliqué.

70° Si les conditions prévues dans un contrat entraînent d'autres dérogations acceptées par le Commissaire allemand, il faut, pour que le contrat puisse être homologué, que trois au moins des Commissaires belge, britannique, français, italien, japonais et yougoslave aient donné leur assentiment à la dérogation proposée.

71° Toutefois, s'il s'agit d'une dérogation à la clause des réexportations qui demeurent en principe interdites, l'unanimité de ces six Commissaires est nécessaire.

72° En transmettant à la Banque des Règlements Internationaux un contrat pour lequel des dérogations ont été admises par application des Articles 60, 70 et 71 précédents, le Commissaire du Gouvernement Allemand doit y joindre une note indiquant la nature de la dérogation consentie et les Commissaires qui y ont donné leur accord.

En ce qui concerne les contrats approuvés en vertu d'une décision arbitrale dans les conditions prévues à l'Art. 63, le Commissaire qui transmet le contrat y joint une copie de la décision arbitrale.

73° Les statistiques que la Banque des Règlements Internationaux doit tenir en exécution de l'Art. 23 sont communiquées chaque mois par elle aux Commissaires de tous les Gouvernements et doivent faire ressortir:

1° le montant total des contrats qu'elle a reçus au cours du mois précédent, par nature et pour chacun des pays intéressées, les contrats supérieurs à 5 millions de Reichsmarks et les avenants s'y rapportant étant indiqués séparément;

2° les indications qui lui sont transmises avec les contrats par application des dispositions de l'Art. 72.

Titre VIII.

Paiements.

A. Paiements au titre des prestations en nature.

74° Il est ouvert à chaque Gouvernement créancier à la Banque des Règlements Internationaux, un compte au crédit duquel sont portées toutes les sommes que ce Gouvernement doit réserver pour les prestations en nature conformément au barême adopté et au débit duquel sont portés tous les paiements effectués pour le règlement des contrats homologués.

75° Le solde créditeur existant à la fin de chaque mois s'ajoute aux crédits ouverts pendant le mois suivant pour former le total des sommes dont la Puissance créancière peut disposer pour prestations en nature au cours de ce mois.

76° Au début de chaque mois, le Commissaire du Gouvernement créancier interessé et le Commissaire du Gouvernement Allemand sont informés de l'état du compte.

77⁰ Sous les réserves prévues au présent Règlement, les sommes versées à ce compte ne peuvent être utilisées que pour le règlement de contrats de prestations.

78⁰ Chaque Puissance créancière peut, pour le règlement des contrats de prestations dûment homologués, disposer librement du solde créditeur existant à ce compte par tous moyens de paiement en usage dans le commerce international et notamment par chèques, ordre de virement et traites à terme.

Les paiements sont effectuées par la Reichsbank à Berlin.

79⁰ Les Puissances créancières communiquent à la Banque des Règlements Internationaux les noms et signatures des fonctionnaires ayant qualité pour émettre les ordres de paiement.

80⁰ Les ordres de paiement sont en principe libellés en Reichsmarks. Lorsqu'un contrat stipule que le paiement doit être fait dans la monnaie d'un pays non allemand, l'ordre de paiement est libellé en cette monnaie, mais doit porter l'indication „payable en Reichsmarks". Dans ce cas, la conversion en Reichsmarks est faite au moment du paiement sur la base du taux moyen officiel de la Bourse de Berlin coté la veille du jour du paiement.

81⁰ Si un contrat prévoit un taux conventionnel de conversion, la conversion en Reichsmarks se fait à ce taux.

82⁰ Tous les ordres de paiement doivent indiquer le numéro d'homologation du contrat au titre duquel ils sont émis.

83⁰ Les chèques sont émis par le Gouvernement créancier au nom du vendeur et remis à l'acheteur pour être transmis au vendeur. Ils ne peuvent être encaissés directement, mais doivent être versés à un compte de Banque.

84⁰ Les ordres de virement portent les noms de l'acheteur et du vendeur ainsi que l'indication de la Banque chargée d'en assurer le recouvrement.

85⁰ Les traites à terme doivent être échéance de trente jours au mois et de quatre-vingt-dix jours au plus de la date d'émission. Elles ne peuvent ètre émises que si elles ont été prévus dans le contrat au titre duquel elles sont demandées.

Elles sont tirées par le Gouvernement créancier sur la Banque des Règlements Internationaux. Elles ne sont pas acceptées.

Elles sont émises à l'ordre de l'acheteur qui doit les endosser et les remettre directement au vendeur.

Elles portent, la mention „Payables à la Reichsbank à Berlin".

86⁰ Si un Gouvernement créancier ayant émis une traite à terme ne dispose pas, au moment de l'échéance, de credits suffisants pour y faire face, il met à la disposition de la Banque des Règlements Internationaux les fonds nécessaires deux jours avant la date prévue.

L'avance qu'il a ainsi consentie lui est remboursée sur les premiers crédits dont il aura ensuite la disposition pour prestations en nature.

87° Chaque jour, le service émetteur et le Commissaire du Gouvernement Allemand sont informés des paiements effectués et en reçoivent périodiquement des relevés.

88° Les modalités relatives aux paiements à effectuer par application des articles qui précèdent seront arrêtées de concert entre les représentants des Gouvernements Allemand, Belge, Britannique, Français, Italien, Japonais et Youngoslave, et la Banque des Règlements Internationaux, notamment en ce qui concerne les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de ces paiements.

89° Lorsque pour l'exécution ou la liquidation d'un contrat un vendeur doit effectuer un paiement en espèces à l'acheteur, celui-ci en informe son Gouvernement et requiert le vendeur d'effectuer le paiement au crédit du compte ouvert pour prestations en nature à ce Gouvernement.

90° Cette disposition n'est pas applicable aux paiements inférieurs à 10,000 Reichsmarks et à 20 pour cent de la valeur du contrat que le vendeur peut être tenu de faire à l'acheteur après que le dernier paiement prévu par le contrat a été effectué et que le contrat est en conséquence considéré pár les contractants comme terminé. Dans ce cas, les paiements sont faits directement par le vendeur à l'ácheteur.

B. Paiements directs.

91° Les dispositions du Titre VI du présent Règlement relatives au paiement direct d'une partie de la valeur de certaines marchandises ou de certains services sont, lorsqu'il y a lieu, appliquées à un contrat:

a) soit en vertu du contrat lui-même;

b) soit par la décision relative à l'homologation du contrat, cette décision étant considérée comme conditionelle au sens du Titre VII.

Dans le premier cas, le contrat stipule les dates et montants des échéances à payer directement.

Dans le second, les dates et les montants des échéances à payer directement sont précisées dans la décision d'homologation de telle sorte que les paiements directs soient effectués aux mêmes époques et dans la même proportion que les paiements au compte des prestations.

Dans les deux cas, l'acheteur effectue les paiements directs au vendeur suivant les règles commerciales habituelles.

92° Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à ce que par accord avec la Puissance créancière intéressée, la Banque des Règlements Internationaux puisse assurer à léchéance la totalité des paiements prévus à un contrat. Dans ce cas, le paiement direct est effectué dans les conditions et monnaies prévues au contrat, mais il est porté au débit de la Puissance créancière à un autre compte que celui des prestations en nature.

Titre IX.

Interdiction de réexportation.

93° Chaque Puissance créancière s'engage à empêcher, autant que faire se peut, la réexportation, pendant cinq ans, des marchandises reçues par elle d'Allemagne au titre des prestations en nature.

94° Il n'y a pas réexportation au sens du présent Règlement:

a) S'il s'agit de matériel pour travaux publics utilisé à l'étranger par une entreprise de la Puissance créancière pendant une courte période ne dépassant pas une année, avec obligation de retour sur le territoire de la Puissance créancière;

b) si les marchandises sont exportées dans les colonies, dépendances ou territoires sous mandat de la Puissance créancière; *)

c) si elles sont destinées à des Ambassades, consulats ou à des instituts à l'étranger de la Puissance créancière;

d) si, étant incorporées dans un autre article ou transformées, leur valeur n'entre pas pour plus de 60 pour cent dans la valeur de l'article vendu à l'étranger, ladite valeur étant calculée franco-frontière ou f. o. b. dans un port de la Puissance créancière.

95° Les Puissances créancières ne doivent présenter à l'homologation aucun contrat comportant fourniture de marchandises qui ne contienne ou ne porte annexée la déclaration suivante signée de l'acheteur:

„Je m'engage à ne pas exporter pendant cinq ans les marchandises qui font l'objet du présent contrat.

Au cas où je vendrais tout ou partie de ces marchandises, je m'engage à exiger de mon acheteur qu'il prenne à sa charge et impose aux acheteurs successifs tous les engagements pris par moi."

„J'accepte, si je manque à un de ces engagements, d'être privé pendant deux ans de la possibilité, d'obtenir, pour de nouveaux contrats, conclus par moi, le paiement sur les fonds réservés pour prestations en nature."

„Les marchandises ne seront pas réputées réexportées:

a) S'il s'agit de matériel pour travaux publics utilisés à l'étranger par une entreprise de la Puissance créancière pendant une courte période ne dépassant pas une année, avec obligation de retour sur le territoire de la Puissance créancière;

b) si les marchandises sont exportées dans les colonies, dépendances ou territoires sous mandat de la Puissance créancière;

c) si elles sont destinées à des Ambassades, consulats ou instituts à l'étranger de la Puissance créancière;

d) si étant incorporées dans un autre article ou transformées, leur valeur n'entre pas pour plus de 60 pour cent dans la valeur

*) Comme par le passé, l'admission au bénéfice des prestations des territoires sous mandat ne préjuge pas de la nature juridique du mandat.

de l'article vendu à l'étranger, ladite valeur étant calculée, franco-frontière ou f. o. b. dans un port de la Puissance créancière.“

96° Si le contrat est conclu par le Gouvernement créancier lui-même, il l'envoie au Commissaire du Gouvernement Allemand avec l'engagement de ne pas réexporter, pendant cinq ans, ou s'il revend, d'exiger de l'acheteur un engagement dans la forme prescrite à l'Article 95.

97° Si un différend s'élève entre un Gouvernement créancier et le Gouvernement Allemand sur la question de savoir s'il y a eu ou non réexportation, il est soumis à la juridiction prévue à l'Article 107 ci-après.

Titre X.

Infractions et fraudes.

98° Il appartient aux Gouvernements intéressés de prendre sur leurs territoires respectifs les mesures qu'ils jugent nécessaires pour que les contrats s'exécutent conformément au présent Règlement, et en cas d'infraction intentionelle ou de fraude, les sanctions qu'ils jugent utiles à l'égard de leurs ressortissants.

99° La Banque des Règlements Internationaux n'encourt aucune responsabilité du fait des fraudes ou irrégularités commises pendant l'exécution d'un contrat. Mais elle est tenue de signaler au Commissaire du Gouvernement créancier intéressé et au Commissaire allemand tout fait qui lui paraîtrait de nature à constituer une fraude ou une infraction intentionnelle au présent Règlement.

100° Les Commissaires des Gouvernements créanciers et du Gouvernement Allemand s'informent réciproquement des enquêtes auxquelles leurs Gouvernements respectifs font procéder en vue d'apprécier si un contrat a donné lieu à une fraude ou à une infraction intentionnelle au présent Règlement et ils s'en communiquent les résultats.

101° Les Gouvernements s'engagent à s'accorder réciproquement toutes facilités pour assurer la bonne fin des enquêtes que chacun d'eux décide d'effectuer. En conséquence, les Commissaires des différents pays échangent les renseignements qu'ils possédent et qui sont de nature à faciliter leurs tâches respectives.

102° Si un Gouvernement créancier ou le Gouvernement Allemand estime que l'un de ses ressortissants s'est rendu coupable d'une infraction intentionnelle au présent Règlement ou d'une fraude, il en fait informer par son Commissaire les Commissaires des autres Gouvernements.

103° Du fait de cette notification, aucun contrat dans lequel figurerait comme partie contractante le nom d'une personne en ayant fait l'objet ne peut être homologué pendant les deux ans suivant ladite notification.

104° Le Gouvernement ayant demandé l'exclusion d'un de ses ressortissants peut, avant l'expiration de la période de deux ans ci-dessus prévue, demander sa radiation de la liste d'exclusion.

105° Si, avant le dernier paiement dû sur un contrat l'acheteur ou le vendeur est reconnu par le Gouvernement dont il est ressortissant, coupable d'une infraction intentionnelle aux dispositions du présent Règlement ou d'une fraude et si son nom est notifié dans les conditions prévues à l'Article 102, aucun paiement ne doit plus être effectué sur les fonds de prestations au titre de ce contrat dont le règlement doit s'effectuer directement entre l'acheteur et le vendeur.

Si les sommes jusqu'alors versées représentent une valeur supérieure à celle des marchandises ou des services qui devaient être fournis en exécution du contrat, les Gouvernements intéressés s'efforceront, dans toute la mesure possible, d'obtenir le reversement de l'exédent au compte de prestation en nature de la Puissance créancière.

106° En vue de l'application des dispositions contenues à l'Article précédent, la Banque des Règlements Internationaux est informée, par le Commissaire de la Puissance ayant prononcé l'exclusion de son ressortissant, de la mesure dont celui-ci a été l'objet.

Titre XI.

Arbitrage.

107° Tout différend s'élevant entre une des Puissances créancières et le Gouvernement Allemand, au sujet de l'interprétation du présent Règlement est porté devant le Tribunal arbitral qui fait l'objet de l'Article 15 de l'Accord de la Haye de janvier 1930.

Il en est de même pour tout différend s'élevant au sujet de l'application des dispositions du titre III ainsi que dans le cas visé par l'Art. 97 du présent Règlement.

108° Tous autres différends auxquels pourrait donner lieu l'application du présent Règlement sont soumis à un arbitre de nationalité neutre résidant à Paris et jouissant d'une haute situation commerciale ou industrielle.

Cet arbitre est nommé pour deux ans, par accord unanime entre les Gouvernements Allemand, Belge, Britannique, Français, Italien, Japonais et Yougoslave ou, à défaut d'unanimité, par le Président du Tribunal arbitral visé à l'Article précédent.

Titre XII.

Dispositions temporaires.

109° Tout contrat homologué à la date où le présent Règlement entre en vigueur continue d'être exécutée sous le régime du Règlement Wallenberg, sous la seule réserve que les paiements par chèques sont substitués aux paiements par traites à vue et les organismes prévus au présent Règlement aux organismes antérieurement existants.

110° Pendant une période de deux ans à dater de la déclaration de culpabilité, aucun contrat ne peut être homologué dans lequel figurerait comme acheteur ou vendeur une personne ayant été l'objet des sanctions prévues par le titre XII du Règlement Wallenberg.

Titre XIII.

Revision du Règlement.

111° Le présent Règlement peut, à la demande de l'une des Puissances intéressées aux prestations, être soumis à revision, ladite revision devant prendre effet le 1er avril de l'année considérée.

Une première revision pourra avoir lieu en 1931, les autres suivant éventuellement à deux ans d'intervalle.

112° Le Gouvernement qui propose la revision fait connaître son intention à tous les autres Gouvernements intéressées avant le 1er janvier de l'année au cours de laquelle la revision peut être effectué. Il indique les points sur lesquels il suggère que des modifications soient apportées au Règlement et il propose une date pour l'examen de sa demande.

113° La demande est examinée par un Comité composé des Commissaires ou représentants des Gouvernements Allemand, Belge, Britannique, Français, Italien, Japonais et Yougoslave.

114° Aucune modification ne peut être apportée au présent Règlement que par accord unanime entre les membres du Comité constitué comme il est dit à l'Article précédent.

Titre XIV.

Authenticité des textes.

115° Ce Règlement est établi en français, en anglais et en allemand, les trois textes faisant également foi pour l'interprétation, étant entendu qu'en cas d'appel à l'arbitrage sur l'interprétation et avant la décision du Tribunal arbitral, il sera fait état de l'interprétation jugée par le Gouvernement créancier intéressé la plus favorable à la bonne exécution des prestations en nature.

Annex IX.

Regulations for Deliveries in Kind.

Article I.

Definition of the commodities and services which may be supplied as deliveries in kind.

1. Deliveries in kind within the meaning of the present Regulations are commodities and services produced by the German economic system and supplied to a Power which is a creditor of Germany, the payment in respect of such commodities and services being effected wholly or in part by means of funds reserved for this purpose in execution of the Experts' Plan of the 7th June, 1929, according to the distribution of these funds as shown in the appended table (annex I).

2. The commodities and services which may form the subject-matter of a contract for deliveries in kind are, subject to the provisions of the present Regulations, all commodities which are of German origin or manufactured in Germany and all services of a commercial nature per-

formed by the German economic system, such as transport by land in Germany; transport by river, sea or air under the German flag; plans for public works and preparation of schemes for works to be executed outside Germany; sales of German licences or patents to be utilised outside Germany; insurance contracts underwritten by German companies.

3. The commodities shown on list A (annex II) are described as „excluded“ commodities and can only be paid for as a delivery in kind in the case mentioned in paragraph 45 hereafter.

4. The commodities which may be eventually included in list B (annex III) are described as „rationed“ commodities and can only be supplied as a delivery in kind within the limit of the ration existing at the time when the contract for such commodities is made and subject to the provisions of paragraphs 69 and 70 hereafter.

5. The commodities shown in list C (annex IV) can only be supplied as deliveries in kind on condition that the buyer pays a part of their value direct to the seller according to the conditions laid down in article VI of the present Regulations and subject to the provisions of paragraphs 69 and 70 hereafter.

6. No contract the value of which is less than 3,000 Reichsmarks can be approved as a contract for deliveries in kind unless it is a rider to a contract previously approved.

Article II.

Utilisation of the quota allotted to each of the creditor Powers for deliveries in kind.

7. Each creditor Power is responsible for the utilisation of its quota for deliveries in kind.

In principle and subject to the provisions of paragraphs 8 and 14 hereafter, each Power is required to obtain approval for contracts providing for payments of which the total is sufficient in any given year to absorb the quota of that Power for deliveries in kind.

8. Each Power may carry forward a part, not exceeding 40 per cent., of its quota for a given year to the following year. The part thus carried forward will not be counted as part of the credit for the following year for purposes of calculating the part of the quota for that year which may be carried forward.

9. Contracts covering the total credits provided for deliveries in kind shall be passed before the 31st August, 1939, but these contracts shall not provide for any payment to be effected after that date.

Any credits which may be available at that date as a result of a cancellation of contracts shall be utilised subject to agreement between the creditor Government concerned and the German Government, for new contracts for deliveries in kind.

No delivery shall be made and no payment effected in respect of deliveries in kind after the 31st March, 1940.

10. In view of the delays which normally occur in the execution of certain contracts, each creditor Power may, upon its own responsibility, and on the understanding that payments for which provision has already been made shall not be thereby delayed, submit contracts for approval which involve payments in excess of the credits allotted to that Power for deliveries in kind within a given month.

The authorised amount of such excess shall be calculated as follows:

> Of the credits which are blocked in the accounts of a Power as a result of delay in the execution of contracts approved for that Power, an amount not exceeding 30 per cent. may, if the Power so requests, be added to the credits available to it for deliveries in kind during the following three months. The amount of these additional credits may never exceed that of the credits still remaining available to the Power in question for deliveries in kind during the three months following the period of three months in which the sums available have been so increased.
>
> At the end of each month the position shall be adjusted on the basis of the amount of credits blocked at that time.

11. If, owing to the adoption of the foregoing procedure, the payments to be made to suppliers of deliveries in kind for the account of a creditor Power exceed the sums available to that Power for this purpose, the necessary amounts shall be advanced by the Power in question. These advances may be drawn from any funds belonging to the Power which the latter may select. The sums in question will be refunded to the Power during the three months following the period of three months in which the advances were made. The refund will be effected out of the credits available for deliveries in kind, so that the total amount of such credits allotted to the Power in the attached table (annex I) shall not be increased.

Article III.

General Provisions concerning the Execution of Contracts for Deliveries in Kind.

12. The German Government undertakes to facilitate as far as possible the conclusion, within the scope of the present Regulations, of commercial contracts under ordinary commercial conditions by not taking or permitting to be taken any measure which would result in deliveries being unobtainable under ordinary commercial conditions.

13. If a creditor Government considers that the German Government has not fulfilled this undertaking, and that owing to this fact it has been unable to absorb in accordance with the present Regulations its quota of the credits set aside for deliveries in kind as defined in the appended table (annex I) it may submit the question to the arbitral tribunal for which provision is made in Article 15 of the Hague Agreement of January 1930.

14. If the Tribunal considers the complaint to be wholly or partially founded it will fix the sum which the Government making the complaint has been unable for this reason to utilise for deliveries in kind, and will cause such sum to be placed at the free disposal of the said Government. The obligation of the Government to utilise a part of its credit for deliveries in kind shall thereby be reduced by an equivalent amount.

15. If on its own responsibility the Government making the complaint so requests, the Tribunal may, in accordance with paragraph 4 of Article 15 of the Hague Agreement of January 1930, by an interlocutory order cause a part or the whole of the sum which the Government has stated that it has been unable to utilise for deliveries in kind, to be placed at the disposal of the said Government.

16. In such a case the Tribunal shall, when delivering its award, fix the conditions under which the payment is to be reckoned against the sums to be paid under the award, or the conditions under which deliveries in kind shall be taken to make good the sum paid.

Article IV.

Organisation.

17. The management of deliveries in kind includes two separate parts, namely, the approval of contracts and the handling of the funds reserved for deliveries in kind. The creditor Governments concerned and the German Government remain responsible for the approval of contracts and entrust the management of the funds reserved for deliveries in kind to the Bank for International Settlements.

18. A contract is approved if there is agreement with regard to it between the creditor Government concerned and the German Government.

19. Each creditor Government concerned in deliveries in kind and the German Government shall appoint an agent, whose duty it shall be to deal with all matters concerning deliveries in kind and to fulfil all functions devolving upon him under the present Regulations.

Each agent shall remain responsible to his Government for the strict application of the provisions of these Regulations.

The agents of the German, Belgian, British, French, Italian, Japanese and Yugo-Slav Governments shall assemble whenever a Government concerned in deliveries in kind considers a meeting to be necessary. The meeting shall be called by the agent of the Government which proposes it.

The same agents shall meet every year, in principle during the second fortnight in May, in order to review the general situation as shown by the statistical documents supplied by the Bank for International Settlements.

20. The agent of the German Government will be in permanent residence at Paris, where the agents will meet in all the cases for which provision is made in the present Regulations. The agents of the Creditor Powers are under no obligation to have a fixed place of residence.

21. The Bank for International Settlements can incur no responsibility except with regard to the duties arising from the mandate with which it is entrusted.

22. The Bank for International Settlements will effect the payments to be made in virtue of duly approved contracts which are transmitted to it by the agent of the German Government or are sent by the agent of the Creditor Power concerned in execution of a decision of the arbitrator in virtue of Article VII hereafter.

23. The Bank will keep all accounts and statistics, and will exercise all supervision in respect of these payments.

24. The Bank is also at liberty, in accordance with paragraph 28 of Annex I to the Experts' Plan of the 7th June, 1929, to appoint an Advisory Committee, the object of which would be to inform generally the Bank of the progress of deliveries in kind.

This Committee may, if it thinks fit, convoke those agents of the Governments who do not form part of the Committee.

Article V.

Preparation and Revision of Lists.

25. The coefficients of lits C represent the proportion in terms of value which the raw materials of foreign origin included in a commodity bear to the sale price of the commodity, delivery taken at the factory or warehouse of the seller.

The coefficients are based on a detailed costing of the sale price of the article.

26. The same methods of determining the coefficients shall be applied whenever list C is revised.

List C shall include after each revision commodities, the coefficient of which determined as described above, is equal to or more than 25 per cent.

27. Exceptions, however, which are admitted regulary in accordance with Article VII hereafter, may be taken into consideration when the list is drawn up.

28. Lists A and C (annexes II and IV) may be revised every two years, the first revision taking effect as from the 1st April 1932.

29. If one of the Governments concerned wishes that such revision should be made, its agent shall inform the agents of the other Governments to this effect before the 1st February of the year fixed for revision, and shall suggest a date for the consideration of its request: He will inform them of the modifications which he proposes to make.

30. Upon receipt of this request each agent shall announce whether he intends to propose other modifications.

The Revision Committee, consisting of the German, Belgian, British, French, Italian, Japanese and Jugo-Slav agents, will meet in Paris.

31. If the agents present at the meeting agree, they shall fix the lists for the period of two years from the 1st April next following.

32. In case of disagreement the question shall be submitted to the arbitrator whose functions are defined in paragraph 108 hereafter.

After hearing the parties concerned the arbitrator shall draw up the lists for the period of two years as from the 1st April next following.

33. The same procedure shall apply, if necessary, to the fixing of the rations of list B (annex III). If the German Government desires that such rations shall be fixed, its agent shall submit a request to this effect to the agents of the Creditor Powers at least two months before the date on which these programmes come into force.

Article VI.

Direct Payments.

34. The payments to be made by the purchaser direct to the seller without any entry being made to an account for deliveries in kind are governed by the rules set forth hereafter.

35. In respect of any commodity delivered which appears in list C, the purchaser shall pay direct to the seller that part of the price which corresponds to the coefficient fixed for this commodity in accordance with paragraph 25 of the present Regulations and subject to the provisions of Article VII.

36. If a contract makes the seller responsible for the transport of the commodity, and if the transport is not carried out entirely by German means, a direct payment shall be due whenever the cost of the transport exceeds 400 Reichsmarks.

37. If the cost of transport carried out by non-German means exceeds 400 Reichsmarks, the purchaser shall pay the entire cost direct tc the seller, unless there is a special agreement between the agent of the creditor Government concerned and the agent of the German Government.

38. Transport by German means in or outside Germany of commodities ordered as a delivery in kind shall not give rise to any direct payment.

39. Transport under German flag by river, sea or air may of itself form the subject-matter of a contract for deliveries in kind whenever it is effected between a German port and a port situated in the territory of a creditor Power or in one of its colonies, dependencies or mandated territories or vice-versa.

40. If a contract stipulates that the seller shall be responsible for erection outside Germany, such erection, whether carried out partly or wholly by means of German resources, shall not give rise to a direct payment unless its value exceeds 1,000 Reichsmarks.

41. Erection within the meaning of the present Regulations does not comprise foundations and masonry, but covers the installation and

assembling of machines and plant the parts of which have been finished wholly or mainly at the factory.

42. If the cost of erection carried out outside Germany, either wholly or partly by means of German resources, exceeds, 1,000 Reichsmarks, it shall be subject to a direct payment of 50 per cent. of such cost, subject to the following limitations:

a) 10 per cent. of the value of the order for contracts of an amount less than 200,000 Reichsmarks;

b) 10 per cent. of the first instalment of 200,000 Reichsmarks and 5 per cent. of the balance for contracts exceeding 200,000 Reichsmarks.

43. If the total value of erection outside Germany exceeds these limits, the entire amount of the excess shall be added to the direct payment to be made by the purchaser to the seller.

44. The foregoing provisions do not apply to the employment of German personnel outside Germany, which is governed by the provisions of paragraphs 47 and 48 hereafter.

45. If a contract for the supply of a composite object provides for the delivery as part of such object of

a) commodities contained in list C;

b) equipment of a specialised type not currently manufactured in Germany;

c) commodities mentioned in footnote 3 of list A, provided that they are finished products,

the delivery of these commodities shall not give rise to a direct payment unless their total value, delivered either by or the seller at his factory or warehouse, exceeds 10 per cent of the total value of the contract.

A composite object within the meaning of the present Regulations is one which the order is placed with a single supplier, is executed by him acting alone or with the assistance of sub-contractors and makes him responsible for the working or output of the object supplied (machinery, factory plant, ship, etc.).

46. If the value defined in the preceding paragraph exceeds 10 per cent of the total price of the contract, payment shall be made by the purchaser direct to the seller in respect of the commodities contained in list C, according to the rules applicable to such commodities under paragraph 35 of the present Regulations, and for the entire value of the commodities mentioned under headings (b) and (c) of the preceding paragraph.

47. If a contract provides for the employment of German personnel outside Germany, 40 per cent of the total wages and salaries of such personnel shall be paid by the purchaser direct to the seller.

48. If, however, the food of the personnel thus employed comes from Germany, or if the personnel is provided with living accomodation in Germany while the work is being carried out, or if special

arrangements for housing and feeding are made locally by the purchaser and the seller, the percentage shall be reduced by agreement between the agent of the creditor Power concerned and the German agent. Failing such agreement, the arbitrator for whom provision is made in paragraph 108 hereafter shall decide.

49. If the commodity ordered under a contract is the subject of a mortgage, a lien or any other charge in favour of a non-German creditor, and if it is to be delivered free of any such charge, the payments required to pay off any such charge shall be made by the purchaser direct of the seller.

50. No direct payment shall be made if the contract makes the seller responsible for

a) the customary inspection and supervision of commodities or of the manufacture of commodities in Germany by persons employed by the buyer or by inspectors belonging to recognised inspection agencies provided that these agencies, which need not necessarily be German, are established in Germany;
b) the transhipment or handling of commodities by non-German means or labour;
c) the sums required to cover temporary advances for customs dues or similar non-German charges;
d) the costs of guarantee deposits in non-German currency.

51. A direct payment shall be made in respect of any contract for insurance which is not accessory to a delivery or to work to be executed as a delivery in kind, but which forms of itself a contract for such delivery. The amount of this payment will be fixed for each individual case by direct agreement between the agent of the creditor Power concerned and the German agent.

Article VII.

Approval of Contracts.

52. No payment shall be made by means of the funds reserved for deliveries in kind, unless in execution of a commercial contract previously approved by agreement between the creditor Government concerned and the German Government.

53. Every contract shall contain a clause indicating that it is to be paid for out of the funds reserved for deliveries in kind.

54. By a contract within the meaning of the present Regulations is understood:

a) a document signed by the seller and the buyer;
b) a firm offer, with or without specification, accepted without reserve by the buyer by letter or by telegram;
c) a firm order accepted without reserve by the seller by letter or by telegram.

55. In the first place, the contracts must be accepted by the creditor Power concerned, which shall ascertain at the outset that they are in

conformity with the Regulations and that sufficient funds stand to its credit to meet the payments for which the contract provides when they fall due.

56. Two copies of the contracts will then be transmitted to the agent of the German Government, either by registered letter or delivered direct against a receipt given by an authorised person.

57. Within three clear working days of receiving the contract the agent of the German Government shall inform the agent which has transmitted the contract whether he accepts it with or without reservation or whether he proposes its rejection.

58. If he has no objection to the contract he will inform the Bank for International Settlements, to which he will send a copy of the contract.

59. If the agent of the German Government considers that the contract should be modified or rejected, or if he regards the details which it contains to be insufficient, he will return it, accompanied by his observations and reasons, to the agent from whom it was received.

60. If the agent of the creditor Government does not concur in the view of the German agent, he shall bring the question before the arbitrator for whom provision is made in paragraph 108 hereafter. After calling for the observations of the agent of the creditor Power concerned and the German agent, the arbitrator shall give a final decision within a maximum of eight clear working days from the date on which the question was referred to him.

61. The agent of the German Government may apply direct to the German seller for further information, or to have any changes made in the contract which he may consider to be necessary. It shall be his duty, however, to inform the agent of the creditor Power, in order that the agent may take the necessary action with regard to the purchaser.

62. Whenever the procedure is suspended in the manner described it shall be resumed with the same formalities and the same time-limits as from the day on which the agent of the creditor Power sends to the German agent the necessary information or the agreement of the parties concerning the changes required to be made in the contract.

63. When an appeal is made to the arbitrator the award shall be notified to the German agent and the agent of the creditor Power concerned. The latter may then send the contract direct to the Bank for International Settlemens, and shall be responsible for informing the German agent to this effect.

64. When a contract does not provide a definite scheme of payments the German agent will draw up a schedule in agreement with the agent or authorised department of the creditor Government, in order that the Bank for International Settlements may set aside the sums required for paying for the contract.

65. The Bank for International Settlements will keep accounts for each creditor country showing the dates and amounts of the payments

for which the approved contracts provide and indicating how much of the quota remains available for new contracts.

Abstracts of these accounts will be supplied on the 1st and the 15th of each month to the agent of the creditor Power concerned and to the German agent.

66. Before submitting a contract for approval the creditor Government concerned shall have definitely agreed with the purchaser the terms on which he can obtain payments out of the funds reserved for deliveries in kind.

67. If, in the course of execution of a contract, the buyer does not fulfil these conditions he shall continue to bear the entire responsibility for the contract, as far as the seller is concerned, under ordinary commercial conditions, even if the contract stipulates that it shall only be executed as a delivery in kind.

68. In this case the Bank for International Settlements shall, if the creditor Power concerned so requests on its own responsibility, release the credits reserved but not yet utilised for payment for the contract.

The agent of the German Government shall be informed accordingly.

69. Exceptions to the present Regulations may be admitted by agreement between the agent of the creditor Government concerned and the agent of the German Government provided that they do not exceed

a) in the case of any rations which may eventually be fixed, 20 per cent. of the ration allowed for the year in question;

b) in the case of direct payments, 30 per cent. of the payments of this kind which should have been effected under the contract in question had the Regulations been strictly applied.

70. If the conditions of a contract entail other exceptions to which the German agent agrees the contract shall only be approved provided that, of the Belgian, British, French, Italian, Japanese and Jugo-Slav agents, at least three agree to the exception proposed.

71. In the case, however, of an exception to the clause concerning re-exportation, which in principle remains forbidden, the unanimous agreement of these six agents shall be required.

72. In transmitting to the Bank for International Settlements a contract in respect of which exceptions have been admitted in application of paragraphs 69, 70 and 71, above, the agent of the German Government shall attach to the contract a note stating the nature of the exception granted and indicating which agents have given their consent.

In the case of contracts approved in virtue of an arbitral decision in accordance with paragraph 63, the agent who transmits the contract will attach to it a copy of the arbitral decision.

73. The statistics which the Bank for International Settlements will keep in execution of paragraph 23 will be sent by the Bank each month to the agents of all the Governments and will show:

(1) according to countries and categories the total amount of the contracts which it has received during the preceding month, those for an amount exceeding 5 million Reichsmarks and riders thereto being shown separately;
(2) the information transmitted to it with contracts in accordance with paragraph 72.

Article VIII.

Payments.

A. Payments for Deliveries in Kind.

74. For each creditor Government there shall be opened at the Bank for International Settlements an account, to which shall be credited all sums to be reserved by that Government for deliveries in kind according to the approved schedule. All payments made in respect of approved contracts shall be debited to this account.

75. The credit balance at the end of each month shall be added to the credits opened during the following month. The sum available to the creditor Power for deliveries in kind during that month shall be the total of these two amounts.

76. At the beginning of each month the agent of the creditor Government concerned and the agent of the German Government shall be informed of the state of the account.

77. Subject to the reserves provided by the present Regulations the sums paid to this account can only be employed for the payment of contracts for deliveries in kind.

78. For the purpose of paying for duly approved contracts for deliveries in kind each creditor Power may dispose freely of the credit balance lying in his account, by any method of payment which is current in international commerce, and particulary by means of cheques, orders to transfer and time drafts. The payments will be made by the Reichsbank in Berlin.

79. The creditor Powers will transmit to the Bank for International Settlements the names and signatures of the officials who are authorised to issue orders to pay.

80. In principle, orders to pay shall be made out in Reichsmarks. When a contract stipulates that payment is to be made in a non-German currency, the order to pay shall be made out in this currency, but must bear the inscription „payable in Reichsmarks“. In this case the conversion into Reichsmarks shall be made at the time of payment, at the official average rate of the Berlin Bourse as quoted for the day preceding that of payment.

81. If a contract provides for an agreed rate of conversion, the conversion into Reichsmarks shall be made at this rate.

82. All orders to pay must indicate the approval number of the contract in respect of which they are issued.

83. Cheques shall be issued by the creditor Government made out in the name of the seller and passed to the buyer for transmission to the seller. They cannot be cashed over the counter, but must be passed through a bank account.

84. Orders to transfer shall bear the names of the buyer and seller, as well as that of the bank responsible for collection.

85. Time drafts shall be made payable not less than thirty days and not more than ninety days at most from the date of issue. They shall only be issued if the contract for which they are required makes provision to this effect.

They shall be drawn by the creditor Government on the Bank for International Settlements. They shall not be accepted.

They shall be issued to the order of the buyer, who shall endorse them and transmit them direct to the seller.

They shall bear the words: „Payable at the Reichsbank in Berlin".

86. If a creditor Government which has issued a time draft does not possess credits sufficient to meet the payment when it falls due, it shall place the necessary funds at the disposal of the Bank for International Settlements two days before the due date.

A creditor Government which advances a sum in this manner shall be reimbursed out of the first credits which are thereafter placed at its disposal for deliveries in kind.

87. The issuing Authority and the agent of the German Government will receive daily advice and periodical statements of the payments effected.

88. The rules to be applied to the payments made in application of the preceding paragraphs will be determined jointly by representatives of the German, Belgian, British, French, Italian, Japanese and Jugo-Slav Governments and the Bank for International Settlements, particulary in so far as concerns the requisite measures for safeguarding these payments.

89. When a seller has to make a payment to a buyer in executing or winding up a contract the buyer shall inform his Government and request the seller to make the payment into the account for deliveries in kind opened for this Government.

90. This provision shall not apply to any payments of less than 10,000 Reichsmarks and of less than 20 per cent. of the value of the contract, which the seller may be liable to make to the purchaser after the last payment for which the contract provides has been made and the contract is consequently regarded by the contracting parties as terminated. In such a case the payments shall be made by the seller direct to the purchaser.

B. Direct Payments.

91. When the case arises the provisions of Article VI of the present Regulations concerning the direct payment of a part of the value of certain commodities or services shall be applied to a contract either

a) by the terms of the contract itself, or

b) by the decision concerning the approval of the contract, such decision being regarded as conditional within the meaning of Article VII.

In the first case the dates and amounts of the sums to be paid direct shall be stipulated in the contract.

In the second case the dates and amounts of the sums to be paid direct shall be fixed by the decision of approval in such a manner that the direct payments are made at the same time and in the same proportions as the payments made on account of deliveries in kind.

In both cases the purchaser shall make the direct payments to the seller in accordance with the rules of ordinary commerce.

92. The foregoing provisions shall not preclude the Bank for International Settlements in agreement with the creditor Power concerned from meeting all the payments for which a contract provides, when they fall due. In this case the direct payments shall be made under the conditions and in the currencies stipulated in the contract, but it shall be debited to the creditor Power in an account other than that relating to deliveries in kind.

Article IX.

Prohibition concerning Re-exportation.

93. Each creditor Power undertakes, as far as possible, to prevent the commodities which it receives from Germany as deliveries in kind from being re-exported during five years.

94. It shall not be considered to be re-exportation within the meaning of the present Regulations

a) in cases of plant for public works which is utilised abroad by a firm of the creditor Power during a short period not exceeding one year, with an obligation for the return of the plant to the territory of the creditor Power;

b) if commodities are exported to the colonies, dependencies or mandated territories of the creditor Power;*)

c) if they are intended for embassies, consulates or higher educational institutes of the creditor Power abroad;

d) if after transformation or being incorporated in another article the value of a commodity does not represent more than 60 per cent. of the value of the article sold abroad, such value being estimated for delivery at the frontier or f. o. b. at a port of the creditor Power.

95. The creditor Power shall not submit for approval any contract for the dilivery of commodities unless the following declaration signed by the buyer is included in or attached to the contract:

---

*) If mandated territories are allowed the benefit of deliveries in kind, this shall as in the past be without prejudice to the legal status of the mandate.

„I undertake for five years not to re-export the commodities which form the subject of the present contract.

In the event of my selling all or part of these commodities, I undertake to require my purchaser to take upon himself all the obligations which I have assumed, and to cause the same undertakings to be given by his successive purchasers.“

„If I fail to perform any of these undertakings I consent to be deprived of the possibility of having new contracts concluded by me paid for by means of the funds which are reserved for deliveries in kind.“

„Commodities shall not be considered to be re-exported

a) in cases of plant for public works which is utilised abroad by a firm of the creditor Power during a short period not exceeding one year, with obligation for the return of the plant to the territory of the creditor Power;

b) if commodities are exported to the colonies, dependencies or mandated territories of the creditor Power;

c) if they are intended for embassies, consulates or higher educational institutes of the creditor Power abroad;

d) if after transformation or being incorporated in another article the value of the commodity does not represent more than 60 per cent. of the value of the article sold abroad, such value being estimated for delivery at the frontier or f. o. b. at a port of the creditor Power.“

96. If the contract is concluded by the creditor Government itself, the latter will transmit it to the agent of the German Government, with the undertaking for five years no to re-export the commodities or, if it sells them, to require of the buyer an undertaking in the form prescribed by paragraph 95 above.

97. If a dispute arises between a creditor Government and the German Government as to whether there has been re-exportation or not, it shall be submitted to the jurisdiction for which paragraph 107 hereafter provides.

Article X.

Infractions and Frauds.

98. It shall be the duty of the Governments concerned to take such steps within their respective territories as they may deem necessary in order that contracts may be executed in accordance with the present Regulations, and, in cases of fraud or wilful infraction, to apply such penalties as they may consider appropriate in respect of their nationals.

99. The Bank for International Settlements shall not incur any responsibility by reason of any fraud or irregularity committed during the execution of a contract. But it shall inform the agent of the creditor Government concerned and the German agent of any fact which

may appear to it to constitute a fraud or wilful infraction of the present Regulations.

100. The agents of the creditor Government and the agent of the German Government will inform one another of the investigation which their respective Governments cause to be undertaken in order to ascertain whether there has been fraud or infraction of the present Regulations in connection with a contract and they shall inform one another of the result of such investigations.

101. The Governments undertake to afford one another full facilities for the purpose of carrying out the investigations which any of them may decide to make. For this purpose the agents of the various countries will exchange such information as they possess and is likely to facilitate their respective tasks.

102. If a creditor Government or the German Government considers one of its nationals to be guilty of fraud or of wilful infraction of the present Regulations, its agent will so inform the agents of the other Governments.

103. Pursuant to such notification no contract to which one of the parties is a person whose name has thus been notified shall be approved during a period of two years from the date of the notification.

104. A Government which has applied for one of its nationals to be excluded may, before the end of the period of two years mentioned above, request that its national be removed from the list of excluded persons.

105. If before the last payment under a contract has been made, the buyer or seller is found guilty by his Government of fraud or wilful infraction of the present Regulations, and if his name is notified in accordance with paragraph 102, no further payment shall be made out of the funds for deliveries in kind in respect of the contract which shall be liquidated direct between buyer and seller.

If the sums paid up to that time exceed the value of the commodities or services due to be delivered under the contract, the Governments concerned shall do their utmost to obtain repayment of the excess to the account for deliveries in kind of the creditor Power.

106. In order that the provisions of the preceding paragraph may be applied, the agent of the Power which has declared its national to be excluded shall inform the Bank for International Settlement of the measures taken in this respect.

Article XI.

Arbitration.

107. Any dispute which may arise between a Creditor Power and the German Government concerning the interpretation of the present Regulations shall be submitted to the arbitral tribunal for which Article 15 of the Hague Agreement of January 1930 provides.

The same procedure shall apply to any dispute which may arise concerning the application of the provisions of Article III or in the case mentioned in paragraph 97 of the present Regulations.

108. All other disputes which may arise from the application of the present Regulations shall be submitted to an arbitrator of neutral nationality who is resident in Paris, and who is of high commercial or industrial standing.

This arbitrator shall be appointed for two years by unanimous agreement between the German, Belgian, British, French, Italian, Japanese and Jugo-Slav Governments, or failing unanimity, by the President of the arbitral tribunal mentioned in the preceding paragraph.

Article XII.

Temporary Provisions.

109. Any contract which has been approved by the date at which the present Regulations come into force shall continue to be executed under the procedure of the Wallenberg Regulations with the sole exception that payment by cheque shall take the place of payment by means of sight-drafts, and that the organisations for which the present Regulations provide shall be substituted for those previously in existence.

110. During a period of two years from the date when the verdict of guilt is pronounced no contract shall be approved in which the name of a person appears, either as purchaser or seller, in respect of whom the penalties for which Article XII of the Wallenberg Regulations provides have been applied.

Article XIII.

Revision of the Regulations.

111. The present Regulations may, at the request of one of the Powers interested in deliveries in kind be submitted to revision. Such revision shall take effect as from the 1st April of the year in question.

Revision may first take place in 1931 and thereafter at intervals of two years.

112. The Government which proposes the revision shall inform all the other Governments concerned in deliveries in kind of its intention, before the 1st January of the year in which revision may be made. It will state the points regarding which it suggests that modifications should be introduced into the Regulations and the date which it proposes for the examination of its request.

113. The request shall be considered by a Committee consisting of the agents or representatives of the German, Belgian, British, French, Italian, Japanese and Jugo-Slav Governments.

114. No modification may be made in the present Regulations except by unanimous agreement between the members of the Committee constituted in accordance with the preceding paragraph.

Article XIV.

Authenticity of Texts.

115. These Regulations are drawn up in French, English and German, the three texts being equally authentic for purposes of interpretation. It is understood that, in the event of an appeal to arbitration on the interpretation and pending the decision of the arbrital tribunal, the interpretation considered by the creditor Power concerned to be the most favourable to the proper execution of deliveries in kind shall be taken to be correct.

Anlage IX.

Verfahrensvorschrift für Sachleistungen.

Titel I.

Waren und Dienstleistungen, die als Sachleistungen in Betracht kommen.

1. Sachleistungen im Sinne dieser Verfahrensvorschrift sind Waren und Dienstleistungen, die Leistungen der deutschen Volkswirtschaft sind, an eine Gläubigermacht Deutschlands bewirkt werden und deren Bezahlung ganz oder teilweise mit den in Ausführung des Berichts der Sachverständigen vom 7. Juni 1929 hierfür vorbehaltenen Geldern entsprechend der in anliegender Übersicht (Anlage I) vorgenommenen Verteilung erfolgt.

2. Waren und Dienstleistungen, die den Gegenstand eines Sachleistungsvertrages bilden können, sind, vorbehaltlich der Bestimmungen dieser Verfahrensvorschrift, alle Waren deutschen Ursprungs oder deutscher Herstellung sowie alle Dienstleistungen kommerzieller Art der deutschen Volkswirtschaft wie: Transporte auf dem Landweg in Deutschland, Fluss-, See- und Lufttransporte unter deutscher Flagge, Entwürfe für öffentliche Arbeiten und Ausarbeitung von Entwürfen für Arbeiten, die ausserhalb Deutschlands auszuführen sind, Verkauf von deutschen Lizenzen oder Patenten, die ausserhalb Deutschlands nutzbar gemacht werden, Versicherungsverträge deutscher Gesellschaften.

3. Waren, die in der Liste A (Anlage II) als „Ausgeschlossene Waren“ aufgeführt sind, können als Sachleistungen nicht bezahlt werden, mit Ausnahme des in nachstehendem Artikel 45 vorgesehenen Falles.

4. Waren, die gegebenenfalls in der Liste B (Anlage III) „Kontingentierte Waren“ aufgeführt werden, können als Sachleistungen nur im Rahmen des bei Abschluss des betreffenden Vertrages bestehenden Kontingentes geliefert werden, vorbehaltlich der Bestimmungen der nachstehenden Artikel 69 und 70.

5. Waren, die in der Liste C (Anlage IV) aufgeführt sind, können als Sachleistungen nur vorbehaltlich der unmittelbaren Bezahlung eines Teiles ihres Wertes seitens des Käufers an den Verkäufer gemäss der Bedingungen des Titels VI und vorbehaltlich der Bestimmungen der nachstehenden Artikel 69 und 70 dieser Verfahrensvorschrift geliefert werden.

6. Verträge über weniger als 3000 *RM* können als Sachleistungsverträge nicht genehmigt werden, sofern es sich dabei nicht um Nachträge zu vorher genehmigten Verträgen handelt.

Titel II.

Verwendung der jeder Gläubigermacht zugeteilten Sachleistungsquote.

7. Jede Gläubigermacht ist für die Verwendung ihrer Sachleistungsquote verantwortlich.

Grundsätzlich und vorbehaltlich der Bestimmungen der nachstehenden Artikel 8 und 14 ist jede Gläubigermacht verpflichtet, Verträge in solchem Umfange genehmigen zu lassen, dass die darauf zu leistenden Gesamtzahlungen Jahr für Jahr ausreichen, um ihre Sachleistungsquote auszuschöpfen.

8. Jeder Gläubigermacht ist es gestattet, einen Teil der Quote des laufenden Jahres, der aber vierzig vom Hundert (40 %) nicht übersteigen darf, auf das folgende Jahr zu übertragen; der so übertragene Teilbetrag wird jedoch dem Kredit des folgenden Jahres bei der Errechnung des am Ende des besagten Jahres übertragbaren Teilbetrages nicht hinzugefügt.

9. Alle für Sachleistungen vorbehaltenen Beträge müssen vor dem 31. August 1939 durch Verträge, die keine Zahlung nach diesem Zeitpunkt vorsehen, in Anspruch genommen sein.

Die Beträge, welche zu diesem Zeitpunkt gegebenenfalls infolge Annullierung von Verträgen verfügbar sind, finden für neue Sachleistungsverträge gemäss einer zwischen der beteiligten Gläubigermacht und der Deutschen Regierung zu treffenden Vereinbarung Verwendung.

Auf keinen Fall darf eine Lieferung oder Zahlung auf Sachleistungen nach dem 31. März 1940 erfolgen.

10. Um der Verzögerung Rechnung zu tragen, die sich bei der Ausführung gewisser Verträge üblicherweise ergibt, kann jede Gläubigermacht unter ihrer eigenen Verantwortung und unter dem Vorbehalt, dass bereits vorgesehene Zahlungen hierdurch keine Verzögerung erleiden, Verträge zur Genehmigung vorlegen, die Zahlungen über einen Betrag vorsehen, der die dieser Macht in einem bestimmten Monat vorbehaltenen Sachleistungsmittel übersteigt.

Die zulässige Überschreitung wird wie folgt bestimmt:

> Ein Teilbetrag von höchstens dreissig vom Hundert (30 %) der Kredite, die auf dem Konto einer Macht für genehmigte, aber verspätet zur Durchführung gelangende Verträge blockiert sind, kann auf ihren Antrag den Krediten, über die sie im Laufe des nächsten Vierteljahres für Sachleistungen verfügt, hinzugefügt werden; der Betrag dieser zusätzlichen Kredite darf jedoch niemals den Betrag der dieser Macht auf dem Sachleistungskonto während desjenigen Vierteljahres zur Verfügung stehenden Kredite übersteigen, das auf das um die entsprechenden Mittel erhöhte Vierteljahr folgt.

Am Ende jeden Monats wird die Berechnung auf der Grundlage des Betrages der zu diesem Zeitpunkt blockierten Kredite erneut vorgenommen .

11. Wenn infolge der Annahme des vorstehenden Verfahrens die den Lieferanten von Sachleistungen zu leistenden Zahlungen für Rechnung einer Gläubigermacht höher sind als die Beträge, über welche besagte Macht hierfür verfügt, so sind die erforderlichen Mittel von dieser letzteren aus eigenen Mitteln ihrer Wahl vorzuschiessen und an sie im darauffolgenden Vierteljahr aus den ihr für Sachleistungen eröffneten Krediten zu erstatten, dergestalt, dass der Gesamtbetrag der für diese Macht in anliegender Übersicht (Anlage I) vorgesehenen Kredite dieser Art dadurch nicht erhöht wird.

Titel III.

Allgemeine Bestimmungen über die Ausführung von Sachleistungsverträgen.

12. Die Deutsche Regierung verpflichtet sich, soweit als möglich den Abschluss von geschäftlichen Verträgen unter gewöhnlichen geschäftlichen Bedingungen im Rahmen dieser Verfahrensvorschrift zu erleichtern, indem sie weder Massnahmen ergreift noch gestattet, dass Massnahmen ergriffen werden, die zum Ergebnis haben würden, dass Sachleistungen unter den gewöhnlichen geschäftlichen Bedingungen nicht zu erhalten sind.

13. Ist eine Gläubigerregierung der Ansicht, dass die Deutsche Regierung dieser Verpflichtung nicht entsprochen hat, und dass sie infolge dieser Tatsache ausserstande gewesen ist, ihren Anteil an dem für Sachleistungen gemäss der beigefügten Übersicht (Anlage I) vorbehaltenen Kredit unter den in dieser Verfahrensvorschrift vorgesehenen Bedingungen auszunützen, so kann sie die Frage vor das im Artikel XV des Haager Abkommens vom Januar 1930 vorgesehene Schiedsgericht bringen.

14. Ist das Gericht der Ansicht, dass die Beschwerde ganz oder teilweise begründet ist, so wird von ihm der Betrag bestimmt, zu dessen Ausnutzung in der Form von Sachleistungen die beschwerdeführende Regierung aus dem genannten Grunde nicht imstande gewesen ist, und verfügt, dass dieser Betrag der bezeichneten Gläubigerregierung zur Verfügung gestellt wird. Die von dieser Regierung eingegangene Verpflichtung, einen Teil ihres Guthabens in der Form von Sachleistungen abzunehmen, wird hierdurch um den entsprechenden Betrag ermässigt.

15. Auf Antrag, den die beschwerdeführende Regierung unter ihrer eigenen Verantwortung stellt, kann das Gericht unter den in Ziffer 4 des Artikel XV des Haager Abkommens vom Januar 1930 vorgesehenen Bedingungen im Wege einer einstweiligen Verfügung bestimmen, dass dieser Regierung derjenige Betrag ganz oder teilweise zur Verfügung gestellt wird, den sie nach ihrer Angabe in der Form von Sachleistungen nicht hat abnehmen können.

16. In diesem Falle bestimmt das Gericht in seinem Schiedspruch, zu welchen Bedingungen diese Zahlung auf die kraft des Schiedsspruchs selbst auszuführenden Zahlungen anzurechnen ist, oder unter welchen Bedingungen im entgegengesetzten Falle diese Zahlung durch Sachleistungen ausgeglichen werden muss.

Titel IV.

Organisation.

17. Mit Rücksicht darauf, dass die Gesamtleitung über die Sachleistungen zwei verschiedene Aufgaben in sich schliesst, die Genehmigung der Verträge und die Verwaltung der für Sachleistungen vorbehaltenen Gelder, sollen die beteiligten Gläubigerregierungen und die Deutsche Regierung die Verantwortung für die Genehmigung behalten und der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich die Verwaltung der für Sachleistungen vorbehaltenen Gelder übertragen.

18. Die Genehmigung eines Vertrages ergibt sich aus der erteilten Zustimmung der beteiligten Gläubigerregierung und der Deutschen Regierung.

19. Die an den Sachleistungen interessierten Gläubigerregierungen und die Deutsche Regierung ernennen je einen Kommissar, der beauftragt ist, sich aller Angelegenheiten auf dem Gebiete der Sachleistungen anzunehmen und alle Aufgaben, die sich aus dieser Verfahrensvorschrift für ihn ergeben, zu erledigen.

Jeder von ihnen bleibt seiner Regierung gegenüber für die genaue Anwendung der darin vorgesehenen Bestimmungen verantwortlich.

Die Kommissare der Deutschen, Belgischen, Britischen, Französischen, Italienischen, Japanischen und Jugoslavischen Regierung treten jedesmal zusammen, wenn nach Ansicht einer an den Sachleistungen interessierten Regierung eine solche Zusammenkunft notwendig ist. Die Einberufung wird von dem Kommissar der Regierung veranlasst, welche die Zusammenkunft vorschlägt.

Dieselben Kommissare treten jedes Jahr, grundsätzlich in der zweiten Hälfte des Mai, zusammen, um die allgemeine Sachlage, wie sie sich aus den von der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich übermittelten Statistiken ergibt, zu prüfen.

20. Der Kommissar der Deutschen Regierung hat seinen dauernden Sitz in Paris, wo die Kommissare in allen in dieser Verfahrensvorschrift vorgesehenen Fällen zusammenkommen. Die Kommissare der Gläubigermächte sind nicht an einen festen Wohnsitz gebunden.

21. Die Verantwortung der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich besteht lediglich in den Aufgaben, die sich aus dem ihr übertragenen Auftrag ergeben.

22. Die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich stellt die Zahlungen sicher, die für die ordnungsmässig genehmigten Verträge zu leisten sind; diese werden ihr vom Kommissar der Deutschen Regierung oder in Ausführung einer schiedsrichterlichen Entscheidung vom Kom-

missar der beteiligten Gläubigermacht nach den im nachstehenden Titel VII vorgesehenen Bestimmungen übermittelt.

23. Sie führt die gesamten Buchhaltungs- und statistischen Arbeiten aus und übernimmt die gesamten aus diesen Zahlungen sich ergebenden Kontrollen.

24. Im übrigen steht es ihr frei, entsprechend den in Ziffer 28 der Anlage I des Berichts der Sachverständigen vom 7. Juni 1929 vorgesehenen Bestimmungen einen beratenden Ausschuss zu bestellen, der die Aufgabe hat, sie über den allgemeinen Gang des Sachleistungsverkehrs zu unterrichten.

Dieser Ausschuss kann jedesmal, wenn er es für zweckmässig erachtet, die Kommissare der Regierungen einberufen, die nicht selbst Mitglieder des Ausschusses sind.

Titel V.

Aufstellung und Revision der Listen.

25. Die Prozente der Liste „C" geben das Verhältnis wieder, in dem der Wert der in der Ware enthaltenen fremden Rohstoffe zu dem Verkaufspreis der Ware, ab Fabrik oder Lager des Verkäufers, steht.

Sie sind auf Grund einer detaillierten Prüfung der Bestandteile des Verkaufspreises der Wareneinheit berechnet.

26. Diese Berechnungsweise findet bei jeder Revision der Liste „C" für die Festsetzung der Prozente Anwendung.

In der Liste „C" sind nach jeder Revision die Waren aufzuführen, deren in dieser Weise bestimmter Prozentsatz fünfundzwanzig vom Hundert (25 %) beträgt oder übersteigt.

27. Bei Festsetzung der Liste können indessen die Abweichungen Berücksichtigung finden, die in Übereinstimmung mit den Vorschriften des nachstehenden Titels VII ständig zugelassen worden sind.

28. Die Listen „A" und „C" (Anlage II und IV) können alle zwei Jahre einer Revision unterzogen werden; die erste Revision kann am 1. April 1932 in Kraft treten.

29. Falls eine der beteiligten Regierungen eine solche Revision wünscht, so hat ihr Kommissar vor dem 1. Februar des Jahres, in dem die Revision stattfinden kann, den Kommissaren der anderen Regierungen davon Mitteilung zu machen und den Zeitpunkt für die Prüfung seines Antrages vorzuschlagen. Er gibt ihnen die Änderungen, die er anregt, bekannt.

30. Bei Empfang dieses Antrags muss jeder der Kommissare mitteilen, ob er andere Änderungen vorschlägt.

Das Revisionskomitee, das aus dem deutschen, belgischen, englischen, französischen, italienischen, japanischen und jugoslavischen Kommissar besteht, tritt in Paris zusammen.

31. Wenn sich die in dieser Sitzung anwesenden Kommissare einigen, so stellen sie die Listen für die folgenden zwei Jahre, beginnend mit dem nächsten 1. April, auf.

32. Wird Einigkeit nicht erzielt, so wird die Frage dem Schiedsrichter vorgelegt, dessen Befugnisse im nachstehenden Artikel 108 festgelegt sind.

Nach Anhörung der betreffenden Parteien stellt der Schiedsrichter die Listen für die nächsten beiden, mit dem folgenden 1. April beginnenden Jahre auf.

33. Das gleiche Verfahren findet gegebenenfalls auf die Festsetzung von Kontingenten der Liste B (Anlage III) Anwendung. Wenn die Deutsche Regierung die Festsetzung solcher Kontingente wünscht, hat ihr Kommissar mindestens zwei Monate vor dem Tage, an dem diese Kontingente in Kraft treten sollen, einen entsprechenden Antrag bei den Kommissaren der Gläubigermächte zu stellen.

Titel VI.

Unmittelbare Zahlungen.

34. Die Zahlungen, welche die Käufer unmittelbar an die Verkäufer ohne Anrechnung auf ein Sachleistungskonto zu bewirken haben, unterliegen folgenden Bestimmungen.

35. Unter Vorbehalt der Bestimmungen des Titels VII dieser Verfahrensvorschrift hat der Käufer für die Lieferung aller Waren, die in der Liste „C“ aufgeführt sind, seinem Verkäufer unmittelbar den Teilbetrag des Preises zu bezahlen, der dem für diese Ware in Anwendung des Artikels 25 festgesetzten Prozentsatz entspricht.

36. Falls ein Vertrag den Transport der Ware dem Verkäufer auferlegt und der Transport nicht ausschliesslich mit deutschen Transportmitteln durchgeführt wird, wird eine unmittelbare Zahlung jedesmal geschuldet, wenn der Transportpreis 400 *RM* übersteigt.

37. Wenn die Kosten eines mit nichtdeutschen Mitteln ausgeführten Transportes 400 *RM* übersteigen, so hat der Käufer die Zahlung für den Gesamtbetrag unmittelbar an seinen Verkäufer zu bewirken, sofern nicht eine gegenteilige besondere Vereinbarung zwischen dem Kommissar der Deutschen Regierung und demjenigen der beteiligten Gläubigerregierung getroffen ist.

38. Dagegen geben mit deutschen Mitteln innerhalb oder ausserhalb Deutschlands ausgeführte Transporte von Waren, die den Gegenstand eines Sachleistungsvertrags bilden, zu keiner unmittelbaren Zahlung Anlass.

39. Ein Transport unter deutscher Flagge auf dem Fluss-, See oder Luftwege kann für sich allein den Gegenstand eines Sachleistungsvertrages bilden, wenn es sich um einen Hin- oder Rücktransport zwischen einem deutschen Hafen und einem in dem Staatsgebiet einer Gläubigermacht, in ihren Kolonien, abhängigen Gebieten und Mandatsgebieten gelegenen Hafen handelt.

40. Wenn ein Vertrag die Montage der Ware ausserhalb Deutschlands dem Verkäufer auferlegt, so gibt diese Montage nur dann zu einer unmittelbaren Zahlung Anlass, wenn der Wert 1000 *RM* übersteigt, einer-

lei, ob die Montage ganz oder teilweise von der deutschen Wirtschaft ausgeführt wird.

41. Montage im Sinne dieser Verfahrensvorschrift umfasst: die Aufstellung oder Zusammensetzung von Maschinen und Einrichtungen, deren Teile ganz oder grossenteils im Werk vollendet sind, mit Ausnahme jedoch der Herstellung von Fundamenten und der Ausführung von Maurerarbeiten.

42. Falls der Wert einer ausserhalb Deutschlands ganz oder teilweise von der deutschen Wirtschaft ausgeführten Montage 1000 *ℛℳ* übersteigt, so gibt diese zu einer unmittelbaren Zahlung in Höhe von fünfzig vom Hundert (50 %) dieses Wertes innerhalb folgender Grenzen Anlass:

a) 10 % des Vertragspreises für Verträge im Werte unter 200 000 *ℛℳ*,

b) 10 % für die ersten 200 000 *ℛℳ* und 5 % für den überschiessenden Teil bei Verträgen, deren Wert 200 000 *ℛℳ* übersteigt.

43. Sollte der Gesamtwert der Montage ausserhalb Deutschlands die vorstehenden Grenzen überschreiten, so wird der Mehrbetrag insgesamt der Zahlung hinzugefügt, die unmittelbar vom Käufer an den Verkäufer zu leisten ist.

44. Die vorstehenden Bestimmungen finden auf die Verwendung deutscher Angestellten und Arbeiter ausserhalb Deutschlands keine Anwendung; hierfür gelten die in den nachstehenden Artikeln 47 und 48 enthaltenen Vorschriften.

45. Wenn ein Vertrag über die Lieferung einer „Gesamtanlage“ als Teil dieser Gesamtanlage die Lieferung vorsieht:

a) von Waren, die in der Liste „C“ enthalten sind,

b) von Ausstattungsstücken eines Spezialtyps, deren Herstellung in Deutschland nicht üblich ist,

c) von Waren, die in der Anmerkung 3 der Liste „A“ aufgeführt sind, vorausgesetzt, dass es sich um Fertigfabrikate handelt,

so gibt die Lieferung dieser Waren zu einer unmittelbaren Zahlung nur dann Anlass, wenn ihr Gesamtwert — ab Werk oder Lager oder franko Werk oder Lager des Verkäufers — zehn vom Hundert (10 %) des Gesamtpreises des Vertrages übersteigt.

Unter „Gesamtanlage“ im Sinne dieser Verfahrensvorschrift ist eine Einheit von Lieferungen zu verstehen, die bei einem einzigen Lieferanten bestellt und von diesem allein oder unter Beteiligung von Unterlieferanten ausgeführt werden, und zwar im Hinblick darauf, um ihm die Verantwortung für gutes Funktionieren oder für den Nutzeffekt der Lieferung aufzuerlegen (Maschinen, Fabrikausstattungen, Schiffe usw.).

46. Wenn der Wert, so wie er im vorhergehenden Artikel bestimmt ist, zehn vom Hundert (10 %) des Gesamtpreises des Vertrages übersteigt, so hat der Käufer an den Verkäufer unmittelbare Zahlung für die in der Liste „C“ enthaltenen Waren nach den Bestimmungen des Artikels 35 dieser Verfahrensvorschrift und für die nach Absatz b und c

des vorstehenden Artikels in Betracht kommenden Waren in Höhe ihres Gesamtwertes zu leisten.

47. Wenn ein Vertrag die Beschäftigung von deutschen Angestellten oder Arbeitern ausserhalb Deutschlands vorsieht, so ist eine unmittelbare Zahlung in Höhe von vierzig vom Hundert (40 %) der Gehälter und Löhne dieses Personals direkt vom Käufer an den Verkäufer zu leisten.

48. Falls indessen die Lebensmittel für das so verwendete Personal aus Deutschland kommen, oder wenn das Personal während der Dauer der Arbeiten in Deutschland wohnt, oder wenn für seine Beköstigung oder Unterbringung vom Käufer und Verkäufer besondere Vorkehrungen auf der Arbeitsstelle getroffen werden, so wird der obige Prozentsatz im Einvernehmen zwischen dem Kommissar der Deutschen Regierung und der beteiligten Gläubigerregierung ermässigt. Kommt eine Einigung nicht zustande, so erfolgt die Festsetzung des Prozentsatzes durch den im nachstehenden Artikel 108 vorgesehenen Schiedsrichter.

49. Wenn die in einem Vertrage vorgesehene Ware mit einer Hypothek, einer bevorrechtigten Forderung oder in irgendeiner anderen Weise zugunsten eines nichtdeutschen Gläubigers belastet ist, und wenn die Lieferung unbelastet zu erfolgen hat, so sind die für die Ablösung der Lasten erforderlichen Zahlungen unmittelbar vom Käufer an den Verkäufer zu leisten.

50. Keine unmittelbare Zahlung ist zu leisten, wenn der Vertrag dem Verkäufer folgende Kosten auferlegt:

a) für die übliche Besichtigung und Überwachung der Waren oder ihrer Herstellung in Deutschland durch Vertreter des Käufers oder durch Aufsichtspersonen von anerkannten Überwachungsstellen, falls diese, auch wenn sie selbst nicht deutsch sind, einen Sitz in Deutschland haben,

b) für das Überladen oder Umladen von Waren durch nichtdeutsche Arbeitskräfte oder nichtdeutsches Gerät,

c) für zeitweilige Vorlage von Eingangszöllen oder ähnlichen nichtdeutschen Abgaben,

d) für Garantieleistungen in nichtdeutscher Währung.

51. Wenn ein Vertrag über Versicherungen keine Ergänzung einer Lieferung oder einer über Sachleistungskonto zu leistenden Arbeit darstellt, sondern für sich selbst einen Sachleistungsvertrag bildet, so gibt er zu einer direkten Zahlung in Höhe des in jedem Einzelfalle zwischen dem deutschen Kommissar und dem Kommissar der beteiligten Gläubigerregierung unmittelbar festzusetzenden Betrages Anlass.

Titel VII.

Genehmigung der Verträge.

52. Aus den für Sachleistungen vorbehaltenen Geldern darf eine Zahlung nur in Ausführung eines vorher im Einvernehmen zwischen der beteiligten Gläubigerregierung und der Deutschen Regierung genehmigten kommerziellen Vertrages erfolgen.

53. Jeder Vertrag muß eine Klausel des Inhalts enthalten, dass er aus den für Sachleistungen vorbehaltenen Mitteln zu bezahlen ist.

54. Ein Vertrag im Sinne dieser Verfahrensvorschrift ist:

a) eine vom Verkäufer und Käufer unterschriebene Urkunde,

b) ein festes Angebot, mit oder ohne Kostenanschlag, das vom Käufer durch Brief oder Telegramm vorbehaltlos angenommen ist,

c) eine feste Bestellung, die vom Lieferanten durch Brief oder Telegramm vorbehaltlos angenommen ist.

55. Die Verträge müssen zunächst von der beteiligten Gläubigermacht angenommen werden, die sich vorher darüber vergewissert, dass sie den Bestimmungen der Verfahrensvorschrift entsprechen, und dass auf ihrem Sachleistungskonto genügend freie Mittel zur Verfügung stehen, um die im Vertrage vereinbarten Zahlungen zu leisten.

56. Die Verträge werden alsdann in zwei Ausfertigungen dem Kommissar der Deutschen Regierung zugestellt; die Übermittlung geschieht durch eingeschriebenen Brief oder durch unmittelbare Übergabe gegen Quittung eines hierzu bevollmächtigten Beamten.

57. Der Kommissar der Deutschen Regierung hat innerhalb von drei vollen Werktagen nach dem Tage des Eingangs dem Kommissar, der ihm den Vertrag übersandt hat, mitzuteilen, ob er dem Vertrag mit oder ohne Vorbehalt zustimmt oder ob er seine Ablehnung vorschlägt.

58. Wenn er seinerseits gegen den Vertrag keine Einwendungen erhebt, so unterrichtet er davon die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich, der er gleichzeitig ein Exemplar des Vertrages zustellt.

59. Ist der Kommissar der Deutschen Regierung der Ansicht, dass der Vertrag abzuändern oder abzulehnen ist oder dass die im Vertrage enthaltenen Angaben ungenügend sind, so gibt er ihn mit seinen zu begründenden Bemerkungen dem Kommissar zurück, der ihn ihm zugestellt hat.

60. Wenn der Kommissar der Gläubigerregierung die Ansicht des deutschen Kommissars nicht teilt, so bringt er die Frage vor den im nachstehenden Artikel 108 vorgesehenen Schiedsrichter, der in letzter Instanz, nachdem er sich die Bemerkungen des Kommissars der beteiligten Gläubigermacht und des deutschen Kommissars hat darlegen lassen, innerhalb von höchstens acht vollen Werktagen nach dem Tage seiner Anrufung entscheidet.

61. Der Kommissar der Deutschen Regierung kann sich unmittelbar mit dem deutschen Verkäufer in Verbindung setzen, um diejenigen zusätzlichen Angaben oder Abänderungen des Vertrages zu erhalten, die er für nötig hält; er ist jedoch verpflichtet, den Kommissar der Gläubigermacht hiervon zu verständigen, damit dieser seinerseits sich mit dem Käufer ins Benehmen setzen kann.

62. Bei allen derartigen Unterbrechungen des Verfahrens setzt es in denselben Formen und mit demselben Fristenlauf an dem Tage wieder ein, an dem der Kommissar der Gläubigerregierung dem deutschen Kom-

missar die nötigen Angaben oder das Einverständnis der Parteien über die verlangten Abänderungen des Vertrages mitgeteilt hat.

63. Wird ein Streitfall vor den Schiedsrichter gebracht, so ist die Entscheidung dem deutschen Kommissar und dem Kommissar der beteiligten Gläubigermacht bekanntzugeben; in diesem Falle kann dieser den Vertrag der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich unmittelbar zustellen, wovon er den deutschen Kommissar zu verständigen hat.

64. Wenn in einem Vertrage keine festen Zahlungsdaten festgesetzt sind, hat sich der deutsche Kommissar mit dem Kommissar oder der zuständigen Dienststelle der Gläubigerregierung über die Aufstellung eines Zahlungsplans zu verständigen, der es der Bank für Internationalen Zahlungausgleich ermöglicht, die nötigen Mittel für Zahlungen auf den Vertrag bereitzuhalten.

65. Für jedes Gläubigerland führt die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich Konten, aus denen die Daten und Beträge der für die genehmigten Verträge vorgesehenen Zahlungen sowie die für neue Verträge freibleibende Quote ersichtlich sind.

Übersichten dieser Konten werden für den 1. und 15. jedes Monats dem Kommissar der beteiligten Gläubigermacht sowie dem deutschen Kommissar übersandt.

66. Bevor ein Vertrag zur Genehmigung vorgelegt wird, muss die beteiligte Gläubigerregierung mit dem Käufer endgültig die Bedingungen vereinbart haben, unter denen dieser Zahlungen aus den für Sachleistungen vorbehaltenen Geldern erhalten kann.

67. Wenn während der Durchführung eines Vertrages der Käufer diesen Bedingungen nicht nachkommt, bleibt er dem Verkäufer gegenüber aus dem Vertrage gemäss den gewöhnlichen geschäftlichen Bedingungen voll verantwortlich, selbst wenn im Vertrag bestimmt ist, dass er nur als Sachleistungsvertrag zur Ausführung kommen soll.

68. In diesem Falle gibt die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich auf Antrag der beteiligten Gläubigermacht und unter deren Verantwortung die für die Bezahlung dieses Vertrages vorbehaltenen und noch nicht verwendeten Kredite frei.

Der Kommissar der Deutschen Regierung wird hiervon benachrichtigt.

69. Abweichungen von dieser Verfahrensvorschrift können auf Grund von Abmachungen zwischen dem Kommissar der Deutschen Regierung und dem Kommissar einer Gläubigerregierung zugelassen werden; sie dürfen jedoch nicht überschreiten:

a) 20 % der für das laufende Jahr zugelassenen Kontingente, soweit solche festgesetzt werden sollen;

b) 30 % der unmittelbaren Zahlungen, die auf Grund eines Vertrages bei genauer Anwendung der Verfahrensvorschrift zu bewirken sein würden.

70. Wenn die in einem Vertrage vorgesehenen Bestimmungen andere, vom deutschen Kommissar zugestandene Abweichungen mit sich bringen,

so müssen mindestens drei der belgischen, britischen, französischen, italienischen, japanischen und jugoslavischen Kommissare ihre Zustimmung zur vorgeschlagenen Abweichung gegeben haben, damit der Vertrag genehmigt werden kann.

71. Handelt es sich jedoch um eine Abweichung von der Bestimmung über die Wiederausfuhr, die grundsätzlich untersagt bleibt, so ist die Einstimmigkeit dieser sechs Kommissare erforderlich.

72. Der Kommissar der Deutschen Regierung soll, wenn er der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich einen Vertrag übersendet, für den in Anwendung der vorstehenden Artikel 69, 70 und 71 Abweichungen bewilligt worden sind, ein Schreiben beifügen, das die Art der genehmigten Abweichung und die Kommissare bezeichnet, die ihre Zustimmung dazu gegeben haben.

Verträgen, die auf Grund einer schiedsrichterlichen Entscheidung unter den im Artikel 63 vorgesehenen Bedingungen genehmigt worden sind, fügt der Kommissar, der den Vertrag übersendet, eine Abschrift der schiedsrichterlichen Entscheidung bei.

73. Die Statistiken, die die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich in Ausführung des Artikels 23 zu führen hat, werden von ihr jeden Monat den Kommissaren sämtlicher Regierungen mitgeteilt und sollen ersichtlich machen:

1. den Gesamtbetrag der Verträge, welche sie im Laufe des vorhergehenden Monats erhalten hat, nach Art der Waren und für jedes interessierte Land. Die Verträge über 5 Millionen *RM* und damit im Zusammenhang stehende Zusatzverträge sind besonders anzugeben;
2. die Angaben, die der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich mit den Verträgen in Anwendung der Bestimmungen des Artikels 72 übersandt worden sind.

Titel VIII.

Zahlungen.

A. Zahlungen auf Sachleistungskonto.

74. Für jede Gläubigermacht wird bei der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich ein Konto eröffnet, dem alle Beträge gutgeschrieben werden, die diese Regierung entsprechend der angenommenen Übersicht für Sachleistungen vorbehalten muss, und welchem alle Auszahlungen für genehmigte Verträge zur Last geschrieben werden.

75. Der am Ende eines jeden Monats vorhandene Saldo wird den im Laufe des nächsten Monats eröffneten Krediten hinzugefügt; der Gesamtbetrag stellt danach die Summe dar, worüber die Gläubigermacht im Laufe dieses Monats für Sachleistungen verfügen kann.

76. Zu Beginn eines jeden Monats werden der Kommissar der Deutschen Regierung und der Kommissar der beteiligten Gläubigerregierung von dem Kontostand unterrichtet.

77. Vorbehaltlich der Bestimmungen dieser Verfahrensvorschrift

können die diesem Konto zugeführten Summen nur für die Bezahlung von Sachleistungsverträgen verwendet werden.

78. Jede Gläubigermacht kann für die Bezahlung ordnungsgemäss genehmigter Sachleistungsverträge über den auf diesem Konto verfügbaren Saldo mit allen im internationalen Handel gebräuchlichen Zahlungsmitteln und insbesondere mit Schecks, Überweisungen und Zeitwechseln frei verfügen.

Die Zahlungen erfolgen durch die Reichsbank in Berlin.

79. Die Gläubigermächte teilen der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich die Namen und Unterschriften der Beamten mit, die zur Ausstellung der Zahlungsaufträge berechtigt sind.

80. Grundsätzlich sollen die Zahlungsaufträge auf Reichsmark lauten. Wenn ein Vertrag bestimmt, dass die Zahlung in der Währung eines anderen Landes als Deutschlands zu erfolgen hat, so hat der Zahlungsauftrag auf diese Währung zu lauten, muss aber die Angabe enthalten: „Zahlbar in Reichsmark“. In diesem Fall wird der Betrag in Reichsmark zum offiziellen Mittelkurse der Berliner Börse vom Vortage des Zahlungstages umgerechnet.

81. Wenn ein Vertrag einen festen Umrechnungskurs vorsieht, so erfolgt die Umrechnung in Reichsmark zu diesem Kurs.

82. Alle Zahlungsaufträge müssen mit der Nummer des Vertrages versehen sein, für den sie ausgestellt sind.

83. Die Schecks werden von der Gläubigerregierung auf den Namen des Verkäufers ausgestellt und dem Käufer zwecks Weitergabe an den Verkäufer übermittelt. Sie können nicht unmittelbar eingezogen werden, sondern sind auf einem Bankkonto zur Auszahlung zu bringen.

84. Die Überweisungsaufträge müssen die Namen des Käufers und Verkäufers sowie das Bankhaus angeben, das mit der Einziehung beauftragt ist.

85. Die Zeitwechsel dürfen eine Laufzeit von nicht weniger als 30 Tagen und nicht mehr als 90 Tagen, vom Ausstellungstage an gerechnet, haben. Sie können nur ausgestellt werden, wenn sie in dem Vertrage, für den sie verlangt werden, vorgesehen sind.

Sie werden von der Gläubigerregierung auf die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich gezogen. Sie werden nicht akzeptiert.

Sie werden an die Order des Käufers ausgestellt, der sie an den Verkäufer indossieren und ihm unmittelbar übermitteln muss.

Sie tragen den Vermerk: „Zahlbar bei der Reichsbank in Berlin“.

86. Wenn eine Gläubigerregierung, die einen Zeitwechsel begeben hat, zum Zeitpunkt der Fälligkeit nicht über ausreichende Kredite verfügt, um die Wechsel einzulösen, so hat sie zwei Tage vor der vorgesehenen Fälligkeit die erforderlichen Gelder bei der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich bereitzustellen.

Die so gewährte Vorlage wird ihr aus den ersten Krediten, über die sie in der Folgezeit für Sachleistungen verfügt, zurückgezahlt.

87. Die ausstellende Dienststelle und der Kommissar der Deutschen Regierung werden täglich von den geleisteten Zahlungen unterrichtet und erhalten darüber in bestimmten Zeitabschnitten Übersichten.

88. Die näheren Bedingungen für die Zahlungen, welche in Anwendung der vorhergehenden Artikel zu leisten sind, werden im Einvernehmen zwischen Vertretern der Deutschen, Belgischen, Britischen, Französischen, Italienischen, Japanischen und Jugoslavischen Regierung und der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich getroffen werden, insbesondere insoweit Massnahmen aus Gründen der Sicherstellung dieses Zahlungsverkehrs erforderlich sind.

89. Wenn infolge der Ausführung oder Liquidierung eines Vertrages ein Verkäufer an den Käufer eine Barzahlung zu leisten hat, so hat dieser seiner Regierung davon Mitteilung zu machen und den Verkäufer zu ersuchen, die Zahlung auf das dieser Regierung für Sachleistungen eröffnete Konto zu bewirken.

90. Diese Bestimmung findet keine Anwendung auf Zahlungen unter 10 000 *RM* und unter 20 % des Vertragswertes, die der Verkäufer nach Begleichung der letzten im Vertrag vorgesehenen Zahlung möglicherweise an den Käufer zu leisten hat, wenn der Vertrag infolgedessen von den Parteien als erledigt angesehen wird. In diesem Falle werden die Zahlungen unmittelbar vom Verkäufer an den Käufer bewirkt.

B. Unmittelbare Zahlungen.

91. Die Bestimmungen des Titels VI dieser Verfahrensvorschrift über die unmittelbare Bezahlung eines Teils des Wertes gewisser Waren oder gewisser Dienstleistungen finden auf einen Vertrag eintretendenfalls Anwendung:

a) auf Grund des Vertrages selbst,
b) zufolge der Entscheidung über die Genehmigung des Vertrages, die als bedingte Genehmigung im Sinne des Titels VII anzusehen ist.

Im ersten Falle muss der Vertrag die Termine und Beträge der unmittelbar zu zahlenden Summen enthalten.

Im zweiten Falle sind die Termine und Beträge der unmittelbaren Zahlungen in der Entscheidung über die Genehmigung derart festzusetzen, dass die unmittelbaren Zahlungen zu den gleichen Zeitpunkten und in demselben Verhältnis wie die Zahlungen über Sachleistungskonto erfolgen.

In beiden Fällen überweist der Käufer die unmittelbaren Zahlungen an den Verkäufer gemäss den gewöhnlichen geschäftlichen Gebräuchen.

92. Die vorstehenden Bedingungen bilden kein Hindernis, dass die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich im Einvernehmen mit der beteiligten Gläubigermacht die sämtlichen in einem Vertrage vorgesehenen Zahlungen bei Fälligkeit sicherstellt. In diesem Falle wird die unmittelbare Zahlung zu den im Vertrag vorgesehenen Bedingungen und Währungen geleistet, jedoch der Gläubigermacht auf einem anderen als dem Sachleistungskonto belastet.

Titel IX.

Wiederausfuhrverbot.

93. Jede Gläubigermacht verpflichtet sich, die Wiederausfuhr der von Deutschland als Sachleistungen bezogenen Waren während der Dauer von fünf Jahren nach Möglichkeit zu verhindern.

94. Wiederausfuhr im Sinne dieser Verfahrensvorschrift liegt nicht vor:

a) wenn es sich um Gerät für öffentliche Arbeiten handelt, das im Auslande von einem Unternehmen der Gläubigermacht für eine kurze, ein Jahr nicht übersteigende Zeitdauer Verwendung findet, und die Firma verpflichtet ist, das Gerät in das Gebiet der Gläubigermacht zurückzubringen,

b) wenn die Waren nach den Kolonien, abhängigen Gebieten und Mandatsgebieten*) der Gläubigermacht ausgeführt werden,

c) wenn die Waren für Botschaften, Konsulate oder Institute**) der Gläubigermacht im Auslande bestimmt sind,

d) wenn die Ware in ein anderes Produkt verarbeitet oder weiterverarbeitet wird und ihr Wert nicht mehr als sechzig vom Hundert (60 %) des Wertes der an das Ausland verkauften Ware franko Grenze oder fob Hafen der Gläubigermacht ausmacht.

95. Die Gläubigermächte dürfen keinen Vertrag über Lieferung von Waren zur Genehmigung vorlegen, der nicht folgende vom Käufer unterschriebene Erklärung enthält, oder dem diese Erklärung nicht besonders beigefügt ist:

„Ich verpflichte mich, die Waren, welche den Gegenstand dieses Vertrages bilden, auf die Dauer von 5 Jahren nicht wiederauszuführen.

Für den Fall, dass ich diese Waren ganz oder teilweise verkaufen sollte, verpflichte ich mich ferner, von meinem Käufer zu verlangen, dass er alle von mir in der vorliegenden Erklärung übernommenen Verpflichtungen seinen nachfolgenden Erwerbern auferlegt.

Für den Fall, dass ich eine dieser Verpflichtungen nicht einhalte, erkenne ich an, zwei Jahre lang der Möglichkeit verlustig zu gehen, für von mir abgeschlossene neue Verträge die Zahlung aus Sachleistungsmitteln zu erhalten.

Folgende Fälle werden nicht als Wiederausfuhr angesehen:

a) wenn es sich um Gerät für öffentliche Arbeiten handelt, das im Auslande von einem Unternehmen der Gläubigermacht für eine kurze, in keinem Falle ein Jahr übersteigende Zeitdauer Verwendung findet, und die Firma verpflichtet ist, das Gerät in das Gebiet der Gläubigermacht zurückzubringen,

---

*) Wie in der Vergangenheit greift die Zulassung der Mandatsgebiete zur Aufnahme von Sachleistungen dem juristischen Begriff „Mandat" nicht vor.

**) Im englischen Text: „Höhere Erziehungsanstalten".

b) wenn die Waren nach den Kolonien, abhängigen Gebieten und Mandatsgebieten der Gläubigermacht ausgeführt werden,
c) wenn die Waren für Botschaften, Konsulate oder Institute*) der Gläubigermacht im Auslande bestimmt sind,
d) wenn die Ware in ein anderes Produkt verarbeitet oder weiterverarbeitet wird und ihr Wert nicht mehr als sechzig vom Hundert (60 %) des Wertes der an das Ausland verkauften Ware franko Grenze oder fob Hafen der Gläubigermacht ausmacht."

96. Wenn der Vertrag von der Gläubigerregierung selbst abgeschlossen ist, übersendet sie ihn dem Kommissar der Deutschen Regierung mit der Verpflichtung, die Waren auf die Dauer von 5 Jahren nicht wiederauszuführen und im Falle des Weiterverkaufs von dem Käufer eine Verpflichtung in der im Artikel 95 vorgeschriebenen Form zu verlangen.

97. Im Falle von Meinungsverschiedenheiten zwischen einer Gläubigerregierung und der Deutschen Regierung über die Frage, ob eine Wiederausfuhr vorliegt oder nicht, wird die Angelegenheit der im nachstehenden Artikel 107 vorgesehenen Gerichtsbarkeit vorgelegt.

Titel X.

Verstösse gegen das Verfahren und Betrug.

98. Die beteiligten Regierungen haben je auf ihrem Staatsgebiet die ihnen erforderlich erscheinenden Massnahmen zu ergreifen, damit die Verträge entsprechend den Bestimmungen dieser Verfahrensvorschrift durchgeführt werden, und im Falle eines vorsätzlichen Verstosses oder Betruges die Sanktionen zu verhängen, die sie hinsichtlich ihrer Staatsangehörigen für zweckmässig erachten.

99. Der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich erwächst keinerlei Verantwortung, wenn während der Ausführung eines Vertrages Betrügereien oder Unregelmässigkeiten begangen werden. Sie ist indessen verpflichtet, dem Kommissar der Deutschen Regierung und dem Kommissar der beteiligten Gläubigerregierung jede Tatsache mitzuteilen, die ihr einen Betrug oder vorsätzlichen Verstoss gegen diese Verfahrensvorschrift darzustellen scheinen mag.

100. Die Kommissare der Gläubigerregierungen und der Deutschen Regierung unterrichten sich gegenseitig über Untersuchungen, die ihre Regierungen angeordnet haben, um nachzuweisen, ob hinsichtlich eines Vertrages ein Betrug oder ein vorsätzlicher Verstoss gegen diese Verfahrensvorschrift begangen wurde, und teilen sich die Ergebnisse hierüber mit.

101. Die Regierungen verpflichten sich gegenseitig, alle Erleichterungen zu gewähren, um einen vollen Erfolg der Untersuchungen sicherzustellen, die jede von ihnen durchzuführen sich entschliesst. Infolge-

*) Im englischen Text: „Höhere Erziehungsanstalten".

dessen tauschen die Kommissare der verschiedenen Länder die Auskünfte aus, die sie besitzen und die ihre Aufgaben erleichtern können.

102. Wenn die Deutsche Regierung oder eine Gläubigerregierung der Ansicht ist, dass einer ihrer Staatsangehörigen sich eines vorsätzlichen Verstosses gegen diese Verfahrensvorschrift oder eines Betruges schuldig gemacht hat, so benachrichtigt sie hiervon durch ihren Kommissar die Kommissare der übrigen Regierungen.

103. Zufolge dieser Bekanntgabe kann kein Vertrag, in dem als Vertragspartei die auf diese Weise namhaft gemachte Person erscheint, während zweier Jahre nach dieser Bekanntgabe genehmigt werden.

104. Indessen kann die Regierung, die den Ausschluss eines ihrer Staatsangehörigen verlangt hat, vor Ablauf der oben vorgesehenen zweijährigen Frist seine Streichung von der Ausschlussliste verlangen.

105. Wenn vor der letzten nach einem Vertrag geschuldeten Zahlung der Käufer oder der Verkäufer von seiner Regierung eines vorsätzlichen Verstosses gegen die Bestimmungen dieser Verfahrensvorschrift oder eines Betruges für schuldig erkannt und sein Name gemäss Artikel 102 bekanntgegeben worden ist, kann keine weitere Zahlung aus den Sachlieferungsgeldern für den betreffenden Vertrag bewirkt werden. Die Bezahlung des Vertrages ist alsdann unmittelbar zwischen dem Käufer und Verkäufer zu regeln.

Wenn die vorher ausgezahlten Beträge einen höheren Wert als den Wert der Waren oder Dienstleistungen darstellen, die für die Durchführung des Vertrages geleistet werden müssen, so werden sich die beteiligten Regierungen soweit als irgend möglich bemühen, die Rückzahlung des Unterschiedes auf das Sachlieferungskonto der Gläubigermacht zu erreichen.

106. Um die Bestimmungen des vorhergehenden Artikels durchzuführen, wird die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich vom Kommissar der Macht, die den Ausschluss ihres Staatsangehörigen ausgesprochen hat, von der Massnahme, die diesen betroffen hat, verständigt.

Titel XI.

Schiedsverfahren.

107. Jede Streitigkeit, die zwischen der Deutschen Regierung und einer der Gläubigermächte über die Auslegung dieser Verfahrensvorschrift entsteht, wird vor das in Artikel XV des Haager Abkommens vom Januar 1930 vorgesehene Schiedsgericht gebracht.

In gleicher Weise wird jede Streitigkeit behandelt, die die Anwendung der Bestimmungen des Titels III betrifft, und ebenso der Fall des Artikels 97 dieser Verfahrensvorschrift.

108. Alle anderen Streitigkeiten, zu denen die Anwendung dieser Verfahrensvorschrift Anlass geben könnte, sind einem neutralen Schiedsrichter vorzulegen, der seinen Wohnsitz in Paris hat, und der im Handel oder in der Industrie eine hohe Stellung einnimmt.

Dieser Schiedsrichter wird für zwei Jahre durch einstimmigen Beschluss der Deutschen, Belgischen, Britischen, Französischen, Italieni-

schen, Japanischen und Jugoslavischen Regierung oder mangels Einigung vom Vorsitzenden des im vorhergehenden Artikel erwähnten Schiedsgerichts ernannt.

Titel XII.

Übergangsbestimmungen.

109. Jeder Vertrag, der beim Inkrafttreten dieser Verfahrensvorschrift genehmigt ist, wird weiter nach den Grundsätzen der Wallenberg-Vorschrift durchgeführt, mit dem alleinigen Vorbehalt, dass die Zahlungen mittels Sichtwechsels durch Zahlungen mittels Schecks und die bisher bestehenden Dienststellen durch die in dieser Verfahrensvorschrift vorgesehenen Stellen ersetzt werden.

110. Während der Dauer von zwei Jahren, von der Schuldigerklärung ab gerechnet, darf kein Vertrag genehmigt werden, der von einem Käufer oder Verkäufer geschlossen ist, über welche die im Titel XII der Wallenberg-Vorschrift vorgesehenen Sanktionen verhängt worden sind.

Titel XIII.

Revision der Verfahrensvorschrift.

111. Die vorliegende Verfahrensvorschrift kann auf Verlangen einer der an Sachleistungen beteiligten Mächte einer Revision unterzogen werden; eine solche Revision soll am 1. April des in Betracht kommenden Jahres in Kraft treten.

Eine erstmalige Revision kann im Jahre 1931 stattfinden, die gegebenenfalls später erfolgenden Revisionen in Abständen von zwei Jahren.

112. Die Regierung, die die Revision vorschlägt, hat ihre Absicht allen anderen beteiligten Regierungen vor dem 1. Januar des Jahres bekanntzugeben, in dem die Revision vorgenommen werden kann. Sie muss die Punkte angeben, zu denen Änderungen an der Verfahrensvorschrift angeregt werden, und schlägt ein Datum für die Prüfung ihres Antrages vor.

113. Der Antrag wird von einem Ausschuss geprüft, der aus Kommissaren oder Vertretern der Deutschen, Belgischen, Britischen, Französischen, Italienischen, Japanischen und Jugoslavischen Regierung besteht.

114. Eine Änderung dieser Verfahrensvorschrift kann nur durch einstimmigen Beschluss der Mitglieder des gemäss dem vorhergehenden Artikel zusammengesetzten Ausschusses herbeigeführt werden.

Titel XIV.

Massgebende Texte.

115. Diese Verfahrensvorschrift ist in französischer, englischer und deutscher Sprache abgefasst. Die drei Texte haben für die Auslegung gleiche Geltung; im Falle der Anrufung des Schiedsverfahrens über die Auslegung und bis zur Entscheidung des Schiedsgerichts soll diejenige Auslegung gelten, die nach dem Urteil der beteiligten Gläubigerregierung die gute Ausführung der Sachleistungen am meisten begünstigt.

Annexe I A Annexe IX*)

Tableau

indiquant la Répartition des Prestations en Nature entre les Puissances créancières (remplaçant le tableau du § 190 de l'Annexe VII du Plan des Experts et celui de l'Annexe à l'Appendice 2 du Protocole de La Haye du 31 août 1929).

(En milliers de R.M)

	France			Grande-Bretagne Rec. Act.	Italie	Belgique	Japon	Yougo-Slavie	Portugal	Roumanie**)	Grèce	Somme Prestations	Rec. Act.	Total
	Prestations	Rec. Act. (4,95%)	Total											
Régime transitoire (1.IX.29-31.III.30)	272.293,0	21.507,0	293.800	46.036,00	37.000	24.500,00	2.550	26.000	4.600	—	–	366.943,00	67.543,00	434.486,00
Annuités de prestations première année (1. IV. 30-31. III. 31) . . .	364.090,4	36.609,6	400.700	190.964.00	52.500	33.750,00	5.625	37.500	6.548	9.000	3.000	512.013,40	227.573,60	739 587,00
Deuxième année (1931-32) . . .	305.540,0	32.860.0	338.400	186.638,70	52.500	31.500,00	5.250	35.000	4.800	6.[illegible]50	2.800	444.340,00	219.498,70	663.838,70
Troisième année (1932-33) . . .	306.180,6	30.219,4	336.400	140.718,85	52.500	29.250,00	4.875	32.500	4.500	7.150	2.600	439.555,60	170.938,25	610 493,85
Quatrième année (1933-34) . . .	304.506.3	29.693,7	334.200	138.270,60	52.500	27.000,00	4.500	30.000	4.402	6.[illegible]00	2.400	431.908,30	167 961,30	599.872,60
Cinquième année (1934-35) . . .	274.773,4	27.226,6	302 000	126.782,50	52.500	24.750,00	4.125	27.500	4.125	6.050	2.200	396.023,40	154.009,10	550.032,50
Sixième année (1935-36) . . .	225.977,9	23.182,1	249.160	107.948,70	52.500	20.837,50	3.750	23.300	3.328	5.500	2.000	337.193,40	131.130,80	468.324.20
Septième année (1936-37) . . .	196.314.9	20.545,1	216.860	95.669,70	52.500	17.756,25	3.375	19.400	2.742	4.950	1.800	298.838,15	116.214.80	415.052,95
Huitième année (1937-38) . . .	166.674,6	17.985,4	184.660	83.750,10	52.500	14.675,00	3.000	16.600	2.156	4.400	1.600	261.605,60	101.735,50	363.341,10
Neuvième année (1938-39) . . .	137.124,4	15.335,6	152.460	71.411,25	52.500	11.593,75	1.825	13.200	1.570	3.850	1.400	223.063.15	86.746,85	309.810,00
Dixième année (1. IV.39-31. VIII.39)	45.274,5	4.710,5	49.985	21.934,60	15.500	637,50	500	1.500	604	3.300	1 200	68.516,00	26.645,10	95.161,10
Total . . .	2.598.750,0	259.875,0	2.858.625	1.210.125,00	525.000	236.250.00	39.375	262.500	39.375	57.750	21.000	3.780.000,00	1.470.000,00	5.250.000,00

*) Nous ne reproduisons que le texte français du Tableau.

**) S'il y avait un accord ultérieur entre le Gouvernement roumain et les firmes allemandes prévoyant, pour une période donnée, un dépassement de ces annuités, une réduction correspondante, à établir en accord entre le Gouvernement Allemand et le Gouvernement Roumain, devrait être apportée aux autres annuités. Toutefois, la répartition pour les autres Puissances ne sera pas modifiée.

Annexe II. *)

Liste A.

Marchandises exclues du régime des Prestation en Nature. **)

Groupe I.

a) Toutes marchandises de provenance étrangère n'ayant pas subi de transformation en territoire allemand.
b) Denrées alimentaires fabriquées avec des matières premières importées. ***)
c) Articles en or, en platine et en argent. †)

Groupe II.

Produits industriels dont l'exportation est interdite au moment de la conclusion éventuelle du contrat. ††)

Groupe III.

Produits divers:
a) Mitraille d'acier et de fonte (843).
b) Peaux et dépouilles d'animaux (153 à 155), os (156 f).
c) Déchets de papier, vieux papiers, &c., (673 a).
d) Chiffons de fil, de coton, &c., et tous déchets de tissage et autres servant à la fabrication du papier (543 b).
e) Phosphates de chaux naturels (227 d).
f) Minerais (237 a à s).
g) Radium, sels de radium, préparation de radium (ex 266, ex 317 G, ex 388).
h) Bois en grume de toute essence, à l'exception du bois de mine.

Annexe IV.

Liste C.

Marchandises qui ne sont que partiellement payables sur les fonds de prestations.

Cette liste est l'ancienne liste C du Règlement Wallenberg à laquelle les modifications suivantes sont apportées:

---

*) Nous ne reproduissons que le texte français des Listes A, B et C.

**) Les numéros entre paranthèses sont ceux de la nomenclature statistique allemande des marchandises.

***) Cette interdiction ne s'applique pas aux produits alimentaires destinés aux ouvriers allemands travaillant sur le territoire d'une Puissance créancière en exécution d'un contrat de prestations en nature.

†) Cette interdiction s'applique seulement aux articles en or, platine, ou argent qui n'entrent pas dans un ensemble. (Voir Titre VI, Article 45).

††) Il est entendu qu'aucune interdiction ne peut s'appliquer aux exportations de charbon, de coke, de briquettes et de lignite faites au titre des prestations en nature.

a) En ce qui concerne le bois, l'accord conclu le 3 juillet 1928 reste en vigueur. Le § 4 est à compléter comme suit:

	Pour cent
Bois de mine	55
Poteaux télégraphiques, non injectés	60
Traverses de chemins de fer, bois durs ou bois résineux, non injectés	60

b) Le poste 470 a et b est à modifier comme suit:

470 a, b et 28 c à f—lin et chanvre bruts, rouis, sérancés, blanchis, teints, broyés, écangués, débarrassés des parties gluantes, nettoyés,

Etoupes de lin 95

c) Les postes 890 a et 909 sont à modifier comme suit:

890 a—Fils (lacets, tresses, &c.) en métal commun, à l'exclusion de l'aluminium, ou alliage de ces métaux, recouverts sous forme de gaine ou par bobinage, filage ou tressage ou autrement recouverts par des matières pour l'électrotechnique 35

909—Câbles pour la transmission des courants électriques, à l'exclusion de ceux en aluminium, avec enveloppes protectrices en métal sous forme de douilles (manteaux); de tôles, de fils, de rubans ou similaires,

Câbles pour basse tension 35

Câbles pour haute tension 40

d) A ajouter: les hélices en bronze 35

e) Les postes suivants:

ex 156 f Os, &c.,

ex 237 h. Braunstein (oxyde de manganèse),

ex 869 Magnesium (métal),

sont à supprimer.

Anlage X.

Abkommen über die Abänderung des Erhebungsverfahrens nach dem „German Reparation (Recovery) Act, 1921".

In dem Wunsche, die Vorschriften des Abkommens zwischen Deutschland und Grossbritannien vom 3. April 1925 über die Abänderung des Erhebungsverfahrens des „German Reparation (Recovery) Act, 1921" an die Vorschriften des durch das Haager Schluss-Protokoll angenommenen Sachverständigenplans

Annex X.

Agreement for Amending the Method of Administering „The German Reparation (Recovery) Act, 1921".

Whereas it is desired to adapt the provisions of the Agreement between Great Britain and Germany for amending the method of administering the „German Reparation (Recovery) Act, 1921", signed on the 3rd April, 1925, to the provisions of the Experts' Plan of 7th June, 1929, as adopted by the final

vom 7. Juni 1929 (nachstehend Neuer Plan genannt) anzupassen,

Wird nunmehr zwischen der Deutschen Regierung und der Regierung des Vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Nordirland vereinbart, die Bestimmungen des erwähnten Abkommens durch die folgenden Vorschriften zu ersetzen:

I.

Die Deutsche Regierung verpflichtet sich, den Sterling-Gegenwert der Reichsmarksummen, die nach dem Neuen Plan zur Übertragung an die Königlich Britische Regierung im Wege des Reparation (Recovery) Act verfügbar sind, jeden Monat gleichzeitig mit den anderen Zahlungen der aufschiebbaren Annuität an die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich für Rechnung der Königlich Britischen Regierung zu zahlen, mit der Massgabe, dass diese Zahlungsverträge 26 v. H. des Sterling-Wertes der während des vorletzten Monats nach Grossbritannien eingeführten deutschen Waren nicht übersteigen sollen.

Solange kein Transferaufschub in Kraft ist, sollen die in jedem Jahr für die Übertragung nach diesem Abkommen verfügbaren Reichsmarkbeträge sich auf die in der Anlage zu diesem Abkommen aufgeführten Beträge belaufen, die 23,05 v. H. *) der jährlichen Gesamtbeträge der Sachlieferungen (einschliesslich der Lieferungen nach den Reparation

*) Anmerkung: Für die Zeit vom 1. September 1929 bis 31. März 1932 ist der genannte Prozentsatz auf die Summen der in dieser Zeit zu leistenden Sachlieferungen und Recovery Act-Zahlungen angewendet.

Protocol of the Hague Conference (hereinafter referred to as the New Plan).

Now therefore it is agreed between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the German Reich to substitute for the terms of the above Agreement the following provisions:

I.

The German Government undertake to pay each month on the same dates as the other payments forming the postponable annuity to the Bank for International Settlements for the account of His Britannic Majesty's Government the sterling equivalent of the Reichsmark sums available under the New Plan for transfer by means of the Reparation (Recovery) Act to His Britannic Majesty's Government, provided always that the amounts so paid shall not exceed twenty-six per cent of the sterling value of the German goods imported into Great Britain during the preceding month but one.

So long as no postponement of transfers is in force the amount of Reichsmarks available each year for transfer under this Agreement shall be the amounts specified in the Annex to this Agreement, representing 23.05 per cent *) of the total annual amounts of Deliveries in Kind (including deliveries under Reparation Recovery Acts) provided in the New

*) As regards the period from 1st September, 1929, to 31st March, 1932, the above mentioned percentage has been applied to the sum total of Deliveries in Kind (including Reparation Recovery Act payments) to be effected during this period.

Recovery Acts) darstellen, wie sie im Neuen Plan für jedes der zehn Jahre bis zum 31. August 1939 vorgesehen sind. Im Falle eines Transferaufschubs soll die verfügbare Summe gemäss Artikel III dieses Abkommens berechnet werden.

Als Reichsmark in diesem Sinne gilt die Reichsmark, wie sie im Neuen Plan vorgesehen ist. Der Sterling-Gegenwert soll nach dem durchschnittlichen Mittelkurse der Berliner Börse während des letzten halben Monats vor dem Zahlungstage berechnet werden.

Die Britische Regierung verpflichtet sich demgemäss, die Reichsmarkbeträge, deren Sterling-Gegenwert durch die Deutsche Regierung bezahlt worden ist, aus ihrem Annuitätsanteil, wie er im Neuen Plan für die Sachlieferungen vorgesehen ist, der Deutschen Regierung zur Verfügung stellen zu lassen.

II.

Die Deutsche Regierung wird für die Ansammlung der in Artikel I erwähnten Sterling-Beträge von den deutschen Ausfuhrfirmen durch die Reichsbank oder auf andere Weise Vorkehrungen treffen. Die Britische Regierung ist damit einverstanden, dass mit Rücksicht auf die in jenem Artikel übernommene Verpflichtung der Deutschen Regierung die Sonderrücklage, die in Artikel 6 des Abkommens vom 3. April 1925 vorgesehen war, aufgehoben und ihr Betrag unmittelbar nach Inkrafttreten dieses Abkommens der freien Verfügung der Deutschen Regierung überlassen wird.

Plan for each of the ten years up to 31st August, 1939. In the event of any postponement of transfer the sum available shall be calculated in accordance with Article III of this Agreement.

Reichsmarks for this purpose shall be Reichsmarks as provided for in the New Plan. The sterling equivalent shall be calculated at the average of the middle rates (Mittelkurs) prevailing on the Berlin Bourse during the half-monthly period preceding each payment.

The British Government undertakes in return to cause to be placed at the disposal of the German Government, out of the share of the British Government in the annuities provided for in the New Plan and available for Deliveries in Kind, the amount of Reichsmarks of which the sterling equivalent has been paid by the German Government.

II.

The German Government shall arrange for the collection by the Reichsbank or otherwise from the German exporters of the sterling amounts referred to in Article I above. The British Government agree that, having regard to the undertaking of the German Government given in that Article, the Special Reserve Fund provided for in Article 6 of the Agreement of 3rd April, 1925, shall be dispensed with, and the amount in that Fund shall be placed at the free disposal of the German Government immediately on the coming into force of this Agreement.

III.

Die Britische Regierung soll zu allen Zeiten während der Zeitdauer des Neuen Plans das Recht haben, eine Reparationsabgabe pari passu mit den Sachleistungen, einschliesslich der während eines Moratoriums bewirkten, zu erheben, d. h. von dem Gesamtbetrag, der in einem Jahre in Sachleistungen oder vermittels der Reparationsabgaben übertragen wird, soll der Anteil der britischen Reparationsabgabe sich auf 23,05 v. H. belaufen.

IV.

Es besteht Übereinstimmung darüber, dass dieses Abkommen nur das Erhebungsverfahren nach dem Reparation (Recovery) Act abändert, dass Zahlungen nach diesem Abkommen als Sachlieferungen im Sinne des Sachlieferungssystems anzusehen sind, und dass seine Bestimmungen die Rechte der Britischen Regierung hinsichtlich dieses Act auf der Grundlage des Neuen Plans nicht berühren. Solange indessen dieses Abkommen in Kraft bleibt, sollen sich die Beziehungen zwischen Deutschland und Grossbritannien hinsichtlich des Reparation (Recovery) Act ausschliesslich nach diesem Abkommen regeln.

V.

Dieses Abkommen tritt gleichzeitig mit dem Neuen Plan in Kraft.

Eine beglaubigte Abschrift soll durch die vertragschliessenden Teile an die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich übermittelt werden, damit die Bank von seinen Bestimmungen für alle Zwecke des Plans Kenntnis nimmt.

III.

The British Government shall at all times during the period of the New Plan have the right to a Reparation (Recovery) Act levy pari passu with any deliveries in kind, including those furnished under a moratorium, that is to say, that of the total amount transferred in any year in deliveries in kind (including the quotas under the Reparation Recovery Acts) the quota under the British Reparation (Recovery) Act will amount to 23.05 per cent.

IV.

It is understood that this Agreement merely amends the method of administering the Reparation (Recovery) Act, that payments made under this Agreement shall be regarded as deliveries in kind for the purposes of the deliveries in kind system, and that its provisions are without prejudice to any rights enjoyed by the British Government with regard to that Act under the New Plan. So long however as this Agreement continues in force, the relations between Germany and Great Britain with regard to the Reparation (Recovery) Act shall be governed exclusively thereby.

V.

The present Agreement shall become operative simultaneously with the coming into force of the New Plan. A certified copy thereof shall be transmitted by the parties to the Bank for International Settlements, so that the Bank may take note of its provisions for all purposes under the New Plan.

Geschehen in Berlin am 2. Januar 1930.

Curtius.
Horace Rumbold.

Anlage.

Reichsmarkbeträge, deren Sterling-Gegenwert durch die Deutsche Regierung gemäss Artikel I dieses Abkommens zu zahlen ist:

			Reichsmark
1. 9. 29	bis	31. 3. 30.	46 036 000
1. 4. 30	„	31. 3. 31	190 964 000
1. 4. 31	„	31. 3. 32	186 638 700
1. 4. 32	„	31. 3. 33	140 718 850
1. 4. 33	„	31. 3. 34	138 270 600
1. 4. 34	„	31. 3. 35	126 782 500
1. 4. 35	„	31. 3. 36	107 948 700
1. 4. 36	„	31. 3. 37	95 669 700
1. 4. 37	„	31. 3. 38	83 750 100
1. 4. 38	„	31. 3. 39	71 411 250
1. 4. 39	„	31. 8. 39	21 934 600
	Zusammen		1 210 125 000

Done at Berlin the 2nd day of January, 1930.

Curtius.
Horace Rumbold.

Annex.

Reichsmarks Amounts, the sterling equivalent of which is payable by the German Government under Article I of this Agreement.

	RM.
Period 1st September 1929 to 31st March 1930	46,036,000
year „ „ „ 1931	190,964,000
„ „ „ „ 1932	186,638,700
„ „ „ „ 1933	140,718,850
„ „ „ „ 1934	138,270,600
„ „ „ „ 1935	126,782,500
„ „ „ „ 1936	107,948,700
„ „ „ „ 1937	95,669,700
„ „ „ „ 1938	83,750,100
„ „ „ „ 1939	71,411,250
Period 1st April to 31st August 1939	21,934,600
Total	1,210,125,00

Anlage X a.

Abkommen über das Verfahren der Abgabenerhebung vom Werte der deutschen Einfuhr nach Frankreich.

Um die Vorschriften des Abkommens zwischen Deutschland und Frankreich vom 16. März 1928 über das Erhebungsverfahren für die Abgabe vom Werte der deutschen Wareneinfuhr nach Frankreich an die Vorschriften des Sachverständigenplans vom 7. Juni 1929, wie er durch das Haager Schlussprotokoll angenommen ist (nachstehend Neuer Plan genannt), anzupassen, wird zwischen der Deutschen und der Französischen Regierung vereinbart, die Bestimmungen des erwähn-

Annexe X a.

Accord relatif aux Modalités du Prélèvement sur la Valeur des Importations Allemandes en France.

Afin d'adapter aux prescriptions du Plan des Experts du 7 juin 1929, tel qu'il a été adopté dans le Protocole final de la Conférence de La Haye, (ci-après dénommé Nouveau Plan), les prescriptions de la Convention du 16 mars 1928 entre la France et l'Allemagne relative aux modalités d'application du prélèvement sur les importations allemandes en France, il est convenu entre le Gouvernement Français et le Gouvernement Allemand de substituer aux dispositions de la Conven-

ten Abkommens durch die folgenden Vorschriften zu ersetzen:

I.

Die Deutsche Regierung verpflichtet sich, den Gegenwert der Reichsmarksummen, die nach dem Neuen Plan zur Übertragung an die Französische Regierung im Wege der Abgabe vom Werte der deutschen Einfuhr nach Frankreich verfügbar sind, in gleichen Monatsbeträgen gleichzeitig mit den anderen Zahlungen der aufschiebbaren Annuität in französischen Franken an die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich für Rechnung der Französischen Regierung zu zahlen, mit der Massgabe, dass diese Zahlungsbeträge 26 v. H. des Frankenwertes der während des vorletzten Monats nach Frankreich und Algier eingeführten deutschen Waren nicht übersteigen.

Solange kein Transferaufschub in Kraft ist, sollen die in jedem Jahr für die Übertragung nach diesem Abkommen verfügbaren Reichsmarkbeträge sich auf die in der Anlage zu diesem Abkommen aufgeführten Beträge belaufen, die 4,95 v. H. der jährlichen Gesamtbeträge der Sachlieferungen (einschliesslich der Lieferungen nach den Reparation Recovery Acts) darstellen, wie sie im Neuen Plan für jedes der 10 Jahre bis zum 31. August 1939 vorgesehen sind.

Im Falle eines Transferaufschubs soll die verfügbare Summe gemäss Artikel III dieses Abkommens berechnet werden.

tion susvisée les dispositions suivantes:

I.

Le Gouvernement Allemand s'engage à payer chaque mois, par montants mensuels égaux et aux mêmes dates que les autres versements de la partie différable de l'annuité, au compte du Gouvernement Français à la Banque des Règlements Internationaux, la contre-valeur en francs français des sommes en Reichsmarks qui, d'après le Nouveau Plan, seront disponibles pour être transférées au Gouvernement Français au titre du prélèvement sur la valeur des importations allemandes en France, étant entendu que les sommes ainsi versées ne dépasseront pas 26 % de la valeur en francs des marchandises allemandes importées en France au cours de l'avant-dernier mois.

Aussi longtemps qu'aucune suspension de transfert n'est en vigueur, les sommes en Reichsmarks disponibles chaque année pour le transfert au titre du présent accord devront être égales aux montants indiquées dans l'annexe au présent accord, lesquels représentent 4,95 % des montants totaux annuels des livraisons en nature (y compris les livraisons que prévoient les „Reparations Recovery Acts") tels qu'ils sont fixés dans le Nouveau Plan pour chaque année jusqu'au 31 août 1939.

Dans le cas d'une suspension de transfert, les sommes disponibles pour le transfert au titre du présent accord, devront être déterminées conformément à l'Article III ci-après.

Als Reichsmark in diesem Sinne gilt die Reichsmark, wie sie im Neuen Plan vorgesehen ist. Der Franken-Gegenwert soll nach dem durchschnittlichen Mittelkurse der Berliner Börse während des letzten halben Monats vor dem Zahlungstage berechnet werden.

Die Französische Regierung verpflichtet sich demgemäss, die Reichsmarkbeträge, deren Franken-Gegenwert durch die Deutsche Regierung bezahlt worden ist, aus ihrem Annuitätsanteil, wie er im Neuen Plan für die Sachlieferungen vorgesehen ist, der Deutschen Regierung zur Verfügung zu stellen.

Sera réputé Reichsmark aux fins du présent accord le Reichsmark tel qu'il est défini dans le Nouveau Plan. La contrevaleur en francs sera calculée d'après la moyenne des cours moyens à la Bourse de Berlin pendant la dernière quinzaine qui précède le jour du paiement.

Le Gouvernement Français s'engage, en retour, à mettre à la disposition du Gouvernement Allemand par prélèvement sur sa part disponible pour les prestations en nature, dans les annuités prévues par le Nouveau Plan, les montants en Reichsmarks dont la contrevaleur de francs français aura été payée par le Gouvernement Allemand.

II.

Die Deutsche Regierung wird für die Ansammlung der in Artikel I erwähnten Franken-Beträge von den deutschen Ausfuhrfirmen durch die Reichsbank oder auf andere Weise Vorkehrungen treffen.

Die Französische Regierung ist damit einverstanden, dass mit Rücksicht auf die in obigem Artikel I übernommene Verpflichtung der Deutschen Regierung die Sonderrücklage, die in Artikel V des Abkommens vom 16. März 1928 vorgesehen war, aufgehoben und ihr Betrag unmittelbar nach Inkrafttreten dieses Abkommens der freien Verfügung der Deutschen Regierung überlassen wird.

II.

Le Gouvernement Allemand fera le nécessaire pour recueillir des exportateurs allemands les montants en francs mentionnés à l'Article I par l'intermédiaire de la Reichsbank, ou par tout autre moyen.

Le Gouvernement Français accepte qu'en considération de l'obligation assumée par le Gouvernement Allemand dans l'Article I ci-dessus, la réserve spéciale qui était prévue dans l'Article V de la Convention du 16 mars 1928, soit supprimée et que son montant, immédiatement après la mise en vigueur du présent accord, soit mis à la libre disposition du Gouvernement Allemand.

III.

Die Französische Regierung soll zu allen Zeiten während der Zeitdauer des Neuen Plans das Recht haben, eine Reparationsabgabe pari passu mit den Sachleistungen, einschliesslich der während eines Mo-

III.

Le Gouvernement Français aura le droit, à tout moment, pendant la durée du Nouveau Plan, de lever une taxe de réparations pari passu avec les prestations en nature, y compris celles qui seraient fournies

ratoriums bewirkten, zu erheben, d. h. von dem Gesamtbetrag, der in einem Jahre in Sachleistungen oder vermittels der Reparationsabgaben übertragen wird, soll der Anteil der französischen Reparationsabgabe sich auf 4,95 v. H. belaufen.

pendant un moratoire, c'est-à-dire que, sur le montant total transféré pendant une année donnée en prestations en nature ou par la voie des Recovery Acts, la part du Recovery Act français sera de 4,95 %.

IV.

Es besteht Übereinstimmung darüber, dass dieses Abkommen nur das Erhebungsverfahren für die Abgabe vom Wert der deutschen Einfuhr nach Frankreich abändert, dass Zahlungen nach diesem Abkommen als Sachlieferungen im Sinne des Sachlieferungssystems anzusehen sind, und dass seine Bestimmungen die Rechte der Französischen Regierung hinsichtlich dieser Abgabe auf der Grundlage des Neuen Plans nicht berühren. Solange indessen dieses Abkommen in Kraft bleibt, sollen sich die Beziehungen zwischen Deutschland und Frankreich hinsichtlich der Einfuhrabgabe ausschliesslich nach seinen Bestimmungen regeln.

IV.

Il est entendu que le présent accord ne modifie que les modalités de perception du prélèvement sur les importations allemandes en France, que les paiements résultant de cet accord sont à considérer comme livraisons en nature aux fins du système des livraisons en nature et que ses dispositions ne portent aucune atteinte aux droits du Gouvernement Français relatifs au susdit prélèvement sur la base du Nouveau Plan. Toutefois, aussi longtemps que le présent accord demeurera en vigueur, les rapports entre la France et l'Allemagne relativement au prélèvement sur les importations allemandes en France devront être régis exclusivement d'après ses dispositions.

V.

Dieses Abkommen tritt gleichzeitig mit dem Neuen Plan in Kraft.

Eine beglaubigte Abschrift soll durch die vertragschliessenden Teile an die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich übermittelt werden, damit die Bank von seinen Bestimmungen für alle Zwecke des Plans Kenntnis nimmt.

Geschehen im Haag, den 18. Januar 1930.

Moldenhauer.
Henri Chéron.

V.

Le présent accord entrera en vigueur en même temps que le Nouveau Plan. Une copie certifiée en sera remise à la Banque des Règlements Internationaux par les Parties Contractantes en sorte que ladite Banque puisse tenir compte de ses dispositions pour toutes les fins du Nouveau Plan.

Fait à La Haye, le 18 janvier 1930.

Moldenhauer.
Henri Chéron.

Anlage.

Reichsmarkbeträge, deren Franken-Gegenwert durch die Deutsche Regierung gemäss Artikel I dieses Abkommens zu zahlen ist:

			Reichsmark
1. 9. 29	bis	31. 3. 30	21 507 000
1. 4. 30	„	31. 3. 31	36 609 600
1. 4. 31	„	31. 3. 32	32 860 000
1. 4. 32	„	31. 3. 33	30 219 400
1. 4. 33	„	31. 3. 34	29 693 700
1. 4. 34	„	31. 3. 35	27 226 600
1. 4. 35	„	31. 3. 36	23 182 100
1. 4. 36	„	31. 3. 37	20 545 100
1. 4. 37	„	31. 3. 38	17 985 400
1. 4. 38	„	31. 3. 39	15 335 600
1. 4. 39	„	31. 8. 39	4 710 500
			259 875 000

Annexe.

Montant en Reichsmarks dont le Gouvernement Allemand devra verser la contrevaleur en francs, conformément à l'Article I du présent accord.

	RM.
1. IX. 29—31. III. 30	21,507,000
1. IV. 30—31. III. 31	36,609,600
1. IV. 31—31. III. 32	32,860,000
1. IV. 32—31. III. 33	30,219,400
1. IV. 33—31. III. 34	29,693,700
1. IV. 34—31. III. 35	27,226,600
1. IV. 35—31. III. 36	23,182,100
1. IV. 36—31. III. 37	20,545,100
1. IV. 37—31. III. 38	17,985,400
1. IV. 38—31. III. 39	15,335,600
1. IV. 39—31. VIII. 39	4,710,500
Total	259,875,000

Annex XI. *)

Securities for the German External Loan, 1924.

The Government of the German Reich desiring fully to maintain the first charge by way of collateral security for the German External Loan of 1924, created by Article 5 of the General Bond dated October 10, 1924, upon the gross revenues of the German Government from the customs and from the taxes on tobacco, beer and sugar and from the net revenue of the German Government from the spirits monopoly and also on such other taxes, if any, as may hereafter be assigned by the German Government for the purpose of assuring the German budgetary contributions to the Annuities, has proposed the following system for keeping effective said first charge on said revenues from and after the termination of the Dawes Plan and in substitution for the system of remitting and administering said revenues which has been in effect under the said Plan, and the Trustees of the German External Loan of 1924 have consented to the application of the following system provided it be incorporated as an Annex to the Agreement of the Hague of January 1930 and be duly ratified by the Government of the German Reich and provided the Plan of the Committee of Experts of June 7, 1929, shall be duly carried into effect.

* Nous ne reproduissons que le texte anglais qui fait seul foi (v. la Clause finale de l'Accord, ci-dessus).

System.

Article I.

The tax collecting offices of the German Reich will continue to remit the total proceeds of the five revenues which collaterally secure the German External Loan, 1924, namely, the gross revenues of the German Reich from the customs and from the taxes on tobacco, beer, and sugar, and the net revenue from the spirits monopoly; but they will remit the total proceeds of these five revenues directly to the account of the Trustees of said Loan at the Reichsbank. In the event that the German Government, in compliance with the terms of paragraph 132 of the Annexes of the Experts' Plan of June 7, 1929, shall assign any additional revenues to assure a total yield of not less than 150 % of the highest budgetary contribution provided for by that Plan, then the proceeds of such additional revenues shall also be remitted by the collecting offices directly to said account of the Trustees at the Reichsbank.

Article II.

The account of the Trustees at the Reichsbank may be in the name of the Trustees of the German External Loan, 1924, or, at their election, in the name of the Bank for International Settlements for the account of the Trustees of the German External Loan, 1924.

Article III.

The funds received into the account of the Trustees shall be subject to their disposition, at their discretion, for the purpose of assuring the regular service of the Loan, but the Trustees will, at the time of opening their account at the Reichsbank, issue a revocable standing order to the Reichsbank to the following general effect:

a) As soon as on or after the first of each month a sufficient number of Reichsmarks has been received in the account of the Trustees to cover the amount of foreign currency required for the monthly instalment of the service of the interest on and the redemption of the Loan (including in such sum all charges, commissions or other payments to be made by the German Government in connection with said Loan) which is payable pursuant to the terms of the General Bond on the next succeeding 15th of each said month, the Reichsbank shall be authorised thereupon to release to the German Government, or its order, all Reichsmark sums, being the remainder of the monthly proceeds of the revenues thereafter entering into the Trustees' account until the first day of the next month immediately succeeding, when there shall again be similarly retained in the account of the Trustees a sufficient number of

Reichsmarks to cover the current monthly loan service instalment and there shall be similarly released for the remainder of the month the balance of said Reichsmark sums, such continuing system of monthly retention and relase to be repeated month after month during the life of the Loan, subject, of course, to revocation or modification by the Trustees, as provided below in Article IV.

b) On the 15th of each month, if and when the foreign currency instalment then due has been paid, the Reichsmark sum previously blocked as cover therefor shall be released from the account of the Trustees and placed at the disposition of the German Government;

c) If prior to the 15th of any month the German Government choose to anticipate the foreign currency payment payable on the 15th, then as soon as such payment is made to the Trustees the Reichsmarks blocked as cover therefor will be released from the account of the Trustees and placed at the dispositon of the German Government.

Article IV.

This standing order of the Trustees to the Reichsbank may be revoked or modified at the discretion of the Trustees at any time, whenever necessary in their opinion for the purpose of safeguarding fully the rights of the bondholders granted by the General Bond.

Article V.

The foregoing system of receiving, remitting and releasing the revenues shall come into effect as soon as possible after the legal termination of the Dawes Plan, and, if practicable, coincidentally therewith. The German Government agrees to consult with the Trustees for the purpose of adopting, in agreement with them, any measures necessary to effect the transition from the past system of remitting the revenues to the new system of remitting the revenues in order that the service of the Loan may be fully protected during any period of transition.

Annexe XII.

Arbitrage.

Règles de Procédure.

1° A l'occasion de tout arbitrage la procédure sera réglée par les dispositions du chapitre III de la Convention de La Haye de 1907 pour le règlement pacifique des con-

Annex XII.

Arbitration.

Rules of Procedure.

1. The proceedings in any arbitration shall be governed by the dispositions of Chapter III of The Hague Convention of 1907 for the Pacific Settlement of International

flits internationaux, *) dans la mesure où elles ne sont pas modifiées ci-après ou par les dispositions de l'Accord de La Haye de janvier 1930.

Notamment l'Article 85 de la Convention de La Haye recevra application et chaque Partie supportera ses propres frais et une fraction égale des frais du Tribunal.

2° Le Tribunal siégera à La Haye ou en tout autre lieu qu'il pourra lui-même désigner.

La date des sessions sera fixée par le Président et préavis de 14 jours au moins sera donné aux Parties.

3° Chacune des Parties nommera un représentant.

Toutes communications, soit entre les Parties et le Tribunal, soit entre les Parties, seront faites par l'intermédiaire de ces représentants.

Le Tribunal désignera un secrétaire à qui les communications devront être adressées.

4° La procédure comprendra deux phases:

l'instruction écrite et

les débats oraux.

Les débats oraux seront publics.

5° La Partie demanderesse présentera son mémoire dans un délai de six semaines à compter de la date du compromis ou d'une date à fixer par le Président ou par le Tribunal et l'autre Partie présentera son contre-mémoire dans un délai de six semaines à partir du

Disputes, *) except in so far as the same are modified by the following provisions or by those of the Agreement of The Hague of January, 1930:

In particular Article 85 of The Hague Convention shall apply to these proceedings, and each Party shall pay its own expenses and an equal share of those of the Tribunal.

2. The Tribunal shall sit at The Hague or such other place as may be fixed by the Tribunal.

The date of sitting shall be determined by the Chairman and at least fourteen days'previous notice shall be given to the Parties.

3. Each Party shall appoint a representative.

Any communication between the Parties and the Tribunal or between the Parties themselves shall be conducted through these representatives.

The Tribunal shall appoint a Secretary to whom communications shall be addressed.

4. The procedure shall consist of two stages:

(1) Written cases or pleadings; and

(2) Oral debates.

The oral discussion shall be public.

5. The Party which is in the position of plaintiff shall deliver its case within six weeks from the date of the special agreement or a date to be fixed by the Chairman or by the Tribunal, and the other Party shall present its counter-case within six weeks from the date on which

*) V. **N. R. G.** 3. s. III, p 360.

jour où elle aura reçu le mémoire de la demanderesse.

Si une contestation s'élève sur le point de savoir, dans une espèce donnée, quelle Partie est demanderesse, la question sera résolue en procédure sommaire par le Président du Tribunal ou tout autre de ses membres désigné à cet effet par le Président.

6° Les mémoires comprennent:

(1) un exposé des faits sur lesquels la demande est fondée;
(2) un exposé de droit;
(3) les conclusions;
(4) le bordereau des pièces à l'appui; ces pièces devront être annexées au mémoire.

Les contre-mémoires comprennent:

(1) la reconnaissance ou la contestation des faits mentionnés dans le mémoire;
(2) le cas échéant, un exposé additionnel des faits;
(3) un exposé de droit;
(4) des conclusions fondées sur les faits énoncés; ces conclusions peuvent comprendre des demandes reconventionnelles, pour autant que ces dernières rentrent dans la compétence du Tribunal;
(5) le bordereau des pièces à l'appui; ces pièces devront être annexées au contre-mémoire.

7° Les Parties auront également le droit de présenter respectivement une réplique et une duplique dans un délai de trois semaines à partir de la réception de l'élément antérieur de procédure.

Tous les mémoires seront imprimés. Six exemplaires au moins seront remis à la Partie adverse et douze exemplaires au moins au Tri-

it receives the case of the first Party.

If any dispute shall arise as to which Party is in the position of Plaintiff in any particular case, the matter shall be decided summarily by the President of the Tribunal or any Member thereof appointed for this purpose by the President.

6. Cases shall contain:

(1) a statement of the facts on which the claim is based;
(2) a statement of law;
(3) a statement of conclusions;
(4) a list of the documents in support; these documents shall be attached to the Case.

Counter-Cases shall contain:

(1) the affirmation or contestation of the facts stated in the Case;
(2) a statement of additional facts, if any;
(3) a statement of law;
(4) conclusions based on the facts stated; these conclusions may include counter-claims, in so far as the latter come within the jurisdirection of the Tribunal;
(5) a list of the documents in support; these documents shall be attached to the Counter-Case.

7. The Parties shall also respectively have the right to deliver a reply and rejoinder within three weeks after the receipt of the last preceding pleading.

All cases shall be printed, six copies at least to be delivered to the opposing Party and twelve at least to the Tribunal. Each Party

bunal. Chacune des Parties accusera réception de tout document à la Partie qui l'a remis et informera le Tribunal de la date de réception; tous documents invoqués à l'appui seront annexés en copies certifiées conformes.

8° Les délais ci-dessus indiqués peuvent être prolongés, soit par accord entre les Parties, soit par décision du Président ou du Tribunal.

9° La procédure écrite pourra être rédigée en français, anglais ou, au cas où l'Allemagne est partie, en allemand. Tout Membre du Tribunal aura toutefois la faculté de demander que toute pièce de procédure ou autre document (y compris toute traduction) remis dans l'une de ces trois langues soit traduit en une autre de ces langues et que la traduction soit, le cas échéant, dûment certifiée.

10° Aucune des Parties ne pourra avoir, pour chaque question distincte soumise à l'arbitrage, plus de deux avocats.

11° Les avocats pourront plaider en leur propre langue, sous réserve du droit de tout Membre du Tribunal ou de la Partie adverse de réclamer une traduction en français et en anglais.

12° Il sera établi des comptes-rendus sténographiques de tous les débats oraux et des transcriptions en clair en seront fournies, avec toute la célérité possible aux Membres du Tribunal et aux Parties. L'exécution de la présente clause et la rédaction des procès-verbaux nécessaires incombent au Secrétaire du Tribunal.

shall acknowledge the receipt of any document to the Party which has delivered it, and shall inform the Tribunal of the date of receipt.

Certified copies of any documents on which reliance is placed shall be annexed to the pleading in which they are referred to.

8. The periods above fixed may be extended either by the agreement of the Parties or by a decision of the Chairman or of the Tribunal.

9. The written proceedings may be in English, French or (where Germany is a Party) in German. It shall, however, be open to any member of the Tribunal to require that any pleading or other document (including any translation) delivered in one of those three languages should be translated into another and, if necessary, duly certified.

10. Not more than two advocates may appear on behalf of each Party for each separate question submitted to arbitration.

11. The advocates may address the Tribunal in their own language, subject to the right of any member of the Tribunal or an opposing Party to require a translation into English or French.

12. Shorthand minutes shall be taken on behalf of the Tribunal of all oral arguments, and transcripts shall be supplied with all possible despatch to the members of the Tribunal and to the Parties. The Secretary of the Tribunal shall be responsible for the execution of this clause and for the preparation of the necessary minutes.

13° Pour tout ce qui concerne l'arbitrage et jusqu'au début des débats oraux, le Président ou deux Membres du Tribunal, désignés par le Président, auront qualité pour prendre, au nom du Tribunal, toutes décisions que celui-ci est autorisé à prendre.

14° Aucune des Parties ne pourra, sans le consentement de l'autre Partie, utiliser, au cours des débats, un document qui n'aura pas été préalablement communiqué à cette dernière.

15° Tout Membre du Tribunal pourra poser aux Parties, au cours des débats, toutes questions qu'il jugera utiles.

Le Tribunal pourra, à tout moment, jusqu'au prononcé de sa décision, faire usage de tous moyens d'information qu'il jugera nécessaires et il pourra demander toutes notes, mémoires, documents ou explications supplémentaires qu'il jugera désirable.

Toutefois, au cas où le Tribunal voudrait faire usage d'autres moyens d'information que ceux qui lui ont été fournis par les Parties, il leur donnera la faculté de présenter leurs observations à ce sujet.

16° Aucune explication orale ne sera reçue de l'une des Parties si l'autre Partie n'est présente ou n'a été dûment citée.

17° Toute requête ou communication adressée au Tribunal par l'une des Parties sera en même temps communiquée à l'autre Partie.

18° Le Secrétaire du Tribunal notifiera à toutes les Parties à l'Accord de La Haye de janvier 1930 toutes procédures instituées devant le Tribunal.

13. For all the purposes of the arbitration up to the commencement of the oral proceedings, the President or any two members of the Tribunal appointed by him shall be qualified to take in the name and on behalf of the Tribunal any decisions which the Tribunal is authorised to take.

14. No Party may, without the consent of the other Party, make use in the course of the discussion of any document which has not been previously communicated to the other Party.

15. Any member of the Tribunal may put to the Parties during the discussion any questions which he thinks proper. The Tribunal may at any time before reaching a decision employ any means of information which it considers necessary, and may ask for any supplementary notes, memoirs or documents which it thinks desirable. Should, however, the Tribunal resort to other means of information than those supplied by the Parties it will allow them to submit arguments on the additional information.

16. No oral explanation will be received from either Party unless the other Party is present or has been duly summoned.

17. Any request or communication addressed to the Tribunal by one of the Parties will be communicated at the same time to the other.

18. The Secretary of the Tribunal shall notify all proceedings instituted before the Tribunal to all Parties to The Hague Agreement of January 1930.

19° Lorsqu'une Puissance signataire ou la Banque des Règlements Internationaux estime que, dans un différend, un intérêt d'ordre juridique est pour elle en cause, elle peut adresser au Tribunal une requête aux fins d'intervention.

Faute d'accord entre les Parties, le Président, ou tout Membre du Tribunal désigné par lui à cet effet, fixera le délai dans lequel la Partie intervenante devra présenter son mémoire.

Sous réserve de toutes dispositions contraires prises par le Tribunal, les règles qui précèdent et les stipulations de l'accord de La Haye de janvier 1930 relatives à l'arbitrage, notamment celles ayant trait à la désignation en certains cas d'un membre additionnel, s'appliqueront à la Partie intervenante comme à toute Partie primitivement en cause.

19. When any signatory Power or the Bank for International Settlements considers that it has an interest of a legal nature which may be affected by the decision in a case, it may submit a request to the Tribunal to be permitted to intervene as a third Party.

In the absence of an agreement between the Parties, the Chairman or any member of the Tribunal appointed by him for that purpose shall fix the time within which the Party intervening is to deliver his case.

Subject to any contrary decision of the Tribunal, the foregoing rules and the provisions as to Arbitration of the Agreement of The Hague of January 1930, and in particular those relating to the appointment of an additional member in certain cases, shall apply to a Party intervening in the same manner as to the original Parties.

Notenwechsel mit dem Präsidenten der Konferenz über das Moratorium.

Haag, den 20. Januar 1930.

Seiner Exzellenz Herrn Henri Jaspar, Präsident der Haager Konferenz.

Herr Präsident,

Namens meiner Regierung beehre ich mich, Ihnen folgendes mitzuteilen:

Die Deutsche Regierung wird gegenüber keiner der Gläubigermächte die Rechte zum Aufschub, die ihr durch die zur Zeit gezeichneten oder paraphierten Abkommen zuerkannt sind, ausüben, ohne gleichzeitig auch die gleichartigen Rechte auszuüben, die ihr etwa gegenüber einer der anderen Mächte zustehen, deren Ansprüche in die im Sachverständigenbericht vom 7. Juni 1929 vorgesehenen Annuitäten eingeschlossen sind.

Ferner wird die Deutsche Regierung in Zukunft im Zusammenhang mit einem Aufschub keiner einzelnen dieser Mächte einen besonderen Vorteil einräumen.

Nichts in der vorstehenden Erklärung soll so ausgelegt werden, als würden dadurch irgendwie die Rechte oder Verpflichtungen Deutschlands aus den zur Zeit gezeichneten oder paraphierten Abkommen berührt.

Genehmigen Sie, Herr Minister, den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

Curtius.

Monsieur le Ministre,

La Haye, le 20 janvier 1930.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre en date de ce jour par laquelle vous m'avez communiqué au nom du Gouvernement Allemand ce qui suit:

„Le Gouvernement Allemand n'exercera pas, à l'égard de l'une quelconque des Puissances créancières, les droits de suspension qui lui sont reconnus par les Accords actuellement signés ou paraphés, sans exercer en même temps les droits analogues qu'il peut avoir à l'égard de l'une des autres Puissances dont les créances sont englobées dans les annuités, telles qu'elles figurent au Rapport des Experts du 7 juin 1929. En outre, il ne consentira à l'avenir, en matière de suspension, aucun avantage particulier à l'une quelconque de ces Puissances.

Rien dans la présente déclaration ne devra être interprété de manière à préjudicier de quelque façon que ce soit, les droits ou obligations de l'Allemagne découlant des accords déjà signés ou paraphés."

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma plus haute considération.

Henri Jaspar.

A Monsieur Curtius, Ministre des Affaires Etrangères du Reich.

Dispositions transitoires.

Le Président de la Conférence constate que les Gouvernements représentés à la Conférence se sont mis d'accord sur les dispositions suivantes:

A titre de supplément à l'Annexe III au Protocole de La Haye du 31 août 1929, *) l'Agent Général des Paiements de Réparations recevra mandat de mettre à la dis-

Transitory Provisions.

The President of the Conference reports that the Governments represented at the Conference of The Hague have agreed upon the following provisions:

By way of supplement to Annex III to the Protocol of The Hague dated August 31st 1929, *) the Agent-General for Reparation Payments shall be instructed to

---

*) V. ci-dessus, p. 85.

position de la Trésorerie du Reich par la voie du crédit, pendant la période s'écoulant entre la signature de l'Accord de La Haye sur les réparations allemandes jusqu'à la ratification dudit Accord par le Gouvernement Allemand, la différence entre les paiements du Plan Dawes et les montants prévus dans le Nouveau Plan.

A partir de la date de la ratification par l'Allemagne de l'Accord conclu à La Haye en janvier 1930 sur les réparations allemandes jusqu'à la mise à exécution du Nouveau Plan telle qu'elle est prévue à l'alinéa 5 de la clause finale dudit accord, le Gouvernement Allemand sera en droit de ne verser à l'Agent Général des Paiements de Réparations que les annuités à payer d'après le Nouveau Plan.

Dans le cas où le Nouveau Plan ne pourrait être mis à execution, le présent Accord deviendrait caduc et les arriérés résultant de son application seraient payés aux Puissances créancières dans un délai de quatre mois.

Henri Jaspar.
M. P. A. Hankey.

Le 20 janvier 1930.

make available to the Treasury of the Reich by way of loan, during the period from the signature of the Agreement of The Hague on German reparations of January 1930 to the ratification of the said Agreement by the German Government, the difference between the payments under the Dawes Plan and the amounts provided in the New Plan.

From the date of the ratification by Germany of the Agreement concluded at The Hague in January 1930 on the subject of German reparations to the putting into execution of the New Plan as provided in the fifth paragraph of the final clause of the said Agreement, the German Government shall be entitled to pay to the Agent-General for Reparation Payments only the annuities due under the New Plan.

If it should be impossible to put the New Plan into execution, the present Agreement shall become null and void and the amounts withheld through its application shall be paid to the Creditor Governments within four months.

Henri Jaspar.
M. P. A. Hankey.

The 20th January, 1930.

5.

ALLEMAGNE, BELGIQUE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, GRÈCE, ITALIE, PORTUGAL, ROUMANIE, YOUGOSLAVIE.

Arrangement relatif au Memorandum joint au Rapport des Experts du 7 juin 1929;*) signé à La Haye, le 20 janvier 1930.**)

Reichsgesetzblatt 1930. II, No. 7; No. 29.

Arrangement relatif au Memorandum joint au Rapport des Experts du 7 juin 1929.

Les représentants dûment autorisés des Gouvernements de Belgique, de France, de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de Grèce, d'Italie, de Portugal, de Roumanie, de Yougoslavie sont convenus avec le Gouvernement Allemand de ce qui suit:

Article 1.

Les Puissances créancières s'engagent à faire bénéficier l'Allemagne, aux conditions mentionnées à l'Annexe jointe (qui reproduit le Mémorandum joint au Rapport des Experts du 7 juin 1929), de toute remise que une ou Plusieurs d'entre elles, obtiendraient sur les paiements extérieurs nets afférents à leurs dettes de guerre, telles qu'elles résultent des Accords énumérés ciaprès.

Arrangement relating to the concurrent memorandum accompanying the experts' plan of 7the June, 1929.

The duly authorised representatives of the Governments of Belgium, France, Great Britain and Northern Ireland, Greece, Italy, Portugal, Roumania and Jugo-Slavia have agreed with the German Government as follows:

(1) The creditor Powers undertake that Germany shall on the conditions contained in the Annex hereto (which is a reproduction of the „Concurrent Memorandum" attached to the Report of the Experts' Committee of the 7th June, 1929) have the benefit of any relief which any one or more of these Powers may receive in respect of its net outward payments on account of War Debts. The War Debts referred to in this Clause are those dealt with by the following agreements:

---

*) V. ci-dessus, No. 2, p. 14,

**) Ont déposé à Paris les instruments de ratification l'Allemagne (le 26 mars 1930), la Belgique, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie (le 9 mai 1930), la Yougoslavie (le 31 mai 1930), la Roumanie (le 23 juin 1930), la Grèce (le 25 juin 1930). V. Reichsgesetzblatt 1930. II, p. 690, 776, 1223; Treaty Series 1931, No. 2.

Dettes interalliées qui ont été prises en considération pour le calcul des annuités conformément au Plan Young.

(1) Aux Etats-Unis d'Amérique:

Grande-Bretagne: Accord du 18 juin 1923,

France: Accord du 29 avril 1926,

Italie: Accord du 14 novembre 1925,

Belgique: Accord du 18 août 1925,

Yougoslavie: Accord du 3 mai 1926,

Roumanie: Accord du 4 décembre 1925,

Grèce: Accord du 18 janvier 1928.

(2) A la Grande-Bretagne:

France: Accord du 12 juillet 1926.

Italie: Accord du 27 janvier 1926.

Roumanie: Accord du 19 octobre 1925.

Yougoslavie: Accord du 9 août 1927.

Portugal: Accord du 31 décembre 1926.

Grèce: Accord du 9 avril 1927.

(3) A la France:

Roumanie: Accord du 17 janvier 1930.

Yougoslavie: Accord du 20 janvier 1930, pour le règlement de la dette de guerre,

Grèce: Accord du 20 janvier 1930 concernant la dette pré-armistice — Tranche A.

Article 2.

Tout différend entre les Parties Contractantes concernant l'interprétation et l'application du présent

Interallied debts which have been taken into consideration in calculating the annuities according to the Young Plan.

(1) To the United States of America.

Great Britain: Agreement of the 18th June, 1923,

France: Agreement of the 29th April, 1926,

Italy: Agreement of the 14th November, 1925,

Belgium: Agreement of the 18th August 1925,

Yugo-Slavia: Agreement of the 3rd May, 1926,

Roumania: Agreement of the 4th December, 1925,

Greece: Agreement of the 18th January, 1928.

(2) To Great Britain

France: Agreement of 12th July, 1926,

Italy: Agreement of 27th January, 1926,

Roumania: Agreement of 19th October, 1925,

Yugo-Slavia: Agreement of 9th August, 1927,

Portugal: Agreement of 31st December, 1926,

Greece: Agreement of 6th April, 1927.

(3) To France

Roumania: Agreement of 17th January, 1930,

Yugo-Slavia: Agreement of 20th January 1930 (dealing with the War Debt),

Greece: Agreement of 20th January 1930 (provisions relating to the prearmistice debt — Tranche A).

(2) Any dispute between the Contracting Parties as to the interpretation or application of this Agreement shall be submitted for final

Arrangement sera soumis, pour décision définitive, au Tribunal établi par l'Accord conclu avec l'Allemagne à La Haye en janvier 1930.

Article 3.

Le présent Arrangement, dont les textes anglais et français feront également foi, sera ratifié et entrera en vigueur, pour chaque Gouvernement ayant ratifié, en même temps qu'entrera en vigueur pour lui l'Accord sur le règlement complet et définitif des Réparations conclu ce même jour avec l'Allemagne à La Haye.

Fait à La Haye, le 20 janvier 1930.

Curtius.
Wirth.
Schmidt.
Moldenhauer.
Henri Jaspar.
Paul Hymans.
E. Francqui.
Henri Chéron.
Loucheur.
Philip Snowden.
N. Politis.
J. G. Politis.
A. Mosconi.
A. Pirelli.
Suvich.
G. G. Mironesco.
J. Lugosiano.
Al. Zeuceano.
Dr. V. Marinkovitch.
Const. Fotitch.
Dr. Ulrich.
Tomaz Fernandez.

decision to the Tribunal established by the Agreement with Germany concluded at The Hague in January 1930.

(3) This Arrangement, of which the English and French texts are equally authentic, shall be ratified, and shall go into force for each Government after ratification by it, at the same time as the Agreement with Germany for the complete and final settlement of the question of reparations concluded on this same day at The Hague goes into force.

Done at The Hague this 20th day of January 1930.

Curtius.
Wirth.
Schmidt.
Moldenhauer.
Henri Jaspar.
Paul Hymans.
E. Francqui.
Henri Chéron.
Loucheur.
Philip Snowden.
N. Politis.
J. G. Politis.
A. Mosconi.
A. Pirelli.
Suvich.
G. G. Mironesco.
J. Lugosiano.
Al. Zeuceano.
Dr. V. Marinkovitch.
Const. Fotitch.
Tomaz Fernandez.

Annexe.

Memorandum joint, mais ne faisant pas partie du Rapport Memorandum spécial des Experts des principales puissances créancières et de l'Allemagne concernant les paiements extérieurs.

Signé en même temps que le rapport du Comité des Experts.

I. Dans les annuités prévues dans le Rapport, les sommes suivantes sont nécessaires pour couvrir les paiements extérieurs:

	Equivalent en millions de Reichsmarks
2	965,1
3	942,3
4	995,4
5	1.136,4
6	1.199,0
7	1.224,9
8	1.271,8
9	1.334,0
10	1.352,5
11	1.375,0
12	1.487,6
13	1.437,9
14	1.455,1
15	1.451,5
16	1.464,7
17	1.460,9
18	1.456,5
19	1.472,3
20	1.467,1
21	1.461,6
22	1.503,9
23	1.487,9
24	1.491,0
25	1.498,1
26	1.509,4
27	1.504,5
28	1.499,1
29	1.506,7
30	1.538,6
31	1.515,4

Annex.

Concurrent Memorandum but not a Part of the Report Special Memorandum of the Experts of the Principal Creditor Powers and of Germany regarding out-Payments.

(Signed concurrently with the Report of the Committee of Experts.)

(1) In the annuities provided in the report, the following amounts are required to cover out-payments:

	Equivalent in Millions of *RM*
2	965.1
3	942.3
4	995.4
5	1,136.4
6	1,199.0
7	1,224.9
8	1,271.8
9	1,334.0
10	1,352.5
11	1,375.0
12	1,487.6
13	1,437.9
14	1,455.1
15	1,451.5
16	1,464.7
17	1,460.9
18	1,456.5
19	1,472.3
20	1,467.1
21	1,461.6
22	1,503.9
23	1,487.9
24	1,491.0
25	1,498.1
26	1,509.4
27	1,504.5
28	1,499.1
29	1,506.7
30	1,538.6
31	1,515.4

	Equivalent en millions de Reichsmarks		Enquivalent in Millions of *RM*
32	1.525,4	32	1,525.4
33	1.543,2	33	1,543.2
34	1.535,0	34	1,535.0
35	1.547,4	35	1,547.4
36	1.546,8	36	1,546.8
37	1.573,7	37	1,573.7
38	1.566,9	38	1,566.9
39	1.566,1	39	1,566.1
40	1.575,9	40	1,575.9
41	1.589,2	41	1,589.2
42	1.602,9	42	1,602.9
43	1.613,1	43	1,613.1
44	1.621,5	44	1,621.5
45	1.624,9	45	1,624.9
46	1.627,6	46	1,627.6
47	1.634,2	47	1,634.2
48	1.637,9	48	1,637.9
49	1.644,6	49	1,644.6
50	1.654,7	50	1,654.7
51	1.659,6	51	1,659.6
52	1.670,5	52	1,670.5
53	1.687,6	53	1,687.6
54	1.691,8	54	1,691.8
55	1.703,3	55	1,703.3
56	1.683,5	56	1,683.5
57	925,1	57	925.1
58	931,4	58	931.4
59	897,8	59	897.8

On fait remarquer qu'au cas où des modifications seraient apportées au profit des créanciers aux obligations relatives à des paiements extérieurs, les annuités allemandes devraient subir quelque allègement correspondant. En conséquence, les Experts de quatre principales Puissances créancières et de l'Allemagne, recommandent que l'Allemagne et tous les Gouvernements créanciers ayant des obligations de paiement à l'extérieur concluent entre eux un accord sur les bases suivantes:

2° Toute remise qu'une Puissance

It is represented that in the event of modifications of those obligations for out-payments, by which the Creditors benefit, there should be some corresponding mitigation of the German annuities. The Experts of the four chief Creditor countries and of Germany therefore recommend that Germany and all the Creditor Governments having obligations for out-payments should undertake between themselves an arrangement on the following basis:

(2) Any relief which any Cre-

créancière quelconque pourra effectivement obtenir sur ses paiements extérieurs nets afférents aux dettes de guerre, compte dûment tenu de toutes contre-parties matérielles ou financières et de toutes remises portant sur les recettes de dettes de guerre qu'elle pourra elle-même consentir sera traitée de la façon suivante:

Pour ce qui est des 37 premières années:

(a) L'Allemagne bénéficiera, à raison des deux tiers, de la remise nette disponible, sous forme d'une réduction de ses obligations d'annuités ultérieures.

(b) Le tiers de la remise nette sera conservé par le créancier en question, en outre des sommes qu'il aura par ailleurs à recevoir de l'Allemagne.

(c) Néanmoins, tant que subsistera un engagement quelconque de l'Allemagne portant sur la période postérieure au 31 mars 1966, le créancier intéressé ne conservera annuellement que le quart de la remise nette, le solde étant versé à la Banque des Règlements Internationaux.

(d) Ces paiements effectués à la Banque des Règlements Internationaux s'accumuleront pour aider l'Allemagne à remplir ses engagements afférents à la période postérieure au 31 mars 1966; toutes sommes qui, après l'affectation de fonds prévue à l'Annexe I, ne seront pas jugées nécessaires à cette fin (ainsi que les accumulations y relatives) seront restituées aux créanciers qui les avaient versées.

ditor Power may effectively receive, in respect of its net outward payments on account of War Debts; after making due allowance for any material or financial counter-considerations, and after taking into account any remissions on account of war debt receipts which it may itself make, shall be dealt with as follows:

As regards the first 37 years

(a) Germany shall benefit to the extent of two thirds of the net relief available by way of a reduction in her annuity obligations thereafter.

(b) One-third of the net relief shall be retained by the creditor concerned; in addition to the amounts otherwise receivable from Germany.

(c) Nevertheless, so long as any liability of Germany persists in respect of the period after the 31th March 1966, the creditor concerned will retain annually only one-fourth part of the net relief, the balance being paid to the Bank for International Settlements.

(d) These payments to the Bank for International Settlements shall accumulate to assist Germany towards meeting her liabilities in respect of the period after the 31th March 1966; any sums found after application of the funds provided in Annex 1 not to be required for this purpose (together with the accumulations thereon) shall be returned to the creditor by whom they were provided.

Pour ce qui est des vingt deux dernières années:

La totalité d'une remise de cette nature servira à réduire les engagements de l'Allemagne.

3° Nous recommandons qu'au cas où l'effet de la remise à l'Allemagne envisagée par rapport à une réduction possible des paiements extérieurs nets, serait tel qu'il modifierait sensiblement les pourcentages suivant lesquels les annuités totales prévues au présent Plan sont réparties entre eux, les Gouvernements créanciers consentent à se réunir pour envisager une revision tendant à rétablir les pourcentages actuels, mais en tenant compte des conditions suivantes ci-dessous indiquées et de tous autres facteurs importants existant alors:

(a) Le service de toutes obligations mobilisées par le pays créancier et le solde de ses paiements extérieures nets du chef des dettes de guerre restant à régler, doivent continuer à être couverts sur la part lui revenant dans les annuités que l'Allemagne doit payer ultérieurement.

(b) Il sera tenu compte de toutes contreparties matérielles et financières acceptées par le pays créancier à l'occasion de la remise qui lui est accordée sur les paiements de dettes de guerre.

4° On avait suggéré, à l'origine, que le montant des annuités allemandes dont le transfert pourrait être différé, fût exactement calculé d'après les montants nets dont les divers créanciers peuvent eux-mêmes différer le payement en ce qui concerne les dettes de guerre inter-

As regards the last 22 years.

The whole of such relief shall be applied to the reduction of Germany's liabilities.

(3) We recommend that the Creditor Governments should agree that, if the operation of the relief to Germany envisaged in respect of a possible reduction of net out-payments is such as to change materially the proportions in which the total annuities provided for in the present plan are divided amongst them, they meet to consider a revision tending towards the restoration of the present proportions; but having regard to the following conditions set out below and any other relevant factors then existing.

(a) The service of any bonds mobilised by the creditor country, and the balance of its net outward payments in respect of war debts remaining to be covered must continue to be met out of the share falling to it in the annuities thereafter to be paid by Germany.

(b) Due allowance shall be made for any material or financial counter-considerations accepted by the creditor country in connection with the relief accorded to it in respect of war debts payments.

(4) It was originally suggested that the amounts of the postponable annuities should be regulated by reference to the net amounts which the various creditors were themselves able to postpone in respect of Inter-Allied War Debts, the general conditions therein governing

alliées; les principes régissant cet ajournement se seraient appliqués également à cette partie de la dette allemande. Pour diverses raisons, cette méthode de calcul n'a pu être adoptée, mais on s'est efforcé d'adapter les dispositions du moratoire de telle sorte que le droit reconnu à l'Allemagne ne fût pas supérieur à celui des Puissances créancières; la fraction non différable de l'annuité a donc été fixé en prévoyant pour le reste des garanties.

Paris, le 7 juin 1929.

Gutt.
Francqui.
Dr. Hjalmar Schacht.
Kastl.
E. Moreau.
J. Parmentier.
J. C. Stamp.
C. S. Addis.
A. Pirelli.
Suvich.

postponements to be applied. For various reasons, this method of calculation could not be adopted, but endeavour was made to adapt the moratorium provisions in such a way that the rights granted to Germany should not be greater than those of the Creditor Powers. The unconditional part of the annuity has therefore been fixed, while guarantees have been provided for the remainder.

Paris, June 7th, 1929.

Francqui.
Gutt.
E. Moreau.
J. Parmentier.
Dr. Hjalmar Schacht.
Kastl.
J. C. Stamp.
C. S. Addis.
A. Pirelli.
Suvich.

6.

ALLEMAGNE- GRANDE-BRETAGNE, FRANCE, ITALIE, JAPON, PORTUGAL, YOUGOSLAVIE.

Arrangement concernant la mobilisation d'une fraction de la partie non différable des annuités du Nouveau Plan;*) signé à La Haye, le 20 janvier 1930.

Reichsgesetzblatt 1930. II, No. 7.

Arrangement concernant la mobilisation d'une fraction de la partie non différable des annuités du Nouveau Plan.

Les représentants dûment autorisés des Gouvernements signataires prenant en considération d'une

Übereinkunft über die Mobilisierung für einen Bruchteil des nicht aufschiebbaren Teils der Annuitäten des Neuen Plans.

Die gehörig bevollmächtigten Vertreter der unterzeichneten Regierungen

*) Plan des Experts du 7 juin 1929. V. ci-dessus, No. 2, p, 14.

part, l'Article 165 du Rapport des Experts qui constate qu'au point de vue des Puissances créancières, un élément essentiel du Nouveau Plan est le fait que l'annuité est payée sous une forme se prêtant à la mobilisation selon les dispositions qu'il institue à cet effet; d'autre part, l'Article 61 du même rapport qui reconnaît la nécessité de rétablir l'autonomie financière de l'Allemagne;

Sont, dans un esprit de collaboration, convenus de ce qui suit:

I.

1° Certains Gouvernements créanciers déclarent leur intention de procéder aussitôt que possible à l'émission sur les marchés internationaux d'une ou de plusieurs tranches de Bons de réparations d'un montant global de 300 millions de dollars. Ils se proposent de faire cette émission avant le 1er octobre 1930.

2° Le Gouvernement Allemand déclare qu'il ne procédera à aucune émission d'emprunt extérieur à long terme avant le 1er octobre 1930 ou, si l'émission susvisée n'a pu être réalisée avant cette date, avant l'expiration du délai d'un an à partir de la remise à la Banque des Règlements Internationaux du Certificat de Dette du Reich, sans que cet engagement puisse subsister au delà du 31 mars 1931. Cette déclaration concerne également la Reichspost et la Deutsche Reichbahngesellschaft.

in Anbetracht einerseits des Artikel 165 des Sachverständigenplans, der feststellt, dass vom Standpunkt der Gläubigermächte einen wesentlichen Bestandteil des Neuen Plans die Tatsache bildet, dass die Annuität in einer Form bezahlt wird, die zu einer Mobilisierung nach den zu diesem Zweck gegebenen Bestimmungen des Plans geeignet ist;

in Anbetracht andererseits des Artikel 161 desselben Berichts, der die Notwendigkeit anerkennt, die finanzielle Unabhängigkeit Deutschlands wiederherzustellen,

haben im Geiste der Zusammenarbeit folgendes vereinbart:

I.

1. Einige Gläubigerregierungen erklären ihre Absicht, sobald als möglich zur Emission einer oder mehrerer Abschnitte von Reparationsschuldverschreibungen in einem Gesamtbetrage von 300 Millionen Dollar auf den internationalen Märkten zu schreiten. Sie beabsichtigen, diese Emission vor dem 1. Oktober 1930 vorzunehmen.

2. Die Deutsche Regierung erklärt, daß sie zu keiner Emission einer auswärtigen langfristigen Anleihe vor dem 1. Oktober 1930, und, wenn die oben bezeichnete Emission vor diesem Tage nicht verwirklicht werden konnte, vor dem Ablauf einer einjährigen Frist schreiten wird, die von der Niederlegung der deutschen Schuldbescheinigung bei der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich ab gerechnet wird. Diese Verpflichtung erstreckt sich jedoch nicht über den 31. März 1931 hinaus. Die vorstehende Erklärung bezieht sich ebenso auf die Reichspost und die Deutsche Reichsbahn-Gesellschaft.

3° De plus, la déclaration ci-dessus du Gouvernement Allemand deviendra caduque dans les cas suivants:

a) dès la réalisation effective d'opérations de mobilisation portant sur le montant indiqué plus haut;

b) deux mois après que la Banque des Règlements Internationaux aura fait connaître, conformément aux dispositions de l'Article 143 des Annexes du Plan qu'il lui paraît partiquement possible de procéder à l'émission du montant envisagé ci-dessus ou d'une émission le complétant, si, du fait des Puissances créancières, cette émission n'a pas été réalisée.

4° Le montant de 300 millions de dollars ci-dessus visé s'entend du produit effectif et non pas de la valeur nominale des titres émis.

5° Le Reich fait savoir qu'en vertu d'un Acte en date du 26 octobre 1929, il a contracté, auprès de la Svenska Tändsticke Aktiebolaget de Stockholm et de la N. V. Financieele Mij. Kreuger et Toll d'Amsterdam un emprunt de 125 Millions de dollars.

Il est entendu que les déclarations ci-dessus ne s'appliquent pas à cet emprunt.

Toutefois, le Gouvernement Allemand s'engage à ce que les obligations du Reich à créer en vertu de cet Acte ne soient offertes par souscription publique qu'après le 30 juin 1933.

3. Ausserdem wird die obenstehende Erklärung der Deutschen Regierung in folgenden Fällen hinfällig:

a) mit der tatsächlichen Durchführung der Mobilisierungsmassnahmen für den oben bezeichneten Betrag;

b) zwei Monate, nachdem die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich auf Grund der Bestimmungen des Artikels 143 der Anlagen zum Plan mitgeteilt hat, dass es ihr praktisch möglich erscheint, zu einer Emission des oben bezeichneten Betrages oder zu einer Emission, die diesen Betrag auf die volle Höhe bringt, zu schreiten, wenn diese Emission von seiten der Gläubigermächte nicht vorgenommen worden ist.

4. Der oben bezeichnete Betrag von 300 Millionen Dollar berechnet sich nach dem tatsächlichen Erlös und nicht nach dem Nennwert der ausgegebenen Wertpapiere.

5. Das Reich gibt bekannt, dass es auf Grund eines Vertrages vom 26. Oktober 1929 bei der Svenska Tändsticke Aktiebolaget in Stockholm und bei der N. V. Financieele Mij Kreuger und Toll in Amsterdam eine Anleihe von 125 Millionen Dollar abgeschlossen hat.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die oben abgegebenen Erklärungen sich auf diese Anleihe nicht beziehen.

Die Deutsche Regierung verpflichtet sich jedoch, dass die auf Grund dieses Vertrages auszustellenden Schuldverschreibungen des Reichs erst nach dem 30. Juni 1933 im Wege der öffentlichen Zeichnung aufgelegt werden.

Il s'engage, d'accord avec le Svenska Tändsticke Aktiebolaget de Stockholm et la N. V. Financieele Mij. Kreuger et Toll d'Amsterdam, dont l'adhésion fait l'objet d'une lettre qui sera annexée aux présentes, à ce que le service de cet emprunt ne puisse entraîner une discrimination au détriment de celui des annuités inconditionnelles.

Das Reich verpflichtet sich im Einvernehmen mit der Svenska Tändsticke Aktiebolaget in Stockholm und der N. V. Financieele Mij. Kreuger und Toll in Amsterdam, deren Zustimmungserklärung den Gegenstand eines besonderen, als Anlage beizufügenden Schreibens bildet, dass der Dienst dieser Anleihe keine Diskriminierung zum Schaden des Dienstes der ungeschützten Annuitäten mit sich bringen wird.

II.

6° Le Gouvernement Allemand se réserve la faculté de participer aux opérations de mobilisation du montant de 300 millions de dollars, visées au paragraphe 1 ci-dessus. Cette participation aura lieu aux conditions d'origine.

7° Ces opérations seront effectuées par l'intermédiaire de la Banque des Règlements Internationaux. Leur produit et leur service seront répartis entre les créanciers de réparations pour la part inconditionnelle et le Gouvernement Allemand, en proportion de deux tiers pour les premiers et d'un tiers pour le second.

8° Le service de tels emprunts sera assuré conjointement dans les proportions ci-dessus par un prélèvement sur les paiements de réparation et par un versement du Reich à la B. R. I. Pour chacun de ces emprunts, ce prélèvement et ce versement seront confondus par la Banque des Règlements Internationaux dans un compte exclusivement et uniquement affecté au service dudit emprunt.

II.

6. Die Deutsche Regierung behält sich die Befugnis vor, an den Mobilisierungsmassnahmen über den oben in Ziffer 1 bezeichneten Betrag von 300 Millionen Dollar teilzunehmen. Diese Teilnahme wird zu den Originalbedingungen stattfinden.

7. Diese Massnahmen werden durch Vermittelung der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich durchgeführt werden. Ihr Erlös und ihr Dienst werden unter die Reparationsgläubiger des ungeschützten Teiles und die Deutsche Regierung im Verhältnis von zwei Dritteln für die ersteren und einem Drittel für die letztere verteilt werden.

8. Der Dienst solcher Anleihen wird gemeinschaftlich, und zwar in dem genannten Verhältnis durch eine Abhebung von den Reparationszahlungen und durch eine Zahlung des Reichs an die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich sichergestellt werden. Für jede dieser Anleihen werden diese Abhebung und diese Zahlung von der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich auf einem ausschliesslich und allein für den Dienst dieser Anleihe bestimmten Konto zusammengefasst werden.

9° Les contrats d'emprunts du type ci-dessus devront comporter une clause de remboursement anticipé après une période qui ne pourra dépasser dix ans.

10° Si, le Gouvernement Allemand ayant déclaré vouloir faire usage de la faculté indiquée plus haut, la collaboration envisagée ne pouvait cependant être obtenue dans la forme ci-dessus décrite, les Gouvernements intéressés se déclarent fermement résolus à la réaliser néanmoins en recherchant les solutions pratiques qui pourraient assurer le même résultat.

Les textes allemand et français du présent Arrangement feront également foi.

Pour le Gouvernement du Reich Allemand:

Moldenhauer.

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord:

Philip Snowden.

Pour le Gouvernement de la République Française:

Henri Chéron.
Loucheur.

Pour le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie:

Antonio Mosconi.
A. Pirelli.
Suvich.

Pour le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur du Japon:

M. Adatci.
K. Hirota.

9. Die Anleiheverträge der oben bezeichneten Art sollen eine Klausel für ein vorzeitiges Ablösungsrecht spätestens vom zehnten Jahre ab vorsehen.

10. Wenn die Deutsche Regierung erklärt hat, von der oben bezeichneten Befugnis Gebrauch machen zu wollen, und danach die in Aussicht genommene Zusammenarbeit trotzdem in der oben bezeichneten Form nicht verwirklicht werden könnte, so erklären die beteiligten Regierungen, fest entschlossen zu sein, sie dennoch in die Tat umzusetzen, indem sie die praktischen Lösungen suchen, die dasselbe Ergebnis sicherstellen könnten.

Der deutsche und der französische Text dieses Abkommens sind in gleicher Weise massgebend.

Für die Deutsche Regierung:

Moldenhauer.

Für die Grossbritannische Regierung:

Philip Snowden.

Für die Französische Regierung:

Henri Chéron.
Loucheur.

Für die Italienische Regierung:

A. Mosconi.
A. Pirelli.
Suvich.

Für die Japanische Regierung:

M. Adatci.
K. Hirota.

Pour le Gouvernement de la République de Portugal: *R. Ulrich.* *Tomaz Fernandes.*	Für die Portugiesische Regierung: *Tomaz Fernandes.* *R. Ulrich.*
Pour le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Yougoslavie: *Dr. V. Marinkovitch.* *Const. Fotitch.*	Für die Jugoslavische Regierung: *Dr. V. Marinkovitch.* *Const. Fotitch.*

Annexe.

Der Reichsminister der Finanzen, Haag, den 17. Januar 1930.

Sehr geehrter Herr Kreuger,

Die Deutsche Regierung hat den Gläubigermächten gegenüber die folgende Erklärung abgegeben:

„Le Gouvernement Allemand s'engage à ce que les obligations du Reich à créer en vertu de cet Acte ne soient offertes par souscription publique qu'après le 30 juin 1933.

Il s'engage, d'accord avec le Svenska Tändsticke Aktiebolaget de Stockholm et de la N. V. Financieele Mij. Kreuger et Toll d'Amsterdam, dont l'adhésion fait l'objet d'une lettre qui sera annexée aux présentes, à ce que le service de cet emprunt ne puisse entraîner une discrimination au détriment de celui des annuités inconditionnelles."

Ich bitte, mir zu bestätigen, dass die Svenska Tändsticke Aktiebolaget Stockholm, die Sie vertreten, mit dieser Erklärung einverstanden ist, und dass Sie das Einverständnis der N. V. Financieele Mij. Kreuger et Toll Amsterdam herbeiführen werden.

Moldenhauer.

Herrn Jvar Kreuger, Haag, Park-Hotel.

Haag, den 17. Januar 1930.

Sehr geehrter Herr Minister,

Ich habe Ihr geehrtes Schreiben vom 17. Januar erhalten und erlaube mir hiermit zu bestätigen, dass die Svenska Tändsticke Aktiebolaget de Stockholm, die ich vertrete, mit der Erklärung, die Sie den Gläubigermächten gegenüber gemacht haben, einverstanden ist, und dass ich das Einverständnis der N. V. Financieele Mij. Kreuger et Toll d'Amsterdam herbeiführen werde.

Mit verbindlichstem Gruss

Jvar Kreuger.

Herrn Reichsminister der Finanzen, Professor Dr. Moldenhauer, z. Zt. den Haag.

7.

ALLEMAGNE, BELGIQUE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, ITALIE, JAPON, SUISSE.

Convention concernant la Banque des Règlements internationaux; signée à La Haye, le 20 janvier 1930.*)

Reichsgesetzblatt 1930. II, No. 7; No. 29.

Convention concernant la Banque des Règlements Internationaux.

Les Représentants dûment autorisés des Gouvernements de l'Allemagne, de la Belgique, de la France, du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, de l'Italie et du Japon d'une part,

et les Représentants dûment autorisés du Gouvernement de la Confédération Suisse d'autre part,

réunis lors de la Conférence de La Haye de janvier 1930, sont convenus de ce qui suit:

Article 1.

La Suisse s'engage à accorder sans délai à la Banque des Règlements Internationaux la Charte Constitutive qui suit ayant force de loi; à ne pas abroger cette Charte, à n'y apporter ni modifications ni additions et à ne pas sanctionner les modifications aux Statuts de la Banque visées au paragraphe 4 de la Charte si ce n'est d'accord avec les autres Gouvernements signataires.

Article 2.

Tout différend entre le Gouvernement Suisse et l'un quelconque des

Convention respecting the Bank for International Settlements.

The duly authorised representatives of the Governments of Germany, of Belgium, of France, of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, of Italy and of Japan of the one part

And the duly authorised representatives of the Government of the Swiss Confederation of the other part

Assembled at The Hague Conference in the month of January, 1930, have agreed on the following:

Article 1.

Switzerland undertakes to grant to the Bank of International Settlements, without delay, the following constituent charter having force of law; not to abrogate this charter, not to amend or add to it, and not to sanction amendments to the Statutes of the Bank referred to in paragraph 4 of the charter otherwise than in agreement with the other signatory Governments.

Article 2.

Any dispute between the Swiss Government and any one of the

---

*) Approuvée par les Chambres fédérales de la Suisse les 24 et 25 février 1930. Entrée en vigueur le 26 février 1930. V. Recueil des lois fédérales 1930, p. 67, 68.

autres Gouvernements signataires concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention sera soumis au Tribunal Arbitral prévu à l'Accord de La Haye de janvier 1930.*) Le Gouvernement Suisse pourra désigner un Membre qui siègera à l'occasion de ces différends, le Président ayant voix prépondérante. En recourant audit Tribunal, les Parties peuvent toujours se mettre d'accord pour soumettre leur différend au Président ou à un des membres du Tribunal choisi comme Arbitre unique.

other signatory Governments relating to the interpretation or application of the present Convention shall be submitted to the Arbitral Tribunal provided for by the Hague Agreement of January, 1930.*) The Swiss Government may appoint a member who shall sit on the occasion of such disputes, the President having a casting vote. In having recourse to this Tribunal the parties may always agree between themselves to submit their dispute to the President or to one of the members of the Tribunal chosen to act as sole arbiter.

Article 3.

La présente Convention est conclue pour une durée de 15 ans. Elle est conclue de la part de la Suisse sous réserve de ratification et elle sera mise en vigueur dès qu'elle aura été ratifiée par le Gouvernement de la Confédération Suisse. L'instrument de ratification sera déposé au Ministère des Affaires Etrangères à Paris. Dès cette mise en vigueur, le Gouvernement Suisse engagera la procédure constitutionnelle nécessaire pour obtenir l'assentiment du peuple suisse au maintien en vigueur pour toute la durée de la Banque des dispositions de la présente Convention. Dès que ces mesures auront reçus plein effet, le Gouvernement Suisse en donnera notification aux autres Gouvernements signataires et les mêmes dispositions deviendront valables pour la durée de la Banque.

Article 3.

The present Convention is entered into for a period of 15 years. It is entered into on the part of Switzerland under reserve of ratification and shall be put into force as soon as it shall have been ratified by the Government of the Swiss Confederation. The instrument of ratification shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs at Paris. Upon the entry into force of the Convention, the Swiss Government will initiate the necessary constitutional procedure in order that the assent of the Swiss people may be obtained for the maintenance in force during the whole of the Bank's existence of the provisions of the present Convention. As soon as these measures have become fully effective the Swiss Government will notify the other signatory Governments and these provisions shall become valid during the Bank's existence.

*) Accord du 20 janvier 1930, V. ci-dessus, No. 4, p. 89.

Charte Constitutive de la Banque des Règlements Internationaux.

Considérant que les Puissances signataires de l'accord de La Haye de janvier 1930 ont adopté un Plan qui envisage la création par les Banques centrales d'Allemagne, de Belgique, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie et du Japon et par un établissement financier ou groupe bancaire des Etats-Unis d'Amérique d'une Banque Internationale qui sera appelée la „Banque des Règlements Internationaux";

et considérant que lesdites banques centrales et un groupe bancaire comprenant M. M. J. P. Morgan et C° de New-York, the First National Bank of New-York, New-York, et the First National Bank of Chicago, Chicago, ont entrepris de fonder ladite Banque et ont garanti ou pris des mesures pour faire garantir la souscription de son capital autorisé s'élevant à cinq cents millions de francs suisses, équivalent à 145,161,290.32 grammes d'or fin et divisé en deux cent mille actions;

et considérant que le Gouvernement fédéral suisse a conclu, avec les Gouvernements d'Allemagne, de Belgique, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie et du Japon une Convention par laquelle il a accepté d'accorder la présente Charte constitutive de la Banque des Règlements Internationaux s'engageant à ne pas abroger cette Charte, à n'y apporter ni modifications, ni additions et à ne pas sanctionner les modifications aux Statuts de la Banque visées au paragraphe 4 de la présente Charte, si ce n'est d'accord avec lesdites Puissances.

Constituent Charter of the Bank for International Settlements.

Whereas the Powers signatory to the Hague Agreement of January, 1930, have adopted a Plan which contemplates the founding by the Central Banks of Belgium, France, Germany, Great Britain, Italy and Japan and by a financial institution of the United States of America of an International Bank to be called the Bank for International Settlements;

And whereas the said central banks and a banking group including Messrs. J. P. Morgan & Company of New York, the First National Bank of New York, New York and the First National Bank of Chicago, Chicago have undertaken to found the said Bank and have guaranteed or arranged for the guarantee of the subscription of its authorised capital amounting to five hundred million Swiss Francs equal to 145,161.290.32 gram, fine gold, divided into 200,000 shares;

And whereas the Swiss Federal Government has entered into a treaty with the Governments of Germany, Belgium, France, Great Britain, Italy and Japan whereby the said Federal Government has agreed to grant the present Constituent Charter of the Bank for International Settlements and not to repeal, amend or supplement the said Charter and not to sanction amendments to the Statutes of the Bank referred to in Paragraph 4 of the present Charter except in agreement with the said inviting Powers;

1. La personnalité juridique est conférée par la présente Charte à la Banque des Règlements Internationaux (ci-après dénommée „la Banque“).

2. La Constitution de la Banque, ses opérations et son domaine d'activité sont définis et régis par les Statuts annexés qui sont sanctionnés par la présente Charte.

3. Les modifications aux articles desdits Statuts autres que ceux qui sont énumérés au paragraphe 4 ci-dessous pourront être faites et seront mises en vigueur ainsi qu'il est prévu à l'Article 59 desdits Statuts et non autrement.

4. Les Articles 2, 3, 4, 9, 15, 20, 25, 28, 46, 53, 56, 59 et 60 des Statuts ne pourront être modifiés qu'aux conditions suivantes: la modification devra être adoptée à la majorité des deux tiers par le Conseil d'Administration de la Banque, approuvée à la majorité par l'Assemblée Générale et sanctionnée par une loi additionnelle à la présente Charte.

5. Les Statuts et toute modification qui leur serait apportée conformément aux dispositions des paragraphes 3 et 4 ci-dessus seront valables et auront effet nonobstant toute contradiction avec toutes dispositions actuelles ou futures du droit suisse.

6. La Banque est libre et exempte de tous impôts rentrant dans les catégories suivantes:

a) droits de timbre, d'enregistrement et autres droits, sur tous actes ou autres documents ayant trait à la constitution ou à la liquidation de la Banque;

b) droits de timbre et d'enregistrement sur toute émission initiale

(1) The Bank for International Settlements (hereinafter called the Bank) is hereby incorporated.

(2) Its constitution, operations and activities are defined and governed by the annexed Statutes which are hereby sanctioned.

(3.) Amendment of Articles of the said Statutes other than those enumerated in Paragraph 4 hereof may be made and shall be put into force as provided in Article 59 of the said Statutes and not otherwise.

(4) Articles 2, 3, 4, 9, 15, 20, 25, 28, 46, 53, 56, 59 and 60 of the said Statutes shall not be amended except subject to the following conditions: the amendment must be adopted by a two thirds majority of the Board, approved by a majority of the General Meeting and sanctioned by a law supplementing the present Charter.

(5) The said Statutes and any amendment which may be made thereto in accordance with Paragraphs 3 or 4 hereof respectively shall be valid and operative notwithstanding any inconsistency therewith in the provisions of any present or future Swiss law.

(6) The Bank shall be exempt and immune from all taxation included in the following categories:

(a) stamp, registration and other duties on all deeds or other documents relating to the incorporation or liquidation of the Bank;

(b) stamp and registration duties on any first issue of its shares

des actions de la Banque souscrites par une Banque centrale, par un établissement financier, par un groupe bancaire ou par une personne ayant pris ferme soit à la création de la Banque, soit avant, soit en vertu des dispositions des Articles 7 et 9 des Statuts;

c) tous impôts sur le capital de la Banque, ses réserves ou ses bénéfices distribués ou non, qu'ils frappent ces bénéfices avant distribution ou qu'ils soient perçus au moment de la distribution, sous forme d'une taxe à payer ou à retenir par la Banque sur les coupons. Cette stipulation ne porte pas atteinte au droit de la Suisse d'imposer les personnes résidant en Suisse autres que la Banque, comme elle le juge opportun;

d) tous impôts sur tous contrats que la Banque pourra conclure en liaison avec l'émission d'emprunts de mobilisation des annuités allemandes et sur les titres d'emprunts de cette nature émis sur un marché étranger.

e) tous impôts sur les rémunérations et les salaires payés par la Banque à ses administrateurs et à son personnel n'ayant pas la nationalité suisse.

7. Toutes les sommes déposées à la Banque par n'importe quel Gouvernement en vertu des dispositions du Plan adopté par l'Accord de La Haye de janvier 1930 seront libres et exemptes d'impôts à percevoir soit par voie de retenue par la

by the Bank to a central bank, financial institution, banking group or underwriter at or before the time of incorporation or in pursuance of Articles 7 or 9 of the Statutes;

(c) all taxes on the Bank's capital, reserves or profits, whether distributed or not, and whether assessed on the profits of the Bank before distribution or imposed at the time of distribution under the form of a coupon tax payable or deductible by the Bank. This provision is without prejudice to the State's right to tax the residents of Switzerland other than the Bank as it thinks fit;

(d) all taxes upon any agreements which the Bank may make in connection with the issue of loans for mobilising the German annuities and upon the bonds of such loans issued on a foreign market;

(e) all taxes on the remunerations and saleries paid by the Bank to members of its administration or its employes of non-Swiss nationality.

(7) All funds deposited with the Bank by any Government in pursuance of the Plan adopted by the Hague Agreement of January, 1930, shall be exempt and immune from taxation whether by way of deduction by the Bank on behalf of the

Banque agissant pour le compte de l'autorité imposante, soit de toute autre manière.

8. Les susdites exemptions et immunités s'appliqueront aux impôts présents et futurs, sous quelque nom qu'on les désigne et qu'ils s'agisse d'impôts de la Confédération, de cantons, de communes ou d'autres autorités publiques.

9. En outre, sans préjudice aux exemptions spécifiées ci-dessus, il ne pourra être levé sur la Banque, ses opérations ou son personnel, aucun impôt qui n'aurait pas un caractère général et auquel les autres établissements bancaires établis à Bâle ou en Suisse, leurs opérations ou leur personnel, ne seraient pas assujettis en droit et en fait.

10. La Banque, ses biens et avoirs, ainsi que les dépôts ou autres fonds qui lui seront confiés, ne pourront faire, ni en temps de paix, ni en temps de guerre, l'objet d'aucune mesure telle que expropriation, réquisition, saisie, confiscation, défense ou restriction d'exporter ou d'importer de l'or ou des devises ou de toute autre mesure analogue.

11. Tout différend entre le Gouvernement Suisse et la Banque concernant l'interprétation ou l'application de la présente charte sera soumis au Tribunal Arbitral prévu à l'Accord de La Haye de janvier 1930.

Le Gouvernement Suisse désignera un membre qui siègera à l'occasion de ce différend, le Président ayant voix prépondérante.

En recourant audit Tribunal, les Parties peuvent toutefois se mettre d'accord pour soumettre leur différend au Président ou à un membre

authority imposing the same or otherwise.

(8) The foregoing exemptions and immunities shall apply to present and future taxation by whatsoever name it may be described, and whether imposed by the Confederation, or by the cantonal, communal or other public authorities.

(9) Moreover, without prejudice to the exemptions specified above, therof may not be levied on the Bank, its operation or its personnel any taxation other than that of a general character and to which other banking establishments established at Basle or in Switzerland, their operations and their personnel, are not subjected *de facto* and *de jure*.

(10) The Bank, its property and assets and all deposits and other funds entrusted to it shall be immune in time of peace and in time of war from any measure such as expropriation, requisition, seizure, confiscation, prohibition or restriction of gold or currency export, and any other similar measures.

(11) Any dispute between the Swiss Government and the Bank as to the interpretation or application of the present Charter shall be referred to the Arbitral Tribunal provided for by Hague Agreement of January, 1930.

The Swiss Government shall appoint a member to sit on the occasion of such dispute, the President having a casting vote.

In having recourse to the said Tribunal the Parties may nevertheless agree to submit their dispute to the President or to a mem-

du Tribunal choisi comme arbitre unique.

Fait à La Haye, le 20 janvier 1930.

Curtius.
Henri Jaspar.
Paul Hymans.
E. Francqui.
Henri Chéron.
Loucheur.
M. Adatci.
K. Hirota.
Philip Snowden.
A. Mosconi.
A. Pirelli.
Suvich.
G. Bachmann.
W. Burckhardt.
Dr. R. Miescher.

ber of the Tribunal chosen to act as sole Arbiter.

Done at the Hague, the 20th day of January, 1930.

Curtius.
Henri Jaspar.
Philip Snowden.
Paul Hymans.
E. Francqui.
Henri Chéron.
Loucheur.
A. Mosconi.
A. Pirelli.
Suvich.
Adatci.
K. Hirota.
G. Bachmann.
W. Burckhardt.
Dr. R. Miescher.

Annexe.

Statuts de la Banque des Règlements Internationaux.

Chapitre I.

Nom, Siège et Objet.

Article 1.

Il est constitué sous le nom de Banque des Règlements Internationaux (ci-après dénommée „la Banque“) une société anonyme par actions.

Article 2.

Le siège social de la Banque est établi à Bâle, Suisse.

Article 3.

La Banque a pour objet: de favoriser la coopération des banques centrales et de fournier des facilités additionnelles pour les opérations financières internationales; et d'agir comme mandataire (trustee) ou comme agent en ce qui concerne les

Annex.

Statutes of the Bank for International Settlements.

Chapter I.

Name, seat and objects.

Article 1.

There is constituted under the name of the Bank for International Settlements (hereinafter referred to as the Bank) a Company limited by shares.

Article 2.

The registered office of the Bank shall be situated at Basle, Switzerland.

Article 3.

The objects of the Bank are: to promote the cooperation of central banks and to provide additional facilities for international financial operations; and to act as trustee or agent in regard to international financial settlements entrusted to it

règlements financiers internationaux qui lui sont confiés en vertu d'accords passés avec les parties intéressées.

Article 4.

Pendant tout le temps que le Nouveau Plan tel qu'il est défini par l'Accord de La Haye de janvier 1930 (ci-après dénommé „le Plan") sera en vigueur, la Banque:

1° remplira les fonctions qui lui sont assignées par le Plan;

2° dirigera ses affaires en vue de faciliter l'exécution du Plan;

3° observera, dans son administration et ses opérations, les dispositions du Plan;

le tout dans la limite des pouvoirs qui lui sont conférés par les statuts.

Pendant ladite période, la Banque, agissant comme mandataire (trustee) ou comme agent des Gouvernements intéressés, recevra, administrera et distribuera les annuités payées par l'Allemagne en vertu du Plan; elle surveillera et facilitera la commercialisation et la mobilisation de certaines fractions de ces annuités, et rendra, à l'occasion du paiement des réparations allemandes et des règlements internationaux qui s'y rattachent, les services dont il pourra être convenu avec les Gouvernements intéressés.

Chapitre II.

Capital.

Article 5.

Le capital autorisé de la Banque est fixé à cinq cent millions de francs suisses or, équivalent à 145,161,290.32 grammes d'or fin.

Il est divisé en deux cent mille actions, chacune d'égale valeur-or nominale.

under agreements with the parties concerned.

Article 4.

As long as the New Plan as defined in the Hague Agreement of January 1930 (hereinafter referred to as the Plan), is in force, the Bank (I) shall carry out the functions assigned to it in the Plan; (II) shall conduct its affairs with a view to facilitating the execution of the Plan; and (III) shall observe the provisions of the Plan in the administration and operations of the Bank; all within the limits of the powers granted by these Statutes.

During the said period the Bank, as trustee or agent for the Governments concerned, shall receive, administer and distribute the annuities paid by Germany under the Plan; shall supervise and assist in the commercialisation and mobilisation of certain portions of the aforesaid annuities; and shall perform such services in connection with the payment of German Reparations and the international settlements connected therewith as may be agreed upon by the Bank with the Governments concerned.

Chapter II.

Capital.

Article 5.

The authorised capital of the Bank shall be 500 000 000 Swiss gold francs equivalent to 145,161,290.32 gr. fine gold.

It shall be divided into 200,000 shares of equal gold nominal value.

La valeur nominale de chaque action sera exprimée également au recto de chaque titre, en francs suisses et dans la monnaie du pays d'émission, la conversion étant faite sur la base de la parité monétaire de l'or.

Article 6.

La souscription de l'intégralité du capital autorisé ayant été garantie, par quotités égales, par la Banque Nationale de Belgique, la Bank of England, la Banque de France, la Reichsbank, la Banca d'Italia, MM. ... X ... agissant à la place de la Banque du Japon et MM. . . . Y . . . New York, la Banque peut commencer ses opérations dès qu'un minimum de cent douze mille actions est souscrit.

Article 7.

(1) Dans les deux ans qui suivront la constitution de la Banque, le Conseil d'Administration de la Banque (ci-après dénommé „le Conseil") prendra les mesures nécessaires pour la souscription de toute fraction non émise du capital autorisé.

(2) Cette fraction non émise pourra être offerte aux banques centrales ou à d'autres banques des pays qui n'ont pas participé à la souscription primitive. Le choix des pays dans lesquels de telles actions seront mises en souscription et le montant à souscrire dans chaque pays feront l'objet d'une décision du Conseil statuant à la majorité des deux tiers, étant entendu d'une part, que les actions ne pourront être mises en souscription que dans les pays intéressés aux réparations ou dont la monnaie satisfait, de l'avis

The nominal value of each share shall also be expressed on the face of each shave in terms both of Swiss francs and of the currency of the country in which it is issued, converted at the gold mint parity.

Article 6.

The subscription of the total authorised capital having been guaranted in equal parts by the Banque Nationale de Belgique, the Bank of England, the Banque de France, the Reichsbank, the Banca d'Italia, Messrs. X acting in place of the Bank of Japan and Messrs. Y, New York, the Bank may begin business as soon as a minimum of 112,000 shares has been subscribed.

Article 7.

(1) During the two years following incorporation the Board of Directors of the Bank (hereinafter referred to as the Board), shall arrange for the subscription of any unissued portion of the authorised capital.

(2) This unissued portion may be offered to the central bank or other banks of countries which have not participated in the original subscription. The selection of countries in which such shares shall be offered for subscription and the amount to be subscribed in each shall be determined by the Board by a two-thirds majority, provided that offers of shares shall only be made in countries interested in Reparations or in countries whose currencies, in the opinion of the Board, satisfy the practical require-

du Conseil, aux exigences pratiques de l'étalon-or ou de l'étalon de change-or et, d'autre part, que le montant émis dans l'un quelconque de ces pays ne dépassera pas huit mille actions.

(3) Conformément à la garantie donnée par chacun d'eux, les sept établissements bancaires mentionnés à l'Article 6 souscriront ou assureront la souscription, par quotités égales, de toute partie du capital autorisé non souscrit à la fin de la période de deux années.

Article 8.

(1) Les actions ne sont libérées, au moment de la souscription, que de vingt-cinq pour cent de leur valeur nominale. Le solde restant dû peut être appelé ultérieurement en une ou plusieurs fois au choix du Conseil. Les appels de fonds doivent être faits avec un préavis de trois mois.

(2) Si l'actionnaire ne répond pas à l'appel de fonds à l'échéance prévue, le Conseil peut, après avoir donné à cet actionnaire un préavis raisonnable le déclarer déchu de ses droits sur l'action pour laquelle il y a défaut de versement. Cette action pourra être vendue aux conditions et suivant la procédure que le Conseil jugera appropriées, et le Conseil pourra en opérer le transfert au bénéfice de la personne ou de la société à laquelle l'action aura été vendue. Le produit de la vente pourra être encaissé par la Banque, qui versera à l'actionnaire défaillant toute partie du produit net de la vente qui excédera le montant appelé et impayé.

Article 9.

1° Le capital de la Banque peut être augmenté ou réduit sur pro-

ments of the gold or gold exchange standard and that the amount issued in any one of these countries shall not exceed 8,000 shares.

(3) The seven banking institutions mentioned in Article 6 shall, in accordance with their several guarantees, subscribe or arrange for the subscription in equal proportions of any part of the authorised capital which at the end of two years remains unsubscribed.

Article 8.

(1) Twenty-five per cent. only of the value of each share shall be paid up at the time of subscription. The balance may be called up at a later date or dates at the discretion of the Board. Three months' notice shall be given of any such calls.

(2) If a shareholder fails to pay any call on a share on the day appointed for payment thereof the Board may, after giving reasonable notice to such shareholder, forfeit the share in respect of which the call remains unpaid. A forfeited share may be sold on such terms and in such manner as the Board may think fit; and the Board may execute a transfer in favour of the person or corporation to whom the share is sold. The proceeds of sale may be received by the Bank, which will pay to the defaulting shareholder any part of the net proceeds over and above the amount of the call due and unpaid.

Article 9.

(1) The capital of the Bank may be increased or reduced on the pro-

position du Conseil faite à la majorité des deux tiers et adoptée par l'Assemblée Générale, à la majorité des deux tiers.

2° En cas d'augmentation du capital autorisée et d'une nouvelle émission d'actions, la répartition entre pays est fixée par le Conseil statuant à la majorité des deux tiers. Les banques centrales d'Allemagne, d'Angleterre, de Belgique, de France, d'Italie, du Japon et des Etats-Unis d'Amérique, ou tout autre établissement financier de ce dernier pays qui soit acceptable par les banques centrales précitées, ont le droit de souscrire ou d'assurer la souscription, par quotités égales, de cinquante-cinq pour cent au minimum de toute nouvelle émission.

3° Aucune part de l'augmentation de capital non absorbée par les banques de ces sept pays ne peut être souscrite dans d'autres pays que ceux qui sont intéressées au règlement des réparations ou qui ont, au moment de la nouvelle émission, une monnaie qui, de l'avis du Conseil, satisfait aux exigences pratiques de l'étalon-or ou de l'étalon de change-or.

Article 10.

En prenant les dispositions nécessaires pour les souscriptions de capital prévues à l'alinéa 2 de l'Article 7 ou à l'Article 9, le Conseil doit tenir compte de l'intérêt qui s'attache à faire participer à la Banque le plus grand nombre possible de banques centrales.

Article 11.

Il ne peut être émis d'actions au-dessous du pair.

posal of the Board acting by a two-thirds majority and adopted by a two-thirds majority of the General meeting.

(2) In the event of an increase in the authorised capital of the Bank and of a further issue of shares the distribution among countries shall be decided by a two-thirds majority of the Board. The central banks of Belgium, England, France, Germany, Italy, Japan and the United States of America, or some other financial institution of the last named country acceptable to the foregoing central banks, shall be entitled to subscribe or arrange for the subscription in equal proportions of at least 55 per cent, of such additional shares.

(3) No part of the amount not taken by the banks of these seven countries shall be subscribed in any other country unless it is interested in Reparations or at the time of issue its currency, in the opinion of the Board, satisfies the practical requirements of the gold or gold exchange standard.

Article 10.

In extending invitations to subscribe for capital in accordance with Article 7, paragraph 2, or with Article 9, consideration shall be given by the Board to the desirability of associating with the Bank the largest possible number of central banks.

Article 11.

No shares shall be issued below par.

Article 12.

Les actionnaires ne sont tenus de contribuer aux engagements de la Banque qu'à concurrence du montant nominal de leurs actions.

Article 12.

The liability of shareholders is limited to the nominal value of their shares.

Article 13.

Les actions sont nominatives. Leur transfert s'établit par inscription sur les registres de la Banque.

La Banque peut, sans fournir aucun motif, refuser d'accepter toute personne ou société comme cessionnaire d'une action. Elle ne peut pas transférer d'actions sans y avoir été autorisée au préalable par la banque centrale, ou par l'établissement substitué à cette banque, qui a émis ces actions ou par l'intermédiaire duquel ces actions ont été émises.

Article 13.

The shares shall be registered and transferable in the books of the Bank.

The Bank shall be entitled without assigning any reason to decline to accept any person or corporation as the transferee of a share. It shall not transfer shares without the prior consent of the central bank, or the institution acting in lieu of a central bank, by or through whom the shares in question were issued.

Article 14.

Les actions jouissent de droits égaux dans la répartition des bénéfices de la Banque et dans toute distribution d'actifs faites conformément aux Articles 53, 54 et 55 des statuts.

Article 14.

The shares shall carry equal rights to participate in the profits of the Bank and in any distribution of assets under Articles 53, 54 and 55 of the Statutes.

Article 15.

La propriété d'une action de la Banque ne comporte aucun droit de vote ni de représentation aux Assemblées Générales. Les droits de représentation et de vote sont exercés, en proportion du nombre des actions souscrites dans chaque pays, par la banque centrale de ce pays ou par la personne désignée par elle. Si la banque centrale d'un pays quelconque ne désire pas exercer ces droits, ils peuvent l'être par un établissement financier de réputation largement reconnue et de même nationalité, désigné par le Conseil, et contre lequel la banque

Article 15.

The ownership of shares of the Bank carries no right of voting or representation at the General Meeting. The right of representation and of voting, in proportion to the number of shares subscribed in each country, may be exercised by the central bank of that country or by its nominee. Should the central bank of any country not desire to exercise these rights they may be exercised by a financial institution of widely recognised standing and of the same nationality, appointed by the Board, and not objected to by the central bank of the country

centrale du pays en question n'aura pas soulevé d'objections. Dans le cas où il n'existe pas de banque centrale, ces droits peuvent être exercés, si le Conseil le juge opportun, par un établissement financier qualifié du pays en question choisi par le Conseil.

Article 16.

Tout établissement on tout groupe de banques ayant souscrit des actions peut émettre ou faire émettre dans le public les actions souscrits par lui.

Article 17.

Tout établissement ou tout groupe de banques ayant souscrit des actions peut émettre dans le public des certificats en contrepartie des actions qu'il détient. La forme, le libellé et les conditions d'émission de tels certificats sont établis par la banque émettrice, en accord avec le Conseil.

Article 18.

La détention ou la propriété d'actions de la Banque ou de certificats émis en conformité des dispositions de l'Article 17 emporte adhésion aux statuts de la Banque: il sera fait mention du contenu de cet article sur les actions et certificats.

Article 19.

La propriété de l'action s'établit par l'inscription du nom de l'actionnaire sur les registres de la Banque.

Chapitre III.

Pouvoirs de la Banque.

Article 20.

Les opérations de la Banque doivent être conformes à la po-

in question. In cases where there is no central bank, these rights may be exercised, if the Board thinks fit, by an appropriate financial institution of the country in question appointed by the Board.

Article 16.

Any subscribing institution or banking group may issue, or cause to be issued to the public the shares for which it has subscribed.

Article 17.

Any subscribing institution or banking group may issue to the public certificates against shares of the Bank owned by it. The form, details and terms of issue of such certificates shall be determined by the bank issuing them, in agreement with the Board.

Article 18.

The receipt or ownership of shares of the Bank or of certificates issued in accordance with Article 17 implies acceptance of the Statutes of the Bank and a statement to that effect shall be embodied in the text of such shares and certificates.

Article 19.

The registration of the name of a holder of shares in the books of the Bank establishes the title to ownership of the shares so registered.

Chapter III.

Powers of the bank.

Article 20.

The operations of the Bank shall be in conformity with the mone-

litique monétaire des banques centrales des pays intéressés.

Avant qu'une opération financière quelconque sur un marché déterminé ou dans une monnaie déterminée soit entreprise par la Banque ou pour son compte, le Conseil doit donner à la banque centrale ou aux banques centrales directement intéressées, la possibilité de s'y opposer. En cas d'opposition à signifier dans un délai raisonnable que devra fixer le Conseil, l'opération projetée n'aura pas lieu. Une banque centrale peut faire dépendre son agrément de certaines conditions et limiter son autorisation à une opération particulière, ou passer une convention générale en vertu de laquelle la Banque serait autorisée à entreprendre ses opérations dans des conditions déterminées quant au temps, au montant et au caractère des transactions. Cet article ne doit pas être interprété comme exigeant l'autorisation de la banque centrale pour le retrait de son marché des fonds qui y auraient été placés sans opposition de sa part, sauf stipulation contraire de la part de la banque centrale intéressée au moment où a été effectuée l'opération primitive.

Le fait que le Gouverneur d'une banque centrale, ou son suppléant ou tout autre administrateur spécialement autorisé par la banque centrale de son pays pour agir en son nom à cette fin, n'aura pas étant présent à une réunion du Conseil, voté contre la proposition d'une telle opération implique valablement l'assentiment de la banque centrale intéressée.

Si le représentant de la banque centrale en question est absent ou

tary policy of the central banks of the countries concerned.

Before any financial operation is carried out by or on behalf of the Bank on a given market or in a given currency the Board shall afford to the central bank or central banks directly concerned an opportunity to dissent. In the event of disapproval being expressed within such reasonable time as the Board shall specify, the proposed operation shall not take place. A central bank may make its concurrence subject to conditions and may limit its assent to a specific operation, or enter into a general arrangement permitting the Bank to carry on its operations within such limits as to time, character and amount as may be specified. This article shall not be read as requiring the assent of any central bank to the withdrawal from its market of funds to the introduction of which no objection had been raised by it, in the absence of stipulations to the contrary by the Central Bank concerned at he time the original operation was carried out.

Any Governor of a central bank, or his alternate or any other Director specially authorised by the central bank of the country of which he is a national to act on its behalf in this matter, shall, if he is present at the meeting of the Board and does not vote against any such proposed operation, be deemed to have given the valid assent of the central bank in question.

If the representative of the central bank in question is absent or if

si une banque centrale n'est pas directement représentée au Conseil, les mesures nécessaires doivent être prises pour donner à la banque centrale ou aux banques centrales intéressées, la possibilité de s'opposer aux opérations les concernant.

a central bank is not directly represented on the Board, staps shall be taken to afford the central bank or banks concerned an opportunity to express dissent.

Article 21.

Les opérations que la Banque effectue pour son propre compte ne peuvent être entreprises que dans des monnaies qui, de l'avis du Conseil, satisfont à toutes les exigences pratiques de l'étalon-or ou de l'étalon de change-or.

Article 21.

The operations of the Bank for its own account shall only be carried out in currencies which in the opinion of the Board satisfy the practical requirements of the gold or gold exchange standard.

Article 22.

Le Conseil fixe le caractère des opérations que la Banque peut entreprendre.

La Banque peut notamment:

a) acheter et vendre de l'or en pièces ou en lingots pour son propre compte ou pour le compte de banques centrales;
b) avoir de l'or sous dossier pour son propre compte dans les banques centrales;
c) accepter la garde d'or pour le compte de banques centrales;
d) consentir des avances ou emprunter aux banques centrales contre garantie d'or, de lettres de change et d'autres effets négociables à courte échéance de premier ordre, ou d'autres valeur agréées;
e) escompter, réescompter, acheter ou vendre en les endossant ou non des lettres de change, chèques et autres effets à courte échéance de premier ordre, y compris les Bons du Trésor et toutes autres valeurs d'Etat à

Article 22.

The Board shall determine the nature of the operations to be undertaken by the Bank. The Bank may in particular:

a) buy and sell gold coin or bullion for its own account or for the account of central banks;
b) hold gold for its own account under earmark in central banks;
c) accept the custody of gold for the account of central banks;
d) make advances to or borrow from central banks against gold, bills of exchange and other short-term obligations of prime liquidity or other approved securities;
e) discount, rediscount, purchase or sell with or without its endorsement bills of exchange, cheques and other short-term obligations of prime liquidity, including Treasury Bills and other such Government short-

court terme de ce genre, couramment négociables sur le marché;

f) acheter et vendre des devises pour son propre compte ou pour celui de banques centrales;

g) acheter et vendre des valeurs négociables autres que des actions, pour son propre compte ou pour celui de banques centrales;

h) escompter à des banques centrales des effets provenant de leur portefeuille et réescompter auprès des banques centrales des effets provenant de son portefeuille;

i) se faire ouvrir et conserver des comptes courants ou des comptes à terme dans des banques centrales;

j) recevoir:

(i) les dépôts effectués par les banques centrales en compts courants ou en comptes à terme;

(ij) les dépôts résultant des contrats de trust qui pourront être passés entre la Banque et des Gouvernements en matière de règlements internationaux;

(iij) tous autres dépôts qui, de l'avis du Conseil, rentrent dans le cadre des attributions de la Banque.

La Banque peut aussi:

k) agir comme agent ou correspondant de toute banque centrale;

l) s'entendre avec toute banque centrale pour que celle-ci agisse comme son agent ou correspondant. Dans le cas où une banque centrale ne serait pas en mesure de jouer ce rôle ou

term securities as are currently marketable;

f) buy and sell exchange for its own account or for the account of central banks;

g) buy and sell negotiable securities other than shares for its own account or for the account of central banks;

h) discount for central banks bills taken from their portfolio and rediscount with central banks bills taken from its own portfolio;

i) open and maintain current or deposit accounts with central banks;

j) accept:

I) deposits from central banks on current or deposit accounts;

II) deposits in connection with trustee agreements that may be made between the Bank and Governments in connection with international settlements;

III) such other deposits as in the opinion of the Board come within the scope of the Bank's functions.

The Bank may also:

k) act as agent or correspondent of any central bank;

l) arrange with any central bank for the latter to act as its agent or correspondent. If a central bank is unable or unwilling to act in this capacity, the Bank may make other ar-

s'y refuserait, la Banque pourra prendre toutes autres dispositions nécessaires, pourvu que la banque centrale intéressée n'y fasse pas d'objections. Si, dans de telles circonstances, il paraissait opportun que la Banque ouvrit une agence, une décision du Conseil, prise à la majorité des deux tiers, serait nécessaire.

m) passer des accords pour agir comme mandataire (trustee) ou comme agent dans la matière des règlements internationaux, pourvu que de tels accords ne portent pas atteinte aux obligations de la Banque à l'égard de tiers; et exécuter les diverses opérations prévus dans ces accords.

Article 23.

Toute opération que la Banque est autorisée à effectuer avec les banques centrales aux termes de l'Article précédent peut être entreprise avec les banques, banquiers, sociétés ou particuliers de n'importe quel pays; pourvu toutefois que la banque centrale de ce pays n'y fasse pas d'objections.

Article 24.

La Banque peut conclure avec les banques centrales des accords spéciaux pour faciliter entre elles le règlement des transactions internationales.

A cette fin, elle peut accepter de détenir pour le compte de banques centrales de l'or sous dossier transférable sur leur ordre, ouvrir des comptes permettant aux banques centrales de transférer leurs avoirs d'une monnaie à une autre et prendre, dans la limite des pouvoirs conférés à la Banque par les statuts,

rangements, provided that the central bank concerned does not object. If in such circumstances it should be deemed advisable that the Bank should establish its own agency, the sanction of a two-thirds majority of the Board will be required;

m) enter into agreements to act as trustee or agent in connection with international settlements, provided that such agreements shall not encroach on the obligations of the Bank towards third parties; and carry out the various operations laid down therein.

Article 23.

Any of the operations which the Bank is authorised to carry out with central banks under the preceding Article may be carried out with banks, bankers, corporations or individuals of any country provided that the central bank of that country does not object.

Article 24.

The bank may enter into special agreements with central banks to facilitate the settlement of international transactions between them.

For this purpose it may arrange with central banks to have gold earmarked for their account and transferable on their order, to open accounts through which central banks can transfer their assets from one currency to another and to take such other measures as the Board may think advisable within the li-

toutes autres mesures que le Conseil pourrait estimer opportunes. Les principes et les règles du fonctionnement de tels comptes sont établis par le Conseil.

Article 25.

Il est interdit à la Banque:

a) d'émettre des billets payables à vue et au porteur;
b) d'accepter des lettres de change;
c) de faire des avances aux Gouvernements;
d) d'ouvrir des comptes courants au nom des Gouvernements;
e) d'acquérir un intérêt prédominant dans une affaire;
f) sauf dans la mesure indispensable pour la gestion de ses propres affaires, de rester propriétaires d'immeubles plus longtemps qu'il n'est strictement nécessaire pour réaliser avantageusement toute propriété immobilière dont la Banque serait amenée à prendre possession en recouvrement de créances.

Article 26.

La Banque doit être administrée en tenant particulièrement compte de la nécessité de maintenir sa liquidité. A cet effet, elle doit conserver des actifs répondant aux conditions d'échéances et au caractère de ses engagements. Ses actifs liquides à court terme peuvent comprendre des billets de banque, des chèques payables à vue tirés sur des banques de premier ordre, des effets à l'encaissement, des dépôts à vue ou à court préavis dans des banques de premier ordre et des lettres de change de premier ordre à quatre-vingt-dix jours d'échéance au maxi-

mits of the powers granted by these Statutes. The principles and rules governing such accounts shall be fixed by the Board.

Article 25.

The Bank may not:

a) issue notes payable at sight to bearer;
b) „accept“ bills of exchange;
c) make advances to Governments;
d) open current accounts in the name of Governments;
e) acquire a predominant interest in any business concern;
f) except so far as is necessary for the conduct of its own business, remain the owner of real property for any longer period than is required in order to realise to proper advantage such real property as may come into the possession of the Bank in satisfaction of claims due to it.

Article 26.

The Bank shall be administered with particular regard to maintaining its liquidity, and for this purpose shall retain assets appropriate to the maturity and character of its liabilities. Its short-term liquid assets may include bank notes, cheques payable at sight drawn on first class banks, claims in course of collection, deposits at sight or at short notice in first class banks, and prime bills of exchange of not more than ninety days usance, of a kind usually accepted for rediscount by central banks.

mum, telles qu'elles sont couramment acceptées au réescompte par les banques centrales.

La proportion des actifs de la Banque pouvant être conservés dans une monnaie donnée est déterminée par le Conseil en tenant dûment compte des engagements de la Banque.

The proportion of the Bank's assets held in any given currency shall be determined by the Board with due regard to the liabilities of the Bank.

Chapitre IV.

Administration.

Article 27.

L'administration de la Banque appartient au Conseil.

Article 28.

Le Conseil est composé de la façon suivante:

1° Les Gouverneurs en exercice de chacune des banques centrales d'Allemagne, de Belgique, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie, du Japon et des Etats-Unis d'Amérique (ci-après dénommés „administrateurs d'office") ou, si l'un quelconque d'entre ces Gouverneurs ne veut ou ne peut accepter ces fonctions, la personne désignée par lui (ci-après dénommée „substitut").

La durée des fonctions d'un substitut est laissée à la discrétion du Gouverneur qui l'a nommé, mais elles prennent fin, en tous cas, lorsque ce Gouverneur cesse d'exercer lui-même ses fonctions.

Tout administrateur d'office peut nommer comme suppléant une persone qui aura le droit d'assister aux réunions du Conseil et d'y exercer les fonctions d'administrateurs si le Gouverneur ne peut y assister en personne.

Chapter IV.

Management.

Article 27.

The administration of the Bank shall be vested in the Board.

Article 28.

The Board shall be composed as follows:

1) The Governors for the time being of the central banks of Belgium, France, Germany, Great Britain, Italy, Japan and the United States of America (hereinafter refered to as *ex officio* Directors), or if any of the said Governors are unwilling or unable to hold office, their respective nominees (hereinafter referred to as substitute nominees).

The tenure of office of a substitute nominee shall be within the discretion of the Governor by whom he is appointed, but shall terminate in any case when that Governor vacates office.

Any *ex officio* Director may appoint one person as his alternate who shall be entitled to attend and exercise the powers of a Director at meetings of the Board if the Governor himself is unable to be present.

2° Sept personnes représentant la finance, l'industrie ou le commerce, nommée chacune par un des Gouverneurs des banques centrales mentionnées à l'alinéa (1) et de la même nationalité que le Gouverneur qui les nomme.

Pendant la durée de l'obligation de l'Allemagne de payer des annuités de réparations, deux personnes respectivement de nationalité française et allemande, représentant l'industrie ou le commerce, nommées respectivement par les Gouverneurs de la Banque de France et de la Reichsbank, si ceux-ci le désirent.

Si pour une raison quelconque, le Gouverneur d'un quelconque des sept établissements ci-dessus désignés ne peut ou ne veut remplir lui-même les fonctions d'administrateur ou nommer un substitut conformément aux stipulations de l'alinéa (1) ni procéder à la nomination prévue à l'alinéa (2), les Gouverneurs des autres institutions précitées, ou la majorité d'entre eux, peuvent inviter à devenir membres du Conseil deux nationaux du pays dont ce Gouverneur est ressortissant, et contre le choix desquels la banque centrale du pays en question ne soulève pas d'objections.

Les administrateurs nommés comme dit ci-dessus, autres que les administrateurs d'office ou leur substitut, exercent leur mandat pendant trois ans, mais sont rééligibles.

3° Neuf personnes aux maximum

2) Seven persons representative of finance, industry or commerce, appointed one each by the Governors of the central banks mentioned in subclause (1), and being of the same nationality as the Governor who appoints him.

During the continuance of the liability of Germany to pay Reparation annuities two persons of French and German nationality respectively, representative of industry or commerce, appointed by the Governors of the Bank of France and of the Reichsbank respectively, if they so desire.

If for any reason the Governor of any of the seven institutions above mentioned is unable or unwilling to serve as Director, or to appoint a substitute nominee under sub-clause (1), or to make an appointment under sub-clause (2). the Governors of the other institutions referred to or a majority of them may invite to become members of the Board two nationals of the country of the Governor in question, not objected to by the central bank of that country.

Directors appointed as aforesaid, other than *ex officio* Directors or their substitute nominees, shall hold office for three years but shall be eligible for reappointment.

3) Note more then nine persons

élues suivant la procédure suivante:

Le Gouverneur de la banque centrale de chacun des pays, autres que ceux indiqués dans l'alinéa (1) dans lequel il a été souscrit des actions au moment de la constitution de la Banque a le droit de proposer une liste de quatre candidats de sa nationalité aux postes d'administrateurs, laquelle liste peut comprendre son propre nom. Deux des candidats sur chaque liste doivent être des représentants de la finance et les deux autres des représentants de l'industrie ou du commerce. Sur les listes ainsi établies, le Conseil peut élire, à la majorité des deux tiers, au maximum neuf personnes.

Les administrateurs ainsi élus sont répartis par tirage au sort en trois groupes, autant que possible de nombre égal; un de ces groupes se retire à la fin du premier exercice financier de la Banque, un autre à la fin du deuxième, le troisième à la fin du troisième exercice. Les administrateurs qui se retirent peuvent être réélus.

A la première réunion des administrateurs qui aura lieu au cours du deuxième exercice et des exercices suivants, le Conseil peut élire, à la majorité des deux tiers, trois administrateurs au maximum sur une liste générale de candidats groupant les listes de personnes ayant des titres analogues à ceux qui sont prévus pour la première élection. Les Gouverneurs bes banques centrales de

to be elected by the following procedure:

The Governor of the central bank of every country, other than those mentioned in subclause (1), in which capital has been subscribed at the time of incorporation shall be entitled to submit a list of four candidates of his own nationality for directorship, which may include his own name. Two of the candidates on each list shall be representative of finance, and the other two of industry or commerce. From these lists the Board may elect, by a two-thirds majority, not more than nine persons.

The Directors so elected shall be divided by lot into three groups, as nearly as may be equal in number, of which one group shall retire at the end of the first, one at the end of the second, and one at the end of the third financial year of the Bank. The retiring Directors shall be eligible for re-election.

At the first meeting of Directors in the second and succeeding financial years the Board may elect by a two-thirds majority not more than three Directors from a panel of candidates composed of lists of persons with similar qualifications to those specified in connection with the first election. The Governors of the central banks of every country, other than those mentioned in sub-clause (1), in which capital has at the date of such meet-

tous les pays, autres que ceux indiqués dans l'alinéa (1), dans lesquels des actions auront été souscrites à la date de cette réunion, ont le droit de soumettre une liste de quatre personnes dont les noms seront portés sur la liste générale. Les administrateurs ainsi élus restent en fonctions pendant trois ans; mais ils peuvent être réélus.

Si, dans l'un quelconque des pays visés au précédent alinéa, il n'y a pas de banque centrale, le Conseil, statuant à la majorité des deux tiers, peut désigner un établissement financier qualifié pour exercer le droit de présenter une liste de candidats à l'élection.

Article 29.

En cas de vacance d'un poste au Conseil pour toute autre raison que l'échéance du terme des fonctions fixée à l'Article précédent, il est pourvu à cette vacance conformément à la procédure suivie pour le choix du membre à remplacer. S'il s'agit d'administrateurs autres que les administrateurs d'office, le nouvel administrateur ne reste en fonctions que jusqu'à la date d'expiration du mandat de son prédécesseur. Il peut toutefois être réélu à l'expiration de ce mandat.

Article 30.

Les administrateurs doivent avoir leur résidence habituelle en Europe ou être en mesure d'assister régulièrement aux réunions du Conseil.

Article 31.

Ne peut être nommé ni demeurer administrateur aucun membre ou

ing been subcribed shall be entitled to submit a list of four persons to be included in the panel. Directors so elected shall hold office for three years, but shall be eligible for re-election.

If in any of the countries referred to in the preceding paragraph there is no central bank, the Board by a two-thirds majority may nominate an appropriate financial institution to exercise the right of submitting a list of candidates for election.

Article 29.

In the event of a vacancy occurring on the Board for any reason other than the termination of a period of office in accordance with the preceding Article the vacancy shall be filled in accordance with the procedure by which the member to be replaced was selected. In the case of Directors other than *ex officio* Directors, the new Director shall hold office for the unexpired period only of his predecessors's term of office. He shall, however, be eligible for re-election at the expiration of that term.

Article 30.

Directors must be ordinarily resident in Europe or in a position to attend regularly at meetings of the Board.

Article 31.

No person shall be appointed or hold office as a Director who is a

fonctionnaire d'un gouvernement ni aucun membre d'un corps législatif, à moins qu'il ne soit Gouverneur d'une banque centrale.

Article 32.

Les séances du Conseil doivent être tenues au moins dix fois par an. Quatre de ces séances au moins doivent avoir lieu au siège social de la Banque.

Article 33.

Tout membre du Conseil qui n'est pas présent en personne à une séance du Conseil peut donner à tout autre membre une procuration l'autorisant à voter en son nom à cette séance.

Article 34.

Sauf dispositons contraires des statuts, les décisions du Conseil sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés par procuration. En cas d'egalité des voix, la voix du Président est prépondérante.

Le Conseil ne peut délibérer valablement que s'il réunit un quorum. Ce quorum sera fixé par un règlement qui doit être adopté par le Conseil à la majorité des deux tiers.

Article 35.

Les membres du Conseil peuvent recevoir, outre leurs frais de déplacement, un jeton de présence et une rémunération (ou l'un ou l'autre) dont le montant est fixé par le Conseil sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale.

Article 36.

Les délibérations du Conseil sont résumées dans des compte-rendus signés par le Président.

member of an official of a Government or a member of a legislative body, unless he is the Governor of a central bank.

Article 32.

Meetings of the Board shall be held not less than ten times a year. At least four of these shall be held at the registered office of the Bank.

Article 33.

A member of the Beord who is not present in person at a meeting of Directors may give a proxy to any other member authorising him to vote at that meeting on his behalf.

Article 34.

Unless otherwise provided by the Statutes, decisions of the Board shall be taken by a simple majority of those present or represented by proxy. In the case of an equality of votes, the Chairman shall have a second or casting vote.

The Board shall not be competent to act unless a quorum of Directors is present. This quorum shall be laid down in a regulation adopted by a two-thirds majority of the Board.

Article 35.

The members of the Board may receive, in addition to out-of-pocket expenses, a fee for attendance at meetings and/or a remuneration, the amounts of which will be fixed by the Board, subject to the approval of the General Meeting.

Article 36.

The proceedings of the Board shall be summarised in minutes which shall be signed by the Chairman.

Les copies ou les extraits de ces compte-rendus doivent, aux fins de production en justice, être certifiés par le Directeur Général de la Banque.

Un procès-verbal des décisions prises à chaque réunion doit être envoyé dans les huit jours qui suivent la réunion à chacun des membres du Conseil.

Article 37.

Le Conseil représente la Banque vis-à-vis des tiers et a seul le droit de contracter des engagements au nom de la Banque. Il peut, néanmoins, déléguer ce droit à un ou plusieurs des membres du Conseil ou du personnel permanent de la Banque, à condition de spécifier les pouvoirs de chacune des personnes auxquelles il délègue ce droit.

Article 38.

La Banque est valablement engagée vis-à-vis des tiers soit par la signature du Président, soit par deux signatures de membres du Conseil ou de membres du personnel qui ont été dûment autorisés par le Conseil à signer en son nom.

Article 39.

Le Conseil élit parmi ses membres un Président et un ou plusieurs Vice-Présidents; l'un de ceux-ci préside les séances en l'absence du Président.

Le Président du Conseil est Président de la Banque.

Il est nommé pour trois ans et est rééligible.

Sous réserve de l'autorité du Conseil, le Président exécute la

Copies of or extracts from these minutes for the purpose of production in a Court of Justice must be certified by the General Manager of the Bank.

A record of decisions taken at each meeting shall be sent within eight days of the meeting to every member.

Article 37.

The Board shall represent the Bank in its dealings with third parties and shall have the exclusive right of entering into engagements on behalf of the Bank. It may however delegate this right to a member or members of the Board or of the permanent staff of the Bank, provided that it defines the powers of each person to whom it delegates this right.

Article 38.

The Bank shall be legally committed vis-à-vis third parties by the signature of the President or by two signatures either of members of the Board or of members of the staff who have been duly authorised by the Board to sign on its behalf.

Article 39.

The Board shall elect from among its members a Chairman and one or more Vice-Chairman, one of whom shall preside at meetings of the Board in the absence of the Chairman.

The Chairman of the Board shall be President of the Bank.

He shall hold office for three years and shall be eligible for re-election.

Subject to the authority of the Board, the President will carry out

politique de la Banque et en dirige l'administration.

Il ne peut remplir d'autres fonctions qui, de l'avis du Conseil, pourraient le gêner dans l'exercice de ses fonctions de Président.

Article 40.

La séance du Conseil, au cours de laquelle est élu le Président, est présidée par le plus âgé des membres présents du Conseil.

Article 41.

Le Conseil, sur la proposition du Président, nomme un Directeur Général. Celui-ci est responsable vis-à-vis du Président des opérations de la Banque; il est le chef du personnel.

Les Chefs de Service, ainsi que les autres fonctionnaires occupant un rang analogue, sont nommés par le Conseil sur la proposition du Président après avis du Directeur Général.

Les autres membres du personnel sont nommés par le Directeur Général avec l'approbation du Président.

Article 42.

Le Conseil établit la division de la Banque en services.

Article 43.

Le Conseil peut, s'il le juge utile, désigner certains de ses membres pour constituer un Comité Exécutif qui assistera le Président dans l'administration de la Banque.

Le Président est membre de ce Comité, qu'il préside d'office.

Article 44.

Le Conseil peut constituer des Comités Consultatifs dont les mem-

the policy and control the administration of the Bank.

He shall not hold any other office which, in the judgment of the Board, might interfere with his duties as President.

Article 40.

At the meeting of the Board at which the election of a Chairman is to take place, the Chair shall be taken by the oldest member of the Board present.

Article 41.

A General Manager shall be appointed by the Board on the proposal of the President. He will be responsible to the President for the operations of the Bank and will be the chief of its operating staff.

The Heads of Departments, and any other officers of similar rank, shall be appointed by the Board on recommendations made by the President after consultation with the General Manager.

The remainder of the staff shall be appointed by the General Manager with the approval of the President.

Article 42.

The departmental organisation of the Bank shall be determined by the Board.

Article 43.

The Board may, if it thinks fit, appoint from among its members an Executive Committee to assist the President in the administration of the Bank.

The President shall be a member and ex officio Chairman of this Committee.

Article 44.

The Board may appoint advisory committees chosen wholly or partly

bres peuvent, en totalité ou en partie, être choisis parmi des personnes étrangères à la direction de la Banque.

Article 45.

Pendant tout le temps que le Plan sera en vigueur, le Conseil sur réception de l'avis mentionné au Plan, convoquera le Comité Consultatif Spécial qui y est prévu.

Chapitre V.

Assemblée Générale.

Article 46.

Peuvent assister aux Assemblées Générales de la Banque les personnes désignées par les banques centrales ou par les autres établissements financiers visés à l'Article 15.

Le droit de vote est réparti proportionnellement au nombre des actions souscrites dans le pays de chaque établissement représenté à l'assemblée.

Le Président du Conseil, ou, en son absence, un Vice-Président, préside les Assemblées Générales.

Ceux qui ont le droit d'être représentés aux Assemblées Générales devront être avertis des réunions avec un préavis d'au moins trois semaines.

L'Assemblée Générale fixe sa propre procédure, dans les limites des dispositions des statuts.

Article 47.

L'Assemblée Générale ordinaire doit se réunir au cours des trois mois suivant la fin de l'exercice social de la Banque, à la date que fixe le Conseil.

La réunion a lieu au siège social de la Banque.

from persons not concerned in the Bank's management.

Article 45.

As long as the Plan is in force, the Board shall convene the Special Advisory Committee referred to in the Plan, upon receipt of the notice therein provided for.

Chapter V.

General Meeting.

Article 46.

General Meetings of the Bank may be attended by nominees of the central banks or other financial institutions referred to in Article 15.

Voting rights shall be in proportion to the number of shares subscribed in the country of each institution represented at the meeting.

The Chair shall be taken at General Meetings by the Chairman of the Board or in his absence by a Vice-Chairman.

At least three weeks' notice of General Meetings shall be given to those entitled to be represented.

Subject to the provisions of these Statutes, the General Meeting shall decide upon its own procedure.

Article 47.

Within three months after the end of each financial year of the Bank, an Annual General Meeting shall be held upon such date as the Board may decide.

The meeting shall take place at the registered office of the Bank.

Le vote par procuration sera permis dans les conditions qui pourront être établiés à l'avance par le Conseil dans un règlement.

Article 48.

L'Assemblée Générale ordinaire a compétence pour:

a) approuver le rapport annuel, le bilan annuel sur le rapport fait par les commissaires-vérificateurs, et le compte de profits et pertes, et tous les changements proposés au sujet des rémunérations, jetons de présence ou frais des membres du Conseil;
b) décider les affectations aux réserves et aux fonds spéciaux, et se prononcer sur la déclaration d'un dividende et son montant;
c) nommer les commissaires-vérificateurs pour l'année suivante et fixer leur rémunération; et
d) décharger les membres du Conseil de toute responsabilité individuelle en ce qui concerne l'exercice social écoulé.

Article 49.

Les Assemblées Générales extraordinaires sont convoquées pour statuer sur toute proposition du Conseil concernant:

a) les modifications aux statuts;
b) l'augmentation ou la réduction du capital de la Banque;
c) la liquidation de la Banque.

Chapitre VI.

Comptes et Bénéfices.

Article 50.

L'exercice social de la Banque commence le 1er avril et se termine le 31 mars. Le premier exercice social se termine le 31 mars 1931.

Voting by proxy will be permitted in such manner as the Board may have provided in advance by regulation.

Article 48.

The Annual General Meeting shall be invited:

(a) to approve the Annual Report, the Balance-Sheet upon the Report of the Auditors, and the Profit and Loss Account, and any proposed changes in the remuneration, fees or allowances of the members of the Board;
(b) to make appropriations to Reserve and to special funds; and to consider the declaration of a dividend and its amount;
(c) to elect the auditors for the ensuing year and to fix their remuneration; and
(d) to discharge the Board from all personal responsibility in respect of the past financial year.

Article 49.

Extraordinary General Meetings shall be summoned to decide upon any proposals of the Board:

(a) to amend the Statutes;
(b) to increase or decrease the capital of the Bank;
(c) to liquidate the Bank.

Chapter V.

Accounts and profits.

Article 50.

The financial year of the Bank will begin on 1st April and end on 31st March. The first financial period will end on 31st March, 1931.

Article 51.

La Banque publie un rapport annuel et, au moins une fois par mois une situation de ses comptes, dans la forme prescrite par le Conseil.

Le Conseil prend les mesures nécessaires pour qu'un compte de profits et pertes et un bilan de la Banque, se rapportant à chaque exercice social, soient établis en temps voulu pour être soumis à l'Assemblée Générale ordinaire.

Article 52.

Les comptes et le bilan doivent être vérifiés par des commissaires-vérificateurs indépendants. Les commissaires-vérificateurs ont pleins pouvoirs pour examiner tous les livres et comptes de la Banque et pour demander des renseignements complets sur toutes ses opérations. Les commissaires-vérificateurs doivent soumettre un rapport au Conseil et à l'Assemblée Générale, et indiquer dans leur rapport:

a) s'ils ont obtenu ou non toutes les informations et toutes les explications qu'ils ont demandés; et
b) si, à leur avis, le bilan analysé dans le rapport est établi de manière à donner une vue exacte et correcte de l'état des affaires de la Banque, tel que celui-ci ressort de l'examen des livres de la Banque et pour autant qu'ils puissent en juger d'après les renseignements dont ils disposent et les explications qui leur ont été données.

Article 53.

Les bénéfices nets annuels de la Banque sont répartis de la manière suivante:

Article 51.

The Bank shall publish an Annual Report, and at least once a month a Statement of Account in such form as the Board may prescribe.

The Board shall cause to be prepared a Profit and Loss Account and Balance Sheet of the Bank for each financial year in time for submissions to the Annual General Meeting.

Article 52.

The Account and Balance Sheet shall be audited by independent auditors. The auditors shall have full power to examine all books and accounts of the Bank and to require full information as to all its transactions. The auditors shall report to the Board and to the General Meeting and shall state in their Report:

(a) whether or not they have obtained all the information and explanations they have required; and
(b) whether, in their opinion, the Balance Sheet dealt with in the Report is properly drawn up so as to exhibit a true and correct view of the state of the Bank's affairs according to the best of their information and the explanations given to them, and as shown by the books of the Bank.

Article 53.

The yearly net profits of the Bank shall be applied as follows:

a) cinq pour cent de ces bénéfices nets, ou telle fraction de cinq pour cent qui pourra être nécessaire à cet effet, sont portés à un Fonds de Réserve appelé Fonds de Réserve Légale, jusqu'à ce que ce fonds atteigne un montant égal en valeur à dix pour cent du montant du capital de la Banque effectivement versé;

b) les bénéfices nets sont appliqués ensuite au paiement d'un dividende jusqu'à concurrence de six pour cent par an sur le capital versé de la Banque. Ce dividende sera cumulatif (c'est-à-dire que l'actionnaire aura droit au paiement des arriérés de dividendes avant toute autre distribution de bénéfices sous forme de dividende);

c) sur le solde de ces bénéfices nets, s'il y en a un, vingt pour cent sont versés aux actionnaires jusqu'à concurrence d'un dividende supplémentaire non cumulatif de six pour cent au maximum, étant entendu que le Conseil peut, toute année, retenir tout ou partie de ce versement supplémentaire, et en porter le montant au crédit d'un fonds spécial de réserve de dividendes, destiné à assurer le paiement du dividende de six pour cent cumulatif prévu à l'alinéa précédent, ou à être réparti ultérieurement entre les actionnaires;

d) une fois effectués les prélèvements indiqués ci-dessus, la moitié des bénéfices nets annuels restants sera versée au Fonds de Réserve Générale de la Banque, jusqu'à ce que ce

(a) five per cent. of such net profits, or such proportion of five per cent. as may be required for the purpose, shall be paid to a reserve fund called the Legal Reserve Fund until that Fund reaches an amount equal in value to ten per cent. of the amount of the paid-up capital of the Bank for the time being;

(b) thereafter such net profits shall be applied in or towards the payment of a dividend of six per cent. per annum on the amount of the paid-up capital of the Bank. This dividend shall be cumulative;

(c) as to the residue (if any) of such net profits twenty per cent. shall be paid to the shareholders until a maximum further dividend of six per cent. (which shall be non-cumulative) is reached, provided that the Board may in any year withhold all or any part of this additional payment and place it to the credit of a special dividend reserve fund for use in maintaining the cumulative six per cent. dividend provided for in the preceding paragraph or for subsequent distribution to the shareholders;

(d) after making provision for the foregoing, onehalf of the yearly net profits then remaining shall be paid into the General Reserve Fund of the Bank until it equals the paid-up capital.

fonds atteigne le montant du capital versé; à partir de ce moment, quarante pour cent seront versés au Fonds de Réserve Générale, jusqu'à ce que le fonds atteigne le double du capital versé; la proportion sera alors ramenée à trente pour cent jusqu'à ce que le fonds atteigne le triple du capital versé, à vingt pour cent jusqu'à ce que le fonds atteigne le quadruple du capital versé et à dix pour cent jusqu'à ce que le fonds atteigne le quintuple du capital versé; et, à partir de ce moment, elle sera de cinq pour cent sans limitation.

Au cas où, par suite de pertes ou d'une augmentation du capital versé, le Fonds de Réserve Générale tomberait au-dessous des montants prévus ci-dessus, après les avoirs atteints, les pourcentages appropriés seront prélevés à nouveau sur les bénéfices nets annuels jusqu'à ce que la situation soit rétablie.

e) Pendant tout le temps que le Plan sera en vigueur tout solde des bénéfices nets, une fois effectués les prévèlements prévus ci-dessus, sera distribué de la manière suivante:

i) soixante-quinze pour cent seront attribués aux Gouvernements ou aux banques centrales d'Allemagne et des pays ayant droit à une part dans les annuités payables en vertu du Plan qui auront laissé à la Banque des dépôts à terme ne pouvant être retirés qu'après au moins cinq ans de date, ou

Thereafter forty per cent. shall be so applied until the General Reserve Fund equals twice the paid-up capital; thirty per cent. until it equals three times the paid-up capital; twenty per cent. until it equals four times the paid-up capital; ten per cent. until it equals five times the paid-up capital; and from that point onward, five per cent.

In case the General Reserve Fund, by reason of losses or by reason of an increase in the paid-up capital, falls below the amounts provided for above after having once attained them, the appropriate proportion of the yearly net profits shall again be applied until the position is restored.

(e) As long as the Plan is in force any remainder of the net profits after meeting the foregoing requirements shall be disposed of as follows:

(I) as to seventy-five per cent. to such of the Governments or central banks of Germany and the countries entitled to share in the annuities payable under the Plan, as have maintained time deposits at the Bank subject to withdrawal in not less than five years from the time of deposit

après quatre ans sur préavis d'au moins une année. Cette somme sera répartie chaque année proportionnellement au chiffre des dépôts laissés respectivement à la Banque par les Gouvernements ou les banques centrales en question. Le Conseil aura le droit de fixer le dépôt minimum donnant droit à cette répartition.

ii) vingt-cinq pour cent comme suit:

si le Gouvernement Allemand décide de faire à la Banque un dépôt à long terme remboursable seulement dans les conditions spécifiées à l'alinéa (i) et s'élevant au minimum à quatre cents millions de Reichsmarks, lesdits vingt-cinq pour cent seront attribués à un Fonds Spécial qui servira à aider l'Allemagne à payer les vingt-deux dernières annuités prévues au Plan.

Si le Gouvernement Allemand décide de faire un dépôt à long terme de ce genre pour une somme inférieure à quatre cents millions de Reichsmarks, la part du Gouvernement Allemand sera réduite proportionnellement et le solde sera ajouté aux soixante-quinze pour cent mentionnés à l'alinéa (i) ci-dessus.

Si le Gouvernement Allemand décide de ne faire aucun dépôt à long terme

or after four years on not less than one year's notice. This sum shall be distributed annually in proportion to the size of the deposits maintained by the respective Governments or central banks in question. The Board shall have the power to determine the minimum deposit which would justify the distribution provided for;

(II) as to twenty-five per cent. as follows.

If the German Government elects to make a long-term deposit with the Bank withdrawable only on the terms specified under sub-clause (I) above and amounting to the minimum sum of 400 000 000 Reichsmarks, the said twenty-five per cent. shall go into a Special Fund, to be used to aid Germany in paying the last twenty-two annuities provided for in the Plan.

If the German Government elects to make such long-term deposit amounting to a sum below 400 000 000 Reichsmarks, the participation of the German Government shall be reduced in proportion, and the balance shall be added to the seventy-five per cent. referred to in sub-clause (I) above.

If the German Government elects not to make any such long-term de-

de ce genre, lesdits vingt-cinq pour cent seront répartis comme il est prévu à l'alinéa (i) ci-dessus.

Le Fonds Spécial prévu ci-dessus est productif d'intérêts composés calculés annuellement au taux courant maximum payé par la Banque sur les dépôts à terme.

Si le Fonds Spécial dépasse le montant nécessaire au paiement des vingt-deux dernières annuités, le solde en sera réparti entre les Gouvernements créanciers, ainsi qu'il est prévu au Plan.

f) à l'expiration de la période mentionnée au premier paragraphe de l'alinéa (e), l'affectation du solde des bénéfices nets auquel se réfère l'alinéa (e) sera décidée par l'Assemblée Générale sur la proposition du Conseil.

Article 54.

Fonds de Réserve.

Le Fonds de Réserve Générale servira à couvrir toutes les pertes subies par la Banque. En cas d'insuffisance il sera loisible de recourir au Fonds de Réserve Légale prévu à l'Article 53 (a).

En cas de liquidation, après règlement des obligations de la Banque et des frais de liquidation, ces fonds de réserve seront répartis entre les actionnaires.

posit, the said twenty-five per cent. shall be distributed as provided in sub-clause (I) above.

The Special Fund referred to above shall carry compound interest, reckoned on an annual basis, at the maximum current rate paid by the Bank on time deposits.

If the Special Fund should exceed the amount required to pay the last twenty-two annuities, the balance shall be distributed among the creditor Governments as provided for in the Plan.

(f) At the expiration of the period referred to in the first paragraph of sub-clause (e) the disposal of the remainder of the net profits referred to in sub-clause (e) shall be determined by the General Meeting on the proposal of the Board.

Article 54.

Reserve funds.

The General Reserve Fund shall be available for meeting any losses incurred by the Bank. In case it is not adequate for this purpose, recourse may be had to the Legal Reserve Fund provided for in Article 53 (a).

These reserve funds, in the event of liquidation, and after the discharge of the liabilities of the Bank and the costs of liquidation, shall be divided among the shareholders.

Chapitre VII.

Dispositions Générales.

Article 55.

La Banque ne peut être liquidée que par une décision de l'Assemblée Générale prise à la majorité des trois quarts. En aucun cas la Banque ne peut être liquidée tant qu'elle ne se sera pas acquittée de la totalité des obligations assumées par elle conformément au Plan.

Article 56.

1° Si un différend vient à s'élever quant à l'interprétation ou à l'application des statuts de la Banque, soit entre la Banque, d'une part, et telle banque centrale, établissement financier ou autre banque visé aux statuts, d'autre part, soit entre la Banque et ses actionnaires, ce différend sera soumis, pour décision définitive, au Tribunal prévu par l'Accord de la Haye de janvier 1930.

2° Faute d'accord sur les termes du compromis, chacune des parties au différend visé au présent Article pourra saisir le Tribunal qui statuera, fût-ce par défaut, sur toute question, y compris celles relatives à l'étendue de sa compétence.

3° Avant toute décision finale, et sans préjuger du fond, le Président du Tribunal, ou, en cas d'empêchement de sa part dans un cas quelconque, tout autre membre désigné par lui d'urgence, pourra, sur requête de la partie la plus diligente, ordonner des mesures conservatoires provisoires au bénéfice des parties.

Chapter VII.

General Provisions.

Article 55.

The Bank may not be liquidated except by a three fourths majority of the General Meeting. It shall not in any case be liquidated before it has discharged all the obligations which it has assumed under the Plan.

Article 56.

(1) If any dispute shall arise between the Bank, on the one side, and any central bank, financial institution, or other bank referred to in the present Statutes, on the other side, or between the Bank and its shareholders, with regard to the interpretation or application of the Statutes of the Bank, the same shall be referred for final decision to the Tribunal provided for by the Hague Agreement of January, 1930.

(2) In the absence of agreement as to the terms of submission either party to a dispute under this Article may refer the same to the Tribunal, which shall have power to decide all questions (including the question of its own jurisdiction) even in default of appearance by the other party.

(3) Before giving a final decision and without prejudice to the questions at issue, the President of the Tribunal, or, if he is unable to act in any case, a member of the Tribunal to be designated by him forthwith, may, on the request of the first party applying therefore, order any appropriate provisional measures in order to safeguard the respective rights of the parties.

4° Les dispositions qui précèdent ne portent pas atteinte au droit des parties de désigner, d'un commun accord, à l'occasion d'un de ces différends, comme arbitre unique, le Président ou l'un des membres dudit Tribunal.

Article 57.

Pour tous les cas qui ne sont pas prévus à l'Article précédent, ou pour lesquels d'autres dispositions d'arbitrage n'ont pas été prises, la Banque pourra ester en justice et être assignée devant toute juridiction compétente.

Article 58.

Aux fins des statuts, il faut entendre:

1° par banque centrale, la banque chargée dans un pays de la mission de régler le volume de la circulation monétaire et du crédit dans ce pays; ou, dans le cas où un groupement de banques est chargé d'une telle mission, la banque faisant partie de ce groupement qui a son siège et qui opère dans le marché financier principal du pays en question;

2° par Gouverneur d'une banque centrale, la personne qui, sous l'autorité de son Conseil d'Administration ou de tel autre pouvoir compétent, dirige la politique et l'administration de la banque;

3° par majorité des deux tiers du Conseil, au moins les deux tiers des voix de la totalité du Conseil (que les votes soient émis en personne ou par procuration).

(4) The provisions of this Article shall not prejudice the right of the parties to a dispute to refer the same by common consent to the President or a member of the Tribunal as sole arbitrator.

Article 57.

In all cases not covered by the preceding Article, or by some other provision for arbitration, the Bank may proceed or be proceeded against in any court of competent jurisdiction.

Article 58.

For the purposes of these Statutes:

(1) Central bank means the bank in any country to which has been entrusted the duty of regulating the volume of currency and credit in that country; or, where a banking system has been so entrusted, the bank forming part of such system which is situated and operating in the principal financial market of that country.

(2) The Governor of a central bank means the person who subject to the control of his Board or other competent authority, has the direction of the policy and administration of the Bank.

(3) A two-thirds majority of the Board means not less than two-thirds of the votes (whether given in person or by proxy) of the whole directorate.

Article 59.

Des modifications à tous les articles des statuts, à l'exception des articles énumérés à l'Article 60, peuvent être proposées à l'Assemblée Générale par le Conseil, statuant à la majorité des deux tiers. Si ces modifications sont adoptées par la majorité de l'Assemblée Générale, elles entrent en vigueur, pourvu qu'elles ne soient pas incompatibles avec les dispositions des articles énumérés à l'Article 60.

Article 60.

Les Articles 2, 3, 4, 9, 15, 20, 25, 28, 46, 53, 56, 59 et 60 ne peuvent être modifiés que dans les conditions suivantes: la modification doit être adoptée par une majorité des deux tiers du Conseil, approuvée par la majorité de l'Assemblée Générale et sanctionnée par une loi additionnelle à la Charte de la Banque.

Article 59.

Amendments of any Articles of these Statutes other than those enumerated in Article 60 may be proposed by a two-thirds majority of the Board to the General Meeting and if adopted by a majority of the General Meeting shall come into force, provided that such amendments are not inconsistent with the provisions of the Articles enumerated in Article 60.

Article 60.

Articles 2, 3, 4, 9, 15, 20, 25, 28, 46, 53, 56, 59 and 60 cannot be amended except subject to the following conditions: the amendmend must be adopted by a two-thirds majority of the Board, approved by a majority of the General Meeting and sanctioned by a law supplementing the Charter of the Bank.

8.

BELGIQUE, EMPIRE BRITANNIQUE, FRANCE, GRÈCE, ITALIE, JAPON, POLOGNE, PORTUGAL, ROUMANIE, TCHÉCOSLOVAQUIE, YOUGOSLAVIE.

Arrangement entre les Puissances créancières concernant la répartition des paiements allemands, telle qu'elle résulte du Nouveau Plan;*) signé à La Haye, le 20 janvier 1930.**)

Treaty Series No. 2 (1931).

Arrangement between the Creditor Powers.
(Germany.)

The duly authorised representatives of the Government of His Majesty the King of the Belgians, the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Government of Canada, the Government of the Commonwealth of Australia, the Government of New Zealand, the Government of the Union of South Africa, the Government of India, the Government of the French Republic, the Government of the Greek Republic, the Government of His Majesty the King of Italy, the Government of His Majesty the Emperor of Japan, the Government of the Republic of Poland, the Government of the Republic of Portugal, the Government of His Majesty the King of Roumania, the Government of the Czechoslovak Republic and the Government of His Majesty the King of Yugo-

Arrangement entre les Puissances créancières.
(Allemagne.)

Les Représentants des Gouvernements de Sa Majesté le Roi des Belges, du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Gouvernement du Canada, du Gouvernement de l'Australie, du Gouvernement de la Nouvelle Zélande, du Gouvernement de l'Union de l'Afrique du Sud, du Gouvernement de l'Inde, du Gouvernement de la République Française, du Gouvernement de la République Grècque, du Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, du Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur du Japon, du Gouvernement de la République de Pologne, du Gouvernement de la République de Portugal, du Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Roumanie, du Gouvernement de la République Tchécoslovaque et du Gouvernement du Royaume de Yougoslavie sont convenus de ce qui suit:

---

*) Plan des Experts du 7 juin 1929. V. ci-dessus, p. 14.

**) Ont déposé, à Paris, les instruments de ratification la Belgique, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie (le 9 mai 1930), la Yougoslavie (le 31 mai 1930), la Roumanie (le 23 juin 1930), la Grèce (le 25 juin 1930), le Canada (le 12 juillet 1930), le Commonwealth d'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Inde (le 21 juillet 1930) l'Union de l'Afrique du Sud (le 26 juillet 1930).

slavia, have concluded the following arrangement:

1. The Signatory Powers accept the division of the German payments resulting from the New Plan as a final settlement of all questions relating to the distribution of payments, transfers, cessions and deliveries already made by Germany in execution of the Treaty of Versailles, the Armistice Conventions, and any supplementary Agreements, subject only to the provisions set out in Articles 3 and 4 of this arrangement.

This division among the Signatory Powers shall not be affected by any existing arrangements between them nor by the result of accounts relating to past transactions.

2. In consequence, all accounts between the Signatory Powers or between any one of them and the Reparation Commission, relating to questions dealt with in Article 1 and regarding the period prior to the application of the Experts' Plan of June 7th, 1929 (including accounts relating to the shares of the German pre-war public debt), have henceforth no purpose or effect and will be closed in their existing state, subject only to the provisions set out in Articles 3 and 4 of this arrangement.

3. Nevertheless

(a) The shares of the Bagdad Railway Company at present held by the Reparation Commission will be allotted in three equal portions to France, Great Britain and Italy, without giving rise to any adjustment of ac-

1. Les Puissances signataires acceptent, en ce qui les concerne, la répartition des paiements allemands, telle qu'elle résulte du Nouveau Plan, comme constituant un règlement définitif de toutes les questions relatives à la répartition des paiements, transferts, cessions et livraisons déjà faits par l'Allemagne en exécution du Traité de Versailles, des Conventions d'Armistice et des Conventions supplémentaires, sous la seule réserve des dispositions visées aux Articles 3 et 4 du présent Arrangement.

Cette répartition entre les Puissances signataires ne devra être affectée par aucun des arrangements existants entre elles ni par le résultat de comptes relatifs à des opérations passées.

2. En conséquence, tous comptes entre les Puissances sous-signées, ou entre l'une d'elles et la Commission des Réparations, relatifs aux questions prévues à l'Article 1er et concernant la période antérieure à l'application du Plan des Experts du 7 juin 1929 (y compris les comptes relatifs aux parts de la Dette publique allemande d'avant-guerre) seront désormais sans objet et sans effet et seront clos dans leur état actuel sous la seule réserve des dispositions visées aux Articles 3 et 4 du présent Arrangement.

3. Toutefois:

(a) Les actions de la Compagnie des Chemins de fer de Bagdad actuellement détenues par la Commission des Réparations seront attribuées par tiers à la France, à la Grande-Bretagne et à l'Italie, sans que cette at-

counts between the Creditor Powers.

(b) The method of distribution of the cables ceded by Germany under the Treaty of Versailles will be settled by the Creditor Powers concerned.

(c) The expenses of the Experts Committee of 1929 to be met by the Creditor Powers will be finally divided among them in accordance with the percentages provided by the Spa Agreement*) and the complementary Agreements.

(d) Any savings realised on the sums paid to the Sections of the Inter-Allied Rhineland High Commission out of the fifth Dawes annuity shall be used towards meeting the expenses of the said Sections after the 31st August, 1929, including costs of liquidation. The balance of these expenses up to the following maxima: Belgium 250,000 Reichsmarks, France 750,000 Reichsmarks, Great Britain 364,000 Reichsmarks, shall be defrayed from the Fund provided for by Annex IV to the Protocol of August 31, 1929.**)

(e) If the expenses of the Reparation Commission and of the Organisations provided for by the Dawes Plan after 31st August, 1929 are not completely covered by the sums of 6 million Reichsmarks provided for by Annex III to the Hague Protocol of 31st August,

tribution puisse donner lieu à aucun ajustement de comptes entre les Puissances créancières;

(b) les conditions de partage des câbles cédés par l'Allemagne en vertu du Traité de Versailles seront réglées par les Puissances créancières intéressées;

(c) les frais du Comité des Experts de 1929 incombant aux Puissances créancières, seront répartis définitivement entre elles d'après les pourcentages prévus par l'Accord de Spa*) et par les Accords complémentaires;

(d) Toutes économies réalisées sur les allocations faites aux sections de la Haute Commission Interalliée des Territoires Rhénans par prélèvement sur la cinquième annuité Dawes seront utilisées à faire face aux dépenses desdites sections après le 31 août 1929, y compris les frais de liquidation. Le solde sera imputé, à concurrence des maxima suivants: Belgique: 250.000 R.M., France: 750.000 R.M., Grande-Bretagne: 364.000 R.M. sur le fonds prévu par l'annexe IV du Protocole du 31 août 1929;**)

(e) dans la mesure où les dépenses de la Commission des Réparations et des organismes du Plan Dawes postérieures au 31 août 1929 ne seraient pas complètement couvertes par la somme de 6.000.000 de R.M. constituée en vertu de l'annexe III du Protocole de La Haye du

*) V. **N. R. G.** 3. s. XIV, p. 744.
**) V. ci-dessus, p. 87.

1929,*) any excess shall be met out of savings realised by the Reparation Commission and by the said organisations respectively on the sums allocated for such expenses out of the Fifth Dawes Annuity.

(f) All questions relating to claims or assets of the Reparation Commission the distribution of which is not provided for by the above paragraphs will be settled by the Governments of Belgium, France, Great Britain, Italy and Japan. Any receipts in respect of these claims or assets will be distributed in accordance with the rules of distribution laid, down by the Agreement of January 14th, 1925.**)

4. For the application of paragraph 192 of the Annexes to the Experts' Report, a sum of 118,100,000 Reichsmarks will be handed over to Great Britain, Italy and Greece out of the receipts in respect of the last five months of the Dawes Plan.

This payment will be divided as follows:

Great Britain . .	102,000,000
Italy	14,800,000
Greece	1,300,000

It will be charged on the excesses of the various Powers in the following amounts:

France	89,380,446
Belgium	12,014,283
Japan	2,527,350

31 août 1929,*) tout excédent sera réglé au moyen des économies réalisées respectivement par la Commission des Réparations et par lesdits organismes sur les sommes affectées aux dépenses de même nature, antérieurement au 31 août 1929, au titre des annuités du Plan Dawes;

(f) toutes questions relatives aux créances ou actifs de la Commission des Réparations dont la répartition n'est pas prévue par les alinéas précédents seront réglées par les Gouvernements de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et du Japon. Toutes recettes au titre de ces créances ou de ces actifs seront réparties conformément aux règles de répartition établies par l'Accord du 14 janvier 1925.**)

4. Pour l'application de l'Article 192 des Annexes du Rapport des Experts, une somme de 118.100.000 R.M. sera prélevée au profit de la Grande-Bretagne, de l'Italie et de la Grèce, sur les recettes au titre des cinq derniers mois du Plan Dawes.

Ce versement sera réparti comme suit:

Grande-Bretagne .	102.000.000
Italie	14.800.000
Grèce	1.300.000

Il sera imputé sur les excédents des différentes Puissances à raison de:

France	89.380.446
Belgique	12.014.283
Japon	2.527.350

---

*) V. ci-dessus, p. 85.

) V. **N. R. G. 3. s. XIV, p. 771.

Yugoslavia . . .	13,021,695
Portugal	134,661
Roumania	912,920
Poland	108,645

5. The payments made to the Reparation Commission by the Government of Denmark, by the Free City of Danzig and by the Danzig Harbour and Waterways Board, are regarded as constituting a final settlement of their respective obligations towards the Reparation Commission in respect of state property ceded by Germany and of their shares in the German pre-war public debt.

6. The excess of the fund dealt with in paragraph 113 of the Annexes to the Experts' Report of June 7th, 1929, (penultimate sentence) will be divided among the Creditor Governments in accordance with the arrangements to be concluded between them when the time comes.

7. In order to give effect to Article VI of Annex I of the Protocol of 31st August, 1929,*) the French and Italian Governments agree to pay to Great Britain during each of the 36 financial years commencing April 1930, the annuities provided for in their respective War Debt Funding Agreements by equal monthly instalments on the 15th of each month, instead of in half-yearly instalments on the 15th September and 15th March of each year.

The dates of the release of the Italian gold deposit provided for in Article 7 of the Anglo-Italian War

Yougoslavie . . .	13.021.695
Portugal	134.661
Roumanie . . .	912.920
Pologne	108.645

5. Les paiements effectués à la Commission des Réparations par le Gouvernement du Danemark, par la Ville Libre de Dantzig et par le Conseil du Port et des Voies d'Eau de Dantzig sont considérés comme constituant un règlement définitif de leurs obligations respectives envers la Commission des Réparations au titre des biens d'État cédés par l'Allemagne et de leur part dans la dette publique allemande d'avant-guerre.

6. L'excédent de la réserve visé à l'alinéa 113 des annexes du Rapport des Experts du 7 juin 1929 (avantdernière phrase) sera réparti entre les Gouvernements créanciers conformément à un arrangement qui interviendra entre eux le moment venu.

7. Afin de donner effet à l'Article VI de l'Annexe I du Protocole du 31 août 1929,*) les Gouvernements Français et Italien conviennent de payer à la Grande-Bretagne, au cours de chacune des 36 années financières commençant au mois d'avril 1930, les annuités prévues dans les accords respectifs concernant le règlement de leur dette de guerre sous forme de versements mensuels le 15 de chaque mois, au lieu de versements semestriels le 15 septembre et le 15 mars de chaque année.

Les dates de la libération du dépôt d'or italien telles qu'elles sont prévues par l'Article 7 de l'Accord

*) V. ci-dessus, p. 78.

Debt Funding Agreement*) will be similarly modified.

8. The Annuities provided by Articles 3 and 4 of Annex I of The Hague Protocol of August 31st, 1929, shall be paid in two equal instalments on the 1st July and the 1st January in each year, from the 1st July, 1930, to the 1st January, 1966. For the current year, in the absence of any different arrangement, the whole amount shall be paid on March 15th, 1930, with interest at 5½ % from October 1st, 1929.

9. The service of the annuity of 19.8 million Reichsmarks, payment of which to Great Britain was guaranteed by France and Belgium under Article III of Annex I of the Hague Protocol of August 31st, 1929, will be met as to 16,650,000 Reichsmarks by France and as to 3,150,000 Reichsmarks by Belgium.

10. This arrangement, of which the English and French texts are equally authentic, shall be ratified, and shall go into force for each Government after ratification by it, at the same time as the Agreement with Germany for the complete and final settlement of the question of reparations concluded on this same day at The Hague goes into force.

Done at The Hague this 20th day of January, 1930.

Henri Jaspar.
Paul Hymans.
E. Francqui.
Philip Snowden.
Peter Larkin.
Granville Ryrie.
E. Toms.

anglo-italien sur la consolidation de la dette de guerre italienne*) seront modifiées en conséquence.

8. Les annuités prévues par les Articles 3 et 4 de l'annexe I du Protocole de La Haye du 31 août 1929, seront payées en deux versements égaux le 1er juillet et le 1er janvier de chaque année à partir du 1er juillet 1930 jusqu'au 1er janvier 1966. Pour l'année courante, sauf arrangement contraire, le paiement sera fait intégralement le 15 mars 1930 avec intérêt calculé au taux de 5½ % à partir du 1er octobre 1929.

9. Le service de l'annuité de 19,8 millions de R.M. dont la France et la Belgique ont garanti le paiement à la Grande-Bretagne conformément à l'Article III de l'Annexe I du Protocole de La Haye du 31 août 1929, sera assuré à concurrence de 16.650.000 R.M. par la France et de 3.150.000 R.M. par la Belgique.

10. Le présent Arrangement dont les textes anglais et français feront également foi, sera ratifié et entrera en vigueur, pour chaque Gouvernement ayant ratifié, en même temps qu'entrera en vigueur pour lui l'Accord sur le règlement complet et définitif des réparations conclu ce même jour avec l'Allemagne à La Haye.

Fait à La Haye le 20 janvier 1930.

Henri Jaspar.
Paul Hymans.
E. Francqui.
Philip Snowden.
Peter Larkin.
Granville Ryrie.
E. Toms.

*) Accord du 27 janvier 1926. V. N. R. G. 3. s. XXII, p. 74.

Philip Snowden.
Philip Snowden.
Henri Chéron.
Loucheur.
N. Politis.
J. G. Politis.
A. Mosconi.
A. Pirelli.
Suvich.
Adatci.
K. Hirota.
J. Mrozowski.
R. Ulrich.
Tomaz Fernandes.
G. G. Mironesco.
N. Titulesco.
J. Lugosiano.
Al. Zeuceano.
Dr. Eduard Beneš.
Stefan Osusky.
Dr. V. Marinkovitch.
Const. Fotitch.

Philip Snowden.
Philip Snowden.
Henri Chéron.
Loucheur.
N. Politis.
J. G. Politis.
A. Mosconi.
A. Pirelli.
Suvich.
Adatci.
K. Hirota.
J. Mrozowski.
R. Ulrich.
Tomaz Fernandes.
G. G. Mironesco.
N. Titulesco.
J. Lugosiano.
Al. Zeuceano.
Dr. Eduard Beneš.
Stefan Osusky.
Dr. V. Marinkovitch.
Const. Fotitch.

9.

ALLEMAGNE, BELGIQUE, FRANCE.

Accord sur l'amnistie visant les faits connexes à l'occupation des territoires rhénans; signé à Coblence, le 5 octobre 1929,*) suivi d'un Protocole, signé à Wiesbaden, le 24 janvier 1930 et d'un Echange de Notes du 27 juin 1930.

Reichsgesetzblatt 1930. II, No. 7; No. 25.

Abkommen über die Räumungs-Amnestie.

In Ausführung der Abmachungen, die aus Anlass der Räumung der besetzten rheinischen Gebiete am 30. August 1929 im Haag durch Schriftwechsel zwischen den Vertretern Belgiens und Frankreichs und dem Vertreter des Deutschen

Accord sur l'Amnistie d'Evacuation.

En exécution des Accords qui, en vue de l'évacuation des Territoires Rhénans Occupés, ont été conclus à la Haye, le 30 août 1929, par un échange de lettres entre les Représentants de la Belgique et de la France, d'une part, et le Représen-

---

*) Entré en vigueur le 26 mars 1930. V. Reichsgesetzblatt 1930. II, p. 690.

Reichs über eine Amnestie für mit der Besetzung in Zusammenhang stehende Handlungen getroffen wurden, sind die unterzeichneten Bevollmächtigten der Deutschen, Belgischen und Französischen Regierung in Koblenz zusammengetreten, um die Einzelheiten dieser Amnestie festzusetzen.

Auf Grund der ihnen von ihrer Regierung erteilten Ermächtigung haben die Bevollmächtigten folgendes vereinbart:

Artikel I.

1. Mit Rücksicht auf die im Artikel II durch die Belgische und Französische Regierung den deutschen Staatsangehörigen zugestandene Amnestie gewährt die Deutsche Regierung völlige Straffreiheit wegen aller Handlungen, die in den auf Grund des Artikels 429 des Versailler Vertrags *) besetzten Gebieten seit Beginn und während der Dauer der Besetzung bis zu einem vor Inkrafttreten dieses Abkommens zu vereinbarenden Tage im Zusammenhang mit der Besetzung, sei es aus politischen Gründen, sei es dadurch begangen sind, dass der Täter die Verordnungen, Anweisungen oder die allgemeinen oder besonderen Entscheidungen der Interalliierten Rheinlandoberkommission oder die Befehle der Militärbehörden befolgt, den Besatzungsbehörden Dienste geleistet oder Beziehungen zu ihnen unterhalten hat.

Ausgenommen von der Anwendung dieser Bestimmung sind solche Handlungen, die ein Verbrechen mit Todesfolge darstellen.

tant de l'Empire Allemand, d'autre part, et qui prévoient une amnistie visant les faits connexes à l'Occupation, les Délégués soussignés des Gouvernements Allemand, Belge et Français se sont réunis à Coblence pour arrêter les détails de cette amnistie.

Conformément aux pouvoirs qu'ils ont reçus à cet effet de leurs Gouvernements respectifs, ces Délégués sont convenus de ce qui suit:

Article Ier.

1. Le Gouvernement Allemand, eu égard à l'amnistie accordée à l'Article II aux ressortissants allemands par les Gouvernements Belge et Français accorde amnistie complète pour tous les faits connexes à l'Occupation commis, dans les Territoires occupés en vertu de l'Article 429 du Traité de Versailles,*) depuis le début et pendant la durée de l'occupation jusqu'à une date qui sera fixée avant la mise en vigueur du présent Accord, que ces faits aient été commis pour des raisons politiques, que leur auteur se soit conformé aux Ordonnances, Instructions, Décisions, générales ou spéciales, de la Haute-Commission, ou aux ordres des Autorités militaires, qu'il ait rendu des services aux diverses Autorités d'occupation, ou qu'il ait entretenu des relations avec ces dernières.

Sont exceptés de l'application de ces dispositions, les actes constituant un crime et ayant entraîné la mort.

---

*) Rectius: Article 428. V. **N. R. G.** 3. s. XI, p. 659.

Soweit die Strafen vollzogen, insbesondere Geldstrafen oder Gerichtskosten bezahlt sind, behält es hierbei sein Bewenden.

2. Die Deutsche Regierung wird alle gesetzlichen Mittel, über die sie verfügt, mit Einschluss derjenigen der Justizverwaltung, anwenden, um zu verhindern, dass rechtswidrige Vergeltungshandlungen, sei es unmittelbarer oder mittelbarer Art, gegen irgend jemand wegen der im vorigen Absatz bezeichneten Handlungen ergriffen werden.

Die deutschen Behörden werden nach billigem Ermessen und mit den ihnen zu Gebote stehenden gesetzlichen Mitteln dahin wirken, dass die Handlungen, für welche durch die vorstehenden Bestimmungen Straffreiheit gewährt wird, den Betreffenden in einem Prozess oder irgendeinem Verfahren nicht entgegengehalten werden.

Les peines déjà purgées et notamment les amendes et frais judiciaires déjà versés sont considérés comme définitivement réglés.

2. Le Gouvernement Allemand interviendra par tous les moyens en son pouvoir, y compris auprès de l'Administration judiciaire, pour empêcher que des actes de représailles directes ou indirectes soient exercés à l'encontre de quiconque à l'occasion des faits visés à l'alinéa précédent.

Les Autorités allemandes s'emploieront, en équité et par les moyens légaux en leur pouvoir, à éviter que les faits pour lesquels l'amnistie est accordée par les dispositions qui précèdent, soient invoqués à l'encontre de l'intéressé dans un procès ou une procédure quelconque.

Artikel II.

1. Mit Rücksicht auf die in Artikel I vorgesehene, von der Deutschen Regierung durchzuführende Amnestie gewähren die Französische und die Belgische Regierung allen deutschen Staatsangehörigen völlige Straffreiheit für alle Straftaten, die in den besetzten Gebieten seit dem Beginn der Besetzung bis zu einem vor dem Inkrafttreten dieses Abkommens zu vereinbarenden Tage begangen sind, mit Ausnahme der Straftaten des gemeinen Rechts.

Soweit die Strafen vollzogen, insbesondere Geldstrafen oder Gerichtskosten bezahlt sind, behält es dabei sein Bewenden.

2. Die deutschen Staatsangehörigen, die in den Gefängnissen des besetzten Gebietes in Haft sind und

Article II.

1. Les Gouvernements Français et Belge, eu égard à l'amnistie prévue aux dispositons de l'Article 1er et dont le bénéfice est assuré par le Gouvernement Allemand, accordent amnistie complète aux ressortissants allemands, pour tous les faits commis en territoires occupés, depuis le début de l'Occupation jusqu'à une date qui sera fixée avant la mise en vigueur du présent Accord, à l'exception des infractions de droit commun.

Les peines déjà purgées, et notamment les amendes et frais judiciaires déjà versés sont considérés comme définitivement réglés.

2. Les ressortissants allemands détenus dans les prisons des territoires occupés, qui sont poursuivis

von den Militärgerichten verfolgt werden oder verurteilt worden sind, werden — soweit sie nicht die Vergünstigung der vorstehenden Bestimmungen geniessen — den deutschen Behörden übergeben, wenn die Tat in der 1. oder in der 2. Zone begangen ist. Die Übergabe wird bei der Räumung der 2. Zone erfolgen.

Artikel III.

Dieses Abkommen tritt an einem durch Vereinbarung zwischen den vertragschliessenden Parteien festzusetzenden Tage in Kraft.

Geschehen zu Koblenz in dreifacher Urschrift am 5. Oktober 1929.

Die Bevollmächtigten der Deutschen Regierung.

Graf Adelmann.

Dr. Wolfgang Mettgenberg.

Die Bevollmächtigten der Belgischen Regierung.

E. Mathieu.

J. De Breuck.

Die Bevollmächtigten der Französischen Regierung.

Léon Noël.

Georges Monier.

ou qui ont été condamnés par des juridictions militaires, et qui ne bénéficieraient pas des dispositions qui précèdent, seront remis aux autorités allemandes lorsque l'infraction aura été commise en première ou en seconde zone. Cette remise aura lieu lors de l'évacuation de la seconde zone.

Article III.

Le présent Accord entrera en vigueur à une date qui sera fixée ultérieurement par entente entre les Parties Contractantes.

Fait à Coblence, en triple expédition le 5 octobre 1929.

Les Représentants du Gouvernement Allemand:

Graf Adelmann.

Dr. Wolfgang Mettgenberg.

Les Représentants du Gouvernement Belge:

E. Mathieu.

J. De Breuck.

Les Représentants du Gouvernement Français:

Léon Noël.

Georges Monier.

Zeichnungsprotokoll.

Im Begriff, das Abkommen über die Räumungsamnestie zu unterzeichnen, haben die Bevollmächtigten noch ihr Einverständnis über folgende Punkte festgestellt:

1. Der Tag des Inkrafttretens für das Abkommen über die Räumungsamnestie sowie der in den Artikeln I und II dieses Abkommens erwähnte Tag — der nicht vor dem 1. Oktober 1929 liegen soll — werden nach der deutschen Bestätigung durch Einvernehmen zwischen den ver-

Procès-Verbal de signature.

Au moment de signer l'Accord sur l'Amnistie d'évacuation, les Délégués soussignés sont, en outre, tombés d'accord sur les points suivants:

1. La date de la mise en vigueur de l'Accord sur l'Amnistie d'évacuation, ainsi que la date visée aux Articles Ier et II dudit Accord et qui ne sera pas antérieure au 1er octobre 1929, seront fixées, dès la ratification allemande, par entente entre les Parties Contractantes, sans

tragschliessenden Parteien festgesetzt, unbeschadet der Ausführungsmassnahmen, die von den beteiligten Regierungen vom Tage der Unterzeichnung ab getroffen werden können.

2. Die Behandlung der mit der Besetzung zusammenhängenden Straffälle, die durch dieses Amnestieabkommen nicht erfasst werden, soll vor Abschluss der Gesamträumung im Wege der Verständigung geregelt werden.

3. Es besteht Einverständnis darüber, dass die Bestimmungen im Artikel I des Abkommens über die Räumungsamnestie nicht zur Folge haben können, dass den Beteiligten eine bevorzugte Rechtsstellung eingeräumt wird.

4. Es wird ferner vereinbart, dass die Bestimmungen des Artikels II Absatz Nr. 1 sich nicht auf die zur Zeit wegen Spionage im Gefängnis befindlichen Personen beziehen, und zwar im Hinblick auf die im Gange befindlichen Verhandlungen über Einzelgnadenerweise.

Geschehen zu Koblenz in dreifacher Urschrift am 5. Oktober 1929.

Die Bevollmächtigten der Deutschen Regierung.

Graf Adelmann.
Dr. Wolfgang Mettgenberg.

Die Bevollmächtigten der Belgischen Regierung.

E. Mathieu.
J. De Breuck.

Die Bevollmächtigten der Französischen Regierung.

Léon Noël.
Georges Monier.

préjudice des mesures d'exécution qui pourront être prises par les Gouvernements intéressés dès la date de sa signature;

2. Les questions se ratachant aux infractions qui sont connexes à l'occupation et qui ne sont pas visées par le présent Accord d'amnistie feront l'objet avant la fin de l'évacuation, d'un règlement amiable;

3. Il est également entendu que les dispositions de l'Article 1er de l'Accord sur l'Amnistie d'évacuation ne sauraient avoir pour effet de reconnaître aux intéressés une situation de droit privilégiée;

4. Il est convenu enfin que les dispositions de l'Article II, paragraphe 1er ne s'appliquent pas aux personnes actuellement détenues pour faits d'espionnage, eu égard aux négociations en cours relatives à des mesures gracieuses.

Fait à Coblence, en triple expédition le 5 octobre 1929.

Les Représentants du Gouvernement Allemand:

Graf Adelmann.
Dr. Wolfgang Mettgenberg.

Les Représentants du Gouvernement Belge:

E. Mathieu.
J. De Breuck.

Les Représentants du Gouvernement Français:

Léon Noël.
Georges Monier.

Protokoll.

Auf Grund der Nummer 1 des Zeichnungsprotokolls zu dem Abkommen über die Räumungs-Amnestie vom 5. Oktober 1929 haben die unterzeichneten Vertreter des Deutschen Reiches einerseits und Belgiens und Frankreichs andrerseits vereinbart, dass jenes Abkommen und das zugehörige Zeichnungsprotokoll an dem Tage in Kraft treten sollen, an welchem der Belgischen und Französischen Regierung die deutsche Bestätigung der Haager Abmachungen vom 20. Januar 1930 mitgeteilt wird, ferner dass der in den Artikeln I und II des Abkommens über die Räumungs-Amnestie vorgesehene Stichtag auf den 20. Januar 1930 festgesetzt wird.

Geschehen in Wiesbaden in dreifacher Urschrift am 24. Januar 1930.

Der Bevollmächtigte der Deutschen Regierung.

Dr. Wolfgang Mettgenberg.

Der Bevollmächtigte der Französischen Regierung.

Léon Noël.

Der Bevollmächtigte der Belgischen Regierung.

E. Mathieu.

Procès-Verbal.

En vertu du paragraphe 1 du Procès-Verbal de signature annexé à l'Accord sur l'Amnistie d'évacuation du 5 octobre 1929, les Représentants sous-signés de l'Empire Allemand d'une part et de la Belgique et de la France d'autre part, sont convenus que ledit Accord ainsi que le Procès-Verbal de signature entreront en vigueur à la date de la notification, aux Gouvernements Belge et Français, de la ratification par l'Allemagne des Accords signés à la Haye le 20 janvier 1930 et que la date prévue aux Articles I et II de l'Accord sur l'Amnistie d'évacuation sera le 20 janvier 1930.

Fait à Wiesbaden, en triple expédition le 24 janvier 1930.

Le Représentant du Gouvernement Allemand:

Dr. Wolfgang Mettgenberg.

Le Représentant du Gouvernement Français:

Léon Noël.

Le Représentant du Gouvernement Belge:

E. Mathieu.

Bekanntmachund über ein Amnestieabkommen aus Anlass der Gesamträumung des besetzten Gebiets. Vom 2. Juli 1930.

Zwischen der Deutschen Regierung einerseits und der Französischen und Belgischen Regierung andererseits ist durch Austausch sachlich gleichlautender Schreiben vom 27. Juni 1930 zwischen dem Reichskommissar für die besetzten rheinischen Gebiete und dem Französischen sowie dem Belgischen Oberkommissar in der Interalliierten Rheinlandoberkommission ein Abkommen über eine Amnestie aus Anlass der Gesamträumung des besetzten Gebiets getroffen worden. Das Schreiben des

Reichskommissars für die besetzten rheinischen Gebiete an den Französischen und Belgischen Oberkommissar wird nachstehend veröffentlicht.

Berlin, den 2. Juli 1930.

Der Reichsminister des Auswärtigen.
Curtius.

Der Reichsminister der Justiz.
Bredt.

Der Reichsminister für die besetzten Gebiete.
Treviranus.

Schreiben des Reichskommissars für die besetzten rheinischen Gebiete an den Französischen und Belgischen Oberkommissar in der Interalliierten Rheinlandoberkommission.

Wiesbaden, den 27. Juni 1930.

Der Reichskommissar für die besetzten rheinischen Gebiete,
an den Herrn Französischen / Belgischen Oberkommissar,
Wiesbaden.

Herr Oberkommissar!

Auf Grund von Weisungen der Französischen / Belgischen Regierung haben Sie im Verfolg der Abmachung, die in Nr. 2 des Zeichnungsprotokolls zu dem Abkommen über die Räumungsamnestie vom 5. Oktober 1929 getroffen ist, vorgeschlagen, eine Vereinbarung zu treffen, durch die eine abschliessende Amnestie wegen der mit der Besatzung im Zusammenhange stehenden Straftaten gewährt wird. Ich habe die Ehre, Ihnen im Namen der Deutschen Regierung zu bestätigen, dass Einverständnis über folgendes besteht:

Artikel I.

1. Zum Zwecke der Gewährung völliger Straffreiheit wird die Deutsche Regierung mit allen Mitteln, über die sie verfügt, dahin wirken, dass Strafverfahren wegen aller Handlungen, die im Zusammenhange mit der Besatzung in den auf Grund des Artikels 428 des Versailler Vertrags besetzten Gebieten seit dem 20. Januar 1930 bis zum 30. Juni 1930, sei es aus politischen Gründen, sei es dadurch begangen sind, dass der Täter die Verordnungen, Anweisungen oder die allgemeinen oder besonderen Entscheidungen der Interalliierten Rheinlandoberkommission oder die Befehle der Militärbehörden befolgt, den Besatzungsbehörden Dienste geleistet oder Beziehungen zu ihnen unterhalten hat, nicht eingeleitet, eingeleitete Strafverfahren eingestellt und rechtskräftig erkannte Strafen erlassen werden.

Ausgenommen von der Anwendung dieser Bestimmungen sind solche Handlungen, die ein Verbrechen mit Todesfolge darstellen.

Soweit die Strafen vollzogen, insbesondere Geldstrafen oder Gerichtskosten bezahlt sind, behält es dabei sein Bewenden.

2. Die Deutsche Regierung wird alle gesetzlichen Mittel, über die sie verfügt, mit Einschluss derjenigen der Justizverwaltung, anwenden, um zu verhindern, dass rechtswidrige Vergeltungshandlungen, sei es unmittelbarer oder mittelbarer Art, gegen irgend jemand wegen der in Nr. 1 bezeichneten Handlungen ergriffen werden.

Die deutschen Behörden werden nach billigem Ermessen und mit den ihnen zu Gebote stehenden gesetzlichen Mitteln dahin wirken, dass die Handlungen, für die durch die vorstehenden Bestimmungen Straffreiheit gewährt wird, den Betreffenden in einem Prozess oder irgendeinem Verfahren nicht entgegengehalten werden.

Diese Bestimmungen sollen nicht bewirken, dass dadurch irgend jemandem eine bevorzugte Rechtsstellung eingeräumt wird.

Artikel II.

1. Die Französische / Belgische Regierung gewährt allen deutschen Staatsangehörigen völlige Straffreiheit für alle Straftaten, die in den besetzten Gebieten seit dem 20. Januar 1930 bis zum 30. Juni 1930 begangen sind, mit Ausnahme der Straftaten des gemeinen Rechts.

Soweit die Strafen vollzogen, insbesondere Geldstrafen oder Gerichtskosten bezahlt sind, behält es dabei sein Bewenden.

2. Die deutschen Staatsangehörigen, die in den Gefängnissen des besetzten Gebiets in Haft sind und von den Militärgerichten verfolgt werden oder verurteilt worden sind, werden — soweit sie nicht die Vergünstigungen der vorstehenden Bestimmungen geniessen oder ihnen besondere Gnadenmassnahmen zuteil werden — den deutschen Behörden bei der endgültigen Räumung am 30. Juni 1930 übergeben.

Ich bitte Sie, mir namens der Französischen / Belgischen Regierung durch eine entsprechende Note Ihr Einverständnis mit den vorstehenden Abmachungen zu bestätigen.

Genehmigen Sie, Herr Oberkommissar, den Ausdruck meiner vorzüglichen Hochachtung

(gez.) *Freiherr Langwerth von Simmern.*

10.

GRANDE-BRETAGNE, ALLEMAGNE.

Echange de Notes concernant une amnistie visant les faits connexes à l'occupation des territoires rhénans; signées à Berlin, le 9 mai 1930.

Treaty Series No. 25 (1930).

(1.)

Sir H. Rumbold to Dr. Curtius.

British Embassy,
Your Excellency, Berlin, May 9, 1930.

I have the honour, on instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to invite the German Government to enter into an agreement with His Majesty's Government in the United Kingdom, similar to the agreements concluded by the German Government with the French and Belgian Governments on the 5th October, 1929,*) for the extension of a mutual amnesty by the respective Governments to British subjects and German nationals on account of all acts committed in German occupied territory from the beginning of occupation up to the 20th January, 1930.

2. I have the honour to propose that the agreement should be in the following terms:

„(1) The German Government grant a full amnesty in respect of all actions in connexion with the occupation which have taken place in the areas occupied in virtue of Article 428 of the Treaty of Versailles**) since the beginning of, and during, the occupation, up to the 20th January, 1930, whether these actions were inspired by political motives or whether the perpetrator was carrying out the orders, instructions or the general or particular decisions of the Inter-Allied Rhineland High Commission or the orders of the military authorities, or had afforded service to the occupation authorities or maintained relations with them.

An exception is made in the case of deeds which constitute a crime resulting in death. Cases where punishments have already been carried out, especially where fines or legal costs have been paid, shall be considered as definitely settled.

(2) The German Government will employ all legal means in its power, including those of the administration of justice, to prevent illegal measures of reprisal, either direct or indirect, from being

---

*) V. ci-dessus, No. 9, p. 290.
) V. **N. R. G. 3. s. XI, p. 659.

taken against anyone on account of the actions specified in (1) above. The German authorities will also in equity and with the legal means at their disposal take steps to secure that the actions in respect of which an amnesty is accorded by (1) shall not be used to the detriment of those concerned in any legal case or other proceedings.

This provision shall not be so interpreted as to give any person privileged position before the law.

(3) His Majesty's Government in the United Kingdom will, for their part, grant a full amnesty to German nationals on account of all acts committed in the occupied territory from the beginning of the occupation until the 20th January, 1930. Cases where punishments have already been carried out, especially where fines or legal costs have been paid, shall be regarded as definitely settled.

(4) The present Agreement enters into force fourteen days after the date on which the German Government has notified the British Embassy in Berlin of their acceptance of this proposal.“

I avail, &c.

Horace Rumbold.

(2.)

Dr. Curtius to Sir H. Rumbold.

Auswärtiges Amt, Berlin, den 9. Mai 1930.

Herr Botschafter!

Auf Grund von Weisungen S.M. Ersten Staatssekretärs des Äussern haben Euere Exzellenz mit Ihrem heutigen Schreiben bei der Deutschen Regierung angeregt, mit S.M. Regierung im Vereinigten Königreich eine Vereinbarung zu treffen, ähnlich dem Abkommen zwischen der Deutschen Regierung und den Regierungen Frankreichs und Belgiens vom 5. Oktober 1929. Durch eine solche Vereinbarung soll seitens der beiden beteiligten Regierungen eine gegenseitige Amnestie auch für britische Untertanen und deutsche Staatsangehörige wegen aller im deutschen besetzten Gebiet in der Zeit vom Beginn der Besetzung bis zum 20. Januar d. J. begangenen strafbaren Handlungen gewährt werden.

2. Für die Vereinbarung haben Sie folgenden Wortlaut vorgeschlagen:

„(1) Die Deutsche Regierung gewährt völlige Straffreiheit wegen aller Handlungen, die in den auf Grund des Artikel 428 des Vertrags von Versailles besetzten Gebieten seit Beginn und während der Dauer der Besetzung bis zum 20. Januar d. J. in Zusammenhang mit der Besetzung, sei es aus politischen Gründen, sei es dadurch begangen sind, dass der Täter die Verordnungen, Anweisungen oder die allgemeinen oder besonderen

Entscheidungen der Interalliierten Rheinlandoberkommission oder die Befehle der Militärbehörden befolgt, den Besatzungsbehörden Dienste geleistet oder Beziehungen zu ihnen unterhalten hat.

Ausgenommen von der Anwendung dieser Bestimmung sind solche Handlungen, die ein Verbrechen mit Todesfolge darstellen. Soweit die Strafen vollzogen, insbesondere Geldstrafen oder Gerichtskosten bezahlt sind, behält es hierbei sein Bewenden.

(2) Die Deutsche Regierung wird alle gesetzlichen Mittel, über die sie verfügt, mit Einschluss derjenigen der Justizverwaltung, anwenden, um zu verhindern, dass rechtswidrige Vergeltungshandlungen, sei es unmittelbarer oder mittelbarer Art, gegen irgend jemand wegen der unter (1) bezeichneten Handlungen ergriffen werden. Die deutschen Behörden werden nach billigem Ermessen und mit den ihnen zu Gebote stehenden gesetzlichen Mitteln dahin wirken, dass die Handlungen, für welche durch die Bestimmungen unter (1) Straffreiheit gewährt wird, den Betreffenden in einem Prozess oder irgendeinem Verfahren nicht entgegengehalten werden.

Diese Bestimmung soll nicht so ausgelegt werden, dass dadurch irgend jemandem eine bevorzugte Rechtsstellung eingeräumt wird.

(3) S.M. Regierung im Vereinigten Königreich wird ihrerseits deutschen Staatsangehörigen völlige Straffreiheit für alle Straftaten gewähren, die in den besetzten Gebieten seit dem Beginn der Besetzung bis zum 20. Januar d. J. begangen worden sind. Soweit die Strafen vollzogen, insbesondere Geldstrafen oder Gerichtskosten bezahlt sind, behält es dabei sein Bewenden.

(4) Die vorstehende Vereinbarung tritt vierzehn Tage nach dem Tag in Kraft, an dem die Deutsche Regierung der Britischen Botschaft in Berlin ihre Zustimmung zu diesem Vorschlag mitteilt.“

Ich beehre mich Euerer Exzellenz mitzuteilen, dass die Deutsche Regierung diesen Vorschlag annimmt.

Zugleich benutze ich, &c.

Curtius.

11.

AUTRICHE, BELGIQUE, EMPIRE BRITANNIQUE, FRANCE, GRÈCE, ITALIE, JAPON, POLOGNE, PORTUGAL, ROUMANIE, TCHÉCOSLOVAQUIE, YOUGOSLAVIE.

Accord concernant les obligations financières de l'Autriche résultant du Traité de Saint-Germain et des Conventions complémentaires; signé à La Haye, le 20 janvier 1930.*)

Treaty Series No. 3 (1931).

Agreement with Austria.

The duly authorised representatives of the Government of the Republic of Austria, the Government of His Majesty the King of the Belgians, the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Government of Canada, the Government of the Commonwealth of Australia, the Government of New Zealand, the Government of the Union of South Africa, the Government of India, the Government of the French Republic, the Government of the Greek Republic, the Government of His Majesty the King of Italy, the Government of His Majesty the Emperor of Japan, the Government of the Republic of Poland, the Government of the Republic of Portugal, the Government of His Majesty the King of Roumania, the Government of the Czechoslovak Republic and the Government of His Majesty the King of Yugoslavia

Accord avec l'Autriche.

Les Représentants dûment autorisés du Gouvernement de la République d'Autriche, du Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, du Gouvernement du Canada, du Gouvernement du Commonwealth d'Australie, du Gouvernement de Nouvelle-Zélande, du Gouvernement de l'Union de l'Afrique du Sud, du Gouvernement de l'Inde, du Gouvernement de la République Française, du Gouvernement de la République Grecque, du Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, du Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur du Japon, du Gouvernement de la République de Pologne, du Gouvernement de la République du Portugal, du Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Roumanie, du Gouvernement de la République Tchécoslovaque, du Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Yougoslavie,

---

*) Ont déposé, à Paris, les instruments de ratification l'Autriche, la Belgique, la Grande-Bretagne, la France, la Grèce, l'Italie, la Roumanie. la Tchècoslovaquic, la Yougoslavie (le 28 juin 1930), le Canada (le 12 juillet 1930), le Commonwealth d'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Inde (le 21 juillet 1930), l'Union de l'Afrique du Sud (le 26 juillet 1930).

Have reached the following agreement:

Article I.

The financial obligations of Austria arising under any provision of the Armistice of the 3rd November, 1918,*) and the Treaty of St. Germain**) and any Treaties or Agreements supplementary thereto shall be finally discharged by the payments, deliveries and cessions made by Austria up to the date of the coming into force of this Agreement, subject to the provisions of Article IV below. In consequence, the first charge on all the assets and revenues of Austria created by Article 197 of the Treaty of St. Germain***) in favour of the cost of reparation and all other costs arising under the said Treaty or any other Treaties or Agreements supplementary thereto or under the Armistice ceases to be operative.

Article II.

All relations between the Reparation Commission and Austria shall be terminated as from the date of the coming into force of the present Agreement. The accounts of the Reparation Commission with Austria will be considered as finally closed at the date when this Agreement comes into force.

Article III.

Subject to the provisions of Article IV of this Agreement, all outstanding claims and counter-claims arising under the Treaty of St. Germain or under the Armistice or in consequence of war measures be-

sont convenus de ce qui suit:

Article I.

Les obligations financières de l'Autriche résultant de toutes dispositions de l'armistice du 3 novembre 1918,*) du Traité de Saint-Germain**) et de tous Traités ou Conventions complémentaires seront définitivement acquittées par les paiements, livraisons et cessions effectués par l'Autriche jusqu'à la date de la mise en vigueur du présent Accord, sous réserve des dispositions de l'Article IV ci-dessous. En conséquence, le privilège de premier rang établi sur tous les biens et ressources de l'Autriche par l'Article 197 du Traité de Saint-Germain,***) pour le règlement des Réparations et autres charges résultant dudit Traité ou de Traités et Conventions complémentaires ou de la Convention d'Armistice cesse d'avoir effet.

Article II.

Les rapports entre la Commission des Réparations et l'Autriche prendront fin à la date de la mise en vigueur du présent Accord. Les comptes de la Commission des Réparations avec l'Autriche seront considérés comme définitivement clos à la date de la mise en vigueur du présent Accord.

Article III.

Sous réserve des dispositions de l'Article IV du présent Accord, il est fait abandon réciproque de toutes les réclamations et contre-réclamations non réglées à ce jour résultant du Traité de Saint-Germain ou

*) V. **N. R. G.** 3. s. XI, p. 163.
**) V. ibid. p. 691.
***) V. ibid. p. 757.

tween Austria on the one part and the other Powers signatory to this Agreement on the other part or between Austrian nationals and the said Powers or between the nationals of the said Powers and Austria are hereby reciprocally waived.

Article IV.

Any arrangements already signed by Austria on the one part and any other Power signatory to this Agreement on the other part in pursuance of the Treaty of St. Germain or any Treaties or Agreements supplementary thereto, and any credits resulting from the arrangements first mentioned in this Article remain unaffected by this Agreement.

Article V.

The Creditor Powers signatory to this Agreement undertake as from the date of coming into force of this Agreement to cease to apply their right to retain and liquidate the property, rights and interests belonging at the date of the coming into force of the Treaty of St. Germain to nationals of the former Austrian Empire or companies controlled by them, in so far as such property, rights and interests are not already liquid or liquidated or have not yet been definitely disposed of.

Article VI.

The claims of Austria against Germany referred to in Article 213 of the Treaty of St. Germain*) and any claims of Germany against Austria referred to in Article 261 of the Treaty of Versailles**) have

de l'Armistice, ou résultant de mesures de guerre, entre l'Autriche, d'une part, et les autres Puissances signataires du présent Accord, d'autre part, ou entre les ressortissants autrichiens et lesdites Puissances, ou entre les ressortissants desdites Puissances et l'Autriche.

Article IV.

Les arrangements déjà conclus par l'Autriche, d'une part, et toute autre Puissance signataire du présent Accord, d'autre part, en vertu du Traité de Saint-Germain ou de Traités et Conventions complémentaires dudit Traité de Saint-Germain ainsi que les créances résultant desdits arrangements ne sont pas atteints par le présent Accord et demeurent en l'état.

Article V.

Les Puissances créancières signataires du présent Accord s'engagent, à dater de sa mise en vigueur, à cesser d'exercer leur droit de retenir et de liquider les biens, droits et intérêts qui, à la date de l'entrée en vigueur du Traité de Saint-Germain, appartenaient à des ressortissants de l'ancien empire d'Autriche ou à des Sociétés contrôlées par eux, pour autant que lesdits biens, droits et intérêts ne sont pas déjà liquides ou liquidés ou qu'il n'en a pas encore été disposé à titre définitif.

Article VI.

Les créances de l'Autriche contre l'Allemagne visées à l'Article 213 du Traité de Saint-Germain*) et toutes créances de l'Allemagne contre l'Autriche visées à l'Article 261 du Traité de Versailles**) ont

*) V. **N. R. G.** 3. s. XI, p. 770.
**) V. ibid. p. 526.

been cancelled by The Hague Agreement of January 1930 concluded with Germany. *) Austria takes note of and accepts this cancellation.

Equally any claim of Austria against Hungary or Bulgaria referred to in the said Article 213 of the Treaty of St. Germain and any claim of Hungary or Bulgaria against Austria respectively referred to in Article 196 of the Treaty of Trianon **) and Article 145 of the Treaty of Neuilly ***) are cancelled; any securities and documents relating to these claims shall be destroyed.

Article VII.

Nothing in this Agreement shall affect the arrangements made in connection with the guaranteed Austrian Loan of 1923, in connection with Austrian Relief Bonds and in connection with the obligations arising under Article 203 of the Treaty of St. Germain. †)

The further execution of this Article and its Annex in so far as the duties of the Reparation Commission are concerned will in due course form the subject of an arrangement betweeen the parties interested.

Article VIII.

Any dispute betweeen the Contracting Parties as to the interpretation or application of the present Agreement shall be submitted for final decision to the Tribunal referred to in the Hague Agreement with Germany of January 1930 in accordance with the procedure esta-

été annulées par l'Accord de La Haye de janvier 1930 conclu avec l'Allemagne. *) L'Autriche en prend acte et accepte ladite annulation.

De même, toute créance de l'Autriche contre la Hongrie et la Bulgarie visée audit Article 213 du Traité de Saint-Germain et toute créance de la Hongrie et de la Bulgarie contre l'Autriche respectivement visée aux Articles 196 du Traité de Trianon **) et 145 du Traité de Neuilly ***) sont annulées. Tous instruments et documents relatifs ces créances seront détruits.

Article VII.

Aucune disposition du présent Accord n'affecte les arrangements conclus au sujet de l'emprunt autrichien garanti de 1923, ni les Bons de relèvement autrichiens, ni les obligations résultant de l'Article 203 du Traité de Saint-Germain. †)

Les modalités d'exécution de cet Article et de son Annexe dans la mesure où elles incombaient à la Commission des Réparations feront éventuellement l'objet d'un arrangement entre les Parties intéressées.

Article VIII.

Tout différend entre les Parties Contractantes concernant l'interprétation et l'application du présent Accord sera soumis, pour décision finale, au Tribunal prévu par l'Accord de la Haye de janvier 1930 avec l'Allemagne, conformément à la procédure qui y est instituée.

*) V. ci-dessus, p. 114.
) V. **N. R. G. 3. s. XII, p. 497.
***) V. ibid. p. 364.
†) V. **N. R. G.** 3. s. XI, p. 759.

blished in that Agreement. Provided always that on the occasion of any such dispute the place of the Member of the Tribunal appointed by Germany will be taken by a Member appointed by Austria.

Final Clause.

The present Agreement, of which the French and English texts are both authentic, shall be ratified.

The deposit of ratifications shall be made at Paris as soon as possible.

The Powers of which the seat of government is outside Europe will be entitled to inform the French Government through their diplomatic representative at Paris that their ratification has been given; in that case they must transmit the instrument of ratification as soon as possible.

The first procès-verbal of the deposit of ratifications will be drawn up as soon as the Agreement has been ratified by Austria on the one hand and, on the other hand, by four of the governments of the following Powers, that is to say, Belgium, Great Britain, France, Italy and Japan and three of the governments of the following Powers, that is to say, Greece, Poland, Portugal, Roumania, Czechoslovakia and Yugoslavia.

The present Agreement will come into force between the Contracting Parties who have thus ratified, from and after the date of the first procès-verbal.

Save as above provided the Agreement will come into force for each Signatory Government at the date of its notification or the deposit of its ratification.

Toutefois, à l'occasion de tels différends, le membre nommé par l'Allemagne sera remplacé par un membre nommé par l'Autriche.

Clause finale.

Le présent Accord, dont les textes français et anglais feront foi, sera ratifié.

Le dépôt des ratifications sera effectué à Paris le plus tôt possible.

Les Puissances, dont le Gouvernement a son siège hors d'Europe, auront la faculté de se borner à faire connaître au Gouvernement de la République Française, par leur représentant diplomatique à Paris, que leur ratification a été donnée et, dans ce cas, elles devront en transmettre l'instrument aussitôt que faire se pourra.

Un premier procès-verbal de dépôt des ratifications sera dressé dès que l'Accord aura été ratifié par l'Autriche, d'une part, et, d'autre part, quatre des Gouvernements ci-après; Belgique, Grande-Bretagne, France, Italie et Japon et trois des Gouvernements ci-après; Grèce, Pologne, Portugal, Roumanie, Tchécoslovaquie et Yougo-Slavie.

Le présent Accord entrera en vigueur entre les Parties Contractantes qui l'auront ainsi ratifié dès la date de ce premier procès-verbal.

Sous réserve des dispositions qui précèdent, l'Accord entrera en vigueur pour chaque Gouvernement signataire à la date de sa notification ou du dépôt de sa ratification.

The French Government will transmit to all the Signatory Governments a certified copy of the procès-verbaux of the deposit of ratifications.

Done at The Hague in a single copy the 20th January, 1930.

Schober.
Juch.
Henri Jaspar.
Paul Hymans.
E. Francqui.
Philip Snowden.
Peter Larkin.
Granville Ryrie.
E. Toms.
Philip Snowden.
Philip Snowden.
Henri Chéron.
Loucheur.
N. Politis.
J. G. Politis.
A. Mosconi.
A. Pirelli.
Suvich.
Adatci.
K. Hirota.
J. Mrozowski.
R. Ulrich.
Tomaz Fernandes.
G. G. Mironesco.
Al. Zeuceano.
Dr. Eduard Beneš.
Stefan Osusky.
Dr. V. Marinkovitch.
Const. Fotitch.

Le Gouvernement Français remettra à tous les Gouvernements signataires une copie certifiée conforme des procès-verbaux de dépôt des ratifications.

Fait à La Haye en un seul exemplaire, le 20 janvier 1930.

Schober.
Juch.
Henri Jaspar.
Paul Hymans.
E. Francqui.
Philip Snowden.
Peter Larkin.
Granville Ryrie.
E. Toms.
Philip Snowden.
Philip Snowden.
Henri Chéron.
Loucheur.
N. Politis.
J. G. Politis.
A. Mosconi.
A. Pirelli.
Suvich.
Adatci.
K. Hirota.
J. Mrozowski.
R. Ulrich.
Tomaz Fernandes.
G. G. Mironesco.
Al. Zeuceano.
Dr. Eduard Beneš.
Stefan Osusky.
Dr. V. Marinkovitch.
Const. Fotitch.

12.

BELGIQUE, BULGARIE, EMPIRE BRITANNIQUE, FRANCE, GRÈCE, ITALIE, JAPON, POLOGNE, PORTUGAL, ROUMANIE, TCHÉCOSLOVAQUIE, YOUGOSLAVIE.

Accord concernant les obligations financières de la Bulgarie résultant du Traité de Neuilly-sur-Seine;*) signé à La Haye, le 20 janvier 1930.**)

Treaty Series No. 12 (1931).

Agreement with Bulgaria.

The duly authorised representatives of the Government of His Majesty the King of the Belgians, the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Government of Canada, the Government of the Commonwealth of Australia, the Government of New Zealand, the Government of the Union of South Africa, the Government of India, the Government of the Kingdom of Bulgaria, the Government of the French Republic, the Government of the Greek Republic, the Government of His Majesty the King of Italy, the Government of His Majesty the Emperor of Japan, the Government of the Republic of Poland, the Government of the Republic of Portugal, the Government of His Majesty the King of Roumania, the Government of the Czechoslovak Republic and the Government of His Majesty the King of Yugoslavia

Accord avec la Bulgarie.

Les représentants dûment autorisés du Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, du Gouvernement du Canada, du Gouvernement du Commonwealth d'Australie, du Gouvernement de Nouvelle Zélande, du Gouvernement de l'Union de l'Afrique du Sud, du Gouvernement de l'Inde, du Gouvernement du Royaume de la Bulgarie, du Gouvernement de la République Française, du Gouvernement de la République Grecque, du Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, du Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur du Japon, du Gouvernement de la République de Pologne, du Gouvernement de la République de Portugal, du Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Roumanie, du Gouvernement de la République Tchécoslovaquie, du Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Yougoslavie,

---

*) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 323.

**) Ont déposé, à Paris, les instruments de ratification la Belgique, la Bulgarie, la Grande-Bretagne, la France, la Grèce, l'Italie, la Roumanie, la Yougoslavie (le 27 décembre 1930), le Canada (le 29 décembre 1930), le Commonwealth d'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Union de l'Afrique du Sud, l'Inde (le 28 janvier 1931.)

Have reached the following agreement:

(1) The Creditor Powers waive their right to Tranche B of the Bulgarian reparation debt as defined by the Protocol of 21st March, 1923. *) Furthermore, Great Britain, France and Italy waive their claim to payment of the outstanding balance in respect of armies of occupation;

(2) The Creditor Powers accept in full and complete satisfaction of the total amount of Tranche A of the Bulgarian reparation debt which remains unpaid at this date the annuities expressed in gold francs fixed in the following Schedule of Payments, the gold franc as defined by Article 146 of the Treaty of Neuilly. **)

Number of Annuities in Gold Francs.

1st April, 1930: 5 millions.
1st. April, 1930, to 31st March 1940: 10 annuities of 10,000,000.
1st April, 1940, to 31st March, 1950: 10 annuities of 11,500,000.
1st April, 1950, to 31st March, 1966: 16 annuities of 12,515,238.

The first payment provided for 1st April, 1930, shall be made in full at that date. Subsequent annuities shall be payable in two equal half-yearly instalments on 30th September and 31st March of each year, the first instalment falling due on 30th September, 1930, and the last on 31st March, 1966.

(3) The annuities fixed in Article 2 shall constitute an uncondi-

Sont convenus de ce qui suit:

(1) Les Puissances créancières renoncent à la Tranche B de la dette de réparations bulgare, telle qu'elle est définie par le Protocole du 21 mars 1923.*) La Grande-Bretagne, la France et l'Italie renoncent, d'autre part, au solde non payé de leurs créances au titre des armées d'occupation.

(2) Les Puissances créancières acceptent, en satisfaction totale du montant de la Tranche A, de la dette de réparation bulgare qui reste impayé à ce jour, les annuités en francs-or fixées à l'état de paiement ci-après, le franc-or demeurant défini par l'Article 146 du Traité de Neuilly: **)

Nombre d'annuités en francs or.

1 avril 1930: 5 millions.
1 avril 1930 au 31 mars 1940: 10 annuités de 10.000.000
1 avril 1940 au 31 mars 1950: 10 annuités de 11.500.00
1 avril 1950 au 31 mars 1966: 16 annuités de 12.515.328

Le premier paiement prévu pour le 1er avril 1930 sera effectué en un seul versement à ladite date. Les annuités suivantes seront payables en deux semestrialités égales à semestre échu, les 30 septembre et 31 mars de chaque année, le premier le 30 septembre 1930 et le dernier le 31 mars 1966.

(3) Les annuités fixées à l'Article 2 constitueront une charge incondi-

*) V. **N. R. G.** 3. s. XIV, p. 802.
) V. **N. R. G. 8. s. XII, p. 364.

tional obligation and the parties signatory to the present Agreement waive their right to demand the application of Article 122 of the Treaty of Neuilly. *) Bulgaria may, however, if the need arises request the application of the system of postponement of transfer instituted by the Reparation Commission's decision of 23rd July, 1926, pursuant to the Financial Scheme approved on 10th June, 1926, by the Council of the League of Nations.

tionnelle, les Parties signataires renoncant dorénavant à l'application de l'Article 122 du Traité de Neuilly. *) Toutefois, la Bulgarie pourra, le cas échéant, demander l'application de la procédure de suspension de transfert instituée par la décision de la Commission des Réparations du 23 juillet 1926 comme suite au Plan financier approuvé par le Conseil de la Société des Nations le 10 juin 1926.

These annuities shall enjoy the benefit of the same special securities as are assigned to the annuities of the Schedule of Payments of 21st March, 1923, by virtue of the Protocols of 21st March, 1923 and 24th September, 1928. **) They shall be represented by a debt certificate, with coupons attached, which shall be handed over by the Bulgarian Government to the Bank for International Settlements acting as trustee for the Creditor Powers.

Ces annuités bénéficieront des mêmes gages spéciaux que les annuités de l'état des paiements du 21 mars 1923, tels que ces gages se comportent en vertu des Protocoles des 21 mars 1923 et 24 septembre 1928. **) Elles seront représentées par un certificat de dette muni de coupons, qui sera remis par le Gouvernement Bulgare à la Banque des Règlements Internationaux agissant en tant que mandataire des Puissances créancières.

The first charge established by Article 132 of the Treaty of Neuilly ***) upon all the assets and revenues of Bulgaria for the cost of reparation and other costs referred to in that Article shall cease to have effect. But if the product of the special securities falls below 150 % of the sums necessary for the service of the annuity, the Bulgarian Government undertakes at the request of the Bank for International Settlements, to assign to reparations additional securities which shall be considered acceptable by the said Bank and shall at least

Le privilège de premier rang établi par l'Article 132 du Traité de Neuilly ***) sur tous les biens et ressources de la Bulgarie pour le règlement des réparations et autres charges visées par cet article cessera d'avoir effet. Mais, pour le cas où le produit des gages spéciaux tomberait au-dessous de 150 % des sommes nécessaires au service de l'annuité, le Gouvernement Bulgare s'engage à affecter aux réparations sur la demande et avec l'acceptation de la Banque des Règlements Internationaux, des gages supplémentaires rétablissant au moins ce pour-

*) V. ibid. p. 354.
**) Pas encore publié.
***) V. **N. R. G.** 3. s. XII, p. 359.

restore the said percentage, and to promulgate any laws necessary for this purpose.

(4) The National Bank of Bulgaria shall retain its present functions and obligations in regard to the payment of reparations arising out of the Regulations of 7th July, 1923 regarding the application of the Protocol of 21st March, 1923, and shall comply with those Regulations in regard to the collection of the proceeds from the securities, the constitution in national currency of the annuity funds and their conversion into foreign currencies.

(5) The rights and powers conferred on the Reparation Commission and on the Interallied Commission in Bulgaria shall, in so far as is necessary, be transferred to the Bank for International Settlements.

Consequently, the relations between the Reparation Commission and the Interallied Commission in Bulgaria, of the one part, and the Bulgarian Government, of the other part, shall terminate as soon as possible. The conditions and the date of this transfer shall be determined by a Committee consisting of two representatives of the Bulgarian Government, of four representatives of the Reparation Commission, or of the Interallied Commission in Bulgaria, (one of whom shall be the common delegate on the Reparation Commission or a representative appointed by him), and, if possible, of two representatives of the Bank for International Settlements.

(6) Further, and in addition to the payments fixed by Article 2, the Bulgarian Government shall remain responsible for all its obligations to the nationals of the Creditor Po-

centage et à promulguer toutes lois nécessaires à cet effet.

(4) La Banque Nationale de Bulgarie sera maintenue dans ses attributions et obligations relatives au paiement des réparations, telles qu'elles résultent du règlement du 7 juillet 1923, relatif à l'application du Protocole du 21 mars 1923 et elle se conformera à ce règlement pour tout ce qui concerne la perception du produit des gages, la constitution en monnaie nationale du fonds des annuités et la conversion en devises étrangères.

(5) Les droits et pouvoirs conférés à la Commission des Réparations et à la Commission Interalliée de Bulgarie seront transférés, dans la mesure nécessaire, à la Banque des Règlements Internationaux. En conséquence, les relations entre la Commission des Réparations et la Commission Interalliée de Bulgarie, d'une part, et le Gouvernement Bulgare, d'autre part, prendront fin dès que cela sera possible. Les modalités et la date de ce transfert seront arrêtées par un Comité constitué par deux représentants du Gouvernement Bulgare, par quatre représentants de la Commission des Réparations ou de la Commission Interalliée de Bulgarie dont le Délégué commun à la Commission des Réparations ou un représentant désigné par lui et le cas échéant par deux représentants de la Banque des Règlements Internationaux.

(6) En outre, et en sus des paiements fixés par l'Article 2, le Gouvernement Bulgare demeurera tenu de toutes ses obligations à l'égard des ressortissants des Puissances

wers whose rights as now existing are in no way affected by the present Agreement.

The Creditor Governments who have not yet adhered to the contract of 14th April, 1923, relating to a moratorium granted to the Bulgarian Government by the French and Belgian Creditors, to the rider of 10th October, 1923, to the said contract and to the Agreement of 14th April, 1923, relating to the issue of Bulgarian 6½ % State Bonds, 1923, may adhere thereto up to 30th June, 1930, and the Bulgarian Government undertakes to accept such adhesions and to give full effect thereto.

(7) As from the date of the coming into force of the present Agreement, the Creditor Governments waive their right to retain and liquidate the property, rights and interests of Bulgarian nationals, in so far as such property is not yet liquid or liquidated or has not been disposed of finally. Nevertheless, Bulgarian property subject to liquidation in Roumania has formed the subject of an agreement on the basis of a payment of 110 million lei to be made to Roumania in two equal instalments, the first of which shall be payable three months after ratification, and the second within a year. This Agreement forms an integral part of the present Agreement.

(8) Bulgaria undertakes to conclude within six months of the coming into force of the present Agreement the arrangements necessary to ensure the regular service of the quota of the Ottoman Debt for which she is liable and to meet

créancières, ressortissants dont les droits tels qu'ils existent actuellement ne sont en rien touchés par le présent Accord.

Les Gouvernements créanciers qui n'ont pas encore adhéré au contrat du 14 avril 1923, relatif à un moratoire accordé au Gouvernement Bulgare par les créanciers français et belges, à l'avenant du 10 octobre 1923 audit contrat et à l'Accord du 14 avril 1923 relatif à l'émission d'obligations 6½ % 1923 de l'Etat Bulgare pourront y adhérer jusqu'au 30 juin 1930, et le Gouvernement Bulgare s'engage à accepter ces adhesions et à leur donner plein effet.

(7) Les Gouvernements créanciers renoncent, à dater de la mise en vigueur du présent Accord, à exercer leur droit de retenir et de liquider les biens, droits et intérêts des ressortissants bulgares, pour autant que ces biens ne sont pas encore liquides ou liquidés ou qu'il n'en a pas été disposé de façon définitive.

Toutefois les biens bulgares sujets à liquidation en Roumanie ont fait l'objet d'un accord sur la base d'un versement de 110 millions de lei à faire à la Roumanie en deux tranches égales dont la première payable trois mois après la ratification, la seconde dans un délai d'un an. Cet accord fait partie intégrante du présent Accord.

(8) La Bulgarie s'engage à conclure dans un délai de six mois à dater de la mise en vigueur du présent Accord, tous arrangements nécessaires pour assurer le service régulier de la quote-part de la dette ottomane qui lui incombe et à s'ac-

without delay the obligations devolving upon her as a result of the said arrangements.

(9) With the exception of claims which have been the subject of a previous special agreement or of a convention concluded in pursuance of the Treaty of Neuilly and also of claims arising under Article 141 of that Treaty, *) all claims of the Bulgarian Government against the Creditor Powers or their nationals and also all claims of Bulgarian nationals against the Creditor Powers based on the provisions of the Treaty of Neuilly are completely cancelled by the present Agreement.

(10) No private claims of nationals of the Creditor Powers, which under the Treaty of Neuilly should be settled either by the intervention of the Clearing Office or by the Mixed Arbitral Tribunals and which have not been regularly laid before those bodies before the coming into force of the present Agreement, shall be received by them.

(11) The claims of Bulgaria against Germany referred to in Article 145 of the Treaty of Neuilly **) and any claims of Germany against Bulgaria referred to in Article 261 of the Treaty of Versailles ***) have been cancelled by the Agreement with Germany of even date concluded at The Hague Conference. †) Bulgaria takes note of and accepts this cancellation.

Equally any claim of Bulgaria against Austria or Hungary re-

quitter sans délai des obligations qui découleront pour elle desdits accords.

(9) A l'exception de celles qui ont fait l'objet d'un accord spécial antérieur ou d'une convention conclue en vertu du Traité de Neuilly, ainsi que de celles qui résultent de l'Article 141 dudit Traité *) toutes réclamations du Gouvernement Bulgare à l'encontre des Puissances créancières ou de leurs ressortissants ainsi que toute réclamation des ressortissants bulgares à l'encontre des Puissances créancières, fondées sur une disposition du Traité de Neuilly sont annullées de plein droit du fait du présent Accord.

(10) Les réclamations d'ordre privé des ressortissants des Puissances créancières dont le Traité de Neuilly prévoit le règlement, soit par l'intermédiaire des Offices de Compensation, soit par les Tribunaux arbitraux mixtes et qui n'auront pas été régulièrement introduites devant ces organismes avant la mise en vigueur du présent Accord, n'y seront plus recevables.

(11) Les créances de la Bulgarie contre l'Allemagne visées à l'Article 145 du Traité de Neuilly **) et toutes créances de l'Allemagne contre la Bulgarie visées à l'Article 261 du Traité de Versailles ***) ont été annulées par l'Accord de La Haye de janvier 1930 conclu avec l'Allemagne. †) La Bulgarie en prend acte et accepte ladite annulation.

De même, toute créance de la Bulgarie contre l'Autriche et la

*) V. **N. R. G.** 3. s. XII, p. 362.
**) V. ibid. p. 364.
***) V. **N. R. G.** 3. s. XI, p. 526.
†) V. ci-dessus, p. 114.

ferred to in the said Article 145 of the Treaty of Neuilly and any claim of Austria or Hungary against Bulgaria respectively referred to in Article 213 of the Treaty of St. Germain *) and Article 196 of the Treaty of Trianon **) are cancelled; any securities or documents relating to these claims shall be destroyed.

(12) Nothing in the present Agreement shall modify the rights which the Société des Porteurs de Créances Civiles en Bulgarie derives from the contract entered into with the National Bank of Bulgaria on 30th May, 1923. The Creditor Governments which have not yet adhered to the said contract may adhere thereto up to 30th June, 1930.

(13) Should the Bank for International Settlements not accept the whole of the functions attributed to it by the present Agreement, the appointment of some other trustee to be substituted so far as necessary for the Bank, will form part of the task of the Committee constituted under Article 5.

(14) Any dispute between the Contracting Parties as to the interpretation or application of the present Agreement shall be submitted for final decision to the Tribunal referred to in The Hague Agreement with Germany of January, 1930 in accordance with the procedure established in that Agreement. Provided always that on the occasion of any such dispute the place of the Member of the Tribunal appointed by the German Government

Hongrie visée audit Article 145 du Traité de Neuilly et toute créance de l'Autriche et de la Hongrie contre la Bulgarie respectivement visée aux Articles 213 du Traité de Saint-Germain *) et 196 du Traité de Trianon **) sont annulées. Tous instruments et documents relatifs à ces créances seront détruits.

(12) Rien dans le présent arrangement ne modifie les droits résultant pour la Société des porteurs de créances civiles en Bulgarie du contrat intervenu le 30 mai 1923 entre eux et la Banque Nationale de Bulgarie. Les Gouvernements créanciers qui n'ont pas adhéré à ce contrat pourront y adhérer jusqu'au 30 juin 1930.

(13) Au cas où la Banque des Règlements Internationaux n'accepterait pas dans son intégralité le mandat qui lui est confié par le présent Accord, la nomination d'un mandataire (Trustee) se substituant dans la mesure nécessaire à la Banque, serait du ressort du Comité constitué en vertu de l'Article 5.

(14) Tout différend entre les Parties Contractantes concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord sera soumis pour décision définitive au tribunal prévu par l'Accord de La Haye de janvier 1930 conclu avec l'Allemagne, conformément à la procédure qui y est instituée. A l'occasion de ces différends, le membre nommé par le Gouvernement Allemand sera remplacé par un membre nommé par le Gouvernement Bulgare.

*) V. **N. R. G.** 3. s. XI, p. 770.
) V. **N. R. G. 3. s. XII, p. 497.

will be taken by a Member appointed by the Bulgarian Government.

Final Clause.

The present Agreement, of which the French and English texts are both authentic, shall be ratified.

The deposit of ratifications shall be made at Paris as soon as possible.

The Powers of which the seat of government is outside Europe will be entitled to inform the Government of the French Republic through their diplomatic representative at Paris that their ratification has been given; in that case they must transmit the instrument of ratification as soon as possible.

A first procès-verbal of the deposit of ratifications will be drawn up as soon as the Agreement has been ratified by Bulgaria on the one hand and on the other hand four of the following Governments, that is to say, Belgium, Great Britain, France, Italy and Japan, and three of the following Governments, that is to say, Greece, Poland, Portugal, Roumania, Czechoslovakia and Yugoslavia.

The present Agreement will come into force, between the Contracting Parties who have thus ratified, from and after the date of the first procès-verbal.

Save as above provided the Agreement will come into force for each Signatory Government at the date of notification or of the deposit of its ratification.

The French Government will transmit to all the Signatory Governments a certified copy of the

Clause finale.

Le présent Accord, dont les textes français et anglais feront foi, sera ratifié.

Le dépôt des ratifications sera effectué à Paris le plus tôt possible.

Les Puissances dont le Gouvernement a son siège hors d'Europe auront la faculté de se borner à faire connaître au Gouvernement de la République Française, par leur représentant diplomatique à Paris, que leur ratification a été donnée et, dans ce cas, elles devront en transmettre l'instrument aussitôt que faire se pourra.

Un premier procès-verbal de dépôt des ratifications sera dressé dès que l'Accord aura été ratifié par la Bulgarie d'une part, et d'autre part, par quatre d'entre les Gouvernements de Belgique, de Grande-Bretagne, de France, d'Italie et du Japon et par trois d'entre les Gouvernements de Grèce, de Pologne, du Portugal, de Roumanie, de Tchécoslovaquie et de Yougoslavie.

Le présent Accord entrera en vigueur entre les Parties Contractantes qui l'auront ainsi ratifié dès la date de ce premier procès-verbal.

Sous réserve des dispositions qui précèdent, l'Accord entrera en vigueur, pour chaque Gouvernement signataire, à la date de sa notification du dépôt de sa ratification.

Le Gouvernement Français remettra à tous les Gouvernements signataires une copie certifiée con-

procès-verbaux of the deposit of ratifications.

Done at The Hague in a single copy the 20th January 1930.

Henri Jaspar.
Paul Hymans.
E. Francqui.
Philip Snowden.
Peter Larkin.
Granville Ryrie.
E. Toms.
Philip Snowden.
Philip Snowden.
A. D. Bouroff.
Vl. Molloff.
Henri Chéron.
Loucheur.
N. Politis.
J. G. Politis.
A. Mosconi.
A. Pirelli.
Suvich.
Adatci.
K. Hirota.
J. Mrozowski.
R. Ulrich.
Tomaz Fernandes.
G. G. Mironesco.
N. Titulesco.
J. Lugosiano.
Al. Zeuceano.
Dr. Eduard Beneš.
Stefan Osusky.
Dr. V. Marinkovitch.
Const. Fotitch.

forme des procès-verbaux de dépôt des ratifications.

Fait à La Haye, le 20 janvier 1930.

Henri Jaspar.
Paul Hymans.
E. Francqui.
Philip Snowden.
Peter Larkin.
Granville Ryrie.
E. Toms.
Philip Snowden.
Philip Snowden.
A. D. Bouroff.
Vl. Molloff.
Henri Chéron.
Loucheur.
N. Politis.
J. G. Politis.
A. Mosconi.
A. Pirelli.
Suvich.
Adatci.
K. Hirota.
J. Mrozowski.
R. Ulrich.
Tomaz Fernandes.
G. G. Mironesco.
N. Titulesco.
J. Lugosiano.
Al. Zeuceano.
Dr. Eduard Beneš.
Stefan Osusky.
Dr. V. Marinkovitch.
Const. Fotitch.

Declaration by the Creditor Governments attached to the Agreement with Bulgaria.

The Creditor Governments have taken note of the Bulgarian Government's request to benefit by a remission of a portion of its debt in the event of the Creditor Governments themselves obtaining remission of the interallied debts.

Déclaration des Gouvernements créanciers jointe à l'Accord avec la Bulgarie.

Les Gouvernements créanciers ont pris note de la demande du Gouvernement Bulgare tendant à bénéficier d'une remise d'une partie de sa dette au cas où les Gouvernements créanciers obtiendraient eux-mêmes des remises de dettes interalliées.

They state their readiness collectively, if necessary, to consider favourably the possibility of allowing Bulgaria to have the benefit of advantages proportional to those which the Special Memorandum of the Experts of the Principal Creditor Powers and Germany concerning out-payments, appended to the Experts' Report of June 7th, 1929,*) grants to Germany, without, however, any Power having its share in Bulgarian annuities reduced by more than 50 per cent. as a result of this possible reconsideration.

Cost of liquidation of the Interallied Commission of Bulgaria.

The Bulgarian Government hereby undertake to pay a sum of £8,000 towards the expenses of the liquidation of the Interallied Commission, in addition to all monthly payments for which it is liable apart from this undertaking.

A. D. Bouroff.
Vl. Molloff.

20th January, 1930.

Ils se déclarent prêts, le cas échéant, à examiner collectivement avec bienveillance la possibilité de faire bénéficier la Bulgarie d'avantages proportionnels à ceux que le Memorandum spécial des Experts des principales Puissances créancières et de l'Allemagne, concernant les paiements extérieurs, joint au rapport des Experts du 7 juin 1929,*) accorde à l'Allemagne, sans que, toutefois, aucune Puissance ne puisse, du chef de ce réexamen éventuel, voir réduire de plus de 50 % sa part dans les annuités bulgares.

Conférence de la Haye 1930.

Le Gouvernement Bulgare s'engage à payer la somme de £8,000 pour couvrir les frais de liquidation de la Commission Interalliée de Bulgarie. Cette somme est en sus des mensualités prévues pour l'entretien de la Commission.

A. D. Bouroff.
Vl. Molloff.

20 janvier 1930.

*) V. ci-dessus, p. 14.

13.

BELGIQUE, EMPIRE BRITANNIQUE, FRANCE, GRÈCE, ITALIE, JAPON, POLOGNE, PORTUGAL, ROUMANIE, TCHÉCOSLOVAQUIE, YOUGOSLAVIE.

Accord concernant les obligations financières de la Tchécoslovaquie résultant des Traités de paix de 1919; signé à La Haye, le 20 janvier 1930.*)

Treaty Series No. 4 (1931).

Agreement with Czechoslovakia.

The duly authorised representatives of the Government of His Majesty the King of the Belgians, the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Government of Canada, the Government of the Commonwealth of Australia, the Government of New Zealand, the Government of the Union of South Africa, the Government of India, the Government of the French Republic, the Government of the Greek Republic, the Government of His Majesty the King of Italy, the Government of His Majesty the Emperor of Japan, the Government of the Republic of Poland, the Government of the Republic of Portugal, the Government of His Majesty the King of Roumania, the Government of the Czechoslovak Republic and the Government of His Majesty the King of Yugoslavia.

Accord avec la Tchécoslovaquie.

Les représentants dûment autorisés du Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, du Governement du Canada, du Gouvernement du Commonwealth d'Australie, du Gouvernement de Nouvelle-Zélande, du Gouvernement de l'Afrique du Sud, du Gouvernement de l'Inde, du Gouvernement de la République Française, du Gouvernement de la République Grecque, du Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, du Gouvernemnt de Sa Majesté l'Empereur du Japon, du Gouvernement de la République de Pologne, du Gouvernement de la République de Portugal, du Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Roumanie, du Gouvernement de la République Tchécoslovaque, du Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Yougoslavie,

---

*) Ont déposé, à Paris les instruments de ratification la Belgique, la Grande-Bretagne, la France, la Grèce, l'Italie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, le Canada, la Nouvelle-Zélande, l'Inde (le 11 juillet 1930), le Commonwealth d'Australie (le 21 juillet 1930), l'Union de l'Afrique du Sud (le 26 juillet 1930.)

Have reached the following agreement:

Article 1.

In complete and final settlement of her debt arising out of the Agreement of 10th September 1919,*) to the other Powers having a credit on reparation account in virtue of the Treaties of Versailles,**) St. Germain,***) Trianon†) and Neuilly,††) Czechoslovakia shall pay 37 annuities of ten million gold marks, the due dates of which are fixed for the first complete annuity at 15th March 1930, and, for the balance, payable in half-yearly instalments, at 1st July and 1st January of each year, the final instalment being payable on 1st January 1966.

Article 2.

The instalments shall be paid by the Czechoslovak Government to the Bank for International Settlements, for the account of the Creditor Governments, in pounds sterling, at the average rate of exchange for the three days preceding the date of payment.

The Bank shall transfer the sums encashed to the account of each of the Creditor Governments, in accordance with the rules for distribution fixed by the Arrangement betweeen the Creditor Powers (Austria, Hungary, Bulgaria, Liberation Debt) concluded at the Hague Conference 1930 and with any specied arrangement between

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1.

Pour le règlement intégral et définitif de sa dette envers les autres Puissances créancières de réparations, au titre des Traités de Versailles,*) Saint-Germain,**) Trianon***) et Neuilly,†) telle qu'elle découle de l'Accord du 10 septembre 1919,††) la Tchécoslovaquie paiera 37 annuités de dix millions de Marks-or dont les échéances sont fixées pour la première annuité entière au 15 mars 1930 et pour les autres payables en deux semestrialités égales, au 1er juillet et au 1er janvier de chaque année, la dernière étant payable le 1er janvier 1966.

Article 2.

Les paiements seront faits par le Gouvernement Tchécoslovaque à la Banque des Règlements Internationaux, pour le compte des Gouvernements créanciers, en livres sterling, au cours moyen des trois jours précedant le jour de l'échéance.

La Banque virera les sommes encaissées au compte de chacun des Gouvernements créanciers, conformément aux règles de répartition fixées par l'Arrangement concernant les biens cédés conclu à la Conférence de La Haye 1930 et à tout accord particulier entre deux ou plusieurs de ces Gouvernements touchant leurs parts respectives

*) V. **N. R. G.** 3. s. XIV, p. 40.
) V. **N. R. G. 3. s. XI, p. 323.
***) V. ibid. p. 691.
†) V. **N. R. G.** 3. s. XII, p. 423.
††) V. ibid. p. 323.

two or more of these Governments concerning their respective shares, as fixed by the said Agreement which shall have been notified to the Bank by the Creditor Governments concerned.

Article 3.

The present Agreement constitutes as between the Czechoslovak Government, of the one part, and the other signatory Governments, of the other part, a final settlement of all the obligations of Czechoslovakia which may result from the Treaties of Versailles, St. Germain, Trianon and Neuilly, from the Agreement of 10th September, 1919, and from all Arrangements supplementary to the said Treaties and Agreements.

The present Agreement, of which the French and English texts are both authentic, shall be ratified.

The deposit of ratifications shall be made at Paris as soon as possible.

The Powers of which the seat of Government is outside Europe will be entitled to inform the French Government through their diplomatic representative at Paris that their ratification has been given; in that case they must transmit the instrument of ratification as soon as possible.

The French Government will transmit to all the signatory Governments a certified copy of the procès-verbaux of the deposit of ratifications.

Done at The Hague in a single copy the 25th January, 1930.

Henri Jaspar.
Paul Hymans.
E. Francqui.

telles qu'elles résultent dudit Arrangement, qui lui aura été notifié par les Gouvernements créanciers intéressés.

Article 3.

Le présent Accord constitue entre le Gouvernement Tchécoslovaque d'une part, les autres Gouvernements signataires d'autre part, un règlement définitif de toutes les obligations de la Tchécoslovaquie pouvant découler des Traités de Versailles, Saint-Germain, Trianon et Neuilly, de l'Accord du 10 septembre 1919, et de tous Arrangements complémentaires auxdits Traités et Accords.

Le présent Accord, dont les textes français et anglais feront foi, sera ratifié.

Le dépôt des ratifications sera effectué à Paris le plus tôt possible.

Les Puissances, dont le Gouvernement a son siège hors Europe, auront la faculté de se borner à faire connaître au Gouvernement Français, par leur représentant diplomatique à Paris, que leur ratification a été donnée et, dans ce cas, elles devront en transmettre l'instrument aussitôt que faire se pourra.

Le Gouvernement Français remettra à tous les Gouvernements signataires une copie certifiée conforme des procès-verbaux de depôt des ratifications.

Fait à La Haye en un seul exemplaire, le 20 janvier 1930.

Henri Jaspar.
Paul Hymans.
E. Francqui.

Philip Snowden.
Peter Larkin.
Granville Ryrie.
E. Toms.
Philip Snowden.
Philip Snowden.
Henri Chéron.
Loucheur.
N. Politis.
J. G. Politis.
A. Mosconi.
A. Pirelli.
Suvich.
Adatci.
K. Hirota.
J. Mrozowski.
R. Ulrich.
Tomaz Fernandes.
G. G. Mironesco.
Al. Zeuceano.
Dr. Eduard Beneš.
Stefan Osusky.
Dr. V. Marinkovitch.
Const. Fotitch.

Philip Snowden.
Peter Larkin.
Granville Ryrie.
E. Toms.
Philip Snowden.
Philip Snowden.
Henri Chéron.
Loucheur.
N. Politis.
J. G. Politis.
A. Mosconi.
A. Pirelli.
Suvich.
Adatci.
K. Hirota.
J. Mrozowski.
R. Ulrich.
Tomaz Fernandes.
G. G. Mironesco.
Al. Zeuceano.
Dr. Eduard Beneš.
Stefan Osusky.
Dr. V. Marinkovitch.
Const. Fotitch.

PUBLICATION DE L'INSTITUT DE DROIT PUBLIC
COMPARÉ ET DE DROIT DES GENS.

NOUVEAU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

Heinrich Triepel
Conseiller intime de justice
Professeur de droit public à l'Université de Berlin.

TROISIÈME SERIE.

TOME XXIV.

DEUXIÈME LIVRAISON.



LEIPZIG
LIBRAIRIE THEODOR WEICHER
1931



14.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, GRANDE-BRETAGNE, IRAK.

Convention concernant les relations entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Irak; signée à Londres, le 9 janvier 1930.*)

Treaty Series No. 19 (1931). — 'Iraq Government Gazette No. 5 du 1er février 1931.

Convention between His Majesty and His Majesty the King of Iraq and the President of the United States of America regarding the Rights of the United States and of its Nationals in Iraq, with Protocol and Exchanges of Notes.

(i.) Whereas in virtue of the Treaty of Peace concluded with the Allied Powers and signed at Lausanne on the 24th day of July, 1923,**) and in virtue of the Treaty concluded with His Britannic Majesty and His Majesty the King of Iraq, signed at Angora on the 5th day of June, 1926,***) Turkey has renounced all rights and titles over the territory of Iraq; and

(ii.) Whereas by their decision of the 27th day of September, 1924, which is set forth in the first schedule hereto, the Council of the League of Nations agreed that, in so far as concerns Iraq, effect had been given to the provisions of Article 22 of the Covenant of the League of Nations in the Treaty of Versailles by the communication received by them from His Britannic Majesty's Government on that date; and

(iii.) Whereas the Treaty of Alliance referred to in the aforesaid decision of the Council of the League of Nations, and set forth in the second schedule hereto;†) entered into force on the 19th day of December, 1924; and

(iv.) Whereas, with the object of extending the duration of the aforesaid Treaty of Alliance, a new Treaty between His Britannic Majesty and His Majesty the King of Iraq was signed at Baghdad on the 13th day of January, 1926,††) as set forth in the third schedule hereto, and hereinafter referred to as the Treaty of 1926; and

---

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 24 février 1931.
) V. **N. R. G. 3. s. XIII, p. 342.
***) V. **N. R. G.** 3. s. XVIII, p. 332.
†) V. **N. R. G.** 3. s. XIV, p. 372.
††) V. **N. R. G.** 3. s. XV, p. 335.

(v.) Whereas on the 2nd day of March, 1926, a letter in the terms set forth in the fourth schedule hereto was addressed by His Britannic Majesty's Government to the League of Nations; and

(vi.) Whereas on the 11th day of March, 1926, the Council of the League of Nations recorded a resolution taking note of the Treaty of 1926; and

(vii.) Whereas the Treaty of 1926 entered into force on the 30th day of March, 1926; and

(iii.) Whereas the United States of America, by participating in the war against Germany, contributed to her defeat and the defeat of her Allies, and to the renunciation of the rights and titles of her Allies in the territory transferred by them, but has not ratified the Covenant of the League of Nations embodied in the Treaty of Versailles; and

(ix.) Whereas the United States of America recognises Iraq as an independent State; and

(x.) Whereas the President of the United States and His Britannic Majesty and His Majesty the King of Iraq desire to reach a definite understanding with respect to the rights of the United States and of its nationals in Iraq;

(xi.) The President of the United States of America of the one part and His Britannic Majesty and His Majesty the King of Iraq of the other part have decided to conclude a Convention to this effect, and have named as their plenipotentiaries:

The President of the United States of America;

His Excellency General Charles G. Dawes, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the United States at London;

His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India; for Great Britain and Northern Ireland;

The Right Honourable Arthur Henderson, M.P., His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs;

His Majesty the King of Iraq;

Ja'far Pasha Al 'Askari, C.M.G., His Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at London;

who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed as follows:

Article 1.

Subject to the provisions of the present Convention, the United States consents to the régime established in virtue of the decisions of the Council of the League of Nations of the 27th day of September, 1924, and of the 11th day of March, 1926, the Treaty of Alliance (as defined in the said decision of the 27th day of September, 1924), and the Treaty of 1926, and recognises the special relations existing between His Britannic

Majesty and His Majesty the King of Iraq as defined in those instruments.

Article 2.

The United States and its nationals shall have and enjoy all the rights and benefits secured under the terms of the aforesaid decisions and treaties to members of the League of Nations and their nationals, notwithstanding the fact that the United States is not a member of the League of Nations.

Article 3.

Vested American property rights in Iraq shall be respected and in no way impaired.

Article 4.

Subject to the provisions of any local laws for the maintenance of public order and public morals, and to any general educational requirements prescribed by law in Iraq, the nationals of the United States will be permitted freely to establish and maintain educational, philanthropic and religious institutions in Iraq, to receive voluntary applicants and to teach in the English language.

Article 5.

Negotiations shall be entered into as soon as possible for the purpose of concluding an Extradition Treaty between the United States and Iraq in accordance with the usages prevailing among friendly States.

Article 6.

No modification of the special relations existing between His Britannic Majesty and His Majesty the King of Iraq, as defined in Article 1 (other than the termination of such special relations as contemplated in Article 7 of the present Convention) shall make any change in the rights of the United States as defined in this Convention, unless such change has been assented to by the Government of the United States.

Article 7.

The present Convention shall be ratified in accordance with the respective constitutional methods of the High Contracting Parties. The ratifications shall be exchanged in London as soon as practicable. The present Convention shall take effect on the date of the exchange of ratifications, and shall cease to have effect on the termination of the special relations existing between His Britannic Majesty and His Majesty the King of Iraq in accordance with the Treaty of Alliance and the Treaty of 1926.

On the termination of the said special relations, negotiations shall be entered into betweeen the United States and Iraq for the conclusion of a treaty in regard to their future relations and the rights of the nationals of each country in the territories of the other. Pending the conclusion of such an agreement, the nationals, vessels, goods and air-

craft of the United States and all goods in transit across Iraq, originating in or destined for the United States, shall receive in Iraq the most-favoured-nation treatment; provided that the benefit of this provision cannot be claimed in respect of any matter in regard tho which the nationals, vessels, goods and aircraft of Iraq, and all goods in transit across the United States, originating in or destined for Iraq, do not receive in the United States the most-favoured-nation treatment, it being understood that Iraq shall not be entitled to claim the treatment which is accorded by the United States to the commerce of Cuba under the provisions of the Commercial Convention concluded by the United States and Cuba on the 11th day of December, 1902,*) or any other commercial which may hereafter be concluded by the United States with Cuba or to the commerce of the United States with any of its dependencies and the Panamá Canal Zone under existing or future laws, and that the United States shall not be entitled to claim any special treatment which may be accorded by Iraq to the nationals or commerce of neighbouring States exclusively.

In witness whereof, the undersigned have signed the present Convention, and have thereunto affixed their seals.

Done in triplicate in English and Aribic, of which, in case of divergence, the English text shall prevail, at London, this 9th day of January, 1930.

(L. S.) *Arthur Henderson.*
(L. S.) *Ja'far Al 'Askari.*
(L. S.) *Charles G. Dawes.*

Schedule I.

Decision of the Council of the League of Nations dated the 27th day of September, 1924, relating to the application to Iraq of the principles of Article 22 of the Covenant.

The Council of the League of Nations,

Having regard to Article 16 of the Treaty of Peace signed at Lausanne on the 24th July, 1923;

Having regard to Article 22 of the Covenant of the League of Nations;

In view of the communication which has been made by the Government of His Britannic Majesty to the Council of the League of Nations on the 27th September, 1924, in the following terms:

„Whereas the territory of Iraq, which formerly constituted a part of the Turkish Empire passed into the occupation of the military forces of His Britannic Majesty in the course of the recent war, and

Whereas it was intended by the Principal Allied Powers that the territory of Iraq should until such time as it might be able to

*) V. N. R. G. 2. s. XXXI, p. 473.

stand alone be entrusted to a mandatory charged with the duty of rendering administrative advice and assistance to the population in accordance with the provisions of Article 22 (paragraph 4) of the Covenant, and this Mandate should be conferred on His Britannic Majesty; and

Whereas His Britannic Majesty agreed to accept the Mandate for Iraq; and

Whereas His Britannic Majesty has, in view of the rapid progress of Iraq, recognised an independent Government therein and has concluded with the King of Iraq a treaty with Protocol and subsidiary agreements, as set forth in the Schedule hereto, and hereinafter referred to as the Treaty of Alliance; and

Whereas the purpose of the said Treaty of Alliance is to ensure the complete observance and execution in Iraq of the principles which the acceptance of the Mandate was intended to secure;

The Government of His Britannic Majesty is willing to agree as follows:

I.

So long as the Treaty of Alliance is in force, His Majesty's Government will assume, towards all Members of the League of Nations who accept the provisions of this arrangement and the benefits of the said Treaty, responsibility for the fulfilment by Iraq of the provisions of the said Treaty of Alliance.

II.

During the currency of the Treaty of Alliance, the Government of His Britannic Majesty, in consultation with His Majesty the King of Iraq, will take such steps as may be necessary for the conclusion of special extradition agreements on behalf of Iraq. Copies of all such agreements shall be communicated to the Council of the League.

III.

An annual report, to the satisfaction of the Council of the League, will be made to the Council as to the measures taken in Iraq during the year to carry out the provisions of the Treaty of Alliance. Copies of all laws and regulations promulgated in Iraq during the year will be attached to the said report.

IV.

No modifications of the terms of the Treaty of Alliance will be agreed to by His Britannic Majesty's Government without the consent of the Council of the League.

V.

If any dispute should arise between the Government of His Britannic Majesty and that of another Member of the League as to whether the provisions of the Treaty of Alliance or of the present

decision are being fulfilled in Iraq, or as to their interpretation or application, such dispute, if it cannot be settled by negotiation, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League.

VI.

In the event of Iraq being admitted to the League of Nations, the obligations hereby assumed by His Britannic Majesty's Government shall terminate.

VII.

On the conclusion of the period for which the Treaty of Alliance has been concluded, the Council of the League of Nations shall, if Iraq has not been admitted to the League, be invited to decide what further measures are required to give effect to Article 22 of the Covenant."

Accepts the undertakings of the Government of His Britannic Majesty; and

Approves the terms of the above communication as giving effect to the provisions of Article 22 of the Covenant; and

Decides that the privileges and immunities, including the benefits of consular jurisdiction and protection formerly enjoyed by capitulation or usage in the Ottoman Empire, will not be required for the protection of foreigners in Iraq so long as the Treaty of Alliance is in force.

The present instrument shall be deposited in original in the archives of the League of Nations, and certified copies shall be forwaded by the Secretary-General of the League of Nations to all Members of the League.

Done at Geneva, on the twenty-seventh day of September, one tousand nine hundred and twenty-four.

Schedule II.

Treaty of Alliance between Great Britain and Iraq of the 10th day of October, 1922; Protocol of the 30th day of April, 1923; and subsidiary Agreements (British Officials, Military, Judicial and Financial) of the 25th day of March, 1924.

V. **N. R. G.** 3. s. XIV, p. 372—411.

Schedule III.

Anglo-Iraq Treaty of the 13th day of January, 1926.

V. **N. R. G.** 3. s. XV, p. 335.

Schedule IV.

Letter from His Britannic Majesty's Government to the Secretary-General of the League of Nations, of the 2nd day of March, 1926.

Sir, Foreign Office, March 2, 1926.

In compliance with the invitation conveyed in Article 2 of the decision recorded by the Council of the League of Nations on the 16th December, 1925, I am directed by Secretary Sir Austen Chamberlain to transmit to you herewith, for submission to the Council, the text of a new treaty between Great Britain and Iraq which was signed at Bagdad on the 13th January, 1926.

2. By a dicision dated the 27th Septembre, 1924, the Council accepted the terms of the Treaty of Alliance between Great Britain and Iraq supplemented by certain undertakings given by His Majesty's Government, as giving effect, in respect of Iraq, to the provisions of Article 22 of the Covenant of the League of Nations. By Article 2 of their decision of December last the Council made the further condition that the régime established by the aforesaid Treaty of Alliance and undertakings should be continued for a specified period. The requisite extension of the duration of the Treaty of Alliance is provided for by Article 1 of the new treaty. In submitting this treaty to the Council, His Majesty's Government declare that so long as it remains in force they will regard as binding the undertakings given by them to the Council in September 1924, and will continue to act in corformity therewith.

3. His Majesty's Government are thus in a position to inform the Council that the stipulations of Article 2 of the decision of December 1925 have been fulfilled, and that the necessary steps have been taken to ensure the continuance for twenty-five years of the present régime as approved by the Council in September 1924, unless Iraq is, in conformity with Article 1 of the Covenant, admitted as a Member of the League before the expiration of that period.

4. Provision for periodical review of the question of the admission of Iraq to the League of Nations is made in Article 3 of the new treaty.

5. By Article 4 of their undertakings, approved by the Council in September 1924, His Majesty's Government engaged that they would agree to no modification of the Treaty of Alliance, without the consent of the Council of the League. They hereby give a similar undertaking in regard to the treaty of the 13th January, 1926. This undertaking will apply to any proposals that may be made, as a result of the discussions contemplated in Articles 2 and 3 of the new treaty, for the revision or amendment of the agreements subsidiary to the treaty of the 10th October, 1922.

6. In the light of these explanations, His Majesty's Government request that the Council may now be moved to take action, as contemplated in Article 2 of their decision of December last, to declare that their decision in regard to the Turco-Iraq frontier has become definitive.

7. The treaty of the 13th January, 1926, has now been approved by the British House of Commons and by the Chamber of Deputies and Senate of Iraq.

8. With reference to Article 3 of the Council's decision of December last, I am to enclose, for the information of the Council, a memorandum dealing with the administration of the Kurdish districts in Iraq.

I am, &c.

Lancelot Oliphant.

Protocol.

On the signature this day of the Convention between His Britannic Majesty and His Majesty the King of Iraq, respectively, of the one part, and the President of the United States of America of the other part, the undersigned Plenipotentiaries, duly authorised thereto, have agreed as follows:

(1.) It is understood by the High Contracting Parties that the term „exercise of industries" as employed in Article XI of the Anglo-Iraq Treaty of Alliance signed the 10th October, 1922, covers the granting and operation of concessions.

(2.) With reference to Article 4 of the Convention signed this day, it is understood by the High Contracting Parties that the Iraq Government will not interfere in matters concerning the curriculum, such as the time-table, discipline and purely internal administration in schools established or maintained by nationals of the United States of America in Iraq.

(3.) It is understood that upon the entry into force of the Convention signed this day and during the period of the special relations existing between His Britannic Majesty and His Majesty the King of Iraq, defined in Article I of the said Convention, there will be a suspension of the capitulatory régime in Iraq so far as the rights of the United States and its nationals are concerned, and that such rights will be exercised in conformity with the decision of the Council of the League of Nations dated the 27th September, 1924.

(4.) It is understood that Article 3 of the Convention signed this day does not prohibit the Iraq Government from expropriating American property for public purposes under normal expropriation laws of general application, and subject to the previous provision for just and reasonable compensation.

The present Protocol shall be deemed an integral part of the Convention signed this day and shall be ratified at the same time as that Convention.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have affixed thereto their seals.

Done in triplicate in English and Arabic, of which, in case of divergence, the English text shall prevail, at London, this 9th day of January, 1930.

(L. S.) *Arthur Henderson.*
(L. S.) *Ja'far Al 'Askari*
(L. S.) *Charles G. Dawes*

Exchange of Notes.

Mr. Henderson to General Dawes.

Foreign Office, January 9, 1930.

Your Excellency,

On the signature this day of the Convention between His Britannic Majesty and His Majesty the King of Iraq respectively of the one part, and the President of the United States of America of the other part, I have the honour to inform your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland agree to furnish to the Government of the United States a duplicate of the Annual Report to be made in accordance with the terms of the decision of the Council of the League of Nations on the 27th day of September, 1924.

I have, &c.
A. Henderson.

General Dawes to Mr. Henderson.

Sir, London, January 9, 1930.

On the signature this day of the Convention between the President of the United States of America of the one part, and His Britannic Majesty and His Majesty the King of Iraq of the other part, I have the honour to take note of your declaration that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland agree to furnish the United States Government with a duplicate of the Annual Report to be made in accordance with the terms of the decision of the Council of the League of Nations on the 27th day of September, 1924.

I have, &c.
Charles G. Dawes.

Ja'far Pasha to General Dawes.

Iraq Legation, 51, Qeen's Gate Gardens, S.W. 7,
January 9, 1930.

Your Excellency,

In have the honour to bring to your notice a point connected with Article 2 of the Protocol attached to the Tripartite Convention between the United States of America, the United Kingdom and Iraq. Article 2

of the Protocol provides that the Government of Iraq shall not interfere in matters concerning the curriculum, such as the time-tables, discipline and purely internal administration in schools established or maintained by nationals of the United States of America in Iraq. The Iraq Government interpret this article as not preventing the enforcement on the said schools of Article 28 of the Public Instruction Law of 1929, the translation of which runs:

> It is obligatory to teach the Arabic language and the history and geography of Iraq and the history of the Arabs in accordance with the programme of the Ministry of Education in all nontechnical private schools, both primary and secondary. The hours devoted to the Arabic language must be not less than five hours a week in primary classes and three hours a week in secondary classes.

In have therefore been instructed by my Government to inform your Excellency that the Iraq Government consider that Article 2 of the said Protocol shall not override the provisions of Article 28 of the above-mentioned law.

I have, &c.

Ja'far Al 'Askari,
The Iraq Plenipotentiary.

General Dawes to Ja'far Pasha.

Embassy of the United States of America, London,
January 9, 1930.

Your Excellency,

In have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of to-day's date, which reads as follows:

[suit le texte de la Note précédente.]

In taking note of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to your Excellency the assurance of my high consideration.

I have, &c.

Charles G. Dawes.

15.

GRANDE-BRETAGNE, IRAK.

Traité d'alliance; signé à Bagdad, le 30 juin 1930, suivi d'un Echange de Notes concernant le règlement de certaines questions financières, signées à Londres, le 19 août 1930.*)

Treaty Series No. 15 (1931). — 'Iraq Government Gazette No. 4 du 25 janvier 1931.

His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India,

And His Majesty the King of 'Iraq,

Whereas they desire to consolidate the friendship and to maintain and perpetuate the relations of good understanding between their respective countries; and

Whereas His Britannic Majesty understook in the Treaty of Alliance signed at Baghdad on the thirteenth day of January, One thousand nine hundred an twenty-six of the Christian Era, **) corresponding to the twenty-eighth day of Jamadi-al-Ukhra, One thousand three hundred and forty-four, Hijrah, that he would take into active consideration at successive intervals of four years the question whether it was possible for him to press for the admission of 'Iraq into the League of Nations; and

Whereas His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland informed the 'Iraq Government without qualification or proviso on the fourteenth day of September, One thousand nine hundred and twenty-nine that they were prepared to support the candidature of 'Iraq for admission to the League of Nations in the year One thousand nine hundred and thirty-two and announced to the Council of the League on the fourth day of November, One thousand nine hundred and twenty-nine, that this was their intention; and

Whereas the mandatory responsibilities accepted by His Britannic Majesty in respect of 'Iraq will automatically terminate upon the admission of 'Iraq to the League of Nations; and

Whereas His Britannic Majesty and His Majesty the King of 'Iraq consider that the relations which will subsist between them as independent sovereigns should be defined by the conclusion of a Treaty of Alliance and Amity;

Have agreed to conclude a new Treaty for this purpose on terms of complete freedom, equality and independence which will become

---

*) Les ratifications ont été échangées à Bagdad, le 26 janvier 1931.
**) V. N. R. G. 3. s. XV, p. 335.

operative upon the entry of 'Iraq into the League of Nations, and have appointed as their Plenipotentiaries:

His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India,

For Great Britain and Northern Ireland:

Lieutenant-Colonel Sir Francis Henry Humphrys, Knight Grand Cross of the Royal Victorian Order, Knight Commander of the Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Knight Commander of the Most Excellent Order of the British Empire, Companion of the Most Eminent Order of the Indian Empire, High Commissioner of His Britannic Majesty in 'Iraq; and

His Majesty the King of 'Iraq:

General Nuri Pasha al Sa'id, Order of the Nadha, Second Class, Order of the Istiqlal, Second Class, Companion of the Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Companion of the Distinguished Service Order, Prime Minister of the 'Iraq Government and Minister for Foreign Affairs;

who having communicated their full powers, found in due form, have agreed as follows:

Article 1.

There shall be perpetual peace and friendship between His Britannic Majesty and His Majesty the King of 'Iraq.

There shall be established between the High Contracting Parties a close alliance in consecration of their friendship, their corial understanding and their good relations, and there shall be full and frank consultation between them in all matters of foreign policy which may affect their common interests.

Each of the High Contracting Parties undertakes not to adopt in foreign countries an attitude which is inconsistent with the alliance or might create difficulties for the other party thereto.

Article 2.

Each High Contracting Party will be represented at the Court of the other High Contracting Party by a diplomatic representative duly accredited.

Article 3.

Should any dispute between 'Iraq and a third State produce a situation which involves the risk of a rupture with that State, the High Contracting Parties will concert together with a view to the settlement of the said dispute by peaceful means in accordance with the provisions of the Covenant of the League of Nations and of any other international obligations which may be applicable to the case.

Article 4.

Should, notwithstanding the provisions of Article 3 above, either of the High Contracting Parties become engaged in war, the other High Contracting Party will, subject always to the provisions of Article 9 below, immediately come to his aid in the capacity of an ally. In the event of an imminent menace of war the High Contracting Parties will immediately concert together the necessary measures of defence. The aid of His Majesty the King of 'Iraq in the event of war or the imminent menace of war will consist in furnishing to His Britannic Majesty on 'Iraq territory all facilities and assistance in his power including the use of railways, rivers, ports, aerodromes and means of communication.

Article 5.

It is understood between the High Contracting Parties that responsibility for the maintenance of internal order in 'Iraq and, subject to the provisions of Article 4 above, for the defence of 'Iraq from external aggression rests with His Majesty the King of 'Iraq. Nevertheless His Majesty the King of 'Iraq recognises that the permanent maintenance and protection in all circumstances of the essential communications of His Britannic Majesty is in the common interest of the High Contracting Parties. For this purpose and in order to facilitate the discharge of the obligations of His Britannic Majesty under Article 4 above His Majesty the King of 'Iraq undertakes to grant to His Britannic Majesty for the duration of the Alliance sites for air bases to be selected by His Britannic Majesty at or in the vicinity of Basra and for an air base to be selected by His Britannic Majesty to the west of the Euphrates. His Majesty the King of I'rak further authorises His Britannic Majesty to maintain forces upon 'Iraq territory at the above localities in accordance with the provisions of the Annexure of this Treaty on the understanding that the presence of those forces shall not constitute in any manner an occupation and will in no way prejudice the sovereign rights of 'Iraq.

Article 6.

The Annexure hereto shall be regarded as an integral part of the present Treaty.

Article 7.

This Treaty shall replace the Treaties of Alliance signed at Baghdad on the tenth day of October, One thousand nine hundred and twenty-two of the Christian Era,*) corresponding to the nine-teenth day of Safar, One thousand three hundred and forty-one, Hijrah, and on the thirteenthy day of January, One thousand nine hundred and twenty-six, of the Christian Era,**) corresponding to the twenty-eighth day of Jamadi-al-Ukhra, One thousand three hundred and forty-four, Hijrah, and the subsidiary agreements thereto, which shall cease to have effect

---

*) V. **N. R. G.** 3. s. XIV, p. 372.
) V. **N. R. G. 3. s. XV, p. 335.

upon the entry into force of this Treaty. It shall be executed in duplicate, in the English and Arabic languages, of which the former shall be regarded as the authoritative version.

Article 8.

The High Contracting Parties recognise that, upon the entry into force of this Treaty, all responsibilities devolving under the Treaties and Agreements referred to in Article 7 hereof upon His Britannic Majesty in respect of 'Iraq will, in so far as His Britannic Majesty is concerned, then automatically and completely come to an end, and that such responsibilities, in so far as they continue at all, will devolve upon His Majesty the King of 'Iraq alone.

It is also recognised that all responsibilities devolving upon His Britannic Majesty in respect of 'Iraq under any other international instrument, in so far as they continue at all, should similarly devolve upon His Majesty the King of 'Iraq alone, and the High Contracting Parties shall immediately take such steps as may be necessary to secure the transference to His Majesty the King of 'Iraq of these responsibilities.

Article 9.

Nothing in the present Treaty is intended to or shall in any way prejudice the rights and obligations which devolve, or may devolve, upon either of the High Contracting Parties under the Covenant of the League of Nations of the Treaty for the Renunciation of War signed at Paris on the twenty-seventh day of August, One thousand nine hundred and twenty-eight. *)

Article 10.

Should any difference arise relative to the application or the interpretation of this Treaty and should the High Contracting Parties fail to settle such difference by direct negotiation, then it shall be dealt with in accordance with the provisions of the Covenant of the League of Nations.

Article 11.

This Treaty shall be ratified and ratifications shall be exchanged as soon as possible. Thereafter is shall come into force as soon as 'Iraq has been admitted to membership of the League of Nations.

The present Treaty shall remain in force for a period of twenty-five years from the date of its coming into force. At any time after twenty years from the date of the coming into force of this Treaty, the High Contracting Parties will, at the request of either of them, conclude a new Treaty which shall provide for the continued maintenance and protection in all circumstances of the essential communications of His Britannic Majesty. In case of disagreement in this matter the difference will be submitted to the Council of the League of Nations.

---

*) V. **N. R. G.** 3. s. XXI, p. 3.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereto their seals.

Done at Baghdad in duplicate this thirtieth day of June, One thousand nine hundred and thirty, of the Christian Era, corresponding to the fourth day of Safar, One thousand three hundred and forty-nine, Hijrah.

(L. S.) *F. H. Humphrys.*
(L. S.) *Nuri Al Sa'id.*

Annexure to Treaty of Alliance.

1.

The strength of the forces maintained in 'Iraq by His Britannic Majesty in accordance with the terms of Article 5 of this Treaty shall be determined by His Britannic Majesty from time to time after consultation with His Majesty the King of 'Iraq.

His Britannic Majesty shall maintain forces at Hinaidi for a period of five years after the entry into force of this Treaty in order to enable His Majesty the King of 'Iraq to organise the necessary forces to replace them. By the expiration of that period the said forces of His Britannic Majesty shall have been withdrawn from Hinaidi. It shall be also open to His Britannic Majesty to maintain forces at Mosul for a maximum period of five years from the entry into force of this Treaty. Thereafter it shall be open to His Britannic Majesty to station his forces in the localities mentioned in Article 5 of this Treaty, and His Majesty the King of 'Iraq will grant to His Britannic Majesty for the duration of the Alliance leases of the necessary sites for the accommodation of the forces of His Britannic Majesty in those localities.

2.

Subject to any modifications which the two High Contracting Parties may agree to introduce in the future, the immunities and privileges in jurisdictional and fiscal matters, including freedom from taxation, enjoyed by the British forces in 'Iraq will continue to extend to the forces referred to in Clause 1 above and to such of His Britannic Majesty's forces of all arms as may be in 'Iraq in pursuance of the present Treaty and its annexure or otherwise by agreement between the High Contracting Parties and the existing provisions of any local legislation affecting the armed forces of His Britannic Majesty in 'Iriq shall also continue. The 'Iraq Government will take the necessary steps to ensure that the altered conditions will not render the position of the British forces as regards immunities and privileges in any way less favourable than that enjoyed by them at the date of the entry into force of this Treaty.

3.

His Majesty the King of 'Iraq agrees to provide all possible facilities for the movement, training and maintenance of the forces referred to in

Clause 1 above and to accord to those forces the same facilities for the use of wireless telegraphy as those enjoyed by them at the date of the entry into force of the present Treaty.

4.

His Majesty the King of 'Iraq undertakes to provide at the request and at the expense of His Britannic Majesty and upon such conditions as may be agreed between the High Contracting Parties special guards from his own forces for the protection of such air bases as may, in accordance with the provisions of this Treaty, be occupied by the forces of His Britannic Majesty, and to secure the enactment of such legislation as may be necessary for the fulfilment of the conditions referred to above.

5.

His Britannic Majesty undertakes to grant whenever they may be required by His Majesty the King of 'Iraq all possible facilities in the following matters, the cost of which will be met by His Majesty the King of 'Iraq.

1. Naval, military and aeronautical instruction of 'Iraqi officers in the United Kingdom.

2. The provision of arms, ammunition, equipment ships and aeroplanes of the latest available pattern for the forces of His Majesty the King of 'Iraq.

3. The provision of British naval, military and air force officers to serve in an advisory capacity with the forces of His Majesty the King of 'Iraq.

6.

In view of the desirability of identity in training and methods between the 'Iraq and British armies, His Majesty the King of 'Iraq undertakes that, should he deem it necessary to have recourse to foreign military instructors, these shall be chosen from amongst British subjects.

He further undertakes that any personnel of his forces that may be sent abroad for military training will be sent to military schools, colleges and training centres in the territories of His Britannic Majesty, provided that this shall not prevent him from sending to any other country such personnel as cannot be received in the said institutions and training centres.

He further undertakes that the armament and essential equipment of his forces shall not differ in type from those of the forces of His Britannic Majesty.

7.

His Majesty the King of 'Iraq agrees to afford, when requested to do so by His Britannic Majesty, all possible facilities for the movement of the forces of His Britannic Majesty of all arms in transit across 'Iraq and for the transport and storage of all supplies and equipment that may be required by these forces during their passage across 'Iraq.

These facilities shall cover the use of the roads, railways, waterways, ports and aerodromes of 'Iraq, and His Britannic Majesty's ships shall have general permission to visit the Shatt-al-Arab on the understanding that His Majesty the King of 'Iraq is given prior notification of visits to 'Iraq ports.

(Initialled) *F. H. H.*
N. S.

Notes exchanged.

I.

The Residency, Baghdad, dated the 30th June, 1930.

Sir.

I have the honour to inform you, with regard to Article 2 of the Treaty which we have signed to-day, that it is intended that His Britannic Majesty's diplomatic representative at the Court of His Majesty the King of 'Jraq shall have the status of Ambassador.

I have, etc.,

(Signed) *F. H. Humphrys.*

His Excellency Nuri Pasha al Sa'id, C.M.G., D.S.O.,
Prime Minister and Minister for Foreign Affairs, Baghdad.

Ministry of Foreign Affairs, Baghdad, dated the 30th June, 1930.

Sir,

In reply to your Note of to-day's date I have the honour to inform you that the 'Iraq Government, anxious to mark the satisfaction which the appointment of His Britannic Majesty's representative as the first Ambassador in 'Iraq affords them, intend that his precedence in relation to the representatives of other Powers shall extend to his successors. The 'Iraq Government also intend that the diplomatic representative of His Majesty the King of 'Iraq at the Court of St. James shall have the status of Minister Plenipotentiary during the currency of this Treaty.

I have, etc.,

(Signed) *Nuri Said.*

His Excellency Sir F. H. Humphrys, G.C.V.O., K.C.M.G., K.B.E., C.I.E., His Britannic Majesty's High Commissioner in 'Iraq.

II.

The Residency, Baghdad, the 30th June, 1930.

Sir,

In connection with the Treaty signed by us to-day I have the honour to place on record that it has been agreed that all outstanding financial questions, such as those relating to the 'Iraq Railways and the Port of Basra and those which it is necessary to settle for the purpose

of the operation of the Treaty and of its Annexure, shall form the subject of a separate agreement*) which shall be concluded as soon as possible and which shall be deemed an integral part of the present Treaty and shall be ratified simultaneously therewith.

I have, etc.,

(Signed) *F. H. Humphrys.*

His Excellency, Nuri Pasha al Sa'id, C.M.G., D.S.O., Prime Minister and Minister for Foreign Affairs, Baghdad.

Ministry of Foreign Affairs. Baghdad, the 30th June, 1930.

Sir,

In connection with the Treaty signed by us to-day I have the honour to place on record that it has been agreed that all outstanding financial questions, such as those relating to the 'Iraq Railways and the Port of Basra and those which it is necessary to settle for the purpose of the operation of the Treaty and of its Annexure, shall form the subject of a separate agreement*) which shall be concluded as soon as possible and which shall be deemed an integral part of the present Treaty and shall be ratified simultaneously therewith.

I have, etc.,

(Signed) *Nuri Said.*

His Excellency Sir F. H. Humphrys, G.C.V.O., K.C.M.G., K.B.E., C.I.E., His Britannic Majesty's High Commissioner in 'Iraq.

III.

Ministry of Foreign Affairs, Baghdad, dated the 30th June, 1930.

Sir,

In connection with the Treaty signed by us to-day I have the honour to inform Your Excellency that in view of the close friedship and alliance between our two countries the 'Iraq Government will normally engage British subjects when in need of the services of foreign officials. Such officials will be selected after consultation between our two Governments. It is understood that this shall not prejudice the freedom of the 'Iraq Government to engage non-British foreign officials for posts for which suitable British subjects are not available.

I have also the honour to inform Your Excellency that nothing in the Treaty which we have signed to-day shall affect the validity of the contracts concluded and in existence between the 'Iraq Government and British officials.

I have, etc.,

(Signed) *Nuri Said.*

His Excellency Sir F. H. Humphrys, G.C.V.O., K.C.M.G., K.B.E., C.I.E., His Britannic Majesty's High Commissioner in 'Iraq.

---

*) V. ci-dessous.

The Residency, Baghdad, dated the 30th June, 1930.

Sir,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note of to-day's date regarding the engagement of foreign officials, and to confirm the statement therein recorded of the understanding which we have reached.

I have, etc.,

(Signed) *F. H. Humphrys.*

His Excellency, Nuri Pasha al Sa'id, C.M.G., D.S.O., Prime Minister and Minister for Foreign Affairs, Baghdad.

IV.

Ministry of Foreign Affairs, Baghdad, 30th June, 1930.

Sir,

I have the honour to inform Your Excellency that it is the intention of the 'Iraq Government, in view of their desire to improve the efficiency of their land and air forces, to ask for a British Advisory Military Mission, the numbers of which shall be decided before the Treaty comes into force and the conditions of service of which shall be similar to those of the existing Military Mission.

I have, etc.,

(Signed) *Nuri Said.*

His Excellency Sir F. H. Humphrys, G.C.V.O., K.C.M.G., K.B.E., C.I.E., His Britannic Majesty's High Commissioner in 'Iraq.

The Residency, Baghdad, 30th June, 1930.

Sir,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note of to-day's date on the subject of the British Advisory Military Mission which the 'Iraq Government intend to invite to 'Iraq.

I have, etc.,

(Signed) *F. H. Humphrys.*

His Excellency, Nuri Pasha al Sa'id, C.M.G., D.S.O., Prime Minister and Minister for Foreign Affairs, Baghdad.

Notes exchanged with the 'Iraq Prime Minister embodying the separate agreement on financial questions referred to in the second exchange of Notes appended to the Anglo-'Iraq Treaty of 30th June, 1930.

I.

London, 19th August, 1930.

Sir,

With reference to our conversations in London, I have the honour to propose that the following provisions shall be considered as embodying

the separate agreement on all financial questions referred to in the second exchange of Notes between Your Excellency and myself at the time of the signature of the Treaty of Alliance on the 30th June, 1930.

It is understood that the agreement constituted by this note and by Your Excellency's reply thereto shall be included in the instruments of ratification of the Treaty of Alliance and shall become operative on the exchange of ratifications.

1. The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland shall transfer to the 'Iraq Government, within the period stipulated in Clause 1 of the Annexure to the Treaty of Alliance signed on the 30th of June, 1930, the aerodromes and encampments at Hinaidi and Mosul at present occupied by the Forces of His Britannic Majesty, and the 'Iraq Government shall accept the transfer thereof (less two „A" type steel hangars and the ice plants at Hinaidi and Mosul to be removed by the Government of the United Kingdom) at one-third of the cost price certified as correct by the Air Ministry of the Government of the United Kingdom, of the permanent buildings, plant and structures thereon, no account being taken of the buildings which shall be transfered to the 'Iraq Government free of cost. The 'Iraq Government shall pay this sum to the Government of the United Kingdom not later than the date upon which the aforesaid transfer is completed.

During the maximum period stipulated in Clause 1 of the Annexure to the Treaty of Alliance the Forces of His Britannic Majesty shall remain in undisturbed occupation of their present stations of Hinaidi and Mosul and at Shaiba and in the use of their existing emergency landing grounds, and the Government of the United Kingdom shall not be called upon to pay higher rental charges in respect thereof than those at present paid.

2. If upon the withdrawal of the Forces of His Britannic Majesty from Hinaidi and Mosul in accordance with Clause 1 of the Annexure to the Treaty of Alliance, the Government of the United Kingdom should decide to establish a British air base in the neighbourhood of Habbaniya, then the 'Iraq Government shall take all possible steps, at no cost to either Government, to arrange for the construction of a railway to connect such air base with the railway system of 'Iraq.

3. The leases of the sites for air bases to be granted to His Britannic Majesty, in accordance with the provisions of Article 5 of the Treaty of Alliance, shall, in so far as such sites are on waste Government land, be free of all rental charges, and, in so far as they are on non-Government land, every facility shall be given for their acquisition on reasonable terms, such acquisition being effected by the 'Iraq Government at the request and at the cost of the Government of the United Kingdom. The leased lands shall be free of all taxes and rates and the leases shall continue so long as these bases remain in the occupation of the Forces of His Britannic Majesty in accordance with the provisions of the aforesaid Treaty of Alliance or of any extension thereof. On the final termination

of the leases of the said sites, or of any one of them, the 'Iraq Government shall either themselves take over the buildings and permanent structures thereon at a fair valuation, having regard to the use to which they have been put, or shall afford such facilities as may reasonably be necessary to enable the Government of the United Kingdom to dispose thereof to the best advantage.

After the expiry of the maximum period stipulated in Clause 1 of the Annexure to the Treaty of Alliance and so long as the said Treaty of Alliance remains in force the Government of the United Kingdom shall not be called upon to pay any charges in respect of the use of any of the existing emergency landing grounds in 'Iraq.

4. The following arrangements for the disposal and administration of the 'Iraq railway system shall be carried into effect as soon as possible and in any case within a maximum period of one year from the entry into force of the Treaty of Alliance:

(a) Legal ownership of the railway system shall be transferred by the Government of the United Kingdom to the 'Iraq Government and registered in the name of the 'Iraq Government, and simultaneously with such transfer full beneficial ownership shall be vested, by lease or otherwise and at a nominal rent and on terms satisfactory to the Government of the United Kingdom, in a special body or corporation having legal personality, to be constituted by a special Statute of the 'Iraq Legislature, the terms of which shall have been agreed by both Governments.

(b) The above-mentioned Corporation shall be wholly responsible for the administration and management of the 'Iraq railway system, and, subject to such limitations as may be imposed in the Statute referred to above, shall have sole and exclusive authority to raise new capital by public issue or private loan and to dispose of the revenues of that system.

(c) The capital of the said Corporation shall comprise:

(1) Rs. 275 Lakhs of Preferred Stock, bearing interest at 6 per cent., such interest being non-cumulative for a period of twenty years from the date of the transfer of the ownership of the system and thereafter cumulative, to be allotted to the Government of the United Kingdom, of which Rs. 25 Lakhs represents the capitalized value of the debt of the railways to the Government of the United Kingdom on liquidation account;

(2) Rs. 45.85 Lakhs of similar Preferred Stock, to be allotted to the 'Iraq Government, being an amount equal to the loans which the 'Iraq Government have made to the railways on which interest charges have been waived; and

(3) Rs. 250 Lakhs of Deferred Stock also to be allotted to the 'Iraq Government.

The 'Iraq Government shall have the option to buy at any time at par the Stock allotted to the Government of the United Kingdom.

(d) The Board of the Corporation shall consist of five Directors of whom two shall be appointed by the Government of the United Kingdom and two by the 'Iraq Government, and the fifth, who shall be the Chairman, shall be appointed by both Governments in agreement. The first Chairman shall be the present Director of the 'Iraq Railways.

(e) The Corporation shall be responsible for raising loan capital required for the reconditioning and development of the 'Iraq railway system, and neither Government shall be under any obligation to guarantee such loan capital either in respect of interest or of capital.

(f) Any loan capital raised by the Corporation for the reconditioning or development of the 'Iraq railway system shall rank before the Stock allotted to the two Governments in accordance with Clause (c) above.

(g) The 'Iraq Government, as owners of the equity of the system, shall accept ultimate responsibility for any liabilities relating thereto, not devolving upon the Corporation, that may subsequently come to light and in consideration thereof the Government of the United Kingdom shall transfer to the 'Iraq Government an amount of Preferred Stock of a nominal value equal to the amount of any irrecoverable disbursements that the 'Iraq Government may have to make in the discharge of any of the aforesaid liabilities, the validity of which may have been established to the satisfaction of the Government of the United Kingdom.

(h) In anticipation of the transfer of the railway system and the establishment of the Corporation, the 'Iraq Government shall forthwith grant three-year contracts, on „Treaty" conditions, to such British railway officials as may be recommended therefor by the Director of the 'Iraq Railways, and shall not terminate any such contracts when granted except with the agreement of the Government of the United Kingdom. The question of granting these officials contracts of longer duration shall be left for the decision of the corporation when constituted.

5. The property in the port of Basra at present held by the Government of the United Kingdom shall be transferred to the 'Iraq Government and the port shall be administered by a Port Trust. For this purpose legislation in terms agreed with the Government of the United Kingdom shall be enacted in 'Iraq for the establishment of a Port Trust having legal personality and such legislation shall not be amended, except by agreement with the Government of the United Kingdom, so long

as any part of the debt owing to the Government of the United Kingdom in respect of the port is still outstanding.

Upon the enactment of the above legislation and the establishment of the Port Trust, the property in the port shall be transferred to the 'Iraq Government in whose name it will then be registered, and, simultaneously with such transfer, full beneficial ownership shall be conferred, by lease, concession or other appropriate instrument, the terms of which shall be subject to the approval of the Government of the United Kingdom, upon the Port Trust for the period during which any part of the debt owing to the Government of the United Kingdom in respect of the port remains outstanding.

I have, etc.,

(Signed) *F. H. Humphrys.*

His Excellency, Nuri Pasha Al Sa'id, C.M.G., D.S.O., Prime Minister and Minister for Foreign Affairs, 'Iraq.

II.

London, 19th August, 1930.

Sir,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of to-day's date setting out the provisions to be considered as embodying the separate agreement on all financial questions referred to in the second exchange of Notes between Your Excellency and myself at the time of signature of the Treaty of Alliance on the 30th June, 1930, and to confirm that your Note accurately sets out the agreement at which we have arrived.

I have, etc.,

(Signed) *Nuri Said.*

His Excellency, Sir F. H. Humphrys, G.C.V.O., K.C.M.G., K.B.E., C.I.E., His Britannic Majesty's High Commissioner in 'Iraq.

16.

GRANDE-BRETAGNE (CANADA), NORVÈGE.

Echange de Notes concernant les Iles Otto Sverdrup; signées à Londres et à Oslo, le 8 août et le 5 novembre 1930.

Treaty Series No. 25 (1931).

No. 1.

M. Steen to Mr. A. Henderson.

Royal Norwegian Legation, London, August 8, 1930.

Sir,

Acting on instructions from my Government, I have the honour to request you to be good enough to inform His Majesty's Government in

Canada that the Norwegian Government, who do not, as far as they are concerned, claim sovereignty over the Sverdrup Islands, formally recognise the sovereignty of His Britannic Majesty over these islands.

At the same time, my Government is anxious to emphasise that their recognisance of the sovereignty of His Britannic Majesty over these islands is in no way based on any sanction whatever of what is named „the sector principle".

I have, &c.

Daniel Steen.

(Chargé d'Affaires, a. i.).

No. 2.

M. Steen to Mr. A. Henderson.

Royal Norwegian Legation, London, August 8, 1930.

Sir,

With reference to my note of to-day in regard to my Government's recognition of the sovereignty of His Britannic Majesty over the Sverdrup Islands, I have the honour, under instructions from my Government, to inform you that the said note has been despatched on the assumption on the part of the Norwegian Government that His Britannic Majesty's Government in Canada will declare themselves willing not to interpose any obstacles to Norwegian fishing, hunting or industrial and trading activities in the areas which the recognition comprises.

I have, &c.

Daniel Steen.

(Chargé d'Affaires, a. i.).

No. 3.

Mr. Johnstone to M. Mowinckel.

Oslo, November 5, 1930.

M. le Ministre d'État,

At the instance of His Majesty's Government in Canada and under the instructions of His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to invite reference to the two notes addressed to His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs by the Norwegian Chargé d'Affaires in London on the 8th August last in regard to the recognition by the Norwegian Government of the sovereignty of His Britannic Majesty over the Otto Sverdrup Islands, and to inform you that His Majesty's Government in Canada has noted the desire on the part of the Norwegian Government that no obstacles should be interposed to Norwegian fishing, hunting, or industrial and trading activities in the area which the recognition comprises, and wishes to assure the Norwegian Government that it would have pleasure in according any possible facilities. It wishes, however, to draw attention

to the fact that it is the established policy of the Government of Canada, as set forth in an Order in Council of the 19th July, 1926, and subsequent orders, to protect the Arctic areas as hunting and trapping preserves for the sole use of the aboriginal population of the Northwest Territories, in order to avert the danger of want and starvation through the exploitation of the wild life by white hunters and traders. Except with the permission of the Commissioner of the Northwest Territories, no person other than native Indians or Eskimos is allowed to hunt, trap, trade, or traffic for any purpose whatsoever in a large area of the mainland and in the whole Arctic island area, with the exception of the southern portion of Baffin Island. It is further provided that no person may hunt or kill or traffic in the skins of the musk-ox, buffalo, wapiti, or elk. These prohibitions apply to all persons, including Canadian nationals. Should, however, the regulations be altered at any time in the future, His Majesty's Government in Canada would treat with the most friendly consideration any application by Norwegians to share in any fishing, hunting, industrial, or trading activities in the areas which the recognition comprises.

I avail, &c.

Kenneth Johnstone.

No. 4.

M. Mowinckel to Mr. Johnstone.

Det Kgl. Utenriksdepartement, Oslo, 5. november 1930.

Hr. Chargé d'Affaires,

Jeg har den ære å erkjenne mottagelsen av Deres note av. 5. ds., avgitt i svar på de to noter fra den norske chargé d'affaires i London til den britiske utenriksminister av 8. august d. å. angående Norges anerkjennelse av Hans Britanniske Majestets suverænitet over Otto Sverdrups öyene.

Den norske regjering har bemerket sig, at den kanadiske Regjering gjerne vilde ha innrömmet norsk fangst- og næringsdrift innen disse områder enhver mulig lettelse, men at det er et ledende prinsipp i den Kanadiske Regjerings politikk a söke bevaret de arktiske områder til utelukkende bruk som jakt- og fangstområder for Nordvestterritorienes urbelfolkning for å hindre, at den kommer i nöd som fölge av hvite jegeres og fangstfolks utnyttelse av vildtbestanden, og at den ved en flerhet av forordninger hat utferdiget nærmere forskrifter i det öiemed.

Den norske regjering har videre bemerket sig, at den kanadiske Regjering, om disse forskrifter fremtidig skulde bli endret, vil behandle på den velvilligste måte enhver henvendelse fra nordmenn om adgang til å drive fiske, fangst, industriell eller handelsvirksomhet innen de områder, den norske regjerings anerkjennelse omfatter.

Jeg tillater mig å meddele, at den norske regjering finder efter omstendighetene å kunne akviesere ved del således avgivne svar på för nevnte noter av 8. august d. å.

Motta, &c.

For Utenriksministeren.
Aug. Esmarch.

17.

GRANDE-BRETAGNE, NORVÈGE.

Echange de Notes concernant la reconnaissance de la souveraineté norvégienne sur l'Ile de Jan Mayen; signées à Oslo, les 18 et 19 novembre 1930.

Treaty Series No. 14 (1931).

No. 1.

Mr. Johnstone to M. Mowinckel.

Oslo, November 18, 1930.

M. le Ministre d'État,

As your Excellency is doubtless aware, on the 9th May, 1929, the Norwegian Minister in London addressed a note to His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, announcing that, by a Royal decree dated the 8th May, Jan Mayen Island had been placed under Norwegian sovereignty.

I now have the honour by direction of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs to inform your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom have taken note of this decree and formally recognise Norwegian sovereignty over Jan Mayen Island.

I am instructed to add that, His Majesty's Government not having been informed of the grounds on which Norwegian sovereignty was extended to Jan Mayen Island, their recognition of that sovereignty is accorded independently of and with all due reserves in regard to the actual grounds on which the annexation may have been based.

I avail, &c.

Kenneth Johnstone.

No. 2.

M. Mowinckel to Mr. Johnstone.

Det Kgl. Utenriksdepartement, Oslo, 19. november 1930.

Herr Chargé d'Affaires,

I en note av 18. ds. har De hatt den godhet å meddele, at Hans Britanniske Majestets Regjering anerkjenner Norges suverenitet over öen Jan Mayen.

Jeg har den ære, idet jeg erkjenner mottagelsen av denne Deres note, å be fremfört for Deres Regjering den norske regjerings takk for det venskapelige sindelag overfor Norge, som har gitt sig uttrykk i dens nevnte anerkjennelse.

Motta, Herr Chargé d'Affaires, forsikringen om min særlige höiaktelse.

(For Utenriksministeren),
Aug. Esmarch.

(Translation.)

The Ministry for Foreign Affairs, Oslo, November 19, 1930.

M. le Chargé d'Affaires,

In a note of the 18th instant you were so good as to state that His Britannic Majesty's Government recognise Norway's sovereignty over Jan Mayen Island.

I have the honour, while acknowledging the receipt of your note, to ask you to convey to your Government the thanks of the Norwegian Government for their friendly attitude towards Norway, which has found expression in the above-mentioned recognition.

I avail, &c.

(For the Minister for Foreign Affairs),
Aug. Esmarch.

18.

GRANDE-BRETAGNE, CHINE.

Echange de Notes concernant l'indemnité à payer par la Chine en verte du Protocole du 7 septembre 1901;*) signées à Nanking, les 19 et 22 septembre 1930.

Parliamentary Papers. China No. 3 (1930). Cmd. 3715. — Treaty Series No. 18 (1931).

Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Chinese Government regarding the Disposal of the British Share of the China Indemnity of 1901. Nanking, September 19 and 22, 1930.

(1.)

Dr. Wang to Sir M. Lampson.

Nanking, September 19, 1930.

Excellency,

I have the honour to refer you to the declaration made by His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and

*) V. N. R. G. 2. s. XXXII, p. 94.

Northern Ireland in December 1922, that the balance of the British share of the Indemnity of 1901 would be thence-forward devoted to purposes mutually beneficial to China and the United Kingdom, and to express the hope that His Majesty's Government will at once take steps to remit all payments of the Indemnity as from the 1st December, 1922, to the control of the Chinese Government.

2. In the event of such remission being affected [sic] it is the intention of the Chinese Government to deal with the funds in harmony with the general views set forth in the report of the Anglo-Chinese Advisory Committee published in 1926, to which the attention of the Board of Trustees in China referred to below will be invited. The Chinese Government proposes, however, in the first instance to apply the bulk of the funds to the creation of an endowment to be subsequently devoted to the educational purposes mentioned in the Report of the Committee. It appears to the Chinese Government that the most advantageous plan for providing such an endowment would consist in the investment of the greater part of the said Indemnity funds, namely, the accumulated funds now on deposit, and all future instalments, in rehabilitating and building railways and in other productive enterprises in China. For the control, apportionment and administration of the above-mentioned endowment the Chinese Government will duly appoint a Board of Trustees in China, which will include a certain number of British members.

3. In view of the urgent necessity, in connection with reconstruction and development in China, of reconditioning the existing Chinese railways in the first instance, the Chinese Government will take the necessary steps to apply a part of the accumulated funds now on deposit and the instalments due for payment shortly in the rehabilitation of the said railways, especially those lines in which British financial interest has been particularly concerned, to which lines attention will be first given.

4. In rehabilitating and building railways and in undertaking other productive works from the Indemnity funds remitted or from loans secured on the said funds, the terms of existing contracts will be taken into consideration, but all orders for materials required and purchased abroad out of those funds themselves, including bridges, locomotives, rolling-stock, rails and other equipment, will be placed in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.

5. In order to carry ot these proposals at the earliest date and in the manner most satisfactory to the two countries, the Chinese Government is prepared to agree that the whole of the accumulated funds now on deposit be transferred to a Purchasing Commission in London to consist of a chairman, who shall be China's diplomatic representative in London, a representative of the Chinese Ministry of Railways, and four other members appointed from time to time by the Chinese Government after consultation with the Board of Trustees from a panel of

persons commended to those Trustees by His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs as being persons of standing with wide experience in business matters, for the purpose of purchasing bridges, locomotives, rolling-stock, rails and other materials from United Kingdom manufacturers for the use of the Chinese Government Railways and other productive undertakings in China. It is understood that the Commission will be exempt from all taxation in respect of any income accruing to it, whether by reason of the payment to it of any of the moneys specified in this Note or from the deposit or investment of any part of such moneys as is not required for its immediate use, and its functions shall be as follows:

(1) To enter into and to supervise and secure the carrying out of contracts for the supply and delivery in China of such plant, machinery and other articles and material to be manufactured in each case within the United Kingdom as may from time to time be required and ordered by the Chinese Government; and

(2) To apply all moneys received by the Commission in accordance with the terms of this note in discharging the obligations incurred under or in connection with any such contracts, and in defraying generally the expenses of the Commission, and so far as those moneys are not immediately required for such purposes in establishing a reserve fund to enable the Commission to meet similar requirements of the Chinese Government and its own expenses in future years. All future instalments as they fall due will be paid by the Chinese Government to His Majesty's representative in China, who will transfer one-half to the Purchasing Commission in London, to be used in the same way and for similar objects as specified above, and one-half to the account of the Board of Trustees in China.

6. Funds spent in the United-Kingdom will be regarded as loans, bearing interest and providing for eventual amortisation, from the Board of Trustees to the Chinese Government Railways or other productive enterprises concerned, and strict account will be rendered from time to time to the said Trustees. The amounts attributable to the service of such loans will be paid to the said Trustees and by them applied to educational purposes at the earliest opportunity.

I avail, &c.

Chengting T. Wang.

(2.)

Dr. Wang to Sir M. Lampson.

Nanking, September 19, 1930.

Excellency,

With regard to the constitution, powers and proceedings of the Purchasing Commission in London referred to in my note of to-day's date on the subject of the disposal of the British share of the Indem-

nity of 1901, I have the honour to state that it is my understanding that

1. The term of office of a member of the Commission (other than the chairman) shall be three years, subject to reappointment, but a member may at any time resign his office.

2. The proceedings of the Commission shall not be invalidated by any vacancy among its members, provided, however, that no decision of the Commission shall be taken in the absence of a quorum, which shall be constituted by any four of its members.

3. The Commission may provide itself with such offices and employ such officers, expert advisers, accountants and agents as it deems necessary for the proper discharge of its functions.

4. The accounts of the Commission shall be made up to such date in each year and audited by such persons as the Commission may determine, and the Commission shall submit to the Chinese Government a summary of those accounts and of its transactions during the year and cause it to be published.

5. Subject to the above provisions and the conditions set forth in the above-mentioned note, the Commission may regulate its own procedure and make standing orders governing the conduct of its business, whether by the Commission or by committees of the members thereof.

I avail, &c.

Chengting T. Wang.

(3.)

Sir M. Lampson to Dr. Wang.

Nanking, September 19, 1930.

Sir,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of to-day's date on the subject of the disposal of the balance of the British share of the Indemnity of 1901, in which you inform me of the intention of the Chinese Government, in the event of His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland returning the said Indemnity funds to its control, to create out of the said Indemnity funds an endowment to be devoted to educational purposes in harmony with the general views set forth in the report of the Anglo-Chinese Advisory Committee published in 1926.

I have also the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of to-day's date regarding the constitution, powers and proceedings of the Purchasing Commission in London proposed in your Excellency's other note acknowledged above.

I am communicating the texts of your Excellency's notes to His Majesty's Government for their consideration, and in the meantime, by direction of my Government, I have the honour to suggest to your Excellency that a sum of £265,000 and a further sum of £200,000 be set

aside from the accumulated funds now on deposit, to be donated respectively to the Hong Kong University for the education of Chinese students and to the Universities' China Committee in London for the promotion of closer cultural relations between China and the United Kingdom. The grant to the Universities' China Committee will be invested as an endowment fund, the proceeds of which will be used inter alia for inviting eminent Chinese to give lectures in the United Kingdom.

I avail, &c.

Miles W. Lampson.

(4.)

Dr. Wang to Sir M. Lampson.

Nanking, September 19, 1930.

Excellency,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of to-day's date on the subject of the disposal of the balance of the British share of the Indemnity of 1901, which contained the following proposal from His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

„That a sum of £265,000 and a further sum of £200,000 be set aside from the accumulated funds now on deposit, to be donated respectively to the Hong Kong University for the education of Chinese students and to the Universities' China Committee in London for the promotion of closer cultural relations between China and the United Kingdom. The grant to the Universities' China Committee will be invested as an endowment fund, the proceeds of which will be used inter alia for inviting eminent Chinese to give lectures in the United Kingdom."

In reply, I have the honour to state that the Chinese Government is in agreement with the above proposal.

I avail, &c.

Chengting T. Wang.

(5.)

Sir M. Lampson to Dr. Wang.

Nanking, September 22, 1930.

Sir,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note, which reads as follows:

[suit le texte de la Note, ci-dessus No. 1.]

I have also the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note, which reads as follows:

[suit le texte de la Note, ci-dessus, No. 2.]

I have also the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note, which reads as follows:

[suit le texte de la Note, ci-dessus, No. 4.]

I have the honour to inform your Excellency that I duly communicated your notes to His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, who have instructed me to inform you in reply that they appreciate and approve the proposals suggested by your Government as to the future utilisation of the balance of the British share of the Indemnity, and that they confirm your Excellency's understanding that the proposed Purchasing Commission in London will be exempt from all taxation in respect of any income accruing to it, whether by reason of the payment to it of any of the moneys specified in your first note above referred to or from the deposit or investment of any part of such moneys as is not required for its immediate use, and also confirm your Excellency's understanding in regard to the constitution, powers and proceedings of the said Commission. The Act of Parliament, the enactment of which is required, will be drafted so as to give effect thereto. His Majesty's Government believe that the rehabilitation and construction of railways will not only provide valuable educational endowments but will also in themselves promote trade and prosperity and will thus advance the mutual interests of both countries. They especially appreciate the intention of the Chinese Government to place orders for materials with British manufacturers in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and they consider the method of carrying out this intention as suggested in paragraphs 5 and 6 of your Excellency's note of the 19th September should prove satisfactory to both countries. They will be glad to avail themselves of the proposals, subject, of course, to the terms of the existing contracts, both those between British firms and Chinese authorities and those between British firms and their foreign partners. His Majesty's Government will, therefore, subject to the necessary legislation being passed in Parliament and upon it coming into force, remit all payments of the Indemnity as from the 1st December, 1922, and transfer to the proposed Purchasing Commission in London all the deposited funds, less the expenditure already incurred under sections I (1) and I (3) of the China Indemnity (Application) Act of 1925 and subject to the deduction of the two sums of £200,000 and £265,000 set aside for the Universities' China Committee and the Hong Kong University respectively, and will pass future payments to the control of the Chinese Government in the manner and subject to the conditions provided in the notes referred to in paragraphs 1 and 2 of this note.

I avail, &c.

Miles W. Lampson.

19.

PAYS-BAS, PERSE.

Traité d'amitié; signé à Téhéran, le 12 mars 1930.*)

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1931, No. 5.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas d'une part et Sa Majesté Impériale le Schah de Perse d'autre part,

Egalement animés du désir de consolider les rapports d'amitié traditionnels entre les deux Etats, ont résolu de conclure un Traité d'amitié et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires:

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

Monsieur Leendert Pieter Johan de Decker, Chargé d'Affaires des Pays-Bas à Téhéran;

Sa Majesté Impériale le Schah de Perse:

Son Excellence M. Mohamed Ali Khan Farzine, Ministre des Affaires Etrangères;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes:

Article 1.

Il y aura paix inviolable et amitié sincère et perpétuelle entre l'Empire de Perse et le Royaume des Pays-Bas, ainsi qu'entre les ressortissants des deux Etats.

Article 2.

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour continuer leurs relations diplomatiques conformément aux principes et à la pratique du droit commun international. Elles conviennent que les représentants diplomatiques de chacune d'Elles recevront, sur le territoire de l'Autre, à charge de réciprocité, le traitement consacré par les principes et la pratique du droit commun international, traitement qui ne pourra, en aucun cas, être moins favorable que celui accordé aux représentants diplomatiques de la nation la plus favorisée.

Article 3.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent de soumettre à l'arbitrage tous les différends qui surgiraient entre Elles à propos de l'application ou de l'interprétation des stipulations de tous les traités et conventions conclus ou à conclure, y compris l'Article 2 du présent Traité et qui n'auraient pu être réglés à l'amiable dans un délai raisonnable par les procédés diplomatiques ordinaires.

Cette disposition s'appliquera également le cas échéant à la question préalable de savoir si le différend se rapporte à l'interprétation ou à l'application desdits traités et conventions.

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Téhéran, le 17 décembre 1930.

La décision du tribunal arbitral obligera les Parties.

Pour chaque litige le tribunal sera formé sur la demande d'une des Hautes Parties Contractantes et de la façon suivante: dans le délai de trois mois à dater du dépôt de la demande chacun des deux Etats désignera un arbitre, qui pourra être choisi parmi ses ressortissants ou parmi les ressortissants d'un Etat tiers.

Si à l'expiration du susdit délai de trois mois, l'Etat défendeur n'a désigné l'arbitre, le choix en sera fait, à la demande de l'Etat demandeur, par le Président de la Cour de Justice Internationale parmi les ressortissants de l'Etat défendeur.

Dans un nouveau délai de deux mois, les Parties se mettront d'accord sur les termes du compromis, saisissant le tribunal arbitral du différend, déterminant sa compétence, énonçant les points en litige et fixant la procédure à suivre pour leur donner une solution. Au cas où le délai de deux mois écoulé, les deux Etats ne se seraient pas entendus sur le compromis, le soin de l'établir serait confié au tribunal arbitral saisi par l'Etat demandeur.

Si les deux arbitres ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'établissement d'un compromis dans le délai de deux mois à partir du moment où ce soin aurait été confié au tribunal arbitral ou si les deux arbitres ne parviennent pas à régler le différend dans un délai raisonnable, qui devra d'ailleurs être fixé dans le règlement de procédure, les Hautes Parties Contractantes choisiront d'un commun accord encore trois arbitres, à moins qu'Elles ne soient tombées d'accord de ne nommer ensemble qu'un seul tiers arbitre. Ces arbitres devront être ressortissants d'un ou de plusieurs Etats tiers. Si les Etats ne tombent pas d'accord sur le choix des arbitres ou de l'arbitre susvisés, dans le délai de deux mois à dater du moment où aura été formulée la demande de la nomination de ces arbitres ou du tiers arbitre, ils prieront en commun ou, faute d'avoir introduit cette requête commune dans un nouveau délai de deux mois, le plus diligent d'entre Eux priera le Président de la Cour Permanente de Justice Internationale de nommer les trois arbitres ou le tiers arbitre, parmi les ressortissants des Etats tiers. Du commun accord des Parties, il pourra lui être remis une liste des Etats tiers auxquels son choix devra se restreindre. Elles se réservent de s'entendre à l'avance pour une période déterminée sur la désignation des trois arbitres ou du tiers arbitre.

Au cas où il aurait fallu procéder à la désignation des trois arbitres ou du tiers arbitre, et à défaut d'un compromis entre les deux Etats contractants ayant déterminé la procédure à suivre à partir de cette désignation, les trois arbitres se joindront ou le tiers arbitre se joindra aux deux premiers arbitres, et le tribunal ainsi formé déterminera sa procédure et réglera le différend.

Toutes les décisions du tribunal arbitral seront rendues à la majorité.

Pour tout différend autre que ceux relatifs à l'application ou à l'interprétation de traités ou conventions et qui n'auraient pu être réglés de façon satisfaisante par les procédés diplomatiques ordinaires, les Hautes Parties Contractantes, respectueuses de leurs obligations en tant que membres de la Société des Nations, conviennent de ne recourir qu'à des procédures de règlement pacifique. Elles détermineront dans chaque cas par compromis spécial la procédure qui leur paraîtra la mieux appropriée.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent au surplus que, au cas où elles viendraient toutes deux à adhérer à l'acte général d'arbitrage du 26 septembre 1928 *) ou au protocole relatif à la compétence obligatoire de la Cour Permanente de Justice Internationale du 16 décembre 1920, **) les stipulations de ces actes se trouveraient éventuellement d'application, nonobstant les dispositions du présent Article.

Article 4.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications seront échangées le plus tôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur un mois à dater de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Téhéran, le 12 mars 1930. (21 esfand mah 1308 Solaire.)

(L. S.) *L. P. J. de Decker.*
(L. S.) *M. Farzine.*

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature du Traité d'Amitié conclu aujourd'hui entre l'Empire de Perse et le Royaume des Pays-Bas, les Plénipotentiaires soussignés ont fait la déclaration suivante qui constituera partie intégrante du Traité même: Il est entendu que:

à l'Art. 3. Les Hautes Parties Contractantes se réservent le droit d'examiner à nouveau les dispositions de l'Article 3 du présent Traité à l'expiration d'un délai de dix ans à dater de l'échange des ratifications de ce Traité. Si l'une des Parties Contractantes notifie à l'Autre, six mois avant l'expiration de ce délai, Son désir de ne pas maintenir en vigueur l'Article 3, cet Article prendra son effet à la date où le terme de dix ans sera écoulé. A défaut de telle dénonciation, l'Article demeurera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans, et ainsi de suite.

Téhéran, le 12 mars 1930. (21 esfand mah 1308 Solaire.)

L. P. J. de Decker.
M. Farzine.

---

*) Pas encore publié.
) V. **N. R. G. 3. s. XII, p. 854.

20.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, ITALIE.

Traité d'arbitrage; signé à Washington, le 19 avril 1928.*)

Treaty Series, No. 831.

The President of the United States of America and His Majesty the King of Italy

Determined to prevent so far as in their power lies any interruption in the peaceful relations that happily have always existed between the two nations;

Desirous of reaffirming their adherence to the policy of submitting to impartial decision all justiciable controversies that may arise between them; and

Eager by their example not only to demonstrate their condemnation of war as an instrument of national policy in their mutual relations, but also to hasten the time when the perfection of international arrangements for the pacific settlement of international disputes shall have eliminated forever the possibility of war among any of the Powers of the world;

Have decided to conclude a new treaty of arbitration enlarging the scope and obligations of the arbitration convention signed at Washington on March 28, 1908, **) which expired by limitation on January 22, 1924, and for that purpose they have appointed as their respective Plenipotentiaries

The President of the United States of America, Frank B. Kel-

Il Presidente degli Stati Uniti dell'America del Nord e Sua Maestà il Re d'Italia,

decisi a prevenire, per quanto è in loro potere, qualunque interuzione delle relazioni pacifiche che sono sempre felicemente esistite fra le due Nazioni;

desiderosi di riaffermare la loro adesione al sistema di sottomettere ad una decisione imparziale tutte le controversie suscettibili di una soluzione giuridica che possano sorgere fra essi; e

intendendo con il loro esempio non solo di dimostrare che essi condannano la guerra come mezzo di politica nazionale nelle loro mutue relazioni, ma anche di affrettare il momento che il perfezionamento degli accordi internazionali per il regolamento pacifico delle controversie internazionali avrà eliminato per sempre la possibilità di guerre fra le Potenze del mondo;

hanno deciso di concludere un nuovo Trattato di Arbitrato che allarghi lo scopo e le obbligazioni della Convenzione di Arbitrato firmata a Washington il 28 marzo 1908**) e spirata il 22 gennaio 1924, e a questo fine hanno nominato come loro Plenipotenziarii rispettivamente

Il Presidente degli Stati Uniti dell'America del Nord, Frank B.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Washington, le 20 janvier 1931.
**) V. N. R. G. 3. s. II, p. 311.

logg, Secretary of State of the United States, and

His Majesty the King of Italy, Nobile Giacomo de Martino, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the United States,

who, having communicated to one another their full powers found in good and due form, have agreed upon the following articles:

Article I.

All differences relating to international matters in which the High Contracting Parties are concerned by virtue of a claim of right made by one against the other under treaty or otherwise, which it has not been possible to adjust by diplomacy, which have not been adjusted as a result of reference to the Permanent International Commission constituted pursuant to the treaty signed at Washington May 5, 1914,*) between Italy and the United States and still in force, and which are justiciable in their nature by reason of being susceptible of decision by the application of the principles of law or equity, shall be submitted to the Permanent Court of Arbitration established at The Hague by the Convention of October 18, 1907, or to some other competent tribunal, as shall be decided in each case by special agreement, which special agreement shall provide for the organization of such tribunal if necessary, define its powers, state the question or questions at issue, and settle the terms of reference.

*) V. N. R. G. 3. s. X, p. 82.

Kellogg, Segretario di Stato degli Stati Uniti, e

Sua Maestà il Re d'Italia, il Nobile Giacomo de Martino, Suo Ambasciatore Straordinario e Plenipotenziario agli Stati Uniti,

i quali, essendosi comunicati i loro pieni poteri e avendoli trovati in buona e debita forma, hanno concordato i seguenti articoli:

Articolo I.

Tutte le controversie relative ad affari internazionali nelle quali le Alte Parti Contraenti siano impegnate in seguito a una pretesa giuridica avanzata da una Parte contro l'altra, e fondata o sopra un trattato o altrimenti, le quali non sia stato possibile comporre in via diplomatica, le quali non siano state risolte in seguito a ricorso alla Commissione Permanente Internazionale, costituita in base al trattato firmato a Washington il 5 maggio 1914*) tra l'Italia e gli Stati Uniti dell'America del Nord e attualmente in vigore, e le quali siano di loro natura suscettibili di una soluzione giuridica, in quanto suscettibili di una decisione derivata dalla applicazione dei principii del diritto o dell'equità, saranno sottomesse alla Corte Permanente di Arbitrato stabilita all'Aja dalla Convenzione del 18 ottobre 1907 o ad altro tribunale competente, secondo quanto sarà stabilito in ogni singolo caso con un accordo speciale; il quale accordo speciale regolerà l'organizzazione di tale tribunale, se necessario, definirà i suoi poteri, esporrà la questione o le questioni

The special agreement in each case shall be made on the part of the United States of America by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof, and on the part of the Kingdom of Italy in accordance with the constitutional laws of that Kingdom.

Article II.

The provisions of this treaty shall not be invoked in respect of any dispute the subject matter of which

(a) is within the domestic jurisdiction of either of the High Contracting Parties;

(b) involves the interests of third Parties;

(c) depends upon or involves the maintenance of the traditional attitude of the United States concerning American questions, commonly described as the Monroe Doctrine;

(d) depends upon or involves the observance of the obligations of Italy in accordance with the Covenant of the League of Nations.

Article III.

The present treaty shall be ratified by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof and by the Kingdom of Italy in accordance with its constitutional laws.

The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible, and the treaty shall take effect on the date of the exchange of the ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless

di cui si tratta e ne fisserà i termini.

L'accordo speciale in ogni singolo caso sarà concluso da parte degli Stati Uniti dell'America del Nord dal loro Presidente con l'avviso e il consenso del Senato, e da parte del Regno d'Italia secondo le sue leggi costituzionali.

Articolo II.

Le disposizioni del presente Trattato non saranno invocate per qualunque controversia il cui contenuto:

(a) si riferisca alla giurisdizione interna di una delle Alte Parti Contraenti;

(b) implichi gli interessi di terzi Stati;

(c) derivi dall'atteggiamento tradizionale degli Stati Uniti dell'America del Nord verso le questioni americane che è comunemente indicato come dottrina di Monroe, o ne riguardi il mantenimento;

(d) derivi dalle obbligazioni dell' Italia in conformità al Patto della Società delle Nazioni, o ne riguardi l'osservanza.

Articolo III.

Il presente Trattato sarà ratificato dal Presidente degli Stati Uniti dell'America del Nord con l'avviso e il consenso del Senato e dal Regno d'Italia secondo le sue leggi constituzionali.

Le ratifiche saranno scambiate a Washington appena possibile e il Trattato entrerà in vigore al momento dello scambio delle ratifiche. Esso resterà quindi continuativamente in vigore, a meno che e fino

and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Party to the other.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this treaty in duplicate in the English and Italian languages, both texts having equal force, and hereunto affix their seals.

Done at Washington the nineteenth day of April in the year of our Lord one thousand nine hundred and twenty-eight.

a quando esso non sia denunciato con una comunicazione scritta, a un anno di anticipo, di una delle Alte Parti Contraenti all'altra.

In fede di che i rispettivi Plenipotenziarii hanno firmato il presente Trattato in duplice esemplare in inglese e in italiano, facendo ambedue i testi ugualmente fede, e vi hanno apposto i loro suggelli.

Fatto a Washington il dicianove aprile dell'anno di Nostro Signore millenovecentoventotto.

[Seal] *Frank B Kellogg.*
[Seal] *Giacomo de Martino.*

21.

BELGIQUE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Convention de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire; signée à Prague, le 23 avril 1929.*)

Chambre des Représentants. Session 1929—1930. No. 76.

Sa Majesté le Roi des Belges, d'une part, et le Président de la République Tchécoslovaque, d'autre part, s'inspirant des heureuses relations d'amitié qui unissent leurs nations respectives;

Sincèrement désireux d'assurer, par des procédures pacifiques, le règlement des différends qui viendraient à surgir entre leurs pays;

Constatant que le respect des droits établis par les traités ou résultant du droit des gens est obligatoire pour les tribunaux internationaux;

Reconnaissant que les droits appartenant à chaque Etat ne sauraient être modifiés que de son consentement;

Considérant que la sincère observation, sous les auspices de la Société des Nations, des procédures pacifiques permet d'arriver au règlement de tous les différends internationaux;

Appréciant hautement la recommandation faite par l'Assemblée de la Société des Nations, dans sa résolution en date du 26 septembre 1928, à tous les Etats de conclure des conventions de règlement pacifique des différends internationaux;

---

*) Les ratifications ont été échangées à Bruxelles, le 4 novembre 1930. V. Sammlung der Gesetze und Verordnungen des tschechoslowakischen Staates du 16 février 1931.

Ont décidé de réaliser dans une convention leur intention commune et ont désigné pour leurs Plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi des Belges:

M. de Raymond, Grand'Croix de l'Ordre du Lion Blanc, Commandeur de l'Ordre de la Couronne, Officier de l'Ordre de Léopold, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire; et

Le Président de la République Tchécoslovaque:

M. le Dr. Eduard Benes, Ministre des Affaires Etrangères;

lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Chapitre I.

Du règlement pacifique en général.

Article premier.

Les différends de toute nature qui viendraient à s'élever entre les Hautes Parties Contractantes et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique seront soumis, dans les conditions fixées par la présente Convention, à un règlement judiciaire ou arbitral, précédé, selon le cas, obligatoirement ou facultativement, d'un recours à la procédure de conciliation.

Art. 2.

Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale serait prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties Contractantes seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions.

Art. 3.

1) S'il s'agit d'un différend dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Hautes Parties Contractantes, relève de la compétence des autorités judiciaires ou administratives, cette partie pourra s'opposer à ce que ce différend soit soumis aux diverses procédures prévues par la Présente Convention, avant q'une décision définitive ait été rendue dans les délais raisonables par l'autorité compétente.

2) La partie qui, dans ce cas, voudra recourir aux procédures prévues par la présente Convention, devra notifier à l'autre partie son intention dans un délai d'un an, à partir de la décision susvisée.

Chapitre II.

Du règlement judiciaire.

Art. 4.

Tous différends au sujet desquels les parties se contesteraient réciproquement un droit seront soumis pour jugement à la Cour Permanente de Justice Internationale, à moins que les parties ne tombent d'accord, dans les termes prévus ci-après, pour recourir à un Tribunal arbitral.

Il est entendu que les différends ci-dessus visés comprennent notam-

ment ceux que mentionne l'Article 36 du Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale.

Art. 5.

Si les parties sont d'accord pour soumettre les différends visés à l'article précédent à un Tribunal arbitral, elles rédigeront un compromis dans lequel elles fixeront l'objet du litige, le choix des arbitres et la procédure à suivre. A défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le compromis, il sera fait application dans la mesure nécessaire des dispositions de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.*) Dans le silence du compromis quant aux règles de fond à appliquer par les arbitres, le Tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'Article 38 du Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale.

Art. 6.

A défaut d'accord entre les parties sur le compromis visé à l'article précédent ou à défaut de désignation d'arbitres et après un préavis de trois mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de requête, le différend devant la Cour Permanente de Justice Internationale.

Art. 7.

1) Pour les différends prévus à l'Article 4, avant toute procédure devant la Cour Permanente de Justice Internationale, ou avant toute procédure arbitrale, les parties pourront, d'un commun accord, recourir à la procédure de conciliation prévue par la présente Convention.

2) En cas de recours à la conciliation et d'échec de cette procédure, aucune des parties ne pourra porter le différend devant la Cour Permanente de Justice Internationale ou demander la constitution du Tribunal arbitral visé à l'Article 5 avant l'expiration du délai d'un mois à compter de la clôture des travaux de la Commission de conciliation.

Chapitre III.

De la conciliation.

Art. 8.

Tous différends entre les parties, autres que ceux prévus à l'Article 4, seront soumis obligatoirement à une procédure de conciliation avant de pouvoir faire l'objet d'un règlement arbitral.

Art. 9.

Les différends visés à l'article précédent seront portés devant une Commission de conciliation permanente ou spéciale constituée par les parties.

---

*) V. **N. R. G.** 3. s. III, p. 360.

Art. 10.

Sur la demande, adressée par une des Hautes Parties Contractantes à l'autre partie, il devra être constitué, dans les six mois, une Com mission permanente de Conciliation.

Art. 11.

Sauf accord contraire des Hautes Parties Contractantes, la Commission de conciliation sera constituée comme suit:

1) La Commission comprendra cinq membres. Les Hautes Parties Contractantes en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Les trois autres Commissaires seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers devront être de nationalité différente, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des Parties, ni se trouver à leur service. Parmi eux, les Hautes Parties Contractantes désigneront le Président de la Commission.

2) Les commissaires seront nommés pour trois ans. Ils seront rééligibles. Les Commissaires nommés en commun pourront être replacés au cours de leur mandat, de l'accord des Parties. Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra toujours procéder au remplacement du Commissaire nommé par elle. Nonobstant leur remplacement, les Commissaires resteront en fonctions pour l'achèvement de leurs travaux en cours.

3) Il sera pourvu, dans le plus bref délai aux vacances que viendraient à se produire par suite de décès ou de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Art. 12.

Si, lorsqu'il s'élève un différend, il n'existe pas une Commission permanente de Conciliation nommée par les Parties, une commission spéciale sera constituée pour l'examen du différend dans un délai de trois mois à compter de la demande adressée par l'une des parties à l'autre. Les nominations se feront conformément aux dispositions de l'article précédent, à moins que les parties n'en décident autrement.

Art. 13.

1) Si la nomination des Commissaires à désigner en commun n'intervient pas dans les délais prévues aux Articles 10 et 12, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confié à une tierce Puissance choisie d'un commun accord par les Parties ou, si celles-ci le demandent, au Président en exercice du Conseil de la Société des Nations.

2) Si l'accord ne s'établit pas au sujet d'aucun de ces procédés, chaque partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi choisies.

3) Si, dans un délai de trois mois, ces deux Puissances n'ont pu tomber d'accord, chacune d'elles présentera des candidats en nombre

égal à celui des membres à désigner. Le sort déterminera lesquels des candidats ainsi présentés seront admis.

Art. 14.

1) La Commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au Président, par les deux parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des parties.

2) La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la Commission de procéder à toutes les mesures propres à conduire à une conciliation.

3) Si la requête émane d'une seule des parties, elle sera notifié e par celle-ci sans délai à l'autre partie.

Art. 15.

1) Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des parties aura porté un différend devant une Commission permanente de Conciliation, chacune des parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer son Commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

2) La partie qui usera de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre partie; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

Art. 16.

1) La Commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire des parties, au siège de la Société des Nations ou en tout autre lieu désigné par son Président.

2) La Commission pourra, en toute circonstance, demander au Secrétaire général de la Société des Nations, de prêter son assistance à ses travaux.

Art. 17.

Les travaux de la Commission de conciliation ne seront publics qu'en vertu d'une décision prise par la Commission avec l'assentiment des parties.

Art. 18.

1) Sauf accord contraire des parties, la Commission de conciliation règlera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquête, la Commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

2) Les parties seront représentées auprès de la Commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la Commission; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

3) La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur Gouvernement.

Art. 19.

Sauf accord contraire des parties, les décisions de la Commission de conciliation seront prises à la majorité des voix et la Commission ne pourra se prononcer sur le fond du différend que si tous ses membres sont présents.

Art. 20.

Les parties s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Art. 21.

1) Pendant la durée de leurs travaux, chacun des Commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté de commun accord des parties, qui en supporteront chacune une part égale.

2) Les frais généraux occasionnés par le fonctionnement de la Commission seront répartis de la même façon.

Art. 22.

1) La Commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles, par voie d'enquête ou autrement, et de s'efforcer de concilier les parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

2) A la fin de ses travaux, la Commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les parties n'ont pu être conciliées. Le procès-verbal ne mentionnera pas si les décisions de la Commission ont été prises à l'unanimité ou à la majorité.

3) Les travaux de la Commission devront, à moins que les parties n'en conviennent autrement, êtres terminés dans un délai de six mois à compter du jour où la Commission aura été saisie du différend.

Art. 23.

Le procès-verbal de la Commission sera porté sans délai à la connaissance des parties. Il appartient aux parties d'en décider la publication.

Chapitre IV.
Du règlement arbitral.

Art. 24.

Si, dans le mois qui suivra la clôture des travaux de la Commission de conciliation visée dans les articles précédents, les parties ne se sont pas entendues, la question sera portée devant un Tribunal arbitral constitué, sauf accord contraire des parties, de la manière indiquée ci-après.

Art. 25.

Le Tribunal arbitral comprendra cinq membres. Les Hautes Parties Contractantes en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Les deux autres arbitres et les sur-arbitres seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers devront être de nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des parties, ni se trouver à leur service.

Art. 26.

1) Si la nomination des membres du Tribunal arbitral n'intervient pas dans un délai de trois mois à compter de la demande adressée par l'une des parties à l'autre de constituer un Tribunal arbitral, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confié à une tierce Puissance choisie d'un commun accord par les parties.

2) Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi choisies.

3) Si, dans un délai de trois mois, les Puissances ainsi désignées n'ont pu tomber d'accord, les nominations nécessaires seront faites par le Président de la Cour Permanente de Justice Internationale. Si celui-ci est empêché, ou, s'il est ressortissant de l'une des parties, les nominations seront faites par le vice-président. Si celui-ci est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des parties, les nominations seront faites par le membre le plus âgé de la Cour qui n'est ressortissant d'aucune des parties.

Art. 27.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission, ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Art. 28.

Les parties rédigeront un compromis déterminant l'objet du litige et la procédure à suivre.

Art. 29.

A défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le compromis, relativement aux points indiqués dans l'article précédent, il sera fait application, dans la mesure nécessaire, des dispositions de la Con-

vention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Art. 30.

Faute de conclusion d'un compris dans un délai de trois mois à partir de la constitution du Tribunal, celui-ci sera saisi par requête de l'une ou de l'autre des parties.

Art. 31.

Dans le silence du compromis ou à défaut de compromis, le Tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'Article 38 du Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale. En tant qu'il n'existe pas de pareilles règles applicables au différend, le Tribunal jugera ex aequo et bono.

Chapitre V.

Dispositions générales.

Art. 32.

1) Dans tous le cas où le différend fait l'objet d'une procédure arbitrale ou judiciaire, notamment, si la question au sujet de laquelle les parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour Permanente de Justice Internationale, statuant conformément à l'Article 41 de son Statut,*) ou le Tribunal arbitral, indiquera dans le plus bref délai possible les mesures provisoires qui doivent être prises. Les parties seront tenues de s'y conformer.

2) Si la Commission de conciliation se trouve saisie du différend, elle pourra recommander aux parties les mesures provisoires qu'elle estimera utiles.

3) Les parties s'engagent à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision judiciaire ou arbitrale ou aux arrangements proposés par la Commission de conciliation et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Art. 33.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité de l'une des parties en litige se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel de ladite partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les Hautes Parties Contractantes conviennent qu'il devra être accordé par la sentence judiciaire ou arbitrale, à la partie lésée, une satisfaction équitable.

Art. 34.

1) La présente Convention sera applicable entre les Hautes Parties Contractantes encore qu'une tierce Puissance ait un intérêt dans le différend.

*) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 874.

2) Dans la procédure de conciliation, les parties pourront d'un commun accord inviter une tierce Puissance.

3) Dans la procédure judiciaire ou arbitrale, si une tierce Puissance estime que, dans un différend, un intérêt d'ordre juridique est pour elle en cause, elle peut adresser à la Cour Permanente de Justice Internationale ou au Tribunal arbitral une requête à fin d'intervention.

La Cour ou le Tribunal décide.

4) Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle auront participé d'autres Etats que les parties en cause, le Greffe de la Cour Permanente de Justice Internationale ou le Tribunal arbitral les avertit sans délai.

Chacun d'eux aura le droit d'intervenir et, s'il exerce cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est obligatoire à son égard.

Art. 35.

Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention, y compris ceux relatifs à la qualification des litiges, seront soumis à la Cour Permanente de Justice Internationale.

Art. 36.

La présente Convention, conforme au Pacte de la Société des Nations, ne sera pas interprétée comme restreignant la mission de celle-ci de prendre, à tout moment, les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix du monde.

Art. 37.

1) La présente Convention sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu à Bruxelles.

Elle sera enregistrée au Secrétariat de la Société des Nations.

2) La Convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter de la date de l'échange des ratifications.

3) Si elle n'est pas dénoncée six mois au moins avant l'expiration de ce terme, elle demeurera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

4) Nonobstant la dénonciation par l'une des Hautes Parties Contractantes, les procédures engagées au moment de l'expiration du terme de la Convention continueront jusqu'à leur achèvement normal.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention.

Fait à Praha, le 23 avril 1929, en deux exemplaires.

(L. S.) *de Raymond.* (L. S.) *Dr. Eduard Benes.*

22.

GRÈCE, TCHÉCOSLOVAQIE.

Pacte d'amitié, de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire; signé à Prague, le 8 juin 1929.*)

Journal officiel du Gouvernement Hellénique, No. 174, du 19 mai 1930.

Le Président de la République Hellénique et le Président de la République Tchécoslovaque.

S'inspirant des heureuses relations d'amitié qui unissent leurs nations respectives;

Sincèrement désireux d'assurer, par des procédures pacifiques le règlement des différends qui viendraient à surgir entre leurs pays.

Constatant que le respect des droits établis par les traités ou résultant du droit des gens est obligatoire pour les tribunaux internationaux;

Reconnaissant que les droits appartenant à chaque Etat ne sauraient être modifiés que de son consentement;

Considérant que la sincère observation, sous les auspices de la Société des Nations, des procédures pacifiques permet d'arriver au règlement de tous les différends internationaux;

Appréciant hautement la recommandation faite par l'Assemblée de la Société des Nations, dans sa résolution en date du 26 septembre 1928, à tous les Etats de conclure des conventions de règlement pacifique des différends internationaux;

Ont décidé de réaliser dans un Pacte leur intention commune et ont désigné pour leurs plénipotentiaires:

Le Président de la République Hellénique:

Monsieur Constantin Psaroudas, Envoyé Extraordinaire et Ministre plénipotentiaire;

Le Président de la République Tchécoslovaque:

Monsieur le Dr. Edouard Benes, Ministre des Affaires Etrangères,

lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Chapitre 1.

Article 1.

Les Hautes Parties Contractantes déclarent solennellement, au nom de leurs peuples respectifs, qu'elles condamnent le recours à la guerre pour le règlement des différends internationaux et y renoncent en tant qu'instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Athènes, le 17 octobre 1930. V. Sammlung der Gesetze und Verordnungen des tschechoslowakischen Staates du 13 novembre 1930.

Article 2.

Les Hautes Parties Contractantes reconnaissent que le règlement ou la solution de tous les différends ou conflits, de quelque nature ou de quelque origine qu'ils puissent être, qui pourront surgir entre elles, ne devra jamais être recherché e que par des moyens pacifiques.

Chapitre II.

Du Règlement pacifique en général.

Article 3.

Les différends de toute nature qui viendraient à s'élever entre les Hautes Parties Contractantes et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique seront soumis, dans les conditions fixées par le présent pacte, à un règlement judiciaire ou arbitral, précédé selon les cas, obligatoirement ou facultativement, d'un recours à une procédure de conciliation.

Article 4.

3 1. Les différends pour la solution desquels une précédure spéciale serait prévue par d'autres conventions en vigueur entre les parties seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions.

2. Le présent Pacte ne porte pas atteinte aux accords en vigueur établissant pour les Hautes Parties Contractantes une procédure de conciliation ou, en matière d'arbitrage et de règlement judiciaire, des engagements assurant la solution du différend. Toute fois, si ces accords ne prévoient qu'une procédure de conciliation après que cette procédure aura échoué, les dispositions du présent Pacte, relatives au règlement judiciaire ou arbitral recevront application.

Article 5.

1. S'il s'agit d'un différend dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des parties, relève de la compétence des autorités judiciaires ou administratives, cette partie pourra s'opposer à ce que ce différend soit soumis aux diverses procédures prévues par le présent Pacte, avant qu'une décision définitive ait été rendue dans des délais raisonnables par l'autorité compétente.

2. La partie qui, dans ce cas, voudra recourir aux procédures prévues par le présent Pacte, devra notifier à l'autre partie son intention dans un délai d'un an, à partir de la décision susvisée.

Chapitre III.

Du Règlement judiciaire.

Article 6.

Tous différends au sujet desquels les parties se contesteraient réciproquement un droit seront soumis pour jugement à la Cour permanente de justice internationale, à moins que les parties ne tombent d'accord dans les termes prévus ci-après, pour recourir à un tribunal arbitral.

Il est entendu que les différends ci-dessus visés comprennent notamment ceux que mentionne l'Article 36 du Statut de la Cour permanente de justice internationale. *)

Article 7.

Si les parties sont d'accord pour soumettre les différends visés à l'article précédent à un tribunal arbitral, elles rédigeront un compromis dans lequel elles fixeront l'objet du litige, le choix des arbitres et la procédure à suivre. A défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le compromis, il sera fait application dans la mesure nécessaire des dispositions de la Convention de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux. **) Dans le silence du compromis quant aux règles de fond à appliquer par les arbitres le tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'Article 38 du Statut de la Cour permanente de justice internationale. ***)

Article 8.

A défaut d'accord entre les parties sur le compromis visé à l'article précédent ou à défaut de désignation d'arbitre et après un préavis de trois mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de requête, le différend devant la Cour permanente de justice internationale.

Article 9.

1. Pour les différends prévus à l'Article 6, avant toute procédure devant la Cour permanente de justice internationale, ou avant toute procédure arbitrale, les parties pourront, d'un commun accord, recourir à la procédure de conciliation prévue par le présent Pacte.

2. En cas de recours à la conciliation et d'échec de cette procédure, aucune des parties ne pourra porter le différend devant la Cour permanente de justice internationale ou demander la constitution du Tribunal arbitral visé à l'Article 7 avant l'expiration du délai d'un mois à compter de la clôture des travaux de la Commission de conciliation.

Chapitre IV.

De la Conciliation.

Article 10.

Tous différends entre les parties, autres que ceux prévus à l'Article 6 seront soumis obligatoirement à une procédure de conciliation avant de pouvoir faire l'objet d'un règlement arbitral.

Article 11.

Les différends visés à l'article précédent seront portés devant une Commission de conciliation permanente ou spéciale constituée par les parties.

---

*) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 871.
**) V. N. R. G. 3. s. III, p. 360.
***) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 872.

Article 12.

Sur la demande, adressée par une partie contractante à l'autre partie, il devra être constitué, dans les six mois, une Commission permanente de conciliation.

Article 13.

Sauf accord contraire des parties, la Commission de conciliation sera constituée comme suit:

1. La Commission comprendra cinq membres. Les parties en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Les trois autres commissaires seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers devront être de nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des parties, ni se trouver à leur service. Parmi eux, les parties désigneront le président de la Commission.

2. Les commissaires seront nommés pour trois ans. Ils seront rééligibles. Les commissaires nommés en commun pourront être remplacés au cours de leur mandat, de l'accord des parties. Chaque partie pourra toujours, d'autre part, procéder au remplacement du commissaire nommé par elle. Nonobstant leur remplacement, les commissaires resteront en fonctions pour l'achèvement de leurs travaux en cours.

3. Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 14.

Si, lorsqu'il s'élève un différend, il n'existe pas une Commission permanente de conciliation nommée par les parties, une commission spéciale sera constituée pour l'examen du différend dans un délai de trois mois à compter de la demande adressée par l'une des parties à l'autre. Les nominations se feront conformément aux dispositions de l'article précédent, à moins que les parties n'en décident autrement.

Article 15.

Si la nomination des commissaires à désigner n'intervient pas dans les délais prévus aux Articles 12 et 14, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confié à une tierce Puissance choisie d'un commun accord par les parties ou, en cas de désaccord, au président en exercice du Conseil de la Société des Nations sur simple requête d'une des parties.

Article 16.

1. La Commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président, par les deux parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des parties.

2. La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

3. Si la requête émane d'une seule des parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à l'autre partie.

Article 17.

1. Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des parties aura porté un différend devant une Commission permanente de conciliation, chacune des parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

2. La partie qui usera de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre partie; celle-ci aura, dans ce cas la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 18.

1. La Commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire des parties, au siège de la Société des Nations ou en tout autre lieu désigné par son président,

2. La Commission pourra, en toute circonstance demander au Secretaire général de la Société des Nations, de prêter son assistance à ces travaux.

Article 19.

Les travaux de la Commission de conciliation ne seront publics qu'en vertu d'une décision prise par la Commission avec l'assentiment des parties.

Article 20.

1. Sauf accord contraire des parties, la Commission de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquête, la Commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III de la Convention de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

2. Les parties seront représentées auprès de la Commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la Commission; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

3. La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur Gouvernement.

Article 21.

Sauf accord contraire des parties, les décisions de la Commission de conciliation seront prises à la majorité des voix et la Commission ne pourra se prononcer sur le fond du différend que si tous ses membres sont présents.

Articles 22.

Les parties s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Articles 23.

1. Pendant la durée de leurs travaux, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté de commun accord des parties, qui en supporteront chacune une part égale.

2. Les frais généraux occasionnés par le fonctionnement de la Commission seront répartis de la même façon.

Article 24.

1. La Commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles, par voie d'enquête ou autrement, et de s'efforcer de concilier les parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

2. A la fin de ses travaux, la Commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les parties n'ont pu être conciliées. Le procès-verbal ne mentionnera pas si les décisions de la Commission ont été prises à l'unanimité ou à la majorité.

3. Les travaux de la Commission devront, à moins que les parties n'en conviennent autrement, être terminés dans un délai de six mois à compter du jour où la Commission aura été saisie du différend.

Article 25.

Le procès-verbal de la Commission sera porté sans délai à la connaissance des parties. Il appartient aux parties d'en décider la publication.

Chapitre V.

Du règlement arbitral.

Article 26.

Si dans le mois qui suivra la clôture des travaux de la Commission de conciliation visée dans les articles précédents, les parties ne se sont pas entendues, la question sera portée devant un Tribunal arbitral constitué, sauf accord contraire des parties, de la manière indiquée ci-après.

Article 27.

Le Tribunal arbitral comprendra cinq membres. Les parties en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux

respectifs. Les deux autres arbitres et les surarbitres seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces puissances. Ces derniers devront être de nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des parties, ni se trouver á leur service.

Article 28.

1. Si la nomination des membres du Tribunal arbitral n'intervient pas dans un délai de trois mois à compter de la demande adressée par l'une des parties à l'autre de constituer un Tribunal arbitral, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confié à une tierce puissance choisie d'un commun accord par les parties.

2. Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi choisies.

3. Si, dans un délai de trois mois, les Puissances ainsi désignées n'ont pu tomber d'accord, ou si la désignation des Puissances dont traite l'alinéa 2 du présent article n'intervenait pas dans ce délai, les nominations nécessaires seront faites par le président de la Cour permanente de Justice internationale qui pourra en être saisi par voie de simple requête adressée par l'une ou l'autre des parties. Si celui-ci est empêché, ou, s'il est ressortissant de l'une des parties, les nominations seront faites par le vice-président. Si celui-ci est empêché, ou, s'il est ressortissant de l'une des parties, les nominations seront faites par le membre le plus âgé de la Cour qui n'est ressortissant d'aucune des parties.

Article 29.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission, ou de quelque autre empêchement en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 30.

Les parties rédigeront un compromis déterminant l'objet du litige et la procédure à suivre.

Article 31.

A défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le compromis, relativement aux points indiqués dans l'article précédent, il sera fait application dans la mesure nécessaire, des dispositions de la Convention de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 32.

Faute de conclusion d'un compromis dans un délai de trois mois à partir de la constitution du Tribunal, celui-ci sera saisi par requête de l'une ou l'autre des parties.

Article 33.

Dans le silence du compromis ou à défaut de compromis, le Tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut

de la Cour permanente de Justice internationale. En tant qu'il n'existe pas de pareilles règles applicables au différend, le Tribunal jugera ex aequo et bono.

Chapitre VI.

Dispositions générales.

Article 34.

1. Dans tous les cas où le différend fait l'objet d'une procédure arbitrale ou judiciaire, notamment si la question au sujet de laquelle les parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour permanente de Justice internationale, statuant conformément à l'Article 41 de son Statut,*) ou le Tribunal arbitral, indiquera dans le plus bref délai possible les mesures provisoires qui doivent être prises. Les parties seront tenues de s'y conformer.

2. Si la Commission de conciliation se trouve saisie du differend, elle pourra recommander aux parties les mesures provisoires qu'elle estimera utiles.

3. Les parties s'engagent à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision judiciaire ou arrangements proposés par la Commission de conciliation et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 35.

Si la Sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité de l'une des parties en litige se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnell de ladite partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les parties conviennent qu'il devra être accordé par la sentence juridiciaire ou arbitrale, à la partie lésée, une satisfaction équitable.

Article 36.

1. Le présent Pacte sera applicable entre les Hautes Parties Contractantes encore qu'une tierce Puissance ait un intérêt dans le différend.

2. Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle auront participé d'autres Etats que les parties en cause, le Greffe de la Cour permanente de Justice internationale ou le Tribunal arbitral les avertit sans délai.

Chacun d'eux aura le droit d'intervenir et s'il exerce cette faculté l'interprétation contenue dans la sentence est obligatoire à son égard.

Article 37.

Les differends relatifs à l'interprétation ou l'application du présent Pacte y compris ceux relatifs à la qualification des litiges, seront soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

---

*) V. **N. R. G.** 3. s. XII, p. 874.

Article 38.

Le présent Pacte, conforme au Pacte de la Société des Nations, ne sera pas intérprété comme restreignant la mission de celle-ci de prendre, à tout moment, les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix du monde.

Article 39.

1. Le présent Pacte sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu à Athènes.

Il sera enregistré au Secrétariat de la Société des Nations.

2. Le Pacte est conclu pour une durée de cinq ans à compter de la date de l'échange des ratifications.

3. S'il n'est pas dénoncé six mois au moins avant l'expiration de ce terme, il demeurera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

4. Nonobstant la dénonciation par l'une des Parties Contractantes les procédures engagées au moment de l'expiration du terme de Pacte continueront jus'quà leur achèvement normal.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Pacte.

Fait à Praha, le 8 juin 1929 en deux exemplaires.

(Signeé) *C. Psaroudas.* (Signé) *Dr. Ed. Benes.*

23.

ESTONIE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Convention de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation; signée à Tallinn, le 9 juillet 1929.*)

Riigi Teataja 1930, No. 34.

Le Chef de la République d'Estonie et le Président de la République Tchécoslovaque,

Sincèrement désireux de développer la confiance mutuelle et de raffermir la paix des nations en assurant, par des procédures pacifiques, le règlement des différends qui viendraient à surgir entre leurs pays;

Constatant que le respect des droits établis par les traités ou résultant du droit des gens est obligatoire pour les tribunaux internationaux;

Reconnaissant que les droits appartenant à chaque Etat ne sauraient être modifiés que de son consentement;

Considérant que la sincère observation, sous les auspices de la

---

*) Les ratifications ont été échangées à Tallinn, le 27 mai 1930. V. Bulletin de l'Institut intermédiaire international XXIII, p. 395.

Société des Nations, des procédures pacifiques permet d'arriver au règlement de tous les différends internationaux;

Appréciant hautement la recommandation faite par l'Assemblée de la Société des Nations, dans sa résolution en date du 26 septembre 1928, à tous les Etats de conclure des conventions de règlement pacifique des différends internationaux;

Ont décidé de réaliser dans une convention leur intention commune et ont désigné pour leurs plénipotentiaires:

Le Chef de la République d'Estonie:

Monsieur Jaan Lattik, Ministre des Affaires Etrangères,

Le Président de la République Tchécoslovaque:

Monsieur Vladimir Cernošek, Conseiller de Légation, Chargé d'Affaires a. i. de Tschécoslovaquie en Estonie,

lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Chapitre 1.

Du règlement pacifique en général.

Article premier.

Les différends de toute nature qui viendraient à s'élever entre les Hautes Parties Contractantes et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique seront soumis dans les conditions fixées par la présente Convention à des procédures de règlement judiciaire, d'arbitrage ou de conciliation.

Article 2.

1. Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale serait prévue par d'autres conventions en vigueur entre les parties en litige seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions.

2. La présente Convention ne porte pas atteinte aux accords en vigueur établissant pour les Hautes Parties Contractantes une procédure de conciliation ou, en matière d'arbitrage et de règlement judiciaire, des engagements assurant la solution du différend. Toutefois, si ces accords ne prévoient qu'une procédure de conciliation après que cette procédure aura échoué, les dispositions de la présente Convention relatives au règlement judiciaire ou arbitral recevront application.

Article 3.

1. S'il s'agit d'un différend dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des autorités judiciaires ou administratives, cette partie pourra s'opposer à ce que ce différend soit soumis aux diverses procédures prévues par la présente Convention, avant qu'une décision définitive ait été rendue dans des délais raisonnables par l'autorité compétente.

2. La partie qui, dans ce cas, voudra recourir aux procédures prévues par la présente Convention, devra notifier à l'autre partie son intention dans un délai d'un an, à partir de la décision susvisée.

Chapitre II.

Du règlement judiciaire.

Article 4.

Tous différends au sujet desquels les parties se contesteraient réciproquement un droit seront soumis pour jugement à la Cour permanente de Justice internationale, à moins que les parties ne tombent d'accord, dans les termes prévus ci-après, pour recourir à un tribunal arbitral.

Il est entendu que les différends ci-dessus visés comprennent notamment ceux que mentionne l'Article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale. *)

Article 5.

Si les parties sont d'accord pour soumettre les différends visés à l'article précédent à un tribunal arbitral, elles rédigeront un compromis dans lequel elles fixeront l'objet du litige, le choix des arbitres et la procédure à suivre. A défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le compromis, il sera fait application dans la mesure nécessaire des dispositions de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux. **) Dans le silence du compromis quant aux règles de fond à appliquer par les arbitres, le Tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'Article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale. ***)

Article 6.

A défaut d'accord entre les parties sur le compromis visé à l'article précédent ou à défaut de désignation d'arbitres et après un préavis de trois mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de requête, le différend devant la Cour permanente de Justice internationale.

Article 7.

1. Pour les différends prévus à l'Article 4, avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale, ou avant toute procédure arbitrale, les parties pourront, d'un commun accord, recourir à la procédure de conciliation prévue par la présente Convention.

2. En cas de recours à la conciliation et d'échec de cette procédure, aucune des parties ne pourra porter le différend devant la Cour permanente de Justice internationale ou demander la constitution du Tribunal arbitral visé à l'Article 5 avant l'expiration du délai d'un mois à compter de la clôture des travaux de la Commission de conciliation.

Chapitre III.

De la conciliation.

Article 8.

Tous différends entre les parties, autres que ceux prévus à l'Article 4, seront soumis obligatoirement à une procédure de conciliation.

---

*) V. **N. R. G.** 3. s. XII, p. 871. **) V. **N. R. G.** 3. s. III, p. 360.
***) V. **N. R. G.** 3. s. XII, p. 872.

Article 9.

Les différends visés à l'article précédent seront portés devant une Commission de conciliation permanente ou spéciale constituée par les parties.

Article 10.

Sur la demande, adressée par une partie contractante à l'autre partie, il devra être constitué, dans les six mois, une Commission permanente de conciliation.

Article 11.

Sauf accord contraire des parties, la Commission de conciliation sera constituée comme suit:

1. La Commission comprendra cinq membres. Les parties en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Les trois autres commissaires seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers devront être de nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des parties, ni se trouver à leur service. Parmi eux, les parties désigneront le président de la Commission.

2. Les commissaires seront nommés pour trois ans. Ils seront rééligibles. Les commissaires nommés en commun pourront être remplacés au cours de leur mandat, de l'accord des parties. Chaque partie pourra toujours, d'autre part, procéder au remplacement du commissaire nommé par elle. Nonobstant leur remplacement, les commissaires resteront en fonctions pour l'achèment de leurs travaux en cours.

3. Ils sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 12.

Si, lorsqu'il s'élève un différend, il n'existe pas une commission permanente de conciliation nommée par les parties, une commission spéciale sera constituée pour l'examen du différend dans un délai de trois mois à compter de la demande adressée par l'une des parties à l'autre. Les nominations se feront conformément aux dispositions de l'article précédent, à moins que les parties n'en décident autrement.

Article 13.

1. Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervient pas dans les délais prévus aux Articles 10 et 12, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confié à une tierce Puissance choisie d'un commun accord par les parties ou, si celles-ci le demandent, au président en exercice du Conseil de la Société des Nations.

2. Si l'accord ne s'établit pas au sujet d'aucun de ces procédés, chaque partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi choisis.

3. Si, dans un délai de trois mois, ces deux Puissances n'ont pu tomber d'accord, chacune d'elles présentera des candidats en nombre égal à celui des membres à désigner. Le sort déterminera lesquels des candidats ainsi présentés seront admis.

Article 14.

1. La Commission de conciliation sera saisis par voie de requête adressée au président, par les deux parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des parties.

2. La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

3. Si la requête émane d'une seule des parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à l'autre partie.

Article 15.

1. Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des parties aura porté un différend devant une Commission permanente de conciliation, chacune des parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

2. La partie qui usera de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre partie; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 16.

1. La Commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire des parties, au siège de la Société des Nations ou en tout autre lieu désigné par son président.

2. La Commission pourra, en toute circonstance, demander au Secrétaire général de la Société des Nations, de prêter son assistance à ces travaux.

Article 17.

Les travaux de la Commission de conciliation ne seront publics qu'en vertu d'une décision prise par la Commission avec l'assentiment des parties.

Article 18.

1. Sauf accord contraire des parties, la Commission de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquête, la Commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

2. Les parties seront représentées auprès de la Commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la Commission; elles pourront, en outre, se faire assister par des

conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

3. La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 19.

Sauf accord contraire des parties, les décisions de la Commission de conciliation seront prises à la majorité des voix et la Commission ne pourra se prononcer sur le fond du différend que si tous ses membres sont présents.

Article 20.

Les parties s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 21.

1. Pendant la durée de leurs travaux, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté d'un commun accord des parties, qui en supporteront chacune une part égale.

2. Les frais généraux occasionnés par le fonctionnement de la Commission seront répartis de la même façon.

Article 22.

1. La Commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles, par voie d'enquête ou autrement, et de s'efforcer de concilier les parties. Elle pourra après examen de l'affaire, exposer aux parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se pronocner.

2. A la fin de ses travaux, la Commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les parties se sont arrangées et, s'il y a lieu les conditions de l'arrangement, soit que les parties n'ont pu être conciliées. Le procès-verbal ne mentionnera pas si les décisions de la Commission ont été prises à l'unanimité ou à la mojorité.

3. Les travaux de la Commission devront à moins que les parties n'en conviennent autrement, être terminés dans un délai de six mois à compter du jour où la Commission aura été saisie du différend.

Article 23.

Le procès-verbal de la Commission sera porté sans délai à la connaissance des parties. Il appartient aux parties d'en décider la publication.

Article 24.

Si, dans le mois qui suivra la clôture des travaux de la Commission de conciliation, les parties ne se sont pas entendues, le différend sera régi par l'Article 15 du Pacte de la Société des Nations. La présente disposition ne s'applique pas dans l'hypothèse prévue à l'Article 7.

Chapitre IV.

Dispositions générales.

Article 25.

1. Dans tous les cas où le différend fait l'objet d'une procédure arbitrale ou judiciaire, notamment si la question au sujet de laquelle les parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point l'être, la Cour permanente de Justice internationale, statuant conformément à l'Article 41 de son Statut,*) ou le Tribunal arbitral, indiquera dans le plus bref délai possible quelles mesures provisoires doivent être prises. Les parties seront tenues de s'y conformer.

2. Si la Commission de conciliation se trouve saisie du différend, elle pourra recommander aux parties les mesures provisoires qu'elle estimera utiles.

3. Les parties s'engagent à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la désision judiciaire ou arbitrale ou aux arrangements proposés par la Commission de conciliation, et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 26.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité de l'une des parties en litige se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel de ladite partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les parties conviennent qu'il devra être accordé par la sentence judiciaire ou arbitrale, à la partie lésée, une satisfaction équitable.

Article 27.

1. La présente Convention sera applicable entre les Hautes Parties Contractantes encore qu'une tierce Puissance ait un intérêt dans le différend.

2. Dans la procédure de conciliation, les parties pourront d'un commun accord inviter une tierce Puissance.

3. Dans la procédure judiciaire ou arbitrale, si une tierce Puissance estime que, dans un différend, un intérêt d'ordre juridique est pour elle

---

*) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 874.

en cause, elle peut adresser à la Cour permanente de Justice international ou au Tribunal arbitral une requête à fin d'intervention.

La Cour ou le tribunal décide.

4. Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle auront participé d'autres Etats que les parties en cause, le Greffe de la Cour permanente de Justice internationale ou le Tribunal arbitral les avertit sans délai.

Chacun d'eux aura le droit d'intervenir et, s'il exerce cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est obligatoire à son égard.

Article 28.

Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention, y compris ceux relatifs à la qualification des litiges, seront soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 29.

La présente Convention, conforme au Pacte de la Société des Nations, ne sera pas interprétée comme restreignant la mission de celle-ci de prendre, à tout moment, les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix du monde.

Article 30.

1. La présente Convention sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu à Tallinn.

Elle sera enregistrée au Secrétariat de la Société des Nations.

2. La Convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter de la date de l'échange des ratifications.

3. Si elle n'est pas dénoncée six mois au moins avant l'expiration de ce terme, elle demeurera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

4. Nonobstant la dénonciation par l'une des Parties contractantes, les procédures engagées au moment de l'expiration du terme de la Convention continueront jusqu'à leur achèvement normal.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention.

Fait à Tallinn, le 9 juillet 1929 en double exemplaire français.

J. Lattik. *V. Černošek.*

24.

COLOMBIE, ESPAGNE.

Traité d'arbitrage; signé à Bogotá, le 19 juillet 1929.*)

Republica de Colombia. Diario oficial. 1931.

Tratado de Arbitraje entre la Republica de Colombia y el Reino de España.

El Presidente de la República de Colombia y Su Majestad el Rey de España, para confirmar la amistad cordial y la recíproca alta consideración entre ambas Naciones en un acto que corresponda igualmente al progreso en el orden jurídico y al espiritual de las relaciones internacionales en el momento actual, han acordado sustituír el Convenio de arbitraje que fue suscrito en la ciudad de México a los diez y siete días del mes de febrero de 1902**) por los Plenipotenciarios respectivos, señor General don Rafael Reyes, y señor Marqués de Prat de Nantouillet, canjeado en Bogotá el día 24 de enero de 1903, por un Tratado de arbitraje lo más amplio y completo, y compatible con el estatuto de la Corte Permanente de Justicia Internacional instituída por la Sociedad de las Naciones, de que también son signatarias.

Y al efecto, el Presidente de la República de Colombia ha designado al Ministro de Relaciones Exteriores, señor doctor don Carlos Uribe.

Y Su Majestad el Rey de España a Su Excelencia el señor don Juan Manuel de Arístegui y Vidaurre, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Su Majestad Católica en Colombia, Caballero de la Real y Distinguida Orden de Carlos III, Caballero de la Legión de Honor de Francia, Comendador con Placa del Busto de Bolívar de Venezuela, Oficial de San Olaf, Noruega, etc., etc.

Quienes, después de haber canjeado sus plenos poderes hallados en plena y debida forma, han convenido en lo siguiente:

Articulo primero.

Las Altas Partes contratantes se obligan a someter a juicio arbitral todas las controversias de cualquier naturaleza, que por cualquier causa surgieren entre ellas, siempre que no puedan ser resueltas por negociación directa.

Articulo segundo.

No podrán renovarse en virtud de este Tratado, las cuestiones que hayan sido objeto de arreglos definitivos entre ambas Altas Partes. En tal caso, el arbitraje se limitará exclusivamente a las cuestiones que se susciten sobre validez, interpretación y cumplimiento de dichos arreglos.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Bogotá, le 5 février 1931.
**) V. N. R. G. 2. s. XXXI, p. 238.

Articulo tercero.

Para la decisión de las cuestiones que en cumplimiento de este Tratado se sometieren a arbitraje, las funciones de árbitro serán encomendadas con preferencia a un Jefe de Estado de una de las Repúblicas Hispano Americanas o Presidente de una Corte o Tribunal Superior de Justicia Hispano Americana, y en su defecto, a un Tribunal formado por Jueces y peritos colombianos, españoles o hispano americanos.

Articulo cuarto.

En cada caso particular, las Altas Partes contratantes firmarán un compromiso especial que determine el árbitro nombrado, el alcance de los poderes de éste, la materia del litigio, los plazos, gastos y procedimientos que se fijaren.

Articulo quinto.

A no ser que se trate de un caso de denegación de justicia, el articulo primero de este Tratado no será aplicable a las cuestiones que se suscitaren entre un ciudadano de una de las Altas Partes contratantes y el otro Estado, cuando los Jueces o Tribunales de este último Estado tengan, según su legislación, competencia para juzgar la referida cuestión. Sin embargo, podrá ser motivo de arbitraje el determinar si se trata o nó, de un caso de denegación de justicia.

Articulo sexto.

El presente Tratado permanecerá en vigor durante diez años, contados desde la fecha del canje de ratificaciones.

En caso de que doce meses antes de cumplirse dicho término, ninguna de las Altas Partes contratantes hubiere declarado su intención de hacer cesar los efectos del presente Tratado, continuará siendo éste obligatorio hasta un año después de que una u otra de las Altas Partes signatarias lo hubiere denunciado.

Articulo septimo.

Este Tratado será ratificado por las Altas Partes contratantes, según sus respectivas prácticas al respecto, y se canjearán las ratificaciones en Bogotá o en Madrid en el más breve plazo posible.

En testimonio de lo cual, los Plenipotenciarios arriba indicados, firman el presente Tratado, y lo roboran con sus respectivos sellos.

Hecho por duplicado, en Bogotá, a diez y nueve de julio de mil novecientos veintinueve.

(L. S.) *Carlos Uribe.*
(L. S.) *Juan Manuel de Arístegui.*

25.

ALLEMAGNE, LUXEMBOURG.

Traité d'arbitrage et de conciliation; signé à Genève, le 11 septembre 1929.*)

Reichsgesetzblatt 1931, II, No. 8.

Deutsch-Luxemburgischer Schiedsgerichts- und Vergleichsvertrag.

Der Deutsche Reichspräsident und Ihre Königliche Hoheit die Grossherzogin von Luxemburg

Gewillt, die friedlichen und freundschaftlichen Beziehungen, die zwischen ihren Ländern bestehen, zu festigen und zu fördern,

Von dem Wunsche erfüllt, die friedliche Beilegung der Streitigkeiten, die zwischen ihren Staaten entstehen könnten, zu sichern,

Haben beschlossen, einen Schiedsgerichts- und Vergleichsvertrag abzuschliessen, und haben zu diesem Zwecke zu Bevollmächtigten ernannt:

Der Deutsche Reichspräsident den Reichsminister des Auswärtigen Dr. Stresemann,

Ihre Königliche Hoheit die Grossherzogin von Luxemburg den Staatsminister Joseph Bech, Präsidenten der Regierung,

Die, nachdem sie ihre Vollmachten ausgetauscht und in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind:

Artikel I.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, alle Streitigkeiten irgendwelcher Art, die zwischen ihnen entstehen und nicht auf diplomatischem Wege geschlichtet werden können, nach Massgabe des gegenwärtigen Vertrags auf friedlichem Wege zu behandeln.

Dieser Vertrag findet auch dann Anwendung, wenn eine Streitigkeit in Ereignissen ihren Ursprung hat, die zeitlich vor seinem Abschluss liegen. Jedoch sind diejenigen Streitigkeiten, die im Zusammenhange mit Ereignissen des Weltkrieges stehen, von diesem Vertrage ausgeschlossen.

Die Streitfragen, für deren Lösung durch andere, zwischen den vertragschliessenden Teilen in Geltung befindliche Abkommen ein besonderes Verfahren vorgesehen ist oder vorgesehen werden wird, werden nach Massgabe der Bestimmungen dieser Abkommen geregelt.

Artikel II.

Handelt es sich um eine Streitfrage, deren Gegenstand nach der inneren Gesetzgebung eines der vertragschliessenden Teile zur Zustän-

---

*) Les ratifications ont été échangées à Luxembourg, le 29 mai 1931. V. Reichsgesetzblatt 1931. II, p. 500.

digkeit seiner Landesgerichte gehört, so wird der Streitfall dem in diesem Vertrage vorgesehenen Verfahren erst dann unterworfen, wenn das innerhalb einer angemessenen Frist von der zuständigen Gerichtsbehörde des Landes erlassene Urteil die Rechtskraft erlangt hat.

Artikel III.

Streitigkeiten, bei denen die vertragschliessenden Teile untereinander über ein Recht im Streite sind, namentlich diejenigen Streitfragen, die einer der in Artikel 13 der Völkerbundssatzung aufgeführten Kategorien angehören, werden dem Ständigen Internationalen Gerichtshof zur Entscheidung unterbreitet.

Die vertragsschliessenden Teile werden dem Ständigen Internationalen Gerichtshof den Streitfall auf Grund einer in jedem Einzelfalle zu treffenden Vereinbarung gemeinsam unterbreiten. Sollten sie sich nicht einigen, so soll jede von ihnen zwei Monate nach Ankündigung an die andere Partei befugt sein, die Streitfrage durch einen Antrag unmittelbar vor den Ständigen Internationalen Gerichtshof zu bringen.

Artikel IV.

Die vertragschliessenden Teile behalten sich vor, im Einzelfalle zu vereinbaren, dass die Streitigkeit nicht dem Ständigen Internationalen Gerichtshof, sondern einem besonderen Schiedsgericht unterbreitet wird. Diese Vereinbarung erfolgt durch Festsetzung einer besonderen Schiedsordnung. Darin werden der Streitgegenstand, die etwaigen besonderen Befugnisse des Gerichts, dessen Zusammensetzung und Sitz, die Höhe des von jeder Partei als Kostenvorschuss zu hinterlegenden Betrags, die hinsichtlich der Form und der Fristen des Verfahrens zu beobachtenden Regeln sowie die sonst notwendigen Einzelheiten bestimmt.

Meinungsverschiedenheiten über die Auslegung der Bestimmungen der Schiedsordnung werden vom Schiedsgericht entschieden.

Artikel V.

Der Ständige Internationale Gerichtshof oder das Schiedsgericht legen ihren Entscheidungen zugrunde:

1. die zwischen den Parteien geltenden Übereinkünfte allgemeiner oder besonderer Art und die sich daraus ergebenden Rechtssätze;
2. das internationale Gewohnheitsrecht als Ausdruck einer allgemeinen, als Recht anerkannten Übung;
3. die allgemeinen, von den Kulturstaaten anerkannten Rechtsgrundsätze.

Soweit im einzelnen Falle die vorstehend erwähnten Rechtsgrundlagen Lücken aufweisen, entscheidet das Schiedsgericht nach den Rechtsgrundsätzen, die nach seiner Ansicht die Regel des internationalen Rechts sein sollten. Es folgt dabei bewährter Lehre und Rechtsprechung.

Mit Zustimmung beider Parteien kann das Schiedsgericht seine Entscheidung, anstatt sie auf Rechtsgrundsätze zu stützen, nach billigem Ermessen treffen.

Artikel VI.

Vor jedem Verfahren bei dem Ständigen Internationalen Gerichtshof und vor jedem Schiedsverfahren kann die Streitfrage durch Vereinbarung der Parteien zur Herbeiführung eines Vergleichs einer ständigen internationalen Kommission, genannt „Ständige Vergleichskommission", unterbreitet werden, die gemäss dem gegenwärtigen Abkommen gebildet wird.

Artikel VII.

Die in Artikel VI vorgesehene Ständige Vergleichskommission besteht aus fünf Mitgliedern, die wie folgt bestellt werden: Die vertragschliessenden Teile ernennen jeder ein Mitglied ihrer Staatsangehörigkeit und wählen die drei übrigen Mitglieder in gegenseitigem Einvernehmen unter den Staatsangehörigen dritter Mächte. Diese drei Mitglieder müssen von verschiedener Staatsangehörigkeit sein; aus ihrer Mitte bezeichnen die vertragschliessenden Teile den Vorsitzenden der Kommission.

Die Mitglieder der Ständigen Vergleichskommission werden für fünf Jahre ernannt; ihre Wiederernennung ist zulässig. Sie bleiben in Tätigkeit bis zur Bestellung eines Nachfolgers und jedenfalls bis zur Beendigung der zur Zeit des Ablaufs ihres Auftrags im Gange befindlichen Arbeiten.

Stellen, die infolge Todesfalls, Amtsniederlegung oder sonstiger Behinderung frei werden, werden in kürzester Frist nach dem für die Ernennung massgebenden Verfahren wiederbesetzt.

Artikel VIII.

Die Ständige Vergleichskommission wird innerhalb von drei Monaten nach Inkrafttreten dieses Vertrages gebildet.

Erfolgt die Berufung der gemeinsam zu bestellenden Mitglieder nicht innerhalb des genannten Zeitraums oder, im Falle der Ersetzung, nicht innerhalb von drei Monaten nach Freiwerden der Stelle, so wird in Ermangelung abweichender Vereinbarung der Schweizerische Bundespräsident gebeten werden, die erforderlichen Ernennungen vorzunehmen.

Artikel IX.

Die Ständige Vergleichskommission tritt in Tätigkeit auf einen Antrag, der von den beiden Parteien in gegenseitigem Einvernehmen oder, mangels eines solchen Einvernehmens, von einer der beiden Parteien an den Vorsitzenden zu richten ist.

Der Antrag enthält eine kurze Darstellung des Streitfalles und das Ersuchen an die Kommission, alle geeigneten Massnahmen zur Herbeiführung eines Vergleichs anzuwenden.

Geht der Antrag von einer der Parteien aus, so wird er von dieser der Gegenpartei unverzüglich mitgeteilt.

Artikel X.

Innerhalb von 14 Tagen nach dem Tage, an dem einer der vertragschliessenden Teile eine Streitfrage vor die Ständige Vergleichskommission gebracht hat, kann jede der Parteien für die Behandlung dieser Streitfrage das von ihr allein ernannte Mitglied durch eine Persönlichkeit ersetzen, die in der Angelegenheit besondere Sachkunde besitzt.

Die Partei, die von diesem Rechte Gebrauch macht, teilt das unverzüglich der anderen Partei mit, der es alsdann freisteht, innerhalb von 14 Tagen nach dem Tage, an dem ihr die Mitteilung zugegangen ist, das gleiche zu tun.

Artikel XI.

Der Ständigen Vergleichskommission liegt es ob, die streitigen Fragen zu klären, zu diesem Zwecke alle geeigneten Auskünfte auf dem Wege einer Untersuchung oder sonstwie zu sammeln und sich zu bemühen, einen Vergleich zwischen den Parteien herbeizuführen. Sie kann nach Prüfung des Falles den Parteien die Bedingungen der ihr angemessen scheinenden Regelung mitteilen und ihnen eine Frist zur Erklärung setzen.

Nach Beendigung ihrer Arbeiten stellt die Kommission ein Protokoll auf, das je nach Lage des Falles feststellt entweder, dass sich die Parteien verständigt haben und gegebenenfalls unter welchen Bedingungen die Verständigung erfolgt ist, oder aber, dass die Parteien nicht zur Annahme eines Vergleichs gebracht werden konnten.

Die Arbeiten der Kommission müssen, wenn die Parteien nichts anderes vereinbaren, innerhalb von sechs Monaten nach dem Tage beendet sein, an dem die Kommission mit dem Streitfall befasst wurde.

Artikel XII.

Vorbehaltlich einer besonderen abweichenden Vereinbarung regelt die Ständige Vergleichskommission selbst ihr Verfahren, das in jedem Falle kontradiktorisch sein muss. Bei Untersuchungen hält sich die Kommission, wenn sie nicht einstimmig abweichend beschliesst, an die Bestimmungen des Titel III (Internationale Untersuchungskommissionen) des Haager Abkommens zur friedlichen Erledigung internationaler Streitfälle vom 18. Oktober 1907.*)

Artikel XIII.

Die Ständige Vergleichskommission tritt, sofern sich nicht die Parteien hierüber abweichend einigen, an dem von ihrem Vorsitzenden bestimmten Orte zusammen.

Artikel XIV.

Die Arbeiten der Ständigen Vergleichskommission sind nur dann öffentlich, wenn die Kommission mit Zustimmung der Parteien einen dahingehenden Beschluss fasst.

---

*) V. **N. R. G.** 3. s. III, p. 360.

Artikel XV.

Die Parteien werden bei der Ständigen Vergleichskommission durch Agenten vertreten, die als Mittelspersonen zwischen ihnen und der Kommission zu dienen haben; sie können sich ausserdem der Hilfe von Rechtsbeiständen und Sachverständigen, die sie zu diesem Zwecke ernennen, bedienen und die Vernehmung aller Personen verlangen, deren Zeugnis ihnen nützlich erscheint.

Die Kommission ist ihrerseits befugt, von den Agenten, Rechtsbeiständen und Sachverständigen der beiden Parteien sowie von allen Personen, die sie mit Zustimmung ihrer Regierung vorzuladen für zweckmässig erachtet, mündliche Erläuterungen zu verlangen.

Artikel XVI.

Die Ständige Vergleichskommission ist beschlussfähig, wenn alle Mitglieder ordnungsmässig geladen und mindestens die gemeinsam berufenen Mitglieder anwesend sind.

Die Ständige Vergleichskommission trifft ihre Entschliessungen mit einfacher Stimmenmehrheit. Im Falle der Stimmengleichheit gibt die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag.

Artikel XVII.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, die Arbeiten der Ständigen Vergleichskommission zu fördern und insbesondere in möglichst weitem Masse alle zweckdienlichen Urkunden und Auskünfte zu liefern, sowie die ihnen zu Gebote stehenden Mittel anzuwenden, um ihr auf dem Gebiete der Parteien und gemäss deren Gesetzgebung die Vorladung und Vernehmung von Zeugen und Sachverständigen sowie die Einnahme des Augenscheins zu ermöglichen.

Artikel XVIII.

Für die Dauer der Arbeiten der Ständigen Vergleichskommission erhält jedes der gemeinschaftlich berufenen Mitglieder eine Vergütung, deren Höhe von den vertragschliessenden Teilen gemeinsam festgesetzt und die von den beiden je zur Hälfte getragen wird. Die Kosten, die durch die Tätigkeit der Kommission entstehen, werden in gleicher Weise geteilt.

Artikel XIX.

Alle anderen Streitfragen, die nicht in Artikel III aufgeführt sind, werden auf Antrag einer Partei dem in den vorstehenden Artikeln vorgesehenen Verfahren vor der Ständigen Vergleichskommission unterbreitet.

Artikel XX.

Besteht eine Meinungsverschiedenheit über die Natur der Streitfrage, so wird diese Vorfrage mangels einer Einigung über ein anderes Verfahren dem Ständigen Internationalen Gerichtshof zur Entscheidung im summarischen Verfahren unterbreitet.

Artikel XXI.

In allen Fällen und namentlich dann, wenn die zwischen den Parteien streitige Frage aus bereits vollzogenen oder unmittelbar bevorstehenden Handlungen hervorgeht, wird je nach Lage des Falles die Ständige Vergleichskommission oder der Ständige Internationale Gerichtshof oder das Schiedsgericht, und zwar der Ständige Internationale Gerichtshof gemäss Artikel 41 seines Statuts so schnell wie möglich anordnen, welche vorläufigen Massnahmen zu treffen sind. Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, diese Anordnungen zu befolgen, sich jeder Massnahme zu enthalten, die eine nachteilige Rückwirkung auf die Ausführung der Entscheidung oder der von der Ständigen Vergleichkommission vorgeschlagenen Regelung haben könnte, und allgemein jegliche Handlung zu vermeiden, die geeignet wäre, die Streitigkeit zu verschärfen oder auszudehnen.

Artikel XXII.

Dieser Vertrag gelangt zwischen den Hohen vertragschliessenden Teilen auch dann zur Anwendung, wenn auch andere Mächte an dem Streitfall beteiligt sind.

Artikel XXIII.

Dieser Vertrag soll ratifiziert werden.

Er tritt in Kraft mit dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden, der in Luxemburg stattfinden wird. Er gilt für die Dauer von zehn Jahren. Wird er nicht sechs Monate vor Ablauf dieses Zeitraums gekündigt, so bleibt er für weitere fünf Jahre in Kraft und so weiter.

Sollte bei Ablauf des Vertrages irgendein Verfahren in Verfolg dieses Vertrages vor der Ständigen Vergleichskommission, vor dem Ständigen Internationalen Gerichtshof oder vor einem Schiedsgericht anhängig sein, so bleibt der Vertrag hinsichtlich dieses Streitfalls bis zu seiner endgültigen Erledigung in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher Sprache

in Genf, den 11. September 1929.

Stresemann.
Bech.

26.

POLOGNE, CHILI.

Traité de conciliation; signé à Santiago du Chili, le 19 octobre 1929.*)

Dziennik Ustaw 1931, No. 13.

Traité de Conciliation entre la Pologne et le Chili.

Le Président de la République de Pologne et le Président de la République du Chili animés du désir de développer les relations amicales qui unissent les deux Pays, s'inspirant des principes de la Résolution de l'Assemblée de la Société des Nations en date du 28 septembre 1923, relative à l'institution des Commissions de Conciliation entre États, ont résolu de conclure un Traité de Conciliation et ont nommé à cet effet pour Leurs Plénipotentiaires, à savoir:

Le Président de la République de Pologne:
l'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Pologne au Chili M. Ladislas Mazurkiewicz;

Le Président de la République du Chili:
le Ministre des Affaires Étrangères M. Manuel Barros Castañón;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à soumettre à la procé-

Tratado de Conciliatión entre Polonia y Chile.

El Presidente de la República de Polonia y el Presidente de la República de Chile animados del deseo de desarrollar las amistosas relaciones que unen a los dos Países, inspirándose en los principios de la Resolución de la Assamblea de la Sociedad de las Naciones fechada el 28 de Septiembre de 1923, relativa a la institución de las Comisiones de Conciliación entre Estados, han resuelto celebrar un Tratado de Conciliación y han nombrado al efecto sus Plenipotenciarios, a saber:

El Presidente de la República de Polonia:
al Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Polonia en Chile Señor Ladislas Mazurkiewicz;

El Presidente de la República de Chile:
al Ministro de Relaciones Exteriores Señor Don Manuel Barros Castañón;

Los Cuales, después de haberse communicado sus Plenos Poderes, encontrados en buena y debida forma, han convenido las disposiciones siguientes:

Articulo primero.

Las Altas Partes Contratantes se obligan a someter al procedi-

---

*) Les ratifications ont été échangées à Varsovie, le 18 décembre 1930.

dure de conciliation tous les différends qui viendraient à s'élever entre Elles et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable.

Toutefois, l'engagement précité ne s'appliquera, ni aux questions que le droit international laisse à la compétence exclusive d'une Partie, ni aux différends pour la solution desquels une procédure spéciale est ou sera prescrite par d'autres conventions entre les Parties Contractantes, ni aux différends concernant le Statut territorial des Hautes Parties Contractantes.

Au cas où le rapport élaboré par la Commission de Conciliation instituée par l'Article 3 du présent Traité n'aurait pas été accepté par les deux Parties, l'Article 15 du Pacte de la Société des Nations*) continuera à être applicable s'il y a lieu.

Article 2.

Dans les questions qui, selon la législation interne de l'une des Parties sont du ressort des autorités judiciaires nationales, la Partie défenderesse pourra s'opposer à ce qu'elles soient soumises à une procédure de conciliation, avant que la juridiction nationale compétente se soit prononcée définitivement, sauf le cas de déni de justice.

La demande de conciliation devra, dans ce cas, être formée une année au plus tard à compter du jugement définitif.

miento de conciliación todas las diferencias que llegaran a producirse entre Ellas y que no hubiesen podido ser resueltas por la vía diplomática dentro de un plazo razonable.

Sin embargo, la obligación precitada no se aplicará, ni a las cuestiones que el derecho internatioonal deja a la competenica exclusiva de una Parte ni a las diferencias para cuya solución se haya prescrito o se prescriba un procedimiento especial por otras convenciones que unan a las Partes Contratantes, ni a las diferencias que conciernan al Estatuto territorial de las Altas Partes Contratantes.

En caso de que el informe elaborado por la Comisión de Conciliación instituída por el artículo 3 del presente Tratado no fuese aceptado por las dos Partes, seguirá siendo aplicable, si hay lugar a ello, el artículo 15 del Pacto de la Sociedad de las Naciones. *)

Artículo 2.

En las cuestiones que, segùn la legislación interna de una de las Partes, son de la competencia de las autoridades judiciales nacionales, la Parte demandada podrá oponerse a que sian sometidas an un procedimiento de conciliación antes que la jurisdicción nacional competente se haya pronunciado en definitiva, salvo el caso de denegación de justicia.

La demanda de concilación deberá en tal caso, ser presentada dentro de un año, a más tardar contado desde la fecha de la sentencia definitiva.

*) V. **N. R. G.** 3. s. XI, p. 339.

Article 3.

Dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent Traité, les Parties Contractantes institueront une Commission permanente de Conciliation, composée de cinq membres.

Chaque Partie désignera deux membres: l'un parmi ses propres nationaux, l'autre parmi les ressortissants d'un tiers État. Les deux Parties désigneront d'un commun accord le Président de la Commission parmi les ressortissants d'un tiers État. A défaut d'entente entre les Parties, il sera désigné à la requête des Parties, par le Président du Conseil Fédéral Suisse, s'il y consent.

Les membres de la Commission, y compris son Président, seront nommés pour trois ans.

Article 4.

En cas de décès ou de démission de l'un des membres de la Commission de Conciliation, il devra être pourvu à son remplacement pour le reste de la durée de son mandat, si possible dans les trois mois qui suivront et en tout cas aussitôt qu'un différend aura été soumis à la Commission.

Au cas où l'un des membres de la Commission de Conciliation serait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la Commission par suite de maladie ou de toute autre circonstance, la Partie qui l'a nommé désignera un suppléant qui siégera temporairement à sa place.

A l'expiration du mandat d'un membre de la Commission, son mandat doit être renouvelé explicitement par la Partie qui l'a nom-

Artículo 3.

En los seis meses siguientes al canje de las ratificaciones del presente Tratado, las Partes Contratantes instituirán una Comisión Permanente de Conciliación, compuesta de cinco membros.

Cada Parte designara dos miembros: uno entre sus propios nacionales, el otro entre nacionales de un tercer Estado. Las dos Partes designaràn de común acuerdo el Presidente de la Comisión, elegido entre nacionales de un tercer Estado. Si no hay acuerdo entre las Partes él sera designado, a pedido de las Partes, por el Presidente del Consejo Federal Suizo, si consiente en ello.

Los miembros de la Comisión, incluso su Presidente, seran nombrados por tres años.

Artículo 4.

En caso de fallecimiento o de dimision de uno de los miembros de la Comisión de Conciliación, se proveerá a su reemplazo por el resto de la duración de su mandato, si es posible dentro de los tres meses siguientes, y en todo caso, tan pronto como se someta una diferencia a la Comisión.

En caso de que uno de los miembros de la Comisión de Conciliación estuviese momentáneamente impedido de tomar parte en los trabajos de la Comisión, a consecuencia de enfermedad o de cualquiera otra circumstancia, la Parte que lo haya nombrado designará un suplente que desempeñará sus funciones.

Expirado el mandato de un miembro de la Comisión, deberá ser renovado explicitamente por la Parte que lo haya nombrado. Las fun-

mé. Les fonctions du Président cessent à la fin de son mandat Toutefois, les deux Parties d'un commun accord peuvent renouveler son mandat pour une nouvelle période de trois ans.

Un membre, dont le mandat expire pendant la durée d'une procédure en cours, continue à prendre part à l'examen du différend, jusqu'à ce que la procédure soit terminée, nonobstant le fait que son remplaçant aurait été désigné.

Article 5.

Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des Parties Contractantes aura porté un différend devant la Commission de Conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer le membre national désigné par Elle, par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie, qui voudrait user de ce droit, en avertira immédiatement l'autre Partie; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'user du même droit dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'avertissement lui sera parvenu.

Article 6.

La Commission de Conciliation aura pour tâche de faciliter la solution du différend en claircissant par un examen impartial et consciencieux les questions de fait et en formulant des propositions en vue du règlement du litige conformément aux dispositions de l'Article 11 du présent Traité.

La Commission sera saisie sur requête adressée à son Président par l'une des Parties Contractantes.

ciones del Presidente cesan al fin de su mandato. Sin embargo, las dos Partes pueden, de comun acuerdo, renovar su mandato por un nuevo periodo de tres años.

El miembro cuyo mandato expira durante la secuela del procedimiento, continúa tomando parte en el exámen de la diferencia hasta su término, aún cuando su reemplazante hubiese sido designado.

Artículo 5.

En el plazo de quince dias, a contar desde la fecha en que una de las Partes Contratantes haya elevado una diferencia a conocimiento de la Comisión de Conciliación, cada Parte podrá, para el exámen de la diferencia, reemplazar el miembro nacional, nombrado por Ella, por una persona que tenga competencia especial en la materia.

La Parte que quiera usar de este derecho lo advertirá immediatemente a la otra, y ésta tendrá, en este caso la facultad de usar del mismo derecho en un plazo de quince días a partir de la fecha de recibo de la notificación.

Artículo 6.

La Comisión de Conciliación deberá facilitar la solución de la diferencia esclareciendo, por un exámen imparcial y concienzudo, las cuestiones de hecho y formulando proposiciones que tengan por objeto el arreglo del litigio en conformidad a las disposiciones del artículo 11 del presente Tratado.

Ella se avocará la cuestión a solicitud de una de las Partes dirigida al Presidente.

Notification de cette requête sera faite, en même temps, à la Partie adverse par la Partie qui demandera l'ouverture de la procédure de conciliation.

Article 7.

La Commission de Conciliation se réunira, sauf accord contraire, au lieu désigné par son Président.

Article 8.

La procédure devant la Commission de Conciliation sera contradictoire.

La Commission réglera elle-même la procédure, en tenant compte, sauf décision contraire prise à l'unanimité, des dispositions contenues au Titre III de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le réglement pacifique des conflits internationaux. *)

Les délibérations de la Commission auront lieu à huis clos à moins que la Commission d'accord avec les Parties n'en décide autrement.

Les Parties ont droit de nommer auprès de la Commission des agents spéciaux, qui serviront en même temps d'intermédiaires entre Elles et la Commission.

Article 9.

Sauf dispositions contraires du présent Traité les décisions de la Commission de Conciliation seront prises à la majorité des voix. Chaque membre disposera d'une voix. Si tous les membres ne sont pas présents, la voix du Président sera décisive en cas de partage. La Commission ne pourra prendre de décisions portant sur le fond du diffé-

Al mismo tiempo, se notificará esta solicitud a la Parte contraria por la Parte que pida la iniciación del procedimiento conciliatorio.

Artículo 7.

La Comisión de Conciliació se reunirá, salvo acuerdo en contrario, en el lugar designado por su Presidente.

Artículo 8.

El procedimiento ante la Comisión de Conciliación será contradictorio.

La Comisión reglamentará por si misma el procedimiento, teniendo en cuenta, salvo décisión en contrario, adoptada por unanimidad, las disposiciones contenidas en el Titulo III de la Convención de La Haya de 18 de Octubre de 1907 para la solución pacífica de los conflictos internacionales. *)

Las deliberaciones de la Comisión serán secretas, a menos que la Comisión, de acuerdo con las Partes, decida otra cosa.

Las Partes tienen el derecho de nombrar ante la Comisión agentes especiales, que servirán, al mismo tiempo, de intermediarios entre Ellas y la Comisión.

Artículo 9.

Salvo disposiciones contrarias del presente Tratado, las decisiones de la Comisión de Conciliación serán tomadas por simple mayoría de votos. Cada miembro tendrá un voto. Si no están presentes todos los miembros, el voto del Presidente será decisivo en caso de empate. La Comisión no podrá tomar decisiones relativas al fondo de la diferencia,

*) V. N. R. G. 3. s. III, p. 360.

rend que si tous les membres sont présents.

Article 10.

Les Parties Contractantes fourniront à la Commission de Conciliation toutes les informations utiles et lui faciliteront, à tous égards, l'accomplissement de sa tâche.

Article 11.

La Commission de Conciliation présentera son rapport dans les six mois à compter du jour de sa première réunion, à moins que les Parties Contractantes ne décident, d'un commun accord, d'abréger ou de proroger ce délai.

Le rapport comportera, s'il y a lieu, un projet de règlement du différend et si trois au moins des membres de la Commission, le Président étant considéré comme membre, se mettent d'accord sur un tel projet.

L'avis motivé des membres restés en minorité sera consigné dans le rapport.

Un exemplaire du rapport, signé par le Président, sera remis à chacune des Parties.

Le rapport de la Commission n'aura, ni en ce qui concerne l'exposé des faits, ni en ce qui concerne les considérations juridiques, le caractère d'une sentence arbitrale ou judiciaire.

Article 12.

Les Parties porteront à leur connaissance réciproque, ainsi qu'à la connaissance du Président de la Commission de Conciliation, dans un délai raisonnable n'excédant toutefois pas la durée de trois mois, si Elles acceptent les conclusions

sino en caso de estar presentes todos sus miembros.

Artículo 10.

Las Partes Contratantes proveerán a la Comisión de Conciliación todas las informaciones útiles y le facilitarán, bajo todos los aspectos, el cumplimiento de su cometido.

Artículo 11.

La Comisión de Conciliación presentará su informe dentro de los seis meses contados desde el día de su primera reunión, a menos que las Partes Contratantes no decidan, de comun acuerdo, abreviar o prorrogar este plazo.

El informe propondrá un proyecto de solución de la diferencia, si hay lugar a ello y si tres a lo menos de los miembros de la Comisión, considerando al Presidente como miembro, se ponen de acuerdo sobre ese proyecto.

La opinión fundada de los miembros en minoría será consignada en el informe.

Un ejemplar del informe, firmado por el Presidente, será entregado a cada Parte.

El informe de la Comisión no tendrá ni en lo que concierne a la exposición de hechos, ni en lo que concierne a las consideraciones jurídicas, el caracter de una sentencia arbitral o judicial.

Artículo 12.

Cada Parte pondrá en conocimiento de la otra y del Presidente de la Comisión de Conciliación, en un plazo razonable que no excederá de tres meses, si Ella acepta las conclusiones y proposiciones contenidas en el informe.

du rapport et les propositions qui y sont contenues.

Il appertient aux Parties de décider d'un commun accord, si le rapport de la Commission doit être publié.

Article 13.

Pendant la durée effective de la procédure de conciliation les membres de la Commission permanente de Conciliation y compris le Président, recevront une indemnité dont le montant sera arrêté par les Parties Contractantes.

Chaque Partie supportera ses propres frais et une part égale des frais de la Commission, y compris les indemnités prévues au premier alinéa.

Article 14.

Le présent Traité sera ratifié aussitôt que faire se pourra et les instruments de ratification en seront échangés à Varsovie.

Il entrera en vigueur le trentième jour après l'échange des ratifications et aura une durée de trois ans.

S'il n'est pas dénoncé six mois avant son échéance il sera censé être renouvelé pour une nouvelle période de trois ans et ainsi de suite.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Santiago du Chili, en double exemplaire, en langue française et espagnole, le dix-neuf octobre mil neuf cent vingt-neuf.

Wladyslaw Mazurkiewicz.
Manuel Barros.

Queda al arbitrio de las Partes decidir, de común acuerdo, si el informe de la Comisión debe ser publicado.

Artículo 13.

Durante la duración efectiva del procedimiento de conciliación los miembros de la Comisión permanente de Conciliación, incluso su Presidente, recibirán una indemnización cuyo monto será acordado entre las Partes Contratantes.

Cada Parte proveerá a sus propios gastos y a una parte igual de los gastos de la Comisión, incluso las indemnizaciones previstas en el parrafo primero.

Artículo 14.

El presente Tratado será ratificado tan pronto como sea posible y los instrumentos de ratificación serán canjeados en Varsovia.

Entrará en vigor treinta dias después del canje de las ratificaciones y tendrá una duración de tres años.

Si no es denunciado seis meses antes de su término, se entenderá renovado por un nuevo período de tres años y asi sucesivamente.

En fé de lo cual, los Plenipotenciarios firman el presente Tratado y ponen en él sus sellos.

Hecho en Santiago de Chile, en doble ejemplar, en francés y español, el diecinueve de Octubre de mil novecientos veintinueve.

Manuel Barros.
Wladyslaw Mazurkiewicz.

27.

HONGRIE, ESTONIE.

Traité de conciliation et d'arbitrage; signé à Tallinn, le 27 novembre 1929.*)

Publication officielle.

Traité de conciliation et d'arbitrage entre la Hongrie et l'Estonie.

Son Altesse Sérénissime le Régent du Royaume de Hongrie et le Chef de la République d'Estonie, animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent la Hongrie et l'Estonie et de résoudre autant que possible par voie de conciliation ou d'arbitrage les différends qui viendraient à s'élever entre les deux Pays, ont résolu de conclure à cet effet un traité et ont désigné comme leurs plénipotentiaires, savoir:

Son Altesse Sérénissime le Régent du Royaume de Hongrie:

Monsieur Michel Jungerth, Chargé d'Affaires de Hongrie en Estonie,

Le Chef de la République d'Estonie:

Monsieur Jean Lattik, Ministre des Affaires Etrangères,

lesquels, après avoir pris connaissance de leurs pleinpouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à soumettre à une procédure de conciliation et, le cas échéant, à une procédure d'arbitrage les différends de quelque nature qu'ils soient, qui s'éleveraient entre elles et n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable.

Cette disposition ne s'applique pas aux différends nés de faits qui sont antérieurs au présent Traité et qui appartiennent au passé.

Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions, en vigueur entre les Hautes Parties Contractantes, seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 2.

Lorsqu'il s'agit d'un différend qui, aux termes de la législation intérieure d'une des Parties Contractantes relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, la Partie défenderesse peut s'opposer à ce qu'il soit soumis à une procédure de conciliation ou d'arbitrage avant qu'un jugement définitif ait été rendu par l'autorité judiciaire compé-

---

*) Les ratifications ont été échangées à Tallinn, le 27 août 1930.

tente. La demande de conciliation doit, dans ces cas, être formée une année, au plus tard, à compter de ce jugement.

Article 3.

La conciliation sera confiée à une Commission de Conciliation composée de trois membres, qui seront désignées dans chaque cas particulier, comme il suit, savoir: les Hautes Parties Contractantes nommeront chacune un Commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront d'un commun accord le Président de la Commission parmi les ressortissants de tierces Puissances.

Si, dans un délai de trois mois, à compter du jour où l'une des Hautes Parties Contractantes aura notifié à l'autre son intention de recourir à la procédure de conciliation, la nomination du Commissaire de la Partie adverse ou la désignation du Président de la Commission, d'un commun accord par les Hautes Parties Contractantes, n'est pas intervenue, le Président de la Confédération Suisse sera prié de procédér aux désignations nécessaires.

Article 4.

La Commission de Conciliation sera saisie par voie de requête adressée au Président par les deux Hautes Parties Contractantes, agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou par l'autre Partie. La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 5.

La Commission de Conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles, par voie d'enquête, ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la Commission dressera un procès-verbal constatant, suivant les cas, soit que les Parties se sont arrangées, et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la Commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la Commission aura été saisie du litige.

Article 6.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission de Conciliation règlera elle-même sa procédure, qui dans tous les cas devra être contradictoire. En matière d'enquête, la Commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III

(Commissions internationales d'Enquête) de la Convention de la Haye du 18 octobre 1907*) pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 7.

La Commission de Conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Hautes Parties Contractantes, au lieu désigné par son Président.

Article 8.

Les travaux de la Commission de Conciliation ne seront publics qu'en vertu d'une décision prise par la Commission avec l'assentiment des Hautes Parties Contractantes.

Article 9.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission de Conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la Commission; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur Gouvernement.

Article 10.

Sauf disposition contraire du présent Traité, les décisions de la Commission de Conciliation seront prises à la majorité des voix.

Article 11.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de Conciliation, et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour leur permettre de procéder, sur leur territoire et selon leur législation, à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 12.

A défaut de Conciliation, chacune des Hautes Parties Contractantes pourra demander que le litige soit soumis à l'arbitrage, à condition qu'il rentre dans l'une des catégories de différends d'ordre juridique ayant pour objet:

a) l'interprétation d'un Traité;

b) tout point de droit international;

c) la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international;

d) la nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international.

*) V. **N. R. G.** 3. s. III, p. 360.

En cas de contestation sur le point de savoir si le litige rentre dans l'une des catégories de différends susmentionnés, cette question préjudicielle sera soumise à l'arbitrage.

Si le tribunal arbitral reconnaît que le différend est susceptible de solution arbitrale au sens du présent Traité, il statuera en même temps sur le fond.

Article 13.

Les Hautes Parties Contractantes établiront, dans chaque cas particulier, un compromis spécial déterminant nettement l'objet du différend, la composition et les compétences particulières du tribunal, ainsi que toutes autres conditions arrêtées entre elles.

Le compromis sera établi par échange de notes entre les Gouvernements des Parties Contractantes.

Article 14.

Sauf convention contraire, la procédure arbitrale sera réglée par les Articles 51 à 85 de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 15.

Les dispositions prévues par l'Article 12 du présent Traité ne portent pas atteinte à la faculté de soumettre un différend d'ordre juridique, par voie de compromis, à la Cour Permanente de Justice Internationale dans les conditions et suivant la procédure prévue par son Statut.

Article 16.

Si le compromis prévu par l'Article 13 resp. 15 ne sera pas établi dans les six mois qui suivront la notification d'une demande d'arbitrage, chacune des Parties pourra déférer, par voie de simple requête, le différend à la Cour Permanente de Justice Internationale.

Article 17.

La sentence rendue par le Tribunal sera exécutée de bonne foi par les Parties.

Article 18.

Les Hautes Parties Contractantes s'abstiendront, durant le cours de la procédure de conciliation ou d'arbitrage, de toute action ou mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable sur l'acceptation de propositions de la Commission de Conciliation ou sur l'exécution de la sentence.

Article 19.

Chaque Partie supportera ses propres frais et une partie égale des frais de la procédure de conciliation et d'arbitrage.

Article 20.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent Traité seront, sauf convention contraire, soumises directement à l'arbitrage.

Article 21.

Le présent Traité sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu à Tallinn aussitôt que faire se pourra.

Le Traité est conclu pour une durée de dix années à compter de l'échange des ratifications. S'il n'est pas dénoncé une année au moins avant l'expiration de ce terme, il demeure en vigueur pour une nouvelle période de dix années et ainsi de suite.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité.

Fait à Tallinn, le 27 novembre mil neuf cent vingt-neuf.

(L. S.) *Jungerth* m. p.
(L. S.) *Lattik* m. p.

28.

PAYS-BAS, ROUMANIE.

Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation; signé à La Haye, le 22 janvier 1930.*)

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1931, No. 11.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et Sa Majesté le Roi de Roumanie, animés du désir de reserrer les liens d'amitié qui unissent les Pays-Bas et la Roumanie et de favoriser le règlement pacifique des différends et conflits qui viendraient à diviser les deux pays,

ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir:

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

Jonkheer Frans Beelaerts van Blokland, Son Ministre des Affaires Etrangères;

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

Monsieur Georges G. Mironesco, Son Ministre des Affáires Etrangères;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent réciproquement à ne rechercher, dans aucun cas, autrement que par voie pacifique le règlement des litiges ou conflits, qui viendraient à s'élever entre les Pays-Bas et la Roumanie, et qui n'auraient pu être résolus, dans un délai raisonnable, par les procédés diplomatiques ordinaires.

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye, le 6 janvier 1931.

Article 2.

Tous les litiges de nature juridique qui n'auraient pu être réglés à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumis pour jugement soit à la Cour permanente de Justice internationale, soit à un Tribunal arbitral, ainsi qu'il est prévu ci-après.

La disposition du paragraphe précédent ne s'applique pas aux différends nés de faits qui sont antérieurs à la présente convention et qui appartiennent au passé, ainsi qu'aux différends portant sur des questions que le droit international laisse à la compétence exclusive des Etats.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties Contractantes, seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 3.

Avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale et avant toute procédure arbitrale, le litige pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumis afin de conciliation à une Commission internationale permanente, dite Commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent Traité.

Article 4.

Si, dans le cas d'un des litiges visés à l'Article 2, les deux Parties n'ont pas eu recours à la Commission permanente de conciliation ou si celle-ci n'a pas réussi à concilier les Parties, le litige sera soumis d'un commun accord par voie de compromis soit à la Cour de Justice internationale qui statuera dans les conditions et suivant la procédure prévues par son statut, soit à un Tribunal arbitral qui statuera dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux. *)

A défaut d'accord entre les Parties sur le choix de la juridiction, sur les termes du compromis ou, en cas de procédure arbitrale, sur la désignation des arbitres, l'une ou l'autre d'entre elles, après un préavis d'un mois, aura la faculté de porter directement, par voie de requête, le litige devant la Cour permanente de Justice internationale.

Article 5.

Toutes questions sur lesquelles les Hautes Parties Contractantes seraient divisées sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, questions dont la solution ne pourrait être recherchée par un jugement ainsi qu'il est prévu par l'Article 2 du présent Traité et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par un traité ou une convention en vigueur entre les Parties, seront soumises à la Commission permanente de conciliation qui sera

---

*) V. **N. R. G.** 3. s. III, p. 360.

chargée de proposer aux Parties une solution acceptable et dans tous les cas de leur présenter un rapport.

A défaut d'accord entre les Parties sur la requête à présenter à la Commission, l'une ou l'autre d'entre elles aura de faculté de soumettre directement, après un préavis d'un mois, la question à ladite Commission.

Dans tous les cas, s'il y a contestation entre le Parties sur la question de savoir si le différend a ou non la nature d'un litige visé dans l'Article 2 et susceptible de ce chef d'être résolu par un jugement, cette contestation sera, préalablement à toute procédure devant la Commission permanente de conciliation, soumise à la décision de la Cour permanente de Justice internationale, d'accord entre les Hautes Parties Contractantes ou à défaut d'accord à la requête de l'une d'entre elles.

Article 6.

La Commission permanente de conciliation prévue par le présent Traité sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme il suit, savoir: les Hautes Parties Contractantes nommeront chacune un Commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront d'un commun accord les trois autres Commissaires parmi les ressortissants de tierces Puissances; ces trois Commissaires devront être de nationalités différentes et, parmi eux, les Hautes Parties Contractantes désigneront le Président de la Commission.

Les Commissaires sont nommés pour trois ans; leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonctions jusqu'à à leur remplacement et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu aussi repidement que possible et dans un délai qui ne devra pas exéder trois mois, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès, de démission ou de quelque empêchement permanent ou temporaire en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 7.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent Traité.

Si la nomination des membres à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le Président de la Confédération suisse serait, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 8.

La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au Président dans les conditions prévues, selon les cas, par les Articles 3 et 5.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 9.

Dans un délai de 15 jours à compter de la date où l'une des Hautes Parties Contractantes aurait porté une contestation devant la Commission permanente de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son Commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui userait de ce droit en ferait immédiatement la notification à l'autre Partie; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de 15 jours à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 10.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cet effet toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable, et, s'il y a lieu, leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la Commission dressera un rapport qui en constatera le résultat et dont un exemplaire sera remis à chacune des Parties.

Les Parties ne seront jamais liées par les considérations de fait, de droit ou autres auxquelles la Commission se sera arrêtée.

Sous réserve de la disposition de l'Article 5, alinéa 3, les travaux de la Commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans un délai de six mois à compter du jour où la Commission aura été saisie du litige.

Article 11.

A moins de stipulations spéciales contraires, la Commission permanente de conciliation règlera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la Commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III (Commission internationale d'enquête) de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 12.

La Commssion permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son Président.

Article 13.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la Commission avec l'assentiment des Parties.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à ne pas publier le résultat des travaux de la Commission sans s'être préalablement consultées.

Article 14.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la Commission; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur Gouvernement.

Article 15.

Sauf dispositions contraires du présent Traité, les décisions de la Commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix.

La Commission ne pourra prendre de décision portant sur le fond du différend que si tous les membres ont été dûment convoquées et si au moins tous les membres choisis en commun sont présents.

Article 16.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission permanente de conciliation et, en particulier, à assurer à celle-ci l'assistance de leurs autorités compétentes, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles et à prendre les mesures nécessaires pour permettre à la Commission de procéder sur leur territoire à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 17.

Pendant la durée des travaux de la Commission permanente de conciliation chacun des Commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté d'un commun accord entre les Hautes Parties Contractantes qui en supporteront chacune une part égale.

Article 18.

Dans tous les cas et notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour permanente de Justice internationale statuant conformément à l'Article 41 de son Statut*) ou, selon le cas, le Tribunal arbitral, indiqueront dans le plus bref délai possible quelles mesures provisoires doivent être prises; la Commission permanente de conciliation pourra, s'il y a lieu, agir de même après entente entre les Parties.

---

*) V. **N. R. G.** 3. s. XII, p. 874.

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision ou aux arrangements qui seraient proposés par la Commission permanente de conciliation et, en général, à ne procéder à aucun acte de quelque nature qu'il soit susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 19.

Le présent Traité reste applicable entre les Hautes Parties Contractantes encore que d'autres Puissances aient également un intérêt dans le différend.

Article 20.

Si quelque contestation venait à surgir entre les Hautes Parties Contractantes relativement à l'interprétation du présent Traité, cette contestation serait portée devant la Cour permanente de Justice internationale suivant la procédure prévue dans l'Article 4, alinéa 2.

Article 21.

Le présent Traité sera ratifié. Les ratifications en seront échangées à La Haye aussitôt que faire se pourra.

Article 22.

Le présent Traité entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et aura une durée de dix ans à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de cette période, il sera considéré comme renouvelé tacitement pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent Traité une procédure quelconque en vertu de ce Traité se trouvait pendante devant la Commission permanente de conciliation, devant la Cour permanente de Justice internationale ou devant le Tribunal d'arbitrage, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à La Haye en double exemplaire le 22 janvier 1930.

(L. S.) *Beelaerts van Blokland.*
(L. S.) *G. G. Mironesco.*

29.

DANEMARK, LETTONIE.

Traité de conciliation et d'arbitrage; signé à Riga, le 28 février 1930.*)

Lovtidenden A, 1931, No. 15.

Traité d'arbitrage entre le Danemark et la Lettonie.

Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande et le Président de la République de Lettonie:

S'inspirant des heureuses relations d'amitié qui unissent le Danemark et la Lettonie,

Désireux de convenir des dispositions permettant d'assurer dorénavant, conformément aux principes consacrés par le Pacte de la Société des Nations, le règlement pacifique de tous les différends et conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à diviser le Danemark et la Lettonie,

Ont résolu de conclure un Traité à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir:

Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande:

Monsieur Michael Arentz Langberg, Son Chargé d'Affaires à Riga;

Le Président de la République de Lettonie:

Son Excellence Monsieur Hugo Celmiņš, Président du Conseil des Ministres et Ministre des Affaires Etrangères;

Lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes:

Article premier.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent réciproquement à régler, dans tous les cas, par voie pacifique et d'après les méthodes prévues par le présent Traité, tous les litiges ou conflits de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre le Danemark et la Lettonie après la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention, et qui n'auraient pu être résolus par les procédés diplomatiques ordinaires.

Article 2.

Toutes contestations entre les Hautes Parties Contractantes de quelque nature qu'elles soient, et qui n'auraient pu être réglées à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumises pour jugement, soit à un tribunal arbitral, soit à la Cour permanente de justice internationale, ainsi qu'ils est prévu ci-après.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Riga, le 20 février 1931.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties Contractantes seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 3.

Avant toute procédure arbitrale ou avant toute procédure devant la Cour permanente de justice internationale, la contestation sera soumise à fin de conciliation à une Commission internationale permanente, dite Commission permanente de conciliation, constitué conformément au présent Traité.

Article 4.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celles-ci, le différend ne sera soumis à la procédure prévue par le présent Traité qu'après jugement passé en force de chose jugée et rendu dans des délais raisonnables, par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Article 5.

La Commission permanente de conciliation prévue à l'Article 3 sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme il suit, savoir: les Hautes Parties Contractantes nommeront chacune un Commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront, d'un commun accord, les trois autres Commissaires parmi les ressortissants de tierces Puissances; ces trois Commissaires devront être de nationalité différente et, parmi eux, les Hautes Parties Contractantes désigneront le Président de la Commission.

Les Commissaires sont nommés pour trois ans, leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonction jusqu'à leur remplacement, et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire, par suite de décès, de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 6.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les trois mois qui suivront l'entrée en viguer de la présente Convention.

Si la nomination des Commissaires à désigner en commun n'intervenait pas dans le délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le Président de la Cour permanente de justice internationale ou, s'il est ressortissant d'une des Hautes Parties Contractantes, le Vice-Président ou le membre le plus ancien de la Cour, qui n'est ressortissant d'aucune des Hautes Parties Contractantes, sera, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 7.

La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au Président par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celli-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 8.

Dans un délai de quinze jours à partir de la date où la Commission permanente de conciliation aura été saisie de la contestation chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son Commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie, celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 9.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la Commission dressera un procès verbal constatant suivant les cas, soit que les Parties se sont arrangées, et s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la Commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être termineés dans le délai de six mois à compter du jour où la Commission aura été saisie du litige.

Article 10.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission permanente de conciliation règlera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la Commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III (Des Commissions internationales d'enquête) de la Convention de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux. *)

*) V. N. R. G. 3. s. III, p. 360.

Article 11.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son Président.

Article 12.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la Commission avec l'assentiment des Parties.

Article 13.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elle et la Commission; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraît utile.

La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties ainsi qu'a toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur Gouvernement.

Article 14.

Sauf disposition contraire du présent Traité, les décisions de la Commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix.

Article 15.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission permanente de conciliation et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour leur permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 16.

Pendant la durée des travaux de la Commission permanente de conciliation, chacun des Commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté, d'un commun accord, entre les Hautes Parties Contractantes qui en supporteront chacune une part égale. Les frais auxquels donnerait lieu le fonctionnement de la Commission seront également partagés par moitié.

Article 17.

A défaut de conciliation devant la Commission permanente de conciliation, la contestation sera soumise d'un commun accord par voie de compromis, soit à la Cour permanente de justice internationale, dans les conditions et suivant le procédure prévues par son statut, soit à un tribunal arbitral, dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

A défaut d'accord entre les Parties sur le compromis et après un préavis d'un mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement par voie de requête la contestation devant la Cour permanente de justice internationale.

Disposition Générale.

Article 18.

Dans tous les cas et notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Commission de conciliation ou, si celle-ci ne s'en trouvait plus saisie, le Tribunal arbitral ou la Cour permanente de justice internationale statuant conformément à l'Article 41 de son statut, indiqueront, s'il y a lieu et dans le plus bref délai possible, quelles mesures provisoires doivent être prises. Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à s'y conformer, à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision ou aux arrangements proposés par la Commission de conciliation, et en général à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 19.

Le présent Traité reste applicable entre les Hautes Parties Contractantes encore que d'autres Puissances aient également un intérêt dans le différend.

Article 20.

Le présent Traité sera communiqué pour enregistrement à la Société des Nations conformément à l'Article 18 du Pacte.

Article 21.

Le présent Traité sera ratifié. Les ratifications en seront échangées à Riga.

Il entrera en vigueur dès l'échange des ratification et aura une durée de dix ans à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme renouvelé pour une période de cinq années et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent Traité, une procédure quelconque en vertu de ce Traité se trouvait pendante devant la Commission permanente de conciliation, devant un tribunal d'arbitrage ou devant la Cour permanente de justice internationale, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Traité.

Fait à Riga, en double exemplaire, le 28 février mil neuf cent trente.

(L. S.) *M. A. Langberg.*
(L. S.) *H. Celmiņš.*

30.

PAYS-BAS, POLOGNE.

Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation; signé à La Haye, le 12 avril 1930.*)

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1931, No. 55.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et le Président de la République de Pologne, animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les Pays-Bas et la Pologne et de favoriser le règlement pacifique, dans tous les cas, des différends et conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à diviser les deux pays,

ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir:

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

Jonkheer Frans Beelaerts van Blokland, Son Ministre des Affaires Etrangères;

Le Président de la République de Pologne:

M. Stanislaw Ketrzynski, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire; M. le Prof. Julian Makowski, docteur en droit, chef de la section des Traités au Ministère des Affaires Etrangères;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent réciproquement à ne rechercher, dans aucun cas, autrement que par voie pacifique, le règlement des litiges ou conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient pu être résolus, dans un délai raisonnable, par les procédés diplomatiques ordinaires.

Article 2.

Tous les litiges, de quelque nature qu'ils soient, ayant pour objet un droit allégué par une des Hautes Parties Contractantes et contesté par l'autre, et qui n'auraient pu être réglés à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumis pour jugement à la Cour permanente de Justice internationale. Dans les cas exceptionnels et pour des raisons d'ordre spécial chacune des Parties aura le droit de demander que ces litiges soient déférés à un Tribunal arbitral, ainsi qu'il est prévu ci-après. Il est entendu que les litiges visés dans cet alinéa comprennent notamment ceux que mentionne l'Article 13 du Pacte de la Société des Nations.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Varsovie, le 27 janvier 1931.

Cet engagement ne s'applique qu'aux contestations qui s'élèveraient après la ratification du présent Traité, au sujet de faits postérieurs à cette ratification.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est ou sera prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties Contractantes, seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 3.

Avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale et avant toute procédure arbitrale, le litige pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumis à fin de conciliation à une Commission internationale permanente, dite Commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent Traité.

Article 4.

Si, dans le cas d'un des litiges visés à l'Article 2, les deux Parties n'ont pas eu recours à la Commission permanente de conciliation ou si celle-ci n'a pas réussi à concilier les Parties, le litige sera soumis d'un commun accord par voie de compromis soit à la Cour permanente de Justice internationale qui statuera dans les conditions et suivant la procédure prévues par son statut, soit dans les cas exceptionnels visés à l'Article 2, et si l'une des Hautes Parties Contractantes le demande, à un Tribunal arbitral qui statuera dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.*)

A défaut d'accord entre les Parties, en cas de procédure arbitrale, sur la désignation des arbitres, le Président de la Confédération Suisse sera prié par les deux Parties ou par l'une d'Elles de procéder aux désignations nécessaires.

Faute de conclusion d'un compromis dans un délai de trois mois à partir de la constitution du Tribunal, celui-ci sera saisi du litige par requête de l'une ou de l'autre des Parties.

Si aucune des deux Hautes Parties Contractantes n'a demandé que la question soit soumise à un Tribunal arbitral, et à défaut d'accord entre les Parties sur les termes du compromis, l'une ou l'autre d'entre Elles, après un préavis de deux mois, aura la faculté de porter directement la question par voie de requête devant la Cour permanente de Justice internationale.

Article 5.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, le différend ne pourra être soumis à la procédure prévue par le présent Traité qu'après jugement passé en force de chose

*) V. N. R. G. 3. s. III, p. 360.

jugée et rendu dans des délais raisonnables par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Article 6.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité de l'une des Parties en litige se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel de ladite Partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les Parties conviennent qu'il devra être accordé par la sentence judiciaire ou arbitrale, à la Partie lésée, une satisfaction équitable.

Article 7.

Toutes questions sur lesquelles les Hautes Parties Contractantes seraient divisées sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, questions dont la solution ne pourrait être recherchée par un jugement ainsi qu'il est prévu par l'Article 2 du présent Traité et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par un traité ou une convention en vigueur entre les Parties, seront soumises à la Commission permanente de conciliation qui sera chargée de proposer aux Parties une solution acceptable et dans tous les cas de leur présenter un rapport.

A défaut d'accord entre les Parties sur la requête à présenter à la Commission, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de soumettre directement, après un préavis d'un mois, la question à ladite Commission.

Dans tous les cas, s'il y a contestation entre les Parties sur la question de savoir si le différend a ou non la nature d'un litige visé dans l'Article 2 et susceptible de ce chef d'être résolu par un jugement, cette contestation sera, préalablement à toute procédure devant la Commission permanente de conciliation, soumise à la décision de la Cour permanente de Justice internationale, d'accord entre les Hautes Parties Contractantes ou à défaut d'accord à la requête de l'une d'entre Elles.

Article 8.

La Commission permanente de conciliation prévue par le présent Traité sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme il suit, savoir: les Hautes Parties Contractantes nommeront chacune un Commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront d'un commun accord les trois autres Commissaires parmi les ressortissants de tierces Puissances; ces trois Commissaires devront être de nationalités différentes et, parmi eux, les Hautes Parties Contractantes désigneront le Président de la Commission.

Les Commissaires sont nommés pour trois ans; leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonctions juqu'à leur remplacement et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu aussi rapidement que possible et dans un délai qui ne devra pas excéder trois mois, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès, de démission ou de quelque empêchement permanent ou temporaire en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 9.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans l'année qui suivra l'échange des ratifications du présent Traité.

Si la nomination des membres à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le Président de la Conféderation Suisse serait, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 10.

La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au Président dans les conditions prévues, selon les cas, par les Articles 3 et 7.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 11.

Dans un délai de 15 jours à compter de la date où l'une des Hautes Parties Contractantes aurait porté une contestation devant la Commission permanente de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son Commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui userait de ce droit en ferait immédiatement la notification à l'autre Partie; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de 15 jours, à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 12.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cet effet toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable, et, s'il y a lieu, leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la Commission dressera un rapport qui en constatera le résultat et dont un exemplaire sera remis à chacune des Parties.

Les Parties ne seront jamais liées par les considérations de fait, de droit ou autres auxquelles la Commission se sera arrêtée.

Sous réserve de la disposition de l'Article 7, alinéa 3, les travaux de la Commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans un délai de six mois à compter du jour de la première séance de la Commission.

Article 13.

A moins de stipulations spéciales contraires, la Commission permanente de conciliation règlera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la Commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III (Commission internationale d'enquête) de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 14.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son Président.

Article 15.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la Commission avec l'assentiment des Parties.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à ne pas publier le résultat des travaux de la Commission sans s'être préalablement consultées.

Article 16.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la Commission; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elle à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur Gouvernement.

Article 17.

Sauf dispositions contraires du présent Traité, les décisions de la Commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix.

La Commission ne pourra prendre de décision portant sur le fond du différend que si tous les membres ont été dûment convoquées et sont présents.

Article 18.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission permanente de conciliation et, en particulier, à assurer à celle-ci l'assistance de leurs autorités compétentes, à lui fournir dans

la plus large mesure possible tous documents et informations utiles et à prendre les mesures nécessaires pour permettre à la Commission de procéder sur leur territoire à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 19.

Pendant la durée des travaux de la Commission permanente de conciliation chacun des Commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté d'un commun accord entre les Hautes Parties Contractantes qui en supporteront chacune une part égale.

Article 20.

Dans tous les cas et notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour permanente de Justice internationale statuant conformément à l'Article 41 de son Statut *) ou, selon le cas, le Tribunal arbitral, indiqueront dans le plus bref délai possible quelles mesures provisoires doivent être prises; la Commission permanente de conciliation pourra, s'il y a lieu, agir de même après entente entre les Parties.

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision ou aux arrangements qui seraient proposés par la Commission permanente de conciliation et, en général, à ne procéder à aucunn acte de quelque nature qu'il soit susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 21.

Le présent Traité reste applicable entre les Hautes Parties Contractantes encore que d'autres Puissances aient également un intérêt dans le différend.

Article 22.

Si quelque contestation venait à surgir entre les Hautes Parties Contractantes relativement à l'interprétation du présent Traité, cette contestation serait portée, sauf accord contraire, devant la Cour permanente de Justice internationale à la requête des deux Parties ou de l'une d'Elles.

Article 23.

Le présent Traité sera ratifié. Les ratifications en seront échangées à Varsovie aussitôt que faire se pourra.

Article 24.

Le présent Traité entrera en vigueur le trentième jour après l'échange des ratifications et aura une durée de cinq ans à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration

*) V. **N. R. G.** 3. s. XII, p. 874.

de cette période, il sera considéré comme renouvelé tacitement pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent Traité, une procédure quelconque en vertu de ce Traité se trouvait pendante devant la Commission permanente de conciliation, devant la Cour permanente de Justice internationale ou devant le Tribunal d'arbitrage, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à la Haye en double exemplaire le 12 avril 1930.

(L. S.) *Beelaerts van Blokland.*
(L. S.) *Stanislaw Ketrzynski.*
(L. S.) *Dr. J. Makowski.*

31.

DANEMARK, ISLANDE.

Convention pour régler, par voie d'arbitrage, les différends entre les deux Etats; signée à Tingvalla, le 27 juin 1930.*) **)

Dansk Lovtidenden A, 1931, No. 17.

Overenskomst mellem Danmark og Island angaaende Fremgangsmaaden ved Bilæggelse af Tvistigheder.

Den Kongelig Danske og den Kongelig Islandske Regering, der er besjælede af Ønsket om at fremme Bestræbelserne for Afgørelse ved Voldgift af Tvistigheder mellem Landene, er i dette Øjemed blevet enige om at afslutte en Overenskomst angaaende Fremgangsmaaden ved Bilæggelse af Tvistigheder, som maatte opstaa mellem Danmark og Island, og har i denne Anledning udnævnt som deres Befuldmægtigede:

Den Kongelig Danske Regering:

Hr. Statsminister Th. Stauning.

Den Kongelig Islandske Regering:

Hr. Førsteminister Tryggvi Þórhallsson,

som, med behørig Bemyndigelse, er blevet enige om følgende:

Artikel 1.

Retstvistigheder, som maatte opstaa mellem Danmark og Island, og som kan henføres til nogen af de i Artikel 36, 2. Stk. i Statuten for den faste mellemfolkelige Domstol nævnte Arter, skal, saafremt de ikke har kunnet løses ad sædvanlig Forhandlingsvej eller ved Forligsbehandling

---

*) Approuvée par Résolutions du 20 février et du 11 mars 1931.

**) En langues danoise et islandaise. Nous ne reproduisons que le texte danois.

i det dansk-islandske Nævn, henvises til Afgørelse af nævnte Domstol i Henhold til Bestemmelserne i den omhandlede Statut.

Tvistigheder, som de kontraherende Parter ved andre mellem dem gældende Overenskomster har forpligt et sig til at løse gennem Anvendelsen af en særlig Behandling ved Domstol eller Voldgiftsret, jfr. saaledes særlig dansk-islandsk Forbundslovs § 17, skal behandles i Henhold til Bestemmelserne i disse Overenskomster.

Meningsforskelligheder vedrørende Fortolkningen af denne Overenskomst skal afgøres af den faste mellemfolkelige Domstol.

Artikel 2.

De kontraherende Parter forpligter sig til at henvise til Voldgiftsbehandling ifølge nedenstaaende Bestemmelser alle andre end de i Artikel 1 nævnte Tvistigheder. Forinden en Sag gøres til Genstand for Voldgiftsbehandling, vil Parterne efter at have forelagt Spørgsmaalet til Drøftelse i det dansk-islandske Nævn søge Sagen henvist til Undersøgelses- og Forligsbehandling af et særligt dertil nedsat Forligsnævn eller Forligsmægler.

Parterne er enige om, at Tvistigheder, som omhandles in denne Artikel, skal afgøres efter Grundsætningerne for Ret og Billighed.

Artikel 3.

Forsaavidt Parterne ikke træffer anden Overenskomst, skal Voldgiftsretten til Behandling af Tvistigheder ifølge Artikel 2 i denne Overenskomst nedsættes i Overensstemmelse med Bestemmelserne i Afsnit IV, Kapitel II, i Haagerkonventionen af 18. Oktober 1907 til Afgørelse ad fredelig Vej af mellemfolkelige Tvistigheder.*)

Artikel 4.

I det Omfang, Parterne ikke har truffet anden Bestemmelse angaaende Behandling ved Voldgift, skal Bestemmelserne i Afsnit IV, Kapitel III i Haagerkonventionen af 18. Oktober 1907 til Afgørelse ad fredelig Vej af mellemfolkelige Tvistigheder komme til Anvendelse.

Saafremt saadan Voldgiftsaftale som omhandlet i den nævnte Haagerkonvention ikke undertegnes inden 6 Maaneder, efter at den ene Part overfor den anden har fremsat Begæring om Tvistighedens Henvisning til Voldgift, skal Voldgiftsaftalen paa Begæring af enhver af Parterne fastsættes paa den Maade, der er foreskrevet i Artiklerne 53 og 54 i den nævnte Haagerkonvention.

I de Tilfælde, hvor nærværende Overenskomst henviser til Bestemmelserne i Haagerkonventionen, skal disse Bestemmelser anvendes mellem Parterne uden Hensyn til, om sidstnævnte Konvention er gældende for Parterne.

Artikel 5.

Voldgiftsretten skal paa Begæring af en af Parterne angive de foreløbige Forholdsregler, som bør iagttages til Værn af denne Parts Rets-

*) V. N. R. G. 3. s. III, p. 360.

stilling, forsaavidt disse Foranstaltninger kan træffes ad administrativ Vej.

Artikel 6.

Voldgiftskendelsen skal, naar der findes Anledning dertil, indeholde en Tilkendegivelse af, hvorledes den skal bringes til Udførelse, navnlig vedrørende de Tidsfrister, som derved skal iagttages.

Artikel 7.

Hvad angaar Spørgsmaal, som i Medfør af Lovgivningen i det Land, mod hvilket Krav fremsættes, skal afgøres af Domstolene, hvorved i denne Forbindelse ogsaa forstaas Forvaltningsdomstole, kan vedkommende Part ikke forlange, at den i Artikel 1 eller 2 omhandlede Fremgangsmaade kommer til Anvendelse, forinden endelig Afgørelse er truffet gennem Sagens Behandling ved Domstolen. I dette Tilfælde skal Tvistighedens Henvisning til Dom eller Voldgift ske senest et Aar efter saadan Afgørelse.

Artikel 8.

Dersom det i en Dom eller Voldgiftskendelse erklæres, at en Beslutning eller en Foranstaltning af en Domstol eller anden Myndighed i den ene Stat helt eller delvis er i Strid med Folkeretten, og kan ifølge denne Stats Forfatning Følgerne af saadan Beslutning eller Foranstaltning ikke helt eller delvis afbødes, er Parterne enige om, at der ved Dommen eller Voldgiftskendelsen kan tilkendes den forurettede Part passende Godtgørelse paa anden Maade.

Artikel 9.

De kontraherende Parter forpligter sig til under den stedfindende Doms- eller Voldgiftsbehandling i størst muligt Omfang at undgaa enhver Foranstaltning, som kan modvirke Doms- eller Voldgiftskendelsens Fuldbyrdelse.

Parterne skal efterkomme den ved Dommen eller Voldgiftskendelsen trufne Afgørelse paa Tro og Love.

Artikel 10.

Tvistigheder, som maatte opstaa mellem Parterne angaaende Fortolkningen eller Gennemførelsen af Dommen eller Voldgiftskendelsen, skal i Mangel af anden Bestemmelse afgøres af den Ret, som har afsagt Dommen eller Voldgiftskendelsen.

Artikel 11.

Denne Overenskomst indgaas under Forbehold af den danske Rigsdags og det islandske Altings Samtykke.

Artikel 12.

Denne Overenskomst træder i Kraft, naar den, efter at henholdsvis den danske Rigsdags og det islandske Altings Samtykke foreligger, er

blevet godkendt af de to Regeringer. Om denne Godkendelse oprettes der en Protokol.

Overenskomsten gælder for en Tid af 20 Aar regnet fra dens Ikrafttræden. Saafremt den ikke bliver opsagt senest 2 Aar før Udgangen af nævnte Tidsrum, skal den gælde for yderligere 20 Aar og skal ogsaa fremtidig anses forlænget for Tidsrum paa 20 Aar, saafremt den ikke bliver opsagt mindst 2 Aar før Udgangen af den nærmest forudgaaende Tyveaarsperiode.

Tvistigheder, som ved Udløbet af Overenskomstens Gyldighedstid er Genstand for Doms- eller Voldgiftsbehandling efter denne Overenskomst, skal færdigbehandles i Overensstemmelse med Overenskomstens Bestemmelser.

Til Bekræftelse heraf har de Befuldmægtigede undertegnet denne Overenskomst og forsynet den med deres Segl.

Udfærdiget i to Eksemplarer.

Sket paa Tingvalla den 27. Juni 1930.

(L. S.) (Sign.) *Th. Stauning.*
(L. S.) (Sign.) *Tryggvi Pórhallsson.*

32.

LETTONIE, HONGRIE.

Traité de conciliation et d'arbitrage; signé à Riga, le 13 août 1930.*)

Valdības Vēstnesis 1930, No. 295.

Le Président de la République de Lettonie et Son Altesse Sérénissime le Régent du Royaume de Hongrie animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent la Lettonie et la Hongrie et de résoudre autant que possible par voie de conciliation ou d'arbitrage les différends qui viendraient à s'élever entre les deux pays, ont résolu de conclure à cet effet un traité et ont désigné leurs plénipotentiaires, savoir

Le Président de la République de Lettonie:

Son Excellence Monsieur Hugo Celminš, Président du Conseil des Ministres et Ministre des Affaires Etrangères,

Son Altesse Sérénissime le Régent du Royaume de Hongrie:

Monsieur le Dr. Michel Jungerth, Son Chargé d'Affaires à Riga,

lesquels, après avoir pris connaissance de leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 28 avril 1931.

Article 1er.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à soumettre à une procédure de conciliation et, le cas échéant, à une procédure d'arbitrage les différends, de quelque nature qu'ils soient, qui s'élèveraient entre elles et n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable.

Cette disposition ne s'applique pas aux différends nés de faits qui sont antérieurs au présent Traité et qui appartiennent au passé.

Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions, en vigueur entre les Hautes Parties Contractantes, seront réglès conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 2.

Lorsqu'il s'agit d'un différend qui, aux termes de la législation intérieure d'une des Parties Contractantes relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, la Partie défenderesse peut s'opposer à ce qu'il soit soumis à une procédure de conciliation ou d'arbitrage avant qu'un jugement définitif ait été rendu par l'autorité judiciaire compétente. La demande de conciliation doit, dans ces cas, être formée une année, au plus tard, à compter de ce jugement.

Article 3.

La conciliation sera confiée à une Commission de Conciliation composée de trois membres, qui seront désignés dans chaque cas particulier, comme il suit, savoir: Les Hautes Parties Contractantes nommeront chacune un Commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront d'un commun accord le Président de la Commission parmi les ressortissants de tierces Puissances.

Si, dans un délai de trois mois, à compter du jour où l'une des Hautes Parties Contractantes aura notifié à l'autre son intention de recourir à la procédure de conciliation, la nomination du Commissaire de la Partie adverse ou la désignation du Président de la Commission, d'un commun accord par les Hautes Parties Contractantes, n'est pas intervenue, le Président de la Confédération Suisse sera prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 4.

La Commission de Conciliation sera saisie par voie de requête adressée au Président par les deux Hautes Parties Contractantes, agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou par l'autre Partie. La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 5.

La Commission de Conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles, par voie d'enquête ou autrement, et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la Commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la Commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la Commission aura été saisie du litige.

Article 6.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission de Conciliation réglera elle-même sa procédure, qui dans tous les cas devra être contradictoire. En matière d'enquête, la Commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III (Commissions Internationales d'Enquêtes) de la Convention de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux*).

Article 7.

La Commission de Conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Hautes Parties Contractantes, au lieu désigné par son président.

Article 8.

Les travaux de la Commission de Conciliation ne seront publics qu'en vertu d'une décision prise par la Commission avec l'assentiment des Hautes Parties Contractantes.

Article 9.

Les Parties seront representées auprès de la Commission de Conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la Commission; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître, avec l'assentiment de leur Gouvernement.

Article 10.

Sauf disposition contraire du présent Traité les décisions de la Commission de Conciliation seront prises à la majorité de voix.

---

*) V. **N. R. G.** 3. s. III, p. 360.

Article 11.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de Conciliation et en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour leur permettre de procéder sur le territoire et selon leur législation, à la citation et l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 12.

A défaut de conciliation, chacune des Hautes Parties Contractantes pourra demander que le litige soit soumis à l'arbitrage, à condition qu'il s'agisse d'un différend d'ordre juridique.

Article 13.

Les Hautes Parties Contractantes établiront, dans chaque cas particulier, un compromis spécial déterminant nettement l'objet du différend, la composition et les compétences particulières du tribunal, ainsi que toutes autres conditions arrêtées entre elles.

Le compromis sera établi par échange de notes entre les Gouvernements des Parties Contractantes.

Article 14.

Sauf convention contraire, la procédure arbitrale sera réglée par les Articles 51 à 85 de la Convention de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 15.

Les dispositions prévues par l'Article 12 du présent Traité ne portent pas atteinte à la faculté de soumettre un différend d'ordre juridique, par voie de compromis, à la Cour Permanente de Justice Internationale dans les conditions et suivant la procédure prévue par son Statut.

Article 16.

Si le compromis prévu par l'Art. 13 resp. 15 ne sera pas établi dans les six mois qui suivront la notification d'une demande d'arbitrage, chacune des Parties pourra déférer, par voie de simple requête, le différend à la Cour Permanente de Justice Internationale.

Article 17.

La setence rendue par le Tribunal sera exécutée de bonne foi par les Parties.

Article 18.

Les Hautes Parties Contractantes s'abstiendront, durant le cours de la procédure de conciliation ou d'arbitrage de toute action ou mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable sur l'acceptation des propositions de la Commission de Conciliation ou sur l'exécution de la sentence.

Article 19.

Chaque Partie supportera ses propres frais et une partie égale des frais de la procédure de conciliation et d'arbitrage.

Article 20.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent Traité seront, sauf convention contraire, soumises directement à l'arbitrage.

Article 21.

Le présent Traité sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu à Budapest aussitôt que faire se pourra.

Le Traité est conclu pour une durée de dix années à compter de l'échange des ratifications. S'il n'est pas dénoncé une année au moins avant l'expiration de ce terme, il demeure en vigueur pour une nouvelle période de dix années et ainsi de suite.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité.

Fait à Riga, le 13 août 1930.

(L. S.) (Signe) *H. Celminš.*
(L. S.) (Signé) *Dr. M. Jungerth.*

33.

LETTONIE, LITHUANIE.

Traité de conciliation et d'arbitrage; signé à Kaunas, le 24 novembre 1930.*)

Valdības Vēstnesis 1930, No. 291.

Le Président de la Republique de Lettonie, d'une part, et le Président de la République de Lithuanie, d'autre part, s'inspirant des heureuses relations d'amitié qui unissent la Lettonie et la Lithuanie, et désireux de convenir des dispositions permettant d'assurer, dorénavant, conformément aux principes consacrés par le Pacte de la Société des Nations, le règlement pacifique de tous les différends et conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre la Lettonie et la Lithuanie, ont résolu de conclure un Traité à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Président de la République de Lettonie:

Son Excellence Monsieur Hugo Celminš, Président du Conseil et Ministre des Affaires Etrangères;

Le Président de la République de Lithuanie:

Son Excellence Monsieur le Docteur Dovas Zaunis, Ministre des Affaires Etrangères;

---

*) Les ratifications ont été échangées le 5 janvier 1931. V. Bulletin de l'Institut intermédiaire international XXIV, p. 374.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1.

Les Parties Contractantes s'engagent réciproquement à régler, dans tous les cas, par voie pacifique et d'après les méthodes prévues par le présent Traité, tous les litiges ou conflits de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre la Lettonie et la Lithuanie et qui n'auraient pu être résolus par les procédés diplomatiques ordinaires.

Article 2.

Toutes contestations entre les Parties Contractantes, de quelque nature qu'elles soient, et qui n'auraient pu être réglées à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumises pour jugement, soit à un tribunal arbitral, soit à la Cour Permanente de Justice Internationale, ainsi qu'il est prévu ci-après.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres Conventions en vigueur entre les Parties Contractantes seront réglées conformément aux dispositions de ces Conventions.

Article 3.

Avant toute procédure arbitrale ou avant toute procédure devant la Cour Permanente de Justice Internationale, la contestation sera soumise à fin de conciliation à une Commission Internationale permanente de Conciliation, constituée conformément au présent Traité, dite „Commission Permanente de Conciliation".

Article 4.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, le différend ne sera soumis à sa procédure prévue par le présent Traité qu'après jugement passé en force de chose jugée et rendu dans des délais raisonnables, par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Article 5.

La Commission Permanente de Conciliation, prévue à l'Article 3, sera composée de cinq membres qui seront désignés comme il suit: les Parties Contractantes nommeront chacune deux membres, dont l'un peut être choisi parmi ses propres nationaux. Le cinquième membre, désigné d'un commun accord, remplit les fonctions de Président et doit appartenir à une autre nationalité qu'à celles des autres membres de la Commission. Ce dernier ne devra pas avoir son domicile sur le territoire des Parties Contractantes, ni se trouver à leur service.

Les Commissaires sont nommés pour trois ans; leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu dans le plus bref délai aux vacances qui viendraient à se produire, par suite de décès, de démission ou de quelqu'autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 6.

La Commission Permanente de Conciliation sera constituée dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Si la nomination du Commissaire à désigner en commun n'intervenait pas dans le délai, ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le Président de la Cour Permanente de Justice Internationale ou, si celui-ci est ressortissant d'un des Etats contractants, le Vice-Président de la Cour, sera, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 7.

La Commission Permanente de Conciliation sera saisie par voie de requête adressée au Président par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 8.

Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des Parties Contractantes aura porté une contestation devant la Commission Permanente de Conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer l'un des membres désignés par Elle par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière, sous réserve, toutefois, de la règle stipulée à l'Article 5 premier alinéa, concernant la nationalité des membres de la Commission. La Partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 9.

La Commission Permanente de Conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la Commission dressera un procès verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées, et s'il y a lieu les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la Commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Article 10.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission permanente de Conciliation règlera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquête, la Commission, si elle n'en décide autrement, à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III (Commission Internationale d'enquête) de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.*)

Article 11.

La Commission Permanente de Conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son Président.

Article 12.

Les travaux de la Commission Permanente de Conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la Commission, avec l'assentiment des Parties.

Article 13.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission Permanente de Conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la Commission; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraît utile.

La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes autres personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur Gouvernement.

Article 14.

Sauf disposition contraire du présent Traité, les décisions de la Commission Permanente de Conciliation seront prises à la majorité des voix.

Article 15.

Les Parties Contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commisison Permanente de Conciliation et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder, sur leur territoire, et selon leur législation, à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

---

*) V. **N. R. G.** 3. s. III, p. 360.

Article 16.

Pendant la durée des travaux de la Commission Permanente de Conciliation, chacun de ses membres recevra une indemnité dont le montant sera arrêté d'un commun accord entre les Parties Contractantes qui en supporteront chacune une part égale. Les frais auxquels donnerait lieu le fonctionnement de la Commission seront également partagés par moitié.

Article 17.

A défaut de conciliation devant la Commission Permanente de Conciliation, la contestation sera soumise d'un commun accord, par voie de compromis, soit à la Cour Permanente de Justice Internationale, dans les conditions et suivant la procédure prévues par son statut, soit à un Tribunal arbitral, dans les conditions et suivant la procédure prévues par le compromis.

A défaut d'accord entre les Parties sur le compromis et après un préavis d'un mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de requête, la contestation devant la Cour Permanente de Justice Internationale.

Disposition générale.

Article 18.

Dans tous les cas et notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Commission Permanente de Conciliation ou si celle-ci ne s'en trouvait plus saisie, le Tribunal arbitral ou la Cour Permanente de Justice Internationale, statuant conformément à l'Article 41 de son statut,*) indiqueront s'il y a lieu et dans le plus bref délai possible, quelles mesures provisoires doivent être prises. Chacune des Parties Contractantes s'engage à s'y conformer, à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision ou aux arrangements proposés par la Commission de Conciliation et, en général, à ne procéder à aucun acte de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 19.

Le présent Traité reste applicable entre les Parties Contractantes encore que d'autres Puissances aient également un intérêt dans le différend.

Article 20.

Le présent Traité sera communiqué pour enregistrement à la Société des Nations, conformément à l'Article 18 du Pacte.

Article 21.

Le présent Traité sera ratifié. Les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

*) V. **N. R. G.** 3. s. XII, p. 874.

Il entrera en vigueur le 15-ème jour après l'échange des ratifications et aura une durée de dix ans à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme renouvelé pour une période de cinq années et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent Traité, une procédure quelconque en vertu de ce Traité se trouvait pendante devant la Commission Permanente de Conciliation, devant un Tribunal d'arbitrage ou devant la Cour Permanente de Justice Internationale, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Kaunas, en double exemplaire, le vingt-quatre novembre mil neuf cent trente.

(L. S.) (Signé) *H. Celmiņš.* (L. S.) (Signé) *Zaunius.*

34.

GRANDE-BRETAGNE, MEXIQUE.

Convention additionnelle à la Convention conclue le 19 novembre 1926*) pour régler les réclamations des ressortissants britanniques au sujet des pertes subies durant la période révolutionnaire; signée à Mexico, le 5 décembre 1930.**)

Treaty Series No. 22 (1931).

His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India and the President of the United Mexican States, considering on the one hand: that the Commission created by virtue of the Convention of the 19th November, 1926, could not complete its labours within the period fixed by the said Convention, and that furthermore the work of the said Commission showed the desirability of expressing with greater clarity certain of the provisions of the said Convention in order to determine the me-

Su Majestad el Rey de la Gran Bretaña, Irlanda y de los Dominios Británicos allende los Mares, Emperador de la India y el Presidente de los Estados Mexicanos, considerando por una parte: que la Comisión creada en virtud de la Convención de 19 de noviembre de 1926, no pudo terminar sus trabajos en el plazo fijado por la mencionada Convención y que, además, el funcionamiento de esta Comisión mostró la conveniencia de expresar con mayor claridad algunas de las disposiciones de la Convención mencionada, para precisar los términos

*) V. N. R. G. 3. s. XXIII, p. 8.
**) Les ratifications ont été échangées à Mexico, le 9 mars 1931.

thods by which should have been and must now be decided the responsibility, held by the Mexican Government to be ex gratia, to indemnify British subjects and British-protected persons for losses arising from revolutionary acts done during the period comprised between the 20th November, 1910, and the 31st May, 1920, inclusive, have agreed to sign the present Convention, and to that effect have named as their Plenipotentiaries:

His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India: Mr. Edmund St. J. D. J. Monson, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Mexico;

The President of the United Merican States: Señor Don Genaro Estrada, Secretary of State and of the Department of Foreign Relations:

Who have communicated their respective full powers, and having found them in due and proper form, have agreed on the following Articles:

Article 1.

The High Contracting Parties agree that the period fixed by Article 7 of the Convention of the 19th November, 1926, for the hearing, examination and decision of the claims already presented in accordance with the terms of the said Article 7, shall be extended by the present Convention for a period not exceeding nine months as from the 22nd August, 1930; this may, however, be extended for a period not exceeding nine months by a simple exchange of notes between the High Contracting Parties,

según los cuales e debido y debe fijarse la responsabilidad que el Gobierno de México estima ex gratia para indemnizar a los súbditos o protegidos británicos, por pérdidas a causa de actos revolucionarios ejecutados durante el período comprendido entre el 20 de noviembre de 1910 y el 31 de mayo de 1920, inclusive, han convenido en celebrar la presente Convención, y al efecto han nombrado como Plenipotenciarios:

Su Majestad el Rey de la Gran Bretaña, Irlanda y de los Dominios Británicos allende los Mares, Emperador de la India: al señor Edmund St. J. D. J. Monson, su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario en México;

El Presidente de los Estados Unidos Mexicanos: al señor don Genaro Estrada, Secretario de Estado y del Despacho de Relaciones Exteriores;

Quienes después de comunicarse sus respectivos Plenos Poderes, y de hallarlos en buena y debida forma, convinieron en los artículos siguientes:

Artículo 1.

Las Altas Partes Contratantes convienen en que el plazo fijado por el Artículo 7 de la Convención de 19 de noviembre de 1926, para la audiencia, examen y decisión de las reclamaciones ya presentadas de acuerdo con los términos del mismo Artículo 7, por la presente se prorroga durante un plazo de nueve meses contados desde el 22 de agosto de 1930. Si dentro de este plazo la Comisión no pudiere terminar sus trabajos, aquel será prorrogado por un lapso que no exceda de nueve meses, mediante

should the Commission have failed to complete its labours within this period.

Article 2.

Article 2 of the Convention of the 19th November, 1926, shall be amended as follows:

The Commissioners so nominated shall meet in the City of Mexico within the six months reckoned from the date of the exchange of ratifications of this Convention. Each member of the Commission, before entering upon his duties, shall make and subscribe a solemn declaration in which he shall undertake to examine with care, and to judge with impartiality, in accordance with the principles of justice and equity, all claims presented, since it is the desire of Mexico ex gratia fully to compensate the injured parties, and not that her responsibility should be established in conformity with the general principles of International Law; and it is sufficient therefore that it be established that the alleged damage actually took place, and was due to any of the causes enumerated in Article 3 of this Convention, that it was not the consequence of a lawful act and that its amount be proved for Mexico to feel moved ex gratia to afford such compensation.

The aforesaid declaration shall be entered upon the record of the proceedings of the Commission.

The Commission shall fix the date and place of their sessions in Mexico.

Article 3.

Article 3 of the Convention of

un simple cambio de notas entre las Altas Partes Contratantes.

Artículo 2.

Se modifica el Artículo 2 de la Convención de 19 de noviembre de 1926, en la siguiente forma:

Los Comisionados así designados se reunirán en la ciudad de México, dentro de los seis meses, contados a partir de la fecha del canje de ratificaciones de esta Convención. Cada uno de los miembros de la Comisión, antes de dar principio á sus trabajos, hará y firmará una declaración solemne en que se comprometa a examinar con cuidado y a fallar con imparcialidad, conforme a los principios de la justicia y de la equidad, todas las reclamaciones presentadas, supuesto que la voluntad de México es la de reparar plenamente, ex gratia, a los damnificados, y no que su responsabilidad se establezca de conformidad con los principios generales del Derecho Internacional; siendo bastante, por tanto, que se pruebe que el daño alegado haya existido y se deba a alguna de las causas enumeradas en el Artículo 3 de esta Convención; de que no sea la consecuencia de un acto legítimo y sea comprobado su monto, para que México se sienta ex gratia, decidido a hacer tal indemnización.

La citada declaración se registrará en las actas de la Comisión.

La Comisión fijará la fecha y el lugar de sus sesiones en México.

Artículo 3.

Se modifica el Artículo 3 de la

the 19th November, 1926, shall be amended as follows:

The Commission shall deal with all claims against Mexico for losses or damages suffered by British subjects, British partnerships, companies, associations or British juridical persons; or for losses or damages suffered by British subjects, by reason of losses or damages suffered by any partnership, company or association in which British subjects have or have had an interest exceeding fifty per cent. of the total capital of such partnership, company or association and acquired prior to the time when the damages or losses were sustained. But in view of certain special conditions in which some British concerns are placed in such societies which do not possess that nationality, it is agreed that it will not be necessary that the interest above mentioned shall pertain to one single individual, but it will suffice that it pertains jointly to various British subjects, provided that the British claimant or claimants shall present to the Commission an allotment to the said claimant or claimants of the proportional part of such losses or damages pertaining to the claimant or claimants in such partnership, company or association. The losses or damages mentioned in this Article must have been caused during the period included between the 20th November, 1910, and the 31st May, 1920, inclusive, by one or any of the following forces:

(1) By the forces of a Government de jure or de facto;

(2) By revolutionary forces which, after the triumph of their cause,

Convención de 19 de noviembre de 1926, en la siguiente forma:

La Comisión conocerá de todas las reclamaciones contra México, por las pérdidas o daños resentidos por súbditos británicos, por sociedades compañías, asociaciones o personas morales británicas, o por las pérdidas o daños sufridos por cualquier sociedad, compañía o asociación en las que los súbditos británicos tengan o hayan tenido un interés de más del cincuenta por ciento del capital total de la sociedad, compañía o asociación, y adquirido anteriormente a la época en que se resintió el daño o pérdida. Pero en vista de ciertas condiciones especiales en que se encuentran algunos negocios británicos en sociedades que no tienen la misma nacionalidad, se conviene en que no será necesario que el interés expresado corresponda a un solo individuo, sino que bastará que en conjunto corresponda a varios súbditos británicos, siempre que el reclamante o reclamantes británicos presenten a la Comisión una cesión hecha al mismo reclamante o reclamantes, de la parte proporcional de tales pérdidas o daños que les corresponda en dicha sociedad, compañía o asociación. Las pérdidas o daños de que se habla en este Artículo, deberán haber sido causados durante el período comprendido entre el 20 de noviembre de 1910 y el 31 de mayo de 1920, inclusive, por una o cualquiera de las fuerzas siguientes:

(1) Por fuerzas de un Gobierno de jure o de facto.

(2) Por fuerzas revolucionarias, que hayan establecido, al triunfo

have established a Government de jure or de facto;

(3) By forces arising from the disbandment of the Federal Army;

(4) By mutinies or risings or by insurrectionary forces other than those referred to under subdivisions (2) and (3) of this Article, or by brigands, provided that in each case it be established that the competent authorities omitted to take reasonable measures to suppress the insurrections, risings, riots or acts of brigandage in question, or to punish those responsible for the same; or that it be established in like manner that the said authorities were blameable in any other way.

The Commission shall also deal with claims for losses or damages caused by acts of civil autorities, provided such acts were due to revolutionary events and disturbances within the period referred to in this Article, and that the said acts were committed by any of the forces specified in sub-divisions (1) and (2) of this Article.

The claims within the competence of the Commission shall not include those caused by the forces of Victoriano Huerta or by the acts of his régime.

The Commission shall not be competent to admit claims concerning the circulation or acceptance, voluntary or forced, of paper money.

Article 4.

The terms of procedure fixed by the said Convention and by its rules of procedure which were suspended on the 21st August, 1930, shall reenter into force as from the date

de su causa, un Gobierno de jure o de facto.

(3) Por fuerzas procedentes de la disolución del Ejército Federal.

(4) Por motines y levantamientos o por fuerzas insurrectas distintas de las indicadas en los párrafos (2) y (3) de este Artículo o por bandoleros, con tal de que en cada caso se pruebe que las autoridades competentes omitieron dictar medidas razonables para reprimir las insurrecciones, levantamientos, motines o actos de bandolerismo de que se trata o para castigar a sus autores o bien que quede establecido que las autoridades mencionadas son responsables de cualquiera otra manera.

La Comisión conocerá también de las reclamaciones por pérdidas o daños causados por actos de autoridades civiles, siempre que dichos actos se originen en sucesos y trastornos revolucionarios, dentro de la época a que alude este Artículo, y que hayan sido ejecutados por alguna de las fuerzas descritas en los párrafos (1) y (2) del presente Artículo.

Entre las reclamaciones de la competencia de la Comisión no están comprendidas las originadas por fuerzas de Victoriano Huerta o por actos de su régimen.

La Comisión no será competente para conocer de reclamaciones relativas a la circulación o aceptación, voluntaria o forzosa, de papel moneda.

Artículo 4.

Los plazos de procedimiento fijados por la misma Convención y sus Reglas de Procedimiento, que quedaron suspendidos en 21 de agosto de 1930, se reanudan a par-

of exchange of ratifications of the present Convention.

All the provisions of the Convention of the 19th November, 1926, and its rules of procedure approved at the session of the 1st September, 1928, which are not modified by the provisions of the present Convention, remain in force.

Article 5.

The present Convention is drawn up in English and Spanish.

Article 6.

The High Contracting Parties shall ratify this present Convention in conformity with their respective Constitutions. The exchange of ratifications shall take place in the City of Mexico as soon as possible and the Convention shall come into force from the date of the exchange of ratifications.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention, and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate, in the City of Mexico, on the 5th day of December, nineteen hundred and thirty.

tir del canje de ratificaciones de la presente Convención.

Todas las disposiciones de la Convención de 19 de noviembre de 1926 y de sus Reglas de Procedimiento aprobadas en la Sesión del 1º de septiembre de 1928, que no son modificadas por las disposiciones de la presente Convención, quedan en vigor.

Artículo 5.

La presente Convención está redactada en cada una de las lenguas inglesa y española.

Artículo 6.

Las Altas Partes Contratantes ratificarán la presente Convención, de conformidad con las disposiciones de sus Constituciones respectivas. El canje de ratificaciones se efectuará en la ciudad de México, tan pronto como fuere posible, y la Convención entrará en vigor desde el momento en que se haga el canjo de ratificaciones.

En fé de lo cual, los Plenipotenciarios respectivos firmaron la presente Convención, poniendo en ella sus sellos.

Hecha por duplicado en la ciudad de México, a los cinco días del mes de diciembre de mil novecientos treinta.

(L. S.) *E. Monson.*
(L. S.) *G. Estrada.*

35.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, AUTRICHE, HONGRIE.

Règlement de procédure de la „Tripartite Claims Commission“ établie conformément à l'Arrangement afin de déterminer le montant des dettes à payer par l'Autriche et la Hongrie en vertu des Traités conclus le 26 novembre 1924 pour le rétablissement des relations d'amitié;*) arrêté le 14 mai 1926.

Copie officielle.

Tripartite Claims Commission (United States, Austria, and Hungary).

Established in Pursuance of the Agreement between the United States, Austria, and Hungary, which became effective December 12, 1925.

In accordance with the Agreement made and entered into between the United States, Austria, and Hungary for the determination of the amounts to be paid by Austria and Hungary in satisfaction of their obligations under the Treaties concluded by the United States with Austria on August 24, 1921, **) and with Hungary on August 29, 1921, ***) which said Agreement was signed at Washington November 26, 1924, and which came into force on December 12, 1925, through the exchange of ratifications at Washington,

I, Edwin B. Parker, the Commissioner selected by the three Governments parties to the said Agreement, in accordance with its terms, do hereby prescribe, establish, and promulgate rules and regulations which, until further ordered, shall govern the proceedings of the said Commission as follows:

Rule I.

Title of Commission.

This Commission shall be known as „Tripartite Claims Commission“.

Rule II.

Definition of Terms.

As used herein and in the minutes as well as the decisions and opinions of the Commissioner, the following terms shall be taken to have the meaning indicated below unless the context shows otherwise:

(a) United States: The United States of America;

(b) Austria: The Republic of Austria;

(c) Hungary: The Kingdom of Hungary;

---

*) V. N. R. G. 3. s. XV, p. 230.
**) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 910.
***) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 566.

(d) Agreement: Agreement between the United States and Austria and Hungary for the determination of the amounts to be paid by Austria and by Hungary in satisfaction of their obligations under the Treaties concluded by the United States with Austria on August 24, 1921, and with Hungary on August 29, 1921, which Agreement was signed at Washington on November 26, 1924, and came into force on December 12, 1925, through the exchange of ratifications at Washington;

(e) Commission: The Tripartite Claims Commission established under the said Agreement;

(f) Commissioner: The Commissioner selected and designated in accordance with the terms of the Agreement;

(g) American Agent, Austrian Agent, and Hungarian Agent: The Agents appointed by the United States, by Austria, and by Hungary respectively, in pursuance of the terms of Article IV of the Agreement;

(h) Secretary: The Secretary appointed by the Commissioner at the request of each of the Governments parties to the said Agreement, who shall in all things take the place of and discharge the duties of the joint secretaries provided for in Article III of the Agreement;

(i) Claim or claims: Any such demand or demands as are embraced within any of the three categories designated in Article I of the Agreement.

Rule III.

Place and Time of Hearings.

(a) The Commission shall sit at Washington where its principal office shall be maintained and its records kept and preserved.

(b) Hearings may be held at such places other than Washington as may from time to time be fixed by order of the Commissioner.

(c) The time and place of hearings shall from time to time be fixed by the Commisioner.

(d) All the proceedings of the Commission shall be conducted in the English language.

Rule IV.

Dockets and Records.

(a) The English language shall be used in keeping the records of the Commission.

(b) Minutes in triplicate of all proceedings of each session of the Commission shall be entered in chronological order in books provided for that purpose and shall be approved and signed by the Commissioner and countersigned by the Secretary.

(c) Each claim shall constitute a separate case before the Commission and be docketed as such. Claims shall be numbered consecutively, beginning with that first filed as number 1.

(d) A docket in triplicate shall be provided and kept by the Secretary in which there shall be promptly entered the name of the claimant

and of the Government or Governments against which the claim is filed and the amount claimed when a claim is formally filed with the Commissioner and minutes in chronological order of all subsequent proceedings relating thereto.

(e) A record in triplicate shall be entered by the Secretary in books provided for that purpose of all awards and decisions of the Commission, which shall be signed by the Commissioner and countersigned by the Secretary.

(f) Such additional records shall be kept by the Secretary as shall be required by these Rules or prescribed from time to time by the Commissioner.

Rule V.

Filing and Docketing of Claims.

(a) All claims must be filed by the United States acting through and in the name of the American Agent on or before January 25, 1927.

(b) *) A claim shall be deemed to have been formally filed with the Commission and presented to the Commissioner within the meaning of Article II of the Agreement upon the American Agent presenting to the Secretary for filing either (1) a memorial in writing conforming to all of the provisions of paragraph (b) of Rule VI, together with all documents and proofs in support of such claim then in the possession of the American Agent, or in lieu thereof (2) a memorandum in writing signed by the American Agent setting forth the name, address, and nationality of the claimant, the amount claimed, the Government or Governments against which the claim is asserted, and the nature of the claim stated with sufficient definiteness to identify the particular claim thereby asserted. On or before November 1, 1927, there shall be filed in each case docketed on a memorandum as herein provided for either (1) a memorial by the American Agent, or (2) a statement by the American Agent submitting to the Commission the question of jurisdiction on the facts stated, or (3) a stipulation of the Agents conforming to the requirements of Rule X. The time for filing answers by the Austrian Agent and/or the Hungrian Agent shall not begin to run until the filing of a memorial by the American Agent.

(c) **) Upon such memorial and other documents or upon such memorandum being presented by the American Agent, the Secretary shall make thereon over his signature an endorsement of filing with the date thereof and thereupon the claim shall be immediately docketed under the appropriste docket number.

(d) Such docketing of a claim, so filed, shall be notice for all purposes to Austria and/or to Hungary of its filing.

---

*) Texte amendé par Arrêt du 9 juin 1927.
**) Texte amendé par Arrêt du 11 décembre 1926.

Rule VI.

Pleadings.

(a) The written statements which may be presented to the Commissioner shall consist of (1) the memorial, (2) the answer, (3) such supplementary memorial conforming to paragraph (d) of this Rule as the American Agent may desire to file, (4) such supplementary answer conforming to paragraph (d) of this Rule as the Austrian Agent or the Hungarian Agent or both may desire to file, (5) such amended memorial or answer or motion or motions as one or more of the Agents may desire to file after first obtaining leave of the Commisioner so to do, and (6) such stipulation conforming to Rule X as the American Agent and/or the Austrian Agent and/or tho Hungarian Agent may desire to file.

(b) The memorial shall be signed or endorsed by the American Agent and in consecutively numbered paragraphs shall contain a clear and concise statement of the facts upon which the claim is based. Without limiting the generality of the foregoing requirement, the me morial shall set out in the order named (1) the Government or Governments against which the claim is filed, (2) the name of the claimant and the nature and extent of the interest of claimant and all others in such claim; (3) the authority of claimant if acting in a representative capacity; (4) the nationality of the claimant; (5) the nationality of the owner or owners of the claim from the time of its origin to the date of the filing thereof; (6) when, if ever, the claim was presented to any Government or any official or agency thereof and all facts in relation thereto; (7) the time, place, and circumstances under which it arose; (8) the amount of the claim and how arrived at; (9) to what extent, how, when, and by whom the claim or any part of it has been satisfied.

(c) Within sixty (60) days after the filing of a memorial, the Austrian Agent and/or the Hungarian Agent shall file with the Secretary an answer thereto specifically admitting or denying each paragraph thereof or setting up new matter or affirmative defenses. Such answer shall be accompanied by copies of the documents and other proof on which the respondent Government or Governments will rely in defense of the claim.

(d) Within sixty (60) days after the filing of a memorial or answer or supplementary memorial or supplementary answer, containing new matter or affirmative defenses, the adverse party may file with the Secretary a supplementary memorial or supplementary answer, as the case may be, limited in its scope to dealing with the new matter or affirmative defenses to which it shall constitute a reply.

(e) A memorial or answer or supplementary memorial or supplementary answer may, upon leave granted by the Commissioner, be amended at any time before the final submission of the case, upon such terms as the Commissioner shall impose.

(f) All supplementary and amended pleadings shall be accompanied by all documents and other proofs which will be relied upon in support thereof unless the same have been previously filed.

Rule VII.

Notice to Parties.

The filing with the Secretary of any pleadings, amendments, motions, or other documents, which a party is required or permitted to file in pursuance of these Rules, shall constitute notice thereof to the opposite party or parties and shall be deemed a compliance with these Rules as to any notice required to be given hereunder. The Agents shall take notice of all orders of the Commissioner.

Rule VIII.

Evidence.

(a) The Commissioner shall receive and consider all written statements or documents which may be presented to him in accordance with such rules as he may prescribe by or on behalf of the respective Governments in support of or in answer to any claim. No such statement or document will be received or considered by the Commissioner if presented through any other channel.

(b) No oral evidence will be heard by the Commissioner save in exceptional cases for good cause shown, but if oral evidence be introduced on behalf of one party or parties the Agent or his counsel for the opposing party or parties shall have the right of cross-examination.

(c) When an original paper on file in the archives of a Government party to the Agreement cannot be conveniently withdrawn, a duly certified copy (in English translation if in another language) will be received in evidence in lieu of the original.

Rule IX.

Hearings.

(a) Upon being docketed, cases shall be classified in accordance with categories established and defined by the Commissioner.

(b) All cases falling within a particular category or subdivision thereof shall, as far as reasonably practicable, come on for submission in simple sequence.

(c) The Commissioner will, from time to time, announce general rules or principles applicable to a particular category or subdivision thereof for the guidance of the respective Agents and their counsel in the preparation for submission of all cases embraced in such class or group.

(d) Subject to the foregoing rule, the order in which cases shall come on for submission before the Commissioner shall be determined (1) by agreement between the Agents concerned, subject to revision in the discretion of the Commissioner, or (2) by order of the Commissioner.

(e) The American Agent shall give notice to the Secretary and through the Secretary to the Austrian Agent and/or the Hungarian Agent when he is prepared to present a case to the Commissioner and at the same time may file with the Secretary a brief prepared by the American Agent or his counsel or a brief prepared by the claimant or his counsel if countersigned by the American Agent, together with such proofs in support thereof in addition to those already filed as he may desire to present. The Austrian Agent and/or the Hungarian Agent shall thereafter have fifteen days within which to file a brief and or opposing written statements or documents. The American Agent and/or the Austrian Agent and/or the Hungarian Agent may thereafter file such additional proofs and/or briefs at such times and on such conditions as the Commissioner may in his discretion permit.

(f) All briefs shall be confined to questions put in issue by the pleadings, which shall be presented in logical sequence.

(g) When a case comes on for submission to the Commissioner, he may, in his discretion, hear oral arguments by the American Agent, the Austrian Agent, and/or the Hungarian Agent and/or their respective counsel limited as to time as the Commissioner may direct. The American Agent or his counsel shall have the right to open each case and the Austrian Agent and/or the Hungarian Agent or their counsel shall have the right to reply. Further arguments will be heard only on such terms as the Commissioner may prescribe.

(h) When a case is submitted in pursuance of the foregoing provisions the proceedings before the Commissioner in that case shall be deemed closed unless opened by his order.

Rule X.
Stipulations of Agents.

In the event the American Agent and/or the Austrian Agent and/or the Hungarian Agent shall agree on the facts in any claim and shall stipulate in writing for the disposition thereof through an award or otherwise, such stipulation shall be by such Agents jointly presented to the Commissioner for his consideration and such disposition as to him may seem proper. It shall be signed by the Agents presenting it and shall contain the name of the claimant, the amount of the claim, and the essential facts upon which the claim is based, including all of the information prescribed by paragraph (b) of Rule VI for incorporation in the memorial. Such stipulation shall be accompanied by all documents in support of or in opposition to said claim. The Secretary shall file such stipulation and supporting documents upon their being presented to him by the Agents, and thereupon the claim shall be deemed filed within the meaning of Rule V and shall be docketed by the Secretary as required by Rule V, and the requirements of Rules V and IX with respect to the presentation and hearing of claims shall be dispensed with and no further proceedings will be had save as required by the Commissioner.

Rule XI.

Dismissals.

(a) The Commissioner will consider a motion made by the American Agent for the dismissal of a claim for lack of evidence to justify its prosecution in any case in which a claimant has failed, after request made by the American Agent, (1) to furnish evidence in support of a claim, or (2) to furnish additional evidence in support thereof, or (3) to give a satisfactory reason in either case for the delay in furnishing such evidence. Notice of his purpose to move for such dismissal shall be given by the American Agent to the claimant if his address is known and also to the claimant's attorney, if he is represented by an attorney; but if the address only of the claimant or only of the attorney is known, the notice to the one whose address is known will be a sufficient compliance with this Rule. Such notice shall be sent by registered mail at least two weeks prior to the filing of the motion by the American Agent for a dismissal of the claim; *provided* that if the address of either the claimant or his attorney is without the continental United States the notice shall be mailed at least six (6) weeks prior to the filing of such motion for dismissal. Such motion shall be supported by proof that such evidence has been requested and that the notice to the claimant and or his attorney as herein provided for has been given. Such proof shall consist of copies of letters sent by the American Agent to the claimant and/or his attorney requesting proof or additional proof in support of the claim and of a receipt for the registered mail giving notice that motion will be made for a dismissal of the claim.

(b) The Commissioner will dismiss a claim on motion of any Agent or on his own motion for reasons deemed by him sufficient.

Rule XII.

Decisions.

All decisions of the Commissioner shall be in writing and signed by the Commissioner and countersigned by the Secretary.

Rule XIII.

Duties of the Secretary.

The Secretary shall

(a) Be subject to the direction of the Commissioner.

(b) Make and safely keep all records of the Commission provided for in Rule IV.

(c) Be the custodian of all documents and records of the Commission and keep them systematically arranged in safe files; and, while every reasonable facility shall be afforded to the American, the Austrian, and the Hungarian Agents and their respective counsel to inspect and make copies thereof or excerpts therefrom, no such documents or records shall be withdrawn from the files of the Commission save by order of the Commissioner duly entered of record.

(d) Endorse on each document presented to the Commission the date of filing and enter a minute thereof in the docket, and in discharging this duty a stamp may be used bearing the name of the Commission and the date of filing, to the impression of which the signature of the Secretary shall be subscribed in ink, and where a number of documents are securely bound together in one volume the Secretary need not endorse each document contained in the volume but a single endorsement of the volume will be sufficient compliance with this Rule.

(e) Have the custody of the seal of the Commission, which shall be used in all cases without wafer or wax and which shall be circular in form and bear around the margin the words „Tripartite Claims Commission", around the upper half of the circle inside the outer margin the words „United States, Austria, and Hungary", around the lower half of the circle inside the outer margin the words and figures „Agreement effective December 12, 1925." and in the center thereof the word „Seal".

(f) Furnish under direction of the Commissioner or on request of one or more of the Agents a true copy of any award or other document constituting a part of the records of the Commisison, or true extract therefrom, certified by his official signature and further authenticated by the impression thereon of the seal of the Commission.

(g) Perform such other duties as may be from time to time prescribed by the Commissioner.

Rule XIV.

Computation of Time.

In the computation of time under these Rules the date from which the period begins to run shall not be counted and the last day of the period shall be counted and Sundays and holidays shall be included.

Rule XV.

Amendments to Rules.

These Rules may be amended at any time by the Commissioner.

Done at Washington May 14, 1926.

Edwin B. Parker, Commissioner.
Countersigned: *E. P. Bowyer,* Secretary.

36.

NORVÈGE, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Traité concernant l'exemption de service militaire des sujets respectifs ayant une nationalité double; signé à Oslo, le 1er novembre 1930.*)

Overenskomster med fremmede Stater 1931, No. 2.

Hans Majestet Norges Konge og Amerikas Forente Staters President, som ønsker å ordne forholdet med hensyn til verneplikt og andre troskapshandlinger for personer som er statsborgere i begge land, har besluttet sig til å avslutte en traktat i det øiemed, og har opnevnt som sine befullmektigede:

Hans Majestet Norges Konge:
Johan Ludwig Mowinckel, Hans stats- og utenriksminister;
Amerikas Forente Staters President:
Laurits S. Swenson, De Forente Staters overordentlige sendemann og befullmektigede minister i Norge;
hvilke, efter å ha meddelt hinannen sine fullmakter, som fantes å være i god og behørig form, er kommet overens om følgende:

Artikkel I.

En person født på den ene av partenes territorium av foreldre som er borgere av den annen part og som innehar statsborgerrett i begge land i henhold til deres lover, skal, hvis han har sin vanlige bopel, det vil si sitt almindelige opholdssted, på den stats territorium

His Majesty the King of Norway and the President of the United States of America being desirous of regulating the liability for military service and other acts of allegiance for persons who are nationals of both countries, have decided to conclude a Treaty for that purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries:

His Majesty the King of Norway:
Johan Ludwig Mowinckel, His Prime Minister and Minister for Foreign Affairs;
The President of the United States of America:
Laurits S. Swenson, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States to Norway;
Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed as follows:

Article I.

A person born in the territory of one party of parents who are nationals of the other party, and having the nationality of both parties under their laws, shall not, if he has his habitual residence, that is, the place of his general abode, in the territory of the state of his birth,

---

*) Les ratifications ont été échangées à Washington, le 11 février 1931.

hvor han er født, ikke være pliktig til militærtjeneste eller nogen som helst annen troskapshandling under et midlertidig ophold på den annen parts territorium.

I tilfelle av at sådant ophold utstrekkes ut over et tidsrum av to år, forutsettes det å være permanent i mangel av tilstrekkelig oplysning om at tilbakevenden til den annen parts territorium vil skje innen kort tid.

Artikkel II.

Nærværende traktat skal behørig ratifiseres av Hans Majestet Norges Konge, og av Presidenten for Amerikas Forente Stater med råd og samtykke av Statenes Senat, og skal tre i kraft efter ratifikasjonenes utveksling i Washington.

Den skal derefter være gyldig for et tidsrum av ti år. Hvis ingen av partene seks måneder i forveien har gitt den annen beskjed om sin hensikt om da å bringe den til avslutning, skal den forbli i kraft inntil utløpet av tolv måneder efter at nogen av de kontraherende parter har gitt den annen melding om sådan hensikt.

Til bekreftelse herav har de respektive befullmektigede undertegnet nærværende traktat i to eksemplarer i det norske og det engelske sprog og har derunder anbragt sine segl.

Utferdiget i Oslo den første dag i november, i året ett tusen ni hundre og tredve, A. D.

(Segl). *Joh. Ludw. Mowinckel.*

be held liable for military service or any other act of allegiance during a temporary stay in the territory of the other party.

Provided that, if such stay is protracted beyond the period of two years, it shall be presumed to be permanent, in the absence of sufficient evidence showing that return to the territory of the other party will take place within a short time.

Article II.

The present Treaty shall be duly ratified by His Majesty the King of Norway and by the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate thereof, and shall enter into effect after the exchange of ratifications at Washington.

It shall thereafter remain in force for a period of ten years. If neither party shall have given the other 6 months previous notice of its intention then to terminate the same, it shall further remain in force until the end of 12 months after either of the contracting parties shall have given notice to the other of such intention.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty in duplicate in the Norwegian and English languages and have thereunto affixed their seals.

Done at Oslo this first day of November in the year of our Lord one thousand nine hundred and thirty.

(Seal). *Laurits S. Swenson.*

37.

ROUMANIE, HONGRIE.

Convention d'extradition; signée à Bucarest, le 16 avril 1924.*)

Monitorul oficial, No. 74 du 2 avril 1925.

Sa Majesté le Roi de Roumanie et Son Altesse Sérénissime le Régent de Hongrie désirant, d'un commun accord, conclure une Convention à l'effet de régler l'extradition des prévenus, accusés ou condamnés, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs:

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

M. Nicolas N. Filodor, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Secrétaire Général du Ministère Royal des Affaires étrangères;

Son Altesse Sérénissime le Régent de Hongrie:

M. R. de Wodianer, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Article I.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, à l'exception de leurs nationaux, les individus poursuivis ou condamnés par les autorités judiciaires de l'une des Parties pour l'un des actes punissables, énumérés ci-après à l'Article 2, et qui se trouveront sur le territoire de l'autre Partie.

L'extradition n'aura lieu qu'en cas de poursuite ou de condamnation pour une infraction commise hors du territoire de la Partie à laquelle l'extradition est demandée, infraction qui, d'après la législation de la Partie requérante et de la Partie requise, peut entraîner une peine d'un an d'emprisonnement ou une peine plus grave.

Lorsque l'infraction motivant la demande d'extradition aura été commise dans un Etat tiers, l'extradition aura lieu, si les législations des deux Parties Contractantes autorisent la poursuite de faits de ce genre, même lorsqu'ils ont été commis à l'étranger, à moins qu'il n'y ait lieu de traduire l'infracteur, selon les lois de la Partie requise, devant les tribunaux de cette dernière ou de le livrer au Gouvernement de l'Etat où l'infraction a été commise, selon les Traités conclus entre cet Etat et la Partie requise.

Article 2.

L'extradition sera accordée pour les actes punissables suivants:

1. L'homicide, l'assassinat, le parricide, l'infanticide, l'empoisonnement, les coups et blessures volontaires ayant causé la mort, même sans intention de la donner, ainsi que l'homicide par imprudence.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Budapest, le 24 mars 1925.

2. Les coups portés et les blessures faites volontairement, quand il en est résulté une maladie paraissant incurable ou une incapacité permanente de travail personnel, la perte ou la privation de l'usage d'un membre ou d'un organe, une mutilation grave.

3. L'avortement.

4. L'administration coupable, même sans intention de donner la mort, de poison ou d'autres substances pouvant la provoquer ou altérer gravement la santé. Les actes pouvant mettre en danger la santé publique, commis avec intention.

5. L'enlèvement; le recel, la suppression, la substitution ou la supposition d'enfants.

6. L'exposition ou le délaissement d'enfants.

7. L'enlèvement de mineurs et l'enlèvement ou la détention de femmes ou jeunes filles dans un but immoral.

8. Le viol et les autres attentats à la pudeur d'une personne.

9. L'attentat aux mœurs en excitant, pour satisfaire ses propres passions ou celles d'autrui, à la débauche ou à la corruption de mineurs de l'un ou de l'autre sexe.

10. Les attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile, commis par des particuliers.

11. La bigamie.

12. La contrefaçon ou falsification d'actes ou de dépêches télégraphiques et l'usage de ces documents; la destruction, détérioration ou suppression d'un document avec intention de porter préjudice à une tierce personne, l'abus de blanc-seing.

13. La fausse monnaie, comprenant la contrefaçon et l'altération de la monnaie, l'émission et la mise en circulation de la monnaie contrefaite ou altérée; la contrefaçon ou falsification de billets de banque, d'obligations ou d'autres titres et valeurs, émis par l'Etat ou avec l'autorisation de l'Etat, par des corporations, des sociétés ou des particuliers; l'émission ou la mise en circulation de ces billets de banque, ou autres titres et valeurs contrefaits ou falsifiés.

14. La contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons et marques de l'Etat, ou destinés à un service public, l'usage de pareils sceaux, timbres, poinçons et marques contrefaits ou falsifiés, ainsi que l'usage délictueux de vrais sceaux, timbres, poinçons et marques de l'Etat, ou destinés à un service public.

15. Le faux serment, l'excitation au faux serment, le faux témoignage en justice, la fausse déclaration de la part d'experts ou d'interprètes, la subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes. La dénonciation calomnieuse.

16. Le détournement et la concussion de la part des fonctionnaires publics.

17. La corruption de fonctionnaires publics, de juges ou de jurés.

18. L'incendie, l'emploi criminel de matières explosibles.

19. Le vol, quand la valeur de l'objet soustrait dépasse 200 couronnes-or hongroises, respectivement 210 lei-or.

20. Le vol avec violence.

21. L'extorsion, l'escroquerie, les tromperies, à condition que la somme obtenue par ces moyens dépasse la valeur de 210 lei-or, respectivement 200 couronnes-or hongroises.

22. Les soustractions frauduleuses, les détournements de fonds et l'abus de confiance, à condition que la somme soustraite dépasse la valeur de 200 couronnes-or hongroises, respectivement 210 lei-or.

23. La banqueroute frauduleuse et les fraudes commises dans les faillites.

24. Le recel.

25. Les actes attentant à la sécurité de la circulation sur les chemins de fer, bateaux et appareils aéronautiques ou tout autre moyen de transport, lorsqu'il peut en résulter un danger de mort pour autrui.

26. La destruction ou la détérioration volontaire et illégale, par quelque moyen que ce soit, en tout ou en partie, de chemins de fer, bateaux et appareils aéronautiques ou de tout autre moyen de transport, de leur matériel d'exploitation, de machines à vapeur, et de télégraphes et téléphones, avec ou sans fil, destinés à l'utilité publique.

27. La destruction ou la détérioration volontaire et illégale, par quelque moyen que ce soit, en tout ou en partie, d'édifices, de ponts, de chaussées ou d'autres constructions du domaine public ou appartenant à autrui.

28. La destruction ou la dégradation de tombeaux, de monuments, d'objets d'art; la destruction ou la dégradation de livres ou registres publics, de documents ou d'autre objets destinés à l'utilité publique.

29. Les actions causant l'échouement ou la perte de navires; la destruction, la dégradation de navires ou de leur cargaison.

L'extradition sera accordée également en cas de tentative ou de participation, sous n'importe quelle forme et de n'importe quelle nature (par exemple: complicité antérieure, concomitante ou ultérieure à l'infraction, etc.), aux infractions mentionnées au présent Article, au cas où la tentative ou la participation seraient punies par les législations des deux Parties Contractantes.

Article 3.

L'extradition ne sera pas accordée pour infractions politiques.

L'extradé ne pourra, dans aucun cas, être poursuivi ou puni pour une infraction politique antérieure à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à une pareille infraction.

Ne sera pas considéré comme infraction politique, ni comme fait connexe à une semblable infraction, l'attentat contre la personne d'un chef d'Etat, ou contre les membres de sa famille, lorsque cet attentat constituera le fait soit de meurtre, soit d'assassinat, soit d'empoisonnement, ou de tentative ou de complicité à un de ces faits.

Article 4.

L'individu extradé ne pourra être poursuivi, ni puni sur le territoire de la Partie à laquelle l'extradition a été accordée, ni extradé à un Etat tiers, pour une infraction non politique, non prévue par la présente Convention et antérieure à l'extradition, à moins qu'il n'ait eu, dans l'un et l'autre cas, la liberté de quitter de nouveau le territoire de la Partie requérante au cours du mois ayant suivi son jugement, et, en cas de condamnation, après avoir purgé sa peine, ou après avoir été amnistié ou gracié, ou qu'il n'y soit retourné de son plein gré.

Il ne pourra non plus être poursuivi ou puni par la Partie à laquelle l'extradition a été accordée, ni extradé à un Etat tiers, du chef d'une infraction autre que celle qui a motivé la demande d'extradition, sauf le consentement exprès de la Partie qui a livré l'extradé et qui pourra, si elle le juge convenable, exiger la production de l'un des documents mentionnés à l'Article 14 de la présente Convention. Le consentement de cette Partie sera de même requis, pour-permettre l'extradition de l'infracteur à un Etat tiers. Toutefois, ce consentement ne sera pas nécessaire lorsque l'infracteur aura demandé spontanément à être jugé ou à subir sa peine, ou lorsqu'il n'aura pas quitté, dans le délai fixé plus haut, le territoire de la Partie à laquelle il a été livré, ou qu'il y sera retourné par la suite.

Article 5.

Si l'individu réclamé est poursuivi par la Partie requérante pour une infraction prescrite ou éteinte d'après les lois de la Partie requise ou de l'Etat où l'infraction a été commise, soit en vertu de l'accomplissement de la prescription de l'action publique ou de la peine, soit en vertu de toute autre cause légale, son extradition ne pourra être accordée par la Partie requise.

Article 6.

L'extradition ne sera pas accordée tant que l'individu réclamé est poursuivi pour la même infraction sur le territoire de la Partie à laquelle l'extradition est demandée, ainsi que s'il est déjà définitivement mis hors de cause, condamné, absous ou acquitté pour le même fait.

Article 7.

Si, d'après la législation de la Partie requise, l'infraction qui a motivé la demande d'extradition ne peut être poursuivi que sur la plainte ou la proposition de la partie lésée, l'extradition n'aura pas lieu, à moins qu'il ne soit vérifié que la partie lésée a demandé la poursuite.

Article 8.

L'infracteur poursuivi pour une infraction mentionnée à l'Article 2 de la présente Convention, ne pourra être condamné par les autorités judiciaires de la Partie requérante à une peine plus grave que celle prévue pour la même infraction par la législation pénale de l'Etat tiers, sur le territoire duquel l'infraction a été commise.

Sur la demande de la Partie requise (ayant accordé l'extradition), la Partie requérante (qui l'a obtenue) donnera communication du résultat définitif des poursuites pénales.

Article 9.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné sur le territoire de la Partie requise pour quelqu'autre infraction que celle qui a motivé la demande d'extradition, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient terminées et, en cas de condamnation, jusqu'à ce qu'il ait subi la peine ou qu'il en ait obtenu la remise.

Néanmoins, si d'après les lois de la Partie qui demande l'extradition, la prescription ou d'autres difficultés importantes concernant la poursuite de l'inculpé pouvaient résulter de cet ajournement, sa remise temporaire sera accordée, à moins de considérations spéciales qui s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer l'extradé, aussitôt que la poursuite sur le territoire de la Partie requérante sera terminée.

Dans le cas où l'individu réclamé serait empêché par l'extradition de remplir les obligations contractées par lui envers des particuliers, son extradition aura lieu néanmoins, sauf à ces derniers à faire valoir leurs droits devant l'autorité compétente.

Article 10.

Si l'individu, dont l'extradition est demandée par une des Parties Contractantes, est réclamé également par un ou plusieurs autres Etats, en raison d'autres infractions, il sera d'abord livré à l'Etat sur le territoire duquel a été commise l'infraction la plus grave, et, en cas de gravité égale, à l'Etat dont la demande est parvenue la première à la Partie requise.

Article 11.

Les Parties Contractantes renoncent réciproquement à toute réclamation ayant pour objet le remboursement des frais occasionnés sur leurs territoires respectifs par la détention, la garde et le transport de l'infracteur et par la remise temporaire mentionnée à l'Article 9.

Les frais de transit d'un individu dont l'extradition ou la remise temporaire aurait été accordée à la Partie requérante par un Etat tiers, seront à la charge de la Partie requérante.

Article 12.

Les objets dans la possession desquelles l'infracteur se trouve par suite de l'infraction, ou ceux qui ont été saisis sur lui, les instruments ayant servi à commettre l'infraction, ainsi que toute autre pièce à conviction seront, suivant l'appréciation de l'autorité compétente, remis à la Partie réclamant l'extradition, en même temps que l'infracteur, et même dans le cas où l'extradition déjà accordée ne pourrait être effectuée par suite de la mort ou de la fuite de l'infracteur.

Cette remise comprendra également tous les objets de même nature que l'infracteur aurait cachés ou déposés sur le territoire de la Partie accordant l'extradition et qui seraient découverts ultérieurement.

Sont réservés toutefois les droits que des tiers auraient acquis sur les objets en question, lesquels devront être rendus aux ayants droit, sans frais, après la conclusion du procès.

Article 13.

La demande d'extradition devra toujours être par voie diplomatique.

Article 14.

L'extradition sera accordée sur la production soit du jugement, soit d'un acte de poursuite ou d'arrestation, tel que, par exemple, un acte de mise sous accusation, une ordonnance définitive, un réquisitoire définitif ou introductif, un mandat d'arrêt ou de tout autre acte judiciaire ayant la même force, et qui indiqueront la nature et la gravité du fait incriminé, ainsi que sa qualification et le texte de la loi pénale en vigueur sur le territoire de la Partie requérante, applicable à l'infraction dont il s'agit et la peine qu'elle entraîne.

Lorsqu'il s'agit de délits contre la propriété, il sera indiqué toujours le montant du dommage réel ou tenté.

Ces pièces seront expédiées en original ou en copie légalisée par le tribunal ou par toute autre autorité compétente de la Partie requérante; elles seront, autant que possible, accompagnées du signalement de l'individu réclamé, ou d'autres indications pouvant servir à vérifier son identité.

Dans le cas où il y aurait doute sur la question de savoir si l'infraction, objet de la poursuite, rentre dans les prévisions de la présente Convention, des explications seront demandées à la Partie requérante, et l'extradition ne sera accordée que lorsque les explications fournies seront de nature à écarter ces doutes. Il est entendu que, pour prévenir l'éventualité d'une évasion, les autorités compétentes de la Partie requise procéderont, aussitôt qu'elle aura reçu les documents désignés ci-dessus, à l'arrestation de l'accusé, tout en se réservant la décision sur la demande d'extradition.

Dans le cas où des explications auraient été demandées relativement à l'extradition, l'individu arrêté pourra être élargi, si les explications n'ont pas été données à la Partie requise dans le délai d'un mois à partir du jour où la demande en sera parvenue à la Partie requérante.

Article 15.

L'arrestation provisoire aura lieu non seulement sur la production d'un des documents mentionnés à l'Article 14, mais, en cas d'urgence, sur tout avis postal ou télégraphique de l'existence d'un mandat d'arrêt, à la condition toutefois que cet avis soit donné, par voie diplomatique, au Ministère des Affaires étrangères de la Partie requise.

En cas d'extrême urgence, l'arrestation provisoire aura également lieu sur la demande d'une autorité compétente de l'une des Parties Contractantes, adressée directement à celle de l'autre Partie.

Article 16.

L'étranger arrêté aux termes du second alinéa de l'Article 15, sera élargi si, dans le délai de dix jours à partir de la date de l'arrestation, avis n'est donné de l'existence d'un mandat d'arrêt émané d'une autorité judiciaire.

Dans tous les cas, l'élargissement de l'individu arrêté aux termes de l'Article 15, aura lieu si, dans le délai d'un mois à partir du jour de l'arrestation, la Partie requise n'a reçu communication, par voie diplomatique, d'un des documents mentionnés à l'Article 14.

Article 17.

Si l'extradition d'un infracteur a lieu entre l'une des Parties Contractantes et un Etat tiers, le transit de cet individu à travers son territoire sera accordé par l'autre Partie, à moins que l'individu en question ne lui appartienne par sa nationalité et, bien entendu, à la condition que l'action donnant lieu à l'extradition soit mentionnée aux Articles 1 et 2 de la présente Convention et ne rentre pas dans les précisions des Articles 3, 5 et 6.

Pour que, conformément au présent Article, le transit d'un inculpé soit accordé, il suffira que la demande soit faite par voie diplomatique, avec production en original ou en copie dûment légalisée, d'un des actes de procédure mentionnées à l'Article 14.

Article 18.

Si, dans une cause pénale non politique, la comparution personnelle d'un témoin est jugée nécessaire ou désirable, le Gouvernement de la Partie sur le territoire de laquelle se trouve ce dernier, l'engagera à se rendre à l'assignation qui lui sera adressée à cet effet de la part des autorités de l'autre Partie, sans pouvoir toutefois prendre contre lui des mesures de coercition.

Les frais de la comparution personnelle d'un témoin seront toujours supportés par la Partie requérante et l'invitation qui sera envoyée à cet effet, par voie diplomatique, indiquera la somme qui sera allouée au témoin à titre de frais de route et de séjour, ainsi que le montant de l'avance que la Partie requise pourra, sauf remboursement de la Partie requérante, faire au témoin sur la somme intégrale.

Cette avance sui sera faite aussitôt qu'il aura déclaré vouloir se rendre à l'assignation.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans le territoire de l'une des Parties Contractantes, comparaîtra volontairement devant les juges de l'autre Partie, ne pourra y être poursuivi, ou détenu pour des faits ou condamnations antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits qui font l'objet du procès où il figurera comme témoin.

Article 19.

Lorsque, dans une cause pénale non politique, pendante auprès des tribunaux de l'une des Parties Contractantes, la production de pièces à

conviction ou d'actes judiciaires est jugée nécessaire, la demande en sera faite par voie diplomatique, et il y sera donné suite en tant que des considérations spéciales ne s'y opposent. Les pièces seront toutefois restituées aussitôt que possible.

Article 20.

Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, une des Parties jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés sur le territoire de l'autre Partie, ou tout autre acte d'instruction judiciaire, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet, et il y sera donné suite en observant les lois de la Partie sur le territoire de laquelle l'audition des témoins ou l'acte d'instruction devra avoir lieu.

Les commissions rogatoires émanées de l'autorité compétente étrangère et tendant à faire opérer, soit une visite domiciliaire, soit la saisie du corps du délit ou des pièces à conviction, ne pourront être exécutées que pour l'un des faits énumérés à l'Article 2 et sous la réserve exprimée au dernier paragraphe de l'Article 12.

Les commissions rogatoires susmentionnées seront envoyées par voie diplomatique. Toutefois, dans des cas d'extrême urgence où toute perte de temps pourrait risquer de compromettre le résultat de la procédure pénale, les autorités poursuivantes pourront saisir directement les autorités compétentes de la Partie requise, soit afin d'obtenir l'arrestation d'un malfaiteur ou en faire constater l'identité, soit pour assurer le résultat d'une visite domiciliaire ou la saisie de corps du délit et des pièces à conviction.

Les Parties Contractantes respectives renoncent à toute réclamation ayant pour objet la restitution des frais résultant de l'exécution de la commission rogatoire, sauf les sommes versées aux témoins et aux experts.

Article 21.

Si l'une des Parties Contractantes juge nécessaire qu'un acte de procédure pénale soit communiqué à une personne qui se trouve sur le territoire de l'autre Partie, cette communication se fera par voie diplomatique, à l'autorité compétente de la Partie requise, laquelle renverra, par la même voie, le document constatant la remise ou fera connaître les motifs qui s'y opposent. Les jugements de condamnation rendus par les tribunaux de l'une des Parties Contractantes contre des ressortissants de l'autre Partie ne seront toutefois pas signifiés à ces derniers. La Partie requise n'assume aucune responsabilité du fait de la notification de ces actes judiciaires.

Article 22.

Les Parties Contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement, sans restitution de frais, les arrêts de condamnation pour crimes et délits de toute espèce, qui auront été prononcés par les tribunaux de l'une des deux Parties contre les sujets de l'autre.

Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi, par voie di-

plomatique, du jugement prononcé et devenu définitif, ou d'un bulletin de condamnation à la Partie à laquelle appartient le condamné.

Article 23.

Les actes judiciaires mentionnés à l'Article 14 seront munis gratuitement d'une traduction française, dûment légalisée, à moins qu'ils ne soient rédigés ou accompagnés d'une traduction faite dans la langue de la Partie requise.

Les commissions rogatoires en matière pénale et leurs annexes, ainsi que les actes à communiquer en vertu de l'Article 21, rédigés dans une langue autre que celle du tribunal requis, seront accompagnés, pour la Hongrie d'une traduction hongroise, pour la Roumanie d'une traduction roumaine; ces traductions, dûment légalisées, seront également expédiées sans frais.

Les réponses aux commissions rogatoires et les pièces dressées en exécution des commissions rogatoires, ainsi que les actes à transmettre en vertu de l'Article 19, et les jugements ou bulletins qui doivent être communiqués conformément à l'Article 22, ne seront pourvus d'une traduction qu'à la demande de la Partie requérante et contre remboursement des frais de traduction.

Seront exempts de légalisation les actes expédiés, en matière pénale, par les autorités judiciaires des Parties Contractantes. Ces actes seront revêtus du sceau de l'autorité judiciaire qui les a délivrés.

Article 24.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Budapest, aussitôt que faire se pourra.

Article 25.

La présente Convention sera exécutoire trois mois après l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant dix ans à partir de ce jour.

Dans le cas où aucune des Parties Contractantes n'aurait notifié douze mois avant la fin de ladite période son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties Contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures et leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double original, le 16 avril 1924.

(L. S.) (Signé) *N. N. Filodor.*
(L. S.) (Signé) *R. de Wodianer.*

Protocole de signature.

Au moment de procéder à la signature de la Convention d'extradition en date d'aujourd'hui, les Plénipotentiaires soussignés sont tombés d'accord sur les mentions suivantes:

1. Les termes de l'Article 8, „Législation pénale", pour ce qui concerne la Roumanie, se rapportent à la législation en vigueur dans l'ancien Royaume, ou à celle qui lui serait éventuellement substituée.

2. Vu que la peine de mort ne figure point parmi les peines admises par la législation pénale roumaine, le Gouvernement de la Roumanie n'accordera l'extradition des criminels qui, d'après les lois pénales hongroises, seraient passibles de la susdite peine, que si le Gouvernement de la Hongrie s'engage, par une déclaration formelle, à ce que la peine capitale qui serait prononcé contre lui, ne soit pas exécutée.

Le présent Protocole aura la même force et la même durée que la Convention d'extradition conclue aujourd'hui.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Bucarest, en double original, le 16 avril 1924.

(L. S.) (Signé) *N. N. Filodor.*
(L. S.) (Signé) *R. de Wodianer.*

38.

ROUMANIE, HONGRIE.

Convention relative à certaines questions de procédure civile et de droit privé; signée à Bucarest, le 16 avril 1924.*)

Monitorul oficial, No. 74 du 2 avril 1925.

Sa Majesté le Roi de Roumanie et Son Altesse Sérénissime le Régent de Hongrie désirant, d'un commun accord, régler entre la Hongrie et la Roumanie les rapports concernant certaines questions de procédure civile et de droit privé, ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir:

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

M. Nicolas N. Filodor, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Secrétaire général du Ministère Royal des Affaires étrangères,

Son Altesse Sérénissime le Régent de Hongrie:

M. R. de Wodianer, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire;

*) Les ratifications ont été échangées à Budapest, le 24 mars 1925.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

I. Accès des tribunaux.

Article 1.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront autorisés à poursuivre et à défendre leurs droits devant les tribunaux de l'autre Partie. Les tribunaux de chacune des Parties Contractantes devront, en cette matière, leur appliquer un traitement égal à celui des nationaux.

Dans les faillites ouvertes dans le territoire de l'une des Parties Contractantes, les créanciers, ressortissants de l'autre seront entièrement assimilés aux créanciers nationaux.

II. Dispositions concernant la Convention de La Haye du 17 juillet 1905, relative à la procédure civile.*)

Article 2.

Les Parties Contractantes sont d'accord d'appliquer entre elles, dès la mise en vigueur de la présente Convention, la Convention de La Haye du 17 juillet 1905, relative à la procédure civile, tant qu'elles en feront partie.

A cette occasion, les Parties Contractantes s'entendent que les traductions mentionnées aux Articles 3, 10 et 19, pourront être certifiées aussi par un fonctionnaire qualifié, dont la qualité sera attestée par l'autorité requérante.

Les Parties Contractantes tombent également d'accord que les dispositions de la Convention susmentionnée s'appliquent de même aux actes à signifier et aux commissions rogatoires des autorités tutélaires des deux Etats.

III. Dispositions concernant les Conventions de droit privé de La Haye.

Article 3.

Les Parties Contractantes sont d'accord d'appliquer entre elles, — outre la Convention de La Haye du 12 juin 1902 pour régler la tutelle des mineurs, redevenue **) applicable entre les deux Parties Contractantes le 26 juillet 1921 —, dès la mise en vigueur de la présente Convention, en tant qu'elles feront partie des Conventions plurilatérales sousmentionnées, les Conventions suivantes:

1. Convention de La Haye du 12 juin 1902 pour régler les conflits de lois en matière de mariage; ***)
2. Convention de La Haye du 12 juin 1902 pour régler les con-

*) V. N. R. G. 3. s. II, p. 243.
**) V. N. R. G. 2. s. XXXI, p. 724.
***) V. ibid. p. 706.

flits de lois et de juridictions en matière de divorce et de séparation de corps; *)

3. Convention de la Haye du 17 juillet 1905, concernant l'interdiction et les mesures de protection analogues. **)

IV. Successions mobilières.

Article 4.

Les droits successoraux concernant les biens meubles seront régis par la loi nationale du défunt.

Article 5.

Les Parties Contractantes s'engagent à se délivrer réciproquement, sauf les exceptions prévues par la présente Convention, les successions mobilières des ressortissants de l'autre Partie, pour mettre à même le tribunal (autorité) compétente du propre pays du défunt de procéder au règlement de la succession et trancher les questions litigieuses y relatives.

Article 6.

Le tribunal ou l'autorité compétente de la Partie sur le territoire de laquelle la succession mobilière se trouve, sera obligé:

1. à procéder à la constatation du décès d'un ressortissant de l'autre Partie, décédé sur son territoire;

2. à prendre toutes les dispositions indispensables pour la conservation et l'administration convenable des biens successoraux, afin d'en éviter la détérioration ou tout autre préjudice éventuel.

Il sera obligé particulièrement à faire dresser un inventaire régulier de tous les biens successoraux et, selon les circonstances, soit à apposer ses scellés sur lesdits biens, soit à en ordonner le dépôt en lieu sûr, ou à désigner une personne digne de foi en qualité d'administrateur de la succession.

Les mesures mentionnées aux numéros 1 et 2 du présent Article, seront à prendre par le tribunal (autorité) compétent, conformément à la législation du pays. Toutefois, elles pourront être prises — sur la demande de l'autre Partie — aussi d'une manière spéciale, qui ne soit pas contraire aux lois en vigueur dans l'Etat où se trouve le tribunal (autorité) compétent.

3. Si les héritiers ou légataires sont ressortissants ou habitants de la Partie sur le territoire de laquelle les biens successoraux se trouvent, ou même s'ils y séjournent, le tribunal (autorité) compétent de cette Partie a la faculté de retenir tout l'ensemble ou une partie suffisante des biens successoraux, jusqu'à ce qu'il soit définitivement décidé sur les prétentions de ces héritiers ou légataires par le tribunal successoral compétent de l'autre Partie.

---

*) V. **N. R. G.** 2. s. XXXI, p. 715.
) V. **N. R. G. 3. s. VI, p. 490.

4. Les mêmes mesures devront être appliquées sur la demande des créanciers ressortissants ou habitants de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle la succession mobilière se trouve ou y séjournant, si leurs réclamations ont déjà été présentées au tribunal. Le droit de statuer sur ces réclamations est exclusivement réservé aux tribunaux de la Partie sur le territoire de laquelle la succession mobilière se trouve.

Aux fins des mesures mentionnées aux numéros 3 et 4 du présent Article, un délai de trois mois sera fixé au plus tôt, pendant lequel les réclamations des personnes susmentionnées pourront être présentées au tribunal. Si une pareille réclamation n'a pas été présentée pendant ce délai, la remise des biens mobiliers successoraux ne pourra être refusée.

Article 7.

En cas de décès d'un ressortissant de l'une des Parties sur le territoire de l'autre, les autorités locales devront immédiatement en aviser l'agent diplomatique ou consulaire de carrière de l'Etat du défunt, en lui communiquant, en même temps, l'acte de décès et éventuellement une copie dûment légalisée du protocole mortuaire.

Si un agent existe dans la commune où la succession mobilière se trouve, les mesures mentionnées au numéro 2 de l'Article précédent seront prises, autant que possible, avec son concours.

Dans les autres cas, cet agent devra être informé sans délai de toutes les opérations effectuées aux fins de la conservation et de l'administration de la succession, et ces mesures pourront, sur sa demande, être modifiées ou suspendues provisoirement, en tant que cela n'entraînerait point d'inconvénients pour les ressortissants de la Partie sur le territoire de laquelle la succession s'est ouverte.

Article 8.

Dans le cas où les héritiers, étant ressortissants de la Partie sur le territoire de laquelle la succession mobilière se trouve, demandent, avant que le délai prévu au numéro 4 de l'Article 6 soit écoulé, que la procédure pour régler la succession ait lieu devant les tribunaux de cette Partie, le tribunal (autorité) compétent du pays du défunt devra céder la procédure au tribunal (autorité) compétent de la Partie sur le territoire de laquelle la succession mobilière se trouve.

Article 9.

La question de savoir quels biens sont mobiliers sera décidée d'après la législation de la Partie sur le territoire de laquelle la succession se trouve.

Après l'accomplissement des mesures prévues aux Articles précédents, la succession mobilière sera délivrée à l'agent diplomatique ou consulaire de carrière de l'Etat du défunt, pour être remise à l'autorité compétente de cet Etat.

V. Légalisation des documents.

Article 10.

Seront exempts de toute légalisation les documents émanant des tribunaux, ou des différents Ministères des Parties Contractantes.

Ces documents seront revêtus du sceau de l'autorité qui les expédie.

Les documents dressés par des notaires publics, huissiers et autres fonctionnaires judiciaires, devront être légalisés. La légalisation sera considérée comme régulière, si ce document est revêtu de la signature et du sceau d'office d'une autorité judiciaire de l'Etat où réside le fonctionnaire qui a dressé ce document.

Les actes sous seing privé, qui auront été légalisés par une autorité judiciaire, ne seront pas soumis à une légalisation ultérieure.

VI. Litiges concernant la légitimité de la naissance.

Article 11.

Les litiges qu'un père légitime ou ses héritiers pourraient intenter pour contester la légitimité d'un enfant seront de la compétence des tribunaux de la Partie Contractante dont le père légitime est ou serait ressortissant.

Les décisions passées en force de chose jugée en cette matière, seront reconnues, sans aucune formalité, sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

VII. Adoption et légitimation.

Article 12.

La confirmation d'une adoption et la légitimation seront de la compétence des autorités de l'Etat dont la personne adoptante ou qui légitime ressort et non de celles de l'Etat dont ressort la personne à adopter ou à légitimer.

Si les lois de l'Etat dont la personne à adopter est ressortissante, prévoient, en ce qui concerne le consentement et les autorisations nécessaires, d'autres dispositions que celles exigées par la loi nationale de l'adoptant, on observera les dispositions prévues par la loi nationale de la personne à adopter.

Les décisions y relatives seront reconnues sans aucune formalité sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

VIII. Echange des actes de l'état-civil.

Article 13.

Les Parties Contractantes s'engagent à se délivrer réciproquement des extraits dûment légalisés des actes de naissance, de mariage et de décès, ainsi que des actes de légitimation des enfants nés en dehors du mariage, concernant les personnes indiquées dans ces actes comme ressortissants de l'autre Partie Contractante.

Lesdites expéditions des actes de naissance, de mariage, de décès et de légitimation devront contenir toutes les indications essentielles

portées sur les registres, et faire, autant que possible, mention du domicile ou du lieu de naissance des personnes auxquelles elles se réfèrent.

La rédaction et la communication desdites expéditions aura lieu sans traduction, ni frais, en la forme usitée dans chaque Etat. Cette communication aura lieu annuellement par voie diplomatique.

Si des expéditions étaient réclamées, en dehors du cas prévu ci-dessus, en faveur de particuliers, la rédaction et la communication n'aura lieu gratuitement que lorsqu'il s'agira d'une personne indigente et que son indigence aura été certifiée par l'autorité compétente.

IX. Dispositions finales.

Article 14.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Budapest, aussitôt que faire se pourra.

Article 15.

La présente Convention sera exécutoire trois mois après l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant dix ans à partir de ce jour.

Dans le cas où aucune des Parties Contractantes n'aurait notifié douze mois avant la fin de ladite période son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties Contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont apposé leur signature et leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double original, le 16 avril 1924.

(L. S.) (Signé) *N. N. Filodor.*
(L. S.) (Signé) *R. de Wodianer.*

Protocole de signature.

Au moment de procéder à la signature de la Convention relative à certaines questions de procédure civile et de droit privé en date d'aujourd'hui, les Plénipotentiaires soussignés sont tombés d'accord sur la disposition suivante:

> Vu les dispositions de la procédure civile roumaine relatives à l'élection du domicile, les demandeurs ou intervenants ressortissants hongrois habitant hors de Roumanie, seront tenus, en introduisant leur requête, d'indiquer une personne habitant la Roumanie, qui sera en droit de recevoir en leur nom les actes de procédure.

Le présent Protocole aura la même force et la même durée que la Convention susmentionnée, conclue aujourd'hui.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Bucarest, en double original, le 16 avril 1924.

(L. S.) (Signé) *N. N. Filodor.*
(L. S.) (Signé) *R. de Wodianer.*

39.

FRANCE, CUBA.

Traité d'extradition; signé à la Havane, le 3 janvier 1925.*)

Journal officiel de la République Française, No. 136 du 12 juin 1929.

Traité d'extradition entre la République Française et la République de Cuba.

Son Excellence le Président de la République Française et Son Excellence le Président de la République de Cuba, désirant régler, au moyen d'une convention, l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Son Excellence le Président de la République Française:

M. Henri Aymé-Martin, consul général, chargé d'affaires de France à la Havane, chevalier de la Légion d'honneur, etc.;

Son Excellence le Président de la République de Cuba:

M. Carlos-Manuel de Cespedes y Quesada, secrétaire d'Etat, commandeur de la Légion d'honneur, etc.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont convenu des Articles suivants:

Art. 1er.

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à livrer réciproquement à l'autre, dans les circonstances et les conditions établies par la présente Convention, les individus qui, étant poursuivis ou condamnés pour un crime ou un délit commis soit sur le territoire métropolitain, soit sur celui des colonies et possessions, soit dans l'étendue de la juridiction consulaire de l'une des deux Parties, seront trouvés, soit sur le territoire métropolitain, soit sur celui des colonies et possessions, soit dans l'étendue de la juridiction consulaire de l'autre.

Lorsque le crime ou délit motivant la demande d'extradition aura été commis en dehors d'un des territoires ou des zones ci-dessus désignés de l'Etat requérant, il sera donné suite à cette demande si la législation du pays requis autorise la poursuite des mêmes infractions, commises hors de son territoire, à moins que l'extradition soit demandée pour ce même fait et puisse être obtenue par le Gouvernement d'un pays où le fait a été commis.

Art. 2.

Les crimes ou délits à raison desquels l'extradition sera accordée seront les suivants:

1° Homicide volontaire, comprenant les crimes d'assassinat, meurtre, parricide, infanticide et empoisonnement, ce dernier crime, d'après la loi cubaine, étant une forme de l'assassinat;

*) Les ratifications ont été échangées à la Havane, le 2 mars 1929.

2⁰ Incendie volontaire;

3⁰ Coups portés et blessures faites volontairement, soit avec préméditation, soit quand il en est résulté une infirmité ou incapacité permanente de travail personnel, la perte ou la privation de l'usage absolu d'un membre ou de tout autre organe, ou la mort sans intention de la donner;

4⁰ Viol, attentat à la pudeur avec violence, attentat à la pudeur sans violence sur des enfants au-dessous de l'âge déterminé par la législation pénale des deux pays;

5⁰ Enlèvement ou non représentation de mineurs; recel, substitution ou supposition d'enfant;

6⁰ Vol, extorsion;

7⁰ Destruction ou dérangement, dans une intention coupable, d'une voie ferrée ou de communications télégraphiques ou téléphoniques;

8⁰ Echouement, perte ou destruction volontaire et illégale d'un navire par le capitaine ou les officiers et gens de l'équipage d'un navire;

9⁰ Faux en écriture ou falsification de documents publics, de commerce ou privés, falsification de dépêches télégraphiques, usages de faux;

10⁰ Falsification ou altération frauduleuse d'actes officiels émanant du Gouvernement ou de l'autorité publique, usages frauduleux des actes ainsi altérés ou falsifiés;

11⁰ Fabrication de fausse monnaie; falsification ou altération de titres ou coupons de la dette publique, de billets de banque nationaux ou étrangers, de papier monnaie ou d'autres valeurs publiques, de sceaux, timbres, coins, marques de l'Etat ou des administrations publiques; mise en circulation ou usage frauduleux des objets mentionnés ce-dessus altérés ou falsifiés;

12⁰ Détournement de deniers publics par des employés publics ou dépositaires, corruption de fonctionnaires;

13⁰ Banqueroute frauduleuse;

14⁰ Menaces d'attentat contre les personnes ou les propriétés, punissables de peines criminelles;

15⁰ Attentat à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile, commis par des particuliers;

16⁰ Faux témoignage, parjure, subornation de témoins, experts ou interprètes;

17⁰ Escroquerie, abus de confiance, abus de blanc-seing;

18⁰ Avortement;

19⁰ Bigamie;

20⁰ Attentat aux mœurs:

a) En excitant, favorisant ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou l'autre sexe au-dessous de l'âge de vingt et un ans;

b) En embauchant, entraînant ou détournant, pour satisfaire les

passions d'autrui, une femme ou fille mineure, en vue de la débauche, même avec son consentement;

21° Evasion des prisons ou pénitenciers des deux pays des individus condamnés pour un des crimes ou délits spécifiés au présent Article.

Sont comprises dans les qualifications précédentes la complicité, la tentative et le recel lorsqu'ils sont prévus et punis par les législations des deux pays.

L'extradition ne pourra, dans tous les cas, avoir lieu:

1° Pour les condamnés contradictoirement ou par défaut que lorsque la peine prononcée sera au moins d'un an d'emprisonnement;

2° Pour les prévenus, que lorsque le maximum de la peine applicable au fait incriminé sera, d'après les législations des deux pays, d'au moins deux ans d'emprisonnement.

Art. 3.

L'extradition ne sera pas accordée si l'infraction pour laquelle elle est demandée est considérée par la Partie requise comme un délit politique ou un fait connexe à un semblable délit.

Ne sera pas réputé délit politique ni fait connexe à un semblable délit l'attentat contre la personne du chef d'un Etat étranger ou contre celle des membres de sa famille, quand cet attentat revêt le caractère d'un homicide, d'un assassinat ou d'un empoisonnement.

Art. 4.

L'individu extradé ne pourra être poursuivi ou jugé contradictoirement, pour une infraction autre que celle qui a motivé l'extradition, que dans les cas suivants:

1° S'il a demandé à être jugé ou à subir sa peine, auquel cas sa demande sera communiquée au Gouvernement qui l'a livré;

2° S'il n'a pas quitté, pendant le mois qui suit son élargissement définitif, le pays auquel il a été livré;

3° Si l'infraction est comprise dans la Convention et si le Gouvernement auquel il a été livré a obtenu préalablement l'adhésion du Gouvernement qui a accordé l'extradition. Ce dernier pourra, s'il le juge convenable, exiger la production de l'un des documents mentionnés dans l'Article 6 de la présente Convention.

La réextradition à un pays tiers est soumise aux mêmes règles.

Art. 5.

Il n'y aura pas lieu à extradition si la prescription de l'action ou de la peine, depuis les faits imputés, le dernier acte de poursuite ou la condamnation est acquise d'après la législation de l'Etat requis.

L'extradition n'aura pas lieu non plus si les infractions à raison desquelles elle est demandée ont été commises dans le pays requis, ou si, quoique commise hors de ce pays, elles y ont été jugées définitivement, et qu'en cas de condamnation la peine ait été subie ou prescrite, ou la grâce obtenue.

Art. 6.

L'extradition ne sera accordée que sur la production des documents ci-après désignés, accompagnés autant que possible d'une traduction française:

1⁰ Une sentence de condamnation, ou un acte de procédure décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi de l'inculpé devant la juridiction répressive, ou bien un mandat d'arrêt ou tout autre acte ayant la même force;

2⁰ Un exposé précis des faits incriminés, quand cette indication ne résultera pas des documents mentionnés dans le paragraphe précédent.

Les documents visés dans les deux paragraphes ci-dessus seront reproduits en original ou en expédition authentique;

3⁰ Le signalement de l'individu réclamé ou les signes particuliers pouvant servir à établir son identité;

4⁰ Le texte de la loi ou des lois pénales applicables au fait incriminé.

Art. 7.

Les demandes d'extradition seront toujours adressées par la voie diplomatique.

Art. 8.

Dans les cas urgents, l'arrestation provisoire de l'inculpé sera effectuée sur l'avis donné par la poste ou le télégraphe de l'existence d'un mandat d'arrêt, pourvu que cet avis soit transmis par la voie diplomatique ou consulaire.

Art. 9.

L'arrestation provisoire cessera d'être maintenue et l'étranger sera mis en liberté si, dans le délai de trois mois à compter du jour de l'arrestation, le Gouvernement requis n'est pas saisi, conformément aux Articles 6 et 7, de la demande d'extradition, accompagnée des pièces nécessaires.

Art. 10.

En cas de réclamation du même individu de la part de deux Etats pour crimes ou délits distincts, le Gouvernement requis, quelles que soient la date de la demande et la nationalité du fugitif, statuera en prenant pour base la gravité des faits incriminés.

S'il s'agit de délits d'égale gravité et si les demandes ont été reçues à la même date, le fugitif sera livré à l'Etat dont il relève comme national. S'il n'est le national d'aucun des Etats requérants, il sera livré au Gouvernement dont la requête aura été reçu la première.

Art. 11.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans l'Etat requis, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient abandonnées, qu'il soit acquitté ou absous, ou qu'il ait subi sa peine.

Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays, à raison d'obligations qu'il aurait contractées envers des particuliers, son

extradition aura lieu néanmoins, sous réserve, pour ceux-ci, de faire valoir ensuite leurs droits devant l'autorité compétente.

Art. 12.

L'obligation de l'extradition ne s'étend en aucun cas aux nationaux des deux pays.

Toutefois, les Hautes Parties Contractantes s'engagent à faire poursuivre et juger suivant leur législation leurs nationaux respectifs qui commettent des infractions contre les lois de l'autre Etat, après que le Gouvernement de l'Etat dont les lois ont été violées aura présenté la demande pertinente par voie diplomatique, pourvu que ces infractions rentrent dans les catégories désignées à l'Article 2, ou se trouvent dans les conditions définies à l'Article 4. La demande sera accompagnée des objets, dossiers, documents et autres informations nécessaires, les autorités du pays réclamant devant procéder comme si elles avaient elles-mêmes à suivre la poursuite. Dans ces cas, tous les actes et documents seront dressés gratuitement.

Aucun ressortissant des Hautes Parties Contractantes ne sera toutefois traduit devant les tribunaux de son pays, s'il a déjà été poursuivi et jugé pour le même fait sur le territoire où le délit s'est commis, même en cas d'acquittement, et en cas de condamnation, s'il a subi ou prescrit sa peine ou obtenu sa grâce.

Art. 13.

Les objets saisis pouvant servir de pièces à conviction ainsi que tous les objets pouvant provenir du crime ou du délit à raison duquel l'extradition est réclamée seront, suivant l'appréciation de l'autorité compétente, remis au Gouvernement requérant, lors même que l'extradition ne pourrait s'effectuer par suite de la mort ou de la disparition ultérieure de l'individu réclamé.

Cette remise comprendra également tous les objets que l'inculpé aurait cachés ou déposés dans le pays et qui seraient découverts par la suite.

Sont réservés toutefois les droits que des tiers non impliqués dans la poursuite, auraient acquis sur les objets désignés dans le présent Article.

Art. 14.

Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée ainsi que ceux de consignation et de transport des objets qui, aux termes de l'Article précédent, doivent être restitués ou remis, resteront, à la charge des deux Etats dans les limites de leurs territoires respectifs.

L'individu à extrader sera conduit au port de l'Etat requis que désignera l'agent diplomatique ou consulaire accrédité par le Gouvernement réclamant, aux frais duquel il sera embarqué.

Art. 15.

Il est formellement stipulé que l'extradition par voie de transit, à travers le territoire de l'une des Parties Contractantes, d'un individu livré à l'autre Partie sera accordée sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés à l'Article 6, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans le présent Traité et ne rentre pas dans les prévisions des Articles 3 et 5.

Les frais de transit seront à la charge de la Partie requérante.

Art. 16.

Quand au cours d'une affaire pénale, non politique, l'audition de personnes se trouvant dans l'un des deux pays, ou tout autre acte d'instruction seront jugés nécessaires, une commission rogatoire sera adressée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite en observant les lois du pays requis.

Les deux Gouvernements renoncent au remboursement des frais résultant de l'exécution des commissions rogatoires, chaque fois qu'il ne s'agira pas d'expertises pouvant entrainer plusieurs vacations.

Art. 17.

Les deux Gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement, sans restitution de frais, les condamnations pour crimes et délits de toute espèce qui auront été prononcées par les tribunaux de l'un des deux Etats contre les ressortissants de l'autre. Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi, par la voie diplomatique, d'un bulletin ou extrait au Gouvernement du pays auquel appartient le condamné.

Chacun des deux Gouvernements donnera à ce sujet les instructions nécessaires aux autorités respectives.

Art. 18.

En matière pénale non politique, lorsque le Gouvernement de l'un des deux pays jugera nécessaire la notification d'un acte de procédure ou d'un jugement à un individu résidant sur le territoire de l'autre pays, la pièce transmise diplomatiquement sera signifiée à personne à la requête du ministère public du lieu de la résidence par les soins d'un officier compétent, constatant la notification, et sera renvoyée par la même voie du Gouvernement requérant, sans restitution des frais.

Art. 19.

Lorsque, dans une cause pénale, non politique, instruite dans l'un des deux pays, la communication de pièces à conviction ou de documents se trouvant entre les mains des autorités de l'autre pays, sera jugée nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent et sous l'obligation de renvoyer les pièces et documents.

Les Gouvernements contractants renoncent au remboursement des frais résultant, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'envoi et de la restitution des pièces à conviction et documents.

Art. 20.

Les stipulations de la présente Convention seront applicables aux colonies ou possessions, sauf à tenir compte des lois spéciales en vigueur dans lesdits territoires.

La demande d'extradition du malfaiteur qui s'est réfugié dans une colonie ou possession, pourra aussi être faite directement au gouverneur ou au fonctionnaire principal de ladite colonie ou possession.

Art. 21.

Le présent Traité dont les ratifications seront échangées le plus tôt possible, entrera en vigueur dix jours après la publication qui en sera faite dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

Il s'appliquera aux crimes et délits commis avant sa signature.

Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra en tout temps le dénoncer et cette dénonciation ne produira effet qu'un an après sa notification.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à la Havane, en double exemplaire, le 3 janvier 1925.

Signé: *H. Ayme-Martin.*
Signé: *G. Manuel de Céspedes.*

40.

PAYS-BAS, LETTONIE.

Convention d'extradition et d'assistance judiciaire; signée à La Haye, le 27 janvier 1930.*)

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1931, No. 135.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et le Président de la République de Lettonie, ayant résolu d'un commun accord de conclure une convention d'extradition et d'assistance judiciaire;

ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

Jonkheer Frans Beelaerts van Blokland, Son Ministre des Affaires Etrangères,

le Président de la République de Lettonie:

Monsieur Oskar Woit, Envoyé extraordinaire et Ministre

*) Les ratifications ont été échangées à La Haye, le 5 janvier 1931.

plénipotentiaire de la République de Lettonie près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

lesquels, dûment autorisés, sont convenus des Articles suivants:

Article premier.

Le Gouvernement des Pays-Bas et le Gouvernement Letton s'engagent à se livrer réciproquement, suivant les règles déterminées par les Articles suivants, à l'exception de leurs propres nationaux et de sujets d'un tiers Etat, en tant qu'une exception à l'égard de ces derniers serait motivée par le droit des gens, les individus condamnés ou prévenus à raison d'un des faits énumérés à l'Article 2, commis hors du territoire de l'Etat auquel l'extradition est demandée, si le fait commis, selon la législation de l'Etat requis, est compris également dans les faits punissables énumérés ci-après et lorsque, pour les condamnés, la peine prononcée sera au moins de six mois d'emprisonnement et, pour les prévenus, la peine applicable au fait incriminé sera, d'après la législation des deux pays, au moins d'un an d'emprisonnement.

Néanmoins, lorsque le fait motivant la demande d'extradition, aura été commis hors du territoire du Gouvernement requérant, il ne sera donné suite à cette demande que si la législation du pays requis autorise la poursuite des mêmes infractions commises hors de son territoire.

Article 2.

Les faits punissables qui pourront donner lieu à une demande d'extradition, sont les suivants:

1°. a. attentat contre la vie ou la liberté du roi, de la reine régnante, du régent ou d'un autre chef d'un Etat ami, ou entrepris dans le dessein de les rendre incapables de régner;

b. attentat contre la vie ou la liberté de la reine non régnante, de l'héritier présomptif du trône ou d'un membre de la famille souveraine;

2°. meurtre ou assassinat, meurtre ou assassinat commis sur un enfant;

3°. menaces, faites par écrit et sous une condition déterminée, pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef;

4°. avortement, procuré par la femme enceinte ou par d'autres;

5°. coups portés ou blessures faites volontairement avec préméditation, ayant causé une maladie paraissant incurable, une incapacité permanente de travail personnel, la perte de l'usage absolu d'un organe, une mutilation grave ou la mort sans intention de la donner;

6°. viol; attentat à la pudeur; le fait d'avoir, en dehors du mariage, un commerce charnel avec une fille ou une femme au dessous de l'âge de seize ans, ou avec une femme au dessus de cet âge, lorsque le coupable sait qu'elle est évanouie ou sans connaissance; actes d'immoralité, lorsque le coupable sait que la personne avec laquelle il les commet, est évanouie ou sans connaissance, ou lorsque cette personne n'a pas atteint l'âge de seize ans; excitation d'une personne au dessous de cet âge à commettre

ou à subir des actes d'immoralité ou à avoir, en dehors du mariage, un commerce charnel avec un tiers; la débauche commise par une personne d'âge majeur avec un mineur du même sexe; la débauche commise avec des personnes qui sont placées sous la garde ou sous l'autorité de l'auteur, en tant que punissable selon la législation des deux Parties; la traite des femmes et la traite des mineurs du sexe masculin;

7°. excitation de mineurs à la débauche et tout acte ayant pour objet de favoriser la débauche de mineurs, punissable d'après les lois des deux pays;

8°. bigamie;

9°. enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'un enfant;

10°. enlèvement de mineurs;

11°. contrefaçon ou falsification de monnaies, de papier-monnaie ou de billets de banque, entreprise dans le dessein d'émettre ou de faire émettre ces monnaies, ce papier-monnaie ou ces billets de banque comme non-contrefaits et non-altérés, ou mise en circulation de monnaies, de papier-monnaie ou de billets de banque contrefaits ou altérés, lorsqu'elle a lieu à dessein; l'emmission, la détention ou l'introduction de l'étranger de monnaies, de papier-monnaie ou de billets de banque, dans le dessein de les mettre en circulation comme n'étant ni faux, ni falsifiés, soit que l'auteur avait fait lui même la contrefaçon ou la falsification, soit qu'il savait au moment ou il les a reçus, qu'ils étaient faux ou falsifiées;

12°. contrefaçon ou falsification de timbres et de marques de l'Etat ou de timbres, qui y sont assimilés à cet égard, ou de marques d'ouvrier exigées par la loi, pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef;

13°. faux en écriture et usage fait à dessein de l'écriture fausse ou falsifiée, pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef;

14°. faux serment;

15°. corruption de fonctionnaires publics, pour autant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef; concussion, détournement commis par des fonctionnaires ou par ceux qui sont considérés comme tels;

16°. incendie allumé à dessein, lorsqu'il peut en résulter un danger commun pour des biens on un danger de mort pour autrui; incendie allumé dans le dessein de se procurer ou de procurer à un tiers un profit illégal au détriment de l'assureur ou du porteur légal d'un contrat à la grosse;

17°. destruction illégale commise à dessein d'un édifice appartenant en tout ou en partie à un autre ou d'un édifice ou d'une construction, lorsqu'il peut en résulter un danger commun pour des biens ou un danger de mort pour autrui;

18°. actes de violence commis en public, à forces réunies, contre des personnes ou des biens;

19°. le fait illégal commis à dessein de faire couler à fond, de faire échouer, de détruire, de rendre impropre à l'usage ou de détériorer un navire, lorsqu'il peut en résulter un danger pour autrui;

20°. émeute et insubordination des passagers à bord d'un navire contre le capitaine et des gens de l'équipage contre leurs supérieurs;

21°. le fait commis à dessein d'avoir mis en péril un convoi sur un chemin de fer;

22°. vol;

23°. escroquerie;

24°. abus d'un blanc-seing;

25°. détournement;

26°. banqueroute frauduleuse.

Sont comprises dans les qualifications précédentes la tentative et la complicité, lorsqu'elles sont punissables d'après la législation du pays auquel l'extradition est demandée.

Article 3.

L'extradition n'aura pas lieu:

1°. lorsque le fait a été commis dans un pays tiers et que le Gouvernement de ce pays requiert l'extradition;

2°. aussi longtemps que l'individu réclamé est poursuivi pour le même fait dans le pays, auquel l'extradition est demandée, ou si, à raison de ce fait, il y a été définitivement condamné, absous, gracié ou acquitté;

3°. si, d'après les lois du pays auquel l'extradition est demandée, la prescription de l'action ou de la peine est acquise;

4°. si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné pour un fait délictueux politique (voir l'Art. 6);

5°. si, d'après les lois de l'Etat requérant, la poursuite de l'individu réclamé ne peut être commencée que sur une plainte privée et que celle-ci n'ait pas été déposée en temps voulu;

6°. si l'individu réclamé devait être jugé par un tribunal extraordinaire;

7°. si, dans l'Etat requis, l'individu réclamé a été condamné à la peine de mort et qu'elle n'ait pas été commuée dans le délai légal en une autre peine.

Article 4.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou subit une peine pour une infraction autre que celle qui a donné lieu à la demande d'extradition, son extradition ne sera accordée qu'après la fin de la poursuite dans le pays auquel l'extradition est demandée, et, en cas de condamnation, qu'après qu'il aura subi sa peine ou qu'il aura été gracié. Toutefois, afin de comparaître devant les tribunaux du pays requérant, un individu réclamé pourra être livré temporairement à la condition qu'il sera renvoyé aussitôt que la poursuite sera finie.

Article 5.

Il est expressément stipulé que l'individu extradé ne pourra être ni poursuivi ni puni, dans le pays auquel l'extradition a été accordée, pour un fait punissable quelconque non prévu par la présente Convention et antérieur à son extradition, et, sans le consentement de celui qui a accordé l'extradition, ni poursuivi ni puni pour un fait prévu par la présente Convention et antérieur à son extradition autre que celui, ayant motivé l'extradition, ni extradé à un Etat tiers, à moins q'uil n'ait eu en tout cas la pleine liberté de quitter de nouveau le pays susdit pendant un mois après avoir été jugé, et, en cas de condamnation, après avoir subi sa peine ou après avoir été gracié.

Les individus poursuivis ou condamnés pour des faits auxquels, d'après la législation de l'Etat requérant, est applicable la peine de mort, ne seront extradés qu'à la condition que ladite peine ne sera ni prononcée ni appliquée à leur égard.

Article 6.

Les dispositions du présent Traité ne sont applicables aux délits politiques. La personne qui a été extradée à raison de l'un des faits de droit commun mentionnés à l'Art. 2, ne peut, par conséquent, en aucun cas, être poursuivie et punie dans l'Etat auquel l'extradition a été accordée, à raison d'un délit politique commis par elle avant l'extradition, ni à raison d'un fait connexe à un semblable délit politique.

Article 7.

L'extradition sera demandée par la voie diplomatique et ne sera accordé que sur la production de l'original ou d'une expédition authentique, soit d'un jugement de condamnation, soit d'une ordonnance de mise en accusation ou de renvoi devant la justice répressive avec mandat d'arrêt, délivré dans les formes prescrites par la législation de l'Etat qui fait la demande, et indiquant suffisamment le fait dont il s'agit, pour mettre l'Etat requis à même de juger s'il constitue, d'après sa législation, un cas prévu par la présente Convention, ainsi que la disposition pénale qui lui est applicable. Les pièces qui ne sont pas rédigées en langue française, devront être accompagnées d'une traduction française.

Article 8.

Les objets saisis en la possession de l'individu réclamé seront livrés à l'Etat requérant, si l'autorité compétente de l'Etat requis en a ordonné la remise.

Article 9.

En attendant la demande d'extradition par la voie diplomatique, l'arrestation provisoire de l'individu, dont l'extradition peut être requise aux termes de la présente Convention, pourra être demandée:

du côté des Pays-Bas par tout officier de justice ou tout juge d'instruction (juge commissaire).

du côté de la Lettonie par toute autorité judiciaire;

L'arrestation provisoire est soumise aux formes et aux règles prescrites par la législation du pays auquel la demande est faite.

Article 10.

L'étranger arrêté provisoirement, aux termes de l'Article précédent, sera, à moins que son arrestation ne doive être maintenue pour un autre motif, mis en liberté, si dans le délai de vingt jours après la date du mandat d'arrestation provisoire, la demande d'extradition par la voie diplomatique, avec remise des documents prescrits par la présente Convention, n'a pas été reçue au Ministère des Affaires Etrangères de l'Etat requis.

Article 11.

Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale non-politique, un des Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins se trouvant dans l'autre Etat, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite, en observant les lois du pays, où les témoins seront invités à comparaître. En cas d'urgence toutefois une commission rogatoire pourra être directement adressée par l'autorité judiciaire dans l'un des Etats à l'autorité judiciaire dans l'autre Etat.

Toute commission rogatoire, ayant pour but de demander une audition de témoins, devra être accompagnée d'une traduction française.

Article 12.

Si dans une cause pénale non-politique la comparition personnelle d'un témoin dans l'autre pays est nécessaire ou désirée, son Gouvernement l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite, et en cas de consentement, il lui sera accordé des frais de voyage et de séjour, d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu, sauf le cas où le Gouvernement requérant estimera devoir allouer au témoin une plus forte indemnité.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaîtra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations criminels antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits objets du procès où figurera comme témoin.

Article 13.

Lorsque dans une cause pénale non-politique la confrontation de criminels, détenus dans l'autre Etat, ou bien la communication de pièces de conviction ou de documents, qui se trouveraient entre les mains des autorités de l'autre pays, sera jugée utile ou nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et l'on y donnera suite à moins de considérations spéciales qui s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les criminels et les pièces dans le plus bref délai possible.

Article 14.

Le transit, à travers le territoire de l'un des Etats Contractants, d'un individu livré par une tierce puissance à l'autre Partie et n'appartenant pas au pays du transit, sera accordé sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés à l'Article 7, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans la présente Convention et ne rentre pas dans les prévisions des Articles 3 et 6, et que le transport ait lieu, quant à l'escorte, avec le concours de fonctionnaires du pays qui a autorisé le transit sur son territoire.

Les frais du transit seront à la charge de l'Etat requérant.

Article 15.

Les Gouvernements respectifs renoncent de part et d'autre à toute réclamation pour la restitution des frais d'entretien, de transport et autres, qui pourraient résulter, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'extradition des prévenus, accusés ou condamnés, ainsi que de ceux résultant de l'exécution des commissions rogatoires, du transport et du renvoi des criminels à confronter, et de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction ou des documents.

Au cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extrader sera conduit au port que désignera l'agent diplomatique ou consulaire du Gouvernement requérant, aux frais duquel il sera embarqué.

Article 16.

Les deux Gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement, et sans restitution de frais, toutes les sentences de condamnations ayant obtenu force de chose jugée, par rapport à des faits punissables de toute sorte, à l'exception des contraventions, prononcées par la Justice d'un des deux Etats contre des ressortissants de l'autre Etat.

Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi, par la voie diplomatique, au Gouvernement du pays, auquel appartient le condamné, d'une expédition authentique ou d'un extrait de la décision définitive ou d'un extrait du casier judiciaire, accompagné d'une traduction française, si ladite pièce est redigée en une autre langue.

Article 17.

Les stipulations de la présente Convention seront applicables également aux Indes Néerlandaises, au Surinam et au Curaçao, sauf l'observation des dispositions à établir ultérieurement par des notes à échanger entre les deux Etats et dont la nécessité pourrait s'imposer par la législation en vigueur dans ces territoires d'outremer.

Les modalités des demandes prévues par le présent Traité et émanant des autorités de ces territoires ou adressées à celles-ci, seront également réglées par ces notes. Par dérogation à l'Art. 10 le délai pour la mise en liberté sera de trois mois.

Article 18.

La présente Convention ne sera exécutoire qu'à dater du vingtième jour après sa promulgation dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

Elle ne sera exécutoire dans les territoires du Royaume des Pays-Bas, situés hors de l'Europe, visés à l'Article 17, qu'à la date à fixer dans les notes à échanger selon cet Article.

Article 19.

Chacune des Parties Contractantes pourra en tout temps dénoncer la présente Convention, en prévenant l'autre Partie de son intention six mois à l'avance.

La Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à La Haye aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à La Haye, le 27 janvier 1930.

(L. S.) *Beelaerts van Blokland.*
(L. S.) *Dr. O. Woit.*

41.

LETTONIE, ESPAGNE.

Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale; signée à Riga, le 8 mars 1930.*)

Valdības Vēstnesis No. 149 du 8 juillet 1930.

Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale, conclue entre la République de Lettonie et le Royaume d'Espagne.

Le Président de la République de Lettonie et Sa Majesté le Roi d'Espagne, désirant régler les rapports juridiques entre les deux Etats en ce qui concerne l'extradition ainsi que l'assistance judiciaire en matière pénale, ont décidé de conclure à cet effet une Convention et ont nommé comme Plénipotentiaires:

Le Président de la République de Lettonie:

Son Excellence Monsieur Germain Albat, Ministre Plénipotentiaire, Secrétaire Général du Ministère des Affaires Etrangères;

---

*) Les ratifications ont été échangées le 2 décembre 1930. V. Bulletin de l'Institut intermédiaire international XXIV, p. 360.

Sa Majesté le Roi d'Espagne:

Son Excellence Don Eduardo Garcia Comin, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire,

lesquels après avoir procédé à l'échange de leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Chapitre I.

Article premier.

Extradition.

Les Parties Contractantes s'engagent à se livrer réciproquement sur demande, les personnes se trouvant sur le territoire de l'une d'elles et poursuivies ou condamnées par les autorités judiciaires de l'autre Partie pour toute infraction pour laquelle l'extradition peut être autorisée par les lois de la Partie requise si:

a) cette infraction d'après les lois des deux Etats — ne fussent elles applicables que dans quelques parties de leur territoire — peut entraîner une peine privative de liberté d'une année au moins ou une peine plus grave, ou si la personne réclamée a été condamnée pour le même fait à une peine privative de liberté de six mois au moins ou a une peine plus grave;

b) cette infraction a été commise sur le territoire de l'Etat requérant;

c) la poursuite de l'infraction n'est pas reservée par les lois de l'Etat requis à ses propres tribunaux;

Si l'infraction a été commise hors du territoire de l'Etat requérant, l'extradition sera accordée seulement dans le cas où la législation de l'Etat requis autorise, dans des circonstances analogues, la poursuite des mêmes infractions commises hors de son territoire.

L'extradition sera également accordée pour tentative desdites infractions ou pour complicité, lorsqu'elles sont punissables d'après la legislation des deux Parties Contractantes.

Article 2.

Dans aucun cas les Parties Contractantes ne seront obligées à se livrer leurs propres nationaux.

Si la personne reclamée a produit une demande en naturalisation dans l'Etat requis avant que son extradition ait été demandée la décision concernant la demande d'extradition pourra être retardée jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande en naturalisation.

Article 3.

Infractions pour lesquelles l'extradition ne peut être accordée. L'extradition ne sera pas accordée:

a) pour les délits politiques ou faits connexes;

L'Etat requis est seul appelé à juger si une infraction est de cette nature.

Il ne sera pas réputé délit politique ni fait connexe à un semblable délit l'attentat contre la personne du Chef d'un Etat lorsque cet attentat constituera le fait d'assassinat ou homicide ou tentative ou complicité de ce fait;

b) pour les infractions d'ordre purement militaire;

c) pour les infractions de presse proprement dites;

d) pour les infractions aux lois des douanes, d'impôts et autres lois financières;

e) pour les infractions dont la poursuite ne peut avoir lieu que sur plainte de la partie lésée et peut être arrêtée par son renoncement;

f) si la poursuite ou la peine est prescrite d'après les lois en vigueur dans toutes les parties du territoire de l'une des Parties Contractantes ou d'après les lois de l'Etat ou l'infraction a été commise avant que l'inculpé ait été arrêté ou assigné à l'interrogatoire ou si on ne peut le poursuivre ou exécuter la condamnation pour d'autres motifs légaux;

g) si l'individu réclamé est poursuivi dans l'Etat requis pour la même infraction ou s'il y a déjà été mis hors de cause, condamné, acquitté, ou gracié pour le même fait à moins que la législation de cet Etat ne permette la reprise de la procédure pénale par suite de faits nouveaux;

h) si l'individu réclamé sera jugé par un tribunal extraordinaire;

i) si dans l'Etat requis l'individu réclamé à été condamné à la peine de mort.

Article 4.

Demande d'extradition.

La demande d'extradition sera faite par voie diplomatique.

Elle sera accompagnée soit de l'acte d'accusation, du mandat d'arrêt, ou de tout autre acte judiciaire équivalent à celui-ci ou de la sentence prononcée contre la personne reclamée. Ces actes seront produits en originaux ou en expéditions authentiques, ils indiqueront brièvement le fait incriminé, sa qualification et dénomination et seront accompagnés du texte de la loi pénale de l'Etat requérant applicable à l'infraction et mentionnant la peine qu'elle entraîne. Dans la mesure du possible le signalement de la personne réclamée sera joint ainsi que sa photographie ou d'autres données pouvant servir à établir son identité.

Lorsqu'il s'agit d'actes contre la propriété, il sera indiqué le montant du dommage réellement causé, ou si faire se peut, de celui que le malfaiteur a voulu causer.

Article 5.

Les documents mentionnés à l'Article précédent seront rédigés dans la langue officielle de l'Etat requérant, dans la forme requise par la loi de celui-ci et munis du sceau officiel. Ils seront accompagnés d'une traduction en langue française, faite ou attestée conforme par le représentant diplomatique de la Partie requérante, qui les munira de sa signature et de son cachet.

Article 6.

Explications complémentaires.

S'il y a doute sur la question de savoir si l'infraction pour laquelle l'extradition est réclamée rentre dans les prévisions de la présente Convention, des explications seront demandées à l'Etat requérant et l'extradition ne sera accordée que lorsque les explications fournies seront de nature à écarter ces doutes.

En aucun cas, l'Etat requérant ne pourra être tenu à produire la preuve de la culpabilité de l'individu réclamé.

L'Etat requis pourra dans chaque cas fixer un délai pour la production des renseignements complémentaires; ce délai sera cependant, sur demande motivée, susceptible de prolongation.

Article 7.

Mesures en vue d'assurer l'extradition.

Dès l'arrivée de la demande d'extradition accompagnée des actes prévus aux Articles 4 et 5, l'Etat requis prendra toutes les mesures nécessaires pour s'assurer de la personne réclamée et pour prévenir son évasion, à moins que de prime abord il n'apparaisse que l'extradition ne pourra être accordée.

Article 8.

Arrestation provisoire.

En cas d'urgence la personne réclamée pourra être mise provisoirement en detention, même avant que la demande d'extradition ait été présentée, sur tout avis transmis par la poste ou par le télégraphe à condition qu'il soit fait mention de l'existence d'un mandat d'arrêt ou d'une sentence et qu'en même temps l'infraction y soit indiquée. Cet avis pourra être adressé directement par le tribunal ou autorité compétente de l'Etat requérant à l'autorité compétente de l'Etat requis. Toutefois l'autorité requérante devra confirmer l'avis télégraphique dans un délai de huit jours.

Les autorités compétentes de chacune des Parties Contractantes pourront procéder, même à défaut d'un pareil avis, à l'arrestation provisoire de tout individu découvert sur leur territoire et signalé par les autorités de l'autre Partie, ou inscrit comme recherché par la police dans leurs bulletins ou registres respectifs.

L'autorité qui a procédé à l'arrestation d'un individu conformément aux alinéas 1 et 2 en informera sans retard l'autorité qui l'a provoquée en indiquant en même temps l'endroit de la détention.

Si dans un délai de quinze jours, à partir de la date où cette information a été expédiée conformément aux dispositions ci-dessus, les autorités de l'autre Partie Contractante ne font pas savoir que l'extradition de l'individu arrêté sera demandée, celui-ci pourra être mis en liberté.

Article 9.

La personne arrêtée pourra de même être mise en liberté, si la demande d'extradition accompagnée des pièces à l'appui énumérées aux Articles 4 et 5 n'a pas été reçue dans un délai de six semaines, à compter du jour où la communication d'arrestation prévue par l'alinéa 3 de l'Article précédent a été expédiée.

Dans le cas où des explications complémentaires auraient été demandées corformément à l'Article 6, la personne arrêtée pourra également être libérée, si ces explications n'ont pas été données à l'Etat requis dans le délai convenable qu'il a fixé ou prolongé.

Article 10.

Concours de demandes.

Si l'individu dont l'extradition est demandée par une des Parties Contractantes est également réclamé par un ou plusieurs autres Etats, l'Etat requis sera libre de le livrer soit à l'Etat dont il est ressortissant soit à l'Etat sur le territoire duquel l'infraction a été commise.

Si l'Etat dont la personne réclamée est ressortissante ne se trouve pas parmi les Etats requérants, l'Etats requis pourra l'informer des demandes d'extradition reçues d'autres Etats, en lui fixant un délai de quinze jours pour faire connaître s'il entend lui aussi réclamer l'extradition. Les dispositions du premier alinéa de l'Article 9 seront également applicables en ce qui concerne sa demande d'extradition. Autrement la personne réclamée sera livrée à l'Etat sur le territoire duquel elle a commis l'infraction la plus grave, et s'il s'agit d'infraction de gravité égale, à l'Etat dont la demande d'extradition sera parvenue la première.

Ces dispositions ne portent pas atteinte aux engagements pris antérieurement par l'un des Etats Contractants vis-à-vis d'autres Etats.

Article 11.

Ajournement de l'extradition.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou s'il a été condamné dans l'Etat requis pour une infraction autre que celle qui a motivé le demande d'extradition, ou bien s'il y est détenu pour d'autres causes, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient terminées ou jusqu'à ce qu'il ait subi sa peine, ou en ait obtenu la remise, ou jusqu'à ce que sa détention pour d'autres causes ait pris fin.

Cet ajournement n'empêchera pas de statuer sans délai au sujet de l'extradition sauf motifs spéciaux qui seront portés aussitôt à la connaissance de l'Etat réquerant.

Article 12.

Remise temporaire de l'individu réclamé.

Si l'ajournement de l'extradition mentionné à l'Article précédent pouvait cependant avoir comme effet, d'après les lois de l'Etat requérant,

la prescription ou d'autres entraves importantes à la poursuite, on pourra accorder la remise temporaire de l'individu réclamé, à moins que des considérations spéciales ne s'y opposent et à la condition que l'extradé soit renvoyé aussitôt que dans l'Etat requérant les actes de l'instruction pour lesquels l'individu à été temporairement réclamé seront terminés.

Article 13.

Délai pour l'accomplissement de l'extradition accordée.

Si l'extradition a été accordée l'Etat requérant qui se procurera les autorisations nécessaires du transit le plus tôt possible sera tenu de se faire délivrer l'individu réclamé dans un délai de trois mois à compter du jour où il aura reçu l'information que l'extradition luit était accordée. Passé ce délai l'individu dont il s'agit pourra être mis en liberté.

Article 14.

Extension des effets de l'extradition.

L'individu extradé pourra être poursuivi ou puni dans l'Etat auquel l'extradition à été accordée ou livré à un pays tiers pour une infraction autre que celle qui a motivé son extradition et commise avant celle-ci, seulement:

a) si l'Etat qui avait accordé l'extradition y consent. Ce consentement ne pourra être refusé si l'extradition pour l'infraction en question est prévue par la présente Convention. L'Etat qui a extradé pourra exiger que ce consentement soit demandé dans la forme prescrite pour la demande d'extradition, avec les pièces à l'appui énumérées aux Articles 4 et 5. L'Etat qui a obtenu le consentement informera l'autre du résultat final de la poursuite en lui envoyant une copie de la décision intervenue;

b) si ayant eu la liberté de le faire il n'a pas quitté pendant la semaine qui suit son élargissement définitif le territoire de l'Etat auquel il a été livré ou s'il y est retourné par la suite.

Article 15.

Transit.

Si l'extradition d'un malfaiteur a lieu entre l'une des Parties Contractantes et entre un tiers Etat, l'autre Partie accordera son transit sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des documents mentionnés dans l'Article 4.

Les dispositions relatives à l'autorisation d'extradition s'appliquent également à ce transit.

Le transit sera effectué par les agents de la Partie requise, dans les conditions et par la voie qu'elle déterminera.

Si dans un délai d'un mois à partir du jour où l'Etat requérant a été informé que l'extradition est accordée celui-ci ne produit pas la preuve du consentement au transit de la part de l'Etat à travers le terri-

toire duquel l'individu réclamé doit être transporté, l'autorisation sera nulle.

Chapitre II.

Assistance judiciaire en matière pénale.

Article 16.

Dispositions générales.

En matière pénale les Parties Contractantes se prêteront réciproquement assistance judiciaire. Elles feront notamment signifier les actes de procédure pénale à des personnes se trouvant sur leur territoire, procéderont aux actes d'instruction tels que l'audition des témoins, les expertises, le constat judiciaire, les perquisitions et les saisies d'objets et elles remettront réciproquement les actes judiciaires et les pièces à conviction.

Les jugements de condamnation ainsi que les citations à comparaître comme inculpé émis par les tribunaux de l'un des Parties Contractantes contre des ressortissants de l'autre Partie ne seront toutefois pas signifiés à ces derniers. De même un ressortissant de l'une des Parties Contractantes ne pourra sur la demande de l'autre Partie être soumis à un interrogatoire comme inculpé.

La demande d'assistance judiciaire sera rédigée dans la langue officielle de l'Etat requérant munie du sceau de l'autorité requérante et transmise directement au Ministère de la Justice de l'Etat requis par celui de l'Etat requérant, ou en cas de procédure pénale militaire, par l'Administration Suprême de la justice militaire. Les dispositions de l'Article 5 concernant la traduction s'appliquent aussi à la demande et aux pièces qui y sont annexées.

Il sera donné suite à la demande d'assistance judiciaire en matière pénale en observant les lois de l'Etat sur le territoire duquel l'acte d'instruction demandé doit avoir lieu. Les procès verbaux y relatifs ne seront pas traduits dans la langue officielle de l'Etat requérant.

L'assistance judiciaire en matière pénale pourra être accordée dans les limites prévus par la législation de chaque Etat, même dans les cas où d'après les dispositions de la présente Convention il n'y aurait pas d'obligation d'extrader.

Article 17.

Citation te comparution de personnes se trouvant sur le territoire de l'autre Etat Contractant.

Si dans une cause pénale pendante devant les tribunaux d'un Etat Contractant la compuration personnelle d'un témoin ou d'un expert se trouvant sur le territoire de l'autre Etat Contractant est jugée nécessaire ou désirable, les autorités de celui-ci lui communiqueront l'invitation qui lui sera adressé à cet effet.

Les frais de la comparution personnelle d'un témoin ou expert seront supportés par l'Etat requérant et l'invitation indiquera la somme à allouer au témoin ou expert à titre de frais de voyage et de séjour,

ainsi que le montant de l'avance que l'Etat requis pourra lui faire à charge de remboursement par l'Etat requérant.

Aucun témoin ou expert, quelle que soit sa nationalité, se trouvant sur le territoire de l'une des Parties Contractantes et qui, cité par l'autre, comparaîtra volontairement devant les tribunaux de celli-ci, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des infractions antérieures ni sous prétexe de complicité dans les faits, objets du procès ou il figure.

Ces personnes perdront toutefois cet avantage, si ayant eu la liberté de le faire, elle n'ont pas quitté le territoire de l'Etat requérant dans une semaine à partir du moment où leur présence davant les tribunaux n'y était plus nécessaire.

Si la personne citée se trouve en détention sur le territoire de l'Etat requis, sa comparution pourra être demandée sous l'engagement qu'elle y sera renvoyée le plus tôt possible. Une pareille demande ne pourra être refusée à moins de considérations speciales, notamment si le détenu cité s'y oppose expressément.

Sera de même accordé, dans les conditions énoncées ci-dessus, le transit aller et retour par le territoire de l'une des Parties Contractantes d'un individu détenu dans un pays tiers que l'autre Partie Contractante jugera utile de confronter avec un individu poursuivi ou d'entendre comme témoin.

Article 18.

Remise de pièces à conviction.

Les autorités des deux Parties Contractantes se remettront réciproquement, sur demande, les objets qu'un inculpé s'est procuré par son infraction, cu bien qui peuvent servir de pièces à conviction et cela même dans les cas où lesdits objets seraient passibles de saisie ou de confiscation.

Si ces objets se trouvent en possession de l'inculpé lors de son extradition ou de son transit, ils seront, autant que faire se pourra, remis en même temps que se fera l'extradition ou le transit. Leur remise aura lieu même dans le cas où l'extradition déjà accordée ne pourrait être effectuée par suite de la mort ou de l'évasion de l'inculpé. Elle comprendra également tous les objets de la même nature que le prévenu aurait cachés ou déposés dans le pays accordant l'extradition et qui seraient découverts ultérieurement.

Sont toutefois réservés les droits que des tiers auraient acquis sur les objets en question, lesquels dans ce cas devront, le procès fini, être rendus le plus tôt possible et sans frais à l'Etat requis.

L'Etat auquel la remise de ces objets aura été demandé pourra les retenir provisoirement s'il les juge nécessaires pour une instruction criminelle. Il pourra de même en les transmettant se réserver leur restitution pour le même but, en s'obligeant de les retourner à son tour dès que faire se pourra.

Article 19.

Communication des sentences de condamnation et des extraits du casier judiciaire.

Les Parties Contractantes se communiqueront réciproquement chaque semestre les condamnations passées en force de chose jugée ou les extraits de toutes les sentences définitives, y compris les sentences conditionnelles prononcées par leurs autorités judiciaires contre les ressortissants de l'autre Partie pour autant qu'elles soient inscrites, d'après les lois en vigueur, dans leurs casiers ou registres judiciaires.

Elles se communiqueront également les décisions ultérieures concernant lesdites sentences et inscrites au casier ou dans les registres judiciaires.

Les autorités d'une des Parties Contractantes chargées de la tenue des casiers ou registres judiciaires fourniront gratuitement aux autorités de l'autre Partie, sur leur demande, des informations concernant des cas particuliers sur la base des casiers ou registres judiciaires.

Les communications visées ci-dessus seront échangées directement entre le Ministère de la Justice à Riga d'une part et le Ministère de la Justice et Culte à Madrid de l'autre.

Article 20.

Frais d'assistance judiciaire en matière pénale.

Les frais occasionnés par la demande d'extradition ou de toute autre assistance judiciaire en matière pénale seront à la charge de la Partie sur le territoire de laquelle ils ont été occasionnés.

Les autorités de la Partie requise communiqueront toutefois à la Partie requérante le montant de ces frais en vue de leur remboursement par la personne obligée de les supporter. Les montants perçus de celle-ci reviennent à l'Etat requis, juqu'à concurrence de la quantité que ledit Etat aura justifiée.

Font exception les indemnités pour les expertises de toute mature de même que les frais occasionnés par la citation ou comparution des personnes se trouvant en détention sur le territoire de l'Etat requis et les frais de transit. Tous ces frais resteront à la charge de l'Etat requérant.

Seront également supportés par l'Etat requérant les frais de la remise temporaire et ceux du renvoi mentionnés à l'Article 12 de la présente Convention.

Chapitre III.

Article 21.

Dispositions finales.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées le plus tôt possible à Riga. Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et restera en vigueur tant que l'une des

Parties Contractantes n'aura pas fait connaître à l'autre six mois d'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Conviction et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Riga, le 8 mars mil neuf cent trente.

L. S. (signé) *Albat.* L. S. (signé) *E. Garcia Comin.*

42.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, ALLEMAGNE.

Traité d'extradition; signé à Berlin, le 12 juillet 1930.*)

Treaty Series, No. 836.

The United States of America and Germany desiring to promote the cause of justice, have resolved to conclude a treaty for the extradition of fugitives from justice, between the two countries, and have appointed for that purpose the following Plenipotentiaries:

The President of the United States of America:

The Ambassador of the United States of America in Berlin Mr. Frederic Moseley Sackett,

The German Reichspräsident:

the Secretary of State of the Foreign Office Dr. Bernhard W. von Bülow and the Privy Counsellor in the Ministry of Justice Dr. Wolfgang Mettgenberg.

Who after having communicated to each other their respective full powers, found to be in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles:

Das Deutsche Reich und die Vereinigten Staaten von Amerika sind, um die Rechtspflege zu fördern, übereingekommen, einen Vertrag über die Auslieferung straffälliger Personen zwischen den beiden Staaten zu schliessen, und haben zu diesem Zwecke folgende Bevollmächtigten ernannt:

Der Deutsche Reichspräsident:

den Staatssekretär des Auswärtigen Amts Herrn Dr. Bernhard W. von Bülow und

den Ministerialrat im Reichsjustizministerium Herrn Dr. Wolfgang Mettgenberg,

Der Präsident der Vereinigten Staaten von Amerika:

den Botschafter der Vereinigten Staaten von Amerika in Berlin Herrn Frederic Moseley Sackett.

Die Bevollmächtigten haben einander ihre Vollmachten mitgeteilt und in guter und gehöriger Ordnung befunden. Sie haben sich über folgende Bestimmungen geeinigt:

---

*) Les ratifications ont été échangées à Washington, le 26 mars 1931.

Article I.

It is agreed that the Government of the United States and the Government of Germany shall, under conditions of reciprocity, upon requisition duly made as herein provided, deliver up to justice any person, who may be charged with, or may have been convicted of, any of the crimes or offenses specified in Article III of the present Treaty committed within the territorial jurisdiction of one of the High Contracting Parties, and who shall be found within the territories of the other; provided that such surrender shall take place only upon such evidence of criminality, as according to the laws of the place where the fugitive or person so charged shall be found, would justify his commitment for trial if the crime or offense had been there committed.

The words „territorial jurisdiction" as used in this Article mean territory, including territorial waters, belonging to or under the control of one of the High Contracting Parties, merchant vessels on and aircraft over the high seas and men of war wherever situated.

Article II.

Under the stipulations of this Treaty neither of the High Contracting Parties shall be bound to deliver up its own citizens.

Article III.

Persons shall be delivered up according to the provisions of the

Artikel I.

Die Deutsche Regierung und die Regierung der Vereinigten Staaten verpflichten sich, unter der Bedingung der Gegenseitigkeit, auf ein den Bestimmungen dieses Vertrags entsprechendes Ersuchen die Personen auszuliefern, die wegen eines der im Artikel III des Vertrags aufgeführten Verbrechens oder Vergehens verfolgt werden oder verurteilt worden sind, wenn die Straftat im Bereiche der Gerichtsbarkeit des einen der vertragschliessenden Teile begangen ist und der Verfolgte im Gebiete des anderen Teils angetroffen wird. Die Auslieferung soll indessen nur stattfinden, wenn gegen den Verfolgten ausreichende Verdachtsgründe bestehen, um nach den Gesetzen des Ortes, an dem der Verfolgte angetroffen wird, die Einleitung des gerichtlichen Verfahrens zu rechtfertigen, wenn das Verbrechen oder Vergehen dort begangen wäre.

Als „Bereich der Gerichtsbarkeit" im Sinne dieses Artikels gelten: Das Gebiet, das einem der vertragschliessenden Teile gehört oder seiner Aufsicht untersteht, einschliesslich der Hoheitsgewässer sowie die Handelsschiffe und Luftfahrzeuge, solange sie sich auf oder über der hohen See befinden, und Kriegsschiffe ohne Rücksicht auf ihren Aufenthaltsort.

Artikel II.

Keiner der vertragschliessenden Teile ist nach den Bestimmungen dieses Vertrags verpflichtet, seine eigenen Staatsangehörigen auszuliefern.

Artikel III.

Nach den Bestimmungen dieses Vertrags sollen die Personen aus-

present Treaty, who shall have been charged with or convicted of any of the following crimes or offenses, but only if they are punishable as crimes or offenses by the laws of both countries applicable to the case:

1. Murder, including the crimes designated by the terms assassination, manslaughter and infanticide.
2. Willful assault resulting in grievous bodily harm.
3. Rape, immoral assault, incest, abortion, carnal knowledge of children under the age of twelve years.
4. Bigamy.
5. Arson.
6. Willful and unlawful destruction or obstruction of railroads, which endangers traffic.
7. Piracy.
8. Wrongfully sinking or destroying a vessel.
9. Mutiny or conspiracy by two or more members of the crew or other persons on board of a vessel on the high seas, for the purpose of rebelling against the authority of the Captain or Commander of such vessel, or by fraud or violence taking possession of such vessel.
10. Assault on board ship upon the high seas committed by a member of the crew upon an officer.
11. Breaking into and entering the house or the office of another with intent to commit a theft therein.

geliefert werden, die wegen einer der nachsetehenden Straftaten verfolgt werden oder verurteilt worden sind, vorausgesetzt, dass die Tat nach dem auf den Einzelfall anzuwendenden Rechte beider Staaten als Verbrechen oder Vergehen strafbar und verfolgbar ist:

1. Vorsätzliche Tötung (Mord, Totschlag und Kindestötung) sowie fahrlässige Tötung.
2. Vorsätzliche schwere Körperverletzung.
3. Notzucht, Vornahme unzüchtiger Handlungen, Blutschande, Abtreibung und Unzucht mit Kindern unter 12 Jahren.
4. Doppelehe.
5. Brandstiftung.
6. Vorsätzliche und rechtswidrige, verkehrsgefährdende Zerstörung oder Behinderung von Eisenbahnen.
7. Seeraub.
8. Vorsätzliche Versenkung oder Zerstörung eines Schiffes.
9. Meuterei oder Komplott zweier oder mehrerer Mitglieder der Schiffsbesatzung oder anderer Personen an Bord eines Schiffes auf hoher See zum Zwecke der Auflehnung gegen die Befehlsgewalt des Kapitäns oder Führers des Schiffes oder, um sich heimlich oder gewaltsam in den Besitz des Schiffes zu setzen.
10. Tätlicher Angriff eines Schiffsmanns gegen einen Vorgesetzten an Bord auf hoher See.
11. Eindringen in das Haus oder in den Geschäftsraum eines anderen in diebischer Absicht.

12. Robbery, defined to be the act of taking from the person of another goods or money by violence or by putting him in fear.

12. Raub (Wegnahme von Sachen oder Geld von einer Person durch Gewalt oder Drohung).

13. Blackmail or extortion by unlawful means.

13. Erpressung.

14. Forgery or the utterance of forged papers.

14. Fälschung von Urkunden oder Ausgeben von gefälschten Urkunden.

15. The forgery or falsification of the official acts of the Government or public authority, including Courts of Justice, or the uttering or fraudulent use of any of such acts.

15. Fälschung oder Verfälschung amtlicher Schriftstücke der Regierung oder öffentlicher Behörden einschliesslich der Gerichte oder das Ausgeben oder betrügerische Gebrauchmachen von solchen Schriftstücken.

16. Any fraudulent making or altering or uttering of currency including banknotes; of titles or coupons of public debt, seals, stamps, dies or marks of State or public administrations, whatever means are employed; or the introduction into a country or the receiving or obtaining of counterfeit objects of the foregoing character with a view to uttering them and with knowledge that they are counterfeit; or the fraudulent making, receiving or obtaining of instruments or other articles peculiarly adapted for the counterfeiting or altering of objects of the foregoing character.

16. Betrügerisches Fälschen oder Verfälschen oder in Umlaufbringen von Geld mit Einschluss der Banknoten, von öffentlichen Schuldverschreibungen oder den dazugehörigen Zinsscheinen, von Siegeln, Platten, Formen oder Stempeln des Staates oder der öffentlichen Verwaltung, ohne Rücksicht auf die Art der Ausführung; das Einführen, Ansichnehmen oder Sichverschaffen von gefälschten Gegenständen der vorbezeichneten Art, wenn der Täter die Fälschung kennt und die Absicht hat, die Gegenstände in Verkehr zu bringen; das betrügerische Anfertigen, Ansichnehmen oder Sichverschaffen von Gerätschaften oder anderen Gegenständen, die ihrer Beschaffenheit nach zur Fälschung oder Verfälschung der vorbezeichneten Gegenstände bestimmt sind.

17. Embezzlement committed by public officers or depositaries, where the amount embezzled

17. Unterschlagung durch öffentliche Beamte oder Verwahrer, wenn der unterschlagene Be-

exceeds twenty-five dollars or one hundred Reichsmarks.

18. Embezzlement by any person or persons hired, salaried or employed, to the detriment of their employers or principals, where the amount embezzled exceeds twenty-five dollars or one hundred Reichsmarks.

19. Kidnapping, defined to be the abduction or detention of a person or persons, in order to exact money from them, their families or any other person or persons, or for any other unlawful end; abandonment of infants.

20. Larency, defined to be the theft of effects, personal property or money of the value of twenty-five dollars or one hundred Reichsmarks or more.

21. Obtaining money, valuable securities or other property by false pretences, where the amount of money or the value of the property so obtained or received exceeds twenty-five dollars or one hundred Reichsmarks.

22. Perjury or subornation of perjury.

23. Fraud or breach of trust by a bailee, banker, agent, factor, trustee, executor, administrator, guardian, director or officer of any company or corporation, or by any one in a fiduciary position, where the amount of money or the value of the property misappropriated exceeds twenty-five dollars or one hundred Reichsmarks.

trag einhundert Reichsmark oder fünfundzwanzig Dollar übersteigt.

18. Unterschlagung durch eine dienstverpflichtete, besoldete oder angestellte Person zum Nachteil des Dienstherrn oder Arbeitgebers, wenn der unterschlagene Betrag einhundert Reichsmark oder fünfundzwanzig Dollar übersteigt.

19. Entführung oder Festhaltung von Personen, um Geld von ihnen, ihren Angehörigen oder anderen Personen zu erlangen, oder zu einem sonstigen gesetzwidrigen Zwecke; Aussetzung von Personen jugendlichen Alters.

20. Diebstahl (Entwendung von Sachen, beweglichem Gut oder Geld) im Werte von mindestens einhundert Reichsmark oder fünfundzwanzig Dollars.

21. Betrügerische Erlangung von Geld, Wertpapieren oder anderem Vermögen, wenn der betrügerisch erlangte Vermögensvorteil einhundert Reichsmark oder fünfundzwanzig Dollar übersteigt.

22. Meineid oder Verleitung zum Meineid.

23. Untreue oder Vertrauensbruch eines Verwahrers, Bankiers, Agenten, Sachwalters, Treuhänders, Vollstreckers, Verwalters, Vormundes, Aufsichtsrats oder Angestellten einer Gesellschaft oder Körperschaft oder eines Bevollmächtigten, wenn der veruntreute Geldbetrag oder Wert einhundert Reichsmark oder fünfundzwanzig Dollar übersteigt.

24. Crimes and offenses against the laws of both countries for the suppression of slavery and slave trading.
25. Use of explosives so as to endanger human life or property.
26. Bribery.
27. Crimes or offenses against the bankruptcy laws.
28. Crimes or offenses against the laws for the suppression of the traffic in narcotics.

Extradition shall also take place for an attempt to commit, or for the participation in any of the crimes or offenses before mentioned as an accessory before or after the fact, including receiving any money, valuable securities, or other property knowing the same to have been unlawfully obtained but only where the amount of money or the value of the property so received exceeds twenty-five dollars or one hundred Reichsmarks.

24. Verbrechen oder Vergehen gegen die Strafgesetze beider Länder zur Unterdrückung der Sklaverei und des Sklavenhandels.
25. Anwendung von Sprengstoffen, die geeignet ist, Menschenleben oder Eigentum zu gefährden.
26. Bestechung.
27. Verbrechen oder Vergehen gegen die Konkursordnung.
28. Verbrechen oder Vergehen gegen die Gesetze zur Unterdrückung des Vertriebs von Betäubungsmitteln.

Die Auslieferung soll auch stattfinden wegen Versuchs einer der vorstehend aufgeführten Verbrechen oder Vergehen oder wegen Beteiligung an einem solchen, sei es vor oder nach der Tat (Teilnahme, Begünstigung und Hehlerei). Dazu gehört auch die Annahme von Geld, Wertpapieren oder anderem Eigentum in Kenntnis des rechtswidrigen Erwerbes, vorausgesetzt, dass der erlangte Geldbetrag oder Wert einhundert Reichsmark oder fünfundzwanzig Dollar übersteigt.

Article IV.

The provisions of the present Treaty shall not import a claim of extradition for any crime or offense of a political character, nor for acts connected with such crimes or offenses. However, a willful crime against human life except in battle or an open combat, shall in no case be deemed a crime of a political character, or an act connected with crimes or offenses of such a character.

Artikel IV.

Die Bestimmungen dieses Vertrags geben keinen Anspruch auf Auslieferung für ein Verbrechen oder Vergehen politischer Art noch für Handlungen, die mit einem derartigen Verbrechen oder Vergehen in Zusammenhang stehen. Indessen soll ein vorsätzliches Verbrechen gegen das menschliche Leben mit Ausnahme einer in der Schlacht oder in offenem Kampfe begangenen Tat in keinem Falle als ein Verbrechen politischen Charakters oder als eine Handlung gelten, die mit einem Verbrechen oder Ver-

gehen dieser Art in Zusammenhang steht.

Article V.

In the country to which he has been surrendered, a person extradited under this Treaty shall not, without the consent of the government which surrendered him, be tried or punished or given up to a third government for a crime or offense committed previously to this extradition other than that which gave rise to the extradition, nor be restricted in his personal liberty for any reason existing previously to his extradition, unless he shall have been allowed one month to leave the country after having been discharged; and if he shall have been tried and condemned to punishment he shall be allowed one month after having suffered his penalty or having been pardoned. This exemption shall not be granted if the person surrendered, after leaving the country to which his extradition has been granted, there returns or is extradited to that country by a third government.

Artikel V.

Der Ausgelieferte soll ohne Zustimmung der Regierung, welche die Auslieferung bewilligt hat, in dem Lande, an das er ausgeliefert ist, weder wegen eines vor der Auslieferung begangenen Verbrechens oder Vergehens, für das die Auslieferung nicht bewilligt ist, zur Untersuchung gezogen, bestraft oder an eine dritte Regierung weitergeliefert werden, noch aus irgendeinem aus der Zeit vor der Auslieferung stammenden Grunde in seiner persönlichen Freiheit beschränkt werden, es sei denn, dass er nach seiner Freilassung einen Monat lang die Möglichkeit gehabt hat, das Land zu verlassen; wenn er zur Untersuchung gezogen und zu Strafe verurteilt worden ist, so soll er einen Monat lang nach Verbüssung der Strafe oder der Begnadigung dasselbe freie Geleit geniessen. Diese Vergünstigung soll nicht gewährt werden, wenn der Ausgelieferte nach Verlassen des Landes, an das er ausgeliefert worden ist, dorthin zurückkehrt oder an dieses Land durch eine dritte Regierung ausgeliefert ist.

Article VI.

A fugitive criminal shall not be surrendered under the provisions hereof, when, from lapse of time or other lawful cause, according to the laws of the country where the fugitive shall be found, the criminal is exempt from prosecution or punishment for the crime or offense for which the surrender is asked, or when his extradition is asked for the same crime or offense for which

Artikel VI.

Ein Verfolgter soll nach den Bestimmungen dieses Vertrags nicht ausgeliefert werden, wenn infolge Zeitablaufs oder aus anderen Rechtsgründen nach den Gesetzen des Landes, in dem er angetroffen wird, die Verfolgung oder Vollstreckung wegen des Verbrechens oder Vergehens, wegen dessen die Auslieferung begehrt wird, unzulässig ist, oder wenn die Ausliefe-

he has been tried, convicted or acquitted in that country, or so long as he is under prosecution for that crime or offense.

rung wegen eines Verbrechens oder Vergehens verlangt wird, wegen dessen er in dem anderen Lande bereits zur Untersuchung gezogen, verurteilt oder freigesprochen ist, oder solange er dort wegen dieses Verbrechens oder Vergehens verfolgt wird.

Article VII.

If a fugitive criminal whose surrender may be claimed pursuant to the stipulations hereof, be actually under prosecution, out on bail, or in custody, otherwise than for the crime or offense for which his extradition has been sought, his extradition may be deferred until such proceedings be terminated, and until he shall have been set at liberty in due course of law.

Artikel VII.

Kann die Auslieferung des Verfolgten nach den Bestimmungen dieses Vertrags beansprucht werden, schwebt aber aus anderem Grunde als wegen des Verbrechens oder Vergehens, wegen dessen die Auslieferung nachgesucht wird, gegen ihn ein Strafverfahren, oder befindet er sich gegen Sicherheitsleistung auf freiem Fusse, oder ist er in Haft genommen worden, so kann die Auslieferung aufgeschoben werden, bis diese Verfahren zu Ende geführt sind und der Verfolgte von Rechts wegen auf freien Fuss gesetzt worden ist.

Article VIII.

If the extradition of a fugitive which is requested by one of the parties hereto, shall also be requested by one or more other governments, the surrendering government shall be free to choose to which request it will give preference.

Artikel VIII.

Sollte die Auslieferung eines Verfolgten, die einer der vertragschliessenden Teile begehrt hat, auch von einer oder mehreren anderen Regierungen begehrt werden, so soll es der ausliefernden Regierung freistehen zu entscheiden, welchem Ersuchen sie den Vorrang einräumen will.

Article IX.

Everything found in the possession of the fugitive criminal, whether being the proceeds of the crime or offense, or which may be material as evidence in making proof of the crime or offense, shall so far as practicable, according to the laws of the respective High Contracting Parties be delivered up

Artikel IX.

Alle bei dem Verfolgten gefundenen Gegenstände, die entweder Früchte des Verbrechens oder Vergehens sind oder Überführungsstücke für das Verbrechen oder Vergehen sein können, sollen, soweit als angängig, im Einklang mit den Gesetzen der vertragschliessenden Teile zugleich mit der Auslieferung

with his person at the time of surrender. Nevertheless, the rights of a third party with regard to the articles referred to, shall be duly respected, and, upon the request of the Government which has delivered up such articles, they shall be returned to that Government, provided that a reservation to that effect shall have been made at the time of delivery.

Article X.

Requisitions for the surrender of fugitives from justice shall be made by the respective diplomatic agents of the High Contracting Parties. In the event of the absence of such agents from the country or its seat of government, or where extradition is sought from territory referred to in Article I, other than the United States or Germany, requestions may be made by superior consular officers.

The arrest of the fugitive shall be brought about in accordance with the laws of the party to which the request is made, and if, after an examination, it shall be decided, according to the law and the evidence, that extradition is due, pursuant to this Treaty, the fugitive shall be surrendered according to the forms of law prescribed in such cases.

If the fugitive criminal shall have been convicted of the crime or offense for which his surrender is asked, a copy of the sentence following such conviction, duly authenticated, shall be produced. If, however, the fugitive is merely

der Person ausgeantwortet werden. Die Rechte dritter Personen an diesen Gegenständen sollen indessen unberührt bleiben; auch sollen die Gegenstände auf Verlangen der Regierung, welche sie ausgeantwortet hat, zurückgegeben werden, vorausgesetzt, dass bei der Ausantwortung ein Vorbehalt in dieser Richtung gemacht worden ist.

Artikel X.

Anträge auf Auslieferung eines Verfolgten sollen von den diplomatischen Vertretern der vertragschliessenden Staaten gestellt werden. Sind solche Vertreter im Lande oder am Regierungssitze nicht vorhanden, oder wird die Auslieferung aus einem ausserhalb des Deutschen Reichs oder der Vereinigten Staaten gelegenen Gebiete der im Artikel I bezeichneten Art nachgesucht, so können die Ersuchen von höheren Konsulatsbeamten gestellt werden.

Die Festnahme des Verfolgten geschieht nach Massgabe der Gesetze des ersuchten Teils. Wenn auf Grund der gesetzlichen Vorschriften und des Beweisergebnisses entschieden wird, dass die Auslieferung nach diesem Vertrage gewährt werden muss, soll bei der Auslieferung des Verfolgten nach den für einen solchen Fall vorgesehenen gesetzlichen Bestimmungen verfahren werden.

Wird die Auslieferung eines Verurteilten begehrt, so soll eine gehörig beglaubigte Abschrift des Urteils vorgelegt werden. Wird die Auslieferung zur Strafverfolgung begehrt, so soll eine gehörig beglaubigte Abschrift des Haftbefehls

charged with a crime or offense, a duly authenticated copy of the warrant of arrest in the country where the crime or offense was committed shall be produced, together with the depositions upon which such warrant may have been issued, or such other evidence or proof as may be deemed competent in the case, or both.

The person provisionally arrested shall be released, unless within one month from the date of arrest in Germany, or from the date of commitment in the United States, the formal requisition for surrender with the documentary proofs hereinbefore prescribed be made as aforesaid by the diplomatic agent of the demanding government or, in his absence, by a consular officer thereof. However, each government agrees that, upon the request of the other government, it will address to the competent autorities an application for the extension of the time thus limited so as to allow an additional month for the purposes indicated and nothing herein contained shall be construed to prevent the granting of such an application.

Article XI.

The expense of transportation of the fugitive shall be borne by the government which has preferred the demand for extradition. The appropriate legal officers of the country where the proceedings of extradition are had, shall assist the officers of the Government demanding the extradition before the re-

der Behörde des Landes, in dem das Verbrechen oder Vergehen begangen ist, vorgelegt werden, und zwar zusammen mit den Vernehmungsprotokollen, auf Grund deren der Haftbefehl erlassen ist, oder mit den weiteren Beweisstücken und Beweismitteln, die je nach Lage des Falles notwendig erscheinen oder mit beiden.

Der vorläufig Festgenommene wird freigelassen werden, wenn nicht innerhalb von einem Monat, und zwar in Deutschland vom Tage der Festnahme, in den Vereinigten Staaten vom Tage der Eröffnung des Verfahrens an gerechnet, das förmliche Auslieferungsersuchen mit den vertragsmäßig vorgeschriebenen Unterlagen von dem diplomatischen Vertreter der ersuchenden Regierung oder, wenn ein solcher nicht vorhanden ist, von einem Konsularbeamten dieser Regierung angebracht worden ist. Jede Regierung erklärt sich indessen bereit, auf Ersuchen der anderen Regierung an die zuständige Behörde den Antrag zu richten, die Frist für den angegebenen Zweck um einen weiteren Monat zu verlängern; die Bestimmungen dieses Artikels dürfen nicht dahin ausgelegt werden, daß die Genehmigung eines solchen Antrages unzulässig wäre.

Artikel XI.

Die Kosten für die Überführung des Verfolgten werden von der Regierung getragen, die das Auslieferungsersuchen gestellt hat. Die zuständigen Beamten des Landes, in dem das Auslieferungsverfahren stattzufinden hat, sollen mit allen ihnen zur Verfügung stehenden gesetzlichen Mitteln den Beamten der

spective judges and magistrates, by every legal means within their power; and no claim other than for the board and lodging of a fugitive prior to his surrender, arising out of the arrest, detention, examination and surrender of fugitives under this Treaty shall be made against the government demanding the extradition; provided, however, that any officer or officers of the surrendering government giving assistance, who shall, in the usual course of their duty, receive no salary or compensation other than specific fees for services performed, shall be entitled to receive from the government demanding the extradition the customary fees for the acts or services performed by them, in the same manner and to the same amount as though such acts or services had been performed in ordinary criminal proceedings under the laws of the country of which they are officers.

ersuchenden Regierung Beistand vor den Richtern und Beamten gewähren. Die Regierung, welche die Auslieferung begehrt hat, ist zum Kostenersatze nur für die Verpflegung und Unterkunft des Verfolgten, die vor der Auslieferung durch die Festnahme, Festhaltung, das Prüfungsverfahren und die Übergabe des Verfolgten entstanden sind, verpflichtet. Indessen sollen die Beamten der ausliefernden Regierung, die mitwirken, wenn sie im allgemeinen für ihre Dienstleistungen statt anderer Entschädigung oder Bezahlung feststehende Gebühren für die geleisteten Dienste bekommen, berechtigt sein, von der um Auslieferung ersuchenden Regierung die üblichen Gebühren für ihre Tätigkeit oder die geleisteten Dienste in derselben Weise und in derselben Höhe zu beanspruchen, wie sie sie für eine Tätigkeit oder Dienste, die sie in sonstigen Strafverfahren nach dem Rechte des Landes, in dem sie Beamte sind, erhalten.

Article XII.

The present Treaty shall be ratified by the High Contracting Parties in accordance with their respective constitutional methods and shall take effect one month after the exchange of ratifications which shall take place at Washington as soon as possible.

Artikel XII.

Dieser Vertrag soll von den vertragschliessenden Teilen gemäss den für sie geltenden verfassungsrechtlichen Vorschriften ratifiziert und einen Monat nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden, der möglichst bald in Washington stattfinden soll, in Kraft treten.

Article XIII.

The present Treaty shall remain in force for a period of ten years, and in case neither of the High Contracting Parties shall have given notice one year before the expiration of that period of its intention to terminate the Treaty, it

Artikel XIII.

Der Vertrag soll für einen Zeitraum von zehn Jahren in Kraft bleiben und, falls keiner der vertragschliessenden Teile ihn ein Jahr vor dem Abschluss dieses Zeitraums kündigt, soll er weiter in Kraft bleiben bis zum Ablauf eines Jahres

shall continue in force until the expiration of one year from the date on which such notice of termination shall be given by either of the High Contracting Parties.

In witness whereof the above named Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have hereunto affixed their seals.

Done in duplicate in the English and German languages at Berlin this 12th day of July 1930.

nach dem Tage, an dem einer der verstragschliessenden Teile ihn kündigt.

Zu Urkund dessen haben die oben bezeichneten Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen in doppelter Ausfertigung in deutscher und englischer Sprache in Berlin am 12. Juli 1930.

[seal] *Frederic Moseley Sackett.*
[seal] *Bernhard W. von Bülow.*
[seal] *Wolfgang Mettgenberg.*

43.

DANEMARK, LETTONIE.

Convention concernant l'extradition des malfaiteurs et l'assistance judiciaire en matière criminelle; signée à Riga, le 28 août 1930.*)

Lovtidenden A, 1931, No. 6.

Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande et le Président de la République de Lettonie, ayant résolu de conclure une convention convernant l'extradition réciproque des malfaiteurs et l'assistance judiciaire en matière criminelle, ont désigné, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande:

Monsieur Michael Arentz Langberg, Son Chargé d'Affaires à Riga;

Le Président de la République de Lettonie:

Monsieur Germain Albat, Ministre Plénipotentiaire, Secrétaire Général au Ministère des Affaires Etrangères,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1er.

Les Parties Contractantes s'engagent, par la présente Convention à se livrer réciproquement les individus qui ayant été condamnés ou poursuivis pour un crime ou un délit mentionné dans l'énumération

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Riga, le 21 février 1931.

ci-dessous, seront trouvés sur le territoire du pays requis, pourvu que, pour les condamnés, la peine prononcée soit d'au moins de six mois d'emprisonnement et, pour les prévenus, le maximum de la peine applicable au fait incriminé soit, d'après les législations des deux pays, d'au moins d'un an d'emprisonnement (en Lettonie-„cietums").

Les faits délictueux donnant lieu à l'extradition sont les suivants:

1) Faux serment; faux témoignage.
2) Bigamie.
3) Relations sexuelles entre trop proches parents.
4) Commerce sexuel illicite avec une personne irresponsable ou avec une personne hors d'état d'opposer de la résistance ou par abus d'une position ou des relations spéciales ou avec un enfant au-dessous de l'âge déterminé par la législation pénale des deux pays.
5) Proxénétisme; aide prêtée dans le but de faciliter à une personne au-dessous de l'âge déterminé par la législation pénale des deux pays de se livrer à la prostitution; assistance pour faire sortir une personne du pays afin qu'à l'étranger elle s'adonne à la prostitution ou qu'elle y soit employée, en cas que cette personne soit âgée de moins de 21 ans ou ignore le but du voyage.
6) Meurtre (y compris l'infanticide); homicide.
7) Coups et blessures ayant le caratère de sévices ou ayant entraîné la mort ou des mutilations.
8) Avortement.
9) Mise de personnes dans un état d'abandon où elles sont privées de secours.
10) Privation illégale de la liberté individuelle.
11) Rétention illégale d'enfants âgés de moins de 18 ans contre le gré des parents ou du tuteur.
12) Viol.
13) Actes obscènes attentant à la pudeur ou scandalisant le public.
14) Dénonciations calomnieuses.
15) Vol.
16) Escroquerie; détournement; abus de confiance.
17) Fraude commise envers un créancier.
18) Vol commis à l'aide de violence ou menaces; chantage.
19) Emploi illicite d'argent ou de biens acquis par une des infractions prévues aux points 15—18; secours prêté dans le but d'assurer à un autre le produit d'une telle infraction.
20) Détérioration importante illicite de biens appartenant à autrui.
21) Crime d'incendie; destruction au moyen d'explosifs; le fait de causer volontairement soit une inondation, soit des accidents de chemin de fer, soit des sinistres en mer, ou toute action entraînant le risque de désastres ou d'accidents de cette nature.
22) Empoisonnement; distribution de produits dangereux pour la santé.

23) Propagation de maladies infectueuses dangereuses parmi les êtres humains et les animaux domestiques; communication volontaire de maladies vénériennes.
24) Faux en écritures; emploi d'actes faux ou falsifiés.
25) Contrefaçon ou falsification des cachets et sceaux de l'Etat; emploi illicite de ces cachets et sceaux.
26) Imitation ou altération de pièces de monnaie ou billets de banque en usage; mise en circulation de pièces de monnaie ou billets de banque contrefaits ou falsifiés.
27) Inscription fausse ou falsifiée dans un journal de bord.
28) Mutinerie de l'équipage d'un navire; attaque contre le capitaine ou les supérieurs à bord.

L'extradition sera également accordée pour la complicité et la tentative en vue de commettre un des faits délictueux mentionnés ci-dessus.

Article 2.

L'extradition ne sera pas accordée par les Etats Contractantes pour les infractions commises sur leurs territoires respectifs ou à bord d'un navire leur appartenant, lorsque ce navire est en pleine mer.

Si l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée a été commise en dehors du territoire de l'Etat qui demande l'extradition, celle-ci ne sera accordée que si les lois de l'Etat auquel la demande d'extradition est présentée, admettent, dans des circonstances correspondantes, une poursuite criminelle à l'égard d'un tel acte commis hors du territoire dudit Etat.

Article 3.

Les Parties Contractantes ne pourront se livrer réciproquement aucun de leurs nationaux qu'ils soient indigènes ou naturalisés. Les Etats se réservent le droit de refuser l'extradition d'étrangers qui ont résidé d'une façon permanente sur leur territoire pendant deux ans avant la demande d'extradition, à moins que cette demande ne se rapporte à un délit antérieur au moment où l'étranger s'est établi dans le pays.

Article 4.

L'extradition ne pourra être réclamée pour un crime politique. Attentats ou injures corporelles contre la personne d'un Chef d'Etat ou contre celle d'un membre de sa famille pourront donner lieu à l'extradition, pourvu que l'infraction ne constitue pas un fait connexe à un autre crime d'ordre politique.

L'Etat requis décidera dans chaque cas particulier de la question de savoir si un crime sera reputé politique ou non.

Article 5.

L'extradition ne pourra être accordée:

1. si un jugement a déja été rendu ou si l'accusé a été déféré aux tribunaux de l'Etat saisi de la demande d'extradition pour l'infraction qui a donné lieu à cette demande;

2. si les lois du pays où le prévenu s'est réfugié ont frappé de prescription la possibilité de le poursuivre judiciairement ou de prononcer ou d'exécuter un arrêt à son égard;

3. si l'individu réclamé a été gracié ou libéré de la peine pour l'infraction qui a donné lieu à cette demande.

Article 6.

Si l'individu dont l'extradition est demandée est poursuivi ou a été condamné dans l'Etat où il s'est réfugié pour une infraction autre que celle qui a motivé la demande d'extradition, il ne sera livré qu'en cas d'ordonnance de non-lieu ou après avoir été acquitté ou, en cas de condamnation, après avoir subi la peine qui a été prononcée contre lui ou bien après avoir étét gracié ou libéré de la peine. Néanmoins, il pourra, s'il y a lieu, être extradé provisoirement aux fins d'instruction, si l'Etat requérant s'engage à le remettre, immédiatement après le jugement définitif qui aura été prononcé, entre les mains des autorités de l'Etat qui l'a extradé provisoirement.

Article 7.

L'individu dont l'extradition aura été accordée ne pourra, dans aucun cas, être poursuivi ou puni pour une infraction antérieure à l'extradition autre que celle qui a motivé ladite extradition; il ne pourra non plus, sauf dans le cas mentionné à l'Article 9, 2e alinéa, être livré à un Etat tiers, à moins qu'il n'ait omis de quitter le pays (alors que rien ne s'opposait à son départ), dans un délai d'un mois après avoir été définitivement acquitté, gracié ou libéré, ou bien avoir subi la totalité de sa peine, ou à moins qu'il ne soit revenu dans ledit pays après l'avoir quitté.

Si l'extradé n'a pas commis de nouvelles infractions, aucune mesure ne pourra être prise en vue de s'opposer à son départ, avant l'expiration de la période d'un mois mentionnée au paragraphe précédent.

L'extradé ne pourra être mis en accusation, pour l'infraction qui a donné lieu à l'extradition, devant aucun tribunal constitué uniquement pour la circonstance, ou investi, par une mesure d'exception, du pouvoir de prononcer une sentence.

Article 8.

Les demandes d'extradition seront transmises par la voie diplomatique; elles contiendront tous les renseignements relatifs au statut national de l'individu en question; elles seront accompagnées du texte original ou d'une copie certifié conforme soit de la sentence pronocée par le tribunal, soit du mandat d'arrêt ou d'emprisonnement délivré par le tribunal ou toute autre autorité compétente, et indiquant en détail la nature de l'infraction, ainsi que le moment et le lieu où elle a été commise. De plus, il sera joint à la demande une copie des dispositions pénales applicables à l'infraction dans le pays requérant et, enfin, si possible, un signalement de l'individu réclamé. On n'exigera, en aucun cas, de preuves spéciales concernant la culpabilité de l'individu réclamé.

Article 9.

Dans le cas où des demandes analogues sont reçues d'un ou de plusieurs Etats, au sujet de l'individu réclamé conformément à la présente Convention, par l'un ou l'autre des Etats Contractantes, il appartiendra à l'Etat auquel les demandes ont été adressées de décider à laquelle il convient de faire droit.

Si plusieurs Etats ont demandé l'extradition d'un même individu pour des chefs d'accusation différents, cet individu pourra être livré à l'un des Etats, à condition que ce dernier s'engage à le livrer à un autre Etat en cas d'ordonnance de non-lieu ou après avoir été acquitté ou, en cas de condamnation, après avoir subi la peine qui a été prononcée contre lui ou bien après avoir été gracié ou libéré de la peine.

Article 10.

En cas d'urgence, et particulièrement lorsqu'il y a lieu de craindre l'évasion de l'individu à réclamer, le Procureur Général du Royaume (Rigsadvokaten), les Procureurs Généraux auprès des Cours d'appel (Statsadvokaterne), les Chefs de la Police (Politidirektøren i København og Politimestrene), le Chef de la Police d'Etat (Chefen for Statspolitiet), en Danemark, et le Procureur de la Cour d'Appel (Tiesu palatas prokurors), en Lettonie, peuvent, avant la transmission officielle d'une demande d'extradition, entrer en relations les uns avec les autres, directement par voie postale ou télégraphique, et demander la mise en arrestation provisoire dudit individu. Lesdites demandes de mise en arrestation provisoire seront accompagnées de renseignements relatifs aux circonstances, au moment et au lieu de l'infraction, d'une déclaration affirmant que le jugement ou la décision mentionnés à l'Article 8 ont été enregistrés et, si possible, de renseignements concernant la nationalité de l'individu ainsi que de son signalement. Ces demandes contiendront, en outre, la déclaration qu'une demande officielle d'extradition de l'individu en question sera présentée ultérieurement.

Lorsqu'une arrestation est effectuée conformément aux dispositions ci-dessus, et que la demande officielle d'extradition de l'individu arrêté n'est pas transmise au Ministère des Affaires Etrangères de l'Etat dans lequel l'arrestation a été effectuée, dans les quatre semaines qui suivent cette arrestation, ledit Etat aura le droit de relâcher l'inculpé.

Article 11.

Lorsque l'extradition est accordée, il incombe à l'Etat requérant de prendre livraison de la personne réclamée dans les trois semaines suivant la réception de l'avis indiquant que l'extradition est accordée. A défaut de cette précaution, le premier Etat aura le droit de relâcher la personne en question.

Article 12.

Tous objets trouvés sur l'individu réclamé, au moment de son arrestation, et saisis par les autorités, qui peuvent être considérés comme

présentant un intérêt au point de vue de l'établissement de sa culpabilité dans l'infraction dont il est accusé, ou tous les objects dont la partie lésée peut demander la restitution, seront, lorsque l'extradition aura été accordée, remis entre les mains des autorités de l'autre Etat, au moment où l'inculpé sera extradé.

Toutefois, le droit d'un tiers sur ces objets ne sera pas atteint; après le procès, les objets seront restitués, sans frais, aux ayants-droit, à moins que des circonstances spéciales n'exigent que d'autres dispositions ne soient prises.

Article 13.

Lorsque l'une des deux Parties Contractantes, à laquelle un individu est livré, désire — sans tenir compte des dispositions de l'Article 7 — que l'individu en question soit poursuivi pour une infraction antérieure à l'extradition et autre que celle qui l'a motivée, ou si la Partie Contractante en question désire livrer l'individu à un Etat tiers, elle devra en demander l'autorisation par la voie diplomatique. La demande devra être accompagnée de renseignements relatifs à la nature de l'infraction, au lieu et au moment où elle a été commise.

Article 14.

Lorsque, à l'occasion de poursuites intentées pour une infraction non politique, l'une des deux Parties Contractantes jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans le territoire de l'autre, ou l'institution d'une enquête dans ledit Etat, en vue d'instruire la cause, une demande écrite d'autorisation à cet effet devra être transmise par la voie diplomatique; il sera accédé à cette demande dans la mesure où l'autorisent les lois de l'Etat auquel elle est adressée. Dans ce cas, il incombera aux autorités de l'Etat saisi de la demande, de fournir, autant que possible, en temps voulu, aux autorités de l'Etat requérant, des renseignements indiquant la date et le lieu fixés pour l'accomplissement de ces formalités.

Article 15.

Lorsque, à l'occasion de poursuites intentées pour une infraction non politique, l'une des deux Parties Contractantes jugera nécessaire, ou opportune, la production de preuves ou documents qui se trouvent entre les mains des autorités de l'autre Partie, il sera satisfait à toute demande à cet effet, à moins que, dans certains cas particuliers, la communication demandée ne soulève des objections.

Article 16.

Lorsqu'un individu doit être livré par l'un des Etats Contractants à un Etat tiers et doit au cours de son transfert passer par le territoire de l'autre Etat, ce dernier ne devra soulever aucune objection au passage du prisonnier, à moins que l'extradé ne soit un de ses ressortissants. Les demandes d'autorisation pour le passage de l'extradé à travers le territoire de l'autre Etat seront transmises par la voie diplomatique; elles

seront accompagnées du texte original ou d'une copie certifiée conforme de la décision autorisant l'extradition, ou encore de toute autre pièce prévue à l'Article 8. La même procédure sera appliquée dans le cas où une personne devra être livrée par un tiers à l'un des Etats Contractants. L'extradé sera accompagné par un fonctionnaire de l'Etat traversé, pendant la durée de son passage sur le territoire dudit Etat.

Article 17.

Les frais résultant de l'exécution des dispositions prévues par la présente Convention, seront supportés par chacune des Parties Contractantes dans son propre territoire, à l'exception des dépenses engagées pour le transport d'un extradé à travers un autre Etat, ainsi qu'il a été prévu à l'Article 16.

Article 18.

La présente Convention, qui ne sera pas applicable au Groenland, sera ratifiée et entrera en vigueur dix jours après l'échange des instruments de ratification. Elle restera en vigueur six mois après qu'elle aura été dénoncée par l'une des Parties Contractantes.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double expédition à Riga, le 28 août, Mil Neuf Cent Trente.

(L. S.) sign. *M. A. Langberg.*
(L. S.) sign. *Albat.*

44.

ALLEMAGNE, ITALIE.

Accords pour régler certaines questions relatives aux Articles 296 et 297 du Traité de Versailles;*) signés à Rome, le 1er septembre 1927.**)

Document officiel. — Gazzetta ufficiale del Regno d'Italia 1927 No. 249.

Abkommen.

Der Deutsche Reichspräsident und Seine Majestät der König von Italien, vom Wunsch beseelt, einige die Anwendung der Artikel 296 und 297 des Vertrags von Versailles betreffende Fragen zu regeln und auf diese Weise eine beschleunigte Erledigung des Verfahrens herbeizu-

Accordi.

S. M. il Re d'Italia e il Presidente del Reich Germanico,

animati dal desiderio di regolare alcune questioni attinenti all'applicazione degli articoli 296 e 297 del Trattato di Versaglia ed accelerare così l'esaurimento delle relative operazioni,

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 546, 558.
**) Les ratifications ont été échangées à Rome, le 28 octobre 1927.

führen, haben zu diesem Zwecke beschlossen, besondere Abkommen abzuschliessen, und haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

Der Deutsche Reichspräsident:
den deutschen Geschäftsträger Friedrich von Prittwitz und Gaffron,

Seine Majestät der König von Italien:
den Chef der Regierung, Premierminister und Minister der Auswärtigen Angelegenheiten Benito Mussolini,

die, nachdem sie ihre Vollmachten ausgetauscht und in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind:

Art. 1.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile erklären sich einverstanden mit sämtlichen Bestimmungen der anliegenden, näher wie folgt bezeichneten Abkommen:

Anlage 1. Abkommen zwischen dem deutschen und dem italienischen Ausgleichsamt zwecks Erledigung schwebender Forderungen und Beschleunigung des Verfahrens.

Anlage 2. Abkommen über den der italienischen Postverwaltung von der deutschen Postverwaltung aus dem Vorkriegs-Postanweisungsverkehr geschuldeten Saldo (mit 2 Unteranlagen).

Anlage 3. Abkommen über die italienischen Versicherten gegen deutsche Sozialversicherungsträger zustehenden, während des Krieges fällig gewordenen, nicht bezahlten Renten.

hanno a tal fine risoluto di concludere degli speciali accordi ed hanno nominato a loro plenipotenziari:

S. M. il Re d'Italia:
S. E. il Cavaliere Benito Mussolini, Capo del Governo, Primo Ministro, Ministro degli affari esteri;

Il Presidente del Reich Germanico:
il signor Federico von Prittwitz und Gaffron, incaricato di affari della Germania;

i quali, dopo avere scambiato i loro pieni poteri, trovati in buona e dovuta forma, sono convenuti in quanto segue:

Art. 1.

Le Alte Parti Contraenti si dichiarano d'accordo su tutte le disposizioni degli accordi allegati e come appresso specificati:

Allig. 1. Accordo fra gli Uffici di Verifica e Compensazione per la definizione di pendenze e lo acceleramento delle operazioni.

Allig. 2. Accordo per la regolazione del saldo dovuto dall'amministrazione postale germanica all'amministrazione postale italiana in dipendenza dei conti vaglia scambiati anteguerra (con due sub-alligati).

Allig. 3. Accordo circa le rendite dovute a beneficiari italiani da Istituti di assicurazione sociale germanici, muturate e non pagate durante la guerra.

Anlage 4. Abkommen zur Regelung der Forderungen aus Lebensversicherungsverträgen, die auf Grund der Anlage zu Abschnitt V Teil X des Vertrags von Versailles aufgelöst worden sind.

Anlage 5. Abkommen zur Regelung der Forderungen und Schulden aus General-Rückversicherungsverträgen zwischen deutschen und italienischen Versicherungsanstalten und Unternehmungen.

Anlage 6. Abkommen über die deutschen Güter, Rechte und Interessen in Italien (mit 2 Unteranlagen).

Art. 2.

Die im vorstehenden Artikel bezeichneten Abkommen sollen ratifiziert werden, und die Ratifikationsurkunden sollen in Rom bis zum 31. Oktober 1927 ausgetauscht werden.

Die Abkommen sollen am Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft treten.

Art. 3.

Diese Urkunde mit ihren Anlagen ist in doppelter Urschrift, je in deutscher und in italienischer Sprache gefertigt; der deutsche und der italienische Text sollen gleiche Geltung haben.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten die oben erwähnten Abkommen gleichzeitig mit der vorstehenden Urkunde unterzeichnet und dieser Urkunde ihre Siegel beigesetzt.

Geschehen zu Rom am 1. September 1927.

Prittwitz.
Benito Mussolini.

Allig. 4. Accordo per la sistemazione dei crediti dipendenti dai contratti di assicurazione sulla vita rescissi ai sensi dell'alligato alla Sez. V. parte X del Trattato di Versaglia.

Allig. 5. Accordo per la sistemazione dei crediti e debiti dipendenti a Trattati generali di riassicurazione fra Istituti ed Imprese di assicurazione italiana e germanica.

Allig. 6. Accordo sui beni, diritti ed interessi germanici in Italia (con due suballigati).

Art. 2.

Gli accordi di cui al numero precedente saranno ratificati e le ratifiche saranno scambiate a Roma entro il 31 ottobre 1927.

Essi entreranno in vigore alla data dello scambio delle ratifiche.

Art. 3.

Il presente atto e gli allegati sono redatti in doppio originale italiano e tedesco, il testo italiano ed il testo tedesco facendo entrambi fede.

In fede di che i Plenipotenziari hanno firmato gli accordi suddetti contemporaneamente al presente atto al quale hanno apposto i loro sigilli.

Fatto in Roma il 1° Settembre 1927.

Benito Mussolini.
Prittwitz.

Anlage 1.

Abkommen zwischen dem deutschen und dem italienischen Ausgleichsamt zwecks Erledigung schwebender Forderungen und Beschleunigung des Verfahrens.

Art. 1.

Das italienische Ausgleichsamt wird dem deutschen Ausgleichsamt im Vergleichswege binnen fünfzehn Tagen nach Inkrafttreten des gegenwärtigen Abkommens die Pauschalsumme von 14.000.000 (vierzehn Millionen) Lire gutschreiben.

In vorstehender Summe sind auch die Zinsen einbegriffen.

Art. 2.

Durch diese Gutschrift sind alle vom deutschen Ausgleichsamt gemäss Art. 296 des Vertrages von Versailles notifizierten deutschen Forderungen abgegolten, die am 15. Juni 1927 noch offen standen und deren notifizierter Kapitalbetrag 5.000 Lire nicht übersteigt; einbegriffen sind darin auch die Forderungen, bezüglich deren die Ausgleichsämter eine gemeinsame Entscheidung erlassen oder die endgültige Meinungsverschiedenheit erklärt haben, sowie diejenigen Forderungen, die bei dem deutsch-italienischen Gemischten Schiedsgerichtshof anhängig sind.

Für die Forderungen, die in anderer als italienischer Währung angemeldet sind, bestimmt sich der im ersten Absatz genannte Betrag von 5.000 Lire auf Grund des in Art. 296 *d*) vorgesehenen Umrechnungssatzes.

Alligato N. 1.

Accordo fra gli uffici di Verifica e Compensazione Italiano e Germanico per la Definizione di Pendenze e l'acceleramento delle operazioni.

Art. 1.

L'Ufficio italiano di Verifica e Compensazione accrediterà all'Ufficio Germanico di Verifica e Compensazione, in via transattiva, entro 15 giorni dall'entrata in vigore del presente accordo, la somma globale di lire italiane 14.000.000 (quattordici milioni).

In detta somma si intendono compresi gli interessi.

Art. 2.

Con tale accreditamento sono regolati tutti i crediti denunciati dall' Ufficio germanico di Verifica e Compensazione a norma dell'art. 296 del Trattato di Versaglia ancora pendenti il 15 giugno 1927, il cui ammontare capitale notificato non superi lire italiane cinquemila, compresi i crediti pei quali gli Uffici di Verifica e Compensazione abbiano emanato una decisione di accordo o disaccordo ed anche se per tali crediti pendano cause innanzi al Tribunale Arbitrale Misto italo-germanico.

Per i crediti espressi in valuta diversa dalla lira italiana, il limite di lire cinquemila previsto nell'art. 1 è determinato in base al ragguaglio fissato nel comma *d)* dell'art. 296 precitato.

Art. 3.

Durch vorgenannte Gutschrift sind ferner abgegolten:

a) restliche Kapitalbeträge bis zu 5.000 Lire aus teilweise anerkannten deutschen Forderungen sowie die Zinsen dieser Restbeträge;

b) Zinsbeträge bis zu 5.000 Lire aus bereits voll erledigten Forderungen.

Art. 4.

Das deutsche Ausgleichsamt wird die beim Gemischten Schiedsgerichtshof anhängigen Klagen, welche die in Art. 2 und 3 bezeichneten Forderungen betreffen, zurücknehmen.

Art. 5.

Durch die in Art. 1 erwähnte Gutschrift gelten alle Verpflichtungen des italienischen Ausgleichsamts gegenüber dem deutschen Ausgleichsamt hinsichtlich der vorbezeichneten Forderungen als erledigt.

Für die Einziehung dieser Forderungen bei den betreffenden Schuldnern wird der italienische Staat unmittelbar und für eigene Rechnung Sorge tragen.

Dem italienischen Staat und dem italienischen Schuldner wird gegen jede Inanspruchnahme seitens des deutschen Gläubigers gebürgt; etwaige Kosten, die durch eine solche Inanspruchnahme entstehen sollten, werden ihnen ersetzt.

Art. 6.

Das deutsche Ausgleichsamt wird dem italienischen Ausgleichsamt auf dessen Ansuchen, soweit möglich, Auskunft über die durch dieses Abkommen erledigten Forde-

Art. 3.

S'intendono compresi nella somma globale di cui ai precedente articolo:

a) I residui non superiori a lire italiane cinquemila di crediti germanici parzialmente riconosciuti, oltre gli interessi relativi a tali residui;

b) le somme non superiori a lire cinquemila riguardanti interessi di crediti germanici già regolati.

Art. 4.

L'Ufficio germanico di Verifica e Compensazione ritirerà le istanze concernenti i crediti di cui agli art. 2 e 3 le quali pendono dinanzi al Tribunale Arbitrale Mistro italo-germanico.

Art. 5.

Con l'accreditamento globale mentovato nell'art. 1 si intendono soddisfatti tutti gli obblighi dell' Ufficio Italiano di Verifica e Compensazione verso quello Germanico riguardo ai crediti suddetti.

Al ricupero di detti crediti presso i rispettivi debitori provvederà, direttamente e per proprio conto, lo Stato italiano.

Lo Stato italiano ed il debitore italiano vengono garantiti da ogni molestia del creditore germanico e saranno tenuti indenni dalle spese eventuali derivanti da tali molestie.

Art. 6.

L'Ufficio germanico di Verifica e Compensacione, dietro richiesta dell'Ufficio Italiano, fornirà, per quanto possibile, all'Ufficio Italiano delle informazioni sui crediti re-

rungen geben und die Urkunden und sonstigen Unterlagen übermitteln, soweit das Ansuchen binnen neun Monaten nach Inkrafttreten dieses Abkommens gestellt wird.

Art. 7.

Die beiden Ausgleichsämter verzichten darauf, in Zukunft Anträge auf Wiedergutschrift von Beträgen, die 5.000 Lire im Sinne dieses Abkommens nicht übersteigen, zu stellen und betrachten schwebende Wiedergutschriftsantäge dieser Art als zurückgezogen.

Art. 8.

Bezüglich der von vorstehender Regelung nicht erfassten und nicht vor dem Gemischten Schiedsgerichtshof schwebenden beiderseitigen Forderungen wird das Schuldneramt dem Gläubigeramt sobald als möglich mitteilen:

a) welche Forderungen endgültig anerkannt und gutgeschrieben werden;

b) welche Forderungen zum Gegenstand einer gemeinsamen Entscheidung der Ämter zugunsten des Gläubigers gemacht werden können;

c) welche Forderungen endgültig bestritten werden.

Art. 9.

Meinungsverschiedenheiten, die bei Anwendung dieses Abkommens zwischen den beiden Ämtern entstehen sollten, werden, falls sie nicht gütlich beigelegt werden können, dem Gemischten Schiedsgerichtshof unterbreitet werden.

Prittwitz.
Benito Mussolini.

golati col presente accordo e gli consegnerà i documenti ed altri mezzi giustificativi se detta richiesta gli sarà comunicata entro nove mesi dall'entrata in vigore del presente accordo.

Art. 7.

I due uffici di Verifica e Compensazione rinunziano a domandare per l'avvenire i riaccreditamenti per importi non eccedenti le lire italiane 5.000 a termini del presente accordo, e considerano ritirate le domande in corso per tali accreditamenti.

Art. 8.

Per ciò che riguarda i crediti reciproci non rientranti nei precedenti articoli e pei quali non siano state introdotte istanze presso il Tribunale Arbitrale Misto italo-germanico, l'Ufficio debitore comunicherà a quello creditore il più presto possibile:

a) Quali crediti definitivamente siano riconosciuti e accreditati;

b) quali crediti possano formare aggetto di una decisione concorde degli uffici a favore del creditore;

c) quali crediti siano definitivamente contestati.

Art. 9.

Le divergenze che sorgessero fra i due Uffici nell'applicazione del presente accordo, qualora non potessero essere risolute amichevolmente, saranno deferite al Tribunale Arbitrale Misto italo-germanico.

Benito Mussolini.
Prittwitz.

Alligato N. 2.

Accordo per la Regolazione del saldo dovuto dalla Amministrazione postale germanica all'Amministrazione postale italiana in Dipendenza dei conti vaglia scambiati anteguerra (con due suballegati).

Articolo unico.

L'Ufficio germanico di Verifica e Compensazione accrediterà all'Ufficio italiano di Verifica e Compensazione, entro il quindicesimo giorno dalla data di entrata in vigore del presente accordo, la somma globale di Lit. 33.151.000 (trentatrè milioni centocinquantunmila) comprensiva della sorte principale e degli interessi quale residuale debito dell' Amministrazione postale germanica, per saldo dei conti vaglia scambiati anteguerra. La sorte principale del debito residuale è composta dalle partite di cui all'allegato 1.

La somma di franchi oro 4.179.285.95, quale risulta a credito dell'Amministrazione postale germanica dal conteggio di cui allo alligato 2, resta regolata e definitivamente ceduta all'Amministrazione postale italiana, essendosene tenuto conto nel determinare il residuo debito dell'Amministrazione postale germanica nella somma di cui al precedente comma.

Benito Mussolini.
Prittwitz.

Anlage 2.

Abkommen über den der italienischen Postverwaltung von der deutschen Postverwaltung aus dem Vorkriegs - Postanweisungsverkehr geschuldeten Saldo (mit 2 Unteranlagen).

Einziger Artikel.

Das deutsche Ausgleichsamt wird dem italienischen Ausgleichsamt binnen fünfzehn Tagen nach Inkrafttreten des gegenwärtigen Abkommens die Kapitalbetrag und Zinsen umfassende Pauschalsumme von 33.151.000 (dreiunddreissig Millionen einhunderteinundfünfzigtausend) Lire als Restschuld der deutschen Postverwaltung zum Ausgleich des Vorkriegs - Postanweisungsverkehrs gutschreiben. Die Zusammensetzung des Kapitalbetrags der Restschuld ergibt sich aus den Posten der Unteranlage 1.

Die Summe von 4.179.285,95 Goldfranken (vier Millionen einhundertneunundsiebzigtausend zweihundertfünfundachtzig Goldfranken und fünfundneunzig Centimes), wie sie sich zugunsten der deutschen Postverwaltung aus der als Unterlage 2 beigefügten Aufstellung ergibt, gilt als geregelt und endgiltig von der italienischen Postverwaltung erworben, da sie bereits bei der im vorstehenden Absatz erwähnten Berechnung der Restschuld der deutschen Postverwaltung berücksichtigt ist.

Prittwitz.
Benito Mussolini.

Unteranlage 1.*)

Übersicht über die Schulden der deutschen Reichspost aus dem Postanweisungsverkehr mit Italien, die einschliesslich der für diese Beträge fälligen Zinsen durch das Pauschalabkommen vom 26. Juni 1927 abgegolten worden sind.

Die Deutsche Schuld hat betragen:

Lt. Abrechnung für Dezember	1914 (Restbetrag) .	1.162.981	Fr.	43 c.
„ „ „ Januar	1915	3.644.285	„	25 „
„ „ „ Februar	„	1.567.499	„	88 „
„ „ „ März	„	1.617.541	„	87 „
„ „ „ April	„	1.055.388	„	75 „
„ „ „ Mai	„	607.101	„	17 „
„ „ „ Juli	„	4.794	„	57 „
„ „ „ August	„	456	„	17 „
„ „ „ September	„	345	„	29 „
„ „ „ Oktober	„	149	„	70 „
„ „ „ Februar	1916	356	„	39 „
„ „ „ Juli	1921	1.038	„	30 „
„ „ „ Oktober	„	34	„	73 „
„ „ „ Februar	1922	15	„	87 „
„ „ „ April	„	22	„	36 „
„ „ „ Juli	„	11	„	3 „
„ „ „ August	„	15	„	4 „
„ „ „ Dezember	„	31	„	90 „
„ „ „ April	1923	8	„	71 „
	Summa	9.662.078	Fr.	41 c.

Unteranlage 2.

Übersicht über die Leistungen der deutschen Postverwaltung an die italienische Postverwaltung in Form von Barzahlungen, von Gegenrechnungen aus dem Postanweisungsverkehr sowie von sonstigen Anrechnungen, die einschliesslich der für diese Beträge aufgelaufenen Zinsen von Italien durch das Pauschalabkommen vom 26. Juni 1927 endgültig erworben worden sind.

Die deutsche Schuld hat betragen:

1) In Form von Barzahlungen:

am 7. Juni	1922	400.000	Lire	=	108.533	Fr.	90	c.	Gold
„ 14. „	„	100.000	Schw. Fr.	=	98.464	„	90	„	„
„ 21. „	„	100.000	„ „	=	98.315	„	70	„	„
„ 30. August	„	1.000.000	Lire	=	227.802	„	17	„	„
„ 30. „	„	500.000	„	=	112.467	„	40	„	„

*) Nous ne reproduisons pas le texte italien des sous-annexes.

am	6. September	1922	500.000	Lire	=	112.761	Fr.	09	c.	Gold
„	14.	„	„	100.000	Schw. Fr.	=	96.928	„	76	„	„
„	18. Dezember		„	600.000	Lire	=	159.953	„	66	„	„
„	19.	„	„	700.000	„	=	185.562	„	62	„	„
„	20.	„	„	700.000	„	=	184.618	„	27	„	„
„	21.	„	„	600.000	„	=	157.842	„	62	„	„
„	22.	„	„	600.000	„	=	158.728	„	93	„	„
„	23.	„	„	600.000	„	=	159.379	„	75	„	„
„	28.	„	„	600.000	„	=	157.124	„	79	„	„
„	29. Januar		1923	397.791,19	Schw. Fr.	=	384,891	„	58	„	„
„	15. Februar		„	20.000	Dollar	=	103.650	„	—	„	„
„	22.	„	„	20.000	„	=	103.650	„	—	„	„
„	3. März		„	17.000	„	=	88.102	„	50	„	„
„	8.	„	„	17.000	„	=	88.102	„	50	„	„
„	15.	„	„	500.000	Lire	=	124.280	„	54	„	„
„	20.	„	„	400.000	„	=	100.631	„	03	„	„
„	27.	„	„	400.000	„	=	102.269	„	38	„	„
„	4. April		„	400.000	„	=	103.701	„	82	„	„
„	10.	„	„	100.000	Schw. Fr.	=	95.105	„	30	„	„
„	17.	„	„	100.000	„	=	93.465	„	76	„	„
„	19.	„	„	300.000	Lire	=	70.382	„	50	„	„
„	25.	„	„	20.000	Dollar	=	103.650	„	—	„	„
„	2. Mai		„	400.000	Lire	=	101.967	„	50	„	„
„	8.	„	„	200.000	„	=	50.266	„	72	„	„
„	5. Juni		„	85.000	Schw. Fr.	=	79.473	„	64	„	„
„	7.	„	„	6.785,38	Holl. fl.	=	13.779	„	90	„	„
„	12.	„	„	75.000	Schw. Fr.	=	69.971	„	68	„	„
„	12.	„	„	1.452,23	Goldpes.	=	7.261	„	15	„	„
„	19.	„	„	300.000	Lire	=	70.382	„	50	„	„
„	26.	„	„	300.000	„	=	68.430	„	87	„	„
					Summa		3.971.519	Fr.	—	c.	Gold

2) in Form von Gegenrechnungen aus dem Postanweisungsverkehr:

vom	30. März	1921	14.843	Fr.	38	c.	Gold
„	30. „	„	25	„	29	„	„
„	30. „	„	154	„	53	„	„
„	30. „	„	57	„	—	„	„
„	14. Juli	1922	19.203	„	60	„	„
„	14. „	„	17.806	„	67	„	„
„	14. „	„	1.198	„	64	„	„
„	14. „	„	100	„	14	„	„
„	14. „	„	6	„	75	„	„
„	19. Nov.	„	29	„	71	„	„
„	30. Okt.	„	34	„	12	„	„
„	27. Juli	1923	50	„	22	„	„
	Summa		53.510	Fr.	05	c.	Gold

3) in Form von sonstigen Anrechnungen:

vom 14. März 1923	27.898 Fr.	37 c. Gold
„ 16. „ „	87 „	14 „ „
„ 13. Juni „	733 „	65 „ „
„ 13. Dez. „	100.438 „	05 „ „
„ 12. Juni 1924	453 „	63 „ „
„ 12. Aug. „	21.091 „	70 „ „
„ 29. Sept. „	1.060 „	59 „ „
„ 25. Nov. „	250 „	03 „ „
„ 10. Jan. 1925	1.841 „	24 „ „
„ 16. Dez. 1924	402 „	50 „ „
Summa	154.256 Fr.	90 c. Gold

Zusammenstellung.

Summe zu 1)	3.971.519 Fr.	— c. Gold
„ „ 2)	53.510 „	05 „ „
„ „ 3)	154.256 „	90 „ „
insgesamt	4.179.285 Fr.	95 c. Gold

Anlage 3.

Abkommen über die italienischen Versicherten gegen deutsche Sozialversicherungsträger zustehenden, während des Krieges fällig gewordenen, nicht bezahlten Renten.

Art. 1.

Die Deutsche Regierung wird der Italienischen Regierung auf dem Wege über die Ausgleichsämter auf das vom Vertrage von Versailles in Artikel 297 vorgesehene Konto binnen fünfzehn Tagen nach Inkrafttreten des gegenwärtigen Abkommens die Pauschalsumme von 2.100.000 (zwei Millionen einhunderttausend) Lire gutschreiben. Durch diese Gutschrift gelten alle Ansprüche italienischer Staatsangehöriger gegenüber den deutschen Versicherungsträgern auf während des Krieges und bis zum 31. Januar

Alligato N. 3.

Accordo circa le rendite dovoute a beneficiari italiani da Istituti di assicurazione sociale germanici, maturate e non pagate durante la guerra.

Art. 1.

Il Governo germanico accrediterà al Governo italiano per il tramite degli Uffici di Verifica e Compensazione e sul conto previsto dall'art. 297, entro quindici giorni dalla data di entrata in vigore del presente accordo, la somma globale di L. it. 2.100.000 (due milioni centomila). Con questo accreditamento si intendono definitivamente tacitati tutti i diritti dei sudditi italiani verso Istituti di assicurazione soziale germanici per rendite maturate e non pagate durante la guerra e fino al 31 gennaio 1920.

1920 fällig gewordene, nicht bezahlte Renten als endgültig erledigt.

Die Verwendung der vorstehenden Summe erfolgt seitens der Italienischen Regierung in einer jeder Art der Anfechtung entzogenen Weise nach von ihr zu erlassenden Bestimmungen.

Art. 2.

Binnen fünfzehn Tagen nach der in Art. 1 vorgesehenen Gutschrift wird die Klage, die namens des Auswanderungs-Generalkommissariates zwecks Erstattung der im vorstehenden Artikel bezeichneten Renten bei dem deutsch-italienischen Gemischten Schiedsgerichtshof gegen die Deutsche Regierung erhoben ist, durch den italienischen Staatsvertreter bei diesem Gemischten Schiedsgerichtshof zurückgenommen werden; ebenso werden vom italienischen Staatsvertreter von Amts wegen die Klagen zurückgenommen werden, die einzelne Versicherte bei dem Schiedsgerichtshof wegen während des Krieges unterbliebener Zahlung von Renten seitens der deutschen Versicherungsträger erhoben haben oder noch erheben sollten.

Prittwitz.
Benito Mussolini.

All'impiego della somma come sopra accreditata provvederà il Governo italiano, in modo insindacabile e inappellabile, con le norme che all'uopo verranno da esso emanate.

Art. 2.

Entro quindici giorni dall'accreditamento di cui all'articolo precedente, l'istanza introdotta presso il Tribunale Arbitrale Misto italo-germanico a nome del Commissariato Generale di Emigrazione contro il Governo germanico, per il ricupero delle rendite mentovate nello stesso precedente articolo, sarà ritirata a cura dell'agente del Governo italiano presso il detto Tribunale arbitrale misto; inoltre le istanze di singoli beneficiari, che sono o saranno portate avanti il Tribunale stesso per mancato pagamento durante la guerra, di rendite da parte degli Istituti di assicurazione sociale germanici, saranno ritirate di ufficio dallo stesso agente del Governo italiano.

Benito Mussolini.
Prittwitz.

Anlage 4.

Abkommen zur Regelung der Forderungen aus Lebensversicherungsverträgen, die auf Grund der Anlage zu Abschnitt V Teil X des Vertrages von Versailles aufgelöst worden sind.

Art. 1.

Das deutsche und das italienische Ausgleichsamt werden mittels Gut-

Alligato N. 4.

Accordo per la sistemazione dei crediti dipendenti dai contratti di assicurazione sulla vita rescissi ai sensi dell'alligato alla Sezione V, parte X, del Trattato di Versaglia.

Art. 1.

Saranno effettuati per mezzo delgi Uffici di Verifica e Compensazione

schrift auf Konto 297 die Uebertragung der Vermögenswerte regeln, die sich auf von italienischen Staatsangehörigen, die schon am 10. Januar 1920 die italienische Staatsangehörigkeit besassen, mit deutschen Gesellschaften abgeschlossene, am 10. Januar 1920 in Kraft befindliche und auf Grund des § 12 der Anlage zu Abschnitt V Teil X des Vertrages von Versailles*) aufgelöste Lebensversicherungsverträge beziehen.

In die in vorstehendem Absatz bezeichnete Regelung sind die Verträge nicht einbegriffen, die durch nach dem 10. Januar 1920 fortgesetzte Prämienzahlung zwischen den Vertragschliessenden aufrecht erhalten worden sind, sowie die Verträge, die durch besondere Abkommen zwischen den deutschen Gesellschaften und der schweizerischen Bundesregierung geregelt sind.

Art. 2.

Der Betrag der nach Art. 1 zu übertragenden Vermögenswerte umfasst die mathematischen Reserven zu denjenigen daselbst bezeichneten Verträgen, die vom italienischen Ausgleichsamt dem deutschen Ausgleichsamt bis zum 15. Juni 1927 mitgeteilt sind, berechnet nach dem Stande vom 1. Januar 1920 gemäss den technischen Unterlagen und Methoden, wie sie an jenem Tage bei den betreffenden Versicherungsgesellschaften üblich waren, unter Berücksichtigung der tatsächlich an jenem Tage eingezahlten Prämien,

sowie gemäß Art. 4 und 5 den Betrag der entsprechenden Zinsen und den Betrag der nach dem 1. Ja-

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 582.

italiano e germanico, con imputazione al conto 297, i trasferimenti delle attività inerenti ai contratti di assicurazione sulla vita in corso al 10 gennaio 1920 stipulati da cittadini italiani, i quali il 10 gennaio 1920 già possedevano la cittadinanza italiana, con compagnie germaniche e rescissi in base al paragrafo 12 dell'alligato alla Sez. V, parte X, del Trattato di Versaglia.

Non rientrano nella sistemazione di cui al precedente comma i contratti mantenuti in vigore fra i contraenti, con continuato pagamento di premio, dopo il 10 gennaio 1920 e quelli regolati da convenzioni speciali, stipulate fra le società germaniche ed il Governo svizzero.

Art. 2.

L'importo delle attività da trasferire a norma dell'articolo precedente dovrà corrispondere alle riserve matematiche dei contratti di cui all'art. 1 comunicati dall'Ufficio italiano di Verifica e Compensazione a quello germanico fino al 15 giugno 1927, calcolate al 1⁰ gennaio 1920 secondo le basi tecniche e i metodi in uso alla data medesima presso le rispettive compagnie di assicurazione, tenuto conto dei premi effettivamente versati a quella data, nonchè allo importo dei relativi interessi ed ai premi successivamente riscossi dalle compagnie in conformità degli articoli 4 e 5.

nuar 1920 von den Versicherungsgesellschaften eingezogenen Prämien.

Art. 3.

Innerhalb dreier Monate nach dem Inkrafttreten des gegenwärtigen Abkommens wird jede Versicherungsgesellschaft dem deutschen Ausgleichsamt bezüglich der nach Art. 1 und 2 auf sie fallenden Verträge den Betrag der nach Art. 2 berechneten mathematischen Reserven mitteilen, die technischen Unterlagen und Methoden für die Berechnung der Reserven bekanntgeben und alle auf die einzelnen Verträge bezüglichen Urkunden übermitteln.

Ausserdem werden die Gesellschaften für jeden Vertrag den Betrag der eventuell nach dem 1. Januar 1920 vereinnahmten Prämien und den Zeitpunkt der einzelnen Einnahmen mitteilen.

Art. 3.

Entro tre mesi dalla data di entrata in vigore del presente accordo, ciascuna compagnia comunicherà all'Ufficio di Verifica e Compensazione germanico, per i contratti di cui agli art. 1 e 2 ad essa pertinenti, l'ammontare della riserva matematica determinata a norma dell'articolo precedente, notificherà le basi tecniche e i metodi per il calcolo delle riserve e trasmetterà tutti i documenti inerenti ai singoli contratti.

Sarà altresì comunicato dalla compagnia, per ciascun contratto, lo importo dei premi eventualmente riscossi dopo il 1° gennaio 1920 e le date delle singole riscossioni.

Art. 4.

Das deutsche Ausgleichsamt wird dem italienischen Ausgleichsamt die Urkunden und Mitteilungen, die es auf Grund des Art. 3 erhalten hat, unverzüglich zur Prüfung übersenden.

Nachdem das italienische Ausgleichsamt die Berechnung als richtig anerkannt hat, wird es dies unverzüglich dem deutschen Ausgleichsamt mitteilen, und dieses wird binnen fünfzehn Tagen nach Eingang der Mitteilung dem italienischen Ausgleichsamt für Rechnung der einzelnen Versicherten nach den Bestimmungen des Art. 5 den Betrag der mathematischen Reserven nach dem Stand vom 1. Januar 1920, den Betrag der von den Versicherungsanstalten nach dem 1. Januar 1920 vereinnahmten Prä-

Art. 4.

L'Ufficio di Verifica e Compensazione germanico trasmetterà immediatamente, per il competente esame, all'Ufficio di Verifica e Compensazione italiano i documenti e le comunicazioni ricevute a norma dell' articolo precedente.

Quando l'Ufficio italiano abbia riconosciuto l'esattezza della liquidazione, ne darà avviso immediato all'Ufficio germanico e questo, entro 15 giorni dal ricevuto avviso, accrediterà all'Ufficio Italiano di Verifica e Compensazione, per conto dei singoli assicurati, con le norme dell'art. 5, oltre l'importo delle riserve matematiche al 1° gennaio 1920, l'ammontare dei premi riscossi dalle compagnie dopo la data stessa, nonchè i relativi interessi al saggio del 3 % rispettivamente calcolati

mien, sowie Zinsen in Höhe von 3 % seit dem 1. Januar 1920 beziehungsweise seit dem Tage der Einziehung der nach dem 1. Januar 1920 vereinnahmten Prämien bis zum Tage der Gutschrift gutschreiben.

Art. 5.

Für die nach Art. 4 vorzunehmenden Gutschriften gelten folgende Grundsätze:

a) Lautete der aufgelöste Vertrag auf Mark oder österreichisch-ungarische Kronen, so wird der Betrag der mathematischen Reserven nach dem Stand vom 1. Januar 1920 und der hierauf bezüglichen Zinsen in der ursprünglichen Währung angesetzt unter Umrechnung in italienische Lire nach dem Umrechnungssatz des Art. 296 d des Vertrags von Versailles;

b) Lautete der aufgelöste Vertrag auf andere Währungen als die in Absatz a) genannten, so wird der Betrag der mathematischen Reserven nach dem Stand vom 1. Januar 1920 und der hierauf bezüglichen Zinsen in der ursprünglichen Währung angesetzt und in italienischen Lire in Höhe von 80 % des an der Berliner Börse am siebenten Tage vor der Gutschrift notierten Kurses gutgeschrieben;

c) Die einzelnen von den Versicherten nach dem 1. Januar 1920 bezahlten Prämien samt den hierauf bezüglichen Zinsen werden in der Währung angesetzt, in der die Zahlungen bewirkt wurden, und in italienischen Lire nach dem im Absatz b) genannten Kurs oder, wenn die Zahlungen in Mark oder in österreichisch-ungarischen Kronen geleistet wurden, nach dem jeweiligen

dal 1° gennaio 1920, e dalle date di esazione delle rate di premio successivamente incassate fino al giorno dell'operazione di accreditamento.

Art. 5.

Per l'effettuazione delle operazioni di cui all'articolo precedente si stabiliscono le norme seguenti:

a) per i contratti stipulati in marchi o corone a. u. l'ammontare della riserva matematica al 1° gennaio 1920 e dei relativi interessi, per ciascun contratto, sarà calcolato nella valuta originaria e convertito in lire italiane al saggio del cambio del comma d), dell'articolo 296 del Trattato di Versaglia.

b) per i contratti stipulati in valute diverse da quelle indicate alla lettera a), l'ammontare della riserva matematica al 1° gennaio 1920 e dei relativi interessi sarà calcolato nella valuta originaria ed accreditato in lire italiane all'80 % del saggio di cambio, della Borsa di Berlino, del settimo giorno precedente a quello dell'accreditamento.

c) le singole rate dei premi pagati dagli assicurati dopo il 1° gennaio 1920 ed i rispettivi interessi saranno calcolati nella valuta in cui vennero effettuati i pagamenti ed accreditati in lire italiane al saggio di cambio di cui al comma b), ovvero a quello dell'epoca del versamento se i pagamenti vennero effettuati in marchi o in corone austro-ungariche.

am Zahlungstage geltenden Kurse gutgeschrieben.

Art. 6.

Durch das vorstehende Abkommen gelten sämtliche italienischen Ansprüche aus § 12 der Anlage zu Abschnitt V Teil X des Vertrags von Versailles als endgültig abgegolten, soweit nicht in Absatz 3 dieses Artikels etwas anderes bestimmt ist.

Die Königlich Italienische Regierung wird die Deutsche Regierung und die deutschen Versicherungsgesellschaften vor jeder Inanspruchnahme von seiten der italienischen Versicherten aus Verträgen, die durch die in Art. 1 vorgesehenen Gutschriften geregelt sind, schützen und die etwaigen Kosten tragen, die aus einer solchen Inanspruchnahme entstehen sollten.

Wegen der in Art. 1 bezeichneten, nicht unter Art. 1 Absatz 2 fallenden Versicherungsverträge, die nicht bis zum 15. Juni 1927 dem deutschen Ausgleichsamt mitgeteilt worden sind, bleiben etwaige italienische Rechte aus dem vorgenannten § 12 gegen die einzelnen Versicherungsgesellschaften unberührt. Solche Rechte müssen innerhalb einer Ausschlussfrist von vier Monaten seit Inkrafttreten dieses Abkommens von der Königlich Italienischen Regierung gegen die einzelnen Versicherungsgesellschaften unter Angabe der einzelnen Versicherungsverträge geltend gemacht werden.

Art. 7.

Durch dieses Abkommen bleibt der grundsätzliche Rechtsstandpunkt der Hohen Vertragschliessenden

Art. 6

Col presente accordo s'intendono definitivamente regolate e tacitate tutte le richieste italiane fondate sul paragr. 2 dell'allegato alla Sez. V della Parte X del Trattato di Versaglia, in quanto il comma 3 del presente articolo non disponga diversamente.

Il R. Governo italiano garantirà il Governo germanico e le società d'assicurazione germaniche da ogni molestia degli assicurati italiani riguardo a pretese risultani dai contratti regolati mediante gli accreditamenti stabiliti nell'art. 1 del presente accordo e sopporterà le eventuali spese derivanti da tali molestie.

In quanto ai contratti d'assicurazione di cui all'art. 1, non rientranti nelle categorie dell'art. 1, comma 2 e che non furono notificati sino al 15-6-1927 all'Ufficio di Verifica e Compensazione germanico, rimangono impregiudicati gli eventuali diritti italiani risultanti dal paragrafo 12 suddetto contro le singole sicietà di assicurazione. Tali diritti debbono farsi valere sulla base dei singoli contratti, dal R. Governo italiano contro le singole società assicuratrici, sotto pena di decadenza, entro quattro mesi dall'entrata in vigore del presente accordo.

Art. 7.

Il presente accordo non pregiudica in alcun modo il punto di vista giuridico delle Alte Parti Con-

Teilen hinsichtlich der Voraussetzungen und der Tragweite des vorgenannten § 12 unberührt.

Prittwitz.
Benito Mussolini.

traenti sulle premesse e la portata del paragrafo 12 anzidetto.

Benito Mussolini.
Prittwitz.

Anlage 5.

Abkommen zur Regelung der Forderungen und Schulden aus General-Rückversicherungsverträgen zwischen deutschen und italienischen Versicherungsanstalten und -Unternehmungen.

Einziger Artikel.

Zur völligen Regelung aller noch offenen Forderungen und Schulden aus vor dem Kriege abgeschlossenen generellen Verträgen, die sich auf Lebensversicherungen beziehen, welche vom Istituto Nazionale delle Assicurazioni und von italienischen Versicherungsunternehmungen abgeschlossen und von ihnen bei deutschen Versicherungsgesellschaften rückversichert worden waren, schreibt das deutsche Ausgleichsamt dem italienischen Ausgleichsamt binnen fünfzehn Tagen nach Inkrafttreten des gegenwärtigen Abkommens die Pauschalsumme von 8.134.000 (acht Millionen einhundertvierunddreissigtausend) Lire auf Konto 296 gut.

Durch diese Gutschrift sind alle Ansprüche, welche aus diesen Rückversicherungen auf Grund des § 20 der Anlage zu Art. 303 *) oder irgendeiner anderen Bestimmung des Vertrags von Versailles noch schweben oder noch erhoben werden könnten, als abgegolten anzusehen.

*) V. **N. R. G.** 3. s. XI, p. 585.

Alligato N. 5.

Accordo per la sistemazione dei crediti e debiti dipendenti da trattati generali di riassicurazione fra Istituti ed imprese di Assicurazione italiane e germaniche.

Articolo unico.

L'Ufficio germanico di verifica e compensazione accrediterà all'Ufficio Italiano di verifica e compensazione con imputazione al conto 296, entro quindici giorni dall'entrata in vigore del presente accordo, la somma globale di lire it. 8.134.000 (otto milioni centotrentaquattromila) a titolo di completa sistemazione di tutti i crediti e debiti ancora pendenti, derivanti da trattati generali, conclusi prima della guerra, relativi a contratti di assicurazione sulla vita stipulati dall'Istituto Nazionale delle Assicurazioni e dalle imprese italiane di assicurazione e da essi riassicurati presso società germaniche.

Con tale accreditamento si intendono soddisfatte tutte le pretese ancora pendenti o che potrebbero essere sollevate per tali riassicurazioni in base al paragrafo 20 dell' allegato all'art. 303 o a qualisiasi altra disposizione del Trattato di Versaglia.

Nicht einbegriffen in diese Regelung sind die aus den Rückversicherungsverträgen zwischen der Compagnia Italiana di Assicurazione di Milano und der Rückversicherungsgesellschaft Hamburg herrührenden gegenseitigen Verbindlichkeiten.

Die beiden Regierungen werden sich gegenseitig sowie ihre beiderseitigen Staatsangehörigen vor jeder weiteren Inanspruchnahme aus den vorgenannten Verträgen schützen und dem anderen Teil die etwaigen Kosten ersetzen, die diesem durch eine solche Inanspruchnahme erwachsen sollten.

Prittwitz.
Benito Mussolini.

Non sono compresi nella sistemazione presente gli obblighi reciproci, i quali concernono i trattati di riassicurazione conclusi fra la Compagnia Italiana di Assicurazione di Milano e la „Rückversicherungsgesellschaft Hamburg".

I due Governi contraenti si grantiranno reciprocamente e garantiranno i rispettivi sudditi da ogni ulteriore molestia rispetto ai trattati suddetti e rimborseranno all'altra parte le spese derivanti da tali eventuali molesti.

Benito Mussolini.
Prittwitz.

Anlage 6.

Abkommen über die deutschen Güter, Rechte und (Mit 2 Unteranlagen.)
(Mit 2 Unteranlagen).

Art. 1.

Die Königlich Italienische Regierung verzichtet darauf, die deutschen Güter, Rechte und Interessen in Italien, die am 15. Mai 1927 noch nicht liquidiert waren, auf Grund des Art. 297 b des Vertrags von Versailles zu liquidieren.

Im Sinne des vorstehenden Absatzes gelten als bereits liquidiert nur die folgenden Vermögenswerte:

1) die Güter, Rechte und Interessen, die dritten Personen durch bis zum 15. Mai 1927 vereinbarte Kaufverträge oder Kaufversprechen überwiesen worden sind;

2) die Forderungen, die bis zu dem gleichen Zeitpunkt eingezogen waren. Sind Forderungen bis dahin bereits teilweise eingezogen, so wird die Königlich Italienische Re-

Alligato N. 6.

Accordo sui beni, diritti ed interessi Germanici in Italia. (con due sub-alligati).

Art. 1.

Il R. Governo italiano rinunzia a liquidare in base all'articolo 297b) del Trattato di Versaglia i beni, diritti ed interessi germanici in Italia, i quali, al 15 maggio 1927, non erano stati ancora liquidati.

Agli effetti del comma precedente si intendono già liquidate soltanto le seguenti attività:

1) i beni, diritti ed interessi venduti o promessi in vendita a terzi con contratti stipulati fino al 15 maggio 1927;

2) i crediti che, alla stessa data, siano stati riscossi. Dei crediti parzialmente riscossi alla stessa data, sarà proseguita la riscossione dal Governo italiano, salvo a resti-

gierung mit der Einziehung fortfahren, jedoch wird sie den deutschen Berechtigten den Reinerlös aus den nach dem 15. Mai 1927 eingezogenen Beträgen auszahlen.

Art. 2.

Von der in diesem Abkommen vorgesehenen Freigabe sind die in der Unteranlage A verzeichneten Güter ausgeschlossen.

Art. 3.

Die Königlich Italienische Regierung wird ausserdem die bereits bis zum 15. Mai 1927 veräusserte Gruppe der Güter freigeben, die in der Unteranlage B verzeichnet sind.

Art. 4.

Soweit die Königlich Italienische Regierung auf die Liquidation der bereits auf den italienischen Staat übergegangenen Güter, Rechte und Interessen verzichtet oder soweit die bereits liquidierten Güter, Rechte und Interessen auf Grund des Art. 3 freizugeben sind, tritt der deutsche Berechtigte mit Inkrafttreten dieses Abkommens in seine Eigentumsrechte wieder ein.

Gleichzeitig verlieren alle Verbote ihre Wirkung, die die deutschen Berechtigten in der freien Ausübung der Rechte, in die sie wieder eingetreten sind, beeinträchtigen.

Soweit der Berechtigte zur Ausübung des Eigentumsrechts, insbesondere für die Eigentumsüberschreibung bei den Hypotheken- und Katasterämtern, eines behördlichen Nachweises bedarf, wird die italienische Regierung unverzüglich die erforderlichen Urkunden kostenfrei ausstellen und etwa zu erfüllende Förmlichkeiten kostenlos vornehmen.

tuire agli aventi diritto germanici il prodotto netto della riscossione effettuata dopo il 15 maggio 1927.

Art. 2.

Sono esclusi dalla restituzione, di cui alla presente convenzione, i beni indicati nell'allegato A) alla presente convenzione.

Art. 3.

Il Governo italiano restituirà inoltre il gruppo di beni già alienati fino al 15 maggio 1927, indicati nell'allegato B) alla presente convenzione.

Art. 4.

Per i beni già devoluti al Demanio alla cui liquidazione il R. Governo italiano rinunzia e per quelli già liquidati, da restituire ai sensi dell'art. 3, la reintegrazione del proprietario germanico nei suoi diritti di proprietà avrà luogo all' entrata in vigore della presente convenzione.

Egualmente con la stessa data cessano tutti i divieti al libero esercizio da parte dei titolari germanici dei diritti in cui sono reintegrati.

In quanto all'avente diritto occorra un certificato ufficiale, per l'esercizio del suo diritto di proprietà, in ispecie per la trascrizione all'ufficio delle ipoteche e per la voltura catastale, il Governo, italiano rilascerà senza indugio gratuitamente i documenti idonei ed eseguirà gratuitamente le eventuali formalità da adempiersi.

Die Güter, die sich im Besitz der Königlich Italienischen Regierung befinden oder unter Artikel 3 dieses Abkommens fallen, werden den deutschen Berechtigten binnen sechs Monaten vom Inkrafttreten dieses Abkommens an übergeben. Falls die Königlich Italienische Regierung innerhalb dieser Frist die Berechtigten nicht hat feststellen können oder falls diese nicht zur Übernahme bereit sind, wird sie dies der Deutschen Regierung mitteilen; sie wird alsdann durch die Übergabe des in Betracht kommenden Gutes an diejenige Person befreit werden, die ihr von der Deutschen Regierung binnen sechs Monaten seit dieser Mitteilung bezeichnet werden sollte. In Ermangelung einer solchen Bezeichnung ist die Königlich Italienische Regierung berechtigt, das Gut zu liquidieren und den Reinerlös auf Konto 297 gutzuschreiben.

La consegna dei beni di cui il R. Governo è in possesso, e di quelli di cui all'art. 3 della presente convenzione, sarà effettuata agli aventi diritto germanici entro mesi sei dall' entrata in vigore della presente convenzione. Il R. Governo italiano, se, entro questo termino, non avrà potuto accertare gli aventi diritto o questi non siano pronti alla consegna, ne informerà il Governo germanico, e sarà liberato consegnando il bene alla persona che potrà essergli designata dal Governo germanico, entro i sei mesi successivi alla comunicazione. In difetto di questa designazione il R. Governo italiano avrà facoltà di liquidare i beni e di accreditare il ricavo netto al conto 297.

Jedes von diesem Abkommen betroffene Gut wird in dem tatsächlichen und rechtlichen Zustand zurückerstattet, in dem es sich befindet, unter Abzug oder gegen Zahlung der Auslagen für die Verwaltung und Liquidation, soweit diese nicht durch die aus demselben Gut oder anderen Gütern desselben Berechtigten gezogenen Einnahmen gedeckt sind.

Ciascuno dei beni di cui alla presente convenzione viene restituito nello stato di fatto e di diritto in cui si trova, con deduzione o pagamento delle spese di amministrazione e di liquidazione sostenute, in quanto non siano coperte dai redditi percepiti sullo stesso bene, o su altri beni dello stesso interessato.

Die Erträge, welche die Königlich Italienische Regierung oder eine in ihrem Auftrag handelnde Person bis zum 15. Mai 1927 eingezogen hat, sind auch insoweit, als sie die Auslagen für die Verwaltung und Liquidation übersteigen, von der Rückerstattung ausgeschlossen, unbeschadet ihrer Gutschrift auf das Konto 297.

I redditi percetti dal R. Governo italiano o da chi per lui fino alla data del 15 maggio 1927, in quanto superino le spese di amministrazione e di liquidazione sono esclusi dalla restituzione, salvo il loro accreditamento al conto 297.

Art. 5.

Infolge des in Art. 1 ausgesprochenen Verzichts verzichtet die Königlich Italienische Regierung auch auf das von ihr in Anspruch genommene, aber von der Deutschen Regierung bestrittene Recht, auf Grund des § 10 der Anlage zu Art. 298 des Vertrags von Versailles die Ablieferung weiterer Wertpapiere als der ihr bis zum 15. Mai 1927 übergebenen zu verlangen.

Art. 6.

Den deutschen Reichsangehörigen, die ihre Güter zurückerworben haben, werden die am 15. Mai 1927 noch nicht bezahlten Teilbeträge des Kaufpreises erlassen. Reicht jedoch der bis dahin eingezogene Liquidationserlös eines Gutes nicht aus, um die Schulden und die Auslagen für die Verwaltung und Liquidation zu decken, so muß der deutsche Betroffene die Zahlung bis zur Deckung dieser Auslagen fortsetzen.

Art. 7.

Die Königlich Italienische Regierung verzichtet mit Wirkung vom 15. Mai 1927 ab auf die Ausübung der ihr im Art. 306 Absatz 5, 6 und 7 des Vertrags von Versailles*) eingeräumten Rechte.

Art. 8.

Hinsichtlich der deutschen Güter in denjenigen Gebieten, die durch den Vertrag von St. Germain dem Königreich Italien angegliedert sind, verbleibt es bei den bestehenden Vereinbarungen.

Art. 9.

Es besteht Einverständnis dar-

Art. 5.

In conseguenza della rinunzia di cui all'articolo 1 il R. Governo italiano rinunzia anche al diritto, da esso affermato, ma contestato dal Governo germanico, di ottenere, in base al paragrafo 10 dell'allegato all'art. 298 del Trattato di Versaglia, la rimessa di altri titoli oltre quelli già consegnati fino al 15 maggio 1927.

Art. 6.

Ai sudditi germanici, che abbiano riacquistato i loro beni, saranno condonate le rate di prezzo non ancora pagate al 15 maggio 1927. Se però il ricavo della liquidazione di ciascun bene incassato a tale data non sia sufficiente a coprire la estinzione delle passività e le spese per l'amministrazione e liquidazione dei beni, l'interessato germanico dovrà proseguire i pagamenti fino al pareggio.

Art. 7.

Il R. Governo italiano rinunzia dal 15 maggio 1927 in poi all'esercizio delle facoltà concessegli dall' art. 306 comma 5, 6 e 7 del Trattato di Versaglia.

Art. 8.

Per i beni germanici situati nei territori aggregati al Regno d'Italia in seguito al trattato di S. Germano nulla è innovato agli accordi vigenti.

Art. 9.

Resta inteso che le disposizioni

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 591.

über, dass die Bestimmungen des gegenwärtigen Abkommens die Vorschriften des Art. 296 des Vertrags von Versailles über die dem Ausgleichsverfahren unterliegenden deutschen Forderungen nicht berühren.

Prittwitz.
Benito Mussolini.

della presente Convenzione non modificano le disposizioni dell'art. 296 del Trattato di Versaglia vigenti nei riguardi dei crediti germanici soggetti alla procedura di Verifica e Compensazione.

Benito Mussolini.
Prittwitz.

Unteranlage A. *)

Zu dem Abkommen über die deutschen Güter, Rechte und Interessen in Italien.

Nr.	Gemeinde und Provinz, in denen die Güter sich befinden	Kurze Bezeichnung der Güter
1	Frascati (Rom) . . .	Villa Falconieri (Gebäude, Grundstück und Kunstgegenstände).
2	Rom	Hoffmann Ludwig und Philipp — Villa Celimontana, ehemals Eigentum der Familie Mattei (Landsitz mit Park und Kunstgegenständen).
3	Tremezzo (Como) . .	Villa Carlotta (Landsitz mit Park, Garten, Kunstgegenständen und Mobiliar).
4	Manoppello (Chieti) .	Firma Reh — Asphaltbergwerk.
5	Cargnacco - Gardone-Riviera (Brescia) .	Langensiepen Richard — Dock, Turm und Garten am See.
6	Gardone-Riviera (Brescia)	Thode Henri — Gemälde vermutlich von Rembrandt.
7	Cargnacco - Gardone-Riviera (Brescia) .	Hoeniger — bäuerliches Grundstück.
8	Caprarola (Rom) . .	Villa Farnese.
9	S. Remo (Imperia) . .	Foerster Meta — Villa Julia (Landsitz mit anliegendem Grundstück).
10	S. Remo (Imperia) . .	Stern Kurt — Pension Quisisana (als Hotel dienendes Gebäude mit anliegendem Garten).
11	Venedig	Naager Franz — Für die staatliche Zinkographie verwendetes Gebäude.
12	Florenz	Gerber Elisa verw. Bernhardt — Fünf in der mit Landbesitz ausgestatteten Villa befindliche Meistergemälde; Möbel und Kunstgegenstände.
13	Venedig	Loevi Adolf — Alle noch nicht verkauften Kunstgegenstände.
14	S. Remo (Imperia) . .	Billig Katharina — Gemälde Napoleons.
15	S. Remo (Imperia) . .	Thiemm Adolf — Bereits Kunstsammlungen zugewiesene Kunstgegenstände.
16	Venedig	Heilbronner Raoul — Bereits Museen zugewiesene Marmorgegenstände, antike Skulpturen und venezianische Brunneneinfassungen.

*) Nous ne reproduisons pas le texte italien des sous-annexes.

Nr.	Gemeinde und Provinz, in denen die Güter sich befinden	Kurze Bezeichnung der Güter
17	Cuma (Neapel) . . .	„Società Cumana“, Stuttgart — Grundstücke und Gebäude.
18	Menaggio (Como) . .	Mylius Eveline verw. de Neuville — Villa Scogliera.
19	Messina	Melinghoff Friedrich — Für das Nationalmuseum bestimmtes Gebäude.
20	Syrakus	Kopp — Asphaltbergwerk.
21	. . . .	Von Italien auf Grund des Art. 297-b des Vertrags von Versailles in Besitz genommenes rollendes Eisenbahnmaterial.

Unteranlage B.

Zum Abkommen über die deutschen Güter, Rechte und Interessen in Italien.

Nr.	Ehemaliger Eigentümer	Bezeichnung der Güter	Ort
1	Froman und Harbers . .	Möbel und Silbersachen .	Rom.
2	Otto Ernst	Silbersachen	Rom.
3	Hoch Richard	Villa und Grundstücke .	Florenz.
4	Gebr. Hausmann . . .	Grundstücke	Taranto.
5	Heimann Heinrich und Schwestern	Industrieanlage, Maschinen und Geräte	Mailand und Cornigliano.
6	Berninghaus Julius . .	Möbel	Neapel.
7	Abresch Eugen	Grundstücke, Gebäude, Bergbaurechte	Galluzzo.
8	Geber Elisa verw. Bernhardt	5 Gemälde	Rom.
9	Luchner Elise	2 Blumenständer . . .	Rom.
10	Mader Maria und Katharina	Wohnhaus	Tenda.
11	Starz Konrad	Haus, Grundstück und Möbel	Brozzi.
12	Eggers Heinrich . . .	Silbersachen	Rom.
13	Billig Katharina . . .	Villa, Garten und Möbel	San Remo.
14	Feile und Ruch	Ein Gemälde und ein Spiegel	Rom.
15	Stern Kurt	Bauernhaus	San Remo.
16	Schroetter Magdalena .	Villa, Grundstück und Möbel	Bordighera.
17	Schlosser Emma . . .	Gebäudeanteil (1/6) . .	Rom.
18	Norddeutscher Lloyd . .	Möbel, Aktiva und Passiva	Rom, Neapel und Genua.
19	Pollack Georg und Muretti	Villa, Garten und Möbel	Colico.
20	Rhoden August	Gebäude, Park und Möbel	Gardone-Riviera.
21	Blich Elisabeth verw. Scabel	Anteil an Grundstücken .	Imperia.
22	Poppert Charlotte . . .	Silbersachen	Rom.

Nr.	Ehemaliger Eigentümer	Bezeichnung der Güter	Ort
23	Mylius Eveline	Villa, Garten und Möbel (mit Ausnahme der Villa Scogliera)	Menaggio.
24	Wachs und Laves . . .	Wohnhaus	Florenz.
25	Lewy Max	2 Gemälde und Silbersachen	Rom.
26	Noerremberg Wilhelm .	Möbel und Gemälde . .	Rom.
27	Gazzert Alexandrine . .	Möbel	Gardone-Riviera.
28	Rödembeck und Wall . .	Gebäude für Magazine .	Livorno.
29	Vitzthum Rudolf . . .	Wohnhaus, Garten und Möbel	Florenz.
30	Brauer Paul	Haus, Grundstücke und Möbel	San Remo.
31	Hemmerde Kajetan . .	Wohnhaus und Grundstück	Bordighera.
32	Hermann Karl	Landhaus und Garten . Eine Futterpresse . . .	Florenz.
33	Lass Hermann	Grundstücksanteil	Acqui.
34	Schroeder und Co. . . .	(73,50 %)	Vicenza.
35	Grack August	Wohnhaus mit Hof und Garten, Grundstück und Möbel	San Remo.
36	Thaleim Maximilian . .	Wohnhaus, Magazin und Keller	Signa.
37	Lindemann Wilhelm . .	Industriegebäude, Haus, Stall und Schuppen, Wohnhaus, Maschinen, Möbel, Werkzeuge, Aktiva und Passiva (Hälfteanteil)	Bari.
38	Nordhof von Fuchs . .	Wohnhaus, Hof und Grundstück	Rom.
39	Gesellschaft „Eylet“ . .	Gebäude, Grundstücke und Möbel	Oggiona San Stefano.
40	Baer Samuel	Laden und Grundstück (Hälfteanteil)	Venedig.
41	Gelsenkirchner Bergwerks-A.G.	Bergwerksgerechtsame und Maschinenanlagen	Stazzeno.
42	De Villeneuve Julius . .	Silbersachen	Florenz.
43	Hähnel Maximilian . .	Fabrik, Wohnhäuser, Läden, Höfe, Grundstücke, Maschinen und Möbel	Turin.
44	Bank Nast-Kolb-Schumacher	Wohnhaus und Laden .	Civitavecchia.
45	Schullern Manfred . . .	Buchhandlung	Mailand.
46	Seibel Hermann	Möbel	San Remo.
47	Von Paar Eduard . . .	Juwelen und Silbersachen	Rom.
48	Von der Merck Karl . .	Landhaus, Grundstück und Möbel	Olgiasca.
49	Stultz August	Landhaus, Grundstück und Möbel	Malcesine.

Nr.	Ehemaliger Eigentümer	Bezeichnung der Güter	Ort
50	Gesellschaft Mercur . .	Bergwerksanlagen unter und über dem Boden, Barackenanlagen, technische Einrichtung	Pian Castagnaio und Abbadia San Salvatore.
51	Gesellschaft Abundantia	Bergwerksgerechtsame .	Massa Marittima.
52	Hannam Lina	Industrieniederlassung und Grundstücke	Seriate.
53	Mellinghoff Friedrich .	Grundstück, Baulichkeiten und Möbel	Messina.
54	Krumbügel Boris . . .	Häuser und Grundstücke	Rom.
55	Lange Albert	Villa	Mailand.
56	Rost Felix	Palast	Venedig.
57	Kirchner Ernst	Wohnhaus	Florenz.

45.

ALLEMAGNE, BELGIQUE.

Accord afin de régler définitivement les questions encore pendantes entre l'Allemagne et la Belgique et relatives aux dommages économiques spéciaux résultant de l'occupation de celle-ci; signé à Bruxelles, le 13 juillet 1929.*)

Reichsgesetzblatt 1930. II, No. 7.

Abkommen zwischen Deutschland und Belgien vom 13. Juli 1929.

Die Deutsche Regierung und die Belgische Regierung sind in dem gemeinsamen Wunsch, im Rahmen der Gesamtregelung der durch den Krieg aufgeworfenen finanziellen Fragen im Wege des gegenseitigen Entgegenkommens auch diejenigen Fragen endgültig zu erledigen, die zwischen Deutschland und Belgien noch wegen der im Zusammenhang mit der Besetzung Belgiens entstandenen besonderen wirtschaftlichen Schäden schweben, überein-

Accord entre l'Allemagne et la Belgique en date du 13 juillet 1929.

Le Gouvernement Allemand et le Gouvernement Belge, également animés du désir de régler d'une manière définitive par voie d'entente réciproque, dans le cadre du règlement général des questions financières nées de la guerre, les questions encore pendantes entre l'Allemagne et la Belgique et relatives aux dommages économiques spéciaux résultant de l'occupation de celle-ci,

Ont résolu, tout en maintenant

*) Les ratifications ont été échangées à Paris, le 14 avril 1930.

gekommen, unabhängig von dem beiderseitigen Rechtsstandpunkt dieses Abkommen abzuschliessen.

Zu diesem Zweck haben zu Bevollmächtigten ernannt:

Der Deutsche Reichspräsident:

den Ministerialdirektor im Auswärtigen Amt, Herrn Dr. Ritter,

Seine Majestät der König der Belgier:

Herrn Gutt,

die, nachdem sie ihre Vollmachten geprüft und in guter und gehöriger Form befunden haben, folgendes vereinbart haben:

Artikel 1.

Die Deutsche Regierung wird der Königlich Belgischen Regierung die aus der Anlage ersichtlichen Annuitäten zahlen.

Artikel 2.

Die Annuitäten erhalten — vorbehaltlich der Bestimmungen des vorliegenden Abkommens — die gleiche Form wie die in dem Bericht der Sachverständigen vom 7. Juni 1929 *) festgesetzten Annuitäten.

Sie sind während eines jeden Jahres in gleichen monatlichen Teilbeträgen am 15. jeden Monats auf das Konto des Belgischen Staates bei der Belgischen Nationalbank zu zahlen.

Sollte für die im Sachverständigenbericht festgesetzten Annuitäten der in Teil 8 d und 8 e sowie in der Anlage IV des Berichts vorgesehene Transfer- oder Zahlungsaufschub wirksam werden, so sind die während dessen Wirksamkeit fälligen

chacun leur point de vue juridique, de conclure le présent Accord.

A cette fin, ont été nommés pour Plénipotentiaires, savoir:

par le Président du Reich Allemand:

M. le Dr. Ritter, Directeur ministériel à l'Auswärtiges Amt,

par Sa Majesté le Roi des Belges:

M. Gutt,

lesquels, après avoir examiné leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1.

Le Gouvernement Allemand paiera au Gouvernement Royal Belge les annuités qui figurent au tableau ci-annexé.

Article 2.

Ces annuités prendront — sous réserve des dispositions du présent Accord — une forme identique à celles dont il est question dans le rapport des Experts signé à Paris le 7 juin 1929. *)

Elles seront payables, pendant chaque année, par versements mensuels égaux, le 15 de chaque mois au compte de l'Etat Belge à la Banque Nationale de Belgique.

Dans le cas où, pour les annuités fixées dans ledit rapport, la suspension de transfert ou de paiement prévue à la partie 8 d et 8 e ainsi que dans l'annexe IV de ce rapport deviendrait effective, les annuités prévues dans le présent Accord,

*) V. ci-dessus, p. 14.

Annuitäten des vorliegenden Abkommens in Form von Sachleistungen zu entrichten, sofern die Deutsche Regierung der Königlich Belgischen Regierung einen dahingehenden Wunsch gleichzeitig mit Ankündigung des Aufschubs bekannt gibt.

Die von den beteiligten Regierungen gemäss Artikel 8 f des Sachverständigenberichts aufzustellende Verfahrensvorschrift für Sachleistungen soll dabei angewendet werden.

Artikel 3.

Meinungsverschiedenheiten, die sich bei der Durchführung dieses Abkommens über eine Frage der Auslegung oder Anwendung des Sachverständigenberichts ergeben, sollen dem in Teil VIII dieses Berichts vorgesehenen Schiedsgericht unterbreitet werden.

Im übrigen wird bei Meinungsverschiedenheiten über die Auslegung oder Anwendung dieses Abkommens das deutsch-belgische Schiedsabkommen von Locarno vom 16. Oktober 1925 *) angewendet.

Artikel 4.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden und tritt nach Austausch der Ratifikationsurkunden gleichzeitig mit den zur Inkraftsetzung des Sachverständigenberichts abzuschliessenden Verträgen oder Abkommen in Kraft.

Der Austausch soll gleichzeitig mit dem der Ratifikationsurkunden

venant à échéance pendant cette suspension, seraient payables sous forme de prestations en nature pour autant que le Gouvernement Allemand donnâit notification à cet effet au Gouvernement Royal Belge en même temps qu'il annoncerait ladite suspension.

Le règlement d'exécution pour les prestations en nature qui devra, conformément à la partie 8 f du rapport des Experts, être élaboré de commun accord par les Gouvernements intéressés, serait applicable dans ce cas.

Article 3.

Les divergences de vues qui pourraient se manifester dans l'exécution du présent Accord au sujet d'une question d'interprétation ou d'application du rapport des Experts, seront soumises au tribunal arbitral prévu dans la partie VIII de ce rapport.

La convention d'arbitrage germano-belge conclue à Locarno le 16 octobre 1925 *) s'appliquera à toute autre contestation relative à l'interprétation ou à l'application du présent Accord.

Article 4.

Le présent Accord sera ratifié et entrera en vigueur après l'échange des instruments de ratification, au moment où entreront en vigueur les traités ou accords qui seront conclus au sujet du rapport des Experts.

Cet échange aura lieu en même temps et au même endroit que celui

*) V. **N. R. G.** 3. s. XVI, p. 12.

der erwähnten Verträge oder Abkommen und am gleichen Ort stattfinden.

Geschehen zu Brüssel am 13. Juli 1929.

Ritter.
Gutt.

des instruments de ratification desdits traités ou accords.

Fait à Bruxelles, le 13 juillet 1929.

Ritter.
Gutt.

Anlage.

Deutsche Zahlungen an Belgien

	in Millionen Reichsmark
Vom 1. September 1929 bis 31. März 1930	16,2
Deutsches Haushaltsjahr	
1930—1931	21,5
1931—1932	21,5
1932—1933	21,5
1933—1934	26,0
1934—1935	26,0
1935—1936	26,0
1936—1937	26,0
1937—1938	26,0
1938—1939	26,0
1939—1940	26,0
1940—1941	26,0
1941—1942	20,1
1942—1943	20,1
1943—1944	20,1
1944—1945	20,1
1945—1946	20,1
1946—1947	20,1
1947—1948	20,1
1948—1949	20,1
1949—1950	9,3
1950—1951	9,3
1951—1952	9,3
1952—1953	9,3
1953—1954	9,3
1954—1955	9,3

Annexe.

Sommes à payer par l'Allemagne à la Belgique.

	En millions de Reichsmarks
Du 1er septembre 1929 au 31 mars 1930	16,2
Année fiscale allemande	
1930—1931	21,5
1931—1932	21,5
1932—1933	21,5
1933—1934	26,0
1934—1935	26,0
1935—1936	26,0
1936—1937	26,0
1937—1938	26,0
1938—1939	26,0
1939—1940	26,0
1940—1941	26,0
1941—1942	20,1
1942—1943	20,1
1943—1944	20,1
1944—1945	20,1
1945—1946	20,1
1946—1947	20,1
1947—1948	20,1
1948—1949	20,1
1949—1950	9,3
1950—1951	9,3
1951—1952	9,3
1952—1953	9,3
1953—1954	9,3
1954—1955	9,3

	in Millionen Reichsmark
1955—1956	9,3
1956—1957	9,3
1957—1958	9,3
1958—1959	9,3
1959—1960	9,3
1960—1961	9,3
1961—1962	9,3
1962—1963	9,3
1963—1964	9,3
1964—1965	9,3
1965—1966	9,3

	En millions de Reichsmarks
1955—1956	9,3
1956—1957	9,3
1957—1958	9,3
1958—1959	9,3
1959—1960	9,3
1960—1961	9,3
1961—1962	9,3
1962—1963	9,3
1963—1964	9,3
1964—1965	9,3
1965—1966	9,3

Schlussprotokoll.

1. Sollte der Sachverständigenplan am 1. September 1929 noch nicht in Kraft gesetzt sein, so würden die in dem heute abgeschlossenen Abkommen vorgesehenen und im Zeitpunkt der Inkraftsetzung des Sachverständigenplans bereits fälligen Monatszahlungen zuzüglich 5½ v. H. Zinsen seit dem Tage der Fälligkeit dann durch eine Gesamtzahlung zu entrichten sein.

2. Wenn das Transfer- oder Zahlungsmoratorium nach Beendigung des für die Sachleistungen vorgesehenen Zeitabschnitts erklärt wird, und wenn die Deutsche Regierung von der Möglichkeit Gebrauch macht, dann die in dem Abkommen vom heutigen Tage vorgesehenen Zahlungen durch Sachleistungen zu entrichten, so würden sich die beiden Regierungen über ein Verfahren einigen, das dem früher geltenden angepasst sein soll.

3. Für die Ausführung des heutigen Abkommens wird das Wort „Reichsmark“ entsprechend dem Schreiben des Herrn Reichsbankpräsidenten Dr. Schacht an den Vor-

Protocole final.

1. Au cas où le Plan des Experts n'aurait pas encore été mis en vigueur le 1er septembre 1929, les mensualités prévues à l'accord de ce jour et échues au moment de la mise en vigueur de ce plan, feront à ce moment l'objet d'un paiement global, augmentées des intérêts à 5½ % depuis la date de l'échéance.

2. Si le moratoire de transfert ou de paiement était déclaré après l'expiration de la période de fonctionnement des prestations en nature, et que le Gouvernement Allemand recourût à la possibilité d'exécuter en nature les paiements prévus à l'accord de ce jour, les deux Gouvernements auraient à se mettre d'accord sur une procédure d'exécution s'inspirant de celle qui aurait fonctionné précédemment.

3. Pour l'exécution de l'accord de ce jour, le mot „Reichsmark” sera interprété conformément, à la lettre du 6 juin du Dr. Schacht, président de la Reichsbank, à M. Owen

sitzenden des Sachverständigenausschusses, Herrn Owen D. Young, vom 6. Juni 1929 ausgelegt werden.

4. Die vorstehenden Vereinbarungen gelten in gleicher Weise wie das heutige Abkommen und bilden einen Bestandteil des Abkommens.

Brüssel, den 13. Juli 1929.

Ritter.
Gutt.

D. Young, président du Comité des Experts.

4. Les dispositions ci-dessus auront même force et valeur que l'accord de ce jour dont elles doivent être considérées comme faisant partie intégrante.

Bruxelles, le 13 juillet 1929.

Ritter.
Gutt.

46.

ALLEMAGNE, BELGIQUE.

Accord relatif aux biens, droits et intérêts allemands en Belgique; signé à Berlin, le 13 juillet 1929.*)

Reichsgesetzblatt 1930. II, No. 8.

Abkommen über die deutschen Güter, Rechte und Interessen in Belgien.

Der Deutsche Reichspräsident und Seine Majestät der König der Belgier, von dem Wunsche beseelt, die Fragen, welche die deutschen Güter, Rechte und Interessen in Belgien betreffen, sobald als möglich zu regeln, haben zu diesem Zweck zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

Der Deutsche Reichspräsident:
den Ministerialrat im Reichsfinanzministerium Dr. Richard Fuchs,

Seine Majestät der König der Belgier:
den Generaldirektor im Finanzministerium Hektor Deduytschaever und den Advokaten am Obergericht in

Accord relatif aux biens, droits et intérêts allemands en Belgique.

Le Président du Reich Allemand et Sa Majesté le Roi des Belges, animés du désir de régler aussitôt que possible les questions se rapportant aux biens, droits et intérêts allemands en Belgique, ont désigné à cet effet comme leurs plénipotentiaires:

Le Président du Reich Allemand:
le Dr. Richard Fuchs, Conseiller Ministériel au Ministère des Finances,

Sa Majesté le Roi des Belges:
Monsieur Hector Deduytschaever, Directeur général au Ministère des Finances, et

*) Les ratifications ont été échangées à Paris, le 14 avril 1930. V. Reichsgesetzblatt 1930. II, p. 777.

Brüssel und Rechtsbeistand der Belgischen Regierung Jean-Maurice Marx,

die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten die nachstehenden Bestimmungen vereinbart haben:

Artikel 1.

Gemäss der Empfehlung im 9. Teil des am 7. Juni 1929 in Paris unterzeichneten Sachverständigenplans*) verzichtet die Belgische Regierung darauf, von dem Tage der Unterzeichnung dieses Plans ab von dem ihr durch Artikel 297 b und Artikel 121 des Vertrages von Versailles**) gewährten Rechte Gebrauch zu machen, die Güter, Rechte und Interessen deutscher Reichsangehöriger, deutscher oder von Deutschen abhängiger Gesellschaften, sei es in Belgien oder in der Kongo-Kolonie oder in den der Mandatsverwaltung Belgiens unterstellten Gebieten, zu beschlagnahmen, einzubehalten oder zu liquidieren, soweit diese Güter, Rechte und Interessen in dem genannten Zeitpunkt nicht bereits liquide, liquidiert oder einbehalten waren.

Im Sinne dieses Abkommens gelten als am 7. Juni 1929 bereits liquide, liquidiert oder einbehalten nur die folgenden Vermögenswerte:

a) die Güter, Rechte und Interessen, die in dem genannten Zeitpunkt dritten Personen, mit endgültiger Rechtswirkung zu ihren Gunsten, übertragen worden waren oder wegen deren

Monsieur Jean-Maurice Marx, Avocat à la Cour d'Appel de Bruxelles et Conseiller Juridique du Gouvernement Belge,

qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, lesquels ont été reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes:

Article 1.

Conformément à la recommandation contenue dans la partie 9 du rapport des Experts signé à Paris le 7 juin 1929,*) le Gouvernement Belge renonce à faire usage, à partir de la date de la signature de ce rapport, de la faculté accordée par l'Article 297 litt. b et l'Article 121 du Traité de Versailles,**) de saisir, retenir ou liquider les biens, droits et intérêts de ressortissants allemands ou de compagnies ou sociétés allemandes, ou contrôlées par des Allemands, soit en Belgique, soit dans la colonie du Congo, soit dans les territoires soumis à l'administration mandataire de la Belgique, en tant que ces biens, droits et intérêts n'étaient pas déjà liquides, liquidés ou retenus à la même date.

Ne seront considérés comme liquides, liquidés ou retenus à la date du 7 juin 1929 au sens du présent Accord que:

a) les biens, droits et intérêts qui, à cette date, avaient été transmis définitivement entre parties à des tiers, ou pour lesquels, à la même date, avait été faite la notification de

---

*) V. ci-dessus, p. 14.
**) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 558, 431.

in dem gleichen Zeitpunkt die im Artikel 15 des belgischen Gesetzes vom 17. November 1921 oder im Artikel 14 des Dekrets vom 9. August 1922 vorgesehene Mitteilung über den Erwerb durch den Belgischen Staat gemacht worden war;

b) die Forderungen, soweit sie in dem genannten Zeitpunkt durch den Zwangsverwalter oder die Belgische Regierung eingezogen waren;

c) die in dem gleichen Zeitpunkt unter Zwangsverwaltung stehenden Barguthaben im Sinne des § 11 der Anlage zu Abschnitt IV von Teil X des Vertrages von Versailles. *)

Artikel 2.

Vom Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Abkommens ab verlieren alle nicht auf gemeinem Recht beruhenden Verbote ihre Wirkung, die der freien Ausübung der Rechte deutscher Reichsangehöriger in bezug auf die im Artikel 1 Abs. 1 bezeichneten Güter, Rechte und Interessen entgegenstehen.

Artikel 3.

Die im Besitz der Belgischen Regierung befindlichen Güter werden den Berechtigten mit den seit dem 7. Juni 1929 gezogenen Früchten und erzielten Erträgnissen innerhalb einer Frist von einem Monat nach Eingang des Antrags des Berechtigten freigegeben.

Die nicht liquiden, liquidierten oder einbehaltenen Güter einer Gesellschaft, die wegen ihrer Abhängigkeit von Deutschen der Li-

l'acquisition par l'Etat Belge prévue à l'Article 15 de la loi belge du 17 novembre 1921 ou à l'Article 14 du décret du 9 août 1922;

b) les créances en tant qu'elles étaient recouvrées par le séquestre ou le Gouvernement Belge à cette date;

c) les avoirs en numéraire au sens du par. 11 de l'annexe à la Section IV de la Partie X du Traité de Versailles, séquestrés à la même date. *)

Article 2.

Au moment de la mise en vigueur du présent Accord, toutes les défenses, autres que celles de droit commun, entravant le libre exercice des droits des ressortissants allemands se rapportant aux biens, droits et intérêts visés au premier alinéa de l'Article 1, cesseront d'être en vigueur.

Article 3.

Les biens se trouvant en la possession du Gouvernement Belge seront restitués aux ayants-droit, avec les fruits et revenus à compter du 7 juin 1929, dans un délai d'un mois à partir de la demande introduite par les intéressés.

Les biens non liquides, liquidés ou retenus d'une société mise en liquidation pour avoir été contrôlée par des Allemands seront restitués

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 570.

quidation unterworfen worden ist, werden den Gesellschaftern oder Aktionären freigegeben, die zu diesem Zwecke einen gemeinsamen Vertreter zu bestimmen haben.

Die Deutsche Regierung wird der Belgischen Regierung auf Verlangen, soweit möglich, alle zum Nachweis des Eigentums der Antragsteller und für ihre persönliche Legitimation erforderlichen Auskünfte erteilen. Der Belgische Staat und der Zwangsverwalter können unter keinem Gesichtspunkt wegen irgendeiner infolge dieser Auskünfte irrtümlich vorgenommenen Freigabe verantwortlich gemacht werden.

Artikel 4.

Die Güter werden in dem tatsächlichen und rechtlichen Zustande, in dem sie sich befinden, samt den mit ihnen zusammenhängenden Rechten und Vergünstigungen und unter Aufrechterhaltung der bestehenden Belastungen, freigegeben, ohne dass jedoch für die Kosten und Honorare der Zwangsverwaltung oder der Liquidation eine Zurückbehaltung erfolgen darf.

Artikel 5.

Die Geldschulden und anderen Verbindlichkeiten des von der Beschlagnahme Betroffenen, die von dem Zwangsverwalter oder dem Belgischen Staat nicht abgedeckt worden waren, bleiben zu Lasten dessen bestehen, dem die Freigabe zugute kommt.

Er kann auf die Freigabe verzichten. In diesem Falle übernimmt die Belgische Regierung bis zur Höhe des Gesamtreinerlöses, der aus der Liquidation des Vermögens des Betroffenen erzielt worden ist

aux sociétaires ou actionnaires, qui auront à désigner à cet effet un représentant commun.

Le Gouvernement Allemand fournira au Gouvernement Belge, sur demande et dans la mesure du possible, tous renseignements nécessaires sur les droits de propriété et l'identité des réclamants. L'Etat Belge ou le séquestre ne pourront être rendus responsables à quelque titre que ce soit du chef de toute restitution faite par erreur ensuite de ces renseignements.

Article 4.

Les biens seront délivrés dans l'état de fait et de droit où ils se trouvent, avec les droits et avantages qui y sont attachés et les charges qui les grèvent, mais sans qu'il puisse être fait de retenue sur ces biens pour les frais et honoraires de séquestre ou de liquidation.

Article 5.

Les dettes et autres obligations du séquestré non acquittées par le séquestre ou l'Etat Belge resteront pour compte du bénéficiaire de la restitution.

Celui-ci pourra renoncer à la restitution. Dans ce cas, le Gouvernement Belge supportera, à concurrence du produit net retiré ou à retirer de l'ensemble de la liquidation des biens, droits et intérêts

oder werden wird, die Abdeckung derjenigen Geldschulden und anderen Verbindlichkeiten, die ihr auf Grund ihrer bisherigen Übung oder auf Grund künftiger gerichtlicher oder schiedsgerichtlicher Entscheidungen oder auf Grund von besonderen Abmachungen, die mit den Beteiligten geschlossen werden sollten, noch zur Last fallen werden.

du séquestré, les dettes et autres obligations, qui, suivant les précédents ou des décisions judiciaires à intervenir ou des arrangements qui seraient conclus avec les intéressés, resteraient lui incomber.

Artikel 6.

Den deutschen Reichsangehörigen und Gesellschaften, die ihre Güter, Rechte und Interessen vor Inkrafttreten dieses Abkommens zurückgekauft haben, wird der Kaufpreis, soweit er am 7. Juni 1929 noch nicht bezahlt war, erlassen.

Der Betroffene muss jedoch seine Zahlungen insoweit fortsetzen, als die gezahlten Beträge samt den Erlösen aus seinen übrigen bereits liquiden, liquidierten oder einbehaltenen Gütern, Rechten und Interessen zur Bezahlung seiner Geldschulden und übrigen Verbindlichkeiten nicht ausreichen.

Article 6.

Les ressortissants allemands et les sociétés ou compagnies allemandes ayant racheté leurs biens, droits ou intérêts avant la mise en vigueur du présent Accord seront libérés du prix de rachat en tant qu'il n'était pas encore payé le 7 juin 1929.

Toutefois, l'intéressé devra continuer ses paiements tant que le prix perçu, augmenté du produit de ses autres biens, droits et intérêts liquides, liquidés ou retenus, ne suffit pas à payer ses dettes et autres obligations.

Artikel 7.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die Belgische Regierung die im § 10 der Anlage zu Abschnitt IV von Teil X des Vertrages von Versailles *) vorgesehene Auslieferung von Wertpapieren nicht mehr verlangen wird.

Article 7.

Il est entendu que le Gouvernement Belge ne réclamera plus de remises de titres en application du § 10 de l'annexe à la Section IV de la Partie X du Traité de Versailles. *)

Artikel 8.

Mit Wirkung vom 7. Juni 1929 ab wird die Belgische Regierung die ihr im Artikel 306 Abs. 5, 6 und 7 des Vertrages von Versailles **) eingeräumten Rechte nicht mehr ausüben.

Article 8.

A partir du 7 juin 1929, le Gouvernement Belge n'exercera plus les droits que lui avaient conférés les alinéas 5, 6 et 7 de l'Article 306 du Traité de Versailles. **)

*) V. **N. R. G.** 3. s. XI, p. 569.

**) V. ibid. p. 591.

Artikel 9.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die auf Forderungen und Schulden bezüglichen Bestimmungen dieses Abkommens die im Artikel 296 des Vertrags von Versailles*) bezeichneten Forderungen und Schulden nicht berühren.

Das deutsch-belgische Gemischte Schiedsgericht ist allein zuständig, darüber zu entscheiden, ob eine dem deutschen oder belgischen Ausgleichsamt notifizierte Forderung, die nicht endgültig zurückgezogen ist, unter die Bestimmungen des Art. 296 des Vertrags von Versailles fällt.

Artikel 10.

Streitfragen zwischen den Hohen vertragschliessenden Parteien über die Auslegung und Durchführung dieses Abkommens oder des dazugehörigen Protokolls werden einem Schiedsgericht zur Entscheidung unterbreitet. Dieses Schiedsgericht wird aus je einem Staatsangehörigen der beiden Hohen vertragschliessenden Parteien und einem dritten Schiedsrichter als Präsidenten gebildet, der einer am Kriege nicht beteiligten Macht angehören muss.

Der Präsident wird durch gemeinsame Vereinbarung zwischen den beiden Parteien ernannt. Falls eine solche Vereinbarung innerhalb von drei Monaten nach Ersuchen einer Partei nicht zustande kommt, wird der dritte Schiedsrichter durch den Präsidenten des Ständigen Internationalen Gerichtshofs im Haag ernannt werden.

Article 9.

Il est entendu que les dispositions du présent Accord se rapportant à des créances et dettes ne visent pas les créances et dettes dont il est question à l'Article 296 du Traité de Versailles.*)

Le tribunal Arbitral Mixte germano-belge sera seul compétent pour décider si une créance notifiée à l'Office de Vérification et de Compensation allemand ou belge et non retirée définitivement devra être considérée comme tombant sous l'application de l'Article 296 du Traité de Versailles.

Article 10.

Les différends entre les Hautes Parties Contractantes sur l'interprétation ou l'application du présent Accord ou du Protocole annexé seront soumis à un Tribunal composé d'un ressortissant de chacune des deux Hautes Parties Contractantes et d'un troisième arbitre agissant comme président et appartenant à une nation qui n'a pas pris part à la guerre.

Le président sera désigné d'un commun accord entre les deux parties. Au cas où cet accord ne pourrait se faire dans un délai de trois mois à partir de la demande de l'une des parties, le troisième arbitre sera nommé par le Président de la Cour Permanente de Justice Internationale de la Haye.

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 546.

Artikel 11.

Alsbald nach Inkrafttreten des am 7. Juni 1929 in Paris unterzeichneten Sachverständigenplans werden die Hohen vertragschliessenden Parteien gemäss der in Teil 9 dieses Plans enthaltenen Empfehlung in Verhandlungen zum Zwecke der endgültigen Regelung der anderen sich aus den Bestimmungen der Abschnitte III, IV und VI von Teil X des Vertrags von Versailles ergebenden Fragen eintreten.

Artikel 12.

Das gegenwärtige Abkommen soll ratifiziert werden und tritt nach Austausch der Ratifikationsurkunden gleichzeitig mit den zur Inkraftsetzung des Sachverständigenplans abzuschliessenden Verträgen oder Abkommen in Kraft.

Der Austausch soll gleichzeitig mit dem der Ratifikationsurkunden der genannten Verträge oder Abkommen und an dem gleichen Orte stattfinden.

Zu Urkund dessen haben die gehörig beglaubigten Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Ausgefertigt in Berlin in doppelter Urschrift, in deutscher und französischer Sprache, am 13. Juli 1929.

Fuchs.
H. Deduytschaever.
J. M. Marx.

Article 11.

Aussitôt après la mise en vigueur du rapport des Experts, signé à Paris le 7 juin 1929, et conformément à la recommandation contenue dans la partie 9 dudit rapport, les Hautes Parties Contractantes entreront en négociations pour le règlement définitif des autres questions se rapportant aux dispositions des Sections III, IV et VI de la Partie X du Traité de Versailles.

Article 12.

Le présent Accord sera ratifié et entrera en vigueur après l'échange des instruments de ratification au moment où entreront en vigueur les traités ou accords qui seront conclus au sujet du rapport des Experts.

Cet échange aura lieu en même temps et au même endroit que celui des instruments de ratification desdits traités ou accords.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs dûment autorisés à cet effet ont signé le présent Accord et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Berlin en double exemplaire, en allemand et en français,

le 13 juillet 1929.

Fuchs.
H. Deduytschaever.
J. M. Marx.

Zeichnungsprotokoll.

Bei Unterzeichnung des Abkommens über die deutschen Güter, Rechte und Interessen in Belgien, vom heutigen Tage, sind die unter-

Protocole de Signature.

Au moment de signer le présent Accord relatif aux biens, droits et intérêts allemands en Belgique, en date de ce jour, les soussignés,

zeichneten gehörig bevollmächtigten Vertreter über folgende Bestimmungen übereingekommen, die einen wesentlichen Bestandteil des genannten Abkommens bilden sollen:

Zu Artikel 1.

Ausnahmsweise werden den Gütern, Rechten und Interessen, die im Sinne des Abkommens als liquidiert oder einbehalten angesehen werden, die am 7. Juni 1929 unter Zwangsverwaltung stehenden Güter gleichgestellt, die vor dem 22. Juni 1929 dritten Personen, mit endgültiger Rechtswirkung zu ihren Gunsten, übertragen worden sein sollten, oder wegen deren vor dem gleichen Zeitpunkt die in Artikel 15 des belgischen Gesetzes vom 17. November 1921 oder in Artikel 14 des Dekrets vom 9. August 1922 vorgesehene Mitteilung gemacht worden sein sollte.

Zu Artikel 2 und 3.

Innerhalb von drei Monaten nach der Unterzeichnung des Abkommens, jedoch nicht vor seinem Inkrafttreten, wird die Belgische Regierung der Deutschen Regierung ein Verzeichnis der im Artikel 1 Abs. 1 bezeichneten Güter, Rechte und Interessen zugehen lassen. Die Bestimmungen des Abkommens bleiben indessen auch auf diejenigen dort bezeichneten Güter, Rechte und Interessen anwendbar, die aus irgendwelchem Grunde nicht in dieses Verzeichnis aufgenommen sein sollten.

Später, aber sobald als möglich, wird die Belgische Regierung der Deutschen Regierung ein Verzeichnis der bereits liquiden, liquidierten oder einbehaltenen deutschen Güter, Rechte und Interessen zu-

dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes qui doivent être considérées comme faisant partie intégrante dudit Accord:

Ad Article 1.

Sont par exception compris parmi les biens, droits et intérêts considérés comme liquidés ou retenus aux termes de l'Accord, les biens sous séquestre au 7 juin 1929 qui, avant le 22 juin 1929, auraient été transmis définitivement entre parties à des tiers, ou pour lesquels, avant la même date, aurait été faite la notification prévue à l'Article 15 de la loi belge du 17 novembre 1921 ou à l'Article 14 du décret du 9 août 1922.

Ad Articles 2 et 3.

Dans les trois mois de la signature de l'Accord, mais pas avant sa mise en vigueur, le Gouvernement Belge remettre au Gouvernement Allemand une liste des biens, droits et intérêts visés au premier alinéa de l'Article 1. Toutefois, les dispositions dudit Accord ne cesseront pas d'être applicables aux biens, droits et intérêts visés au même alinéa et qui pour un motif quelconque n'auraient pas été portés sur cette liste.

Plus tard, mais aussitôt que possible, le Gouvernement Belge remettra au Gouvernement Allemand une liste des biens, droits et intérêts allemands liquides, liquidés ou retenus. A l'expiration du délai

gehen lassen. Nach Ablauf einer Frist von einem Jahre seit der Übergabe dieses letzten Verzeichnisses können die im Artikel 3 vorgesehenen Freigabeanträge nicht mehr bei der Belgischen Regierung geltend gemacht werden.

Zu Artikel 10.

Die beiden Hohen vertragschliessenden Parteien vereinbaren schon jetzt, dass sie als Präsidenten des im Artikel 10 vorgesehenen Schiedsgerichts Herrn Charles Guex, Professor an der Universität Lausanne, bestimmen werden, falls er bereit ist, diese Aufgabe zu übernehmen.

Ausgefertigt in Berlin in doppelter Urschrift, in deutscher und französischer Sprache,

am 13. Juli 1929.

Fuchs.
H. Deduytschaever.
J. M. Marx.

d'un an, à compter de la remise de cette dernière liste, les demandes de restitution visées à l'Article 3 ne pourront plus être présentées au Gouvernement Belge.

Ad Article 10.

Les deux Hautes Parties Contractantes conviennent dès à présent qu'elles désigneront comme président du Tribunal Arbitral prévu à l'Article 10 M. Charles Guex, professeur à l'université de Lausanne, s'il est disposé à accepter ces fonctions.

Fait à Berlin en double exemplaire, en allemand et en français,

le 13 juillet 1929.

Fuchs.
H. Deduytschaever.
J. M. Marx.

47.

ALLEMAGNE, BELGIQUE.

Accord pour le règlement définitif des questions résultant des sections III à VII de la partie X du Traité de Versailles;*) signé à Bruxelles, le 16 janvier 1930.**)

Reichsgesetzblatt 1930. II, No. 8.

Abkommen zwischen Deutschland und Belgien, zur endgültigen Regelung der Fragen aus den Abschnitten III bis VII des Teils X des Vertrags von Versailles.

Die Deutsche und die Belgische Regierung haben sich im Anschluss

Accord entre la Belgique et l'Allemagne, pour le règlement définitif des questions résultant des Sections III à VII de la Partie X du Traité de Versailles.

Comme suite à l'Accord signé à Berlin, le 13 juillet 1929, et

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 546 et suiv.
**) Les ratifications ont été échangées à Paris, le 16 avril 1930. V. Reichsgesetzblatt 1930. II, p. 777.

an das in Berlin am 13. Juli 1929 unterzeichnete Abkommen über die deutschen Güter, Rechte und Interessen in Belgien*) über folgende Bestimmungen geeinigt:

Artikel 1.

Es besteht Einverständnis darüber, dass das Deutsche Reich ausserhalb der im Young-Plan vorgesehenen Jahresleistungen zu keinerlei Zahlungen auf belgische Ansprüche der in Teil X Abschnitt III bis VII des Versailler Vertrages bezeichneten Art verpflichtet ist.

Es besteht ferner Einverständnis darüber, dass dem Deutschen Reich kein Rechtsanspruch auf die Endüberschüsse zusteht, die sich nach Verrechnung der gesamten in Artikel 296 und 297 vorgesehenen Gutschriften zwischen dem Deutschen und dem Belgischen Ausgleichsamt ergeben würden.

Im Verhältnis zwischen dem Deutschen und dem Belgischen Ausgleichsamt werden Gutschriften nicht mehr erteilt.

Die Belgische Regierung wird auch weiterhin der Deutschen Regierung auf ihr Verlangen alle Auskünfte über die Liquidationen deutschen Vermögens in Belgien erteilen.

Artikel 2.

Von Inkrafttreten des gegenwärtigen Abkommens ab wird das im Artikel 296 des Vertrags von Versailles vorgesehene Ausgleichsverfahren im Verhältnis zwischen

relatif aux biens, droits et intérêts allemands en Belgique,*) les Gouvernements Belge et Allemand sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1.

Il est entendu qu'aucun paiement en sus des annuités prévues au Plan Young ne peut être demandé à l'Allemagne du chef des créances et réclamations dont il est question dans les Sections III à VII de la Partie X du Traité de Versailles.

Il est entendu également que l'Etat Allemand n'a pas droit au remboursement du solde final qui pourrait résulter à son profit du décompte entre les Offices de Vérification et de Compensation germano-belges de la totalité des créditements prévus par les dispositions des Articles 296 et 297 du Traité de Versailles.

Les avis de crédit cesseront d'être échangés entre les Offices susnommés.

Le Gouvernement Belge continuera à fournir au Gouvernement Allemand, sur sa demande, toutes informations au sujet des liquidations des biens allemands effectuées en Belgique.

Article 2.

A partir de la mise en vigueur du présent Accord, la procédure de Compensation, prévue par l'Article 296 du Traité de Versailles, sera terminée entre la Belgique et

*) V. ci-dessus, No. 45, p. 527.

Deutschland und Belgien nach Massgabe der nachstehenden Bestimmungen zu Ende geführt:

1. Alle deutschen und belgischen im Ausgleichsverfahren notifizierten Forderungen, die noch nicht gutgeschrieben oder zurückgezogen sind, gelten zwischen den Ämtern als im Ausgleichsverfahren geregelt.

   Diese Regelung umfasst auch die Sachen, die bereits beim Gemischten Schiedsgericht anhängig sind. Die Prozesse, die sich noch nicht in der Beratung befinden, gelten als erledigt, soweit nicht binnen einer Frist von vier Monaten nach dem Inkrafttreten dieses Abkommens der belgische General-Staatsvertreter bei dem Sekretariat des deutsch-belgischen Gemischten Schiegsgerichts beantragt, sie auf der Prozessliste zu belassen.

2. Jedes Ausgleichsamt regelt die nach diesem Abkommen erledigten Forderungen und Schulden gegenüber den Parteien auf Grund der geltenden oder neu zu erlassenden Vorschriften seines Landes.

   Die Rechte des Gläubigers gehen auf das Schuldneramt über. Um dem Schuldneramt die Einziehung der Schulden zu erleichtern, wird das Gläubigeramt in allen Fällen, wo das Schuldneramt es binnen einer Frist von sechs Monaten nach dem Inkrafttreten dieses Abkommens verlangt, bei einer gemeinsamen Entscheidung mitwirken. Das Schuldneramt hat einen von ihm bereits unter-

l'Allemagne conformément aux dispositions suivantes:

1° Toutes les créances belges et allemandes notifiées en procédure de Compensation et qui ne sont pas encore créditées ou retirées seront considérées, entre Offices, comme réglées par la voie de la Compensation.

   Cette disposition s'applique aussi aux créances dont le Tribunal Arbitral Mixte a été déjà saisi. Les affaires non encore mises en délibéré sont considérées comme terminées à moins que, dans un délai de quatre mois, l'Agent général du Gouvernement Belge n'en demande au secrétariat du Tribunal arbitral mixte germano-belge, le maintien au rôle.

2° Dans les limites de la législation nationale de chacun des deux Pays intéressés et des dispositions à prendre éventuellement par les deux Gouvernements, chacun des Offices règlera avec les parties les créances et dettes visées au présent Accord.

   L'Office débiteur est subrogé dans les droits du créancier. Pour faciliter à l'Office débiteur la poursuite du recouvrement des dettes, l'Office créancier s'engage à prendre toute décision conjointe sollicitée par l'Office débiteur dans le délai de six mois. Le cas échéant, l'Office débiteur soumettra à l'Office créancier le projet d'une décision conjointe déjà signée par lui. La partie in-

zeichneten Entwurf der gemeinsamen Entscheidung dem Gläubigeramt vorzulegen. Die Partei, gegen die eine gemeinsame Entscheidung gerichtet ist, hat das Recht der Berufung an das Gemischte Schiedsgericht nach Massgabe des § 20 der Anlage zu Artikel 296 des Vertrags von Versailles.

3. Die Deutsche Staatsvertretung und das Reichsausgleichsamt sind zu einer Mitwirkung in Ausgleichsprozessen, insbesondere zu einem Auftreten in der mündlichen Verhandlung vor dem Gemischten Schiedsgericht nicht verpflichtet.

4. Unbeschadet der Bestimmungen in Ziffer 1 dieses Artikels werden sich die Ausgleichsämter gegenseitig auf Verlangen, soweit möglich, die Beweismittel beschaffen und liefern, die zum Nachweis des Bestehens oder Nichtbestehens der nach diesem Abkommen geregelten Forderungen erforderlich sind. Derartige Anträge müssen innerhalb einer Frist von sechs Monaten seit Inkrafttreten dieses Abkommens gestellt werden.

5. Hinsichtlich der vorbezeichneten Forderungen leistet der Gläubigerstaat dem Schuldnerstaat und dem Schuldner Gewähr gegen alle Ansprüche und Klagen des Gläubigers und trägt auch die durch eine solche Inanspruchnahme oder Klage entstehenden Kosten.

Artikel 3.

In dem Verfahren vor dem Gemischten Schiedsgericht über Ansprüche, die gegen das Deutsche

téressée aura le droit d'appeler contre une telle décision conjointe au Tribunal Arbitral Mixte, conformément au paragraphe 20 de l'annexe à l'Article 296 du Traité de Versailles.

3° L'Agent du Gouvernement Allemand et l'Office allemand de Vérification et de Compensation n'ont pas l'obligation d'intervenir dans les procès en matière de Compensation ni d'assister aux audiences devant le Tribunal Arbitral Mixte.

4° Sans préjudice des dispositions prévues au numéro 1 du présent Article, les deux Offices s'engagent mutuellement à se procurer et à fournir, dans la limite du possible, toutes pièces justificatives, demandées et nécessaires à la preuve de l'existence ou de l'inexistence des créances réglées par cet Accord. Les demandes de l'espèce devront être présentées dans le délai de six mois.

5° En ce qui concerne les créances susvisées l'Etat créancier garantira l'Etat débiteur ainsi que le débiteur contre tous recours et actions de la part du créancier et supportera les frais résultant de pareils recours et actions.

Article 3.

L'Agent du Gouvernement Allemand n'est pas tenu d'intervenir devant le Tribunal Arbitral Mixte

Reich auf Grund der Bestimmungen des Teils X des Vertrags von Versailles geltend gemacht worden sind oder nach den Bestimmungen dieses Abkommens noch geltend gemacht werden können, ist der Deutsche Staatsvertreter zu einer Mitwirkung nicht verpflichtet.

dans les procès qui ont été intentés ou qui pourraient encore, en vertu des dispositions du présent Accord, être intentés contre l'Etat Allemand du chef des dispositions de la Partie X du Traité de Versailles.

Artikel 4.

Unbeschadet der Vorschriften der Prozessordnung über Ausschlussfristen und anderer Vorschriften, die sonst der Zulässigkeit einer Klage entgegenstehen sollten, wird folgendes vereinbart:

Von dem deutsch-belgischen Gemischten Schiedsgericht werden keinerlei neue Klagen mehr zugelassen, die nach Ablauf einer Frist von drei Monaten seit Inkrafttreten des gegenwärtigen Abkommens eingereicht werden.

Eine Ausnahme gilt lediglich für Berufungsklagen, die gegen die im Artikel 2 Ziffer 2 Abs. 2 vorgesehenen gemeinsamen Entscheidungen der Ausgleichsämter eingelegt werden. Nach Ablauf einer Frist von drei Monaten seit Inkrafttreten dieses Abkommens finden die Bestimmungen der Artikel 300b bis e, 302, 304b Abs. 2 und 305 des Versailler Vertrags im Verhältnis zwischen dem Deutschen Reich und dem Königreich Belgien sowie ihren beiderseitigen Staatsangehörigen, abgesehen von den alsdann bereits schwebenden Verfahren, keine Anwendung mehr.

Article 4.

Sans préjudice aux dispositions du Règlement de Procédure relatives aux forclusions et autres fins de non-recevoir, il est convenu ce qui suit:

Seront irrecevables devant le Tribunal Arbitral Mixte germano-belge toutes actions nouvelles quelconques introduites après l'expiration d'un délai de trois mois à dater de la mise en vigueur du présent Accord.

Seront exceptées de cette forclusion les actions d'appel contre les décisions conjointes des Offices de Vérification et de Compensation, prévues par l'alinéa 2 du numéro 2 de l'Article 2 ci-dessus.

Après l'expiration d'un délai de trois mois à dater de la mise en vigueur du présent Accord, les dispositions des Articles 300b à e, 302, 304b alinéa 2 et 305 du Traité de Versailles ne seront plus applicables aux relations entre la Belgique et l'Allemagne et leurs ressortissants respectifs, sous réserve des procès se trouvant déjà en cours à cette date devant le Tribunal Arbitral Mixte.

Artikel 5.

Vom Inkrafttreten dieses Abkommens ab trägt die Belgische Regierung die Kosten des Gemischten Schiedsgerichts.

Article 5.

A partir de l'entrée en vigueur du présent Accord, le Gouvernement Belge supportera les frais du Tribunal Arbitral Mixte.

Gerichtskosten und Auslagen, die etwa in Zukunft zu Lasten des Deutschen Reiches oder seiner Staatsangehörigen durch das Gemischte Schiedsgericht festgesetzt werden sollten, gelten als gedeckt durch das liquidierte deutsche Vermögen in Belgien. Dies gilt nicht für die Prozesse zwischen Privatparteien auf Grund der Artikel 304b Abs. 2 und 305 des Versailler Vertrags.

Die nicht verbrauchten Kostenvorschüsse sind an die Berechtigten zurückzuzahlen.

Les frais judiciaires et dépens qui pourraient être fixés à l'avenir par le Tribunal Arbitral Mixte à charge de l'Etat Allemand ou de ses ressortissants seront considérés comme couverts par le produit de la liquidation des biens allemands en Belgique, exception faite pour les procès pendants entre les parties privées en vertu des Articles 304 b alinéa 2 et 305 du Traité de Versailles.

L'excédent non utilisé des consignations sera remboursé aux ayants droit.

Artikel 6.

Dieses Abkommen wird dem deutsch-belgischen Gemischten Schiedsgericht mitgeteilt.

Streitigkeiten über die Auslegung und Durchführung des Abkommens werden diesem Gericht zur Entscheidung unterbreitet, nach Beendigung seiner Tätigkeit dem in Artikel X des Abkommens vom 13. Juli 1929 vorgesehenen Schiedsgericht.

Article 6.

Le présent Accord sera porté à la connaissance du Tribunal Arbitral Mixte. Les divergences d'opinion qui pourraient surgir au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de cet Accord seront soumises audit Tribunal et, après la fin de son activité, au Tribunal Arbitral prévu par l'Article X de l'Accord du 13 juillet 1929.

Artikel 7.

Das gegenwärtige Abkommen soll ratifiziert werden und nach Austausch der Ratifikationsurkunden gleichzeitig mit den zur Inkraftsetzung des Sachverständigenplans abzuschliessenden Verträgen oder Abkommen in Kraft treten.

Der Austausch soll gleichzeitig mit dem der Ratifikationsurkunden der genannten Verträge oder Abkommen und an dem gleichen Orte stattfinden.

Zu Urkund dessen haben die gehörig beglaubigten Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet.

Article 7.

Le présent Accord sera ratifié et entrera en vigueur, après l'échange des instruments de ratification, au moment où entreront en vigueur les traités ou accords qui seront des instruments de ratification des experts.

Cet échange aura lieu en même temps et au même endroit que celui des instruments de ratification des dits traités ou accords.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

Ausgefertigt in Brüssel in doppelter Urschrift, in deutscher und französischer Sprache am 16. Januar 1930.

Für das Deutsche Reich:
Der Deutsche Gesandte in Brüssel,
Horstmann.

Für Belgien:
Der Minister der Auswärtigen Angelegenheiten,
Hymans.

Fait à Bruxelles en double exemplaire en français et en allemand le 16 janvier 1930.

Pour la Belgique:
Le Ministre des Affaires Etrangères,
Hymans.

Pour le Reich Allemand:
Le Ministre d'Allemagne à Bruxelles,
Horstmann.

48.

ALLEMAGNE, POLOGNE.

Arrangement concernant les liquidations; signé à Varsovie, le 31 octobre 1929.*)

Reichsgesetzblatt 1930. II, No. 8.

Arrangement Germano-Polonais du 13 octobre 1924.

Les dernières conversations qui se sont poursuivies entre le Ministre d'Allemagne et le Ministre des Affaires Etrangères de Pologne, ont abouti aux résultats suivants:

I.

Le Gouvernement du Reich et le Gouvernement de la République de Pologne font les déclarations ci-après qui seront déposées à la Conférence de La Haye et obtiendront force de loi avec la mise en vigueur du Plan Young.**)

II.

Le Gouvernement Allemand déclare renoncer à toutes demandes d'un caractère financier ou concernant des biens ayant trait à la guerre ou au Traité de Paix, soit de l'Etat, soit de ses ressortissants — personnes physiques et morales — qui auraient été ou qui pourraient être adressées directement ou indirectement à la Pologne pour quelque opération que ce soit exécutée avant la mise en vigueur du Plan Young y compris les réclamations reconnues par des accords spéciaux se rapportant à ces opérations.

En ce qui concerne les demandes d'un caractère financier ou concernant des biens de la part de la Pologne soit de l'Etat, soit de ses ressortissants — personnes physiques et morales — ayant trait à la guerre ou

*) Les ratifications ont été échangées à Varsovie, le 21 avril 1931. V. Reichsgesetzblatt 1931. II, p. 501.

**) V. ci-dessus, p. 14.

au Traité de Paix qui auraient été ou qui pourraient être adressées directement ou indirectement à l'Allemagne pour quelque opération que ce soit exécutée avant la mise en vigueur du Plan Young y compris les réclamations reconnues par des accords spéciaux se rapportant à ces opérations, le Gouvernement Polonais reconnaît les dispositions du paragraphe 143, chapitre IX du Plan Young.*)

Sans préjudice des dispositions de l'Article V de cet Arrangement, les présentes déclarations constituent un désistement complet et définitif des réclamations susvisées quels qu'en soient les intéressés.

III.

Le Gouvernement Polonais déclare renoncer à toute liquidation que le Gouvernement Polonais avait exécutée ou pourrait exécuter en se prévalant ou en se conformant aux dispositions de l'Article 92 et 297b. du Traité de Paix**) des biens, droits et intérêts allemands en Pologne se trouvant encore entre les mains de leurs propriétaires ou anciens propriétaires en date du 1er septembre 1929.

Toutes les mesures de conservation appliquées conjointement avec la procédure de liquidation susvisée perdront leur efficacité au moment de la mise en vigueur du présent Arrangement.

Les biens en question seront délivrés dans l'état de fait et de droit où ils se trouvent avec les droits et avantages qui y sont attachés et les charges qui les grèvent, mais sans qu'il puisse être fait de retenues sur ces biens pour les frais et honoraires de séquestre de liquidation.

IV.

Les différends qui pourraient s'élever au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Accord et qui ne pourraient pas être réglés par voie diplomatique seront soumis à la demande d'une des Parties Contractantes à un Tribunal Arbitral.

A cette fin chaque Partie nommera un arbitre. Les deux arbitres choisiront un président neutre. A défaut d'une entente sur la personne dudit président neutre, le président de la Confédération Helvétique sera prié de le nommer.

V.

Les deux Gouvernements se mettront immédiatement après la signature du présent Arrangement en rapport pour déterminer les mesures à prendre en ce qui concerne le fonctionnement ultérieur du Tribunal Arbitral Mixte germano-polonais.

VI.

En exécution de l'Article I, le présent Arrangement ainsi que son protocole final seront ratifiés et mis en vigueur par les Parties simultanément avec la mise en vigueur du Plan Young.

---

*) V. ci-dessus, p. 38.
) V. **N. R. G. 3. s. XI, p. 410, 558.

Fait à Varsovie en double exemplaire le trente et un octobre mil neuf cent vingt-neuf.

Rauscher. *Auguste Zaleski.*

Protocole final ad II de l'Arrangement Germano-Polonais du 31 octobre 1929.

1° La déclaration allemande visée à l'Article II dudit Arrangement comprend également toutes les réclamations des ressortissants allemands contre le Gouvernement Polonais et basées sur les Articles 92 al. 4, 297 h. al. 2, 304 et 305 du Traité de Versailles *) aussi bien celles qui sont déjà portées devant le Tribunal Arbitral Mixte germano-polonais que celles qui pourraient l'être et qui résultent du passé.

2° La déclaration polonaise contenue dans l'Article II de l'Arrangement comprend également toutes les réclamations des ressortissants polonais intentées devant le même Tribunal contre le Gouvernement Allemand et basées sur les Articles 297, 298, 300, 302, 304 et 305 du Traité de Versailles **) aussi bien celles qui sont déjà portées devant ledit Tribunal que celles qui pourraient l'être et qui résultent du passé.

3° Les demandes résultant du régime transitoire de la Convention de Genève du 15 mai 1922 et dans lesquelles le Tribunal Arbitral à Beuthen ou la Commission Mixte à Katowice sont compétentes ne sont pas comprises dans le désistement réciproque.

4° Les déclarations réciproques visées à l'Article II dudit Arrangement comprennent non seulement les demandes des ressortissants — personnes physiques et morales — envers les Gouvernements respectifs mais aussi les demandes d'ordre financier d'un Gouvernement envers l'autre Gouvernement, pour leur propre compte quels qu'en soit la base en droit ou en fait.

Varsovie, le 31 octobre 1929.

Rauscher. *Auguste Zaleski.*

---

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 410, 562, 587, 591.
**) V. ibid. p. 558, 563, 574, 576, 587, 591.

49.

GRANDE-BRETAGNE, ALLEMAGNE.

Echange de Lettres afin d'interpréter la Convention concernant le désistement de la liquidation des biens, droits et intérêts appartenant à des ressortissants allemands, conclu le 28 décembre 1929;*) signées à Londres, le 30 décembre 1929.

Reichsgesetzblatt 1930. II, p. 560.

1.

London, 30th December, 1929.

Sir,

Referring to your letter of the 28th instant, I have the honour to point out, in order to avoid any misunderstanding, that paragraph 2 of my letter of the same date to you stated that the mere fact of a Vesting Order regarding any particular property having been made by the Government of the United Kingdom was not considered as bringing such vested property within the expression „liquid or liquidated or finally disposed of". The reference in your letter to this statement does not appear to be quite correct, as it embraces all property in respect of which a Vesting Order has been made. There may, however, be cases in which property was vested but afterwards became liquid or liquidated or finally disposed of, and in such cases, of course, the property would fall within the general reservations.

I shall be glad if you will confirm this interpretation of my letter after consultation with Dr. v. Friedberg, to whom I have mentioned the matter.

(Schlussformel.)

Dan. Williams.

To the Senior Delegate of the Government of the Reich.

2.

London, den 30. Dezember 1929.

Sehr geehrter Herr,

Ich habe die Ehre, den Empfang Ihres gefälligen Schreibens vom 30. Dezember 1929 zu bestätigen.

Hinsichtlich der Ausführungen zu Artikel 2 des am 28. Dezember 1929 gezeichneten Abkommens besteht Einigkeit, dass wegen blossen Vorhandenseins einer Vesting Order deutsches Eigentum nicht als „liquide, liquidiert oder endgültig verfügt" angesehen werden wird.

---

*) V. **N. R. G.** 3. s. XXIII, p. 245.

Dies schliesst nicht aus, dass andere Gründe vorliegen können, die das Eigentum unter die obigen Begriffe bringen.

(Schlussformel.)

Dieckhoff.

An den Herrn Leiter der Britischen Delegation, Cornwall House, S. E. 1.

50.

ALLEMAGNE, FRANCE.

Accord concernant la cessation de la liquidation des biens allemands; signé à Paris, le 31 décembre 1929.*)

Reichsgesetzblatt 1930. II, No. 8.

Abkommen über die Einstellung der Liquidation deutschen Vermögens.

Die Deutsche und die Französische Regierung haben sich, in dem Bestreben, auf gütlichem Wege die Fragen der Einwirkung des neuen am 7. Juni 1929 unterzeichneten Sachverständigenplans **) auf die Durchführung gewisser Bestimmungen aus dem X. Teile des Vertrags von Versailles ***) und den später geschlossenen Abkommen unter Vorbehalt aller Rechtsfragen zu regeln und zugleich die noch laufenden Arbeiten beschleunigt abzuwickeln, über folgende Bestimmungen geeinigt:

Artikel 1.

Um das für das erfolgreiche Arbeiten des neuen Sachverständigenplans unerlässliche allgemeine Vertrauen zu gewährleisten, verzichtet die Französische Regierung darauf, vorbehaltlich der Bestimmungen dieses Abkommens, vom 31. August

Accord concernant la cessation de la liquidation des biens allemands.

Les Gouvernements Allemand et Français, désireux, toutes questions de droit réservées, de régler par un accord amiable les questions concernant l'influence du nouveau Plan des Experts signé le 7 juin 1929 **) sur l'exécution de certaines dispositions de la Partie X du Traité de Versailles ***) et des accords conclus postérieurement, ainsi que de hâter le règlement des travaux restant à continuer, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

Sous réserve des dispositions du présent Accord, le Gouvernement Français, afin d'assurer la confiance générale indispensable au bon fonctionnement du nouveau Plan des Experts, renonce, à partir de la date du 31 août 1929, à faire usage de

---

*) Les ratifications ont été échangées à Paris, le 17 mai 1930. V. Reichsgesetzblatt 1930. II, p. 777.

**) V. ci-dessus, p. 14.

***) V. **N. R. G.** 3. s. XI, p. 527 et suiv.

1929 ab von ihrem Rechte Gebrauch zu machen, Güter, Rechte und Interessen deutscher Reichsangehöriger, deutscher Gesellschaften oder von Deutschen abhängiger Gesellschaften zu beschlagnahmen, zurückzubehalten und zu liquidieren, soweit diese Güter, Rechte und Interessen noch nicht liquide oder liquidiert sind oder darüber noch nicht endgültig verfügt worden ist, und soweit diese Güter, Rechte und Interessen nicht schon Gegenstand des im Artikel III der Erklärung der Französischen Regierung vom 22. Dezember 1926 enthaltenen Verzichts gewesen sind.

Es herrscht darüber Einverständnis, dass im Sinne dieses Abkommens, unter Vorbehalt aller grundsätzlichen Fragen, die Tatsache, dass eine Liquidationsanordnung ergangen oder das französische Amt für private Güter und Interessen mit dem Verkauf von Wertpapieren beauftragt worden ist, weder die in Betracht kommenden Güter, Rechte und Interessen liquide gemacht hat, noch ihre Liquidation darstellt, noch als eine endgültige Verfügung über sie anzusehen ist.

Artikel 2.

Der in dem vorstehenden Artikel ausgesprochene Verzicht findet keine Anwendung auf sequestrierte Geldforderungen oder solche Geldforderungen, mit deren Einziehung das französische Amt für private Güter und Interessen beauftragt worden ist. Das Amt wird diese Forderungen auch weiterhin nach Massgabe der Bestimmungen des Versailler Vertrags, der französischen Gesetzgebung und des französischen Rechts, wie sie gegenwärtig für die

son droit de saisir, retenir et liquider les biens, droits et intérêts de ressortissants allemands, ou de compagnies allemandes ou contrôlées par des Allemands, en tant que ces biens, droits et intérêts ne sont pas déjà liquides ou liquidés ou qu'il n'en a pas été disposé définitivement et en tant que ces biens, droits et intérêts n'ont pas été déjà l'objet de la renonciation prévue à l'Article III de la Déclaration du Gouvernement Français du 22 décembre 1926.

Il est entendu que pour l'application du présent Accord, et toutes questions de principe réservées, le fait qu'une ordonnance de liquidation a été rendue ou que l'Office français des Biens et Intérêts Privés a été chargé de poursuivre la réalisation de valeurs ne sera pas considéré comme mesure impliquant la liquidité ou la liquidation ou comme mesure de dispositions définitive quant aux biens, droits et intérêts en question.

Article 2.

La renonciation prévue à l'Article précédent ne s'applique pas aux créances pécuniaires séquestrées ou à celles dont l'Office français des Biens et Intérêts Privés a été chargé de poursuivre le recouvrement. L'Office continuera de recouvrer ces créances en appliquant les dispositions du Traité de Versailles, la législation et le droit français actuellement en vigueur pour les créances à liquider. Après la mise en vigueur du présent Ac-

Liquidation von Forderungen gelten, einziehen. Nach dem Inkrafttreten dieses Abkommens kann ein Verzicht auf die Eieziehung einer Forderung oder ein Vergleich über ihre Höhe sowie über die Art ihrer Bezahlung nur nach Zustimmung des deutschen Ausgleichsamts erfolgen. Dem deutschen Ausgleichsamt werden die eingezogenen Beträge auf einem besonderen Konto gutgeschrieben; hiervon wird indessen zuvor ein etwa bei der Liquidation des sonstigen Vermögens jeden deutschen Gläubigers sich ergebender Schuldüberschuss, soweit die vor dem 31. August 1929 eingezogenen Aktivbeträge der Liquidation zu seiner Deckung nicht ausreichen, abgezogen, und zwar bis zur Höhe der auf die Forderungen dieses Gläubigers eingezogenen Beträge.

cord, tout abandon du recouvrement d'une créance et toute transaction tant sur les chiffres que sur les modalités de payement ne pourront avoir lieu qu'après entente avec l'Office allemand de Vérification et de Compensation. Ce dernier sera crédité, dans un compte spécial, du produit de ces recouvrements, après déduction du passif éventuel de la liquidation de chaque créancier allemand et jusqu'à concurrence du montant encaissé de ses créances, pour autant que l'actif encaissé avant le 31 août 1929 n'a pas été suffisant pour payer le passif.

Artikel 3.

Die Zwangsverwaltung über die Güter, Rechte und Interessen, die den Gegenstand des im Artikel 1 enthaltenen Verzichts bilden, wird spätestens binnen drei Monaten nach Inkrafttreten dieses Abkommens aufgehoben.

Es herrscht darüber Einverständnis, dass die Freigabe sich auf die Erträgnisse erstreckt, die aus den zwangsverwalteten Gütern seit dem Tage der Anordnung der Zwangsverwaltung gezogen worden sind. Die Zwangsverwaltungskosten werden in erster Linie auf diese Erträgnisse angerechnet. Reichen diese zur Deckung der Kosten nicht aus, so können die Güter zurückbehalten werden, bis der Berechtigte den Fehlbetrag gezahlt hat.

Soweit Gegenstände in der Übergangszeit vom 31. August 1929 bis

Article 3.

En ce qui concerne les biens, droits et intérêts faisant l'objet de la renonciation prévue à l'Article premier, le séquestre sera levé au plus tard dans les trois mois à partir de la mise en vigueur du présent Accord.

Il est entendu que les libérations comprendront les revenus produits par les biens séquestrés depuis le jour de la mise sous séquestre. Les frais de séquestre seront imputés en première ligne sur ces revenus. Quant au surplus éventuel, les biens pourront être retenus jusqu'à son payement par l'ayant droit.

Toutefois, à l'égard des biens qui auraient été réalisés pendant la

zu dem Zeitpunkt, in dem die Einstellung weiterer Liquidationen angeordnet worden ist, liquidiert worden sein sollten, ist lediglich deren Liquidationserlös den deutschen Eigentümern unmittelbar auszuzahlen.

Artikel 4.

Die Zwangsverwaltung über die Vermögensgegenstände und Guthaben der deutschen Versicherungsgesellschaften, die durch das Dekret vom 29. September 1914 — bestätigt durch Gesetz vom 31. Dezember 1915 — angeordnet worden war, wird aufgehoben. Die Vermögensgegenstände und Guthaben der deutschen Gesellschaften werden ihnen unter Einschluss der Reinüberschüsse aus der Zwangsverwaltung zurückgegeben.

Die Deutsche Regierung nimmt von dem besonderen Abkommen Kenntnis, das zur Durchführung dieser Bestimmung zwischen dem französischen Amte für private Güter und Interessen und den in Betracht kommenden deutschen Lebensversicherungsgesellschaften abgeschlossen worden ist.

Artikel 5.

Auf die in diesem Abkommen vorgesehene Freigabe der deutschen Güter, Rechte und Interessen in Marokko finden die folgenden Bestimmungen Anwendung:

1. Die deutschen Berechtigten haben das Recht, ihre Güter, Rechte und Interessen in Marokko binnen sechs Monaten nach dem Inkrafttreten dieses Abkommens an Käufer zu veräussern, die durch die Marokkanische Regierung zugelassen worden sind. Bis zu diesem Zeitpunkt dürfen die deutschen

période transitoire écoulée à partir du 31 août 1929 jusqu'à l'envoi des instructions prescrivant l'arrêt des réalisations, le produit de ces réalisations sera versé directement aux propriétaires allemands.

Article 4.

Le séquestre institué par le décret du 29 septembre 1914 ratifié par la loi du 31 décembre 1915 sur les biens et avoirs des Sociétés d'assurances allemandes est levé et les biens et avoirs des Sociétés allemandes, y compris les excédents nets de l'administrativn du séquestre, seront rendus à ces dernières.

Le Gouvernement Allemand prend acte de l'arrangement particulier passé à ce sujet entre l'Office des Biens et Intérêts Privés et les Compagnies d'assurances sur la vie intéressées.

Article 5.

Pour la restitution des biens, droits et intérêts allemands au Maroc, prévue par le présent Accord, les dispositions suivantes seront appliquées:

1° Les ayants droit allemands pourront, dans le délai de six mois, à dater de la mise en vigueur du présent Accord, vendre leurs biens, droits et intérêts au Maroc à des acheteurs agréés par le Gouvernement Marocain. Jusqu'à cette date, les ayants droit allemands pourront, par des intermédiaires admis par le Gouvernement Marocain, faire

Berechtigten durch von der Marokkanischen Regierung zugelassene Mittelspersonen an Ort und Stelle alle notwendigen Prüfungen vornehmen und alle erforderlichen Massnahmen treffen, um die Anerkennung und die Wirksamkeit ihrer Rechte durchzusetzen.

2. Falls die Berechtigten ihre Güter, Rechte und Interessen in Marokko binnen sechs Monaten nach dem Inkrafttreten dieses Abkommens nicht verkauft haben oder falls die Käufer durch die Marokkanische Regierung nicht zugelassen worden sind, wird die Marokkanische Regierung die Güter, Rechte und Interessen in Ausübung ihres Vorkaufsrechts zu einem nach den Bestimmungen der Artikel 7—9 des Dahirs vom 3. Juli 1920 festzusetzenden Preise erwerben. Dieser Preis ist den deutschen Berechtigten unmittelbar auszuzahlen. Es kann jedoch für die Gesamtheit der nicht gemäss Ziffer 1 verkauften Güter, Rechte und Interessen ein einheitlicher Betrag festgesetzt werden, der alsdann der Deutschen Regierung für Rechnung der Berechtigten auszuzahlen ist.

3. Falls alle deutschen Berechtigten vor Ablauf der Frist von sechs Monaten auf die Ausübung des ihnen in Ziffer 1 dieses Artikels eingeräumten Verkaufsrechts verzichten, wird die Marokkanische Regierung das Vorkaufsrecht unmittelbar nach der Mitteilung dieses Verzichts ausüben.

sur place toutes les vérifications nécessaires et prendre toutes les mesures indispensables pour obtenir la reconnaissance et la validité de leurs droits.

2⁰ Si, dans le délai de six mois, à dater de la mise en vigueur du présent Accord, les ayants droit n'ont pas vendu leurs biens, droits et intérêts au Maroc, ou si les acheteurs n'ont pas été agréés par le Gouvernement Marocain, ce dernier préemptera lesdits biens, droits et intérêts pour un prix fixé conformément aux dispositions des Articles 7—9 du Dahir du 3 juillet 1920. Ce prix sera versé directement aux intéressés allemands.

Toutefois, il pourra être fixé une somme globale pour la totalité des biens, droits et intérêts non vendus conformément au n⁰ 1, cette somme devant être versée entre les mains du Gouvernement Allemand pour le compte des intéressés.

3⁰ Dans le cas où tous les ayants droit allemands renonceraient, avant l'expiration du délai de six mois, à l'exercice du droit de vente prévu au n⁰ 1 du présent Article, le droit de préemption sera exercé par le Gouvernement Marocain sans délai après la notification de cette renonciation.

4. Die vorstehenden Bestimmungen finden keine Anwendung auf die Schürfrechte für 7 Bergwerksbezirke im Sus, die deutschen Reichsangehörigen zustehen. Die Abschätzung dieser Rechte wird entsprechend den Bestimmungen des Artikels 144 Abs. 4 des Vertrags von Versailles *) erfolgen. Die Beträge für diese Rechte, die durch schiedsrichterliche Entscheidung auf Grund der marokkanischen Bergwerksordnung festgesetzt werden, sind den deutschen Berechtigten unmittelbar auszuzahlen.

Artikel 6.

Die Bestimmungen des Artikel III Abs. 4 der Erklärung der Französischen Regierung vom 22. Dezember 1926 über die in Elsass-Lothringen beschlagnahmten Bergrechte bleiben mit folgender Massgabe aufrechterhalten:

Vor Festsetzung des Vorkaufspreises, die nicht vor dem 1. Mai 1930 erfolgen wird, gewährt die Französische Regierung den deutschen Beteiligten jede mögliche Gelegenheit, den zuständigen französischen Dienststellen die Unterlagen über die Bewertung der Bergrechte zu liefern.

Frühestens drei Monate nach der Festsetzung des Preises oder, falls dieses Abkommen erst nach der Festsetzung des Preises in Kraft tritt, frühestens drei Monate nach seinem Inkrafttreten wird der Französische Staat diese Bergrechte einzeln oder gruppenweise im Wege der öffentlichen Versteigerung nach Massgabe des auf Grund der fran-

4° Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas aux permis pour 7 périmètres miniers dans le Souss appartenant à des ressortissants allemands. L'évaluation de ces droits sera faite conformément aux dispositions de l'alinéa 4 de l'Article 144 du Traité de Versailles *) et les montants de ces droits, fixés par décision arbitrale rendue en vertu du règlement minier marocain, seront versés directement aux intéressés allemands.

Article 6.

En ce qui concerne les concessions de mines séquestrées en Alsace et Lorraine, les dispositions prévues dans l'Article III, alinéa 4, de la Déclaration du Gouvernement Français du 22 décembre 1926 seront maintenues dans les conditions suivantes:

Avant la fixation du prix de préemption qui n'aura pas lieu avant le 1er mai 1930, le Gouvernement Français donnera aux intéressés allemands toutes facilités pour fournir aux autorités françaises compétentes les documents sur la valeur de ces concessions.

Au plus tôt, trois mois après la fixation du prix ou après la mise en vigueur du présent Accord, si celle-ci est postérieure à la fixation du prix, l'Etat Français amodiera par unité ou par groupe, pour un prix global et suivant le cahier des charges type de la législation minière française, par adjudication aux enchères publiques, ces con-

*) V. **N. R. G.** 3. s. XI, p. 438.

zösischen Bergwerksgesetzgebung aufgestellten normalen Lastenheftes gegen einen einmaligen Pauschbetrag verpachten. Die Verpachtungskosten sowie die bis zum Zuschlag fällig werdenden Steuern und Abgaben gehen zu Lasten der Erwerber. Ist der bei der Versteigerung erzielte Preis für ein Bergrecht oder für eine Gruppe von Bergrechten höher als der nach den Bestimungen des vorhergehenden Absatzes festgesetzte Preis, so wird der höhere Preis den deutschen Berechtigten unmittelbar ausgezahlt.

Kommt zwischen deutschen Berechtigten und französischen Staatsangehörigen eine von der Französischen Regierung genehmigte Einigung über den Pachtpreis für ein Bergrecht oder mehrere Bergrechte zustande, so wird von der öffentlichen Versteigerung abgesehen, und die Verpachtung kann unverzüglich vorgenommen werden.

Artikel 7.

Mit Wirkung vom 31. August 1929 ab wird die Französische Regierung die ihr durch Artikel 306 Abs. 5, 6 und 7 des Versailler Vertrags *) eingeräumten Rechte auch insoweit nicht mehr ausüben, als sie nicht schon von dem in Artikel III der Erklärung der Französischen Regierung vom 22. Dezember 1926 ausgesprochenen Verzicht betroffen sein sollten.

Artikel 8.

Es besteht Einverständnis darüber, den Artikel IV der Erklärung der Französischen Regierung vom 22. Dezember 1926 und das erläuternde Schreiben des Botschafters

cessions. Les frais d'amodiation, ainsi que les taxes et impôts échus jusqu'au moment de l'adjudication, seront à la charge des acquéreurs. Si le prix d'adjudication d'une concession ou d'un groupe de concessions est supérieur au prix fixé conformément à l'alinéa précédent, c'est ce prix supérieur qui sera payé directement aux intéressés allemands.

En cas d'accord approuvé par le Gouvernement Français entre des intéressés allemands et des ressortissants français sur le prix d'amodiation d'une ou plusieurs concessions, il n'y aura pas lieu à enchères publiques et l'amodiation pourrait intervenir sans délai.

Article 7.

A partir du 31 août 1929, le Gouvernement Français n'exercera plus les droits que lui avaient conférés les alinéas 5, 6 et 7 de l'Article 306 du Traité de Versailles,*) en tant que ces droits n'auraient pas été déjà inclus dans la renonciation contenue à l'Article III de la Déclaration du Gouvernement Français du 22 décembre 1926.

Article 8.

Il est entendu que, par interprétation de l'Article IV de la Déclaration du Gouvernement Français du 22 décembre 1926 et de la lettre interprétative de l'Ambassadeur de la

*) V. **N. R. G.** 3. s. XI, p. 591.

der Französischen Republik in Berlin vom gleichen Tage dahin auszulegen, dass der Überschuss des Erlöses der Liquidation deutscher Güter, Rechte und Interessen in den französischen Kolonien und Protektoraten, unter Einschluss von Marokko, sowie in den unter Verwaltung der Französischen Regierung stehenden Mandatsgebieten einen Bestandteil des in diesen Bestimmungen genannten Überschusses bildet.

Binnen eines Jahres nach dem Inkrafttreten des gegenwärtigen Abkommens werden die Hohen vertragschliessenden Parteien in Verhandlungen über die endgültige Feststellung des genannten Überschusses sowie über die gleichzeitige Einstellung der Gutschriften und Mitteilungen eintreten, die in den Bestimmungen früherer Abkommen und des Versailler Vertrages in bezug auf die liquidierten Güter, Rechte und Interessen vorgesehen waren.

Artikel 9.

Um sobald als möglich jede Ungewissheit über die Höhe des in Artikel 8 bezeichneten Überschusses zu beseitigen, werden folgende Bestimmungen getroffen:

1. Jeder Gläubiger einer Forderung sowie jede Person, die aus irgendeinem Grunde einen Anspruch in bezug auf den Erlös aus der Liquidation deutschen Vermögens geltend macht, haben binnen drei Monaten nach Inkrafttreten dieses Abkommens durch eingeschriebenen Brief, der an den Leiter des französischen Amts für private Güter und Interessen zu richten

République Française à Berlin de la même date, le solde des produits des liquidations des biens, droits et intérêts allemands dans les Colonies et Protectorats français, y compris le Maroc, ainsi que dans les territoires soumis à l'Administration mandataire du Gouvernement Français, fait partie du solde visé dans ces dispositions.

Dans le délai d'un an à partir de la mise en vigueur du présent Accord, les deux Hautes Parties Contractantes entreront en négociations pour fixer définitivement le montant dudit solde et pour faire cesser en même temps les crédits et notifications prévus par les dispositions des accords antérieurs et du Traité de Versailles quant aux biens, droits et intérêts liquidés.

Article 9.

Dans le but de faire cesser, aussitôt que possible, les incertitudes en ce qui concerne le solde visé à l'Article 8, les dispositions suivantes sont prises:

1° Tout créancier ainsi que toute personne ayant une revendication à exercer à quelque titre que ce soit à l'égard du produit de la liquidation d'un bien allemand, fera parvenir ou renouvellera sa demande par lettre recommandée adressée au Directeur de l'Office des Biens et Intérêts privés, dans un délai de trois mois à dater de la mise en vigueur du présent Accord.

ist, ihren Anspruch anzumelden oder die Anmeldung zu erneuern.

2. Den in Abs. 1 bezeichneten Anträgen sind alle Unterlagen beizufügen, die erforderlich sind, um eine Prüfung und Erörterung der genannten Forderungen und Ansprüche zu ermöglichen.

3. Sämtliche Forderungen und Ansprüche, wegen derer nicht binnen drei Monaten nach dem Inkrafttreten dieses Abkommens der unter Nr. 1 vorgesehene Antrag eingereicht worden ist, gelten, soweit sie sich gegen die Liquidationserlöse richten, als endgültig erloschen.

4. Die vorstehenden Bestimmungen gelten gleichfalls für diejenigen Ansprüche, die in Artikel 5 der Verordnung des Generalkommissars der Französischen Republik in Strassburg über die von den Aktieninhabern zu beobachtenden Förmlichkeiten, vom 11. September 1919, vorbehalten geblieben sind. Es herrscht Einverständnis darüber, dass Rechte aus Urkunden, deren Gegenwert nicht binnen drei Monaten nach Inkrafttreten dieses Abkommens den Gegenstand eines Antrags der unter Nr. 1 bezeichneten Arten gebildet hat, endgültig als deutsches Vermögen angesehen werden.

Artikel 10.

Kann ein Gläubiger infolge der Überschuldung einer Liquidationsmasse nicht oder nur zum Teil Befriedigung seiner Ansprüche erlangen, so wird das Amt ihm eine Bescheinigung ausstellen, welche die

2° Les demandes visées à l'alinéa 1 seront accompagnées de toutes justifications nécessaires à l'examen et à la discussion desdites créances ou revendications.

3° Sont définitivement éteints, à l'égard du produit des liquidations, les créances et droits qui n'auront pas fait l'objet de la demande visée à l'alinéa 1° dans le délai de trois mois à dater de la mise en vigueur du présent Accord.

4° Les dispositions précédentes s'appliqueront également aux revendications réservées par l'Article 5 de l'arrêté du Commissaire Général de la République à Strasbourg du 11 septembre 1919 relatif aux formalités à accomplir par les détenteurs d'actions, étant entendu que les titres dont la valeur n'a pas fait l'objet de la demande visée à l'alinéa 1° dans le délai de trois mois à dater de la mise en vigueur du présent Accord seront considérés définitivement comme biens allemands.

Article 10.

Si, en raison de l'état déficitaire d'une liquidation, le créancier ne peut obtenir de l'Office payement de tout ou partie de sa créance, l'Office délivrera audit créancier un certificat constatant le montant de

Höhe seiner Forderung und gegebenenfalls den bereits darauf bezahlten Betrag bezeichnet. Nach Ablauf einer Frist von zehn Monaten nach dem in der Bescheinigung angegebenen Tage ihrer Ausstellung gilt die Forderung als endgültig erloschen, falls der Gläubiger diese Ausschlussfrist nicht durch Erhebung der Klage bei dem zuständigen Gericht unterbrochen hat.

Das französische Amt für private Güter und Interessen wird dem deutschen Ausgleichsamt eine Abschrift von jeder ausgestellten Bescheinigung übermitteln.

Durch die vorstehenden Bestimmungen wird die Rechtsstellung des Schuldners in bezug auf seine Verteidigung gegenüber der Forderung in keiner Weise beeinträchtigt.

Artikel 11.

Das gegenwärtige Abkommen findet keine Anwendung auf die dem französischen Amt obliegende Einziehung und Gutschrift

1. des Preises für im Liquidationswege verkaufte Gegenstände oder des noch verbleibenden Restes eines solchen Preises;
2. derjenigen Forderungen deutscher Reichsangehöriger, für die das französische Amt dem Schuldner gegen von diesem akzeptierte Wechsel Stundung und Zahlungsfristen gewährt hat;
3. derjenigen Forderungen, die durch das deutsche Ausgleichsamt den französischen Ausgleichsämtern mitgeteilt worden sind, soweit sie unter die

sa créance et, le cas échéant, la somme payée. Après un délai de dix mois à compter de la date du certificat, la créance sera définitivement éteinte si le créancier n'a pas interrompu cette prescription par une demande introduite devant la juridiction compétente.

L'Office des Biens et Intérêts Privés donnera à l'Office allemand copie de chaque certificat délivré.

Les présentes dispositions ne préjudicient en rien aux moyens de défense du débiteur.

Article 11.

Le présent Accord ne s'applique pas au recouvrement ni au créditement par l'Office:

1° Du prix ou du solde du prix de vente des liquidations;

2° Des créances de ressortissants allemands pour lesquelles l'Office a donné termes et délais aux débiteurs lorsque ces créances ont fait l'objet d'émissions de traites acceptées par le débiteur;

3° Des créances notifiées par l'Office de Vérification et de Compensation allemand aux Offices de Vérification et de Compensation français et tom-

Bestimmungen der Artikel 72 und 296 des Vertrags von Versailles *) fallen.

Artikel 12.

In dem Bestreben, die Tätigkeit des deutsch-französischen Gemischten Schiedsgerichts den Grundsätzen über die Liquidierung der Vergangenheit anzupassen, treffen die Hohen vertragschliessenden Parteien folgende Vereinbarung:

I. Von dem deutsch-französischen Gemischten Schiedsgericht sind als unzulässig zurückzuweisen:

a) sämtliche auf den Abschnitten III, IV, V, VI und VII des Teils X des Versailler Vertrags beruhenden Klagen, die nach Ablauf einer Frist von drei Monaten nach Inkrafttreten des gegenwärtigen Abkommens bei dem Gemischten Schiedsgericht eingereicht werden. Dies gilt nicht für die auf Artikel 299 b Abs. 2, 304 b Abs. 2 oder 305 **) gestützten Klagen, soweit die Tatsachen, die den Anlass zur Klage bilden, erst nach Inkrafttreten des gegenwärtigen Abkommens eingetreten sind. Für die auf Elsass-Lothringen bezüglichen Rechtsstreitigkeiten über Abschnitt III beträgt die Frist sechs Monate nach Inkrafttreten des gegenwärtigen Abkommens;

b) die Rechtsstreitigkeiten, deren Verweisung vor das Gemischte Schiedsgericht durch Artikel II des Baden-Badener Abkommens vom 5. Mai 1920 ***) vorgesehen worden war, sofern sie vor Ab-

bant sous les Articles 72 et 296 du Traité de Versailles. *)

Article 12.

Dans le but d'adapter le fonctionnement du Tribunal Arbitral Mixte franco-allemand au régime de liquidation du passé, les Hautes Parties Contractantes conviennent des dispositions suivantes:

1. Seront irrecevables devant le Tribunal Arbitral Mixte franco-allemand:

a) Toutes requêtes introduites par application de la Partie X, Sections III, IV, V, VI et VII, du Traité de Versailles et déposées au Tribunal Arbitral Mixte après l'expiration d'un délai de trois mois à dater de la mise en vigueur du présent Accord, à l'exception des requêtes basées sur les Articles 299b, alinéa 2, 304b, alinéa 2, ou 305, **) pour autant que le fait générateur de l'action serait postérieur à la mise en vigueur du présent Accord. Pour les affaires d'Alsace-Lorraine de la Section III, le délai sera de six mois à dater de la mise en vigueur du présent Accord.

b) Les affaires dont l'Article II de la Convention de Baden-Baden du 5 mai 1920 ***) avait prévu le renvoi devant le Tribunal Arbitral Mixte et dont ledit Tribunal ne se trouverait

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 389, 546, 591.
**) V. ibid. p. 572, 588.
***) V. N. R. G. 3. s. XIII, p. 585.

lauf einer Frist von drei Monaten nach Inkrafttreten des gegenwärtigen Abkommens bei ihm noch nicht anhängig geworden sind. Für diese Rechtsstreitigkeiten sind künftig die Landesgerichte oder Landesbehörden des beklagten Staates, die hierzu nach seiner Gesetzgebung berufen sind, ausschliesslich zuständig. Es bleibt den Parteien überlassen, dort das Verfahren anhängig zu machen.

II. In den Prozessregistern des Gemischten Schiedsgerichts werden sämtliche Klagen endgültig gelöscht, für die binnen einer Frist von sechs Monaten seit Empfang einer Aufforderung des Sekretariats zur Zahlung des Kostenvorschusses oder zur Ergänzung der Klage nach den Regeln der Prozessordnung eine Zahlung des Kostenvorschusses oder eine Ergänzung der Klage nicht erfolgt ist. Falls die Aufforderung des Sekretariats schon abgesandt ist, so endet die Frist nicht vor Ablauf eines Monats nach Inkrafttreten des gegenwärtigen Abkommens. Ist der Kläger, an den die Aufforderung des Sekretariats zur Zahlung des Kostenvorschusses oder zur Ergänzung der Klage gerichtet ist, unauffindbar, so ist die Klage mangels Zahlung des Kostenvorschusses oder mangels Ergänzung binnen drei Monaten nach Inkrafttreten des gegenwärtigen Abkommens zu löschen.

III. Die vorstehenden Bestimmungen beeinträchtigen weder die übrigen in der Prozessordnung des deutsch-französischen Gemischten Schiedsgerichts enthaltenen Ausschlussbestimmungen noch die schon

pas saisi avant l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la mise en vigueur du présent Accord. Ces affaires seront de la compétence exclusive des juridictions ou autorités nationales de l'Etat défendeur, compétentes d'après sa législation. Il appartiendra aux intéressés de saisir celles-ci.

II. Sera radiée définitivement des registres d'inscription du Tribunal Arbitral Mixte toute requête pour laquelle la consignation n'a pas été versée ou qui n'a pas été régularisée dans un délai de six mois à compter de la réception par l'intéressé d'un avis du Secrétariat du Tribunal Arbitral Mixte lui enjoignant de verser la consignation ou de régulariser la requête. Dans le cas où l'avis du Secrétariat aurait été déjà envoyé, le délai prévu n'expirera pas avant la fin d'un mois, à partir de la mise en vigueur du présent Accord. Au cas où le requérant, auquel a été adressé l'avis du Secrétariat de consigner ou de régulariser sa requête, serait introuvable, la requête, faute de payement ou de régularisation, sera radiée après expiration d'un délai de trois mois, à compter de la mise en vigueur du présent Accord.

III. Les dispositions précédentes ne modifient ni les autres règles de forclusion établies par le Règlement de Procédure du Tribunal Arbitral Mixte franco-allemand, ni les procédures d'annulation de requêtes

abgeschlossenen Verfahren über die Löschung von Klagen; ferner lassen sie diejenigen Vorschriften unberührt, die etwa sonst der Zulässigkeit einer Klage entgegenstehen sollten.

IV. Die Hohen vertragschliessenden Parteien kommen überein, innerhalb einer möglichst kurzen Frist erneut in Verhandlungen einzutreten, um endgültig die letzten Fristen für die Einreichung der Klagen vor dem Gemischten Schiedsgericht zu bestimmen, soweit dies in dem gegenwärtigen Abkommen noch nicht geschehen ist.

V. Die Hohen vertragschliessenden Parteien ermächtigen ihre Staatsvertreter bei dem Gemischten Schiedsgericht, ein diesem bekanntzugebendes Abkommen zu unterzeichnen, durch das in bezug auf die Tätigkeit des Schiedsgerichts Änderungen zu dem Zweck eingeführt werden, eine möglichst rasche Erledigung der vor ihm noch schwebenden Prozesse zu gewährleisten.

Artikel 13.

Streitfragen über die Auslegung und Durchführung dieses Abkommens werden einem Schiedsgericht zur Entscheidung unterbreitet, das aus je einem Staatsangehörigen der beiden Hohen vertragschliessenden Parteien und einem dritten Schiedsrichter als Präsidenten gebildet wird, der einer am Kriege nicht beteiligten Macht angehören muss.

Der Präsident wird für alle vorkommenden Fälle durch gemeinsame Vereinbarung zwischen den beiden vertragschliessenden Parteien ernannt. Falls eine solche Vereinbarung innerhalb von drei Monaten nach Ersuchen einer Partei nicht

déjà terminées, ni les autres dispositions qui s'opposeraient à la recevabilité d'une requête.

IV. Les Hautes Parties Contractantes conviennent d'entrer en négociation dans le plus bref délai possible en vue de fixer définitivement les derniers délais d'introduction des requêtes devant le Tribunal Arbitral Mixte, en tant qu'il n'y serait pas pourvu par le présent Accord.

V. Les Hautes Parties Contractantes autorisent leurs Agents près le Tribunal Arbitral Mixte à souscrire et à notifier au Tribunal un arrangement modifiant pour l'avenir le fonctionnement du Tribunal Arbitral Mixte, dans le but d'assurer la liquidation la plus rapide des instances encore pendantes devant le Tribunal Arbitral Mixte.

Article 13.

Les différends relatifs à l'interprétation et à l'application du présent Accord seront soumis à un Tribunal composé d'un ressortissant de chacune des Hautes Parties Contractantes et d'un troisième arbitre, agissant comme président et appartenant à une nation qui n'a pas pris part à la guerre.

Le Président sera désigné pour toutes les affaires et d'un commun accord entre les deux Parties. Au cas où cet accord ne pourrait se faire dans un délai de trois mois à partir de la demande de l'une des Parties, le troisième arbitre sera

zustande kommt, wird der dritte Schiedsrichter durch den Präsidenten des in dem neuen Sachverständigenplan vorgesehenen Auslegungsschiedsgerichts ernannt werden.

nommé par le Président du Tribunal d'interprétation du nouveau Plan des Experts.

Artikel 14.

Dieses Abkommen soll unter denselben Bedingungen und zu gleicher Zeit wie die Abkommen zur Ausführung des neuen Sachverständigenplans ratifiziert werden sowie gleichzeitig mit diesem Plan in Kraft treten.

Ausgefertigt in Paris in doppelter Urschrift, in deutscher und französischer Sprache, am 31. Dezember 1929.

von Hoesch.
A. Briand.

Article 14.

Le présent Accord sera ratifié dans les mêmes conditions et en même temps que les accords passés en exécution du Nouveau Plan des Experts et mis en vigueur en même temps que ledit Plan.

Fait à Paris en double exemplaire, en allemand, et en français le 31 décembre 1929.

von Hoesch.
A. Briand.

51.

ALLEMAGNE, CANADA.

Accord concernant la cessation de la liquidation des biens allemands; signé à La Haye, le 14 janvier 1930.*)

Reichsgesetzblatt 1930. II, No. 8.

Abkommen zwischen dem Deutschen Reich und Canada

abgeschlossen durch

den Ministerialdirektor im deutschen Auswärtigen Amt Walter de Haas, Berlin, für das Deutsche Reich, und

den Ehrenwerten Peter Larkin, London (England), Mitglied des Privy Council,

Agreement between the German Reich and Canada

negotiated by

Walter de Haas, of the City of Berlin, Ministerialdirektor in the German Foreign Office, on behalf of the German Reich, and

the Honourable Peter Larkin, of the City of London (England), Privy Councillor,

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 27 août 1930. V. Reichsgesetzblatt 1930. II, p. 1223.

Hoher Kommissar für Canada in London, für Canada,

die durch ihre Regierungen zu diesem Behufe gehörig bevollmächtigt worden sind.

Da im Artikel 297 des am 28. Juni 1919 in Versailles unterzeichneten Vertrags zwischen Deutschland und den Alliierten und Assoziierten Mächten*) vorgesehen war, dass Canada als eine der darin bezeichneten Alliierten und Assoziierten Mächte das Recht hat, alle Güter, Rechte und Interessen in Canada zurückzubehalten und zu liquidieren, die bei Inkrafttreten des genannten Vertrags deutschen Reichsangehörigen gehörten;

und da in § 4 der Anlage, die auf Artikel 298 des genannten Vertrags folgt,**) ferner vorgesehen ist, dass alle Güter, Rechte und Interessen deutscher Reichsangehöriger in Canada und der Erlös aus deren Verkauf oder aus Verfügungen darüber an erster Stelle durch Canada belastet werden können mit der Bezahlung von Beträgen, die auf Grund von Ansprüchen canadischer Staatsangehöriger wegen ihrer im Deutschen Reich gelegenen Güter, Rechte und Interessen, einschliesslich der Gesellschaften und Vereinigungen im Deutschen Reich, an denen sie beteiligt sind, oder auf Grund von ihnen gegen deutsche Reichsangehörige zustehenden Forderungen belastet werden können;

und da auf Grund der angeführten Bestimmungen des genannten Vertrags der canadische Verwalter

High Commissioner of Canada in London, on behalf of Canada,

hereunto duly authorised by their respective Governments.

Whereas it was provided by Article 297 of the Treaty between Germany and the Allied and Associated Powers signed at Versailles on the 28th June, 1919,*) that Canada being one of the Allied and Associated Powers therein referred to has the right to retain and liquidate all Property, Rights and Interests in Canada belonging, at the date of the coming into force of the said Treaty, to nationals of the German Reich;

And whereas it is further provided by Section 4 of the Annex following Article 298 of the said Treaty**) that all Property, Rights and Interests in Canada of nationals of the German Reich and the proceeds of their sale or dealings therein may be charged by Canada in the first place with payments of amounts due in respect of claims by Canadian nationals with regard to Property, Rights and Interests including Compagnies and Associations in which they are interested in the German Reich, or debts owing to them by German nationals;

And whereas in pursuance of the aforesaid provisions in the said Treaty the Canadian Custodian of

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 558.
**) V. ibid. p. 567.

des feindlichen Eigentums, nachstehend als „Der Verwalter" bezeichnet, gewisse in Canada gelegene Güter, Rechte und Interessen deutscher Reichsangehöriger in Besitz genommen und, wie in dem genannten Vertrage vorgesehen ist, mit gewissen Ansprüchen canadischer Staatsangehöriger belastet hat;

und da die Regierung des Deutschen Reichs und die Alliierten und Assoziierten Mächte auf Grund eines vom 31. August 1929, datierten und im Haag unterzeichneten Protokolls*) grundsätzlich, aber mit gewissen Vorbehalten, den als „Youngplan" allgemein bekannten Bericht des Sachverständigenausschusses angenommen haben;

und da gewisse Güter, Rechte und Interessen deutscher Reichsangehöriger in Canada noch nicht liquidiert worden sind;

und da die Canadische Regierung die in Artikel 144 des Berichts der Sachverständigen vom 7. Juni 1929**) enthaltene Empfehlung annimmt und wünscht, mit der Regierung des Deutschen Reichs alsbald ein Abkommen zu schliessen, durch welches die Empfehlung in Kraft gesetzt werden soll, soweit sie sich auf die Rückgabe der Güter, Rechte und Interessen, die nicht bereits liquide oder liquidiert sind oder über die noch nicht endgültig verfügt worden ist, an die deutschen Berechtigten bezieht;

und da die Deutsche Regierung die Verteilung dieses unliquidierten Eigentums unter die verschiedenen dazu berechtigten deutschen Reichsangehörigen übernimmt,

Enemy Property, hereinafter called „The Custodian" took into his possession certain Property, Rights and Interests in Canada of German nationals and charged thereon certain claims of Canadian nationals as provided for by the said Treaty;

And whereas the Government of the German Reich an the Allied and Associated Powers by a Protocol dated the 31st August 1929, and signed at the Hague*) adopted in principle subject to certain reservations the Report of the Committee of Experts generally known as the „Youngplan";

And whereas certain of the Property, Rights and Interests in Canada of German nationals remain unliquidated;

And whereas the Government of Canada adheres to the recommendation contained in Article 144 of the Report dated June 7th, 1929,**) of the Committee of Experts and is desirous to conclude immediately an agreement with the Government of the German Reich for putting into force this recommendation insofar as it relates to the return to the German owners of their Property, Rights and Interests not liquid, liquidated or finally disposed of;

And whereas the German Government is to undertake to distribute such unliquidated Property amongst the several nationals of the German Reich entitled thereto,

*) V. ci-dessus, p. 73.
**) V. ci-dessus, p. 63.

wird deshalb das folgende Abkommen abgeschlossen:

Artikel 1.

Die Canadische Regierung wird nach Massgabe der in den folgenden Artikeln enthaltenen Bestimmungen und Vereinbarungen den ursprünglichen deutschen Berechtigten oder ihren Rechtsnachfolgern die Güter, Rechte und Interessen, die ihnen ursprünglich gehörten und nun der auf Grund des Vertrags von Versailles eingeführten Belastung unterliegen, freigeben und erforderlichenfalls zurückübertragen, soweit diese Güter, Rechte und Interessen nicht bereits am 7. Juni 1929 liquide oder liquidiert waren, oder soweit über sie damals noch nicht endgültig verfügt worden war.

Als Güter, Rechte und Interessen, die an diesem Tage liquide oder liquidiert waren oder über die damals endgültig verfügt war, sollen nur die folgenden gelten:

a) Die in der Verordnung der Canadischen Regierung Nr. 114 vom 19. Januar 1923 erwähnten Wertpapiere, über die der Verwalter gemäss der genannten Verordnung verfügt hat,

b) Güter, über die der Verwalter vor dem 7. Juni 1929 einen bindenden Verkaufsvertrag abgeschlossen hat, jedoch mit der Massgabe, dass in diesen Fällen der nach diesem Tage zu zahlende Verkaufserlös, der in die Hände des Verwalters kommt, der Deutschen Regierung als Vertreter der früheren Berechtigten ausgehändigt werden wird;

c) Geldforderungen, welche den Bestimmungen des Artikel 297

Now therefore this Agreement witnesseth:

Article 1.

The Government of Canada will (subject to the provisions and stipulations contained in the following Articles) release and, if necessary retransfer to the original German owners, or the persons, deriving title through them, the Property, Rights and Interests originally belonging to them and now subject to the charge created in pursuance of the Treaty of Versailles insofar as such Property, Rights or Interests were not already liquid or liquidated, or finally disposed of on June 7th, 1929.

There are to be considered as liquid or liquidated or finally disposed of at this date only the following Property, Rights and Interests:

a) Securities referred to in Government of Canada Order in Council No. 114 of 19th January 1923 which the Custodian has disposed of in accordance with the said Order,

b) Property, regarding which the Canadian Custodian prior to June 7th, 1929, has concluded a binding contract for sale, provided, however, that in such cases the proceeds of sale payable after this date, and which come into the hands of the Custodian, will be handed over to the German Government acting for the former owners;

c) Debts, which are subject to the provisions of Article 297 of

des Vertrags von Versailles unterliegen, soweit sie an diesem Tage durch einen Beamten oder Beauftragten der Canadischen Regierung eingezogen worden sind.

Artikel 2.

In Fällen, in denen eine Geldforderung bis zum 7. Juni 1929 nur teilweise eingezogen worden ist, wird der Verwalter den ausstehenden Teil, soweit er dazu in der Lage ist, einziehen, wobei Einverständnis darüber herrscht, daß alles so eingezogene Geld der Deutschen Regierung für den ursprünglichen Gläubiger ausgehändigt werden wird.

In der gleichen Weise sollen alle anderen Beträge, die nach dem 7. Juni 1929 vom Verwalter in Verbindung mit der Liquidation deutscher Güter, Rechte oder Interessen eingezogen worden sind oder tatsächlich noch eingezogen werden, der Deutschen Regierung für den ursprünglichen Berechtigten ausgezahlt werden.

Artikel 3.

Für die Rückgabe der Vermögenswerte wird folgendes Verfahren angewandt werden:

a) Der Verwalter soll dem Auswärtigen Amt des Deutschen Reichs in Berlin alle jetzt in seinem Besitz befindlichen nicht liquidierten Schuldverschreibungen, Schuldscheine, Aktien und anderen Wertpapiere zusammen mit allen seit dem 7. Juni 1929 aufgelaufenen Zinsen aushändigen, jedoch werden diese Wertpapiere mit den bei ihrer Übernahme entstandenen Kosten, Gebühren und Auslagen des Verwalters

the Treaty of Versailles, insofar as they have at this date been collected by a Canadian Government official or Government agent.

Article 2.

In cases where only part of a debt has been collected by the Custodian until June 7th, 1929, the Custodian will continue to collect insofar as he can any outstanding part, it being understood that any money so collected shall be handed over to the German Government for the original creditor.

In the same way all other sums which after June 7th, 1929, have been or will be actually collected by the Custodian in connection with the liquidation of German Property, Rights or Interests, shall be paid to the German Government for the original owner.

Article 3.

The method to be adopted for returning Property shall be as follows:

a) The Custodian shall deliver to the Foreign Office of the German Reich at Berlin all unliquidated bonds, debentures, shares and other securities now in his possesion, together with all accrued interest since June 7th, 1929, provided, however that the costs, charges and expenses of the Custodian in obtaining possession of such securities shall be chargeable against such securities and shall be deducted together with

belastet; diese Kosten, Gebühren und Auslagen sollen zusammen mit der gesetzlichen Gebühr von 2 % des Wertes dieser Wertpapiere von allen vorhandenen Einkünften aus letzteren abgezogen werden; sind solche Einkünfte nicht vorhanden, so können die Wertpapiere zurückbehalten werden, bis der deutsche Berechtigte oder die Deutsche Regierung in seinem Namen gezahlt haben.

Um die Reichsregierung instand zu setzen, die Verteilung der vorerwähnten Wertpapiere an die berechtigten Personen vorzunehmen, wird der Verwalter bei Auslieferung dieser Wertpapiere ein Verzeichnis liefern, das eine Bezeichnung des deutschen Berechtigten, soweit die Bücher des Verwalters darüber Aufschluss geben, und eine Beschreibung eines jeden Wertpapiers nach Art und Nennwert enthält.

b) Soweit es sich um Grundbesitz handelt, wird der Verwalter dem deutschen Auswärtigen Amt ein Verzeichnis dieses Besitzes aushändigen, das eine vollständige Beschreibung jedes Grundstücks, soweit die Unterlagen des Verwalters darüber Aufschluss geben, und gleichzeitig den Namen des eingetragenen Eigentümers dieses Grundstücks zu der Zeit der Inbesitznahme durch den Verwalter enthält. Hinsichtlich eines jeden einzelnen vorerwähnten Grundstücks teilt das deutsche Auswärtige Amt dem Verwalter den Namen, die nähere Bezeichnung und andere

the authorised fee of 2 % on the value thereof from any income out of these securities in hand or, if not in hand, the securities may be retained until payment is made by the German owner or the German Government acting on his behalf.

For the purpose of enabling the Government of the Reich to make the distribution of the aforesaid securities to the persons entitled thereto, the Custodian shall on delivering such securities furnish a list thereof setting out the German owners, so far as the records of the Custodian may disclose these owners, and a description of each security showing the nature and the face value.

b) With respect to real estate, the Custodian shall forward to the German Foreign Office a list thereof giving a full description of each parcel, so far as the records of the Custodian may disclose the same, together with the name of the registered owner of such Property at the time possession was taken by the Custodian. With respect to each such parcel of real estate as aforesaid the German Foreign Office shall advise the Custodian of the name, description and other particulars of the person entitled thereto and thereupon the Custodian shall deliver at the cost of such

Einzelheiten über die Person des Berechtigten mit; daraufhin wird der Verwalter auf Kosten dieses Eigentümers ihm eine dem canadischen Recht entsprechende Freigabeverfügung, Übertragung oder sonstige Zusicherung ausfertigen, die genügt, um dem Eigentümer, unbeschadet bestehender Pfänder, Lasten und Schulden einschliesslich der auf dem Eigentum lastenden Steuern, das Eigentum zu übertragen. Soweit es sich um Hypotheken auf Grundstücken in Canada handelt, die der Verwalter als Sicherheit für seine Ansprüche gegen deutsche Reichsangehörige in der Hand hat, wird der Verwalter dem deutschen Auswärtigen Amt eine Aufzeichnung darüber übergeben, die Namen und Bezeichnung des Hypothekenschuldners sowie des deutschen Reichsangehörigen enthält, dessen Verpflichtung durch die Hypothek gesichert ist, und auf Grund einer Mitteilung, die das deutsche Auswärtige Amt dem Verwalter namens des genannten deutschen Reichsangehörigen macht, wird der Verwalter alle Entlastungen, Übertragungen oder Freigaben vornehmen, die das deutsche Auswärtige Amt in Übereinstimmung mit dem canadischen Rechte verlangt.

c) Vermögensgegenstände, die zur Zeit nicht zurückgegeben werden können, weil sie Gegenstand eines Gerichtsverfahrens in Canada sind, oder Güter, die der Verwalter von der Britischen Regierung aus dem

owner a release, conveyance or other assurance according to Canadian law as may be sufficient to vest the Property in the said owner subject to outstanding liens, charges and encumbrances including taxes as may be standing against such Property. With respect to mortgages of real estate on lands in Canada which may be held by the Custodian as security for indebtedness claims against German nationals, the Custodian shall furnish the German Foreign Office with a statement thereof giving the names, descriptions of the mortgageors therein and the name of the German national whose obligation is secured thereby, and upon the German Foreign Office advising the Custodian on behalf of the said German national the Custodian shall make such discharges, transfers or releases as the German Foreign Office may require in accordance with Canadian law.

c) Property which cannot be returned at present, being the subject matter of litigation in Canada, or Property which the Custodian may recover from the British Government out of estates of persons who died in

Nachlass von Personen erhält, die auf britischem Gebiete gestorben sind, werden zusammen mit allen Einkünften oder Zinsen, die in den Besitz des Verwalters kommen mögen, zurückgegeben werden, sobald der Verwalter dazu in der Lage ist. Jedoch werden die auf diese Weise erlangten Vermögensgegenstände mit den Kosten, Gebühren und Auslagen, die durch ihre Wiedererlangung und Inbesitznahme entstehen, belastet. Diese Kosten, Gebühren und Auslagen werden von allen vorhandenen Einkünften aus diesen Vermögensgegenständen abgezogen; falls derartige Einkünfte nicht vorhanden sind, können diese Vermögensgegenstände zurückbehalten werden, bis der deutsche Berechtigte oder die Deutsche Regierung in seinem Namen gezahlt haben.

d) Falls der an irgendeinem einzelnen Gut, Recht oder Interesse Berechtigte es wünschen sollte, den Verkaufserlös an Stelle des Gutes, Rechtes oder Interesses selbst zu erhalten, wird der Verwalter, falls der erwähnte Berechtigte ein dahingehendes Schreiben an ihn richtet, den Verkauf des Gutes, Rechtes oder Interesses veranlassen und den Erlös der Deutschen Regierung zur Übermittelung an den genannten Berechtigten aushändigen.

Artikel 4.

Es herrscht Einverständnis darüber, dass die Canadische Regierung fernerhin die Auslieferung irgendwelcher Wertpapiere, Zertifikate,

British territory, will, together with all income or interest accrued, which may come into the possession of the Custodian be returned as soon as the Custodian is in the position to do so, provided howewer that the costs, charges and expenses of recovering and taking possession of such Property shall be chargeable against such Property as may be so obtained and shall be deducted from any income out of this Property if in hand or, if not in hand, the Property may be retained until payment is made by the German owner or the German Government acting on his behalf.

d) If the lawful owner of any particular Property, Right or Interest should desire to receive the proceeds of sale instead of the actual Property, Right or Interest, the Custodian will, provided that a letter to that effect is addressed to him by the said owner, have the Property, Right or Interest sold and hand the proceeds of the sale to the German Government for transmission to the said owner.

Article 4.

It is understood that the Government of Canada cannot claim anymore the delivery by the German Government of any securities,

Urkunden oder anderer Eigentumstitel auf Grund des § 10 des Anhangs zu Abschnitt IV des Teil X des Vertrags von Versailles*) nicht mehr verlangen kann.

Soweit es sich um die im Besitz der Deutschen Regierung befindlichen Wertpapiere handelt, von denen eine Liste dem Verwalter vor Unterzeichnung dieses Abkommens übergeben worden ist, und die ausgeliefert worden wären, wenn nicht der Dawes-Plan in Kraft getreten wäre, übernimmt es der Verwalter, die in Betracht kommenden canadischen Beteiligten davon in Kenntnis zu setzen, dass diese Wertpapiere in Zukunft keinen Beschränkungen mehr unterworfen sind, und die deutschen Berechtigten b efugt sind, über diese Wertpapiere und die bis zum 7. Juni 1929 aufgelaufenen und noch ausstehenden Zinsen zu verfügen. Das gleiche gilt für Wertpapiere, die der Deutschen Regierung nicht ausgeliefert worden sind, weil sie einem fremden Staatsangehörigen vor dem 10. Januar 1920 verpfändet waren.

Artikel 5.

Die Canadische Regierung verzichtet mit Wirkung vom 7. Juni 1929 auf die ihr durch den Artikel 306, Abs. 5 bis 7 des Vertrags von Versailles**) eingeräumten Rechte.

Artikel 6.

Die Reichsregierung wird die Canadische Regierung und den Verwalter schadlos halten für alle Ansprüche, die in Zukunft von irgendeinem Berechtigten mit Bezug auf

certificates, deeds or other documents of title under Paragraph 10 of the Annex to Section IV of Part X of the Treaty of Versailles. *)

Concerning the securities still in the possession of the German Government, a list of these having been handed to the Custodian prior to the execution of this Agreement, which would have been delivered, had not the Dawes Plan come into force, the Custodian undertakes to inform the Canadian issuers of the securities that there are no longer any restrictions on these securities and that the German owners are entitled to dispose of these securities and of the interest accrued and outstanding on June 7th, 1929. The same applies to securities which have not been delivered to the German Government being subject to lien in favour of a foreign national, which was created prior to January 10th, 1920.

Article 5.

The Government of Canada waives, with effect from June 7th, 1929, the rights conferred to them by Article 306, para. 5—7 of the Treaty of Versailles. **)

Article 6.

The Government of the Reich shall indemnify the Government of Canada and the Custodian with respect to any claim which may be made thereafter by any owner with

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 569.
**) V. ibid. p. 591.

irgendwelche unter diesem Abkommen freigegebene Vermögensgegenstände erhoben werden sollten.

Artikel 7.

Unter Artikel 296 des Vertrags von Versailles *) fallende Geldforderungen, auf die sich das Abkommen vom 4. November 1929, betreffend die Regelung von zwischen Deutschland und Canada unerledigten Ausgleichssachen bezieht, werden von diesem Abkommen nicht betroffen.

Artikel 8.

Die Deutsche Regierung wird alle Güter, Rechte und Interessen, die dem deutschen Auswärtigen Amt in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieses Abkommens ausgeliefert werden, an die wirklichen Berechtigten aushändigen.

Artikel 9.

Alle Streitigkeiten, die über die Auslegung oder die Anwendung dieses Abkommens entstehen könnten, sollen einem aus drei Mitgliedern bestehenden Schiedsgericht unterbreitet werden; jede der vertragschliessenden Parteien wird ein Mitglied ernennen, und der Vorsitzende, der ein Staatsangehöriger einer im Weltkrieg neutral gebliebenen Macht sein soll, soll durch Verständigung zwischen den vertragschliessenden Parteien bestimmt werden. Falls eine solche Verständigung nicht zu erreichen sein sollte, soll er vom Präsidenten des Ständigen Internationalen Gerichtshofs im Haag ernannt werden.

Artikel 10.

Zwischen den vertragschliessenden Parteien besteht Einverständ-

regard to any Property released according to this Agreement.

Article 7.

Debts falling under Article 296 of the Treaty of Versailles *) and covered by the Agreement dated November 4th, 1929, regarding the disposal of Clearing office matters outstanding between Germany and Canada, shall be excluded from the scope of this Agreement.

Article 8.

The German Government shall distribute to the true owners thereof all Property, Rights and Interests delivered to the German Foreign Office in accordance with the provisions of this Agreement.

Article 9.

Any difference which may arise as to the interpretation or application of this Agreement may be referred to an Arbitral Tribunal, consisting of three members. Each of the Contracting Parties will appoint one member, and the President, who is to be a national of a Power that has remained neutral during the World-War, shall be chosen by agreement between the Contracting Parties. In case of failure to reach such agreement, he will be appointed by the President of the Permanent International Court of the Hague.

Article 10.

It is understood between the Contracting Parties that this Agree-

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 546.

nis darüber, dass dieses Abkommen sich nur auf unliquidierte Vermögensgegenstände bezieht.

Artikel 11.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden und nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden gleichzeitig mit dem Sachverständigenplan in Kraft treten.

Gezeichnet im Haag, in doppelter Ausfertigung, in deutscher und englischer Sprache, am 14. Januar 1930.

Walter de Haas.

ment relates to unliquidated Property only.

Article 11.

The present Agreement shall be ratified and shall come into force after the exchange of the ratifications at the same time as the Experts' Plan.

Executed at the Hague, in duplicate, in German and English, this 14th day of January 1930.

Peter Larkin.

52.

ALLEMAGNE, NOUVELLE-ZÉLANDE.

Accord concernant la cessation de la liquidation des biens allemands; signé à La Haye, le 17 janvier 1930.*)

Reichsgesetzblatt 1930. II, No. 8.

Abkommen zwischen der Regierung des Deutschen Reichs und der Regierung des Dominions Neuseeland, betreffend die Freigabe von Gütern, Rechten und Interessen deutscher Reichsangehöriger, die der auf Grund des Vertrags von Versailles eingeführten Belastung unterliegen.

Da die Regierung des Deutschen Reichs und die Regierung des Dominions Neuseeland (im folgenden als „Neuseeländische Regierung" bezeichnet) den Wunsch hegen, im Rahmen der nachstehenden Bedingungen die in dem Bericht des Sachverständigenkomitees vom 7. Juni

Agreement between the Government of the German Reich and the Government of the Dominion of New Zealand, regarding the Release of Property Rights and Interests of German Nationals subject to the Charge created in pursuance of the Treaty of Versailles.

The Government of the German Reich (hereinafter referred to as the German Government) and the Government of the Dominion of New Zealand (hereinafter referred to as „The New Zealand Government") being desirous subject to the conditions hereinafter contained

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 13 juin 1930. V. Reichsgesetzblatt 1930. II, p. 1223.

1929*) enthaltene Empfehlung, dass die alliierten Regierungen vom Tage der Annahme des Sachverständigenberichts ab von ihrem Recht, Güter, Rechte und Interessen der deutschen Reichsangehörigen oder der von ihnen abhängigen Gesellschaften zu beschlagnahmen, zurückzubehalten und zu liquidieren, soweit sie nicht bereits liquide oder liquidiert sind oder soweit darüber nicht endgültig verfügt worden ist, nicht mehr Gebrauch machen sollen, durchzuführen und zu diesem Zweck ein Abkommen abzuschliessen, sind die unterzeichneten, von ihren Regierungen gehörig bevollmächtigten Vertreter über folgende Bestimmungen übereingekommen:

Artikel 1.

Die Neuseeländische Regierung wird den ursprünglichen deutschen Berechtigten oder ihren Rechtsnachfolgern die innerhalb Neuseelands oder seiner Territorien belegenen Güter, Rechte und Interessen, die ihnen ursprünglich gehörten und nun der auf Grund des Vertrags von Versailles eingeführten Belastung unterliegen, vorbehaltlich der in den folgenden Artikeln enthaltenen Bestimmungen und Vereinbarungen, freigeben und erforderlichenfalls zurückübertragen, soweit diese Güter, Rechte und Interessen am Tage des Inkrafttretens dieses Abkommens nicht bereits liquide oder liquidiert sind oder darüber hinaus noch nicht endgültig verfügt worden ist.

Artikel 2.

Das Recht, deutsche Güter, Rechte und Interessen zu beschlagnahmen,

to give effect to the recommendation contained in the Report dated the 7th June, 1929, of the Committee of Experts*) that the Allied Governments make no further use from the date of the acceptance of the Experts' Report of their rights to seize, retain and liquidate property rights and interests of German nationals or companies controlled by them insofar as not already liquid or liquidated or finally disposed of, and of concluding an agreement for that purpose the undersigned duly authorised by their respective Governments have agreed upon the following Articles:

Article 1.

The New Zealand Government will, subject to the provisions and stipulations contained in the following Articles release and where necessary retransfer to the original German owners, or to the persons deriving title through them, the property rights and interests within New Zealand and her Territories originally belonging to them and now subject to the charge created in pursuance of the Treaty of Versailles insofar as such property rights and interests shall not be already liquid or liquidated or finally disposed of, on the date on which this Agreement comes into force.

Article 2.

There shall be no abrogation or modification of the right to seize,

*) V. ci-dessus p. 14.

zurückzubehalten und zu liquidieren oder zu belasten, wird nicht aufgehoben oder abgeändert. Die Freigabe der von diesem Abkommen betroffenen Güter, Rechte und Interessen erfolgt vielmehr in der Weise, dass die Neuseeländische Regierung dem ursprünglichen Berechtigten (worunter überall in diesem Abkommen auch dessen Rechtsnachfolger zu verstehen sind) in jedem Einzelfalle das in Betracht kommende Gut, Recht oder Interesse aushändigt oder überträgt. Wenn über die Person des Berechtigten Zweifel bestehen oder die Feststellung des Berechtigten auf Schwierigkeiten stösst, kann die Neuseeländische Regierung von der Deutschen Regierung eine Bescheinigung über die Berechtigung verlangen und die Freigabe des Gegenstandes so lange verweigern, bis die Deutsche Regierung die Verpflichtung übernommen hat, sie gegenüber jedem Anspruch in bezug auf den in Betracht kommenden Gegenstand in vollem Umfange schadlos zu halten.

retain and liquidate or charge German property rights and interests but the release of the property rights and interests affected by this Agreement shall be effected by the New Zealand Government handing over or transferring to the original owner (which expression shall wherever used in this Agreement include the person or persons deriving title through him) the particular property right or interest concerned in each case. In any case of doubt or difficulty as to who is entitled the New Zealand Government may demand a warranty of title by the German Government and withhold release of the property until the German Government have undertaken fully to indemnify them against any claim in respect thereof.

Artikel 3.

Die Bestimmungen dieses Abkommens finden keine Anwendung auf diejenigen Güter, Rechte und Interessen, die am Tage seines Inkrafttretens den Gegenstand eines vor dem 1. Mai 1929 begonnenen und innerhalb oder ausserhalb Neuseelands noch anhängigen Prozesses oder gerichtlichen Verfahrens bilden, in dem bestritten wird, dass die in Betracht kommenden Güter, Rechte und Interessen der Belastung oder der Beschlagnahme, Zurückbehaltung oder Liquidation unterliegen.

Article 3.

There shall be excluded from the provisions as to release contained in this Agreement all property rights and interests which on the date on which this Agreement comes into force are the subject matter of any suit, action or legal proceedings commenced before the 1st May, 1929, and still pending in New Zealand or elsewhere in which it is disputed that such property rights or interests are subject to the charge or to seizure, retention or liquidation.

Artikel 4.

Die in diesem Abkommen enthaltenen Bestimmungen über die Freigabe finden ferner keine Anwendung auf alle Güter, Rechte und Interessen in dem Mandatsgebiet von Westsamoa, die Seiner Königlich Britannischen Majestät zu Händen der Neuseeländischen Regierung auf Grund der Bestimmungen der „New Zealand Reparations Estates Order, 1920" überwiesen oder auf Grund der „Ex-enemy Absentee Property (Samoa) Order, 1923" dem Samoaischen Öffentlichen Treuhänder überwiesen oder von ihm einbehalten worden sind; alle diese Güter, Rechte und Interessen sind als solche zu betrachten, über die endgültig verfügt worden ist.

Article 4.

There shall also be excluded from the provisions as to release contained in this Agreement all property rights and interests in the Mandated Territory of Western Samoa which have been vested in His Britannic Majesty in right of the Government of New Zealand under the provisions of the New Zealand Reparations Estates Order 1920 or have been vested in or retained by the Samoan Public Trustee in pursuance of the Ex-enemy Absentee Property (Samoa) Order 1923 all of which property rights and interests are to be regarded as finally disposed of.

Artikel 5.

Jedes Gut, Recht oder Interesse kann von der Freigabe ausgeschlossen werden, wenn der ursprüngliche Berechtigte dies schriftlich bei dem Öffentlichen Treuhänder für Neuseeland (im folgenden als „Öffentlicher Treuhänder" bezeichnet) beantragt. Ein solcher Antrag muss vor der Freigabe des in Betracht kommenden Guts, Rechts oder Interesses gestellt werden. In diesem Falle werden, sofern das in Betracht kommende Gut, Recht oder Interesse ohne Stellung des Antrags nach den Bestimmungen dieses Abkommens freizugeben wäre, die von dem Öffentlichen Treuhänder daraufhin erzielten Reinerlöse an den ursprünglichen Berechtigten oder seine Vertreter ausgezahlt werden.

Article 5.

Any particular property right or interest may be excluded if the original owner shall in writing address a request to this effect to the New Zealand Public Trustee (hereinafter referred to as the Public Trustee). Such request must be made prior to the release of the said property right or interest. In such case, if the said property right or interest would, but for such request, have been released under the terms of this Agreement, the net proceeds thereof if subsequently realised by the Public Trustee shall be paid over to the original owner or his representatives.

Artikel 6.

Güter, Rechte und Interessen, die am Tage des Inkrafttretens

Article 6.

Property rights and interests which at the date on which this

dieses Abkommens verkauft oder sonst in Geld umgesetzt waren oder den Gegenstand eines auf einen Verkauf oder eine andere Umsetzung in Geld gerichteten Vertrages, der durch den Öffentlichen Treuhänder (worunter überall in diesem Abkommen der Öffentliche Treuhänder für Samoa oder ein anderer mit der Verwaltung ehemals feindlichen Vermögens betrauter Beamter zu verstehen ist) abgeschlossen worden ist, oder einer zugunsten des Öffentlichen Treuhänders ergangenen gerichtlichen Entscheidung bilden, gelten im Sinne dieses Abkommens als Güter, Rechte und Interessen, die „liquide oder liquidiert sind oder über die endgültig verfügt worden ist".

Agreement comes into force have been sold or realised, or are the subject matter of an Agreement for sale or realisation entered into by the Public Trustee (which expression shall wherever used in this Agreement include the Samoan Public Trustee or other official charged with the administration of ex-enemy property) or of a judgment in legal proceedings given in favour of the Public Trustee are included in the above mentioned expression „liquid or liquidated or finally disposed of".

Artikel 7.

Vor der Freigabe oder der Übertragung jedes einzelnen Guts, Rechts oder Interesses ist die Neuseeländische Regierung berechtigt, als Bedingung hierfür den Vermögensgegenstand oder seine Erlöse mit den gesetzlichen Kosten und sonstigen Auslagen, die für das in Betracht kommende Gut, Recht oder Interesse entstanden sind, einschliesslich aller gesetzlichen Gebühren, soweit diese Gebühren 2 v. H. des Wertes nicht übersteigen, zu belasten und diese Beträge aus diesem Gegenstand oder aus seinen Erlösen zu entnehmen.

Article 7.

Before, and as a condition of, releasing or transferring any specific property right or interest the New Zealand Government will be entitled to charge and be paid out of the property or the proceeds thereof the legal costs and other expenses incurred in connexion with the said property right and interest, including all authorised fees, insofar as the said fees do not exceed 2 % on the value thereof.

Artikel 8.

Vom Tage des Inkrafttretens dieses Abkommens ab wird die Neuseeländische Regierung denjenigen deutschen Reichsangehörigen, die gewerbliche, literarische oder künstlerische Schutzrechte besitzen, an denen Lizenzen durch während des

Article 8.

The New Zealand Government will, as from the date on which this Agreement comes into force, permit German nationals, the owners of rights of industrial, literary or artistic property in respect of which licences may have been granted

Krieges ergriffene Sondermassnahmen begründet worden sein sollten, oder die den Gegenstand von Lizenzen oder Übertragungen bilden sollten, welche den auf Grund des Artikel 22 der „New Zealand Treaty of Peace Order, 1920" auferlegten Bedingungen unterworfen sind, den vollen Genuss dieser Rechte einräumen, jedoch unbeschadet der Rechte der gegenwärtigen Inhaber der genannten Lizenzen oder der gegenwärtig auf Grund der genannten Übertragungen verfügungsberechtigten Personen; sie wird alle hierzu erforderlichen Schritte ergreifen. Ferner wird sie nach dem Tage des Inkrafttretens dieses Abkommens den Berechtigten keine weiteren Begrenzungen, Bedingungen oder Einschränkungen unter Berufung auf die Bestimmungen des genannten Artikel 22 oder auf Artikel 306 Abs. 5, 6 und 7 des Vertrages von Versailles *) auferlegen, unter Vorbehalt der Ausübung des Rechts der Neuseeländischen Regierung zur Auferlegung solcher Begrenzungen, Bedingungen und Einschränkungen, die im Interesse der Landesverteidigung oder des Gemeinwohls notwendig erscheinen. Alle Entschädigungen oder Vergütungen, die gemäss Abs. 6 von Artikel 306 für den Fall der Anwendung des vorhergehenden Absatzes zu gewähren sind, werden den berechtigten deutschen Reichsangehörigen ausgezahlt und nicht weiter nach den Bestimmungen des Abs. 6 behandelt werden.

Artikel 9.

Keine Bestimmung dieses Abkommens berührt die Pflichten,

under the special measures taken during the war or in respect of which there may have been licences or assignments subject to the conditions imposed in pursuance of Article 22 of the New Zealand Treaty of Peace Order, 1920, to have the full benefit of those rights without prejudice, however, to the rights of any existing licensees or assignees under the said licences or assignments and will take all necessary steps to give effect to the foregoing, and will not impose after the date on which this Agreement comes into force any further limitation, condition, or restrictions in pursuance of the said Article 22 or Article 306 (5) (6) and (7) of the Treaty of Versailles*) subject only to the exercise of the right of the New Zealand Government to impose such limitations, conditions or restrictions as may be considered necessary for national defence or in the public interest. Any indemnities or royalties that may arise under paragraph (6) of Article 306 in the event of the application of the provisions of the preceding paragraph shall be paid to the German nationals entitled thereto and no longer dealt with as provided in paragraph (6).

Article 9.

Nothing herein contained shall affect the duties, powers and juris-

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 591.

Befugnisse und die Zuständigkeit des deutsch-englischen Gemischten Schiedsgerichts. Forderungen, die unter Artikel 296 des Vertrags von Versailles *) fallen, unterliegen nicht den Bestimmungen dieses Abkommens und werden auch in Zukunft im Ausgleichsverfahren geregelt. Forderungen, die in der Form des Artikel 296 hätten geltend gemacht werden müssen, aber nicht durch das deutsche Ausgleichsamt geltend gemacht worden sind, werden, falls sie von dem Öffentlichen Treuhänder nach dem Tage des Inkrafttretens dieses Abkommens eingezogen werden, vorbehaltlich der Bestimmungen der Artikel 3, 4 und 6 des Abkommens, unter Abzug der üblichen Belastungen und Gebühren für die Einziehung, wie deutsche Güter, Rechte und Interessen, die auf Grund dieses Abkommens freizugeben sind, behandelt.

diction of the Anglo-German Mixed Arbitral Tribunal. Debts falling within Article 296 of the Treaty of Versailles *) shall be excluded from the scope of this Agreement and continue to be dealt with under the Clearing procedure. Debts which should have been claimed under Article 296, but for which no claim has been put forward by the German Clearing Office, if recovered by the Public Trustee subsequently to the date on which this Agreement comes into force, shall, subject to the provisions of Articles 3, 4 and 6 hereof, and subject to deduction of the usual charges and fees for collection, be treated as if they were German property rights and interests to be released under this Agreement.

Artikel 10.

Bei der Durchführung der in diesem Abkommen vorgesehenen Freigaben wird die Neuseeländische Regierung mit der gebotenen Beschleunigung verfahren und bemüht sein, von dem unter die Bestimmungen dieses Abkommens fallenden Vermögen so viel innerhalb von 12 Monaten nach dem endgültigen Inkrafttreten des Sachverständigenplans freizugeben, wie nach vernünftiger Beurteilung möglich sein sollte.

Article 10.

In giving effect to the release herein provided for the New Zealand Government will proceed with due expedition and will endeavour to release as much property coming within the terms of this Agreement as may be reasonably possible within twelve months after the final coming into force of the Experts' Plan.

Artikel 11.

Als unter dieses Abkommen fallende Güter, Rechte und Interessen gelten nur solche Güter, Rechte und

Article 11.

The property rights and interests covered by this Agreement shall be confined to such property rights and

*) V. **N. R. G.** 3. s. XI, p. 546.

Interessen, die sich am 10. Januar 1920 innerhalb des Dominions Neuseeland oder seiner Territorien oder des Mandatsgebiets Westsamoa befanden.

Artikel 12.

Dieses Abkommen bildet eine endgültige Regelung aller Fragen und Ansprüche in bezug auf die Zurückbehaltung und Liquidation deutscher Güter, Rechte und Interessen oder ihrer Erlöse in dem Dominion Neuseeland oder seinen Territorien oder dem Mandatsgebiet Westsamoa, die durch ausserordentliche Kriegsmassnahmen betroffen worden sind bzw. dem Rechte der Zurückhaltung, Liquidation und Belastung auf Grund des Vertrages von Versailles unterliegen. Die noch nicht gutgeschriebenen Erlöse aus der Liquidation bzw. der geschätzte Wert der deutschen Güter, Rechte und Interessen, die nach diesem Abkommen nicht freigegeben werden, sind auch in Zukunft dem deutschen Ausgleichsamt gutzuschreiben.

Artikel 13.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden und nach Austausch der Ratifikationsurkunden gleichzeitig mit dem Sachverständigenplan in Kraft treten. Der Austausch der Ratifikationsurkunden soll gleichzeitig mit der Hinterlegung der Ratifikationsurkunden für die Verträge oder Abkommen, die in bezug auf den Sachverständigenplan geschlossen werden, erfolgen.

Ausgefertigt im Haag, in doppelter Urschrift, in deutscher und englischer Sprache, am 17. Januar 1930.

Dr. Fuchs.
E. Toms.

interests as were on the 10th January, 1920, within the Dominion of New Zealand or her Territories or the Mandated Territory of Western Samoa.

Article 12.

The present Agreement shall be a final settlement of all questions and claims relating to the retention and liquidation of German property rights and interests, or the proceeds thereof, in the Dominion of New Zealand or her Territories or the Mandated Territory of Western Samoa which became subject to exceptional war measures and/or to the rights of retention, liquidation and charge pursuant to the provisions of the Treaty of Versailles. The proceeds of liquidation and/or the amount of the valuations of German property rights and interests not released under the present Agreement or otherwise and not already credited shall be credited as heretofore to the German Clearing Office.

Article 13.

The present Agreement shall be ratified and shall come into force after the exchange of ratifications on the same date as the Experts' Plan. The exchange of ratifications shall be effected at the same time as the deposit of ratifications concerning the treaties or conventions which may be concluded in respect of the Experts' Plan.

Done in duplicate at The Hague in the German and English languages this 17th day of January 1930.

Dr. Fuchs.
E. Toms.

Dominion of New Zealand.

Binnenhof, The Hague, 17th January 1930.

Sir,

With reference to the Agreement concluded this day between the Government of the Dominion of New Zealand and the Government of the German Reich relative to the release of German property consequent upon the acceptance of the Experts' Report, I have the honour on the instructions of the New Zealand Government to inform you as follows:

1. Although the date referred to in Article 1 of the Agreement for the purpose of ascertaining the property rights and interests to be released is the date of the Agreement coming into force, it is the intention of the Government of New Zealand that all German property rights and interests which on the 1st September, 1929, were not liquid or liquidated or finally disposed of and which do not come within any of the reservations contained in the Agreement shall be released including the net proceeds of any of such property rights or interests as may have been sold since the said date.

2. In regard to Article 8, although the provisions of that Article do not come into operation until the date on which this Agreement comes into force, I am instructed to state that it is the intention of the Government of the Dominion of New Zealand that any royalties falling due after the 31st August, 1929, shall be released to the German nationals concerned, and in regard to Article 9, that it is their intention that the debts therein referred to as recovered by the Public Trustee subsequently to the date on which this Agreement comes into force shall include such debts (if any) if recovered since the 31st August, 1929.

3. With reference to Article 9, I confirm that the practice which has hitherto existed with regard to claims before the Mixed Arbitral Tribunal shall continue as heretofore. Will you also please confirm this arrangement.

4. During the discussion that took place on the draft Agreement a question arose with regard to the wording of the concluding paragraph of Article 12, in connection with the crediting as heretofore of the proceeds of liquidation and/or the amount of the valuations of German property rights and interests not released under the above referred to Agreement, and it was agreed that a letter should be written on behalf of the Government of the German Reich to the effect that the words appearing in the concluding paragraph of that Article shall not be interpreted so as to give Germany the right to set off such credits against Germany's liability for the annuities payable pursuant to the New Plan. I shall be glad to hear from you on this matter also.

I have the honour to be, Sir,

Your obedient servant,

E. Toms,

Delegate for the Government of the Dominion of New Zealand.

Ministerialrat Dr. Richard Fuchs, German Delegation, The Hague.

Den Haag, den 17. Januar 1930.

Sehr geehrter Herr!

Ich habe die Ehre, den Empfang Ihres gefälligen Schreibens vom heutigen Tage zu bestätigen, das Sie an mich im Auftrage Ihrer Regierung im Zusammenhang mit dem heute geschlossenen Abkommen zwischen der Regierung des Deutschen Reichs und der Regierung des Dominions Neuseeland über die Freigabe deutschen Vermögens gerichtet haben.

Ich habe von Ihren Bemerkungen zu einzelnen Artikeln des Abkommens Kenntnis genommen und bestätige, dass die Vereinbarungen gemäss unseren mündlichen Besprechungen wiedergegeben sind.

1. Zu Artikel 1 des Abkommens habe ich davon Kenntnis genommen, dass, wenn auch das Datum für die Freigabe der Tag des Inkrafttretens des Abkommens ist, die Neuseeländische Regierung beabsichtigt, alle deutschen Güter, Rechte und Interessen, die am 1. September 1929 nicht liquide oder liquidiert oder Gegenstand einer endgültigen Verfügung waren und die nicht unter irgendeinem der Vorbehalte fallen, die in dem Abkommen enthalten sind, freizugeben, unter Einschluss der Reinerlöse solchen Vermögens, das etwa seit dem genannten Tage verkauft sein sollte.

2. Ich habe ferner davon Kenntnis genommen, dass die Absicht der Regierung des Dominions Neuseeland dahin geht, obwohl die Bestimmungen des Artikel 8 des Abkommens erst mit dem Zeitpunkt in Wirksamkeit treten, an dem dieses Abkommen in Kraft tritt, sämtliche nach dem 31. August 1929 fälligen Gebühren („royalties") den deutschen Berechtigten freizugeben und die im Artikel 9 des Abkommens erwähnten Forderungen auch insoweit freizugeben, als sie etwa nach dem 31. August 1929 vom Public Trustee eingezogen sein sollten.

3. Zu Artikel 9 des Abkommens beehre auch ich mich, Ihnen zu bestätigen, dass die Praxis, die bisher hinsichtlich der Klagen vor dem Schiedsgericht bestanden hat, wie bisher fortgesetzt werden soll.

4. Zu Artikel 12 bestätige ich Ihnen, dass die in dem Abkommen vorgesehenen Gutschriften keinen Einfluss auf die Annuitäten des Neuen Plans ausüben können.

Mit dem Ausdruck meiner vorzüglichen Hochachtung bin ich

Ihr sehr ergebener

Dr. Fuchs,
Ministerialrat im Reichsfinanzministerium.

An den Herrn Delegierten der Regierung des Dominions Neuseeland.

53.

ALLEMAGNE, ITALIE.

Accord pour le règlement définitif des questions résultant de la partie X du Traité de Versailles;*) signé à La Haye, le 20 janvier 1930.**)

Reichsgesetzblatt 1930. II, No. 8.

Abkommen zwischen dem Deutschen Reich und Italien über die endgültige Regelung der noch offenen Fragen des Teils X des Vertrags von Versailles.

Angesichts der zwischen der Deutschen und der Königlich Italienischen Regierung bestehenden Meinungsverschiedenheit über die Anwendung einiger die Bereinigung der Vergangenheit betreffender Bestimmungen des Sachverständigenberichts vom 7. Juni 1929,***) zu dessen Ausführung sich die Beteiligten durch die im Januar 1930 im Haag unterzeichnete Schlussakte †) verpflichteten, haben, um auf freundschaftlichem Wege jeglichen Streit wegen der vorbezeichneten Meinungsverschiedenheit auszuräumen, wie auch um in demselben Geiste alle übrigen noch offenen Fragen des Teils X des Vertrags von Versailles zu regeln,

zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

Der Präsident des Deutschen Reichs:

Accordo tra la Germania e l'Italia per la sistemazione definitiva delle questioni ancora insolute di cui alla Parte X del Trattato di Versaglia.

Sussistendo una divergenza di vedute fra il Governo Germanico ed il R. Governo Italiano nei riguardi dell'applicazione di alcune disposizioni del nuovo Rapporto degli Esperti del 7 giugno 1929,***) concernenti la liquidazione del passato, al quale viene data esecuzione con l'Atto finale firmato nel gennaio 1930 all'Aja,†) allo scopo di eliminare in via amichevole ogni controversia in dipendenza della su accennata divergenza di opinioni, come pure di sistemare nello stesso spirito tutte le altre questioni ancora aperte della Parte X del Trattato di Versaglia,

Il Presidente del Reich Germanico ha nominato a suo Plenipotenziario il Signor

---

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 546 et suiv.

**) Les ratifications ont été échangées à Paris, le 12 mai 1930. V. Reichsgesetzblatt 1930. II, p. 777.

***) V. ci-dessus, p. 14.

†) V. ci-dessus, p. 89.

den Reichsminister des Auswärtigen Dr. Julius Curtius,

Seine Majestät der König von Italien:

den Finanzminister S. Exzellenz Antonio Mosconi,

die nach Austausch ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten folgendes vereinbart haben:

Artikel 1.

Unbeschadet der Rechtsstandpunkte der Deutschen und der Königlich Italienischen Regierung über die Frage der Behandlung der Überschüsse, die sich aus den Abrechnungen zwischen dem deutschen und dem italienischen Ausgleichsamt auf den gemäss Artikel 296 und 297 des Vertrags von Versailles eingerichteten Konten zugunsten Deutschlands ergeben oder bei Fortdauer dieser Abrechnungen ergeben würden, vereinbaren beide Regierungen im Wege freundschaftlichen Vergleichs folgende Regelung:

1. Der endgültige Überschuss, der sich im Falle der Fortsetzung der beiderseitigen Gutschriften auf den Konten 296 und 297 nach Massgabe der geltenden Bestimmungen zugunsten Deutschlands ergeben würde, wird auf eine Pauschalsumme von fünf Millionen italienischer Lire festgesetzt.
2. Dieser Betrag wird in fünf Jahresraten von je einer Million, die jeweils am 1. Januar der kommenden fünf Jahre fällig sind, in Berlin an die Deutsche Regierung gezahlt.
3. Durch diese Zahlung gilt jeder deutsche Anspruch auf den vor-

Dr. Julius Curtius, Ministro degli Affari Esteri;

S. M. il Re d'Italia ha nominato a suo Plenipotenziario;

S. E. Antonio Mosconi, Ministro delle Finanze,

i quali, avendo scambiati i loro pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma, hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1.

Senza pregiudizio dei punti di vista del Governo Germanico e del R. Governo Italiano sulla questione della destinazione dei saldi che risultano o che risulterebbero a favore della Germania dalle operazioni dei due Uffici di Verifica e Compensazione germanico e italiano, riguardo ai conti istituiti a norma degli articoli 296 e 297 del Trattato di Versaglia ove le operazioni suddette fossero continuate, i due Governi in via di transazione e di amichevole componimento convengono quanto segue:

1. Il saldo definitivo che risulterebbe a favore della Germania nel caso della continuazione dei reciproci accreditamenti sui conti 296 e 297 in base alle disposizioni vigenti, viene stabilito in una somma globale di cinque milioni di Lire italiane.
2. Tale ammontare sarà pagato al Governo germanico a Berlino in cinque annualità, di un milione ciascuna, scadibili il 1º gennaio, dei prossimi cinque anni.
2. Con tale pagamento s'intende definitivamente eliminata qua-

genannten Überschuss, gleichviel von wem er erhoben werden möge, als endgültig ausgeräumt. Die Deutsche Regierung leistet der Italienischen Regierung Gewähr gegenüber jedem Anspruch, der von irgendeiner Seite in bezug auf den in Betracht kommenden Überschuss erhoben werden sollte.

Artikel 2.

Die beiderseitige Verpflichtung, die Gutschriften auf den zwischen den Ausgleichsämtern gemäss Artikel 296 und 297 des Vertrags von Versailles eingerichteten Konten fortzusetzen, fällt fort.

Die bei den Ämtern noch anhängigen Forderungen gelten als im Verhältnis zwischen den Ämtern und zwischen den Gläubigern und Schuldnern endgültig geregelt, auch wenn sie bereits im Klagewege dem deutsch-italienischen Gemischten Schiedsgericht unterbreitet sind.

Die Ansprüche gegen das Deutsche Reich, die von italienischen Staatsangehörigen auf Grund der Abschnitte IV bis VI des Teils X des Vertrags von Versailles bei dem Gemischten Schiedsgericht oder bei dem gemäss § 4 des Anhangs zu Abschnitt IV des genannten Teils des Vertrags von Versailles bestellten Schiedsrichter anhängig gemacht wurden und noch schweben oder von italienischen Staatsangehörigen noch hätten anhängig gemacht werden können, gelten als erloschen.

Die Königlich Italienische Regierung wird, falls die Deutsche Regierung innerhalb eines Jahres nach dem Inkrafttreten dieses Abkommens jeweils in Einzelfällen

lunque pretesa germanica sul detto saldo da chiunque possa essere sollevata. Il Governo germanico garantisce il Governo italiano da qualunque pretesa da parte di chicchessia nei riguardi del saldo in questione.

Articolo 2.

É annullato l'obbligo reciproco di continuare gli accreditamenti sui conti istituiti fra gli Uffici di Verifica e di Compensazione in base agli articoli 296 e 297 del Trattato di Versaglia.

I crediti ancora in corso fra i due Uffici s'intendono definiti nei rapporti fra gli Uffici e fra i creditori e debitori, anche se abbiano dato luogo ad un ricorso innanzi il Tribunale Arbitrale Misto Italo-Germanico.

Le domande in corso presentate da sudditi italiani al Tribunale Arbitrale Misto o all'Arbitro istituito in conformità del paragrafo 4 dell'allegato alla Sezione IV della Parte X del Trattato di Versaglia e quelle che i sudditi italiani avrebbero potuto presentare, contro il Governo Germanico, in base alle Sezioni IV a VI della predetta parte del Trattato, sono considerate decadute.

Se il Governo Germanico ne farà specifica richiesta, caso per caso, entro un anno dall'entrata in vigore di questa accordo, il Governo Italiano darà informazioni sulle liqui-

darum ersucht, Auskünfte über die in Italien erfolgten Liquidationen deutscher Güter, Rechte und Interessen erteilen.

Artikel 3.

Jeder der beiden Regierungen steht es frei, durch innerstaatliche Vorschriften die Forderungen und Ansprüche ihrer Staatsangehörigen endgültig zu regeln sowie die von ihrem Ausgleichsamt dem anderen Ausgleichsamt bereits gutgeschriebenen, aber von dem Schuldner noch nicht bezahlten Summen wie auch die von ihren Staatsangehörigen geschuldeten, den Ausgleichsämtern bereits angemeldeten, aber noch nicht bezahlten Summen einzuziehen.

Artikel 4.

Beide Regierungen stellen übereinstimmend fest, dass die Italienische Regierung wiederholt einen Teil der deutschen Güter, Rechte und Interessen in Italien freigegeben und dass sie vor dem 7. Juni 1929 über den von der Freigabe ausgeschlossenen Rest dieser Güter, Rechte und Interessen endgültig verfügt hat. Im Verhältnis zwischen Deutschland und Italien ist daher für die Anwendung der in § 144 des neuen Sachverständigenplans vom 7. Juni 1929 enthaltenen Empfehlung kein Raum mehr.

Das Abkommen vom 1. September 1927 über die deutschen Güter, Rechte und Interessen in Italien *) bleibt in Kraft. Die Bestimmungen des Königlichen Dekrets vom 12. Dezember 1926 zugunsten deutscher Staatsangehöriger wegen ihrer in den neuen, mit Italien vereinigten Provinzen gelegenen Güter bleiben

dazioni dei beni, diritti ed interessi germanici fatte in Italia.

Articolo 3.

Ciascuno dei due Governi ha la facoltà di provvedere con norme interne alla definizione dei crediti e dei reclami dei propri sudditi, al ricupero delle somme già accreditate dal suo Ufficio di Verifica e Compensazione all'Ufficio corrispondente, ma non ancora pagate dai debitori, ed al ricupero delle somme dovute dai propri sudditi già denunciate agli Uffici di Verifica e Compensazione e non ancora accreditate.

Articolo 4.

I due Governi sono d'accordo nel constatare che il Governo Italiano ha liberata in varie volte una parte dei beni, diritti ed interessi germanici in Italia ed ha disposto prima del 7 giugno 1929 definitivamente della rimanenza dei detti beni, diritti ed interessi esclusa dalla liberazione. Pertanto la raccomandazione contenuta nel paragrafo 144 del nuovo Piano degli Esperti del 7 giugno 1929, non trova ulteriore applicazione nei riguardi della Germania e dell' Italia.

L'accordo del 1° settembre 1927 sui beni, diritti ed interessi germanici in Italia, *) rimane in vigore. Le disposizioni del R. Decreto del 12 dicembre 1926 a favore dei cittadini germanici per i beni da essi posseduti nelle nuove Provincie annesse al Regno, rimangono in vigore soltanto agli effetti delle do-

*) V. ci-dessus, No. 44, p. 504.

weiterhin lediglich für solche Anträge im Sinne dieses Königlichen Dekrets in Kraft, die der Italienischen Regierung bis zum 1. Januar 1930 eingereicht worden sind.

Artikel 5.

Das auf Grund des Artikel 304 des Vertrags von Versailles bestellte deutsch-italienische Gemischte Schiedsgericht wird aufgehoben.

Das Amt des Schiedsrichters, der gemäss § 4 des Anhangs zu Abschnitt 4 des Teils X des Vertrags von Versailles eingesetzt wurde, ist beendet.

Die vor dem Gemischten Schiedsgericht und vor dem Schiedsrichter schwebenden Verfahren werden eingestellt. Die Kosten hat jede Partei selbst zu tragen. Gerichtskosten werden nicht erhoben. Die schon gezahlten Vorschüsse werden an die Parteien oder, wenn sie von den Ausgleichsämtern gezahlt wurden, an diese zurückgezahlt.

Von dem Inkrafttreten dieses Abkommens an finden zwischen dem Deutschen Reich und seinen Staatsangehörigen einerseits und Italien und seinen Staatsangehörigen andererseits die Bestimmungen der Artikel 300b bis f, 302, 304b Abs. 2 und 305 des Vertrags von Versailles keine Anwendung mehr.

Die in Artikel 304b Abs. 2 des Vertrags von Versailles bezeichneten Streitsachen können bei dem zuständigen ordentlichen Richter anhängig gemacht werden; für sie beginnt die durch die Klageerhebung bei dem Gemischten Schiedsgericht unterbrochene Verjährung wieder sechs Monate nach dem Inkrafttreten des gegenwärtigen Abkommens zu laufen.

mande presentate, in base al R. Decreto medesimo, al Governo italiano sino al 1º gennaio 1930.

Articolo 5.

Il Tribunale Arbitrale Misto Italo-Germanico, istituito in base all'articolo 304 del Trattato di Versaglia è soppresso.

Cessano le funzioni dell'arbitro nominato a norma del paragrafo 4 dell'allegato alla sezione IV della Parte X del Trattato di Versaglia.

I giudizi in corso dinnanzi al Tribunale Arbitrale Misto ed all'arbitro, non avranno più seguito. Le spese rimangono a carico della parte che le ha sostenute. Non se fisseranno spese di giudizio. I depositi preventivi già eseguiti verranno restituiti alle parti od agli Uffici di Verifica e di Compensazione se fatti da essi.

Dall'entrata in vigore di questo accordo non avranno più applicazione nei riguardi della Germania e dei suoi cittadini da una parte e dell'Italia e dei suoi cittadini dall'altra parte, le disposizioni degli articoli 300, lettere da b) ad f), 302, 304, secondo comma della lettare b), e 305 del Trattato di Versaglia.

Le vertenze indicate all'articolo 304, lettera b) secondo comma, del Trattato di Versaglia possono essere presentate alla giurisdizione ordinaria competente e per esse la prescrizione, interrotta dall'istanza presentata al Tribunale Arbitrale Misto, riprende il suo corso dopo sei mesi dal giorno di entrata in vigore di quest'accordo.

Artikel 6.

Das vorstehende Abkommen soll ratifiziert werden und nach Austausch der Ratifikationsurkunden gleichzeitig mit dem neuen Sachverständigenplan in Kraft treten. Der Austausch der Ratifikationsurkunden soll gleichzeitig mit der Hinterlegung der Ratifikationsurkunden für die Verträge oder Abkommen erfolgen, die in bezug auf den Sachverständigenplan geschlossen werden.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift, in deutscher und italienischer Sprache.

Haag, den 20. Januar 1930.

Curtius.
Mosconi.

Articolo 6.

Il presente accordo sarà ratificato e entrerà in vigore dopo lo scambio delle ratifiche contemporaneamente col nuovo Piano degli Esperti. Lo scambio delle ratifiche avverrà contemporaneamente col deposito dei documenti di ratifica per i Trattati e Accordi che saranno conclusi in relazione col Piano degli Esperti.

Fatto in duplice originale, in lingua tedesca ed in lingua Italiana.

L'Aja, addi 20 Gennaio 1930.

Curtius.
Mosconi.

54.

AUTRICHE, GRANDE-BRETAGNE, NOUVELLE-ZÉLANDE, INDE.

Accord concernant la cessation de la liquidation des biens autrichiens; signé à Vienne, le 15 mars 1930 *)

Treaty Series No. 5 (1931).

Whereas under Article V of the Agreement with Austria signed at The Hague on the 20th January, 1930,**) the Creditor Powers signatories thereto undertook as from the date of the coming into force of that Agreement to cease to apply their right to retain and liquidate the property, rights and interests belonging at the date of the coming into force of the Treaty of St. Ger-

Im Artikel V des mit Österreich im Haag am 20. Jänner 1930 unterzeichneten Abkommens**) haben sich die Gläubigermächte, welche das Abkommen unterfertigt haben, verpflichtet, vom Inkrafttreten dieses Abkommens an das ihnen zustehende Recht auf Einbehaltung und Liquidation der Güter, Rechte und Interessen nicht mehr auszuüben, welche im Zeitpunkte des Inkraft-

*) Les ratifications ont été échangées entre l'Autriche, la Grande-Bretagne et l'Inde le 3 octobre 1930, entre l'Autriche et la Nouvelle-Zelande le 29 novembre 1930.

**) V. ci-dessus, p. 301.

main-en-Laye *) to nationals of the former Austrian Empire or companies controlled by them, in so far as such property, rights and interests were not already liquid or liquidated or had not yet been definitely disposed of. Now the undersigned, being duly authorised by the respective Governments, namely, the Governments of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Government of New Zealand and the Government of India (hereinafter collectively referred to as the British Governments) and the Austrian Federal Government (hereafter referred to as the Austrian Government) have with a view to defining and regulating the mode of application of Article V agreed upon the following Articles:

Article 1.

The British Governments will, subject to the provisions and stipulations contained in the following Articles, release and where necessary re-transfer to the original Austrian owners, or to the persons deriving title through them, the property, rights and interests originally belonging to them and now subject to the charge created in pursuance of the Treaty of St. Germain-en-Laye in so far as such property, rights and interests shall not be already liquid or liquidated or definitely disposed of by retention or otherwise on the date on which this Agreement comes into force.

tretens des Vertrages von St. Germain-en-Laye *) Angehörigen des ehemaligen Kaisertums Österreich oder von ihnen abhängigen Gesellschaften gehörten, insoweit die genannten Güter, Rechte und Interessen nicht schon liquid oder liquidiert sind oder soweit über sie nicht schon endgültig verfügt worden ist. Nun haben die unterzeichneten Bevollmächtigten ihrer Regierungen, nämlich der Österreichischen Bundesregierung (im folgenden als die Österreichische Regierung bezeichnet) und der Regierung des Vereinigten Königreiches von Grossbritannien und Nord-Irland, der Regierung von Neu-Seeland, der Regierung von Indien (im folgenden zusammenfassend bezeichnet als die Britischen Regierungen) zwecks Erklärung und Regelung der Anwendung des Artikels V folgende Artikel vereinbart:

Artikel 1.

Die Britischen Regierungen werden vorbehaltlich der in den folgenden Artikeln enthaltenen Bestimmungen und Vereinbarungen den ursprünglich österreichischen Berechtigten oder ihren Rechtsnachfolgern die Güter, Rechte und Interessen, die ihnen ursprünglich gehörten und nun der auf Grund des Vertrages von St. Germain-en-Laye eingeführten Belastung unterliegen, freigeben und erforderlichenfalls zurückübertragen, soweit diese Güter, Rechte und Interessen am Tage des Inkrafttretens dieses Abkommens nicht schon liquid oder liquidiert sind oder über sie nicht schon durch Zurückbehaltung oder auf

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 691.

andere Weise endgültig verfügt worden ist.

Article 2.

There shall be no abrogation or modification of the right to seize, retain and liquidate or charge Austrian property, rights and interests, but the release of the property, rights and interests affected by this Agreement shall be effected by the British Governments handing over or transferring to the original owner (which expression shall, wherever used in this Agreement, include the person or persons deriving title through him) the particular property, right or interest concerned in each case. In any case of doubt or difficulty as to who is entitled, the British Government concerned may demand a warranty of title by the Austrian Government and withhold release of the property until the Austrian Government have undertaken fully to indemnify such Government against any claim in respect of thereof.

Artikel 2.

Das Recht, österreichische Güter, Rechte und Interessen zu beschlagnahmen, zurückzubehalten und zu liquidieren oder zu belasten, wird nicht aufgehoben oder abgeändert. Die Freigabe der von diesem Abkommen betroffenen Güter, Rechte und Interessen erfolgt vielmehr in der Weise, dass die Britischen Regierungen dem ursprünglich Berechtigten (worunter überall in diesem Abkommen auch dessen Rechtsnachfolger zu verstehen sind) in jedem Einzelfalle das in Betracht kommende Gut, Recht oder Interesse aushändigen oder übertragen. Wenn über die Person des Berechtigten Zweifel bestehen oder die Feststellung des Berechtigten auf Schwierigkeiten stösst, kann die betreffende Britische Regierung von der Österreichischen Regierung eine Bescheinigung über die Berechtigung verlangen und mit der Freigabe des Gegenstandes so lange zurückhalten, bis die Österreichische Regierung die Verpflichtung übernommen hat, die betreffende Regierung gegenüber jedem Anspruch in bezug auf den in Betracht kommenden Gegenstand in vollem Umfange schadlos zu halten.

Article 3.

There shall be excluded from the provisions of this Agreement all property, rights and interests which on the date on which this Agreement comes into force are the subject-matter of any suit, action or legal proceedings in which it is disputed that such property, rights or interests are subject to the charge

Artikel 3.

Die Bestimmungen dieses Abkommens finden keine Anwendung auf diejenigen Güter, Rechte und Interessen, die am Tage seines Inkrafttretens den Gegenstand eines Prozesses oder gerichtlichen Verfahrens bilden, in dem bestritten wird, dass die in Betracht kommenden Güter, Rechte und Interessen

or to seizure, retention or liquidation. There shall also be excluded from the provisions as to release contained in this Agreement all property, rights and interests in the Mandated Territory of Western Samoa which have been vested in His Britannic Majesty in right of the Government of New Zealand under the provisions of the New Zealand Reparations Estates Order, 1920, or have been vested in or retained by the Samoan Public Trustee in pursuance of the Ex-enemy Absentee Property (Samoa) Order, 1923, all of which property, rights and interests are to be regarded as definitely disposed of.

Article 4.

Any particular property, right or interest may be excluded if the original owner shall, in writing, address a request to this effect to the Administrator of Austrian Property. Such request must be made prior to the release of the said property, right or interest. In such case, if the said property, right or interest would, but for such request, have been released under the terms of this Agreement, the net proceeds thereof, if subsequently realised by the Administrator, shall be paid over to the original owner or his representatives.

Article 5.

Property, rights or interests which at the date on which this Agreement comes into force have

der Belastung oder der Beschlagnahme, Zurückbehaltung oder Liquidation unterliegen.

Von den Bestimmungen dieses Übereinkommens über die Freigabe sind auch ausgenommen alle Güter, alle Rechte und Interessen im Mandatsgebiet von West-Samoa, welche übertragen wurden auf Seine Britische Majestät auf Grund des Rechtes der Regierung von Neu-Seeland nach den Bestimmungen der New Zealand Reparations Estates Order, 1920, oder welche durch den Samoan Public Trustee übertragen wurden oder von ihm zurückbehalten wurden zufolge der Ex-enemy Absentee Property (Samoa) Order, 1923. Alle diese Güter, Rechte und Interessen sind als solche anzusehen, über die endgültig verfügt wurde.

Artikel 4.

Jedes Gut, Recht oder Interesse kann von der Freigabe ausgeschlossen werden, wenn der ursprünglich Berechtigte dies schriftlich bei dem Verwalter österreichischen Vermögens beantragt. Ein solcher Antrag muss vor der Freigabe des in Betracht kommenden Gutes, Rechtes oder Interesses gestellt werden. In diesem Falle wird, sofern das in Betracht kommende Gut, Recht oder Interesse ohne Stellung des Antrages nach den Bestimmungen dieses Abkommens freizugeben wäre, der von dem Verwalter davon erzielte Reinerlös an den ursprünglich Berechtigten oder seine Vertreter ausgezahlt werden.

Artikel 5.

Güter, Rechte und Interessen, die am Tage des Inkrafttretens dieses Abkommens verkauft oder

been sold or realised, or are the subject-matter of an agreement for sale or realisation entered into by the Administrator of Austrian Property (which expression shall, wherever used in this Agreement, include the Custodian of Enemy Property or other official charged with the administration of ex-enemy property) or of a judgment in legal proceedings given in favour of the Administrator of Austrian Property, are included in the abovementioned expression „liquid or liquidated or definitely disposed of by retention or otherwise."

Article 6.

Property, rights and interests in respect of which the Administrator of Austrian Property shall, prior to the 1st May, 1929, have issued a certificate under the Treaty of Peace (Austria) Order, 1920 (as amended), that such property is subject to the charge created by the Order in Council, and have required the person or corporation in possession or control thereof or from whom the same is due to hand over or transfer the same to him, are included in the above-mentioned expression „liquid or liquidated or definitely disposed of by retention or otherwise."

Article 7.

The arrangements now in force

sonst in Geld umgesetzt waren oder den Gegenstand eines auf einen Verkauf oder eine andere Umsetzung in Geld gerichteten Vertrages, der durch den Verwalter österreichischen Vermögens (worunter überall in diesem Abkommen der Custodian of Enemy Property oder ein anderer mit der Verwaltung ehemals feindlichen Vermögens betrauter Beamter zu verstehen ist) abgeschlossen worden ist, oder einer zugunsten des Verwalters österreichischen Vermögens ergangenen gerichtlichen Entscheidung bilden, gelten im Sinne dieses Abkommens als Güter, Rechte und Interessen, die „liquid oder liquidiert sind oder über die durch Zurückbehaltung oder auf andere Weise endgültig verfügt worden ist".

Artikel 6.

Güter, Rechte und Interessen, über die der Verwalter österreichischen Vermögens vor dem 1. Mai 1929 auf Grund der Treaty of Peace (Austria) Order, 1920, und ihrer Ergänzungen eine Bescheinigung darüber ausgefertigt hat, dass sie der durch die Order in Council angeordneten Belastung unterliegen, und deren Aushändigung oder Übertragung er von der physischen Person oder Körperschaft verlangt hat, die als Besitzer oder Gewalthaber oder als Schuldner in Betracht kommt, gelten im Sinne dieses Abkommens als Güter, Rechte und Interessen, die „liquid oder liquidiert sind oder über die durch Zurückbehaltung oder auf andere Weise endgültig verfügt worden ist".

Artikel 7.

Die zur Zeit geltenden Verein-

between the Administrator of Austrian Property, the Austrian Clearing Office and certain Banks with regard to the clearing and allocation of the depots in the United Kingdom formerly held by or on behalf of such Banks, shall continue in force except that in lieu of credits being given on account of the persons to whom the securities are allocated by the said Banks for the value of the securities comprised in such depots and not realised at the date on which this Agreement comes into force, the securities themselves shall be handed over to the Banks concerned against an indemnity approved by the Administrator.

barungen zwischen dem Verwalter österreichischen Vermögens, dem österreichischen Abrechnungsamt und gewissen Banken über die Bereinigung und Zuteilung der im Vereinigten Königreich früher von den in Betracht kommenden Banken oder für ihre Rechnung unterhaltenen Depots bleiben mit der Massgabe in Kraft, dass an Stelle der Erteilung von Gutschriften für Rechnung der Personen, denen die Wertpapiere durch die genannten Banken zugeteilt wurden, anstatt des Gegenwertes der in diesen Depots enthaltenen und am Tage des Inkrafttretens dieses Abkommens noch nicht in Geld umgesetzten Wertpapiere, diese Wertpapiere selbst den beteiligten Banken gegen eine vom Verwalter österreichischen Eigentums genehmigte Erklärung, ihn schadlos zu halten, ausgehändigt werden.

Article 8.

The practice now in force under which the Administrator of Austrian Property hands over to the representative of the Austrian Clearing Office on behalf of the former owner unrealised securities which are deemed by the Administrator to be valueless, shall continue in force and the Austrian Government shall keep the Government of the United Kingdom indemnified in respect of any claims for loss arising after the handing over of such securities to the said representative or arising by reason of such securities not being subsequently transmitted to the true owner.

Artikel 8.

Die geltende Übung, auf Grund deren der Verwalter österreichischen Eigentums dem Vertreter des österreichischen Abrechnungsamtes noch nicht in Geld umgesetzte Wertpapiere, die von dem Verwalter als wertlos angesehen werden, zur Aushändigung an die früheren Eigentümer übergibt, bleibt in Kraft, und die Österreichische Regierung wird die Regierung des Vereinigten Königreiches gegenüber jedem Anspruch schadlos halten, der auf einem nach der Aushändigung an den genannten Vertreter eintretenden Verlust dieser Wertpapiere oder darauf beruht, dass diese Wertpapiere nach der Aushändigung nicht an den rechtmässigen Eigentümer weitergeleitet worden sind.

Article 9.

Before and as a condition of releasing or transferring any specific property, right or interest, the British Government will be entitled to charge and to be paid out of the property or the proceeds thereof the legal costs and other expenses incurred in connection with the said property, right or interest including the authorised fee of 2 per cent. on the value thereof to cover the services of the Custodian of Enemy Property and/or the Administrator of Austrian Property.

Artikel 9.

Vor der Freigabe oder der Übertragung jedes einzelnen Gutes, Rechtes oder Interesses sind die Britischen Regierungen berechtigt, als Bedingung hiefür den Vermögensgegenstand oder seinen Erlös mit den gesetzlichen Kosten und anderen Auslagen, die für das in Betracht kommende Gut, Recht oder Interesse entstanden sind, einschliesslich der gesetzlichen Gebühr von 2 Prozent des Wertes für die Dienstleistungen des Verwalters feindlichen Vermögens und des Verwalters des österreichischen Vermögens zu belasten und diese Beträge aus diesem Gegenstand oder seinem Erlös zu entnehmen.

Article 10.

The British Governments will, as from the date on which this Agreement comes into force, permit Austrian nationals, the owners of rights of industrial, literary or artistic property in respect of which licences have been granted, under the special measures taken during the war or in respect of which there have been licences or assignments subject to the conditions imposed in pursuance of Article 1 (XXVI) of the Treaty of Peace (Austria) Order, 1920, as amended, or other similar legislative provisions to have the full benefit of those rights without prejudice, howewer, to the rights of any existing licences or assignees under the said licences or assignments and will take all necessary steps to give effect to the foregoing, and will not impose after the date on which this Agreement comes into force any further limitation, condition or re-

Artikel 10.

Vom Tage des Inkrafttretens dieses Abkommens an werden die Britischen Regierungen denjenigen österreichischen Staatsangehörigen, die gewerbliche, literarische oder künstlerische Schutzrechte besitzen, an denen Lizenzen durch während des Krieges ergriffene Sondermassnahmen begründet worden sind oder die den Gegenstand von Lizenzen oder Übertragungen bilden, welche den auf Grund des Artikels 1 (XXVI) der Treaty of Peace (Austria) Order, 1920, und ihrer Ergänzungen und ähnlicher gesetzlicher Verfügungen auferlegten Bedingungen unterworfen sind, den vollen Genuss dieser Rechte einräumen, jedoch unbeschadet der Rechte der gegenwärtigen Inhaber der genannten Lizenzen oder der gegenwärtig auf Grund der genannten Übertragungen verfügungsberechtigten Personen; sie werden alle hierzu erforderlichen Schritte

striction in pursuance of the said Article 1 (XXVI) or Article 258 (5) (6) (7) of the Treaty of St. Germain-en-Laye*) subject only to the exercise of the right of the British Governments to impose such limitations, conditions or restrictions as may be considered necessary for national defence or in the public interest. Any indemnities or royalties that may arise under paragraph (6) of Article 258 in the event of the application of the provisions of the preceding paragraph shall be paid to the Austrian nationals entitled thereto and no longer dealt with as provided in paragraph (6).

machen und nach dem Tage des Inkrafttretens dieses Abkommens den Berechtigten keine weiteren Begrenzungen, Bedingungen oder Einschränkungen unter Berufung auf den eben genannten Artikel 1 (XXVI) oder den Artikel 258, Absatz 5, 6 und 7 des Vertrages von St. Germain-en-Laye *) auferlegen, unter Vorbehalt der Ausübung des Rechtes der Britischen Regierungen zur Auferlegung solcher Begrenzungen, Bedingungen und Einschränkungen, die im Interesse der Landesverteidigung oder des Gemeinwohles notwendig erscheinen. Alle Entschädigungen oder Vergütungen, die gemäss Absatz 6 von Artikel 258 für den Fall der Anwendung des vorhergehenden Absatzes zu gewähren sind, werden den berechtigten österreichischen Staatsangehörigen ausgezahlt und nicht weiter nach den Bestimmungen des Absatzes 6 behandelt werden.

Article 11.

Nothing contained in this Agreement or in the Agreement signed on the 20th January, 1930, shall affect the duties, powers and jurisdiction of the Anglo-Austrian Mixed Arbitral Tribunal. Debts falling within Article 248 of the Treaty of St. Germain-en-Laye **) shall be excluded from the scope of this Agreement and continue to be dealt with under the Clearing procedure, except in the case of the Dominion of New Zealand, which did not adopt Section III of Part X of the said Treaty. Debts which should have been claimed under Article 248, but for which no claim has been put

Artikel 11.

Keine Bestimmung dieses Abkommens oder des Abkommens vom 20. Jänner 1930 berührt die Pflichten, Befugnisse und die Zuständigkeit des österreichisch-englischen Gemischten Schiedsgerichtshofes. Forderungen, die unter Artikel 248 des Vertrags von St. Germain-en-Laye **) fallen, unterliegen nicht den Bestimmungen dieses Abkommens und werden — abgesehen vom Falle des Dominiums Neu-Seeland, das den Abschnitt III des Teiles X des angeführten Friedensvertrages nicht angenommen hat, — auch in Zukunft im Ausgleichsverfahren geregelt. Forderungen, die in der

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 808.
**) V. ibid. p. 781.

forward by the Austrian Clearing Office, if recovered by the Administrator of Austrian Property subsequently to the date on which this Agreement comes into force, shall subject to the provisions of Articles 3 and 5 hereof, and subject to deduction of the usual charges and fees for collection, be treated as if they were Austrian property, rights and interests to be released under this Agreement. All claims under Part X of the Treaty of St. Germain-en-Laye by British or Austrian nationals, which having regard to the recent arrangements as to final dates between the British and Austrian Clearing Offices and the directions given by the Anglo-Austrian Mixed Arbitral Tribunal or by the Arbitrator appointed under clause 4 of the Annex to Section IV, Part X, of the Treaty of St. Germain-en-Laye*) are still capable of being put forward in time shall be settled under the existing procedure, but so that in virtue of Article III of the Hague Agreement of the 25th January, 1930, no claim for payment shall be made against the Austrian Government in regard to any award that may be pronounced by the Mixed Arbitral Tribunal or the said Arbitrator in favour of a British national.

Form des Artikels 248 hätten geltend gemacht werden müssen, aber nicht durch das österreichische Abrechnungsamt geltend gemacht worden sind, werden, falls sie von dem Verwalter österreichischen Vermögens nach dem Tage des Inkrafttretens dieses Abkommens eingezogen werden, vorbehaltlich der Bestimmungen der Artikel 3 und 5 des Abkommens, unter Abzug der üblichen Belastungen und Gebühren für die Einziehung wie österreichische Güter, Rechte und Interessen, die auf Grund dieses Abkommens freizugeben sind, behandelt. Alle Ansprüche österreichischer oder britischer Staatsangehöriger nach Teil X des Vertrages von St. Germain-en-Laye, welche mit Rücksicht auf die vor kurzem zwischen dem österreichischen und dem britischen Ausgleichsamt getroffenen Vereinbarungen über die Endtermine und mit Rücksicht auf die vom österreichisch - englischen Gemischten Schiedsgerichtshofe oder von dem nach § 4 des Annexes zu Abschnitt IV des Teils X des Vertrages von St. Germain-en-Laye*) bestellten Schiedsrichter erlassenen Verfügungen noch zeitgerecht geltend gemacht werden können, sollen nach dem geltenden Verfahren bereinigt werden, jedoch so, dass kraft des Artikels III des Haager Übereinkommens vom 20. Jänner 1930 kein Anspruch auf Zahlung gegen die Österreichische Regierung wegen eines Betrages erhoben werden kann, den der Gemischte Schiedsgerichtshof oder der erwähnte Schiedsrichter einem britischen Staatsangehörigen zusprechen sollte.

---

*) V. **N. R. G.** 3. s. XI, p. 794.

Article 12.

The property, rights and interests covered by this Agreement shall be confined to such property, rights and interests as were on the 16th July, 1920, within the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, or within the Dominion of New Zealand, or the territory of India, or within the territory of any British Colony or Protectorate or any Mandated area administered by the Government of the United Kingdom or the Government of New Zealand.

Artikel 12.

Als unter dieses Abkommen fallende Güter, Rechte und Interessen gelten nur solche Güter, Rechte und Interessen, die sich am 16. Juli 1920 im Vereinigten Königreich von Grossbritannien und Nord-Irland, in Neu-Seeland, in Indien, im Gebiet einer britischen Kolonie oder eines britischen Protektorates oder innerhalb eines von der Regierung des Vereinigten Königreiches oder der Regierung von Neu-Seeland verwalteten Mandatsgebietes befanden.

Article 13.

The Present Agreement shall be a final settlement of all questions and claims relating to the retention and liquidation of Austrian property, rights and interests or the proceeds thereof, in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland or within the Dominion of New Zealand, or the territory of India, or within the territory of any British Colony or Protectorate or any Mandated area administered by the Government of the United Kingdom or the Government of New Zealand which became subject to exceptional war measures and/or to the rights of retention, liquidation and charge pursuant to the provisions of the Treaty of St. Germain-en-Laye. The proceeds of liquidation of Austrian porperty, rights and interests not released under the present Agreement or otherwise and not already credited shall be credited as heretofore by the Clearing Office in the United Kingdom to the Austrian Clearing Office.

Artikel 13.

Dieses Abkommen bildet eine endgültige Regelung aller Fragen und Ansprüche in bezug auf die Zurückbehaltung und Liquidation österreichischer Güter, Rechte und Interessen oder ihrer Erlöse in dem Vereinigten Königreich von Grossbritannien und Nord-Irland, in Neu-Seeland, in Indien, in dem Gebiet einer britischen Kolonie oder eines britischen Protektorates oder innerhalb eines von der Regierung des Vereinigten Königreiches oder der Regierung von Neu-Seeland verwalteten Mandatsgebietes, die durch ausserordentliche Kriegsmassnahmen betroffen worden sind oder dem Rechte der Zurückhaltung, Liquidation und Belastung auf Grund der Bestimmungen des Vertrages von St. Germain-en-Laye unterliegen. Die noch nicht gutgeschriebenen Erlöse aus der Liquidation österreichischer Güter, Rechte und Interessen, die nicht nach diesem Abkommen oder auf andere Weise freigegeben werden, sind auch in Zukunft vom britischen Ausgleichsamt

Article 14.

The present Agreement shall be ratified and shall come into force after the exchange of ratifications on the same date as the said Agreement with Austrian signed on the 20th January, 1930.

Any delay in ratification on the part of any of the three British Governments shall not prevent or delay the coming into force of this Agreement as between the remaining Governments signatories thereto.

Done in duplicate in the English and German languages at Vienna this 15th day of March, 1930.

Danl. Williams.
For the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.

Danl. Williams.
For the Government of New Zealand.

Danl. Williams.
For the Government of India.

dem österreichischen Abrechnungsamt gutzuschreiben.

Artikel 14.

Dieses Abkommen wird ratifiziert werden und nach Austausch der Ratifikationsurkunden gleichzeitig mit dem mit Österreich am 20. Jänner 1930 abgeschlossenen Übereinkommen in Kraft treten.

Ein Verzug in der Ratifikation seitens einer der drei Britischen Regierungen wird das Inkrafttreten des Abkommens zwischen den übrigen Regierungen, die es unterzeichnet haben, nicht verhindern oder verzögern.

Geschehen in doppelter Urschrift in deutscher und englischer Sprache in Wien am 15. März 1930.

Schenk,
für die Österreichische Bundesregierung.

Exchange of Notes

Mr. Daniel Williams to Dr. Schenk.

Vienna, March 15, 1930.

Sir,

With reference to the Agreement concluded this day between the Government of Great Britain and Northern Ireland, the Government of New Zealand and the Government of India and the Austrian Federal Government, relative to the release of Austrian property consequent upon the Agreement with Austria signed at The Hague on the 20th January, 1930, I have the honour, on the instructions of the first-named three Governments, to inform you as follows:

As to Article 1 of the Agreement, as you are aware, instructions were given that, as from the 13th November, 1929, no further sales or liquidations of Austrian property, rights or interests in the territories covered by the Agreement should be initiated. Although the date referred

to in Article 1 of the Agreement, for the purpose of ascertaining the property, rights and interests to be released, is the date of the Agreement taking effect, it is the intention of the Governments which I represent that all Austrian property, rights and interests which, on the 13th November, 1929, were not liquid or liquidated or definitely disposed of by retention or otherwise, and which do not come within any of the reservations contained in the Agreement, shall be released, including the net proceeds of such property, rights or interests as may have been sold since the said date.

2. With regard to the expression „liquid or liquidated or definitely disposed of", I desire to place on record that it emerged in the course of the discussions leading up to the Agreement that the mere fact of a Vesting Order regarding any particular property having been made was not considered by the three first-named Governments as bringing such vested property within the above expression, and further, that those Governments did not consider that ordinary commercial debts not falling under Article 248 of the Treaty which had not been collected by the British Authorities came within the said expression.

3. With reference to Article 7, I am instructed to state, with regard to the securities agreed to be handed over under that Article, that, in case it should be the fact that any securities which would have come within the Article have been sold subsequently to the 12th November, 1929, the net proceeds of sale of the securities shall be handed over in lieu of the securities themselves.

4. Similarly, in regard to Article 10, although the provisions of that Article do not come into operation until the date on which this Agreement comes into force, I am instructed to state that it is the intention of the three first-named Governments that any royalties falling due after the 12th November, 1929, shall be released to the Austrian nationals concerned, and in regard to Article 11, that it is their intention that the debts therein referred to as recovered by the Administrator subsequently to the date on which this Agreement comes into force shall include such debts (if any) if recovered since the 12th November, 1929.

5. With reference to Article 9, I am instructed to state that the three first-named Governments will refrain from realising any property, right or interest for the purpose of satisfying the costs, expenses or fees referred to in the said Article until a request for payment of the sum due shall have been made to the owner concerned, and such owner shall have failed or neglected, for a period of three calendar months, to comply with the said request.

6. With reference to Article 11, I am instructed to confirm the understanding arrived at in the course of our discussions, namely, that the practice which has hitherto existed with regard to claims before the Mixed Arbitral Tribunal shall continue as heretofore.

7. In regard to Egypt and the Sudan, I am instructed to refer to the Divesting Notices of the 13th February, 1926, and the 21st October,

1926, published in the „Official Journal" of the Egyptian Government for the 22nd February, 1926, and in the „Sudan Government Gazette" for the 15th November, 1926, respectively, which notices were mentioned in the course of the recent discussions, and to state that there remain no further property, rights or interests of Austrian nationals in these countries available for release.

8. With reference to the Austrian-owned securities, which are the subject-matter of legal proceedings now pending in the United States of America between the Public Trustee in the United Kingdom and the Alien Property Custodian in the United States and certain German nationals, I am instructed to confirm that which was stated in the course of the recent negotiations, namely, that on the coming into force of the Agreement with Austria signed at The Hague on the 20th January, 1930, and on receiving a satisfactory indemnity, which it is understood has been provisionally agreed between the representatives of the parties to those proceedings at a sum of £52,000, the Government of the United Kingdom will be prepared to cause the necessary steps to be taken for the withdrawal of the said proceedings and for the waiver of all claims to the said securities.

9. I am further instructed to state that the Government of the United Kingdom is willing that the British Government Agent should join with the Austrian Government Agent in applying to the Anglo-Austrian Mixed Arbitral Tribunal with a view, if possible, to a final date being appointed, after which no further claims may be put forward under Article 249 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye.

I have, &c.

Danl. Williams.

Dr. Schenk to Mr. Daniel Williams.

Wien, am 15. März 1930.

Sehr geehrter Herr!

Ich habe die Ehre, den Empfang Ihres geschätzten Schreibens vom heutigen Tage zu bestätigen, das Sie im Auftrage der Regierung des Vereinigten Königreiches von Grossbritannien und Nord-Irland, der Regierung von Neu-Seeland und der Regierung von Indien, im Zusammenhange mit dem heute zwischen der Österreichischen Bundesregierung und den genannten Regierungen geschlossenen Abkommen, betreffend die Freigabe österreichischen Eigentums, an mich gerichtet haben.

Ich habe von Ihren Bemerkungen zu einzelnen Artikeln des Abkommens Kenntnis genommen und bestätige, dass die Vereinbarungen unseren mündlichen Besprechungen entsprechen.

Zu Artikel 1 des Abkommens habe ich davon Kenntnis genommen, dass Instruktionen gegeben worden sind, dass vom 13. November 1929 ab keine weiteren Verkäufe oder Liquidationen österreichischer Güter,

Rechte und Interessen eingeleitet werden sollen. Ich habe ferner davon Kenntnis genommen, dass, wenn auch das Datum für die Freigabe der Tag des Inkrafttretens des Abkommens ist, die Britischen Regierungen beabsichtigen, dass alle österreichischen Güter, Rechte und Interessen, die am 13. November 1929 nicht liquid oder liquidiert waren oder über die nicht durch Zurückhaltung oder auf andere Weise endgültig verfügt war und die nicht unter irgendeinen der Vorbehalte fallen, die in dem Abkommen enthalten sind, freigegeben werden sollen, einschliesslich der Reinerlöse solchen Vermögens, das etwa seit dem genannten Datum verkauft sein sollte.

Ich habe weiter davon Kenntnis genommen, dass die blosse Tatsache einer Vesting-Order nicht bewirkt, dass ein Gut, Recht oder Interesse als „liquid" oder „liquidiert" oder „einer endgültigen Verfügung unterworfen" angesehen werde. Ich habe ferner davon Kenntnis genommen, dass die oben genannten drei Britischen Regierungen der Ansicht sind, dass die obigen Ausdrücke nicht einschliessen gewöhnliche kommerzielle Forderungen, die nicht unter Artikel 248 des Vertrages von Saint-Germain-en-Laye fallen und von den Britischen Behörden noch nicht eingezogen sind.

Ich habe weiter davon Kenntnis genommen, dass bei Wertpapieren, die nach Artikel 7 des Abkommens ausgehändigt werden müssen, die aber nach dem 12. November 1929 verkauft worden sind, die Verkaufserlöse der Wertpapiere an Stelle der Wertpapiere ausgeliefert werden sollen und dass ferner Abgaben (royalities), trotzdem Artikel 10 erst mit dem Inkrafttreten des Abkommens in Wirksamkeit tritt, an die österreichischen Berechtigten insoweit ausgezahlt werden sollen, als sie nach dem 12. November 1929 fällig werden, und dass in Artikel 11 des Abkommens erwähnte Forderungen insoweit freigegeben werden sollen, als sie etwa nach dem 12. November 1929 eingezogen sein sollten.

Zu Artikel 9 des Abkommens habe ich davon Kenntnis genommen, dass die oben genannten drei Regierungen ein Gut, Recht oder Interesse zu dem Zwecke, um die in diesem Artikel erwähnten Kosten, Auslagen und Gerbühren zu decken, erst dann veräussern werden, wenn der zur Zahlung der geschuldeten Summe aufgeforderte Eigentümer dieser Aufforderung binnen 3 Kalendermonaten nicht nachgekommen ist.

Zu Artikel 11 des Abkommens beehre ich mich zu bestätigen, dass die Praxis, die bisher hinsichtlich der Klagen vor dem Schiedsgericht bestanden hat, wie bisher fortgesetzt werden soll.

Ich habe weiter davon Kenntnis genommen, dass in Ägypten und dem Sudan österreichische Güter, Rechte und Interessen für Freigabe nicht mehr vorhanden sind.

Ich bestätige Ihre Ausführungen hinsichtlich der Wertpapiere österreichischen Besitzes, über die Prozesse in den Vereinigten Staaten von Amerika zwischen dem Public Trustee im Vereinigten Königreiche, dem Verwalter feindlichen Eigentums in den Vereinigten Staaten und gewissen deutschen Staatsangehörigen schweben. Die Regierung des Ver-

einigten Königreiches ist nach Inkrafttreten des am 20. Jänner 1930 im Haag mit Österreich abgeschlossenen Übereinkommens und gegen Empfang einer zufriedenstellenden Entschädigung, die zwischen den Vertretern der Prozessparteien vorläufig mit £52.000 vereinbart worden ist, bereit, die erforderlichen Massnahmen zu treffen, dass die genannten Prozesse zurückgezogen werden und dass die britischen Ansprüche hinsichtlich dieser Wertpapiere fallen gelassen werden.

Zu Punkt 9 Ihres oben bezogenen Schreibens bestätige ich, dass auch die Österreichische Bundesregierung den Wunsch hegt, dass der Vertreter der Österreichischen Regierung und der Vertreter der Britischen Regierung beim österreichisch-britischen Gemischten Schiedsgerichtshofe sich gemeinsam an diesen Gemischten Schiedsgerichtshofe zu dem Zwecke wenden, damit er tunlichst eine Endfrist festsetze, nach deren Verlauf keine weiteren Klagen auf Grund des Artikels 249 des Staatsvertrages von Saint-Germain-en-Laye eingebracht werden können.

Mit dem Ausdrucke vorzüglicher Hochachtung ergebener

Schenk.

55.

ALLEMAGNE, EMPIRE BRITANNIQUE, FRANCE, ITALIE, JAPON, PORTUGAL, YOUGOSLAVIE.

Accord concernant la participation au produit net de l'Emprunt International $5^{1}/_{2}$ pour cent 1930 du Gouvernement Allemand; signé à Paris, le 10 juin 1930.

Treaty Series No. 7 (1931).

The duly authorised representatives of the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Government of Canada, the Government of the Commonwealth of Australia, the Government of New Zealand, the Government of the Union of South Africa, the Government of India (hereinafter called the British Empire), the Government

Les représentants dûment autorisés du Gouvernement du Reich Allemand, du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, du Gouvernement du Canada, du Gouvernement du Commonwealth d'Australie, du Gouvernement de Nouvelle-Zélande, du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, du Gouvernement de l'Inde (ci-après

Die gehörig bevollmächtigten Vertreter der Regierung des Deutschen Reiches, der Regierung des Vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Nordirland, der Regierung von Kanada, der Regierung des Australischen Bundes, der Regierung von Neuseeland, der Regierung der Süd-Afrikanischen Union, der Regierung von Indien (nachfolgend das Britische Reich ge-

of the French Republic, the Government of the German Reich, the Government of His Majesty the King of Italy, the Government of His Majesty the Emperor of Japan, the Government of His Majesty the King of Jugoslavia, and the Government of the Republic of Portugal (hereinafter called the signatory Governments) have reached the following Agreement:

dénommés l'„Empire Britannique"), du Gouvernement de la République Française, du Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, du Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur du Japon, du Gouvernement de la République du Portugal et du Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Yougoslavie (ci-après dénommés les „Gouvernements signataires") sont tombés d'accord sur ce qui suit:

nannt), der Regierung der Französischen Republik, der Regierung Seiner Majestät des Königs von Italien, der Regierung Seiner Majestät des Kaisers von Japan, der Regierung Seiner Majestät des Königs von Jugoslavien und der Regierung der Republik Portugal (nachfolgend die unterzeichneten Regierungen genannt) sind zu folgendem Abkommen gelangt:

Article 1.

The signatory Governments shall participate in the net proceeds of the German Government International 5½ per Cent. Loan 1930 (hereinafter called the Loan) as follows:

	The equivalent of Dollars.
France	132,215,000
Germany	100,000,000
British Empire	50,000,000
Italy	13,105,000
Japan	2,060,000
Jugoslavia	1,872,000
Portugal	748,000
	300,000,000

If the exact amount of the net effective proceeds is greater or less than 300,000,000 dollars the total amount shall be distributed in the same proportions as those indicated above.

Article 1er.

Les Gouvernements signataires participeront au produit net de l'Emprunt International 5½ pour cent 1930 du Gouvernement Allemand (ci-après dénommé „l'Emprunt") comme suit:

	Pour l'équivalent de Dollars.
France	132.215.000
Allemagne	100.000.000
EmpireBritannique	50.000.000
Italie	13.105.000
Japon	2.060.000
Yougoslavie	1.872.000
Portugal	748.000
	300.000.000

Si le montant exact du produit net effectif est supérieur ou inférieur à 300.000.000 de dollars, le montant total sera réparti dans les mêmes proportions que celles indiquées ci-dessus.

Artikel 1.

Die unterzeichneten Regierungen werden an dem Reinerlös der Internationalen 5½ Prozent-Anleihe des Deutschen Reichs 1930 (nachfolgend die Anleihe genannt) in folgender Höhe beteiligt:

	Mit einem Gegenwert von Dollars.
Frankreich	132.215.000
Deutschland	100.000.000
Britisches Reich	50.000.000
Italien	13.105.000
Japan	2.060.000
Jugoslavien	1.872.000
Portugal	748.000
	300.000.000

Wenn der genaue Betrag des tatsächlichen Reinerlöses der Anleihe mehr oder weniger als 300.000.000 Dollars beträgt, soll der Gesamtbetrag in demselben Verhältnis, wie oben angegeben, verteilt werden.

Article 2.

The net proceeds of the Loan shall be paid to the Bank for International Settlements to be distributed by it as follows: The net proceeds of the Franc Bonds shall be paid to France; the net proceeds of the Sterling Bonds shall be paid to the British Empire; the net proceeds of the Lire Bonds shall be paid to Italy; the net proceeds of the Reichsmark Bonds shall be paid to Germany; the net proceeds of the remaining Bonds shall be paid to France, Germany, Italy, Japan, Jugoslavia and Portugal in proportion to the shares referred to in Article 1 so far as not already satisfied out of the net proceeds of the Reichsmark, Franc and Lire Bonds.

Article 2.

Le produit net de l'Emprunt sera versé à la Banque des Règlements Internationaux pour être réparti par elle ainsi qu'il suit: le produit net des obligations en francs sera versé à la France; le produit net des obligations en sterling sera versé à l'Empire Britannique; le produit net des obligations en lires sera versé à l'Italie; le produit net des obligations en Reichsmarks sera versé à l'Allemagne; le produit net des obligations restantes sera versé à la France, à l'Allemagne, à l'Italie, au Japon, à la Yougoslavie et au Portugal proportionnellement aux parts visées à l'Article 1er, dans la mesure où ces parts n'auront pas été couvertes au moyen du produit net des obligations en Reichsmarks, en francs et en lires.

Artikel 2.

Der Reinerlös der Anleihe ist an die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich zu zahlen und von ihr in folgender Weise zu verteilen: der Reinerlös der Frankenschuldverschreibungen ist an Frankreich zu zahlen; der Reinerlös der Sterlingschuldverschreibungen ist an das Britische Reich zu zahlen; der Reinerlös der Liraschuldverschreibungen ist an Italien zu zahlen; der Reinerlös der Reichsmarkschuldverschreibungen ist an Deutschland zu zahlen; der Reinerlös der übrigen Schuldverschreibungen ist an Frankreich, Deutschland, Italien, Japan, Jugoslavien und Portugal im Verhältnis ihrer in Artikel I angegebenen Anteile zu zahlen, soweit diese nicht bereits durch den Reinerlös der Reichsmark-, Franken- und Liraschuldverschreibungen gedeckt sind.

Article 3.

The Creditor Governments, having examined the terms of the General Bond which has been submitted to them by the Bank for International Settlements, he-

Article 3.

Les Gouvernements créanciers, ayant examiné les dispositions de l'Obligation Générale (General Bond) qui leur a été soumise par la Banque des Règlements

Artikel 3.

Die Gläubigerregierungen haben die Bestimmungen der ihnen von der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich unterbreiteten allgemeinen Schuldver-

reby approve the terms thereof.

The signatory Governments agree in declaring that the terms of the General Bond and those of the present Agreement conform with the New Plan*) and with the Mobilisation Agreement signed at The Hague on the 20th January, 1930,**) and that the due performance of the stipulations of the General Bond and of the present Agreement cannot result in the assumption by the German Government of any obligations other than those provided for by the New Plan.

The Bank for International Settlements in its capacity as Trustee for the Creditor Powers shall be fully empowered to approve the Definitive Bonds referred to in the General Bond after having satisfied itself that they are in conformity therewith.

Internationaux, approuvent ces dispositions par les présentes.

Les Gouvernements signataires sont d'accord pour déclarer que les dispositions de l'Obligation générale et celles du présent Accord sont conformes au Nouveau Plan*) et à l'Accord de Mobilisation signé à La Haye le 20 janvier 1930,**) et que la due exécution des stipulations de l'Obligation Générale et du présent Accord ne peut avoir pour résultat de faire assumer au Gouvernement Allemand des obligations autres que celles prévues par le Nouveau Plan.

La Banque des Règlements Internationaux, en sa qualité de Trustee des Puissances créancières, aura tous pouvoirs pour approuver les Bons Définitifs prévus par l'Obligation Générale après s'être assurée de leur conformité avec ladite Obligation Générale.

schreibung (General Bond) geprüft und stimmen ihrem Inhalt hiermit zu.

Die unterzeichneten Regierungen erklären übereinstimmend, dass die Bestimmungen der allgemeinen Schuldverschreibung und des gegenwärtigen Abkommens mit dem Neuen Plan*) und der im Haag am 20. Januar 1930 unterzeichneten Übereinkunft über die Mobilisierung**) vereinbar sind, und dass die ordnungsmässige Erfüllung der Bestimmungen in der allgemeinen Schuldverschreibung und dieser Übereinkunft nicht die Übernahme irgendwelcher anderer Verpflichtungen für die Deutsche Regierung zur Folge haben kann als die, die im Neuen Plan vorgesehen sind.

Die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich soll in ihrer Eigenschaft als Treuhänder der Gläubigermächte alle Vollmachten haben, um die endgültigen Schuldverschreibungen, die in der allgemeinen Schuldverschreibung vorgesehen sind, zu billigen, nachdem sie sich ihrer Übereinstimmung

*) V. ci-dessus, p. 14.
**) V. ci-dessus, p. 243.

Article 4.

The Creditor Governments agree to give to the Bank for International Settlements an irrevocable standing order to meet by deduction from their respective shares in the unconditional annuities in proportion to their respective shares in the net proceeds of the Loan two-thirds of:

(i) all amounts required to cover losses or deficiencies which may occur in connection with the service of the Loan after the due payment in full of each monthly instalment of the unconditional annuities to the Bank for International Settlements, including any exchange losses which may arise from the fact that the service of the Loan is to be paid halfyearly, whereas the said annuities are discharged by monthly payments of gold or gold exchange currencies equivalent, as laid down by the New Plan, on the monthly dates of payment, to a fixed number of Reichsmarks; and

Article 4.

Les Gouvernements créanciers conviennent de donner à la Banque des Règlements Internationaux un ordre permanent et irrévocable de faire face, par déduction sur leurs parts respectives dans les annuités inconditionnelles, proportionnellement à leurs parts respectives dans le produit de l'Emprunt, à deux tiers de:

1° tous montants nécessaires pour couvrir les pertes ou les insuffisances susceptibles de se produire en relation avec le service de l'Emprunt, après le dû et complet payement à la Banque des Règlements Internationaux de chacune des mensualités des annuités inconditionnelles, y compris toutes pertes de change susceptibles de résulter du fait que le service de l'Emprunt doit être assuré par semestrialités, tandis que lesdites annuités sont acquittées au moyen de versements mensuels en monnaies sur la base or ou de change or équivalentes, comme il est indiqué au Nouveau Plan, aux da-

mit der allgemeinen Schuldverschreibung versichert hat.

Artikel 4.

Die Gläubigerregierungen werden übereinstimmend der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich die unwiderrufliche Anweisung erteilen, durch Abzug von ihren Anteilen an den unbedingten Annuitäten im Verhältnis ihrer Anteile an dem Reinerlös der Anleihe folgende Beträge zu zwei Dritteln zu decken:

(i) Alle Beträge, die erforderlich sind, um Verluste oder Fehlbeträge zu decken, die nach ordnungsmässiger Zahlung jeder vollen Monatsrate der unbedingten Annuitäten an die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich im Zusammenhang mit dem Dienst der Anleihe entstehen können. Hierzu gehören auch alle Kursverluste, die sich aus der Tatsache ergeben können, dass der Dienst der Anleihe halbjährlich zu leisten ist, während die genannten Annuitäten entsprechend den Bestimmungen des Neuen Planes an den monatlichen Zahlungsterminen durch monatliche

(ii) all charges (not including principal and interest) commissions, expenses and incidental costs in connection with the service of the Loan, as they are defined in the General Bond.

The Creditor Governments agree to take the necessary steps to ensure the due provision of the amounts required to carry out the stipulations of this Article.

Article 5.

Nothing in this Agreement shall affect the priority in favour of the German External Loan 1924 as laid down by the New Plan.

Article 6.

In accordance with Article 12 (g) of the Trust Agreement,*) the Bank for International Settlements shall receive in respect of its expenses and commissions for the creation and

tes mensuelles de payement, à un nombre fixe de Reichsmarks, et

2° toutes charges (non compris le principal et les intérêts), commissions, dépenses et frais accessoires en relation avec le service de l'Emprunt, tels qu'ils sont définis dans l'Obligation Générale.

Les Gouvernements créanciers conviennent de prendre les mesures nécessaires pour assurer que seront dûment fournis les montants requis pour l'exécution des stipulations du présent Article.

Article 5.

Rien dans le présent Accord ne modifiera la priorité en faveur de l'Emprunt extérieur allemand 1924 telle qu'elle a été instituée par le Nouveau Plan.

Article 6.

Conformément à l'Article 12 (g) du Contrat de Trust,*) la Banque des Règlements Internationaux recevra, au titre de ses dépenses et commissions pour la création et l'émission de

Zahlungen in Gold oder Golddevisenwährungen im Gegenwert eines festen Reichsmarkbetrages getilgt werden und

(ii) Alle Lasten (mit Ausschluss von Kapital und Zinsen), Provisionen, Aufwendungen und gelegentlichen Kosten im Zusammenhang mit dem Dienst der Anleihe, wie sie in der allgemeinen Schuldverschreibung bestimmt sind.

Die Gläubigerregierungen erklären sich damit einverstanden, die notwendigen Schritte zu tun, um die gebotene Anschaffung der zur Durchführung der Bestimmungen dieses Artikels erforderlichen Summen sicherzustellen.

Artikel 5.

Nichts in diesem Abkommen soll die Vorzugsrechte zugunsten der Deutschen Äusseren Anleihe 1924 beeinträchtigen, wie sie in dem Neuen Plan niedergelegt sind.

Artikel 6.

Gemäss Artikel 12 (g)*) des Treuhandvertrages soll die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich für ihre Auslagen und Provisionen bei der Ausstellung und Begebung der An-

*) V. ci-dessus, p. 165.

issue of the Loan (i) the sum of £10,000 together with out-of-pocket expenses to be deducted from the net proceeds of the Loan, and (ii) each year an amount equivalent to ⅙th (onesixth) of 1 per cent. on the amounts paid in respect of coupons and drawn bonds, such amount to be included in the service moneys of the Loan.

The provisions of this Article shall remain in force failing any new arrangement; such new arrangement may be made at the end of the first yearly period, or at the end of any one of the following five yearly periods, at the request of one of the signatory Governements or of the Bank for International Settlements.

A special agreement will be made as to the commission to be paid to the Bank for International Settlements in the event of an anticipatory redemption of the Loan or any part thereof.

l'Emprunt: (1⁰) Une somme de dix mille livres et la couverture de ses menues dépenses, à déduire du produit net de l'Emprunt, et (2⁰) chaque année un montant équivalent à 1/6 de 1 pour cent des sommes payées au titre des coupons et des obligations sorties au tirage, ce montant devant être compris dans le service de l'Emprunt.

Les dispositions du présent Article demeureront en vigueur en l'absence de tout nouvel arrangement; pareil nouvel arrangement pourra être conclu à la fin de la première période d'un an, ou de l'une quelconque des périodes de cinq ans ultérieures, à la requête de l'un des Gouvernements signataires ou de la Banque des Règlements Internationaux.

Un accord spécial sera conclu en ce qui concerne la commission à payer à la Banque au cas d'un amortissement anticipé de l'Emprunt ou de toute fraction de l'Emprunt.

leihe erhalten:

1⁰ Den Betrag von £10.000 nebst kleinen Nebenspesen, der vom Nettoerlös der Anleihe abzuziehen ist, und

2⁰ Jährlich einen Betrag von ⅙ % (einem Sechstel Prozent) der auf die Kupons oder auf die gezogenen Stücke gezahlten Beträge. Dieser Betrag ist auf die für den Dienst der Anleihe bestimmten Gelder anzurechnen.

Die Bestimmungen dieses Artikels bleiben bis zum Abschluss eines neuen Abkommens in Kraft; ein neues Abkommen kann auf Ersuchen einer jeden der unterzeichneten Regierungen oder der Bank entweder am Ende des ersten Anleihejahres oder am Ende einer jeden danach folgenden Fünfjahresperiode abgeschlossen werden.

Über die Provision, die im Falle einer vorzeitigen Tilgung der ganzen Anleihe oder eines Teils der Anleihe an die Bank zu zahlen ist, wird ein Sonderabkommen abgeschlossen werden.

Article 7.

It is understood that the provisions in the General Bond as regards

Article 7.

Il est entendu que les dispositions de l'Obligation Générale en ce

Artikel 7.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die Bestimmungen in

the specific currencies on a gold or gold exchange standard to be paid for the service of the Loan do not prejudice the arrangements which may be made on this particular point for future Mobilisation Loans.

Article 8.

Pursuant to the provisions of paragraph 2 and of paragraph 4 of Article 4 of the German Debt Certificate, the Bonds of the Loan shall be substituted for a corresponding amount of the total debt represented by Part A of the coupons, which shall, in return for the delivery to the Bank for International Settlements of the said Bonds, be endorsed accordingly up to and including the 1st June, 1965.

In consequence:

a) If the Loan shall have been redeemed before the 1st June, 1965, by anticipation or otherwise the German Go-

qui concerne les monnaies spécifiques basées sur un étalon or ou sur un étalon de change or à verser pour le service de l'Emprunt, ne préjugent pas des accords qui pourront être conclus sur ce point particulier lors des futurs Emprunts de Mobilisation.

Article 8.

En exécution des dispositions du paragraphe 2 et du paragraphe 4 de l'Article 4 du Certificat de Dette allemand, les obligations de l'Emprunt se substitueront à un montant correspondant de la dette totale représentée par la Partie A des coupons, qui seront, en contrepartie de la remise à la Banque des Règlements Internationaux desdites obligations, endossés corrélativement jusqu'au et y compris le 1er juin 1965.

En conséquence:

a) Si l'Emprunt se trouve avoir été amorti avant le 1er juin 1965 par anticipation ou d'une autre manière, le

der allgemeinen Schuldverschreibung über die besonderen Währungen auf einer Gold- oder Golddevisenbasis, in denen die Zahlungen für den Dienst der Anleihe zu leisten sind, kein Präjudiz für Abkommen bedeuten, die etwa über diesen besonderen Punkt für künftige Mobilisierungsanleihen abgeschlossen werden könnten.

Artikel 8.

Entsprechend den Bestimmungen des Artikels 4 Absatz 2 und 4 der deutschen Schuldbescheinigung treten die Schuldverschreibungen der Anleihe an die Stelle eines entsprechenden Betrages der gesamten Schuld, die durch Teil A der Kupons dargestellt wird. Diese Kupons sind Zug um Zug gegen Übergabe der genannten Schuldverschreibungen an die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich für die Zeit bis zum 1ten Juni 1965 einschliesslich mit einem entsprechenden Vermerk auf der Rückseite zu versehen.

Demnach wird:

a) Wenn die Anleihe vor dem 1ten Juni 1965 durch Rückkauf oder in anderer Weise getilgt worden ist, die Deutsche

vernment shall be discharged from its obligation in respect of the unconditional annuities up to and including that date to the same extent as if the normal service of the Loan had continued to be payable and paid up to and including that date;

b) Interest on any moneys for the time being in the hands of or under the control of the Bank and not presently required to be applied in the purchase or redemption of Bonds, payment of interest or otherwise as provided in the General Bond, shall be added to the moneys so in the hands or under the control of the Bank and shall operate to that extent to relieve or release the German Government from its obligation under the provisions of the said General Bond.

Article 9.

This Agreement shall

Gouvernement Allemand sera déchargé de son obligation au titre des annuités inconditionnelles jusqu'à et y compris cette date dans la même mesure que si le service normal de l'Emprunt avait continué à être payable et à être payé jusqu'à et y compris cette date;

b) Les intérêts sur toutes sommes se trouvant entre les mains ou sous le contrôle de la Banque et qui n'auront pas à être immédiatement utilisées au rachat ou à l'amortissement des obligations, au payement des intérêts ou de toute autre manière ainsi qu'il est prévu dans l'Obligation Générale, seront ajoutés aux sommes se trouvant ainsi entre les mains ou sous le contrôle de la Banque et auront pour effet, à due concurrence, de décharger ou de libérer le Gouvernement Allemand de son obligation résultant des dispositions de ladite Obligation Générale.

Article 9.

Le présent Accord

Regierung von ihrer Verpflichtung in bezug auf die unbedingten Annuitäten bis zu diesem Tage einschliesslich in demselben Umfange entlastet sein, als wenn die Zahlungen für den normalen Anleihedienst bis zu diesem Tage einschliesslich hätten fortgeführt werden müssen und tatsächlich fortgeführt worden wären;

b) Ferner werden Zinsen für irgend welche Geldbeträge, die sich während einer bestimmten Zeit in den Händen oder unter der Kontrolle der Bank befinden und die zur Zeit nicht für den Rückkauf oder die Tilung von Schuldverschreibungen, Zins- oder andere Zahlungen, wie sie in der allgemeinen Schuldverschreibung vorgesehen sind, benötigt werden, den in der Hand oder unter der Kontrolle der Bank befindlichen Geldern zugeschlagen und in entsprechender Höhe dazu verwandt werden, die nach den Bestimmungen der erwähnten allgemeinen Schuldverschreibung bestehenden Verpflichtungen der Deutschen Regierung zu vermindern oder sie davon zu befreien.

Artikel 9.

Dieses Abkommen soll

be notified to the Bank for International Settlements in order that it may take note thereof and give effect thereto so far as it is concerned, and may in particular confirm its concurrence with the declaration contained in Article 3 hereof, it being agreed by all the signatory Powers that the provisions of Article 3 above do not in any way limit, restrict or vary the rights of the holders of the bearer bonds under Articles 7, 8 and 9 respectively of the General Bond, which bearer bonds shall be the direct and unconditional obligations of the German Government.

sera notifié à la Banque des Règlements Internationaux afin qu'elle puisse en prendre note et lui donner effet dans la mesure qui la concerne, et qu'elle puisse en particulier confirmer son accord avec la déclaration contenue dans l'Article 3 qui précède, toutes les Puissances signataires étant d'accord sur le fait que les dispositions dudit Article 3 ne limitent, restreignent ou modifient en aucune manière les droits qui découlent pour les détenteurs des obligations au porteur des Articles 7, 8 et 9 respectivement de l'Obligation Générale, obligations au porteur qui constitueront les obligations directes et inconditionnelles du Gouvernement Allemand.

der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich mitgeteilt werden, damit sie von ihm Kenntnis nimmt, es, soweit sie beteiligt ist, durchführt und insbesondere ihre Übereinstimmung mit der in Artikel 3 dieses Abkommens enthaltenen Erklärung bestätigt. Hierbei sind sich alle unterzeichneten Mächte darüber einig, dass die Bestimmungen des Artikels 3 in keiner Weise die Rechte der Inhaber der Schuldverschreibungen gemäss Artikel 7, 8 und 9 der allgemeinen Schuldverschreibung begrenzen, einschränken oder abändern, der Inhaberschuldverschreibungen, die die unmittelbaren und unbedingten Verpflichtungen der Deutschen Regierung sein sollen.

Article 10.

The present Agreement shall come into force on the date of its signature for all the signatory Governments with the exception of the Government of Japan, which has not yet ratified the New Plan. In the case of the Japanese Government the present Agreement shall come into force with retroactive effect from the

Article 10.

Le présent Accord entrera en vigueur à la date de sa signature pour tous les Gouvernements signataires à l'exception du Gouvernement du Japon, qui n'a pas encore ratifié le Noveau Plan. En ce qui concerne le Gouvernement Japonais, le présent Accord entrera en vigueur, avec effet rétroactif à la date de sa signature, à la date de la

Artikel 10.

Das gegenwärtige Abkommen tritt für alle unterzeichneten Regierungen mit Ausnahme der Regierung von Japan, das den Neuen Plan noch nicht ratifiziert hat, am Tage der Unterzeichnung in Kraft. Im Falle der Japanischen Regierung tritt das gegenwärtige Abkommen an dem Tage, an dem Japan die

date of its signature on the date of the notification by Japan that she has ratified the New Plan. Pending such notification and without prejudice to its legal position, the Japanese Government authorises the Bank for International Settlements to deduct from the share in the unconditional annuities allocated to and held by the Bank for International Settlements in reserve for Japan, the amounts required to give immediate effect to Article 9 and the other stipulations of the General Bond and to the provisions of the present Agreement. The other signatory Governments consent to such deductions being made.

notification par le Japon de sa ratification du Nouveau Plan. Pour la période qui précédera cette notification, et sans préjudice de sa position juridique, le Gouvernement Japonais autorise la Banque des Règlements Internationaux à déduire de la part des annuités inconditionnelles qui est allouée au, et qui est mise en réserve par la Banque des Règlements Internationaux pour le Japon, les montants nécessaires pour donner immédiatement effet à l'Article 9 et aux autres stipulations de l'Obligation Générale et aux dispositions du présent Accord; les autres Gouvernements signataires sont d'accord pour que les déductions susvisées soient effectuées.

Ratifizierung des Neuen Plans bekanntgegeben hat, rückwirkend in Kraft. Für die Zeit bis zu dieser Bekanntgabe und ohne Präjudiz für ihre rechtliche Stellung ermächtigt die Japanische Regierung die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich, von dem Anteil an den unbedingten Annuitäten, der Japan zugeteilt ist und für Japan bei der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich zurückgestellt wird, die Summen abzuziehen, die erforderlich sind, um dem Artikel 9 und den übrigen Vereinbarungen des General Bonds sowie den Bestimmungen des gegenwärtigen Abkommens sofort Wirksamkeit zu verleihen. Die anderen unterzeichneten Mächte stimmen dem zu, dass diese Abzüge bewirkt werden.

Article 11.

The present Agreement is drawn up in the German, English and French languages, the German text, the English text and the French text being equally authentic.

Done at Paris the 10th day of June, 1930.

S. D. Waley.
Jean Desy.

Article 11.

Le présent Accord est rédigé en langue allemande, en langue anglaise et en langue française, les textes allemand, anglais et français étant authentiques.

Fait à Paris, le 10 juin 1930.

Dorn.
S. D. Waley.

Artikel 11.

Das gegenwärtige Abkommen ist in deutscher, englischer und französischer Sprache abgefasst. Der deutsche Text, der englische Text und der französische Text sind in gleicher Weise massgebend.

Paris, den 10. Juni 1930.

Dorn.
S. D. Waley.

S. D. Waley.	*Jean Desy.*	*Jean Desy.*
S. D. Waley.	*S. D. Waley.*	*S. D. Waley.*
S. D. Waley.	*S. D. Waley.*	*S. D. Waley.*
S. D. Waley.	*S. D. Waley.*	*S. D. Waley.*
Farnier.	*S. D. Waley.*	*S. D. Waley.*
Dorn.	*Farnier.*	*Farnier.*
Lanino.	*Lanino.*	*Lanino.*
Kiuchi.	*Kiuchi.*	*Kiuchi.*
Boshkovitch.	*Fernandes.*	*Boshkovitch.*
Fernandes.	*Boshkovitch.*	*Fernandes.*

German Government international 5½ per cent. Loan 1930.
General Bond.*)

These Presents are entered into between the Government of the German Reich (hereinafter called „the German Government“) of the one part and the Bank for International Settlements as Trustee for the holders of Bonds for the time being issued and outstanding under the provisions of these presents (hereinafter called „the Bank“) of the other part.

Whereas:

(a) Under and by virtue of an Agreement (hereinafter called „The Hague Agreement“) dated the twentieth day of January One thousand nine hundred and thirty and made at The Hague between the Government of the German Reich, the Government of His Majesty the King of the Belgians, the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Government of Canada, the Government of the Commonwealth of Australia, the Government of New Zealand, the Government of the Union of South Africa, the Government of India, the Government of the French Republic, the Government of the Greek Republic, the Government of His Majesty the King of Italy, the Government of His Majesty the Emperor of Japan, the Government of the Republic of Poland, the Government of the Republic of Portugal, the Government of His Majesty the King of Roumania, the Government of the Czecho-Slovak Republic and the Government of His Majesty the King of Jugoslavia, the German Government has undertaken to pay to the Bank for International Settlements for the benefit of the other parties to The Hague Agreement (in addition to the postponable annuities mentioned therein) unconditional and non-postponable annuities (hereinafter called „the unconditional annuities“) of Six Hundred and Twelve Million Reichsmarks per annum during the period therein specified and in respect of both the said postponable annuities and the unconditional annuities has constituted as collateral guarantee a special tax payable to the German Government by the German Railway Company and has undertaken subject to the charge securing the German

*) En langues allemande, anglaise et française. Eu regard à l'Article III nous ne reproduisons que le texte allemand.

External Loan 1924 to reserve free from any charge securing any loan or credit in priority to or pari passu with the said postponable and unconditional annuities the proceeds of the Customs the Tobacco Taxes the Beer Tax and the Tax on Spirits (Administration of the Monopoly) and such additional revenues as may be required by the Bank for International Settlements pursuant to the conditions contained in The Hague Agreement.

(b) The German Government in pursuance of The Hague Agreement has deposited with the Bank for International Settlements a Debt Certificate with Coupons attached representing the unconditional and the said postponable annuities.

(c) The Hague Agreement provides for the mobilisation in the conditions there laid down of the unconditional annuities or any part thereof by the creation of issuable Bonds of the German Government in substitution pro tanto for the Coupons representing the unconditional annuities.

(d) By a further Agreement (hereinafter called „the Mobilisation Agreement“ which together with The Hague Agreement are hereinafter referred to as „The Hague Agreements“) made at The Hague in January One thousand nine hundred and thirty between the Government of the German Reich the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland the Government of the French Republic the Government of His Majesty the King of Italy the Government of His Majesty the Emperor of Japan the Government of the Republic of Portugal and the Government of His Majesty the King of Jugoslavia it was agreed that Bonds of the German Government should be issued of a nominal amount sufficient to produce an effective sum of Three Hundred Million Dollars and that of the proceeds thereof two-thirds should be paid to the Creditor Governments entitled to a share in the unconditional annuities and one-third should be paid to the German Government and that the service of the said Bonds should be provided as to two-thirds out of the unconditional annuities and as to one-third by payments by the German Government to the Bank for International Settlements.

(e) By Law Number 7 of the thirteenth day of March One thousand nine hundred and thirty which was duly promulgated on the nineteenth day of March One thousand nine hundred and thirty and by Law Number 21 of the thirtieth day of May One thousand nine hundred and thirty which was duly promulgated on the fourth day of June One thousand nine hundred and thirty the German Government is empowered to issue the said Bonds and for this purpose to enter into all necessary arrangements with bankers and other parties and to execute or cause to be executed all necessary contracts and other documents in relation thereto including a General Bond containing the covenants and provisions in these presents more particularly set forth.

(f) It has been agreed between the German Government and the

Creditor Governments entitled to a share in the unconditional annuities that the said Bonds shall be issued in the countries and in the currencies hereinafter specified and that the said issue shall be called the „German Government International 5½ per Cent. Loan 1930“ (hereinafter referred to as „the Loan“) and shall be subject to the provisions herein contained.

(g) Under an Agreement dated tenth June, 1930 between the German Government and the Creditor Governments entitled to a share in the unconditional annuities, the said Creditor Governments have given to the Bank for International Settlements an irrevocable standing order to meet, by deduction from their respective shares in the unconditional annuities in proportion to their respective shares in the net proceeds of the Loan, two-thirds of:

(i) all amounts required to cover losses or deficiencies, including any exchange losses, which may occur after the payment in full to the Bank of each monthly instalment of the unconditional annuities, and

(ii) all charges, commissions, expenses and incidental costs in connection with the service of the Loan, as they are defined in the General Bond

and the last mentioned Agreement provides that the Creditor Governments shall take the necessary steps to ensure the due provision of the amounts required to carry out the stipulations of this paragraph.

Now these Presents Witness and Declare as follows:

I.

These presents and all Bonds issued hereunder bind validly the German Reich and the Government thereof for the time being.

II.

The total nominal amount of the Loan shall be represented by

Reichsmark Bonds to the amount of „36,000,000 Reichsmarks“ (hereinafter referred to as „the Reichsmark Bonds“)

Dollar Bonds to the amount of „98,250,000 Dollars“ (hereinafter referred to as „the Dollar Bonds“)

Belga Bonds to the amount of „35,000,000 Belgas“ (hereinafter referred to as „the Belga Bonds“)

Franc Bonds to the amount of „2,515,000,000 Francs“ (hereinafter referred to as „the Franc Bonds“)

Sterling Bonds to the amount of „12,000,000 Pounds Sterling“ (hereinafter referred to as „the Sterling Bonds“)

Florin Bonds to the amount of „73,000,000 Florins“ (hereinafter referred to as „the Florin Bonds“)

Lira Bonds to the amount of „110,000,000 Lire“ (hereinafter referred to as „the Lira Bonds“)

Krona Bonds to the amount of „110,000,000 Kronor“ (hereinafter referred to as „the Krona Bonds“)

and Swiss Franc Bonds to the amount of „92,000,000 Swiss Francs (hereinafter referred to as „the Swiss Franc Bonds")

the effective equivalent of all such Bonds being approximately Three Hundred Million dollars as provided in the Mobilisation Agreement. The Reichsmark Bonds, the Dollar Bonds, the Belga Bonds, the Franc Bonds, the Sterling Bonds, the Florin Bonds, the Lira Bonds, the Krona Bonds and the Swiss Franc Bonds shall be payable to Bearer, and shall rank pari passu in all respects irrespective of date or place of issue or otherwise.

III.

These presents are printed in the German, English and French languages. Each Definitive Bond shall be printed or engraved in the German, English and French languages and the language of the country in which the same is issued. In the event of any divergence between the texts the English text shall prevail both in respect of these presents and Definitive Bonds.

IV.

The Definitive Bonds shall be issued in such denominations as may be approved by the Bank and by the respective issuing Bankers.

V.

All the Bonds shall bear interest at the rate of five and a half per centum per annum payable by equal half-yearly payments on the first day of June and the first day of December in each year. Each Definitive Bond shall have attached thereto coupons for the payment of the half-yearly interest up to and including the first day of June One thousand nine hundred and sixty-five. Pending the preparation and delivery of Definitive Bonds temporary scrip or a temporary Bond or Bonds expressed to be exchangeable for Definitive Bonds when ready for delivery may be issued in such denomination or denominations and in such form as may be approved by the Bank and by the respective issuing Bankers.

VI.

(a) The principal and interest of each Bond shall be payable, at such bank or banks or other financial institution or institutions as shall from time to time be named by the Bank situate in the country where the Bonds shall respectively be issued, in the currency of the country in which it is issued, the unit of such currency being defined for the purpose of these presents in all circumstances by the weight of fine gold determined by law as at present in force. The Bondholder is entitled to receive the equivalent at the due date of the same gold value in the currency of the place of payment, but not less than the nominal amount of the principal and interest specified in each Bond.

(b) The payment of the amounts due in the above named currencies calculated in accordance with the foregoing provisions and all other provisions herein contained may, however, at the option of the holder,

be effected on any foreign market where any of the Bonds are quoted in the currency of that market at the then current rate of exchange.

(c) Mention may be made on the Bonds of any issue of the equivalent at mint parity of one or more of the other currencies in which Bonds are issued, provided always that no right to be paid in such other currency at mint parity shall be entailed thereby.

(d) Wherever the currencies of the Bonds are referred to in these presents, they shall, whenever the context permits, be construed as meaning the currencies as defined by this Article.

(e) If the Bank so request, one month at least in advance of the payment dates, the German Government shall, in effecting the payments referred to in Articles VIII and IX of these presents, furnish one or more currencies on a gold or gold exchange standard in lieu of any one or more of the currencies named in the said Articles to an amount equivalent to the said currency or currencies taken at mint parity, provided always that such request shall only be made for the purpose of enabling the Bondholders to receive payment in the currencies to which they are entitled at their present gold values in accordance with the provisions of this Article.

(f) For the purpose of applying the provisions of this Article the Bank shall have the sole right of interpreting such provisions and absolute discretion from time to time to adopt any method or methods it may consider appropriate with a view to giving effect to the same, and no Bondholder or person representing or acting on behalf of a Bondholder shall be entitled to question any such decision or method or any act of omission or commission on the part of the Bank in executing such decision or method by legal proceedings or otherwise or to call for evidence of the correctness thereof.

VII.

The German Government hereby acknowledges that it is indebted to the Bank in the sums of

36,000,000	Reichsmarks
98,250,000	Dollars
35,000,000	Belgas
2,515,000,000	Francs
12,000,000	Pounds Sterling
73,000,000	Florins
110,000,000	Lire
110,000,000	Kronor and
92,000,000	Swiss Francs

carrying interest at the rate and payable on the dates and repayable on the terms in these presents contained and the German Government hereby covenants to pay to the Bondholder the principal and interest secured by the Bonds of the Loan as and when the same shall become due and payable and shall also pay all charges, commissions, expenses and incidental costs in connection with the service of the Loan. The German

Government further convenants and declares that nothing in these presents or in The Hague Agreement or elsewhere limits, restricts or varies or shall be deemed to limit, restrict or vary the rights of the holders of the Bearer Bonds which Bonds shall be the direct and unconditional obligations of the German Government.

VIII.

For the purpose of payment of the interest on and the creation of a Sinking Fund for the redemption of the Loan there shall be provided by the German Government in respect of the Reichsmark Bonds, the Dollar Bonds, the Belga Bonds, the Franc Bonds, the Sterling Bonds, the Florin Bonds, the Lira Bonds, the Krona Bonds and the Swiss Franc Bonds in each financial year (as hereinafter defined) commencing with the financial year ending on the first day of June One thousand nine hundred and thirty-one fixed gross annual sums of

2,339,097·48	Reichsmarks
6,383,786·87	Dollars
2,274,122·55	Belgas
163,411,948·95	Francs
779,699·16	Pounds Sterling
4,743,169·89	Florins
7,147,242·30	Lire
7,147,242·30	Kronor and
5,977,693·56	Swiss Francs

respectively. Provided nevertheless that in each financial year after any partial redemption of Bonds pursuant to Article XIII hereof the amount of each of the said fixed gross annual sums shall be reduced to an amount which bears the same proportion to the amount of the corresponding fixed gross annual sum payable in the financial year at the end of which such partial redemption takes place as the nominal amount of Reichsmark Bonds, Dollar Bonds, Belga Bonds, Franc Bonds, Sterling Bonds, Florin Bonds, Lira Bonds, Krona Bonds or Swiss Franc Bonds as the case may be outstanding after such partial redemption bears to the nominal amount of Reichsmarks Bonds, Dollar Bonds, Belga Bonds, Franc Bonds, Sterling Bonds, Florin Bonds, Lira Bonds, Krona Bonds or Swiss Franc Bonds as the case may be which but for such partial redemption would have been so outstanding. The following provisions as to redemption shall have effect:

(a) For the purpose of this Article the period of the Loan shall be deemed to be divided into financial years expiring on the first day of June in each calendar year.

(b) For the Reichsmark Bonds the Dollar Bonds the Belga Bonds the Franc Bonds the Sterling Bonds the Florin Bonds the Lira Bonds the Krona Bonds and the Swiss Franc Bonds respectively in each financial year the balance of each of the said fixed gross annual sums or reduced gross fixed annual sums as the case may be (after providing for the payment of the current

financial year's interest on the outstanding Reichsmark Bonds Dollar Bonds Belga Bonds Franc Bonds Sterling Bonds Florin Bonds Lira Bonds Krona Bonds and Swiss Franc Bonds as the case may be) shall subject to the provisions hereinafter contained be applied by or under the direction of the Bank in or for the redemption in manner hereinafter mentioned of such number of such Bonds as the amount of such balance will suffice to redeem at par (100 per cent.) such Bonds being selected by drawings as hereinafter mentioned.

(c) The drawings shall be made in respect of any financial year in which drawings are necessary between the first day of April and the fiftheenth day of May and in such places in such manner and by and in the presence of such person or persons and at such times and subject to such regulations as the Bank after consulation with the Reichs Debt Administration (Reichsschuldenverwaltung) may deem expedient.

(d) Forthwith after any such drawing shall have been effected the Bank shall take or cause to be taken such steps as the Bank after consultation with the Reichs Debt Administration shall deem convenient and as shall be in conformity with the provisions of the Definitive Bonds by advertisement in newspapers or otherwise for notifying the Bondholders whose Bonds shall have been drawn for redemption and for naming a time and place and generally for providing for the presentation for payment and cancellation of such Bonds complete with unmatured interest coupons against payment of the principal moneys thereby secured. The Bank may also where necessary publish or cause to be published in each year a list of the numbers of the Bonds drawn in preceding years which have not been presented for payment. No drawn Bond for the payment of which due provision has been made shall continue to carry interest after the due date for payment of the principal moneys. All drawn Bonds shall be due for payment of the principal moneys on the first day of June immediately following the date of drawing. The Bonds presented for payment must have attached thereto all unmatured coupons and in the event of one or more of such coupons being absent the amount of the same shall be deducted from the sum payable to the Bondholder.

(e) Notwithstanding anything hereinbefore contained the German Government shall be entitled during any financial year prior to the first day of April to purchase Bonds at or below par (100 per cent.) plus accrued interest but exclusive of commissions and other expenses incidental to purchase. To the extent that on or before such first day of April in any financial year the German Government proves to the satisfaction of the Bank such pur-

chases in respect of any particular issue during such financial year the amount applicable in respect of such financial year under the preceding provisions of this Article for the redemption of the Reichsmark Bonds Dollar Bonds Belga Bonds Franc Bonds Sterling Bonds Florin Bonds Lira Bonds Krona Bonds and Swiss Franc Bonds as the case may be shall on the first day of June in such financial year be reduced by the actual purchase price (exclusive of accrued interest commissions and other expenses incidental to purchase) paid by the German Government for the purchase during such financial year of such Bonds respectively and any necessary adjustments shall be made accordingly. The Bank may at the request of the German Government apply the whole or any portion of the moneys in the hands or under the control of the Bank and applicable in accordance with the provisions of these presents to the redemption in respect of any financial year of Reichsmark Bonds Dollar Bonds Belga Bonds Franc Bonds Sterling Bonds Florin Bonds Lira Bonds Krona Bonds or Swiss Franc Bonds at any time during any such financial year not later than the fifteenth day of May in such financial year in or towards the purchase of such Bonds at or below par (100 per cent.) plus accrued interest but exclusive of commissions and other expenses incidental to purchase and the Bank may accordingly purchase such Bonds or cause or allow the same to be purchased. The German Government shall reimburse the Bank for accrued interest commissions and other expenses incidental to the purchase of such Bonds and the Bank shall make all adjustments necessary to give effect to the foregoing provisions. Provided always that in applying the provisions of this sub-clause the redemption monies applicable to any particular issue can be used only in the redemption of Bonds of that issue.

(f) In each financial year in which Bonds are purchased under the provisions of sub-clause (e) hereof the half-yearly payment or payments of interest on such purchased Bonds accruing during the period from the date of purchase up to and including the end of such financial year shall be credited to the German Government.

(g) All Bonds redeemed or purchased under this Article shall be cancelled in the manner required by the Bank and lodged with the Bank or dealt with as the Bank after consultation with the Reichs Debt Administration may direct and the German Government shall not be entitled to re-issue such Bonds or to make any fresh issue of Bonds or other obligations in the place thereof. The German Government shall in each financial year and within two months after the first day of June in such financial year provide the Bank with particulars of all Bonds and un-

matured coupons cancelled during or in respect of the preceding financial year.

(h) In carrying out the provisions of this Article it is the intention that the Bank shall have regard to the powers and duties imposed upon the Reichs Debt Administration by the Laws of Germany so far as the same are applicable thereto.

IX.

For the purpose of providing the amounts required for paying or providing for interest and redemption and all other monies payable by the German Government under these presents and the Bonds of the Loan (hereinafter called the service monies) there shall in accordance with the provisions of The Hague Agreements be paid to the Bank by the German Government in each year ending the first day of June:

(a) As part of the unconditional annuities which are the direct and unconditional obligation of the German Government, sums in Reichsmarks, Dollars, Belgas, Francs, Sterling, Florins, Lire, Kronor and Swiss Francs respectively equal to two-thirds of the amounts required for the service monies in respect of the Reichsmark Bonds, Dollar Bonds, Belga Bonds, Franc Bonds, Sterling Bonds, Florin Bonds, Lira Bonds, Krona Bonds and Swiss Franc Bonds respectively and the said payments forming part of the unconditional annuities shall operate to discharge the German Government to the extent of their equivalent in Reichsmarks calculated at the average of the middle rates prevailing on the Berlin Bourse during the fifteen days preceding the date hereinafter fixed for payment of each monthly instalment from its obligation to pay the unconditional annuities to the Bank for International Settlements pursuant to The Hague Agreement—the not yet mobilised portions of the unconditional annuities ranking pari passu with the payments provided for in this paragraph.

(b) Out of the general revenues of the German Government, sums in Reichsmarks, Dollars, Belgas, Francs, Sterling, Florins, Lire, Kronor and Swiss Francs respectively equal to one-third of the amounts required for the service monies in respect of the Reichsmark Bonds, Dollar Bonds, Belga Bonds, Franc Bonds, Sterling Bonds, Florin Bonds, Lira Bonds, Krona Bonds and Swiss Franc Bonds respectively.

The German Government shall on the fifteenth day of every month or if the fifteenth is not a working day then on the working day next following commencing with the sixteenth day of June One thousand nine hundred and thirty pay to the Bank one-twelfth part of the respective sums in Reichsmarks, Dollars, Belgas, Francs, Sterling, Florins, Lire, Kronor and Swiss Francs as provided for in sub-clauses (a) and (b) above.

X.

Any portion of the Loan then outstanding shall be redeemed (with accrued interest) on the first day of June One thousand nine hundred and sixty-five.

XI.

Pursuant to The Hague Agreement the annual direct tax of Six Hundred and Sixty Million Reichsmarks payable to the German Government by the German Railway Company shall be and remain constituted as collateral guarantee in respect of the payments therein specified including the payments provided to be made by the German Government pursuant to Article IX sub-clause (a) hereof.

XII.

Pursuant to The Hague Agreement and in particular subject to the charge securing the German External Loan 1924 the German Government shall not while any part of the unconditional or the said postponable annuities remains outstanding create without the consent of the Bank for International Settlements acting in accordance with The Hague Agreement any mortgage or charge upon the Customs, the Tobacco Taxes, the Beer Tax or the Tax on Spirits (Administration of the Monopoly) to secure any other loan or credit of the German Government in priority to or pari passu with the said annuities.

XIII.

The German Government shall be entitled to redeem at par (100 per cent.) (plus accrued interest) the whole of the outstanding Bonds of the Loan or any part thereof equivalent to approximately Thirty Million dollars or multiples thereof on the first day of June One thousand nine hundred and thirty-five or on any first day of June thereafter subject to not less than six calendar months' previous notice to the Bank. Notice of such redemption shall be given by public advertisement in such newspapers or otherwise in such places and in such manner as the Bank shall require and the redemption generally shall (subject as is by this Article specifically provided for) be effected in accordance with such regulations and provisions as the Bank shall make in connection therewith or in the event of the Bank failing to make any such specific regulations or provision then in such manner as the Bank shall approve. At least sixty days prior to the expiration of the notice the German Government shall in accordance with the said regulations and provisions or with the approval of the Bank as the case may be pay to the Bank in Reichsmarks, Dollars, Belgas, Francs, Sterling, Florins, Lire, Kronor and Swiss Francs respectively the full nominal amount calculated as provided by Article VI hereof of the Bonds so to be redeemed together with interest up to the expiration of the notice provided always that nothing in this Article contained shall relieve the German Government from the due fulfilment of its obligations under any of the other provisions of these presents. In the case of any partial redemption the sum to be applied in

such redemption shall be divided as nearly as may be between the Reichsmark Bonds, Dollar Bonds, Belga Bonds, Franc Bonds, Sterling Bonds, Florin Bonds, Lira Bonds, Krona Bonds and Swiss Franc Bonds in proportion to the total nominal amount of Reichsmark Bonds, Dollar Bonds, Belga Bonds, Franc Bonds, Sterling Bonds, Florin Bonds, Lira Bonds, Krona Bonds and Swiss Franc Bonds then outstanding respectively (calculated at the par of exchange as on the date of these presents) and the Bonds to be so redeemed shall be determined by drawings to be conducted in the manner and in accordance with the provisions set out in Article VIII hereof.

XIV.

Nothing in these presents shall prevent further loans or bonds issued to mobilise the unconditional annuities ranking pari passu as to payment with the Bonds of the present Loan.

XV.

Any moneys for the time being in the hands of or under the control of the Bank under the foregoing provisions of these presents and not presently required to be applied in the purchase or redemption of Bonds payment of interest or otherwise as hereinbefore provided may be placed on deposit by or under the direction of the Bank with such bank or banks or other financial Institution or Institutions and at such rate or varying rates of interest and generally on such terms as the Bank may in its sole discretion think fit or the Bank may purchase with the same and hold short-term Government obligations and all interest or other income when actually received by the Bank shall be added to the moneys so in the hands of or under the control of the Bank and shall operate to that extent to relieve or release the German Government from its obligations under the foregoing provisions of these presents.

XVI.

The principal and interest of all the Bonds issued in respect of the Loan shall be paid by the German Government without deduction for all present or future German taxes stamp or other duties dues or public charges of any kind whatsoever and neither shall this General Bond nor any Bond or any other document or letter bearing upon the said Loan be subject to any German registration fees stamp duties or other similar duties. The principal and interest of the Bonds will be paid in time of war as well as of peace and no matter whether the holders of the Bonds are subjects of a state friendly or hostile to the German Reich and in no case will the same be attached or sequestrated.

XVII.

All temporary Bonds (if any) shall be signed by some person or persons duly authorised hereto by the German Government and Definitive Bonds shall be signed on behalf of the German Government by at least two members of the Reichs Debt Administration (all of whose signatures

may be facsimile signatures reproduced either by engraving lithography or any other suitable process). In addition where the Regulations of any Stock Exchange under which the Definitive Bonds of any particular issue are issued so require such Bonds shall be signed and/or countersigned (as the case may be) in writing in accordance with such Relugations by some person or persons duly authorised in that behalf by Resolution of the Reichs Debt Administration.

XVIII.

In case any of the said Bonds shall at any time become mutilated or destroyed or lost a new Bond of like amount tenor and date will be issued by the German Government in exchange for and upon cancellation of the Bond so mutilated and its coupons or in lieu of the Bond so destroyed or lost and its coupons but in the case of destroyed or lost Bonds only upon receipt by the Bank and a representative of the German Government of evidence satisfactory to them that such Bonds and coupons were destroyed or lost and upon receipt also of a satisfactory indemnity.

XIX.

In the event of any interest or principal moneys not being punctually claimed when due by the person or persons entitled thereto the Bank shall hold the same on trust for the person or persons entitled thereto under the provisions of these presents but in the meantime the Bank shall in no case be obliged to deposit or to invest any such moneys in its hands or under its control so that the same may earn interest or other income but such moneys may be kept on current account without interest. Furthermore, the Bank shall not in any event be obliged to retain or hold any moneys due in respect of principal or interest subsequently to the expiration of five calendar years after the date on which the last outstanding Bond of the Loan should have been paid of but the Bank may in its discretion pay the same to the German Government who shall continue to hold such moneys upon the same terms and subject to the same obligations as the Bank would have held them and the receipt of the German Government to the Bank for any of such moneys so paid as aforesaid shall be and remain a good and sufficient discharge to the Bank for such moneys and in respect of claims by all persons in respect thereof.

XX.

The term „Bonds“ where used in these presents shall where the context so admits or requires be deemed to mean the Temporary Bonds and/or the Definitive Bonds of the Loan which are to be issued by the German Government to the persons and corporations entitled thereto: the form of such Bonds shall be in accordance with the requirements of the Stock Exchange Regulations of the country of issue and subject thereto shall be such as the Bank approves or prescribes the Bank cooperating with the Reichs Debt Administration and the respective issuing bankers with regard to the form of the Definitive Bonds.

XXI.

No increased obligation on the part of the German Government shall be deemed to have been created by reason only of the fact that besides the acknowledgments of indebtedness of the German Government herein contained or provided for acknowledgments of indebtedness shall also be contained in the Temporary and Definitive Bonds issued in accordance with these presents.

Being duly empowered to bind as well the German Reich as any Government thereof for the time being I the undersigned being the present Minister of Finances have hereunto set my hand and seal this tenth day of June One thousand nine hundred and thirty.

Dr. Paul Moldenhauer.

56.

GRANDE-BRETAGNE, ALLEMAGNE.

Arrangement pour modifier l'Arrangement concernant la navigation aérienne, conclu le 29 juin 1927;*) signé à Berlin, le 5 juillet 1930.**)

Treaty Series No. 26 (1931).

His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and

the President of the German Reich,

being desirous of amending the provisions of Articles 2, 6 and 7 of the Agreement between His Britannic Majesty in respect of Great Britain and Northern Ireland and the President of the German Reich relating to Air Navigation, signed at Berlin on the 20th June, 1927, have named as their respective Plenipotentiaries for this purpose:

His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India,

Seine Majestät der König von Grossbritannien, Irland und den Britischen Überseeischen Dominien, Kaiser von Indien, und

der Deutsche Reichspräsident, in dem Wunsche, die Bestimmungen der Artikel 2, 6 und 7 des zwischen Seiner Britannischen Majestät hinsichtlich Grossbritanniens und Nordirlands und dem Präsidenten des Deutschen Reichs abgeschlossenen, am 29. Juni 1927 in Berlin unterzeichneten Abkommens über den Luftverkehr zu ändern, haben zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der König von Grossbritannien, Irland und den Britischen Überseeischen Dominien, Kaiser von Indien,

---

*) V. N. R. G. 3. s. XXIII, p. 882.

**) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 6 mai 1931.

for Great Britain and Northern Ireland:

His Excellency the Right Honourable Sir Horace Rumbold, His Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at Berlin;

The President of the German Reich:

Dr. Julius Curtius, Minister of Foreign Affairs,

who after having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed as follows:

Article 1.

Paragraph 4 of Article 2 of the Agreement relating to Air Navigation of the 29th June, 1927, shall be replaced by the following paragraph:

„Each of the High Contracting Parties may reserve to his own aircraft the commercial transport of persons or goods between any two points which are both within his own territory. Nevertheless, the aircraft of the other High Contracting Party may proceed from any aerodrome in the territory of the former which they are entitled to use to any other such aerodrome either for the purpose of landing the whole or part of their cargoes or passengers, or of taking on board the whole or part of their cargoes or passengers, provided that such cargoes are covered by through bills of lading, and such passengers hold through tickets, issued respectively for a journey whose starting place and destination are not both points between which transport has been duly so reserved, and such aircraft, while proceeding as aforesaid, from

für Grossbritannien und Nordirland:

Seine Exzellenz den Right Honourable Sir Horace Rumbold, Seiner Majestät ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter in Berlin;

der Deutsche Reichspräsident:

Herrn Dr. Julius Curtius, Reichsminister des Auswärtigen,

die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten folgendes vereinbart haben:

Artikel 1.

Artikel 2, Absatz 4, des Abkommens über den Luftverkehr vom 29. Juni 1927 soll durch den folgenden Absatz ersetzt werden:

„Jeder der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile kann den heimischen Luftfahrzeugen die gewerbsmässige Beförderung von Personen und Gütern zwischen zwei Punkten des eigenen Staatsgebiets vorbehalten. Indes können die Luftfahrzeuge des anderen Hohen Vertragschliessenden Teils von einem im Gebiet des ersteren vertragschliessenden Teils gelegenen Flughafen, zu dessen Benutzung sie berechtigt sind, nach einem anderen solchen Flughafen weiterfliegen, sei es, um ihre Ladung oder Fluggäste ganz oder zum Teil dort zu landen, oder um ihre Ladung oder Fluggäste ganz oder zum Teil dort aufzunehmen; Voraussetzung ist dabei jedoch, dass die Ladung mit durchgehenden Frachturkunden und die Fluggäste mit durchgehenden Flugscheinen für eine Beförderungsstrecke versehen sind, deren An-

one aerodrome to another, shall, notwithstanding that both such aerodromes are points between which transport has been duly reserved, enjoy all the privileges of this Agreement."

fangs- und Endpunkt nicht beides Punkte sind, zwischen welchen die Beförderung den heimischen Luftfahrzeugen vorbehalten ist. Diese Luftfahrzeuge sollen bei einem derartigen Fluge von einem Flughafen nach einem anderen, ungeachtet dessen, dass beide Flughäfen Punkte sind, zwischen denen die Beförderung vorbehalten ist, alle Vorrechte dieses Abkommens geniessen."

Article 2.

Paragraph 1 of Article 6 of the Agreement relating to Air Navigation of the 29th June, 1927, shall be replaced by the following paragraph:

„Aircraft of one of the High Contracting Parties shall carry Wireless Apparatus in the territory of the other High Contracting Party only if a Licence to instal and work such apparatus, which must be carried in the aircraft, shall have been issued by the competent Authorities of the High Contracting Party in whose territory the aircraft is registered. The use of such apparatus shall be in accordance with the regulations on the subject issued by the competent authorities of the territory within whose air space the aircraft is navigating."

Artikel 2.

Artikel 6, Absatz 1, des Abkommens über den Luftverkehr vom 29. Juni 1927 soll durch den folgenden Absatz ersetzt werden:

„Die Luftfahrzeuge des einen Hohen Vertragschliessenden Teils dürfen im Gebiet des anderen Hohen Vertragschliessenden Teils nur dann mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittelung versehen sein, wenn sie eine besondere im Luftfahrzeug mitzuführende Erlaubnis der zuständigen Behörde des Vertragsteils, in dessen Gebiet die Luftfahrzeuge eingetragen sind, zum Einbau und Betriebe dieses Gerätes erhalten haben. Die Benutzung solchen Gerätes muss denjenigen Bestimmungen entsprechen, die von den zuständigen Behörden des Landes, in dessen Luftraum das Luftfahrzeug fliegt, hierüber erlassen sind."

Article 3.

Article 7 of the Agreement relating to Air Navigation of the 29th June, 1927, shall be replaced by the following paragraph:

„No arms, ammunition, poison gas, explosives, carrier pigeons, or cameras, shall be carried by any aircraft or by its crew or passengers, except by permission of the compe-

Artikel 3.

Artikel 7 des Abkommens über den Luftverkehr vom 29. Juni 1927 soll durch folgenden Absatz ersetzt werden:

„Die Luftfahrzeuge, ihre Besatzung und die Fluggäste dürfen Waffen, Schiessbedarf, giftige Gase, Sprengstoffe, Brieftauben und Lichtbildgerät nur mit Erlaubnis

tent authorities of the territory within whose air space the aircraft is navigating. The terms ‚arms', ‚ammunition', ‚explosives', shall not be regarded as including apparatus and pyrotechnics carried for signalling or navigating as part of the equipment of the aircraft."

Article 4.

The present Agreement shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Berlin as soon as possible. This Agreement shall come into force on the day on which the instruments of ratification are exchanged and thereafter the amendments herein provided for shall be deemed to be incorporated in and to form integral parts of the Agreement of the 29th June, 1927.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done at Berlin in duplicate in the English and German languages which are equally authentic, the 5th day of July, 1930.

(L. S.) *Horace Rumbold.*

der zuständigen Behörden desjenigen Staates mit sich führen, in dessen Luftgebiet sich das Luftfahrzeug befindet. Die Ausdrücke ‚Waffen', ‚Schiessbedarf', ‚Sprengstoffe' umfassen nicht Signalgerät und Leuchtmunition, die als Zubehör im Luftfahrzeug mitgeführt werden."

Artikel 4.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden; die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Berlin ausgetauscht werden. Dieses Abkommen tritt mit dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft, und es sollen danach die hierin enthaltenen Änderungen so angesehen werden, als ob sie in dem Abkommen vom 29. Juni 1927 enthalten sind und integrierende Bestandteile davon bilden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Ausgefertigt in Berlin in doppelter Urschrift in englischer und deutscher Sprache, die beide in gleicher Weise massgebend sind, am 5. Juli 1930.

(L. S.) *Dr. Curtius.*

57.

POLOGNE, ROUMANIE.

Convention relative à l'exploitation de lignes de communication aérienne régulière; signée à Varsovie, le 9 mai 1930.*)

Dziennik Ustaw 1930, No. 93.

Le Président de la République de Pologne et Sa Majesté le Roi de Roumanie, également désireux de régler, faciliter et favoriser le développement des communications aériennes dans les deux pays sur la base

*) Les ratifications ont été échangées à Bucarest, le 20 novembre 1930.

de la Convention portant règlementation de la navigation aérienne en date du 13 octobre 1919,*) ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont désigné pour leurs plénipotentiaires respectifs:

Le Président de la République de Pologne:

Messieurs: Adam Tarnowski, Chef de Section au Ministère des Affaires Etrangères, et

Czesław Filipowicz, Ingenieur, Chef de Section au Ministère des Communications,

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

Monsieur Georges Cretziano, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Varsovie,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1.

Le Gouvernement de la République de Pologne accordera à une entreprise roumaine de navigation aérienne, désignée par le Gouvernement Roumain, les autorisations nécessaires pour l'exploitation, sur le territoire polonais, de la ligne de communication aérienne Warszawa — Bucuresti et vice-versa.

Le Gouvernement du Royaume de Roumanie accordera à une entreprise polonaise de navigation aérienne, désignée par le Gouvernement Polonais, les autorisations nécessaires pour l'exploitation, sur le territoire roumain, de la même ligne Bucuresti — Warszawa et vice-versa.

Cette ligne de communication aérienne sera exploitée par ces deux entreprises sur la base d'une réciprocité complète.

Article 2.

L'établissement de nouvelles lignes aériennes autres que celle dont il est question à l'Article 1, pourra s'effectuer en vertu d'un accord entre les deux Gouvernements Contractants.

Toutes les dispositions de la présente Convention seront également appliquées aux nouvelles lignes.

Article 3.

Les itinéraires de lignes aériennes, les lieux désignés pour le survol des frontières et les aérodromes — douaniers seront désignés par chacune des Parties Contractantes et communiqués à l'autre Partie Contractante au cours de quarante jours à partir de la date de la signature de la présente Convention.

Article 4.

Les Parties Contractantes prendront, chacune sur son territoire, des mesures nécessaires en vue d'assurer aux entreprises concessionnaires, et dans les mêmes conditions qu'aux entreprises de navigation aérienne nationales, l'usage des aérodromes, installations et services techniques sur l'itinéraire de la ligne mentionnée à l'Article 1.

*) V. N. R. G. 3. s. XIII, p. 61.

Article 5.

Au cas où sur le territoire d'une des Parties Contractantes l'entreprise de navigation aérienne de l'autre Partie Contractante ne pourrait pas utiliser les installations techniques indispensables à l'exploitation régulière de sa ligne, cette entreprise pourra construire sur le territoire ci-dessus mentionné les instalations nécessaires, dans des conditions qui seront précisées par l'autorité d'aviation compétente de la Partie Contractante, où les constructions doivent être édifiées, sur la demande de ladite entreprise.

Article 6.

Les deux Parties Contractantes sont d'accord pour reconnaître à l'entreprise polonaise en Roumanie et à l'entreprise roumaine en Pologne le droit de cabotage, c'est-à-dire le droit de transporter par avions des personnes, bagages et marchandises entre les aérodromes situés à l'intérieur de chaque pays sur l'itinéraire de la ligne en question. Le droit de cabotage sera expréssement reconnu pour chaque ligne dans les concessions délivrées aux deux entreprises.

La dénonciation du droit de cabotage sera subordonnée à un avis préalable de six mois.

Article 7.

Les deux Parties Contractantes s'engagent à assurer aux entreprises en question, dans le cadre des lois et règlements en vigueur, des facilités en vue d'accélerer l'accomplissement des formalités douanières et administratives concernant les transports aériens des personnes, bagages et marchandises.

Article 8.

Les avions destinés à l'exploitation des lignes prévues aux Articles 1 et 2 ainsi que les moteurs montés sur ces avions, les pièces de rechange (moteurs de rechange y compris), tous les objets nécessaires à l'aménagement des avions ou à leur conservation seront exemptés des droits de douane dans les deux Etats, à condition que tous les objets et matériels ci-dessus mentionnés soient importés en vue d'une utilisation temporaire, et, qu'ils soient renvoyés au cours d'une année dans leur pays d'origine.

Ce délai d'exportation pourra être prolongé par les autorités compétentes sur la proposition de l'entreprise concessionnaire.

Les objets ci-dessus mentionnés resteront sous le contrôle de l'administration des douanes et ne pourront être utilisés que pour les besoins de l'exploitation des lignes aériennes prévues par la présente Convention.

Les objets et matériels usés ou abimés, pour lesquels au moment de l'importation les droits de douane n'ont pas été perçus, devront être, soit retournés au pays d'origine, soit dédouanés, soit détruits sous un contrôle officiel.

Lors du dédouanement de ces objets et matériels toutes les réductions et facilités admises par la législation nationale, seront appliquées.

Les voyageurs, bagages et marchandises en transit seront placés sous

le contrôle douanier. Ces bagages ainsi que ces marchandises seront exemptés de tout droit de douane.

Article 9.

En cas d'atterrissage forcé ou d'autre accident des avions des entreprises concessionnaires, les autorités locales seront tenues de leur prêter, contre remboursement des frais réels, la même aide que celle qui est prévue par les règlements en vigueur à l'égard des avions nationaux.

Article 10.

Les entreprises concessionnaires seront tenues:

a) d'observer les dispositions de la Convention portant réglementation de la navigation aérienne en date du 13 octobre 1919,

b) de se conformer, sur le territoire de l'autre Partie Contractante à toutes les lois et règlements en vigueur,

c) de n'employer sur le territoire de l'autre Partie Contractante que des ressortissants polonais ou roumains.

L'emploi des ressortissants de tierces puissances ne pourra avoir lieu, que d'un commun accord entre les autorités d'aviation compétentes des deux Parties Contractantes.

Article 11.

Les entreprises concessionnaires seront tenues de transporter la poste aérienne dans les conditions fixées par les accords qui seront conclus entre ces entreprises et les administrations postales des deux pays, sur la base d'un arrangement préalable entre ces deux administrations.

Article 12.

Les entreprises concessionnaires ne pourront céder ni entièrement, ni partiellement les concessions en question à d'autres entreprises sans le consentement des autorités d'aviation de leur propre pays.

Article 13.

Chacune des Parties Contractantes se réserve le droit de désigner en tous temps une autre entreprise nationale de navigation aérienne en remplacement de l'entreprise concessionnaire. Dans ce cas la concession accordée perdra sa validité et une nouvelle concession analogue sera immédiatement délivrée à la nouvelle entreprise. L'entreprise révoquée par une des Parties Contractantes ne pourra réclamer de ce fait aucune indemnisation à l'autre Partie Contractante.

Article 14.

En cas d'infraction aux dispositions de la présente Convention chacune des deux Parties Contractantes pourra demander la révocation des employés coupables. En cas d'infractions réitérées ou d'infraction grave elle pourra demander la révocation de l'entreprise elle-même.

Article 15.

Le transport aérien sporadique des personnes et marchandises du territoire d'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre

Partie Contractante, ou en transit au dessus de ce dernier territoire, ne peut s'effectuer qu'en vertu d'une autorisation spéciale, délivrée par les autorités d'aviation compétentes de cette dernière Partie Contractante. Pour les transports en transit ci-dessus envisagés l'atterrissage sur un des aérodromes douaniers du pays transité est obligatoire.

Article 16.

Au cas où l'une des Parties Contractantes cessera d'être partie à la Convention portant réglementation de la navigation aérienne en date du 13 octobre 1919, la présente Convention continuera à être en vigueur, mais elle sera soumise à une révision.

Article 17.

Les détails d'application de la présente Convention seront réglés par un accord spécial à conclure directement entre les deux administrations d'aviation compétentes des deux Parties Contractantes.

Article 18.

Les différends relatifs à l'application de la présente Convention qui ne pourront pas être réglés par la voie diplomatique, seront soumis, sur la demande de l'une des Parties Contractantes, à la décision d'un Tribunal arbitral.

Ce Tribunal sera constitué de la manière suivante:

Dans le courant d'un mois à partir du moment où l'une des Parties Contractantes aura communiqué à l'autre Partie Contractante la demande de constituer un Tribunal Arbitral, chacune des Parties Contractantes désignera un arbitre.

Si une des Parties Contractantes ne désigne pas d'arbitre dans le délai ci-dessus, l'autre Partie Contractante aura le droit d'adresser au Président de la République Française la demande de nommer cet arbitre.

Dans le courant du mois suivant les arbitres se réuniront afin de choisir d'un commun accord le surarbitre.

Si les arbitres ne peuvent se mettre d'accord sur le choix du surarbitre, les Parties désigneront chacune un Etat tiers et les Etats tiers ainsi désignés procèderont à la nomination du surarbitre soit d'un commun accord, soit en proposant chacun un nom, puis en laissant au sort le soin de choisir entre eux.

Les décisions du Tribunal arbitral seront obligatoires pour les Parties Contractantes.

Les frais de l'arbitrage seront fixés par le Tribunal et supportés par moitié par les deux Parties Contractantes.

Article 19.

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Bucarest dans le plus bref délai.

Elle entrera en vigueur le trentième jour qui suivra l'échange des ratifications et restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1930; elle pourra être, à partir du 31 janvier 1935, revisée sur la demande d'une

des Parties Contractantes. Après l'écoulement de cette première période la Convention sera renouvelée tacitement par périodes de cinq ans, si sa dénonciation n'a pas été notifiée par l'une des Parties Contractantes à l'autre au plus tard deux ans avant l'expiration de la période en cours.

Fait à Varsovie en double exemplaire, le 9 mai 1930.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Adam Tarnowski. *G. Cretziano.*
Czesław Filipowicz.

58.

SUISSE, ALLEMAGNE.

Convention sur la régularisation du Rhin entre Strasbourg/Kehl et Istein; signée à Berne, le 28 mars 1929.*)

Eidgenössische Gesetzsammlung 1930, No. 20.

Vertrag zwischen der Schweiz und Deutschland über die Regulierung des Rheins zwischen Strassburg/Kehl und Istein.

Die Schweizerische Eidgenossenschaft und das Deutsche Reich, von dem Wunsche beseelt, die Regulierung des Rheins zwischen Strassburg/Kehl und Istein nach Massgabe des Beschlusses der Zentralkommission für die Rheinschiffahrt vom 29. April 1925 zur Ausführung zu bringen,

sind übereingekommen, hierüber einen Vertrag zu schliessen.

Zu diesem Zwecke haben

Der Schweizerische Bundesrat
den Direktor Herrn Dr. Herold,
den Direktor Herrn Ingenieur Payot,
den Direktor Herrn Dr. Strickler,

Der Präsident des Deutschen Reiches
den Gesandten Herrn Dr. Seeliger,
den Ministerialdirigenten Herrn Geheimen Regierungsrat Koenigs,
den Ministerialrat Herrn Hoebel,
den Ministerialdirektor Herrn Dr.-Ing. Dr. Fuchs
zu ihren Bevollmächtigten ernannt.

Diese haben nach Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten folgendes vereinbart:

---

*) Les ratifications ont été échangées à Berne, le 7 juin 1930.

Artikel 1.

Die Schweizerische Eidgenossenschaft und das Deutsche Reich kommen überein, die Regulierung des Rheins zwischen Strassburg/Kehl und Istein nach Massgabe des von der Zentralkommission für die Rheinschiffahrt am 29. April 1925 genehmigten Entwurfs unverzüglich zu beginnen und ohne Unterbrechung durchzuführen.

Von den Baukosten, die auf 50 Millionen RM. veranschlagt sind, übernehmen die Schweiz 60 % und Deutschland 40 %.

In dem gleichen Verhältnis werden etwaige Mehrkosten bis zur Höhe von 10 % aufgebracht.

Sollte nach Erschöpfung dieser Mittel das Ziel der Regulierung wider Erwarten nicht erreicht sein, so werden sich die Vertragsstaaten rechtzeitig über das weitere Vorgehen verständigen.

Beiträge, die von dritter Seite geleistet werden sollten, werden den Vertragsstaaten im Verhältnis von 60 : 40 gutgeschrieben.

Artikel 2.

Über die Höhe der Jahresraten, die auch in dem Verhältnis von 60 : 40 geleistet werden, und über die Zahlungstermine werden sich die Vertragsstaaten jeweils für das folgende Jahr rechtzeitig verständigen.

Artikel 3.

Die Frage der Übernahme der Kosten für die Unterhaltung der regulierten Strecke wird im Sinne der von deutschen, französischen und schweizerischen Delegierten am 10. Mai 1922 in Strassburg abgeschlossenen Vereinbarung und des dazu gehörenden Protokolls vom gleichen Tage *) geregelt werden. Die Deutsche Regierung erklärt, dass sie die Unterhaltung der regulierten Strecke auf ihrem Staatsgebiet auf ihre Kosten übernimmt.

Artikel 4.

Beide Regierungen stellen fest, dass die Zentralkommission für die Rheinschiffahrt in ihrem Beschluss vom 29. April 1925 die Genehmigung des Regulierungsentwurfs unter der Bedingung erteilt hat, dass die Schweiz und Deutschland sich durch ein Abkommen verpflichten, die nötigen Massnahmen zu ergreifen, damit die Schiffahrt während der Ausführung der Regulierungsarbeiten durch diese keine nennenswerte Behinderung erfährt.

Sie kommen daher überein, diese Verpflichtung zu übernehmen und deren Erfüllung durch entsprechende Anweisung der verantwortlichen Bauleitung sicherzustellen.

Artikel 5.

Beide Regierungen stellen fest, dass die Zentralkommission für die Rheinschiffahrt in demselben Beschluss die Genehmigung des Regulierungsentwurfs unter der weiteren Bedingung erteilt hat, dass in dem gedachten Abkommen auch die Verpflichtung übernommen werde, alle schädlichen Folgen, die für den bereits regulierten Teil der Wasserstrasse

---

*) V. N. R. G. 3. s. XX, p. 194.

unterhalb Strassburg durch die Ausführung und das Bestehen der Regulierung oberhalb Strassburg entstehen könnten, zu beheben.

Die Deutsche Regierung erklärt, dass sie diese Verpflichtung auf ihre Kosten übernimmt.

Artikel 6.

Die Schweizerische und die Deutsche Regierung sind darüber einig, dass im Zusammenhang mit der Regulierung des Rheins von Strassburg/Kehl bis Istein die Ausführung des Grossschiffahrtsweges von Basel bis zum Bodensee zu erstreben ist.

Beide Regierungen kommen überein, dass, sobald die wirtschaftlichen Verhältnisse die Ausführung des Unternehmens möglich erscheinen lassen, der Schweizerische Bundesrat mit der Badischen Regierung einen Vertrag abschliessen wird, durch den insbesondere eine angemessene Kostenbeteiligung der Schweiz, die Fristen der Ausführung des Unternehmens und seine technische und administrative Förderung festgesetzt werden.

Um die Erstellung eines Grossschiffahrtsweges zu fördern, sagt der Schweizerische Bundesrat zu:

1. die Verhandlungen betreffend die Erteilung neuer Konzessionen für Kraftwerke zwischen Basel und Bodensee nach den bisherigen Grundsätzen gemeinsam mit der Badischen Regierung zu führen und möglichst zu beschleunigen;
2. die bisher im Interesse der Grossschiffahrt üblich gewordenen Auflagen auch bei Erteilung neuer Konzessionen im Einvernehmen mit der Badischen Regierung zu erlassen;
3. die Ausführung der Kraftwerke zu erleichtern, insbesondere auch in der Bewilligung der Ausfuhr für schweizerische Kraftanteile, die ausserhalb der Schweiz eine günstigere Verwendung finden können, Entgegenkommen zu zeigen, soweit die Rücksicht auf die nationalen Interessen der Schweiz ein solches Entgegenkommen erlaubt, und sofern hiervon die Erstellung der Kraftwerke abhängen sollte.

Artikel 7.

Dieser Vertrag soll sobald wie möglich ratifiziert werden.

Er tritt mit dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten diesen Vertrag in zwei Ausfertigungen unterzeichnet.

Geschehen zu Bern, am 28. März 1929.

gez. *Herold.* gez. *Seeliger.*
gez. *E. Payot.* gez. *Koenigs.*
gez. *Strickler.* gez. *Hoebel.*
gez. *Fuchs.*

59.

ALLEMAGNE, FRANCE, SUISSE.

Protocole des négociations ayant pour objet de régler les modalités de la collaboration technique et administrative de l'Allemagne, de la France et de la Suisse pour l'exécution des travaux de régularisation du Rhin entre Strasbourg/Kehl et Istein; signé à Genève, le 18 décembre 1929.*)

Eidgenössische Gesetzsammlung 1930, No. 20. — Recueil des lois fédérales (suisses) 1930. No. 20.

Die Vertreter der Deutschen, Französischen und Schweizerischen Regierung, nämlich:

für Deutschland:

die Herren Seeliger, Hoebel, Fuchs, Spiess;

für Frankreich:

die Herren Albert Mahieu, Silvain Dreyfus, F. Herrenschmidt;

für die Schweiz:

die Herren Herold, Payot, Strickler;

waren in der Zeit vom 4. bis 18. November 1929 in Strassburg und vom 15. bis 18. Dezember 1929 in Genf versammelt, um den Wortlaut der Abmachungen auszuarbeiten, die durch den Beschluss der Zentralkommission für die Rheinschiffahrt vom 29. April 1925 (Abschnitt I, 3) vorgesehen sind, und welche die Art und Weise der technischen und behördlichen Zusammenarbeit ihrer Länder bei der Ausführung der Arbeiten für die Regulierung des Rheins zwischen Strassburg/Kehl und Istein regeln sollen.

Die genannten Vertreter haben sich über die nachstehenden Bestimmungen geeinigt und sind übereingekommen, ihren Regierungen zu empfehlen, diese Bestimmungen möglichst bald anzunehmen und die Annahme sich durch gegenseitigen Notenwechsel bekanntzugeben:

Artikel 1.

Deutschland und die Schweiz werden die Regulierung des Rheins von Strassburg/Kehl bis Istein nach Massgabe des von der Zentralkommission für die Rheinschiffahrt (Beschluss vom 29. April 1925) genehmigten Entwurfs ausführen. Frankreich wird diesem Unternehmen seinen technischen und behördlichen Beistand leisten.

Artikel 2.

1. Die Arbeiten werden nach einem Bauprogramm durchgeführt, das dem Abschnitt I, Ziffer 1, des in Artikel 1 erwähnten Beschlusses ent-

---

*) Entré en vigueur le 19 mai 1930.

spricht. Sie werden an zwei Punkten gleichzeitig begonnen: 1. bei Strassburg/Kehl, bad.-km 125,5/fr.-km 127,4, und 2. bei Hartheim, bad.-km 45,5/frz. km 47,5. Die Arbeiten werden von Strassburg aus stromaufwärts, von Hartheim aus gleichzeitig stromaufwärts bis zu der Isteiner Schwelle, und stromabwärts bis zum Anschluss an die von Strassburg ausgehenden Arbeiten fortgesetzt.

2. Die jährlich in Angriff zu nehmenden Baustrecken können in jedem der drei Bauabschnitte bis zu je 12 km Länge ausgedehnt werden. Indessen können Teile dieser Strecken, in denen die augenblickliche Gestalt der Sohle für die Ausführung ungünstig ist, für die folgenden Jahre zur Verbauung zurückgestellt werden.

3. Sollten im Laufe der Arbeiten nach Massgabe der beim Bau gemachten Erfahrungen erhebliche Änderungen oder Ergänzungen am Bauprojekt notwendig werden, so hat die durch Artikel 7 eingesetzte Baukommission, vorbehaltlich der Zustimmung der Zentralkommission für die Rheinschiffahrt, hierüber zu beschliessen.

4. Es herrscht Einverständnis darüber, dass bei der Ausführung der Arbeiten streng nach wirtschaftlichen Grundsätzen vorgegangen werde und der jährliche Baufortschritt möglichst gross sein soll.

Artikel 3.

Die zur Regulierung gehörenden Arbeiten umfassen:

a) die Herstellung des Niederwasserbettes von Strassburg/Kehl bis zur Isteiner Felsenschwelle,

b) die infolge der Regulierung etwa notwendig werdende Verlegung der Mündungen von Seitengewässern und die sonstigen Veränderungen oder Sicherungen der Ufer,

c) gegebenenfalls die Anpassung der festen Brücken, ausser wenn diese Anpassung hauptsächlich durch die Entwicklung des Verkehrs, nicht aber durch die sich aus der Regulierung ergebenden Veränderungen der Fahrwasserrinne notwendig wird.

Artikel 4.

1. Bei der Anordnung der Regulierungswerke wird auf die bestehenden Anlagen tunlichst Rücksicht genommen werden. Die Fahrwasserrinne wird mit dem Auslaufkanal des Kembser Werkes und der vorgesehenen Mündung des Strassburger Hafens verbunden. Es werden alle notwendigen Massnahmen getroffen, um die Zu- und Ableitungskanäle wirksam zu erhalten.

2. Ausserdem wird im Interesse der Schiffahrt eine Vereinbarung darüber angestrebt, dass die vorläufigen Auslaufkanäle des elsässischen Seitenkanals später so gut wie möglich an die Fahrwasserrinne angeschlossen werden.

3. Die Anpassung von Häfen, Landungsanlagen und Fähren, die im Zusammenhange mit der Regulierung notwendig werden könnte, bleibt Aufgabe der Uferstaaten, die Anpassung der Schiffbrücken Aufgabe der Eigentümer.

Artikel 5.

1. Die Ausführung der Regulierungsarbeiten wird der Badischen Wasser- und Strassenbaudirektion in Karlsruhe (Bauleitung) übertragen.

2. Die Bauleitung stellt das Personal ein, schafft die Einrichtungen für den Baubetrieb an und kauft die Baustoffe. Sie besorgt das Rechnungswesen und stellt die Abrechnung auf.

Artikel 6.

In Erfüllung der gemäss Abschnitt I, Ziffer 2a, des Beschlusses der Zentralkommission für die Rheinschiffahrt vom 29. April 1925 von Deutschland und der Schweiz übernommenen Verpflichtung wird die Bauleitung die Aufgabe übertragen, dafür zu sorgen, dass die Schiffahrt während der Ausführung der Regulierungsarbeiten nicht nennenswert behindert wird.

Artikel 7.

1. Die Geschäfte technischer und administrativer Art, die sich auf die Ausführung der Regulierung beziehen, werden durch eine Baukommission wahrgenommen. Diese besteht aus sechs Mitgliedern, von denen jeder Staat zwei ernennt. Sie tritt mindestens einmal jährlich zusammen. Jeder Staat übernimmt die Kosten für seine Vertretung.

2. Die Baukommission hat die Aufgabe, die von der Bauleitung für die Arbeit im ganzen und deren einzelnen Teile vorzulegenden Bauprogramme zu genehmigen, die Ausführung der Arbeiten zu überwachen, in den im dritten Absatz des Artikels 2 vorgesehenen Fällen zu entscheiden, den Regierungen periodisch über den Gang der Arbeiten sowie über die Einhaltung der Termine Bericht zu erstatten und die fertigen Baustrecken abzunehmen.

3. Die Beschlüsse der Baukommission werden mit Einstimmigkeit gefasst. Ihre Tätigkeit wird im einzelnen durch eine Geschäftsordnung geregelt, die sie selbst aufstellt und den beteiligten Regierungen zur Genehmigung unterbreitet. *)

4. Wenn die Einstimmigkeit nicht erreicht werden kann, wird der Präsident des Ständigen Internationalen Gerichtshofes von der Baukommission gebeten werden, einen Ingenieur zu bestimmen, der endgültig über die Punkte entscheiden wird, über die eine Übereinstimmung nicht erzielt werden konnte; soweit als möglich sollen Angehörige verschiedener Staaten mit Ausnahme der Angehörigen der beteiligten Staaten abwechselnd bestimmt werden.

5. Die Aufgabe der Baukommission wird beendet sein, wenn alle Regulierungswerke in die Unterhaltung der Uferstaaten übernommen sind, wie es in nachstehendem Artikel 9 vorgesehen ist.

Artikel 8.

1. Die Geschäfte finanzieller Art, die sich auf die Ausführung der Regulierung beziehen, werden durch einen Finanzausschuss wahr-

*) V. le Règlement du 23 septembre 1930 (Eidgnössische Gesetzsammlung 1931, p. 185; Recueil des lois fédérales 1931, p. 189).

genommen. Dieser besteht aus vier Mitgliedern, von denen Deutschland und die Schweiz je zwei ernennen. Er tritt mindestens einmal jährlich zusammen. Jeder der beiden Staaten übernimmt die Kosten für seine Vertretung.

2. Der Finanzausschuss stellt der Bauleitung auf Anforderung die notwendigen Mittel zur Verfügung, überwacht deren Verwendung und gibt Richtlinien für das Rechnungswesen. Er erstattet den beiden Regierungen periodisch Bericht über den Stand der Baumittel und die Einhaltung des Voranschlages.

3. Die Beschlüsse des Finanzausschusses werden mit Einstimmigkeit gefasst. Seine Tätigkeit wird im einzelnen durch eine Geschäftsordnung geregelt, die er selbst aufstellt und den beiden Regierungen zur Genehmigung unterbreitet. *)

Artikel 9.

1. Sobald eine Strecke auf eine Länge von mindestens 5 km fertiggestellt ist, wird die Baukommission die Arbeiten auf dieser Strecke abnehmen.

2. Nach einer Frist von drei Jahren wird, sofern die Bauwerke genügend Widerstandsfähigkeit gezeigt haben, jeder Uferstaat die auf seinem Hoheitsgebiet gelegenen Werke übernehmen und gleichzeitig mit ihrer Unterhaltung beginnen.

3. Die zuständigen Behörden der beiden Uferstaaten werden jedes Jahr über die für die Unterhaltung der Bauten notwendigen Massnahmen verhandeln.

4. Frankreich erhält von Deutschland und der Schweiz als Beitrag für diese Unterhaltung einen Zuschuss insoweit, als der wirkliche Unterhaltungsaufwand die jährlichen normalen Ausgaben übersteigt, die auf 10,000 französische Franken für den Kilometer der ausgebauten und in Unterhaltung genommenen Strecken festgesetzt sind. Dieser Betrag ist auf der Grundlage des Index für die Lebenshaltung in Frankreich im Jahre 1929 berechnet und wird entsprechend diesem Index geändert werden.

5. Es herrscht indessen Einverständnis darüber, dass, wenn während eines oder mehrerer Jahre die von Frankreich geleisteten Ausgaben unter dem genannten Normalbetrag bleiben, Frankreich, bevor es in den folgenden Jahren Deutschland und die Schweiz für diese Unterhaltung finanziell in Anspruch nimmt, die den Normalbetrag übersteigenden, für die Unterhaltung notwendigen Kosten bis zu der jährlichen Höhe von mindestens einem Zehntel des Normalbetrages zu seinen Lasten übernimmt, und zwar so lange, als die etwa entstandenen Ersparnisse nicht vollständig aufgebraucht sein werden.

6. Sobald Frankreich gemäss Absatz 2 dieses Artikels sämtliche auf seinem Hoheitsgebiet gelegenen Regulierungswerke übernommen haben wird, geht die Unterhaltung dieser Werke ausschliesslich zu seinen Lasten.

*) V. le Règlement du 20 janvier 1931 (Eidgenössische Gesetzsammlung 1931, p. 187; Recueil des lois fédérales 1931, p. 191).

Artikel 10.

1. Um die Ausführung des Abschnittes I, Ziffer 2b, des Beschlusses der Zentralkommission für die Rheinschiffahrt vom 29. April 1925 sicherzustellen, und gegebenenfalls die schädlichen Folgen bestimmen zu können, welche für die bereits regulierte Strecke unterhalb Strassburg durch die Ausführung und das Bestehen der Regulierungsarbeiten oberhalb Strassburg entstehen könnten, wird der Zustand des Flussbettes unterhalb Strassburg bei Beginn der Arbeiten in dem erforderlichen Umfang dadurch festgestellt, dass Querschnitte im Abstand von je etwa 100 m in Verbindung mit Längsschnitten an jedem Ufer und verschiedene Wasserspiegellinien aufgenommen werden. Ausserdem wird der Zustand der Regulierungsbauwerke aufgenommen werden. Diese Aufnahmen erfolgen auf Kosten des Unternehmens und unter Aufsicht der Baukommission. Das Ergebnis wird in einer Beschreibung mit den zugehörigen Plänen zusammengefasst und den Regierungen der beteiligten Staaten zur Anerkennung vorgelegt.

2. Die Aufnahmen werden erneuert, sobald eine der drei die Baukommission bildenden Delegationen es für notwendig erachtet.

3. Die Baukommission hat die nach Abs. 1 dieses Artikels in Betracht kommenden Schäden festzustellen und die Massnahmen für deren Ausbesserung zu bestimmen.

4. Nach Beendigung der Aufgabe der Baukommission wird die Ausführung der Aufnahmen, die Feststellung der Schäden und die Bestimmung der Wiederherstellungsmassnahmen an die Verwaltungen der Uferstaaten der Stromstrecke zwischen Strassburg und Sonderheim übergehen. Jede dieser Verwaltungen wird von der anderen über das Programm der Massnahmen, deren Ausführung einen unmittelbaren Einfluss auf die auf ihrem Hoheitsgebiet gelegenen Strom- und Uferstrecken haben könnte, Mitteilung erhalten, damit sie auf die für beide Länder zuträglichste Art ausgeführt werden. Die genannten Verwaltungen werden sich über die bei der Durchführung der oben erwähnten Arbeiten sich ergebenden Fragen verständigen.

5. Die Meinungsverschiedenheiten, die sich aus der Anwendung des vorhergehenden Absatzes ergeben könnten, werden der Zentralkommission für die Rheinschiffahrt im Rahmen der geltenden Verträge und Übereinkommen unterbreitet.

Artikel 11.

Die deutsche, französische und schweizerische Regierung werden druch eine Vereinbarung ein besonderes Verfahren bestimmen für die Feststellung der Höhe etwaiger anderer als der in Artikel 10 genannten Schäden, die durch die Ausführung der Regulierungsarbeiten verursacht und zu deren Ersatz die diese Arbeiten ausführenden Staaten verpflichtet sind.

Artikel 12.

In Ausführung von Abschnitt I, Ziffer 3, des Beschlusses der Zentralkommission für die Rheinschiffahrt vom 29. April 1925 verpflichten

sich die Uferstaaten, die Ausführung der Regulierungsarbeiten durch folgende Vergünstigungen nach besten Kräften zu erleichtern:

a) Unterstützung der Bauleitung bei ihrem Verkehr mit den Verwaltungsbehörden, insbesondere bei Durchführung etwaiger Verfahren, die nach den Landesgesetzen und -verordnungen erforderlich werden;

b) unentgeltliche Benützung von öffentlichem Gelände zur Lagerung von Baustoffen, zur Errichtung von Werkplätzen und zur vorübergehenden Aufstellung von Baracken, in einer mit der sonstigen Benützungsart in Einklang stehenden Weise. Die Entwürfe für die Baueinrichtungen auf diesem Gelände bedürfen der Zustimmung der beteiligten Verwaltungen. Die Plätze müssen je nach der Fertigstellung der Arbeiten wieder instand gesetzt werden;

c) das Unternehmen kann die notwendigen Baustoffe aus dem öffentlichen Gelände auf Grund besonderer Genehmigungen entnehmen, die von den beteiligten Verwaltungen unter den gleichen Bedingungen erteilt werden wie den Unternehmern öffentlicher Arbeiten und insbesondere zu den üblichen Gebühren;

d) die Geräte und Betriebseinrichtungen der Verwaltung werden dem Unternehmen zur Verfügung gestellt, soweit es der normale Dienstbetrieb zulässt, gegen Erstattung der entstehenden tatsächlichen Ausgaben, zuzüglich der Kosten für Unterhaltung und Abschreibung;

e) die Erleichterungen, welche die Verwaltungen auf Grund der in Kraft befindlichen gesetzlichen Bestimmungen und Verordnungen für die Entnahme von Faschinenholz, Steinen und anderen Baustoffen geniessen, werden dem Unternehmen zugebilligt;

f) das bei den Arbeiten verwendete Personal kann auf dem Rhein und den Ufern bis auf eine Entfernung von 50 m hinter der Kante des Korrektionsufers vorbehaltlich der notwendigen polizeilichen Massnahmen frei verkehren.

Artikel 13.

1. Bei der Einstellung des für die Bauarbeiten notwendigen Personals wird die Bauleitung nach Massgabe des Angebots geeigneter Arbeitskräfte (Angestellte und Arbeiter) Angehörige der drei beteiligten Staaten annehmen.

2. Die Bauleitung wird bei der Einstellung dieses Personals den Angehörigen des Staates, auf dessen Hoheitsgebiet das Personal beschäftigt werden soll, in angemessenem Umfange den Vorzug geben und zu diesem Zweck sich an die öffentlichen Arbeitsämter wenden.

3. Die Arbeitsbedingungen sollen den geltenden gesetzlichen und sonstigen Bestimmungen entsprechen, die auf den betreffenden Arbeitsstellen bei Ausführung öffentlicher Arbeiten auf Rechnung des Staates Anwendung finden.

Artikel 14.

Unter dem Vorbehalt der Bestimmungen des Artikels 9 werden die Uferstaaten während der Ausführung der Bauarbeiten auf ihre Kosten die Ufer und das Flussbett weiterhin unterhalten, soweit diese Unter-

haltung nicht durch die Ausführung oder das Bestehen der Regulierung notwendig sein wird.

Artikel 15.

1. Sofern zwischen den drei beteiligten Staaten über die Auslegung oder Anwendung dieser Vereinbarung ein Streitfall entsteht, wird dieser, falls er nicht innerhalb einer angemessenen Frist auf diplomatischem Wege erledigt worden ist, der Kammer des Internationalen Gerichtshofs unterbreitet, die nach Artikel 29 des Statuts dieses Gerichtshofes *) zur Entscheidung im summarischen Verfahren zuständig ist. Auf Verlangen einer der Parteien ist jedoch der Streitfall dem in Vollversammlung tagenden Ständigen Internationalen Gerichtshof zu unterbreiten.

2. Die Parteien können ferner vereinbaren, den Streitfall einem nach Massgabe von Artikel 45 des Haager Abkommens vom 18. Oktober 1907 zur friedlichen Erledigung internationaler Streitfälle **) zu bildenden Schiedsgericht zu unterbreiten.

Artikel 16.

1. Diese Bestimmungen treten in Kraft, sobald sie von den drei beteiligten Regierungen genehmigt sein werden.

2. Jede Regierung wird den beiden anderen von ihrer Genehmigung Kenntnis geben. Die Deutsche Regierung wird feststellen, dass die entsprechenden Mitteilungen erfolgt sind und wird darüber die beiden anderen Regierungen unter Angabe des Zeitpunktes des Inkrafttretens dieser Bestimmungen verständigen.

Gegeben in drei Ausfertigungen je in deutscher und französischer Sprache.

Genf, den 18. Dezember 1929.

(sig.:) *Seeliger.* (sig.:) *Dreyfus.* (sig.:) *Herold.*
Hoebel.
Spiess.

Les représentants des Gouvernements Allemand, Français et Suisse, savoir:

pour l'Allemagne:

MM. Seeliger, Hoebel, Fuchs, Spiess;

pour la France:

MM. Albert Mahieu, Silvian Dreyfus, F. Herrenschmidt;

pour la Suisse:

MM. Herold, Payot, Strickler;

se sont réunis du 4 au 18 novembre 1929 à Strasbourg et du 15 au 18 décembre 1929 à Genève en vue d'élaborer l'arrangement prévu par la résolution de la commission centrale pour la navigation du Rhin du 29 avril 1925 (chapitre I, 3°) et destiné à régler les modalités de la

*) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 869.
**) V. N. R. G. 3. s. III, p. 390.

collaboration technique et administrative de leurs pays pour l'exécution des travaux de régularisation du Rhin entre Strasbourg et Istein.

Lesdits représentants sont tombés d'accord sur les dispositions suivantes et sont convenus de recommander à leurs Gouvernements respectifs de les adopter le plus tôt possible et de se notifier réciproquement leur approbation:

Article premier.

L'Allemagne et la Suisse exécuteront la régularisation du Rhin de Strasbourg/Kehl à Istein, conformément au projet approuvé par la commission centrale pour la navigation du Rhin (résolution du 29 avril 1925). La France prêtera à cette entreprise son concours technique et administratif.

Article 2.

1. Les travaux seront exécutés d'après un programme conforme aux dispositions du chapitre I, chiffre 1, de la résolution mentionnée à l'Article premier. Ils seront entrepris sur deux points à la fois: 1° Aux environs de Strasbourg-Kehl, à partir du km bad. 125,5 km fr. 127,4, et 2° aux environs de Hartheim, à partir du km bad. 45,5 km fr. 47,5. A partir de Strasbourg, les travaux seront exécutés progressivement vers l'amont; à partir de Hartheim, ils seront poussés à la fois vers l'amont jusqu'au seuil d'Istein et vers l'aval jusqu'à leur jonction aux travaux entrepris sur la section de Strasbourg.

2. Dans chacune des trois section d'aménagement, les tronçons à mettre en chantier pourront atteindre une longueur de 12 km par an. Si toutefois, dans certaines parties de ces tronçons, la configuration du lit du fleuve se révélait momentanément défavorable à l'exécution des travaux, l'aménagement de ces parties pourra être renvoyé aux années suivantes.

3. Si les expériences faites au cours des travaux exigent que le projet d'exécution subisse des modifications ou additions d'une certaine importance, il appartiendra à la commission des travaux instituée par l'Article 7 de statuer, sour réserve d'approbation par la commission centrale pour la navigation du Rhin.

4. Il est bien entendu que les travaux seront exécutés selon les règles de la plus stricte économie et que, chaque année, ils seront avancés autant que possible.

Article 3.

Les travaux de régularisation comprennent:

a) l'aménagement du lit d'étiage entre Strasbourg-Kehl et la barre rocheuse d'Istein;

b) le déplacement de l'embouchure des affluents, si les travaux de régularisation l'exigent ainsi que toutes autres modifications ou défenses de berges;

c) l'adaptation éventuelle des ponts fixes, en dehors des cas où cette adaptation serait nécessitée principalement par le développement du

trafic et non par les modifications du chenal résultant de la régularisation.

Article 4.

1. Dans la disposition des ouvrages de régularisation, on tiendra compte, autant que possible, des ouvrages existants. Le chenal navigable sera raccordé au canal de fuite de l'usine de Kembs et à l'entrée projetée du port de Strasbourg. On prendra toutes mesures nécessaires pour maintenir le fonctionnement des canaux d'alimentation et de décharge existants.

2. On s'attachera, en outre, dans l'intérêt de la navigation, à réaliser une entente en vue de permettre ultérieurement un raccordement, aussi facile que possible, des canaux de fuite provisoires du grand canal d'Alsace avec le chenal navigable.

3. L'adaptation des ports, débarcadères et bacs, que les travaux de régularisation pourraient rendre nécessaire, incombera aux Etats riverains; l'adaptation des ponts de bateaux incombera aux propriétaires de ces ponts.

Article 5.

1. L'exécution des travaux de régularisation sera confiée à la Badische Wasser- und Strassenbaudirektion, à Karlsruhe, appelée Direction des travaux.

2. La Direction des travaux engage le personnel, se procure les installations de chantier et achète les matériaux de construction. Elle assume le service de comptabilité et établit les règlements de comptes.

Article 6.

En exécution de l'engagement pris par l'Allemagne et la Suisse au chapitre I, chiffre 2a, de la résolution de la commission centrale pour la navigation du Rhin du 29 avril 1925, la Direction des travaux sera chargée de prendre les dispositions nécessaires pour que la navigation ne subisse aucune gêne appréciable pendant l'exécution des travaux de régularisation.

Article 7.

1. L'expédition des affaires de nature technique et administrative relatives à l'exécution des travaux de régularisation incombe à une commission des travaux. Celle-ci est composée de six membres, chaque Etat Contractant en désignant deux. Elle se réunit au moins une fois par année. Chaque Etat Contractant prend à sa charge les frais de sa délégation.

2. Il appartient à la commission des travaux d'approuver les programmes d'exécution que lui soumet la Direction des travaux pour l'ensemble et les différentes étapes de la régularisation, de surveiller l'exécution des travaux, de statuer dans les cas prévus au troisième alinéa de l'Article 2, de présenter aux Gouvernements intéressés des rapports périodiques sur la marche des travaux, ainsi que sur l'observation des délais, et de procéder au récolement des tronçons aménagés.

3. Les décisions de la commission des travaux sont prises à l'unanimité. La commission fixera elle-même le détail de son organisation dans un règlement qu'elle soumettra à l'approbation des Etats Contractants. *)

4. Si l'unanimité ne peut être obtenue, le président de la cour permanente de justice internationale sera prié par la commission de désigner un ingénieur qui statuera définitivement sur les points au sujet desquels l'accord n'aura pas été réalisé. Cette désignation devra autant que possible porter successivement sur des ressortissants d'Etats différents, à l'exclusion toutefois des ressortissants des Etats Contractants.

5. La mission de la commission des travaux prendra fin lorsque la totalité des ouvrages aura été prise en charge pour l'entretien par les Etats riverains comme il est prévu à l'Article 9 ci-après.

Article 8.

1. L'expédition des affaires financières relatives à l'exécution des travaux de régularisation est confiée à un comité des finances. Celui-ci est composé de quatre membres, dont deux sont désignés par l'Allemagne et deux par la Suisse. Il se réunit au moins une fois par année. Chacun des deux Etats prend à sa charge les frais de sa délégation.

2. Sur demande, le comité des finances met les fonds nécessaires à la disposition de la Direction des travaux, en surveille l'emploi et donne les directives pour le service de comptabilité. Il présente aux deux Gouvernements des rapports périodiques sur la situation financière et le respect des prévisions du devis.

3. Les décisions du comité des finances sont prises à l'unanimité. Le comité fixera lui-même le détail de son organisation dans un règlement qu'il soumettre à l'approbation des deux Gouvernements. **)

Article 9.

1. Dès qu'un tronçon sera aménagé sur une longueur d'au moins 5 kilomètres, la commission des travaux procédera au récolement des travaux sur ce tronçon.

2. Après un délai de trois années, et si pendant ce délai les ouvrages ont fait preuve d'une solidité satisfaisante, l'Etat sur le territoire duquel ils se trouvent en prendra possession et commencera, en même temps, à en assumer l'entretien.

3. Les autorités compétentes des deux Etats riverains conféreront chaque année au sujet des mesures nécessaires pour l'entretien des ouvrages.

4. La France recevra de l'Allemagne et de la Suisse, à titre de fonds de concurs pour cet entretien, une contribution égale à l'excédent des dépenses réelles de travaux par rapport à un contingent normal annuel fixé à 10,000 francs français par kilomètre de section régularisée

---

*) V. ci-dessus, p. 638, note *).
**) V. ci-dessus, p. 639, note *).

et remise à l'entretien. Ce contingent est calculé sur la base de l'index du coût de la vie en France pour 1929, et variera comme cet index.

5. Il est entendu toutefois que si, pendant une ou plusieurs années, les dépenses effectuées par la France se trouvent inférieures audit contingent normal, la France, avant de faire appel, les années suivantes, pour cet entretien, au concurs financier de l'Allemagne et de la Suisse, prendra à sa charge le supplément de dépenses d'entretien qui serait nécessaire, en sus du contingent normal, jusqu'à concurrence, pour chaque année, d'un dixième au moins de ce contingent, aussi longtemps que les économies qu'elle aurait réalisées n'auront pas été entièrement absorbées.

6. Lorsque la France aura pris possession, conformément à l'alinéa 2 du présent Article, de la totalité des ouvrages compris dans les travaux de régularisation et situés sur son territoire, elle prendra intégralement à sa charge l'entretien de ces ouvrages.

Article 10.

1. En vue d'assurer l'exécution du chapitre I, chiffre 2b, de la résolution de la commission centrale pour la navigation du Rhin 29 avril 1925 et de déterminer, le cas échéant, les conséquences dommageables qui résulteraient pour la partie de la voie navigable déjà régularisée en aval de Strasbourg de l'exécution et de la réalisation des travaux de régularisation en amont de Strasbourg, on relèvera, au début des travaux et dans la mesure nécessaire, l'état du lit du fleuve en aval de Strasbourg, en faisant des levés de profils en travers espacés d'environ 100 mètres et des levés de profils en long de chaque rive, ainsi que des différents niveaux du fleuve; on relèvera en outre l'état des ouvrages de régularisation. Ces levés seront exécutés aux frais de l'entreprise et sous la surveillance de la commission des travaux. Le résultat en sera consigné dans un rapport, avec plans à l'appui, et soumis à l'approbation des Gouvernements des Etats Contractants.

2. Ces levés seront renouvelés lorsque l'une des trois délégations à la commission des travaux le jugera nécessaire.

3. Il appartiendra à la commission des travaux de constater les conséquences dommageables visées à l'alinéa 1 ci-dessus et de déterminer les mesures à prendre pour y remédier.

4. Après l'achèvement de la mission confiée à la commission des travaux, l'exécution des levés, la contestatation des dommages et la détermination des mesures à prendre pour y remédier incomberont aux administrations des Etats riverains du fleuve entre Strasbourg et Sonderheim. Chacune de ces administrations recevra de l'autre communication du programme des mesures dont l'exécution pourrait avoir une influence directe sur les parties du fleuve ou de ses rives situées dans le territoire de son pays, afin qu'elles soient exécutées de la manière la plus convenable pour les deux pays. Lesdites administrations s'entendront sur les questions qui pourraient s'élever à l'occasion des travaux susvisés.

5. Les contestations qui pourraient s'élever au sujet de l'application de l'alinéa précédent seront portées devant la commission centrale pour la navigation du Rhin agissant dans les conditions prévues par les traités et conventions en vigueur.

Article 11.

Les Gouvernements Allemand, Français et Suisse détermineront d'un commun accord une procédure spéciale pour la fixation, le cas échéant, du montant des dommages, autres que ceux qui sont visés à l'Article 10 ci-dessus, qui viendraient à être causés par l'exécution des travaux de régularisation et pour lesquels les Etats qui exécutent ces travaux devraient indemnité.

Article 12.

En exécution du chapitre I, chiffre 3, de la résolution de la commission centrale pour la navigation du Rhin du 29 avril 1925, les Etats riverains s'engagent à faciliter de leur mieux l'exécution des travaux de régularisation en concédant les avantages suivants:

a) la Direction des travaux est assurée du concours des autorités administratives dans ses rapports avec ces autorités et notamment en cas de procédure requise par les lois ou ordonnances du pays;

b) l'entreprise pourra occuper gratuitement les terrains du domaine public nécessaires à l'entreposage des matériaux, à l'aménagement des chantiers et à l'établissement des baraques provisoires dans la mesure compatible avec l'usage auquel ces terrains sont destinés; les projets d'installation sur ces terrains devront être soumis à l'approbation des administrations intéressées; les lieux devront être remis en état au fur et à mesure de l'achèvement des travaux;

c) l'entreprise pourra extraire les matériaux nécessaires dans les dépendances du domaine public moyennant les autorisations qui seront délivrées par les administrations intéressées dans les mêmes conditions qu'aux entrepreneurs de travaux publics et moyennant notamment les redevances habituelles;

d) le matériel et l'outillage des administrations seront mis à la disposition de l'entreprise dans la mesure compatible avec l'exploitation normale du service, moyennant le paiement des dépenses réelles majorées des dépenses d'entretien et d'amortissement;

e) les facilités dont disposent les administrations en vertu de la législation et de la réglementation en vigueur pour l'approvisionnement en bois de fascinage et l'extraction de pierres et autres matériaux seront accordées à l'entreprise;

f) le personnel employé aux travaux pourra circuler librement sur le Rhin et sur les rives jusqu'à une distance de 50 mètres en arrière de la crête de la digue de correction sous réserve des mesures de police nécessaires.

Article 13.

1. En vue du recrutement du personnel nécessaire à l'exécution des travaux, la Direction des travaux engagera des ressortissants de chacun des trois Etats Contractants d'après les offres qu'elle recevra de personnes qualifiées (employés et ouvriers).

2. La Direction des travaux devra recruter ce personnel en donnant la priorité, dans une mesure équitable, aux ressortissants de l'Etat sur le territoire duquel ce personnel sera employé et en s'adressant aux offices publics de placement.

3. Les conditions du travail du personnel seront conformes aux lois et règlements qui, dans la région des travaux, seront applicables aux marchés de travaux publics exécutés pour le compte de l'Etat.

Article 14.

Sous réserve des dispositions de l'Article 9, les Etats riverains continueront, pendant la durée des travaux, à entretenir à leurs frais les rives et le lit du fleuve dans la mesure où cet entretien ne serait pas rendu nécessaire par l'exécution ou la réalisation de la régularisation.

Article 15.

1. Si un litige vient à s'élever entre les trois Etats contractants au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent accord, il sera soumis, au cas où il n'aurait pas été réglé dans un délai raisonnable par la voie diplomatique, à la chambre de la Cour pérmanente de justice internationale appelée, aux termes de l'Article 29 du statut de la Cour,*) à statuer en procédure sommaire. Toutefois, à la requête de l'une des parties, le litige sera soumis à la Cour de justice siégeant en séance plénière.

2. Les parties pourront également convenir de soumettre le litige à un Tribunal arbitral constitué conformément à l'Article 45 de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907**) pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 16.

1. Les présentes dispositions entreront en vigueur dès qu'elles auront été approuvées par les trois Gouvernements intéressés;

2. Chaque Gouvernement notifiera son approbation aux deux autres. Le Gouvernement Allemand constatera que toutes ces notifications ont été faites et il en fera part aux deux autres Gouvernements en indiquant la date de l'entrée en vigueur des présentes dispositions.

Fait en trois exemplaires, chacun en allemand et en français.

Genève, le 18 décembre 1929.

Seeliger. *S. Dreyfus.* *Herold.*
Hoebel.
Spiess.

---

*) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 869.
**) V. N. R. G. 3. s. III, p. 390.

PUBLICATION DE L'INSTITUT DE DROIT PUBLIC
COMPARÉ ET DE DROIT DES GENS.

NOUVEAU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS

PAR

Heinrich Triepel

Conseiller intime de justice

Professeur de droit public à l'Université de Berlin.

TROISIÈME SÉRIE.

TOME XXIV.

TROISIÈME LIVRAISON.



LEIPZIG

LIBRAIRIE THEODOR WEICHER

1931

60.

ETAT SERBE-CROATE-SLOVÈNE, NORVÈGE.

Echange de Notes concernant la validité de la Convention de commerce conclue avant la guerre entre la Norvège et la Serbie; du 1er février au 7 septembre 1923.

Overenskomster med fremmede stater 1923, No. 9.

Legation of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, London.

The Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary for the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes presents his compliments to the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary for Norway, and has the honour to ask that he may be informed whether the Government of Norway recognises the Treaty of Commerce concluded with the Kingdom of Serbia, before the war,*) as being applicable now to the whole of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, or as relating only to that part of the Kingdom which comprised the late Kingdom of Serbia.

Dr. Gavrilovic would also be pleased to know whether the Norwegian Government has prolonged the Treaty and, if so, from which date.

1st February 1923.

Norwegian Legation.

The Norwegian Minister presents his compliments to the Minister for the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and, in further reply to His Excellency's Note of February the 1st last (No. 37), has the honour, by order of his Government, to state:

The Royal Norwegian Government consider the Trade and Navigation Declaration with Serbia of March 9th/February 24th, 1909, valid for the whole of the present Serbian-Croatian-Slovenian Kingdom.

In regard to the question set forth in the second clause of the above named note, whether the Norwegian Government have prolonged the treaty, M. Vogt has been instructed to invite His Excellency's attention to the fact that the said Declaration, which may be denounced on one year's notice, remains in force until it expires after having been so denounced.

---

*) Déclaration du 9 mars/24 février 1909; v. N. R. G. 3. s. V, p. 461.

Monsieur Vogt would be grateful for being informed whether the Government of the Kingdom of the Serbs-Croats and Slovenes share the views thus taken by the Royal Norwegian Government.

London, March 24th, 1923.

Legation of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, London.

7th September 1923.

Monsieur le Ministre,

With reference to your letter of August 14th and previous correspondence concerning the Trade Convention between our two countries I have the honour to inform you that I am now in possession of the following answer from our Foreign Ministry:

„The Trade Convention with Norway is applied by the Royal Government to the whole territory of our Kingdom, and in consequence the clause relating to one year's notice still in force."

I am to apologise again for the delay and have the honour to be, Monsieur le Ministre, with the highest consideration.

C. Fotié, Chargé d'Affaires.

To His Excellency Monsieur B. Vogt,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
for H. M. The King of Norway.

61.

NORVÈGE, FINLANDE.

Arrangement relatif aux informations concernant l'admission des sujets respectifs dans les établissements d'aliénés; réalisé par un Echange de Notes signées à Helsingfors, les 9 mars et 28 avril 1923.

Overenskomster med fremmede stater 1923, No. 9.

1.

Skrivelse fra den norske sendemann i Helsingfors til den finske utenriksminister.

Herr Minister.

Efter anmodning fra min regjering har jeg herved den ære å forespørre hvorvidt den finske regjering er villig til med den norske regjering å avslutte en overenskomst som nedenfor anført angående gjensidig innberetning til vedkommende hjemland om norske sinnssyke som innlegges på asyl i Finnland og om finske sinnssyke som innlegges på asyl i Norge.

Artikkel 1.

Når finsk undersått i Norge innlegges på sinnssykeanstalt, utskrives derfra eller avgår ved døden på anstalten, skal den finske legasjon i Kristiania underrettes derom.

Artikkel 2.

Meddelelser som omhandles i artikkel 1, skal angi den sinnssykeanstalt, hvor den sinnssyke er innlagt, og såvidt mulig inneholde følgende oplysninger om den syke:

1) Navn og fornavn.

2) Fødselsår og fødselsdag samt fødested.

3) Stilling og yrke.

4) Bopel ved innleggelsen.

5) Siste bopel i hjemlandet.

6) Foreldrenes eller, hvis disse er døde, nærmeste slektningers navn og fornavn, tillikemed bopel.

7) Hvis den sinnssyke er gift, ektefellens navn og fornavn samt bopel.

8) Datoen for den sinnssykes innleggelse på anstalten, utskrivningen derfra eller hans dødsdag.

9) Navnet på den person eller embedsmyndighet, på hvis begjæring den sinnssyke er innlagt på anstalten.

10) Hvis den sinnssyke er innlagt på anstalten i henhold til lægeerklæring, datoen for utstedelsen av lægeerklæringen samt lægens navn og hjemsted.

11) Den sinnssykes tilstand, og hvorvidt denne tillater den sykes flytning til hjemlandet, samt opgave over antallet av den til sådan transport nødvendige betjening.

Artikkel 3.

Begjæring som fremsettes av den norske regjering om at sinnssyk finsk undersått må bli mottatt i Finnland skal ledsages av sådan meddelelse som omhandles i artikkel 2.

Artikkel 4.

Når sinnssyk finsk undersått hjemsendes til Finnland, skal der oversendes vedkommende finske myndighet utdrag av den journal vedrørende den syke, som måtte være ført på den sinnssyke anstalt, hvor han har vært innlagt.

Jeg har den ære å tillegge at den norske regjering vil anse overenskomsten for avsluttet såsnart den mottar forsikring om gjensidighet fra den finske regjering.

Jeg ber Dem, Herr Minister, motta forsikringen om min mest utmerkede høiaktelse.

Helsingfors, 9 mars 1923.

Urbye.

Herr I. H. Vennola,
Finlands Utenriksminister, etc. etc. etc.

2.

Skrivelse fra den finske utenriksminister til den norske sendemann.

(Oversettelse.)

Ministeriet for Utenrikske anliggender.
Nr. 8374.

Helsingfors den 28 april 1923.

Herr Sendemann,

I en note datert 9 mars sistleden har Herr Sendemannen anholdt om meddelelse om hvorvidt Republikkens Regjering var villig til med den Kgl. Regjering å avslutte en overenskomst angående gjensidige meddelelser om personer, som innlegges på sinnssykeanstalt i det annet land, samt erklært at den Kgl. Regjering var villig til under forutsetning av gjensidighet, å forplikte sig til å tilstille Republikkens Regjering meddelelser vedrørende sinnssyke, finske medborgere i Norge i henhold til bestemmelsene i særlige artikler inntatt nevnte note.

Republikkens Regjering har ved spørsmålets behandling funnet det særdeles ønskelig at der istandbringes en overenskomst mellem de to Regjeringer angående sådanne meddelelser vedrørende medborgere som i den annen stat er blitt angrepet av sinnssygdom, hvorfor også Republikkens Regjering er villig til, under forutsetning av gjensidighet, å forplikte sig til å tilstille den Kgl. Regjering meddelelser vedrørende sinnssyke norske undersåtter i Finnland i henhold til bestemmelsene i nedenstående artikler:

[suit le texte de l'Arrangement contenu dans la Note précédente]

Motta, Herr Sendemann, forsikringen om min utmerkede høiagtelse.

(u.) *J. H. Vennola.*

Doktor A. Urbye,
Kgl. Norsk Minister, etc. etc. etc. Helsingfors.

62.

DANEMARK, ISLANDE.

Arrangement postal concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques; signé à Reykjavik et à Copenhague, le 22 février et le 28 juin 1923.

Lovtidenden 1923, p. 1650.

63.

SUÈDE, ESPAGNE.

Echange de Notes concernant la suppression réciproque du visa des passeports; signées à Madrid, les 26 et 27 février 1923.

Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1923, No. 2.

64.

NORVÈGE, PORTUGAL.

Arrangement commercial; signé à Lisbonne, le 11 avril 1923, suivi d'un Memorandum, signé à la date du même jour.

Overenskomster med fremmede stater 1923, No. 5.

Le soussigné, Chargé d'Affaires de Norvège, dûment autorisé par son Gouvernement, a l'honneur de déclarer à Son Excellence le Ministre des Affaires Etrangères de la République Portugaise ce qui suit:

Article 1.

Le Gouvernement Portugais appliquera aux marchandises norvégiennes en général à leur importation en Portugal et aux îles adjacentes les taux minima du tarif de douanes portugais de tout temps en vigueur et aux marchandises norvégiennes énumérées à la liste B annexée à la présente Déclaration*) le traitement de la nation la plus favorisée.

Le Gouvernement Norvégien appliquera aux marchandises originaires et en provenance du Portugal, de ses îles adjacentes et de ses colonies les taux minima du tarif de douanes norvégien de tout temps en vigueur et aux marchandises portugaises énumérées à la liste A annexée à la présente Déclaration*) le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 2.

Le Gouvernement Norvégien s'engage à permettre pendant la durée de la présente Déclaration l'importation en fûts ou en bouteilles ainsi que le transport et la vente à l'intérieur des vins et des vins mousseux portugais d'une teneur d'alcool égale ou inférieure à 21 degrés sans en limiter la consommation, pourvu qu'il s'agisse de vins purs provenant uniquement de la fermentation du jus de raisins frais et n'ayant subi aucune addition d'alcool sous quelque forme que ce soit.

Les commis-voyageurs ou commerçants voyageant en Norvège pour le compte d'une maison portugaise pourront recueillir des commandes,

---

*) Non reproduite.

avec ou sans échantillons, mais sans colporter de marchandises, chez toute personne ou institution se livrant au commerce des vins en gros ou en détail.

Le Gouvernement Norvégien s'engage à accorder aux vins portugais d'une teneur d'alcool égale ou inférieure à 21 degrés un traitement aussi favorable à tous points de vue que celui qui serait à l'avenir accordé à l'importation aux produits de même teneur d'alcool en provenance de tout autre pays, et, en ce qui concerne le transport, la vente et la consommation, le traitement le plus favorable accordé, ou qui pourrait être accordé, soit aux produits de même teneur d'alcool en provenance d'autres pays que le Portugal, soit aux boissons de production nationale possédant une même teneur d'alcool que les vins et vins mousseux portugais.

Quel que soit le régime adopté en Norvège pour l'importation, la vente, le transport et la consommation des vins et vins mousseux ci-dessus mentionnés, le Gouvernement Norvégien s'engage à permettre que les particuliers, ainsi que les restaurateurs et négociants en vins, puissent obtenir pour leur consommation ou leur commerce l'importation et le transport de toutes marques de vins et vins mousseux portugais ci-dessus visés sans limitation de quantité.

Ces garanties du Gouvernement Norvégien prévaudront, le cas échéant, contre toute réglementation locale qui serait de nature à y faire échec.

Article 3.

Quel que soit le régime adopté en Norvège pour l'importation, la production, la vente, le transport et la consommation des vins titrant plus de 14 degrés d'alcool jusqu'à 21 degrés d'alcool inclusivement, le Gouvernement Norvégien s'engage à permettre pendant la durée de la présente Déclaration l'importation, le transport et la vente intérieure des vins de Porto et de Madère titrant plus de 14 degrés d'alcool et jusqu'à 21 degrés d'alcool inclusivement.

Quel que soit le régime adopté en Norvège pour l'importation des vins titrant plus de 14 degrés d'alcool et jusqu'à 21 degrés d'alcool inclusivement, le Gouvernement Norvégien s'engage à veiller à ce que les personnes ou institutions autorisées à vendre des vins de Porto et de Madère au public aient toujours le droit d'exiger la livraison des produits provenant des maisons portugaises désignées par elles.

Article 4.

Le Gouvernement Norvégien s'engage à ne pas établir pour les produits visés dans les Articles 2 et 3 des prohibitions spéciales, de droits ou de surtaxes qui auraient pour conséquence de comprimer les importations de ces produits.

Il est entendu que le Monopole des Vins Norvégien ne sera autorisé à imposer aux affaires traitées par lui aucune redevance autre que le recouvrement de ses frais et un bénéfice commercial équitable.

Il est en outre entendu qu'aucun obstacle ne sera mis en Norvège à l'introduction des échantillons nécessaires, soit aux représentants ou commerçants voyageant pour le compte de maisons portugaises, soit, dans les mêmes conditions que celles qui sont prévues pour les commerçants et représentants, aux agents locaux de ces maisons portugaises et expédiés par les producteurs ou commerçants portugais auxdits représentants, commerçants ou agents locaux.

Article 5.

Les dispositions de la présente Déclaration ne s'appliqueront pas aux faveurs spéciales que la Norvège a accordées ou accordera à ses pays limitrophes, au Danemark ou à l'Islande, ni à celles que le Portugal a accordées ou accordera au Brésil et à l'Espagne.

Article 6.

Le Gouvernement Norvégien reconnaît que les désignations des vins de Porto et de Madère appartiennent exclusivement aux vins produits dans les régions portugaises, respectivement, du Douro et de l'Ile de Madère et il s'engage à ne pas admettre à l'importation et la mise en vente sur son territoire des vins avec les susdites désignations qui ne seraient pas originaires des régions portugaises ci-dessus mentionnées et exportés par les ports de Porto et de Funchal avec des certificats d'origine délivrés par les autorités portugaises compétentes. En conséquence, l'importation et la mise en vente sur le territoire de la Norvège sous la désignation de Porto et de Madère (Oporto, Port Wine, Port, Madeira, Madeira Wine ou combinaisons de noms similaires) de vins qui ne soient pas originaires des respectives régions portugaises seront prohibées.

Ces dispositions s'appliquent alors même que la mention de l'appellation régionale est accompagnée de l'indication du nom du véritable lieu d'origine ou de l'expression type genre, façon ou toute autre expression similaire.

Le Gouvernement Norvégien s'engage à prescrire au Monopole des Vins Norvégien que les dispositions du présent Article soient strictement respectées.

Article 7.

Pendant la durée de la présente Déclaration le Gouvernement Norvégien accordera aux navires portugais le traitement de la nation la plus favorisée. De son côté le Gouvernement Portugais accordera aux navires norvégiens dans la Métropole et les îles adjacentes, Madère, Porto Santo et Açorés une réduction de 25 % sur les taxes de l'impôt de commerce maritime actuellement établies ou celles qui pourraient leur être substituées ultérieurement, et dans les colonies portugaises le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 8.

La présente Déclaration entrera en vigueur cinq jours après sa signature. Elle aura une durée d'une année à compter du jour de son

entrée en vigueur. Si elle n'est pas dénoncée trois mois avant l'expiration de ce délai, elle sera prolongée par voie de tacite reconduction jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à partir du jour où l'un ou l'autre des deux Gouvernements l'aura dénoncée.

Si un des deux Gouvernements décidait de prendre des mesures touchant spécialement la consommation ou le commerce des produits qui intéressent particulièrement l'exportation de l'autre, il en avisera un mois à l'avance l'autre Gouvernement qui pendant cette période de préavis pourra présenter toutes observations utiles. A défaut d'un accord intervenu à l'expiration de ladite période, chacun des deux Gouvernements aura la faculté de dénoncer la présente Déclaration, laquelle, en ce cas, prendra fin deux mois après l'application de la mesure qui a donné lieu au litige.

Les marchandises expédiées de l'un des deux pays avant la date de l'expiration de la présente Déclaration et arrivées dans l'autre pays dans les quinze jours après cette date, jouiront des bénéfices de la déclaration.

En foi de quoi le soussigné, Chargé d'Affaires de Norvège, a signé la présente Déclaration qu'il a échangée contre celle d'égale teneur signée le même jour par Son Excellence le Ministre des Affaires Etrangères de la République Portugaise.

Fait à Lisbonne le 11 avril 1923.

(s.) *Finn Koren.*

Ministêrrio Dos Négócios Estrangeiros.

O abaixo assinado, Ministro dos Négócios Estrangeiros da República Portuguêsa, tem a honra de declarer ao Senhor Encarregado de Négócios da Noruega o seguinte:

Artigo 1º.

O Govêrno Português aplicará á importação, em Portugal e ilhas adjacentes, das mercadorias norueguesas em geral a tarifa mínima da pauta aduaneira portuguêsa que em qualquer tempo estiver em vigor e ás mercadorias norueguesas enumeradas na tabela B anexa á presente declaração o tratamento da nação mais favorecida.

O Governo Norueguês aplicará ás mercadorias originárias e procedentes de Portugal, ilhas adjacentes e colónias a tarifa mínima da pauta aduaneira norueguesa que em qualquer tempo estiver em vigor e ás mercadorias portuguesas enumeradas na lista A anexa à presente declaração o tratamento da nação mais favorecida.

Artigo 2º.

O Govêrno Norueguês compromete-se, durante a vigência da presente declaração, a permitir a importação em cascos ou em garrafas, assim como o transporte e venda dentro do país, dos vinhos portuguêsas espumosos e outros, de graduação alcoólica igual ou inferior a 21 graus

sem limitar o seu consume desde que se trata de vinhos puros unicamente produzidos pela fermentação do sumo de uvas frescas e que de nenhuma forma tenham sido adicionados de alcool.

Os caixeiros viajantes ou negociantes que viagem na Noruega por conta de uma casa portuguesa podem receber encomendas, com ou sem amostras mas sem trazer consigo mercadorias para venda, de qualquer pessoa ou entidade que negoceie em vinho por grosso ou a retalho.

O Govêrno Norueguês compromete-se a conceder aos vinhos portugueses de graduação alcoólica igual ou inferior a 21 graus tratamento tão favorável debaixo de todos os pontos de vista como o que fôr concedido de futuro á importação de produtos da mesma graduação alcoólica provenientes de qualquer outro país e, no que respeita ao transporte, à venda e ao consumo, o tratamento mais favorável que é ou venha a ser concedido, quer aos produtos da mesma graduação alcoólica provenientes de outros países, quer a bebidas de produção nacional com a mesma graduação alcoólica que os vinhos e vinhos espumosos portugueses.

Seja qual fôr o regime adoptado na Noruega para importação, venda, transporte e consume dos vinhos e vinhos espumosos acima mencionados, compromete-se o Govêrno Norueguês a permitir que tanto os particulares como os donos de restaurantes e os negociantes de vinhos possam importar e fazer transportar para seu consumo ou comércio todas as marcas de vinhos ou vinhos espumosos portugueses já citados sem limite de quantidade.

Estas garantias do Govêrno Norueguês deverão, eventualmente, prevalecer sôbre qualquer regulamentação local que seja de natureza a contrarial-as.

Artigo 3º.

Seja qual fôr o regime adoptado na Noruega para importação, produção, venda, transporte e consumo dos vinhos de graduação alcoólica superior a 14 graus e inferior a 21 graus inclusive, o Govêrno Norueguês compromete-se a permitir, durante a vigência da presente declaração, a importação, o transporte e a venda dentro do país dos vinhos do Porto e da Madeira de graduação alcoólica superior a 14 graus e inferior a 21 graus inclusive.

Seja qual fôr o regime adoptado na Noruega para a importação dos vinhos de graduação alcoólica superior a 14 graus e inferior a 21 graus inclusive, o Govêrno Norueguês compromete-se a velar por que as pessoas ou entidades autorizadas a vender ao público vinhos do Porto e da Madeira tenham sempre o direito de exigir que lhes sejam fornecidos os produtos provenientes das firmas portuguesas por elas designadas.

Artigo 4º.

O Govêrno Norueguês compromete-se a não aplicar aos produtos, mencionados nos artigos 2 e 3, proibições especiais, direitos ou sobretaxas que deem em resultado uma restrição á importação dêsses produtos.

Fica entendido que o Monopólio de Vinhos Norueguês não será autorizado a impôr, nos negócios que tratar, nenhum outro encargo alêm do reembôlso das suas despesas e um lucro comercial equitativo.

Fica, outrosim, entendido que a Noruega não porá nenhuns obstáculos á importação das amostras necessárias, quer para os representantes ou negociantes que viajam por conta de casas portuguesas quer, sob as mesmas condições que vigoram para os negociantes e representantes, para os agentes locais das citadas casas portuguesas enviadas pelos produtores ou comerciantes portugueses aos ditos agentes locais, representantes ou negociantes.

Artigo 5º.

As disposições da presente declaração não se aplicam aos favores especiais que a Noruega tenha concedido ou venha a conceder aos países limítrofes, á Dinamarca e á Islândia nem aos que Portugal tenha concedido ou venha a conceder ao Brasil e á Espanha.

Artigo 6º.

O Govêrno Norueguês reconhece que as designações de vinho do Porto e vinho da Madeira pertencem exclusivamente aos vinhos produzidos nas regiões portuguezas do Douro e da ilha da Madeira, respectivamente, e obriga-se a não permitir a importação e a venda no seu territorio de vinhos com as sobreditas designações que não sejam originários das regiões portuguesas acima mencionadas e exportados pelos portos do Porto e Funchal, com certificados de origem passados pelas competentes autoridades portuguesas. Por consequência é proibido importar e vender no território da Noruega vinhos com as designações de Porto e Madeira (Porto, Oporto, Port-Wine, Madère, Madeira-Wine, ou combinações de nomes semalhantes) que não sejam originários das respectivas regiões portuguesas.

Estas disposições aplicam-se mesmo quando a menção da designação regional é acompanhada da indicação do nome do verdadeiro lugar d'origem ou da expressão tipo, génere, qualidade ou de qualquer outra expressão similar.

O Govêrno Norueguês compromete-se a obrigar o Monopólio de Vinhos Norueguês a cumprir extrictamente as disposições dêste artigo.

Artigo 7º.

Durante a vigência da presente declaração, o Govêrno Norueguês concederá á navegação portuguesa o tratamento da nação mais favorecida. Por seu lado, o Govêrno Português concederá á navegação norueguesa, na metrópole e ilhas adjacentes, a reduçao de 25 % sôbre as taxas do imposto de comércio marítimo actualmente em vigor ou que as vierem a substituir ulteriormente e, nas colónias portuguesas, o tratamento da nação mais favorecida.

Artigo 8º.

A presente declaração entrará em vigor cinco dias depois da data em que é assinada. É válida por um ano, partir da data da sua en-

trada em vigor. Se não fôr denunciada três meses antes de terminar êsse prazo, será prorogada por tácita recondução até ao termo dum prazo de três meses, a partir, do dia em que um ou outro dos dois Govêrnos a tiver denunciado.

Se um dos dois Govêrnos decidir tomar providências afectando especialmente o consumo ou o comércio dos produtos que interessam particularmente a exportação do outro, avisará dêsse propósito, com um mês de antecipação, o outro Govêrno que, durante êsse período de aviso prévio, poderá apresentar todas as observações que julgar úteis. Não se tendo chegado a acôrdo até ao termo do dito período, cada Govêrno terá a faculdade de denunciar a presente declaração a qual, nêsse caso, terminará dois mêses depois da aplicação da providência que deu lugar ao litígio.

As mercadorias expedidas dum dos países antes da data em que terminar a presente declaração e que cheguem ao outro país dentro dos 15 dias a seguir a essa data gozarão os benefícios da presente declaração.

En firmesa do que, o abaixo assinado, Ministro dos Negócios Estrangeiros da República Portuguesa, assinou a presente declaração que trocou com a, de igual teôr, assinada hoje pelo Senhor Encarregado de Negócios da Noruega.

Lisboa 11 de Abril de 1923.

(s.) *Domingos Leite Pereira.*

Légation de Norvège.

Lisbonne, le 11 avril.

Monsieur le Ministre,

Pour éviter tout malentendu concernant l'interprétation et l'application de certaines dispositions de l'arrangement commercial signé ce jour, j'ai l'honneur de Vous transmettre ci-joint le Mémorandum à ce sujet dont nous nous sommes mis d'accord et Vous serais reconnaissant de vouloir bien constater cet accord en m'accusant réception de la présente Note.

Je profite de cette occasion pour Vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

(s.) *Finn Koren.*

Son Excellence Monsieur le Dr. Domingos Leite Pereira,
Ministre des Affaires Etrangères, etc., etc., etc., Lisbonne.

Memorandum.

Il est bien entendu que les „vins“ et „vins mousseux“ dont il s'agit dans l'Article 2 ainsi qu'à l'Article 4 de la Déclaration signée ce jour entre la Norvège et le Portugal sont ceux qui d'après la législation portugaise actuellement en vigueur ont droit à ces appellations.

Il va sans dire que le terme de „14“ et „21 degrés“ employé dans les Articles 2 et 3 doit être compris comme 14 et 21 degrés de volume.

Il est bien entendu que l'expression „sans en limiter la consommation" employée à l'alinéa 1 de l'Article 2 signifie que le Gouvernement Norvégien ne prendra pas de mesures spéciales de restriction telles qu'un contingentement de l'importation ou un rationnement de la consommation privée en vue d'empêcher les consommateurs de bonne foi d'obtenir les quantités de vins qu'ils désireront. Il va sans dire que ceci ne déroge en rien aux droits que la législation norvégienne confère aux municipalités en matière de licence non plus qu'au droit dont jouit tout gouvernement d'édicter les mesures de police qui seraient nécessaires dans certains cas spéciaux, pourvu que celles-ci n'équivalent pas en fait à mettre obstacle à la vente ou au débit légitimes.

Il est clair que les mots de l'alinéa 2 de l'Article 2 „toute personne ou institution se livrant au commerce des vins" veulent dire „toute personne ou institution autorisée à faire le commerce des vins" et que les mots „personne ou institution" employés ici et en d'autres endroits n'empêcheront pas que les licences dont il s'agit soient accordées exclusivement à des „samlags".

Le Monopole de Vins étant établi en Norvège il est évident que les particuliers, restaurateurs et débitants ne pourront obtenir l'importation de vins et de vins mousseux portugais, visés à l'alinéa 4 dudit Article, que par l'entremise dudit Monopole. Il va sans dire que rien ne s'oppose à ce que les personnes condamnées pour ivrognerie ou soupçonnées de se livrer à la contrebande du vin ne se voient refuser l'exécution de leurs commandes.

Le dernier alinéa de l'Article 2 doit être compris dans ce sens que les municipalités norvégiennes ne pourront empêcher par des réglementations locales, interdisant par exemple le transport du vin dans les limites de la commune, que les personnes désirant faire légalement des commandes n'en obtiennent la livraison. Sous la désignation „vins" sont compris tous produits qui d'après la législation portugaise ont droit aux appellations soit de „vins", soit de „vins mousseux".

Il est bien entendu que la disposition de l'Article 4 suivant laquelle les vins et vins mousseux ne pourront être frappés d'aucune prohibition spéciale n'empêchera naturellement pas que les autorités norvégiennes ne prennent les mesures nécessaires pour assurer le maintien de la tranqualité publique et par exemple en temps de grève n'interdisent à cet effet le débit des boissons alcooliques.

Lisbonne, le 11 avril 1923.

Ministerio dos Negócios Estrangeiros.

Lisboa, 11 de Abril de 1923.

Senhor Encarregado de Negócios.

Tenho a honra de acusar recebida a nota de V.Sa., de hoje, acompanhando um Memorandum relativo á interpretação de aplição de várias disposições do acôrdo comercial entre Portugal e a Noruegua hoje celebrado por troca de notas.

Estando o Govêrno da Républica de acôrdo com o contexto do referido documento, tenho a honra de juntar á presente nota um Memorandum nos mesmos termos.

Aproveito o ensejo para reiterar a V.Sa. os protestos da minha distinta consideração.

(s.) *Domingos Leite Pereira.*

Senhor F. Koren & &

Memorandum.

Fica entendido que os „vinhos" e „vinhos espumosos", de que trate o artigo 2º bem como o artigo 4º da declaração assinada hoje entre Portugal e a Noruega são aquêles que segundo a legislação portuguesa actualmente em vigor têm direito a essas designações.

Deve entender-se que a expressão de „14 e 21 graus" empregada nos artigos 2º e 3º deve ser compreendida como 14 e 21 graus de volume.

Fica entendido que a expressão „sem limitar o seu consumo" empregada na alínea 1ª do artigo 2º significa que o Govêrno Norueguês não tomará medidas especiais de restricção tais como uma fixação de contingentes de importação ou um racionamento do consumo particular com o fim de impedir os consumidores de boa fé de obter as quantidades de vinhos que desejem. E claro que isto em nada afecta os direitos que a legislação norueguesa confere aos municipios em matéria de licenças, nem tão pouco o direito de que goza todo o Govêrno de adoptar as medidas de polícia que forem necessárias em diversos casos especiais, contanto que estas não correspondam de facto a levantar obstáculos á venda ou ao consumo legítimos.

Fica esclarecido que as palavras da alínea 2ª e do artigo 2º „qualquer pessoa ou entidade que negoceie em vinho" querem dizer „qualquer pessoa ou entidade autorizada a exercer o comércio de vinhos" e que as palavras „pessoas ou entidades" empregadas aqui en outros pontos não impedirão que as licenças de que se trata sejam concedidas esclusivamente a „samlags".

Existindo na Noruega o Monopólio de Vinhos, é evidente que os particulares, donos de restaurantes e vendedores somente poderão obter a importação de vinhos e de vinhos espumosos portugueses, a que se refere a alínea 4 do citado artigo, por intermédio do dito Monopólio.

Fica entendido que nada se opõe a que, ás pessoas condenadas por embriaguês ou suspeitas de se entregarem ao contrabando de vinho, seja recusada a execução das suas encomendas.

A última alínea do artigo 2 deve interpretar-se no sentido de que os municípios noruegueses não poderão impedir, por regulamentações locais, proibindo por exemplo o transporte de vinho nos limites da comuna, que as pessoas que desejam fazer legalmente encomendas não possam obter a sua entrega. Sob a designação „vinhos" estão compreendidos todos os produtos que pela legislação portuguesa teem direito as designações quer de „vinhos", quer de „vinhos espumoses".

Fica entendido que a disposição do artigo 4º segundo a qual os vinhos e vinhos espumoses não poderão ser objecto de nenhuma proibição especial não impedirá, naturalmente, que as autoridades norueguesas tomem as medidas necessárias para assegurar a manutenção da ordem pública e por exemplo em ocasião de greve, proibam, com êsse fim, a venda de bebidas alcoólicas.

Lisboa, 11 de Abril de 1923.

65.

DANEMARK, ROUMANIE.

Arrangement commercial provisoire; conclu par un Echange de Notes signées à Copenhague, le 19 avril et le 8 mai 1923.*)

Copie officielle.

Ministère des Affaires Etrangères.

Copenhague, le 19 avril 1923.

Monsieur le Ministre,

Me référant à la note que vous avez bien voulu adresser à Monsieur Herluf Zahle, en date du 28 mars dernier, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Danemark est d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Roumanie pour régler les relations commerciales entre le Danemark et la Roumanie par un arrangement provisoire sur la base de l'application réciproque de la clause de la nation la plus favorisée et avec l'obligation, pour les Parties Contractantes, de ne pouvoir dénoncer cet arrangement qu'après un préavis de trois mois.

En portant ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence, je saisis cette occasion pour vous réitérer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) *C. M. T. Cold.*

Monsieur Michel M. Pacliano,
Ministre de Roumanie.

Légation Royale de Roumanie
au Danemark.

Le 8 mai 1923.

Monsieur le Ministre,

En réponse à la note que Votre Excellence a bien voulu m'adresser le 25 avril dernier, j'ai l'honneur de l'informer que le Gouvernement

*) Cet Arrangement étant dénoncé par la Roumanie, le 27 novembre 1929, a été prolongé provisoirement par des Echanges de Notes des 22 et 25 février 1930, des 22 et 25 avril 1930, des 16/30 juin et 3 juillet 1930. V. Lovtidenden A, 1930, p. 226, 973, 1173.

de Sa Majesté le Roi de Roumanie est d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Danemark pour régler les relations commerciales entre la Roumanie et le Danemark par un arrangement provisoire, sur la base de l'application réciproque de la clause de la nation la plus favorisée et avec l'obligation, pour les Parties Contractantes, de ne pouvoir dénoncer cet arrangement qu'après un préavis de trois mois.

En portant ce qui précède à votre connaissance, je saisis cette occasion pour vous réitérer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) *M. M. Pacliano.*

Son Excellence Monsieur C. M. T. Cold,
Ministre des Affaires Etrangères, Copenhague.

66.

ROUMANIE, DANEMARK.

Arrangement de commerce et de navigation provisoire; réalisé par un Echange de Lettres signées à Bucarest, le 28 août 1930.

Dansk Lovtidenden A, No. 39.

Ministère des Affaires Etrangères.
No. 54273.

Bucarest, le 28 août 1930.

Monsieur le Consul,

Me référant aux pourparlers engagés au sujet de l'élaboration d'un modus-vivendi qui réglerait, jusqu'à la conclusion d'un Traité de Commerce définitif, les relations économiques entre nos deux pays, j'ai l'honneur de porter à Votre connaissance que le Gouvernement Royal Roumain serait heureux si le Gouvernement Royal Danois était d'accord avec lui, pour régler d'une manière provisoire ces relations entre nos deux pays, à partir de la date du 1-er septembre 1930, conformément aux dispositions suivantes:

I. Les ressortissants de l'un des pays contractants et les entreprises ayant personnalité juridique constituées conformément aux lois de l'un des pays, jouiront dans l'autre, relativement à l'exercice de leur commerce et de leur industrie, des mêmes droits, avantages, immunités et exemptions que les ressortissants et entreprises de la nation la plus favorisée.

Ils auront la même faculté que celle accordée à la nation la plus favorisée d'acquérir et de posséder des biens, droits et intérêts de toute sorte et d'en disposer, d'exercer toute profession et d'établir des succursales et sociétés filiales, étant bien entendu que l'acquisition et la possession des biens immobiliers ainsi que l'établissement des succursales

et sociétés filiales restent toujours soumis aux dispositions constitutionnelles et aux lois et prescriptions en vigueur dans le pays respectif.

II. Les ressortissants et entreprises visés au premier Article ne seront dans l'autre pays soumis à aucune taxe ou contribution et, en général, à aucune redevance fiscale autre ou plus élevée que celle imposée aux ressortissants et aux entreprises de la nation la plus favorisée.

III. Les navires appartenant aux ressortissants et aux sociétés de chacun des pays contractants, leurs équipages et cargaisons jouiront dans le territoire de l'autre pays d'un traitement aussi favorable que celui accordé aux navires, équipages et cargaisons appartenant à la nation la plus favorisée.

IV. Chacun des deux pays jouira, sans aucune reserve, dans le territoire de l'autre, pour tout ce qui concerne le commerce, des mêmes droits et faveurs qui seront accordés à toute autre nation.

Les marchandises et autres produits du sol et de l'industrie ne pourront, en ce qui concerne l'importation, l'exportation et la réexportation, être assujetis à d'autres ou plus fortes contributions, y compris les droits de douane, restrictions ou obligations, générales ou locales, ou à d'autres formalités d'entrée ou de sortie, que celles qui seront imposées à la nation la plus favorisée.

Par conséquant, chacune des deux Hautes Parties Contractantes s'engage à faire profiter l'autre, immédiatement et sans compensation, de toute faveur, de tous privilèges ou abaissements de droits qu'elle a déjà accordés ou pourrait accorder par la suite, sous les rapports mentionnés, à une tierce Puissance quelconque.

V. Les Hautes Parties Contractantes s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le régime des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation. Les dispositions du présent Article ne s'étendent pas aux prohibitions ou restrictions édictées en vue de protéger la santé ou d'assurer la protection des animaux ou des plantes contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles, ni aux prohibitions ou restrictions concernant le trafic des armes, des munitions et des matériels de guerre, étant entendu toutefois que ces prohibitions ou restrictions ne soient pas appliquées de manière à constituer un moyen de discrimination arbitraire contre l'autre pays.

VI. Chacun des deux pays contractants s'engage à accorder le libre transit à travers son territoire aux produits, navires et wagons, à destination ou en provenance de l'autre pays, et à les assujetir à un traitement aussi favorable que celui accordé à la nation la plus favorisée.

Sur les chemins de fer et sur les voies navigables lesdits objets jouiront, en ce qui concerne l'expédition et les frais de transport, du traitement appliqué à la nation la plus favorisée.

Les produits en transit ne seront soumis à aucun droit de transit autre que la taxe de plombage et le droit de statistique.

VII. Les stipulations de la présente Convention ne sont pas applicables aux concessions spéciales accordées ou qui seraient accordées à l'avenir par le Danemark à la Suède ou à la Norvège, ou à ces deux pays.

Les dispositions de la présente Convention ne s'appliquent pas au Groenland, où le commerce et la navigation sont réservés à l'Etat Danois. Toutefois, le traitement de la nation la plus favorisée s'appliquera aux produits originaires et en provenance du Groenland à leur importation en Roumanie, ainsi qu'aux produits originaires et en provenance de Roumanie à leur importation au Groenland.

Les dispositions de la présente Convention ne s'appliquent également pas en ce qui concerne:

a) les faveurs spéciales qui ont été ou seront accordées aux Etats limitrophes pour faciliter le trafic de frontière;
b) le régime spécial d'importation destiné à faciliter les règlements financiers, résultant de la guerre de 1914—1918;
c) les droits et privilèges accordés ou qui seraient accordés à l'avenir à un ou plusieurs Etats limitrophes, en vue de la conclusion d'une entente économique ou d'une union douanière.

La durée de cet Arrangement, si toutefois un accord mutuel n'intervenait pas entre temps pour le faire cesser, sera de six mois. Il restera en suite en vigueur trente jours à partir de la date à laquelle l'une des parties aura communiqué à l'autre que l'Arrangement a pris fin.

Si le Gouvernement Danois est d'accord avec tout ce qui précède, le Gouvernement Roumain serait prêt à considérer l'Arrangement comme étant établi par la présente lettre et par la réponse affirmative du Gouvernement Royal de Danemark.

Veuillez agréer, Monsieur le Consul, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Ministre

(sign.) *Alex. Vaida Voevod.*

Monsieur Holger Dithmer, Consul de Danemark en Roumanie.

Légation de Danemark.
J. No. 64. D. I.

Bucarest, le 28 août 1930.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence No. 54273 du 28 de ce mois, ainsi conçue:

[suit le texte de la Lettre précédente]

En réponse, je m'empresse de confirmer à Votre Excellence l'accord de mon Gouvernement sur les bases ci-dessus mentionnés en me permettant toutefois, bien que ce soit une chose qui va de soi, de Vous faire remarquer que la Roumanie, vu les relations qui existent entre le Dane-

mark et l'Islande conformément à la loi unionelle du 30 novembre 1918,*) ne pourrait, en vertu des dispositions de cet Arrangement réclamer les avantages spéciaux que le Danemark a accordé ou pourrait accorder à l'avenir à l'Islande.

Je Vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(sign.) *Holger Dithmer.*

Son Excellence Monsieur le Dr. Alex Vaida Voevod, Ministre des Affaires Etrangères p. i. Bucarest.

67.

SUÈDE, FINLANDE.

Convention de navigation; signée à Stockholm, le 26 mai 1923.**)***)

Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1923, No. 8.

Sa Majesté le Roi de Suède, d'une part, et le Président de la République de Finlande, d'autre part, ayant décidé de conclure une Convention de navigation, en vue de faciliter les relations commerciales et maritimes entre les deux pays, ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Suède:

Monsieur Carl de Hederstierna, Son Ministre des Affaires Etrangères, et

le Président de la République de Finlande:

Monsieur le Dr. Werner Söderhjelm, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République à Stockholm,

pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Article 1er.

Sauf stipulations contraires de la présente Convention, les navires suédois et leurs cargaisons en Finlande, et réciproquement les navires finlandais et leurs cargaisons en Suède, jouiront sous tous les rapports du même traitement que les bâtiments nationaux et leurs cargaisons, quel que soit le lieu de départ ou de destination desdits navires, quel que soit aussi le lieu d'origine ou de destination de leurs cargaisons. Il s'ensuit notamment que les navires de l'une des Parties Contractantes et leurs cargaisons ne seront assujettis, sur le territoire de l'autre Partie,

---

*) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 3.

**) Les ratifications ont été échangées à Stockholm, le 27 juin 1923.

***) En langues suédoise, finnoise et française. Eu égard à la disposition de l'Article 6 nous ne reproduisons que le texte français.

à aucune taxe ou charge, quelle qu'en soit l'espèce ou la dénomination, autre ou plus élevée que celles qui seront applicables aux bâtiments nationaux et à leurs cargaisons.

Tout privilège ou immunité que l'une des Parties Contractantes pourra accorder, sous l'un des rapports susvisés, à une Puissance tierce, sera, en même temps et sans conditions ni réserves, reconnu aussi à l'autre Partie.

Il est fait exception, toutefois, aux stipulations du présent Article:

1) en ce qui concerne les faveurs spéciales qui, dans l'un ou l'autre des deux pays, ont été accordées ou pourront être accordées par la suite à la pêche nationale et à ses produits;

2) en ce qui concerne le cabotage;

3) en ce qui concerne la navigation sur les voies navigables intérieures, naturelles ou artificielles, pour laquelle les navires suédois et leurs cargaisons en Finlande, et réciproquement les navires finlandais et leurs cargaisons en Suède, seront soumis aux mêmes conditions que les navires de la nation la plus favorisée et leurs cargaisons, les droits à prélever sur les navires et sur leurs cargaisons ne devant pas excéder, toutefois, le taux applicable aux bâtiments nationaux et à leurs cargaisons.

Il ne pourra néanmoins être fondé sur les dispositions du présent Article ou des Articles suivants aucun droit aux faveurs spéciales que la Suède a accordées au Royaume de Danemark en vertu de la Déclaration du 22 septembre 1871 au sujet des relations de commerce et de navigation, spécialement en ce qui concerne le Sund, et de la Déclaration du 29 décembre 1913 relative à l'expédition en douane des bateaux de pêche, ainsi que des Arrangements se rapportant à la première desdites Déclarations, ou qu'elle a accordées ou pourra accorder par la suite au Royaume de Norvège concernant, soit les relations commerciales et maritimes dans le Idefjord et le Svinesund, soit la navigation sur les voies navigables intérieures communes aux deux pays, ni à celles que la Finlande a accordées ou pourra accorder par la suite au Royaume de Norvège concernant les relations commerciales et maritimes dans l'Océan Glacial Arctique, le tout aussi longtemps que les mêmes faveurs n'auront pas été accordées à un autre Etat.

Les dispositions du présent Article ne porteront pas atteinte à l'Article XVIII du Traité de commerce et de navigation conclu le 29 octobre 1921 entre la Finlande et l'Esthonie.

Article 2.

La nationalité des navires sera, de part et d'autre, admise d'après les documents et certificats délivrés à cet effet par les autorités compétentes des Etats respectifs, conformément aux lois et règlements de chaque pays.

Les lettres de jauge et autres documents relatifs à la jauge, délivrés par l'une des Parties Contractantes, seront reconnus par l'autre Partie,

conformément aux arrangements spéciaux qui ont été conclus ou pourront être conclus entre les deux Parties Contractantes.

Article 3.

Les navires suédois entrant dans un port finlandais, et réciproquement les navires finlandais entrant dans un port suédois, à seule fin d'y compléter leur cargaison ou en débarquer une partie, pourront, en se conformant aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port ou à un autre pays, et la réexporter, sans être tenus à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucuns droits ou frais, sauf les droits de surveillance, lesquels, d'ailleurs, ne pourront être perçus qu'au taux le plus bas fixé pour la navigation nationale ou pour celle de la nation la plus favorisée.

Article 4.

Seront complètement affranchis de tous droits grevant les navires et la navigation dans les ports des pays respectifs:

1) les navires qui, entrés sur lest, de quelque lieu que ce soit, en sortiront sur lest;

2) les navires qui, passant d'un port de l'un des deux pays dans un ou plusieurs ports du même pays, justifieront qu'ils ont déjà acquitté les droits en question au cours du même voyage, dans un autre port du même pays;

3) les navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

L'exonération dont il s'agit ne s'appliquera pas aux droits de pilotage, de port, de remorquage, de quarantaine, ni à tous autres droits grevant les navires et que les navires nationaux et ceux de la nation la plus favorisée ont à acquitter dans les mêmes conditions pour services rendus ou dispositions prises dans l'intérêt de la navigation.

Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opérations de commerce: le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, l'achat de provisions nécessaires pour le ravitaillement des équipages, et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Article 5.

Si un navire de l'une des deux Parties Contractantes a échoué ou naufragé dans les eaux de l'autre Etat, le navire et sa cargaison jouiront des mêmes faveurs et immunités que les lois et règlements des pays respectifs accordent, dans des circonstances analogues, aux navires nationaux ou à ceux de la nation la plus favorisée. Il sera donné, dans la même mesure qu'aux nationaux, aide et assistance au capitaine et à l'équipage, tant pour eux-mêmes que pour le navire et sa cargaison.

En ce qui concerne le droit de sauvetage, il sera fait application de la législation du pays où le sauvetage a eu lieu.

Les marchandises sauvées d'un navire échoué ou naufragé ne seront assujetties à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Article 6.

La présente Convention est rédigée en suédois, en finnois et en français. Dans toutes les questions relatives à son interprétation, c'est le texte français qui fera foi.

Article 7.

La présente Convention sera ratifiée. Elle entrera immédiatement en vigueur à dater du jour de l'échange des ratifications et restera exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à dater du jour de sa dénonciation par l'une ou l'autre des Parties Contractantes.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des deux Parties Contractantes ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Stockholm, le 26 mai 1923.

(L. S.) *Carl Hederstierna.*
(L. S.) *Werner Söderhjelm.*

Protocole final.

A la signature, en date de ce jour, de la Convention de navigation conclue entre la Suède et la Finlande, les Plénipotentiaires des deux Parties Contractantes, dûment autorisés, sont convenus, en outre, des dispositions suivantes:

1. La Déclaration stipulant exemption de prendre des pilotes, etc., signée le 17 août 1872 par la Suède et la Russie*) — et que des notes échangées le 11 novembre 1919 ont déclarée applicable dans les rapports entre la Finlande et la Suède**) —, l'Ordonnance finlandaise du 21 mai 1920 exemptant dans certains cas les navires suédois de l'obligation de prendre des pilotes, et le Décret royal suédois du 16 juillet 1920 exemptant dans certains cas les navires finlandais de l'obligation de prendre des pilotes, resteront applicables même après l'entrée en vigueur de la Convention de navigation.

2. Eu égard au contenu de la nouvelle Loi sur les marins, entrée en vigueur en Suède le 1er janvier de la présente année, et de la loi correspondante dont le projet a été soumis en Finlande au Riksdag, l'Arrangement concernant l'extradition des marins déserteurs, conclu le 8 avril 1812 entre la Suède et la Russie,***) et que des notes échangées le 11 novembre 1919 avaient déclaré applicable dans les rapports entre la

*) V. N. R. G. 2. s. I, p. 599.
**) V. N. R. G. 3. s. XIV, p. 560.
***) V. Recueil des traités de la Suède, Stockholm 1910, p. 964.

Finlande et la Suède, sera abrogé à dater du jour de l'entrée en vigueur de la Convention de navigation.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont dressé le présent Protocole, qui aura la même force et la même valeur que si les dispositions qu'il contient étaient insérées dans la Convention elle-même.

Fait en double expédition à Stockholm, le 26 mai 1923.

(L. S.) *Carl Hederstierna.*
(L. S.) *Werner Söderhjelm.*

68.

AUTRICHE, HONGRIE, ROUMANIE, ETAT SERBE-CROATE-SLOVÈNE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Convention approuvant le Règlement relatif aux attributions et au fonctionnement de la Commission technique permanente du régime des eaux du Danube; signée à Paris, le 27 mai 1923, suivie d'un Protocole additionnel, signé le 31 mars 1924.*)

Sammlung der Gesetze und Verordnungen des čechoslowakischen Staates 1924, Stück 100.

Convention approuvant le Règlement relatif aux attributions et au fonctionnement de la Commission technique permanente du régime des eaux du Danube.

L'Article 293 du Traité de Trianon du 4 juin 1920**) ayant institué, pour les territoires de l'ancien Royaume de Hongrie formant le bassin du Danube non compris le bassin de l'Olt, une Commission technique permanente du régime des eaux et ayant confié à cette Commission, composée d'un Président nommé par le Conseil de la Société des Nations et d'un représentant de chacun des Etats territorialement intéressés, le soin d'élaborer le Règlement relatif à ses attributions et à son fonctionnement, règlement à soumettre à l'approbation des Etats intéressés,

L'Autriche, la Hongrie, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, la Tchécoslovaquie ont désigné pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Président Fédéral de la République d'Autriche:

M. Paul Buckeisen, Ingénieur et Conseiller ministériel au Ministère fédéral du Commerce et des Communication publiques,

---

*) Les ratifications de la Convention ont été déposées. La clôture du Procès-Verbal de dépôt des ratifications a eu lieu le 30 juin 1924.

**) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 552.

Son Altesse Sérénissime le Gouverneur du Royaume de Hongrie:

M. Jules Ambròzy de Séden, Conseiller de Son Cabinet,

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

M. G. Popesco, Secrétaire général du Ministère Royal des Communications,

Sa Majesté le Roi du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:

M. François Vilfan, Délégué Adjoint Royal à la Commission Internationale du Danube,

Le Président de la République Tchécoslovaque:

M. Bohuslav Müller, Ministre Plénipotentiaire, Secrétaire d'Etat au Ministère des Travaux Publics,

Lesquels, après avoir échangé leurs pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont tombés d'accord sur les dispositions suivantes:

Article premier.

Les Hautes Parties Contractantes déclarent approuver le Règlement et le Protocole de clôture ci-annexés, relatif aux attributions et au fonctionnement de la Commission technique permanente du régime des eaux du Danube, adoptés par cette Commission dans sa séance du 25 mai 1923.

Ce Règlement et ce Protocole de clôture seront considérés comme faisant parties intégrantes de la présente Convention. Les modifications qui y seraient apportées ultérieurement devront être soumises à l'approbation des Hautes Parties Contractantes.

Art. 2.

La présente Convention sera ratifiée.

Les ratifications seront déposées au Secrétariat de la Commission dans le plus bref délai possible et au plus tard le 31 mars 1924.

La Convention entrera en vigueur trois mois après la clôture du Procès-Verbal de dépôt des ratifications.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention, rédigée en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives de la Commission du régime des eaux du Danube et dont une expédition authentique sera remise à chacune des Parties Contractantes.

Fait à Paris, le 27 mai 1923.

(L. S.) *Buckeisen.*
(L. S.) *Jules de Ambròzy.*
(L. S.) *G. Popesco.*
(L. S.) *F. Vilfan.*
(L. S.) *Müller.*

Règlement relatif aux attributions et au fonctionnement de la Commission technique permanente du régime des eaux du Danube,

Adopté par ladite Commission dans sa séance tenue à Paris le 25 mai 1923 et à laquelle étaient présents:

Le Président:
M. Charguéraud,
Pour l'Autriche:
M. Paul Buckeisen,
Pour la Hongrie:
M. Jules Ambròzy de Séden,
Pour la Roumanie:
M. G. Popesco,
Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes:
M. François Vilfan,
Pour la Tchécoslovaquie:
M. Bohuslav Müller.

Article premier.

Composition de la Commission.

La Commission technique permanente du régime des eaux du Danube est composée d'un représentant de chacun des Etats suivants: Autriche, Hongrie, Roumanie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Tchécoslovaquie, ainsi que d'un Président nommé par le Conseil de la Société des Nations.

Art. 2.

Bassins auxquels s'applique le Règlement.

Les bassins des cours d'eau auxquels s'applique le présent Règlement sont, conformément au Traité de Trianon, ceux de l'ancien Royaume de Hongrie formant le bassin du Danube, non compris le bassin de l'Olt.

Art. 3.

Attributions de la Commission.

La Commission est chargée:

de provoquer la conclusion, de surveiller et, en cas d'urgence, d'assurer l'exécution des ententes prévues à l'Article 292 du Traité de Trianon;

de maintenir et d'améliorer, notamment en ce qui concerne le déboisement et le reboisement, l'unité du régime des eaux, ainsi que des services y relatifs, tel que le service hydrométrique et d'annonce des crues;

de procéder à l'étude des questions connexes de navigation, à l'exception de celles qui seraient du ressort de la Commission internationale du Danube dont elle devra saisir ladite Commission, et de tenir compte spécialement de l'intérêt des pêcheries;

d'entreprendre en outre tous travaux et études et de créer tous services qui lui seraient confiés par entente unanime entre les Etats intéressés.

Art. 4.

Introduction des affaires devant la Commission.

La Commission n'examine que les affaires dont elle est saisie soit par les Délégués, soit par le Président.

Le dossier de toute affaire à soumettre à la Commission est adressé au Président qui en avise tous les Délégués et l'inscrit à l'ordre du jour de la plus prochaine session.

Le Président peut toutefois, s'il y a lieu, dès communication du dossier, provoquer la constitution d'un Comité d'étude dans les conditions fixées à l'Article 9.

Art. 5.

Documents à transmettre à la Commission.

Les Délégués fourniront à la Commission, à titre d'information, les documents suivants:

a) Un exposé annuel sommaire sur la situation technique des bassins visés à l'Article 2, ainsi que, d'une manière générale, des travaux exécutés ou projetés dans chaque Etat et pouvant exercer pratiquement une influence sur le régime des eaux d'un Etat voisin;

b) Les accords conclus entre les Etats intéressés avec ou sans intervention de la Commission, conformément aux stipulations de l'Article 292 du Traité de Trianon;

c) Les lois et actes réglementaires relatifs au régime des eaux, au déboisement, au reboisement, aux pêcheries.

Art. 6.

Bases pour l'exécution des travaux. Projets.

A défaut d'entente entre les Etats intéressés, chacun d'eux pourra saisir la Commission de propositions ayant pour objet de fixer, pour des sections de cours d'eau déterminées, les bases suivant lesquelles devront être établis les projets des travaux importants pouvant déterminer un changement sensible du régime actuel des eaux.

Une description sommaire des projets desdits travaux sera, à défaut d'entente entre les Etats intéressés, adressée au Président qui en transmettra copie à chacun des Délégués.

Art. 7.

Travaux intérieurs.

En ce qui concerne les travaux à exécuter par un Etat sur son propre territoire, si, dans le délai de trois mois à dater de la communication qui lui est faite par application du second alinéa de l'Article précédent, le Président n'a notifié au Délégué qui a présenté la proposition aucune observation d'autres Délégués, il peut être procédé sans autre formalité à l'exécution des travaux.

Dans le cas contraire, la Commission doit se prononcer définitivement dans le plus bref délai et au plus tard dans les quatre mois qui suivent l'expiration du premier délai.

Art. 8.

Mesures et travaux extérieurs.

Lorsqu'un Etat demande que certains travaux soient exécutés ou certaines mesures prises sur le territoire d'un autre Etat, en vue de maintenir ou d'améliorer l'unité du régime des eaux, ce dernier Etat s'engage, en cas d'avis favorable de la Commission, et sauf motif légitime d'opposition, à faciliter, par voie d'accord avec l'Etat intéressé, et sans être tenu de participer aux dépenses, la réalisation de ces travaux ainsi que l'adoption desdites mesures.

Art. 9.

Instructions des affaires.

Pour l'application des dispositions de l'alinéa 3 de l'Article 4, comme dans le cas où la Commission estime qu'une affaire nécessite une étude particulière, un Comité formé des Délégués des Etats directement intéressés ou de leurs représentants procédera à cette étude; il recueillera à cet effet sur place toutes les informations nécessaires, et en fera rapport à la Commission. Le Président, ou un assistant choisi par lui sur une liste agréée à l'unanimité par la Commission, pourra prendre part aux travaux du Comité qui se réunira sur la convocation du Président, après accord avec les Délégués des Etats sur les territoires desquels il doit être procédé à l'étude.

En cas d'urgence, le Président peut convoquer le Comité par la voie télégraphique et formuler toutes recommandations nécessaires. L'affaire sera ensuite soumise à la Commission.

Art. 10.

Service hydrométrique et d'annonces des crues.

Chaque Etat prendra les mesures nécessaires pour assurer sur son territoire le fonctionnement de services hydrotechniques qui feront toutes les observations météorologiques, hydrométriques et celles d'annonces des crues.

Les observations nécessaires pour le maintien du régime des eaux seront recueillies et publiées suivant des règles générales établies par la Commission. Ces règles détermineront notamment les échanges d'observations à faire entre les services hydrotechniques des différents Etats.

Art. 11.

Délibérations de la Commission.

La Commission ne peut délibérer valablement que lorsque quatre membres, y compris le Président, sont présents.

Les Délégués empêchés d'assister à une réunion de la Commission peuvent se faire remplacer par un délégué temporaire, ayant voix délibérative dans les mêmes conditions que le membre empêché.

Dans les cas où l'unanimité n'est pas requise, les résolutions sont prises à la majorité des voix, sans que le Président ait voix prépondérante.

Lorsqu'une résolution prise à la majorité implique pour un Etat, dont le Délégué a voté avec la minorité, l'obligation de prendre sur son territoire des mesures d'exécution, cette résolution ne peut entrer en vigueur sur le territoire dudit Etat qu'après l'approbation de celui-ci, sans que la présente stipulation fasse obstacle à l'examen au fond, dans les conditions fixées par l'Article 20, d'un différend qui surgirait entre Etats.

Art. 12.

Nombre des sessions.

La Commission tient une session ordinaire chaque année, autant que possible dans le même mois. Elle se réunit, en outre, en session extraordinaire, soit sur l'initiative du Président, soit sur une demande formulée par deux délégations.

Les convocations pour les sessions tant ordinaires qu'extraordinaires doivent être adressées aux membres, sauf urgence, au moins un mois à l'avance.

Art. 13.

Lieux des sessions.

Chaque session ordinaire de la Commission se tiendra dans la ville qui aura été désignée par la Commission dans sa session ordinaire précédente.

Les sessions extraordinaires seront tenues dans la ville désignée, dans chaque cas, par le Président.

Art. 14.

Présidence.

Le mandat du Président a une durée de cinq années; il peut être renouvelé.

Art. 15.

Secrétariat.

Il est établi à la résidence du Président pour la centralisation et la préparation des travaux et pour la correspondance un secrétariat dont les membres sont nommés par la Commission.

Art. 16.

Langue.

La langue officielle de la Commission est la langue française.

Cependant, aux séances de la Commission, il peut être fait usage d'autres langues par les membres et leurs experts, si ceux-ci ont pris soin de s'assurer le concours d'un interprète.

Les exposés sommaires mentionnés à l'Article 5 peuvent être présentés dans la langue officielle des Etats, à la condition d'être accompagnés d'une traduction en français.

Art. 17.

Budget.

La Commission établit dans sa session ordinaire, sur les propositions et justifications produites par le Président, son budget annuel ainsi que le compte des recettes et des dépenses de l'année précédente.

Tous les frais de la Commission, y compris les honoraires du Président et ses frais de déplacement, ainsi que, le cas échéant, ceux de ses assistants, les appointements ou indemnités des membres et du personnel du secrétariat, leurs frais de déplacement, seront supportés par les Etats représentés à la Commission par parties égales.

Les frais et les émoluments des délégations seront supportés par les Gouvernements qu'elles représentent.

Art. 18.

Ordres de service intérieurs.

La Commission fixe dans des ordres de service intérieurs les dispositions de détail relatives à son fonctionnement et à son organisation.

Art. 19.

Privilèges et immunités.

Le Président, les Délégués ainsi que leurs assistants, les membres et le personnel du secrétariat et des délégations seront, dans l'exercice de leurs fonctions, respectivement traités, dans chaque Etat, comme le Chef, les membres et le personnel d'une mission diplomatique accréditée.

Art. 20.

Règlement des différends.

La Commission se prononce sur toute question relative:

1° Aux obligations auxquelles chaque Etat est tenu en vertu du chapitre III, section II, partie XII, du Traité de Trianon;

2° A l'interprétation et à l'application des dispositions du présent Règlement.

Au cas où un différend surgirait du fait des résolutions de la Commission ou d'un partage égal des voix, chacun des États Contractants pourra en saisir la Société des Nations, suivant la procédure prévue pour le Règlement des différends, après que la Commission aura constaté qu'elle a épuisé tous les moyens de conciliation.

Art. 21.

Révision du Règlement.

Chaque État peut à toute époque demander qu'il soit procédé à une révision du présent Règlement en indiquant les dispositions qu'il désire voir modifier et les motifs de sa proposition. Celle-ci doit être portée à l'ordre du jour de la plus prochaine session de la Commission, qui statue avant tout examen au fond sur l'opportunité de procéder à une révision.

Au cas où trois États demanderaint qu'il soit procédé à la révision, le Président provoquera dans les trois mois une réunion de la Commission, qui procédera immédiatement à l'examen au fond des modifications demandées.

A. Charguéraud. *G. Popesco.*
Buckeisen. *F. Vilfan.*
Jules de Ambròzy. *Müller.*

Protocole de clôture.

En adoptant le Règlement relatif aux attributions et au fonctionnement de la Commission du régime des eaux du Danube, les membres soussignés de ladite Commission sont convenus de ce qui suit:

Ad Art. 3.

Par déboisement et reboisement, on entend uniquement les opérations qui peuvent provoquer une modification de l'unité du régime des eaux.

Le mot „déboisement" ne vise pas les coupes de bois qui sont faites dans une exploitation normale et régulière d'une forêt.

Ad Art. 5, lit. a.

Il est entendu que l'exposé visé au lit. a de l'Article 5 doit donner toutes indications utiles se rapportant à l'unité du régime des eaux; et que l'expression „travaux" vise tous les travaux de quelque nature que ce soit, même ceux qui n'ont pas le caractère de travaux hydrauliques, mais qui sont de nature à exercer pratiquement une influence sur le régime des eaux d'un État voisin.

Ad Art. 17.

Il est entendu, pour l'application du second alinéa de l'Article 17, que, jusqu'à ce que la Commission en ait décidé autrement, la cotisation de l'Autriche sera fixée à la moitié de la cotisation de chacun des autres États.

A. Charguéraud. *G. Popesco.*
Buckeisen. *F. Vilfan.*
Jules de Ambròzy. *Müller.*

Protocole additionnel à la Convention du 27 mai 1923 approuvant le Règlement relatif aux attributions et au fonctionnement de la Commission technique permanente du régime des eaux du Danube.

Les Puissances signataires de la Convention approuvant le Règlement relatif aux attributions et au fonctionnement de la Commission Technique Permanente du Régime des eaux du Danube, ayant reconnu d'un commun accord la nécessité de prolonger les délais de ratification tels qu'ils ont été prévus par l'Article 2 de cette Convention, déclarent que le dépôt des ratifications sur ladite Convention pourra être valablement effectué jusqu'au 30 juin 1924.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements ont signé le présent Protocole additionnel qui sera annexé à l'Acte auquel il se rapporte et dont une expédition authentique sera remise à chacune des Puissances signataires.

Fait à Paris, le 31 mars 1924.

(L. S.) *d'Eichhoff.*
(L. S.) *Hevesy.*
(L. S.) *Antonesco.*
(L. S.) *Spalaikovitch.*
(L. S.) *Štefan Osuský.*

69.

ESPAGNE, NORVÈGE.

Echange de Notes concernant le système douanier espagnol; du 18 juin au 6 septembre 1923.

Overenskomster med fremmede stater 1923, No. 9.

Note fra den spanske utenriksminister til sendemann Lie.

Ministerio de Estado.
Comercio. Madrid, 18 de Junio 1923.

Excmo. Señor:

Muy Señor mío: Por Real Decreto de 12 del corriente mes, publicado en la Gaceta de Madrid del dia 14, se sustituyeron los derechos ad-valorem de las partidas del vigente Arancel de Aduanas español que tenían señalada esta forma de adeudo, por los derechos específios equivalentes que en dicho Real Decreto se establecen, los cuales empezarán a regir el dia 1° de Julio próximo.

Disponiendo el citado Decreto que los derechos específicos correspondientes a partidas que figuran con derechos convenidos en los Tratados y Convenios comerciales que están en vigor entre España y varios paises sean aplicados a estos en lugar de los ad-valorem, tan pronto como sus respectivos Gobiernos expressen el deseo de acogerse a los mismos, tengo la honra de rogar a V. E. que se sirva interesar del Gobierno que tan dignamente representa, tenga a bien manifestar si desea que le sean aplicados los referidos derechos especificos en sustitución de los ad-valorem, en la intelligencia de que, como en el mencionado Decreto se expresa, la aplicación de los nuevos derechos deberá ser, en tal caso, por la totalidad de las partidas cuya forma de adeudo se ha modificado y nó por una parte de las mismas.

El Gobierno de S. M. veria con gusto que los de aquéllas Naciones a que dejo hecha referencia, aceptaran la nueva forma de adeudo, con objeto de que el despacho en las Aduanas se realice de un modo uniforme,

haciendolo así mas fácil y evitando las complicaciones a que daría lugar el empleo de normas distintas para las procedencias de aquéllas paises convenidos, a que anteriormente aludo; pero si sus Gobiernos optaran por el adeudo ad-valorem como hasta aquí, las Aduanas españolas seguirian aplicándoselo en esta forma, ya que a ello tienen derecho con arreglo al régimen convencional existente entre España y dichos paises.

En consideración a lo que dejo expuesto, ruego a V. E. se sirva manifestarme, con la posible urgencia, si su Gobierno desea que se aplique la nueva forma de adeudo, y si así fuera, estimo que podría quedar formalizado el acuerdo y modificado en este particular por consiguiente, el Convenio de comercio concertado entre España y Noruega el 7 de Octubre de 1922,*) mediante la presente Nota y la que V. E. tenga a bien dirigirme en respuesta a la misma.

Aprovecho esta ocasión para reiterar a V. E. las seguridades de mi consideración mas distinguida.

(f.) *S. Alba.*

Excmo. Señor Michael S. Lie, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de S. M. el Rey de Noruega.

Nota verbal.

Legation Royale de Norvège.

Con referencia a su Nota fechada 23 de Junio ppdo. la Real Legación de Noruega tiene la honra por la presente de participar que el Gobierno noruego esta conforme con el deseo expresado en la atenta Nota del Ministerio de Estado de 18 de Junio ppdo. que se sustitu yeron los derechos ad-valorem de las partidas del vigente Arancel de Aduana español numero ex 629 y 1540 contenidas en el Tratado de Comercio entre España y Noruega por los derechos especifícos que en Real Decreto de 12 de Junio ppdo. se establecen.

p. t. San Sebastián, 6 de Septiembre de 1923.

Al Ministerio de Estado.

---

*) V. N. R. G. 3. s. XVIII, p. 794.

70.

SUÈDE, ESTONIE.

Arrangement commercial réalisé par un Echange de Notes signées à Réval, le 7 juillet 1923.*)

Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1923, No. 19.

---

a)

Svenske ministern i Reval till estniske utrikesministern.

Reval, le 7 juillet 1923.

Monsieur le Ministre,

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de Vous faire connaître que, nos deux Gouvernements étant également animés du désir de favoriser de toute manière le développement des relations commerciales entre la Suède et l'Estonie, le Gouvernement Suédois a résolu d'accorder aux ressortissants estoniens, ainsi qu'aux produits du sol et de l'industrie de l'Estonie, sous réserve de réciprocité, les avantages et facilités énoncés ci-dessous.

1) Les nationaux et les produits du sol et de l'industrie de l'Estonie jouiront en Suède sans aucune réserve, pour tout ce qui concerne le commerce, des mêmes avantages que les ressortissants et les marchandises de la nation la plus favorisée. Ce traitement sera appliqué pour tout ce qui concerne l'exercice du commerce, de la navigation et de l'industrie, le droit d'acquérir et de posséder des biens meubles et immeubles et d'en disposer, les impôts et autres droits de quelque nature qu'ils soient, les réquisitions pour des objets d'intérêt militaire ou public, les prohibitions d'importation, d'exportation et de transit et l'application de ces prohibitions, les droits d'accise et de consommation, d'importation et d'exportation et les formatilés douanières.

Cette disposition ne restreindra en rien le droit de la Suède de refuser aux nationaux de l'Estonie dans certains cas, en raison d'une sentence judiciaire ou dans l'intérêt, soit de la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, soit de l'ordre public, ou encore pour des motifs de prévoyance sociale et notamment d'assistance publique, de police sanitaire ou de police des mœurs, l'autorisation de séjourner dans le pays.

2) Les navires estoniens et leurs cargaisons seront traités en Suède sur le même pied que les navires de la nation la plus favorisée et leurs cargaisons.

Il est fait exception de cette disposition pour le droit de se livrer au cabotage.

---

*) Comp. l'Echange de Notes des 25 et 27 mars 1924, ci-dessous, No. 90.

3) La Suède s'engage à accorder le libre transit à travers son territoire aux marchandises, navires, bateaux, wagons à destination ou en provenance de l'Estonie.

Des exceptions à ces stipulations pourront avoir lieu dans les cas suivants:

a) Dans des circonstances exceptionnelles en ce qui touche les provisions de guerre;

b) Pour des raisons de sûreté publique;

c) Pour des motifs de police sanitaire ou en vue de la protection des animaux ou des plantes utiles.

Les marchandises en transit ne seront soumises à aucun droit quelconque de transit.

Sur les chemins de fer, lesdites marchandises et wagons jouiront en ce qui concerne l'expédition et les frais de transport du traitement appliqué aux nationaux ou à la nation la plus favorisée.

4) L'Estonie ne pourra pas revendiquer en vertu des stipulations qui précèdent les faveurs spéciales accordées, ou qui pourront être accordées par la Suède au Danemark ou à la Norvège ou à ces deux pays, aussi longtemps que les mêmes faveurs n'auront pas été accordées à un autre Etat.

5) Le présent Arrangement deviendra applicable depuis le jour de la ratification par le Parlement estonien de la réponse que Votre Excellence voudra bien me faire parvenir à la présente Note et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à dater du jour de la dénonciation.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

Undén.

---

b)

Estniske utrikesministern till svenske ministern i Reval.

Tallinn, le 7 juillet 1923.

Monsieur le Ministre,

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de Vous faire connaître que nos deux Gouvernements étant également animés du désir de favoriser de toute manière le développement des relations commerciales entre l'Estonie et la Suède, le Gouvernement Estonien a résolu d'accorder aux ressortissants suédois, ainsi qu'aux produits du sol et de l'industrie de la Suède, sous réserve de réciprocité, les avantages et facilités énoncés ci-dessous.

1) Les nationaux et les produits du sol et de l'industrie de la Suède jouiront en Estonie sans aucune réserve, pour tout ce qui concerne le commerce, des mêmes avantages que les ressortissants et les marchandises de la nation la plus favorisée. Ce traitement sera appliqué pour tout ce qui concerne l'exercice du commerce, de la navigation et de l'in-

dustrie, le droit d'acquérir et de posséder des biens meubles et immeubles et d'en disposer, les impôts et autres droits de quelque nature qu'ils soient, les réquisitions pour des objets d'intérêt militaire ou public, les prohibitions d'importation, d'exportation, et de transit, et l'application de ces prohibitions, les droits d'accise et de consommation, d'importation et d'exportation et les formalités douanières.

Cette disposition ne restreindra en rien le droit de l'Estonie de refuser aux nationaux de la Suède dans certains cas, en raison d'une sentence judiciaire ou dans l'intérêt soit de la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, soit de l'ordre public, ou encore pour des motifs de prévoyance sociale et notamment d'assistance publique, de police sanitaire ou de police des mœurs, l'autorisation de séjourner dans le pays.

2) Les navires suédois et leurs cargaisons seront traités en Estonie sur le même pied que les navires de la nation la plus favorisée et leurs cargaisons.

Il est fait exception de cette disposition pour le droit de se livrer au cabotage.

3) L'Estonie s'engage à accorder le libre transit à travers son territoire aux marchandises, navires, bateaux, wagons à destination ou en provenance de la Suède.

Des exceptions à ces stipulations pourront avoir lieu dans les cas suivants:

a) Dans des circonstances exceptionnelles en ce qui touche les provisions de guerre;

b) Pour des raisons de sûreté publique;

c) Pour des motifs de police sanitaire ou en vue de la protection des animaux ou des plantes utiles.

Les marchandises en transit ne seront soumises à aucun droit quelconque de transit.

Sur les chemins de fer, lesdites marchandises et wagons jouiront en ce qui concerne l'expédition et les frais de transport du traitement appliqué aux nationaux ou à la nation la plus favorisée.

4) La Suède ne pourra pas revendiquer en vertu des stipulations qui précèdent les faveurs spéciales accordées ou qui pourront être accordées par l'Estonie à la Finlande, ou à la Latvie, ou à Lithouanie, ou à la Russie, ou aux pays qui seront liés avec l'Estonie par des traités d'union douanière ou économique ou à tous ces pays, aussi longtemps qui les mêmes faveurs n'auront pas été accordées à un autre Etat.

5) Le présent Arrangement deviendra applicable depuis le jour de la ratification de la présente Note par le Parlement Estonien et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à dater du jour de la dénonciation.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Hellat.

71.

SUÈDE, GRANDE-BRETAGNE.

Arrangement concernant la suppression réciproque du visa des passeports; réalisé par un Echange de Notes signées à Londres, les 10 et 31 juillet 1923.*)

Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1923, No. 18.

72.

NORVÈGE, ISLANDE.

Convention concernant les abonnements aux journaux et publications périodiques; signée à Kristiania et à Reykjavik, les 28 juillet et 10 août 1923.

Overenskomster med fremmede stater 1924, p. 7.

73.

SUÈDE, FINLANDE.

Echange de Notes concernant l'établissement et la modification de phares et de stations de signaux phoniques; signées à Helsingfors, les 11 août et 12 octobre 1923.

Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1923, No. 20.

---

a)

Finske utrikesministern till svenske ministern i Helsingfors.

Helsingfors den 11 augusti 1923.

Herr Minister,

I skrivelse av den 23 sistlidne mars har Ni, Herr Minister, på uppdrag av Eder regering gjort en framställning om ingående av en överenskommelse mellan Republiken Finlands Regering å den ena sidan och Kungliga Svenska Regeringen å den andra sidan angående ömsesidigt meddelande av förslag rörande inrättande eller förändring av fyrar eller mistsignaler, vilken framställning är av följande innehåll:

---

*) Mis en vigueur pour certains Colonies et Protectorates britanniques par un Echange de Notes des 25 et 29 avril 1924. V. Överenskommelser 1924, p. 66.

„När från finsk eller svensk sida tades i övervägande att anordna en ny fyr- eller mistsignalinrättning eller att omändra en redan befintlig sådan, och då därigenom tekniska intressen beröras för den andra statens myndighet, som har överinseende över säkerhetsanstalterna för sjöfarten, skola de intresserade regeringarna på diplomatisk väg tillställa varandra meddelande om det ungefärliga läget, den antagliga lysvidden för fyrskenet och karaktären av fyren eller mistsignalen ävensom andra omständigheter, som kunna anses erforderliga för bedömandet av den ifrågasatta säkerhetsanstaltens inverkan på närbelägna anläggningar. Sådana meddelanden skola emellertid ej medföra förpliktelser att också utföra dessa åtgärder eller att uppskjuta utförandet, tills beslut fattats å den andra sidan. I händelse sådant skulle anses önskvärt, kunna ombud från de intresserade myndigheterna, som hava överseendet över säkerhetsanstalterna, utses för muntlig överläggning.“

Med anledning härav har jag äran meddela, att Republikens Regering är villig att sluta en sådan överenskommelse, och i det jag anhåller, att Ni, Herr Minister, ville bringa ovanstående till Kungliga Svenska Regeringens kännedom, ber jag Eder samtidigt tillställa mig en motsvarande förklaring. Jag tillåter mig slutligen att föreslå, att överenskommelsen vid tidpunkten för denna förklarings överlämnande skall anses hava trätt i kraft för bägge parternas vidkommande.

Mottag, Herr Minister, försäkran om min utmärkta högaktning.

J. H. Vennola.

---

b)

Svenske ministern i Helsingfors till finske utrikesministern.

Helsingfors, den 12 oktober 1923.

Herr Minister,

I skrivelse den 11 sistlidna augusti har Herr Ministern meddelat, att Republikens Regering vore villig at angående ömsesidigt meddelande av förslag till inrättande eller förändring av fyrar eller mistsignaler med Kungl. Svenska Regeringen avsluta en överenskommelse av följande innehåll:

[suit le texte précédent]

Samtidigt har Herr Ministern jämte hemställan att jag ville tillställa Herr Ministern en motsvarande förklaring föreslagit, att överenskommelsen för bägge parternas vidkommande skulle anses hava trätt i kraft vid tidpunkten för överlämnandet av denna förklaring.

Till svar å Herr Ministerns härovan åberopade skrivelse har jag äran härmed förklara, att Kungl. Svenska Regeringen finner nu omförmälda överenskommelse vara vederbörligen avslutad, samt att densamma skall anses hava trätt i kraft i och med överlämnandet av denna förklaring.

Mottag, Herr Minister, försäkran om min utmärkta högaktning

Henning Elmquist.

74.

FRANCE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Convention commerciale; signée à Paris, le 17 août 1923, suivi d'un Arrangement additionnel, signé à Paris le 18 août 1924.

League of Nations. Treaty Series XLIV, p. 22.

La Convention est entrée en vigueur, à titre provisoire, le 1er septembre 1923, l'Arrangement additionnel a été mis en vigueur le 10 janvier 1925. Ces deux accords ont été abrogés par la Convention commerciale du 2 juillet 1928, ci-dessous No. 75.

75.

FRANCE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Convention commerciale; signée à Paris, le 2 juillet 1928,*) modifiée par un Echange de Notes du 9 janvier 1930.

Journal officiel de la République Française du 27 avril 1929 et du 8 février 1930.

Le Président de la République Française et le Président de la République Tchécoslovaque ayant reconnu que pour développer les échanges et la coopération économique entre les deux pays, il était utile de substituer une nouvelle convention commerciale à celle qui avait été conclue le 17 août 1923 et complétée le 18 août 1924,**) ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs;

D'une part,

Le Président de la République Française,

M. Aristide Briand, ministre des affaires étrangères, et

M. Bokanowski, ministre du commerce, de l'industrie, des postes, des télégraphes, des téléphones et de l'aéronautique;

D'autre part,

Le Président de la République Tchécoslovaque,

M. Stephen Osusky, ministre plénipoteniaire et envoyé extraordinaire de la République Tchécoslovaque, et

M. Voitech Vanicek, consul général,

lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions ci-après:

*) Les ratifications ont été échangées à Paris, le 9 avril 1929. V. Journal officiel 1929, p. 4765.
**) V. ci-dessus No. 74.

Art. 1er.

Les produits naturels ou manufacturés du territoire douanier français seront admis, sur le territoire douanier de la République Tchécoslovaque, au bénéfice des droits les plus réduits que la République Tchécoslovaque accorde ou pourrait accorder à l'avenir à toute autre puissance.

Sans préjudice de la disposition ci-dessus, les produits naturels ou fabriqués, énumérés à la liste A,*) seront admis à leur importation sur le territoire douanier de la République Tchécoslovaque au bénéfice des droits conventionnels stipulés à ladite liste.

Les droits de douane du tarif tchécoslovaque sont exprimés en couronnes tchécoslovaques, dont la relation avec les monnaies à la parité de l'or est fixée par la loi.

Dans le cas où la relation ainsi fixée par la loi changerait de façon à accuser une différence de 10 p. 100 au moins, pendant la durée d'un mois, sur le cours moyen de la couronne tchécoslovaque, par rapport au dollar ou à la livre sterling, ou au cours moyen de ces deux monnaies, le Gouvernement Tchécoslovaque introduirait des coefficients de manière à compenser la différence ci-dessus de la relation entre le cours de la couronne tchécoslovaque stabilisé par la loi et le cours moyen desdites monnaies. Dans ce cas, le Gouvernement Tchécoslovaque modifierait les coefficients au moins une fois tous les mois, d'après la relation des cours du change établie régulièrement par la Banque nationale de Tchécoslovaquie.

La cote de la bourse, soit de Prague, soit de New-York, soit de Londres, sera prise pour base des cours du change à établir.

Art. 2.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de Tchécoslovaquie, à l'exception de ceux qui sont repris à la liste B,*) bénéficieront, sans limitation à leur importation sur le territoire douanier français, des droits du tarif minimum et du traitement de la nation la plus favorisée.

En outre, les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de Tchécoslovaquie énumérés à la liste C,*) bénéficieront, à leur importation sur le territoire douanier français, des droits du tarif minimum indiqués à ladite liste.

Les droits fixés à la liste C resteront applicables aussi longtemps que l'indice officiel des prix de gros ne marquera pas une différence de plus de 20 p. 100 par rapport à l'indice du mois de juillet 1928.

Dans le cas où cette différence se réaliserait, les droits pourront être majorés et devront être diminués en proportion de l'indice, sans que toutefois la rectification puisse intervenir sinon à la fin d'un trimestre. La même méthode sera appliquée, dans les mêmes proportions

---

*) Non reproduite.

et les mêmes conditions, pour toute altération ultérieure de l'indice des prix de gros.

Les réductions opérés ne pourront toutefois excéder 60 p. 100 du taux des droits inscrits au tarif.

Art. 3.

Pour les produits énumérés aux listes A et C, chacune des Hautes Parties Contractantes accordera aux produits du territoire douanier de l'autre le bénéfice des avantages résultant des modifications apportées aux nomenclatures douanières ou aux méthodes de tarification introduites dans les tarifs en vertu de mesures administratives ou légales ou de conventions conclues avec d'autres puissances.

En aucun cas, il ne pourra résulter des modifications susmentionnées aucune aggravation de l'incidence moyenne des droits prévus ou aucune discrimination au détriment des produits du territoire douanier de l'autre Partie Contractante.

Art. 4.

Dans le cas où les produits tchécoslovaques importés en France au bénéfice des Articles précédents seraient soumis à une tarification ad valorum, la valeur à déclarer pour l'application des droits de douane sera celle que les marchandises ont dans le lieu et au moment où elles sont présentées à la douane. Elle comprend la valeur d'achat (prix de facture) de la marchandise, augmentée de tous les frais nécessaires pour l'importation jusqu'au lieu d'introduction (transport, fret, droits de sortie, assurance, commission, prix des emballages non taxables séparément, etc.), à l'exclusion des droits d'entrée.

Toutefois, la valeur ainsi calculée devra, s'il y a lieu, être rectifiée pour tenir compte des variations de prix postérieures à l'achat.

La déclaration doit être appuyée d'une facture visée par l'autorité diplomatique ou consulaire française, ou, à défaut, par les organismes ayant la compétence et présentant les garanties nécessaires, qui auront été préalablement agrées par le Gouvernement Français. Cet agrément pourra être retiré s'il est constaté que ces organismes ne présentent plus les garanties nécessaires.

Le service français des douanes peut exiger la production des marchés, contrats, correspondances et autres documents relatifs aux opérations sans que toutefois ces documents, non plus que la facture lient obligatoirement son appréciation.

A l'égard de divers produits ou marchandises dont l'énumération fera l'objet de décrets rendus après avis d'une commission consultative interministérielle siégeant au ministère français du commerce et de l'industrie, la valeur imposable pourra être celle indiquée par les mercuriales officielles ou par des barèmes concertés avec les groupements industriels et commerciaux intéressés et agréés par les départements ministériels compétents.

Le Gouvernement Tchécoslovaque réglera le dédouanement des marchandises soumises dans la République Tchécoslovaque à des droits ad valorem, sur la base du prix de facture majoré conformément à la loi tchécoslovaque, des frais d'emballage, de transport jusqu'à la frontière tchécoslovaque, d'assurance et de commission. Toutefois, pour les véhicules automobiles, les Hautes Parties Contractantes ont déterminé, par une disposition spéciale, les bases sur lesquelles la tarification sera appliquée et le dédouanement effectué.

Les deux Gouvernements s'engagent à prendre en considération, sans pour cela renoncer à leur pouvoir d'appréciation, tous éléments d'estimation transmis comme émanant d'organismes industriels habilités à les fournir et dignes de créance, lesdits éléments devant servir notamment au cas où la présomption de fraude sur les prix facturés pourrait entrainer l'application d'amendes ou de pénalités.

Art. 5.

Il y aura, entre les territoires des deux Parties Contractantes, une liberté réciproque de commerce et de navigation.

Elles se réservent toutefois le droit d'apporter des exceptions à ce principe, pour les raisons ci-après énumérées, et pour autant que ces prohibitions ou restrictions soient en même temps applicables à tous les autres pays se trouvant dans des conditions similaires:

1° Prohibitions ou restrictions relatives à la sécurité publique;

2° Prohibitions ou restrictions édictées pour des raisons morales ou humanitaires;

3° Prohibitions ou restrictions concernant le trafic des armes, des munitions et des matériels de guerre ou dans des circonstances exceptionnelles, de tous autres approvisionnements de guerre;

4° Prohibitions ou restrictions édictées en vue de protéger la santé publique ou d'assurer la protection des animaux ou des plantes contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles;

5° Prohibitions ou restrictions à l'exportation ayant pour but la protection du patrimoine national artistique, historique ou archéologique;

6° Prohibitions ou restrictions applicables à l'or, à l'argent, aux espèces, au papier monnaie et aux titres;

7° Prohibitions ou restrictions ayant pour but d'étendre aux produits étrangers le régime établi à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production, le commerce, le transport et la consommation des produits similaires;

8° Prohibitions ou restrictions appliquées à des produits qui font ou qui feront, à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production ou le commerce, l'objet de monopole d'Etat ou de monopoles exercés sous le contrôle de l'Etat.

Art. 6.

Les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire douanier de l'une des Hautes Parties Contractantes à destination du territoire

douanier de l'autre, bénéficieront, en ce qui concerne les droits et taxes à l'exportation, du régime le plus favorable que chacune des Hautes Parties Contractantes accorde ou pourrait éventuellement accorder à toute puissance tierce.

Art. 7.

Le traitement de la nation la plus favorisée prévu aux Articles précédents ne s'étend pas:

a) Aux avantages qui ont été ou seraient accordés par une des Hautes Parties Contractantes à des pays limitrophes en vue de faciliter le trafic frontalier dans une zone qui, en règle générale, ne peut excéder 15 kilomètres en profondeur de chaque côté de la frontière commune;

b) Au régime spécial que la France pourrait instituer en matière tarifaire pour des importations destinées à faciliter les règlements financiers avec les pays qui ont été en état de guerre avec elle pendant les années 1914 à 1918.

Art. 8.

Les taxes intérieures qui, sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes, frappent, pour le compte de qui que ce soit, la production, la circulation, le conditionnement ou la consommation d'un produit naturel ou fabriqué, ne doivent, sous aucun prétexte, frapper les produits de l'autre Partie à un degré plus élevé ou dans des conditions plus onéreuses que les produits nationaux similaires.

Les produits français soumis, à leur importation dans la République Tchécoslovaque, à la taxe dite de manipulation, bénéficieront des taux les plus favorables, sans que ces taux, pour les produits énumérés à la liste D,*) puissent jamais être supérieurs à ceux qui y sont portés. Tous produits qui actuellement ne sont pas soumis à la taxe de manipulation ne pourront être à l'avenir grevés d'une taxe supérieure à 1 p. 100 de leur valeur.

Art. 9.

Pour la réglementation du commerce libre, et notamment pour la vente, la mise en vente, la circulation, la consommation du produit, il ne sera pas établi de distinction entre les produits nationaux et les produits de l'autre Partie Contractante, sous réserve des mesures que chacun des deux Gouvernements pourrait être amené à appliquer pour la répression de la concurrence déloyale.

Art. 10.

Les Hautes Parties Contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne l'accomplissement des formalités de douane relatives au transit, à l'entreposage, à la réexportation, au transbordement des marchandises et à toutes autres opérations que subissent les marchandises importées, exportées

---

*) Non reproduite.

ou en transit, ainsi qu'en ce qui concerne les taxes afférentes à ces diverses manutentions.

Art. 11.

En ce qui concerne la nationalité de la marchandise importée du territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes sur le territoire de l'autre, celle-ci, dans le cadre de sa législation propre, appliquera le traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 12.

Ne seront pas soumis, à leur importation, à des droits de douane ou redevances autres ou plus élevés que s'ils avaient été importés directemen de leur pays d'origine:

Les produits du sol ou de l'industrie de la Tchécoslovaquie importés en France en transit par le territoire d'un ou plusieurs pays tiers, ainsi que les produits du sol ou de l'industrie de pays tiers, importés en transit par le territoire de la Tchécoslovaquie vers le territoire de la France, sous réserve que des transports soient effectués directement et sans emprunt de la mer;

Les produits du sol ou de l'industrie de la France importés en Tchécoslovaquie en transit par le territoire d'un ou plusieurs pays tiers, ainsi que les produits du sol ou de l'industrie de pays tiers importés en transit par le territoire français vers le territoire de la Tchécoslovaquie.

Art. 13.

En considération de la situation géographique spéciale de la République Tchécoslovaque, la France consent à accorder le bénéfice de la droiture aux marchandises originaires et en provenance de la République Tchécoslovaque même si elles ont été transportées avec emprunt de la mer à condition qu'elles soient en provenance de l'un des ports européens ci-après: Gdynia, Dantzig, Stettin, Lübeck, Hambourg, Brême, Rotterdam, Anvers, Gênes, Venise, Trieste, Fiume, Sussak, Split, Braïla, Galatz et que, pour la justification du transport, elles soient accompagnées de tous documents justificatifs (lettre de voiture ou connaissement fluvial, original ou duplicata, et connaissement maritime), et, pour la justification d'origine, dans les cas où celle-ci ne serait pas suffisamment établie par les documents de transport, du certificat d'origine afférent aux matières énumérées dans les observations préliminaires du tarif douanier français et établi en conformité des dispositions de l'Article 14 ci-après.

Art. 14.

Pour l'application des Articles 1, 2 et 30, les Hautes Parties Contractantes pourront exiger que les produits et marchandises importés dans leur territoire soient accompagnés d'un certificat d'origine attestant:

1° S'il s'agit de matières premières proprement dites ou de produits naturels, qu'ils sont originaires de l'autre pays:

2° S'ils s'agit d'un produit manufacturé, qu'il remplit, soit en ce qui concerne la matière première incorporée, soit en ce qui concerne le travail subi, les conditions auxquelles le pays importateur soumet la reconnaissance de la nationalité visée à l'Article 11 ci-dessus.

Les certificats d'origine seront délivrés soit par les autorités douanières, soit par les chambres de commerce compétentes de chacune des Hautes Parties Contractantes; ils seront établis selon les formules adoptées par l'administration des douanes ou par les chambres de commerce officiellement reconnues du pays expéditeur; ils seront rédigés soit dans la langue du pays d'origine, soit dans la langue du pays de destination. Dans le premier cas, les deux pays se réservent la faculté d'en exiger la traduction.

Les certificats d'origine délivrés par les autorités douanières seront dispensés du visa consulaire.

Les certificats d'origine délivrés par les chambres de commerce officiellement reconnues seront visés sans frais par les autorités consulaires du pays de destination.

Lorsque le certificat d'origine visé par l'autorité consulaire portera la mention de la valeur de la marchandise, il pourra tenir lieu de facture consulaire. Dans ce cas, aucune taxe supplémentaire ne sera perçue par l'autorité consulaire pour l'attestation de la valeur de la marchandise.

Sont dispensés du certificat d'origine les colis postaux et envois par la poste, les colis de 5 kilogr. et moins importés par voie aérienne, ainsi que les échantillons de voyageurs de commerce.

Dans le cas où des marchandises originaires d'un pays tiers ne seraient pas importées directement du pays d'origine dans le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes, mais en transit par le territoire de l'autre, les Hautes Parties Contractantes accepteront comme justification d'origine, hors le cas de soupçon de fraude ou d'abus, au même titre que celles délivrées dans les pays d'origine, les attestations établies par les autorités compétentes de l'autre Partie Contractante, sous la réserve qu'elles répondent aux prescriptions réglementaires.

Dans tous les cas où l'un des deux Gouvernements signalera à l'autre que des pratiques frauduleuses se sont produites dans la délivrance desdits certificats, le gouvernement auquel la plainte aura été adressée provoquera immédiatement une enquête spéciale sur les faits incriminés, en communiquera les résultats au gouvernement plaignant et prendra, le cas échéant, toutes mesures en son pouvoir pour prévenir la continuation desdites pratiques frauduleuses.

Art. 15.

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir d'une manière effective les produits naturels ou fabriqués, originaires de l'autre Partie Contractante, contre la concurrence déloyale dans les tractations commerciales, notamment

à réprimer et à prohiber, par la saisie ou par toutes autres sanctions appropriées conformément à sa propre législation, l'importation, l'entreposage, la vente et la mise en vente à l'intérieur, de tous produits portant sur eux-mêmes ou sur leur conditionnement immédiat ou sur leur emballage extérieur, sur les factures, lettres de voiture et papiers de commerce, des marques, noms, inscriptions ou signes quelconques comportant directement ou indirectement de fausses indications sur l'origine, l'espèce, la nature ou les qualités spécifiques de ces produits ou marchandises.

Art. 16.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à donner une application effective à la convention internationale du 20 mars 1883*) pour la protection de la propriété industrielle, revisée à Washington le 2 juin 1911,**) ainsi qu'aux divers arrangements complémentaires concernant la propriété industrielle tels qu'ils ont été signés à la Haye le 5 novembre 1925.***)

Art. 17.

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à prendre toutes mesures nécessaires en vue de réprimer l'emploi de fausses appellations géographiques d'origine des produits vinicoles, pour autant qu'ils soient originaires des territoires de l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes et que les appellations d'origine soient dûment protégées dans le pays de production et notifiées à l'autre Partie. La notification devra viser la délimitation des territoires auxquels s'appliquent ces appellations d'origine et la procédure relative à la délivrance du certificat d'origine.

Seront notamment réprimées par la saisie ou la prohibition ou par d'autres sanctions appropriées, conformément à la législation de chaque pays, l'importation et l'exportation, l'entreposage, la fabrication, la circulation, la vente ou la mise en vente des produits visés ci-dessus dans le cas où figureraient sur les fûts, bouteilles, emballages ou caisses les contenant, des marques, des noms, des inscriptions ou des signes quelconques, comportant de fausses appellations d'origine sciemment employées.

La saisie des produits incriminés ou les autres sanctions seront appliquées soit à la diligence de l'administration, soit à la requête du ministère public ou d'une partie intéressée, individu, association ou syndicat, conformément à la législation respective de chacune des Hautes Parties Contractantes.

L'interdiction de se servir d'une appellation géographique pour désigner des produits vinicoles autres que ceux qui y ont réellement droit subsiste, alors même que la véritable origine des produits serait mentionnée ou que les appellations fausses seraient accompagnées de certaines rectifications, telles que: „genre“, „façon“, „type“, ou autres.

---

*) V. **N. R. G.** 2. s. X, p. 133. XXX, p. 449.
) V. **N. R. G. 3. s. VIII, p. 760.
***) V. la livraison prochaine.

Aucune appellation géographique d'origine des produits vinicoles de l'une des Hautes Parties Contractantes, si elle est dûment protégée dans le pays de production et si elle a été régulièrement notifiée à l'autre Partie, ne pourra être considérée comme ayant un caractère générique. Seront reconnues de la même manière, les délimitations et les spécifications qui se rapportent à ces appellations.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent, en outre dès à présent à appliquer les dispositions du présent Article, pour la France: aux fromages de Roquefort, et, pour la Tchécoslovaquie: aux houblons ainsi qu'à la bière de Plzen (Pilsen).

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à effectuer dans le plus bref délai possible, les notifications prévues au paragraphe 1er du présent Article.

Les Hautes Parties Contractantes se déclarent prêtes à étudier ultérieurement l'extension éventuelle des dispositions qui précèdent, à d'autres produits tirant du sol ou du climat leurs qualités spécifiques.

Art. 18.

Les négociants, fabricants et autres industriels de l'un des deux pays, qui prouvent par l'exhibition d'une carte de légitimation industrielle délivrée par les autorités de leur pays, qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce ou industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts établis par la loi, auront le droit, personnellement ou par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans l'autre pays, chez des négociants ou dans les locaux de vente publique ou chez les personnes qui produisent des marchandises. Ils pourront aussi prendre des commandes, même sur échantillons ou modèles, chez les négociants, dans leurs bureaux commerciaux, ou chez les personnes dans l'exploitation industrielle desquelles les marchandises du genre offert trouvent leur emploi. Ils ne seront astreints pour les activités énumérées au présent alinéa à aucune taxe ou redevance.

Les personnes munies d'une carte de légitimation industrielle ont le droit d'avoir avec elles des échantillons ou des modèles, mais non des marchandises.

Elles devront se conformer aux dispositions en vigueur dans chaque pays.

Les cartes de légitimation industrielle devront être conformes au modèle établi par la convention internationale signée à Genève le 3 novembre 1923 pour la simplification des formalités douanières.*) Elles seront exemptes du visa consulaire ou autre.

Art. 19.

En ce qui concerne les échantillons et modèles, les Hautes Parties Contractantes appliqueront les dispositions contenues dans la convention

*) V. N. R. G. 3. s. XIX, p. 165.

internationale signée à Genève le 3 novembre 1923 pour la simplification des formalités douanières.

Le délai de réexportation sera, sauf prorogation, fixé à six mois.

Art. 20.

Les dispositions des Articles 13 et 19 ne portent pas préjudice aux prescriptions régissant les professions ambulantes et le colportage dans les deux pays, chacune des Hautes Parties Contractantes réservant à cet égard l'entière liberté de sa législation.

Art. 21.

1. Les ressortissants de chacune des deux Hautes Parties Contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre, du traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le voyage, le séjour, l'établissement, ainsi que l'exercice du commerce, de l'industrie ou de toute autre profession et tous droits et intérêts en découlant.

2. Les ressortissants de chacune des deux Hautes Parties Contractantes auront toute liberté de posséder, louer ou occuper des biens mobiliers et immobiliers sur le territoire de l'autre et d'acquérir la possession de ces biens par achat, donation, succession, disposition testamentaire ou de toute autre manière, dans les mêmes conditions que celles qui sont prévues par les lois de l'Etat où les biens sont situés pour les ressortissants d'un Etat tiers quelconque. Ils en auront la disposition aux mêmes conditions.

3. Les ressortissants de chacune des deux Hautes Parties Contractantes sur le territoire de l'autre ne sont pas traités moins favorablement que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée en matière de réquisition ou de prestation, sous réserve des dispositions de l'alinéa 4 en ce qui concerne les réquisitions et prestations militaires personnelles.

4. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes sont exempts, sur le territoire de l'autre, de tout service militaire obligatoire, soit dans les armées, soit dans les gardes ou milices nationales. Ils sont exempts de toute taxe, de quelque nature que ce soit, imposée au lieu de service militaire personnel, ainsi que de toutes prestations ou réquisitions militaires personnelles.

5. Aucune mesure de limitation, de disposition, de restriction ou d'expiration pour cause d'utilité publique ou d'intérêt général, affectant la propriété ou l'usage des biens, droits ou intérêts des ressortissants de l'une des deux Hautes Parties Contractantes, ne pourra être prise par l'autre Partie qui ne soit applicable dans les mêmes conditions aux biens, droits ou intérêts de ses nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée. L'application de ces mesures sera subordonnée au payement d'une juste indemnité si, du moins, cette indemnité est accordée aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

6. En matière d'impôts et de taxes de toute nature, ainsi que de toutes autres charges de caractère fiscal, en tant qu'elles sont assimilables à des impôts, sans égard pour le compte de qui ils sont perçus, les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront, sous tous les rapports, sur le territoire de l'autre Partie, tant pour leurs personnes que pour leurs biens, droits et intérêts, y compris leur commerce, industrie ou profession, du même traitement et de la même protection, auprès des autorités et juridictions fiscales, que les nationaux. Si les lois de l'un des deux Etats soumettent actuellement ou soumettaient à l'avenir, à la condition de réciprocité, l'octroi aux étrangers du traitement national en matière fiscale, les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour déclarer, par le présent Article, qu'elles considèrent cette condition de réciprocité comme réalisée.

Les dispositions du paragraphe 6 ne font pas obstacle à la perception, le cas échéant, soit de taxes dites de séjour, soit de taxes afférentes à l'accomplissement des formalités de police, étant entendu que les ressortissants des deux Etats jouiront, sous ce rapport, du traitement accordé aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Le traitement de la nation la plus favorisée, visé aux alinéas précédents, ne s'étend pas aux avantages qu'une des Hautes Parties Contractantes aurait accordés ou accorderait à un Etat tiers, en vue d'établir un équilibre entre ses propres impositions et celles de cet Etat, et notamment d'éviter une double taxation, ou à l'effet d'assurer protection et assistances judiciaires réciproques en matière d'obligations ou de pénalités fiscales.

Art. 22.

1. Les sociétés par actions et autres sociétés civiles, commerciales, financières, d'assurances, les compagnies assurant les communications et les compagnies de transport, et, en général, toutes les sociétés de caractère économique constituées conformément aux lois de l'un des deux Etats et ayant leur siège sur leur territoire seront reconnues par l'autre Partie comme existant régulièrement.

2. La légalité de leurs constitutions et leur capacité d'ester en justice seront appréciées d'après leurs statuts et la loi de leur pays d'origine.

3. Lesdites sociétés constituées sur le territoire de l'une des deux Hautes Parties Contractantes pourront, en se conformant aux lois de l'autre Etat, sur le territoire de ce dernier, exercer leur activité, s'y établir et y créer des filiales, succursales et agences.

4. Lesdites sociétés, ainsi que leurs agences, succursales et filiales, jouiront du traitement prévu à l'Article 21, pour les ressortissants en ce qui concerne le droit de posséder, louer, occuper, acquérir la possession de tous biens, meubles et immeubles et d'en disposer, en matière de réquisition et prestations, en cas de mesures de limitation, disposition, restriction ou expropriation pour cause d'utilité publique ou d'intérêt général.

5. Lesdites sociétés, ainsi que leurs agences, succursales et filiales, jouiront du traitement prévu à l'Article 21 pour les ressortissants, en ce qui concerne les impôts et la protection en matière fiscale. Toutefois, en ce qui concerne les impôts calculés sur le capital, les revenus ou bénéfices, chacune des deux Hautes Parties Contractantes ne taxera les sociétés de l'autre, selon la nature des impôts, qu'à raison de la part d'actif social qu'elles ont investi sur son territoire, des biens qu'elles y possèdent, des titres qui y circulent, des bénéfices qu'elles y réalisent ou des affaires qu'elles y pratiquent.

Art. 23.

Pour toutes les questions relatives au transit international, les Hautes Parties Contractantes se réfèrent à la convention et au statut de Barcelone du 20 avril 1921 sur la liberté du transit.*) Les dispositions de ces actes continueront à régir leurs relations réciproques.

Art. 24.

Pour toutes les questions relatives au régime international des voies ferrées, les Hautes Parties Contractantes appliqueront dans leurs relations réciproques les dispositions de la convention et du statut sur le régime international des voies ferrées établis à Genève le 9 décembre 1923.**)

Art. 25.

En ce qui concerne la navigation sur les fleuves internationaux, les Hautes Parties Contractantes se réfèrent aux actes régissant cette navigation et, notamment à la convention et au statut de Barcelone du 20 avril 1921 sur le régime des voies navigables d'intérêt international***) et à la convention internationale de Paris du 23 juillet 1921 établissant le statut définitif du Danube internationalisé. †). Les dispositions de ces actes continueront à régir leurs relations réciproques.

Art. 26.

Sous réserve des dispositions complémentaires qui suivent, les Hautes Parties Contractantes conviennent de mettre immédiatement en application, pour leurs relations réciproques, les dispositions de la convention et du statut de Genève du 9 décembre 1923 sur le régime international des ports maritimes. ††)

Les bâtiments tchécoslovaques pourront se rendre dans un ou plusieurs ports français, soit pour y débarquer tout ou partie de leurs passagers ou de leurs cargaisons en provenance de l'étranger, soit pour y embarquer tout ou partie de leurs passagers ou de leurs cargaisons à destination de l'étranger.

---

*) V. N. R. G. 3. s. XVIII, p. 690.
**) V. N. R. G. 3. s. XIX, p. 214.
***) V. N. R. G. 3. s. XVIII, p. 709.
†) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 606.
††) V. N. R. G. 3. s. XIX, p. 250.

Le Gouvernement Tchécoslovaque s'engage à ne prendre ou laisser prendre par les organismes placés sous son contrôle aucune mesure et à ne conclure avec des gouvernements ou organismes étrangers aucun accord ayant pour effet d'éliminer ou de défavoriser d'une manière quelconque, par rapport aux pavillons tchécoslovaque ou tiers, les navires et le commerce maritime français, pour ce qui concerne notamment le transport des biens, passagers et émigrants soit de la Tchécoslovaquie, soit d'un Etat étranger, qui traverseraient une partie du territoire tchécoslovaque, et quelle que soit la voie ou le port emprunté ou à emprunter. De son côté, le Gouvernement Français prend le même engagement en ce qui concerne les navires et le commerce maritime tchécoslovaques.

Art. 27.

Les navires, compagnies de navigation ou entreprises d'émigration de chacune des Hautes Parties Contractantes bénéficieront dans le territoire de l'autre Partie du traitement national ou du traitement le plus favorable accordé à un pays tiers quelconque en tout ce qui concerne le transport des émigrants provenant de leurs territoires respectifs, ou y ayant passé en transit et s'embarquant dans un port quelconque.

Le présent Article n'affecte toutefois en rien les dispositions des lois et règlements relatifs aux conditions auxquelles est subordonné soit l'autorisation du transport des émigrants, soit l'établissement d'agences par ces compagnies ou entreprises.

Art. 28.

La nationalité des navires sera reconnue par les deux Hautes Parties Contractantes conformément aux lois et règlements de chacune d'elles et sera constatée d'après les documents et patentes se trouvant à bord et établis par les autorités compétentes du pays auquel appartient le navire.

Tout navire tchécoslovaque qui serait contraint par le mauvais temps ou par un cas de force majeure de se réfugier dans un port français y jouira, à tous égards, du traitement accordé aux navires de la nation la plus favorisée. Il en sera de même au cas d'échouement ou de naufrage d'un navire tchécoslovaque sur les côtes du territoire français.

Art. 29.

Les bateaux d'une des Hautes Parties Contractantes et leurs équipages et cargaisons bénéficieront dans les eaux intérieures de l'autre Partie Contractante, ainsi que dans ses ports intérieurs ouverts au trafic, du même traitement que les bateaux, équipages et cargaisons de la nation la plus favorisée.

En ce qui concerne toutes redevances et taxes afférentes à la navigation intérieure, aucune des deux Parties Contractantes ne traitera, sur ses voies d'eau intérieures ou dans ses ports intérieurs ouverts au trafic, les bateaux de l'autre Partie, leurs équipages et cargaisons, moins favorablement que ses propres bateaux, équipages et cargaisons ou que ceux de la nation la plus favorisée.

Les dispositions prévues aux deux alinéas précédents ne s'appliquent pas aux opérations de transport effectuées entre deux ports d'un même réseau intérieur national.

Tous les bateaux qui appartiennent à des Tchécoslovaques ou à une compagnie tchécoslovaque, de même que tous les bateaux qui appartiennent à des Français ou qui, d'après le droit français, sont reconnus comme bateaux français, sont considérés dans l'esprit du présent accord comme bateaux des Hautes Parties Contractantes.

Art. 30.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de Tchécoslovaquie bénéficieront à leur importation dans les colonies françaises dites assimilées, c'est-à-dire ayant en principe le même régime douanier que la métropole, du tarif minimum, que ce tarif soit le tarif métropolitain ou qu'il s'agisse d'un tarif spécial, pour tous les produits bénéficiant du traitement de la nation la plus favorisée.

A leur importation sur le territoire douanier tchécoslovaque, les produits naturels ou fabriqués des colonies françaises dites assimilées bénéficieront, s'ils sont repris à la liste C, des taux de droits et avantages fixés à ladite liste et, qu'ils soient repris ou non à la liste C, du traitement de la nation la plus favorisée.

Dans les colonies dites non assimilées, c'est-à-dire ayant un régime douanier spécial, et en Tunisie, les produits originaires et en provenance de Tchécoslovaquie bénéficieront des tarifs douaniers les plus réduits qui y sont ou pourraient y être accordés à toute autre puissance en vertu de mesures tarifaires ou de conventions commerciales.

Les produits des colonies dites non assimilées, des protectorats et des territoires sous mandat français jouiront, à leur importation en Tchécoslovaquie, du traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 31.

Les dispositions des Articles 3, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14, relatives aux échanges commerciaux entre les deux pays, s'appliqueront aux colonies françaises et à la Tunisie.

Art. 32.

Dans les ports des colonies françaises, les navires de commerce tchécoslovaques bénéficieront, en se conformant aux dispositions d'ordre public et de sûreté, ainsi qu'aux lois et règlements locaux, du traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 33.

L'octroi de la clause de la nation la plus favorisée n'autorise pas la Tchécoslovaquie à réclamer le bénéfice des avantages préférentiels que la France accorde ou accorderait, sur son territoire douanier, aux colonies, protectorats et pays sous mandat français, ou que les colonies et protectorats français accordent ou accorderaient à la France, aux colonies, protectorats et pays sous mandat français.

Art. 34.

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour se reconnaître la faculté, au cas où interviendraient dans leur régime douanier, commercial ou monétaire des modifications de nature à altérer l'application de la présente Convention, de présenter à tout moment toute demande tendant à obtenir une modification ou adaptation de la présente Convention sans avoir à recourir à sa dénonciation préalable.

Si les négociations relatives à cette demande n'aboutissaient point dans un délai de deux mois, la partie lésée pourrait dénoncer la présente Convention pour prndre fin deux mois après.

Art. 35.

Les différends qui viendraient à s'élever entre les Hautes Parties Contractantes sur l'interprétation ou l'application de la présente Convention et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique seront soumis, d'un commun accord, par voie de compromis, soit à la cour permanente de justice internationale dans les conditions et suivant la procédure prévues par son statut, soit à un tribunal arbitral, dans les conditions et suivant la procédure prévues par la convention de la Haye du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux. *)

A défaut d'accord entre les Parties sur le compromis et après préavis d'un mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de requête, la contestation devant la cour permanente de justice internationale.

Art. 36.

La présente Convention sera ratifiée, et l'échange des ratifications aura lieu à Paris. Elle entrera en vigueur à une date au sujet de laquelle les deux Gouvernements se mettront d'accord.

Les Hautes Parties Contractantes pourront dénoncer la présente Convention, à partir du 1er avril 1929 pour prendre fin trois mois après.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Paris en double exemplaire, le 2 juillet 1928.

(L. S.) Signé: *A. Briand.*
(L. S.) Signé: *M. Bokanowski.*
(L. S.) Signé: *Stefan Osusky.*
(L. S.) Signé: *Vanicek.*

Protocole de signature.

Au moment de signer l'accord en date de ce jour, le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République Tchéco-

*) V. N. R. G. 3. s. III, p. 360.

slovaque ont décidé d'en préciser au présent Protocole les conditions d'application, suivant les dispositions ci-après:

Ad Article 1er (liste A):
[suivent les déclarations.]

Ad Article 2 (liste B):
[suivent les déclarations.]

Ad Article 4.

Pour l'application de l'alinéa 5 de l'Article 4 ci-dessus, le Gouvernement Français déclare que cet Article n'est point destiné à substituer les prix intérieurs aux prix réels de l'étranger, comme base de perception des droits, mais à fixer, pour les seuls produits dont la valeur ne saurait être déterminée sur d'autres bases, une valeur forfaitaire, pour l'établissement de laquelle il doit être tenu compte à la fois des prix pratiqués à l'intérieur et des prix réels pratiqués sur les principaux marchés extérieurs.

Il est entendu, d'autre part, que si les mercuriales officielles et barêmes spéciaux qui sont visés à l'Article 4, et en conformité desquels seraient adjustés les prix portés sur facture, apparaissaient au Gouvernement Tchécoslovaque comme fondés sur des évaluations contestables, il pourrait demander au Gouvernement Français toutes informations relatives à ces bases d'évaluation.

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord que les dispositions de l'Article 4 ne seront pas applicables aux voitures automobiles reprises sous le n° 614 ter du tarif français et 553 du tarif tchécoslovaque.

En Tchécoslovaquie, conformément à la disposition spéciale inscrite à l'Article 4 le dédouanement des voitures automobiles (n° 553 du tarif tchécoslovaque) soumises dans la République Tchécoslovaque à des droits ad valorem, sera effectué sur la base des prix réels pratiqués dans le pays d'origine majorés conformément à la loi tchécoslovaque, des frais d'emballage, de transport jusqu'à la frontière tchécoslovaque, d'assurance et de commission.

A cet effet le Gouvernement Tchécoslovaque s'engage à prendre en considération, sans pour cela renoncer à son pouvoir d'appréciation, outre les factures présentées par les importateurs, tous les éléments d'estimation à lui transmis par le Gouvernement Français comme émanant d'organismes industriels habilités à les fournir et dignes de créance.

Ce régime sera maintenu et les modalités d'application en demeureront invariables aussi longtemps que durera le système des licences d'importation. Toutefois les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour entrer en négociations quatre mois avant la date prévue au présent Protocole (Ad Art. 5) pour l'ouverture des négociations relatives au contingentement, à l'effet de substituer un régime de droits spécifiques au régime prévu par le présent Accord. Au cas où une entente interviendrait, l'institution du régime des droits spécifiques entraînerait le

retour à la libre importation des véhicules automobiles. Si au contraire l'entente sur la tarification ne peut être établie, la question fera, de même que celle du contingentement prévue à l'Article 5, l'objet de négociations, sans préjudice de la faculté de dénonciation que le présent Protocole de signature (Ad Art. 5) prévoit dans le cas de l'insuccès de ces négociations.

Ad Article 5.

Par dérogation à son régime actuel d'importation, la Tchécoslovaquie accorde à la France, pour les Articles ci-après les contingents d'importation annuels suivants:

Numéro du tarif tchécoslovaque:

49. b. 2. Semences de luzerne, 7.000 quintaux.
49. b. 3. Semences de trèfle violet, 1.000 quintaux.
109 et 110 Vin et vin mousseux, 120.000 hectolitres.
553 Véhicules automobiles de toute espèce, 1.000 voitures.

Etant donné les réserves faites par la Tchécoslovaquie en vertu de l'Article 6 de la convention internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation, signée à Genève le 8 novembre 1927,*) en ce qui concerne le vin, les semences de trèfle violet ainsi que les véhicules automobiles, dont sera saisie la conférence internationale convoquée sous les auspices de la Société des nations pour le 3 juillet 1928, et, en attendant les résultants de cette action internationale, les Hautes Parties Contractantes s'engagent, dans le cas où, quatre mois après la mise en vigueur de ladite convention internationale, des prohibitions ou des restrictions à l'importation ou à l'exportation, intéressant l'une des Hautes Parties Contractantes, existeraient sur le territoire de l'autre, à entrer en négociations, à la demande de la Partie intéressée.

Si ces négociations n'aboutissaient pas dans un délai d'un mois, chacune des Hautes Parties Contractantes pourrait dénoncer la présente Convention commerciale pour prendre fin deux mois après.

Ad Article 8.

Les dispositions de l'Article 8, alinéa 1er visent également les taxes sur le chiffre d'affaires.

En ce qui concerne la taxe compensatoire sur le charbon, il est entendu qu'elle sera calculée par rapport au prix de la marchandise importée selon les procédés et la méthode appliquée aux produits de la nation la plus favorisée.

Ad Article 11.

Pour l'application de l'Article 11, le Gouvernement Français considérera comme s'étendant aux produits originaires et en provenance de Tchécoslovaquie énumérés ci-après, en ce qui concerne la détermination de leur nationalité, la disposition réglementaire suivant laquelle les marchandises ou les produits qui ont subi dans un pays tiers étranger,

---

*) V. la livraison prochaine.

bénéficiant d'un tarif douanier plus favorable que leur pays d'origine une transformation complète, sont réputées originaires dudit pays tiers sans qu'il y ait, d'ailleurs, à distinguer si la transformation a été effectuée ou non sous un régime de contrôle douanier:

[suit la désignation des marchandises.]

Ad Article 13.

Pour l'application des Articles 1er et 2, chacune des Hautes Parties Contractantes accepte de ne pas considérer comme une interruption du transport direct par terre les déchargements et rechargements en cours de route sur le territoire de l'autre Partie, même s'il y a eu sur ce territoire:

1° Changement de mode de transports;

Ou, sous le contrôle du service des douanes du pays intermédiaire:

2° Modification du conditionnement extérieur des marchandises;

3° Division en plusieurs lots;

4° Assortiment.

Comme justification du transport direct, les déclarants devront produire à la douane du pays de destination:

a) Dans le premier cas visé ci-dessus, les factures originales, bulletins d'expédition, lettres de voiture et tous documents relatifs au transport établissement qu'au moment de leur départ du pays d'origine les marchandises étaient bien destinées au pays d'importation et qu'elles n'ont pas séjourné sur les points intermédiaires au delà du temps nécessaire pour le transbordement et pour changement de mode de transport:

b) Dans les trois autres cas, des certificats du service des douanes du pays intermédiaire attestant

L'identité des marchandises;

Les manutentions exécutées;

Qu'au moment de leur départ du lieu d'origine, elles avaient bien le pays d'importation pour destination;

Qu'elles n'ont pas séjourné sur les points intermédiaires au delà du temps nécessaire pour la modification de leur conditionnement extérieur, leur division par lots ou leur assortiment.

Ces divers documents pourront être récusés par le service des douanes du pays d'importation en cas de soupçon de fraude ou de substitution.

Ad Article 14.

En attendant que la réglementation française actuellement à l'étude en matière de justification d'origine soit entrée en application, seront dispensés de la justification d'origine à l'entrée en France les produits ci-après importés de la Tchécoslovaquie:

Bois ronds, bruts, bois sciés ou équarris, briques, chaux, ciments, dolomie, écaussines brutes ou travaillées, ardoises pour toitures, dalles et tables, houille, laine, levures de bière, marbres, pavés en pierres naturelles, pierres de construction brutes ou ouvrées, pierres concassées

pour l'empierrement des routes, plâtre, sabots en bois, tuiles, poissons et crustacés de pêche tchécoslovaque.

Amidon, fruits conservés en boites ou récipients en verre, contenus dans des emballages immédiats portant en caractères indélébiles des marques tchécoslovaques.

Armes, automobiles, calorifères en fonte et en tôle, carreaux en ciment comprimé, cheminées en fonte et en tôle, coffres-forts, cuisinières en fonte et en tôle, fourneaux de cuisine en fonte et en tôle, poëles en fonte et en tôle (la dispense du certificat d'origine s'étend aux calorifères, cheminées, cuisinières, poëles et fourneaux de cuisine en tôle émaillée ou bien ornés de faïences), instruments de musique, machines et mécaniques, motocyclettes, rails, side-cars, revêtus d'une marque indélébile de fabrique tchécoslovaque.

Superphosphates et scories en sacs revêtus de marques de fabrique tchécoslovaque.

Houblons accompagnés du certificat d'origine spécial délivré par un des offices de marquage de houblon.

Il est entendu que, dans tous les cas, le service des douanes conservera la faculté de recourir à l'expertise légale lorsque l'origine des envois lui paraîtra douteuse.

Ad Article 17.

Pour l'application de l'Article 17, il est entendu que:

1° L'alinéa 4 vise expressément l'emploi des appellations géographiques d'origine sous la forme substantive; les autres emplois pouvant prêter à confusion tombent sous la législation respective de chaque pays;

2° L'expression „produits vinicoles“ s'entend expression du vin et de ses dérivés et ne vise en aucune manière les plants et cépages produisant le raisin;

3° Seront admis au bénéfice du droit conventionnel ou de droits plus favorables qui pourraient être institués par la Tchécoslovaquie au bénéfice d'une puissance tierce:

a) Les vins français originaires de régions délimitées par la législation française;

b) Tous les vins français bénéficiaires d'une appellation déposée, contre laquelle aucun recours n'a été introduit depuis une durée d'un an;

c) Tous autres vins originaires et en provenance de France, d'Algérie, des colonies ou pays de protectorats français, purs de tout mélange ou coupage avec des vins d'origine étrangère et pouvant ultérieurement bénéficier d'une appellation d'origine conformément à la législation française.

Les vins repris sous le paragraphe a seront accompagnés d'une attestation d'origine conforme au modèle (1) ci-joint;*) la même attestation d'origine accompagnera les vins repris sous le paragraphe b) lorsque le Gouvernement Français aura notifié au Gouvernement Tchéco-

---

*) Non reproduit.

slovaque les appellations visées audit paragraphe et que celui-ci aura pris les mesures administratives nécessaires; dans tous les autres cas, les vins devront être accompagnés du certificat d'origine conforme au modèle (2) ci-joint.*)

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à prendre toutes mesures utiles pour que des négociations soient ouvertes, dans un délai de deux mois à dater de la mise en vigueur de la présente Convention, en vue de conclure une convention spéciale destinée à faciliter, dans toute la mesure du possible, le trafic réciproque des matières végétales et animales entre les deux pays, tout en assurant la sauvegarde de leurs intérêts vitaux en la matière.

Ad Article 21.

Les Hautes Parties Contractantes entendent que les dispositions de la présente Convention concernant le traitement des étrangers s'appliquent aux personnes des ouvriers, employés et autres salariés admis sur leur territoire, comme à toute autre personne étrangère. Elles n'ont cependant point entendu régler, par les dispositions de la présente Convention, les conditions et garanties afférentes au séjour temporaire et l'établissement permanent de la main-d'œuvre étrangère, des employés et autres personnes salariées; ni se prononcer sur les mesures que certains Etats sont amenés à prendre pour la protection du marché national du travail.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à examiner avec bienveillance la question du traitement des travailleurs et employés de l'une des Parties dans le territoire de l'autre en ce qui concerne la protection des travailleurs et employés et l'assurance sociale, afin de garantir, de part et d'autre, à ces travailleurs et employés, par des arrangements appropriés, un traitement leur offrant des avantages aussi équivalents que possible. Ces arrangements seront fixés par une convention spéciale.

Ad Article 22.

Les deux Hautes Parties Contractantes sont toutefois d'accord pour ne pas établir par le moyen de l'autorisation préalable, une entrave à l'établissement des sociétés exerçant une activité généralement permise aux sociétés de tous autres pays.

Si la loi de l'une des Hautes Parties Contractantes soumet à une autorisation préalable et révocable d'établissement sur son territoire des sociétés de l'autre Partie, celle-ci est en droit de réclamer une application de cette loi qui assure à ses sociétés des possibilités et des garanties d'établissement équivalentes en fait à celles qu'elle accorde elle-même. Si cette équitable réciprocité ne lui paraissait pas réalisée, elle pourrait demander l'ouverture immédiate de négociations en vue de l'établir, par des mesures appropriées, sur la base du régime le plus libéral. Dans le cas où les négociations entamées ne donneraient pas de

*) Non reproduit.

résultat dans le délai d'un mois à dater de la demande, l'Etat demandeur pourra dénoncer la présente Convention pour prendre fin deux mois après.

Si, par suite de changements apportés, après la signature de la présente Convention, aux lois et règlements de l'une des Hautes Parties Contractantes, le traitement résultant de la clause de la nation la plus favorisée devenait, dans son ensemble, moins favorable dans un Etat que dans l'autre, des négociations seront engagées en vue de déterminer les mesures propres à assurer, sur la base du régime le plus libéral, une légitime réciprocité. Ces mesures, une fois concertées, seront mises en vigueur par les Gouvernements des Hautes Parties Contractantes, sur le territoire de chacun des deux Etats.

Ad Articles 21 et 22.

Les dispositions de la présente Convention relatives au droit d'établissement n'apportent aucune dérogation aux traités spéciaux conclus entre les Hautes Parties Contractantes.

Ad Article 26.

Dans les trois mois qui suivront la mise en vigueur du présent Accord, les Hautes Parties Contractantes examineront en commun l'équivalence de leurs législations respectives sur le jaugeage des navires de commerce ainsi que sur la sécurité de la navigation et l'hygiène à bord desdits navires en vue d'arriver, s'il y a lieu, à une reconnaissance réciproque de la valeur des certificats délivrés en vertu de ces législations.

Les dispositions de l'Article 26, en tant qu'elles prévoient l'égalité complète de traitement entre les entreprises de navigation des deux pays, leurs navires et leurs biens, s'appliqueront également dans la zone tchécoslovaque des ports de Hambourg et de Stettin visée aux Articles 363 et 364 du Traité de Versailles.*)

Ad Article 27.

En ce qui concerne l'application de l'Article 27, le Gouvernement Tchécoslovaque, prenant texte de sa législation qui soumet à une concession préalable et à un contrôle d'Etat l'activité, en matière d'émigration, des compagnies maritimes et agences d'émigration, tant nationales qu'étrangères, déclare qu'il n'a donné son adhésion au statut et à la convention de Genève sur le régime international des ports maritimes qu'en faisant, en ce qui touche l'émigration, la réserve prévue à l'Article 12 dudit statut.

Le Gouvernement Tchécoslovaque déclare toutefois que les entreprises de navigation françaises auxquelles des concessions pour le transport des émigrants ont été accordées, continueront à en bénéficier tant qu'elles se conformeront aux conditions auxquelles l'octroi de la con-

*) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 627.

cession est subordonné. Les demandes éventuelles de concessions présentées par d'autres entreprises françaises de navigation seront également accueillies favorablement par ce Gouvernement si ces entreprises se conforment à la législation en vigueur.

Le Gouvernement Français, prenant acte des déclarations faisant l'objet des paragraphes précédents, déclare qu'il ne fera pas usage du droit qu'il fonde sur la contre-réserve qu'il a formulée en signant lesdites convention et statut de Genève, aussi longtemps qu'il ne sera point porté atteinte à l'exercice des concessions accordées aux compagnies françaises qui en bénéficient déjà et que le Gouvernement Tchécoslovaque en agira équitablement avec les compagnies françaises qui pourraient requérir ultérieurement une concession d'émigration.

Le Gouvernement Français consent de même à ne pas appliquer immédiatement des mesures compensatoires, au cas où il croirait les intérêts français lésés, et à entreprendre avec le Gouvernement Tchécoslovaque, en vue de faire droit auxdits intérêts, des négociations qui devront être ouvertes immédiatement et aboutir à un accord dans le délai d'un mois de la demande adressée par le Gouvernement Français. Si, à l'expiration de ce délai, l'accord n'a pu être réalisé, la France pourra se déclarer déliée des obligations des Articles 26 et 28 de la présente Convention, les rapports des Parties Contractantes n'étant plus dès lors régis en matière maritime que par la loi intérieure de chacune d'elles et par les conventions internationales auxquelles elles sont également parties.

Toutefois, les mesures compensatoires visées ci-dessus ne pourront être prises par le Gouvernement Français que dans un délai de deux mois après la clôture des négociations. Il en sera de même des mesures de rétorsion que le Gouvernement Tchécoslovaque croirait devoir prendre.

Ad Articles 30 et 31.

En ce qui concerne l'accès et le séjour des ressortissants tchécoslovaques dans les colonies françaises, le Gouvernement Français n'établira pas de mesures de discrimination à leur détriment.

Il assurera le traitement de la nation la plus favorisée aux ressortissants tchécoslovaques, personnes physiques ou sociétés, qui sont ou seraient admis à s'établir sur le territoire des colonies françaises, sous réserve de l'observation des lois d'ordre public ou de sûreté, ainsi que de la législation locale.

Le Gouvernement Français recommandera au Gouvernement Tunisien de ne pas établir de discrimination à l'encontre des ressortissants tchécoslovaques, en ce qui concerne leur accés et leur séjour en Tunisie et d'accorder également aux ressortissants tchécoslovaques, personnes physiques ou sociétés, établis sur le territoire tunisien, le bénéfice des droits communs aux ressortissants des diverses puissances, sous réserve de l'observation des lois d'ordre public et de sûreté, ainsi que de la législation locale.

Le Gouvernement Français recommandera au Gouvernement Tunisien d'étendre aux ports de la Tunisie les dispositions de l'Article 26, réserve faite pour la pêche et le cabotage.

En ce qui concerne le traitement des voyageurs de commerce et le régime des échantillons et modèles, le Gouvernement Français s'engage à ne prendre dans ses colonies et en Tunisie aucune mesure discriminatoire dirigée spécialement contre les intérêts tchécoslovaques.

Ad Article 34.

Il est bien entendu que la faculté reconnue par l'Article 34 à chacune des Hautes Parties Contractantes de réclamer des modifications ou adaptations de la présente Convention ne vise point le cas des réductions de tarif que l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes pourrait instituer par voie autonome ou accorder contractuellement à une puissance tierce, le bénéfice de ces réductions étant immédiatement et inconditionnellement assuré par le jeu de la clause de la nation la plus favorisée.

(L. S.) Signé: *A. Briand.*
(L. S.) Signé: *M. Bokanowski.*
(L. S.) Signé: *Stephan Osusky.*
(L. S.) Signé: *Vanicek.*

Déclaration annexe.

En vue d'améliorer dans un avenir aussi prochain que possible le statut actuel de leurs échanges, les Hautes Parties Contractantes se concerteront sur la possibilité de mettre en vigueur immédiatement la plus grande partie possible des dispositions de la présente Convention qui, d'après leur législation respective, n'exigent pas l'approbation préalable du Parlement.

A la demande de l'une d'elles, elles rechercheront le moyen de donner à celle qui, en vertu de sa législation, est à même de mettre en application la part la plus large des dispositions de la Convention, soit l'assurance d'une procédure rapide devant le Parlement de l'autre, soit, pour l'accomplissement des concessions par elle-même consenties, un délai s'étendant jusqu'à la ratification par l'autre de l'ensemble de la Convention.

Lettres annexes.

Direction des affaires politiques et commerciales.
Ministère des Affaires Etrangères.

A Monsieur Osusky, ministre de la République Tchécoslovaque, à Paris.

Paris, le 2 juillet 1928.

Monsieur le ministre,

Au cours des négociations qui ont abouti à la Convention commerciale en date de ce jour, la délégation française a demandé que les ga-

ranties ci-après lui soient données pour l'application de la réglementation instituée par la Tchécoslovaquie pour les produits cosmétiques repris au n⁰ 633 du tarif tchécoslovaque des douanes:

1⁰ Les certificats sanitaires prévus par ladite réglementation ne seraient exigés que pour les teintures, produits épilatoires, fards, raisins, crèmes pour le visage et pâtes dentifrices;

2⁰ Les certificats sanitaires pourraient être délivrés, soit par les laboratoires officiels, soit par les experts assermentés, dont la liste serait communiquée par le Gouvernement Français au Gouvernement Tchécoslovaque;

3⁰ Lesdits certificats, qui seraient remis au consulat tchécoslovaque compétent, seraient valables, lorsqu'ils seraient afférents à des marques déterminées, pour une durée de trois ans;

4⁰ A la demande du Gouvernement Tchécoslovaque, le Gouvernement Français lui fera tenir la liste des maisons spécialisées dans la production ou le commerce des produits cosmétiques.

Il est entendu que pour les produits cosmétiques contenus dans une enveloppe métallique, la teneur en plomb de ladite enveloppe ne pourra dépasser 1 p. 100, si du moins cette même prescription est également imposée aux produits nationaux.

Veuillez agréer, monsieur le ministre, les assurances de ma haute considération.

Signé: *A. Briand.*

Légation de la République Tchécoslovaque.

A Monsieur A. Briand, ministre des affaires étrangères, à Paris.

Paris, le 2 juillet 1928.

Monsieur le ministre,

D'ordre de mon Gouvernement, et en réponse à la lettre que Votre Excellence a bien voulu m'adresser à la date de ce jour, j'ai l'honneur de vous donner les assurances suivantes, en ce qui touche l'application de la réglementation instituée par la Tchécoslovaquie pour les produits cosmétiques, repris au n⁰ 633 du tarif tchécoslovaque des douanes:

1⁰ Les certificats sanitaires prévus par ladite réglementation ne seront exigés que pour les teintures, produits épilatoires, fards, raisins, crèmes pour le visage et pâtes dentifrices;

2⁰ Les certificats sanitaires pourront être délivrés, soit par des saboratoires officiels, soit par des experts assermentés, dont la liste sera communiquée par le Gouvernement Français au Gouvernement Tchécoslovaque;

3⁰ Lesdits certificats qui seront remis au consulat tchécoslovaque compétent seront valables, lorsqu'ils seront afférents à des marques déterminées, pour une durée de trois ans;

4⁰ A la demande du Gouvernement Tchécoslovaque, le Gouvernement Français lui fera tenir la liste des maisons spécialisées dans la production ou le commerce des produits cosmétiques.

Il est entendu que pour les produits cosmétiques contenus dans une enveloppe métallique, la teneur en plomb de ladite enveloppe ne pourra dépasser 1 p. 100, si du moins cette même prescription est également imposée aux produits nationaux.

Veuillez agréer, monsieur le ministre, l'assurance de ma haute considération.

Signé: *Stefen Osusky.*

Ministère des Affaires Etrangères.
Direction des affaires politiques et commerciales.

A Monsieur Osusky, ministre de Tchécoslovaquie, à Paris.

Paris, le 2 juillet 1928.

Monsieur le ministre,

Vous avez bien voulu me faire part, au cours des négociations, du désir manifesté par le Gouvernement Tchécoslovaque d'obtenir du Gouvernement Français l'insertion dans le Traité de commerce de clauses accordant des facilités d'accès et de séjour aux voyageurs de commerce tchécoslovaques désireux d'exercer leur profession sur le territoire des possessions coloniales françaises.

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien faire connaître au Gouvernement Tchécoslovaque qu'il n'existe actuellement dans les colonies françaises aucun règlement concernant l'admission des commis voyageurs étrangers. Cette réglementation va être mise à l'étude, mais elle ne pourra être définitivement établie qu'après consultation des Gouvernements locaux.

Je suis heureux de vous donner l'assurance que dès que cette réglementation aura été mise en vigueur, le Gouvernement Français l'appliquera dans la mesure la plus bienveillante aux voyageurs de commerce appartenant à la nationalité tchécoslovaque.

Veuillez agréer, monsieur le ministre, l'assurance de ma haute considération.

Signé: *A. Briand.*

Légation de la République Tchécoslovaque.

A Monsieur Briand, ministre des affaires étrangères, à Paris.

Paris, le 2 juillet 1928.

Monsieur le ministre,

Vous avez bien voulu me faire connaître, pour répondre au désir manifesté, au cours des négociations, par le Gouvernement Tchécoslovaque d'obtenir du Gouvernement Français l'insertion dans le Traité de commerce de clauses accordant des facilités d'accès et de séjour aux voyageurs de commerce tchécoslovaque désireux d'exercer leur profession sur le territoire des possessions coloniales françaises, qu'il n'existe actuellement dans les colonies françaises aucun réglement concernant l'ad-

mission des commis-voyageurs étrangers et que cette réglementation qui va être mise à l'étude, ne pourra être définitivement établie qu'après consultation des Gouvernements locaux.

Vous avez bien voulu cependant me donner l'assurance que dès que cette réglementation aura été mise en vigueur, le Gouvernement Français l'appliquera dans la mesure la plus bienveillante aux voyageurs de commerce appartenant à la nationalité tchécoslovaque.

J'ai l'honneur de vous remercier de cette communication.

Veuillez agréer, monsieur le ministre, l'assurance de ma haute considération.

Signé: *Stefen Osusky.*

Ministère des Affaires Etrangères.
Direction des affaires politiques et commerciales.

A Monsieur Osusky, ministre de la République Tchécoslovaque, à Paris.

Paris, le 2 juillet 1928.

Monsieur le ministre,

Pour l'application de l'Article 2 de l'accord commercial conclu en date de ce jour, vous m'avez demandé qu'en aucun cas la disparité de traitement résultant des dispositions de l'Article 6 de l'accord commercial franco-allemand du 17 août 1927,*) d'une part, et l'Article 2 de l'accord commercial franco-tchécoslovaque d'autre part, ne puisse entraîner un désavantage quelconque au détriment de la Tchécoslovaquie.

J'ai l'honneur de vous déclarer, au nom de mon Gouvernement, que les garanties prévues à l'Article 2 de l'accord commercial franco-tchécoslovaque sont en fait très supérieures à celles de l'Article 6 de l'accord franco-allemand puisque celui-ci réserve au Gouvernement Français l'appréciation des restrictions à apporter à la clause de la nation la plus favorisée.

Néanmoins, il 'nest nullement dans la pensée du Gouvernement Français que le système choisi à cet égard par la Tchécoslovaquie puisse créer pour elle à aucun moment un traitement moins favorable que celui qui résulte pour l'Allemagne des dispositions de l'Article 6 de l'accord franco-allemand.

Veuillez agréer, monsieur le ministre, l'assurance de ma haute considération.

Signé: *A. Briand.*

Légation de la République Tchécoslovaque.

A Monsieur A. Briand, ministre des affaires étrangères, à Paris.

Paris, le 2 juillet 1928.

Monsieur le ministre,

Votre Excellence a bien voulu me faire connaître ce qui suit par sa lettre de ce jour:

---

*) **V. N. R. G.** 3. s. XXIII, p. 396.

Pour l'application de l'Article 2 de l'accord commercial conclu en date de ce jour, vous m'avez demandé qu'en aucun cas la disparité de traitement résultant des dispositions de l'Article 6 de l'accord commercial franco-allemand du 17 août 1927, d'une part, et de l'Article 2 de l'accord commercial franco-tchécoslovaque d'autre part, ne puisse entraîner un désavantage quelconque au détriment de la Tchécoslovaquie.

J'ai l'honneur de vous déclarer, au nom de mon Gouvernement, que les garanties prévues à l'Article 2 de l'accord commercial franco-tchécoslovaque sont en fait très supérieures à celles de l'Article 6 de l'accord franco-allemand puisque celui-ci réserve au Gouvernement Français l'appréciation des restrictions à apporter à la clause de la nation la plus favorisée.

Néanmoins, il n'est nullement dans la pensée du Gouvernement Français que le système de garantie choisi à cet égard par la Tchécoslovaquie puisse créer pour elle à aucun moment un traitement moins favorable que celui qui résulte pour l'Allemagne des dispositions de l'Article 6 de l'accord franco-allemand.

Agréez, monsieur le ministre, l'assurance de ma haute considération.

En prenant acte de cette communication, je vous prie, monsieur le ministre, d'agréer les assurances de ma plus haute considération.

Signé: *Stefen Osusky.*

Ministère des Affaires Etrangères.

A M. Vincenc Ibl, chargé d'affaires de la République Tchécoslovaque à Paris.

Paris, le 9 janvier 1930.

Monsieur le chargé d'affaires,

J'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement Français approuve les dispositions suivantes, auxquelles viennent d'aboutir les pourparlers engagés entre mon département et votre légation:

1° Bien que le houblon et le malt soient compris dans la liste des produits visés par la loi française du 1er décembre 1929, le Gouvernement Français déclare volontiers que, pendant la durée de la convention commerciale franco-tchécoslovaque du 2 juillet 1928, il n'a nullement l'intention de demander au Gouvernement Tchécoslovaque de renoncer, en ce qui concerne les deux produits précités, aux garanties inscrites à l'Article II de ladite Convention;

2° Le Gouvernement Français est d'accord pour qu'à leur importation en France les plateaux de ménage en tôle de fer nickelés, de fabrication commune, originaires et en provenance de Tchécoslovaquie, soient considérés comme „ouvrages en métaux nickelés, autres objets, autres que pour usages techniques" (n° 579 du tarif).

De son côté, le Gouvernement Tchécoslovaque déclare:

1° Qu'il renonce aux garanties prévues par l'Article II de la convenition du 2 juillet 1928 en ce qui concerne l'avoine;

2° Qu'il est d'accord pour que soit ajoutée à la liste A de la convention commerciale du 2 juillet 1928 la position suivante:

Numéro du tarif tchécoslovaque	Produits	Droit aux 100 kilogr.
330	Cuir de veau non verni:	
	Tannage végétal	1.080 cour.
	Tannage minéral	1.350

Le présent échange de lettres sera ratifié; toutefois, les deux Gouvernements acceptent de le mettre aussitôt que possible en application provisoire, dans la mesure où leur législation respective les y autorise.

Veuillez agréer, monsieur le chargé d'affaires, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Pour le ministre des affaires étrangères et par délégation:
L'ambassadeur de France, secrétaire général,
Signé: *Berthelot.*

Légation de Tchécoslovaquie.

9 janvier 1930.

A Son Excellence M. A. Briand, ministre des affaires étrangères, Paris.

Monsieur le ministre,

J'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement Tchécoslovaque approuve les dispositions suivantes, auxquelles viennent d'aboutir les pourparlers engagés entre ma légation et votre département:

[suit le texte de la Note précédente.]

Veuillez agréer, monsieur le ministre, les assurances de ma plus haute considération.

Signé: *Ibl.*

76.

SUÈDE, FINLANDE.

Déclaration concernant les accidents du travail; signée à Helsingfors, le 11 septembre 1923.*)

Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1923, No. 17.

Déclaration.

Les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont conclu l'Arrangement suivant:

1) La Finlande déclare par la présente que les ouvriers suédois jouiront, sous tous les rapports, des mêmes droits qui appartiennent aux

*) En langues suédoise, finnoise et française. Eu égard à la disposition de l'Alinéa 8 nous ne reproduisons que le texte français.

ressortissants finlandais en vertu du décret finlandais du 18 août 1917 sur l'assurance des ouvriers contre les accidents („förordning om arbetares olycksfallsförsäkring", „Asetus työväen tapaturmavakuutuksesta") et du décret finlandais du même jour relatif à l'assurance des marins et gens de service à bord des navires contre les accidents („förordning om sjömäns och fartygsbetjänings olycksfallsförsäkring", „Asetus merimiesten ja laivapalvelijain tapaturmavakuutuksesta").

2) La Suède déclare, de son côté, que les dispositions de l'Article 27 alinéa 1er, point 2, et alinéa 2 de la Loi suédoise du 17 juin 1916 sur l'assurance contre les accidents de travail („lag om försäkring för olycksfall i arbete") ne s'appliqueront pas aux ressortissants finlandais.

3) Sous tous autres rapports, les indemnités seront allouées et déterminées quant à leur chiffre suivant les régles en vigueur à cet égard à la date et dans le pays où elles sont payables. Les ayants-droit seront, de même, pour toutes les questions relatives à leurs droits et à leurs obligations, tels qu'ils résultent de l'assurance, soumis à la législation sur l'assurance contre les accidents du pays duquel ils reçoivent l'indemnité.

4) Dans tous les cas visés par le présent Arrangement, et moyennant remboursement des frais, l'Office d'Assurances de l'Etat („Riksförsäkringsanstalten") en Suède et le Conseil des Assurances („Försäkringsrådet") en Finlande se prêteront mutuellement et prêteront, lorsqu'ils en seront requis, à tout autre établissement d'assurance qui assure contre les accidents du travail, conformément aux dispositions des lois et ordonnances susmentionnées, leur assistance pour les enquêtes et le payement des indemnités.

5) Le présent Arrangement pourra, après avoir été dénoncé au moins un an à l'avance par l'une des Parties Contractantes, cesser d'être applicable à l'expiration d'une année.

6) Le présent Arrangement s'appliquera aux accidents qui surviendront à partir du lendemain de la date de sa signature, sous réserve des dispositions de l'alinéa 4, qui s'appliqueront également aux accidents antérieurs à cette date.

7) Le présent Arrangement ne sera pas applicable relativement aux lois portant majoration des indemnités à payer aux gens de mer pour accidents résultant de l'état de guerre, qui ont été ou pourront être promulguées en Suède et en Finlande.

8) Le présent Arrangement est rédigé dans les langues suédoise, finnoise et française. En cas de dissentiment relatif à son interprétation, le texte français fera foi.

9) Le présent Arrangement entrera immédiatement en vigueur.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent Arrangement et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Helsingfors en double expédition, le 11 septembre 1923.

(L. S.) *Henning Elmquist.*
(L. S.) *J. H. Vennola.*

77.

NORVÈGE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Arrangement commercial; signé à Prague, le 2 octobre 1923, suivi d'un Echange de Notes signées à Berlin et à Prague, les 15 et 30 octobre 1923.

Overenskomster med fremmede stater 1923, No. 7.

Arrangement commercial entre la Norvège et la République Tchécoslovaque.

Les soussignés, dûment autorisés à conclure un arrangement commercial à favoriser le développement des relations économiques entre la Norvège et la République Tchécoslovaque sont convenus sur ce qui suit:

1) En attendant la conclusion d'un traité de commerce et de navigation entre la République Tchécoslovaque et la Norvège, les ressortissants, les produits et les marchandises, y compris les marchandises en transit, ainsi que les navires d'un des deux Pays jouiront dans l'autre Pays du traitement de la nation la plus favorisée sous tous les rapports.

2) Le même traitement sera accordé aux sociétés et associations constituées conformément aux lois de l'une des Parties Contractantes, ayant leur domicile sur le territoire de cette Partie et dûment admises à l'exercice de leur commerce ou leur industrie dans le territoire de l'autre Partie, étant entendu que l'admission de toutes ces sociétés reste toujours subordonnée aux lois et ordonnances en vigueur dans les Pays respectifs.

3) Toute levée de prohibition d'entrée accordée, même à titre temporaire, par un des deux Pays à une tierce Puissance sera appliquée inconditionnellement aux produits identiques ou similaires, originaires et en provenance de l'autre Pays.

Quant au régime de licences d'importation ou d'exportation qui existe ou pourrait exister à l'avenir dans les deux Pays, les Parties Contractantes traiteront les demandes des ressortissants de l'autre Partie concernant les dérogations aux restrictions existantes d'une manière la plus favorable que les circonstances permettent.

4) Le principe de la nation la plus favorisée sera également appliquée à chaque égard en ce qui concerne l'établissement des fonctionnaires consulaires ainsi que les droits et privilèges de ces fonctionnaires dans les deux Pays.

5) Ne seront pas censés déroger au principe du traitement de la nation la plus favorisée les faveurs spéciales que les deux Parties Contractantes ont accordées ou accorderont à des Etats limitrophes pour faciliter de trafic dans les zones frontières, ni celles que la Norvège a accordées ou accordera à l'avenir au Danemark et à la Suède ou à l'un

ou l'autre des deux Pays, étant entendu, que la République Tchécoslovaque pourra réclamer immédiatement les mêmes avantages, au cas où ils auraient été accordés par la Norvège à un tiers Etat non cité ci-dessus.

Il est de même convenu, que les stipulations visant le traitement de la nation la plus favorisée ne porteront aucune atteinte aux dispositions de l'Article 222 du Traité de paix de Saint Germain et de l'Article 205 du Traité de Paix de Trianon.

6) Le présent Arrangement sera ratifié et entrera en vigueur quinze jours après l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Christiania. Cet Arrangement reste valable pour la durée d'un an. Après la fin de ce terme il sera prorogé par tacite reconduction, étant entendu que chacune des deux Parties Contractantes pourra en tout temps le dénoncer en donnant un préavis de trois mois.

En foi de quoi les Pleénipotentiares ont signé le présent Arrangement.

Fait en double, à Prague, le 2 octobre 1923.

L. Novak.
A. Scheel.
J. Dvoracek.

I.

Berlin, le 15 octobre 1923.

Monsieur le Ministre,

D'ordre de mon Gouvernement j'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence que, dans l'intérêt des relations commerciales réciproques des deux Pays, l'Arrangement Commercial Norvégien-Tchécoslovaque signé le 2 courant à Prague soit mis en vigueur provisoirement aussitôt que possible et avant l'échange des instruments de ratification.

Si, de son côté, le Gouvernement de la République Tchécoslovaque est prêt à procéder de cette manière le Gouvernement Royal accepte d'avance par la présente comme date pour la mise en vigueur provisoire de l'Arrangement Commercial, la date que Votre Excellence voudra bien indiquer dans sa réponse à cette note.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

A. Scheel.

Plénipotentiaire Norvégien pour la signature d'un Arrangement Commercial entre la Norvège et la République Tchécoslovaque.

A Son Excellence Monsieur E. Beneš,
Ministre des Affaires Etrangères, Prague.

II.

Praha, le 30 octobre 1923.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de vos notes datées le 15 octobre 1923.

Si c'est aujourd'hui seulement que je me permets de vous faire savoir que le Gouvernement de la République Tchécoslovaque est d'accord avec la procédure que vous mentionnez dans vos notes, c'est parceque je voulais vous faire part, en même temps, de la date de l'approbation de l'Arrangement Commercial Norvégien-Tchécoslovaque par le Conseil des Ministres de la République ainsi que de sa publication, par laquelle ledit Arrangement serait mis en vigueur provisoirement avant l'échange des instruments de ratification. L'approbation susmentionnée ayant eu lieu le 25 ct., l'Arrangement en question sera publié le 31 de ce mois et entrera la même jour en vigueur.

En vous en informant, je vous prie, Monsieur le Ministre, d'agréer les assurances de ma très haute considération et l'expression de mes sentiments très dévoués.

D. Evart Beneš.

A Son Excellence Monsieur A. Scheel. Plénipotentiaire Norvégien pour la signature d'un Arrangement Commercial entre la Norvège et la République Tchécoslovaque, à Berlin.

78.

NORVÈGE, JAPON.

Arrangement relatif aux informations concernant l'admission des sujets respectifs dans les établissements d'aliénés; réalisé par un Echange de Notes, signées à Tokyo, le 23 octobre et le 6 novembre 1923.

Overenskomster med fremmede stater 1924, No. 4.

Légation Royale de Norvège.

Tokyo, le 23 octobre 1923.

Monsieur le Baron,

En me référant à la lettre de Son Excellence Monsieur le Comte Uchida en date du 8 juin dernier au sujet des communications qu'auront à se faire mutuellement la Norvège et le Japon dans le cas où un ressortissant de l'un de ces pays serait atteint dans l'autre d'une maladie mentale, communications concernant son admission dans un établissement d'aliénés, sa sortie ou son décès, j'ai l'honneur de proposer au nom de mon Gouvernement, à titre de réciprocité, les Articles suivants:

Art. 1.

Quand un ressortissant japonais aura été atteint en Norvège d'aliénation mentale, son internement dans une maison d'aliénés ou sa sortie d'un tel établissement ou éventuellement sa mort seront notifiés à la Légation du Japon á Kristiania.

Art. 2.

Les notifications prévues à l'Article 1 devront mentionner le nom de la maison d'aliénés où le malade est interné et contenir, si possible, les indications suivantes, concernant le malade:

1) nom et prénoms;
2) date et lieu de naissance;
3) qualités ou profession;
4) domicile à l'époque de l'internement dans l'établissement d'aliénés;
5) dernier domicile dans le pays d'origine;
6) noms et prénoms etc. des père et mère, ou, si ceux-ci sont décédés, noms et prénoms des plus proches parents avec indication de leur domicile;
7) si le malade est marié, nom et prénoms de l'autre époux et indication de son domicile;
8) date à laquelle le malade a été interné dans l'établissement, ou en est sorti ou y est décédé;
9) nom de la personne à la demande de laquelle le malade à été interné dans l'établissement;
10) si l'admission a eu lieu en raison d'un rapport médical, date de ce rapport, ainsi que le nom et le domicile du médecin;
11) état du malade, permet-il son rapatriement: indication du nombre de convoyeurs nécessaires pour surveiller le transport.

Art. 3.

Le présent Arrangement entrera en vigueur le 1er janvier 1924 et pourra prendre fin sur un préavis de 3 mois de l'une des deux Puissances.

Je suis autorisé à ajouter, que cette proposition sera considérée par mon Gouvernement comme un engagement dès que le Gouvernement Japonais en aura assuré la réciprocité, laquelle, selon l'avis de mon Gouvernement, serait établie si Votre Excellence voulait bien insérer dans Sa réponse les stipulations visées ci-dessus.

Je saisis l'occasion de renouveler à Votre Excellence les assurances de la très haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, etc.

L. Grønvold.

Son Excellence Monsieur le Baron Ijuin, Ministre des Affaires Etrangères, etc. etc. etc.

Tokyo, le 6 novembre 1923.

Monsieur le Chargé d'Affaires,

Le Gouvernement du Japon étant d'accord avec le Gouvernement Royal sur votre proposition en date du 23 octobre 1923 au sujet des communications qu'auront à se faire mutuellement le Japon et la Norvège dans le cas où un ressortissant de l'un de ces Pays serait atteint dans l'autre d'une maladie mentale, communications concernant son admission dans un établissement d'aliénés, sa sortie ou son décès, j'ai l'honneur de promettre, au nom de mon Gouvernement et sous condition de réciprocité, ce qui suit:

[suit le texte des Articles précédents.]

J'ajoute que j'entends par l'expression „la Légation du Japon à Kristiania", qui figure dans l'Article 1er de votre proposition, la Légation du Japon à Stockholm qui a, en même temps, la charge des intérêts japonais en Norvège.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances réitérées de ma considération très distinguée.

Baron *Hikokichi Ijuin*,
Ministre des Affaires Etrangères.

Monsieur L. Grønvold, Chargé d'Affaires de Norvège.

79.

SUÈDE, PAYS-BAS.

Echange de Notes concernant la suppression réciproque du visa des passeports; signées à La Haye, le 31 octobre et les 20 et 22 novembre 1923.

Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1923, No. 23.

80.

SUÈDE, ESTONIE.

Déclaration concernant l'application réciproque de la Convention relative à la procédure civile conclue à La Haye, le 17 juillet 1905;*) signée à Tallinn, le 27 novembre 1923.**)

Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1924, No. 22.

En vue de déterminer en diverses matières les rapports juridiques entre le Royaume de Suède et la République d'Estonie, les soussignés,

*) V. N. R. G. 3. s. II, p. 243.
**) Les ratifications ont été échangées à Tallinn, le 3 juillet 1924.

dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, font d'un commun accord la Déclaration suivante:

Les dispositions de Articles 1—24 de la Convention relative à la procédure civile conclue entre plusieurs Puissances à La Haye le 17 juillet 1905 seront appliquées, tant en Suède en faveur de l'Estonie et des ressortissans estoniens qu'en Estonie en faveur de la Suède et des ressortissants suédois.

La présente Déclaration sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que possible. L'Arrangement sortira ses effets dès l'échange des ratifications; il restera en vigueur jusqu'au 27 avril 1929. A partir de cette date, il sera renouvelé par tacite réconduction de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation par l'une des Parties. La dénonciation en devra être notifiée au moins six mois avant l'expiration des délais susvisés.

Fait en double à Tallinn, le 27 novembre 1923.

(L. S.) *Undén*
(L. S.) *Fr. Akel.*

81.

FRANCE, SUÈDE.

Echange de Notes concernant la collation de distinctions honorifiques; signées à Stockholm, les 11 et 20 décembre 1923.

Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1923, No. 24.

---

a)

Franske ministern i Stockholm till ministern för utrikes ärendena.

Stockholm, le 11 décembre 1923.

Monsieur le Baron,

Me référant aux conversations qui ont eu lieu entre la Légation de France et le Ministère Royal des Affaires Etrangères, et, en conformité des instructions que j'ai reçues de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de déclarer officiellement par la présente à Votre Excellence que le Gouvernement de la République s'engage à ne conférer aucune distinction honorifique quelconque à un sujet de Sa Majesté le Roi de Suède sans que la Légation de France à Stockholm ne se soit assurée préalablement par l'entremise du Ministère Royal des Affaires Etrangères que la faveur en question ne rencontrera pas d'objection de la part du Gouvernement Royal.

De même, lorsque Sa Majesté le Roi de Suède voudra conférer une distinction honorifique quelconque à un ressortissant français, la Légation de Suède à Paris devra préalablement demander au Ministère

français des Affaires Etrangères si la faveur en question ne rencontre pas d'objection de la part du Gouvernement Français.

Il sera tenu compte de part et d'autre des objections auxquelles ces demandes auront pu donner lieu.

Des effets du présent engagement sera exempté l'octroi des décorations conférées au personnel des Légations respectives de Suède à Paris et de France à Stockholm ou à des officiers de l'une ou l'autre des armées respectives, assistant d'ordre de leur Gouvernement aux manœuvres et exercices de l'armée ou de la flotte de l'autre; ainsi que des distinctions honorifiques conférées motu proprio par le Souverain ou Chef d'Etat, notamment à l'occasion des visites des Chefs d'Etat respectifs.

Etant autorisé à conclure avec Vous un arrangement de cette portée, je me permets de proposer à Votre Excellence que la présente lettre et la réponse que Votre Excellence voudra bien me faire parvenir serviront à constater l'entente survenue entre nos deux Gouvernements.

Veuillez agréer, Monsieur le Baron, les assurances de ma haute considération.

Delavaud.

---

b)

Ministern för utrikes ärendena till franske ministern i Stockholm.

Stockholm, le 20 décembre 1923.

Monsieur le Ministre,

Par lettre en date du 11 de ce mois, Vous avez bien voulu, en vue de conclure un arrangement avec le Gouvernement Royal, me déclarer officiellement que le Gouvernement de la République s'engage à ne conférer aucune distinction honorifique quelconque à un sujet de Sa Majesté le Roi de Suède sans que la Légation de France à Stockholm ne se soit assurée préalablement par l'entremise du Ministère Royal des Affaires Etrangères que la faveur en question ne rencontrera pas d'objection de la part du Gouvernement Royal.

En réponse à cette communication, j'ai l'honneur de Vous déclarer officiellement que le Gouvernement Royal, de son côté, s'engage à ne conférer aucune distinction honorifique quelconque à un ressortissant français sans que la Légation de Suède à Paris ne se soit assurée préalablement par l'entremise du Ministère français des Affaires Etrangères que la faveur en question ne recontrera pas d'objection de la part du Gouvernement Français.

Conformément à Votre proposition, il sera tenu compte de part et d'autre des objections auxquelles ces demandes auront pu donner lieu.

Des effets du présent engagement sera exempté l'octroi des décorations conférées au personnel des Légations respectives de France à Stockholm et de Suède à Paris ou à des officiers de l'une ou l'autre des armées respectives, assistant d'ordre de leur Gouvernement aux manœuvres et

exercices de l'armée ou de la flotte de l'autre; ainsi que des distinctions honorifiques conférées motu proprio par le Souverain ou Chef d'Etat, notamment à l'occasion des visites des Chefs d'Etat respectifs.

J'estime avec Vous que Votre lettre précitée et ma présente réponse suffisent à constater l'entente survenue à ce sujet entre nos deux Gouvernements.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Marks von Würtemberg.

82.

NORVÈGE, LITHUANIE.

Convention de commerce et de navigation; signée à Kristiania, le 21 décembre 1923.*)

Overenskomster med fremmede stater 1925, No. 2.

Les Soussignés M. Christian Fredrik Michelet, Ministre des Affaires Etrangères de Norvège, et M. Jurgis Savickis, Chargé d'Affaires de Lithuanie en Norvège, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs à conclure une convention en vue de faciliter et de développer les relations de commerce et de navigation entre la Norvège et la Lithuanie sont convenus de ce qui suit:

Article I.

Les ressortissants de l'un des pays contractants et les sociétés civiles ou commerciales constituées conformément aux lois de l'un des pays jouiront dans l'autre, relativement à l'exercice de leur commerce et de leur industrie, des mêmes droits, avantages, immunités et exemptions que les ressortissants et sociétés de la nation la plus favorisée.

Ils auront la même faculté que celle accordée à la nation la plus favorisée d'acquérir et de posséder des biens, droits et intérêts de toute sorte et d'en disposer, d'exercer toute profession et d'établir des succursales et sociétés filiales.

Article II.

Les ressortissants et sociétés visés au premier Article ne seront dans l'autre pays soumis à aucune taxe ou contribution et en général à aucune redevance fiscale autre ou plus élevée que celles imposées aux ressortissants et aux sociétés de la nation la plus favorisée.

Chacun des deux pays s'engage à ne frapper les ressortissants ou sociétés de l'autre d'aucune taxe relative à l'exercice de leur commerce d'exportation ou de leur navigation maritime tant qu'une exemption pareille est accordée par l'autre pays.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Oslo, le 5 janvier 1925.

Article III.

Chacune des deux Parties Contractantes accorde à l'autre le droit de nommer dans ses ports et places de commerce des consuls généraux, consuls, vize-consuls et agents consulaires, se réservant toutefois de n'en pas admettre dans tels lieux qu'elles jugeront convenables de désigner.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires ainsi que leurs chanceliers jouiront, à charge de réciprocité, des mêmes privilèges, pouvoirs et exemptions dont jouissent ou jouiront ceux des nations les plus favorisées.

Article IV.

Les navires appartenant aux ressortissants ou aux sociétés de chacun des pays contractants, leurs équipages et cargaisons jouiront dans le territoire de l'autre pays d'un traitement au moins aussi favorable que celui accordé aux navires, équipages et cargaisons appartenant aux nationaux ou à la nation la plus favorisée.

Cette stipulation ne s'applique pourtant pas au cabotage.

Article V.

Chacun des deux pays jouira sans aucune réserve dans le territoire de l'autre, pour tout ce qui concerne le commerce, des mêmes droits et faveurs qui seront accordés à toute autre nation.

Les marchandises et d'autres produits du sol et de l'industrie ne pourront, en ce qui concerne l'importation, l'exportation et la réexportation, être assujettis à d'autres ou plus fortes contributions, restrictions ou obligations générales ou locales ou à d'autres formalités d'entrée ou de sortie que celles qui seront imposées à la nation la lus favorisée.

Article VI.

Chacun des deux pays contractants s'engage à accorder le libre transit à travers son territoire aux produits, navires et wagons à destination ou en provenance de l'autre pays et à les assujettir à un traitement au moins aussi favorable que celui accordé à la nation la plus favorisée.

Sur les chemins de fer et sur les voies navigables lesdits objets jouiront, en ce qui concerne l'expédition et les frais de transport, du traitement appliqué à la nation la plus favorisée.

Les produits en transit ne seront soumis à aucun droit de transit autre que la taxe de plombage et le droit de statistique.

Article VII.

Les stipulations du présent Arrangement ne sont pas applicables aux concessions spéciales accordées ou qui seront accordées par la Norvège à la Suède, au Danemark et à l'Islande ou par la Lithuanie à la Finlande, à l'Estonie et à la Lettonie.

Article VIII.

La présente Convention sera ratifiée et entrera en vigueur immédiatement après l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Kristiania. Elle restera applicable jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir du jour où l'une des deux Parties Contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention.

Fait en double à Kristiania, le 21 décembre 1923.

(s.) *C. F. Michelet.*
(u.) *Jurgis Savickis.*

83.

SUÈDE, BULGARIE.

Arrangement commercial; réalisé par un Echange de Notes signées à Sofia, le 31 décembre 1923.

Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1923, No. 29.

---

a)

Svenska ministern i Sofia till bulgariske utrikesministern.

Sofia, le 31 décembre 1923.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence que le Gouvernement des Sa Majesté le Roi de Suède est tombé d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Bulgares pour régler les relations commerciales et économiques entre les deux Pays à partir du 12 septembre 1923 sur la base de l'application mutuelle de la clause de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que les dispositions du présent Arrangement ne sont pas applicables au cabotage, ni aux concessions qui sont ou pourront être accordées: par la Suède à la Norvège ou au Danemark et par la Bulgarie à la Grèce, au Royaume des Serbes-Croates-Slovènes, à la Roumanie ou à la Turquie tant que la Suède et la Bulgarie respectivement ne les aura étendues à aucun autre Etat.

Le présent Arrangement ne cessera ces effets qu'après trois mois à partir du jour où il aura été dénoncé par l'une des deux Parties Contractantes.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

G. O. Wallenberg.

---

b)

Bulgariske utrikesministern till svenske ministern i Sofia.

Sofia, le 31 décembre 1923.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Bulgares est tombé d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Suède pour régler les relations commerciales et économiques entre les deux Pays à partir du 12 septembre 1923 sur la base de l'application mutuelle de la clause de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que les dispositions du présent Arrangement ne sont pas applicables au cabotage, ni aux concessions qui sont ou pourront être accordées: par la Bulgarie à la Grèce, au Royaume des Serbes-Croates-Slovènes, à la Roumanie ou à la Turquie et par la Suède à la Norvège ou au Danemark, tant que la Bulgarie respectivement la Suède ne les aura étendues à aucun autre Etat.

Le présent Arrangement ne cessera ses effets qu'après trois mois à partir du jour où il aura été dénoncé par l'une des deux Parties Contractantes.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Ch. Kalfoff.

84.

SUÈDE, FINLANDE.

Déclaration concernant la reconnaissance réciproque des lettres de jauge; signée à Helsingfors, le 10 janvier 1924.*)

Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1924, No. 1.

Déclaration entre la Suède et la Finlande concernant la reconnaissance réciproque des lettres de jauge.

Les soussignés, dûment autorisés, ont conclu, sur la base des règles de jaugeage actuellement en vigueur en Suède et en Finlande, l'Arrangement suivant concernant la reconnaissance réciproque des lettres de jauge suédoises et finlandaises.

Article premier.

§ 1. Les navires suédois jaugés d'après la méthode dite de Moorsom et munis d'un certificat de jauge national délivré en conséquence

*) En langues suédoise, finnoise et française. Eu égard à la disposition de l'Article 7 nous ne reproduisons que le texte français.

ou d'une lettre de jauge dite à appendice délivrée d'après le système de jaugeage anglais ne pourront dans les ports finlandais, et les navires finlandais, jaugés d'après la même méthode et munis d'un certificat de jauge national délivré en conséquence ou d'une lettre de jauge à appendice de l'espèce susdite, ne pourront dans les ports suédois, être soumis à un rejaugeage total destiné à en établir la capacité, sans que le propriétaire ou le capitaine en ait fait la demande.

§ 2. Les navires suédois non munis d'un des certificats de jauge prévus ci-dessus seront en Finlande, et les navires finlandais non munis d'un desdits certificats seront en Suède jaugés d'après les règles en vigueur dans le pays où le jaugeage a lieu.

Art. 2.

Les règles de jaugeage suédoises et les règles finlandaises ne concordant pas entièrement, le tonnage net sera déterminé, en ce qui concerne les navires visés à l'Article 1:er § 1:er, par un remesurage partiel ou une revision des calculs, effectués conformément aux prescriptions ci-dessous.

I) Les navires suédois à propulsion mécanique munis d'une lettre à appendice de l'espèce susdite seront, sauf dans les cas prévus ci-après, exemptés dans les ports finlandais de remesurage partiel et de revisions des calculs.

S'il existe à bord d'un tel navire un espace situé sous une ouverture de tonnage ou dans un shelter-deck ou tout autre espace situé dans une superstructure, soumis, aux termes des dispositions finlandaises, au payement des droits, et non compris, d'après la lettre de jauge à appendice, dans le calcul du tonnage brut, cet espace sera mesuré dans les ports finlandais et ajouté, exception faite de 32 % (déduction pour la chambre des machines), au tonnage net indiqué dans la lettre de jauge à appendice. Toutefois, si le volume dudit espace a été indiqué dans la lettre de jauge à appendice, il ne devra pas être procédé à son mesurage; on effectuera, par contre, la revision des calculs, en tenant compte de la susdite déduction de 32 %.

Les navires suédois à propulsion mécanique qui ne sont munis que d'un certificat de jauge national, seront soumis à un remesurage partiel ou à une revision des calculs. Toutefois, si l'espace susvisé est à compter dans le tonnage brut et que le volume en soit indiqué dans la lettre de jauge nationale il ne devra pas être procédé à son mesurage; on effectuera, par contre, la revision des calculs.

Les droits à percevoir sur la base du tonnage net seront calculés, dans les cas prévus ci-dessus au chiffre 1 premier alinéa, d'après la capacité nette indiquée dans la lettre de jauge à appendice, et dans les cas visés aux alinéas 2 et 3, d'après le tonnage net obtenu en conséquence du remesurage ou de la revision des calculs prévus ci-dessus.

II) Les navires finlandais à propulsion mécanique munis d'un certificat de jauge national ou d'une lettre de jauge à appendice de l'espèce susdite, subiront dans les ports suédois un remesurage partiel. Ils

seront soumis, en ce qui concerne ledit remesurage partiel, à un contrôle effectué d'après les dispositions en vigueur en Suède.

Les droits à percevoir sur la base du tonnage net seront calculés dans ce cas d'après la capacité nette résultant du remesurage ou du jaugeage de contrôle.

Lorsqu'un navire à propulsion mécanique finlandais sera muni d'un certificat délivré par l'Administration Centrale de la Navigation (Merenkulkuhallitus, Sjöfartsstyrelsen) ou une autorité chargée du contrôle des opérations de jaugeage, et constatant que le jaugeage de contrôle a été effectué, ce navire sera exempté de jaugeage de contrôle dans les ports suédois.

III) Les navires suédois autres que les navires à propulsion mécanique munis d'un certificat de jauge national ne seront pas soumis dans les ports finlandais á un remesurage partiel ou à une revision des calculs.

Les droits à percevoir sur la base du tonnage net seront calculés dans ce cas d'après la capacité nette indiquée au certificat de jauge national.

IV) Les navires finlandais autres que les navires à propulsion mécanique munis d'un certificat de jauge national ne seront pas soumis dans les ports suédois à un remesurage partiel.

Lesdits navires seront, toutefois, tenus de subir un jaugeage de contrôle d'après les règles en vigueur à cet égard pour les navires suédois. Les frais de ce jaugeage seront à la charge du Trésor suédois. Cependant, dans le cas où, d'après lesdites règles, la lettre de jauge aurait dû, si le navire était suédois, être renouvelée, les frais de jaugeage seront à la charge du propriétaire ou du capitaine du navire.

Les droits à percevoir sur la base du tonnage net seront calculés dans ce cas d'après la capacité nette indiquée au certificat de jauge national ou, si à la suite du jaugeage de contrôle un certificat de jauge suédois à été délivré pour le navire, d'après la capacité nette indiquée dans ledit certificat.

Les navires finlandais autres que les navires à propulsion mécanique munis d'un certificat délivré par l'Administration Centrale de la Navigation (Merenkulkuhallitus, Sjöfartsstyrelsen) ou une autorité chargée de contrôler le jaugeage des navires et constatant que le jaugeage de contrôle a été effectué, seront exemptés de jaugeage de contrôle dans les ports suédois.

Art. 3.

Le rejaugeage et la revision des calculs prévus à Article 2 ne pourront concerner, à l'exeption du calcul destiné à dèterminer la déduction à faire pour la chambre des machines, que les espaces pour lesquels les règles de jaugeage suédoises et les règles finlandaises ne concordent pas.

Les frais de jaugeage total, de remesurage partiel ou de revision des calculs seront calculés et payés d'après les dispositions en vigueur dans le pays où le mesurage ou la revision sont effectués.

Art. 4.

S'il est constaté, à l'occasion d'un jaugeage de contrôle, d'un remesurage partiel ou d'une revision des calculs, que des indications relatives au volume d'espaces existant à bord n'ont pas été obtenues conformément aux règlements en vigueur ou que les opérations de mesurage n'ont pas été effectuées sous d'autres rapports en conformité desdits règlements, le jaugeur que le cas concerne rapportera immédiatement le fait, si le navire est suédois, à l'Administration Centrale de la Navigation en Finlande, (Merenkulkuhallitus, Sjöfartsstyrelsen) et s'il est finlandais, à l'Administration Centrale du Commerce (Kommerskollegium) en Suéde.

Art. 5.

Lorsque le propriétaire ou le capitaine d'un navire en fera la demande, un jaugeage de contrôle, un remesurage partiel ou une revision des calculs devra être effectué, nonobstant les stipulations du présent Arrangement; les frais desdites opérations seront dans ce cas à la charge du propriétaire ou du capitaine.

Art. 6.

Dès qu'un contrôle des opérations de jaugeage effectué par une autorité publique aura été créé en Finlande, les navires suédois y seront soumis dans les ports finlandais dans la même mesure que les navires finlandais sont soumis au contrôle dans les ports suédois.

Art. 7.

Le présent Arrangement est rédigé dans les langues suédoise, finnoise et française. En cas de dissentiment relatif à son interprétation, le texte français fera foi.

Art. 8.

Le présent Arrangement entrera en vigueur trois mois après la date de sa signature et sera applicable jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter du jour de sa dénonciation par l'une des Parties.

La Déclaration signée le 27 juin 1907 entre la Suède et la Russie, concernant la reconnaissance réciproque des lettres de jauge, *) et déclarée, par un échange de notes en date du 11 novembre 1919, valable pour une durée indéterminée dans les relations entre la Suède et la Finlande, **) cessera d'être applicable à partir du jour de l'entrée en vigueur du présent Arrangement.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Arrangement et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Helsingfors en double exemplaire, le 10 janvier 1924.

(L. S.) *Henning Elmquist.*
(L. S.) *J. H. Vennola.*

---

*) V. **N. R. G.** 3. s. III, p. 999.
) V. **N. R. G. 3. s. XIV, p. 560.

85.

DANEMARK, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Arrangement commercial provisoire; réalisé par un Echange de Notes signées à Prague, le 31 janvier 1924.

Lovtidenden A, 1924, No. 5.

Praha, le 31 janvier 1924.

Monsieur le Ministre,

En exprimant le vif désir de favoriser et de développer les relations économiques entre nos deux Pays et de continuer sur la même base que jusqu'ici les négociations qui ont eu lieu en vue de la conclusion d'un traité de commerce définitif entre le Royaume de Danemark et la République Tchécoslovaque et les faire aboutir, le plus tôt possible, à une solution satisfaisante pour les deux Parties, j'ai l'honneur, dûment autorisé, de faire savoir à Votre Excellence que jusqu'à la conclusion d'un tel traité définitif, à condition de réciprocité, les ressortissants et les sociétés de caractère économique, les agents et voyageurs de commerce tchécoslovaques, munis d'une carte de légitimation dûment délivrée par les autorités compétentes de leur Pays, ainsi que les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de la République Tchécoslovaque et les échantillons des voyageurs de commerce, jouiront inconditionnellement sur le territoire danois d'un traitement à tous les égards aussi favorable que celui qui est accordé aux ressortissants, aux sociétés et aux produits naturels ou fabriqués de la nation la plus favorisée. Ce traitement est accordé notamment dans tout ce qui concerne les opérations commerciales des ressortissants et sociétés de caractère économique tchécoslovaque, leur accès à s'établir sur le territoire danois, le droit d'y acquérir, d'y posséder toute sorte de propriété, d'y faire le commerce, d'y exercer l'industrie et toute autre profession, étant entendu que l'admission de toutes ces sociétés sur le territoire de l'autre Partie reste toujours subordonnée aux lois et prescriptions qui sont ou seront en vigueur dans le Pays respectif. Au sujet des impôts et taxes de quelque nature qu'ils soient, les ressortissants tchécoslovaques ne seront assujettis aux autres ou plus élévées que ceux qui sont ou seront perçus sur les nationaux.

Le traitement de la nation la plus favorisée est accordé dans tout ce qui concerne les droits d'importation et d'exportation et les formalités douanières, le transit, ainsi qu'en matière de régime de contrôle des importations et exportations de sorte que toute levée de prohibition ou de restriction d'importation et d'exportation accordée même à titre temporaire au profit des produits d'une puissance tierce s'appliquera immédiatement et inconditionnellement aux produits identiques ou similaires, originaires et en provenance de la République

Tchécoslovaque, sous réserve des prohibitions ou restrictions maintenues ou imposées pour des raisons de sécurité publique, de santé ou comme précaution contre les maladies des animaux ou des plantes utiles, ainsi que pour les marchandises faisant objet d'un monopole d'Etat.

Jusqu'à la conclusion du Traité de commerce définitif, prévu ci-dessus, qui devra assurer d'une façon satisfaisante l'échange de marchandises réciproque, un traitement bienveillant sera accordé de la part du Royaume de Danemark, en ce qui concerne l'octroi de permissions d'importation dans le Royaume de Danemark pour les produits tchécoslovaques.

Les navires tchécoslovaques jouiront dans les ports danois et sur les cours d'eau du Royaume de Danemark d'un traitement, qui ne sera pas moins favorable que celui qui est ou sera accordé aux navires de la nation la plus favorisée, toutefois sous réserve du droit de faire le cabotage.

Sur les chemins de fer, les marchandises tchécoslovaques jouiront, en ce qui concerne l'expédition et tous les frais de transport, du traitement appliqué à la nation la plus favorisée.

La République Tchécoslovaque ne pourra, par suite des dispositions précitées, réclamer les faveurs que le Royaume de Danemark a accordées ou accordera à l'avenir à la Norvège ou à la Suède ou aux deux Pays, tant que ces avantages ne sont pas accordés à un tiers Etat.

Le Royaume de Danemark n'invoquera pas, par suite des dispositions précitées, les avantages de tout arrangement spécial qui pourrait être conclu par la République Tchécoslovaque avec l'Autriche ou avec la Hongrie, conformément aux clauses économiques des Traités de Paix avec l'Autriche et la Hongrie, pour établir un régime douanier spécial en faveur de certains produits naturels ou manufacturés, originaires et en provenance de ces pays.

Le Royaume de Danemark ne pourra exiger les faveurs relatives au commerce, au trafic et aux communications de frontière qui, pour des raisons locales, seraient accordées aux Etats limitrophes dans les zônes frontières.

Le Royaume de Danemark et la République Tchécoslovaque s'accordent mutuellement le droit de nommer les consuls et les agents consulaires sur le territoire de l'autre Pays, étant entendu que ces fonctionnaires jouiront des mêmes privilèges, droits et immunités que les consuls et agents consulaires de la nation la plus favorisée.

Les dispositions ci-dessus ne seront pas appliquées au Groenland.

Il est convenu que des négociations en vue de la conclusion d'arrangements spéciaux concernant certaines questions de la politique sociale ainsi que le traitement réciproque des ressortissants en matière de service militaire seront entamées le plus tôt possible.

L'arrangement provisoire précité entrera en vigueur le quinzième jour à partir de la date de la présente Note et continuera ses effets

jusqu'à ce que les dispositions y convenues soient rendues superflues par le susdit Traité définitif, ou jusqu'au 1er janvier 1925. Avant cette époque chacune des deux Parties pourra cesser son application, pourvu qu'elle en manifeste son intention à l'autre Partie 30 jours d'avance.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(sign.) *N. Høst.*

A Son Excellence Monsieur le Dr. Eduard Beneš, Ministre des Affaires Etrangères à Praha.

Praha, le 31 janvier 1924.

Monsieur le Ministre,

En exprimant le vif désir de favoriser et de développer les relations économiques entre nos deux Pays et de continuer sur la même base que jusqu'ici les négociations qui ont eu lieu en vue de la conclusion d'un Traité de commerce définitif entre la République Tchécoslovaque et le Royaume de Danemark et les faire aboutir, le plus tôt possible, à une solution satisfaisante pour les deux Parties, j'ai l'honneur, dûment autorisé, de faire savoir à Votre Excellence que jusqu'à la conclusion d'un tel Traité définitif, à condition de réciprocité, les ressortissants et les sociétés de caractère économique, les agents et voyageurs de commerce danois,, munis d'une carte de légitimation dûment délivrée par les autorités compétentes de leur Pays, ainsi que les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du Royaume de Danemark et les échantillons des voyageurs de commerce, jouiront inconditionnellement sur le territoire tchécoslovaque d'un traitement à tous les égards aussi favorable que celui qui est accordé aux ressortissants, aux sociétés et aux produits naturels ou fabriqués de la nation la plus favorisée. Ce traitement est accordé notamment dans tout ce qui concerne les opérations commerciales des ressortissants et sociétés de caractère économique danois, leurs accès à s'établir sur le territoire tchécoslovaque, le droit d'y acquérir, d'y posséder toute sorte de propriété, d'y faire le commerce, d'y exercer l'industrie et toute autre profession, étant entendu que l'admission de toutes ces sociétés sur le territoire de l'autre Partie reste toujours subordonnée aux lois et prescriptions qui sont ou seront en vigueur dans le Pays respectif. Au sujet des impôts et taxes de quelque nature qu'ils soient, les ressortissants danois ne seront assujettis aux autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus sur les nationaux.

Le traitement de la nation la plus favorisée est accordé dans tout ce qui concerne les droits d'importation et d'exportation et les formalités douanières, le transit, ainsi qu'en matière de régime de contrôle des importations et exportations de sorte que toute levée de prohibition ou de restriction d'importation et d'exportation accordée même à titre temporaire au profit des produits d'une puissance tierce s'appliquera

immédiatement et inconditionnellement aux produits identiques ou similaires, originaires et en provenance du Royaume de Danemark, sous réserve des prohibitions ou restrictions maintenues ou imposées pour des raisons de sécurité publique, de santé ou comme précaution contre les maladies des animaux ou des plantes utiles, ainsi que pour les marchandises faisant objet d'un monopole d'Etat.

Jusqu'à la conclusion du Traité de commerce définitif, prévu ci-dessus, qui devra assurer d'une façon satisfaisante l'échange de marchandises réciproque, un traitement bienveillant sera accordé de la part de la République Tchécoslovaque en ce qui concerne l'octroi de permissions d'importation dans la République Tchécoslovaque pour les produits danois.

Les navires danois jouiront dans les ports tchécoslovaques et sur les cours d'eau de la République Tchécoslovaque d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui est ou sera accordé aux navires de la nation la plus favorisée, toutefois, sous réserve du droit de faire le cabotage.

Sur les chemins de fer, les marchandises danoises jouiront, en ce qui concerne l'expédition et tous les frais de transport, du traitement appliqué à la nation la plus favorisée.

La République Tchécoslovaque ne pourra, par suite des dispositions précitées réclamer les faveurs que le Royaume de Danemark a accordées ou accordera à l'avenir à la Norvège ou à la Suède ou aux deux Pays, tant que ces avantages ne sont pas accordés à un tiers Etat.

Le Royaume de Danemark n'invoquera pas, par suite des dispositions précitées, les avantages de tout arrangement spécial qui pourrait être conclu par la République Tchécoslovaque avec l'Autriche ou avec la Hongrie, conformément aux clauses économiques des Traités de Paix avec l'Autriche et la Hongrie, pour établir un régime douanier spécial en faveur de certains produits naturels ou manufacturés, originaires et en provenance de ces pays.

La République Tchécoslovaque ne pourra exiger les faveurs relatives au commerce, au trafic et aux communications de frontière qui, pour des raisons locales, seraient accordées aux Etats limitrophes dans les zônes frontières.

La République Tchécoslovaque et le Royaume de Danemark s'accordent mutuellement le droit de nommer les consuls et les agents consulaires sur le territoire de l'autre Pays, étant entendu que ces fonctionnaires jouiront des mêmes privilèges, droits et immunités que les consuls et agents consulaires de la nation la plus favorisée.

Les dispositions ci-dessus ne seront pas appliquées au Groenland.

Il est convenu que des négociations en vue de la conclusion d'arrangements spéciaux concernant certaines questions de la politique sociale ainsi que le traitement réciproque des ressortissants en matière de service militaire, seront entamées le plus tôt possible.

L'arrangement provisoire précité entrera en vigueur le quinzième jour à partir de la date de la présente Note et continuera ses effets jusqu'à ce que les dispositions y convenues soient rendues superflues par le susdit Traité définitif, ou jusqu'au 1er janvier 1925. Avant cette époque, chacune des deux Parties pourra cesser son application, pourvu qu'elle en manifeste son intention à l'autre Partie 30 jours d'avance.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(sign.) *Dr. Eduard Beneš.*

Son Excellence Monsieur Niels Johan Wulfsberg Høst, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire du Danemark à Praha.

86.

SUÈDE, LITHUANIE.

Arrangement commercial; réalisé par un Echange de Notes signées à Kovno, le 17 février 1924.*)

Överenskommelser med främmande Makter 1924, No. 4.

---

a)

Svenske ministern i Kovno till lithauiske utrikesministern.

Kovno, le 17 février 1924.

Monsieur le Ministre,

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de Vous faire connaître que, nos deux Gouvernements étant également animés du désir de favoriser de toute manière le développement des relations commerciales entre la Suède et la Lithuanie, le Gouvernement Suédois a résolu d'accorder aux ressortissants lithuaniens, ainsi qu'aux produits du sol et de l'industrie de la Lithuanie, sous réserve de réciprocité les avantages et facilités énoncés ci-dessus.

1) Les nationaux et les produits du sol et de l'industrie de la Lithuanie jouiront en Suède sans aucune réserve, pour tout ce qui concerne le commerce, des mêmes avantages que les ressortissants et les marchandises de la nation la plus favorisée. Ce traitement sera appliqué pour tout ce qui concerne l'excercice du commerce, de la navigation et de l'industrie, le droit d'acquérir et de posséder des biens meubles et immeubles et d'en disposer, les impôts et autres droits de quelque nature qu'ils soient, les réquisitions pour des objets d'intérêt militaire ou

---

*) Comp. l'Echange de Notes des 25 et 29 mars 1924, ci-dessous, No. 91.

public, les prohibitions d'importation, d'exportation et de transit, et l'application de ces pohibitions, les droits d'accise et de consommation, d'importation et d'exportation et les formalités douanières.

Cette disposition ne restreindra en rien le droit de la Suède de refuser aux nationaux de la Lithuanie dans certains cas, en raison d'une sentence judiciaire ou dans l'intérêt, soit de la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, soit de l'ordre public, ou encore pour des motifs de prévoyance sociale et notamment d'assistance publique, de police sanitaire ou de police des mœurs, l'autorisation de séjourner dans le pays.

2) Les navires lithuaniens et leurs cargaisons seront traités en Suède sur le même pied que les navires de la nation la plus favorisée et leurs cargaisons.

Il est fait exception à cette disposition pour le droit de se livrer au cabotage.

3) La Suède s'engage à accorder le libre transit à travers son territoire aux marchandises, navires, bateaux et wagons à destination ou en provenance de la Lithuanie.

Des exceptions à ces stipulations pourront avoir lieu dans les cas suivants:

a) Dans des circonstances exceptionnelles en ce qui touche les provisions de guerre;

b) Pour des raisons de sûreté publique;

c) Pour des motifs de police sanitaire ou en vue de la protection des animaux ou des plantes utiles.

Les marchandises en transit ne seront soumises à aucun droit quelconque de transit.

Sur les chemins de fer, lesdites marchandises et wagons jouiront en ce qui concerne l'expédition et les frais de transport du traitement appliqué aux nationaux ou à la nation la plus favorisée.

4) La Lithuanie ne pourra pas revendiquer en vertu des stipulations qui précèdent les faveurs spéciales accordées, ou qui pourront être accordées par la Suède au Danemark ou à la Norvège ou à ces deux pays, aussi longtemps que les mêmes faveurs n'auront pas été accordées à un autre Etat.

La Lithuanie ne pourra non plus exiger les faveurs relatives au commerce, au trafic et aux communications de frontière qui par des raisons locales seraient accordées à des Etats limitrophes.

5) Le présent Arrangement deviendra applicable depuis le jour de la signature de la présente Note et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à dater du jour de la dénonciation.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour Vous renouveler, l'assurance de ma très haute considération.

Undén.

---

b)

Lithauiske utrikesministern till svenske ministern i Kovno.

Kaunas, le 17 février 1924.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de Vous faire connaître que nos deux Gouvernements, étant également animés du désir de favoriser de toute manière le développement des relations commerciales entre la Lithuanie et la Suède, le Gouvernement Lithuanien a résolu d'accorder aux ressortissants suédois ainsi qu'aux produits du sol et de l'industrie de la Suède, sous réserve de réciprocité, les avantages et facilités énoncés ci-dessous.

1) Les nationaux et les produits du sol et de l'industrie de la Suède jouiront en Lithuanie sans aucune réserve, pour tout ce qui concerne le commerce, des mêmes avantages que les ressortissants et les marchandises de la nation la plus favorisée. Ce traitement sera appliqué pour tout ce qui concerne l'exercice du commerce, de la navigation et de l'industrie, le droit d'acquérir et de posséder des biens meubles et immeubles et d'en disposer, les impôts et autres droits de quelque nature qu'ils soient, les réquisitions pour des objets d'intérêt militaire ou public, les prohibitions d'importation, d'exportation ou de transit, et l'application de ces prohibitions, les droits d'accise et de consommation, d'importation et les formalités douanières.

Cette disposition ne restreindra en rien le droit de la Lithuanie de refuser aux nationaux de la Suède dans certains cas, en raison d'une sentence judiciaire ou dans l'intérêt soit de la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, soit de l'ordre public, ou encore pour des motifs de prévoyance sociale et notamment d'assistance publique, de police sanitaire ou de police des mœurs, l'autorisation de séjourner dans le pays.

2) Les navires suédois et leurs cargaisons seront traités en Lithuanie sur le même pied que les navires de la nation la plus favorisée et leurs cargaisons.

Il est fait exception à cette disposition pour le droit de se livrer au cabotage.

3) La Lithuanie s'engage à accorder le libre transit à travers son territoire aux marchandises, navires, bateaux et wagons à destination ou en provenance de la Suède.

Des exceptions à ces stipulations pourront avoir lieu dans les cas suivants:

a) Dans des circonstances exceptionnelles en ce qui touche les provisions de guerre;

b) Pour des raisons de sûreté publique;

c) Pour des motifs de police sanitaire ou en vue de la protection des animaux ou des plantes utiles.

Les marchandises en transit ne seront soumises à aucun droit quelconque de transit.

Sur les chemins de fer, lesdites marchandises et wagons jouiront en ce qui concerne l'expédition et les frais de transport du traitement appliqué aux nationaux ou à la nation la plus favorisée.

4) La Suède ne pourra pas revendiquer en vertu des stipulations qui précèdent les faveurs spéciales accordées ou qui pourront être accordées par la Lithuanie à la Finlande, l'Estonie et la Lettonie, aussi longtemps que les mêmes faveurs n'auront pas été accordées à un autre Etat.

La Suède ne pourra non plus exiger les faveurs relatives au commerce, au trafic et aux communications de frontière qui par des raisons locales seraient accordées à des Etats limitrophes.

5) Le présent Arrangement deviendra applicable depuis le jour de la signature de la présente Note et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à dater du jour de la dénonciation.

Je saisis cette occasion pour Vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Galvanauskas,
Président du conseil, Ministre des affaires étrangères.

87.

ESPAGNE, SUÈDE.

Echange de Notes concernant l'application de la Convention relative à la procédure civile, conclue à La Haye le 17 juillet 1905,*) à la Zone du Protectorat espagnol au Maroc; signées à La Haye, les 23 février et 5 septembre 1924.

Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1924, No. 24.

---

a)

Spanske ministern i Haag till nederländske utrikesministern.

La Haye, le 23 février 1924.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, d'après une communication que je viens de recevoir, mon Gouvernement désire appliquer à la Zone du Protectorat Espagnol au Maroc, les effets de la Convention civile signée à La Haye, le 17 juillet 1905 et d'accord avec l'Article 26 de ladite Convention, je me permets de Vous adresser la présente Note.

Santiago Mendez de Vigo.

---

*) V. N. R. G. 3. s. II, p. 243.

b)

Svenske ministern i Haag till Nederländske utrikesministern.

La Haye, le 5 septembre 1924.

Monsieur le Ministre,

M. le Ministre des Pays-Bas à Stockholm a transmis au Ministère des Affaires Etrangères de Suède une copie certifiée conforme d'une note du Ministre d'Espagne à La Haye en date du 23 février 1924, par laquelle le Gouvernement Royal d'Espagne, en vertu de l'Article 26 de la Convention relative à la procédure civile, conclue à La Haye le 17 juillet 1905, a fait exprimer son désir d'appliquer la susdite Convention à la Zone du Protectorat Espagnol au Maroc. En même temps le Baron Sweerts de Landas Wyborgh a demandé à être informé de l'accueil, que le Gouvernement Royal Suédois aurait fait à la communication précitée.

Au nom de mon Gouvernement j'ai l'honneur de déclarer à Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté le Roi accepte la proposition faite par le Gouvernement de Sa Majesté Catholique et que, par conséquent, la Convention susvisée entrera en vigueur en ce qui concerne la Suède et la Zone du Protectorat Espagnol au Maroc quatre mois à partir de la date d'aujourd'hui.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

Adlercreutz.

88.

ITALIE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Convention pour éviter la double imposition et pour régler d'autres questions en matière d'impôts directs; signée à Rome, le 1er mars 1924.*)

Gazzetta ufficiale del Regno d'Italia 1924, No. 249.

Convenzione tra il Regno d'Italia e la Repubblica Cecoslovacca per evitare le doppie imposizioni e per regolare altre questioni in materia di imposte dirette.

Sua Maestà il Re d'Italia e il Presidente della Repubblica Cecoslovacca desiderosi di concludere una Convenzione allo scopo di evitare le doppie imposizioni e di regolare altre questioni in materia di imposte dirette hanno nominato a questo scopo come loro plenipotenziari:

Sua Maestà il Re d'Italia:

S. E. Benito Mussolini, Presidente del Consiglio, Ministro per l'interno e ad interim per gli affari esteri;

---

*) Les ratifications ont été échangées à Rome, le 19 janvier 1925.

Il Presidente della Repubblica Cecoslovacca:

il signor Vlastimil Kybal, Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario della Repubblica Cecoslovacca a Roma;

il signor Jan Dvoràcek, Ministro plenipotenziario, Capo della Direzione economica nel Ministero per gli affari esteri;

i quali, dopo avere scambiati i loro pieni poteri, trovati in buona e debita forma, hanno convenuto quanto segue:

Art. 1.

L'imposta reale che colpisce il reddito dei beni immobili può essere applicata solamente dallo Stato nel quale questi immobili sono situati, anche quando essi appartengono ai sudditi dell'altro Stato contraente.

Art. 2.

L'imposta che colpisce il reddito proveniente dall'impiego di capitali mobiliari è applicata dallo Stato ove il creditore ha il suo domicilio, salve però le seguenti eccezioni:

1º L'imposta che colpisce il reddito dei capitali con una garanzia ipotecaria appartiene allo Stato nel quale gli immobili sono situati.

2º L'imposta che colpisce gli interessi dei titoli emessi dallo Stato, dalle Provincie, dai Comuni o da altre persone morali regolarmente costituite secondo la legislazione interna degli Stati contraenti, come pure gli interessi dei titoli emessi da società per azioni, da banche, o da altri istituti di credito appartiene allo Stato nel quale si trova il debitore.

La regola prevista dal comma precedente (2º) si applica anche alla tassazione degli interessi dei depositi à risparmio o in conto corrente presso le banche ed altri istituti di credito. Se la banca o l'istituto ha il suo stabilimento principale in uno degli Stati contraenti e se vi sono una o più succursali nell'altro Stato contraente, la parte degli interessi dovuta dalle succursali appartiene allo Stato nel quale queste sono situate.

Art. 3.

L'imposta che colpisce i redditi del lavoro, compresi i redditi delle professioni liberali, appartiene allo Stato sul territorio del quale è esercitata l'attivita personale dalla quale il reddito proviene.

L'imposta che colpisce gli stipendi, gli assegni, le pensioni, i salari e le altre retribuzioni pagate dallo Stato, dalle Provincie, dai Comuni e da altre persone morali pubbliche regolarmente costituite secondo la legislazione interna degli Stati contraenti, appartiene allo Stato nel quale si trova il debitore.

Art. 4.

L'imposta che colpisce il reddito proveniente dall'esercizio di un'industria o di un commercio di qualsiasi specie appartiene allo Stato sul territorio del quale l'impresa industriale o commerciale ha la sua sede legale ovvero il suo stabilimento, anche quando essa estende la sua attività sul territorio dell'altro Stato contraente.

Se l'impresa ha la sua sede o il suo stabilimento principale in uno degli Stati contraenti ed uno o più stabilimenti nell'altro, ciascuno degli Stati colpirà d'imposta la parte del reddito prodotto con l'attività degli stabilimenti rispettivi.

Agli effetti della ripartizione del reddito le autorità finanziarie degli Stati interessati potranno domandare al contribuente di presentare bilanci generali, bilanci speciali e ogni altro documento previsto dalle leggi del rispettivo Stato.

Art. 5.

L'imposta che colpisce le rendite vitalizie e l'imposta che colpisce ogni altra specie di reddito che non sia previsto negli articoli precedenti della presente Convenzione saranno applicate dallo Stato ove il creditore ha il suo domicilio.

Art. 6.

L'imposta personale che colpisce l'insieme dei redditi del contribuente è applicata da ciascuno degli Stati contraenti secondo le regole seguenti:

1º Ai redditi provenienti:

a) da beni immobili;
b) da crediti ipotecari;
c) dall'industria o dal commercio; in quanto non siano esercitati da società per azioni;
d) dal lavoro;

saranno applicate le stesse regole fissate per questi redditi dagli articoli rispettivi;

2º Per ogni altra specie di reddito, compresi i dividendi delle azioni e gli interessi dei titoli, la tassazione sarà fatta nello Stato ove il contribuente ha la sua residenza.

Agli effetti della presente disposizione sarà considerato come residenza il luogo dove il contribuente ha una dimora abituale in condizioni tali da autorizzare la presunzione che egli abbia l'intenzione di conservarla.

Quando il contribuente ha due o più residenze, le autorità finanziarie dei due Stati contraenti fisseranno d'accordo la ripartizione del reddito suddetto.

In mancanza di una qualsiasi residenza nel senso sopra indicato la tassazione del reddito suddetto potrà essere fatta avendo riguardo solamente alla dimora.

Art. 7.

L'imposta sul patrimonio prelevata una sola volta può essere applicata da ciascuno degli Stati contraenti sulla parte dei beni del contribuente che esistono nel territorio di questo Stato.

Per i beni rappresentati da:

a) immobili;
b) crediti ipotecari;
c) imprese industriali o commerciali;

l'esistenza sul territorio di uno degli Stati contraenti, ai fini dell'applicazione dell'imposta sul patrimonio, è determinata dai principi adottati negli articoli precedenti per la tassazione dei redditi provenienti da tali beni.

Per ogni altra specie di beni mobiliari si applicheranno le stesse regole adottate per l'imposta sull'insieme dei redditi.

Art. 8.

Le regole stabilite dall'art. 7 della presente Convenzione, in rapporto all'imposta sul patrimonio prelevata per una sola volta, si applicano anche all'imposta sull'accrescimento del patrimonio e all'imposta di carattere permanente che eventualmente esistano in uno degli Stati contraenti o che vi siano adottate per l'avvenire.

Art. 9.

Le autorità finanziarie dei due Stati contraenti si impegnano a definire in modo equo, ogni altra questione che possa sorgere dall'applicazione delle imposte, sia a causa della differenza delle date decisive fissate dalle leggi dei due Stati per l'imposta sul patrimonio, sia a causa dei differenti principi che regolano l'applicazione delle imposte in ciascuno dei due Stati.

Art. 10.

Allorchè sia provato che l'azione delle autorità finanziarie degli Stati contraenti abbia avuto per il contribuente l'effetto di una doppia imposizione, egli potrà reclamare contro tale fatto allo Stato al quale appartiene. Se questo reclamo è riconosciuto fondato, l'autorità finanziaria dello Stato in questione potrà accordarsi con l'autorità finanziaria dell'altro Stato per evitare, in modo equo, una doppia imposizione.

Art. 11.

Le Alte Parti contraenti s'impegnano a prestarsi assistenza reciproca per facilitare l'applicazione e la riscossione delle imposte dirette.

Una Convenzione separata fisserà le regole alle quali questa assistenza sara soggetta.

Art. 12.

I funzionari diplomatici e consolari di ciascuno degli Stati contraenti ed i loro addetti, in quanto siano di carriera e sudditi dello Stato che essi rappresentano, ed in quanto non esercitino nel territorio dello Stato presso il quale sono accreditati alcuna professione, industria od altra attività lucrativa, sono esenti dalle imposte dirette, ad eccezione di quelle che sono riscosse per ritenuta diretta o che colpiscono immobili o interessi di capitali mobili investiti nello Stato presso il quale sono accreditati.

Art. 13.

La presente Convenzione avrà effetto:

1° Per l'imposta sul patrimonio dal giorno dell'entrata in vigore della legge rispettiva che ha introdotto questa imposta in ciascuno degli Stati contraenti;

2° Per le imposte indicate agli articoli de 1 a 6, a partire dal 1° gennaio 1925 per ciò che riguarda la tassazione che si riferisce all'anno 1925 ed all'avvenire.

Le regole fissate in questi articoli saranno adottate, a richiesta di una delle Alte Parti contraenti, per risolvere in modo equo, qualsiasi controversia in materia di imposte che sia ancora in sospeso al momento dell'entrata in vigore della presente Convenzione.

Art. 14.

La presente Convenzione sarà ratificata.

Essa entrerà in vigore il giorno dello scambio delle ratifiche che avrà luogo a Roma il più presto possibile.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti potrà denunciare la presente Convenzione, con effetto dal 1° gennaio successivo mediante un preavviso di almeno 8 mesi.

La presente Convenzione è redatta in doppio esemplare in italiano e in cecoslovacco. In caso di divergenze farà fede il testo italiano come lingua nota a tutti i plenipotenziari.

In fede di che i plenipotenziari suddetti hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto a Roma, addì 1° marzo 1924.

(L. S.) *Benito Mussolini.* (L. S.) *Vlastimil Kybal.*
(L. S.) *Jan Dvorácek.*

Protocollo Finale.

Al momento di procedere alla firma della Convenzione conclusa in data odierna tra la Repubblica Cecoslovacca e il Regno d'Italia allo scopo di evitare le doppie imposizioni e di regolare altre questioni in materia di imposte dirette:

I plenipotenziari sotto indicati hanno fatto le seguenti dichiarazioni che formeranno parte integrante della Convenzione medesima:

1° Per „Istituti di credito" ai sensi dell'art. 2 ultimo comma della Convenzione si intende qualsiasi stabilimento che eserciti l'industria del credito;

2° Sono considerati come stabilimenti, ai sensi dell'art 4, le fabbriche, le officine, i laboratori, i locali di compra e vendita, i magazzini, le agenzie ed altri esercizi commerciali come anche l'esistenza di un rappresentante permanente;

3° Resta inteso che le due Alte Parti contraenti, si accorderanno, per stabilire, in modo equo, la ripartizione del reddito proveniente dalle imprese industriali o commerciali nel caso previsto dal 2° comma dell'art. 4;

4° Sono considerate come imprese d'industria o di commercio, nei riguardi dell'imposta globale e dell'imposta sul patrimonio previste dagli articoli 6 e 7 della Convenzione, anche le partecipazioni alle impresso sotto forma di società ad eccezione delle società per azioni. Per le

azioni di queste ultime società, come pure per ogni altra specie di titoli è confermato il principio adottato nei due articoli stessi della tassazione nel luogo di residenza del contribuente;

5° Resta inteso che le disposizioni degli articoli 1, 2, 3, 4, 5 della Convenzione non si riferiscono alle imposte indicate dagli articoli 6, 7, e 8, salvo le eccezioni indicate agli articoli 6, 7 e 8;

6° Per „Imposte dirette" ai sensi della Convenzione, s'intendono le imposte dirette applicate dallo Stato, comprese le addizionali degli enti autarchici;

7° Per quanto riguarda l'imposta sulle successioni le Alte Parti contraenti si riservano di concludere un accordo separato.

Il presente protocollo è redatto in doppio esemplare, in italiano e cecoslovacco. In caso di divergenze farà fede il testo italiano, come lingua nota a tutti i plenipotenziari.

In fede di che i plenipotenziari hanno firmato come appresso.

Fatto a Roma, addì 1° marzo 1924.

Benito Mussolini. *Vlastimil Kybal.*
Jan Dvorácek.

89.

TERRITOIRE DE LA SARRE, SUISSE, FRANCE.

Arrangement concernant la correspondance téléphonique entre la Suisse et la Sarre par la France; signé à Paris, à Berne et à Sarrebruck, les 10 mars, 5 et 15 mai 1924.

Recueil des lois fédérales 1924, No. 21.

90.

SUÈDE, ESTONIE.

Echange de Notes afin d'interpréter une disposition de l'Arrangement commercial du 7 juillet 1923;*) signées à Riga et à Réval, les 25 et 27 mars 1924.

Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1924, No. 11.

---

a)

Svenske ministern i Reval till estländske utrikesministern.

Reval p. t. Riga, le 25 mars 1924.

Monsieur le Ministre,

Conformément aux instructions reçues j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement du Roi prépare pour

*) V. ci-dessus, No. 70.

un avenir prochain sa ratification de la Convention, signée à Barcelone le 20 avril 1921 sur la liberté du transit avec le statut y-annexé.*) Ainsi que Votre Excellence voudra bien le trouver, l'expression employée au 1:er alinéa de l'Article 5 dudit statut „pour raison de santé ... publique", ne correspond pas entièrement à celle contenue dans le point c) du paragraphe 3 des notes échangées le 7 juillet 1923 pour le règlement des relations commerciales entre nos deux Pays, lisant „pour des motifs de police sanitaire".

Or, je suis maintenant chargé et j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence, que du côté suédois on interprète l'expression susmentionnée de l'accord commercial entre l'Estonie et la Suède comme ayant exactement le même sens que celle employée à l'Article 5 du statut annexé à la Convention sur la liberté du transit, signée à Barcelone le 20 avril 1921.

En priant Votre Excellence de vouloir bien, aussitôt qu'il le Lui sera possible, me faire connaître si cette interprétation est acceptée du côté estonien je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour Vous renouveler l'assurance de ma haute considération.

Undén.

---

b)

Estländska utriksministern till svenske ministern i Reval.

Tallinn, le 27 mars 1924.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de son aimable lettre du 25 mars, adressée à Monsieur Akel, mon prédécesseur comme Ministre des Affaires Etrangères, dans laquelle Votre Excellence a bien voulu lui notifier que du côté suédois on interprète l'expression qui se trouve dans le paragraphe 3 de l'Article 3 de l'accord commercial entre l'Estonie et la Suède („pour des motifs de police sanitaire ...") comme ayant exactement le même sens que celle employée à l'Article 5 du statut annexé à la Convention sur la Liberté du transit („ ... soit pour raison de santé ou de securité publiques ...") signée à Barcelone le 20 avril 1921.

Or, en acceptant entièrement le point de vue ci-dessus exposé, j'ai l'honneur d'affirmer à Votre Excellence que cette interprétation correspond tout à fait à celle partagée par le Gouvernement de la République et que c'est conformément à ce point de vue que le Gouvernement d'Estonie a approuvé le projet de loi concernant la ratification de la convention sur la liberté du transit avec le statut y annexé, lequel projet de loi a été déjà soumis au Parlement d'Estonie.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

O. Strandman.
Ministre des Affaires Etrangères.

---

*) V. **N. R. G.** 3 s. XVIII, p. 690.

91.

SUÈDE, LITHUANIE.

Echange de Notes afin d'interpréter une disposition de l'Arrangement commercial du 17 février 1924;*) signées à Riga et à Kovno, les 25 et 29 mars 1924.

Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1924, No. 12.

---

a)

Svenske ministern i Kovno till lithauiske utrikesministern.

Kovno p. t. Riga, le 25 mars 1924.

Monsieur le Ministre,

Conformément aux instructions reçues j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement du Roi prépare pour un avenir prochain sa ratification de la Convention signée à Barcelone le 20 avril 1921 sur la liberté du transit,**) avec le statut y-annexé. Ainsi que Votre Excellence voudra bien le trouver, l'expression employée au 1:er alinéa de l'Article 5 dudit statut, „pour raison de santé . . . publique", ne correspond pas entièrement à celle contenue dans le point c) du paragraphe 3 des notes échangées le 17 février 1924 pour le règlement des relations commerciales entre nos deux Pays, lisant „pour des motifs de police sanitaire".

Or, je suis maintenant chargé et j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence, que du côté suédois on interprète l'expression susmentionnée de l'accord commercial entre la Lithuanie et la Suède comme ayant exactement le même sens que celle employée à l'Article 5 du statut annexé à la Convention sur la liberté du transit, signée à Barcelone le 20 avril 1921.

En priant Votre Excellence de vouloir bien, aussitôt qu'il le Lui sera possible, me faire connaître si cette interprétation est acceptée du côté lithuanien je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour Vous renouveler l'assurance de ma très haute considération.

Undén.

---

b)

Lithauiske utriksministern till svenske ministern i Kovno.

Kaunas, le 29 mars 1924.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note D. Nr. 7 1924 du 25 mars a. c. par laquelle Votre Excellence nous a communiqué l'inter-

*) V. ci-dessus, No. 86.

) V. **N. R. G. 3. s. XVIII, p. 690.

prétation donnée par le Gouvernement Royal de Suède au point c) paragraphe 3 des notes échangées entre les Gouvernements de Suède et de Lithuanie, le 17 février dernier, pour le règlement des relations commerciales, et notamment que l'interprétation de ce point est la-même que celle du I-er alinéa de l'Article 5 du Statut annexé à la Convention sur la liberté du transit signée à Barcelone, le 20 avril 1921.

J'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence que le Gouvernement Lithuanien est de plein accord avec cette interprétation.

Veuillez agréer, je Vous prie, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

Galvanauskas.

Président du Conseil. Ministre des Affaires Etrangères.

92.

ITALIE, HONGRIE.

Arrangement concernant le service postal mutuel; signé à Budapest, le 27 mars 1924.

Gazzetta ufficiale del Regno d'Italia 1924, No. 249. — League of Nations, Treaty Series LV, p. 104.

93.

ITALIE, HONGRIE.

Arrangement concernant les services télégraphique et téléphonique entre les deux pays; signé à Budapest, le 27 mars 1924.

Gazzetta ufficiale del Regno d'Italia 1924, No. 249. — League of Nations, Treaty Series LV, p. 110.

94.

AUTRICHE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Convention relative à l'Etablissement général d'assurance des pensions d'employés; signée à Vienne, le 29 mars 1924.*)

Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich 1929, Stück 82.

La République d'Autriche et la République Tchécoslovaque animées du désir de conclure en exécution de l'Article 275 du Traité de Saint-

*) Les ratifications ont été échangées le 31 juillet 1929.

Germain,*) une convention au sujet de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés à Vienne, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Le Président Fédéral de la République d'Autriche:

Monsieur Guillaume Thaa, ancien Chef de Section au Ministère Fédéral pour l'Administration Sociale

et

le Président de la République Tchécoslovaque:

Monsieur le docteur Jan Brablec, Conseiller au Ministère de la Prévoyance Sociale

lesquels, après avoir déposé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Article I.

Les charges résultant des assurances ainsi que les fonds de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés sont répartis d'après les principes suivants:

A. Répartition des charges résultant des assurances.

1° En ce qui concerne les charges fondées jusqu'à la fin du mois de décembre 1918 dans la section de l'assurance obligatoire ou dans la section pour des privilèges accessoires c'est-à-dire les droits à des rentes et les expectatives de rentes acquises par les assurés et les membres survivants de leurs familles, chacune des deux Parties Contractantes assume la fraction de ces charges qui se rapporte aux assurés, dont le dernier lieu de service déterminatif pour la compétence des établissements d'assurance des pensions est situé sur le territoire de l'Etat respectif. Le même principe s'applique aux remboursements flottants des primes déclarés dans le bilan de l'établissement d'assurance des pensions d'employés pour la fin de l'année 1918 et aux remboursements des primes, réclamés en vertu d'une assurance qui était échue au plus tard à la fin de l'année 1918.

2° Les charges des assurances à porter au sens des dispositions précédentes incombent à partir du 31 décembre 1918, conformément aux règlements de l'Etat respectif, à l'office qui, dans l'Etat qui a assumé cette fraction des charges, a été chargé de l'administration des assurances des pensions d'employés ou qui a été désigné comme compétent pour cette administration par le Gouvernement de cet Etat. Si toutefois, pour une époque antérieure à la mise en vigueur de la présente Convention, les charges d'une assurance ont été supportées en tout ou en partie par un autre office que celui qui y est compétent, d'après la présente Convention, les paiements effectués sont considérés comme tenant lieu des paiements dûs, d'après la présente Convention, sans qu'un arrangement ultérieur ait lieu à ce titre entre les offices intéressés.

*) V. **N. R. G.** 3. s. XI, p. 815.

3° Par l'entrée en vigueur, de la présente Convention, toute activité de l'établissement général d'assurance des pensions d'employées cessera.

4° La République d'Autriche remettra à la République Tchécoslovaque les dossiers de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés, qui ont trait aux charges des assurances à assumer par ce dernier Etat et s'engage à conserver, pendant un délai de 30 ans à partir de la mise en vigueur de la présente Convention, les dossiers et les pièces auxiliaires qui ne sont pas répartis, à en permettre l'inspection aux organes légitmés de la République Tchécoslovaque ou de l'office qui dans cet Etat a, d'après le N° 2, assumé la charge des assurances, et à leur délivrer, en cas de nécessité, les dossiers et pièces auxiliaires dont elle n'a pas besoin elle-même. Les Etats Contractants pourvoiront à ce que tous les renseignements relatifs à l'exécution de la présente Convention soient fournis par les offices intéressés et tombent d'accord sur ce que la correspondance à cet égard ait lieu directement entre les offices respectifs sans avoir recours aux autorités diplomatiques ou consulaires.

B. Répartition des fonds.

1° On procédera à la répartition des fonds de l'établissement tels qu'ils existaient à la date du 31 décembre 1922. Aucun remboursement ne sera effectué sur les intérêts d'avance de prêts hypothécaires et communaux etc. pour l'année 1923 qui ont été déjà versés immédiatement à l'établissement et sont échus en 1922.

2° En ce qui concerne les immeubles, chacun des Etats reçoit ceux qui sont situés sur le territoire de cet Etat. L'établissement général d'assurance des pensions d'employés cédera conformément à ce qui précède.

a) à la République d'Autriche:

les bâtiments et les biens-fonds sis à Vienne V^e arrondissement, à Vienne XVIIe arrondissement, à Salzbourg, à Graz et à Fölz près d'Aflenz, enfin le bien rural à Saalbach près de Zell am See, dit „Oberreitgut“;

b) à la République Tchécoslovaque:

le bâtiment de l'établissement et les biens-fonds sis à Prague et l'établissement de repos à Luhačovice;

c) à la République de Pologne:

le bâtiment de l'établissement à Lwów.

Les droits et les devoirs de l'établissement envers l'association d'utilité générale des établissements d'assurance publics et privés, société à responsabilité limitée à Vienne, passent à la République d'Autriche, ceux envers la société pour la construction des maisons pour les employés, fondée par les Assicurazioni Generali, la Riunione Adriatica di Sicurtà, l'établissement d'assurance contre les accidents des ouvriers à Trieste et l'établissement général d'assurance des pensions d'employés à Vienne au Royaume d'Italie.

L'inventaire des immeubles susdits est assigné aux Etats qui reçoivent les immeubles, celui de l'établissement central et des établissements régionaux Vienne, Graz et Salzbourg à la République d'Autriche, celui des établissements régionaux Prague I, Prague II, Brno I, Brno II et Opava à la République Tchécoslovaque, celui de l'établissement régional Lwów à la République de Pologne et celui de l'établissement régional Trieste au Royaume d'Italie.

3° Les prêts hypothécaires, régionaux et communaux sont assignés à cet Etat, dans lequel le débiteur a son domicile. En outre passent à la République Tchécoslovaque les prêts hypothécaires de 1,188.961·25 cour. et de 2,200.060·09 cour., d'un total de 3,389.021·34 cour., valeur 31 décembre 1922, émis à la maison de santé „Radium" société (par actions) à Jáchymov (Joachimstal) et à la société (par actions) „Helenenhof-Imperialhôtel" à Karlovy Vary (Carlsbad), l'une et l'autre ayant leur siège à Vienne. Les droits éventuels résultant de remboursements de prêts ou des quote-parts de prêts en tant que ces remboursements auraient été effectués à l'établissement général d'assurance des pensions d'employés en couronnes autrichiennes ou anciennes après la séparation des valeurs monétaires sont assignés à cet Etat dans lequel le débiteur a son domicile.

4° Les créances de l'établissement résultant de primes arriérées et d'autres avoirs qui existaient à la date du 31 décembre 1918 sont réparties de la manière suivante:

à la République d'Autriche	2,321.329·26	cour.
à la République Tchécoslovaque	4,432.392·72	„
à la République de Pologne	2,599.694·38	„
au Royaume de Roumanie	574.477·92	„
au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	135.222·94	„
au Royaume d'Italie	1,375.710·57	„
total	11,438.827·79	cour.

Le droit de l'établissement de réclamer plus tard des primes passe à l'Etat national sur le territoire duquel l'emploi donnant lieu aux primes réclamées était occupé.

5° Tous les avoirs de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés envers ses anciens établissements régionaux et les établissements successeurs qui existaient à la date de 31 décembre 1922 et notamment ceux provenant de mandements d'encaissements, déduction faite des payements effectués jusqu'à la date susdite sur compte de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés, passent à cet Etat auquel l'établissement successeur appartient. La République d'Autriche recevra la dette du compte-courant de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés envers l'établissement d'assurance des pensions d'employés à Vienne.

6° Toutes les dettes de lombard de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés de la souscription des titres d'emprunt de guerre seront supportées par la République d'Autriche seule. Ces dettes,

en tant qu'elles ont été contractées envers des maisons de souscription sur le territoire de la République Tchécoslovaque, c'est-à-dire concernant les dettes de lombard de

626.368 cour., valeur 31 décembre 1918 envers la Pražská úvěrní banka de Prague,

231.710 cour., valeur 31 décembre 1918 envers l'Obchodní banka, succursale à Prague, autrefois Záložní úvěrní ústav à Králové Hradec,

954.686 cour., valeur 31 décembre 1918, envers la Německá agrární a průmyslová banka à Prague,

795.973 cour., valeur 31 décembre 1918, envers la Moravská agrární a průmyslová banka à Brno,

886.105 cour., valeur 31 décembre 1918, envers la Moravská eskomptní banka à Brno, seront soumises à la réglementation de laquelle la République d'Autriche et la République Tchécoslovaque conviendront concernant le payement de dettes privées en monnaie des anciennes couronnes. On ne pourra pas poursuivre en justice ces dettes de lombard jusqu'à la mise en vigueur de la Convention respective.

L'argent comptant qui existait à la date du 31 décembre 1922 et les avoirs de l'établissement central existant à la date susdite envers la caisse d'épargne postale autrichienne et d'autres établissements financiers sont assignés à la République d'Autriche.

7° Les effets qui existaient à la date du 21 décembre 1922 avec les coupons à partir du 1er janvier 1923 sont assignés sans marque quelconque aux Parties Contractantes de la manière suivante. Il revient:

à la République d'Autriche	51·05249	pour-cent
à la République Tchécoslovaque	37·26085	„ „
au Royaume d'Italie	5·55161	„ „
à la République de Pologne	4·42579	„ „
au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	1·48687	„ „
au Royaume de Roumanie	0·22239	„ „

Afin de balancer les restes indivisibles on prendra pour base les valeurs estimatives à la date du 29 décembre 1922 de la chambre de la Bourse à Vienne (N° 10/1922 du bulletin officiel de la chambre de la Bourse à Vienne).

Vu qu'il résulte de la répartition susdite

pour la République d'Autriche une plus-value de	4,455.000	cour.
pour le Royaume de Roumanie une plus-value de	368.000	„
pour le Royaume d'Italie une plus-value de . .	1,418.000	„
par contre		
pour la République Tchécoslovaque une moins-value de	2,614.000	„
pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes une moins-value de	1,247.000	„
et pour la République de Pologne une moins-value de	2,370.000	„

la République d'Autriche sera obligée de payer	
à la République Tchécoslovaque le montant de .	2,614.000 cour.
au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes le montant de	1,247.000 „
à la République de Pologne le montant de . . .	584.000 „
En outre à la République seront à payer	
par le Royaume de Roumanie le montant de . .	368.000 „
par le Royaume d'Italie le montant de	1,418.000 „

La République d'Autriche, le Royaume d'Italie et le Royaume de Roumanie verseront ces montants dans le délai d'un mois à dater de la mise en vigueur de la Convention aux légations des Etats respectifs à Vienne ou aux bureaux désignés par celles-ci à Vienne. La République d'Autriche s'engage à pourvoir à ce que les marques des effets soient annulées, et à ce que les listes des numéros présentées à la commission des réparations soient rectifiées; en outre elle s'engage à mettre dans le délai susdit à la disposition de la légation du Royaume d'Italie à Vienne au lieu du dépôt les effets qui reviennent à cet Etat d'après les dispositions précédentes et accorder gratuitement l'autorisation d'exporter ces effets.

Les détails de la répartition des titres résultent des annexes I—VII qui constituent une partie intégrante de la présente Convention.*)

8⁰ La République d'Autriche et la République Tchécoslovaque s'engagent à verser chacune le montant de 375,000.000 cour. à la République de Pologne et le montant de 250,000.000 cour. au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes en argent comptant.

Elles verseront les montants aux Légations des Etats respectifs à Vienne ou aux bureaux désignés par celles-ci à Vienne dans un délai d'un mois à dater de la mise en vigueur de la Convention.

9⁰ Les droits et les expectatives en vertu du service du personnel de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés et du personnel des anciens établissements régionaux passent à ces établissements successeurs, au service desquels les employés ont passé. Les établissements successeurs se chargent aussi des pensions de retraite et des pensions de grâce des anciens employés en retraite et des membres survivants des familles des employés de ces établissements régionaux qui sont situés dans leur district.

L'établissement général d'assurance des pensions à Prague se charge encore de la quote-part de la pension de l'ancien secrétaire général suppléant de l'établissement, restant après avoir passé un arrangement avec l'établissement au sujet de la moitié de la retraite, en arrondissant cette quote-part à 500 cour. tchécoslovaques par mois pour lui et le cas échéant de la pension douaire et pupillaire en arrondissant la première à 200 cour. tchécoslovaques et la dernière pour chaque enfant à 40 cour. tchécoslovaques par mois; cependant le susnommé sera autorisé à de-

*) Non reproduites.

mander le montant de 100.000 cour. tchécoslovaques comme arrangement dans le délai de trois mois à dater de la ratification de la Convention, en renonçant toutefois à la pension et aux expectatives des membres survivants de sa famille.

La République d'Autriche se charge des retraites et des pensions douaires et pupillaires de l'ancien secrétaire général de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés et des employés de l'établissement central qui n'ont passé au service d'aucun établissement successeur en accommodant ces pensions ou expectatives au réglement pour les employés des autorités fédérales.

10° Le transfert à l'assureur compétent des fonds attribués à chaque Etat sera soumis à la réglementation intérieure de ce dernier.

11° Chacune des Parties Contractantes renonce à la perception de droits de timbre et autres qui pourraient devenir exigibles dans son territoire, lors de l'exécution de cette Convention.

Article II.

Après l'accomplissement de la présente Convention par la République d'Autriche la République Tchécoslovaque ne lui réclamera plus rien en vertu de l'Article 275 du Traité de Saint-Germain au sujet de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés.

Article III.

La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible, elle entrera en vigueur 14 jours après la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont apposé leurs signatures à la présente Convention.

Fait à Vienne, le vingt-neuf mars mil neuf cent vingt-quatre en double expédition dont une sera remise à chacune des Hautes Parties Contractantes.

Pour la République d'Autriche:
Wilhelm Thaa m. p.

Pour la République Tchécoslovaque:
Dr. Jan Brablec m. p.

Protocole additionnel.

En vue de préciser les conditions dans lesquelles devront être exécutées certaines clauses de la Convention relative à l'établissement général d'assurances des pensions d'employés il est entendu entre les Hautes Parties Contractantes,

1° que les titres d'emprunt de guerre à remettre par la République d'Autriche, conformément à l'Article I, section B, N° 7 de la Convention susdite, seront munis de la marque: „von der Republik Österreich nicht übernommen“;

2° que les effets de chaque espèce, en tant qu'ils sont désignés dans les annexes de la Convention susdite comme pas tirés au sort, seront répartis par égard à leur morcellement selon la suite arithmétique de leurs numéros entre les Etats nationaux rangés conformément à l'Article I, section B, N° 7, alinéa 1 de la Convention susdite.

Fait à Vienne le vingt-neuf mars mil neuf cent vingt-quatre en double expédition dont une sera remise à chacune des Hautes Parties Contractantes.

Pour la République d'Autriche:
Wilhelm Thaa m. p.

Pour la République Tchécoslovaque:
Dr. Jan Brablec m. p.

95.

AUTRICHE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Convention relative à l'Etablissement d'assurance contre les accidents du syndicat officiel des chemins de fer autrichiens; signée à Vienne, le 29 mars 1924.*)

Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich 1929, Stück 82.

La République d'Autriche et la République Tchécoslovaque animées du désir de conclure en exécution de l'Article 275 du Traité de Saint-Germain,**) une convention au sujet de l'établissement d'assurances contre les accidents du syndicat officiel des chemins de fer autrichiens à Vienne, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Le Président Fédéral de la République d'Autriche:

Monsieur Guillaume Thaa, ancien Chef de Section au Ministère Fédéral pour l'Administration Sociale

et

le Président de la République Tchécoslovaque:

Monsieur le docteur Jan Brablec, Conseiller au Ministère de la Prévoyance Sociale,

lesquels, après avoir déposé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Article I.

Les charges résultant des assurances ainsi que les fonds de l'établissement d'assurances contre les accidents du syndicat officiel des chemins de fer autrichiens sont répartis d'après les principes suivants:

---

*) Les ratifications ont été échangées le 31 juillet 1929.
**) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 815.

A. Répartition des charges résultant des assurances.

1⁰ En ce qui concerne les charges résultant des accidents survenus jusqu'à la fin du mois d'octobre 1918 qui étaient reconnues à cette date ou qui par suite de la continuation du fonctionnement dudit établissement ont été reconnues depuis lors jusqu'à la mise en vigueur de la présente Convention, chacune des deux Parties Contractantes assume la fraction de ces charges qui se rapporte aux personnes désignées plus spécialement sous N⁰ 2, qui ont droit à une rente de la part de l'établissement et qui, le premier février 1920, avaient leur domicile sur le territoire de l'Etat respectif. La République d'Autriche assume en outre, les charges résultant des assurances des personnes ayant droit à une rente qui à la date du premier février 1920, étaient disparues ou qui à cette date avaient leur domicile hors des confins de l'ancien empire d'Autriche.

2⁰ Si l'assuré lui-même a été en vie le premier février 1920, l'obligation de supporter les charges de l'assurance dépendra de son domicile à cette date. Si l'assuré n'était plus en vie, le premier février 1920, l'obligation de supporter les charges de l'assurance dépendra, en premier lieu, du domicile que sa veuve avait à cette date, et s'il n'existait à cette époque pas de veuve ayant droit à une rente, du domicile, à cette date, de l'enfant le plus jeune pourvu d'un droit à une rente, et finalement, à défaut d'enfants ayant pareil droit, du domicile, à cette date, du plus jeune des ascendants ayant pareil droit. Dans tous les cas, la Partie Contractante assumant les charges de l'assurance en faveur d'une personne ayant droit à une rente, d'après les dispositions précédentes, se chargera aussi d'effectuer tous paiements, qu'ils soient échus ou qu'ils aient à échoir par la suite, à qui que ce soit des survivants de l'assuré, sans tenir compte de leur domicile à la date du premier février 1920.

3⁰ Pour autant que les personnes ayant le 31 décembre 1923 droit à une rente, possèdent à cette date la nationalité d'un autre Etat national que de celui auquel, d'après les principes susindiqués, incomberait la charge des paiements des rentes, les charges résultant de leurs assurances passeront à l'Etat dont elles possèdent ou acquerront ainsi la nationalité et cela à partir de la date à laquelle l'office chargé jusqu'alors du paiement des rentes aura fait valoir ce passage auprès de l'office compétent en vertu de la nationalité de l'assuré, et lui aura communiqué en même temps les données essentielles établissant la nationalité prétendue. L'office compétent en vertu du domicile à la date du premier février 1920 est cependant tenu de continuer les paiements jusqu'à ce que la nationalité de l'assuré soit établie d'un commun accord entre les deux Parties Contractantes contre remboursement jusqu'à concurrence du montant que l'office dorénavant compétent aurait dû débourser, dans l'intervalle, d'après ses propres dispositions légales en matière.

4⁰ Les charges des assurances à porter au sens des dispositions précédentes incombent à partir du 31 octobre 1918, conformément aux

règlements de l'Etat respectif, à l'office qui, dans l'Etat qui a assumé cette fraction des charges, a été chargé de l'administration des assurances des employés des chemins de fer contre les accidents ou qui a été désigné comme compétent pour cette administration par le Gouvernement de cet Etat. Si toutefois, pour une époque antérieure à la mise en vigueur de la présente Convention, les charges d'une assurance ont été supportées en tout ou en partie par un autre office que celui qui y est compétent, d'après la présente Convention, les paiements effectués sont considérés comme tenant lieu des paiements dûs, d'après la présente Convention, sans qu'un arrangement ultérieur ait lieu à ce titre entre les offices intéressés.

5° Par l'entrée en vigueur de la présente Convention, toute activité de l'établissement d'assurance contre les accidents du syndicat officiel des chemins de fer autrichiens cessera.

6° La République d'Autriche remettra à la République Tchécoslovaque les dossiers de l'établissement d'assurances contre les accidents du syndicat officiel des chemins de fer autrichiens, qui ont trait aux charges des assurances à assumer par ce dernier Etat et s'engage à conserver, pendant un délai de 30 ans à partir de la mise en vigueur de la présente Convention, les dossiers et les pièces auxiliaires qui ne sont pas réparties, à en permettre l'inspection aux organes légitimés de la République Tchécoslovaque ou de l'office qui dans cet Etat a, d'après le N° 4, assumé la charge des assurances et à leur délivrer, en cas de nécessité, les dossiers et pièces auxiliaires dont elle n'a pas besoin elle-même. Les Etats Contractants pourvoiront à ce que tous les renseignements relatifs à l'exécution de la présente Convention soient fournis par les offices intéressés et tombent d'accord sur ce que la correspondance à cet égard ait lieu directement entre les offices respectifs sans avoir recours aux autorités diplomatiques ou consulaires.

B. Répartition des fonds.

1° On procédera à la répartition des fonds de l'établissement tels qu'ils existaient à la date du 31 décembre 1922, déduction faite des priorités „Süd-Norddeutsche Verbindungsbahn-Prioritätsobligationen" d'une valeur nominale de 600.000 couronnes, vendues après cette date. Etant donné que la partie du produit de la vente des coupons revenant à l'année 1922 a été couchée en recette dans le bilan de l'établissement pour cette année, aucun remboursement ne sera effectué sur les coupons réalisés par l'établissement jusqu'à la fin du mois d'avril 1923.

2° L'immeuble de l'établissement sis à Vienne VIe arrondissement Linke Wienzeile 48—52 avec tout son inventaire, est assigné en totalité à la République d'Autriche qui se charge par contre de toutes les pensions de retraite de tous les fonctionnaires de l'établissement, tant retraités qu'en activité, exception faite pour les pensions de retraite des anciens employés qui, pendant la période du premier novembre 1918 au 31 dé-

cembre 1922, ont passé au service de la République Tchécoslovaque ou d'un assureur de cet Etat. Les pensions résultant d'une mise à la retraite déjà effectuée par l'établissement sont cependant à la charge de la République d'Autriche.

3⁰ Parmi les créances résultant de primes arriérées ordinaires d'un total de 28,327.083 couronnes et extraordinaires d'un total de 1,356.565 couronnes celles qui sont dirigées contre des débiteurs sur le territoire actuel de la République Tchécoslovaque passeront à cet Etat. Le droit de l'établissement de réclamer des paiements supplémentaires du chef de l'insuffisance de la couverture passera dans la même étendue à la République Tchécoslovaque.

4⁰ Toutes les dettes de Lombards payées sur le fonds de l'établissement sont considérées comme supportées par la République d'Autriche seule; la République d'Autriche renonce à la moitié de la quote-part des fonds à répartir, qui devaient lui écheoir proportionnellement aux rentes assumées à sa charge (section B N⁰ 5).

5⁰ Tout le reste des fonds à répartir de l'établissement, les actifs aussi bien que les passifs, est réparti en principe dans la proportion des charges d'assurances assumées par l'Etat national respectif. Les quotes-parts revenant aux différents Etats nationaux qui renoncent réciproquement à toute rectification de ces quotes-parts pouvant trouver sa justification par le fait que la part assumée dans la charge d'assurance conformément aux stipulations contenues dans la section A, résulterait supérieure au pourcentage ci-dessous, sont fixées comme suit:

la République d'Autriche	26·8	pour-cent
la République Tchécoslovaque	43·0	„
la République de Pologne	19·9	„
le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes . .	6·0	„
le Royaume d'Italie	3·2	„
le Royaume de Roumanie	1·1	„

Par suite de la renonciation de la République d'Autriche à la moitié de la quote-part des fonds mentionnés au N⁰ 4 et par suite de la répartition proportionnelle sur les autres Etats successeurs des 13·40 pour-cent devenus disponibles par cette renonciation, les pourcentages fixant la répartition effective du reste des fonds, résultent comme suit:

la République d'Autriche	13·40	pour-cent
la République Tchécoslovaque	50·87	„
la République de Pologne	23·54	„
le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes .	7·10	„
le Royaume d'Italie	3·79	„
le Royaume de Roumanie	1·30	„

6⁰ Les avoirs et les créances ci-dessous énumérés sont assignés, à valoir sur les quotes-parts des Etats respectifs, à condition que les Parties Contractantes ne fassent valoir à ce titre aucun droit contre le trésor autrichien, à savoir:

a) à la Republique Tchécoslovaque:

1⁰ Avoir à l'office de chèques postaux de Prague en anciennes couronnes	1.546·46 cour.
2⁰ Prêt hypothécaire à la Société coopérative de Constructions „Lešetín" à Přerov	286·15 „
3⁰ Avance accordée pour la construction du chemin de fer „Vsetin—Velké-Karlovice"	324.326·— „

b) à la République de Pologne:

1⁰ Avance accordée pour la construction du chemin de fer „Tarnopol—Zbaraž"	175.692·— „
2⁰ Créance contre la direction polonaise des chemins de fer à Lwów	32.773·— „
3⁰ Créance contre la direction polonaise des chemins de fer à Stanislawów	21.362·— „

c) au Royaume d'Italie:

1⁰ Avoir à la Banca commerciale à Trieste . . .	8·— Lire.
2⁰ Compte d'avance du chemin de fer de la Valsugana	775.254·— cour.
3⁰ Créance contre le chemin de fer „Trente—Male"	2,935.567·— „
4⁰ Créance contre l'établissement d'assurances des ouvriers contre les accidents à Trieste.	552.664·— „

7⁰ Tous les avoirs et créances qui ne sont pas mentionnés sous les Nos 3 et 6 d'un total de 377,494.336 couronnes ainsi que l'argent comptant de l'établissement d'un total 33,722.243 couronnes ensuite les engagements de l'établissement envers des tiers d'un total de 84,284.689 couronnes et consistant en dettes simples envers les administrations des chemins de fer, en paiements à effectuer en 1923 pour l'année 1922 et en dettes envers des créanciers différents, passent à la République d'Autriche qui, en retour, versera, à valoir sur les quotes-parts revenant aux autres Etats successeurs dans les éléments susvisés, les montants suivants, à savoir:

à la République Tchécoslovaque	168,439.818	cour.	autr.
à la République de Pologne	77,366.322	„	„
au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	24,054.913	„	„
au Royaume d'Italie	8,302.214	„	„
au Royaume de Roumanie	4,312.871	„	„

8⁰ Les effets seront répartis proportionnellement et en nature. Le Gouvernement Fédéral d'Autriche accordera gratuitement l'autorisation d'exporter les titres dûment ajustés à livrer à la République Tchécoslovaque.

Conformément à ce qui précède les rentes d'avant-guerre d'une valeur nominale de 23,394.000 couronnes sont réparties de la manière suivante:

à la République d'Autriche un nominal de . . .	3,134.800	cour.
à la République Tchécoslovaque un nominal de .	11,900.500	„
à la République de Pologne un nominal de . . .	5,507.000	„
au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de	1,661.000	„
au Royaume d'Italie un nominal de	886.600	„
au Royaume de Roumanie un nominal de . . .	304.100	„

En vertu d'un accord spécial, la République Tchécoslovaque cède sur sa quote-part au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de 800.000 couronnes, de sorte qu'il ne lui sera assigné en réalité qu'un nominal de 11.100.500 couronnes, tandis que le nominal à assigner au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes sera porté à 2.461.000 couronnes.

Tous les autres effets seront répartis proportionnellement; il revient

a) sur les titres autrichiens d'un nominal de	24,408.100	cour.
à la République d'Autriche un nominal de . . .	3,270.600	„
à la République Tchécoslovaque un nominal de .	12,416.700	„
à la République de Pologne un nominal de . . .	5,745.800	„
au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de	1,732.800	„
au Royaume d'Italie un nominal de	925.000	„
au Royaume de Roumanie un nominal de	317.200	„
b) sur les titres tchécoslovaques d'un nominal de . .	4,784.300	„
à la République d'Autriche un nominal de . . .	641.000	„
à la République Tchécoslovaque un nominal de . .	2,433.800	„
à la République de Pologne un nominal de . . .	1,126.300	„
au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de	339.800	„
au Royaume d'Italie un nominal de	181.200	„
au Royaume de Roumanie un nominal de	62.200	„
c) sur les titres tchécoslovaques-autrichiens d'un nominal de	12,840.800	„
à la République d'Autriche un nominal de . . .	1,720.600	„
à la République Tchécoslovaque un nominal de . .	6,532.200	„
à la République de Pologne un nominal de . . .	3,022.800	„
au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de	911.600	„
au Royaume d'Italie un nominal de	486.600	„
au Royaume de Roumanie un nominal de	167.000	„
d) sur les titres tchécoslovaques-polonais d'un nominal de	430.400	„
à la République d'Autriche un nominal de . . .	57.600	„
à la République Tchécoslovaque un nominal de . .	219.000	„
à la République de Pologne un nominal de . . .	101.200	„
au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de	30.600	„

au Royaume d'Italie un nominal de	16.400	cour.
au Royaume de Roumanie un nominal de	5.600	„
e) sur les titres polonais d'un nominal de	6,980.000	„
à la République d'Autriche un nominal de	935.400	„
à la République Tchécoslovaque un nominal de . .	3,550.000	„
à la République de Pologne un nominal de . . .	1,643.000	„
au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de	495.600	„
au Royaume d'Italie un nominal de	264.600	„
au Royaume de Roumanie un nominal de	90.800	„
f) sur les titres polonais-roumains d'un nominal de .	222.600	„
à la République d'Autriche un nominal de . . .	30.000	„
à la République Tchécoslovaque un nominal de . .	113.200	„
à la République de Pologne un nominal de . . .	52.400	„
au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de	15.800	„
au Royaume d'Italie un nominal de	8.400	„
au Royaume de Roumanie un nominal de	2.800	„
g) sur les titres autrichiens-italiens-serbes-croates-slovènes d'un nominal de	2,083.200	„
à la République d'Autriche un nominal de . . .	279.200	„
à la République Tchécoslovaque un nominal de . .	1,059.800	„
à la République de Pologne un nominal de . . .	490.400	„
au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de	147.800	„
au Royaume d'Italie un nominal de	79.000	„
au Royaume de Roumanie un nominal de	27.000	„
h) sur les titres d'emprunt de guerre d'un nominal de	84.500.000	„
à la République d'Autriche du nominal de	11.323.000	„
à la République Tchécoslovaque un nominal de . .	42.985.200	„
à la République de Pologne un nominal de . . .	19.891.300	„
au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de	5.999.500	„
au Royaume d'Italie un nominal de	3.202.500	„
au Royaume de Roumanie un nominal de	1.098.500	„

La répartition des espèces respectives des titres résulte des annexes I—XI*) qui constituent une partie intégrante de la présente Convention.

9° Dans le délai d'un mois à dater de la mise en vigueur de la présente Convention, le Gouvernement Autrichien versera à la Légation de la République Tchécoslovaque à Vienne le montant en argent comptant dû à cet Etat d'après les dispositions du N° 7, et mettre à la disposition de cette légation au lieu du dépôt, les titres qui reviennent à cet Etat d'après les dispositions du N° 8 et annexes.

*) Non reproduites.

10⁰ Le transfert à l'assureur compétent des fonds attribués à chaque Etat sera soumis à la réglementation intérieure de ce dernier.

11⁰ Chacune des deux Patries Contractantes renonce à la perception de droits de timbre et autres qui pourraient devenir exigibles dans son territoire, lors de l'exécution de cette Convention.

Article II.

Après l'accomplissement de la présente Convention par la République d'Autriche la République Tchécoslovaque ne lui réclamera plus rien en vertu de l'Article 275 du Traité de Saint-Germain au sujet de l'établissement d'assurances contre les accidents du syndicat officiel des chemins de fer autrichiens.

Article III.

La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible, elle entrera en vigueur 14 jours après la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont apposé leurs signatures à la présente Convention.

Fait à Vienne, le vingt-neuf mars mil neuf cent vingt-quatre en double expédition dont une sera remise à chacune des Hautes Parties Contractantes.

Pour la République d'Autriche:
Wilhelm Thaa m. p.

Pour la République Tchécoslovaque:
Dr. Jan Brablec m. p.

Protocole additionnel.

En vue de préciser les conditions dans lesquelles devront être exécutées certaines clauses de la Convention relative à l'établissement d'assurances contre les accidents du syndicat officiel des chemins de fer autrichiens, les Hautes Parties Contractantes sont convenu de ce qui suit:

1⁰ Les titres d'emprunt de guerre à remettre par la République d'Autriche conformément à l'Article I, section B, N⁰ 8 de la Convention susdite seront munis de la marque: „von der Republik Österreich nicht übernommen".

2⁰ A défaut de coupures assez petites la répartition des titres a parfois dû s'écarter un peu de la répartition dans les annexes de la Convention susdite. La compensation a été accomplie sur base des valeurs estimatives de la Chambre de la Bourse à Vienne du 29 décembre 1922 d'abord par l'assignation de plus ou de moins d'autres titres et, en tant que cela ne fut possible, en monnaie comptante. La liste des numéros des titres revenant à la République Tchécoslovaque en exécution de la Convention susdite a été remise au délégué de la République Tchécoslovaque. Cette liste servira de base à la répartition définitive des titres.

Fait à Vienne le vingt-neuf mars mil neuf cent vingt-quatre en double expédition dont une sera remise à chacune des Hautes Parties Contractantes.

Pour la République d'Autriche:
Wilhelm Thaa m. p.

Pour la République Tchécoslovaque:
Dr. Jan Brablec m. p.

96.

AUTRICHE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Convention concernant l'Etablissement d'assurances contre les accidents des mineurs; signée à Vienne, le 15 juin 1924.*)

Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich 1930, Stück 82.

La République d'Autriche et la République Tchécoslovaque animées du désir de conclure en exécution de l'Article 275 du Traité de Saint-Germain**) une convention au sujet de l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs ont nommé pour leurs plénipotentiaires savoir:

le Président Fédéral de la République d'Autriche:

Monsieur Guillaume Thaa, ancien Chef de Section au Ministère Fédéral pour l'Administration Sociale

et

le Président de la République Tchécoslovaque:

Monsieur le docteur Jan Brablec, Conseiller au Ministère de la Prévoyance Sociale,

lesquels, après avoir déposé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme sont convenus des Articles suivants:

Article Ier.

Les charges résultant des assurances ainsi que les fonds de l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs sont réparties d'après les principes suivants:

A. Répartition des charges des assurances.

1° Chacune des deux Parties Contractantes assume la fraction des charges des assurances qui résulte d'accidents au sens de la loi autrichienne du 30 décembre 1917, bulletin des lois de l'Empire N° 523, survenus jusqu'à la fin du mois de décembre 1918 dans les établissements situés sur son territoire.

---

*) Les ratifications ont été échangées le 31 juillet 1929.
**) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 815.

2° Les charges des assurances à supporter au sens des dispositions précédentes incombent à partir du 1er janvier 1919, conformément aux règlements internes de l'Etat respectif, à l'office qui dans l'Etat, qui a assumé ces charges des assurances, est chargé de l'assurance contre les accidents des mineurs pour les établissements où les accidents sont survenus ou qui a été désigné comme compétent pour ces charges par le Gouvernement de cet Etat.

3° Par l'entrée en vigueur de la présente Convention, toute activité de l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs cessera.

4° La République d'Autriche remettra à la République Tchécoslovaque les dossiers de l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs qui ont trait aux charges des assurances à assumer par ce dernier Etat et s'engage à conserver, pendant un délai de 10 ans à partir de la mise en vigueur de la présente Convention, les dossiers et les pièces auxiliaires qui ne sont pas réparties, à en permettre l'inspection aux organes légitimés de la République Tchécoslovaque ou de l'office qui dans cet Etat a, d'après le N° 2, assumé la charge des assurances, et à leur délivrer, en cas de nécessité les dossiers et pièces auxiliaires dont elle n'a pas besoin elle-même. Les Etats Contractants pourvoiront à ce que tous les renseignements relatifs à l'exécution de la présente Convention soient fournis par les offices intéressés et tombent d'accord sur ce que la correspondance à cet égard ait lieu directement entre les offices respectifs sans avoir recours aux autorités diplomatiques ou consulaires.

B. Répartition des fonds.

1° Les payements des assurances effectués par l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs à partir du 1er janvier 1919 jusqu'à la suspension de son activité, payements qui suivant la répartition des charges des assurances prévue sous A incombent à une des Parties Contractantes, et les primes versées à l'établissement susdit pour une période après la date du 1er janvier 1919 seront réglés selon les régistres de l'établissement susmentionné de la manière suivante:

a) seront portés au débit du compte

de la République Tchécoslovaque	1,113.588·42	cour.
de la République de Pologne	97.515·76	„
du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes . .	57.632·42	„
du Royaume d'Italie	40.302·90	„

b) seront portés au crédit du compte

de la République d'Autriche	471.918·70	cour.
du Royaume de Roumanie	2.020·08	„

Dans la somme mentionnée en premier lieu il a été tenu compte de l'avoir du Ministère de la Prévoyance Sociale à Prague envers l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs de 695.756·91 couronnes, qui résulte des versements du susdit Ministère d'un total de 1,950.000 couronnes déduction faite des payements fiduciaires de rentes et des

restitutions, ainsi que de l'avoir de l'établissement susmentionné au Bureau postal de chèques à Prague de 165.283·76 couronnes.

Dans la somme de 695.756·91 couronnes est comprise le montant de 250.000 couronnes, transféré par le Ministère de la Prévoyance Sociale à Prague le 1er septembre 1919 au compte de chèque de l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs au Bureau postal de chèque à Prague montant que le Bureau de banque du Ministère des Finances à Prague fait passer comme dette gagée de l'établissement susmentionné contractée sur la base de titres d'emprunt de guerre dégagées, émission IIIme, valeur nominale 500.000 couronnes. N'y sont pas compris les intérêts de ce montant pour la période du 12 septembre 1919 jusqu'au 5 septembre 1923 au montant de 62.953·93 couronnes tchécoslovaques.

2° Outre les créances et dettes mentionnées sous N° 1 l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs possédait à la date du 30 juin 1923 les fonds suivants:

I. Actifs.

Encaisse	53.444	cour.
Avoirs auprès des établissements de crédit:		
a) Caisse d'épargne postale Autrichienne	9.234	„
b) Banques	5,262.339	„
Titres et valeurs:		
a) Titres d'emprunt de guerre		
émission IIIme, val. nom.	7,000.000	„
émission IVme, val. nom.	10,000.000	„
émission Vme, val. nom.	15,220.000	„
émission VIme, val. nom.	10,000.000	„
émission VIIme, val. nom.	10,000.000	„
émission VIIIme, val. nom.	3,000.000	„
émission VIIIme, bons de trésor val. nom.	7,000.000	„
b) Autres valeurs:		
rente en couronnes convertie (4 prozentige konvertierte steuerfreie Kronenrente, Mai—November), val. nom.	240.000	cour.
rente en couronnes convertie (4 prozentige konvertierte steuerfreie Kronenrente, Jänner—Juli), val. nom.	1.000	„
rente en papier (4·2 prozentige Notenrente), val. nom.	55.200	„
rente en argent (4·2 prozentige Silberrente), val. nom.	200	„
rente autrichienne en couronnes (4 prozentige österreichische Kronenrente, März—September), val. nom.	3,151.000	„

rente autrichienne en couronnes (4 prozentige österreichische Kronenrente, Juni—Dezember), val. nom. . . . . 440.000 cour.
obligations d'emprunt des établissements de communication de Vienne (4 prozentige Wiener Verkehrsanlagenanleihe), val. nom. . . . . 114.000 „
lettres de gage de la banque autrichienne-hongroise (4 prozentige verlosbare Pfandbriefe der Österreichisch-ungarischen Bank), val. nom. . . . 34.000 „
lettres de gage de la banque foncière de la Basse-Autriche (4 prozentige Pfandbriefe der Niederösterreichischen Landes-Hypotheken-Anstalt), val. nom. . . . . 54.000 „

II. Passifs.

a) Dette gagée . . . . 14,566.527 cour.
b) créances diverses non-payées datant de l'époque avant le 31 décembre 1918 et présentées à l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs jusqu'au 15 mars 1924 d'un total de 40.883·15 couronnes.

Les créances mentionnées sous N° 1, lit. a, seront assignées par anticipation aux Etats respectifs; les dettes mentionnées sous N° 1, lit. b, seront assumées par les Etats respectifs auxquels sont assignés en compensation et par anticipation les titres suivants sur l'état de valeurs existant, savoir:

à l'Autriche:
obligations d'emprunt des établissements de communication de Vienne (4 prozentige Wiener Verkehrsanlagenanleihe), val. nom. . . . . . . 114.000 cour.
lettres de gage de la banque autrichienne-hongroise (4 prozentige Pfandbriefe der Österreichisch-ungarischen Bank), val. nom. . . . . . . 34.000 „
lettres de gage de la banque foncière de la Basse-Autriche (4 prozentige Pfandbriefe der Niederösterreichischen Landes - Hypothekenanstalt), val. nom. . . . . 54.000 „

à la Roumanie:
rente en couronnes convertie (4 prozentige konvertierte steuerfreie Kronenrente, Jänner—Juli), val. nom. . . . . 1.000 „
rente en argent (4·2 prozentige Silberrente), val. nom. . . . . 200 „

3° L'encaisse et les avoirs auprès des banques reviennent à l'Autriche, qui par contre s'engage à payer les dettes de l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs mentionnées sous N° 2, II, b d'après leur valeur nominale en couronnes autrichiennes; les dettes gagées pas encore payées (N° 2, II, a) seront payées par l'Autriche.

4° La partie restante des fonds entièrement placée en valeurs, sera répartie en proportion de la charge des assurances assumée par chacune des Parties Contractantes. Il en résulte les quotes-parts suivantes pour chacun des Etats intéressées:

pour la République Autriche	9·795	pourcent
pour la République Tchécoslovaque	74·716	„
pour le Royaume d'Italie	1·337	„
pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes .	3·820	„
pour la République de Pologne	10·287	„
pour le Royaume de Roumanie	0·045	„

Toutefois pour compenser le payement partial de la dette gagée par les fonds de l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs, l'Autriche renonce à la moitié de la rente en couronnes convertie (4 prozentige konvertierte steuerfreie Kronenrente, Mai—Nov.), qui lui reviendrait selon sa quote-part, dont un nominal de 10.000 couronnes est assigné à la République Tchécoslovaque, 1200 couronnes à la République de Pologne et 500 couronnes au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes; en outre la République d'Autriche cède à la République Tchécoslovaque de sa quote-part de cette espèce de rentes un nominal de 3600 couronnes pour rembourser en partie les intérêts de la dette gagée envers le Bureau de banque à Prague (section B, N° 1, al. 3).

Les détails de la répartition des titres résultent de l'annexe *) qui constitue une partie intégrante de la présente Convention.

5° Le droit de l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs de réclamer ultérieurement des primes passe à l'Etat national sur le territoire duquel le siège de l'établissement contribuable est situé.

6° Les réclamations, qui pourraient surgir de payements faits après la séparation des valeurs monétaires à l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs pour acquitter des primes arriérées résultant de l'époque avant le 31 décembre 1918 en couronnes autrichiennes ou non estampillées par des établissements situés sur le territoire de la République Tchécoslovaque seront transférées à la République Tchécoslovaque.

7° Le Gouvernement Autrichien mettra à la disposition de la Légation de la République Tchécoslovaque à Vienne les titres et valeurs, qui lui seront dûs selon les dispositions précédentes, notamment au siège du lieu de dépôt, dans le délai d'un mois à compter du jour de l'entrée en vigueur de cette Convention. Les titres d'emprunt de guerre seront munis de la remarque: „Von der Republik Österreich nicht übernommen", les autres valeurs seront délivrées sans remarque. Le Gouvernement Autrichien accordera gratuitement l'autorisation d'exporter les titres dûment ajustés à livrer à l'autre Partie Contractante.

8° Le transfert à l'assureur compétent des fonds attribués à chaque Etat sera soumis à la réglementation intérieure de ce dernier.

---

*) Non reproduite.

9° Chacune des Hautes Parties Contractantes renonce à la perception de droits de timbres et autres qui pourraient devenir exigibles dans son territoire lors de l'exécution de cette Convention.

Article II.

Après l'accomplissement de la présente Convention par la République d'Autriche la République Tchécoslovaque ne lui réclamera plus rien en vertu de l'Article 275 du Traité de Saint-Germain au sujet de l'établissement d'assurance contre les accidents des mineurs.

Article III.

La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible, elle entrera en vigueur 14 jours après la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont apposé leurs signatures à la présente Convention.

Fait à Vienne, le quinze juin mil neuf cent vingt-quatre en double expédition, dont une sera remise à chacune des Hautes Parties Contractantes.

Pour la République Tchécoslovaque:
Dr. Jan Brablec m. p.

Pour la République d'Autriche:
W. Thaa m. p.

97.

AUTRICHE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Convention relative à la Caisse de secours en cas de maladies de l'Administration des anciens chemins de fer d'Etat imp. roy. autrichiens et à ses fonds séparés; signée à Vienne, le 15 juin 1924.*)

Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich 1929, Stück 82.

La République d'Autriche et la République Tchécoslovaque animées du désir de conclure selon l'Article 275 du Traité de Saint-Germain**) une convention au sujet de la caisse de secours en cas de maladies de l'administration des anciens chemins de fer d'Etat imp. roy. autrichiens et de ses fonds séparés, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

le Président Fédéral de la République d'Autriche:

Monsieur Guillaume Thaa, ancien Chef de Section au Ministère Fédéral pour l'Administration Sociale

et

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu le 31 juillet 1929.
**) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 815.

le Président de la République Tchécoslovaque:

Monsieur le docteur Jan Brablec, Conseiller au Ministère de la Prévoyance Sociale,

lesquels, après avoir déposé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

§ 1.

On procédera à la liquidation des biens de la caisse de secours en cas de maladies de l'administration des anciens chemins de fer d'Etat imp. roy. autrichiens, des fonds extraordinaires de secours et des fonds de secours pour les médicins de la caisse susdite, puis des fonds de secours des anciens chemins de fer imp. roy. privilégiés de l'ouest de la Bohême (k. k. priv. Böhmische Westbahn) et des fonds de secours des chemins de fer du nord-ouest (Nordwestbahn) tels qu'ils existaient à la date du 7 juin 1924.

§ 2.

Les biens des fonds de secours des anciens chemins de fer imp. roy. privilégiés de l'ouest de la Bohême sont assignés en totalité, tels qu'ils existaient à la date du 7 juin 1924, à la République Tchécoslovaque. Les titres à remettre sont énumérés dans l'annexe I*) qui constitue une partie intégrante de la présente Convention.

§ 3.

Les immeubles de la caisse de secours en cas de maladies de l'administration des anciens chemins de fer d'Etat imp. roy. autrichiens se composant de trois bâtiments d'habitation à Vienne XIII/4., Hackingerstraße 41—45, ayant actuellement une valeur portée sur les livres de 170.907 couronnes, qui sont loués à la „Gemeinnützige Bau- und Wohnungsgenossenschaft" à Vienne, autrefois „Erster Spar- und Bauverein von Bediensteten der k. k. österreichischen Staatsbahnen", ainsi que les créances de prêts des fonds extraordinaires de secours de la caisse de secours en cas de maladies susdite envers la même société d'un montant de 147.209 couronnes sont assignés à la République d'Autriche. Les immeubles susdits sont loués à la société susmentionnée contre payement anticipé de 4⅓ % d'intérêts et contre remboursement dans 72 ans d'après le tableau d'amortissement des fonds placés et passeront, l'amortissement des fonds placés accompli, conformément au contrat, à la propriété de la société.

§ 4.

Les titres énumérés dans l'annexe II,*) qui constitue une partie intégrante de la présente Convention, avec les coupons pas remboursés à la date du 7 juin 1924 sont répartis d'après la clef de répartition suivante fixée d'un commun accord:

---

*) Non reproduite.

Il revient

à la République d'Autriche	33·20 %
au Royaume d'Italie	2·— %
à la République de Pologne	20·— %
au Royaume de Roumanie	2·05 %
au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	2·75 %
à la République Tchécoslovaque	40·— %

Les détails de la répartition des titres résultent de l'annexe II; les titres de chaque espèce y désignés comme non lotis seront répartis eu égard à leur morcellement selon la suite arithmétique de leurs numéros entre les Etats nationaux dans l'ordre observé à l'alinéa précédent.

Les différences mentionnées dans l'annexe II sur la base des valeurs estimatives du 15 octobre 1923, différence résultant par suite des restes indivisibles vis-à-vis des quotes-parts proportionnelles, seront balancées en couronnes autrichiennes.

Les quote-parts des titres d'emprunt de guerre revenant aux Etats nationaux à l'exception de l'Autriche conformément aux annexes I et III*) seront remises à la République d'Autriche pour être détruites.

§ 5.

Le numéraire existant à la date du 7 juin 1924 est assigné à la République d'Autriche.

La République d'Autriche s'engage à payer seule la dette envers la Caisse de prêts de guerre contractée à l'occasion de la souscription de titres d'emprunt de guerre.

§ 6.

Toutes les créances et dettes existant entre la caisse de secours en cas de maladies de l'administration des anciens chemins de fer d'Etat imp. roy. autrichiens et les fonds mentionnés sous § 1 d'une part et l'ancien Trésor public imp. roy. de l'Autriche d'autre part sont considérées comme compensées.

§ 7.

Dans le cas où des créances envers la caisse de secours en cas de maladies de l'administration des anciens chemins de fer d'Etat imp. roy. autrichiens et les fonds mentionnés sous § 1 à l'exception des fonds de secours des anciens chemins de fer imp. roy. privilégiés de l'ouest de la Bohême seraient réclamées plus tard, l'Etat, dont le ressortissant a joui du secours respectif, les prendra à sa charge dans la mesure des biens lui assignés.

§ 8.

La République d'Autriche s'engage à conserver pendant un délai de 10 ans à partir de la mise en vigueur de la présente Convention, les dossiers et les pièces auxiliaires concernant la caisse de secours en cas de maladies de l'administration des anciens chemins de fer d'Etat imp.

*) Non reproduites.

roy. autrichiens et les fonds mentionnés sous § 1, à permettre aux organes autorisés par la République Tchécoslovaque d'en prendre connaissance ou copie.

La République d'Autriche accordera gratuitement l'autorisation d'exporter les titres, qui reviennent à la République Tchécoslovaque, et pourvoira, le cas échéant, à ce que les marques autrichiennes soient annulées.

Dans le délai d'un mois à dater de la mise en vigueur de la présente Convention, le Gouvernement Autrichien mettra à la disposition de la Légation de la République Tchécoslovaque à Vienne ou de l'office à désigner par celle-ci à Vienne les titres qui reviennent à cet Etat selon les dispositions précédentes, après que les différences mentionnées sous § 4, al. 3 auront été balancées en argent comptant.

§ 9.

La caisse de secours en cas de maladies de l'administration des anciens chemins de fer d'Etat imp. roy. autrichiens et les fonds mentionnés sous § 1 sont considérés comme dissous à la date du 7 juin 1924.

Après l'exécution de la présente Convention par la République d'Autriche, la République Tchécoslovaque ne lui réclamera plus rien en vertu du Traité de Saint-Germain au sujet de la caisse de secours et des fonds mentionnés plus haut.

§ 10.

La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible, elle entrera en vigueur quatorze jours après la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés à Vienne.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont apposé leurs signatures à la présente Convention.

Fait à Vienne, le quinze juin mil neuf cent vingt-quarte en double expédition dont une sera remise à chacune des Hautes Parties Contractantes.

Pour la République d'Autriche:
W. Thaa m. p.

Pour la République Tchécoslovaque:
Dr. Jan Brablec m. p.

98.

AUTRICHE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Convention relative à l'Etablissement d'assurance sur les pensions de la société des chemins de fer locaux et à voie étroite; signée à Vienne, le 15 juin 1924.*)

Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich 1930, Stück 82.

La République d'Autriche et la République Tchécoslovaque animées du désir de conclure en exécution de l'Article 275 du Traité de Saint-Germain,**) une convention au sujet de l'établissement d'assurance sur les pensions de la société des chemins de fer locaux et à voie étroite, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Le Président Fédéral de la République d'Autriche:

Monsieur Guillaume Thaa, ancien Chef de Section au Ministère Fédéral pour l'Administration Sociale

et

le Président de la République Tchécoslovaque:

Monsieur le docteur Jan Brablec, Conseiller au Ministère de la Prévoyance Sociale,

lesquels, après avoir déposé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Article Ier.

L'établissement d'assurance sur les pensions de la société des chemins de fer locaux et à voie étroite, qui par la suite sera appelé brièvement l'établissement, est considéré comme dissous à la date du 31 décembre 1919 conformément au § 47 du statut.

A. Dispositions générales.

1° Les charges de l'établissement envers les employés ayant pris part à l'établissement et envers les membres survivants de leurs familles, charges résutant des cas d'assurance survenus jusqu'à la fin du mois de décembre 1919, ainsi que le droit de percevoir les primes fixées par le statut de l'établissement passent à l'entreprise de chemins de fer, à laquelle ces employés appartenaient à la date du 31 décembre 1919 ou du cas d'assurance antérieur (mise à la retraite ou mort). En tant qu'il s'agit d'employés (retraités, membres survivants de leurs familles) d'autres entreprises en rapport avec les voies ferrés et rattachées à l'établissement, les charges et droits susdits passent à l'office qui est autorisé

---

*) Les ratifications ont été échangées le 31 juillet 1929.
**) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 815.

à mener les affaires de cette entreprise dans l'Etat, sur le territoire actuel duquel le lieu de service de ces employés était situé à la date du 31 décembre 1919 ou du cas d'assurance antérieur. L'office menant les affaires d'une telle entreprise dans la République d'Autriche assume, en outre, les charges et les droits susdits résultant des assurances des assurés (retraités, membres survivants de leurs familles), dont le lieu de service était situé à la date du 31 décembre 1919 ou du cas d'assurance antérieur hors des confins de l'ancien Empire d'Autriche.

2⁰ Si pour une époque antérieure à la mise en vigueur de la présente Convention les charges d'une assurance ont été supportées en tout ou en partie par un autre office que celui qui y est compétent, d'après la présente Convention, les paiements effectués sont considérés comme tenant lieu des paiements dûs, d'après la présente Convention, sans qu'un arrangement ultérieur ait lieu à ce titre entre les offices intéressés des différents Etats.

3⁰ La partie des fonds de l'établissement revenant à chaque Etat Contractant selon la présente Convention sera répartie par l'Etat récepteur entre les entreprises (offices) assumeurs ou assignée aux nouveaux assureurs qui pourraient être créés par la réglementation intérieure de cet Etat.

4⁰ La République d'Autriche remettra à la République Tchécoslovaque les dossiers de l'établissement, qui ont trait aux charges des assurances à assumer conformément au N⁰ 1 par des entreprises situées sur le territoire de ce dernier Etat et s'engage à conserver, pendant un délai de 30 ans à partir de la mise en vigueur de la présente Convention, les dossiers et les pièces auxiliaires qui ne sont pas répartis, à en permettre l'inspection aux organes légitimés de ce dernier Etat ou des entreprises (assureurs) qui dans cet Etat ont, d'après les Nos 1 et 3, assumé la charge des assurances, et à leur délivrer, en cas de nécessité, les dossiers et pièces auxiliaires dont elle n'a pas besoin elle-même. Les Etats Contractants pourvoiront à ce que tous les renseignements relatifs à l'exécution de la présente Convention soient fournis par les offices intéressés, et tombent d'accord sur ce que la correspondance à cet égard ait lieu directement entre les offices respectifs sans avoir recours aux autorités diplomatiques ou consulaires.

B. Répartition des fonds.

1⁰ On procédera à la répartition des fonds de l'établissement tels qu'ils existaient à la date du 30 juin 1923.

2⁰ La République d'Autriche assume les charges résultant des assurances des pensions des fonctionnaires de l'établissement; l'inventaire de l'établissement est assigné à la République d'Autriche.

3⁰ Les parties des fonds de l'établissement qui ont été séparées — au sens de la résolution prise par la douzième assemblée générale ordinaire de l'établissement — de l'ensemble des fonds et constituées en

fonds spéciaux destinés à couvrir les obligations statutaires de l'établissement envers les employés des anciennes sociétés „Neue Wiener Tramway“ et „Dampftramway“, autrefois „Kraus et Co.“ (passées à la „Gemeinde Wien — Städtische Strassenbahnen“), parties qui ont été déclarées dans les bilans de l'établissement sur le conto separato, sont assignées à la République d'Autriche.

4⁰ En ce qui concerne la partie des avoirs de l'établissement de 16,000.621 cour. provenant des assurances fiduciaires effectuées par l'établissement vis-à-vis des entreprises de quelques-unes des Parties Contractantes après le 31 décembre 1919, chacun des Etats intéressés recevra le montant qui provient de la différence entre les versements des entreprises de l'Etat respectif et les paiements faits aux assurés de ces entreprises. Par conséquent il revient

à la République d'Autriche	13,545.632	cour.
à la République Tchécoslovaque	119.515	„
au Royaume d'Italie	203.620	„
à la République de Pologne	2,117.701	„
au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	14.153	„

5⁰ Tout le reste des fonds est réparti entre les Etats intéressés en principe proportionnellement aux charges d'assurances assumées conformément à la section A, N⁰ 1 par les entreprises situées sur le territoire de ces Etats. Les quote-parts revenant aux différents Etats qui renoncent réciproquement à toute rectification de ces quote-parts pouvant trouver sa justification par le fait que la part assumée dans la charge d'assurance conformément aux stipulations contenues dans la section A, résulterait supérieure au pourcentage ci-dessous, sont fixées comme suit:

la République d'Autriche	45·29520 %
la République Tchécoslovaque	32·01632 %
le Royaume d'Italie	10·26073 %
la République de Pologne	7·37264 %
le Royaume de Roumanie	3·34507 %
le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	1·71004 %

6⁰ Les créances arriérées envers des entreprises rattachées à l'établissement, provenant de la gestion jusqu'au 21 décembre 1919 d'une somme totale de 346.360 cour. sont assignées à valoir sur les quote-parts respectives, aux Etats sur le territoire actuel desquels les entreprises débitrices respectives ont leur siège.

Il revient par conséquent de ces créances

à la République Tchécoslovaque un montant de . . .	340.164	cour.
au Royaume d'Italie un montant de	1.859	„
à la République de Pologne un montant de	512	„
au Royaume de Roumanie un montant de	1.919	„
au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un montant de	1.906	„

La créance arriérée des frais d'administration de l'établissement envers la „Gemeinde Wien — Städtische Strassenbahnen" d'un total de 425.194 cour. est assigné à la République d'Autriche.

Il résulte donc relativement aux quote-parts proportionnelles sur la totalité des créances arriérées de 771.554 (= 346.360 + 425.194) couronnes dont il est question, les différences indiquées ci-dessous qui seront balancées sous N° 8, savoir

	plus	minus
pour la République d'Autriche	75.717 cour.	
pour la République Tchécoslovaque . . .	93.141 „	
pour le Royaume d'Italie		77.308 cour.
pour la République de Pologne		56.372 „
pour le Royaume de Roumanie		23.890 „
pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		11.288 „

7° Les titres avec coupons à partir du 1er juillet 1923 au plus tard seront répartis proportionnellement et en nature. La répartition des différentes catégories de titres ressort de l'annexe qui constitue une partie intégrante de la présente Convention. Par suite des restes indivisibles il résulte, conformément aux valeurs estimatives établies à la date du 30 juin 1923 par la chambre de la Bourse à Vienne vis-à-vis des quotes-parts proportionnelles, les différences ci-dessous indiquées qui seront également balancées sous N° 8:

	plus	minus
pour la République d'Autriche		157.713 cour.
pour la République Tchécoslovaque . . .	380.506 cour.	
pour le Royaume d'Italie		314.971 „
pour la République de Pologne	184.849 „	
pour le Royaume de Roumanie		703.957 „
pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	611.286 „	

Les effets dont le tirage aura déjà été publié officiellement en Autriche à la date de la signature de cette Convention, dont le retrait cependant n'aura pas encore eu lieu à cette date, seront répartis proportionnellement et en nature à valoir sur la quote-part de l'espèce respective des effets revenant à chaque Etat selon l'annexe; un reste indivisible de ces effets lotis, mais pas payés revient à l'Etat sur le territoire duquel l'office d'émission est situé. Du reste les effets seront répartis eu égard à leur morcellement selon la suite arithmétique de leurs numéros entre les Etats nationaux dans l'ordre observé à l'alinéa précédent.

La République d'Autriche remettra les titres d'emprunt de guerre munis de la remarque „von der Republik Österreich nicht übernommen" et s'engage à pourvoir à ce que l'estampillage des autres titres soit annulé, et à ce que les listes des numéros présentées à la commission

---

*) Non reproduite.

des réparations soient rectifiées; en outre elle s'engage à accorder gratuitement l'autorisation d'exporter les effets aux autres Parties Contractantes.

8° La partie des avoirs de l'établissement visée par le N° 5 s'élevant à 129,781.776 cour. est répartie proportionnellement. En tenant compte des différences énumérées sous N° 6, al. 3 et N° 7, al. 1 il résulte les quotes-parts suivantes sur cette partie des avoirs:

pour la République d'Autriche	58,866.911	cour.
„ la République Tchécoslovaque	41,077.702	„
„ le Royaume d'Italie	13,708.837	„
„ la République de Pologne	9,439.866	„
„ le Royaume de Roumanie	5,069.138	„
„ le Royaume des Serbes, Creates et Slovènes	1,619.322	„

qui eu égard à la durée plus longue des assurances fiduciaires pour la République de Pologne et pour la République d'Autriche et aussi à la part plus grande des frais d'administration revenant à ces derniers Etats sont modifiées d'un commun accord comme suit:

pour la République d'Autriche	50,000.776	cour.
„ la République Tchécoslovaque	50,000.000	„
„ le Royaume d'Italie	14,600.000	„
„ la République de Pologne	8,000.000	„
„ le Royaume de Roumanie	5,560.000	„
„ le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	1,620.000	„

9° Dans le délai d'un mois à dater de la mise en vigueur de la présente Convention, le Gouvernement Autrichien versera à la Légation de la République Tchécoslovaque à Vienne ou à l'office à désigner par celle-ci à Vienne, le montant en argent comptant dû à cet Etat d'après les dispositions des N°s 8 et mettra à la disposition de l'office susmentionné les titres qui reviennent à cet Etat d'après les dispositions du N° 7 et annexe.

10° Chacune des Parties Contractantes renonce à la perception de droits de timbre et autres qui pourraient devenir exigibles dans son territoire, lors de l'exécution de cette Convention.

Article II.

Après l'accomplissement de la présente Convention par la République d'Autriche, la République Tchécoslovaque ne lui réclamera plus rien en vertu de l'Article 275 du Traité de Saint-Germain au sujet de l'établissement.

Article III.

La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible, elle entrera en vigueur quatorze jours après la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont apposé leurs signatures à la présente Convention.

Fait à Vienne, le quinze juin mil neuf cent vingt-quatre en double expédition dont une sera remise à chacune des Hautes Parties Contractantes.

Pour la République d'Autriche:
W. Thaa m. p.

Pour la République Tchécoslovaque:
Dr. Jan Brablec m. p.

99.

AUTRICHE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Convention concernant l'Etablissement d'assurance contre les accidents des ouvriers pour Vienne, pour la Basse-Autriche et pour le Burgenland; signée à Vienne, le 22 décembre 1924.*)

Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich 1930, Stück 82.

La République d'Autriche et la République Tchécoslovaque, animées du désir de conclure en exécution de l'Article 275 du Traité de Saint Germain**) une convention au sujet de l'établissement d'assurance contre les accidents des ouvriers pour Vienne, pour la Basse-Autriche et pour le Burgenland, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Le Président Fédéral de la République d'Autriche:
Monsieur Guillaume Thaa, ancien Chef de Section
et
le Président de la République Tchécoslovaque:
Monsieur le Docteur Jan Brablec, Conseiller au Ministère de la Prévoyance Sociale à Prague,

lesquels, après avoir déposé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Article Ier.

1° La République Tchécoslovaque assume la charge des assurances qui se rapportent aux personnes assurées par l'établissement d'assurance contre les accidents des ouvriers pour Vienne, pour la Basse-Autriche et le Burgenland (appelé par la suite brièvement „l'Etablissement“) qui jusqu'au 31 juillet 1920 ont subi un accident dans des établissements industriels ayant eu leur siège sur le territoire de la Basse-Autriche cédé par la République d'Autriche à la République Tchécoslovaque en vertu de l'Article 27, lit. 6 du Traité de Saint-Germain.

---

*) Les ratifications ont été échangées le 31 juillet 1929.
**) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 815.

2⁰ La charge des assurances à assumer par la République Tchécoslovaque suivant le N⁰ 1, incombe, à partir du 31 juillet 1920, à l'assureur qui par la réglementation intérieure de la République Tchécoslovaque est chargé de l'exécution des assurances contre des accidents des ouvriers ou qui sera désigné comme y étant compétent par l'autorité compétente de cet Etat. Les prestations d'assurance effectuées par l'Etablissement aux personnes nommées sous le N⁰ 1 seront donc, à partir du 31 juillet 1920, à la charge dudit assureur.

3⁰ A la date du 31 juillet 1920 toute activité de l'Etablissement a cessé en ce qui concerne le territoire mentionné sous le N⁰ 1.

4⁰ La République d'Autriche remettra à la République Tchécoslovaque les dossiers et pièces auxiliaires de l'Etablissement qui ont trait aux charges d'assurances à assumer par la République Tchécoslovaque, et aura soin que les dossiers et pièces auxiliaires qui ne seront pas transmis soient conservés pendant un délai de dix ans à partir de la mise en vigueur de la présente Convention auprès l'Etablissement et que l'Etablissement permette aux organes légitimés de la République Tchécoslovaque ou des offices Tchécoslovaques assumant la charge des assurances d'en prendre connaissance.

5⁰ Des titres de la rente autrichienne en couronnes de l'émission 1912 (österreichische Kronenrente, Emission 1912) une valeur nominale de 114.000 couronnes sera transmise à la République Tchécoslovaque comme quote-part des fonds de l'Etablissement correspondant aux charges des assurances assumées, déduction faite des prestations d'assurances à rembourser à l'Etablissement selon N⁰ 2. Ces titres seront mis à la disposition de la Légation Tchécoslovaque à Vienne ou à l'office de dépôt à Vienne à désigner par celle-ci revêtus d'aucune remarque dans le délai d'un mois à partir de la ratification de la présente Convention par les Hautes Parties Contractantes. La République d'Autriche veillera à ce que les listes des numéros des rentes soumises à la commission des réparations soient rectifiées et accordera gratuitement l'exportation de ces titres. Le transfert des valeurs indiquées ci-dessus à l'office compétent sera effectué suivant la réglementation intérieure de la République Tchécoslovaque.

6⁰ Le droit de l'Etablissement de réclamer ultérieurement des primes passe au sujet des établissements industriels mentionnés sous le N⁰ 1 à la République Tchécoslovaque.

7⁰ Les réclamations éventuelles dérivant de paiements faits en couronnes autrichiennes ou non estampillées après la séparation des valeurs monétaires à l'Etablissement pour acquitter des primes arriérées résultant de l'époque avant le 31 juillet 1920 pour les établissements industriels mentionnés sous le N⁰ 1 passent à la République Tchécoslovaque.

8⁰ Chacune des Hautes Parties Contractantes renonce à la perception de droits de timbres et d'autres qui pourraient devenir exigibles dans son territoire lors de l'exécution de la présente Convention.

Article II.

Après l'accomplissement de la présente Convention par la République d'Autriche la République Tchécoslovaque ne lui réclamera plus rien en vertu de l'Article 275 du Traité de Saint-Germain au sujet de l'Etablissement.

Article III.

La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible, elle entrera en vigueur 14 jours après la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont apposé leurs signatures à la présente Convention.

Fait à Vienne, le vingt deux décembre mil neuf cent vingt quatre en double expédition, dont une sera remise à chacune des Hautes Parties Contractantes.

Pour la République d'Autriche:
Thaa m. p.

Pour la République Tchécoslovaque:
Dr. Jan Brablec m. p.

100.

AUTRICHE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Convention concernant la Commune de Vienne, Etablissement communal d'assurance et la Caisse de retraites pour les employés de commerce et de l'industrie à Vienne; signée à Vienne, le 17 janvier 1925.*)

Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich 1929, Stück 82.

La République d'Autriche et la République Tchécoslovaque animées du désir de conclure, en exécution de l'Article 275 du Traité de Saint-Germain,**) une convention au sujet de la Commune de Vienne, Etablissement Communal d'Assurance, et de la Caisse des Retraites pour les Employés du Commerce et de l'Industrie à Vienne ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Le Président Fédéral de la République d'Autriche:

Monsieur Guillaume Thaa, ancien Chef de Section au Ministère Fédéral pour l'Administration Sociale,

et

le Président de la République Tchécoslovaque:

Monsieur le Docteur Jan Brablec, Conseiller au Ministère de la Prévoyance Sociale,

---

*) Les ratifications ont été échangées le 31 juillet 1929.
**) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 815.

lesquels après avoir déposé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Article I[er].

Les charges résultant des assurances suppléantes selon le § 66, lit. a, de la loi du 16 décembre 1906, bulletin des lois de l'Empire N° 1 ex 1907, dans la rédaction de l'Ordonnance Impériale du 25 juin 1914, bulletin des lois de l'Empire N° 138, et des assurances supplémentaires (sur des prestations dépassant les payements légaux) appartenant aux assurances susdites, ainsi que les parties des fonds correspondant aux charges susindiquées de la Commune de Vienne, Etablissement Communal d'Assurance, autrefois Etablissement Communal d'Assurances sur la Vie et des Rentes, fondé en mémoire du jubilé de l'Empereur François Joseph — appelé par la suite brièvement „l'établissement" — et de la Caisse des Retraites pour les Employés du Commerce et de l'Industrie — appelée par la suite brièvement „la caisse" — sont réparties d'après les principes suivants:

A. Répartition des charges résultant des assurances.

1° Les charges d'assurances existant à la fin du mois de décembre 1918 des assurances suppléantes et des assurances supplémentaires (sur des prestations dépassant les payements légaux) appartenant aux assurances suppléantes, c'est-à-dire les droits à des rentes et les expectatives à des rentes acquis par les assurés et les membres de leurs familles, passent à la compétence de l'Etat sur le territoire duquel les assurés avaient leur dernier lieu de service déterminant la compétence de l'établissement d'assurances sur les pensions, pourvu que, selon Section B, N° 1, une quote-part des fonds de l'établissement respectif lui soit attribuée. Le même principe s'applique aux remboursements de primes, déclarés dans le bilan de l'établissement et de la caisse pour la fin de l'année 1918 et aux réclamations à titre de remboursement de primes, soulevées dans la suite en vertu d'une assurance ayant pris fin au plus tard à la fin de l'année 1918.

Sont à considérer comme assurés non seulement les membres de l'établissement et de la caisse, qui sont obligés de se faire assurer, mais aussi les autres employés, assurés de la même manière, de patrons qui ont assuré leur personnel, obligé de se faire assurer, par une assurance suppléante, selon le § 66, lit. a, de la loi d'assurances sur les pensions, auprès de l'un des assureurs susdits.

Les charges existant à la fin du mois de décembre 1918, qui se rapportent aux assurés dont le dernier lieu de service déterminant la compétence des établissements d'assurance sur les pensions était situé hors des confins de l'ancien Empire d'Autriche ou dans un Etat auquel, selon Section B, N° 1, aucune quote-part des fonds de l'établissement respectif n'est attribuée, passent à la compétence de l'Etat National auquel revient le plus grand nombre des employés du patron respectif;

si la compétence d'aucun Etat ne pourra être établie selon la règle susdite, elle sera déterminée par le dernier lieu de service déterminatif pour l'assurance sur les pensions qui est situé sur l'ancien territoire où la loi d'assurances sur les pensions était en vigueur; à défaut d'un tel lieu de service les charges incomberont à la République d'Autriche.

2° Sera soumis à la réglementation intérieure de l'Etat respectif de prescrire par quel office et de quelle manière seront assumées les charges d'assurances qui ont passé à la compétence de cet Etat.

3° Si l'établissement ou la caisse avait continué son activité sur le territoire de la République Tchécoslovaque après le 31 décembre 1918, cette continuation serait considérée comme une assurance fiduciaire exécutée pour le compte de l'office qui entrera en considération selon les dispositions du N° 2 à moins que les primes encaissées n'aient été déjà remboursées.

On règlera l'assurance fiduciaire en prenant pour base les intérêts du compte courant encaissés réellement, savoir les versements faits en monnaie austro-hongroise, en couronnes autrichiennes, les autres versements dans la monnaie dans laquelle ils étaient faits.

4° La République d'Autriche pourvoira à ce que l'établissement et la caisse délivrent aux offices entrant en considération selon les dispositions du N° 2, en tant que les circonstances le permettent, tous les dossiers et pièces auxiliaires qui concernent les charges des assurances à assumer par ces offices suivant les dispositions précédentes. Au cas où il serait impossible de procéder de la sorte, plusieurs offices participant aux mêmes dossiers, les intéressés auront pendant un délai de dix ans, le droit de les examiner et d'en prendre copie au siège de l'assureur à Vienne. Les Hautes Parties Contractantes pourvoiront, en outre, à ce que tous les renseignements ayant trait à l'exécution de cette Convention soient donnés par les offices intéressés, et tombent d'accord sur ce que la correspondance à cet égard ait lieu directement entre les offices respectifs sans avoir recours aux autorités diplomatiques ou consulaires.

B. Répartition des fonds.

1° Vu que les charges d'assurances qui sont réparties selon la Section A s'élèvent à 20·517 pour cent des charges d'assurance totales en ce qui concerne l'établissement et à 82·788 pour cent des charges d'assurances totales en ce qui concerne la caisse et que de ces charges à répartir le pourcentage suivant revient à chaque Etat, savoir

	quant à l'établissement	quant à la caisse
à la République Tchécoslovaque . . .	25·81	14·78
à la République de Pologne	0·66	0·41
au Royaume d'Italie	0·22	7·14
au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	0·69	3·17
au Royaume de Roumanie	—	0·62,
		50*

la République d'Autriche remettra outre les titres ressortant des annexes I et II *) qui constituent une partie intégrante de la présente Convention, en considération des dettes et spécialement des charges des pensions des employés, qui restent en totalité à l'établissement et à la caisse, 280,000.000 couronnes autrichiennes pour l'établissement et 180,000.000 couronnes autrichiennes pour la caisse. Les dettes gagées dérivant de la souscription aux titres d'emprunt de guerre ont été considérées comme supportées en totalité par la République d'Autriche. De la somme totale de 460,000.000 couronnes autrichiennes les Etats intéressés recevront les montants suivants:

la République Tchécoslovaque	354,490.000	cour. autr.
la République de Pologne	9,320.000	„ „
le Royaume d'Italie	59,410.000	„ „
le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	31,790.000	„ „
le Royaume de Roumanie	4,990.000	„ „

Ces montants seront payés comme suit:

Dans le délai de trois mois à dater de la ratification de la présente Convention, la République d'Autriche versera — sous déduction du solde résultant du règlement de compte des assurances fiduciaires en faveur de l'Autriche et plus le solde résultant du règlement de compte susdit au débit de l'Autriche —

à la République Tchécoslovaque le montant de	94,490.000	cour. autr.
au Royaume d'Italie le montant de . . .	19,410.000	„ „
au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes le montant de	11,790.000	„ „
à la République de Pologne le montant de	9,420.000	„ „
au Royaume de Roumanie le montant de .	4,990.000	„ „

La République d'Autriche versera, en outre, dans un délai d'un an et dans un délai de deux ans après l'échéance des quote-parts susdites

à la République Tchécoslovaque chaque fois	100,000.000	cour. autr.
au Royaume d'Italie chaque fois	20,000.000	„ „
au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes chaque fois	10,000.000	„ „

et dans un délai de trois ans et dans un délai de quatre ans après l'échéance des premières quote-parts

à la République Tchécoslovaque chaque fois 30,000.000 cour. autr.

Les quote-parts susdites seront versées à la Légation à Vienne de l'Etat ayant-droit ou à un office à désigner par celle-ci à Vienne. Dans le délai de trois mois à dater de la ratification de la présente Convention la République d'Autriche remettra à ce même office les titres d'emprunt de guerre à délivrer, munis de la remarque „von der Republik Österreich nicht übernommen" et les autres titres sans aucune remarque.

La République d'Autriche veillera à ce que les listes des numéros soumises à la commission des réparations soient rectifiées et accordera l'exportation gratuite de ces titres.

*) Non reproduites.

La République Tchécoslovaque prendra sur les avoirs bloqués de l'établissement qui se trouvent sur son territoire les montants nécessaires pour acquitter le solde résultant à son crédit du règlement de compte des assurances fiduciaires de l'établissement (Section A, N° 3).

2° Le transfert éventuel à l'office entrant en considération selon Section A, N° 2 des fonds attribués à chaque Etat sera soumis à la réglementation intérieure de ce dernier.

3° Chacune des Parties Contractantes renonce à la perception de droits de timbres et autres, qui pourraient devenir exigibles dans son territoire lors de l'exécution de cette Convention.

Article II.

Après l'accomplissement de la présente Convention par la République d'Autriche la République Tchécoslovaque ne lui réclamera plus rien en vertu des Articles 275 et 215 du Traité de Saint-Germain, en tant qu'il s'agit des assurances reglées par la présente Convention. L'Etat respectif est obligé d'employer les fonds reçus selon les prescriptions précédentes conformément à l'Article 275, alinéa 2, du Traité de Saint-Germain.

Article III.

La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible. Elle entrera en vigueur quatorze jours après la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés à Vienne.

Fait à Vienne, le dix-sept janvier mil neuf cent vingt-cinq en double expédition, dont une sera remise à chacune des Hautes Parties Contractantes.

Pour la République d'Autriche:
Thaa m. p.

Pour la République Tchécoslovaque:
Dr. Jan Brablec m. p.

101.

AUTRICHE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Convention concernant les Etablissements suppléants d'assurance sur les pensions d'employés; signée à Vienne, le 17 janvier 1925.*)

Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich 1929, Stück 82.

La République d'Autriche et la République Tchécoslovaque animées du désir de conclure, en exécution de l'Article 275 du Traité de Saint-Germain,**) une convention au sujet des établissements suppléants d'assu-

*) Les ratifications ont été échangées le 31 juillet 1929.
**) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 815.

rance sur les pensions d'employés, qui, étant établis sur le territoire de la République d'Autriche avant le démembrement de l'ancien Empire d'Autriche, opéraient aussi sur le territoire de la République Tchécoslovaque ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Le Président Fédéral de la République d'Autriche:

Monsieur Guillaume Thaa, ancien Chef de Section au Ministère Fédéral pour l'Administration Sociale,

et

le Président de la République Tchécoslovaque:

Monsieur le Docteur Jan Brablec, Conseiller au Ministère de la Prévoyance Sociale,

lesquels, après avoir déposé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Article Ier.

Les charges résultant des assurances ainsi que les fonds des établissements suppléants d'assurance sur les pensions d'employés (Ersatzinstitute der Pensionsversicherung von Angestellten), institués selon le § 65 de la Loi Autrichienne du 16 décembre 1906, bulletin des lois de l'Empire N° 1 ex 1907, dans la rédaction de l'Ordonnance Impériale du 25 juin 1914, bulletin des lois de l'Empire N° 138, établissements qui avaient leur siège sur le territoire de la République d'Autriche à la date du 31 décembre 1918, et qui opéraient avant le démembrement de l'ancien Empire d'Autriche aussi sur le territoire de la République Tchécoslovaque sont réparties d'après les principes suivants:

A. Répartition des charges résultant des assurances.

1° Les charges existant à la fin du mois de décembre 1918, c'est-à-dire les droits à des rentes ou les expectatives à des rentes acquis par les assurés des établissements suppléants d'assurance et les membres de leurs familles passent à la compétence de l'Etat sur le territoire duquel les assurés avaient leur dernier lieu de service déterminant la compétence des établissements d'assurance sur les pensions, pourvu que selon l'annexe I de la présente Convention une quote-part des fonds de l'établissement respectif lui soit attribuée. Le même principe s'applique aux remboursements pendants de primes déclarés dans le bilan dudit établissement suppléant d'assurance pour la fin de l'année 1918 et aux remboursements de primes réclamés dans la suite en vertu d'une assurance échue au plus tard à la fin de l'année 1918.

Sont à considérer comme assurés non seulement les membres des établissements suppléants d'assurance qui sont obligés de se faire assurer, mais aussi les autres membres des établissements susdits.

Les charges existant à la fin du mois de décembre 1918, qui se rapportent aux assurés et rentiers dont le dernier lieu de service déterminant la compétence des établissements d'assurance sur les pensions était situé hors des confins de l'ancien Empire d'Autriche ou sur le terri-

toire d'un Etat auquel selon l'annexe I de la présente Convention aucune quote-part des fonds de l'établissement respectif n'est attribuée, passent à la compétence de l'Etat National auquel revient la plus grande partie des fonds de l'établissement suppléant respectif. Cependant les charges d'assurances de la Caisse des Retraites de la Maison Henri Franck Fils à Linz, concernant les employés de la succursale à Zagreb, passent à la compétence du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

2⁰ Sera soumis à la réglementation intérieure de l'Etat respectif de prescrire par quel office et de quelle manière seront assumées les charges d'assurances qui ont passé à la compétence de cet Etat.

3⁰ Si un établissement suppléant d'assurance avait continué son activité sur le territoire de la République Tchécoslovaque après le 31 décembre 1918, cette continuation serait considérée comme une assurance fiduciaire exécutée pour le compte de l'office, qui entrera en considération selon les dispositions du N⁰ 2.

On réglera l'assurance fiduciaire en prenant pour base les intérêts du compte courant encaissés réellement, savoir les versements de payements faits en monnaie austro-hongroise en couronnes autrichiennes, les autres versements et payements dans la monnaie dans laquelle ils étaient faits. A titre de remboursement des frais d'administration seront dûs seulement aux établissements suppléants d'assurance généraux 5 pour cent de la somme des recettes résultant de l'assurance fiduciaire.

4⁰ La République d'Autriche pourvoira à ce que les établissements suppléants d'assurance délivrent aux offices entrant en considération selon les dispositions du N⁰ 2, en tant que les circonstances le permettent, tous les dossiers et pièces auxiliaires qui concernent les charges des assurances à assumer par ces offices suivant les dispositions précédentes. Au cas où il serait impossible de procéder de la sorte, plusieurs assureurs participant aux mêmes dossiers, les intéressés auront le droit par un délai de 10 ans de les examiner et d'en prendre copie au siège de l'Etablissement d'assurance sur les pensions d'employés (Pensionsanstalt für Angestellte) à Vienne. Les Hautes Parties Contractantes pourvoiront en outre, à ce que tous les renseignements ayant trait à l'exécution de cette Convention soient donnés par les offices intéressés, et tombent d'accord sur ce que la correspondance à cet égard ait lieu directement entre les offices respectifs sans avoir recours aux autorités diplomatiques ou consulaires.

B. Répartition des fonds.

1⁰ On procédera à la répartition des fonds des établissements suppléants d'assurance (actifs et passifs) tels qu'ils existaient à la date du 31 décembre 1918 en séparant les dettes gagées dérivant de la souscription aux titres d'emprunt de guerre des fonds à répartir et assignant ces dettes en totalité à la République d'Autriche seule. Les revenus des fonds qui existaient le jour normatif, qui sont échus effectivement jusqu'à la fin de mars 1924, seront répartis déduction faite de 10 pour cent pour frais d'administration. Au cas où il ne serait pas possible de fixer le

montant des revenus, 1 pour cent par mois sera mis en compte à titre des revenus. Pour l'encaisse résultant pour le 31 mars 1924 selon les dispositions précédentes 1 pour cent par mois sera payé à titre d'intérêts jusqu'à la date du payement effectif de l'encaisse.

2⁰ Chacun des Etats intéressés aura droit à la quote-part des fonds qui répond à la proportion entre la charge des assurances revenant à chaque Etat d'après la section A, Nº 1 et la charge totale des assurances existant le jour normatif. Si un bilan technique n'a pas été établi, les fonds seront répartis en proportion du nombre des assurés revenant à chaque Etat à la totalité des assurés; en ce cas un assuré touchant une retraite sera considéré comme 2 assurés, une veuve touchant une retraite comme 1 assuré et ½, un rentier pupillaire comme un demi assuré.

3⁰ Les créances garanties par des immeubles, ainsi que les autres créances, abstraction faite des créances fondées sur des valeurs, seront cédées à l'Etat sur le territoire duquel le débiteur a son domicile (son siège). Les créances en tant qu'elles sont amorties seront remplacées par l'argent comptant reçu. Les droits éventuels qui pourraient surgir d'amortissements de telles créances accomplis en couronnes autrichiennes ou austro-hongroises après la séparation des valeurs monétaires, sont assignés à l'Etat à qui revient l'encaisse. Les créances (les encaisses qui les remplacent) seront mises en compte sur la quote-part revenant d'après le Nº 2 à cet Etat en valeur nominale en couronnes.

4⁰ Les valeurs vendues après le jour normatif seront remplacées par le produit. Les valeurs loties qui ont été payées après le jour normatif jusqu'à la date de la signature de la présente Convention seront remplacées par le produit de lotissement.

Les effets dont le tirage aura déjà été publié officiellement en Autriche à la date de la signature de la présente Convention, dont le remboursement cependant n'aura pas encore eu lieu à cette date, seront répartis proportionnellement et en nature à valoir sur la quote-part de l'espèce respective des effets revenant à chaque Etat selon l'Article 1er section B, Nº 2; un reste indivisible de ces effets lotis, mais pas payés revient à l'Etat sur le territoire duquel l'office d'émission est situé.

Du reste les effets seront répartis par égard à leur morcellement selon la suite arithmétique de leurs numéros entre les Etat nationaux dans l'ordre suivant: la République d'Autriche, le Royaume d'Italie, la République de Pologne, le Royaume de Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, la République Tchécoslovaque. Les restes indivisibles des valeurs seront balancés en couronnes autrichiennes sur base des valeurs estimatives de la Chambre de la Bourse à Vienne à la date du 31 décembre 1923.

5⁰ Pour compenser les quote-parts proportionnelles des immeubles des établissements suppléants ci-dessous nommés la République d'Autriche versera les montants suivants des fonds des établissements suppléants qui conservent les immeubles:

a) pour les maisons de l'Etablissement des Retraites de la Banque Générale des Depôts (Allgemeine Depositenbank) à Vienne, I., Teinfaltstrasse 4 et à Graz, Herrengasse 7 et Prokopigasse 8:

à la République Tchécoslovaque	11,250.000	couronnes
au Royaume d'Italie	26,470.000	„
à la République de Pologne .	129,042.000	„
au Royaume de Roumanie . .	22,500.000	„

b) pour la maison de la Caisse des Retraites pour les Employés de la Société (par actions) des Manufactures de Tapis et d'Etoffes pour Meubles (autrefois Philippe Haas et Fils) à Vienne, VI., Stumpergasse 5:

à la République Tchécoslovaque	44,800.000	couronnes
à la République de Pologne .	20,580.000	„

Au cas où la maison serait vendue avant l'exécution de la répartition des fonds pour un prix supérieur à 700,000.000 couronnes, la République d'Autriche livrera les quote-parts proportionnelles du produit dépassant le susdit montant.

c) pour les maisons d'habitation pour ouvriers à Strassgang, district de Graz-environs, de l'Etablissement des Retraites pour les Employés de la Première Brasserie par Actions de Graz autrefois François Schreiner et Fils et les terres vagues de cet établissement qui y sont situées:

au Royaume d'Italie	1,696.000	couronnes
„ „ des Serbes, Croates et Slovènes	1,500.000	„

En outre la République Tchécoslovaque recevra la quote-part proportionnelle du produit de la vente des maisons d'habitation pour ouvriers de l'Etablissement des Retraites de la Société Minière Alpine Autrichienne à Donawitz, arrondissement Leoben, vente qui a eu lieu à la fin de 1920.

6° La quote-part revenant d'après les dispositions précédentes des fonds des établissements suppléants ressortant des annexes I—IV*) qui constituent une partie intégrante de la présente Convention, sera transférée dans le délai de trois mois après la ratification de cette Convention à la Légation de la République Tchécoslovaque à Vienne ou à un bureau à désigner par celle-ci à Vienne. La République d'Autriche remettra les titres d'emprunt de guerre munis de la remarque „von der Republik Österreich nicht übernommen" et les autres titres sans aucune remarque, veillera à ce que les listes des numéros soumises à la commission des réparations soient rectifiées et accordera l'exportation gratuite de ces titres.

7° Le transfert éventuel à l'office entrant en considération selon section A, N° 2 des fonds attribués à chaque Etat sera soumis à la réglementation intérieure de ce dernier.

---

*) Non reproduites.

8° Chacune des Parties Contractantes renonce à la perception de droits de timbre et autres, qui pourraient devenir exigibles dans son territoire lors de l'exécution de cette Convention.

Article II.

Après l'accomplissement de la présente Convention par la République d'Autriche, la République Tchécoslovaque ne lui réclamera plus rien en vertu de l'Article 275 du Traité de Saint-Germain au sujet des établissements suppléants d'assurance. L'Etat respectif n'est obligé que d'employer les fonds reçus pour chaque établissement selon les prescriptions précédentes conformément à l'Article 275, alinéa 2, du Traité de Saint-Germain.

Article III.

La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible. Elle entrera en vigueur quatorze jours après la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés à Vienne.

Fait à Vienne, le dix-sept janvier mil neuf cent vingt-cinq en double expédition, dont une sera remise à chacune des Hautes Parties Contractantes.

Pour la République d'Autriche:
Thaa m. p.

Pour la République Tchécoslovaque:
Dr. Jan Brablec m. p.

Protocole additionnel à la Convention entre la République d'Autriche et la République Tchécoslovaque.

La clef de répartition de 88·715 pour-cent pour la République Tchécoslovaque et de 10·408 pour-cent pour la République d'Autriche, fixée dans le bilan technique de l'établissement des Retraites de la Société de l'Industrie du Fer à Prague (Prager Eisenindustriegesellschaft), établi le 28 février 1919, et la répartition des fonds de cet établissement, exécutée sur cette base, sont reconnues par les Hautes Parties Contractantes comme correspondant aux prescriptions de la Convention concernant les établissements suppléants d'assurance sur les pensions d'employés. Il en est de même en ce qui concerne l'arrangement ayant déjà eu lieu pour l'Etablissement des Retraites de la Société (par actions) de Charronnerie à Nesselsdorf (Nesselsdorfer Wagenbau-Fabriks-Aktiengesellschaft).

Le Gouvernement Tchécoslovaque s'engage, en outre, à rendre possible l'exécution des conventions avec les Etats nationaux intéressés, concernant les établissements suppléants d'assurance sur les pensions d'employés, en ce qui concerne les établissements suppléants tombant sous le coup de ces Conventions et dont les fonds ou des parties des fonds ont été déjà transférés à la République Tchécoslovaque.

Les prescriptions de ce protocole additionnel entreront en vigueur en même temps que la Convention concernant les établissements suppléants d'assurance sur les pensions d'employés.

Fait à Vienne, le dix-sept janvier mil neuf cent vingt-cinq en double expédition dont une sera remise à chacune des Hautes Parties Contractantes.

Pour la République d'Autriche:
Thaa m. p.

Pour la République Tchécoslovaque:
Dr. Jan Brablec m. p.

Protocole additionnel II à la Convention entre la République d'Autriche et la République Tchécoslovaque concernant les établissements suppléants d'assurance sur les pensions d'employés.

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord de considérer comme anciens territoires de l'Autriche les parties de l'ancien Royaume de Hongrie transférées par le Traité de Trianon à la République Tchécoslovaque quant à l'application de la Convention concernant les établissements suppléants d'assurance sur les pensions d'employés. Les Hautes Parties Contractantes tiendront compte de la modification des quote-parts des charges indiquées dans l'annexe I de la Convention qui résulte du principe susindiqué en assignant à la République Tchécoslovaque — outre les parties des fonds des établissements indiquées dans les annexes III et IV de la Convention — 25.000 couronnes en argent comptant, des titres d'emprunt de guerre val. nom. 1900 couronnes et des rentes en couronnes unifiées converties de 4 pour cent val. nom. 400 couronnes.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent en outre de modifier les dispositions de l'Art. I, section B, N° 1, dernière phrase, de la Convention de manière que pour l'encaisse résultant pour le 31 mars 1924 le taux d'intérêts prévu par les dispositions du droit civil autrichien en vigueur aux époques respectives soit payé à titre d'intérêts jusqu'à la date du payement effectif de l'encaisse.

Ce protocole additionnel entrera en vigueur en même temps que la Convention susdite.

Fait à Vienne, le deux février mil neuf cent vingt-huit, en double expédition dont une sera remise à chacune des Hautes Parties Contractantes.

Pour la République d'Autriche:
Thaa m. p.

Pour la République Tchécoslovaque:
Dr. Jan Brablec m. p.

102.

HONGRIE, ROUMANIE.

Convention relative à l'échange des actes judiciaires, des registres fonciers et des registres de l'état civil; signée à Bucarest, le 16 avril 1924.*)

Budapesti Közlöny 1924, No. 266.

Son Altesse Sérénissime le Régent de Hongrie et Sa Majesté le Roi de Roumanie,

Désirant, d'un commun accord, régler entre la Hongrie et la Roumanie les rapports concernant l'échange des actes judiciaires, des registres fonciers et des registres de l'état civil.

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir:

Son Altesse Sérénissime le Régent de Hongrie:

M. R. de Wodianer, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire,

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

M. Nicolas N. Filodor, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Ire classe, Secrétaire Général du Ministère Royal des Affaires Etrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

I.

Actes judiciaires.

Article 1.

Les instances judiciaires de n'importe quel degré de l'une des Hautes Parties Contractantes saisies d'affaires de toute nature ayant été introduites devant des instances dont le siège se trouve à la mise en vigueur de la présente Convention sur le territoire de l'autre Partie, renverront les actes et pièces d'office et sans débats à l'instance judiciaire compétente de cette Partie.

Article 2.

Ne seront pas renvoyés, en matière civile (commerciale), les actes et pièces:

a) s'il s'agit du statut personnel des nationaux de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle ces actes et pièces se trouvent;

b) si, d'après les lois de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle ces actes et pièces se trouvent, ses tribunaux sont exclusive-

---

*) Les ratifications ont été échangées à Budapest, le 3 décembre 1924.

ment compétents au jour de la mise en vigueur de la présente Convention;

c) si le défendeur était, lorsque la demande a été introduite, domicilié dans la circonscription, d'un tribunal dont le territoire a été divisé par suite du Traité de Trianon,*) et si le dossier se trouve en possession d'une autorité judiciaire de la Partie sur le territoire de laquelle le défendeur a son domicile à la date de la mise en vigueur de la présente Convention;

d) si, en cas de concurrence de compétence, toutes les Parties intéressées demandent que l'affaire soit solutionnée par les tribunaux de la Partie Contractante en possession de laquelle les actes et pièces se trouvent.

Article 3.

Ne seront pas renvoyés, en matière pénale, les actes et pièces se trouvant sur le territoire de la Partie Contractante:

a) si l'inculpé est ressortissant de cette Partie à la date de la mise en vigueur de la présente Convention;

b) si l'infraction y a été commise et l'inculpé se trouve hors du territoire de l'autre Partie;

c) si l'inculpé y habite à la date de la mise en vigueur de la présente Convention.

Article 4.

Les mesures prises par les tribunaux pour la transmission des actes et pièces ne seront susceptibles d'aucune voie d'attaque.

Article 5.

Les actes des causes, en matière civile et pénale, terminées à la date de la mise en vigueur de la présente Convention, concernant exclusivement l'autre Partie Contractante, seront délivrés sur la demande de cette Partie.

Article 6.

Les tribunaux des deux Parties examineront, le cas échéant, sur la base de leur législation interne et des principes du droit international, les affaires qui leur ont été renvoyées.

Article 7.

Si, dans les cas prévus par les Articles 2 et 3, une des Parties Contractantes garde des actes qui se rapporteraient à des affaires dans lesquelles la procédure devra être continuée également devant les autorités judiciaires de l'autre Partie, la Partie qui possède ces actes en fournira des copies sur la demande et aux frais de la Partie recevante. Les copies seront fournies sans timbre et sans frais de légalisation.

Article 8.

La remise des actes sera effectuée immédiatement par le Ministère de la Justice de la Partie requise à celui de la Partie requérante.

---

*) V. **N. R. G.** 3. s. XII, p. 423.

II.

Registres fonciers.

Article 9.

Tous les registres fonciers se trouvant sur le territoire de l'une des Parties Contractantes et se rapportant exclusivement à des immeubles situés entièrement sur le territoire de l'autre Partie, devront être remis en original à cette dernière.

Dans le cas où un registre foncier, se trouvant sur le territoire de l'une des Parties Contractantes, se rapporte à des immeubles situés sur le territoire de toutes les deux Parties ou sur celui de l'autre Partie et d'une tierce Puissance, la Partie Contractante en possession de ce registre foncier en remettra une copie à l'autre Partie aux frais de cette dernière. Les copies seront fournies sans timbre et sans frais de légalisation.

Dans le cas où les registres fonciers originaux à remettre seraient perdus par la négligence des autorités de la Partie tenue à la remise, les frais de leur remplacement seront remboursés par celle-ci à l'autre Partie.

Article 10.

En même temps que les registres fonciers, on remettra tous les documents, registres, plans, titres, etc. de toute nature, se rapportant aux matières prévues dans ces registres et non encore mis au rebut. Dans le cas où un tel document se rapporterait en même temps à un immeuble situé sur le territoire de la Partie tenue à la remise, celle-ci aura le droit de substituer à l'original une copie dressée aux frais de l'autre Partie.

Article 11.

Les dispositions des articles précédents seront appliquées de même au registre foncier central des chemins de fer et de canaux, tenu au Bureau Central à Budapest, ainsi qu'au registre foncier des mines et aux documents ayant trait aux matières de ces registres. Dans le cas où un registre foncier à remettre ne pourrait être séparé sans obstacle d'un autre registre foncier, on appliquera les dispositions de l'alinéa 2 de l'Article 9.

Article 12.

La sélection des registres fonciers et documents à délivrer d'après des dispositions précédentes commencera dès la mise en vigueur de la présente Convention. La remise desdits registres et documents aura lieu dans les trois mois, tandis que la rédaction et la remise des copies à délivrer aura lieu dans l'année qui suivra la mise en vigueur de la présente Convention.

Une liste des registres fonciers, documents et copies à remettre, sera dressée en deux exemplaires, dont l'un restera à l'autorité délivrante et l'autre sera remise à l'agent chargé de les recevoir.

Les registres fonciers, documents et copies à délivrer, seront remis aux mains des organes autorisés à cet effet par le Ministère de la Justice de la Partie Contractante ayant réclamé la remise, à l'endroit où ces

registres fonciers et documents se trouvaient jusqu'ici. Les organes chargés de la réception ont le droit d'examiner les livres d'enregistrement et d'expédition, ainsi que le répertoire, afin de vérifier si la matière livrée est bien complète.

Article 13.

Si des registres fonciers, documents ou copies à remettre en vertu de la présente Convention, n'ont pas été délivrés dans le délai fixé à l'Article 12, la Partie tenue à la livraison procédera immédiatement à l'examen de la demande, afin que — au cas échéant — la livraison soit effectuée de suite.

III.

Registres de l'état civil.

Article 14.

L'original des registres de l'état civil restera conservé par celle des deux Parties Contractantes sur le territoire de laquelle se trouve le siège de l'office de l'état civil, dont la circonscription a été divisée par suite du Traité de Trianon.

Au cas où le siège de l'office de l'état civil de la circonscription divisée par suite du Traité de Trianon, ainsi que celui de l'autorité départementale compétente, se trouvent sur le territoire de la même Partie Contractante, les duplicata conservés au siège de cette autorité devront être remis à l'autre Partie, en y annexant les listes des mentions et corrections se rapportant aux duplicata, faites ultérieurement sur les exemplaires originaux.

La Partie en possession de laquelle ces duplicata et annexes se trouvent, aura aussi la faculté d'en envoyer des copies légalisées sans frais.

Article 15.

Si les originaux des registres de l'état civil ou les duplicata ont été déplacés du siège de l'office de l'état civil, respectivement du siège de l'autorité départementale, ils devront être restitués par la Partie qui les a en sa possesion, intégralement s'il s'agit de circonscriptions non divisées, et conformément à l'Article 14 s'il s'agit de circonscriptions divisées.

Article 16.

Au cas de la perte ou de l'anéantissement d'un exemplaire original la Partie requise — sur la demande de la Partie requérante — lui fournira sans frais des copies des duplicata et de leurs annexes, légalisées d'après les règles en vigueur sur son territoire.

Article 17.

En ce qui concerne les offices de l'état civil dont la circonscription se trouve entièrement sur le territoire de l'une des deux Parties Contractantes, mais fait partie d'un département divisé par la frontière hungaro-roumaine et dont le siège se trouve sur le territoire de l'autre Partie, la remise des duplicata, prévue par les dispositions de l'Art. 14, n'aura pas

lieu si les originaux se trouvent en possesion de l'office de l'état civil compétent.

Article 18.

La remise dudit matériel aura lieu conformément aux dispositions suivantes:

La Partie Contractante qui a ce matériel en sa possession le rassemblera et le délivrera, accompagné d'une liste détaillée, à l'autre Partie, dans les trois mois à partir de la mise en vigueur de la présente Convention. Toute réclamation ultérieure éventuelle, présentée par la Partie recevante, sera réglée dans les trois mois à partir de la réception de cette réclamation.

L'exécution de l'échange de ce matériel se fera par l'intermédiaire des Ministères de l'Intérieur des deux Parties Contractantes, par voie directe.

IV.

Dispositions finales.

Article 19.

Toute difficulté, qui s'éleverait à l'occasion de l'exécution de la présente Convention, sera réglée par voie diplomatique.

Article 20.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Budapest aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur le jour où l'échange des ratifications aura lieu entre les deux Gouvernements.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures et leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double original, le 16 avril 1924.

(L. S.) *R. de Wodianer* m. p.
(L. S.) *N. N. Filodor* m. p.

Protocole de signature.

Au moment de procéder à la signature de la Convention relative à l'échange des actes judiciaires, des registres fonciers et des registres de l'état civil en date d'aujourd'hui, les Plénipotentiaires soussignés ont tombé d'accord que les dispositions de cette Convention concernant les actes judiciaires en matière pénale seront également appliquées aux actes judiciaires pénals des tribunaux militaires.

Le présent Protocole aura la même force et la même durée que la Convention susmentionnée, conclue aujourd'hui.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Bucarest, en double original, le 16 avril 1924.

(L. S.) *R. de Wodianer* m. p.
(L. S.) *N. N. Filodor* m. p.

103.

HONGRIE, ROUMANIE.

Convention relative à l'échange des registres de l'impôt foncier; signée à Bucarest, le 16 avril 1924.*)

Budapesti Közlöny 1924, No. 266.

Son Altesse Sérénissime le Régent de Hongrie et Sa Majesté le Roi de Roumanie,

Désirant, d'un commun accord, régler entre la Hongrie et la Roumanie les rapports concernant l'échange des plans et documents de triangulation et des documents relatifs aux travaux d'arpentage et des registres de l'impôt foncier,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir:

Son Altesse Sérénissime le Régent de Hongrie:

M. R. de Wodianer, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire,

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

M. Nicolas N. Filodor, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Ire classe, Secrétaire Général du Ministère Royal des Affaires Etrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à se remettre réciproquement en original les plans, documents, etc. de toute nature, énumérés ci-dessous, se trouvant sur leurs territoires et se rapportant exclusivement à des territoires de l'autre Partie, quelle que soit la date de ces travaux, tels que:

a) les plans et documents relatifs aux mesures et aux calculs de triangulation des réseaux d'ordre I, II, III et IV (notamment: les cahiers et volumes de mesures et de calculs, les tableaux de coordonnées, etc.) ainsi que les plans fondamentaux de triangulation et la description topographique des points de repère permanents;

b) les documents de cadastre relatifs à l'arpentage, à l'impôt foncier, aux estimations et aux registres de l'impôt foncier (notamment: descriptions topographiques et procès-verbaux supplémentaires éventuels, listes des numéros des lots de terre et des maisons, listes alphabétiques des propriétaires, documents relatifs aux mesures de levée, avant-métrés de levée, cartes détaillées et cartes d'ensemble du cadastre, quelle que soit leur échelle et que leur exécution soit achevée ou non, les copies

---

*) Les ratifications ont été échangées à Budapest, le 3 décembre 1924.

imprimées ou dessinées des cartes du cadastre, les registres de travaux du cadastre, les estimations et registres relatifs à l'impôt foncier, y compris les esquisses cadastrales des domaines, notamment: les documents concernant l'établissement de l'impôt foncier, administrés, respectivement gardés, soit par les directions royales des finances, soit par les mairies des communes, etc.).

Article 2.

Le matériel énuméré à l'Article précédent et se rapportant à des territoires divisés entre les deux Parties Contractantes par suite du Traité de Trianon,*) sera partagé, autant que possible, en original.

Dans le cas où un tel partage ne serait pas exécutable, les documents originaux reviendront à la Partie Contractante au territoire de laquelle ils se rapportent en majeure Partie.

Dans ce cas, l'autre Partie aura le droit de retenir, respectivement de demander, à ses frais, à la Partie en possession du matériel visé, une copie ou un extrait authentique des parties des documents qui se rapportent à son territoire ou de tout le document en question. La Partie intéressée aura la faculté d'envoyer des experts, qui assisteront à l'authentification desdits documents.

Article 3.

Dans le but de l'échange des documents en question, la séparation du matériel énuméré à l'Article 1 commercera dès la mise en vigueur de la présente Convention.

Des listes détaillées du matériel classé seront communiquées au fur et à mesure à la Partie intéressée et la remise desdits documents aura lieu successivement, aussitôt que faire se pourra.

Cette remise sera faite au Gouvernement Royal de Hongrie à Oradea-Mare, au Gouvernement Royal de Roumanie à Budapest, par l'intermédiaire des délégués autorisés à cet effet par le Ministère Royal Hongrois des Finances et par le Ministère Royal Roumain de l'Agriculture.

Chacune des Parties Contractantes aura la faculté de demander à l'autre Partie les documents omis les listes susmentionnées. On donnera suite à ces demandes dans les deux mois qui suivront leur réception.

Article 4.

Le matériel à délivrer conformément à l'alinéa 1 et 2 de l'Article 2, sera remis aux endroits et suivant les modalités prévus à l'alinéa 3 de l'Article précédent, dans un délai de trois mois à partir du jour où les Parties Contractantes auront reçu les documents de délimitation, élaborés par la Commission Hungaro-Roumaine de Délimitation des Frontières.

Les copies et extraits mentionnés à l'alinéa 3 de l'Article 2, seront à fournir dans les six mois à partir de la réception de la demande. Si la prise des copies ou des extraits demandés exigeait un délai dépassant les six mois, cette circonstance sera notifiée à la Partie requérante, en indiquant la date probable où la remise pourra être effectuée.

*) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 423.

Article 5.

Le matériel original mentionné à l'Article 1 et se rapportant à des territoires divisés par suite du Traité de Trianon entre les deux Parties Contractantes et une tierce Puissance, et qui ne pourrait être partagé en original, restera — tant qu'un arrangement ne sera intervenu entre toutes les Puissances intéressées — en possession de la Partie sur le territoire de laquelle il se trouve actuellement. Toutefois, la Partie en possession s'engage à fournir à l'autre Partie — sur demande et aux frais de celle-ci — une copie authentique de la Partie des documents qui l'intéresse.

Il en sera de même du matériel se trouvant sur le territoire de l'une des Parties Contractantes et se rapportant exclusivement à des territoires divisés entre l'autre Partie et une tierce Puissance.

Article 6.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Budapest aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur le jour où l'échange des ratifications aura lieu entre les deux Gouvernements.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures et leurs sceaux.

Fait à Bucarest en double original, le 16 avril 1924.

(L. S.) *R. de Wodianer* m. p.
(L. S.) *N. N. Filodor* m. p.

104.

HONGRIE, ROUMANIE.

Accord concernant le règlement des affaires intéressant la fondation „Gozsdu"; signé à Bucarest, le 16 avril 1924.*)

Budapesti Közlöny 1924, No. 266.

Son Altesse Sérénissime le Régent de Hongrie et Sa Majesté le Roi de Roumanie,

Désirant arriver à une entente concernant le règlement des affaires intéressant la fondation „Gozsdu".

Ont résolu de conclure un accord à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir:

Son Altesse Sérénissime le Régent de Hongrie:

M. R. de Wodianer, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire,

*) Les ratifications ont été échangées à Budapest, le 3 décembre 1924.

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

M. Nicolas N. Filodor, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, Secrétaire Général du Ministère Royal des Affaires Etrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1.

Dans le but de régler définitivement les affaires intéressant la fondation „Gozsdu", le Gouvernement du Royaume de Roumanie invitera, dans le délai d'un an à partir de la signature du présent Accord, par voie diplomatique, les représentants et les experts du Royaume de Hongrie, du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et de la République Tchécoslovaque — en tant que cette dernière y serait intéressée — à prendre part aux pourparlers, qui auront lieu à Sibiu, siège de la Commission administrative de ladite Fondation.

Le Gouvernement du Royaume de Roumanie se déclare prêt à déléguer, de son côté, ses représentants et experts.

Dans cette Commission, la Commission administrative de la Fondation présentera aux envoyés et experts des Etats intéressés tous les documents, livres, comptes, bilans, etc. nécessaires à l'établissement du règlement définitif, ainsi qu'à l'examen et à la vérification du bilan des actifs et des passifs éventuels de la Fondation et à l'évaluation de la totalité de ses biens.

La Commission administrative de la Fondation aura également soin que le bilan des biens de la Fondation, concernant les années 1915—1918, soit mis, conformément aux statuts, à la disposition des autorités compétentes à cette époque, au plus tard 30 jours avant l'ouverture des pourparlers à Sibiu.

Article 2.

Dans l'intérêt du règlement des affaires en cours intéressant la Fondation, le Gouvernement du Royaume de Hongrie consent à ce que la Commission administrative de la Fondation dispose librement, au cours d'une année à partir de la mise en vigueur du présent Accord, des valeurs mobilières de la Fondation se trouvant sur territoire hongrois et des revenus de ses immeubles, situés à Budapest, qui lui resteront après qu'elle aura acquitté les sommes nécessaires au payement de ses obligations envers l'Etat et la Commune. Le Gouvernement du Royaume de Hongrie prendra toutes les mesures nécessaires à cet effet. Dans le cas où la convention définitive à conclure, selon l'Article 1, n'entrerait pas en vigueur dans le délai d'une année, faute de ratification par les Parties Contractantes, le droit de libre disposition de la Commission administrative, ci-dessus déterminé, sera prolongé, sur la demande du Gouvernement du Royaume de Roumanie, pour la durée d'une année. Jusqu'au règlement définitif des affaires intéressant la Fondation, les immeubles de la

Fondation, situés à Budapest, ne pourront être aliénés, ni grevés d'aucune charge et aucune mutation ne pourra avoir lieu dans le cadastre.

Article 3.

Le Gouvernement du Royaume de Roumanie s'engage à ce que les intérêts des Etats intéressés aux affaires de la Fondation ne subissent aucun préjudice jusqu'au règlement définitif des affaires de la Fondation.

Article 4.

Le présent Accord sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu à Budapest, dans un délai de deux mois à partir de la signature.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double original, le 16 avril 1924.

(L. S.) *R. de Wodianer* m. p.
(L. S.) *N. N. Filodor* m. p.

Protocole de signature.

Au moment de procéder à la signature du présent Accord, relatif à l'arrangement préalable des affaires intéressant la Fondation „Gozsdu", le Plénipotentiaire soussigné du Gouvernement Royal Hongrois déclare que le consentement qu'il a donné à cet Accord, ne pourra jamais servir comme précédent à l'occasion de l'arrangement des affaires intéressant d'autres fondations.

(L. S.) *R. de Wodianer* m. p.

105.

HONGRIE, ROUMANIE.

Convention relative à la libération des dépôts et au règlement des dettes et créances en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises; signée à Bucarest le 16 avril 1924.*)

Budapesti Közlöny 1924, No. 266.

Son Altesse Sérénissime le Régent de Hongrie et Sa Majesté le Roi de Roumanie.

Désirant arriver à un accord pour la libération des dêpôts et pour le règlement des dettes et créances en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir:

*) Les ratifications ont été échangées à Budapest, le 3 décembre 1924.

Son Altesse Sérénissime le Régent de Hongrie:

M. R. de Wodianer, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire,

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

M. Nicolas N. Filodor, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, Secrétaire Général du Ministère Royal des Affaires Etrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Section I.

Dispositions relatives à la libération des dépôts.

Article 1.

1. Le Gouvernement du Royaume de Hongrie s'engage à libérer, sans aucune restriction, les dépôts ouverts, fermés et les safe-dépôts qui, au jour de la présentation de la demande relative à leur libération, se trouvent sur son territoire, déposés auprès des autorités de toute sorte, des caisses d'Etat, des notaires publics, des institutions de crédit ou des banquiers, en tant que ces dépôts contiennent des papiers-valeurs, titres, livrets, livrets de participation, parts bénéficiaires, polices d'assurance et autres documents, ainsi que des monnaies, des métaux précieux, monnayés ou non (travaillés ou non), des perles et des pierres précieuses, des objets d'art, — après le remboursement des frais usuels grevant ces dépôts, sous les conditions fixées dans la présente Section, et si la preuve est fournie de l'existence des circonstances suivantes:

a) que les valeurs susmentionnées constituaient, le 26 juillet 1921, la propriété de telles personnes physiques, qui, au jour de la présentation de la demande, seraient ressortissants roumains, en vertu des lois roumaines en vigueur, le 26 juillet 1921, sur le territoire de l'ancien Royaume de Roumanie, ou en vertu des dispositions du Traité de Trianon*) ou de celui de St-Germain**) et qui n'ont pas de domicile habituel sur le territoire du Royaume de Hongrie. Concernant la libération, il ne sera fait aucune différence si le propriétaire a acquis la nationalité roumaine en vertu des dispositions du Traité de Trianon ou de celui de St-Germain ipso jure, ou par voie d'option;

b) ou bien: que les valeurs susmentionnées constituaient, le 26 juillet 1921, la propriété de telles personnes juridiques, personnes morales publiques (à l'exception des personnes morales publiques et des collectivités visées à l'Article 256 du Traité de Trianon), sociétés commerciales ou autres organismes analogues, dont le siège se trouvait, le 26 juillet 1921, sur le territoire de la Roumanie, y compris les territoires transférés.

Si les valeurs en dépôt se trouvaient déposées comme dépôt d'un ressortissant roumain, à la date du 26 juillet 1921 et, depuis cette date

---

*) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 423.

**) V. N. R. G. 3. s. XI, p. 691.

sans interruption, auprès de l'un des dépositaires mentionnés au premier alinéa de cet Article, — aucune autre preuve de propriété ne sera nécessaire. Les contre-preuves sont admissibles. Quant à toutes les autres valeurs en dépôt, des preuves de pleine validité devront être fournies par certificats officiels, livres de commerce, documents ou autres preuves admissibles d'après le code de procédure civile.

2. En ce qui concerne les valeurs appartenant à une Caisse de mineurs et interdits, ou administrées par un telle Caisse, une Convention séparée sera conclue.

3. La demande concernant la libération sera présentée aux dépositaires, mentionnés au premier alinéa de cet Article, au lieu où ce dépôt est gardé, ou au Ministère Royal Roumain des Finances, qui transmettront la demande respective, dans les trente jours, au Ministère Royal Hongrois des Finances.

Le Ministère Royal Hongrois des Finances pourra, six mois après la mise en vigueur de la présente Convention, statuer une forclusion de soixante jours pour la présentation ultérieure des demandes relatives à la libération, en informant préalablement le Gouvernement du Royaume de Roumanie. Au cas où une telle forclusion serait statuée, les personnes ayant acquis la nationalité roumaine par voie d'option, auront, en tout cas, à leur disposition un délai de quatre mois à compter du moment de l'acceptation de la déclaration d'option ou du transfert de leur domicile à la suite d'une option, pendant lequel ces personnes pourront présenter leur demande concernant la libération.

4. Si les valeurs à libérer ne sont pas effectivement déposées auprès des dépositaires hongrois, mais sont gardées hors du territoire hongrois, le Gouvernement du Royaume de Hongrie s'engage à admettre, respectivement à prendre les mesures nécessaires, afin que les documents de disposition requis soient dressés, respectivement remis, et à faire toutes les interventions et facilités nécessaires pouvant servir au propriétaire à recouvrer la possession de son dépôt.

5. Les valeurs à libérer, au sens de cet Article, ne seront soumises ni à l'impôt sur la fortune, ni à une autre taxe quelconque. Elles seront également exemptées d'autres mesures d'administration de l'Etat, pouvant mettre obstacle à la libération ou la rendant impossible. Toutes les mesures de garantie ou autres mesures semblables, contraires aux présentes dispositions, seront annulées par le Gouvernement Hongrois.

Au cas où un ressortissant roumain aurait acquis, après le 20 décembre 1920, d'une personne soumise en Hongrie à l'impôt dit „rachat de la fortune" (vagyonváltság), des titres de la dette publique hongroise émis avant le 28 juillet 1914 (titres de la dette d'avant-guerre) pour lesquels l'impôt hongrois dit „rachat de la fortune" n'a pas été payé en son temps, — cet impôt devra être payé avant la remise effective.

Quant aux autres valeurs, acquises par un ressortissant roumain, après le 20 décembre 1920, d'un ressortissant hongrois, la personne réclamant la libération est obligée de faire connaître par écrit, avant la remise

effective leur ancien possesseur (nom et domicile), si au jour mentionné ces valeurs ne se trouvaient pas dans un dépôt ouvert à un des lieux de dépôt, indiqués à l'Article 1, paragraphe 1, ou si elles n'avaient pas été acquises soit à la bourse, soit d'une des personnes mentionnées à l'Article et au paragraphe précité.

Dans tous les cas, le mode de l'acquisition sera déclaré d'une manière digne de foi.

6. Les dispositions de la présente Section s'appliquent de même aux dépôts des legs, donations, bourses et fondations, en tant qu'il serait constaté, en vertu de l'Article 249 du Traité de Trianon ou en vertu des Conventions spéciales à conclure, que les valeurs respectives échoient au Royaume de Roumanie ou à des ressortissants roumains.

Quant à ces dépôts, la forclusion de soixante jours (paragraphe 3 du présent Article) ne pourra commencer qu'au jour auquel la constatation susmentionnée aura lieu.

7. Les dépôts des municipes (départements), villes et communes, qui, en vertu du Traité de Trianon, ont été transférés avec tout leur territoire au Royaume de Roumanie, seront aussi libérés par le Gouvernement du Royaume de Hongrie, en tant que les conditions y relatives, arrêtées par la présente Section, existent.

En ce qui concerne les dépôts appartenant à des collectivités, à des personnes morales publiques, notamment à des municipes (départements), villes et communes, dont le territoire a été partagé par la frontière fixée à la suite du Traité de Trianon, — ils seront réglés par des Conventions spéciales à conclure en exécution de l'Article 256 dudit Traité.

8. Au sens de la présente Section, on entend, par libération, la permission de délivrance et d'exportation, accordée par l'autorité gouvernementale. Cette permission de délivrance et d'exportation n'affecte, en aucune manière, la question, à résoudre selon le droit privé en vigueur, de savoir, si le dépositaire a une obligation basée sur un titre légal, conformément au droit international privé, de délivrer les valeurs et, dans l'affirmative, à quelles personnes (déposant, propriétaire, créancier sur gage, etc.).

9. Afin que les ressortissants roumains obtiennent la libre possession des titres à libérer, conformément à la présente Section, qui étaient affectés à des cautionnements, y compris les cautionnements militaires, le Gouvernement du Royaume de Hongrie s'engage, pour ce qui le concerne, à simplifier et accélérer, dans la mesure du possible, toute procédure préalable qui serait nécessaire.

10. Au sens de la présente Section, les valeurs mentionnées au paragraphe 1 du présent Article, seront considérées comme dépôts, même dans le cas où elles n'auraient pas été déposées, auprès du dépositaire actuel, en vertu d'un contrat de dépôt, mais où elles auraient été transférées, pour n'importe quelle raison, du territoire de l'Etat Roumain dans celui de l'Etat Hongrois.

Article 2.

1. Le Gouvernement du Royaume de Roumanie s'engage à libérer, sans aucune restriction, les dépôts ouverts, fermés et les safe-dépôts qui, au jour de la présentation de la demande relative à leur libération, se trouvent sur les territoires transférés à la Roumanie en vertu des dispositions du Traité de Trianon et de celui de St-Germain, ou qui ont été transportés de ces territoires dans les autres territoires du Royaume de Roumanie, déposés auprès des autorités de toute sorte, des Caisses d'Etat, des notaires publics, des institutions de crédit ou des banquiers, en tant que ces dépôts contiennent des papiers-valeurs, titres, livrets, livrets de participation, parts bénéficiaires, polices d'assurance et autres documents, ainsi que des monnaies, des métaux précieux, monnayés ou non (travaillés ou non), des perles et des pierres précieuses, des objets d'art, — après le remboursement des frais usuels grevant ces dépôts, sous les conditions fixées dans la présente Section, et si la preuve est fournie de l'existence des circonstances suivantes:

a) que les valeurs susmentionnées constituaient, le 26 juillet 1921, la propriété de telles personnes physiques qui, au jour de la présentation de la demande, seraient ressortissants hongrois, et qui n'ont pas de domicile habituel sur le territoire du Royaume de Roumanie, même dans le cas où les personnes respectives possédaient la nationalité hongroise déjà avant la mise en vigueur du Traité de Trianon, ou la possèdent en vertu de l'option prévue par ce Traité;

b) ou bien: que les valeurs susmentionnées constituaient le 26 juillet 1921, la propriété de telles personnes juridiques, personnes morales publiques (à l'exception des personnes morales publiques et des collectivités visées à l'Article 256 du Traité de Trianon), sociétés commerciales ou autres organismes analogues, dont le siège se trouvait, le 26 juillet 1921, sur le territoire du Royaume de Hongrie.

Si les valeurs en dépôts se trouvaient déposées comme dépôt d'un ressortissant hongrois, à la date du 26 juillet 1921, et, depuis cette date sans interruption, auprès de l'un des dépositaires mentionnées au premier alinéa de cet Article, aucune autre preuve de propriété ne sera nécessaire. Les contre-preuves sont admissibles. Dans les autres cas, pour les valeurs acquises jusqu'au 20 décembre 1920, suffisent les copies des déclarations de l'impôt ou de l'impôt dit „rachat de la fortune", légalisées par une autorité financière. Quant à toutes les autres valeurs, des preuves de pleine validité devront être fournies par certificats officiels, livres de commerce, documents ou autres preuves admissibles d'après le code de procédure civile.

2. En ce qui concerne les valeurs appartenant à une Caisse de mineurs et interdits ou administrées par une telle caisse, une Convention séparée sera conclue.

3. La demande concernant la libération sera présentée aux dépositaires, mentionnés au premier alinéa de cet Article, au lieu où ce dépôt est gardé, ou au Ministère Royal Hongrois des Finances, qui transmett-

ront la demande respective, dans les trente jours, au Ministère Royal Roumain des Finances.

Le Ministère Royal Roumain des Finances pourra, six mois après la mise en vigueur de la présente Convention, statuer une forclusion de soixante jours pour la présentation ultérieure des demandes relatives à la libération, en informant préablement le Gouvernement du Royaume de Hongrie. Au cas où une telle forclusion serait statuée, les personnes ayant acquis la nationalité hongroise par voie d'option, auront, en tout cas, à leur disposition un délai de quatre mois à compter du moment de l'acceptation de la déclaration d'option ou du transfert de leur domicile à la suite d'une option, pendant lequel ces personnes pourront présenter leur demande concernant la libération.

4. Si les valeurs à libérer ne sont pas effectivement déposées auprès des dépositaires roumains, mais sont gardées hors du territoire roumain, le Gouvernement du Royaume de Roumanie s'engage à admettre, respectivement à prendre les mesures nécessaires, afin que les documents de disposition requis soient dressés, respectivement remis, et à faire toutes les interventions et facilités nécessaires pouvant servir au propriétaire à recouvrer la possession de son dépôt.

5. Les valeurs à libérer au sens de cet Article, ne seront soumises ni à l'impôt sur la fortune, ni à une autre taxe quelconque. Elles seront également exemptées d'autres mesures d'administration de l'Etat, pouvant mettre obstacle à la libération ou la rendant impossible. Toutes les mesures de garantie ou autres mesures semblables, contraires aux présentes dispositions, seront annulées par le Gouvernement Roumain.

6. Les dispositions de la présente Section s'appliquent de même aux dépôts des legs, donations; bourses et fondations, en tant, qu'il serait constaté en vertu des Articles 249 et 250 du Traité de Trianon ou en vertu des conventions spéciales à conclure, que les valeurs respectives échoient au Royaume de Hongrie ou à des ressortissants hongrois.

Quant à ces dépôts, la forclusion de soixante jours (paragraphe 3 du présent Article) ne pourra commencer qu'au jour auquel la constatation susmentionnée aura lieu.

7. Les dépôts des municipes (départements), villes et communes qui, en vertu du Traité de Trianon, sont restés avec tout leur territoire dans le Royaume de Hongrie, seront aussi libérés par le Gouvernement du Royaume de Roumanie, en tant que les conditions y relatives, arrêtées par la présente Section, existent.

En ce qui concerne les dépôts appartenant à des collectivités, à des personnes morales publiques, notamment à des municipes (départements), villes et communes, dont le territoire a été partagé par la frontière fixée à la suite du Traité de Trianon, ils seront réglés par des conventions spéciales à conclure en exécution de l'Article 256 dudit Traité.

8. Au sens de la présente Section, on entend par libération la permission de délivrance et d'exportation, accordée par l'autorité gouvernementale. Cette permission de délivrance et d'exportation n'affecte, en

aucune manière, la question, à résoudre selon le droit privé en vigueur, de savoir, si le dépositaire a une obligation basée sur un titre légal, conformément au droit international privé, de délivrer les valeurs et, dans l'affirmative, à quelles personnes (déposant, propriétaire, créancier sur gage, etc.).

9. Afin que les ressortissants hongrois obtiennent la libre possession des titres, à libérer conformément à la présente Section, qui étaient affectés à des cautionnements, y compris les cautionnements militaires, le Gouvernement du Royaume de Roumanie s'engage, pour ce qui le concerne, à simplifier et à accélérer, dans la mesure du possible, toute procédure préalable qui serait nécessaire.

10. Au sens de la présente Section, les valeurs mentionnées au paragraphe 1 du présent Article, seront considérés comme dépôts, même dans le cas où elles n'auraient pas été déposées auprès du dépositaire actuel, en vertu d'un contrat de dépôt, mais où elles auraient été transférées, pour n'importe quelle raison, du territoire de l'Etat Hongrois dans celui de l'Etat Roumain.

Article 3.

La contestation de l'administration des preuves, exigées au sens des Articles 1 et 2 de la présente Section, appartient, en première et dernière instance, à l'autorité désignée par le Gouvernement de l'Etat où le dépôt est gardé. Les décisions déclinatoires devront être motivées. Toutefois les réclamations adressées au Ministère des Finances, chargé de la surveillance, seront admissibles, excepté le cas où ce Ministère lui-même serait l'autorité constatante.

Quant aux dépôts cumulatifs, c'est-à-dire les dépôts qui paraîtraient cumulatifs (dépôts comprenant les valeurs appartenant à diverses personnes), le déposant (par ex. institution financière) pourra présenter une demande relative à la libération, accompagnée, en tout cas, d'un bordereau, et devra faire, pour les valeurs demandées, la preuve des conditions mentionnées à l'Article 1, respectivement 2 de la présente Section.

Dans le cas où le dépôt cumulatif contient des titres, constitués en gage d'une créance du déposant roumain envers des débiteurs domiciliés sur les territoires transférés à la Roumanie en vertu des Traités de Trianon ou de St. Germain, la libération desdits titres pourra également être demandée — sans tenir compte de la nationalité du débiteur (autre que débiteur roumain) — par le créancier déposant, en tant qu'il s'agit de titres émis sur lesdits territoires transférés à la Roumanie et, en tant que le créancier déposant établit que la réalisation de ces titres, faite ailleurs que sur le marché roumain serait préjudiciable aux intérêts du créancier et du débiteur.

Les dispositions de l'alinéa précédent s'appliquent réciproquement aux dépôts cumulatifs, constitués par des déposants hongrois, sur les territoires transférés à la Roumanie en vertu des Traités de Trianon ou de St-Germain.

Article 4.

Sous réserve des dispositions des Articles 249 et 250 du Traité de Trianon, les Parties Contractantes s'engagent, en ce qui concerne les valeurs visées par la présente Section, à ne pas traiter les ressortissants de l'autre Partie moins favorablement que leurs propres ressortissants.

Les dispositions en vigueur, relatives aux titres de la dette d'avant-guerre et à ceux de la dette de guerre de l'Etat Hongrois et de l'Etat Autrichien, ne sont pas affectées par cet Article.

Article 5.

Les dispositions de la présente Section s'appliquent aussi aux dépôts des autorités d'Etat, sous les conditions fixées aux Articles 1 et 2.

Article 6.

Le Gouvernement du Royaume de Hongrie s'engage à libérer, sous les conditions fixées à l'Article 1 de la présente Section, les titres de la dette publique hongroise émis avant le 28 juillet 1914, marqués de la lettre „B“ en signe de l'acceptation des protestations soulevées par des ressortissants roumains contre l'estampillage hongrois, ainsi que les titres marqués, provisoirement et avec le consentement de la Commission des Réparations, de la lettre „D“, afin que ces titres soient compris dans la tranche de l'estampillage roumain et, en tant que la Commission des Réparations déduira lesdits titres de la tranche de l'estampillage hongrois.

Le Gouvernement du Royaume de Hongrie s'engage également à libérer — sous les conditions fixées à l'Article 1 de la présente Section, — outre les titres visés à l'alinéa 1 de cet Article, les autres titres de la dette publique hongroise émis avant la guerre et cela dans l'état, dans lequel ces titres sont gardés.

Le Gouvernement du Royaume de Hongrie s'engage aussi à libérer, sous les conditions fixées à l'Article 1 de la présente Section, les titres de la dette publique hongroise (emprunt de guerre, bons de Caisse), émis depuis le 28 juillet 1914 en vertu du paragraphe 17 de la loi LXIII de 1912, et non munis d'une clause de nostrification de la part de l'Etat hongrois, si la valeur nominale des titres dont l'exportation est envisagée; de même que les lettres et numéros dont ils sont marqués, sont déclarés à l'autorité financière hongroise compétente (Direction des Finances Royale Hongroise, Inspecteur des Impôts Royal Hongrois).

Le Gouvernement du Royaume de Roumanie s'engage à libérer les titres de la dette publique hongroise émis avant le 28 juillet 1914 sous les conditions fixées à l'Article 2 de la présente Section.

Le Gouvernement du Royaume de Roumanie s'engage de même à libérer, sous les conditions fixées à l'Article 2 de la présente Section, les titres de la dette publique hongroise émis depuis le 28 juillet 1914.

Article 7.

Dans le cas d'une décision déclinatoire (alinéa I de l'Article 3 de la présente Section) la Partie intéressée pourra demander auprès de ses

autorités compétentes, que la demande de libération de ses valeurs soit soumise au Tribunal d'arbitrage, prévu par l'Article 6 de la Section IV.

Les dispositions du présent Article ne portent aucune atteinte au droit de la Partie intéressée, en tant qu'un tel droit lui appartient en vertu du Traité de Trianon, de soumettre sa réclamation au Tribunal Arbitral Mixte, prévu par l'Article 239 du Traité de Trianon.

Section II.

Dispositions générales relatives aux dettes et créances, libellées en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises.

Article 1.

Les principes de la présente Section seront applicables, faute d'accords amiables conclus ou à conclure après le 31 octobre 1918, entre créanciers et débiteurs.

Les Parties Contractantes s'engagent à ne pas empêcher les négociations directes entre débiteurs et créanciers, ni l'exécution de accords conclus ou à conclure.

Article 2.

Seront soumises au régime de la présente Section, sans égard à leur échéance, les dettes, et créances de droit privé, libellées en anciennes couronnes et nées

1° jusqu'au 31 octobre 1918, ou

2° entre le 31 octobre 1918 et le 20 mars 1919 inclusivement,

en tant qu'elles subsitaient le 31 octobre 1918, respectivement le 20 mars 1919 et au moment de la mise en vigueur de la présente Convention, entre les personnes énumérées à l'Article 6 de la présente Section et, en tant que lesdites dettes et créances ne seraient pas éteintes au moment de la mise en vigueur de la présente Convention.

Le dépôt de la somme due, effectué par le débiteur auprès d'une caisse de consignation (dépôt judiciaire), sans l'assentiment du créancier, avant la mise en vigueur de la présente Convention, mais après le 31 octobre 1918, n'aura pas d'effet libératoire. La somme consignée sera restituée au déposant sur sa demande.

Article 3.

Les dispositions de la présente Section ne seront pas applicables aux catégories suivantes de dettes et créances:

1° Aux dettes et créances de l'un des Gouvernements des Hautes Parties Contractantes;

2° Aux dettes et créances de la Caisse d'Epargne Postale Royale Hongroise, qui seront réglées par les dispositions de la Convention spéciale y relative;

3° Aux dettes et créances de la Banque Austro-Hongroise, ainsi qu'à celles transférées, au cours de la liquidation de ladite Banque, aux Etats Successeurs, dettes et créances qui seront réglées selon la Convention

spéciale conclue à cet effet avec les liquidateurs de ladite Banque Austro-Hongroise:

4° Aux dettes et créances des Caisses de mineurs et interdits, qui seront réglées par une Convention spéciale;

5° Aux rentes viagères, pensions alimentaires et aux prestations périodiques d'un caractère analogue, — les arriérés échus jusqu'au 31 octobre 1918, respectivement jusqu'au 20 mars 1919 devant, toutefois, être réglés selon la présente Section, si son application n'est pas inéquitablement onéreux pour le débiteur, et sans que la présente disposition porte atteinte aux normes juridiques de la législation interne de chacune des deux Parties, en ce qui concerne l'augmentation ou la réduction des sommes dues en vertu de cette catégorie de dettes et créances;

6° Aux dettes et créances résultant, en général, d'un contrat d'assurance, y compris les assurances d'Etat et sociales et les contrats de réassurance, la question des assurances étant réservée à des Conventions spéciales;

7° Aux dettes résultant de titres, tels que: actions, parts de sociétés coopératives, lettres hypothécaires, obligations communales, obligations partielles et autres titres, qui seront réglées selon des dispositions de l'Article 4 de la présente Section;

8° Aux dettes hypothécaires, aux dettes communales et à toutes autres dettes de même nature, en tant qu'elles rentrent sous les dispositions de la Section III de la présente Convention;

9° Aux dettes et créances des départements, villes et villages, associations syndicales pour les travaux d'eau, associations syndicales pour l'amélioration du sol et communes viticoles, dont le territoire a été fractionné par la frontière fixée à la suite du Traité de Trianon, ainsi que des sociétés privées de chemin de fer, dont le réseau ferroviaire a été partagé ou dont le siège a été séparé du réseau par ladite frontière, la question du règlement de ces dettes et créances étant réservée à des Conventions spéciales;

10° Aux prêts garantis par la mise en gage des titres de la dette publique de l'Etat Hongrois, émis pendant la guerre, le règlement de ces prêts devant être effectué selon les dispositions de l'Article 9.

Article 4.

Les dettes représentées par des titres visés au paragraphe 7 de l'Article 3 de la présente Section et libellées en anciennes couronnes, seront payables dans la monnaie de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle le débiteur a son siège, au montant dû aux ressortissants de cette Partie. Cependant, si à la suite de la conversion de l'ancienne couronne, faite sur les territoires transférés à la Roumanie en vertu du Traité de Trianon ou de St-Germain, la somme due (par ex. les dividendes) a été ou serait fixée ou déclarée dans une autre monnaie que l'ancienne couronne, le payement aura lieu dans la même monnaie et au montant auquel ce payement sera fait aux ressortissants roumains.

Ces dispositions s'appliqueront de même, aux titres payables à l'étranger.

Article 5.

Les dettes et créances résultant de livrets d'épargne, émis par des institutions financières hongroises et appartenant à des ressortissants roumains, ne bénéficieront pas, en général, des dispositions de la présente Section. Seront exceptés de ce principe les livrets constitués sous réserve, ainsi que les livrets constitués au nom d'une personne réelle, en tant que le déposant établirait d'une manière digne de foi, outre les conditions générales posées dans la présente Section, son identité avec la personne au nom de laquelle le livret est constitué, ou bien, le cas échéant, avec l'héritier ou le cessionnaire de ladite personne.

Les livrets constitués sous des chiffres, initiales, noms fictifs ou devises, ne tomberont pas sous les dispositions de la présente Section, à moins que le déposant ne puisse prouver d'une manière indubitable — conformément à l'Annexe 1 de la présente Convention — que le livret était le 31 octobre 1918 et depuis cette date dans la propriété de ressortissants roumains remplissant les conditions posées à l'Article 6 de la présente Section.

Pour éviter d'avance tous abus possibles, le Gouvernement Royal Roumain procédera, conformément à l'Annexe 1 de la présente Convention, au recensement des livrets d'épargne dont la propriété appartient à des ressortissants roumains et qui rentrent sous les dispositions des alinéas précédents.

Les dettes et créances résultant de livrets d'épargne non déclarés au recensement, ainsi que celles pour lesquelles les preuves de propriété du livret ne seraient pas considérées valables, conformément à l'Annexe I de la présente Convention, seront réglées selon les dispositions de l'Article 1 de la Section IV.

Les dispositions du présent Article ne s'appliqueront pas aux livrets d'épargne appartenant à des ressortissants hongrois et émis, en anciennes couronnes, par des institutions financières dont le siège se trouve sur les territoires transférés à la Roumanie en vertu des Traités de Trianon et de St-Germain. Le remboursement de ces livrets sera effectué au taux prévu à l'Article 7 de la présente Section.

Article 6.

Les dispositions de la présente Section ne s'appliquent qu'aux dettes et créances subsistant

d'une part, entre:

A) des personnes physiques qui au moment de la mise en vigueur de la présente Convention seraient, ipso jure ou par voie d'option, ressortissants hongrois en vertu du Traité de Trianon, et qui, le 31 octobre 1918, avaient leur résidence sur le territoire de la Hongrie, tel qu'il est constitué aux termes dudit Traité, ou

B) des personnes morales (juridiques) qui au 31 octobre 1918 et au moment de la mise en vigueur de la présente Convention auraient leur siège sur le territoire de la Hongrie déterminé au paragraphe A)

et, d'autre part, entre:

a) des personnes physiques qui, au moment de la mise en vigueur de la présente Convention seraient, ipso jure ou par voie d'option, ressortissants roumains en vertu des Traités de Trianon ou de St-Germain et qui, le 31 octobre 1918, avaient leur résidence sur les territoires transférés à la Roumanie aux termes desdits Traités, ou

b) des personnes morales (juridiques) qui, au 31 octobre 1918, avaient leur siège sur les territoires roumains déterminés au paragraphe a) et qui, au moment de la mise en vigueur de la présente Convention, l'auraient sur le territoire de la Roumanie.

Au cas ou une personne physique aurait transféré son domicile du territoire de l'une des Parties Contractantes sur celui de l'autre à la suite d'une option ou d'un ordre des autorités respectives, elle sera censée avoir eu son domicile sur ce dernier territoire, au 31 octobre 1918.

Cette disposition s'appliquera également aux personnes physiques, ressortissants hongrois ou roumains ipso jure, qui auraient transféré, avant le 1er janvier 1924, leur domicile du territoire de l'une des Parties Contractantes sur celui de la Partie dont ils sont ressortissants.

Article 7.

Les dettes soumises au régime de la présente Section seront payées au taux de un leu pour deux couronnes anciennes, si elles sont nées jusqu'au 31 octobre 1918, et au taux de un leu pour quatre couronnes anciennes, si elles sont nées entre le 31 octobre 1918 et le 20 mars 1919 inclusivement.

Les dettes nées entre le 15 février 1919 et le 20 mars 1919 inclusivement, seront payées en quatre versements semestriaux égaux, dont le premier sera acquitté à l'expiration du mois suivant la mise en vigueur de la présente Convention. Les intérêts dus pour cette époque d'amortissement seront de 5 % non capitalisable par an.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliqueront pas au cas ou les facilités d'amortissement accordées au débiteur par le contrat dépassent celles prévues par lesdites dispositions.

Article 8.

Si les dettes et créances soumises aux dispositions de la présente Section sont nées pendant l'époque comprise entre le 31 octobre 1918 et le 20 mars 1919 inclusivement, la date du 31 octobre 1918, prévue par la présente Section, sera remplacée par la date du 20 mars 1919.

Article 9.

Les prêts garantis par la mise en gage des titres de la dette publique de l'Etat hongrois, émis pendant la guerre (prêts lombardés sur titres de guerre), seront réglés en couronnes hongroises, au taux de une couronne hongroise pour une couronne ancienne.

Dans le cas où le prêt serait garanti par d'autres valeurs que des titres de guerre les conditions de payement visées à alinéa précédent ne s'appliqueront qu'à la quote-part correspondant auxdits titres de guerre, la quote-part correspondant aux autres valeurs restant soumise aux clauses de la présente Section. Cette disposition ne sera, cependant, pas applicable aux prêts lombardés, garantis par d'autres valeurs que des titres de guerre et consentis aux débiteurs en vue de la souscription aux titres de guerre; ces prêts seront entièrement acquittés conformément à l'alinéa 1 du présent Article.

Les quote-parts respectives, afférentes aux titres de guerre et aux autres valeurs constituées en gage, seront établies, pour lesdits titres de guerre, sur la base de leurs cours d'émission et, pour les autres valeurs, sur la base des cours moyens demandés, respectivement offerts au marché de la Bourse de Budapest, pendant les huit jours précédent le jour où le prêt a été contracté, et, à défaut de ces cours, sur la base des prix moyens, en vigueur sur le marché pendant ce délai.

Le créancier prêteur aura la faculté de retenir les titres de guerre constitués en gage, en acquittement de sa créance, respectivement de la quote-part afférente auxdits titres de guerre.

Section III.

Dispositions spéciales concernant le règlement de certaines catégories de dettes hypothécaires et communales, ainsi que de dettes dues par des associations syndicales pour les travaux d'eau ou l'amélioration du sol et par des communes viticoles.

Article 1.

Seront soumises au régime de la présente Section, les dettes hypothécaires et les dettes communales, ainsi que les dettes dues par des associations syndicales pour les travaux d'eaux ou l'amélioration du sol et par des communes viticoles, libellées en anciennes couronnes et qui — en vertu de la législation hongroise — pouvaient servir de base pour l'émission de lettres hypothécaires, obligations communales ou titres analogues, en tant que lesdites dettes sont nées avant le 31 octobre 1918 et qu'elles ne seraient pas éteintes au moment de la mise en vigueur de la présente Convention. Le dépôt de la somme, due, effectué par le débiteur auprès d'une caisse de consignation (dépôt judiciaire), sans l'assentiment du créancier, avant la mise en vigueur de la présente Convention mais après le 31 octobre 1918, n'aura pas d'effet libératoire. La somme consignée sera restituée au déposant sur sa demande.

Article 2.

Les dispositions de la présente Section s'appliqueront aux dettes déterminées à l'Article 1, en tant qu'elles existaient le 31 octobre 1918 et au moment de la mise en vigueur de la présente Convention,

d'une part:

a) entre des personnes physiques qui, au moment de la mise en vigueur de la présente Convention seraient, ipso jure ou par voie d'option, ressortissants roumains en vertu des Traités de Trianon ou de St. Germain;

b) entre des personnes juridiques ou personnes morales publiques, départements, villes et villages, associations syndicales pour les travaux d'eaux ou l'amélioration du sol et communes viticoles, dont le siège se trouvait, le 31 octobre 1918 ou au moment de la mise en vigueur de la présente Convention, sur les territoires transférés à la Roumanie, aux termes des Traités de Trianon et de St. Germain;

et, d'autre part:

entre des établissements autorisés d'émettre des lettres hypothécaires, obligations communales et autres titres de même nature, émis sur la base des créances énumérées à l'Article 1 de la présente Section, — si leur siège se trouvait, le 31 octobre 1918 et au moment de la mise en vigueuer de la présente Convention, sur le territoire de la Hongrie, tel qu'il est constitué en vertu du Traité de Trianon.

Dans le cas où la dette est garantie par un immeuble, les dispositions de la présente Section ne seront applicables que si l'immeuble constitué en hypothéque est situé sur les territoires transférés à la Roumanie en vertu des Traités de Trianon et de St. Germain.

Article 3.

Dans le cas où l'immeuble grevé d'hypothèque a été divisé par la frontière, telle que cette frontière est fixé à la suite du Traité de Trianon, la créance hypothécaire sera répartie entre les deux parties fractionnées de l'immeuble, et seulement la quote-part afférente à la fraction située sur les territoires transférés à la Roumanie, fera l'objet des dispositions de la présente Section.

La répartition aura lieu sur la base de la proportion des bénéfices nets, inscrits dans le cadastre.

Le présent Article s'appliquera également aux créances hypothécaires grevant simultanément plusieurs immeubles, dont les uns seraient situés sur le territoire du Royaume de Hongrie et les autres sur le territoire du Royaume de Roumanie.

La répartition de la créance entre les fractions de l'immeuble, ou entre les immeubles simultanément grevés d'hypothèque, sera inscrite dans le livre foncier, sur la demande de l'une des Parties intéressées, si la créance est réglée par voie d'accord direct (Article 8). Si la créance devait être cédée au Gouvernement Royal Roumain, ladite inscription sera faite, en même temps que l'inscription de la cession par les tribunaux tenant le livre foncier (Article 9).

Article 4.

La question des dettes des départements, villes et villages, associations syndicales pour les travaux d'eau ou l'amélioration du sol, et des

communes viticoles, dont le territoire à été fractionné par la frontière fixée à la suite du Traité de Trianon, sera réglée par des conventions spéciales à conclure en vue du règlement des affaires desdites institutions.

Article 5.

Les dettes hypothécaires, communales, ainsi que toutes les autres dettes de même nature, énumérées à l'Article 1 de la présente Section, qui, ne satisferaient pas aux conditions des Articles 1, 2 et 3, seront réglées conformément à la Section II de la présente Convention.

Dans le cas où les dispositions de la Section II de la présente Convention, seraient également inapplicables, le règlement aura lieu conformément à l'Article 1 de la Section IV.

Article 6.

Le payement des dettes soumises au régime de la présente Section sera effectué au taux de un leu pour deux anciennes couronnes.

Article 7.

Les dettes tombant sous les dispositions de la présente Section seront réglées, en premier lieu, par voie d'accords directs entre débiteurs et créanciers (Art. 8).

Dans le cas où le débiteur et le créancier ne pourraient arriver à un arrangement à l'amiable, l'établissement créancier cédera sa créance, contre payement en espéces (sauf les dispositions de l'Article 10 de la présente Section), au Gouvernement Royal Roumain (Article 9) ou à l'établissement désigné par ce Gouvernement (Article 12).

Article 8.

Le règlement des dettes par voie d'accords amiables pourra avoir lieu dans un délai d'un an à partir de l'achèvement du recensement des lettres hypothécaires, obligations communales et autres titres de même nature, émis sur la base des créances visées à l'Article 1 de la présente Section (voir l'Article 10).

Dans le cas où ce délai expirerait avant le 1er novembre, ledit délai sera automatiquement prolongé jusqu'au 30 avril prochain.

Les Parties Contractantes s'engagent à ne pas empêcher les négociations directes entre les Parties intéressées, ni l'exécution des accords conclus. Pour faciliter la conclusion des accords à l'amiable, les Parties Contractantes s'engagent également à lever et abroger toutes restrictions et interdictions pouvant mettre obstacle au règlement direct entre les Parties intéressées.

Les établissements créanciers seront obligés d'accepter, sans avis ou dénonciation préalables, le payement offert par le débiteur en vue d'un accord. De même, aucune somme ne pourra être réclamée à titre de ristorne (indemnité de résiliation).

Article 9.

Les dettes, y compris les annuités arriérées, pour le règlement desquelles les Parties intéressées ne pourraient tomber d'accord pendant le délai fixé à l'Article 8, seront recensées dans les trois mois qui suivront l'expiration dudit délai.

Le recensement sera fait selon des dispositions de l'Annexe II de la présente Convention.

Les créances recensées seront cédées au Gouvernement Royal Roumain.

La cession se fera contre payement de la contre-valeur des créances cédées et aura lieu directement entre l'établissement créancier cédant et le Gouvernement Royal Roumain. La contre-valeur à payer sera égale au montant qu'aurait dû payer le débiteur, si il avait dénoncé sa dette envers l'établissement créancier. Aucune somme ne pourra, cependant, être réclamée par l'établissement cédant à titre de ristorne (indemnité de résiliation).

Le payement de la contre-valeur des créances cédées sera effectué sans aucune déduction, en espèces (sauf les dispositions de l'Article 10 de la présente Section), au taux prévu à l'Article 6 de la présente Section, au siège de l'établissement cédant et dans les trois mois après la notification de la déclaration relative à la cession faite, selon l'Annexe II de la présente Convention, par l'établissement cédant au Gouvernement Royal Roumain. Si une protestation venait à être soulevée contre la cession (voir l'Annexe II de la présente Convention), ledit délai de trois mois commencera à courir à la date de la décision déclinatoire.

L'établissement cédant sera obligé de délivrer au Gouvernement Royal Roumain, contre payement en espèces et éventuellement en titres (voir l'Art. 10), l'acte de cession, l'acte de transcription et le contrat relatif à la créance cédée.

A la suite de la cession, le Gouvernement Royal Roumain deviendra partie du contrat et pourra exercer, dans les conditions de ce contrat, les mêmes droits que l'établissement cédant, sans que celui-ci soit tenu responsable de la possibilité de recouvrer la créance cédée.

Jusqu'au payement effectif de la contre-valeur de la créance cédée, les droits de l'établissement cédant, dérivant du contrat, restent intacts.

Les actes accomplis et les documents dressés en vertu de la présente Section seront exempts de tous droits et taxes sur les territoires des Parties Contractantes.

Article 10.

Conformément aux dispositions de la présente Section, le règlement par voie d'accords amiables, ainsi que le payement de la contre-valeur des créances cédées, seront effectués, en principe, en espèces.

Néanmoins, dans les limites prévues à l'alinéa 6 du présent Article, les débiteurs roumains, ainsi que le Gouvernement Royal Roumain, pourront, après un recensement préalable, employer les titres émis sur la base

des créances visées à l'Article 1 de la présente Section, ainsi que les coupons échus desdits titres, à l'acquittement des créances en question, soit par voie d'accord, soit par voie de cession et jusqu'à concurrence de 25 % du montant de la dette non amorti au moment de l'acquittement.

Les dispositions du présent Article ne portent aucune atteinte aux clauses de l'Article 4 de la Section II, qui régiront: les titres ne rentrant pas dans la catégorie des titres déterminés à l'alinéa 6 du présent Article ou n'ayant pas fait, pour n'importe quelle raison, l'objet du recensement — ainsi que les titres non employés en vertu de l'alinéa 2 du présent Article.

Les titres recensés pourront être utilisés, sans tenir compte de leur catégorie, à l'acquittement de n'importe quelle dette visée aux Articles 1, 2 et 3 de la présente Section, même dans le cas où les titres auraient été émis par un autre établissement que l'établissement créancier.

Les titres et les coupons échus seront calculés selon leur valeur nominale, au taux de une couronne ancienne pour une couronne ancienne.

En exécution des dispositions précédentes, le Gouvernement Royal Roumain procédera au recensement (Annexe III) des titres émis sur la base des créances visées à l'Article 1 de la présente Section, par les établissements créanciers hongrois (Article 2) qui étaient, au 31 octobre 1918, et sans interruption depuis cette date, dans la propriété de ressortissants roumains remplissant les conditions prévues par l'Article 6 de la Section II.

Article 11.

Les dettes hypothécaires, communales et toutes autres dettes de même nature, visées à l'Article 1 de la présente Section et dues par des ressortissants hongrois à des établissements roumains, seront réglées au taux prévu à l'Article 7 de la Section II. Si les conditions prévues par la Section II n'étaient pas remplies, lesdites dettes tomberont sous les dispositions de l'Article 1 de la Section IV.

Jusqu'à concurrence de 25 % du montant de la dette non amorti au moment de l'acquittement, le débiteur hongrois aura le droit d'utiliser au règlement de sa dette hypothécaire (communale, etc.), des lettres hypothécaires (obligations communales, etc.) émises par l'établissement créancier respectif.

Pendant le délai prévu à l'Article 8 de la présente Section, les établissements créanciers roumains seront obligés d'accepter, sans avis ou dénonciation préalables, le payement de la dette offert par le débiteur hongrois. De même, aucune somme ne pourra être réclamée à titre de ristorne (indemnité de résiliation).

Article 12.

Le Gouvernement Royal Roumain aura la faculté de désigner un établissement foncier, auquel la cession des créances visées à l'Article 9 sera faite, sans que cette faculté puisse affecter les obligations, que ledit Gouvernement Royal a assumé dans la présente Section.

Section IV.

Dispositions finales.

Article 1.

Il est entendu que les dettes et créances en anciennes couronnes, existant entre des ressortissants des deux Parties Contractantes, et qui ne tombent pas sous le régime des Sections II ou III, seront réglées dans la monnaie et selon le droit commun de la Partie dont le débiteur est ressortissant.

Les dispositions de l'aliéna précédent ne s'appliquent pas aux catégories des dettes et créances qui forment ou formeront, en vertu de l'Article 3 de la Section II, l'objet d'un arrangement spécial entre les Parties Contractantes.

Article 2.

Dans le cas où des restrictions relatives au trafic des devises seraient en vigueur sur le territoire de l'une des deux Parties, pendant la mise en application de la présente Convention, les Parties Contractantes s'engagent réciproquement à accorder toutes les facilités nécessaires pour assurer le règlement et le payement des dettes et créances visées aux Sections II et III.

Article 3.

Dans le cas où le débiteur établirait devant le Tribunal d'Arbitrage, prévu par l'Article 6 de la présente Section, que le payement à l'échéance de sa dette, convertie selon l'Article 7 de la Section II, serait inéquitablement onéreux en raison de sa situation économique et de l'étendue de son commerce ou de son métier, le Tribunal d'Arbitrage pourra accorder au débiteur requérant un sursis équitable ou des termes appropriés.

Se pourra également prévaloir de la disposition contenue à l'alinéa précédent, le propriétaire d'immeubles urbains, pour sa dette hypothécaire grevant un pareil immeuble, si il prouve que le payement à l'échéance serait inéquitablement onéreux pour lui, à cause des restrictions relatives aux loyers ou de l'insuffisance de ses autres revenus.

La demande pourra être présentée, avant que le créancier ait procédé au recouvrement de sa créance, et même dans le cas où le créancier aurait saisi un autre tribunal compétent selon l'Article 6 de la présente Section.

Dans le cas où l'exécution serait déjà ordonnée, la demande aura effet suspensif, en tant qu'elle sera présentée dans les 30 jours à partir de la remise au débiteur de l'ordonnance relative à l'exécution.

La demande pourra être déposée au Tribunal d'Arbitrage, ou adressée à l'arbitre de celle des Parties Contractantes, dont le débiteur est ressortissant.

Le Tribunal d'Arbitrage statuera sur ces demandes, en prenant, autant que possible, les pièces existantes pour base de sa décision. Les Parties intéressées auront, cependant, le droit de comparaître en personne ou par l'entremise d'un mandataire. Dans ce but, le Tribunal

d'Arbitrage avisera les Parties intéressées de la date où il statuera sur la demande.

Dans le cas où le Tribunal donnera suite à la demande, les Parties intéressées ne pourront être condamnées au payement des frais et dépens.

Article 4.

Quant aux impôts, dont le montant sera acquitté par le débiteur, — les sommes dues par les ressortissants de l'une des Parties à des ressortissants de l'autre, ne pourront être grevées d'impôts plus onéreux que les sommes dues entre ressortissants de la même Partie.

Au cas où les créances dues entre ressortissants des deux Parties auraient été grevées d'une mesure financière différentielle, la différence perçue sera restituée au créancier.

Article 5.

Sur le territoire des Parties Contractantes, tous délais de prescription, péremption ou forclusion seront suspendus pendant l'époque comprise entre le 3 novembre 1918 et la mise en vigueur de la présente Convention, en tant que lesdits délais se rapportent aux dettes et créancés visées par les Sections II et III. Ces délais recommenceront à courir à partir de la mise en vigueur de la présente Convention et ne pourront expirer avant les deux années qui suivront sa mise en vigueur.

Cette disposition ne s'appliquera pas aux cas où la prescription, la péremption ou la forclusion étaient achevées avant le 3 novembre 1918.

Article 6.

Les litiges qui pourraient surgir entre les ressortissants des Parties Contractantes, ainsi qu'entre le Gouvernement Royal Roumain et les établissements fonciers hongrois au sujet des dettes et créances rentrant sous le régime des Sections II et III de la présente Convention, seront soumis à un Tribunal d'Arbitrage.

Ce Tribunal d'Arbitrage se composera de deux arbitres en raison d'un nommé par chaque Partie.

Dans le cas où les deux arbitres ne pourraient tomber d'accord sur le litige, ils choisiront, d'un commun accord et sous réserve de l'approbation de leurs Gouvernements respectifs, un surarbitre, ressortissant d'un Etat non intéressé, dont la décision restera définitive.

Dans le cas où les Parties Contractantes ne pourraient tomber d'accord sur le choix du surarbitre, les Parties s'adresseront, pour la nomination du surarbitre à Monsieur le Président de la Confédération Helvétique.

Le Tribunal d'Arbitrage siégera alternativement à Bucarest ou à Cluj et à Budapest.

Les règles de procédure seront établies par le Tribunal d'Arbitrage.

Les Parties Contractantes s'engagent à accorder au Tribunal d'Arbitrage toute assistance judiciaire et toutes facilités nécessaires pour suivre ses enquêtes.

Les décisions du Tribunal d'Arbitrage seront définitives. Les Parties Contractantes s'engagent à les rendre obligatoires pour leurs ressortissants respectifs, ainsi qu'à assurer leur exécution sans exequatur et sans citer les Parties, dans les mêmes conditions que les sentences rendues par les autorités judiciaires indigènes.

Les dispositions du présent Article n'affectent nullement le droit des ressortissants des deux Parties de saisir de leurs litiges, provenant de l'exécution des Sections II et III, les tribunaux nationaux compétents, ou bien, si un tel droit leur appartient en vertu du Traité de Trianon, de soumettre leurs litiges au Tribunal Arbitral Mixte, prévu par l'Article 239 du Traité de Trianon.

Article 7.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Budapest, aussitôt que faire se pourra.

Article 8.

La présente Convention entrera en vigueur le jour où l'échange des ratifications aura lieu.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures et leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double original, le 16 avril 1924.

(L. S.) *R. de Wodianer* m. p.
(L. S.) *N. N. Filodor* m. p.

Annexe I.

Le recensement des livrets d'épargne, visé à l'alinéa 3 de l'Article 5 de la Section II de la présente Convention, sera exécuté conformément aux dispositions suivantes:

Le Gouvernement Royal Roumain procédera, dès la mise en vigueur de la présente Convention, au recensement des livrets d'épargne rentrant sous les conditions de l'Article 5 de la Section II.

Dans les trois mois à partir de la publication y relative du Gouvernement Royal Roumain, les détenteurs déclareront et déposeront leurs livrets d'épargne à l'établissement ou à l'autorité désignée à cet effet par ledit Gouvernement.

Les livrets déclarés devront être accompagnés de toutes les preuves susceptibles, d'établir les conditions fixées ou mentionnées à l'Article 5 de la Section II.

Pour les livrets constitués au nom d'une personne, le déclarant devra établir spécialement son identité avec la personne au nom de laquelle le livret est constitué, ou bien, le cas échéant, avec l'héritier ou le cessionnaire de ladite personne.

Pour les livrets constitués sous des chiffres, initiales, devises, noms fictifs, etc., le déclarant devra administrer toutes les preuves — hormis le témoignage — nécessaires pour établir sa propriété.

Les livrets déclarés, mis en bordereau, seront immédiatement transmis à l'Institut Central des Sociétés Financières à Budapest, qui les communiquera aux établissements débiteurs. Le bordereau devra contenir les noms et domicile du déclarant, le numéro et montant du livret, la dénomination de l'établissement débiteur et, enfin, l'énumération des preuves.

L'établissement débiteur devra se prononcer, dans un délai de trois semaines, sur les déclarations qui lui ont été communiquées, et la réponse sera remise à l'Institut Central des Sociétés Financières à Budapest.

L'acceptation de la déclaration et, en cas de refus, les observations de l'établissement débiteur, seront immédiatement communiquées par ledit Institut Central des Sociétés Financières à l'établissement roumain ou à l'autorité roumaine, chargée du recensement qui, de son côté, en donnera acte sans délai, aux déclarants.

Dans le cas où la déclaration aurait été refusée par l'établissement débiteur, le déclarant d'un livret constitué sous des chiffres, initiales, devises, noms fictifs etc., aura le droit, pour prouver ses droits de propriété, de s'offrir à prêter serment devant le tribunal de district où se trouve son domicile. Le déclarant de tout autre livret aura le droit de soumettre — dans un délai de quatre semaines à partir du jour de la notification faite par l'Institut Central des Sociétés Financières à l'établissement roumain ou à l'autorité roumaine chargée du recensement — sa déclaration refusée à une commission mixte, composé de deux membres, dont l'un sera désigné par le Ministère Royal Roumain des Finances et l'autre par l'Institut Central des Sociétés Financières à Budapest.

Dans le cas où la commission ne pourrait arriver à une décision unanime, la déclaration contestée sera soumise au surarbitre prévu par l'Article 6 de la Section IV.

Les livrets dont la déclaration a été acceptée seront marqués par l'établissement ou l'autorité chargée du recensement, de l'estampille suivante: „Recensé en Roumanie“.

Annexe II.

Le recensement des créances visées à l'Article 9 de la Section III de la présente Convention, sera exécuté conformément aux dispositions suivantes:

Les établissements créanciers déclareront leurs créances, dans le délai fixé à l'alinéa 1 de l'Article 9 de la Section III, à l'Association des Banques et Caisses d'Epargne à Budapest. Les déclarations seront mises en bordereau par chaque établissement et accompagnées d'un relevé contenant les arriérés échus et non réglés jusqu'au jour initial du délai fixé pour le recensement, ainsi que le montant non encore amorti de la créance.

Les établissements créanciers seront obligés de donner au débiteur, par lettre recommandée, avis de la déclaration.

Dans les quatre semaines qui suivront l'expiration du délai fixé pour la déclaration des créances, l'Association des Banques et Caisses d'Epargne à Budapest communiquera les déclarations au Ministère Royal Roumain des Finances.

Les débiteurs, ainsi que le Gouvernement Royal Roumain, auront le droit de protester contre la déclaration et contre la cession des créances déclarées, dans le cas où la créance ne tomberait pas sous les dispositions de la Section III.

Les protestations devront être adressées à l'établissement créancier, au plus tard dans les six semaines à partir de la notification des déclarations, faite au Ministère Royal Roumain des Finances. Ledit Ministère Royal donnera au débiteur avis de cette notification dans les deux semaines après sa réception.

Dans le cas où la protestation ne pourrait être réglée par voie d'accord, chacune des Parties intéressées aura le droit de soumettre le litige au Tribunal d'Arbitrage (Article 6 de la Section IV) dans les six semaines qui suivront la rentrée de la protestation à l'établissement intéressé.

La décision du Tribunal d'Arbitrage sera obligatoire pour les Parties.

A l'expiration des six mois qui suivront la notification de la déclaration relative à la cession (alinéa 4 de la présente Annexe), l'obligation de céder la créance s'éteindra pour le créancier.

Annexe III.

Le recensement des titres visés à l'Article 10 de la Section III de la présente Convention, sera exécuté conformement aux dispositions suivantes:

Le Gouvernement Royal Roumain procédera, dès la mise en vigueur de la présente Convention, au recensement des titres remplissant les conditions de l'alinéa 6 de l'Article 10 de la Section III.

En vue de ce recensement, le Gouvernement Royal Roumain fixera un délai de trois mois, pendant lequel les porteurs de titres les déclareront à l'établissement ou à l'autorité désignée, à cet effet, par le Gouvernement Royal Roumain.

Les titres déclarés seront mis en bordereau, séparément pour chaque établissement intéressé. Le bordereau devra contenir les noms et domicile du déclarant, la catégorie, les numéros de série et d'ordre des titres déclarés et, enfin, l'énumération des preuves.

Le bordereau devra être accompagné de toutes les preuves susceptibles d'établir les conditions fixées à l'alinéa 6 de l'Article 10 de la Section III.

Seront considérées comme preuves de propriété, en premier lieu: les documents d'achat, le récépissé de dépôt et généralement toutes autres preuves écrites. Au cas où l'établissement intéressé refuserait de re-

connaître la validité des preuves produites, le déclarant pourra administrer toutes autres preuves admissibles d'après la procédure civile des Parties Contractantes.

Les bordereaux de déclaration seront immédiatement transmis à l'Association des Banques et Caisses d'Epargne à Budapest, qui les communiquera sans délai aux établissements intéressés.

Les établissements intéressés devront se prononcer, dans un délai de trois semaines, sur les déclarations qui leur ont été communiquées.

L'acceptation des déclarations et, en cas de refus, les observations de l'établissement intéressé, seront immédiatement communiquées par ladite Association des Banques et Caisses d'Epargne, à l'institution ou autorité roumaine chargée du recensement, qui, de son côté, en donnera acte sans délai aux déclarants. Pour l'application des dispositions de l'alinéa 1 de l'Article 8 de la Section III, le recensement sera considéré comme terminé dès que ladite communication aura été faite par l'Association des Banques et Caisses d'Epargne, à l'institution ou autorité roumaine chargée du recensement.

Le déclarant aura le droit de soumettre — dans un délai de quatre semaines à partir du jour de la notification faite par l'Association des Banques et des Caisses d'Epargne à l'institution ou autorité roumaine chargée du recensement — la déclaration refusée à une commission composée de deux membres, dont l'un sera délégué par le Ministère Royal Roumain des Finances, l'autre par l'Association des Banques et Caisses d'Epargne à Budapest.

La commission devra se prononcer dans un délai de deux semaines.

Dans le cas où la commission ne pourrait arriver à une décision unanime, le différend sera soumis au surarbitre, prévu par l'Article 6 de la Section IV.

Les titres, dont la déclaration a été acceptée, soit par l'établissement intéressé, soit par une décision de la commission prévue aux alinéas précédents, ou par celle du surarbitre susmentionné, seront marqués de l'estampille suivante: „Recensé en Roumanie“.

Protocole de signature.

Au moment de procéder à la signature de la Convention en date d'aujourdhui, concernant la libération des dépôts et le règlement des dettes et créances libellées en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises, les Hautes Parties Contractantes sont convenues de ce qui suit:

1. Les termes „objets d'art“ du paragraphe 1 des Articles 1 et 2 de la Section I de la présente Convention ne s'appliquent qu'aux objets d'art déposés auprès des banques et banquiers. De plus, ces termes ne comprennent pas les objets d'art qui auraient pu être réclamés en vertu des Articles 175—176 du Traité de Trianon.

2. En ce qui concerne les dépôts contenant des monnaies, visés aux Articles 1 et 2 de l'alinéa 1 de la Section I de la présente Convention, les dispositions de ladite Section ne s'appliqueront qu'aux dépôts réguliers (depositum regulare).

3. Vu l'intérêt des déposants des dépôts cumulatifs d'obtenir des facilités pour prouver la nationalité des propriétaires des valeurs dont se compose le dépôt cumulatif, il est convenu que, pour les dépôts cumulatifs visés à l'alinéa 2 de l'Article 3 de la Section I, on admettra généralement comme preuves, les certificats de nationalité émanant des autorités locales, compétentes selon le domicile des propriétaires énumérés dans le bordereau à dresser par le déposant. Ce certificat pourra être apposé sur ledit bordereau. Les contre-preuves sont admissibles.

Cette disposition, applicable uniquement aux dépôts cumulatifs, ne porte aucune atteinte, aux règles internes des Parties Contractantes relatives à l'administration des preuves en matière de nationalité, ni aux dispositions de la Section I, concernant les preuves de nationalité pour tous les dépôts non cumulatifs.

4. Les dispositions contenues dans l'alinéa 1 de l'Article 6 de la Section I seront notifiées à la Commission des Réparations.

5. Toutes les restrictions et interdictions contraires aux dispositions de la présente Convention, seront levées et abrogées.

6. Pour faciliter le recensement des livrets d'épargne et des lettres hypothécaires, ainsi que celui des autres titres soumis au recensement (Article 5 de la Section II, Article 10 de la Section III et Annexes I et III de la présente Convention), il est convenu que: si le livret d'épargne ou les titres à déclarer sont déposés hors du territoire du Royaume de Roumanie, le propiétaire aura le droit de faire, en temps utile, une déclaration provisoire pour sauvegarder ses intérêts. Cette déclaration provisoire ne dispense aucunement le déclarant de l'obligation de satisfaire, dans un délai de six mois à partir de la déclaration provisoire, aux dispositions des clauses précitées de la présente Convention.

7. La Anglo-Austrian Bank Ltd. et la Wiener Bankverein seront assimilées aux banques hongroises et soumises aux dispositions de la Section II, en ce qui concerne les dettes et créances contractées par leurs établissements en Hongrie, si les autres conditions posées dans ladite Section sont également remplies.

8. En ce qui concerne les dettes et créances visées par la présente Convention, les établissements fonciers hongrois et, parmi eux, l'Association des Instituts Fonciers de Hongrie (Magyar Földhitelintézetek Országos Szövetsége) jouiront du même traitement que tous les autres ressortissants hongrois.

Le présent Protocole sera ratifié en même temps que la Convention en date d'aujourd'hui et aura la même force que ladite Convention.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double original, le 16 avril 1924.

(L. S.) *R. de Wodianer* m. p.
(L. S.) *N. N. Filodor* m. p.

106.

HONGRIE, ROUMANIE.

Convention relative à l'ajustement financier des entreprises d'assurance privées et au traitement réciproque desdites entreprises; signée à Bucarest, le 16 avril 1924.*)

Budapesti Közlöny 1924, No. 266.

Son Altesse Sérénissime le Régent de Hongrie et Sa Majesté le Roi de Roumanie,

Désirant arriver à un accord pour l'ajustement financier des entreprises d'assurance privées, prévu par l'Article 198 du Traité de Trianon,**) et pour le traitement réciproque desdites entreprises,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir:

Son Altesse Sérénissime le Régent de Hongrie:

M. R. de Wodianer, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire,

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

M. Nicolas N. Filodor, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, Secrétaire Général du Ministère Royal des Affaires Etrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Section I.

Dispositions concernant le règlement des anciens contrats d'assurance sur la vie.

Article 1.

Les entreprises d'assurance privées, dont le siège social se trouve sur le territoire de la Hongrie déterminé par le Traité de Trianon, et qui, à la date de 31 octobre 1918, avaient fait des opérations sur les territoires transférés au Royaume de Roumanie par suite des Traités de Trianon et de St. Germain, transmettront leurs portefeuilles d'assu-

---

*) Les ratifications ont été échangées à Budapest, le 3 décembre 1924.
**) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 497.

rance sur la vie, — résultant de cette exploitation et constitués conformément aux dispositions de la présente Convention — par voie d'accord, selon leur libre choix à l'une des entreprises d'assurance privées désignées par le Gouvernement Roumain.

Des dispositions analogues seront appliquées aux portefeuilles hongrois d'assurance sur la vie, afférant aux entreprises d'assurance privées, dont le siège actuel se trouve sur le territoire transféré au Royaume de Roumanie par suite du Traité de Trianon et qui, avant le 31 octobre 1918, avaient fait des opérations sur le susdit territoire de la Hongrie. Le Gouvernement Hongrois désignera, dans ce cas, les entreprises cessionnaires parmi lesquelles les entreprises roumaines pourront choisir selon leur libre choix.

Article 2.

Les entreprises d'assurance privées hongroises, citées à l'alinéa 1 de l'Article précédent, sépareront de leur portefeuille d'assurance sur la vie, les contrats d'assurance sur la vie et ceux de rente viagère (y compris les assurances des rentes en cas d'accidents), conclus par leur maisons-mères ou par leurs succursales de n'importe quel Etat avant le 31 décembre 1921 et résultant de leur activité sur les territoires susmentionnés.

Ces contrats d'assurance porteront ci-dessous le nom de „portefeuille roumain".

Les contrats d'assurance du portefeuille roumain seront divisés en deux groupes:

1° les contrats libellés en anciennes couronnes hongroises ou autrichiennes;

2° les contrats libellés en lei roumains.

Cette séparation du portefeuille roumain, ainsi que le règlement des obligations résultant desdits contrats d'assurance sur la vie, seront effectués par les entreprises d'assurance privées hongroises intéressées, conformément aux dispositions des Articles 3—10 de la présente Convention.

Article 3.

1. Seront incorporés au portefeuille roumain — sans tenir compte de la nationalité de l'assuré — les contrats conclus par les assurés dont le domicile permanent — ou, pour les personnes morales, le siège, — se trouvait au 31 octobre 1918 et au 31 décembre 1923, sur les territoires roumains, mentionnés à l'alinéa 1 de l'Article 1. Seront exclus de l'incorporation au portefeuille roumain, les contrats des assurés qui étaient ressortissants hongrois au 31 décembre 1923 et qui, dans un délai de quatre mois à partir du jour de la mise en vigueur de la présente Convention, formuleraient une réclamation contre ladite incorporation.

2. Les contrats conclus par les assurés dont le domicile permanent (siège) ne se trouvait pas à l'une ou à toutes les deux dates susmentionnées sur le territoire roumain précité, seront incorporés au portefeuille

roumain, si l'assuré, ayant acquis la nationalité roumaine en vertu des Traités de Trianon ou de St. Germain, était ressortissant roumain au 31 décembre 1923 et si'l a rempli une des conditions suivantes:

a) s'il a payé à un bureau de l'entreprise hongroise respective, établi sur le territoire actuel du Royaume de Roumanie, tant la dernière prime échue avant le 31 octobre 1918 que la dernière prime échue avant le 31 décembre 1923;

b) si l'assuré ayant payé, sous réserve, les primes visées par l'alinéa précédent à un bureau établi hors du territoire roumain actuel, a réclamé dans un délai de trois mois à partir du jour de la mise en vigueur de la présente Convention, l'incorporation de son contrat au portefeuille roumain;

c) si l'assuré a demandé, dans les trois mois à partir du jour de la mise en vigueur de la présente Convention, l'incorporation de son contrat au portefeuille roumain, — en tant que les primes visées par l'alinéa a) ont bénéficié d'un délai de payement.

Ces dispositions seront appliquées, par analogie, aux assurances de rentes.

Si la police est échue entre le 31 octobre 1918 et le 31 décembre 1923, ou si ladite police a été rachetée, la date de son échéance, respectivement celle de son rachat, sera substituée à la date du 31 décembre 1923, mentionnée aux points 1 et 2.

Article 4.

Contrairement aux dispositions de l'Article précédent, ne pourront être incorporées dans le portefeuille roumain les assurances sur la vie (quote-parts des rentes):

1° échues avant le 31 octobre 1918:

2° échues après le 31 octobre 1918, si les échéances (rachats, etc.) exigibles ont été acquittées par les entreprises d'assurance hongroises en couronnes hongroises ou autrichiennes, avec le consentement de l'ayantdroit

3° Sont exclus également du portefeuille roumain:

a) les contrats des assurés qui, depuis le 10 juin 1919, ont payé les primes de leur propre gré, et expressément en couronnes hongroises ou en couronnes autrichiennes (monnaie légale en Hongrie, respectivement en Autriche);

b) les assurances conclues, après le 10 juin 1919, expressément en couronnes hongroises ou en couronnes autrichiennes (monnaie légale en Hongrie, respectivement en Autriche);

c) les assurances sur la vie libellées en titres d'emprunt de guerre hongrois ou autrichiens (assurances d'emprunts de guerre).

Article 5.

Les réserves techniques afférantes au portefeuille roumain, déterminé par les Articles 3 et 4 de la présente Convention, seront calculées

au 31 décembre 1923, en tenant compte des payements d'assurance échus depuis le 31 octobre 1918.

Tout en réservant le droit de contrôle des deux Parties, le calcul des réserves de primes sera fait sur la base des règles qui — dans les entreprises d'assurance privées originaires des deux Etats de l'ancienne Monarchie Austro-Hongroise, — étaient en vigueur pour l'établissement des réserves de primes, pour le service des intérêts, pour les tables de mortalité à employer, etc.

Le montant des réserves techniques du portefeuille roumain, calculé en couronnes hongroises et autrichiennes, sera transformé en lei roumains au taux de change de un leu pour deux couronnes anciennes hongroises ou autrichiennes.

Article 6.

Les actifs suivants des entreprises d'assurance seront employés, dans l'ordre ci-après, à la couverture des réserves techniques visées à l'Article 5, ainsi qu'à celle de leurs intérêts nés entre le 31 décembre 1923 et la date de la mise en vigueur des accords concernant les assurances appartenants au groupe mentionné au point 1 de l'Article 2 du portefeuille roumain:

a) les titres de la dette publique émis par le Royaume de Roumanie;

b) les prêts faits (payés) en anciennes couronnes hongroises ou autrichiennes ou en lei roumains, sur les polices d'assurance sur la vie, afférentes au portefeuille roumain;

c) les immeubles se trouvant sur le territoire du Royaume de Roumanie;

d) les titres de tout repos (lettres de gages, obligations communales, etc.) émis par des institutions financières ou autres, publiques ou privées, dont le siège est situé sur les territoires transférés à la Rumanie par suite des Traités de Trianon ou de St. Germain. Seront de même employés à la couverture, les titres émis par les institutions publiques ou privées, dont le siège situé sur l'ancien territoire Roumain, en tant qu'ils sont cotés à la Bourse de Bucarest;

e) les titres de la dette publique, dont traite le point 1 de l'Article 186 du Traité de Trianon ou le point 1 de l'Article 203 du Traité de St. Germain, en tant que ces titres appartiennent à la dette publique du Royaume de Roumanie, dans le sens des dispositions des Traités susmentionnés;

f) les titres de la dette publique, mentionnés au point 2 de l'Article 186 du Traité de Trianon ou au point 2 de l'Article 203 du Traité de St. Germain, savoir:

1° les titres munis du timbre de nostrification du Royaume de Roumanie;

2° les titres ne portant aucun signe distinctif, apposé en vertu de l'exécution des Articles susmentionnés des Traités de Paix, ainsi que les titres déjà munis du timbre de nostrification de la Hongrie, de l'Autriche

ou d'un des Etats successeurs de l'ancienne Monarchie Austro-Hongroise, mais dont l'estampillage a été annulé (dénostrifié) par l'Etat respectif.

Article 7.

Les valeurs mentionnées au point a), ainsi que les valeurs mentionnées au point d) de l'Article 6 et libellées en lei roumains, devront être évaluées au taux moyen coté à la Bourse de Bucarest au jour précédent la date du transfert effectif des réserves techniques susmentionnées.

Les valeurs mentionnées au point d) de l'Article 6 et libellées en couronnes hongroises ou autrichiennes, seront calculées en lei roumains, au taux de deux couronnes pour un leu, et seront évaluées selon leur valeur nominale, si ces titres produisent des intérêts d'au moins 5 %. Si les intérêts desdits titres sont inférieurs à 5 %, les titres seront évalués par un accord entre les entreprises intéressées.

Si les prêts mentionnés au point b) de l'Article 6, ont été faits (payés) en anciennes couronnes hongroises ou autrichiennes jusqu'au 10 juin 1919 et, après ce jour, en couronnes estampillées par la Roumanie, ils seront évalués au taux de deux couronnes pour un leu.

Les valeurs mentionnées aux points e) et f) de l'Article 6 seront évaluées selon leur valeur nominale, au taux de deux couronnes pour un leu.

L'évaluation des actifs mentionnés au point c) de l'Article 6 est réservée à un accord entre les entreprises intéressées.

Article 8.

Seront employées à la couverture des réserves techniques des contrats d'assurance libellés en lei roumains, en vigueur au jour du transfert effectif desdits réserves, les valeurs des entreprises d'assurance, libellées en lei roumains, admises par les prescriptions légales du Royaume de Roumanie pour la couverture des réserves techniques des assurances sur la vie. L'évaluation de ces valeurs se fera de même selon lesdites prescriptions.

Article 9.

Dans le cas où les actifs mentionnés aux Articles 6 et 8 ne suffiraient pas à couvrir entièrement les réserves techniques du portefeuille roumain, la différence pourra être couverte par d'autres valeurs ou par des sûretés, acceptées par le Gouvernement Roumain (gages hypothécaires pupilaires sur les immeubles des entreprises intéressées situés dans un Etat autre que la Roumanie etc.) ou, enfin, en espèces, en tenant toujours compte des engagements des entreprises dans les Etats autres que la Roumanie.

Article 10.

Après la mise en vigueur de la présente Convention, les obligations des entreprises d'assurance privées hongroise susmentionnées, résultant des contrats d'assurance appartenant au portefeuille roumain, seront remplies à partir du 31 octobre 1918 en lei roumains, le taux pour les

contrats libellés en anciennes couronnes étant de un leu roumain pour deux couronnes hongroises ou autrichiennes, si les réserves techniques du portefeuille roumain des susdites entreprises étaient entièrement couvertes par les actifs mentionnés aux Articles 6, 8 et 9.

Cette disposition s'appliquera, par analogie, au remboursement des primes et prêts sur polices, faits ou à faire par les assurés à partir du 31 octobre 1918.

Les dispositions des alinéas 1 et 2 de cet Article ne sont pas applicables aux obligations résultant des contrats d'assurance (échéances, rachats, primes, etc.), acquittées sur le territoire actuel du Royaume de Roumanie, entre le 31 octobre 1918 et le 10 juin 1919, en anciennes couronnes hongroises ou autrichiennes et, entre le 10 juin 1919 et le 1er avril 1921, en couronnes estampillées par la Roumanie.

Article 11.

Si les titres mentionnés au point f) 2 de l'Article 6 étaient employés à la couverture des réserves techniques en vertu de l'Article 6, la dette publique représentée par ces titres sera traité sur un pied d'égalité avec les titres estampillés sur le territoire roumain selon les dispositions de l'Article 186 du Traité de Trianon ou selon celles de l'Article 203 du Traité de St. Germain.

Les coupons de ces titres seront soumis au régime général, que la Roumanie appliquera sur son territoire aux titres susmentionnés.

Article 12.

Le transfert des portefeuilles et des réserves techniques d'une entreprise de l'une des Parties à une entreprise d'assurances privée de l'autre Partie, ne pourra être exécuté que sous le contrôle et avec l'approbation des deux Parties, qui approuveront ce transfert en tant qu'il sera conforme aux dispositions de la présente Convention.

Les accords mentionnés à l'Article 1, le transfert susdit des meubles et des immeubles, l'importation ou l'exportation des valeurs employées en couverture des réserves techniques, prévue à l'Article 13, ainsi que toutes les opérations des entreprises d'assurance faites en exécution de la présente Convention, seront exempts, sur les territoires des deux Parties Contractantes, de tous impôts, droits, taxes et autres charges publiques.

Dans les six mois à partir de la mise en vigueur de la présente Convention, les autorités compétentes des deux Parties établiront — par une révision des entreprises d'assurance privées intéressées, faite sur le territoire des deux Parties — si les accords visés par l'Article 1 de la présente Convention, ainsi que le transfert susmentionné, sont conformes aux dispositions des Articles 3—10. Les écarts éventuels seront rectifiés dans les douze mois qui suivront la mise en vigueur de la présente Convention.

Article 13.

Le Gouvernement Hongrois permettra l'exportation sur le territoire roumain des valeurs employées, selon lesdits accords, à la couverture des réserves techniques du portefeuille roumain, en tant que ces valeurs se trouvent sur le territoire hongrois et que ces accords sont conformes aux dispositions de la présente Convention.

De son côté, le Gouvernement Roumain ne s'opposera pas à l'importation desdites valeurs.

Article 14.

Dans le cas où une entreprise d'assurance privée hongroise, tombant sous les dispositions de la présente Convention, aurait omis de transférer son portefeuille roumain dans les quatre mois qui suivront la mise en vigueur de la présente Convention — conformément aux dispositions de l'Article 2 — ou, dans le cas où les autorités compétentes des deux Parties n'auraient pas approuvé les susdits accords entre les entreprises intéressées, les autorités des deux Parties prendront, d'un commun accord et conformément aux dispositions légales en vigueur sur les territoires des deux Parties, les mesures nécessaires pour sauvegarder des intérêts des assurés des deux Parties Contractantes.

Dans le cas où une des entreprises précitées n'aurait pas conclu, dans les quatre mois qui suivront la mise en vigueur de la présente Convention, l'accord concernant le transfert des couvertures de son portefeuille roumain, prévu par l'Article 1, ce portefeuille sera transféré au Gouvernement Roumain ou à une entreprise d'assurance privée désignée par ce Gouvernement.

Article 15.

Les dispositions des Articles 2—14 seront appliquées par analogie, aux contrats de réassurance respectifs.

Article 16.

L'approbation, par l'autorité compétente du Gouvernement Roumain, des accords entre les entreprises intéressées, ainsi que du transfert du portefeuille roumain et de ses réserves techniques, ou bien de la couverture de ces réserves, entraînera, pour les entreprises d'assurance privées hongroises en question, la libération de tous leurs engagements envers les assurés appartenant au portefeuille roumain. Le Gouvernement Roumain portera cette approbation à la connaissance du Gouvernement Hongrois.

Article 17.

Les dispositions des Articles 2, 3, 5 et 12—16 seront appliquées, par analogie, au portefeuille hongrois d'assurances sur la vie, afférant aux entreprises d'assurance privées, dont le siège actuel se trouve sur les territoires transférés à la Roumanie par suite du Traité de Trianon et qui, avant le 31 octobre 1918. ont conclu des assurances sur la vie sur le territoire hongrois, tel qu'il est déterminé par le Traité de Trianon. Les réserves techniques de ces portefeuilles seront converties en espèces et les

anciens contrats d'assurance en question, conclus en anciennes couronnes hongroises ou autrichiennes, seront exécutés en couronnes hongroises.

Article 18.

Si les délais de prescription, de péremption et de forclusion de procédure des obligations, constituées par la présente Convention en faveur des ressortissants roumains, respectivement des ressortissants hongrois, n'ont pas expiré avant le 3 novembre 1918, ils seront suspendus à partir de cette date jusqu'au jour de la mise en vigueur de la présente Convention, quand ils recommenceront à courir.

Dans les quatre semaines qui suivront la mise en vigueur de ladite Convention, chaque Partie prendra, par voie de prescriptions légales, les mesures suivantes:

Toute action en justice introduite ou à introduire, et se rapportant aux créances résultant des contrats d'assurance mentionnés à l'Article 2, sera suspendue pour une durée de six mois à dater de la mise en vigueur de la présente Convention, en tant qu'une entreprise d'assurance privée (y compris les succursales et sans tenir compte du lieu de leur siège), dont le siège se trouve sur le territoire de l'une des deux Parties, se présente en qualité de créancier ou de débiteur d'une part, et que, de l'autre part, se présente un ressortissant de l'autre Partie ou une personne dont le domicile permanent (siège) se trouve sur le territoire de l'autre Partie.

Les mesures conservatoires et celles de l'exécution forcée ne pourront être effectuées au profit de pareilles créances. Les mesures déjà prises seront suspendues d'office.

La durée de la suspension de l'action en justice concernant les créances mentionnées à l'alinéa 3 du présent Article n'entrera pas dans le délai de prescription et de forclusion de procédure.

Article 19.

La présente Convention et le Protocole Final y relatif seront considérés par les deux Parties comme règlement financier des dispositions de l'Article 198 du Traité de Trianon sur les entreprises d'assurance. Les deux Parties renoncent, donc, en ce qui concerne les compagnies d'assurance, au droit d'appel à la Commission des Réparations, prévu par les dispositions dudit Article.

Ce règlement ne préjuge pas d'autres règlements financiers et ne porte aucune atteinte aux dispositions des Traités de Paix.

Section II.

Dispositions concernant le traitement réciproque des entreprises d'assurance privées.

Article 20.

Chacune des deux Parties Contractantes traitera les entreprises d'assurance privées, dont le siège se trouve sur le territoire de l'autre Partie, de la même façon que les entreprises de même nature d'un tiers

Etat, concessionnées après la mise en vigueur de la présente Convention. Ce traitement sera de même appliqué aux concessions d'exploitation accordées aux entreprises d'assurance privées ou à leurs succursales (représentances, agences principales ou secondaires, etc.), à leur exploitation, ainsi qu'aux impôts, droits, taxes et autres charges publiques auxquelles ces entreprises seraient soumises.

Section III.

Dispositions finales.

Article 21.

Tout différend qui pourrait surgir à l'occasion de l'application de la présente Convention, sera soumis à un Tribunal Arbitral formé par deux membres, un de chaque Partie, qui éliront, d'un commun accord, un Président.

En cas de désaccord au sujet de la personne du Président, ce dernier sera désigné par le Président du Conseil Fédéral Suisse.

Le Tribunal siégera à Bucarest, Cluj ou à Budapest, selon le choix du Président, et connaîtra des frais de procédure.

Article 22.

La présente Convention entrera en vigueur huit jours après l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Budapest.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double original, le 16 avril 1924.

(L. S.) *R. de Wodianer* m. p.
(L. S.) *N. N. Filodor* m. p.

Protocole de signature.

Au moment de procéder à la signature de la Convention en date d'aujourd'hui, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus des dispositions suivantes:

§ 1. Par les Etats mentionnés à l'Article 20 de la présente Convention, il faut entendre aussi les tiers Etats auxquels un territoire de l'ancienne Monarchie Austro-Hongroise a été transféré ou qui sont nés du démembrement de la Monarchie.

§ 2. En vertu de l'Article 1, le Gouvernement Roumain désigne dès maintenant les entreprises d'assurance privées suivantes, auxquelles les portefeuilles visés par l'Article 2 pourront être tranférés:

„Agricola“, S. A. d'Assurances Générales, à Bucarest;
„Agronomul“, Institution d'Assurance, S. A., à Arad;
„Dacia-Romania“, Société Générale d'Assurance, à Bucarest;
„Fonciera“, S. A. d'Assurances Générales, à Cluj;
„Generala“, Société Roumaine d'Assurances Générales, à Bucarest;
„Nationala“, Société Générale d'Assurance, à Bucarest;
„Prima-Ardeleana“, Société d'Assurances Générales, à Cluj.

Le Gouvernement Roumain se réserve de compléter, au besoin, cette liste par d'autres entreprises d'assurance privées, auxquelles lesdits portefeuilles pourront être transférés.

Dans le cas où une entreprise d'assurance hongroise, tombant sous les dispositions de cette Convention, désirerait transférer son portefeuille à une des entreprises d'assurance susmentionnées, le Gouvernement Roumain ne refusera l'approbation que si l'entreprise respective ne pourrait prouver à la demande du Gouvernement Roumain, que les 60 % de son capital social sont détenus par des ressortissants roumains.

§ 3. Les Gouvernements des deux Parties emploieront tous les moyens dont ils disposent, pour que les accords mentionnés à l'Article 1 de la présente Convention, soient conclus d'urgence, au plus tard dans les quatre mois qui suivront la mise en vigueur de la présente Convention.

§ 4. Les contrats d'assurance des entreprises d'assurance hongroises, prévus aux points 1 et 3 de l'Article 4, qui ne seraient pas transférés dans le sens de la présente Convention, seront liquidés directement, savoir:

1° Pour les dettes et créances provenant des assurances mentionnées au point 1 de l'Article 4 et qui n'ont pas encore été payées, on appliquera les stipulations générales de la Convention en date d'aujourd'hui, relative à la libération des dépôts et au règlement des dettes et créances en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises;

2° La liquidation des contrats prévus au point 3 de l'Article 4 se fera selon les clauses de ces contrats.

§ 5. Les assurances échues et acquittées jusqu'au 31 décembre 1923, comprises dans le montant des réserves techniques selon l'alinéa 1 de l'Article 5, seront couvertes en première ligne par les créances dérivant des primes d'assurance sur la vie, échues jusqu'au 31 décembre 1923, perçues ou à percevoir par une société d'assurance roumaine, pour le compte de l'entreprise d'assurance hongroise respective.

Dans le cas où les créances en question (primes) d'une entreprise d'assurance hongroise ne suffiraient pas à la couverture totale des réserves de ces assurances, les valeurs énumérées aux Articles 6, 8 et 9 seront employées à la couverture de la différence. Si le montant desdites créances (primes) dépassait le montant des assurances acquittées, le reste de ces créances (primes) sera employé à la couverture des réserves techniques des autres assurances afférantes au portefeuille roumain.

§ 6. Selon les dispositions de l'Article 11, les deux Parties notifieront à la Commission des Réparations que les titres, mentionnés à cet Article, doivent être considérés comme faisant partie de la tranche de l'estampillage roumain.

§ 7. Il est entendu que la mise en application des dispositions de l'Article 255 du Traité de Trianon, relatives à la continuation des opérations exercées antérieurement par les entreprises d'assurance privées des Parties Contractantes sur leurs territoires respectifs, ne s'oppose pas

aux dispositions de l'Article 20 de la présente Convention, visant le traitement réciproque à accorder à l'avenir aux entreprises d'assurance privées des Parties Contractantes.

§ 8. Les primes échues, mais non payées, provenant des contrats d'assurance contre les dommages, libellés en anciennes couronnes hongroises ou autrichiennes, ainsi que les obligations d'indemnité pécuniaire non encore payées, résultant desdits contrats d'assurance, tombent sous les prévisions de la Convention en date d'aujourd'hui, relative à la libération des dépôts et au règlement des dettes et créances en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises, le taux de change étant, toutefois, calculé à un leu pour deux couronnes, sans tenir compte de la date à laquelle la prime est échue ou à laquelle l'accident a eu lieu.

Les dispositions précédentes concernant les indemnités pécuniaires, ne seront appliquées que si l'assuré a payé les primes échues jusqu'à la date de l'accident en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises, en couronnes estampillées par la Roumanie ou en lei.

Le présent Protocole de signature, ratifié en même temps que la Convention en date d'aujourd'hui, sera considéré comme Partie intégrante de la présente Convention et possédera la même force et valeur.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double original, le 16 avril 1921.

(L. S.) *R. de Wodianer* m. p.
(L. S.) *N. N. Filodor* m. p.

107.

HONGRIE, ROUMANIE.

Convention concernant la répartition des biens des départements (comitats), villes et villages, dont l'ancien territoire a été fractionné par la frontière fixée à la suite du Traité de Trianon;*) signée à Bucarest, le 26 avril 1924.**)

Budapesti Közlöny 1924, No. 266.

Son Altesse Sérénissime le Régent de Hongrie et Sa Majesté le Roi de Roumanie,

Désirant arriver, conformément à l'Article 256 du Traité de Trianon,***) à un accord pour la répartition des biens des départements, villes et villages, dont le territoire a été fractionné par la frontière fixée à la suite dudit Traité,

*) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 423.
**) Les ratifications ont été échangées à Budapest, le 3 décembre 1924.
***) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 542.

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir:

Son Altesse Sérénissime le Régent de Hongrie:

M. R. de Wodianer, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire,

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

M. Nicolas N. Filodor, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, Sécrétaire Général du Ministère Royal des Affaires Etrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1.

Seront considérés comme départements, villes et villages partagés, les départements (comitats), villes et villages dont l'ancienne circonscription administrative a été fractionnée par la frontière fixée à la suite du Traité de Trianon.

Seront exceptés de la présente Convention les départements (comitats), villes et villages, dont l'ancienne circonscription administrative a été partagée par ladite frontière entre les deux Parties Contractantes et un Etat tiers. La répartition des biens appartenant à ces départements (comitats), villes et villages, sera réglée par des conventions entre tous les Etats intéressés.

Article 2.

Seront soumis à la répartition tous les éléments actifs et passifs des biens des départements, villes et villages, visés à l'alinéas 1 de l'Article 1.

Ne seront pas soumis à la répartition les fonds et fondations, qui ne constituent pas la propriété de départements, villes ou villages, mais qui étaient ou sont administrés par eux, ainsi que les fonds et fondations qui ne sont pas destinés exclusivement auxdits départements, villes et villages.

La question de ces fonds et fondations sera réglée en même temps que la question des fonds et fondations en général. Les Commissions prévues à l'Article 10 dresseront une liste spéciale desdits fonds et fondations, exclus de la répartition.

De même, ne rentreront pas dans la répartition, les archives des départements, villes et villages, ainsi que les caisses des mineurs et interdits et les fonds de réserve de ces caisses, dont la répartition sera réglée par des conventions spéciales.

Article 3.

Les éléments actifs et passifs des biens à répartir seront constatés selon l'état (inventarié ou non) dans lequel ils se trouvaient au 31 octobre 1918. Pour la répartition des fonds et fondations, on prendra pour base le compte final de l'exercice de 1918.

Seront mises au compte, lors de l'évaluation et de la répartition, les dépenses et investitions utiles, opérées après les dates précitées, dans l'intérêt commun des deux parties fractionnées, ainsi que les changements apportés à l'inventaire, sans faute de la Partie en possession, par cas fortuit ou force majeure, sauf les changements résultant de la législation interne et des mesures d'administration civile des deux Parties Contractantes.

Article 4.

Pour la répartition des éléments actifs et passifs des biens des départements, villes et villages, on prendra comme base la proportion existant entre les impôts directs appliqués en 1914 dans le territoire respectif des deux fractions de la circonscription partagée. Afin d'établir cette proportion, on considérera comme impôts directs, les impôts formant en 1914 la base de l'assiette des impôts supplémentaires départementaux et communaux.

Seront ajoutés à ces impôts les impôts fonciers sur la propriété bâtie et non bâtie, appliqués en 1914 aux immeubles appartenant aux départements, villes et villages et situés hors de leur circonscription administrative. Pour établir la proportion de répartition, ces impôts fonciers seront mis au compte en faveur de la partie fractionnée appartenant à la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'immeuble imposé est situé.

Les impôts appliqués dans les villes municipales, situées sur territoire d'un département partagé, ne rentreront pas dans le calcul de la proportion susmentionnée.

Article 5.

La répartition de l'actif des départements, villes et villages sera faite sur la base de la proportion fixée à l'Article 4.

Dans les limites de cette proportion, la répartition sera exécutée en nature, en tant que possible.

I. Conformément au principe de la répartition de l'actif en nature, les biens immobilies reviendront à celle des deux parties fractionnées, sur le territoire de laquelle lesdits biens immobiliers sont situés. Les biens immobiliers situés hors de la circonscription d'un département, ville ou village partagé, reviendront à la Partie Contractante sur le territoire de laquelle les biens immobiliers sont situés.

Les biens immobiliers répartis en nature, seront évalués conformément aux dispositions de l'Article 7, et l'on mettra à la charge de la partie fractionnée à laquelle l'immeuble est attribué, la quote-part revenant à l'autre Partie. La compensation et le payement des sommes mises à la charge des parties respectives, seront exécutés conformément aux dispositions de l'Article 8.

II. Dans le cas où la répartition en nature des biens mobiliers serait impossible ou provoquerait des difficultés, les biens mobiliers à répartir pourront — si les deux parties tombent d'accord — être rachetés par l'une des parties fractionnées, ou vendus. En cas de rachat, les dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe I seront appliquées. Le prix de vente

sera réparti entre les deux parties, sur la base de la proportion fixée à l'Article 4.

Les biens mobiliers, accessoires d'un immeuble, suivront le sort de l'immeuble, leur valeur devant être mise au compte lors de la répartition.

Les biens mobiliers qui présentent pour l'une des parties fractionnées un intérêt spécial (tels que portraits, livres, sceaux, armes et écussons, drapeaux et autres objets de même nature), pourront être rachetés par cette partie, si les deux parties fractionnées sont d'accord.

III. La répartition des créances, libellées en anciennes couronnes sera faite sur la base de la proportion fixée à l'Article 4.

Dans les relations des parties fractionnées avec les débiteurs, lesdites parties seront considérées, pour les quote-parts respectives de la créance répartie, comme ressortissants hongrois, ou roumains, selon que leur territoire appartient à l'Etat hongrois ou à l'Etat roumain.

Le règlement des quote-parts respectives des créances réparties sera fait, conformément aux dispositions de la Convention sur la libération des dépôts et le règlement des dettes et créances libellées en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises.

Les conditions personnelles (nationalité et domicile), posées dans la Convention précitée, seront considérées, comme réunies dans la personne de la partie fractionnée créancière, conformément à l'alinéa 2 du présent paragraphe.

Article 6.

La répartition des passifs des départements, villes et villages sera faite sur la base de la proportion fixée à l'Article 4.

Les dettes spécialement garanties par l'un des biens à répartir seront assumées par celle des deux parties fractionnées, à laquelle le bien constitué en garantie sera attribué en vertu de l'Article 5. Les dettes contractées pour acquérir, construire, entretenir, améliorer, etc. l'un des biens à répartir, seront considérées comme dettes spécialement garanties et assumées par la partie fractionnée à laquelle ledit bien sera attribué en vertu de l'Article 5. Le montant des dettes qui incombe, en vertu de l'alinéa 1, à l'autre partie fractionnée, sera déduit de la quote-part, revenant à cette Partie, du bien constitué en garantie ou à l'égard duquel la dette a été contractée.

La partie fractionnée qui, en vertu des alinéas précédents assume la dette, en tout ou en partie, sera seule responsable de la dette assumée et sera considérée, dans ses relations avec les créanciers, comme ressortissant hongrois ou roumain, selon que son territoire appartient à l'Etat hongrois ou à l'Etat roumain.

Le règlement des quote-parts respectives de la dette répartie, libellée en anciennes couronnes, sera fait, conformément aux dispositions de la Convention sur la libération des dépôts et le règlement des dettes et créances libellées en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises. La portion des dettes visées à l'alinéa 2, qui incombe à l'autre partie, sera réglée dans la monnaie et au montant où le payement aurait dû

être effectué par cette partie fractionnée, si cette portion de la dette était restée à sa charge.

Les conditions personnelles (nationalité et domicile), posées dans la Convention précitée, seront considérées comme réunies dans la personne de la partie fractionnée débitrice, conformément à l'alinéa 3 du présent Article.

Dans le cas où l'immeuble, constitué en garantie des dettes visées à l'alinéa 2, aurait été fractionné par la frontière fixée à la suite du Traité de Trianon, ainsi que dans le cas où plusieurs immeubles auraient été constitués en garantie, les uns étant situés sur le territoire hongrois, les autres sur les territoires transférés à la Roumanie en vertu dudit Traité, — le montant de la dette à répartir sera divisé entre les deux fractions de l'immeuble, respectivement entre les immeubles situés sur le territoire hongrois et ceux situés sur les territoires transférés à la Roumanie. La division du montant de la dette à répartir sera faite sur la base de la proportion des bénéfices nets inscrits dans le cadastre et, à défaut d'une telle inscription, sur la base de la valeur des immeubles respectifs (voir l'Article 7).

Les dispositions de l'alinéa précédent s'appliquent également aux dettes contractées pour l'acquisition, la construction, l'entretien, l'amélioration etc. des biens à répartir.

La répartition, entre les deux parties fractionnées, des dettes divisées en vertu des deux alinéas précédents, sera faite conformément aux dispositions de l'alinéa 2.

Les Commissions chargées de l'exécution de la présente Convention, ainsi que le Tribunal d'Arbitrage et le surarbitre, prévus par l'Article 10, communiqueront aux créanciers intéressés les décisions qu'ils auraient prises au sujet de la répartition des dettes. Cette communication sera faite, par lettre recommandée, dans les 15 jours à compter de la date où la décision a été prise.

Article 7.

L'évaluation des éléments actifs et passifs des biens à répartir sera faite conformément aux principes suivants:

1. Les immeubles non bâtis seront évalués dans la monnaie de l'Etat où ils sont situés. L'évaluation sera faite sur la base des prix moyens régissant les transactions, à l'époque de l'évaluation, dans la contrée où l'immeuble est situé. Il sera également tenu compte des prix offerts et demandés dans les environs, même sur le territoire de l'autre Partie.

2. Les immeubles bâtis seront généralement évalués selon les dispositions du paragraphe 1.

Toutefois, dans le cas où la valeur d'un immeuble bâti ne pourrait être ainsi fixée, l'évaluation sera faite sur la base du prix du terrain, du matériel et de la construction, dans la monnaie de la partie où ledit immeuble se trouve.

3. Les biens mobiliers seront évalués sur la base des prix moyens du marché en vigueur, lors de l'évaluation. L'évaluation sera faite dans la monnaie de la partie où lesdits biens se trouvent.

4. Les créances et les dettes seront mises au compte dans la monnaie et au montant où elles seront réglées, conformément aux dispositions du paragraphe III de l'Article 5, respectivement de l'Article 6.

En vue du décompte, les sommes évaluées conformément aux dispositions précédentes, seront converties en dollars des Etats-Unis.

La conversion sera faite, pour les sommes évaluées en lei, sur la base de la moyenne des cours de change cotés à la Bourse de Bucarest pendant les quinze jours précédant le jour de l'évaluation et, pour les sommes évaluées en couronnes hongroises, sur la base de la moyenne des cours de change cotés pendant le même délai à la Bourse de Budapest.

Article 8.

La procédure d'évaluation et de répartition sera faite séparément pour chaque département, ville et village partagé.

Après l'achèvement de la procédure d'évaluation et de répartition, les Commissions compétentes (Article 10) constateront séparément le solde des dettes et créances réciproques qu'elles auront mises au compte et converties en dollars.

Le règlement définitif se fera simultanément pour tous les départements, villes et villages partagés.

Chaque Partie Contractante désignera, à cet effet, un Organe Central qui fonctionnera sur son territoire. Ces Organes Centraux agiront comme mandataires des parties fractionnés appartenant à chacune des Parties Contractantes.

Dans les huit jours à partir de l'achèvement de la procédure de répartition, faite séparément pour chaque département, ville et village, les Commissions déclareront, à chacun des Organes Centraux, les dettes et créances constatées conformément à l'alinéa 2.

Dans le cas où la répartition des biens d'une ville ou village serait entièrement effectuée en nature, la Commission compétente notifiera aux Organes Centraux sa décision, à titre de renseignement. Dans ce cas, un règlement entre les Organes Centraux ne sera pas nécessaire.

Dans les 15 jours à partir de la réception de la dernière déclaration, les Organes Centraux se communiqueront et constateront ensemble le solde total et définitif des soldes établis séparément pour chaque département, ville et village, par les Commissions précitées.

L'Organe Central débiteur payera le solde qui est à sa charge, soit en dollars, soit dans la monnaie de l'Organe Central créancier. Le choix entre les deux modes de payement appartiendra à l'Organe débiteur.

La conversion du solde débiteur dans la monnaie de l'Organe Central créancier sera faite sur la base des cours de change moyens cotés à la Bourse de Zürich durant le mois précédant le payement dudit solde

débiteur. Si l'une des monnaies dans lesquelles le décompte et le payement devaient être effectués, n'était pas cotée à la Bourse de Zürich, les Organes Centraux choisiront d'un commun accord une autre Bourse.

Le payement sera effectué, sans aucune réduction, entre les mains de l'Organe Central créancier dans les six mois qui suivront l'arrêt du solde.

Article 9.

Les Parties Contractantes se réservent la faculté de pourvoir, en cas de besoin, à la représentation des parties fractionnées appartenant à leur territoire respectif.

Le représentant désigné accomplira, au nom de la partie fractionnée qu'il représente, tous les actes de droit nécessaires lors de l'exécution de la présente Convention. Les actes de droit accomplis par ce représentant seront obligatoires pour la partie fractionnée ou pour l'ayant-cause de la Partie qu'il représente.

En ce qui concerne les biens et dettes, répartis conformément aux dispositions de la présente Convention, les parties fractionnées respectives ou leurs ayants-cause seront substitués, envers les tiers, dans les droits et obligations du département, ville ou village partagé, relatifs auxdits biens et dettes, et dans la proportion où la répartition a été faite.

Les rapports juridiques résultant pour les parties fractionnées de la répartition des biens des départements, villes et villages, ainsi que de l'exécution de la présente Convention, seront soumis, en tant qu'ils ne sont pas réglés par la présente Convention, aux dispositions du droit interne de la Partie Contractante, sur le territoire de laquelle la partie fractionnée respective se trouve.

Article 10.

L'évaluation et la répartition seront faites, séparément pour chaque département, ville et village par une ou plusieurs Commissions spéciales.

Chaque Commission se composera de quatre membres, dont deux seront délégués respectivement par chaque Partie Contractante et deux représenteront respectivement les deux parties fractionnées de chaque département, ville et village.

La Commission aura la faculté de prendre l'avis de un ou plusieurs experts.

La Commission prendra ses décisions à l'unanimité. En cas de partage des voix, le litige sera soumis à un Tribunal d'Arbitrage composé de deux membres, dont l'un sera désigné par le Gouvernement Royal Roumain et l'autre par le Gouvernement Royal Hongrois. Dans le cas où le Tribunal d'Arbitrage ne pourrait arriver à une décision unanime, il choisira un surarbitre.

A défaut d'accord sur la personne du surarbitre, les Parties Contractantes s'adresseront pour la nomination du surarbitre au Ministre de l'Intérieur de la Confédération Suisse.

Les décisions unanimes des Commissions et du Tribunal d'Arbitrage, ainsi que la décision du surarbitre, seront définitives et les Parties Contractantes procéderont à leur exécution.

Les Commissions et le Tribunal d'Arbitrage devront être constitués au plus tard dans le mois qui suivra la mise en vigueur de la présente Convention.

Les Commissions commenceront leurs travaux sans délai et devront les terminer dans les six mois à partir de leur institution. Le Tribunal d'Arbitrage prononcera ses décisions avant l'expiration des deux mois qui suivront l'achèvement des travaux des Commissions.

Les frais de procédure seront à la charge des départements, villes et villages intéressés, dans la proportion fixée pour la répartition des biens.

Les Parties Contractantes s'engagent réciproquement à accorder aux Commissions et au Tribunal d'Arbitrage, toute assistance et toutes facilités requises, ainsi qu'à leur fournir, dans le mois qui suivra la demande, les données officielles nécessaires pour suivre leurs enquêtes.

Article 11.

Les dépôts, dont traite la Commission sur la libération des dépôts et le règlement des dettes et créances, libellées en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises, — seront délivrés, en tout ou en partie, à la partie fractionnée à laquelle lesdits dépôts reviennent, en tout ou en partie, en vertu de la présente Convention.

La délivrance sera faite conformément aux dispositions de la Convention mentionnée à l'alinéa précédent. La nationalité et le domicile des parties fractionnées seront déterminés conformément aux alinéas 2 et 4 du paragraphe III de l'Article 5.

Article 12.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Budapest, aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur le jour où l'échange des ratifications aura lieu.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures et leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double original, le 16 avril 1924.

(L. S.) *R. de Wodianer* m. p.
(L. S.) *N. N. Filodor* m. p.

108.

HONGRIE, ROUMANIE.

Convention concernant le régime des eaux des territoires limitrophes et la liquidation des syndicats de défense contre les inondations, coupés par la frontière; signée à Bucarest, le 16 avril 1924.*)

Budapesti Közlöny 1924, No. 266.

Son Altesse Sérénissime le Régent de Hongrie et Sa Majesté le Roi de Roumanie,

Animés d'un égal désir de satisfaire aux dispositions des Articles 292 et 293 du Traité de Trianon,**) et

Désireux d'assurer, dans l'intérêt commun, le fonctionnement inaltéré des deux parties des Syndicats de défense contre les inondations, coupés par la frontière, ainsi que de régler, en même temps, pour l'avenir, les relations des deux parties des Syndicats, entre elles, afin d'éviter les périls d'inondations éventuels, menaçant les territoires intéressés d'une des Hautes Parties Contractantes,

Ont décidé de conclure une Convention concernant le régime des eaux des territoires limitrophes et la liquidation des Syndicats de défense contre les inondations, coupés par la frontière roumano-hongroise,

Et ont nommé, à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires respectifs:

Son Altesse Sérénissime le Régent de Hongrie:

Monsieur R. de Wodianer, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire,

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

Monsieur Nicolas N. Filodor, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, Sectrétaire Général du Ministère Royal des Affaires Etrangères.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

A) Dispositions générales.

Article 1.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent, conformément aux dispositions de l'Article 292 du Traité de Trianon, à s'abstenir de toutes dispositions unilatérales pouvant porter atteinte aux conditions du régime des eaux des contrées limitrophes, ainsi que de tous travaux pouvant changer les conditions actuelles au détriment de l'autre Partie Contractante.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Budapest, le 3 décembre 1924.
**) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 552.

Les Parties Contractantes s'engagent, en même temps, à entretenir en bon état toutes les installations appartenant à l'Etat et servant aux fins du régime actuel des eaux, ainsi que de faire accomplir les obligations y afférentes, assumées par des particuliers ou par des Syndicats respectifs.

Cet engagement ne restreint en rien le droit des Parties Contractantes d'entreprendre, sur leur propre territoire, des travaux de caractère purement local, n'ayant point d'effet sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

Vu l'intérêt commun qui s'attache à la défense contre les inondations et à la canalisation des eaux intérieures, les Parties Contractantes s'engagent à entretenir et à faire entretenir en bon état toutes les constructions hydrauliques servant aussi à la défense des territoires de l'autre Partie Contractante.

En cas de rupture de digues ou d'autres événements inattendus, menaçant d'inonder les territoires de l'Etat voisin, les autorités locales intéressées du territoire menacé en seront avisées par la voie la plus rapide, sans formalités diplomatiques.

Article 2.

En cas d'exécution de nouveaux travaux qui pourraient influencer le régime des eaux susmentionné du territoire de l'autre Partie Contractante, un accord sera conclu, au préalable, concernant l'exécution de ces travaux et la quote part des frais ou l'indemnité éventuelle à payer par chaque Syndicat national.

Article 3.

Les Parties Contractantes se garantissent réciproquement l'utilisation des eaux, coupées par la frontière ou situées le long de la frontière, l'entretien et la manipulation des installations de ces eaux.

Article 4.

Pour pouvoir prendre, en temps utile, les mesures nécessaires contre les inondations, le Gouvernement Royal Roumain aura soin, en cas de péril d'inondation, de communiquer la hauteur des eaux, constatée journellement à Alba Julia, Arad, Chisineu, Ineu, Tinca, Ciucea, Oradia-Mare, Marghita, Moftinul Mic, Satu Mare et Dej, à la Direction Hydraulique Hongroise à Budapest. La hauteur de l'eau à Gurahout sera communiquée directement au Bureau Hydraulique Hongrois à Gyula.

De son côté, le Gouvernement Royal Hongrois aura soin de communiquer les mêmes données constatées à Makó, Szeged, Békés, Kőrösladány, Vásárcsnamény et Tokaj, à la Direction du Service Hydraulique à Cluj.

B) Questions concernant les syndicats d'eau.

I. Dispositions générales.

Article 5.

Les ex-sociétaires des Syndicats de défense contre les inondations, d'aménagement des eaux intérieures, de régularisation et d'utilisation

des eaux, ayant, par suite du tracé de la frontière, leurs propriétés actuellement sur le territoire de l'autre Partie Contractante, cessent de faire partie de l'ancien Syndicat. Par conséquent, ils ne sont obligés, pour l'avenir, qu'à satisfaire aux obligations résultant des affaires communes et fixées dans la présente Convention.

De chacune des deux parties du Syndicat, séparées par la frontière, on formera, autant que possible, un Syndicat particulier. Dans le cas où une telle constitution ne pourrait avoir lieu, les Parties Contractantes auront soin que les obligations de l'une des parties du Syndicat envers l'autre partie du Syndicat soient accomplies.

Article 6.

Toutes les constructions (digues, canaux, écluses, objets divers, y compris les maisons de garde etc.) passent, sans aucune indemnité, dans la propriété des parties des Syndicats sur le territoire desquelles elles se trouvent.

Les autres biens, des anciens Syndicats ne faisant pas parties des constructions hydrauliques et de leurs accessoires, ainsi que les charges des Syndicats, seront répartis entre les deux parties des Syndicats d'après le pourcentage fixé pour chaque Syndicat.

Tous les données, dossiers, plans, documents, etc., se rapportant au Syndicat situé sur le territoire de l'autre Partie Contractante et nécessaires à l'administration de ces territoires, seront transmis en original ou en copie, sans aucun dédommagement, aux intéressés respectifs, dans le plus bref délai. Les Parties Contractantes assureront, à l'autre partie du Syndicat, la libre remise, exempte de droits et taxes, des immeubles et des valeurs partagés en nature.

Des copies des plans, cartes, documents, etc., ayant trait au territoire de l'autre partie du Syndicat, seront mis gratuitement, à l'avenir, à sa disposition, sur sa demande.

Article 7.

Les dispositions générales concernant le règlement de questions financières se trouvent dans l'Annexe IX de la présente Convention.

Les Parties Contractantes tombent d'accord de confier l'exécution de la liquidation à une Commission financière, formée par un expert de chaque Etat. Cette Commission sera chargée de régler définitivement les créances et dettes, sur la base des pourcentages fixées pour chaque Syndicat, tenant compte des prescriptions légales financières des Parties Contractantes, ainsi que des dispositions de la présente Convention.

La Commission financière se réunira et commencera ses travaux dans les trois mois qui suivront la ratification de la présente Convention.

Article 8.

Afin de régler, pour l'avenir, dans le plus bref délai, les questions et travaux mentionnés à l'Article 1, les Parties Contractantes nommeront,

chacune de son côté, un expert technique. Ces experts se mettront en rapport directement et prendront, le cas échéant, les mesures nécessaires sur les lieux.

Le procès-verbal des mesures prises sera soumis à la ratification des Gouvernements respectifs, qui prendront les dispositions ultérieures, s'ils le jugent nécessaire. Dans le cas où les Parties Contractantes ne pourraient tomber d'accord sur la procédure à suivre, la question en litige sera portée devant la Commission Permanente Technique du Régime des Eaux du Danube, instituée par l'Article 293 du Traité de Trianon.

Article 9.

En cas de périls, provoqués par la rupture des digues sur le territoire des Syndicats, les Parties Contractantes délégueront des Commissaires spéciaux, munis de pleins pouvoirs, qui seront chargés de prendre, à la suite d'un accord préalable, toutes les mesures nécessaires pour réduire le péril, pour sauver la vie et les biens, pour ramener l'eau inondée, etc.

Article 10.

En tant que les mesures réciproques, à prendre d'urgence pour la défense contre l'innondation, rendraient indispensable un contact direct téléphonique entre les fonctionnaires dirigeants des deux parties des Syndicats ou bien entre les représentants désignés à l'Article 9, les experts techniques, prévus par l'Article 8, présenteront, après avoir étudié la question, leurs propositions aux Gouvernements respectifs.

Article 11.

Dans les limites de la présente Convention, les Syndicats suivants seront liquidés:

1° Syndicat de drainage du marais d'Ecsed (Eced), de défense contre les inondations de la rive gauche du Someș (Szamos) et de régularisation des eaux intérieures.

2° Syndicat de régularisation des eaux intérieures du Nyir (Nir) inférieur.

3° Syndicat de régularisation des eaux et de défense contre les inondations du Berettyó (Beretău).

4° Syndicat de défense contre les inondations du Crişul Repede (Sebes Körös).

5° Syndicat de défense contre les inondations du Crişul Negru (Fekete-Körös).

6° Syndicat de défense contre les inondations du Comitat d'Arad.

7° Syndicat de défense contre les inondations, de régularisation et d'utilisation des eaux du Crişul Alb inférieur (Alsó-Fehér-Körös).

8° Syndicat de drainage des eaux intérieures du Szárazér (Ier).

Les données concernant ces Syndicats, savoir:

I° la fixation du pourcentage qui devra servir de clef pour la liquidation);

II° l'actif de l'ancien Syndicat commun;

III° les dettes et obligations de l'ancien Syndicat commun; et

IV° les dispositions se rapportant à ces données

sont mentionnées dans les Annexes I—VIII de la présente Convention.*)

Dans le cas où, lors de la liquidation effective, il serait nécessaire de modifier l'une ou l'autre des dispositions des Annexes I—VIII de la présente Convention, par suite de circonstances imprévues ou actuellement inconnues, les Gouvernements des Parties Contractantes prendront les mesures nécessaires y relatives.

Article 12.

L'entretien, dans l'avenir, des objets servant à la défense contre les inondations et à la régularisation des eaux intérieures et se trouvant sur les territoires des Syndicats coupés par la frontière, sera, en général, à la charge de la partie du Syndicat sur le territoire de laquelle ces objets se trouvent.

Vu que dans les années, présentant une humidité extraordinaire, les frais d'exploitation des pompeurs pèsent plus lourdement sur l'une ou l'autre partie du Syndicat, les Parties Contractantes tombent d'accord sur la nécessité d'étudier les données des années précédentes se rapportant à ces frais d'exploitation, en tenant compte des circonstances changées, pour pouvoir apprécier le sucroît des frais éventuel.

Les experts techniques, mentionnés à l'Article 8 de la présente Convention, seront chargés d'étudier cette question et de présenter leur rapport aux Gouvernements respectifs, dans un délai de 9 mois à partir de la ratification de la présente Convention.

Article 13.

Les questions concernant le canal d'eau courante de Mezőhegyes propriété du domaine de Mezőhegyes et coupé par la frontière, seront réglées par accord spécial. Dans cet accord seront réglées de même les questions concernant ce canal et les parties roumaine et hongroise du Syndicat de drainage des eaux intérieures du Szárazér (I[er]). Vu que les questions se rapportant audit canal ont, en premier lieu, un caractère technique, les experts techniques prévus par l'Article 8 de la présente Convention, seront chargés de régler les affaires relatives à ce canal. Les intéressés seront invités à prendre part à ces négociations.

C. Dispositions finales.

Article 14.

Les différends, qui pourraient surgir à l'occasion de l'application de la présente Convention, seront tranchés selon les dispositions des Articles 292 et 293 du Traité de Trianon.

---

*) Non reproduites.

Article 15.

La présente Convention sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu à Budapest, aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur huit jours après l'échange des ratifications.

Article 16.

La présente Convention pourra être modifiée, sur la demande d'une des Parties Contractantes, cinq ans à partir de sa mise en vigueur.

Dans le cas où les Parties Contractantes n'élèveraient pas dans les six mois précédant l'expiration de ce délai une demande semblable, la présente Convention restera automatiquement en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures et leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double original, le 16 avril 1924.

(L. S.) *R. de Wodianer* m. p.
(L. S.) *N. N. Filodor* m. p.

Annexe IX

relative a l'Article 7 de la présente Convention.

1. La répartition de l'actif et des passifs des Syndicats communs sera faite généralement sur la base de l'inventaire du 1er avril 1920, sauf le Syndicat de défense contre les inondations du comitat d'Arad, pour lequel on prendra comme base l'inventaire du 30 septembre 1923, et le Syndicat de défense contre les inondations du Crişul Alb inférieur (Alsó-Fehér-Körös), pour lequel on prendra comme base l'inventaire du 1er janvier 1920.

2. Les dettes et créances réciproques des deux parties des Syndicats, résultant des dépenses à la charge des Syndicats communs, faites par l'une des parties, seront réglées dans la monnaie et au montant auquel ces dépenses ont été faites.

3. Les dettes et créances libellées en anciennes couronnes, des Syndicats de défense contre les inondations, énumérées à l'Article 11 de la présente Convention, et existant envers des tiers, seront réparties entre les deux parties du Syndicat, sur la base des pourcentages indiqués aux paragraphes I. c) des Annexes I—VIII.

Les deux parties du Syndicat seront considérées, dans leurs relations avec les tiers créanciers ou débiteurs, comme ressortissants hongrois ou roumains, selon que leur territoire est situé en Hongrie ou en Roumanie.

Le règlement des quote-parts des dettes et des créances sera fait conformément aux dispositions de la Convention relative à la libération des dépôts et au règlement des dettes et créances, libellées en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises. Le conditions personnelles (nationalité et domicile) posées dans la Convention précitée, seront con-

sidérées, en vertu de l'alinéa 2 du présent paragraphe, comme réunies dans la personne de la partie débitrice ou créancière.

4. Les dépôts rentrant sous les dispositions de la Convention susmentionnée, seront délivrées, en entier ou pour la partie correspondante, à celle des deux parties du Syndicat, à laquelle lesdits dépôts ou une partie de ces dépôts sont attribués en vertu de la présente Convention.

La délivrance sera faite conformément aux dispositions de la Convention mentionnée à l'alinéa précédent. La nationalité et le domicile des deux parties du Syndicat seront déterminés conformément aux dispositions des alinéas 2 et 3 du paragraphe III de la présente Annexe.

5. Les dispositions de la présente Convention, relatives à la répartition de l'actif et des passifs des Syndicats coupés par la frontière, sont obligatoires pour les tierces personnes.

Protocole de signature.

Au moment de procéder à la signature de la Convention en date d'aujourd'hui, concernant le régime des eaux des territoires limitrophes et la liquidation des Syndicats de défense contre les inondations, coupés par la frontière, les Plénipotentiaires soussignés sont tombés d'accord sur les dispositions suivantes:

Les parties roumaines des anciens Syndicats, dont traite la présente Convention, auront la faculté d'acquitter leurs obligations de n'importe quelle nature envers les parties hongroises desdits Syndicats, en titres d'emprunts de guerre formant leur actif, — résultant de la répartition des biens énumerés aux Annexes I—VIII — au cours des titres nostrifiés en Hongrie, cotés à la Bourse de Budapest à la date du payement. Lesdits titres d'emprunts de guerre pourront être employés par les parties roumaines des Syndicats même au payement de leurs dettes en lei, au cours moyen entre le leu et la couronne hongroise, coté à la Bourse de Budapest quinze jours avant la date du payement.

Le présent Protocole aura la même force et la même durée que la Convention susmentionnée, conclue aujourd'hui.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Bucarest, en double original, le 16 avril 1924.

(L. S.) *R. de Wodianer* m. p.
(L. S.) *N. N. Filodor* m. p.

109.

HONGRIE, ROUMANIE.

Arrangement commercial; signé à Bucarest, le 16 avril 1924.*)

Budapesti Közlöny 1924, No. 266.

Son Altesse Sérénissime le Régent de Hongrie et Sa Majesté le Roi de Roumanie,

Animés d'un égal désir de favoriser les relations commerciales entre la Hongrie et la Roumanie,

Ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs:

Son Altesse Sérénissime le Régent de Hongrie:

M. R. de Wodianer, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire,

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

M. Nicolas N. Filodor, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, Sécrétaire Général du Ministère Royal des Affaires Etrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1.

Jusqu'à la conclusion d'un traité de commerce, les relations commerciales entre la Hongrie et la Roumanie seront basées sur le principe du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 2.

Dans les rapports réciproques en matière de chemins de fer, les deux Parties Contractantes exerceront leur politique tarifaire conformément au principe du traitement de la nation la plus favorisée.

L'exécution des transports entre les deux Parties se fera conformément aux dispositions de l'Annexe I.

Article 3.

En matière de transit par chemins de fer, les deux Parties Contractantes s'engagent à appliquer réciproquement les dispositions de la Convention et du Statut sur la liberté du transit, signés à Barcelone le 20 avril 1921.**)

En ce qui concerne le trafic international réciproque des voyageurs et des marchandises, les deux Parties Contractantes s'engagent à appliquer réciproquement les dispositions de la Convention et du Statut sur le régime international des voies ferrées, arrêtés et signés à Genève par la deuxième Conférence Générale des Communications et du Transit, le

---

*) Les ratifications ont été échangées à Budapest, le 3 décembre 1924.
**) V. N. R. G. 3. s. XVIII, p. 690.

8 décembre 1923, en tant que cette Convention et ce Statut seraient ratifiés par les deux Parties.

Article 4.

Les Parties Contractantes entâmeront, aussitôt que possible, des négociations en vue de la conclusion d'un accord spécial concernant les ponts et chaussées entrecoupés par la frontière.

Article 5.

Le trafic-frontière local est reglé par l'Annexe II.

Article 6.

Le présent Arrangement sera ratifié, et les ratifications seront échangées à Budapest aussitôt que faire se pourra.

L'Arrangement entrera en vigueur dix jours après l'échange des ratifications et cessera d'être valable trois mois à partir du jour où la dénonciation de l'une des Parties aura été portée à la connaissance de l'autre.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures et leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double original, le 16 avril 1924.

(L. S.) *R. de Wodianer* m. p.
(L. S.) *N. N. Filodor* m. p.

Annexe I.

Dispositions concernant le trafic ferroviaire.

1. Le trafic des marchandises entre les deux Parties se fera sous le régime de la Convention internationale de Berne sur le transport par chemins de fer du 14 octobre 1890,*) y compris toutes les additions et conditions complémentaires.

Dans le cas où une nouvelle Convention internationale, pouvant remplacer la Convention de Berne, serait adoptée par les deux Parties Contractantes, on appliquera cette nouvelle Convention.

On pourra, toutefois, vu les difficultés actuelles de trafic, apporter à la Convention de Berne certaines dérogations, qui feront l'objet d'un accord spécial entre les administrations ferroviaires des deux Parties.

2. Les deux Parties Contractantes prendront toutes les mesures utiles pour assurer l'exécution rapide et sûre du trafic des voyageurs, marchandises et envois postaux entre les deux Parties, sur les voies les plus appropriées.

3. Les deux Parties Contractantes prendront, conformément aux Articles 295 et 313 du Traité de Trianon,**) les mesures nécessaires pour établir le plus tôt possible des taxes directes, au moins pour les principaux articles et les relations les plus importantes, afin de faciliter le trafic direct des voyageurs et des marchandises.

---

*) V. N. R. G. 2. s. XIX, p. 289.
**) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 554, 561.

4. Conformément aux stipulations de l'Article 3, alinéa 1, des dispositions réglementaires de la Convention Internationale sur le transport des marchandises par chemins de fer, les Parties Contractantes entreront en pourparlers, afin d'établir des conditions plus favorables pour les marchandises admises au transport à titre conditionnel;

5. Vu l'état actuel du trafic et les circonstances économiques spéciales, les liaisons existantes sont jugées suffisantes, savoir les lignes:

1. Kétegyháza—Lökösháza—Curtici—Arad;
2. Kötegyán—Salonta Mare;
3. Püspökladány—Biharkeresztes—Episcopia—Bihorului—Oradia—Mare;
4. Debreczen—Nyirábrány—Valea lui Mihai;

pour lesquelles des conventions approuvées par les deux administrations supérieures sont en vigueur.

Toutefois, les deux Parties Contractantes sont d'accord sur la nécessité d'étudier en commun l'établissement d'un service de correspondance et de transit sur les autres lignes de chemins de fer reliant le territoire hongrois au territoire roumain, en tant qu'un trafic international régulier de voyageurs et de marchandises assez intense, par rapport aux frais d'exploitation, pourrait justifier cette liaison.

6. Aux points-frontière, le service ferroviaire sera généralement assuré par deux gares, une hongroise et une roumaine.

Exceptionnellement, aux points-frontière ayant des installations complètes (gare-frontière commune avec toutes les annexes nécessaires) ou aux points où les installations actuelles pourraient être complétées avec des frais insignifiants, le fonctionnement d'une station commune pourra être admis dans les conditions qui seront fixées ultérieurement.

7. Pour l'échange du matériel roulant, on appliquera les dispositions du R. I. C. et R. I. V. avec toutes les stipulations afférantes, approuvées conformément au statut de l'Union des Wagons.

Annexe II.

Dispositions concernant la Facilitation du Trafic Frontière local.

Afin de faciliter de part et d'autre le trafic dans les zones-frontière limitrophes, on prendra les dispositions suivantes:

Article 1.

Seront reconnues comme zones-frontière limitrophes, les parties de districts situées des deux côtés de la frontière, dont la limitation plus précise sera réservée à chacune des deux Parties. En principe, la largeur d'un côté de la zone-frontière limitrophe ne devra pas dépasser dix kilomètres, tout en tenant compte des nécessités locales de l'un et de l'autre côté. Toutefois, les deux Parties pourront étendre en largeur la zone limitrophe au-delà de dix kilomètres, chaque fois qu'il aura été

établi qu'une pareille extension est nécessaire. En tous cas, les villes seront exclues de la zone-frontière.

Article 2.

Des permis de passage de frontière pourront être délivrés dans les cas prévus à l'Article 4 et en vue de faciliter le passage de la frontière aux habitants à demeure fixe des zones limitrophes qui, par suite de leur profession ou de leur occupation, sont obligés de traverser la frontière à une ou plusieures reprises.

Article 3.

Ces permis de passage de frontière ne pourront être délivrés qu'à des personnes reconnues absolument sûres au point de vue de la police criminelle, de la police, d'Etat et des prescriptions fiscales.

Article 4.

Les permis de passages de frontière pourront être délivrés aux personnes suivantes:

a) aux agriculteurs, propriétaires et fermiers, aux membres de leur famille et à leurs aides — ces derniers demeurant dans la zone-frontière au moins depuis trois mois — qui exécutent des travaux agricoles sur leurs propres terres (champs, prés, forêts, vignes) situées dans la zone limitrophe de la Partie voisine, ou qui travaillent sur des terres affermées dans la même zone. Dans ce dernier cas, les permis en question ne pourront dépasser l'expiration du contrat actuel;

b) aux médecins, vétérinaires, prêtres et sages-femmes autorisés à exercer leur profession dans la zone-frontière;

c) aux personnes qui doivent passer une fois la frontière pour des raisons importantes et urgentes (décès, maladies graves, mariages, etc.).

Les permis de passage de frontière des personnes indiquées aux alinéas a) et b) seront valables trois mois. Le prolongement de ces permis aura lieu sans difficulté, à condition que le titulaire puisse prouver la persistance des raisons ayant servi de base à la délivrance du permis.

Les permis de passage de frontière des personnes indiquées à l'alinéa c) seront valables tout au plus 3 jours, ce délai pouvant être prolongé pour la même durée suivant l'appréciation des organes locaux.

Pour traverser la frontière, les enfants au-dessous de 12 ans n'auront pas besoin de permis de passage de frontière personnel, si ils figurent dans le permis de passage de frontière du chef de la famille.

Article 5.

Les Parties Contractantes sont obligées de se communiquer l'une à l'autre les listes des personnes qui peuvent bénéficer des permis de passage de frontière, — conformément à l'Article 4, alinéas a) et b), ainsi que les modifications et additions éventuelles à ces listes.

Article 6.

Les permis de passage de frontière pour un ou plusieurs passages seront délivrés par les autorités administratives ou de police compétentes de première instance.

Les permis de passage de frontière, délivrés conformément à l'Article 4. a) et b), ne sont valables que si ils sont munis d'un visa des autorités administratives ou de police compétentes de première instance de l'autre Partie Contractante.

Les visas seront refusés aux personnes qui ne figurent pas dans les listes prévues à l'Article 5 et pour les raisons stipulées à l'Article 3.

Les visas sont exempts de taxes.

Les autorités compétentes de l'autre Partie devront être averties immédiatement et par le moyen le plus rapide, de la délivrance d'un permis de passage de frontière conformément à l'Article 4 c).

Article 7.

Le permis de passage de frontière permettra aux personnes énoncées à l'Article 4. a) et b) de séjourner sans interruption pendant 6 jours sur le territoire de l'autre Partie. Pour les personnes énoncées à l'Article 4. c), le séjour continuira jusqu'à 3 jours, ce délai pouvant être prolongé pour la même durée, conformément à l'Article 4.

La nécessité d'un séjour continu de 6 jours devra être indiquée sur le permis de passage de frontière.

Article 8.

Les propriétaires des peimis de passage de frontière n'auront aucun droit à payer à l'occasion du passage de la frontière. Ils seront toutefois obligés de se soumettre aux prescriptions de contrôle en vigueur et de présenter le permis de passage de frontière.

Article 9.

Le passage de la frontière ne pourra avoir lieu que par les chemins qui seront fixés d'un commun accord, par les autorités administratives des deux territoires limitrophes et les autorités douanières des deux Parties.

Article 10.

Les permis de passage de frontière seront établis d'après le modèle uniforme ci-annexé.*) Les permis prévus à l'Article 4. a) et b) devront être munis de la photographie du possesseur. Les chemins que le possesseur doit suivre, seront indiqués dans son permis.

Article 11.

Dès que les conditions ayant servi de base à la délivrance du permis de passage de frontière seront modifiées et, spécialement, si le possesseur du permis n'offrait plus les mêmes garanties de confiance au point de vue de la police ou des prescriptions fiscales, le permis de

---

*) Non reproduit.

passage de frontière lui sera retiré, même avant son expiration, et les autorités compétentes de l'autre Partie en seront informées sans délai.

Article 12.

Sous la garantie stipulée par les autorités douanières respectives, la franchise de douane sera accordée aux sacs et autres emballages servant au transport des marchandises du trafic-frontière local d'une zone-frontière limitrophe à l'autre et qui seraient rapportés vides par le même chemin. Ces emballages seront exempts de tous permis spéciaux d'exportation et d'importation.

Article 13.

Seront exempts, à l'importation et à l'exportation par la frontière commune, de tous droits de douane et autres taxes quelconques, ainsi que de tous permis spéciaux d'importation ou d'exportation, les médicaments, préparés en petites quantités, conformes aux besoins des consommateurs, transportés des pharmacies voisines sur l'ordonnance d'un médecin ou d'un vétérinaire autorisé à exercer ses fonctions sur le territoire de l'une des Parties Contractantes, et cela sans autre autorisation spéciale.

On n'exigera, cependant, pas la présentation d'une ordonnance médicale pour de simples drogues médicales ou produits pharmaceutiques et chimiques ordinaires, en petites quantités, et sous le contrôle douanier, conformes aux besoins des consommateurs, et exactement et clairement désignés comme tels sur l'emballage, à condition que la vente en détail en soit permise par les prescriptions des Parties respectives.

Les deux Parties Contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement les listes des spécialités pharmaceutiques autorisées et les modifications ou additions éventuelles à ces listes.

Article 14.

Les habitants de la zone limitrophe, qui exécutent des travaux agricoles sur leurs propres terres (champs, prés, forêts, vignes) situées dans la zone limitrophe de la Partie voisine ou qui travaillent sur des terres affermées dans la zone, sont autorisés, sous réserve des précautions nécessaires pour la garantie des droits de douane respectifs, à transporter par la frontière commune — en franchise de tous droits de douane et de tous autres droits et taxes quelconques et sans permis d'importation ou d'exportation, — les bêtes de labour, instruments, outils, semences, plantations et matières nécessaires à la culture de la vigne ou au travail agricole sur les terres susmentionnées.

Article 15.

Les produits du sol et des forêts (excepté le bois), savoir: le blé en gerbe ou en épis, les légumineuses, les tubercules, l'herbe pour la nourriture du bétail, le foin, la paille, les fourrages, les raisins et les fruits, récoltés sur les terrains séparés des bâtiments d'exploitation

respectifs par la ligne douanière, pourront être tranportés, en franchise de tous droits de douane et de tous autres droits ou taxes quelconques et sans permis d'importation ou d'exportation.

Article 16.

Sera admis, en franchise temporaire de tous droits d'entrée ou de sortie et sans permis d'exportation ou d'importation, le bétail conduit au pâturage d'un territoire à l'autre, avec obligation de le ramener et sous réserve que les ordonnances douanières soient observées et que l'identité des bestiaux soit constatée au retour.

Pourront de même être reconduits en franchise douanière, les produits du bétail au pâturage, tels que lait, beurre, fromage, laine, animaux mis bas dans l'intervalle, toujours en quantité proportionnée au nombre du bétail et à la durée effective du pâturage.

Pour les bêtes qui ne retournent pas, exceptées celles qui seraient mortes pendant le pacage, on payera, au retour des troupeaux, les droits d'importations respectifs.

La franchise des droits de douane s'appliquera également aux effets et au mobilier des paysans ou gens accompagnant le bétail.

Article 17.

Le bétail destiné au pesage ou à un travail passager, ainsi que les machines et outils agricoles, destinés à un usage passager, seront francs de droits de douane, taxes, permis d'importation et d'exportation, sous réserve du cautionnement douanier prescrit par les lois respectives.

Article 18.

Les facilités prévues aux Articles précédents ne dérogent point aux droits de chaque Partie de prendre les mesures qu'elle trouverait utiles pour des raisons de santé publique, de police vétérinaire, de contrôle douanier ou de tout autre contrôle nécéssaire, comme précaution indispensable contre tous abus éventuels.

Article 19.

La franchise de droits d'entrée ou de sortie et sans permis d'importation ou d'exportation, s'appliquera également aux objets servants au propre usage des habitants et envoyés d'un territoire à l'autre pour être réparés ou travaillés, si ce transport a lieu dans les zones limitrophes, pour satisfaire aux besoins courants des habitants de ces zones et sous la garantie douanière.

Article 20.

Les habitants des zones-frontière de l'une des Parties qui, sur la base d'un contrat de service, exécutent des travaux dans des exploitations agricoles, forestières ou minières de la zone-frontière de l'autre Partie, peuvent, — à condition de revenir régulièrement de cette zone-frontière à leur domicile au plus tard avant l'expiration du sixième jour qui suit leur arrivée à leur lieu de travail, et de respecter les prescriptions

douanières officielles établies à cet effet — transporter sans droits de douane, taxes ou permis d'importation et d'exportation, les instruments et outils indispensables à leur travail.

Les aliments préparés au domicile des ouvriers de ce genre pourront également leur être portés en franchise de douane et sans permis d'importation ou d'exportation.

Article 21.

Les médecins, vétérinaires et sages-femmes habitant près de la frontière commune, seront autorisés à exercer leur profession même dans la zone-frontière limitrophe de l'autre Partie, dans la même mesure que dans leur propre pays, sauf les réserves ci-après:

Les personnes énumérées à l'alinéa précédent n'auront pas le droit, en exerçant leur profession sur le territoire de l'autre Partie, de donner aux malades des médicaments apportés par eux, sauf en cas de danger imminent.

Les médecins, vétérinaires et sages-femmes désirant faire usage du droit concédé à l'alinéa 1 de cet Article, devront se soumettre, pendant l'exercice de leur profession, aux lois et prescriptions en vigueur sur le territoire de la Partie où ils l'exerceront.

Les Parties Contractantes communiqueront réciproquement toutes les prescriptions concernant l'exercice de la pratique médicale et vétérinaire, afin que les médecins, vétérinaires et sages-femmes puissent en avoir connaissance.

Ils se communiqueront également les listes des médecins, vétérinaires et sages-femmes, autorisés à exercer leur profession dans la zone-frontière et se feront savoir les changements ou additions éventuels.

Article 22.

Les restrictions à la liberté du trafic commercial, existant sur le territoire des deux Parties, ainsi que les prescriptions concernant certains produits placés sous le contrôle de l'Etat, ne seront pas atteintes par les règlements établis pour le trafic-frontière local.

Les Parties Contractantes s'engagent à ne faire aucune réquisition d'animaux, véhicules, harnachements, outils, machines, importés pour le travail, et de ne pas empêcher leur rentrée dans leur pays d'origine.

Article 23.

Les autorités administratives de première instance des Parties Contractantes établiront pour les zones-frontière des listes des exploitations agricoles, des terres et de leurs propriétaires ayant droit à des facilités pour le trafic-frontière local. Ces listes seront échangées dans les deux mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent Arrangement.

Les changements ou additions survenus éventuellement dans ces listes, devront être communiqués réciproquement au plus tard tous les trois mois.

Sur la base des listes susmentionnées, les autorités susnommées établiront pour les animaux passant en trafic frontière local et en con-

formité des permis de passage de frontière, une légitimation qui sera présentée sur demande.

Article 24.

Dans le cas où l'utilisation des chemins de leur propre pays serait impossible, les habitants des zones-frontière pourront utiliser également les routes et chemins importants qui traversent en partie le territoire de l'autre Partie ou suivant l'autre côté de la frontière, à condition d'observer les arrangements locaux qui seront conclus à cet effet. En tous cas, lesdits chemins devront être prévus dans le permis de passage de frontière.

Article 25.

Le règlement concernant les facilités spéciales qui sembleraient encore nécessaire au trafic-frontière local, — notamment les facilités de dédouanement et de contrôle commercial relatifs aux articles servant aux besoins courants et personnels des habitants des zones-frontière limitrophes — est réservé à une entente entre les deux Parties Contractantes.

Article 26.

Les Parties Contractantes s'engagent à unir leurs efforts pour prévenir par des mesures appropriées la contrebande sur leur frontière commune. Pour les délits de contrebande, les Parties Contractantes appliqueront les sanctions prévues par leurs lois pénales respectives.

Article 27.

Les Parties Contractantes feront tous leurs efforts pour que le contrôle douanier soit exercé, dans le trafic-frontière local, par leurs organes respectifs, et, autant que possible, simultanément et au même endroit.

110.

HONGRIE, ROUMANIE.

Protocole relatif au recensement des données des valeurs administrées par les Caisses des mineurs et interdits; signé à Bucarest, le 16 avril 1924.*)

Budapesti Közlöny 1924, No. 266.

Son Altesse Sérénissime le Régent de Hongrie et Sa Majesté le Roi de Roumanie,

Désirant arriver à la solution la plus équitable des questions concernant les valeurs des mineurs et interdits soumis à l'autorité tutélaire de leurs Gouvernements, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir:

*) Les ratifications ont été échangées à Budapest, le 3 décembre 1924.

Son Altesse Sérénissime le Régent de Hongrie:

M. R. de Wodianer, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire,

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

M. Nicolas N. Filodor, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, Secrétaire Général du Ministère Royal des Affaires Etrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1.

Les données nécessaires à la préparation et à la faciliation des négociations que les deux Parties Contractantes entendent engager au sujet du règlement des valeurs des mineurs et interdits, seront soumises au recensement.

Article 2.

Les Caisses, dont la circonscription est divisée par la frontière, sont les Caisses des Départements (Comitats) suivants:

1. Bihor (Bihar).
2. Sătmar (Szatmár).
3. Arad.
4. Csanád (Cenad).

Vu que le système d'administration employé par les Caisses ci-dessus énumérées, était celui de la gestion cumulative, il est entendu que seulement les valeurs rentrant dans ladite gestion seront soumises au recensement.

Les dispositions nécessaires à la mise en exécution des dispositions du présent Protocole seront prises, pour les Caisses des Départements de Bihor (Bihar), Sątmar (Szatmár) et Arad, par le Gouvernement Royal Roumain; pour la Caisse du Département de Csanád (Cenad), par le Gouvernement Royal Hongrois.

Article 3.

Auprès des Caisses divisées, prévues par l'Article 2, on établira, sur la base des livres et autres documents desdites Caisses:

1° le montant des créances, telles qu'elles existaient à la date du 31 décembre 1918, et dont la possession appartient à l'ensemble des mineurs et inderdits, en y ajoutant les intérêts échus jusqu'au 31 décembre 1918, mais sans tenir compte des valeurs individuellement administrées;

2° le montant des créances dues aux mineurs et interdits, ressortissants roumains, et le montant des créances dues aux mineurs et interdits, ressortissants hongrois, telles qu'elles existaient à la date du 31 décembre 1918, le domicile des mineurs et interdits, dernièrement enregistré au grand-livre de la Caisse, constituant pour ce recensement la présomption de nationalité;

3° l'actif des Caisses, sans tenir compte des valeurs individuellement administrées, en prenant pour base la situation du 31 décembre 1918 et notamment:

a) le montant des titres de la dette publiqué de l'Etat hongrois, émis avant la guerre;

b) le montant des titres de la dette publique de l'Etat hongrois, émis pendant la guerre;

c) le montant des lettres hypothécaires et autres titres, calculé pour chaque catégorie de titres séparément;

d) le montant des dépôts d'épargne et des créances en compte courant;

e) le montant des créances hypothécaires;

f) le montant des intérets arriérés dus jusqu'à la fin de l'année 1918, et

g) le montant des fonds se trouvant en caisse.

Le recensement des lettres hypothécaires et autres titres se fera en deux groupes, selon qu'ils ont été émis sur le territoire de la Hongrie ou sur les territoires transférés à la Roumanie par suite du Traité de Trianon.*) La raison de commerce et le siège débiteur seront indiqués pour chaque catégorie de titres.

Le recensement des dépôts d'épargne et des créances en compte-courant se fera également en deux groupes, selon que l'institut débiteur indiqué par la raison de commerce et le siège a son siège sur le territoire de la Hongrie ou sur les territoires transférés à la Roumanie par suite dudit Traité.

Les créances hypothécaires seront divisées en deux groupes, dont l'un représentera les créances sur des ressortissants hongrois, et l'autre les créances sur des ressortissants roumains.

Les intérêts seront calculés séparément pour chaque catégorie d'actif.

Article 4.

Le Gouvernement Royal Roumain invitera les représentants légaux des mineurs et interdits, ressortissants roumains, à déclarer à l'autorité désignée à cet effet, leurs créances faisant partie de la gestion cumulative des Caisses hongroises dont la circonscription n'a pas subi de changement à la suite du Traité de Trianon. Les déclarations devront contenir les noms et domicile du déclarant, le montant des créances déclarées, la désignation de la Caisse et l'indication du jour où les créances déclarées sont rentrées dans la gestion cumulative.

Article 5.

Les créances et autres valeurs à établir ou à recenser seront calculées en anciennes couronnes.

---

*) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 423.

Article 6.

Le recensement des données, visées aux Articles 3 et 4, sera terminé dans les trois mois après la signature du présent Protocole. Le recensement terminé, les deux Parties se communiqueront réciproquement et sans délai les originaux ou les copies légalisées des relevés, dressés par les Caisses compétentes et contenant les données visées à l'Article 3, ainsi que le résultat du recensement prévu à l'Article 4.

Le présent Protocole sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu à Budapest, aussitôt que faire se pourra. Le présent Protocole entrera en vigueur dès sa ratification.

Fait à Bucarest, en double original, le 16 avril 1924.

(L. S.) *R. de Wodianer* m. p.
(L. S.) *N. N. Filodor* m. p.

111.

NORVÈGE, FINLANDE.

Convention concernant la circulation des voyageurs sur le Pasvik et sur le Jakobselv; signée à Kristiania, le 28 avril 1924.*) **)

Overenskomster med fremmede stater 1924, No. 7.

Convention entre le Royaume de Norvège et la République de Finlande concernant la circulation des voyageurs sur le Pasvik (Patsjoki) et sur le Jacobselv (Vuoremajoki).

Sa Majesté le Roi de Norvège et Le Président de la République de Finlande ayant, par des délégations nommées de part et d'autre, traité des relations de voisinage qui résultent de l'acquisition, par la Finlande, du district de Petsamo,

animés du désir de maintenir les relations d'amitié et de bon voisinage entre les deux Etats,

ont résolu de conclure à cet effet une Convention concernant la circulation des voyageurs sur le Pasvik (Patsjoki) et sur le Jakobselv (Vuoremajoki) et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires à savoir:

Sa Majesté le Roi de Norvège:

Son Ministre des Affaires Etrangères M. Christian Fredrik Michelet.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Helsingfors, le 26 septembre 1924. V. Overenskomster 1925, p. VII.

**) En langues norvégienne, finnoise, suédoise et française. Eu égard à la disposition de l'Article XI nous ne reproduisons que le texte français.

Le Président de la République de Finlande:

Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Norvège M. le Dr. en philosophie Rolf Thesleff

lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Article I.

Sur le Pasvik (Patsjoki), à partir de la ligne de partage entre les colonnes nos 354 et 355 jusqu'à la ligne de partage en amont de la cascade du Skoltefos (Kolttaköngäs), de même que sur le Jakobselv (Vuoremajoki), les voyageurs de chacun des deux Etats Contractants sont autorisés à se servir des eaux de l'autre Etat dans l'étendue nécessaire en vue du passage.

Article II.

La faculté mentionnée à l'Article I comprend aussi l'autorisation de prendre terre aux rivages partout où cela sera nécessaire pour le passage, le halage ou le transport des bateaux.

Il ne sera permis ni de faire du feu sur le territoire étranger ni de s'en servir autrement que dans le but ci-devant mentionné.

Article III.

Pendant leur passage sur le territoire étranger les voyageurs jouiront de l'exemption des passeports et seront, de même que leurs véhicules et leurs bagages, exempts de toute visite douanière et de tous droits et taxes, exception faite de ceux prévus par l'Article IV.

Article IV.

Sur le territoire étranger les voyageurs pourront se servir des voies de halage (dites „trallebaner") et des autres outillages de transport déjà existants ou qui viendraient à être établis à l'avenir pour l'usage public, à condition de s'acquitter des taxes et de se conformer aux règlements arrêtés pour l'usage des ressortissants de l'Etat propriétaire.

Article V.

Il devra être permis à la population habitant les bords du Pasvik (Patsjoki) et du Jakobselv (Vuoremajoki) de passer, sans formalités embarrassantes, au territoire étranger près de la frontière en se conformant aux dispositions dont seront convenues les autorités compétentes des deux Etats Contractants.

Article VI.

La présente Convention ne sera pas applicable:

a) aux militaires et aux personnes appartenant aux organisations qui pourront y être assimilées,
b) aux transports servant à des buts militaires, et
c) aux transports d'armes, de munition et de toute autre contrebande.

Article VII.

Les dispositions de la présente Convention ne pourront pas être invoquées contre les mesures que prendrait chacun des deux Etats Contractants sur son propre territoire pour accomplir ses obligations en qualité de Puissance neutre, dans l'intérêt de la sûreté générale, de la justice et de la douane, pour protéger les hommes, les animaux et les plantes des maladies contagieuses, ainsi que dans les intérêts se rattachant à exploitation des forces hydrauliques, au flottage et à la pêche.

Article VIII.

La présente Convention ne pourra pas être invoquée dans le cas où l'un ou l'autre des Etats Contractants entrerait en guerre.

Article IX.

La question de savoir si et sous quelles conditions chacun des deux Etats Contractants admettra le passage des voyageurs de l'autre sur cette partie du Pasvik (Patsjoki) en aval de la cascade du Skoltefos (Kolttaköngäs) qui lui appartient exclusivement est sujette à la législation de l'Etat propriétaire. Toutefois, les voyageurs étrangers ne seront pas soumis à des droits et taxes plus élevés que nécessaire pour couvrir les frais de contrôle douanier et autre.

Article X.

Cette Convention aura la durée de cinq ans, à partir de l'échange des ratifications, et, si elle n'est pas dénoncée par l'un ou l'autre des Etats Contractants douze mois avant l'expiration du terme de cinq ans, elle restera en vigueur jusqu'à douze mois après dénonciation de la part de l'un ou de l'autre des Etats respectifs.

Article XI.

Cette Convention, rédigée en langues norvégienne, finnoise, suédoise et française dont le texte français fera foi, sera ratifiée et les ratifications en seront échangées au plus court délai à Helsingfors.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Kristiania en double expédition le 28 avril 1924.

(u.) *Rolf Thesleff.*

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature d'une Convention entre la Norvège et la Finlande concernant la circulation des voyageurs sur le Pasvik (Patsjoki) et sur le Jakobselv (Vuoremajoki) les soussignés, dûment autorisés à cet effet, prennent au nom de leurs Gouvernements les engagements suivants:

Article I.

Chacun des deux Etats Contractants se réserve de décider, à l'application de l'Article VI, a, de la Convention, quelles organisations pourront être assimilées aux militaires.

Article II.

L'Etat qui assimilerait aux militaires la garde-frontière de l'autre Etat Contractant sera tenu, jusqu'à l'expiration d'un terme de trois ans après l'échange des ratifications, d'appliquer la Convention aux personnes appartenant à ladite garde-frontière, pourvu qu'elles ne passent sur le territoire étranger en groupes de plus de cinq et qu'elles ne soient armées à ces occasions.

Au point de vue du droit international ainsique du droit interne les garde-frontières passant sur le territoire étranger seront assimilés aux personnes civiles.

Après ledit terme de trois ans les dispositions du présent Article cesseront de produire leurs effets, étant entendu qu'aucun des Etats Contractants n'en demandera le renouvellement.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Protocole Final qui aura la même force et la même valeur que si les dispositions qu'il contient étaient insérées dans la Convention elle-même.

Fait à Kristiania, en double expédition, le 28 avril 1924.

(u.) *Rolf Thesleff.*

112.

NORVÈGE, FINLANDE.

Convention concernant la frontière entre le Gouvernement de Finmark et le bailliage de Petsamo; signée à Kristiania, le 28 avril 1924.*) **)

Overenskomster med fremmede stater 1924, No. 7.

Sa Majesté le Roi de Norvège et Le Président de la République de Finlande ayant, par des délégations nommées de part et d'autre, traité des relations de voisinage qui résultent de l'acquisition, par la Finlande, du district de Petsamo,

animés du désir de maintenir les relations d'amitié et de bon voisinage entre les deux Etats,

ont résolu de conclure à cet effet une Convention concernant la frontière entre le Gouvernement de Finmark et le Bailliage de Petsamo et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires à savoir:

Sa Majesté Le Roi de Norvège:

Son Ministre des Affaires Etrangères M. Christian Fredrik Michelet.

---

*) Les ratifications ont été échangées à Helsingfors, le 26 septembre 1924.

**) En langues norvégienne, finnoise, suédoise et française. Eu égard à la disposition de l'Article IX nous ne reproduisons que le texte français.

Le Président de la République de Finlande:

Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Norvège M. le Dr. en philosophie Rolf Thesleff.

lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Article I.

La frontière entre la Norvège et la Finlande à partir de la borne intermédiaire de Mutkavaara jusqu'à la colonne n:o 362 située au cours supérieur du Jakobselv (Vuoremajoki) restera telle qu'elle a été démarquée lors des démarcations et des révisions de frontière norvégo-russes, et conforme aux cartes établies lors de la révision de frontière de l'année 1896. Lesdites cartes sont annexées à la présente Convention, à savoir:

„Carte (Levé semiinstrumental) en six feuilles de la frontière entre le Finmarken Norvégien et le Gouvernement Russe d'Archangel", à l'échelle de 1 : 42 000. Les n:os III—VI et partiellement la feuille n:o II se rapportent à la frontière ci-dessus visée.

Plan de l'île Suolo-Kouschk, à l'échelle de 1 : 8400.

7 Plans, à l'échelle de 1 : 8400, des environs des colonnes suivantes:

no. 362 ou de Jakobselv;

no. 361 ou de Baenajavre;

no. 360 ou de Neidjavre;

nos. 359, 358, 357 et 356 situées autour de l'église de Boris et Gleb;

no. 355 ou de Raja Njarg;

no. 354 ou de Rajavaras;

La borne intermédiaire de Mutkavaara.

Dans les parties du Pasvik (Patsjoki) où le cours de la ligne de partage ne ressort pas clairement des cartes précités la frontière suivra la ligne médiale du chenal.

Article II.

A partir de la colonne no. 362 la frontière suivra le cours du Jakobselv (Vouremajoki) jusqu'à son embouchure, de sorte qu'elle suivra toujours la ligne médiale du chenal de la rivière et le milieu des lacs formés par elle.

Article III.

A partir du point où le chenal se termine dans la Mer Glaciale hors de l'embouchure du Jacobselv (Vuoremajoki) la ligne de partage entre les eaux territoriales des deux Etats Contractants sera tirée de façon que tout point de la ligne sera situé à distance égale des côtes des deux Etats, mesurée du point le plus proche de la terre ferme, des îles, des îlots et des récifs, n'étant pas perpétuellement submergé par la mer.

Article IV.

En vue de prévenir les changements des lits des fleuves ou du cours de l'eau qui pourraient se produire à la suite d'érosion ou d'accumu-

lation, l'Etat pour lequel en résulteraient des dommages ou des inconvénients est autorisé à prendre sur son propre territoire des mesures nécessaires à cet effet.

Si de tels changements ont lieu si subitement que des mesures préventives n'ont pu être prises, l'Etat intéressé est autorisé à faire rétablir l'état antérieur par des mesures à prendre sur son propre territoire à condition que cela soit fait aussitôt que faire se pourra après que l'endommagement s'est produit.

Lesdites mesures ne devront pas influencer les eaux de manière qu'il en résulte des préjudices ou des inconvénients pour l'autre Etat ou pour ses ressortissants.

Article V.

Aussitôt que faire se pourra après la ratification de la présente Convention les Etats Contractants enverront sur les lieux des commissaires chargés de réviser la frontière et de rétablir, en cas de besoin, les colonnes et les autres marques indiquant la ligne, de rayer les bois poussés dans le tracé et d'établir de nouvelles marques selon l'exigence.

Article VI.

En vue de fixer le cours de la frontière dans le Jakobselv (Vuoremajoki) et dans les eaux territoriales les commissaires mentionnés à l'Article V devront établir et signer une carte, avec description, démontrant la frontière, valable jusqu'à la prochaine révision de la frontière.

Article VII.

La frontière sera révisée tous les vingt-cinq ans de la manière prescrite aux Articles V et VI. Si, entre ces révisions périodiques, il est trouvé utile de faire réviser la frontière en partie ou totalement, cela aura lieu sur la demande de l'un ou de l'autre des deux Etats Contractants.

Article VIII.

Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention, qui n'auraient pu être réglés par des négociations, seront soumis à la Cour Permanente de Justice Internationale, à moins que les Etats Contractants ne soient, par accord spécial, convenus de les faire résoudre d'une autre manière.

Article IX.

La présente Convention, rédigée en langues norvégienne, finnoise, suédoise et française, dont le texte français fera foi, sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées au plus court délai à Helsingfors.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Kristiania, en double expédition, le 28 avril 1924.

(u.) *C. F. Michelet.*
(u.) *Rolf Thesleff.*

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature d'une Convention entre la Norvège et la Finlande concernant la frontière entre le Gouvernement de Finmark et le Bailliage de Petsamo, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, prennent au nom de leurs Gouvernement les engagements suivants:

Article I.

Les Etats Contractants déclarent que ni Eux-mêmes, ni Leurs ressortissants ne possèdent, dans les régions limitrophes en question, aucune prétention se rapportant au territoire de l'autre Etat, basée sur des actes internationaux antérieurs, sur usage ou sur coutume, exception faite des droits privés que les ayant-droit pourront baser sur les lois de ce dernier Etat et faire valoir devant les tribunaux de celui-ci.

Article II.

Les Etats Contractants sont convenus de l'arrangement suivant concernant les Lapons, appelés „skoltelapper", habitant la vallée de Pasvik (Patsjoki), qui ont autrefois fait la pêche au saumon dans les fiords norvégiens de Bøkfjord et de Jarfjord:

Le Gouvernement de Norvège, désireux d'indemniser les Lapons de la perte de ladite pêche, mais sans toutefois s'y considérer obligé et sans reconnaître aux Lapons aucun droit à ladite pêche s'engage à verser à leur profit la somme de douze mille couronnes norvégiennes (cour. 12 000) or. Cette somme sera versée au Gouvernement de Finlande en échange d'une déclaration formelle de la part desdits Lapons, par laquelle ils renoncent, pour eux-mêmes et pour leurs descendants, à toute prétention à ladite pêche de même qu'à toute autre indemnité à cet égard.

Le Gouvernement de Finlande, soucieux de la prospérité de ces Lapons, s'engage de sa part à recommander aux Lapons d'accepter l'arrangement ci-dessus visé et, dans le cas où ils n'y consentiraient pas, le Gouvernement de Finlande, conformément aux principes arrêtés à l'Article I du présent Protocole, n'appuyera aucune prétention que pourraient faire valoir dorénavant les Lapons à ce sujet.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole Final, qui aura la même force et la même valeur que si les dispositions qu'il contient étaient insérées dans la Convention elle-même.

Fait à Kristiania, en double expédition, le 28 avril 1924.

(u.) *C. F. Michelet.*
(u.) *Rolf Thesleff.*

113.

ESPAGNE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, SUÈDE.

Correspondance concernant l'adhésion de la Suède à la Convention relative à l'organisation du Statut de la zone de Tanger signée le 18 décembre 1923;*) du 2 juin au 5 décembre 1924.

Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1924, No. 41.

---

a)

Spanske ministern i Stockholm till ministern för utrikes ärendena.

Stockholm, le 2 juin 1924.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que les Gouvernements Britannique, Français et Espagnol ont signé le 18 décembre dernier une convention fixant le futur statut de Tanger.

Depuis lors, Sa Majesté le Roi d'Espagne, mon Auguste Souverain, Sa Majesté le Roi d'Angleterre et Son Excellence le Président de la République Française ont ratifié cette Convention, et le dépôt des ratifications a été effectué le 14 mai dernier au Ministère des Affaires Etrangères à Paris.

Observant les instructions que j'ai reçues du Ministère d'Etat, je m'empresse de solliciter l'adhésion du Gouvernement Royal de Suède, comme Pays signataire de l'Acte d'Algésiras, à ladite Convention; et j'ose, en même temps, me faire l'interprète des sentiments du Gouvernement de Sa Majesté Catholique en exprimant à Votre Excellence l'espoir très sincère que le Gouvernement Royal accédera à ses désirs.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

Le Comte de San Esteban de Cañongo.

---

b)

Ministern för utrikes ärendena till spanska, brittiska och franska ministrarna i Stockholm.

Stockholm, le 19 septembre 1924.

Monsieur le Ministre,

Par note, en date du 2 juin dernier, Vous avez bien voulu, d'ordre du Gouvernement de S. M. Catholique solliciter l'adhésion du Gouvernement Royal à la Convention relative à l'organisation du statut de la zone de Tanger signée à Paris le 18 décembre 1923.

*) V. N. R. G. 3 s. XIII, p. 246.

En réponse à cette communication, j'ai l'honneur par la présente de porter officiellement à votre connaissance que le Gouvernement du Roi a décidé d'adhérer à ladite Convention.

Il est bien entendu que cette adhésion n'implique une renonciation par la Suède au régime capitulaire dans la zone en question que pour la durée de la validité de la Convention et que, dans l'éventualité où le Gouvernement du Roi nommerait à Tanger un consul de carrière, celui-ci serait conformément à l'Article 30 membre du Comité de contrôle y prévu.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

E. Marks von Würtemberg.

---

c)

Franske ministern i Stockholm till ministern för utrikes ärendena.

Stockholm, le 24 octobre 1924.

Monsieur le Ministre,

Le Prédécesseur de Votre Excellence avait bien voulu, le 19 septembre dernier, me faire connaître que le Gouvernement Suèdois avait décidé d'adhérer à la Convention relative au statut de la zone de Tanger, signée à Paris le 18 décembre.

M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères que je n'avais pas manqué d'aviser aussitôt, me charge d'être, auprès du Gouvernement Royal, l'interprète des très vifs remerciements du Gouvernement de la République.

En m'acquittant de cette agréable mission je prie Votre Excellence de bien vouloir agréer les assurances de ma haute considération.

A. Bernard.

---

d)

Brittiske ministern i Stockholm till ministern för utrikes ärendena.

Stockholm November 21, 1924.

Your Excellency,

I duly communicated to His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs the Note of September 19th by which Baron Marks von Würtemberg was good enough to inform me of the decision of the Royal Swedish Government to adhere to the Convention signed at Paris on December 18th 1923 to regulate the future status of the Tangier Zone of Morocco, on the understanding that such adherence only implies the renunciation by Sweden of her capitulatory rights in that zone for the duration of the validity of the Convention, and that in the event of a regular Swedish Consul being appointed at Tangier he

will be a member of the Committee of Control under Article 30 of the Convention.

I have the honour, under instructions from Mr. Austen Chamberlain, and with reference to the above-mentioned Note of Your Excellency's predecessor, to express to Your Excellency the gratification of His Britannic Majesty's Government at the accession of Sweden to the Tangier Convention and to state that they concur in the view of the Royal Government as to the implication of such accession.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

A. C. Grant Duff.

---

e)

Spanske ministern i Stockholm till t. f. chefen för utrikes departementet.

Stockholm, le 5 décembre 1924.

Monsieur le Ministre,

Me référant à la lettre de Votre Excellence en date du 19 septembre dernier, j'ai l'honneur de porter à Sa connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté Catholique remercie le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Suède de son adhésion à la Convention relative à l'organisation du Statut de la Zone de Tanger, signée à Paris le 18 décembre 1923, étant parfaitement d'accord que cette adhésion n'implique une renonciation par la Suède au régime capitulaire dans la Zone en question que pour la durée de la validité de ladite Convention; et que, dans l'éventualité où le Gouvernement Suèdois nommerait à Tanger un Consul de carrière, celui-ci serait, conformément à l'Article 30 membre du Comité de contrôle.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute consideration.

Le Comte de San Esteban de Cañongo.

114.

PAYS-BAS, BELGIQUE.

Acte additionnel à la Convention postale du 15 octobre 1921;*) signé à La Haye, le 7 juin 1924.

Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden 1924, No. 351.

---

*) V. N. R. G. 3. s. XXIII, p. 615.

115.

NORVÈGE, AUTRICHE.

Echange de Notes concernant l'application de quelques Accords passés entre le Royaume de Norvège et l'ancien Empire d'Autriche ou l'ancienne Monarchie Austro-Hongroise; signées à Berlin et à Vienne, les 13 et 20 juin 1924.

Overenskomster med fremmede stater 1924, No. 5.

Berlin, 13 juin 1924.

Monsieur le Ministre Fédéral,

J'ai l'honneur de Vous confirmer, au nom du Gouvernement Royal de Norvège, que les accords passés entre le Royaume de Norvège et l'ancien Empire d'Autriche ou l'ancienne Monarchie Austro-Hongroise par les notes du 21 avril et du 28 juillet 1819 relatives à l'abolition réciproque du droit de détraction des héritages,*) par les notes du 26 juin 1900, du 20 mai 1901, du 26 mars 1902 et du 27 janvier 1903 relative à la franchise douanière pour les effets de Chancellerie à l'usage des Consulats,**) ainsi que par les notes du 7 mai et du 10 juillet 1903 relatives à la signification gratuite d'actes judiciaires,***) continuent à être applicables dans les relations entre le Royaume de Norvège et la République d'Autriche.

En Vous priant, Monsieur le Ministre Fédéral, de vouloir bien me faire parvenir une note analogue, je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(s) *A. Scheel.*

Son Excellence Monsieur Grünberger, Ministre Fédéral des Affaires Etrangères d'Autriche, Vienne.

Chancellerie Fédérale
Département des Affaires Etrangères.

Vienne, 20 juin 1924.

Monsieur le Ministre,

Me référant à la note que Vous avez bien voulu me faire parvenir à la date du 13 juin dernier, j'ai l'honneur de Vous confirmer, au nom du Gouvernement Fédéral de la République d'Autriche, que les accords passés entre l'ancien Empire d'Autriche ou l'ancienne Monarchie Austro-Hongroise et le Royaume de Norvège par les notes du 21 avril et du 28 juillet 1819 relative à l'abolition réciproque du droit de dé-

*) V. Recueil des Traités de la Norvège, Kristiania 1907, p. 98.
**) V. ibid. p. 119.
***) V. N. R. G. 2. s. XXXI, p. 548.

traction des héritages, par les notes du 26 juin 1900, du 20 mai 1901, du 26 mars 1902 et du 27 janvier 1903 relatives à la franchise douanière pour les effets de Chancellerie à l'usage des Consulats, ainsi que par les notes du 7 mai et du 10 juillet 1903 relatives à la signification gratuite d'actes judiciaires, continuent à être applicables dans les relations entre la République d'Autriche et le Royaume de Norvège.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(s) *Grünberger.*

A son Excellence Monsieur Arne Scheel, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Norvège, Berlin.

116.

DANEMARK, UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES.

Arrangement concernant les relations commerciales entre les deux pays; réalisé par un Echange de Notes signées à Londres, le 18 juin 1924, suivi d'une Déclaration concernant les réclamations réciproques, signée à la date du même jour.

Lovtidenden A, 1924, No. 25.

Delegation of the Danish Government,
Moscow.

p. t. London, June 18th 1924.

Sir,

In view of the fact that the Danish Government have to-day recognized de jure the Government of the Union of Socialist Soviet Republics I have the honour according to the instructions received from my Government to propose to the Government of the Union that the Danish-Russian Preliminary Agreement signed on April 23rd, 1923,*) shall pending the conclusion of a final Treaty of Commerce and Navigation govern the economic relations between Denmark and the Union, the stipulations of the Agreement, e. g. as regards the position of the official representatives to be so modified in accordance with the general principles of the law of nations as the establishment of normal diplomatic relations between the two countries entails.

The Danish Government especially wish to point out that in their opinion the reservation contained in Article II, paragraph 3, of the

---

*) V. N. R. G. 3. s. XIV, p. 411.

Preliminary Agreement and which is repeated in Article IV, VII, VIII and IX becomes void and that the Danish Government by recognizing the Union Government de jure has fulfilled the condition stipulated for the enjoyment of the most favoured nation treatment according to the above mentioned Articles without any other limitation than that following from Article XII of the aforesaid Agreement.

I have the honour to be with highest consideration, Your obedient Servant,

(signed) *P. Schou.*

M. Maxim Litvinoff, Deputy Commissioner of the People for Foreign Affairs.

London, June 18th 1924.

Sir,

In reply to your note of today's date I have the honour to advise you that the Government of the Union of Socialist Soviet Republics readily agree to the proposal of the Danish Government to the effect that the Danish-Russian Preliminary Agreement signed on April 23rd, 1923, shall pending the conclusion of a final Treaty of Commerce and Navigation govern the economic relations between Denmark and the Union, with such modifications in the stipulations of the Agreement, e. g. as regards the position of the official representatives, as are a natural consequence of the establishment of normal political relations between the two countries.

The Soviet Government, however, regret that they are unable to accede to the claim of your Government to the most favoured nation treatment to the extent indicated in your note. The Soviet Government feel compelled to limit this most favoured nation treatment in favour of such States which have recognised the Union de jure on or before February 14th 1924.

In view thereof and in order to render the stipulations of the Preliminary Agreement more complete I beg to propose the following:

In place of the Articles II, IV section 2 paragraph 2, VII, VIII and IX it is agreed that the Union Government on condition of reciprocity grant to Danish merchandise, Danish ships as well as Danish citizens and corporations (juridical persons) in every respect mentioned in the said Articles the same rights, privileges and facilities which the Union have granted or may grant to the merchandise, ships, citizens or corporations of any other country. Neither of the High Contracting Parties shall, however, be entitled to claim such rights, privileges and facilities as the other Party may have granted exclusively to countries which have recognised the Soviet Government de jure before February 14th 1924, in those respects mentioned in the Preliminary Agreement, Article II, Article IV section 2 paragraph 2 (with the exception of the protection of persons and property and the imposition on Danish citizens and Danish companies of taxes and duties of every kind), as well

as Article VII, with regard to duties and taxes of any kind whatsoever imposed on ships and their cargoes. Nor shall either of the High Contracting Parties be entitled to claim the right of cabotage or the benefit of special agreements made by the other Party with any third country in respect of transit of goods.

The citizens and corporations of one of the Parties shall have free access to the tribunals of the other Party either as plaintiff or as defendant and also to the authorities.

I have the honour to be with the highest consideration, Your obedient servant,

(signed) *Maxim Litvinoff*
Deputy People's Commissary
for Foreign Affairs.

Mr. P. Schou, First Official Delegate of the Danish Government in Moscow. p. t. London.

Delegation of the Danish Government,
Moscow.

p. t. London, June 18th 1924.

Sir,

In reply to your note of to-day's date I have the honour according to instructions received from my Government to notify you that the Royal Danish Government have with regret taken cognizance of the fact that the Union Government feel compelled to limit the most favoured treatment to be granted to Denmark in accordance with the existing Preliminary Agreement by making the reservation laid down in your note in favour of such States which have recognized the Soviet Government de jure on or before the 14th of February, 1924.

In the opinion of the Danish Government this far reaching reservation is not in accordance with the underlying ideas of the Preliminary Agreement. According to Articles II, IV, VII, VIII and IX of the said Agreement there is a distinction in principle between such States which have recognized the Soviet Government de facto and such which have recognized de jure and it is implied that by recognizing de jure Denmark becomes entitled to the same treatment as those countries which have recognized or may recognize the Soviet Government de jure. Consequently in the opinion of the Royal Government, Denmark has after the re-establishment of normal relations between the two countries a claim to full most favoured nation treatment without any further limitation than that mentioned in Article XII.

However, in order to create a basis for the further development of Trade between the two countries until a final Commercial Treaty can be agreed upon the Royal Government declare their readiness to accept the proposal submitted in your above note.

I have the honour to be, with the highest consideration, Your obedient Servant,

(signed) *P. Schou.*

M. Maxim Litvinoff, Deputy Commissioner of the People for Foreign Affairs.

Declaration respecting mutual claims.

The Royal Danish Government and the Government of the Union of Socialist Soviet Republics declare that either party maintains all its own claims and those of its nationals and corporations against the other party in respect of property or rights or in respect of obligations of the existing or former Governments of either party. Neither the Royal Danish Government nor the Government of the Union of Socialist Soviet Republics do renounce any of their claims for the payment of compensation or restitution of property; the said claims shall not be subjected — under all other equal conditions — to a less favourable treatment than the corresponding claims of any third country or its nationals.

Signed without reserve for ratification.

London, June 18th, 1924.

(signed) *P. Schou,*
Official Representative of the Danish Government in Moscow.
(signed) *Maxim Litvinoff,*
Deputy People's Commissary of Foreign Affairs.

117.

ESTONIE, UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES.

Convention concernant les relations postales entre les deux pays; signée à Tallinn, le 27 juin 1924.

Riigi Teataja 1924, No. 46.

118.

ESTONIE, UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES.

Convention concernant le service télégraphique et radiotélégraphique; signée à Tallinn, le 27 juin 1924.

Riigi Teataja 1924, No. 46.

119.

ESTONIE, UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES.

Convention concernant le service téléphonique; signée à Tallinn, le 27 juin 1924.

Riigi Teataja 1924, No. 46.

120.

ESTONIE, UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES.

Convention concernant les mandats de poste; signée à Tallinn, le 27 juin 1924.

Riigi Teataja 1924, No. 46.

121.

SUÈDE, FINLANDE.

Convention concernant le raccordement établi, au moyen d'un pont sur la Tornéa, entre les réseaux de chemins de fer des deux pays; signée à Stockholm, le 28 juin 1924.*) **)

Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1924, No. 20.

Convention.

Sa Majesté le Roi de Suède, d'une part, et le Président de la République de Finlande, d'autre part, ayant résolu de conclure une Convention relative à l'exploitation et à l'entretien de la ligne de raccordement établie au moyen d'un pont sur la Tornéa entre les réseaux de chemins de fer des deux pays, ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Suède:

Son Excellence Monsieur le Baron Erik Marks von Würtemberg, Son Ministre des Affaires Etrangères;

---

*) Les ratifications ont été échangées à Stockholm, le 25 août 1924.

**) En langues suédoise, finnoise et française. Eu égard à la disposition de l'Article 10 nous ne reproduisons que le texte français.

le Président de la République de Finlande:

Monsieur Werner Söderhjelm, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République à Stockholm;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants.

Article 1.

La ligne de raccordement des réseaux de chemins de fer suédois et finlandais au moyen d'un pont sur la Tornéa sera exploitée et entretenue conformément aux dispositions suivantes.

Les gares frontières des deux côtés du fleuve seront munies des installations requises pour pouvoir effectuer, dans le plus bref délai et au moins de frais possible, les transbordements de marchandises nécessités par la différence d'écartement des rails.

Article 2.

Le raccordement entre les deux gares frontières aura lieu au moyen de deux voies simples établies sur les mêmes traverses et ayant, l'une l'écartement suédois, l'autre l'écartement finlandais.

L'ouverture nette du pont aura aux deux chenaux une largeur de 20 mètres au moins, et la profondeur de chaque chenal sera au minimum de 3.5 mètres à l'étiage.

Les questions relatives à la capacité des gares frontières au point de vue du service international seront réglées d'un commun accord par les Administrations des chemins de fer des deux pays.

Les stations frontières seront reliées par des fils télégraphiques et téléphoniques spéciaux, qui ne devront, toutefois, être mis en communication ni avec le réseau télégraphique et téléphonique central des deux pays ni avec celui de leurs chemins de fer.

Relativement au verrouillage du pont et au blocage de la ligne entre les deux gares frontières, un arrangement sera conclu entre les Administrations des chemins de fer des deux pays.

Article 3.

L'entretien et la réfection éventuelle de la partie de la ligne de raccordement située sur le territoire de chaque pays seront à la charge de ce pays, l'Etat Suédois se chargeant seul, toutefois, des frais d'entretien et de manoeuvre de la partie mobile du pont. Sauf aux heures de passage des trains, la partie mobile du pont restera ouvert.

Article 4.

La ligne de raccordement sera portée sur la liste des voies ferrées auxquelles s'applique la Convention internationale du 14 octobre 1890 sur le transport des marchandises par chemin de fer.*)

---

*) V. N. R. G. 2. s. XIX, p. 289.

Article 5.

La navigation sur la Tornéa ne pourra être soumise à aucune taxe quelconque pour le passage du pont de chemin de fer.

Article 6.

Lorsque l'Administration des chemins de fer de l'un des deux Etats fera passer un train sur le territoire de l'autre Etat, elle sera soumise, relativement au dommages-intérêts pouvant résulter de ce trafic, aux lois et à la juridiction du pays sur le territoire duquel le dommage a eu lieu.

Article 7.

L'horaire des trains entre les deux gares frontières, ainsi que les autres règlements concernant le transport des voyageurs et des marchandises seront arrêtés d'un commun accord par les Administrations des chemins de fer des deux pays.

Article 8.

Les formalités de la révision douanière et de l'expédition des bagages, des voyageurs et des marchandises, à l'arrivée comme au départ, seront déterminées d'un commun accord par les Administrations des douanes et des chemins de fer des deux pays.

Article 9.

Les échanges postaux entre les deux stations frontières seront réglés d'un commun accord par les Administrations des postes et des chemins de fer des deux pays.

Article 10.

La présente Convention est rédigée en langues suédoise, finnoise et française. Dans toutes les questions relatives à son interprétation, c'est le texte français qui fera foi.

Article 11.

La présente Convention sera ratifiée. Les ratifications en seront échangées le plus tôt possible à Stockholm.

La Convention entrera immédiatement en vigueur à dater du jour de l'échange des ratifications et restera exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de douze mois à compter du jour de sa dénonciation par l'un ou l'autre des deux Etats.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des deux Parties Contractantes ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Stockholm, en double exemplaire, le 28 juin 1924.

(L. S.) *E. Marks von Würtemberg.*
(L. S.) *Werner Söderhjelm.*

122.

NORVÈGE, DANEMARK, SUÈDE.

Convention postale; signée à Kristiania, Copenhague et Stockholm, le 26 juillet 1924.

Overenskomster med fremmede stater 1924, p. 85.

123.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, GRANDE-BRETAGNE.

Echange de Notes concernant l'exonération réciproque des taxes sur les bénéfices réalisés par les entreprises de navigation maritime; du 11 août 1924 au 16 mars 1925.

Executive Agreement Series (Washington), No. 7.

The Acting Secretary of State to the British Ambassador.

Department of State.

Washington, August 11, 1924.

Excellency:

Referring to the Embassy's note No. 138 of February 11, 1924, and to previous correspondence relating to a proposed arrangement between the Internal Revenue authorities of the United States and Great Britain with a view to granting relief from double income taxation in cases where the profits arising from the business of shipping are chargeable to both British income tax and to income tax payable in the United States, I have the honor to inform you of the receipt of a letter on the subject from the Secretary of the Treasury.

It appears therefrom that Section 213 (b) (8) of the Revenue Act of 1921 which has been reenacted as Section 213 (b) (8) of the Revenue Act of 1924 exempts from tax so much of the income of a nonresident alien or foreign corporation as is derived from the operation of a ship or ships documented under the laws of a foreign country if that foreign country in turn exempts from tax so much of the income of a citizen of the United States nonresident in such country and of a corporation organized in the United States as is derived from the corporation of a ship or ships documented under the laws of the United States. The question of the exemption from tax of income derived from the operation of British vessels has, as the Embassy has observed, previously been discussed by officials of the Treasury Department with Sir Percy Thompson, Deputy Chairman of the British Board of Inland Revenue, who came to the United States for that purpose. I am informed that

these discussions proved fruitless because Sir Percy Thompson did not feel at liberty to recede from the British position that the taxability of a corporation as a resident of the United Kingdom should depend not upon the place of incorporation but upon the place „where its real business is carried on and that * * * is carried on where the control and management of the company abide“. (American Thread Company v. Joyce, 6 T.C., 163, 164.)

The navigation laws of the United States require that a corporation owning a vessel of the United States be a corporation organized in the United States and that its president and managing directors be citizens of the United States, but there is no requirement that the president and managing directors be residents of this country. It was conceivable therefore that the president and managing directors might reside in the United Kingdom, hold their meetings there, and there exercise control of the corporation. In such a case the corporation would, under British law, have been deemed a resident of the United Kingdom and as such subject to tax upon all its income. It is equally clear, however, that such a corporation would be a corporation organized in the United States and deriving income from the operation of a ship or ships documented under the laws of the United States, and would as such be entitled to exemption from British tax upon income derived from the operation of vessels of the United States, if the exemption offered by Great Britain were to be deemed equivalent to that offered under American law.

It is understood that the proposal which the British Government now makes in its suggested draft of a Declaration in Council does not require that the American corporation shall operate its business outside the United Kingdom in order to be entitled to exception from British income tax. The British Government proposes, according to the understanding of the Secretary of the Treasury, to exempt from British income tax (including super-tax) „any profits accruing from the business of shipping carried on with ships documented under the laws of the United States to a citizen of the United States resident outside the United Kingdom or to a corporation organized in the United States“. Upon the explicit understanding that the American corporation is thus exempted regardless of whether it does business in the United Kingdom or has an office or place of business therein or whether directors' meetings are held in the United Kingdom and the control of the corporation is there exercised, the Secretary of the Treasury is of the opinion that the offer communicated in the Embassy's note of February 11, 1924, satisfies the requirements of Section 213 (b) (8) of the Revenue Act of 1924, so far as the United Kingdom is concerned.

The Secretary of the Treasury asks that I make clear the fact that the Treasury Department intends to construe Section 213 (b) (8) of the Revenue Act of 1924 as not affording exemption to British subjects or others resident in the British dominions, colonies, dependencies, or possessions, or to corporations organized under and existing by virtue

of the laws of the British dominions, colonies, dependencies, or possessions, unless the laws of such dominions, colonies, dependencies, or possessions grant an equivalent exemption to citizens of the United States and to corporations organized in the United States. The exemption from tax of income derived from the operation of ships of British registry will be confined to individuals resident in the United Kingdom, other than citizens of the United States, and to corporations organized under and existing by virtue of the laws of the United Kingdom.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

Joseph C. Grew, Acting Secretary.

His Excellency The Right Honorable Sir Esme Howard, G.C.M.G., K.C.B., C.V.O., Ambassador of Great Britain.

The British Ambassador to the Secretary of State.

No. 1106.

British Embassy,
Washington, D. C., November 18, 1924.

Sir:

With reference to your note of August 11th, relating to a proposed arrangement between the Internal Revenue authorities of Great Britain and the United States with the object of granting relief from double taxation in cases where the profits accruing from the transaction of shipping business are subjected to both British and United States income taxes, I am instructed to inform you that the Board of Inland Revenue of my Government agree with the conditions and limitations specified in the note.

My Government have accordingly promulgated an Order in Council dated November 7th, 1924, taking effect from that date so far as Great Britain is concerned, and I expect to be able to transmit to you a copy of the Order at an early date.

I am to add that the Irish Free State in common with the other British Dominions is not to be considered as affected by this measure.

I have the honour to be with the highest consideration, Sir,

Your most obedient, humble servant,

Esme Howard.

The Honourable, Charles E. Hughes, Secretary of State of the United States, Washington, D. C.

The British Ambassador to the Secretary of State.

No. 1148.

British Embassy,
Washington, D. C., November 26th, 1924.

Sir:

With reference to my Note of November 18th, I now have the honour to transmit herewith for your information copy of an Order

of His Majesty the King in Council, dated November 7th, 1924,*) and taking effect from that date, regarding the arrangement with your Government for the reciprocal exemption of shipping profits from income tax.

I have the honour to be with the highest consideration, Sir,

Your most obedient, humble servant,

Esme Howard.

The Honourable Charles E. Hughes, Secretary of State of the United States, Washington, D. C.

The Secretary of State to the British Ambassador.

Department of State,
Washington, January 15, 1925.

Excellency:

I have the honour to refer to your note No. 1148 dated November 26, 1924, enclosing a copy of an Order of His Majesty the King, in Council, dated November 7, 1924, regarding the arrangement with your Government for the reciprocal exemption of shipping profits from income tax.

The appropriate authorities of this Government have been giving consideration to the matter and feel that some uncertainty exists with regard to the provision in the third paragraph of the Order in Council to the effect that the exemption shall be deemed to take effect on May 1, 1923, whereas your note transmitting the Order in Council dated November 7, 1924, states that it will take effect „from that date".

I shall be grateful if you will be so good as to furnish me a statement regarding the exact date from which exemption is granted to American citizens or corporations under British laws in order that the exemption of British subjects or corporations under the laws of the United States may be made effective from the same date.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

Charles E. Hughes.

His Excellency The Right Honorable Sir Esme Howard, G.C.M.G., K.C.B., C.V.O., Ambassador of Great Britain.

The British Ambassador to the Secretary of State.

No. 159. British Embassy,
Washington, D. C., February 13, 1925.

Sir:

I have the honour to refer to your note of January 15th, concerning the arrangement with my Government for the reciprocal exemption of shipping profits from income tax and to inform you in

---

*) Non reproduite.

reply to the enquiry contained in the last paragraph, that the date from which exemption from British Income Tax (including supertax) is granted in respect of shipping profits of American citizens or corporations under British laws is May 1st, 1923. I venture to request that instructions may be issued without delay by the appropriate authorities of your Government whereby the British interests concerned may benefit by this arrangement from the date above mentioned.

I have the honour to be with the highest consideration, Sir,

Your most obedient, humble servant,

Esme Howard.

The Honourable Charles E. Hughes, Secretary of State of the United States, Washington, D. C.

The Secretary of State to the British Ambassador.

Department of State,

Washington, D. C., March 16, 1925.

Excellency:

I have the honor to refer to your note No. 159 dated February 13, 1925, concerning the arrangement for the reciprocal exemption of shipping profits from income tax and to state that a communication has now been received from the appropriate authority of this Government in which it is stated that careful consideration has been given to the Order in Council dated November 7, 1924, and to the statements contained in your note above mentioned, and that it has been decided that Great Britain satisfies the equivalent exemption provisions of Section 213 (b) (8) of the Revenue Act of 1921. Reference is also made to the Act of Congress approved June 2, 1924, known as the Revenue Act of 1924, which contains the provision relating to taxation for 1924 and subsequent years. The provisions of Section 213 (b) (8) of the Revenue Act of 1924 are identical in terms with the corresponding section of the Revenue Act of 1921. It is therefore held that Great Britain satisfies the equivalent exemption provisions of Sections 213 (b) (8) of the Revenue Act of 1924.

It has also been determined that the exemption from Federal tax under this holding shall be deemed to be effective from May 1, 1923, the date stipulated by your Government as the date from which the exemption applies under British laws to the income of American citizens not resident in the United Kingdom and corporations organized in the United States, derived from the operation of ships documented under the laws of the United States.

Reference is also made to the last paragraph of Mr. Grew's note dated August 11, 1924, setting forth the construction to be placed upon Section 213 (b) (8). In the last paragraph of your note No. 1106 dated November 18, 1924, you stated that „the Irish Free State in common with the other British Dominions“ was not to be considered as affected

by the Order in Council. Accordingly the exemption from Federal taxation in the United States will be applied on the basis of this understanding.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

Frank B. Kellogg.

His Excellency The Right Honorable Sir Esme Howard, G.C.M.G., K.C.B., C.V.O., Ambassador of Great Britain.

124.

SUÈDE, GRÈCE.

Correspondance concernant les relations commerciales entre les deux pays; du 7 septembre au 9 décembre 1924.

Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1924, No. 40.

---

a)

Grekiske ministern i Stockholm, p. t. Berlin, till ministern för utrikes ärendena.

Berlin, le 7 septembre 1924.

Monsieur le Ministre,

En conformité d'une décision prise en Conseil des Ministres, et suivant l'initiative prise par certains autres pays, mon Gouvernement avait dénoncé, au début de 1919, les traités, conventions et accords concernant le commerce et la navigation, qui le liaient avec les pays alliés et neutres, et que l'état de guerre avait rendus caducs à l'égard des pays ennemis.

Le statut découlant de ces traités, conventions et accords ne répondant plus aux conditions économiques créées par la guerre, mon Gouvernement avait estimé que leur dénonciation devenait nécessaire à l'effet de préparer l'élaboration de nouveaux traités de commerce et de navigation en harmonie avec la situation économique nouvelle.

Toutefois, en raison des circonstances qui n'avaient pas permis au Gouvernement Hellénique de mettre à exécution son projet, et faute d'un tarif approprié, qui ne vient d'être voté que tout récemment, l'ancien statut avait été provisoirement maintenu, à titre de modus vivendi, en vertu de l'accord spécial intervenu entre la Grèce et la Suède, prorogeant ce statut, de trimestre en trimestre, jusqu'à dénonciation.

D'ordre de mon Gouvernement je viens mettre fin à cette prorogation et dénoncer définitivement le traité de commerce et de navi-

gation, signé le 27/15 octobre 1852*) et modifié par la déclaration du 2/18 mars 1893**) de façon qu'il cessera d'être en vigueur et de produire tous effets à partir du 10 décembre 1924.

Je suis chargé également par mon Gouvernement de Vous faire savoir qu'il est tout disposé à entamer incessament des négociations, en vue de l'élaboration d'un nouveau traité de commerce, et qu'il le fera avec le sincère désir d'aboutir à la commune satisfaction de nos deux pays.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

E. Canellopoulos.

---

b)

Ministern för utrikes ärendena till grekiske ministern i Stockholm, p. t. Berlin.

Stockholm, le 6 novembre 1924.

Monsieur le Ministre,

Par une lettre, adressée en date du 7 septembre dernier à mon prédécesseur, Vous avez bien voulu, d'ordre de Votre Gouvernement, dénoncer définitivement le traité de commerce et de navigation, signé le 27/15 octobre 1852 et modifié par la déclaration du 2/18 mars 1893 de façon qu'il cessera d'être en vigueur et de produire tous effets à partir du 10 décembre 1924.

En même temps, Vous avez porté à la connaissance du Baron Marks von Würtemberg, que le Gouvernement Hellénique était disposé à entamer incessament des négociations, en vue de l'élaboration d'un nouveau traité.

En réponse à cette aimable communication, j'ai l'honneur de Vous faire savoir que, de son côté, le Gouvernement du Roi est tout disposé à entamer des négociations à l'effet de régler par un nouveau traité les relations commerciales et maritimes entre la Suède et la Grèce sur la base du principe de l'application réciproque du traitement de la nation la plus favorisée.

Par conséquent, le Gouvernement Royal attacherait du prix à être renseigné, aussitôt que les circonstances le permettront, sur les points principaux que le Gouvernement Hellénique compte proposer comme base du traité et lesquels il s'empressera d'examiner avec le sincère désir d'arriver à un accord profitable aux intérests des deux nations.

En Vous priant de porter ce qui précède à la connaissance de Votre Gouvernement, je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour Vous réitérer les assurances de ma haute considération.

Ö. Undén.

---

*) V. Recueil des Traités de la Suède, Stockholm 1910, p. 807.
**) Rectius: 2 mars/18 février 1893. V. N. R. G. 2. s. XXII, p. 386.

c)

Grekiske ministern i Stockholm, p. t. Berlin, till svenske ministern i Berlin.

Berlin, le 9 décembre 1924.

Monsieur le Ministre,

Par une lettre en date du 7 septembre 1924, adressée à Son Excellence le Baron Marks de Würtemberg, Ministre des Affaires Etrangères, j'ai eu l'honneur de dénoncer définitivement à partir du 10 décembre 1924 le traité de commerce et de navigation, signé le 27/15 octobre 1852 et modifié par la déclaration du 2/18 mars 1893. Toutefois, comme le nouveau tarif douanier Hellénique qui devait entrer en vigueur le 10 décembre 1924 ne sera appliqué qu'à partir du 1 mars 1925, je m'empresse de Vous faire savoir que mon Gouvernement est disposé, sous condition de réciprocité, à proroger le traité de commerce et de navigation, actuellement en vigueur, jusqu'au 1 mars 1925 avec faculté d'appliquer le nouveau tarif Hellénique si dans l'intervalle un nouvel accord provisoire valable pour six mois et renouvelable tacitement, est conclu sur cette base.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

E. Canellopoulos.

---

d)

Svenske ministern i Berlin till grekiske ministern i Stockholm, p. t. Berlin.

Berlin, le 9 décembre 1924.

Monsieur le Ministre,

J'ai eu l'honneur de recevoir la lettre que Vous avez bien voulu m'adresser sous la date de ce jour et dans laquelle Vous avez exprimé le désir du Gouvernement Hellénique de proroger le traité de commerce et de navigation du 27/15 octobre 1852, modifié le 2/18 mars 1893, jusqu'au 1 mars 1925 avec faculté d'appliquer le nouveau tarif si dans l'intervalle un nouvel accord provisoire valable pour six mois et renouvelable tacitement, est conclu sur cette base.

J'ai l'honneur de Vous faire savoir que le Gouvernement Royal, de son côté, accepte la prorogation dudit traité jusqu'au 1 mars 1925.*)

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Ramel.

---

*) Prorogations ultérieures par des Echanges de Notes du 28 février 1925, du 31 décembre 1925, des 30 et 31 mars 1926, du 29 avril 1926 V. Overenskommelser 1925 p. 59, 511; 1926 p. 25, 78.

125.

GRANDE-BRETAGNE (JAMAIQUE), COSTA-RICA.

Convention concernant l'échange des colis postaux entre la Jamaïque et la Costa-Rica; signée à San José de Costa Rica, et à Kingston, les 9 et 29 septembre 1924.

La Gaceta. Diario oficial de Costa Rica. 1924, No. 281.

126.

NORVÈGE, HONGRIE.

Convention de commerce et de navigation; signée à Kristiania, le 16 septembre 1924.*)

Overenskomster med fremmede stater 1925, No. 3.

Convention de Commerce et de Navigation entre la Norvège et la Hongrie.

Sa Majesté le Roi de Norvège et le Gouverneur de Hongrie, également animés du désir de faciliter et de développer les relations de commerce et de navigation entre la Norvège et la Hongrie, sont convenus de conclure à cet effet une convention de commerce et de navigation et ont nommé pour leurs plénipotentiaires savoir:

Sa Majesté le Roi de Norvège

Monsieur Johan Ludwig Mowinckel, Son Ministre d'Etat et des Affaires Etrangères

et

Le Gouverneur de Hongrie

Monsieur le Baron Bornemisza de Kászon, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Hongrie à Kristiania,

lesquels après s'être communiqué leurs pleins pourvoirs trouvés en bonne et due forme sont convenus des Articles suivants:

Article I.

Les ressortissants de l'un des Pays Contractants et les sociétés civiles ou commerciales constituées conformément aux lois de l'un des pays jouiront dans l'autre, relativement à l'exercice de leur commerce et de leur industrie des mêmes droits, avantages, immunités et exemptions que les ressortissants et sociétés de la nation la plus favorisée.

Ils auront la même faculté que celle accordée à la nation la plus favorisée d'acquérir et de posséder des biens, droits et intérêts de toutes

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 14 février 1925.

sortes et d'en disposer, d'exercer toute profession et d'établir des succursales et sociétés filiales.

Article II.

Les ressortissants et sociétés visés au premier Article ne seront dans l'autre Pays soumis à aucune taxe ou contribution et en général à aucune redevance fiscale autre ou plus élevée que celles imposées aux ressortissants et aux sociétés de la nation la plus favorisée.

Article III.

Chacune des deux Parties Contractantes accorde à l'autre le droit de nommer dans ses ports et places de commerce des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, se réservant toutefois de n'en pas admettre dans tels lieux qu'elles jugeront convenables de désigner.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires ainsi que leurs chanceliers jouiront, à charge de réciprocité, des mêmes privilèges, pouvoirs et exemptions dont jouissent ou jouiront ceux des nations les plus favorisées.

Article IV.

Les navires appartenant aux ressortissants ou aux sociétés de chacun des Pays Contractants, leurs équipages et cargaisons jouiront dans le territoire de l'autre Pays d'un traitement au moins aussi favorable que celui accordé aux navires, équipages et cargaisons appartenant aux nationaux ou à la nation la plus favorisée.

Cette stipulation ne s'applique pourtant pas au cabotage.

Article V.

Chacun des deux Pays jouira sans aucune réserve dans le territoire de l'autre, pour tout ce qui concerne le commerce, des mêmes droits et faveurs qui seront accordés à toute autre nation.

Les marchandises et d'autres produits du sol et de l'industrie ne pourront, en ce qui concerne l'importation, l'exportation et la réexportation, être assujettis à d'autres ou plus fortes contributions, restrictions ou obligations générales ou locales ou à d'autres formalités d'entrée ou de sortie que celles qui seront imposées à la nation la plus favorisée.

Article VI.

Chacun des deux Pays Contractants s'engage à accorder le libre transit à travers son territoire aux produits, navires et wagons à destination ou en provenance de l'autre Pays et à les assujettir à un traitement au moins aussi favorable que celui accordé à la nation la plus favorisée.

Sur les chemins de fer et sur les voies navigables lesdits objets jouiront, en ce qui concerne l'expédition et les frais de transport, du traitement appliqué à la nation la plus favorisée.

Les produits en transit ne seront soumis à aucun droit de transit autre que la taxe de plombage et le droit de statistique.

Article VII.

Les stipulations de la présente Convention ne sont pas applicables aux concessions spéciales accordées ou qui seront accordées par la Norvège à la Suède, au Danemark et à l'Islande, ou par la Hongrie aux Etats qui lui sont limitrophes.

Article VIII.

La présente Convention sera ratifiée et entrera en vigueur immédiatement après l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Budapest. Elle restera applicable jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à partir du jour où l'une des deux Parties Contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention.

Fait en double à Kristiania le 16 septembre 1924.

(sign.) *Bornemisza.*
(sign.) *Joh. Ludw. Mowinckel.*

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature de la Convention de Commerce et de Navigation, conclue à la date de ce jour, entre la Norvège et la Hongrie, les Plénipotentiaires soussignés au nom de leurs Gouvernements respectifs ont jugé utile de préciser ce qui suit:

Au sujet de l'Article VI il est convenu que sous le terme de „taxe de plombage" sont compris tous les frais de manipulation de transit, par exemple dans le cas de transport d'animaux ou de beurre, les taxes pour l'examen sanitaire etc.

Le présent Protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les deux Parties Contractantes sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications de la Convention à laquelle il se rapporte, a été dressé en double expédition, à Kristiania, le 16 septembre 1924.

(s.) *Bornemisza.*
(s.) *Joh. Ludw. Mowinckel.*

127.

DANEMARK, ISLANDE.

Convention concernant la navigation maritime; signée à Copenhague, le 30 septembre 1924.*)

Lovtidenden A, 1924, No. 34.

Overenskomst mellem Danmark og Island angaaende Syn af islandske Skibe og Udstedelse af Certifikater for disses Sødygtighed.

I Medfør af Bestemmelserne i Paragraf 12 i Dansk-Islandsk Forbundslov af 30. November 1918 **) indgaar den danske og den islandske Regering herved følgende Overenskomst.

§ 1.

Det danske Skibstilsyn overtager Udøvelsen af Tilsynet med islandske Skibe i udenlandsk Fart som omhandlet i den islandske Lov af 19. Juni 1922 om Tilsyn med og Sikkerhedsforanstaltninger for Skibe og Baade. Det omhandlede Tilsyn udøves dog kun under de paagældende Skibes Ophold i danske Havne eller saadanne Havne udenfor Danmark, i hvilke der i Medfør af § 17 i den danske Lov Nr. 145 af 29. Marts 1920 om Tilsyn med Skibe maatte være aabnet Adgang til Udøvelse af Tilsyn med danske Skibe.

Den islandske Regering meddeler det danske Ministerium for Industri, Handel og Søfart Fortegnelse over de Skibe, der omfattes af Bestemmelserne i denne Paragraf, med de Oplysninger, der maatte være fornødne for den forsvarlige Udøvelse af Tilsynet. Fortegnelsen suppleres efter Ministeriet for Industri, Handel og Søfarts nærmere Aftale med de paagældende islandske Myndigheder.

§ 2.

Det i § 1 omhandlede Tilsynsarbejde udføres af vedkommende danske Myndigheder i Overensstemmelse med Reglerne i den fornævnte danske Lov om Tilsyn med Skibe og de til denne knyttede administrative Forskrifter. Saalænge den nærværende Overenskomst er i Kraft, skal de paagældende Lovregler og Forskrifter til enhver Tid anses som indeholdende de i den internationale Skibsfart gængse Fordringer med Hensyn til Skibes Sikkerhed og saaledes i alle Henseender være bestemmende for de Krav, som af de her omhandlede islandske Skibe skal fyldestgøres forsaavidt angaar Skibets Bygning og Udstyr, Forsyning med Lastelinier, Lastning, Tjenesten om Bord etc.

---

*) En langues danoise et islandaise. Nous ne reproduisons que le texte danois.

**) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 3.

Efter behørigt stedfundne Synsforretninger udfærdiges der i Overensstemmelse med Reglerne i den oftnævnte danske Lov om Tilsyn med Skibe for de i § 1 omhandlede islandske Skibe Fartscertifikater og Fribordscertifikater, efter Omstændighederne tillige Afgangsattest til Bevidnelse af, at Skibet i enhver Henseende fyldestgør de lovlige Forskrifter. Overgaar der saadant islandsk Skib Skade, der maa befrygtes at berøre dets Sødygtighed, eller det undergives Forandringer, der forrykker Grundlaget før de Skibet tildelte Certifikater, vil den islandske Regering drage Omsorg for, at alle fornødne Oplysninger om det saaledes passerede uopholdelig tilstilles det danske Ministerium for Industri, Handel og Søfart.

§ 3.

For Udstedelsen af de i den foregaaende Paragraf omhandlede Certifikater og Attester betales Afgifter efter Reglerne i 8. Afsnit af den oftnævnte danske Lov om Tilsyn med Skibe, dog saaledes at enhver efter disse Regler udregnet Afgift forhøjes med 50 Procent, hvilket Tillæg skal anses som ækvivalerende den Del af Omkostningerne ved det danske Skibstilsyn, der bæres af den danske Statskasse.

Den islandske Regering indestaar for Afgifternes Betaling.

§ 4.

Den islandske Regering vil forsaavidt angaar de i denne Overenskomst omhandlede islandske Skibe give det danske Ministerium for Industri, Handel og Søfart Underretning om de Overtrædelser med Hensyn til Forskrifterne om Skibes Sikkerhed, hvorom den maatte komme til Kundskab, og forpligter sig til at forfølge saadanne Overtrædelser saa og Undladelse af at efterkomme Paabud givet af dertil berettiget Tilsynsmyndighed, naar Begæring om saadan Paatale fremsættes af Ministeriet for Industri, Handel og Søfart.

§ 5.

Den danske Regering vil paa Grundlag af Bestemmelserne i denne Overenskomst bestræbe sig for at sikre de her omhandlede islandske Skibe i enhver Henseende, der angaar Skibes Sødygtighed og Udrustning, den samme Retsstilling i fremmede Nationers Havne som den, der er eller maatte blive tilsikret danske Skibe.

Forsaavidt Island tiltræder Londoner-Konventionen af 20. Januar 1914 om Forholdsregler til Sikring af Menneskeliv paa Søen, medens nærværende Overenskomst er i Kraft, vil der til Tiltrædelsen af samme være at knytte de Forbehold, som Overenskomsten medfører.

§ 6.

Denne Overenskomst, der træder i Kraft straks, kan med 6 Maaneders Varsel opsiges fra enhver af Siderne til Ophør ved Udløbet af det løbende Kalenderaar.

Til Bekræftelse heraf har Undertegnede, efter dertil meddelt kon-

gelig Bemyndigelse, underskrevet nærværende Overenskomst og forsynet den med deres Segl.

Udfærdiget in duplo i København den 30. September 1924.

Statsministeriet.
(L. S.) *Th. Stauning.*
(L. S.) *Jón Krabbe.*

128.

NORVÈGE, DANEMARK.

Convention concernant les services téléphonique et télégraphique; signée à Kristiania et à Copenhague, le 1er octobre 1924.

Overenskomster med fremmede stater 1925, No. 6.

129.

NORVÈGE, SUÈDE.

Convention concernant les services téléphonique et télégraphique; signée à Kristiania et à Stockholm, les 1 et 8 octobre 1924.

Overenskomster med fremmede stater 1925, No. 6.

130.

NORVÈGE, DANEMARK, SUÈDE.

Convention concernant la correspondance téléphonique et télégraphique entre la Norvège et le Danemark par la Suède; signée à Kristiania, à Copenhague et à Stockholm, les 1er et 8 octobre 1924.

Overenskomster med fremmede stater 1924, No. 6.

131.

NORVÈGE, PORTUGAL.

Convention sur la reconnaissance réciproque de la jauge indiquée sur les papiers de bord des navires respectifs; signée à Kristiania, le 21 octobre 1924.

Overenskomster med fremmede stater 1924, No. 7.

Le Gouvernement du Royaume de Norvège et le Gouvernement de la République Portugaise, considérant que le système adopté en Norvège pour la détermination de la jauge des navires est identique au système anglais, et considérant que la loi portugaise du 5 juillet 1924 est identique aux dispositions des „Merchant Shipping Acts" (1894—1907), de sorte que les procédés employés pour la détermination de la jauge des navires en Norvège et au Portugal sont identiques aux procédés anglais, ont résolu d'établir un accord pour la reconnaissance réciproque de la jauge indiquée dans les papiers de bord des navires respectifs et, à cet effet, ont autorisé les soussignés à conclure la Convention suivante:

Article 1er.

Les données relatives à la jauge des navires, indiquées dans les documents de jauge nationaux des navires portugais sont reconnues en Norvège et les données relatives à la jauge des navires, indiquées dans les documents de jauge nationaux des navires norvégiens, sont reconnues au Portugal, sans aucune nouvelle opération de mesurage.

Par document de jauge national on entend dans cette Convention les lettres de jauge qui sont dressées sur la base de mesurage opéré suivant la règle I par des autorités norvégiennes ou portugaises respectivement.

Article 2.

La présente Convention entrera en vigueur immédiatement après sa publication.

Fait en double exemplaire à Kristiania, le 21 octobre 1924.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

(s.) *Joh. Ludw. Mowinckel.*
(s.) *A. Ferraz de Andrade.*

132.

DANEMARK, LETTONIE.

Traité de commerce et de navigation; signé à Riga, le 3 novembre 1924.*)

Lovtidenden A, du 27 avril 1925.

Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande et le Président de la République de Lettonie, désirant favoriser le développement des relations commerciales et maritimes entre les deux Etats, ont résolu de conclure à cet effet un Traité de Commerce et de Navigation et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande:

Monsieur J. Clan, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire en Mission spéciale,

Le Président de la République de Lettonie:

Monsieur Louis Seja, Ministre des Affaires Etrangères,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Article I.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes pourront réciproquement, en se conformant aux lois du pays, entrer, voyager ou séjourner en toute liberté dans le territoire de l'autre.

Article II.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront, en se conformant aux lois du pays, pour tout ce qui concerne le voyage et la résidence, les études et investigations, l'exercice de leurs métiers et professions, l'exécution de leurs entreprises industrielles et manufacturières et le droit de faire le trafic de tous articles de commerce licite, placés, à tous égards, sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article III.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes pourront également, en se conformant aux lois du pays, sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée, acquérir et posséder des biens mobiliers et immobiliers.

Pour tout ce qui concerne la transmission des biens mobiliers et immobiliers par succession testamentaire ou autre, et le droit de disposer de quelque manière que ce soit des biens de toutes sortes qu'ils peuvent légalement acquérir, ils jouiront dans les territoires de l'autre Partie Contractante, en se conformant aux lois du pays, des mêmes privilèges,

---

*) Les ratifications ont été échangées à Riga, le 25 avril 1925.

libertés et droits, et ne seront pas soumis, sous ce rapport, à des droits, taxes, impôts ou à des charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront établis sur les nationaux ou sur les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article IV.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes pourront réciproquement de même exporter librement le produit de la vente de leur propriété et leurs biens en général, sans être assujettis à payer, à raison de l'exportation, des droits autres ou plus élevés, que ceux que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée auraient à acquitter en pareille circonstance.

Article V.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront, en se conformant aux lois du pays, d'une protection et d'une sécurité constantes et complètes, pour leurs personnes et leurs propriétés; ils auront un accès libre auprès des tribunaux de justice tant pour réclamer que pour défendre leurs droits à tous les degrés de juridiction établis par les lois; ils seront, en outre, admis à faire valoir leurs réclamations contre l'Etat et ses organes devant les tribunaux ou autres autorités compétentes; et quant aux autres matières qui se rapportent à l'administration de la justice, ils jouiront également de tous les droits et privilèges dont jouissent les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Ils pourront employer, dans toutes les instances, les avocats, avoués et agents de toutes classes, autorisés par les lois du pays, et jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et avantages qui sont ou seront accordés aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article VI.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront réciproquement exempts de tout service militaire personnel obligatoire, soit dans l'armée de terre, de mer ou de l'air, soit dans la garde ou milice nationale; de toute contribution, soit en argent, soit en nature, destinée à tenir lieu du service personnel obligatoire, ainsi que de tout emprunt forcé.

Il n'est fait d'exception que pour les charges qui sont attachées à la possession, à titre quelconque, d'un bien fonds, ainsi que pour les prestations et les réquisitions militaires auxquelles tous les nationaux peuvent être appelés à se soumettre comme propriétaires fonciers ou comme fermiers. En ce qui concerne les obligations et exemptions énumérées ci-dessus, les ressortissants de chacune des Parties Contractantes ne seront pas soumis, sur les territoires de l'autre Partie, à un traitement moins favorable que celui qui est ou pourra être accordé aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes

seront également dispensés de toute charge et fonction judiciaire, administrative ou municipale quelconque.

Article VII.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes ne seront pas contraints, en se conformant aux lois du pays, à subir des charges ou à payer des droits, impôts, taxes ou contributions, de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article VIII.

Les Hautes Parties Contractantes sont convenus que des conventions spéciales règleront la protection réciproque de la propriété intellectuelle et industrielle.

Article IX.

Les sociétés anonymes ou autres et les associations commerciales, industrielles ou financières (y compris d'assurance) qui sont ou seront constituées conformément aux lois de l'une des Hautes Parties Contractantes et qui ont leur domicile dans le territoire de cette Partie, sont autorisées, dans le territoire de l'autre, en se conformant aux lois de celle-ci, à exercer leurs droits et à ester en justice, soit pour intenter une action, soit pour défendre.

La disposition précédente n'aura aucune influence sur la question de savoir si une pareille société ou association, établie dans l'un des deux Pays, aura ou n'aura pas le droit de faire du commerce ou d'exploiter une industrie dans l'autre, un tel droit restant toujours subordonné aux lois et ordonnances en vigueur dans les Pays respectifs. Les sociétés et associations susnommées jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et avantages qui sont ou seront reconnus aux organisations similaires d'une tierce puissance.

Lesdites sociétés, une fois admises, jouiront quant à l'exercice de leur activité ainsi qu'au droit d'acquérir, de posséder ou d'affermer des biens mobiliers et immobiliers, d'un traitement aussi favorable que celui qui est accordé ou pourrait être accordé aux sociétés de la nation la plus favorisée.

Ni leurs activités, ni leurs biens ne seront assujettis à des impôts, taxes, contributions, de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont imposés ou pourront être imposés aux sociétés de la nation la plus favorisée.

Article X.

Les Hautes Parties Contractantes s'accordent réciproquement le droit de nommer des représentants consulaires dans les ports et les villes de l'autre Partie. Avant qu'un fonctionnaire consulaire puisse exercer ses fonctions, il devra, en observant les formes en usage, avoir été reconnu par le Gouvernement sur le territoire duquel il aura sa résidence.

Les fonctionnaires consulaires de chacune des deux Parties Contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie, des mêmes droits, exemptions et privilèges qui sont accordés aux fonctionnaires consulaires de même grade de la nation la plus favorisée.

Article XI.

Il y aura, entre les territoires des deux Hautes Parties Contractantes, liberté réciproque de commerce et de navigation. Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes auront, sur le même pied que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée, pleine liberté de se rendre avec leurs navires et leurs cargaisons dans les lieux, ports, et rivières du territoire de l'autre, qui sont ou pourront être ouverts au commerce extérieur; ils sont, toutefois, tenus de se conformer toujours aux lois du pays où ils arrivent.

Les navires de commerce appartenant aux ressortissants ou aux sociétés de chacun des Pays Contractants, leurs équipages et cargaisons, à leur arrivée au territoire de l'autre Pays, soit qu'ils viennent directement du pays d'origine, soit d'un autre pays, et quel que soit le lieu de provenance ou la destination de leur cargaison, jouiront sous tous les rapports d'un traitement au moins aussi favorable que celui accordé aux navires, équipages et cargaisons nationaux, ou à ceux de la nation la plus favorisée.

Article XII.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de Danemark (y compris le Groenland) ou de Lettonie jouiront à leur importation sur le territoire de l'autre Partie en tout ce qui concerne les droits de douane, l'application de coefficients de majoration et de tout autre droit qui, en supplément aux droits d'entrée serait prélevé à l'importation des produits, d'un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé ou pourrait être accordé aux produits de la nation la plus favorisée. Ledit traitement comprendra aussi le régime douanier, toutes les formalités de douane, le remboursement des droits acquittés, l'entreposage et les certificats d'origine.

Article XIII.

Les produits originaires et en provenance de tout autre pays en transit sur le territoire de l'une des Parties utilisant ou non l'entreposage dans les ports francs, entrepôts libres, entrepôts de transit ou autres entrepôts douaniers, jouiront à leur importation sur le territoire de l'autre Partie, en ce qui concerne les droits d'entrée, tous autres droits et à tout autre égard, d'un traitement au moins aussi favorable que celui qui serait accordé aux produits importés directement du pays d'origine.

Article XIV.

Les produits exportés de Danemark à destination de la Lettonie ou les produits exportés de Lettonie à destination du Danemark jouiront,

en tout ce qui concerne les droits d'exportation, l'application de coefficients de majoration et de tout autre droit, levé à l'exportation des produits des deux Pays, d'un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé ou pourrait être accordé aux produits, exportés à destination de la nation la plus favorisée.

Article XV.

Aucune prohibition ou restriction ne sera maintenue ou imposée par l'une des Parties Contractantes à l'importation ou à l'exportation d'un article quelconque en provenance ou à destination du territoire de l'autre, qui ne s'étendra pas également aux articles similaires venant de tout autre pays ou y allant.

Les dispositions de cet Article ne seront pas applicables lorsque l'établissement ou le maintien d'une prohibition:

1) visent la sécurité publique ou la sécurité d'Etat;
2) sont des mesures sanitaires ou de précaution contre les maladies des animaux et végétaux.

Article XVI.

Chacun des deux Pays Contractants s'engage à accorder le libre transit à travers son territoire aux personnes, bagages, marchandises, navires, bateaux, voitures, wagons ou autres instruments de transport, à destination ou en provenance de l'autre Pays et à les assujettir à un traitement au moins aussi favorable que celui accordé à la nation la plus favorisée.

Le trafic en transit ne sera soumis à aucun droit spécial par rapport au transit (y compris l'entrée et la sortie) à l'exception des droits destinés exclusivement à couvrir les dépenses de surveillance et d'administration provoquées par le transit, sans préjudice toutefois des taxes fiscales afférentes aux transactions dont ces marchandises pourraient être l'objet au cours de leur entreposage ou de leur transport.

Ni l'une ni l'autre des Hautes Parties Contractantes ne sera tenue par cet Article à accorder passage aux voyageurs dont l'admission est défendue dans son territoire ou aux marchandises d'une catégorie dont l'importation est prohibée, soit pour sauvegarder la santé, la sécurité publique et la sécurité d'Etat, soit comme mesure de précaution contre les maladies des animaux et végétaux.

Article XVII.

Les personnes, bagages et marchandises, remis au transport dans le territoire de l'une des Parties Contractantes et devant être expédiés sur le territoire de l'autre Partie Contractante ou à travers ce territoire à destination d'un tiers Etat, jouiront à l'égard de ce transport du même traitement que les personnes, bagages et produits nationaux ou de la nation la plus favorisée. Seront traitées pareillement les marchandises remises au transport dans un tiers Etat et devant être expédiées à travers le territoire de l'une des Parties Contractantes à destination du

territoire de l'autre Partie Contractante. Les marchandises destinées à l'exportation de l'un des deux Pays pour l'autre jouiront également, en ce qui concerne le transport sur le territoire du premier Pays, du même traitement que les marchandises destinées à l'exportation pour le pays le plus favorisé.

Article XVIII.

En tout ce qui concerne les droits de consommation, de production, de vente, de monopole et tous autres droits internes, les produits originaires et en provenance de l'un des Pays Contractants jouiront dans l'autre du même traitement qui est accordé ou pourrait être accordé aux produits de la nation la plus favorisée.

Article XIX.

Dans le cas où l'une des Parties Contractantes soumettrait l'importation ou l'exportation de certains produits à des conditions spéciales de prix, de vente ou d'achat, sanctionnées par le Gouvernement ou par les organes habilités par lui, les conditions applicables à l'autre Partie seront les plus favorables qui soient appliquées ou puissent être appliquées aux produits ou aux ressortissants d'un tiers Etat.

Article XX.

Les négociants, les fabricants et les industriels de l'une des Hautes Parties Contractantes, domiciles et exerçant leur commerce et industrie dans le territoire de cette Partie, qui prouvent par l'exhibition d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leur pays, qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce ou industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts établis légalement, pourront, en se soumettant aux lois et règlements en vigueur dans les deux Pays, dans le territoire de l'autre, soit en personne, soit par des commis-voyageurs, faire des achats ou recueillir des commandes, avec ou sans échantillons. Ces négociants, fabricants, industriels et leurs commis-voyageurs, en faisant ainsi des achats et en recueillant des commandes, jouiront, en matière d'imposition et de facilités du traitement de la nation la plus favorisée.

Les articles importés comme échantillons dans les buts sus-mentionnés, seront, dans chacun des deux Pays, admis temporairement en franchise de droits, en conformité des règlements et formalités de douane établis pour assurer leur réexportation ou le paiement des droits de douane prescrits en cas de non-réexportation dans le délai prévu par loi ou par règlements. Toutefois, ledit privilège ne s'étendra pas aux articles qui, à cause de leur quantité ou valeur, ne peuvent pas être considérés comme échantillons, ou qui, à cause de leur nature, ne sauraient être identifiés, lors de leur réexportation. Le droit de décider si un échantillon est susceptible d'admission en franchise, appartient exclusivement, dans tous les cas, aux autorités compétentes du lieu où l'importation a été effectuée.

Article XXI.

Tous les articles qui sont ou pourront être légalement importés dans les ports de l'une des Hautes Parties Contractantes par des bâtiments

navigant sous pavillon national ou sous le pavillon de la nation la plus favorisée pourront, de même, être importés dans ces ports par des navires de l'autre Partie Contractante, sans être soumis à aucun droit ou charge, de quelque dénomination que ce soit, autre ou plus élevé que ceux auxquels les mêmes articles seraient soumis s'ils étaient importés par des bâtiments navigant sous pavillon national ou sous le pavillon de la nation la plus favorisée. Ce traitement sera appliqué sans distinction, que ces articles viennent directement du lieu d'origine, ou de tout autre pays étranger.

Il y aura, de même, parfaité égalité de traitement pour l'exportation de façon que les mêmes droits de sortie seront payés et les mêmes primes et ristournes seront accordées, dans le territoire de chacune des Parties Contractantes, à l'exportation d'un article quelconque qui peut ou pourra en être légalement exporté, que cette exportation se fasse par des bâtiments navigant sous pavillon national ou sous le pavillon de la nation la plus favorisée et quel que soit le lieu de destination, soit un port de l'autre Partie, soit un port d'une tierce Puissance.

Article XXII.

En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les eaux territoriales des Hautes Parties Contractantes, il ne sera accordé par l'une des Parties aux bâtiments navigant sous pavillon national ou sous le pavillon d'une tierce Puissance, aucun privilège ni aucune facilité qui, en pareil cas, ne soit également accordé aux navires de l'autre Pays, la volonté des Parties Contractantes étant que, sous ces rapports, leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Article XXIII.

Les navires lettons entrant dans un port de Danemark et réciproquement, les navires danois entrant dans un port de Lettonie, et qui n'y viendraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant, toutefois, aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à leur bord la partie de leur cargaison, qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter, sans être astreints à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels, d'ailleurs, ne pourront naturellement être perçus qu'aux taux fixés pour les navires nationaux ou pour les navires appartenant aux ressortissants de la nation la plus favorisée. En continuant son voyage pour l'autre ou les autres ports de destination, lesdits navires pourront y décharger le reste de leur cargaison, toujours en se conformant aux lois, aux tarifs et aux règlements de douane du pays. De la même manière et sous la même restriction, tout navire de l'une des Parties Contractantes pourra charger dans les divers ports de l'autre, au cours du même voyage pour l'étranger.

Article XXIV.

Aucun droit de tonnage, de transit, de canal, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou autres droits ou charges similaires ou analogues, de quelque dénomination que ce soit, levés au nom ou au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, ne seront imposés dans les eaux territoriales de l'un des deux Pays sur les navires de l'autre, sans qu'ils soient également imposés, sous les mêmes conditions, sur les navires nationaux ou sur les navires de la nation la plus favorisée. Cette égalité de traitement sera appliquée réciproquement aux navires respectifs, de quelque endroit qu'ils arrivent et quel que soit le lieu de destination.

Article XXV.

Les navires chargés d'un service postal régulier de l'une des Hautes Parties Contractantes, qu'ils appartiennent à l'Etat ou qu'ils soient subventionnés par lui à cet effet, jouiront dans les eaux territoriales de l'autre, des mêmes facilités, privilèges et immunités que ceux qui sont accordés aux navires similaires de la nation la plus favorisée.

Article XXVI.

Les dispositions du présent Traité ne pourront autoriser l'une des Hautes Parties Contractantes à faire le cabotage ni à exiger les faveurs qui sont accordées ou qui pourraient être accordées à la pêche nationale.

Article XXVII.

Les officiers consulaires compétents de chacune des Hautes Parties Contractantes seront, dans le territoire de l'autre, exclusivement chargés du maintien de l'ordre intérieur des navires marchands de leur nation, et seront leuls compétents pour connaître les différends qui pourraient survenir, soit en mer, soit dans les eaux territoriales, de l'autre Partie, entre les capitaines, les officiers et l'équipage, notamment en ce qui concerne le règlement des salaires et l'exécution des contrats. Toutefois, la jurisdiction appartiendra aux autorités territoriales dans les cas, où il surviendrait, à bord d'un navire marchand de l'une des Parties Contractantes dans les eaux territoriales de l'autre, des désordres que les autorités compétentes du lieu jugeraient de nature à troubler ou à pouvoir troubler la paix ou l'ordre dans ces eaux ou à terre.

Article XXVIII.

Si un marin déserte un navire appartenant à l'une des Hautes Parties Contractantes dans les eaux territoriales de l'autre, les autorités locales seront tenues de prêter, dans les limites de la loi, toute l'assistance en leur pouvoir, pour l'arrestation et la remise de ce déserteur, sur la demande qui leur sera adressée, à cet effet, par l'officier consulaire, compétent du Pays auquel appartient le navire en question, avec l'assurance de rembourser toutes les dépenses y relatives.

Il est entendu que les marins ou autres individus faisant partie de l'équipage, ressortissants du pays où la désertion a lieu, sont exceptés des stipulations du présent Article.

Article XXIX.

En cas d'échouement d'un navire de l'une des Parties Contractantes sur les côtes de l'autre, le navire, la cargaison et l'équipage jouiront à tous les égards du même traitement que celui que la législation des pays respectifs accorde dans ces conditions à ses propres navires ou à ceux de la nation la plus favorisée.

Le plus proche officier consulaire du pays auquel appartient le navire en sera informé le plutôt possible à l'effet de faciliter au capitaine les moyens de remettre à flot le navire sous la surveillance et avec l'aide de l'autorité locale et de surveiller l'opération.

Les autorités locales devront de toute façon prêter leur concours à l'officier consulaire dans l'exécution de sa mission pour la sauvegarde de tous les intérêts dans le sauvetage du navire et de la cargaison.

S'il y a bris et naufrage ou abandon du navire, l'autorité demandera l'avis de l'officier consulaire sur les mesures à prendre pour la garantie de tous les intérêts dans le sauvetage du navire et de la cargaison jusqu'à ce que les propriétaires ou leurs fondés de pouvoir se présentent.

Les produits ne seront passibles d'aucun droit de douane, à moins qu'ils ne soient admis à la consommation intérieure. Toutefois, les victuailles sauvées qui ne sont pas vendues, mais servent à l'alimentation de l'équipage, sont exemptées de droits. Pour les droits et frais de sauvetage et conservation du navire et de la cargaison, le bâtiment échoué sera traité comme le serait un bâtiment national en pareil cas.

Article XXX.

Une convention spéciale réglera la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage et de navigabilité délivrés par les autorités compétentes.

Article XXXI.

Les navires marchands navigant sous pavillon letton ou danois et ayant à bord les documents requis par leurs lois et règlements nationaux pour établir leur nationalité, seront respectivement considérés en Danemark et en Lettonie comme navires lettons ou danois.

Article XXXII.

Les entreprises d'émigration autorisées dans l'un des deux Pays bénéficieront sous tous les rapports dans le territoire de l'autre Pays des mêmes droits, privilèges, immunités et exceptions que les entreprises similaires du pays le plus favorisé.

Article XXXIII.

Sauf dispositions contraires dans le présent Traité les Hautes Parties Contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement en ce qui

concerne leur commerce, leur industrie, leurs professions, leur agriculture, leur navigation un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé ou pourrait être accordé à la nation la plus favorisée.

Article XXXIV.

Les différends qui viendraient à s'élever entre les Hautes Parties Contractantes relatifs à l'application et à l'interprétation du présent Traité et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique seront soumis à un tribunal d'arbitrage qui, le cas échéant, se composera d'un représentant de chacune des Hautes Parties Contractantes et d'un arbitre qu'elles désigneront parmi les ressortissants d'un tiers Etat. A défaut d'un accord entre les deux Gouvernements du choix de l'arbitre le Président de la Cour Permanente de Justice Internationale sera prié de le désigner.

Le siège du tribunal sera fixé par les Hautes Parties Contractantes ou, à défaut d'un accord y relatif, par l'arbitre.

Le tribunal suivra la procédure sommaire prescrite par le règlement adopté par la Cour Permanente de Justice Internationale le 24 mars 1922, section C (Article 67—70).*)

Les décisions prises par le tribunal d'arbitrage pourront au cours d'un mois après leur notification aux Hautes Parties Contractantes être soumises par chacune de celles-ci à la Cour Permanente de Justice Internationale en vue de révision.

Article XXXV.

Ne seront pas censés déroger au principe du traitement de la nation la plus favorisée, stipulé par le présent Traité, les franchises, immunités et privilèges mentionnés ci-près, savoir:

a) les privilèges qui ont été ou seront accordés à des Etats voisins en vue de faciliter le trafic local à l'intérieur de l'une et l'autre zone frontière (sur une profondeur maxima de 15 kilomètres des deux côtés de la frontière).

b) les privilèges qui ont été ou qui seront consentis par une des Hautes Parties Contractantes à un tiers Etat en vertu d'une union douanière déjà existante ou qui serait conclue à l'avenir.

Le Danemark n'invoquera pas les dispositions du présent Traité pour réclamer les franchises, immunités et privilèges que la Lettonie reconnaît ou reconnaîtra à un des Etats Baltiques (Finlande, Estonie, Lituanie) en raison d'accords particuliers. Il en est de même en ce qui concerne les privilèges que la Lettonie pourrait accorder à l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes en vertu de conventions ou d'accords douaniers spéciaux.

Toutefois, il est entendu que le Danemark pourra réclamer immédiatement lesdits avantages au cas où ils auraient été accordés par la Lettonie à un des Etats non cités ci-dessus.

---

*) V. N. R. G. 3. s. XIII, p. 243.

De même la Lettonie n'invoquera pas les dispositions du présent Traité pour réclamer les avantages que le Danemark a accordé ou pourrait à l'avenir accorder à la Norvège ou à la Suède ou à ces deux pays, tant que lesdits avantages ne sont pas accordés à d'autres Etats que ceux déjà nommés.

Les dispositions du présent Traité ne seront pas appliquées sur le territoire de Groenland.

Article XXXVI.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Riga.

Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des instruments de ratification.

Le Traité est conclu pour la durée d'un an. Cependant s'il n'est pas dénoncé à l'expiration de ce délai, il sera prolongé par voie de tacite reconduction pour une période indéterminée et sera dénonçable en tout temps.

En cas de dénonciation, il demeurera encore en vigueur six mois à compter du jour où l'une des Parties Contractantes aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait en double original à Riga, le 3 novembre 1924.

(L. S.) (sign.) *J. Clan.*
(L. S.) (sign.) *L. Seja.*

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature du présent Traité, conclu à la date de ce jour, les soussignés Plénipotentiaires sont convenus de ce qui suit:

Considérant les rélations qui, conformément au contenu de la loi unionelle du 30 novembre 1918,*) existent entre le Danemark et d'Islande, il est entendu que les dispositions du susdit Traité ne pourront pas, de la part de la Lettonie être invoquées pour réclamer les avantages spéciaux que le Danemark a accordés ou pourrait à l'avenir accorder à l'Islande.

Fait en double original à Riga, le 3 novembre 1924.

(sign.) *J. Clan.*
(sign.) *L. Seja.*

---

*) V. N. R. G. 3. s. XII, p. 3.

133.

SUÈDE, AUTRICHE.

Echange de Notes concernant l'application des Conventions commerciales conclues entre le Royaume de Suède et Norvège et la Monarchie austro-hongroise; signées à Vienne, le 10 novembre 1924.

Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1924, No. 36.

---

a)

Sveriges chargé d'affaires i Wien till österrikiske utrikesministern.

Vienne, le 10 novembre 1924.

Monsieur le Ministre,

En me référant à la lettre que Votre Excellence a bien voulu adresser, en date du 15 septembre dernier, au Ministre de Suède à Vienne, j'ai l'honneur, au nom du Gouvernement Royal de Suède, de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement Suédois est d'accord avec le Gouvernement Fédéral de la République d'Autriche pour constater par la présente que, dans les relations commerciales entre la Suède et l'Autriche, les dispositions du Traité de commerce et de navigation conclu le 3 novembre 1873 entre le Royaume de Suède et Norvège et la Monarchie austro-hongroise*) et modifié, en ce qui concerne l'Article 6, par les Déclarations du 25 avril 1892**) et du 22 juin 1911,***) continueront d'être applicables, avec cette modification toutefois que le délai de dénonciation prévu à l'Article 11 dudit Traité sera réduit à trois mois.

Il est entendu que l'Autriche ne pourra invoquer les dispositions du Traité susmentionné pour réclamer les avantages que la Suède a accordés ou pourrait à l'avenir accorder au Danemark ou à la Norvège ou à ces deux pays, tant que lesdits avantages n'auront pas été accordés aussi à un autre Etat.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

Reuterswärd.

---

*) V. N. R. G. 2. s. I, p. 539.
**) V. N. R. G. 2. s. XXI, p. 575; XXII, p. 456.
***) V. N. R. G. 3. s. VIII, p. 296.

b)

Österrikiske utrikesministern till Sveriges chargé d'affaires i Wien.

Vienne, le 10 novembre 1924.

Monsieur le Chargé d'Affaires.

En me référant à Votre note de ce jour j'ai l'honneur de porter à Votre connaissance au nom du Gouvernement Fédéral Autrichien que le Gouvernement Fédéral Autrichien est d'accord avec le Gouvernement Royal Suédois pour constater par la présente que, dans les relations commerciales entre l'Autriche et la Suède, les dispositions du Traité de commerce et de navigation conclu le 3 novembre 1873 entre la Monarchie austro-hongroise et le Royaume de Suède et Norvège et modifié, en ce qui concerne l'Article 6, par les Déclarations du 25 avril 1892 et du 22 juin 1911, continueront d'être applicables, avec cette modification toutefois que le délai de dénonciation prévu à l'Article 11 dudit Traité sera réduit à trois mois.

Il est entendu que l'Autriche ne pourra invoquer les dispositions du Traité susmentionné pour réclamer les avantages que la Suède a accordés ou pourrait à l'avenir accorder au Danemark ou à la Norvège ou à ces deux pays, tant que lesdits avantages n'auront pas été accordés aussi à un autre Etat.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma haute considération.

Grünberger.

134.

GRANDE-BRETAGNE, TCHÉCOSLOVAQUIE.

Convention concernant l'assistance judiciaire en matière civile et commerciale; signée à Londres, le 11 novembre 1924.*)**)

Treaty Series No. 6 (1926).

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and the President of the Czechoslovak Republic, being desirous to facilitate in their respective territories legal proceedings in civil and commercial matters and also non-contentious matters, which are being dealt with by the courts or authorities of the other State, have decided to conclude a Convention for this purpose, and have accordingly nominated as their plenipotentiaries:

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Londres. le 29 mars 1926.

**) En langues anglaise et tchèque. Nous ne reproduisons que le texte anglais.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas Emperor of India:

Sir William George Tyrrell, K.C.M.G., K.C.V.O., C.B., Assistant Under-Secretary of State for Foreign Affairs;

The President of the Czechoslovak Republic:

Dr. Emil Spira, Head of Department in the Ministry of Justice;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows:

I. Preliminary.

Article 1.

This Convention applies only to civil and commercial matters and also to non-contentious matters, including trusteeship, guardianship, administration and probate, which are being dealt with by the courts or authorities of either State.

II. Service of Judicial and Extra-Judicial Documents.

Article 2.

When judicial or extra-judicial documents drawn up in one of the contracting States are to be served in the territory of the other, such documents may, at the option of the party interested, be transmitted to the recipients in either of the ways provided in Articles 3, 5 and 6.

Article 3.

1. The request for service by the court or authority of the other State is addressed:

In England, by the Czechoslovak consul in London to the senior master of the Supreme Court of Judicature in England;

In the Czechoslovak Republic, by the British consul to the Ministry of Justice of the Czechoslovak Republic at Prague.

2. The request, containing the name (if known) of the court or authority to whom the document is to be transmitted, and of the court or authority from whom the document transmitted emanates, the names and descriptions of the parties, the address of the recipient and the nature of the document in question, shall be drawn up in the State (official) language of the State applied to. The court or authority who receives the request shall send to the consular authority the documents proving the service or explaining the reason which has prevented such service.

If the court or authority to whom a document has been transmitted is not competent to deal with it, such court or authority will of its own motion transmit the document to the competent court or authority of its own State.

3. Service shall be effected by the competent court or authority of the State applied to. Such court or authority, except in the cases provided for in paragraph 4 of this Article, may limit its action to effecting service by the transmission of the document to the recipient if he is willing to accept it.

4. If the document to be served is drawn up in the State (official) language of the State applied to, or is accompanied by a translation in such language, the court or authority applied to shall serve the document, in accordance with such wish as may be expressed in the request, either in the manner prescribed by its laws for the service of similar documents, or in a special form which is not incompatible with such law. Should such wish not be expressed, the court or authority applied to will endeavour to effect service as provided in paragraph 3.

The translation provided for in the preceding paragraph shall be certified as correct by a diplomatic or consular agent of the State making the request or by an official or sworn translator of one or other of the two States.

5. The request for service can only be refused if the State in whose territory it is to be effected considers it such as to compromise its sovereignty or safety.

6. Proof of service shall be furnished by a certificate from the court or authority of the State applied to, setting forth the fact, the manner and the date of such service.

The document to be served shall be forwarded in duplicate, and the certificate shall appear on one of the copies, or be attached to it.

Article 4.

No fees of any description shall be payable by one State to the other in respect of the service under Article 3.

Nevertheless the State making the request must pay to the State applied to any charges which are payable under the local law to the persons employed to effect service, or which were incurred by effecting service in a special form. These charges are calculated in accordance with the tariff in force for nationals of the State applied to. Repayment of these charges will be claimed by the court or authority applied to from the court or authority which made the request, through the consular authority, when transmitting to the latter the certificate provided for in Article 3 (6).

Article 5.

The document to be served may also be delivered to the recipient, whatever his nationality, in person, without the intervention of the courts or authorities of the State in whose territory service is to be effected:

a) By the diplomatic or consular agents of the State making the request; or

b) As far as this is not opposed to the law of the State making the request, a solicitor (advokát) or notary of the other State appointed by

the courts or authorities of the State making the request, or by the party on whose application the document was issued, either generally or in any particular case.

In order that the document may be served in accordance with this Article, it must be drawn up in the State (official) language of the State in whose territory service is to be effected, or must be accompanied by a translation in such language, unless the recipient is a national of the State making the request.

Article 6.

Service of documents may also be effected by post in cases where this method is permitted by the law of the State in which the document is issued.

III. Taking of Evidence.

Article 7.

When a court or authority in one of the contracting States orders that evidence is to be taken in the territory of the other State, this may be done in any one of the ways perscribed in Articles 8, 10 and 11.

Article 8.

1. The court or authority of one contracting State may, in accordance with the provisions of its law, address itself by means of a „commission rogatoire“ to the competent court or authority of the other contracting State, requesting it to take the evidence within its jurisdiction.

2. The „commission rogatoire“ shall be drawn up in the State (official) language of the State applied to, or be accompanied by a translation in such language, certified as correct by a diplomatic or consular officer of the State making the request, or by an official or sworn translator of one of the two States. If it is not accompanied by such a translation, one may be made by the State applied to if the other State so requests.

3. The „commission rogatoire“ shall be transmitted

In England, by the Czechoslovak consul in London to the senior master of the Supreme Court of Judicature in England;

In the Czechoslovak Republic, by the British consul to the Ministry of Justice of the Czechoslovak Republic at Prague.

4. It shall be incumbent upon the court or authority to whom the „commission rogatoire“ is addressed to give effect to it, if necessary, by the use of the same compulsory measures as in the execution of a commission emanating from the courts or authorities of its own State.

5. The consular authority of the State making the request will, if he so desires, be informed of the date and place when and where the proceedings will take place, in order that the interested parties may be able to be present;

6. The execution of the „commission rogatoire“ can only be refused:

a) If the authenticity of the document is not established;

b) If in the State applied to the execution of the „commission rogatoire“ does not fall within the functions of the courts or authorities;

c) If the State applied to considers it such as to affect its sovereignty or safety.

7. In case the court or authority applied to is not competent, the „commission rogatoire“ will be forwarded without any further request to the competent court or authority of the State applied to.

8. In every instance where the „commission rogatoire“ is not executed by the court or authority applied to, the latter will at once inform the consular authority of the State making the request, stating the grounds on which the execution of the commission has been refused or has proved impossible, or the court or authority to whom the commission has been forwarded.

9. The court or authority which executes the „commission rogatoire“ will apply, so far as the procedure to be followed is concerned, the law of its own country.

Nevertheless, an application by the court or authority making the request that some special procedure may be followed shall be acceded to, provided that such procedure is not incompatible with the law of the State applied to.

Article 9.

No fees of any description shall be demanded by the courts or authorities of one State from the other in respect of the execution of „commissions rogatoires“.

Nevertheless, the State making the request shall repay to the State applied to any charges and expenses payable to witnesses, experts, interpreters, or translators, the costs of obtaining the attendance of witnesses who have not appeared voluntarily, expenses incurred by the adoption of a special procedure in accordance with Article 8 (9), and the charges payable to any person whom the court or authority applied to may have deputed to act in cases where its law permits this to be done.

The repayment of these expenses is to be claimed by the court or authority applied to from the court or authority making the request, through the consular authority, when transmitting to the latter the documents establishing the execution of the „commission rogatoire“. These charges are calculated in accordance with the tariff in force for nationals of the State applied to.

Article 10.

1. Further, without the intervention of the courts or authorities of the State in whose territory the evidence is to be taken, this may be done by a consular agent of the other State.

2. The agent referred to in paragraph 1 may request the parties or any other individual to appear as a witness, or to give expert evidence,

or to produce any document or proof, and he may administer the oath to the parties, witnesses, or experts, but he has no compulsory powers.

3. Summonses to appear issued in accordance with paragraph 2 must be drawn up in the State (official) language of the State where the evidence is to be taken or accompanied by a translation into such language, unless the recipient is a national of the State making the request.

4. The evidence may be taken in accordance with the procedure laid down by the law of the State in which the evidence is to be used, and the parties will have the right to be represented by barristers or solicitors of that State.

Article 11.

1. The competent court or authority of the State applied to may also itself be requested to cause the evidence to be taken by a consular agent of the State making the request.

2. In this case the court or authority applied to will take the necessary steps to secure the attendance of the parties, witnesses or experts and the production of documents or proofs, making use, if necessary, of the compulsory powers to which it is entitled.

3. The agent referred to in paragraph 1 may administer the oath to any party, witness or expert who is willing to take it.

4. The provisions of Article 10 (4) are also applicable to proceedings under this Article.

Article 12.

The fact that an attempt to take evidence by the method laid down in Article 10 has failed owing to the refusal of any parties, witnesses or experts to appear or to give evidence, or to produce documents or proofs, does not preclude an application being subsequently made in accordance with Articles 8 or 11.

IV. General Provisions.

Article 13.

Any difficulties which may arise in connection with the operation of this Convention shall be settled through the diplomatic channel.

Article 14.

1. The present Convention, of which the English and Czechoslovak texts are equally authentic, shall come into force three months after the date on which ratifications are exchanged, and shall remain in force for three years after its coming into force. In case neither of the High Contracting Parties shall have given notice to the other six months before the expiration of the said period of his intention to terminate the Convention, it shall remain in force until the expiration of six months from the day on which either of the High Contracting Parties shall have given such notice.

2. This Convention shall not apply to Scotland or Northern Ireland, nor ot any of the dominions, colonies, possessions or protectorates

of His Britannic Majesty, but His Britannic Majesty may at any time extend, by a simple notification, this Convention to Scotland, Northern Ireland, or any such dominion, colony, possession or protectorate.

Such notification shall state the date on which such extension shall come into force, the authorities to whom judicial and extra-judicial acts and „commissions rogatoires" are to be transmitted, and the language in which communications to the authorities of the territory concerned and translations are to be made.

Either of the High Contracting Parties may, at any time after the expiry of three years from the coming into force of the extension of this Convention to Scotland, Northern Ireland or any of His Britannic Majesty's dominions, colonies, possessions or protectorates, terminate such extension on giving six months' previous notice.

3. The preceding stipulations relating to the extension of this Convention to Scotland or Northern Ireland, or to any of the dominions, colonies, possessions or protectorates of His Britannic Majesty, shall also apply to any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty.

In faith whereof the undersigned have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London, the eleventh day of November, 1924.

(L. S.) *W. Tyrrell.*
(L. S.) *Dr. Emil Spira.*

135.

SUÈDE, LETTONIE.

Déclaration concernant l'application réciproque de la Convention relative à la procédure civile conclue à La Haye, le 17 juillet 1905;*) signée à Riga, le 15 novembre 1924.**)

Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1926, No. 15.

En vue de déterminer en diverses matières les rapports juridiques entre le Royaume de Suède et la République de Lettonie, les soussignés dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, font d'un commun accord la déclaration suivante:

Les dispositions des Articles 1—24 de la Convention relative à la procédure civile conclue entre plusieurs Puissances à La Haye de 17 juillet 1905 seront appliquées, tant en Suède en faveur de la Let-

*) V. N. R. G. 3. s. II, p. 243.

**) Les ratifications ont été échangées à Riga, le 18 juin 1926.

tonie et des ressortissants lettons qu'en Lettonie en faveur de la Suède et des ressortissants suèdois.

La présente Déclaration sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que possible. L'arrangement sortira ses effets un mois après l'échange des ratifications; il restera en vigueur jusqui au 27 avril 1929. A partir de cette date, il sera renouvelé par tacite réconduction de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation par l'une des Parties. La dénonciation en devra être notifiée au moins six mois avant l'expiration des délais susvisés.

Fait en double à Riga, le 15 novembre 1924.

(L. S.) *Undén.*
(L. S.) *Albat.*

136.

NORVÈGE, ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Arrangement concernant l'exemption réciproque de l'impôt sur le revenu dans les affaires de navigation; réalisé par un Echange de Notes du 26 novembre 1924 au 24 mars 1925.

Overenskomster med fremmede stater 1925, No. 5.

November 26 1924.

Norwegian Legation
Washington D. C.

Sir:

By the note which I had the honor to address to the Acting Secretary of State on February 28, 1922, and Your Excelleny's note of November 14, 1922, it was established that reciprocal exemption of income and excess and war profits taxes existed for a non-resident Norwegian or Norwegian corporation in the United States, and for a non-resident American or American corporation in Norway, with regard to income consisting exclusively of earnings derived from the operation of ships under their respective flags; see Norwegian Taxation Laws of August 18, 1911, and the United States Revenue Act of 1921, section 213 (b) (8).

By new taxation laws enacted in Norway on August 11, 1924, an amendment has been made to the exemption provisions of the laws of August 18, 1911. I hereby enclose a copy of the new laws and a translation into English of the amended provisions according to which persons, companies and corporations belonging in a foreign country are exempt from taxes on property in and income from ship engaged in traffic on a Norwegian port or between Norwegian ports and from taxes from income arising from the sale of tickets for the transportation of persons out of the kingdom; provided that Norwegian persons, compa-

nies and corporations are exempt in the country in question from taxes on corresponding activities.

By the new law provisions, the reciprocal exemption of income and excess and war profits taxes in Norway and the United States with regard to income derived from the operation of ships under their respective flags is reaffirmed.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

(s.) *H. Bryn.*

His Excellency Honorable Charles E. Hughes, Secretary of State etc. etc. etc.

Department of State Washington.

January 23, 1925.

Sir:

I have the honor to refer to your note of November 26, 1924, concerning the new taxation laws enacted in Norway on August 11, 1924, which, in your opinion, reaffirm the reciprocal exemption of income and excess and war profits taxes in Norway and the United States with regard to income derived from the operation of ships under their respective flags.

It appears from the enclosures transmitted with your note that the Norwegian laws of August 11, 1924, in translation, provide in part as follows:

> ,,Persons, companies and corporations belonging in a foreign country are exempt from taxes on property in and income from ship engaged in traffic on a Norwegian port or between Norwegian ports and from taxes on income arising from the sale of tickets for the transportation of persons out of the kingdom; provided that Norwegian persons, companies and corporations are exempt in the country in question from taxes on corresponding activities.“

I have the honor to inform you that it has been held by the appropriate authorities of this Government that the provision of the Norwegian laws of August 11, 1924, above quoted, satisfies the equivalent exemption provision of Section 213 (b) (8) of the Revenue Act of 1924, and that, therefore, the income of a non-resident alien or foreign corporation, which consists exclusively of earnings derived from the operation of a ship or ships documented under the laws of Norway, is exempt from Federal income taxes imposed by the Revenue Act of 1924.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

(s.) *Charles E. Hughes.*

Mr. Helmer H. Bryn, Minister of Norway.

Norwegian Legation
Washington D. C.

March 24, 1925.

Sir:

In the note which Your Excellency's predecessor was good enough to address me on January 23, 1925 it was stated that the appropriate authorities of the Government of the United States had held that the prosisions of the Norwegian laws of August 11, 1924, satisfy the equivalent exemption provision of Section 213 (b) (8) of the Revenue Act of 1924, and that, therefore, the income of a non-resident alien or foreign corporation, which consists exclusively of earnings derived from the operation of a ship or ships documented under the laws of Norway, is exempt from federal income taxes imposed by the Revenue Act of 1924.

In reply to Mr. Hughes' note I have been authorized by my Government to confirm to Your Excellency the existence of reciprocity under the above mentioned Norwegian and American laws and that, therefore, persons, companies and corporations belonging in the United States of America are exempt in Norway from taxes on property in and income from a ship or ships, documented under the laws of the United States, engaged in traffic on a Norwegian port or between Norwegian ports, and from taxes on income arising from the sale of tickets for the transportation of persons out of the Kingdom of Norway.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

(s.) *H. Bryn.*

His Excellency, Hon. Frank B. Kellogg, Secretary of State, etc. etc. etc.

137.

SUÈDE, DANEMARK.

Convention additionnelle à l'Arrangement concernant le signalement de la situation des navires naufragés, conclu le 14 novembre 1913;*) signée à Copenhague, le 28 novembre 1924.

Sveriges Överenskommelser med främmande Makter 1924, No. 35.

Undertecknade därtill behörigen bemyndigade hava överenskommit om följande tillägg till överenskommelsen den 14 november 1913 vedrörande likalydande bestämmelser

Undertegnede, behørigt dertil befuldmægtigede, er kommet overens om følgende Tillæg til Overenskomst af 14 November 1913 vedrørende ligelydende Bestemmelser

*) V. N. R. G. 3. s. X, p. 297.

om utmärkande av vrak, om vraksignaler i Öresund och förhållningsregler angående passerande av vrakfyrskepp eller annat vrakmärke:

Som sista stycke i överenskommelsens andra avdelning, som börjar med orden: „Å följande fyrskepp och stationer . . .“, tillägges:

4 lanternor, visande fast grönt sken, eller 4 grönmålade ballonger, hissade å ovannämnda fyrskepp eller vid ovannämnda stationer betyder:

„Det finnes vrak såväl i norra inloppet till Öresund eller i Öresund norr om Latitudsparallellen genom Middelgrundsfortet som i Öresund söder om nämnda Latitudsparallell; iakttag försiktighet vid navigeringen“.

Ovanstående bestämmelse skall träda i kraft efter 3 månader att räknas från dags dato.

Till bekräftelse härav hava undertecknade underskrivit denna överenskommelse i två likalydande exemplar med alternerande svensk och dansk text och försett densamma med sina sigill.

Som skedde i Köpenhamn den 28 November 1924.

Hans Majestät Konungens av Sverige Envoyé Extraordinaire och Ministre Plénipotentiaire:

(L. S.) *Joachim Beck-Friis.*

om Afmærkning af Vrag, om Vragsignaler i Sundet og Forholdsregler angaaende Passage af Vragfyrskib eller anden Afmærkning af Vrag:

Som sidste Punkt i Overenskomstens 2det Afsnit begyndende med Ordene: „Paa følgende Fyrskibe og Stationer . . .“ indsættes:

4 grønne Balloner eller 4 Lanterner, der viser fast grønt Lys, hejste i nævnte Fyrskibe eller paa nævnte Stationer, betyder:

„Der findes Vrag saavel i det nordlige Indløb til Sundet eller i Sundet Nord for Middelgrundsfortets Breddeparallel som i Sundet Syd for nævnte Breddeparallel; iagttag Forsigtighedved Navigeringen.“

Ovenstaaende Bestemmelse træder i Kraft 3 Maaneder fra Dags Dato at regne.

Til Bekræftelse heraf har undertegnede underskrevet denne Overenskomst i tvende ligelydende Eksemplare med alternerende dansk og svensk Tekst og forsynet samme med deres Segl.

Sket i København den 28 November 1924.

Hans Majestæt Kongen af Danmarks Udenrigsminister:

(L. S.) *P. Moltke.*

138.

NORVÈGE, AUTRICHE.

Arrangement commercial provisoire réalisé par un Echange de Notes, signées à Kristiania, le 3 décembre 1924.

Overenskomster med fremmede stater 1925, No. 1.

Det Kgl. Utenriksdepartement.

Kristiania, 3 desember 1924.

Herr Sendemann,

Efterat den Kgl. norske Regjering og den østerrikske Forbundsregjering, ledet av ønsket om mest mulig å befordre det gjensidige handelsforhold, er blitt enige om snarest mulig å tre i forhandling om avsluttelse av en handels- og skibsfartsoverenskomst samt midlertidig inntil avsluttelse av en sådan overenskomst å tilveiebringe en ordning av det gjensidige handelsforhold ved en provisorisk handelsavtale, har undertegnede Utenriksminister for Kongeriket Norge den ære efter opdrag å meddele den overordentlige Sendemann og befullmektigede Minister for Republikken Østerrike i Kristiania, at den Kgl. norske Regjering gir sin tilslutning til nedenanførte avtale:

Artikkel 1.

Hver av Partenes undersåtter, produkter og varer, derunder innbefattet transittvarer, skal på den annen Parts område i enhver henseende nyte samme behandling og samme rettigheter og fordeler, som tilkommer de mestbegunstigede nasjoners undersåtter, produkter og varer.

Artikkel 2.

Den samme mestbegunstigede behandling skal aksjeselskaper og andre kommersielle, industrielle eller finansielle selskaper eller sammenslutninger, deri innbefattet forsikringsselskaper, nyte, som har sitt sete på et av de kontraherende Parters område og der er rettsgyldig stiftet overensstemmende med gjeldende lover, og som har behørig adgang til å utøve sin forretningsvirksomhet på den annen Parts område.

Adgangen for sådanne selskaper til forretningsvirksomhet på den annen kontraherende Parts område er undergitt de der til enhver tid gjeldende lover og andre forskrifter.

Artikkel 3.

Så lenge det nuværende innførselsforbudssystem forblir gjeldende, skal norske varer i Østerrike og østerrikske varer i Norge også overfor disse forbud nyte mestbegunstiget behandling. Følgelig skal enhver ophevelse av innførselsforbud som en av de kontraherende Parter, selv midlertidig, innrømmer en tredje stat, straks og betingelsesfritt utstrekkes til iden-

tiske eller lignende varer, som har sin oprinnelse i og kommer fra den annen Parts område.

Forsåvidt der ved tilståelse av inn- og utførselstillatelse gjøres undtagelser fra gjeldende forbud, vil hver av de kontraherende Parter behandle ansøkninger fra de annen Parts undersåtter om tilståelse av sådanne tillatelser på den mest mulig imøtekommende måte.

Artikkel 4.

1. De kontraherende Parter innrømmer hinannen gjensidig rett til å utnevne konsulære representanter i alle den annen Parts havner eller handelsplasser, hvor rett til ansettelse av konsulære representanter er tilstått en hvilken som helst tredje stat.
2. Hver av de kontraherende Parters konsulære representanter skal, efter å ha erholdt behørig eksekvatur av regjeringen i det land, hvori den skal gjøre tjeneste, innenfor dette lands område nyte de samme forrettigheter, fritagelser og privilegier, som blir tilstått eller i fremtiden måtte bli tilstått en hvilken som helst tredje stats konsulære representanter. Dog skal de nevnte forrettigheter, fritagelser og privilegier ikke tilkomme det ene lands konsulære representanter i det annet land in større utstrekning enn de tilståes dette lands konsulære representanter i det førstnevnte land.

Artikkel 5.

Begge Parters skib, deres besetninger og ladninger skal på den annen Parts område nyte samme behandling som blir skib under landets eget flagg eller mestbegunstiget skib, deres besetninger og ladninger tildel.

Denne bestemmelse utstrekker sig dog ikke til kystskibsfarten og det nasjonale fiskeri.

Artikkel 6.

Bestemmelsene i foranstående artikler om mestbegunstiget behandling gjelder ikke

a) sådanne begunstigelser som en av de kontraherende Parter allerede har tilstått eller i fremtiden tilstår til lettelse av grensetrafikken med naboland, og tollreduksjoner eller fritagelse for toll som kun gjelder for visse grensestrekninger eller beboere av enkelte distrikter;
b) begunstigelser som Norge har tilstått eller i fremtiden tilstår Danmark og Island, Finnland eller Sverige eller ett av disse land, likesom de begunstigelser som Østerrike måtte tilstå Ungarn eller Tsjekkoslovakiet i henhold til artikkel 222 i traktaten til St. Germain, hvorved man dog er enig om at hver av de kontraherende Parter straks har krav på samme begunstigelser, så snart de av den annen kontraherende Part måtte tilstås en tredje her ikke nevnt stat;
c) forpliktelser, som pålegges en av de kontraherende Parter ved en allerede bestående eller i fremtiden inngått tollunion.

Artikkel 7.

Nærværende overenskomst trer i kraft den 1 januar 1925. Avtalen sluttes for ett år, men skal efter utløpet av denne frist forbli i kraft videre såfremt ikke en av de kontraherende Parter opsier den. I dette fall trer den ut av kraft tre måneder efter opsigelse.

Idet undertegnede ber den overordentlige Sendemann og befullmektigede Minister for Republikken Østerrike om å måtte bli tilstillet en tilsvarende meddelelse, benytter han anledningen til å avgi forsikringen om sin utmerkede høiaktelse.

(U) *Joh. Ludw. Mowinckel.*

Herr R. Riedl, Overordentlig Sendemann og befullmektiget Minister for Republikken Østerrike, etc. etc. etc., Kristiania.

Gesandtschaft der Republik Österreich.

Kristiania, den 3 Dezember 1924.

Sr. Exzellenz dem Herrn königlich norwegischen Minister des Äussern J. L. Mowinckel, Kristiania.

Herr Minister!

Nachdem die österreichische Bundesregierung und die königlich norwegische Regierung von dem Bestreben geleitet, die gegenseitigen Handelsbeziehungen möglichst innig zu gestalten, übereingekommen sind, sobald als möglich in Verhandlungen über den Abschluss eines Handels- und Schiffahrtsvertrages einzutreten und für die Zwischenzeit bis zum Zustandekommen eines solchen Vertrages eine Regelung der gegenseitigen Handelsbeziehungen durch ein provisorisches Handelsübereinkommen herbeizuführen, beehrt sich der unterzeichnete österreichische Gesandte in Kristiania Seiner Exzellenz dem Herrn Königlich norwegischen Minister des Äussern auftragsgemäss zur Kenntnis zu bringen, dass die Bundesregierung den nachstehenden Vereinbarungen zugestimmt hat:

Artikel 1.

Die Angehörigen, die Erzeugnisse und Waren jedes der beiden Teile einschliesslich der Durchfuhrgüter werden im Gebiete des anderen Teiles in jeder Hinsicht dieselbe Behandlung und die gleichen Rechte und Vorteile geniessen, die den Angehörigen, den Erzeugnissen und Waren der meistbegünstigten Nationen zukommen.

Artikel 2.

Die gleiche Behandlung auf dem Fusse der Meistbegünstigung werden Aktiengesellschaften, sowie andere kommerzielle, industrielle oder finanzielle Gesellschaften oder Vereinigungen, einschliesslich der Versicherungsgesellschaften geniessen, welche im Gebiete eines der beiden vertragschliessenden Teile ihren Sitz haben, daselbst in Gemässheit der geltenden Gesetze rechtlich bestehen und zur Ausübung ihrer geschäftlichen Tätigkeit im Gebiete des anderen Teiles ordnungsmässig zugelassen worden sind.

Die Zulassung solcher Gesellschaften zum Betriebe ihrer Geschäfte auf dem Gebiet des anderen Vertragsteiles erfolgt nach Massgabe der daselbst jeweils in Geltung befindlichen Gesetze und sonstigen Vorschriften.

Artikel 3.

Solange das gegenwärtige System der Einfuhrverbote in Geltung bleibt, werden österreichische Waren in Norwegen und norwegische Waren in Österreich auch hinsichtlich dieser Verbote die dem meistbegünstigten Lande zugestandene Behandlung geniessen. Demzufolge wird jede Aufhebung von Einfuhrverboten, welche einer der beiden vertragschliessenden Teile, wenn auch nur vorübergehend, zugunsten eines dritten Staates eintreten lässt, sofort und bedingungslos auch auf die gleichen oder ähnlichen Waren, die aus dem Gebiete des anderen Vertragsteiles herrühren und dortselbst erzeugt worden sind, ausgedehnt werden.

Sofern durch die Erteilung von Ein- oder Ausfuhrbewilligungen Ausnahmen gegenüber den bestehenden Verboten gemacht werden, wird jeder der vertragschliessenden Teile die Gesuche der Angehörigen des anderen Teiles und die Erteilung solcher Bewilligungen in möglichst entgegenkommender Weise behandeln.

Artikel 4.

1. Die beiden Teile gewähren einander gegenseitig das Recht, Konsularvertreter zu ernennen in sämtlichen Häfen und Handelsplätzen des anderen Teiles, wo das Recht zur Anstellung von Konsularvertretern irgendeinem dritten Staate gewährt worden ist.
2. Die Konsularvertreter jedes der beiden Teile sollen, nachdem sie von der Regierung des Landes, in dem sie ihre Tätigkeit ausüben sollen, ordnungsmässiges Exequatur erhalten haben, auf dem Gebiete dieses Landes dieselben Vorrechte, Freiheiten und Privilegien geniessen, welche den Konsularvertretern irgendeines dritten Staates gewährt worden sind oder künftig gewährt werden. Doch sollen die genannten Vorrechte, Freiheiten und Privilegien den Konsularvertretern des eignen Landes in dem anderen Lande nicht in weiterer Ausdehnung zustehen, als der, in welcher sie den Konsularvertretern dieses Landes im erstgenannten Lande gewährt werden.

Artikel 5.

Die Schiffe jedes der beiden Teile, ihre Bemannungen und Ladungen werden im Gebiete des anderen Teiles die gleiche Behandlung geniessen, wie sie den Schiffen der eigenen Flagge oder der meistbegünstigten Nation, ihren Bemannungen und Ladungen zuteil wird.

Diese Bestimmungen erstrecken sich jedoch nicht auf die Küstenschiffahrt und auf die nationale Fischerei.

Artikel 6.

Die Bestimmungen der vorstehenden Artikel über die Behandlung auf dem Fusse der meistbegünstigten Nation beziehen sich nicht

a) auf solche Begünstigungen, die einer der vertragschliessenden Teile zur Erleichterung des Grenzverkehres mit Nachbarstaaten bereits gewährt hat und künftig gewähren wird, sowie auf jene Zollermässigungen oder Zollbefreiungen, welche nur für gewisse Grenzstrecken oder für die Bewohner einzelner Gebietsteile Geltung haben;
b) auf Begünstigungen, welche Norwegen an Dänemark und Island, an Finnland oder Schweden oder an eines dieser Länder zugestanden hat oder in Zukunft zugestehen wird, sowie auf die Begünstigungen, welche Österreich an Ungarn oder an die Tschechoslowakei in Anwendung des Artikels 222 des Vertrages von St. Germain zugestehen würde, wobei jedoch Einverständnis darüber besteht, dass jeder der Vertragsteile unverzüglich Anspruch auf die gleichen Begünstigungen hat, sobald sie von dem anderen Vertragsteil einem dritten hier nicht erwähnten Staate zugestanden werden sollten;
c) auf die Verpflichtungen, welche einem der vertragschliessenden Teile durch eine schon bestehende oder künftig abgeschlossene Zollunion auferlegt werden.

Artikel 7.

Das vorliegende Übereinkommen tritt am ersten Januar 1925 in Kraft. Das Übereinkommen wird auf die Dauer eines Jahres geschlossen, soll jedoch nach Ablauf dieser Frist weiterhin in Kraft bleiben, soferne nicht einer der beiden vertragschliessenden Teile es kündigt. In diesem Falle tritt es drei Monate nach der Kündigung ausser Kraft.

Indem der Unterzeichnete Seine Exzellenz den Herrn königlich norwegischen Minister des Äussern bittet, ihm eine gleichartige Mitteilung zukommen zu lassen, benützt er die Gelegenheit, um denselben seiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu versichern.

(u.) *Riedl.*

139.

NORVÈGE, AUTRICHE.

Arrangement concernant l'échange des actes de l'état civil; réalisé par un Echange de Notes, signées à Vienne, le 6 décembre 1924.

Overenskomster med fremmede stater 1925, No. 1.

Légation de Norvège.

Herr Minister,

Undertegnede har den ære å meddele Deres Excellence, at den Kgl. Norske Regjering har gitt sin tilslutning til nedenstående overenskomst mellem Kongeriket Norge og Republikken Østerrike:

Overenskomst mellem Kongeriket Norge og Republikken Østerrike om gjensidig meddelelse av civilstandsdokumenter angående deres statsborgere.

Den Kgl. Norske Regjering og Republikken Østerrikes Regjering som i forholdet dem imellem ønsker å sikre den gjensidige meddelelse av civilstandsdokumenter vedkommende de to lands statsborgere, har erklært sig enig i følgende bestemmelser:

Artikkel I.

De kontraherende Regjeringer forplikter sig til å oversende hinannen til fastsatte tider og uten omkostninger legaliserte attester om føldser, ektevielser og dødsfall, som er blitt utferdiget på deres territorium og som angår den annen kontraherende Parts statsborgere.

Artikkel II.

Hvert år i januar og juli skal de nevnte civilstandsdokumenter, som er blitt utferdiget i det forløpne halvår, bli utvekslet mellem de to Regjeringer ad diplomatisk vei.

Artikkel III.

Det er uttrykkelig avtalt at avgivelsen og mottagelsen av de nevnte civilstandsdokumenter ikke skal prejudicere de spørsmål som måtte opstå om nasjonalitet eller om ekteskapenes gyldighet.

Artikkel IV.

De civilstandsdokumenter, som begjæres tilveiebragt fra den ene eller annen side efter anmodning av privatpersoner, som ikke fremlegger uformuenhetsattest, forblir underkastet de gebyrer som fastsettes herfor i vedkommende stat.

Artikkel V.

Nærværende overenskomst trer i kraft idag.

Idet jeg erklærer, at denne overenskomst på grunn av en tilsvarende note fra den østerrikske Forbundsregjering er å anse som trått ikraft i dag, benytter undertegnede denne anledning til overfor Deres Excellence å fornye forsikringen om sin mest utmerkede høiaktelse.

Wien, den 6 desember 1924.

(s.) *A. Scheel,*
Norges Sendemann.

Hans Excellence Herr Dr. Mataja, Forbundsminister for utenrikske Anliggender, etc. etc. etc., Wien.

Bundeskanzleramt
Auswärtige Angelegenheiten.

Herr Gesandter,

Der Unterzeichnete beehrt sich, Euer Exzellenz mitzuteilen, dass die österreichische Bundesregierung dem nachstehenden Übereinkommen zwischen der Republik Österreich und dem Königreiche Norwegen ihre Zustimmung erteilt hat:

Übereinkommen zwischen der Republik Österreich und dem Königreiche Norwegen über die gegenseitige Mitteilung der ihre Staatsangehörigen betreffenden Zivilstandsurkunden.

Die Regierung der Republik Österreich und die Königlich Norwegische Regierung haben, von dem Wunsche geleitet, im Verhältnis zueinander die gegenseitige Mitteilung der ihre Staatsangehörigen betreffenden Zivilstandsurkunden zu sichern, sich mit nachstehenden Abmachungen einverstanden erklärt:

Artikel I.

Die vereinbarenden Regierungen verpflichten sich, einander zu den hiefür festgesetzten Terminen die Beurkundungen über Geburten, Trauungen und Todesfälle, welche auf ihrem Gebiete ausgefertigt worden sind und Staatsangehörigen des anderen vereinbarenden Teiles betreffen, mit der gehörigen Beglaubigung zu versehen und kostenfrei mitzuteilen.

Artikel II.

Im Jänner und Juli jedes Jahres werden die erwähnten Zivilstandesurkunden, welche im Laufe des vorangegangenen Halbjahres ausgefertigt wurden, zwischen den beiderseitigen Regierungen im diplomatischen Wege ausgetauscht werden.

Artikel III.

Es wird ausdrücklich vereinbart, dass die Ausfolgung und die Entgegennahme der erwähnten Zivilstandsurkunden weder den Fragen über die Staatsangehörigkeit noch jenen vorgreifen werden, welche sich hinsichtlich der Giltigkeit der Ehen ergeben können.

Artikel IV.

Die Zivilstandesurkunden, deren Beschaffung von der einen oder der anderen Seite auf Anlangen von Privatpersonen angesprochen wird, die nicht ein Mittellosigkeitszeugnis beibringen, bleiben den in dem betreffenden Staate hiefür zu entrichtenden Gebühren unterworfen.

Artikel V.

Die gegenwärtige Vereinbarung tritt am heutigen Tage in Kraft.

Indem ich erkläre, dass dieses Übereinkommen auf Grund einer gleichlautenden Gegennote der Königlich Norwegischen Regierung als am heutigen Tage in Kraft getreten zu betrachten ist, ergreift der Unterzeichnete diese Gelegenheit, um Euer Exzellenz neuerdings seiner ausgezeichneten Hochachtung zu versichern.

Wien, am 6 Dezember 1924.

(s.) *H. Mataja.*

An Seine Exzellenz Herrn A. Scheel, Ausserordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister von Norwegen in Österreich.

140.

GRÈCE, NORVÈGE.

Echange de Notes afin de proroger le Traité de commerce et de navigation conclu le 27/15 octobre 1852*) et modifié par la Déclaration du 2 mars/18 février 1893;**) signées à Berlin, le 10 décembre 1924.***)

Overenskomster med fremmede stater 1925, No. 1.

Légation de Grèce à Berlin.

Nr. 2364. Berlin, le 10 décembre 1924.

Monsieur le Ministre,

Par une lettre en date du 7 septembre 1924 adressée à Son Excellence Monsieur Joh. Ludwig Mowinckel, Ministre des Affaires Etrangères, j'ai eu l'honneur de dénoncer définitivement à partir du 10 décembre 1924 le Traité de Commerce et de Navigation signé le 27/15 octobre 1852 et modifié par la déclaration du 2/18 mars 1893.†) Toutefois, comme le nouveau tarif douanier hellénique qui devait entrer en vigueur le 10 décembre 1924 ne sera appliqué qu'à partir du 1 mars 1925, je m'empresse de vous faire savoir que mon Gouvernement est disposé, sous condition de réciprocité, à proroger, le Traité de Commerce et de Navigation actuellement en vigueur jusqu'au 1 mars 1925, avec faculté d'appliquer le nouveau tarif hellénique si dans l'intervalle un nouvel accord provisoire valable pour six mois et renouvelable tacitement est conclu sur cette base.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération. (s.) *E. Canellopoulos.*

Son Excellence Monsieur A. Scheel, Ministre de Norvège etc. etc. etc., Berlin.

Légation de Norvège. Berlin, le 10 décembre 1924.

Monsieur le Ministre,

J'ai eu l'honneur de recevoir la lettre que Vous avez bien voulu m'adresser sous la date de ce jour et dans laquelle Vous avez exprimé le désir du Gouvernement Hellénique de proroger le Traité de Commerce et de Navigation du 27/15 octobre 1852, modifié par la déclaration du 2/18 mars 1893,†) jusqu'au 1 mars 1925 avec faculté d'appliquer le nouveau tarif si dans l'intervalle un nouvel accord provisoire valable pour six mois et renouvelable tacitement est conclu sur cette base.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement Royal, de son côté, accepte la prorogation dudit Traité jusqu'au 1 mars 1925.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération. (s.) *A. Scheel.*

Son Excellence Monsieur E. Canellopoulos, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Grèce, Berlin.

---

*) V. Recueil des Traités de la Norvège (Kristiania 1907), p. 370.

) V. **N. R. G. 2. s. XXII, p. 386. ***) L'Arrangement a été prorogé plusieurs fois. Comp. p. c. Overenskomster 1925, p. 91; 1926, p. 10.

†) Rectius: 2 mars/18 février.

Annexe.

Adhésions, Signatures et Ratifications, Prorogations, Abrogations, Dénonciations, Addenda, Errata. *)

1907.

I.

Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, Argentine etc. Convention concernant la limitation de l'emploi de la force pour le recouvrement de dettes contractuelles; signée à la Haye, le 18 octobre 1907. (III, p. 414.)

Dénonciation:

Le Mexique a dénoncé la Convention qui cessera, ses effets par rapport à ce pays le 21 avril 1923. V. Deutsches Reichsgesetzblatt II, 1931, p. 515.

1908.

II.

Allemagne, Belgique, Danemark etc. Convention de Berne revisée pour la protection des œuvres littéraires et artistiques; signée à Berlin, le 13 novembre 1908. (IV, p. 590.)

Adhésions:

a) Le Siam. Communiquée au Gouvernement fédéral suisse le 17 juin 1931 et accompagnée des réserves suivantes:

„1. En ce qui concerne la protection des œuvres des arts appliqués à l'industrie, le gouvernement du Siam substitue à l'alinéa 4 de l'Article 2 de la convention de 1908, l'Article 4 de la convention de 1886, qui ne comprend pas parmi les œuvres littéraires et artistiques les œuvres des arts appliqués.

2. En ce qui concerne l'accomplissement des conditions et formalités prescrites par la loi du pays d'origine de l'œuvre, le gouvernement du Siam déclare substituer à l'Article 4, alinéa 2, de la convention de 1908, l'Article 2, alinéa 2, de la convention signée à Berne, le 9 septembre 1886.

3. En ce qui concerne le droit exclusif des auteurs de faire ou d'autoriser la traduction de leurs œuvres, le gouvernement du Siam déclare substituer à l'Article 8 de la convention de 1908, l'Article 5 de la convention signée à Berne, le 9 septembre 1886, dans la version de l'Article premier, chiffre III, de l'acte additionnel de Paris, du 4 mai 1896.

4. En ce qui concerne la reproduction des articles de journaux et de revues, le gouvernement du Siam déclare substituer à l'Article 9

---

*) Les indications ne se rapportent qu'aux documents contenus dans les volumes de la troisième série.

de la convention de 1908, l'Article 7 de la convention signée à Berne, le 9 septembre 1886, dans la version de l'Article premier, chiffre IV, de l'acte additionnel de Paris, du 4 mai 1896.

5. En ce qui concerne la représentation publique des œuvres dramatiques et dramatico-musicales et l'exécution publique des œuvres musicales, le gouvernement du Siam déclare substituer à l'Article 11 de la convention de 1908 l'Article 9 de la convention signée à Berne, le 9 septembre 1886, et le chiffre 2 du protocole de clôture, de même date, de cette dernière convention.

6. En ce qui concerne l'application de la convention de 1908 aux œuvres qui, au moment de son entrée en vigueur, n'étaient pas encore tombées dans le domaine public de leur pays d'origine, le gouvernement du Siam déclare substituer à l'Article 18 de ladite convention de 1908, l'Article 14 de la convention signée à Berne, le 9 septembre 1886, et le numéro 4 du protocole de clôture, de même date, de cette dernière convention, dans la version de l'Article 2, chiffre II, de l'acte additionnel de Paris, du 4 mai 1896." V. Recueil des lois fédérales suisses, 1931, p. 600.

b) La Turquie. Communication officielle du 29 juin 1931.

c) Le Liechtenstein. Communication officielle du 20 juillet 1931. V. Moniteur belge 1931, p. 4801 et 4980.

1910.

III.

Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique etc. Convention internationale relative à la répression de la Traite des Blanches; signée à Paris, le 4 mai 1910. (VII, p. 252.)

1) Ratification ultérieure:

Le Danemark, le 3 juin 1931. V. Moniteur belge 1931, p. 5090.

2) **Adhésion:**

La Grande-Bretagne a adhéré le 14 avril 1931 pour la Colonie (et le Protectorat) de la Gambie, le Protectorat de l'Ouganda et le territoire sous mandat de Tanganyika. V. Moniteur belge 1931, p. 5105.

1911.

IV.

Allemagne, Autriche, Hongrie etc. Convention d'Union de Paris du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle; revisée à Washington, le 2 juin 1911 (VIII, p. 760).

Dénonciation:

Le Cuba, conformément à une communication officielle. Toutefois, le Gouvernement cubain continuera à accorder protection à toutes les marques protégées à Cuba, aux termes de l'Arrangement précité, et à celles qui seront admises ultérieurement, jusqu'à la date à laquelle cesseront totalement les effets de celui-ci pour Cuba, soit à l'expiration du délai de vingt ans prévu par l'Article 6 de cet accord. Conformément à l'Article 17 bis de la Convention d'Union, l'Arrangement dénoncé reste encore en vigueur à Cuba jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en a été faite, soit jusqu'au 22 avril 1932. Dès cette date, Cuba ne fera donc plus partie que de l'Union générale constituée par la Convention de

Paris révisée du 20 mars 1883 et de l'Union restreinte formée par l'Arrangement de Madrid révisé, du 14 avril 1891, concernant la répression des fausses indications de provenance. V. Moniteur Belge 1931. p. 4802.

1914.

V.

Allemagne, Belgique, Danemark etc. Protocole additionnel à la Convention de Berne revisée pour la protection des œuvres littéraires et artistiques du 13 novembre 1908; signée à Berne, le 20 mars 1914. (X, p. 114.)

Adhésions:

a) Le Siam. Communiqué au Gouvernement fédéral suisse le 17 juin 1931 et accompagnée des réserves suivantes:
*) V. Recueil des lois fédérales suisses 1931, p. 600.

b) La Turquie. Communication officielle du 29 juin 1931. V. Moniteur belge 1931, p. 4801.

1919.

VI.

Etats-Unis d'Amérique, Belgique, Empire Britannique etc. Convention portant révision de l'Acte général de Berlin du 26 février 1885 et de l'Acte général de Bruxelles du 2 juillet 1890; signée à Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919. (XIV, p. 12.)

Ratification ultérieure:

L'Italie. L'instrument de ratification a été déposé le 14 avril 1931. V. Gazzetta Ufficiale 1931, p. 2192.

VII.

Société des Nations. Organisation Internationale du Travail. Projet de Convention concernant le travail de nuit des femmes; adopté en 1919, à Washington, par la Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations. (XIX, p. 82.)

Ratification ultérieure:

La Lithuanie. L'instrument de ratification a été déposé aux archives du Secrétariat Général de la Société des Nations le 19 juin 1931. V. Moniteur belge 1931, p. 4800.

VIII.

Société des Nations. Organisation Internationale du Travail. Projet de Convention concernant le travail de nuit des enfants dans l'industrie; adopté en 1919, à Washington, par la Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations. (XIX, p. 92.)

Ratification ultérieure:

La Lithuanie. L'instrument de ratification a été déposé le 19 juin 1931. V. Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich 1931, p. 1463.

---

*) V. No. II.

1920.

IX.

Société des Nations, Organisation Internationale du Travail. Projet de convention concernant le placement des marins; adopté, en 1920, à Gênes par la Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations. (XIX, p. 102.)

Ratification ultérieure:

L'Espagne. L'instrument de ratification a été déposé le 25 février 1931 aux archives du Secrétariat général de la Société des Nations. V. Moniteur belge 1931, p. 2680.

X.

Société des Nations. Protocole de signature du Statut de la Cour permanente de Justice internationale et Disposition facultative. (XVIII, p. 394.)

I.

Ratification ultérieure:

La Perse a déposé le 25 avril 1931 aux archives du Secrétariat Général de la Société des Nations l'instrument de ratification sur le Protocole de signature. V. Moniteur Belge 1931, p. 3526.

II.

1) La Roumanie a signé la Clause facultative le 8 octobre 1930 en formulant la déclaration suivante: „Le Gouvernement roumain déclare adhérer à la clause facultative de l'Article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice Internationale, pour une période de cinq années, à l'égard des Gouvernements reconnus par la Roumanie et sous condition de réciprocité, pour les différends juridiques dérivant de situations ou faits postérieurs à la ratification par le Parlement roumain de la présente adhésion et sous réserve des matières soumises à une procédure spéciale établie ou à convenir et de la faculté pour la Roumanie de soumettre le différend, préablement à tout recours à la Cour, au Conseil de la Société des Nations.

Sont exceptés néanmoins:

a) Toute question de fond ou de procédure pouvant amener directement ou indirectement la discussion de l'inégrité territoriale actuelle et des droits souverains de la Roumanie, y compris ceux sur ses ports et ses voies de communication;

b) Les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent de la juridiction de la Roumanie. Genève, le 8 octobre 1930. C. Antoniade.“ L'instrument de ratification de la Roumanie a été déposé le 9 juin 1931. V. Moniteur belge 1931, p. 4907.

2) La France a formulé le 19 septembre 1929 la déclaration suivante: „Au nom du Gouvernement de la République francaise, je déclare, sous réserve de ratification, reconnaître comme obligatoire de plein droit sans convention spéciale vis-à-vis des autres Membres ou Etats qui acceptent la même obligation, la juridiction de la Cour, conformément à l'Article 36, paragraphe 2 du statut de ladite Cour, pour une durée de cinq années, sur tous les différends qui s'élèveraient après la ratification de la présente déclaration au sujet des situations ou des faits postérieurs à cette ratification, et qui n'auraient pu être réglés par une procédure de conciliation ou par le Conseil aux termes de l'Article 15, alinéa 6 du Pacte, sous reserve du cas où les Parties seraient convenues, ou

conviendraient d'avoir recours à une autre mode de règlement arbitral." L'instrument de ratification de cette déclaration a été déposé le 25 avril 1931. V. Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich 1931, p. 735.

3) Le Luxembourg a signé la Clause facultative en formulant la déclaration suivante: „Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale vis-à-vis de toute autre Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, conformément à l'Article 36, § 2, du Statut, sur tous les différends qui s'éléveraient après la signature de la présente déclaration au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette signature, sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à une autre procédure ou à un autre mode de règlement pacifique. La présente déclaration est faite pour une durée de cinq ans. Si elle n'est pas dénoncée six mois avant l'expiration de ce délai, elle sera considérée comme renouvelée pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite. Genève, le 15 septembre 1930. Bech." Cette déclaration qui remplace celle faite au nom du Grand-Duché en 1920 entre en vigueur à partir de la date de sa signature. V. Moniteur belge 1930, p. 6017.

1921.

XI.

Albanie, Autriche, Belgique etc. Convention et Statut sur la Liberté du Transit; signés à Barcelone, le 20 avril 1921. (XVIII, p. 690.)

Ratification ultérieure:

La Perse. L'instrument de ratification a été déposé le 29 janvier 1931. V. Moniteur belge 1931, p. 1750.

XII.

Albanie, Autriche, Belgique etc. Convention et Statut sur le régime des voies navigables d'intérêt international; signés à Barcelone, le 20 avril 1921, suivis d'un Protocole additionnel, signé à la date du même jour. (XVIII, p. 709.)

1) Ratifications ultérieures:

La Terre-Neuve, la Suède et la Grèce ont ratifié le 2 août 1922, le 15 septembre 1927 et le 3 janvier 1928 le Protocole additionnel à la Convention dans l'étendue indiquée sous la lettre b) du Protocole.

2) Adhésion:

La Hongrie a adhéré, le 18 mai 1928 au Protocole additionnel à la Convention dans l'étendue indiquée sous la lettre a) du Protocole. V. Sammlung der Gesetze und Verordnungen des Tschechoslovakischen Staates 1931, p. 549.

XIII.

Albanie, Autriche, Belgique etc. Déclaration portant reconnaissance du droit au pavillon des Etats dépourvus de littoral maritime; signée à Barcelone, le 20 avril 1921. (XVIII, p. 739.)

L'Italie a accepté définitivement la Déclaration sans avoir recours à la ratification. V. Sammlung der Gesetze und Verordnungen des tschechischen Staates 1931, p. 549.

XIV.

Albanie, Allemagne, Autriche etc. Convention internationale pour la suppression de la traite des femmes et des enfants; ouverte à la signature à Genève, du 30 septembre 1921 au 31 mars 1922. (XVIII, p. 758.)

1) Ratifications ultérieures:

a) Le Danemark. L'instrument de ratification de l'adhésion à la Convention a été déposé aux archives du Secrétariat Général de la Société des Nations le 23 avril 1931. A cette occasion, le délégué du Danemark a formulé la déclaration suivante:

„Procédant au dépôt de l'instrument de ratification par Sa Majesté le roi de Danemark et d'Islande sur la Convention internationale pour la suppression de la traite des femmes et des enfants, signée à Genève, le 30 septembre 1921, à laquelle le Danemark a adhéré par une déclaration en date du 12 mars 1923, j'ai l'honneur, d'ordre de mon Gouvernement, de déclarer:

1. que la ratification de mon Gouvernement est subordonnée à la réserve que la Convention susmentionnée ne prendra effet, en ce qui concerne le Danemark, qu'à l'entrée en vigueur du Code pénal danois du 15 avril 1930;

2. que la ratification de mon Gouvernement n'engage pas le Groenland, la Convention, vu les circonstances spéciales, n'ayant pas d'importance pour cette possession.

J'ai l'honneur d'ajouter que, selon une loi spéciale en date du 15 avril 1930, le Code pénal en question doit être mis en vigueur par un arrêté du Ministre de la Justice le 1 janvier 1933 au plus tard." V. Moniteur belge 1931, p. 3317.

b) La Lithuanie. L'instrument de ratification a été déposé aux archives du Secrétariat Général de la Société des Nations le 14 septembre 1931. V. Moniteur belge 1931, p. 5946.

2) Adhésions:

a) La Grande-Bretagne pour la Colonie et le Protectorat de la Gambie, le Protectorat de l'Ouganda et le territoire sous mandat de Tanganyika. Cette adhésion produira ses effets le 10 avril 1931. V. Moniteur belge 1931, p. 3244.

b) Le Monaco, le 18 juillet 1931. V. Recueil des lois fédérales suisses 1931, p. 626.

XV.

Société des Nations, Organisation Internationale du Travail. Projet de convention concernant les droits d'association et de coalition des travailleurs agricoles; adopté, en 1921, à Genève par la Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations. (XIX, p. 108.)

Ratification ultérieure:

La Roumanie. L'Instrument de ratification a été déposé aux archives du Secrétariat Général de la Société des Nations le 10 novembre 1930. V. Moniteur belge 1931, p. 4.

XVI.

Société des Nations, Organisation Internationale du Travail. Projet de convention concernant la réparation des accidents du travail dans l'agriculture; adopté, en 1921, à Genève par la Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations. (XIX, p. 111.)

Ratification ultérieure:

L'Italie (sans ses colonies et possessions) a déposé le 1 septembre 1930 son instrument de ratification aux archives du Sécretariat général de la Société des Nations. V. Deutsches Reichsgesetzblatt 1931. II, p. 32.

XVII.

Société des Nations. Organisation Internationale du Travail. Projet de convention fixant l'âge minimum d'admission des jeunes gens au travail en qualité de soutiers ou chauffeurs; adopté, en 1921, à Genève par la Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations. (XIX, p. 114.)

Ratification ultérieure:

Les Pays-Bas. L'instrument de ratification a été déposé aux archives du Secrétariat Général de la Société des Nations le 17 juin 1931. V. Moniteur belge 1931, p. 4801.

1922.

XVIII.

Société des Nations. Organisation Internationale du Travail. Protocole relatif à un Amendement à l'Article 393 du Traité de Versailles et aux Articles correspondants des autres Traités de Paix; adopté le 2 novembre 1922, à Genève, par la Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations. (XIX, p. 69.)

Ratifications ultérieures:

La Perse, le Vénézuéla et le Pérou, le 14 août 1928, le 19 août et le 6 juillet 1931, respectivement. V. Moniteur belge 1931, p. 4483, 5295 et 4908.

XIX.

Suisse. Concordat concernant l'assistance des indigents; approuvé par le Conseil fédéral le 15 juin 1923 (XIV, p. 593).

Accession:

Accession du Canton de Bâle-Campagne par une lettre du 17 janvier 1930. V. Eidgenössische Gesetzsammlung 1930, p. 62.

1923.

XX.

Société des Nations. Protocole relatif aux clauses d'arbitrage; signé à Genève, le 24 septembre 1923. (XIX, p. 156.)

1) Ratification ultérieure:

La Pologne. L'instrument de ratification a été déposé le 26 juin 1931 aux archives du Secrétariat Général de la Société des Nations. En signant le protocole (du dépôt de ce document) le plénipotentiaire de la Pologne, a fait la déclaration suivante: „Au nom du gouvernement de la république de Pologne, je signe le présent protocole avec la réserve que conformément à l'alinéa 2 de l'Article premier l'engagement prévu audit Article s'appliquera uniquement aux contrats qui sont déclarés commerciaux par le droit national polonais.“ V. Moniteur belge 1931, p. 4908 et Recueil des lois fédérales suisses 1931, p. 595.

2) Adhésion:

La Grande-Bretagne pour les Iles Bahama, le 23 janvier 1931. V. Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich 1931, p. 380.

XXI.

Allemagne, Belgique, Brésil etc. Convention et Statut sur le régime international des ports maritimes; signés à Genève, le 9 décembre 1923, suivis d'un Protocole de signature, signé à la date du même jour. (XIX, p. 250.)

Ratification ultérieure:

La Tchécoslovaquie. L'instrument de ratification a été déposé le 10 juillet 1931. V. Moniteur belge 1931, p. 4980.

XXII.

France, Grande-Bretagne, Espagne. Convention relative à l'organisation du Statut de la zone de Tanger; signée à Paris, le 18 décembre 1923. (XIII, p. 246.)

Adhésion:

La Suède, le 19 septembre 1924. V. Moniteur belge 1931, p. 4783.

1924.

XXIII.

Pays-Bas, Portugal. Echange de Notes afin de régler provisoirement les relations commerciales entre les deux pays; signées à Lisbonne, le 27 août 1924. (XVIII, p. 452.)

Prorogation:

L'Arrangement a été prorogé en dernier lieu le 24 avril 1931. V. Diario do Governo 1931, p. 765.

XXIV.

Grande-Bretagne, Tchécoslovaquie. Convention concernant l'assistance judiciaire en matière civile et commerciale; signée à Londres, le 11 novembre 1924. (XXIV, p. 902.)

Adhésions:

La Grande-Bretagne pour Malte le 17 juin 1927 et pour quelques possesions insulaires en Amérique le 1 août 1927, pour le Canada le 21 décembre 1928, pour l'Ecosse le 7 novembre 1930, pour le Bornéo britannique le 7 avril 1931, pour le Sarawak le 26 juin 1931 et pour le Basoutoland, le Bechouanaland et le Souaziland le 10 septembre 1931. V. Sammlung der Gesetze und Verordnungen des tschechoslovakischen Staates 1927, p. 1749, 1929, p. 35, 1930, p. 1227, 1931, p. 287, 651 et 865.

1925.

XXV.

Albanie, Allemagne, Autriche etc. Convention internationale relative aux stupéfiants, adoptée par la Deuxième Conférence de l'opium (Société des Nations); signée à Genève, le 19 février 1925.

1) Ratifications ultérieures:

Le Cuba et l'Irlande, le 6 juillet et le 1 septembre 1931, respectivement. V. Moniteur belge 1931, p. 4944 et 5806.

2) Adhésions:

a) La Lithuanie et la Norvège, le 13 février et le 16 mars 1931, respectivement. V. Moniteur belge 1931, p. 1750 et 2680.
b) L'Irak, le 8 août 1931. V. Recueil des lois fédérales suisses 1931, p. 628.

XXVI.

Allemagne, Autriche, Belgique etc. Convention relative au jaugeage des bateaux de navigation intérieure; signée à Paris, le 27 novembre 1925, suivie d'un Protocole de signature, signé à la date du même jour ainsi que d'une Correspondance diplomatique du 2 juin au 28 septembre 1926. (XIX, p. 587.)

Ratification ultérieure:

La Grèce, le 6 février 1931. V. Moniteur belge 1931, p. 1750.

1926.

XXVII.

Albanie, Allemagne, Autriche etc. Convention relative à l'esclavage; signée à Genève, le 25 septembre 1926. (XIX, p. 303.)

1) Ratifications ultérieures:

La France, la Roumanie et le Cuba. Les instruments de ratification ont été déposés le 28 mars, le 22 juin et le 6 juillet 1931, respectivement.

2) Adhésion:

La France a adhéré pour la Syrie et le Liban le 25 juin 1931. V. Moniteur belge 1931, p. 3077 et 4965.

1927.

XXVIII.

Autriche, Tchécoslovaquie. Convention additionnelle à la Convention de commerce du 4 mai 1921; signée à Vienne, le 21 juillet 1927. (XXI, p. 246.)

Dénonciation:

L'Autriche ayant dénoncé la Convention, elle a cessé ses effets le 14 juillet 1931. V. Sammlung der Gesetze und Verordnungen des Tschechoslovakischen Staates 1931, p. 657.

XXIX.

France, Italie. Modus vivendi concernant l'établissement des sujets de chacun des deux pays sur le territoire de l'autre; réalisé par un Echange de Notes, signées à Paris, le 3 décembre 1927, et prorogé par un Echange de Lettres du 16 juillet 1928. (XXI, p. 763.)

Prorogation:

Le Modus vivendi a été prorogé plusieurs fois, et en dernier lieu, le 23 mai 1931. V. Gazzetta Ufficiale 1931. S. 4256.

1928.

XXX.

Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, Belgique etc. Traité concernant la renonciation à la guerre comme instrument de politique nationale; signé à Paris, le 27 août 1928. (XXI, p. 3.)

Adhésion:

La Colombie, le 28 mai 1931. V. Recueil des lois fédérales suisses 1931, p. 586.

Table chronologique.

1923.

1930.

Table alphabétique.

Allemagne.

Autriche.

Belgique.

Bulgarie.

Canada.

Chili.

Chine.

Colombie.

Costa-Rica.

Cuba.

Danemark.

Empire Britannique.

V. Grande-Bretagne.

Espagne.

Estonie.

Etats-Unis d'Amérique.

Finlande.

France.

Grande-Bretagne.

Grande-Bretagne (Canada).

Grèce.

Hongrie.

Japon.

Lettonie.

Lithuanie.

Luxembourg.

Mexique.

Norvège.

Nouvelle-Zélande.

Pays-Bas.

Perse.

Pologne.

Portugal.

Roumanie.

Suède.

Suisse.

Tchécoslovaquie.

Yougoslavie.

Table analytique.

